

Le père DUCHESNE

Qu'est-ce que le tiers exclus ?

Les preuves du complot de la « pensée unique ».

Au général MALET, héros de la République et martyr du droit.

Le président Dejean lui ayant demandé quels étaient ses complices, Malet répondit : « *La France entière, et vous-même si j'avais réussi* ». Conduit à la plaine de Grenelle, il reçut la mort avec un sang-froid héroïque. Il commanda lui-même le feu avec une voix retentissante. Tous ses compagnons étaient tombés comme foudroyés; lui seul était resté debout tout sanglant. Il fallut une seconde décharge encore insuffisante, et l'achever à coups de baïonnettes !

(Extrait du dictionnaire sur la Révolution et l'Empire
du Docteur ROBINET).

Article 11 : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

Déclaration des droits de l'Homme de 1789

« Les philosophes ne sortent pas de terre comme des champignons ; ils sont les fruits de leur époque, de leur peuple, dont les énergies les plus subtiles, les plus précieuses et les moins visibles s'expriment dans les idées philosophiques. ».

Karl MARX

C'est toujours, alors que l'on pense avoir atteint le fond du gouffre, que jaillit l'étincelle de l'espérance ! Le Peuple millénaire de France désespère en cette année 2010 mais, les nantis, comme les tenants de la parole officielle, n'en ont cure. Que leur importe l'injustice criante quand il ne s'agit que de préserver leur vie agréable ou leurs ambitions sans bornes ! Qu'importe même le chaos, l'effondrement de l'économie, du moment que ce sont toujours les mêmes qui paieront l'addition. Qu'importe encore la sous-culture galopante, la crétinisation croissante des masses, la division du Peuple mise en chantier chaque jour et sa « meltingpottisation » sur fond de communautarismes rivaux. Qu'importe notre histoire à la poubelle et cette foi égalitaire, qui fit la France, reléguée aux orties. Qu'importe ! Après eux le déluge !

Ce n'est pas parce que l'on ne voit pas bien les choses que celles-ci n'ont pas d'existence ! La désespérance n'est pas seulement dans cette frange d'exclus dont parlent les tenants de la pensée officielle, elle est partout dans le Peuple : chez l'honnête retraité qui se demande comment il finira sa vie, chez le jeune diplômé qui désespère de ne trouver emploi de nature à lui permettre enfin de s'installer dans l'existence, chez le cadre, pourtant privilégié dit-on, harcelé, rongé par l'angoisse que fait peser sur lui la pression incessante de la performance, chez l'entrepreneur, harassé de travail et de fatigue, qui prend soudain conscience que l'horizon ne peut pas s'éclaircir. Voilà la vraie cohorte des exclus ! Elle est légion et si elle ne prend conscience de l'incommensurable force que lui donnerait l'union c'est parce que l'on s'ingénie à la diviser sans cesse, à pulvériser sur elle le narcotique puissant de l'égoïsme. Que vienne le matin de la vérité et la France est sauvée !

« Changer la vie » comme on aimait à le répéter quelque part au tournant des années quatre vingt, au temps de la grande duperie de la victoire de la gauche ? Non ! Voilà l'archétype même du slogan creux, sans portée véritable, qui n'est guère destiné à mobiliser les énergies, mais à berner, à tromper, à permettre de faire le contraire de ce qu'on avance. « Changer le cours de la vie pour permettre enfin, non à une oligarchie de régner sans partage mais à la

majorité de décider de son sort. ». Voilà le vrai mot d'ordre qui porte, l'utile et pertinente consigne, la juste directive pour inverser enfin le rapport de force au profit du plus grand nombre.

Les propos qui suivent ne sont pas le fruit d'une froide, vaseuse ou stérile réflexion solitaire mais l'expression d'une colère collective. Une bronca qui sourd du pays profond pour enfin exprimer un immense « ras-le-bol » qui partout se fait entendre mais qui ne trouve nul écho dans les médias. C'est cette France trompée qui rejeta avec un tel enthousiasme un traité constitutionnel européen qui, à peine sorti avec perte et fracas par la porte, revient sans vergogne par la fenêtre ! C'est ce pays désespéré, dupé par les rodomontades d'un manipulateur, qui constate, amer, que son vote n'a servi qu'à faire le lit du thatchérisme à la française. C'est cet éclat d'exaspération que l'on entend au café du commerce et qui se manifeste bien avant le deuxième Ricard. Quelle vienne donc cette effervescence qui répondra sans doute à des aspirations différentes et revêtira sûrement des aspects et des sensibilités bien divers mais qui trouvera son dénominateur commun dans un rejet aussi viscéral que définitif de ce prétendu modèle ultralibéral qu'on veut nous imposer chaque jour davantage !

Pas de nuance, pas de modestie, pas de demi-mesure dans ce qui suit mais le discours de la vie et de la vérité et qui ne saurait ainsi être mièvre car il est l'expression même du collectif. Il accuse sans doute, crie et parfois même vocifère mais n'a pour seule ambition que de contribuer à la recherche d'une voie alternative à la philosophie de l'injustice et de l'égoïsme qui clame partout sa supériorité et qui ne peut pourtant, comme elle l'a fait déjà par le passé et comme elle est en train de le faire sous nos yeux, que conduire le monde au désastre et au chaos. La logique que l'on nomme capitaliste mais qui sera examinée, plus loin, à la lumière d'un nouveau concept qui est proposé, celui d'accaparement, repose sur le déséquilibre. C'est là une donnée intrinsèque mais essentielle de sa nature. Pour simplifier il s'agit de rendre une petite poignée de riches toujours plus riches et, par voie de conséquence, d'appauvrir sans cesse le plus grand nombre car – et c'est là une donnée première de toute économie– les richesses s'y trouvent toujours en quantité limitée. Mais un déséquilibre ne peut durer éternellement et la courbe de l'opulence pour seulement quelques-uns finit fatalement par trouver son infléchissement pour la bonne et simple raison que les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel !

Ce système, que l'on nomme abusivement libéral, reste encore aujourd'hui présenté comme la voie unique, sans qu'aucune alternative ne soit concevable et, le drame est, qu'une sorte de consensus latent semble se dégager autour d'une pareille monstruosité. On voudrait ainsi nous faire croire que la société, dans laquelle le plus grand nombre vit de plus en plus difficilement tandis qu'une infime minorité engrange chaque jour, à vitesse exponentielle, des gains de plus en plus indécents, serait incontournable ! Comme à elle seule, pareille assertion défie le plus élémentaire bon sens, on nous rétorque alors qu'il n'y a rien en face ! En d'autres termes, avec l'effondrement du marxisme, auquel au aura d'ailleurs, dans un grand et opportun élan de simplification, associé toutes les idéologies, il n'y aurait plus d'alternative au libéralisme du XIX^e siècle, celui-là même qui sévissait avant que le monde ne court au désastre dans les années trente du siècle passé.

C'est donc, très précisément, dans ce glacis laissé par le vide du marxisme moribond, que les tenants du changement doivent se positionner car, pour être réellement efficace, le combat pour la justice passe par le combat d'idées. Ainsi que l'écrivait CHATEAUBRIAND dans son « Histoire de France » : « Tout arrive par les idées ; elles produisent les faits qui ne leur servent que d'enveloppe ». La contestation du libéralisme sera théoricienne ou ne sera pas ! Face à la loi

de la jungle et à l'abondance pour le très petit nombre, il est urgent et nécessaire de démontrer qu'il est une autre voie possible, une alternative crédible. L'ébauche de construction qui suit s'y emploie et celle-ci repose tout à la fois sur une conviction et une méthode.

Sans un rapport de force favorable rien n'est possible !

Le premier constat qui s'impose n'invite pas à l'optimisme. Dans ce pays, toutes les formations politiques qui se partagent le pouvoir à échéances régulières, prônent le même type de société. Celui-ci est directement inspiré du courant anglo-saxon qui, depuis trois décennies, n'a pour seul objectif que le retour au modèle social de l'Etat libéral, de l' « Etat gendarme », celui qui prévalait jusqu'à la grande dépression qui suivit la crise de 1929. Cet « unanimisme politique » entraîne dans son sillage un discours médiatique tout aussi monolithique et, quand on sait l'influence considérable des vecteurs de diffusion de l'information de nos jours, comment douter que le rapport de force s'avère écrasant au profit de ceux qu'il est convenu de nommer les « tenants de la pensée unique » qui sont les seules personnes qui s'expriment en permanence et sans entrave partout dans ce pays ?

Face à cette formidable puissance, la simple et ponctuelle protestation n'est vouée qu'à un échec patent et assuré. Quelques manifestations d' « altermondialistes » par exemple, teintées d'un peu de folklore ou perturbées par quelques voyous, pourront, peut-être, ponctuellement, amuser la galerie et défrayer la chronique, elles resteront strictement sans effet sauf à entraîner, bien sûr, de belles paroles compatissantes de la part d'élus qui s'empresseront aussitôt de retourner à la gestion des affaires à laquelle ils nous ont accoutumée, depuis déjà plus d'un quart de siècle. Il n'est ainsi qu'une unique voie pour le citoyen réellement désireux de faire avancer les choses et le monde vers plus de justice : lutter sur le terrain idéologique et démontrer ainsi à tous, de manière flagrante, que les tenants de l'ordre social actuel, après avoir ramené les hommes un siècle en arrière, sont maintenant en train de les précipiter vers l'abîme ! Il faut dénoncer les propos perfides des beaux parleurs, ceux qui prétendent qu'après l'effondrement du bloc soviétique, il n'est comme seule option que le monde qui nous environne, stigmatiser leurs fausses théories dont le peu de pertinence éclate au grand jour en ces temps de crise, dire que cette société autour de nous n'a rien ni de capitaliste, ni de libérale et n'est qu'une vaste entreprise de spoliation généralisée, traquer tout autant les vendeurs d'utopie qui servent si bien l'injustice actuelle, ces défenseurs de la minorité dirigeante et du parti unique, ces apôtres du matérialisme historique et de la négation de l'individu, affirmer que la seule révolution qui compte n'est après tout que celle qui réclame un retour aux « Trente Glorieuses » avec seulement la démocratie en plus, oser enfin proposer un modèle théorique cohérent qui serait la vraie alternative au modèle inique qu'une petite minorité veut imposer à la multitude. Le vrai défi c'est l'intelligence et la culture de tous ! Ce n'est pas Léon TROTSKI le pourfendeur d'injustice, le vrai révolutionnaire aujourd'hui c'est l'imparfait du subjonctif ! C'est bien là l'objet du propos qui suit.

Même crédible, même pertinente, même enthousiasmante une telle démarche n'est cependant pas suffisante et n'aura de chance de s'imposer, eu égard à la position de domination écrasante du modèle en place, que si elle est susceptible d'entraîner une forte adhésion populaire. Ce n'est qu'à cette condition et à elle seule que peut enfin voir le jour un rapport de forces favorable au changement. Mais pour qu'une forte adhésion du Peuple, revenu de tout, soit possible, la critique ne peut être que globale et radicale. Si comme nous le pensons la société

actuelle repose sur l'usurpation du pouvoir par une minorité clairement identifiable et à laquelle nous donnons le nom d'accapareurs, tout en réalité converge vers un objectif et un seul : asseoir à jamais cette mainmise. Il en résulte qu'il ne saurait y avoir d'arrangement possible, de mixe, de synthèse entre cette société là et cet autre modèle que nous appelons de nos vœux et qui repose sur l'idée de démocratie vraie. Le succès du marxisme a tenu tout entier dans sa critique radicale du capitalisme, de la même manière la démocratie vraie, seule alternative crédible à l'hégémonie de la société des accapareurs, ne saurait avoir avec cette dernière la moindre accordance. Les pages qui suivent visent également une autre ambition. Face à l'appauvrissement culturel ambiant, condition sine qua non pour détourner le Peuple de ses propres intérêts, il devient absolument indispensable de revenir aux vraies valeurs ce qui passe aussi par la réhabilitation du politique. Dans la société de l'accaparement, le politique joue toujours le rôle d'une simple force supplétive, destinée seulement à établir et conforter la suprématie de l'oligarchie de l'argent. Dans la société démocratique vraie il ne saurait y avoir de prétendu primat de l'économique mais au contraire une étroite association du politique et de l'économique, celle-ci s'avérant plus que jamais indispensable car si l'un sans l'autre se révèle impuissant, l'économique sans le politique se montre souvent funeste.

Cette démarche, que nous voulons créatrice, est aussi guidée par une autre évidence : nul ne détient la science infuse tandis que toute vérité émane du Peuple et de lui seul. C'est là, nous semble-t-il, non seulement l'essence même de toute démocratie mais, bien au-delà, une constante de toute société humaine, une donnée naturelle et incontournable. Plus que jamais, comme à toute époque, il n'est point de sauveur suprême ! Ce postulat admis; alors toute entrave à l'expression du pouvoir du Peuple est une offense, un attentat à l'idéal démocratique ! Tout argument contraire, qualifié volontiers de technique et reposant, peu ou prou, sur la limitation de la souveraineté populaire, est un leurre, une duperie destinée toujours à asseoir une usurpation car il ne saurait y avoir deux monarques dans un royaume et l'un dominera fatalement l'autre.

La méthode : universalité et partialité.

La méthode qui a été privilégiée dans la construction qui va suivre découle directement des simples constatations qui viennent d'être faites et repose sur une triple démarche. Au plan de la ressource tout d'abord, elle a cherché à ne jamais perdre de vue ce constat premier qu'énonçait avec solennité les anciens romains dans l'adage célèbre : « Vox populi, vox dei », la voix du Peuple est la voix de Dieu. Dans la formulation des hypothèses ensuite, le souci constant a été de ne point privilégier un seul aspect des choses pour tendre toujours vers une démarche globale à chaque fois que cela s'avérait possible. Dans la restitution enfin, il n'a été question, à aucun moment, d'afficher un temps soit peu, l'image benoîte du consensus mou, si coutumière de notre époque, pour, au contraire, crier avec force notre conviction loin de toute recherche de compromis car on ne déjeune pas avec le diable même nanti d'une longue cuiller !

La construction ici proposée a, en effet, pour seul point de départ une écoute du mouvement populaire car c'est bien plus fréquemment au bistrot de la rue que dans les cénacles pour biens pensants que l'on perçoit la vraie réalité des choses. « De toutes façons on l'aura toujours dans le cul ! », « C'est toujours les mêmes qui s'en foutent plein les fouilles ! », « La gauche ne vaut pas mieux que la droite ! » : ce sont ces propos, si familiers, qui, mis bout à bout, sont à l'origine de la théorie du tiers exclus qui sera développée plus avant. Rien dans ce qui suit n'a de source autre que populaire. Si comme nous le pensons la principale information qui

circule dans le corps social provient des oligarques en place, c'est bien alors vers les exclus de la parole qu'il convient de chercher la voie alternative et nulle part ailleurs.

La société des accapareurs repose sur un principe fondamental sans lequel elle ne pourrait se pérenniser : « diviser pour régner ». La diffusion contemporaine du savoir n'échappe pas à cette règle et on sera, sans doute, extrêmement surpris de constater combien les approches réellement pluridisciplinaires sont rares à notre époque. Pourtant il n'est pas possible de cerner une réalité en ne se référant qu'à un seul de ses aspects. Toute analyse de l'évolution du corps social qui entendrait se fonder sur le seul volet économique selon une démarche à la mode serait immanquablement vouée à l'échec : la société des hommes n'est pas simple mécanique elle se meut aussi au grand vent des idées et, psychologie comme science historique par exemple, y ont autant leur place. En toutes choses, en toute quête c'est vers la recherche de tout apport possible et pertinent qu'il faut tendre ! L'éclatement du savoir en chapelles, s'il est inévitable, eu égard à la complexification de celui-ci et notamment pour la formation de spécialistes, ne doit pas faire perdre de vue la notion d'approche synthétique. Par ailleurs le doute méthodologique doit nous amener à rechercher partout la confrontation. Le modèle proposé ici ne doit être regardé que comme une hypothèse de travail qui repose sur un constat de départ : « Tout se passe comme si... ». Il appelle ainsi des réfutations ou des confirmations.

Enfin et surtout, toute théorie ne saurait demeurer lettre morte. Sauf à n'être que construction de l'esprit elle doit devenir un outil de combat et, comme tel, présenter avant tout et en premier lieu un caractère partisan. «Le consensus, on en crève ! » crie le Peuple opprimé d'aujourd'hui. Prévoir une alternative à la société des accapareurs se révèle totalement incompatible avec le modèle de diffusion de l'information qui a été mis en place par celle-ci. Pour s'imposer aujourd'hui, par le courant officiel du savoir, une idée mettra vingt ans, dix dans le meilleur des cas, mais vingt secondes de provocation peuvent aboutir au même résultat. Dans le schéma contemporain de circulation de l'information, pertinence doit malheureusement rimer avec outrance. Le propos qui suit n'échappe pas à ce constat...

PREMIERE PARTIE :

« QU'EST-CE QUE LE TIERS EXCLUS ? TOUT ! ».

*« Si l'on est plus que mille, eh bien, j'en suis ! Si même,
Ils ne sont plus que cent, je brave encore Sylla ;
S'il en demeure dix, je serai le dixième ;
Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là. » .*

Victor HUGO

« *Tout va de mal en pis !* ». Cette réflexion court les rues, occupe les discussions, ponctue les anecdotes, s'impose chaque jour davantage et le père DUCHESNE, qui n'a jamais trahi ses origines populaires, l'entend aussi. Et pourtant aucune trace dans les médias ! Personne, pas un journaliste ne vient relayer ce que l'on dit partout. Ces paroles des aînés qui attestent aux plus jeunes comment on vivait mieux avant, il y a trente ou quarante ans. Ces jeunes précisément qui clament et réclament, non point la lune, mais le droit de vivre seulement, celui d'avoir un logement, de percevoir un salaire à hauteur de leurs qualifications, de connaître un minimum de sécurité dans l'existence tout simplement. Ce leitmotiv aussi, présent partout sur les lèvres : « *Quand j'ai payé tout ce que je dois, il ne me reste rien !* », rien pour exister, rien pour rêver, rien pour créer, rien pour tout bonnement marquer mon passage. L'image des temps modernes de Chaplin, en ce début de millénaire, se décline en ces termes : « *Paye ton logement et contente-toi d'attendre le mois prochain pour faire de même.* ».

La non expression de ce malaise, ce silence dans les journaux, les médias ou à la télévision sont contrebalancés par une traduction aisée, confortable, opérationnelle surtout : « *Les français se montrent pessimistes !* ». Le diagnostic est posé depuis de nombreuses années et pourtant il perdure toujours. La prétendue baisse de moral passagère n'en finit pas de finir. Rien n'y fait : même pas une nouvelle coupe du monde de football qui voit une équipe de richissimes vieillissants passer de l'échec le plus patent au succès le plus éclatant par la simple vertu du miracle, même pas un Badinguet nouveau, tout droit échappé du fort de Ham de la chiraquie, pour venir imposer un salubre « *élan démocratique* » entouré de ses amis milliardaires, même pas une nouvelle coupe de monde, de rugby cette fois et chez nous qui plus est, avec tout ce qu'il

faut de belles victoires inattendues et de stars inédites. C'est vraiment à désespérer. C'est à croire que le Peuple de France serait vraiment malheureux !

Le père DUCHESNE, dans sa grande colère, entend extirper de ce magma putride de la fausse information, la vérité, celle qui s'impose, celle qui fait dire désabusé : « *Tout le monde le sait !* », celle qui dérange les biens pensants, les suppôts comme les fomenteurs du vaste complot. Car il existe ce complot, n'en déplaise aux beaux parleurs. Il s'avance partout, paré du mensonge et soutenu par le poids de l'oppressante propagande et, en ces temps de crise où chacun, plus que jamais, aspire à un air nouveau comme à une ère nouvelle, il doit enfin trouver sur son chemin l'obstacle salutaire. Puisse le père DUCHESNE y contribuer lui qui, pour l'heure, se lève seul pour faire face au torrent prétendument inébranlable de la « *pensée unique* ». Il est le fils du Peuple qui se dresse. Indestructible car il a avec lui le poids millénaire du nombre, la puissance de la raison et l'élan de la vertu pour crier, comme jadis, son mot d'ordre : « *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières !* ». Il appelle, avec force, la multitude à sortir de la léthargie où chaque jour on cherche à la plonger davantage. Il ose secouer ses semblables en leur tenant les propos qui ont, dans leur franchise, la dureté que seule la fraternité permet : « *Peuple de France quand tu cesseras d'être con, tu cesseras d'être malheureux !* » en ne faisant ainsi d'ailleurs que reprendre les mots du grand VICTOR HUGO : « *Quand le peuple sera intelligent, alors seulement le peuple sera souverain.* ».

Car voilà le véritable enjeu : comprendre enfin ! C'est là le seul défi qui en vaille la peine dans ce marasme ambiant : entrevoir la nature des choses, le vrai rapport de force, le leurre et le faux-semblant. C'est là le but que se fixe le père DUCHESNE. Il ne revêt pas, pour ce faire, le lin blanc du prophète, pas plus qu'il n'arbore la bure du mystique, il ne s'alliera pas à une chapelle et il ne fera pas cause commune avec la dernière coterie en vogue. Il ne réclamera pas davantage, à son tour, le droit « *d'être calife à la place du calife* ». Il dira seulement la seule vérité qui compte : qu'il n'est, par droit naturel, qu'un seul souverain, le Peuple. C'est à lui solennellement qu'il s'adresse pour lui dire : « *On t'a trompé, comme on a trompé ton prédécesseur, et il est temps enfin de voir clair !* ».

Une réalité qui ira s'imposant, de plus en plus, avec la puissance d'une évidence : le divorce entre les dirigeants de la France et son Peuple.

Voici, qu'après des années durant lesquelles il était devenu banal et relevait du lieu commun d'affirmer qu'un fossé s'était créé entre les dirigeants du pays et son Peuple, l'élection présidentielle de 2007 viendrait, nous prétend-on du moins, apporter une réponse définitive à ces oiseaux de mauvaise augure qui osaient proférer de telles insanités. Voici, nous dit-on, qu'un « *vaste élan démocratique* » a balayé toute velléité et ravivé l'amour indéfectible que la nation française voue à ses hommes politiques. Allons donc ! Qui, dans la sincérité de sa conscience, accorde, ne serait-ce que bribe de pertinence à pareille fable ? Chacun sait en vérité qu'une fois de plus, on a trompé le nombre en lui faisant miroiter, on ne sait trop quel changement radical qui ne se révèle en fait qu'un pas de plus, mais de taille cette fois, vers l'usurpation des richesses de tous par le petit nombre. Tentons avec le père DUCHESNE d'y voir plus clair, non comme le fait trop souvent la pensée dominante en recourant à l'incantation, mais en confrontant les faits et ceux-ci seulement.

Il faut se méfier des artifices et, en réalité, les consultations électorales se succèdent avec toujours le même constat qui n'a nullement changé depuis le début des années quatre-vingt : rien

n'y fait et rien ne bouge ! Ainsi avant 2007, il y eut 2002. Avant le cuisant échec de la gauche en tailleur Chanel, il y eut le cinglant revers de 2002 qui en constitue l'origine et, quant à la pseudo « révolution démocratique » qui aurait vu le jour en 2007, elle n'a, c'est une évidence, aucune réalité. Combien d'observateurs, comme le père DUCHESNE, n'ont pas parcouru les rangs du Peuple, durant cette dernière campagne électorale, pour toujours s'entendre répéter le même refrain : « *Il y en a vraiment marre !* ». Pourtant quand, avide de connaître la concrétisation électorale de cette exaspération, on demandait : « *Et alors ?* », combien de fois n'a-t-on pas entendu cette désespérante réponse : « *Je vais voter SARKO !* ». Voilà la triste vérité toute nue : dans le climat de désespérance actuelle, quelques rodomontades seulement, savamment orchestrées, ont suffi à drainer la saine colère populaire au profit du serviteur zélé des fortunes qui, fort de cet appui, s'est attelé désormais, sans vergogne, à reorganiser la France.

Il n'y a en réalité aucun mystère comme il sera démontré plus avant. Ce n'est pas du fait de l'incompétence des gouvernants qui se sont succédés, depuis près de trente ans, si la situation de l'immense majorité des citoyens se détériore. Ce n'est pas par hasard que le Peuple de France ne trouve plus personne pour représenter son intérêt. Ce n'est pas le fruit de la providence si tout converge vers l'appauvrissement croissant du plus grand nombre et l'explosion corrélative de la fortune d'une toute petite caste. C'est là, volonté délibérée ! Il est un complot qui vise à instaurer un type de société qui, parce qu'elle n'est fondée que sur le déséquilibre, ne peut ainsi que conduire le pays à sa ruine. Les comploteurs, quant à eux, arborent toujours le masque du fourbe. Ils font ainsi, en permanence, le contraire de ce qu'ils avancent et, si l'on admet, un peu comme un postulat de départ, cette réalité alors curieusement tout devient clair ! Tout s'explique comme par enchantement. Il n'est alors nul besoin de crier, geindre, sourire et mentir, jouer des épaules, incarner, bien ou mal, un personnage pour convaincre ou séduire, car les faits se suffisent à eux-mêmes. Lorsque l'on détient les clés de la société, l'explication devient limpide et c'est ce à quoi va s'atteler le père DUCHESNE dans les pages qui vont suivre.

Pour bien cerner ce complot il faut d'ores et déjà évoquer une règle qui sera théorisée plus avant : le principe de duplicité qui prévaut dans toutes les sociétés autres que celles où règne la démocratie vraie. Celui-ci implique, pour toute décision prise par une instance politique dirigeante, de rechercher derrière le but prétendument affiché, qui n'est jamais qu'un paravent, l'objectif véritable qui sera toujours conforme au seul intérêt de l'oligarchie dominante. Un exemple pris dans l'actualité récente permet d'illustrer ce principe. Voici qu'à la fin de l'année 2007, une prétendue réforme d'envergure de la justice voit le jour. On s'attelle, nous dit-on, à faire des économies en rationalisant la carte judiciaire, notamment par la suppression de juridictions, héritières de découpages archaïques et qui n'ont plus ainsi lieu d'être. Bien entendu, présentée de cette manière, l'homme sensé est tenté d'applaudir des deux mains à la réforme annoncée. Mais il n'est nul besoin de réfléchir longtemps pour comprendre que ce n'est pas là l'objectif réel des changements entrepris, car si l'on voulait réellement faire des économies alors il convenait, comme il sera exposé plus en détail dans le deuxième grand volet de cette réflexion, de faire la seule réforme rationnelle, logique, qui permettrait d'aboutir à brefs délais, non seulement à de substantielles économies, mais encore à une justice plus prompte et plus efficace : fusionner simplement les deux ordres de juridictions, vestiges historiques qui pèsent par leur archaïsme en multipliant les conflits justiciables du tribunal du même nom, en imposant d'incessantes questions préjudicielles et qui n'aboutissent qu'à régulièrement faire condamner la France devant la *cour européenne des droits de l'homme* pour l'extrême lenteur de sa justice¹. En

¹ Pour une procédure ayant duré quatorze ans tout de même : voir l'arrêt GUILLEMIN de 1997

réalité le véritable but de la réforme de la justice est ailleurs ! Les économies on s'en moque ! Une justice plus performante au profit de l'ensemble des justiciables, surtout pas !

Ce qui importe en réalité c'est de porter atteinte à la crédibilité de la justice car il est une vérité incontournable : une société injuste ne peut se pérenniser durablement qu'en cherchant à nuire aux institutions chargées précisément de faire régner la justice. Ainsi est-il annoncé la création de *juges de proximité* que le site internet de la « *Documentation française* », chargé de promouvoir la réforme, présente comme « *inspirés des anciens juges de paix qui ont disparu en 1958* ». Mensonge éhonté s'il en est ! En premier lieu, les *juges de paix* n'ont nullement disparu en 1958, ils ont simplement changé d'appellation pour devenir les *juges d'instance*, or la prétendue réforme va précisément supprimer 178 juridictions de ce type. En second lieu, il convient de préciser que les fameux *juges de proximité* annoncés ne sont nullement des juges mais des retraités pour la plupart, effectuant quelques heures de vacation par semaine en ayant souvent, malgré une bonne volonté indéniable, aucune formation juridique !

Mais le vrai but de la réforme n'est pas que de décrédibiliser encore s'il en est cette justice de proximité que l'on prétend défendre et qui croûle littéralement sous l'explosion contemporaine du contentieux, mais aussi de porter un coup fatal à la jurisprudence sociale, si protectrice des travailleurs, toujours démunis face à la puissance économique. Chacun connaît et met toute sa confiance dans ces juridictions prud'homales, vieilles de deux siècles, qui savent justement sanctionner les licenciements abusifs comme ces détestables pratiques de harcèlements, de plus en plus fréquentes. C'est pourtant soixante trois de celles-ci dont la suppression est purement et simplement programmée, près d'un conseil de prud'hommes sur quatre et, n'en doutons pas, ce n'est là qu'un début. Voilà la réalité d'une réforme, destinée selon la version officielle à rendre la justice « *plus efficace et plus moderne* » et qui fait tout exactement le contraire. Ce n'est là qu'un exemple, une concrétisation du principe de duplicité mais gardons-nous de croire que celui-ci serait l'apanage de la seule droite au pouvoir car, bien avant 2007, les décisions prises par le gouvernement JOSPIN en fournissent d'autres illustrations.

La cinglante réponse du Peuple à la « gestion exemplaire » du gouvernement JOSPIN.

Il n'osait à peine y croire le père DUCHESNE et avec lui Billancourt qui désespérait, en découvrant, dans cette belle après midi ensoleillée d'un dimanche d'avril, cette rumeur qui se répandait comme une traînée de poudre sur les forums d'internet. Quel bonheur ! Non bien sûr de voir un pitoyable et grotesque pantin d'un autre âge, entouré de vieilles chasubles intégristes et autres avinés au front bas, tenir tête, au second tour des présidentielles, au président en place. De cela on s'en fout ! Mais quelle joie de voir sanctionné comme il devait l'être, un gouvernement de baiseurs et d'hypocrites, qui faisait de la propagande une méthode gouvernementale et qui a, méthodiquement et patiemment, mis en place les bases futures de l'accélération de la paupérisation et de la ruine du Peuple de France tout en arborant, sur son faciès de Tartuffe, l'assurance déguisée des beaux parleurs tenant le discours à faire pleurer Margot sur la défense des humbles et des miséreux. Le tout malheureusement sous l'œil complaisant de quelques communistes, bien prompts alors à avaler des couleuvres. Mais dans quel but ? Pour la gloriole personnelle, la satisfaction de l'ego ? Seulement pour pouvoir se prélasser, devant les caméras de télévision, sur la banquette arrière d'une *Safrane* de fonction ?

(C.E.D.H., 21 février 1997, GUILLEMIN .c/ France, Rec. 1997-I).

« *Mais comment donc ! Comment est-ce possible ?* », diront les jours suivants, en affichant des airs de vierges effarouchées, les tenants de la gauche caviar. Comprenons leur propos, traduisons leur pensée, formulons cette phrase qu'ils n'osent prononcer : comment se fait-il que le Peuple, qu'on a si bien grugé, s'en aperçoive malgré la savante occultation mise en place ? Sans doute oublient-ils une chose ces scélérats : ce Peuple que l'on utilise, que l'on abuse et à qui après on ne doit rien, ce « tiers exclus » de notre propos, si on peut le tromper, lui faire prendre des vessies pour des lanternes, l'exploiter, le duper, on ne peut usurper cette place de souverain que le droit naturel lui destine et toujours la divine providence viendra inspirer la conscience commune pour sanctionner le blasphème. Cette prescience collective, cette conscience immanente et juste fait que, si on peut asservir ce Peuple de France, on ne l'abuse jamais longtemps. C'est bien la raison pour laquelle, les constituants de 1793 pouvaient, confiants, couronner leur déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen par la proclamation d'un droit à l'insurrection. Malgré la puissance terrifiante d'un tel outil, aucune crainte à avoir dès lors qu'il était mis entre les mains du Peuple souverain.

D'aucuns penseront sans doute, en lisant le père DUCHESNE, qu'emporté par sa grande colère, le voici assénant des accusations gratuites, affichant, par dépit, des prises de position partisans et extrémistes. Qu'ils se rassurent pourtant car si sa colère est bien réelle, son sens de l'analyse et de l'observation ne le sont pas moins et il convie chacun à regarder de près. Non pas à écouter les beaux parleurs, qui toujours nous abusent, mais à constater ce qui est fait, décidé, imposé hors de l'avis de tous. Plus que jamais le père DUCHESNE incite à prendre en compte, non les belles paroles et les discours, mais les faits, rien que les faits, vérifiables par tous. Plongeons avec lui dans la méthode JOSPIN pour en décortiquer la substance.

Un exemple parmi tant d'autres : la loi organique sur les lois de finances du 1er août 2001 ou la fin annoncée des « services publics à la française ».

Depuis le plus profond du Moyen Age une idée s'est imposée dans notre pays, comme d'ailleurs en Angleterre, celle du consentement du Peuple, ou du moins de ses représentants, à l'impôt mais aussi à l'emploi des sommes ainsi récoltées. Même durant l'absolutisme subsistent ainsi des assemblées fiscales qui se réunissent régulièrement à cette fin. La plus célèbre d'entre elles d'ailleurs, les *Etats Généraux* du royaume, contribuera largement, plus tard, à faire la révolution de 1789. Ce principe du consentement à l'impôt, qui sera par la suite consacré dans la déclaration des droits de 1789, est demeuré jusqu'à nos jours le principe fondamental des finances publiques. Cependant, pour consentir utilement, encore faut-il connaître, savoir ce à quoi on donne son accord. C'est la raison pour laquelle, à partir de 1817, les dirigeants de la restauration vont, sans cesse, chercher à donner aux parlementaires appelés à voter le budget, une vision toujours plus transparente et précise de la recette mais surtout, bien entendu, de la dépense publique. L'idée étant de connaître précisément ce qui sera fait de l'argent collecté par les impôts. On voit alors se mettre en place progressivement une présentation extrêmement sophistiquée de l'ensemble des dépenses publiques que l'on nommera plus tard la *nomenclature budgétaire*. Dans un document, soumis aux parlementaires, sont alors recensées, de manière extrêmement détaillée, toutes les dépenses par ministère dans un premier temps puis, par la suite, par section de ministère. A partir de 1831, la volonté de transparence se renforce encore et apparaissent d'autres subdivisions : les *chapitres* qui se déclinent eux-mêmes en *articles*. On veut alors, comme le réclamait une figure politique de l'époque, le baron LOUIS, que chacun connaisse les finances

publiques comme ses propres dépenses : dans l'absolu le moindre bouton de guêtre acquis doit ainsi être identifiable sur une ligne du budget.

Les dirigeants de la France du début des années 1950, qui héritent de cette pratique, se trouvent confrontés alors à un problème. En effet depuis peu l'État intervient dans l'économie, il régule, il corrige les imperfections du marché et, pour ce faire, il lui faut impérativement connaître, dans le détail, les flux monétaires injectées dans les circuits économiques : une dépense d'investissement n'est pas de même nature qu'une dépense de fonctionnement et n'aura pas le même effet. Quand on « fonctionne » on se contente de maintenir l'existant en état, quand on investit, au contraire, on crée, on pourvoit l'économie de nouvelles richesses. Comment alors repérer parmi les innombrables dépenses recensées dans le budget la nature économique de celles-ci ? Ce premier problème se doublant d'un autre : dès lors que le principe est le consentement des représentants du Peuple à l'impôt n'est-ce pas plutôt sur l'aspect économique des dépenses qu'il conviendrait de se prononcer ? Une réforme vit le jour. Elle consistait d'abord en un changement d'appellation : la notion même de budget, qui renvoie à une simple donnée comptable, apparaît bien trop statique aussi lui préfère-t-on celle de *loi de finances* afin précisément de souligner la volonté des dirigeants d'agir, par l'intermédiaire de cet outil, sur les équilibres économiques. Quant à l'épineuse question de la *nomenclature budgétaire* deux voies s'avéraient alors possibles. La première consistait à faire un peu du passé table rase en substituant tout simplement au budget existant, essentiellement descriptif et administratif, un nouveau budget économique regroupant toutes les dépenses selon leur nature (remboursement de dettes de l'Etat, dépenses de fonctionnement, d'investissement, d'intervention...). La seconde, plus lourde, mais aussi plus sage, fut celle qui prévalut. Elle cherchait à la fois à conserver l'acquis d'un siècle et demie de vie parlementaire, en maintenant un budget descriptif par ministère et par chapitres mais en lui adjoignant un second document qui reprenait l'ensemble de ces mêmes dépenses mais classées cette fois en fonction de la nature économique de celles-ci. Dans cette deuxième classification une nouvelle subdivision apparaît le *titre* qui va désormais constituer l'unité de vote à la place du *chapitre*. On voit ainsi tout l'intérêt de ce système, adopté en 1952 : permettre une double lecture et il devient désormais possible à chacun d'identifier la moindre dépense, tout à la fois en la localisant précisément dans le budget d'un ministère donné, mais aussi en prenant en compte sa nature économique.

La constitution de 1958 reprendra à son compte cette évolution mais, dans sa volonté de rationaliser le parlementarisme qui fut l'un de ses principaux objectifs, elle lui adjoignit une nouvelle réforme qui parachèvera ainsi notre édifice financier public : le *distinguo* entre *services votés* et *mesures nouvelles*. De quoi s'agit-il ? En fait d'une idée toute simple qui repose sur un constat élémentaire : le budget de l'Etat d'une année sur l'autre ne peut connaître de réduction. La population étant en constante augmentation, on voit mal en effet pourquoi les besoins publics pourraient aller en sens contraire. On estima alors inutile de voter à nouveau, par le menu, l'ensemble des dépenses reconduites à l'identique qui sont alors « expédiées » par un vote unique ce qui amène les parlementaires à seulement se concentrer sur les *dépenses nouvelles*, les seules à être votées de manière détaillée. Cet édifice, fruit de deux siècles d'évolution, est en place au tournant du millénaire. Il s'agit d'une mécanique parfaitement huilée qui, par le jeu de la reconduction d'une partie des dépenses à l'identique, conduisait à garantir, en les pérennisant, les structures administratives existantes et à préserver ainsi les services publics. Il va être mis par terre par un gouvernement qui réalisera le tour de force de dire tout et de faire son contraire. Comme toujours, dès lors qu'il s'agit de duper l'opinion, une stratégie de communication est mise au point. La première étape consiste à préparer les esprits. Voici que l'on découvre alors,

vers la fin des années 1990, que le parlement n'a pas assez de pouvoirs ! On aurait sans doute pu s'en apercevoir auparavant mais le fait est que dans les médias, on n'a jamais de mots assez durs pour dénoncer ce scandale. On clame alors qu'il convient de revaloriser le rôle des élus de la nation au moyen d'une grande loi. Cette première étape dans la manipulation des esprits franchie, il ne reste plus qu'à provoquer un évènement pour servir de prétexte à l'action. Pour ce faire, on monte de toute pièce une grotesque affaire de « *cagnotte fiscale* » dont l'existence aurait été dissimulée au parlement par l'exécutif. Ce n'est vraiment plus tolérable et il faut d'urgence une loi ! La troisième étape enfin : selon un rituel bien établi, depuis le « *tournant de la rigueur* » de l'été 1982, on attend que les français se trouvent sur les routes des plages, le 1^{er} août 2001, pour passer au vote de la nouvelle loi organique sur les lois de finances.

Que prévoit cette loi ? Elle va tout simplement mettre par terre tout l'édifice précédemment décrit : fini le budget administratif comme le budget économique d'ailleurs, plus de *services votés* ni de *mesures nouvelles*. Désormais on veut faire croire à chacun que la maison France est comme l'entreprise qui, soucieuse de rationaliser ses coûts de fonctionnement, a recours aux services d'un « *cost killer* » à l'américaine. L'ensemble des dépenses de l'Etat se répartit désormais entre les *missions*, au nombre de 35, sensées correspondre aux grandes politiques publiques. Un détail paraît intéressant : c'est la mission qui devient désormais l'unité de vote à l'assemblée ce qui est particulièrement cocasse pour une loi qui est sensée donner beaucoup plus de pouvoir au parlement. A titre de simple comparaison, lorsque l'unité de vote était le chapitre, au début du siècle dernier, il n'était pas rare que le nombre de consultations des parlementaires, lors de l'adoption du budget, atteigne le chiffre de mille huit cents. Les missions sont elles-mêmes éclatées en programmes, 133 au total, répartis par ministère. Pour illustrer ce découpage par un exemple : la mission sécurité publique comportera un premier programme « police nationale » dépendant du ministre de l'intérieur, un deuxième programme « gendarmerie nationale » relevant lui, pour quelque temps encore, du ministre de la défense, etc... Seul vestige du passé, ces programmes ont leurs crédits répartis par titres et donc, comme on l'a vu, par nature économique avec un détail d'importance toutefois : si l'on retrouve ainsi les dépenses d'investissement, de fonctionnement, de personnel, etc..., celles-ci ne sont jamais qu'indicatives dès lors que l'autorisation parlementaire n'est accordée qu'au niveau de la mission ce qui, en d'autres termes, signifie qu'il est loisible au gouvernement, à tout moment, de transférer des fonds d'un titre à l'autre ou, si l'on préfère, de déshabiller Pierre pour habiller Paul ! A une exception toutefois : les dépenses de personnel sont plafonnées c'est-à-dire que toute latitude est laissée aux gouvernants pour les réduire mais jamais les augmenter.

Cette réforme peut apparaître anodine, c'est sans nul doute le but recherché, et, en tout cas, extrêmement technique. Effectivement elle l'est ! Mais, derrière elle, c'est le démantèlement des « *services publics à la française* » qui est rendu possible. Tant qu'il existait des règles budgétaires veillant à, au moins, maintenir l'existant, on pouvait penser que ceux-ci seraient, nolens volens, conservés d'un budget sur l'autre. Désormais tout gouvernement peut, à sa guise, effectuer des coupes claires dans les effectifs de la fonction publique sans même solliciter l'aval du parlement puisque l'autorisation budgétaire ne sera donnée qu'au niveau global, celui de la mission. C'est l'adoption de la vitesse accélérée dans le démantèlement des services publics sous un fallacieux prétexte d'une meilleure performance ou de recherche d'économies alors que, le père DUCHESNE le démontrera plus loin, le caractère dispendieux de certaines dépenses, comme celles induites par le maintien de structures inutiles et concurrentes au niveau local, la véritable gabegie dans les pseudo dépenses d'insertion, la survivance coûteuse de structures archaïques comme la dualité des juridictions, ne sont absolument pas remises en cause.

Le recours systématique au principe de duplicité par les gouvernants à notre époque impose toujours de rechercher dans toute décision politique le véritable but poursuivi. La loi organique sur les lois de finances, votée à l'unanimité à l'exception notable du groupe communiste, encensée comme jamais dans les médias, n'a qu'un but, qui n'a rien à voir avec la prétendue efficacité recherchée, celui de réduire de manière drastique les effectifs de la fonction publique. Il ne faudra d'ailleurs pas attendre longtemps pour que ce but réel n'apparaisse concrètement. Avant même la mise en œuvre de la loi, la lettre de la *Direction Générale des Impôts*, précisait qu'« au titre de 2003, les cinq directions d'expérimentation ont redéployé un montant total de 1,87 million d'euros de crédits de personnel, soit 1,85 % des dotations notifiées, sur les crédits de fonctionnement ».

Entendons-nous bien pour conclure sur ce point, le père DUCHESNE se gardera bien, pour l'heure du moins, de porter un jugement de valeur sur le bien fondé de la réforme. Admettons même, pour les besoins du raisonnement, que la réduction substantielle des effectifs de la fonction publique et le démantèlement accéléré des services publics aillent dans le bon sens, que ne le dit-on pas alors ? Un dispositif sans précédent de destruction de l'administration française est mis en place et nul, pas même les syndicats² n'y trouvent à redire ! Il faut se rendre sur les sites internationaux et notamment sur le *blog* en anglais du *Fonds Monétaire International* – qui titrait par exemple le 26 décembre 2007: « *Two-years after the "Big Bang:" an update on France's PFM Reforms* »³ – pour commencer à comprendre le caractère révolutionnaire au plan des finances publiques de la loi en cause. Mais plus que de faire le panégyrique d'une réforme qui aurait pris l'exact contre-pied de celle qui a été mise en place, le père DUCHESNE entend seulement, pour l'heure, dénoncer des procédés de gouvernement inqualifiables parce qu'ils reposent sur un mépris profond du Peuple. Ce Peuple à qui on aura constamment occulté la réalité des choses ! Pour parachever le tout et maintenir plus encore le rideau de fumée, la mise en œuvre de la réforme est repoussée à l'année 2006 et son vrai objectif sera savamment occulté par des déclarations, volontiers tonitruantes, sur la défense des services publics. Mais qu'on ne s'y trompe guère il ne s'agit pas là d'un forfait isolé et cette *loi organique sur les lois de finances* de 2001 n'est pas, et loin s'en faut, un cas unique d'hypocrisie politique et l'on pourrait, à loisir, multiplier les exemples tirés de l'œuvre de cette législature de la honte.

Le père DUCHESNE rappellera en particulier comment, depuis 1964, a été patiemment mise en place une codification en matière de marchés publics destinée à protéger l'argent de tous par la mise en place de règles strictes, notamment par le biais d'une procédure de passation particulière, dite d'*appel d'offres*, rendue obligatoire, jusqu'au début des années 2000, pour toute dépense publique supérieure à 300 000 F (47 735 €) et comment, là encore, en 2001, le même gouvernement a ouvert la voie au changement dans le sens de la libéralisation, par l'adoption d'un nouveau code des marchés publics faisant, encore une fois, du passé table rase, de sorte que depuis, les gouvernements successifs lui ayant tous emboîté le pas, c'est près de neuf marchés sur

² Il a, à peine été donné à lire dans le « *Le Monde* » du 2 février 2006 : « *La mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), qui fixe des objectifs ministère par ministère, renforce les craintes des syndicats à l'égard d'une réforme de l'État dont ils se sentent éloignés, si ce n'est exclus. La création d'une direction générale de la modernisation de l'État, rattachée à Bercy, reste pour eux le signe le plus explicite de l'approche strictement financière du gouvernement.* ».

³ *International Monetary Fund. Public Financial Management Blog* (<http://blog-pfm.imf.org/pfmblog/2007/12>)

dix qui sont aujourd'hui passés sans la moindre procédure, par un simple coup de téléphone. Qui peut sérieusement croire que quelques simples déclarations de principe, concernant la mise en concurrence ou la transparence, mentionnés à l'article premier du nouveau code, suffiront à dissuader toute velléité malhonnête comme on tente de nous le faire croire ? Le père DUCHESNE qui, avec ses frères et amis du Peuple, est pris de nausées, chaque jour davantage, en découvrant horrifié, l'incessante litanie des magouilles et des malversations dont la gent politique se rend coupable, en doute sérieusement.

Mais là encore le plus scandaleux n'est pas tant l'abandon de normes protectrices, élaborées au cours de décennies de réglementation, pour une meilleure transparence dans l'emploi de l'argent sacré de tous, c'est la raison invoquée par la tartufferie jospinienne : les nécessités de l'harmonisation européenne. Argument fallacieux s'il en est car chacun sait que la réglementation communautaire en la matière n'est qu'un mixe des droits des pays membres, une sorte de *minimum minimorum* imposé. En d'autres termes, le principe de subsidiarité qui prévaut en droit communautaire, fait que chaque Etat a toujours le loisir de faire mieux que le minimum imposé. Alors en quoi l'abandon de garanties concernant l'emploi des deniers publics est-elle le résultat d'un diktat imposé par Bruxelles ?

La mauvaise foi du cocontractant : « Ces scélérats qui nous gouvernent... ».

L'ennui, comme le faisait remarquer Abraham LINCOLN, est que si l'on peut tromper certains tout le temps, tout le monde une fois, on ne peut toutefois pas tromper tout le monde, tout le temps. L'art de duper à ses limites et celles-ci cèdent toujours devant l'épreuve du temps. Tôt ou tard la réalité de la duplicité s'impose et alors, comme les anticorps de l'organisme chassant l'intrus, le Peuple zappe et renvoie ceux qui l'ont trompé. C'est là une constante depuis le début des années 1980, depuis qu'a été conduite une politique unique soutenue par la pensée du même nom. Mais un jour le Peuple ne zappera plus ! Lassé de suivre des programmes qui, d'échéances électorales en échéances électorales, de « *fracture sociale* » à « *Travailler plus pour gagner plus* », ne sont destinés qu'à le tromper tandis que se poursuit inexorablement et sans défaillir la stratégie de son appauvrissement au profit du petit nombre, le représentant de la « *France d'en bas* » éteindra tout simplement le récepteur. Ces pratiques marquées par la duplicité, que le père DUCHESNE n'aura de cesse de dénoncer, ne peuvent que progressivement conduire les citoyens à considérer que le contrat fondamental qui les lie à leurs dirigeants est rompu, parce ceux-ci bafouent leurs engagements. Il n'est jamais possible de mener une partie à son terme, quel que soit sa nature, lorsque l'un des pratiquants ne respecte pas les règles du jeu. On veut nous faire croire que la démocratie représentative, telle qu'elle se pratique de nos jours, est fondée sur une sorte de « *deal* » entre le Peuple, prétendument souverain, et ses représentants, à charge pour le premier d'investir les seconds avec pour seule prérogative de ne pas renouveler le « bail » à échéance s'il ne s'estime pas satisfait de la prestation, ce qui, soit dit en passant, semble être devenu la règle depuis près de trente ans. Plus loin le père DUCHESNE dira ce qu'il pense réellement de cette prétendue démocratie représentative qui s'apparente bien plus au despotisme éclairé, vestige du XVIII^e siècle, mâtiné tout juste d'un zeste de suffrage universel, mais pour l'heure, convenons donc de l'existence de ce contrat.

Or dans tout contrat il est un présupposé indispensable, une condition sine qua non que nul ne saurait transgresser : l'exigence de la bonne foi. Cette « *bona fides* » des anciens romains que l'article 1134 du code civil rappelle en ces termes : « *Les conventions sont exécutées de*

bonne foi ». Or c'est très précisément là où le bat blesse ! Revenons pour nous en convaincre à la *LOLF*, cet outil jospinien destiné à démanteler les services publics et continuons à maintenir notre neutralité à l'égard du bien fondé de cette réforme adoptée en catimini, quand chacun était sur la plage. On a vu que celle-ci est tout entière bâtie sur la possibilité d'utiliser à d'autres emplois les crédits de personnel, sans que l'inverse ne soit possible ce qu'il est convenu d'appeler la « *fongibilité asymétrique* ». Un responsable de programme dispose désormais de l'autonomie dans la gestion de ses effectifs et il peut alors, par exemple, diminuer les crédits affectés au personnel dans le but d'augmenter ceux consacrés au fonctionnement, préférer réduire son équipe pour acheter ordinateurs ou véhicules qui manquent cruellement au service. Jamais en revanche il ne lui sera possible de renoncer à telles acquisitions pour recruter. Il n'est alors nul besoin, d'être grand prophète pour deviner que ce dispositif n'est destiné qu'à réduire de manière drastique les effectifs des services publics.

Le père DUCHESNE pose alors la question suivante : « *Puisque tout cela est censé aller dans le bon sens, que ne le dit-on pas ?* ». Quand on effectue une recherche concernant cette *LOLF* sur internet on obtient des pages de sites, pour la plupart officiels, tous aussi dithyrambiques les uns que les autres, tous aussi laudateurs à l'égard de la réforme. Il est constamment mis en avant une « *gestion plus performante* » et une « *plus grande démocratie* » mais on ne trouve nulle part d'explication, ni même de mention de la « *fongibilité asymétrique* », le cœur, le but, l'essence même de la loi. Puisque tout le monde est, paraît-il, content de cette réforme que l'on dit consensuelle, pourquoi ne fait-on pas état de ses effets ? N'est-ce pas là tout simplement la preuve de ce principe de duplicité qu'avance le père DUCHESNE. Comment alors le Peuple pourrait-il s'engager avec des personnes en qui on ne peut faire confiance ? Dès lors on s'abstient et c'est ce finira par arriver ! Finalement le train de vie pharaonique de certains ministres ou élus aux frais du contribuable comme la cohorte régulièrement rafraîchie et mise à jour des prévaricateurs corrompus ne sont que des épiphénomènes qui ne viennent que rajouter encore à la crise de confiance larvée.

Les théories du complot.

Les théories du complot représentent aujourd'hui un thème à la mode et sont une illustration de plus de la profonde défiance du Peuple à l'égard de ses dirigeants. Parmi celles-ci il en est qui visent à accréditer l'idée que, dans divers domaines, des dirigeants initiés, connus ou occultes, conduiraient derrière une vitrine démocratique, un dessein secret. Le complot, ourdi par eux, peut consister à masquer aux yeux de tous, un événement réputé gênant comme le serait par exemple un contact tenu secret avec des civilisations extra-terrestres ou, plus subtilement encore, c'est l'accomplissement d'un projet secret et de grande envergure qu'il conviendrait de mener à son terme comme le gouvernement du monde ou, pourquoi pas, l'avènement de l'antéchrist ! Parmi les théories les plus célèbres, il est celle qui vit le jour après l'assassinat du président KENNEDY à Dallas, en novembre 1963 qui, à partir de réelles lacunes du rapport de la commission d'enquête conduite par le président de la cour suprême Earl WARREN (1891-1974), est à l'origine de plusieurs hypothèses dont la dernière en date et non la moins cocasse, consiste à imputer la responsabilité de l'assassinat au vice président qui devait, par la suite, assurer la succession du chef de l'état défunt. Si ces thèses expriment indubitablement la rupture de confiance précédemment évoquée, elles s'avèrent également bien commodes pour l'oligarchie dominante, car elles sont systématiquement invoquées, à tout propos, pour discréditer celui qui a le tort de ne pas penser dans la bonne direction. L'écrivain et réalisateur Francis GILLERY, qui a

notamment enquêté sur les dessous obscurs de quelques retentissantes affaires très médiatisées, soulignait le caractère opportun de ces théories : « *Cette notion de "théorie du complot" a été forgée par les bénéficiaires de pouvoirs illégitimes et par leurs valets qui l'utilisent comme arme de destruction massive pour éliminer ou disqualifier les gêneurs...l'étiquette "conspirationniste" est destinée à marginaliser, discréditer, empêcher toute recherche d'information sur des sujets trop "sensibles"* ». Cette pratique consistant à seulement accuser est vieille comme le monde, Jean Jacques ROUSSEAU déplorait déjà que « *Brûler un livre n'est pas répondre* », aujourd'hui, dès lors que quelqu'un met le doigt sur une vérité gênante, parce qu'elle n'abonde pas dans le sens du consensus mou de la « *pensée unique* », le voici vite lapidé et voué à l'opprobre affublé de l'étiquette infamante de « *complotiste* » !

En réalité ceci participe de cette stratégie contemporaine plus globale qui, pour continuer à occulter des informations par trop accusatrices, consiste à asséner des pseudo vérités qui, relayées sans cesse par les médias, s'imposeront alors comme un dogme auquel il faut religieusement croire. Chacun peut constater aujourd'hui la prolifération de ces affirmations à l'emporte pièce si utiles pour dissimuler les responsabilités, surtout si celles-ci peuvent mettre à mal quelques notabilités. Un événement dramatique se produit et fait d'innocentes victimes. La réaction populaire, en bonne logique, est de se demander pourquoi et surtout à qui la faute ? On ne dira jamais assez combien ce réflexe est sain et fondé, car l'expérience montre, qu'à quelques très rares exceptions près, il se trouve toujours un responsable. Les conditions de ce que les juristes nomment la *force majeure*, qui exonère toute responsabilité, ne sont réunies que de manière très exceptionnelle dans la mesure où elles supposent de réunir à la fois une cause extérieure, à laquelle il n'a pas été possible de résister et pour laquelle toute anticipation s'avérerait utopique. Pourtant, de nos jours, les silos peuvent allègrement exploser, les chapiteaux ou les passerelles s'effondrer, les tunnels peuvent s'enflammer à l'envi et le nombre de morts s'accumuler, la responsabilité incombera toujours au lampiste ou, plus confortablement encore, à la personne morale, le nouveau et commode bouc émissaire ! Jamais plus, celui qui a la charge du contrôle de l'existant et la garde de l'intérêt général, le vrai responsable, ne sera inquiété, surtout s'il s'agit de l'homme politique en vue. La propagande médiatique se bornera alors à ressasser, sans relâche et de manière unanime, un peu comme on tente de conjurer le mauvais sort, la sempiternelle antienne : « *Le risque zéro n'existe pas !* ». En d'autres termes « *Contentez-vous de cette ânerie. Les personnes sont mortes pour rien. Circulez, il n'y a rien à voir !* ».

Ces pratiques révèlent bien combien, pour maintenir coûte que coûte ses privilèges, l'oligarchie en place recourt, en permanence à la tromperie et au faux-semblant. Et là est le vrai complot ! Il paraît certainement très peu vraisemblable qu'une confrérie occulte gère en sous-main l'histoire de l'humanité mais, quand toutes les analyses convergent pour montrer la criante disproportion entre l'accroissement spectaculaire de la richesse d'une infime minorité et la paupérisation croissante des masses, pour dénoncer le recrutement des élites en milieu fermé, pour mettre en évidence la disparition de toute possibilité d'ascension sociale, alors il y a bien là place pour le plus terrible des complots, celui-là même contre lequel les auteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 avaient déjà voulu se prémunir en adoptant un article 26 rédigé en ces termes : « *Aucune portion du Peuple ne peut exercer la puissance du Peuple entier.* ». Ce scandale que dénonce le père DUCHESNE, tout le monde en réalité le perçoit, chacun voit cette élite oisive et omniprésente s'étaler en permanence sur papier glacé comme jadis les aristocrates roulaient en carrosse devant le Peuple opprimé, arborant leurs beaux habits et réclamant déjà qu'on les admire et qu'on s'en contente. Les représentants de l'oligarchie aussi savent, dans leur for intérieur, que le Peuple n'est pas dupe, alors pour l'abuser une fois

encore, ils cherchent à travestir en permanence cette colère qu'ils sentent, impuissants, sourdre dans ses rangs. Ils inventent alors des phénomènes, une thèse bien plus arrangeante : une prétendue crise de la démocratie. Alors sans doute un Peuple inconsistant, sûrement trop privilégié, remettrait en cause, de toute évidence abusivement, l'essence même de son bonheur. Mais pour qu'il y ait crise de la démocratie encore faut-il qu'il y ait, au préalable, une démocratie...

Quelle démocratie ?

Tous les jours on l'entend, répété à l'envi, comme une antienne, ce mot démocratie. C'est en permanence que les médias nous abreuvent et nous rebattent les oreilles avec leurs formulations toutes faites : « *notre démocratie* », « *les démocraties à l'occidentale* », « *la vie démocratique de notre nation* »... C'est là en réalité insidieuse propagande car ce matraquage sémantique relève de l'incantation et ne vise qu'à faire passer un mensonge pour une évidence et malheur à celui qui oserait remettre en cause le dogme établi ! Mais le brave bougre du père DUCHESNE se moque des tabous et défie les interdits pour dire la vérité que chacun en réalité pressent intuitivement : de démocratie il n'y en a guère ! Tout en réalité dans cette société qui nous entoure porte la marque de l'éternelle méfiance que l'intelligentsia dirigeante manifeste à l'égard du Peuple. Il ne se passe une journée qui ne porte la trace de cette défiance systématique, jusqu'à l'élection de *Miss France* où le prétendu « *vote des téléspectateurs* », qui relève davantage d'une arnaque sur fond de numéros surtaxés, sera toujours judicieusement tempéré par la grande lumière qui émane du jury de « *personnalités* ». Si, contre toute attente, on ose s'interroger, comme le fait le père DUCHESNE, s'il est dans ce pays fait cas du choix du plus grand nombre, que quelqu'un vienne seulement à se demander, naïvement, si la volonté générale, mise en lumière par l'immortel Jean Jacques, trouve ici à s'exprimer, voici qu'il est aussitôt taxé de démagogue et affublé de l'étiquette outrageante de « *populiste* » car l'outrecuidant vient de toucher au tabou ! Qui donc lui a permis d'entrer dans le domaine du parfait non-dit ? Ce n'est pas là la vérité officielle ! Celle-ci s'exprime avec lucidité dans les médias et il convient de l'écouter religieusement et de la répéter dans quelque réunion amicale ou familiale afin d'être dans le vent et de paraître très « *tendance* » en faisant ainsi passer la bêtise pour de l'intelligence. Que la maxime à méditer soit marquée de la plus grande ineptie importe peu, pourvu qu'elle suive la ligne tracée par la *propagandastaffel* invisible. Il y a quelque temps, le père DUCHESNE entendait, lors d'un débat sur une radio périphérique, la réflexion éclairée d'un éditorialiste : « *Le gouvernement chinois, pour racheter son illégitimité, offre la prospérité à son Peuple* ». « *Chiche !* » a-t-on envie de répondre au maître-penseur car, quant à tout prendre, le Peuple de France veut bien de tous les gouvernements illégitimes de la terre si c'est à cette condition !

L'occultation permanente de l'évidence.

Le père DUCHESNE, l'homme des foudres et des bougres, ne craint personne et encore moins les tabous. Il aime prendre chacun à témoin afin de démontrer ce qu'il avance, aussi, après avoir dénoncé le principe de duplicité, il veut maintenant mettre en avant une autre pratique constante, un autre travers de la société de l'injustice actuelle qu'il nomme l'interdit. Il est ainsi des questions qu'il convient de ne pas se poser, des interrogations qui doivent être bannies à jamais car elles touchent à la sphère même du complot permanent dirigé contre le bon Peuple. Nul ne doit approcher du tabernacle du non-dit car il risquerait de lever un coin de ce voile

destiné à occulter la réalité des choses. Un exemple aidera chacun à comprendre le fonctionnement de cette détestable pratique. En 2003, la part du budget que les ménages français ont consacré aux jeux de hasard et d'argent équivalait à la dépense destinée à l'achat de livres, de journaux ou de périodiques. Cette part a doublé en vingt-sept ans pour atteindre aujourd'hui 1,3% du revenu disponible ce qui représente tout de même le montant de 130 € par habitant et par année. Cette ponction non négligeable sur le budget des français est d'autant plus scandaleuse qu'elle sert à alimenter une vaste arnaque et ce n'est pas le père DUCHESNE qui le dit, mais les mathématiques et le calcul des probabilités. Prenons le *Loto* par exemple, même avant la récente réforme, la probabilité pour gagner au dernier rang était de une chance sur 13 983 816, ce qui équivalait à miser un chiffre sur une roulette qui ne comporterait, non plus trente sept cases comme au casino, mais quatorze millions de cases et rien que le fait de réunir trois chiffres du tirage, c'est-à-dire d'espérer un remboursement partiel, n'intervenait qu'une fois sur soixante et un. Depuis les nouvelles règles, entrées en vigueur en 2008, les chiffres deviennent littéralement surréalistes : la probabilité de gains au dernier rang est désormais de un sur 19 068 840 ! Mais le « must » est encore l'augmentation colossale du prix de la mise minimale. Contrairement à l'annonce officielle qui ne fait état que d'un prix minimum passant de 1,2 € à 2 € (soit une augmentation de 67% tout de même), il est bien entendu nécessaire de prendre en compte le fait qu'auparavant le prix de base portait sur deux tirages et deux grilles (ce qui revenait à un coût de 0,3 € la grille) alors que désormais le principe de la grille à deux euros par tirage aboutit à une hausse du prix qu'on ne saurait qualifier autrement que vertigineuse dès lors qu'elle atteint 567 % ! Il est donc plus que jamais évident, que si ces seules informations statistiques étaient diffusées à tous, comme on renseigne par exemple le paquet de cigarettes afin d'informer le fumeur du risque que fait courir sur lui le tabac, il n'y aurait plus alors que les imbéciles ou les mystiques dévoyés par la cupidité, persuadés d'être les chevaliers élus du grand dieu pognon, à consentir à une dépense aussi irrationnelle. La plus élémentaire des transparences consisterait donc à informer le consommateur de cette simple réalité mathématique, jamais pourtant cette information ne lui parviendra ! C'est là une illustration du domaine de l'interdit : il est des vérités qu'il ne faut dévoiler et il n'appartient qu'aux personnes instruites de les découvrir par elles-mêmes. Ce sont alors, bien sûr, les petites gens qui se font berner et, là encore, ce n'est pas le père DUCHESNE qui dénonce ce scandale, mais les statistiques de l'INSEE qui montrent par exemple que, en 2001, un ménage joueur sur sept avait un revenu inférieur à 7500 € par an, pour un revenu moyen qui atteignait, cette année là, 27 500 € et ce ménage, modeste s'il en est, avait consacré 2,6% de son budget à ces stupidités⁴. Ainsi à travers cet exemple, un parmi des milliers d'autres, apparaît clairement la finalité de l'interdit, car dans le cas cité du jeu, il s'agit moins de ponctionner une fois encore indûment celui qui n'a de trop besoin du peu d'argent qui lui est donné pour vivre, que de le maintenir dans un monde d'illusion et d'égoïsme, de l'amener à ne jamais s'intéresser à ceux qui eux, ont cent pour cent de chances de gagner au *Loto*, toutes les semaines !

Voilà donc l'interdit, le tabou, l'endroit où il n'est pas permis d'aller et bien entendu la question de l'existence de la démocratie y occupe une place privilégiée. Si seulement chacun s'interrogeait, s'inquiétait de cette prétendue réalité alors, nul doute que les jours de la société de l'injustice et de l'inégalité seraient petitement comptés car ce ne serait plus des affirmations péremptoires qui viendraient violer les convictions mais les faits qui s'imposeraient dans toute leur brutalité. Constatons-le par nous même et pour ce faire interrogeons nous d'abord sur ce

⁴ Voir la revue *INSEE première* n°1016 de mai 2005.

qu'est la démocratie. La définition usuelle telle qu'elle fut formulée par Abraham LINCOLN, bien connue de tous les étudiants de droit de première année, s'entend à désigner par-là « *Le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple.* ». Alors déjà il n'est nul besoin d'être grand clerc, ni de s'être livré pendant de longues années à l'analyse des systèmes politiques pour constater la parfaite inadéquation entre cette définition et l'existant contemporain. Il ne fait de doute pour personne que le Peuple n'a son mot à dire dans les choix fondamentaux qui sont pris, en permanence, par les dirigeants de cette société en son nom. Où est donc la volonté du Peuple dans la quasi-exonération fiscale des grandes fortunes ? Où est la volonté du Peuple dans la sacralisation de la monnaie et sa conséquence : l'explosion du chômage de masse ? Où est la volonté du Peuple dans la sanctification de la libre concurrence et son cortège de déréglementation ? Où est la volonté du Peuple dans le démantèlement progressif de tous les acquis sociaux que nos pères nous ont légués et qu'ils avaient acquis au prix de longues et d'âpres luttes ?

Il n'est point de démocratie, chacun le sait, tout au plus une caste de despotes qui, s'estimant éclairés comme jadis Frédéric de Prusse ou la grande Catherine de Russie, décident, sans vergogne, de faire ce que bon leur semble, si faiblement tenus sont-ils par un rendez-vous électoral, dont le père DUCHESNE dira plus loin comment ils savent s'ingénier à n'en faire qu'une formalité. Déjà, au début du siècle dernier, le doyen de la faculté de droit de BORDEAUX, l'ami de DURKHEIM, Léon DUGUIT, éminent spécialiste s'il en fut du droit public déclarait : « *La loi n'est pas l'expression de la volonté générale, elle n'est que l'expression de la volonté des cinq cents députés et des trois cent cinquante sénateurs qui composent le parlement.* ». Le père DUCHESNE aura l'occasion, plus avant, de stigmatiser encore cette prétendue représentation nationale qui n'est qu'un leurre, né dans l'esprit d'un baron hobereau du XVIII^e siècle, attaché à ses privilèges et si haineux envers le Peuple qu'il chercha, par tous les moyens, fut-ce le sophisme, à le gruger. Voici en effet ce qu'écrivait ce baron de la Brède et de Montesquieu dans « *L'Esprit des lois* » : « *le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter des affaires. Le peuple n'y est point du tout propre (...). Il ne doit entrer dans le gouvernement que pour choisir ses représentants ; ce qui est très à sa portée...* ». C'est bien en vérité toujours sur cette vision des choses qu'est construite notre prétendue démocratie représentative !

La prétendue démocratie représentative.

Le père DUCHESNE n'entend pas seulement se borner à énoncer des évidences que chacun, s'il prend la peine de réfléchir, découvre par lui-même, il veut surtout apporter toute preuve du complot qu'il dénonce et s'en va, pour ce faire, puiser inlassablement dans les faits comme dans la science. La science politique contemporaine précisément, trop méconnue sans doute du grand public, a cherché à mettre en place des systèmes explicatifs afin d'analyser les réalités du pouvoir aujourd'hui. En schématisant ces approches, on peut dire que celles-ci aboutissent, peu ou prou, à décrire notre société comme un vaste champ d'affrontement entre des corporatismes établis. Ceux-ci cherchent à rivaliser de puissance afin d'imposer leurs points de vue dans la décision politique finale mais, tous cependant, font preuve d'une concession mutuelle en s'accordant sur la « règle du jeu », c'est-à-dire les différents modes de consultation consacrés dans la société en cause, c'est ce qu'il est parfois nommé le « *consensus* ». La décision politique serait alors le résultat d'un « *compromis* », c'est à dire une sorte de voie médiane, un « *mixe* » des aspirations de chacun des corporatismes, tempéré par les rapports de forces qui existent entre

ceux-ci. En d'autres termes plus le groupe de pression sera puissant, plus sa volonté marquera la décision finale.

Sous bien des aspects cette analyse, trop sommairement décrite, peut s'avérer pertinente pour expliquer les réalités qui nous entourent. Comment par exemple, au lendemain de la seconde guerre mondiale, comprendre l'apparition dans le monde économique des comités d'entreprises : cette curieuse institution, à la fois contrôleur de la gestion de l'équipe dirigeante et gérante des œuvres sociales de l'entreprise, sinon en se référant aux deux tendances politiques dominantes qui marquèrent la Libération : le parti communiste duquel est issue la volonté d'accorder aux travailleurs un droit de regard sur la direction de l'entreprise et la sensibilité chrétienne démocrate du MRP qui se manifeste avec les cadeaux de l'arbre de Noël ou le financement de colonies de vacances. En tout état de cause cette analyse présente l'avantage de mettre en évidence l'importance que prend le rapport de forces dans la décision politique de nos jours. Tout succès dans ce domaine s'analyse en réalité en termes de puissance. Les agriculteurs, fortement syndiqués, toujours prompts à se mobiliser, ont pu ainsi maintenir, voire asseoir un niveau de vie, en brûlant le cas échéant quelques sous-préfectures mais les chômeurs, quant à eux, qui n'ont jamais su s'organiser, n'ont plus aujourd'hui que leurs yeux pour pleurer ! Dans cette perspective, qui est celle de la science contemporaine, il apparaît donc que pour influencer sur la décision politique, celle qui s'impose à tous, il faut avant tout être organisé afin de peser dans la grande foire d'empoigne de la vie publique. Or précisément aujourd'hui, la volonté de l'immense majorité du Peuple, l'ensemble de ces masses que le père DUCHESNE appelle le tiers exclus, ne trouve plus de corporatisme pour imposer son point de vue majoritaire car les forces politiques en présence ne sont plus que des « écuries » destinées à faire courir leurs poulains, les stars politiques du jour. Il n'est donc pas surprenant que la volonté du plus grand nombre ne soit jamais prise en compte dans l'adoption des décisions qui concernent pourtant la société entière. La disparition des grands partis ouvriers et la trahison, si prévisible, de la social-démocratie, ont sonné le glas de toute idée démocratique.

La situation est tellement claire à cet égard qu'elle en est même devenue caricaturale. Ainsi, dès lors que l'immense majorité du Peuple se trouve en dehors du processus décisionnel, seuls les groupes de pression exprimant la volonté de l'oligarchie qui régent tout, agissent. Nous sommes entrés dans l'ère du lobbying à tout crin que l'auteur Franck J. FARNEL dans son ouvrage « *Le lobbying : stratégies et techniques d'intervention* »⁵ définissait comme « *une activité qui consiste à procéder à des interventions destinées à influencer directement ou indirectement les processus d'élaboration, d'application ou d'interprétation de mesures législatives, normes, règlements et plus généralement, de toute intervention ou décision des pouvoirs publics.* ». On se souvient encore, lors de la discussion du projet de loi *DADVSI* (« *droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information* »), le ministre de la Culture, toute honte bue, invitant *Virgin* et la *Fnac* à venir « faire leur pub » à l'assemblée arborant des badges estampillés « *ministère de la Culture* » et que dire de la législation européenne dont on sait la place prépondérante qu'elle occupe aujourd'hui, où le lobbyisme est officiellement reconnu et impacte fortement les directives qui, au plan des principes juridiques, ont une valeur plus élevée que celle des lois nationales.

⁵ Franck J. FARNEL « *Le lobbying : stratégies et techniques d'intervention* », les Editions d'Organisation, collection « *Stratégie et organisation* », 1994, 170 pages.

Cette reconnaissance officielle du seul intérêt égoïste et mesquin dans l'édiction de la règle qui s'impose à tous montre une fois encore, si besoin en était, qu'on ne saurait parler dans notre société du « *gouvernement du Peuple, pour le Peuple et par le Peuple* ». Ces groupes d'intérêts qui font la pluie et le beau temps sont la négation même de l'idée de démocratie. Si le pouvoir appartient au Peuple alors il n'appartient qu'à lui et non à des cercles restreints de « *copains et de coquins* » car comme le soulignait encore Jean Jacques « *La souveraineté ne peut se déléguer sans s'aliéner* »⁶ et quand l'intérêt particulier triomphe il n'y a plus de place pour l'intérêt général. Même MONTESQUIEU se risquait à écrire « *Sentir que l'intérêt des particuliers se trouve toujours dans l'intérêt commun que vouloir s'en séparer c'est vouloir se perdre, que la vertu n'est point une chose qui doive nous coûter, qu'il ne faut point la regarder comme un exercice pénible et que la justice pour autrui est une charité pour nous.* ».

Mais le père DUCHESNE ne se contente pas de dénoncer les injustices et les faux-semblants, il fait des propositions dont il n'aura de cesse que d'en démontrer la crédibilité. Il soutient qu'il est tout à fait envisageable et même souhaitable que chacun puisse enfin s'exprimer librement, qu'il est possible ainsi, pour chaque citoyen, de se prononcer en toute liberté et en toute quiétude et d'user de cette parcelle de souveraineté qui est sienne afin de dire, en son âme et conscience, ce qu'il estime bon, juste et conforme aux intérêts de l'ensemble. Alors plus de corporatisme, plus de lobby, plus de querelles partisans et égoïstes mais un intérêt commun, une aspiration fusionnelle au même idéal, un intérêt général qui s'exprimerait sans ambages et alors, cette foire d'empoigne que nous décrit la science politique contemporaine, n'aura plus rien d'inéluctable dans sa désespérance. A l'heure où l'information circule en temps réel grâce à la puissance de la technologie, où chaque citoyen peut sur internet s'identifier de manière sûre jusqu'à y faire sa déclaration d'impôt, considérer le concept de volonté générale comme un vain mot relève du blasphème !

La crise du « consensus ».

Un marché de dupes ne fait jamais fait recette indéfiniment et cette règle du jeu, ce « *consensus* » dont parle la science politique moderne, sur lequel tous les corporatismes sont sensés s'entendre semble bien être aujourd'hui à la veille d'une vaste remise en cause. Comment expliquer autrement cette poussée vers les extrêmes constatée dans les scrutins d'ensemble à partir des années 1980, sur laquelle d'ailleurs le Badinguet nouveau a surfé allègrement en dépit de la fable du prétendu « *élan démocratique* » que tente de nous servir la propagande officielle ? Comment comprendre cette cristallisation des mécontentements s'exprimant dans des taux d'abstention faramineux mais aussi cette défiance du représentant qui frise la caricature, cette diatribe systématique contre l' élu qui tend presque au paroxysme ? Qui pourrait aujourd'hui, en conscience, sans friser le ridicule et provoquer l'hilarité générale ou dans le meilleur des cas le sourire entendu, dire : « *Je fais confiance aux personnes que les urnes ont portées au pouvoir.* ». Nul en vérité. Tout le monde se complait, au contraire, à vitupérer en silence à chaque turpitude, à chaque mise en examen, à chaque scandaleux abus du bien public. Dans son for intérieur, chacun se met à penser que pareils agissements sont assurément intolérables mais qu'il n'existe

⁶ Jean Jacques ROUSSEAU « *Du contrat social ou Principes du droit politique.* » II,1 (1762), Union Générale d'Éditions, Collection « *Le Monde en 10-18* », PARIS, 1963, 197 pages (disponible en ligne sur *classiques.ucaq.ca*).

pas d'alternative et qu'il convient alors de se résigner : « *A quoi bon protester, ils sont tous pareils !* ».

C'est là le jugement du Peuple et il suffit de se rendre au premier « *café du commerce* » venu pour s'en convaincre. Bien sûr quelques beaux esprits ne manqueraient pas de rétorquer au père DUCHESNE que la cote de popularité des hommes politiques, dont on nous abreuve plus que régulièrement, serait un cinglant démenti apporté à ses affirmations à l'emporte-pièce. Voilà bien le plus commun des arguments ! En réalité quiconque réfléchit un peu comprend, comme le soulignait avec justesse le sociologue Michel Louis ROUQUETTE, que « *la cote de popularité est une fiction typique dont le référent sociologique réel est absent* »⁷. Cette pratique de pure propagande est une illustration de plus du principe de duplicité qui marque la conduite des affaires publiques de nos jours car qu'est-ce qui est demandé au sondés ? L'indice *BVA-Paris Match* s'intéresse aux « *bonnes opinions* » que ceux-ci pourraient avoir à l'égard des différents hommes politiques, quant au baromètre *Figaro-Sofres* il considère les cotes d'avenir ou de confiance alors que celui de l'*IFOP* prend en compte les niveaux de satisfaction mais toutes ces interrogations, si l'on réfléchit bien, induisent un présupposé favorable (« *J'ai d'abord confiance et puis après seulement, j'ai plus ou j'ai moins confiance* »). En revanche, lorsque par mégarde on pose réellement la question du père DUCHESNE aux français, alors le résultat est sans appel. Ainsi dans le sondage *CSA / LE PARISIEN / AUJOURD'HUI EN France*, réalisé les 27 et 28 août 2002, à la question : « *Qu'est-ce qui pourrait faire que les hommes politiques deviennent plus crédibles et plus proches de vous ?* », 66% des sondés, deux personnes sur trois, ont répondu : « *qu'ils respectent leurs promesses* » et 60% des personnes interrogées : « *qu'ils soient plus honnêtes* ». Dans un autre sondage, réalisé deux ans plus tôt, par l'*institut CSA / ERNST & YOUNG* pour la première *Biennale du Futur du Conseil Economique et Social*, à la question : « *Et à qui faites-vous le plus confiance pour préparer le Futur que vous souhaitez ?* », la réponse « *les élus* » ne recueillait déjà que 28% des opinions exprimées, loin derrière « *les citoyens* » avec 51% ou encore « *les scientifiques* » qui totalisaient 32% des choix.

Mais le matraquage éhonté des cotes de popularité ne vise pas seulement à duper une fois de plus le bon Peuple de France mais contribue encore à réduire, si besoin en était, la prise en compte de l'avis des citoyens. Comme le souligne Jean-Marc FERRY : « *De participative, la démocratie devient essentiellement acclamative* »⁸. A s'entendre radoter à longueur de journée : « *Deux français sur trois font confiance à Sarkozy* », « *Les socialistes préfèrent Royal à Fabius* »... et tant d'autres fadaïses, on ne cherche en réalité qu'à renforcer les processus de procuration et d'abandon : « *Pourquoi essayer de me faire entendre, puisqu'en permanence on s'occupe de ma moindre pensée ?* ». C'est pourquoi le père DUCHESNE appelle chacun à constater qu'il n'y a pas de fatalité et qu'une autre voie est possible ! Le Peuple de France n'est pas condamné à ce spectacle pitoyable qu'offre ce personnage politique à l'ambition sans bornes, au mépris affiché et aux émoluments dorés et ce premier rôle d'une pièce d'un autre temps pourrait, tout simplement et sans le moindre inconvénient, être mis à la retraite. Alors oui il deviendrait possible de prendre son destin à bras-le-corps. Alors oui on ferait mentir Paul VALERY (1871-1945) qui prétendait que « *La politique est l'art d'empêcher les gens de se*

⁷ Michel Louis ROUQUETTE « *La psychologie politique* », PUF, collection « *Que Sais-Je ?* » 1988, page 74.

⁸ J.M. FERRY « *Les transformations de la publicité politique* », revue *Hermès* n° 4, « *Le nouvel espace public* », 1989, page 26.

mêler de ce qui les regarde »⁹, alors oui les « *lendemains qui chantent* » pourraient poindre dans l'élan de l'enthousiasme général. Cette crise du « *compromis* » des tenants de la science politique contemporaine, si elle n'est déjà patente, apparaît, en tout état de cause inéluctable. Pour paraphraser LINCOLN on peut peut-être tromper certains tout le temps, voire tout le monde un certain temps mais jamais tout le monde, tout le temps. Un jour, grâce notamment au formidable développement des moyens de communication individuelle qui représenteront ainsi une réelle alternative aux médias oppresseurs d'esprit, « *El pueblo unido jamas sera vencido* », le Peuple uni jamais ne sera vaincu, comme il était de bon ton de clamer et déclamer dans les jours sombres de la dictature du Chili. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, les tenants de l'oligarchie conjuguent tous leurs efforts pour mettre en place un processus de déliquescence des Etats Nations qu'ils veulent rendre irréversible. Au plan international tout d'abord, en cherchant à substituer aux frontières ancestrales cette zone commerciale de libre échange hâtivement matinée d'un zeste de constitutionnalisme afin d'essayer de faire disparaître le sentiment d'appartenance à un peuple et par-là même, comme l'exposera plus loin le père DUCHESNE, d'empêcher, par tous les moyens, la survenance de la vraie révolution finale qui est celle de la démocratie vraie. Comment imaginer en effet qu'une prise de conscience collective puisse voir le jour dans un « *melting pot* » à l'américaine, cet univers désespérant d'antagonismes rivaux ? La démarche n'est pas nouvelle, c'était là déjà le rêve des tenants du pouvoir de la minorité sous la révolution française. Elle repose en permanence sur la sempiternelle exigence, indispensable pour que subsiste l'usurpation des droits de tous par le petit nombre, ce leitmotiv qui toujours et sans cesse rejaillit : « *diviser pour régner* ». C'est bien là un mal absolu, « *l'hydre du fédéralisme* » si justement stigmatisée par la République montagnarde.

Mais cette démarche perfide n'existe pas qu'au plan international, elle est également mise en œuvre avec zèle au plan intérieur où la politique d'immigration apparaît comme une éclatante démonstration et aussi une illustration de plus de la mise en œuvre du principe de duplicité et le père DUCHESNE entend, sur ce point aussi, dire l'exacte vérité. Il est temps enfin d'ôter ce voile épais qui, depuis tant d'années, a été jeté sur cette épineuse question. C'est là sans doute un des domaines privilégiés de l'interdit et la propagande officielle y veille jalousement. Quelqu'un viendrait-il seulement à s'interroger sur une réalité que chacun constate, la présence massive dans les rues de nos villes de populations immigrées, qu'on ne parle aussitôt de racisme et de xénophobie et voici que l'audacieux impertinent est désigné du doigt par tous et voué aux gémonies, afin de servir d'exemple à ceux qui montreraient quelque velléité à pareille outrecuidance. Qu'un élu vienne à justement s'interroger sur la présence majoritaire d'hommes de couleur dans l'équipe nationale d'un pays de population blanche et voilà que tous les biens pensants s'acharnent à le diaboliser aux yeux du monde. Que se serait-il passé si seulement quelques blancs s'étaient trouvés dans l'équipe nationale d'un pays africain ? On aurait aussitôt parlé de néo-colonialisme, de ségrégation et d'apartheid ! Eh bien le père DUCHESNE qui, parce qu'il est fils du Peuple ne craint personne, enfreindra les interdictions et criera partout la stricte vérité : l'oligarchie en place se sert de l'immigration pour préserver et renforcer encore ses privilèges iniques. Elle laisse sciemment et massivement s'installer, chaque jour davantage, des populations étrangères qui serviront d'exutoire, d'abcès de fixation pour le bon Peuple afin de détourner, une fois encore, son attention de la véritable question de fond, celle de l'égalité sociale

⁹ P. VALERY « *Tel quel*. » (1941, puis 1943) (Cahier B 1910; Moralités; Littérature et Choses tues), éditions GALLIMARD, collection « *Folio – Essais* », 1996, 495 pages.

et de la redistribution des richesses de tous. En véritable antéchrist, le clan décideur des nantis semble paraphraser Jésus : « *Haïssez vous les uns les autres et laissez-moi amasser !* ».

Qu'on se rassure toutefois, comme toujours le père DUCHESNE, dans sa grande colère, n'oublie jamais d'étayer ses dires par des faits et des preuves tangibles et s'il devine quelque triste sire prompt à prétendre que ce qu'il avance est pur mensonge, démenti quotidiennement par une politique ferme de l'immigration mise en place notamment par les politiques de droite, il va et sans tarder apporter la démonstration de la véracité de son propos. Quelle est la réalité en effet ? D'abord on entre en France comme dans un moulin ! Il est facile à n'importe quel étranger de pénétrer sur le territoire, il suffit pour cela d'un visa « touristique » délivré systématiquement et quand cela ne serait, il n'est nul besoin de faire état de l'existence de ces nombreuses filières clandestines comme de la porosité de certaines frontières « passaires » dans l'*espace Schengen*. Ensuite une fois franchie cette étape aisée, il suffit simplement au nouveau venu de faire sienne cette phrase qu'on attribua naguère à MAC MAHON lors de la bataille de Malakoff : « *J'y suis, j'y reste !* » et le tour est joué. L'installation définitive est quasiment garantie ! Les prétendues politiques restrictives de l'immigration ne sont que des leurres destinés, une fois de plus, à tromper le bon Peuple. En quoi consistent-elles en effet ? A seulement modifier le droit dans le sens de la rigueur et surtout à le crier bien fort, sur tous les toits, afin de recueillir l'approbation de citoyens de plus en plus exaspérés par des chocs de culture qu'ils n'ont jamais désirés et à drainer les suffrages de petites gens qui estiment, à tort ou à raison, qu'il y a trop d'étrangers en France. La réalité est que tout cela n'est que poudre aux yeux, car le droit en question n'est jamais appliqué ! Toujours et encore on réforme l'ordonnance de 1945. Inlassablement on durcit les conditions pour l'octroi du titre de séjour. Voici même que l'on crée un nouveau « *code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile* ». Voilà pour la façade mais qu'en est-il dans les faits ?

En premier lieu, la pratique systématique de la demande d'asile politique fait obstacle à l'application de cette réglementation prétendument restrictive. L'étranger avisé, et ils le sont tous, demande de bénéficier de l'asile politique prétextant être persécuté dans son pays d'origine. Il obtient alors le droit au séjour provisoire sous forme du fameux « *récépissé* » dans l'attente que l'*Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)* ne se prononce sur son cas. Cette décision, dans l'immense majorité des cas négative, ce qui est tout de même une indication sur le bien fondé des demandes, n'impliquera pas pour autant le renvoi de l'intéressé. Celui-ci dispose encore de la possibilité de saisir une juridiction spécialisée, la *commission des recours des réfugiés*, devenue depuis la *cour nationale du droit d'asile*, ce qui lui permet d'obtenir le prolongement de son droit au séjour de fait. Au total la durée de la procédure n'est jamais inférieure à deux ans et il n'est pas rare qu'elle atteigne plus de cinquante mois. Ce n'est pas là procès d'intention dont le père DUCHESNE se rendrait coupable mais bien l'avis des spécialistes. Ainsi par exemple Maxime TANDONNET, auteur du livre « *Immigration, sortir du chaos* »¹⁰ soutient que la majorité des demandeurs d'asile engagent la procédure de demande, non pour réclamer l'asile, mais pour obtenir les avantages que celle-ci leur donne : droit de séjourner en France pendant l'instruction du dossier (sans assignation à résidence comme en Allemagne), droits sociaux, faible risque d'expulsion pour les demandeurs déboutés (qui représentent une majorité croissante des demandes) qui restent sur le territoire français, probabilité de régularisation au bout d'un certain temps...

¹⁰ M. TANDONNET « *Immigration, sortir du chaos* », éditions FLAMMARION, collection « *Essais* », 2006, 213 pages.

Mais si le droit prétendument restrictif est contourné par la procédure de demande d'asile, il l'est encore plus par la suite lorsque, débouté de sa demande et ne disposant donc d'aucune raison de séjourner sur le territoire français, l'étranger est censé être renvoyé chez lui. Le « *code de l'entrée et du séjour des étrangers* » prévoit alors qu'il doit être obligé dans un premier temps de quitter le territoire par une simple décision administrative et, on imagine bien le peu d'empressement que mettra l'intéressé à obtempérer, surtout après un séjour de plusieurs années en France. En dernier recours, le préfet du département est alors réduit à ordonner la reconduite de l'étranger à la frontière et, en principe, l'intéressé peut y être contraint. Voilà pour la théorie mais là encore ce dispositif n'est que de la poudre aux yeux car chacun sait que ces décisions sont rarement appliquées. D'après les propres sources du ministère de l'intérieur (et il n'est pas interdit d'imaginer que celles-ci aient pûes être quelque peu « arrangées » pour ne pas apparaître trop choquantes), c'était, jusqu'à une date récente, moins de une décision de reconduite sur cinq qui était exécutée. Ainsi pour s'en tenir à la période du 1^{er} mai 2005 au 30 avril 2006, en pleine politique répressive sarkosyste en matière d'immigration nous prétend-on, c'est 58 849 étrangers qui se sont vus refuser le séjour auxquels il faut ajouter les 8 509 interpellations de clandestins, les 7 115 étrangers découverts en situation irrégulière, alors que, pour la même période c'est seulement 12 295 personnes qui auraient été effectivement reconduites¹¹. Mais le *must* dans la duplicité est postérieur à cette période « *d'intense répression* ». La loi du 24 juillet 2006 relative à l'immigration adopte, à entendre certains commentateurs, un dispositif d'une efficacité redoutable l'OQTF, l'*obligation de quitter le territoire français*. Encore un rideau de fumée et ce n'est pas le père DUCHESNE qui le dit mais Bernard EVEN, le président du *Syndicat de la juridiction administrative* à l'hebdomadaire juridique *AJDA* du 5 novembre 2007 : « *Or le taux d'exécution des OQTF n'est, selon les chiffres du ministère de l'immigration, que de 2,4%* » et c'est ce que confirme le rapport de la commission sur le cadre constitutionnel de la nouvelle politique d'immigration présidé par Pierre MAZEAUD en 2008 : « *...le taux d'exécution se situe aux alentours de 2% hors départs volontaires. Ce taux dérisoire a conduit la Commission à s'interroger sur la pertinence de la solution retenue par le législateur en 2006* ».

Ainsi tout est mis en œuvre pour que l'étranger qui entre en France avec l'intention d'y rester puisse ainsi, en toute quiétude, y séjourner pendant plusieurs années sans risque. Et après ? Le *conseil d'Etat*, cet anachronisme monarcho-napoléonien, cette chasse gardée de la privilégiature, ce supplétif de toutes les mauvaises causes est fort opportunément intervenu, voilà déjà une quinzaine d'années, en modifiant de manière aussi inattendue que spectaculaire sa jurisprudence¹² qui permet désormais, au bout de plusieurs années de présence, d'invoquer simplement son droit à la vie privée et familiale et d'obtenir ainsi facilement la carte de résident de dix ans, étape préalable à l'acquisition de la nationalité. Pour parler clairement, comme l'aime le faire le père DUCHESNE, l'étranger qui décide de venir en France pour s'y installer est quasiment certain de pouvoir le faire en toute tranquillité. La réalité, comme l'a montré Maxime TANDONNET, c'est bien un mouvement massif d'installation étrangère en France : « *En 2004, 215 000 étrangers ont obtenu une carte de séjour, et 65 000 autres ont déposé une demande d'asile, chiffres n'incluant pas les mineurs. Y compris les enfants, ce sont donc 350 000 individus qui sont entrés légalement sur le territoire national. S'y ajoutent environ 100 000 clandestins. Certains migrants officiels, toutefois, ne font que transiter : pour 350 000 arrivées, le nombre de ceux qui repartent est évalué à 150 000. Il reste 200 000 personnes qui s'installent définitivement*

¹¹ Sources *DICCILEC*. Ministère de l'intérieur.

¹² C.E. Assemblée, 19 avril 1991, *BELGACEM*, *recueil Lebon* page 152.

en France. Tous les ans, en conséquence, la population immigrée s'accroît de l'équivalent de la ville de Bordeaux. Si le nombre d'étrangers n'augmente pas en proportion, cela tient aux naturalisations : en 2004, 150 000 personnes ont obtenu la nationalité française. L'équivalent de la ville de Grenoble. »¹³.

Bien entendu cette question sensible de l'immigration occupe une bonne place dans la sphère de l'interdit. Jamais ne seront affichés les vrais chiffres et en particulier la non exécution des arrêtés de reconduite à la frontière. Ainsi on se réserve encore des marges de manœuvre pour berner le gogo : il suffira par exemple de faire passer, d'une année à l'autre, le taux d'exécution des reconduites à la frontière de 2% à 4% pour pouvoir afficher allègrement l'extrême fermeté et la redoutable efficacité de la politique d'immigration conduite qui, en un an, a abouti à doubler le nombre de personnes reconduites dans leur pays, tout en préservant bien entendu, les flux migratoires si utiles aux privilégiés. On voit, là encore, combien le principe de duplicité conduit à manipuler les masses. Ainsi le père DUCHESNE se souvient, durant la récente campagne présidentielle, avoir rencontré nombre de pauvres, si désespérés qu'ils n'avaient plus que la haine de l'autre comme seul refuge, mais qui, à part peut-être quelque bel esprit de la gauche caviar, aurait l'audace de leur jeter la première pierre ? Ils lui tenaient alors des propos, sans doute pitoyables, en tout cas désabusés : *« On va voter SARKO puisqu'il va mettre tous les étrangers dehors ! »* et qui, abrutis par la progagande, demeuraient bien entendu incrédules devant la réplique du père DUCHESNE : *« Ca ne risque pas ! C'est lui qui les fait venir ! »*. C'est bien pourtant à ce constat que conclut le rapport MAZEAUD, que cite encore le père DUCHESNE : *« L'hypothèse d'un décuplement de l'immigration de travail n'est pas réaliste. Ce décuplement conduirait à la distribution de 100 000 cartes de résident par an... au lieu de 10 000 actuellement... Une politique de quotas serait par définition inefficace contre les installations irrégulières. L'affichage d'un contingent pourrait même avoir, paradoxalement, un effet incitatif »*.

Mais, il ne faut pas se méprendre sur les propos du père DUCHESNE ! Celui-ci ne hurle pas avec les loups contre l'autre, le différent, cet être démunie qui vient d'ailleurs et qui souffre comme le fait aujourd'hui le Peuple de France. Bien au contraire, il dit et proclame que tout être humain ne peut et ne doit rester insensible lorsque l'un de ses frères est dans le besoin, quel qu'il soit, et il fait sienne la belle parole du Nouveau Testament : *« J'étais un étranger et vous m'avez accueilli ... Tout ce que vous faites au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le faites. »*. Ce qu'il dénonce c'est l'occultation de la réalité et l'instrumentalisation de la misère des étrangers, ce stockage de déracinés dans les quartiers populaires afin de susciter la haine envers eux, qui sera d'autant plus attisée que quelque maître penseur des beaux quartiers viendra la stigmatiser. Si les dirigeants voulaient réellement instaurer une politique de l'immigration humaine et efficace, alors il suffirait d'instaurer un « turn over intégrationniste » qui pourrait consister, dans une zone d'accueil considérée, à simplement faire peser, à tour de rôle, sur chaque commune, riche ou pauvre, l'obligation d'intégrer dans sa population une famille nouvellement venue. Ainsi plus de ghetto pourvoyeur de haine et de chaos et une charge extrêmement limitée pour chaque collectivité territoriale contrainte seulement d'accueillir quelques personnes avec pour résultat une parfaite intégration dans la communauté nationale mais là n'est bien évidemment pas la finalité poursuivie.

¹³ Extrait de l'article de Jean SEVILLA « *Le choc de l'immigration* », le Figaro Magazine du 15 octobre 2007.

Mais pour conclure sur ce point que l'on n'attribue point, comme les donneurs de leçons médiatiques ont coutume de le faire, une opinion ancrée au père DUCHESNE. Celui-ci ne bèle pas à tout va qu'il faut accueillir chez nous toute la misère du monde, il ne clame pas davantage qu'il soit nécessaire de contrecarrer d'urgence le plan perfide des défenseurs de l'oligarchie en organisant au plus tôt une vaste et ferme politique du retour y compris en revenant sur des droits prétendument acquis, il dit simplement que toute décision sur un sujet aussi important incombe au Peuple et à lui seul et qu'il y a lieu, sur ce problème, comme sur tant d'autres, de dénoncer avec la plus grande fermeté la duplicité des dirigeants en place.

L'illustration du malaise : l'universalité du « tous pourris ! ».

Depuis le train de vie pharaonique d'un ministre menteur qui venait parler de rigueur jusqu'au vaste appartement parisien à prix modéré du bras droit du ministère qui prétend vouloir régler la douloureuse question du logement des français, combien de turpitudes ne viennent régulièrement défrayer la chronique ! Les scandales EADS succèdent aux affaires CLAIRSTREAM précédant de peu une nouvelle affaire TAPIE, KOUCHNER ou Julien DRAY et combien la liste est longue et nauséuse de ces malversations, de ces magouilles, de ces vilénies commises par la prétendue élite avec l'argent de tous ! Ce pitoyable spectacle, qui couvre de honte notre beau pays en le faisant apparaître au yeux du monde comme la république bananière qu'il est devenu depuis que les prédateurs du corps social s'en sont emparés, n'aboutit qu'à couper le Peuple, un peu plus chaque jour, de ceux qui osent prétendre le représenter. Qui aujourd'hui se risquerait à se livrer à un panégyrique de la classe politique sans craindre de sombrer dans le ridicule ? Même un simple plaidoyer paraîtrait suspect tant la cause paraît perdue !

Sont-ce là encore les fantasmes du père DUCHESNE ? Nullement et il suffit de se référer au sondage réalisé en mars 2007 pour le *Nouvel Observateur* qui en apporte clairement la preuve. Alors que, dans les années 1970, le discrédit des français à l'égard des hommes politiques était très minoritaire, voici qu'aujourd'hui ce sont 63 % d'entre eux (près de deux français sur trois) qui déclarent que les hommes politiques se préoccupent « *très peu* » ou « *pratiquement pas* » de ce que pensent les français¹⁴ et, dès lors qu'une amorce de crise se dessine, les chiffres exprimant la défiance explosent littéralement. Ainsi, quelques mois à peine avant le précédent sondage, en pleine crise du CPE, ce furent 69 % des personnes interrogées qui estimaient que les hommes politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les français. Et là encore que quelques faux penseurs ne viennent pas nous susurrer : « *Ce n'est là qu'un sentiment fugace, l'expression d'un mécontentement, une appréhension des changements mondiaux mais en réalité, dans leur for intérieur, les français savent que les hommes politiques accomplissent plutôt bien leur mission* », car ce serait là peine et propos perdus, le même sondage ne laissant place à aucune ambiguïté. Ainsi il révèle qu'une fraction importante et en constante augmentation estime, de manière plus radicale encore, que « *les élites ne sont pas à la hauteur de leur responsabilités* ». Ce sont 48% des sondés qui exprimaient ce sentiment en 1989, 53% en 1995 et 57% aujourd'hui. Bien entendu les français tirent aussi les conséquences de cette incurie qu'ils dénoncent et ils sont, dans le même sondage, pratiquement le même nombre (56%) à craindre que leurs enfants vivront moins bien qu'eux.

¹⁴ Sondage réalisé par la TNS SOFRES les 7 et 8 mars 2007 pour *Le Nouvel Observateur* et la *Fondation Jean Jaurès*.

Mais de ce fort sentiment de rejet, l'oligarchie en place n'en a cure et subsiste toujours cette élection alibi devant laquelle les comportements tendent à se distribuer en trois tendances d'à peu près égale importance : le rejet pur et simple représenté par le premier tiers, celui des abstentions, la révolte qui s'exprime dans le vote dit protestataire c'est-à-dire le suffrage exprimé en faveur d'un élu ou une tendance insusceptible de participer, d'une manière ou d'une autre, au résultat de l'enjeu électoral et enfin le tiers restant, celui qui joue encore le jeu et sert ainsi d'alibi, mais pour combien de temps encore ? Et contrairement à certaines analyses tendancieuses qui voudraient nous faire croire à un miracle, l'élection présidentielle de 2007 n'a guère changé la donne. Seule l'*OPA* du candidat des milliardaires sur une partie du vote protestataire, qu'il émane d'ailleurs du tiers abstentionniste ou du tiers purement contestataire, dénoncé précédemment par le père DUCHESNE, a rendu moins lisible le schéma classique qui prévaut depuis vingt cinq ans caractérisé indéfectiblement par le renvoi systématique des sortants et la tendance à la répartition tripartite de l'électorat avec les deux tiers de rejets. Toute propagande est vouée à l'échec car rien ne peut masquer la réalité sous-jacente. Celle-ci demeure et c'est là précisément que les choses deviennent intéressantes. En effet, il a certes été ainsi possible, depuis plus de vingt cinq ans, un quart de siècle déjà, en brandissant quelque épouvantail ou en ressassant les vieilles lunes de la droite et de la gauche, de berner toujours et encore l'électeur en lui faisant croire, à six reprises, à un hypothétique changement ce qui a abouti tout naturellement, à chaque consultation, à « *sortir les sortants* ». Il va sans dire que l'illusion était, à chaque fois, au rendez-vous et comment pouvait-il en être autrement dès lors que, comme le démontrera très bientôt le père DUCHESNE, c'est bien un véritable complot qui a permis à une petite minorité de faire main basse sur la France. L'élection présidentielle de 2007 constitue ainsi la septième alternance mais celle-ci diffère fondamentalement des précédentes et c'est la raison pour laquelle elle est porteuse d'espoir pour le Peuple.

En premier lieu, chacun écartera bien sûr certaines analyses partisans, dont parlait à l'instant le père DUCHESNE qui, prenant les désirs de leurs concepteurs pour des réalités, chantent sur tous les toits qu'un grand changement serait en cours car, pour la première fois, on n'aurait pas « *sorti les sortants* ». Allons donc ! Il n'a échappé à personne que, pour remporter la victoire, le candidat du show business n'a eu de cesse que de cultiver sa différence avec la droite sortante, d'agresser CHIRAC, de vilipender VILLEPIN pour donner l'illusion, une fois de plus, qu'un homme nouveau apparaissait porteur d'idées nouvelles et de changement. En ce sens ce dernier scrutin ne diffère pas des six autres mais en revanche, il recèle un vaste espoir parce qu'il ne peut qu'aboutir à une impasse. La duplicité du gouvernement JOSPIN, que le père DUCHESNE n'aura de cesse de stigmatiser, a bien montré au Peuple qui, contrairement à ce que peuvent penser les politiques, a de la mémoire, qu'il n'y avait rien de bon à attendre de ce parti populaire en trompe-l'œil et ce sentiment, cinq ans après la cuisante défaite, reste très fort. La preuve en est donnée par le premier tour des élections présidentielles de 2007 où les sept candidats de gauche, toutes tendances confondues ne recueillent que 36,4% des suffrages et la confirmation est cinglante, au second tour, dans le score de 46,9% qui fait même figure de record¹⁵. La droite Villepino-chiraquienne est tout aussi discréditée de sorte qu'il ne restait, au candidat élu que de prétendre incarner une sorte de nouvelle « *troisième voie* » et il était aisé, pour faire croire à ce mirage, d'aller recruter quelques renégats de la gauche caviar, toujours

¹⁵ Seul MITTERRAND en effet avait fait un peu moins bien, mais c'était en 1965 et contre DE GAULLE !

prompts à tourner casaque, dès lors qu'il s'agit d'aller à la soupe ! Et c'est là précisément que réside la note d'espoir.

Si, comme l'affirme et le démontrera bientôt le père DUCHESNE, il est un complot, les effets continueront à s'étendre et le Peuple verra, de plus en plus, son sort et celui de ses enfants s'assombrir comme sa bourse s'aplatir tandis que la fortune du très petit nombre gonflera encore comme la grenouille de la fable. Face à cette situation, le Badinguet nouveau n'aura plus d'autre issue pour gouverner que les ressources de la peopolisation à outrance, paillettes un jour et divorce le lendemain, ce qui ne peut conduire qu'à une impasse dès lors que ces manœuvres ne relèvent que de la duperie et de la poudre aux yeux que dénonçait d'ailleurs si justement l'anthropologue politique Georges BALANDIER : « *Le mal démocratique, aujourd'hui, c'est l'anesthésie cathodique de la vie politique.* »¹⁶. Le *star system* n'est qu'une baudruche et le papier glacé finit toujours par devenir « *papier-cul* » tandis que, quand leurs porte-monnaie se vide, les concierges cessent bien vite de jouer les concierges pour volontiers devenir *tricoteuses*. Si la politique spectacle peut, la bêtise ambiante aidant, masquer un peu l'absence de résultats, elle ne saurait se substituer à ceux-ci et l'on ne gouverne pas avec du vent. C'est bien la raison pour laquelle l'angoisse de l'avenir pourrait s'avérer salutaire avec les années qui s'égrènent et la crise qui s'étend car, chacun le sait, la peur rend intelligent !

Pour l'heure encore l'électorat tend toujours à se répartir entre, d'une part cette majorité contestataire non visible dans les médias mais clairement identifiable si l'on additionne les abstentions¹⁷ avec les votes protestataires et d'autre part, la minorité qui « *joue encore le jeu* ». Lorsque la prise de conscience de cette situation absurde deviendra générale, alors la crise du « *consensus* », dont parle la science politique, qui demeure pour l'heure larvée, débouchera inéluctablement sur une crise de légitimité. Comment croire à la représentativité d'un être ou d'une cause qui mathématiquement n'aura recueilli qu'un peu plus de quinze pour cent du corps social ? « *C'est alors à nous de regagner la confiance de nos électeurs !* » : ce sont là des mots qu'on entend volontiers dans la bouche des politiques d'aujourd'hui mais le père DUCHESNE, qui aime les prendre aux mots, leur demande alors « *Avec quoi ?* ». Un comportement sans faille ? La crédulité à tout de même ses limites ! Un projet ? Quelle alternative existe-t-il à la loi de la jungle du libéralisme qui s'installe partout ? Si celui-ci a pu étendre sa mainmise sur le plus grand nombre c'est bien parce qu'une part prépondérante de la population ne peut réellement exprimer son point de vue dans un système pervers, qui ose se prétendre démocratie.

Pour qu'il y ait crise de la démocratie, il faut qu'il y ait, au préalable, une démocratie.

Les mots doivent avoir un sens à défaut de quoi l'illusion est partout de mise ! Le moment est donc venu pour le père DUCHESNE de rappeler ce qu'est la démocratie et, par là même, de démontrer qu'on ne peut raisonnablement prétendre vivre sous pareil régime. D'abord, et peut-être avant tout, la démocratie est aussi un état d'esprit et, à cet égard, le mot de Winston CHURCHILL sonne profondément juste : « *Dans ce régime, quand on sonne chez vous à 6 heures du matin, vous êtes sûr que c'est le laitier !* ». La démocratie rend en effet l'air qui nous entoure plus respirable, elle incite à la quiétude et au bonheur et si une majorité de français sont

¹⁶ G. BALANDIER « *Le pouvoir sur scènes* », éditions BALLAND, collection « *Fondements* », 1992, 172 pages.

¹⁷ Qui ont tout de même dépassé les 40% aux dernières législatives !

mécontents aujourd'hui c'est peut-être aussi parce qu'ils se rendent intuitivement compte qu'ils ne vivent pas en démocratie. Le sondage *TNS SOFRES* réalisé en mars 2007 est très clair à cet égard : le désir d'un changement fort atteint 50 %¹⁸ et il s'exprime aussi bien à droite (52%) qu'à gauche (51%). Et que l'on cesse enfin de nous rebattre en permanence les oreilles avec cette prétendue « *crise de la démocratie* » qui supposerait qu'il y eut au préalable une démocratie or chacun constate chaque jour combien dans ce système politique actuel, auquel on prête abusivement ce nom, il est si peu fait cas de la volonté du Peuple. Il n'est guère de démocratie ! C'est bien là une idée essentielle pour comprendre le complot dénoncé en ces lignes, car celui-ci n'aurait jamais vu le jour, si pareil régime eut alors existé.

« Le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple », c'est si simple !

Si le père DUCHESNE parle d'abord d'état d'esprit pour évoquer la grande cause de la démocratie c'est que, comme une belle plante ne pousse que dans un terreau fertile, la démocratie ne peut s'épanouir que dans un climat propice. Celle-ci, parce qu'elle est l'expression de chacun, ne peut qu'induire l'égalité et ne saurait, ainsi que ne le fait inlassablement la société actuelle, consacrer des puissants. Pour citer encore Abraham LINCOLN : « *De même que je refuse d'être un esclave, je refuse d'être un maître. Telle est mon idée de la démocratie* » or que font ces médias qui nous entourent, cette prétendue information qu'on nous assène et qui participe de cette « *propagande (qui) est aux démocraties ce que la violence est aux dictatures* » comme l'écrivait Noam CHOMSKY, sinon, en permanence, consacrer des potentats, des nouveaux despotes de l'image, ces « *people* », ces prétendues personnalités, ces stars en paillettes s'imposant aux paillotes...La démocratie n'est pas ségrégationniste, elle est fusionnelle car elle repose sur un magnifique paradoxe : un Peuple que l'on présente comme une unité mais qui est en réalité composé d'une innombrable somme d'individualités et donc de sensibilités. Comme s'opère alors la mystérieuse alchimie ? Comment la volonté unique du Peuple jaillit-elle de la multitude ? Il n'est, on le sait, qu'une seule réponse : par la loi du nombre tout simplement qui implique le fait majoritaire et se décline sous le fameux « *cinquante pour cent plus une* ». Cette règle élémentaire prend chez le démocrate la valeur d'un principe absolu car vouloir s'en séparer c'est remettre en cause le fondement même de toute démocratie. Ainsi le prétendu droit des minorités n'est qu'un leurre, un galimatias anti-démocratique, avatar de l'oligarque toujours soucieux de dresser les citoyens les uns contre les autres, toujours conscient qu'il faut, pour imposer la volonté mesquine de son intérêt égoïste, sans cesse diviser pour régner. Oui et n'en déplaise aux esprits chagrins, la majorité en démocratie a toujours raison et le minoritaire doit avoir l'humilité de reconnaître que, précisément parce qu'il exprime une opinion différente de celle du plus grand nombre, il a objectivement tort.

C'est bien là un principe premier et le père DUCHESNE attend de pied ferme les propos perfides de quelque mauvais coucheur lui surinant : « *Oui mais si la voix de la majorité a toujours raison, alors, et les sondages le montrent, c'est le retour de la peine de mort !* ». Le vrai démocrate n'est jamais gêné par pareil argument, bien au contraire il répond serein et sûr de lui : « *Et alors ? Si telle est la volonté du souverain Peuple !* ». Mais que les beaux penseurs, feignant l'humanisme pour imposer leur pouvoir oligarchique, se rassurent : fort heureusement la dure loi de la majorité va toujours de pair avec la noble mission de la citoyenneté. Ainsi, si comme le père DUCHESNE, la pensée qu'une société moderne puisse, de sang froid, sortir un

¹⁸ 9% se prononçant pour un « *changement radical* » et 41% pour une « *réforme en profondeur* ».

salopard de la torpeur du sommeil pour ensuite le couper en deux dans un décorum solennel terrifié, alors il relève bien de cette vocation sacrée, qui est celle du citoyen, de prendre le bâton du pèlerin pour aller prêcher inlassablement la bonne parole de l'abolitionnisme. Un nombre d'efforts conjugués en ce sens, par ceux qui partagent l'opinion du père DUCHESNE, parviendra alors, immanquablement, à faire évoluer l'opinion de tous et l'on pourra être doublement satisfait : d'une part d'avoir contribué à faire évoluer la volonté générale, d'autre part d'être revenu en harmonie avec elle. C'est bien là l'idée qu'exprimait Romain GARY en écrivant avec justesse : « *Je suis un de ces démocrates qui croient que le but de la démocratie est de faire accéder chaque homme à la noblesse.* ».

« *Je vais prendre en compte l'avis de tous* » dit ce petit maître, qui préside désormais aux destinées du pays, et que l'on croirait tout droit descendu des tréteaux de la *commedia dell'arte* ou jailli de derrière un décor de l'opéra bouffe. La juxtaposition stérile d'opinions tranchées n'est pas la démocratie, elle n'est que cacophonie, sclérose généralisée et, en définitive, elle contribue toujours par l'inertie qu'elle instaure dans le corps social, à la consécration d'une oligarchie régnante. « *Sur ce sujet nous voulons un consensus* », voilà donc la formulation à la mode qui est bien à fuir comme la peste car elle annonce toujours la cristallisation des oppositions, condition nécessaire pour aboutir sûrement au démantèlement des acquis sociaux. Pour bien cerner cette stratégie, illustration de plus du principe de duplicité, prenons l'exemple de la sécurité sociale. Les données du problème étaient d'une simplicité enfantine : doit-on ou non maintenir la couverture des risques sociaux par le système de l'assurance collective ? Il suffisait d'interroger les français. Une réponse négative de leur part aurait renvoyé au citoyen le poids de cette charge avec l'obligation pour chacun de s'assurer lui-même, ce qui tend d'ailleurs à devenir le lot commun, du moins pour ceux qui ont suffisamment d'argent pour ce faire. Une réponse positive, au contraire, en affirmant le maintien du système par répartition, entraînait alors des choix qu'il convenait de faire pour permettre un financement rendu plus conséquent par la dégradation de la situation économique et sociale provoquée, le père DUCHESNE en est convaincu et le démontrera bientôt, par les seuls accapareurs. Cette seconde option aurait alors fatalement amené d'autres choix, d'autres orientations dans la dépense, pour lesquels encore des réponses tranchées se seraient avérées salutaires. Il y a fort à parier pourtant que des décisions, prises en temps utile, par la majorité du Peuple, conscient ainsi des enjeux, auraient entraîné un déploiement d'énergie et une mobilisation de tous susceptibles de parvenir à la réalisation de réformes salutaires à moindre coût.

Mais là n'était pas le but recherché aussi qu'a-t-il été donné à voir ? L'inaction dans la recherche du pseudo consensus, c'est à dire la politique de l'autruche ! La pire de toutes car elle aboutit immanquablement à la détérioration de l'existant. En effet, si on ne fait rien devant l'immeuble qui menace ruine, celui-ci finit toujours par s'effondrer ! Ainsi l'oligarchie en place aura réussi, une fois encore, à « *empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde* ». Le résultat : l'immeuble est par terre ! Qui peut dire aujourd'hui qu'il existe une assurance maladie alors que plus un médicament n'est remboursé, que sans cesse on exige des malades des dépassements d'honoraires et que, sans mutuelle, il est devenu impossible de se soigner pour la grande majorité des citoyens ? Qui peut sérieusement croire aujourd'hui que la légitime retraite à laquelle il aspire et pour laquelle il a tant travaillé lui sera effectivement versée ?

Mais où sont les projets ? Quels sont les programmes ?

Ecoutons-les encore une fois, les tenants de l'oligarchie ploutocratique, nous réciter leur leçon en exigeant de nous d'y croire religieusement : « *la vie démocratique est animée par les partis politiques qui proposent aux électeurs, qui les choisissent librement, leurs projets et leurs programmes* ». Qui peut aujourd'hui, dans la sincérité de sa conscience, dire qu'il adhère à cette thèse officielle ? Nul en vérité car chacun voit la réalité des choses : si l'on souffle sur la poudre aux yeux du peuple, du futile et de l'anecdotique, il n'y a, derrière ces prétendues propositions, aucune alternative dans le choix, mais un programme, unique, qui repose tout entier sur la pérennisation d'un diktat imposé au début des années 1980 fondé entièrement sur un « *grand bond en arrière* », un retour à l'« *Etat gendarme* » du XIX^e siècle. Ce socle commun, ce dogme, cette « *pensée unique* » constitue la base de toutes les propositions des partis de gouvernement. Le reste n'est matérialisé, comme dans cet hebdomadaire pour la jeunesse, en vogue dans les années soixante dix, qui tirait de cinq cent mille à un million d'exemplaires, que par le gadget qui accompagne le produit et qui cherche à le faire vendre. Ce gadget aura, au gré des circonstances, pour nom politique de sécurité, trente-cinq heures, emplois jeunes, commissaire à l'emploi, « *travailler plus pour gagner plus* »... Des leurre sans la moindre consistance qui disparaissent aussitôt l'effet d'annonce exploité car ils ne sont destinés qu'à appâter le gogo !

Et comment pourrait-il en être autrement ! Le moment est venu pour le père DUCHESNE de dévoiler enfin le cœur même de sa thèse : la société d'aujourd'hui est, tout exactement comme celle de la fin de l'ancien régime, fondée sur une structure ternaire. Comme aux derniers temps de la monarchie absolue elle est partagée en trois ordres : à la classe dominante de la noblesse a succédé une autre caste prédatrice qu'il nomme accapareurs, car son dessein est bien de capter à son seul profit le plus possible de richesses produites par l'ensemble du corps social ; au clergé, dont la mission était de pérenniser l'usurpation des prétendus représentants du sang bleu, a fait suite l'ordre des politiques avec une tâche identique ; le reste, c'est à dire l'immense majorité, le tiers Etat d'aujourd'hui, l'auteur de ces lignes le nomme tiers exclus dès lors que, comme jadis, lui échappe totalement le processus décisionnel. Et comme ses illustres prédécesseurs du siècle des Lumières, le père DUCHESNE se dresse aujourd'hui pour affirmer qu'il est légitime que le tiers exclus trouve enfin à s'exprimer. Cette expression ne pouvant voir le jour que par l'instauration d'une démocratie fondée, non sur une prétendue représentation nationale qui est une duperie, mais sur une représentation populaire.

Il ne peut y avoir d'aspiration populaire dans les programmes politiques proposés par les partis qui fondent la vie politique de notre pays pour la bonne et simple raison qu'il n'y a pas de présence populaire dans ces structures. La disparition des grands partis ouvriers a porté un coup fatal à l'expression de la volonté du plus grand nombre. Les satrapes des partis actuels ignorent tout du Peuple même si, cas d'espèce, ils en seraient issus car ce qui leur importe n'est pas tant de faire triompher des idées mais de satisfaire leurs ambitions et dans un concert de voix monocordes on ne peut se risquer à faire résonner un timbre discordant sauf à sacrifier son si précieux avenir prometteur. Les militants de base des partis politiques le savent très bien ! Les structures dans lesquelles ils servent ne sont en fait que des officines où d'autres se servent, des laboratoires où l'on cultive de nouvelles espèces de génération spontanée ! Après des années d'abnégation, de labeur acharné, de travail de terrain au service d'idées auxquelles ils croient, voici qu'un jour ils voient surgir du néant quelque parachuté doré devant lequel ils sont priés de faire courbette tout en avalant en silence quelques couleuvres. Quelque velléité protestataire

verraient-elles le jour que l'instance dirigeante aura tôt fait de régler le problème : « *Donnons un os à ronger à ce chien ! Un poste d'adjoint au maire devrait faire l'affaire !* ».

Il est une caste clairement identifiable, qui est à la fois de droite et de gauche, qui vit en cercle fermé, qui baigne dans l'opulence et la privilégiateure. Elle fréquente les mêmes cercles, elle hante les mêmes lieux, elle s'assoit aux mêmes tables. Le Peuple souffre en silence mais ces élites se gobergent dans le cœur du Paris qu'ils occupent. Regardez-les, le 15 septembre 2007, ils étaient 800 à fêter au Cirque d'hiver le mariage de Fabienne SERVAN-SCHREIBER, productrice de cinéma et de télévision, et d'Henri WEBER député socialiste européen, des politiques « *qui comptent* » aux sensibilités bien disparates, du groupe trotskiste lambertiste OCI aux hauts fonctionnaires centristes des *Gracques*, des patrons milliardaires et des stars parfumées. Contemplez-donc ces opposants de la veille et adversaires du lendemain, s'entendre comme larrons en foire sur le dos du bon Peuple. Quelles vilénies préparent-ils encore entre les petits fours et le caviar ? Ne sont-ce pas là ces mêmes aristocrates qui festoyaient à Versailles autour de l'autrichienne quand la multitude criait famine ? Ce spectacle n'est-il pas, à lui seul la cinglante confirmation de ce complot que dénonce le père DUCHESNE ? Qui peut encore raisonnablement penser que cette prétendue élite dorée, qui régente tout aujourd'hui, puisse faire le bonheur de tous ?

Quelques plaisants observateurs se sont mis à ironiser sur les chantres de la gauche caviar assis à côté des ténors de la droite parisienne, sur les renégats fraîchement convertis au sarkosysme alliés aux pousseurs de chansonnettes à la mode sous les auspices de dirigeants de sociétés aux rémunérations mirobolantes. C'est très « *people* » disaient-ils. Le terme ne convient guère, *people* en anglais ça veut dire Peuple c'est-à-dire tout exactement le contraire de ces charlatans maquillés. « *Curieuse destinée pour ces anciens soixante-huitards !* » disaient-ils encore. « *Poussez donc un peu plus loin vos réflexions et vos investigations !* » leur dit le père DUCHESNE car vous approchez de la vérité ! Comme le promeneur découvre effrayé un nid de vipères, vous avez là, réuni devant vous, sous ces lambris tamisés, le clan des conspirateurs qui depuis bientôt une trentaine d'années s'est emparé du pays et de sa richesse pour la livrer à des prédateurs. Ils ne représentent personne, sinon eux-mêmes et leurs intérêts mesquins et égoïstes. Ne voyez-vous donc pas qu'en phagocytant tous les rouages décisionnels et en se rendant maîtres de la propagande, ils n'ont laissé au Peuple que la triste alternative de prendre fait et cause, à intervalle régulier, pour l'un ou l'autre des convives autour de la table à la nappe brodée, d'autre issue que de choisir entre bonnet blanc et blanc bonnet ?

Représentativité et légitimité.

Dans les années cinquante, il y a de cela un demi siècle à peine, il existait des forces politiques qui pouvaient se targuer d'une réelle représentativité. A cette époque le peuple ouvrier votait massivement pour le parti communiste et, comme le père DUCHESNE, tout le monde garde encore à l'esprit ces images d'un parti dynamique, dépassant le quart de l'électorat. Les gens qui ont vécu ce temps, se remémorent ce militantisme familial sous le portrait bienveillant de « *pépé Staline* » et cette dévotion aux autres dans cette chaleur communicative qui savait tant séduire les masses dans les fêtes des dimanches. Cette expression populaire à travers le parti communiste correspondait à l'évidence à une réalité sociologique, celle de la classe ouvrière. Mais cette même représentativité, même si elle apparaît moins marquée, se retrouvait également dans les autres formations présentes sur l'échiquier politique. Il est certain par exemple, que le

poids de l'église encore important à cette époque – que l'on songe seulement aux différents épisodes de la guerre scolaire qui faisait rage alors sur le thème du financement de l'école privée – expliquait une grande partie d'un électorat populaire de droite qui fera par la suite, dans les années soixante et soixante dix, les beaux jours de l'UDR. On était alors par tradition, par origine ou par conviction de droite ou de gauche. Une sorte de déterminisme, un peu familial, un peu sociologique, semblait présider la répartition des choix politiques conformément à l'intérêt pressenti par chacun. On votait alors pour quelqu'un car, chacun en était persuadé, il allait œuvrer dans le sens attendu par ses mandants.

Le père DUCHESNE note d'ailleurs au passage, que quelque part, cette situation cadrerait parfaitement avec l'analyse de la science politique. La représentation politique, à l'échelle du pays, correspondait alors assez bien à ces corporatismes décrits par elle comme se partageant le corps social tandis que les rapports de puissance qu'ils entretenaient entre eux aboutissaient à privilégier ce « *compromis* » acceptable par tous. Les comploteurs de la fin du vingtième siècle, quant à eux, ne pouvaient s'accommoder de ce système qui compromettait le but qu'ils s'étaient fixés qui était de livrer le pays à la caste des accapareurs, à une infime minorité, bien éloignée de ces grands courants portés par des multitudes. C'est bien la raison pour laquelle, ils ont cherché à faire voler en éclat cette représentativité. La mort programmée des grands partis ouvriers, la *peopolisation* de la vie politique sur fond de crétinisation des masses, comme la mise sous tutelle des rouages décisionnels des organisations politiques sont les illustrations de cette stratégie destinée à faire de la représentation politique le plus vaste miroir aux alouettes qui n'ait jamais été. Le parti politique perd alors ses racines historiques pour devenir un supermarché spécialisé dans le « prêt-à-voter ». Marxisme, gaullisme, social-démocratie, démocratie chrétienne tout est du pareil au même et peu importe que le client, exaspéré, change d'enseigne puisque le produit sera toujours le même ! Quelques opérations de marketing, payées à prix d'or, permettront, à échéances régulières, de bâtir une fois encore l'illusion d'une pseudo alternance tandis que se pérenniser la nouvelle caste des politiques. Pour celle-ci il n'est aucune crainte de sous-emploi lorsque le Peuple berné aura joué la carte du copain d'en face car les confortables niches locales, que la décentralisation a créées, permettront de patienter sereinement et, quand bien même les péquenots de province rechigneraient à investir encore et toujours leur idole autoproclamée, ainsi qu'on put le voir en cité blésoise, un autre fromage attend l'impétrant, un peu plus loin. Le chef de rayon du supermarché de la politique ne craint pas le chômage, son métier est sûr !

Chacun, dans son for intérieur, sait que ce que dénonce le père DUCHESNE est l'exacte vérité mais nul ne le dit ! Tout le monde, au contraire, y va de sa petite courbette devant le potentat local comme jadis le paysan miséreux ôtait son chapeau en baissant la tête devant le marquis en culotte de soie. Pas plus qu'il n'était légitime qu'une élite princière gouvernât l'ancien régime, il ne l'est davantage qu'une institutionnalisation du métier politique aboutisse à usurper au Peuple le choix qui est le sien. Chacun le constate, les alternances politiques qui se succèdent n'apportent rien au plus grand nombre car elles ne visent qu'à figer les choses en ne donnant qu'aux possédants, à ceux qui ont trop, aux partisans du « *toujours plus* » mais pour eux seuls. Le Peuple lui n'a rien à y attendre. Le tiers exclus n'a, ni son mot à dire, ni de « *lendemain qui chantent* » à espérer, rien, sinon souffrir en silence et voir, chaque jour davantage, sa situation et celle de ses enfants, se détériorer.

Ce ne sont pas là divagations du père DUCHESNE mais une réalité bien tangible. La dégradation du pouvoir d'achat est bien un fait que chacun constate et nul aujourd'hui n'y contrevient. D'ailleurs ce thème est présent partout. C'est à croire même que les publicitaires

n'ont plus que cet argument pour faire vendre : « *moins cher !* ». Tous les français le disent : depuis 2002 et le passage à l'euro, les prix ont fortement augmenté et leur pouvoir d'achat se dégrade chaque jour davantage. Dans le même temps cependant les statisticiens ne constatent aucune hausse prononcée des prix ! Cécité d'autant plus préoccupante que cela coule de source que, par exemple, les dépenses consacrées au logement représentent une part croissante du revenu des ménages ou encore que le prix du baril de pétrole a été multiplié par cinq entre 2002 et 2007 tandis qu'en moyenne 15% de ces mêmes dépenses sont consacrées aux transports. Comment s'étonner alors que les français aient tendance à douter de toutes les statistiques qui leur sont servies ? Ils savent pertinemment combien celles-ci peuvent être « arrangées » pour la circonstance. Les enquêtes d'opinion le montrent : les français ne sont plus dupes. L'exemple le plus édifiant de cette duplicité, tant de fois évoquée par le père DUCHESNE, est, sans nul doute, les statistiques concernant l'emploi. Il y a aujourd'hui en France vraisemblablement plus de personnes à croire au père Noël qu'aux chiffres du chômage qui pourtant occupaient, du moins avant la crise, une place de choix dans le journal télévisé : « *Pour le énième mois consécutif le chômage a baissé en France !* ». Officiellement, le chômage ne touchait, en 2008, qu'un peu plus de deux millions de personnes, mais ce chiffre ne prenait en compte que des chômeurs dits de « *catégorie 1* », c'est-à-dire des demandeurs d'emploi immédiatement disponibles, à la recherche d'un CDI à temps plein, et qui ont travaillé moins de 78 heures dans le mois, ce qui veut dire qu'une personne en recherche d'emploi qui, faute de mieux, se contente d'une mission d'intérim, d'un temps partiel ou d'un CDD de plus de 78 heures, qui reste bien sûr dans les fichiers comme sollicitant une activité plus stable, n'est pas prise en compte (871.000 personnes au total). A cet ensemble, il faut encore rajouter les chômeurs des départements d'outre mer (220.000 personnes), les chômeurs en arrêt-maladie ou en formation, les licenciés économiques en convention de reclassement personnalisée (CRP) ou en contrat de transition professionnelle (CTP) ou bien encore les chômeurs « âgés » dispensés de recherche d'emploi (DRE) qui sont, pour ces derniers, plus d'un demi million. En réalité ce sont ainsi près de quatre millions et demie de personnes qui sont recensées dans les 8 catégories de l'ANPE, désormais *Pôle Emploi*.

Les voix s'élèvent d'ailleurs, de plus en plus nombreuses, pour dénoncer ces manœuvres de dissimulation : l'économiste Pierre CONCIALDI, membre du CERC¹⁹ parle de « *manipulation des chiffres* » et dénonce que : « *Depuis 25 ans ces "chômeurs invisibles" représentent une proportion croissante de l'ensemble des inscrits à l'ANPE : au cours de l'année 2006, la part de ces chômeurs dans le total des demandeurs d'emploi a dépassé pour la première fois 50% alors qu'elle n'en représentait que 10% en 1982* ». En d'autres termes le chômage se maintient à un niveau structurellement très élevé depuis une vingtaine d'années. Cette manipulation des chiffres par l'ANPE est d'ailleurs dénoncée par son propre personnel, ainsi Philippe SABATER, membre du SNU-ANPE, estime à son tour « *L'instrumentalisation politique de l'ANPE est plus forte que jamais* ». Il faudrait encore mentionner ceux que l'on pourrait appeler les « *découragés* », c'est à dire ceux qui, bien qu'en recherche d'emploi, renoncent à s'inscrire à l'ANPE tant ils sont persuadés qu'ils n'ont rien à attendre de cet organisme : il apparaît ainsi que 63% des RMistes ne pointent pas à l'ANPE. La conclusion est claire et très parfaitement formulée par un autre économiste Thomas COUTROT, co-fondateur du Réseau d'Alerte sur les Inégalités, qui déclare : « *Baser le décompte uniquement sur la catégorie 1, ce*

¹⁹ Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, anciennement Centre d'études des revenus et des coûts.

qui fait dire au gouvernement qu'il est en train de gagner la bataille pour l'emploi, nous semble très contestable ».

Mais il y a plus scandaleux encore, ce sont les radiations à titre de sanction. La technique est toujours la même, une convocation pour « *faire le bilan sur votre projet professionnel* », de préférence auprès d'une agence la plus éloignée possible du domicile, à bref délai, de manière systématique et répétée, parfois même sans la moindre trace écrite, voire sans rendez-vous précis (« *Lors de votre ré-inscription vous avez été invité à vous rendre avant le...* »). L'absence de la personne est alors constatée et c'est systématiquement la radiation pour deux mois de la liste des demandeurs d'emploi avec pour corollaire la privation de toute ressource pendant cette même durée. Fort heureusement, de plus en plus de chômeurs, exaspérés, par ces honteuses pratiques, n'hésitent plus aujourd'hui à saisir les juridictions administratives de ces décisions contestables et ces tribunaux sont amenés, plus que régulièrement, à annuler en bonne justice, ces sanctions iniques. Si on rebat sans cesse l'oreille du français avec ces statistiques arrangeantes et d'ailleurs, comme on vient de le voir « *arrangées* », en revanche les vrais chiffres ceux qui traduiraient le malaise social, ceux-là on ne les voit guère ! Qui parle de la situation d'endettement des français, liée bien entendu au gravissime problème du logement ? On évoque que furtivement les situations de surendettement en laissant croire qu'ils n'affectent que quelques miséreux mais la réalité est tout autre et les chiffres à cet égard explosent : rien qu'en 2005 les découverts bancaires concernaient un ménage français sur quatre ! Fort logiquement, dans le même temps l'accaparement bat son plein : si les profits des entreprises du CAC 40 ont explosé en 2006 à 100 milliards d'euros, ce dont se félicite le père DUCHESNE, il reste que 35 à 40% de ceux-ci sont rétrocédés aux actionnaires parmi lesquelles dominent largement les accapareurs.

La vraie question est celle de la légitimité qui pourrait tenir à cette seule seule interrogation : à quel moment se sont opérés ces choix fondamentaux de société qui nous sont imposés aujourd'hui et dont on voit quotidiennement les conséquences néfastes pour la plupart des citoyens et qui en est l'auteur ? Certainement pas le Peuple ! Jamais celui-ci n'a décidé, dans le tournant des années 1980, qu'il fallait revenir à l'ère du marché souverain ! Jamais celui-ci n'a consenti à ce que l'on mette à mal sa sécurité sociale ! Jamais celui-ci n'a donné son accord afin que soient démantelés, un par un, nos services publics, cette spécificité bien française ! Jamais celui-ci n'a accordé un blanc seing à ses gouvernants successifs pour leur permettre de tirer des chèques en blanc sur les générations futures au mépris du principe sacré posé par l'article 28 de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 : « *Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures.* ». Avec le remboursement de la dette publique à échéance d'un demi-siècle, c'est bien pourtant, non seulement sur le dos de nos enfants, mais encore sur celui de nos petits enfants que se trouvent reportées les conséquences d'options iniques. Jamais le Peuple n'a eu son mot à dire sur ces choix, pourtant lourds de conséquences pour l'avenir de tous. Jamais même ceux-ci n'ont figuré dans aucun programme politique. Et pourtant ils ont bien été pris ! De la même manière que le père Bonnemort, dans le roman de Zola, à la question de Lantier : « *A qui appartient la mine ?* » répondait en désignant un point vague de l'horizon : « *A des gens !* », on pourrait aussi avec la même imprécision répondre à l'interrogation : « *Qui a hypothéqué notre avenir ?* » par la formule « *Des politiques* »...

Le quotidien des gens.

Un des moments les plus pathétique mais aussi les plus révélateur de la campagne électorale de 2005 du référendum sur la constitution européenne aura été, lorsqu'au terme d'un débat avec des jeunes, marqué particulièrement par l'incommunicabilité, un président de la République laissa tomber : « *Je ne vous comprends pas !* ». Comment comprendre en effet cette angoisse dans la vie de tous les jours que connaît le plus grand nombre, l'insécurité permanente quant à son avenir et à celui de ses enfants, la précarité aussi qui croît partout et qui semble vous guetter comme un fauve tapi dans l'ombre attendant sa proie. Comment imaginer ce quotidien de tous ces braves gens qui constituent la France, la route du *Auchan* du samedi après midi que l'on abandonne soudain pour lui préférer celle du *Leader Price*, l'« angoisse du relevé de compte » et la disharmonie aussi. Cette économie parallèle tentaculaire, ces magouilles à outrance partout autour de soi, ces opportunités honteuses, ces biens « *tombés du camion* » vers lesquels on finit par se tourner parce que « *ça va aider !* ». Comment imaginer tout cela quand on vit loin de ces réalités, bien à l'abri, pétri dans ces certitudes ? Ceux qui, comme le père DUCHESNE, ont eu l'opportunité de côtoyer les deux mondes, celui représenté par l'élite dirigeante et celui du Peuple, demeurent toujours surpris par l'incommunicabilité qui les sépare. Il est un océan d'incertitude, d'angoisse, d'appréhension et de mal vivre et, flottant dessus en échappant à tout mouvement des vagues, cette bulle préservée dans laquelle tout n'est qu'harmonie apparente, élégance et nuance dans le propos, conviction et maîtrise dans la « *pensée unique* », projets sereins et avenir radieux, le tout sous couvert de bien vivre. Toute l'information qui circule dans le corps social reçoit l'onction première de cette caste qui régent et il n'y a pas lieu alors d'être surpris par ce décalage permanent qui existe entre cette perception amère de l'existence quotidienne qui concerne le plus grand nombre et ce contentement béat qui s'exprime dans les médias.

Face à la petite minorité agissante il est pourtant une évidence incontestable : le déclassement social généralisé s'impose de plus en plus. Chacun voit bien que cette notion de classe moyenne du passé tend à disparaître et le signe, sans doute le plus révélateur, est de voir ces jeunes étudiants surdiplômés espérant, tout au plus, décrocher un emploi au SMIC. C'est bien un raz-de-marée de précarité qui déferle sur le pays, un mouvement de fond vers la paupérisation, un tsunami social sans précédent et les chiffres, à cet égard, sont sans appel : en 1991, 9 % des salariés français touchaient le SMIC, quinze ans plus tard, en 2006, ils sont 17 % soit 3,6 millions d'individus encore que cette précarité croissante n'est pas seulement quantitative. En effet, non seulement les salaires se réduisent comme peau de chagrin, mais c'est la situation générale du salarié qui suit le mouvement : ainsi 16,8 % de la population active travaille à temps partiel, dont la moitié contre leur volonté. Bien entendu la statistique officielle, toujours prompte à dénicher les calculs les plus subtils, parviendra aisément, contre vents et marées, à démontrer, au contraire, que le plus grand optimisme doit être de mise, sans même se rendre compte, qu'en agissant ainsi, la démarche relève du grotesque. Ainsi l'INSEE dans son rapport « *Les Revenus et le patrimoine des ménages* », publié en novembre 2006, proclame, sans vergogne, que la proportion de personnes sous le seuil de pauvreté est passée de 13,5 % en 1996 à 11,7 % en 2004. Ce qu'il convient bien d'appeler un tour de passe-passe est obtenu, comme toujours et comme le père DUCHESNE l'a démontré en évoquant précédemment les statistiques du chômage, en biaisant la perception première ce qui permet de laisser fort opportunément de côté certains éléments qui pourraient s'avérer gênants pour l'établissement du résultat final. Ainsi pour ne prendre qu'un exemple, quand ce même institut calcule pour cette même année 2004, la moyenne du patrimoine des ménages vivant en France métropolitaine à 165 000 euros, il se garde bien de dire qu'il ne

prend en compte que le patrimoine brut. En d'autres termes l'endettement n'est pas déduit ce qui bien entendu fausse toute évaluation quand on sait que l'accession à la propriété reste la principale modalité de constitution du patrimoine et que les 55,7 % des Français qui possèdent leur résidence principale ont, dans leur immense majorité, acquise celle-ci à crédit. Ce tripatouillage des statistiques est dénoncé par de nombreux spécialistes. Ainsi le CERC²⁰ propose d'inclure dans le pouvoir d'achat un indice qui prendrait en compte les dépenses de logement, comme c'est le cas d'ailleurs en Grande-Bretagne. Louis MAURIN, de l'*Observatoire des inégalités*, ne dit pas autre chose : « *Le coût du logement est mal pris en compte. Dans les prestations sociales, l'INSEE inclut les allocations logement, mais ne tient pas compte d'un phénomène majeur, le fait qu'une partie de la population a une charge de logement très réduite : les propriétaires qui ont achevé de rembourser leurs emprunts* ».

N'en déplaise à l'INSEE, ce sont aujourd'hui en France 6,9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 788 euros par mois²¹, ce qui est un chiffre proprement monstrueux ! Et il n'est nul besoin d'être grand prévisionniste pour imaginer combien ce bilan ne pourra que s'aggraver sous l'effet de la crise. Cette crise que les responsables politiques ne sauraient aujourd'hui invoquer, à tout propos, comme seule et unique cause du mal social. La réalité est que la situation de l'ensemble des citoyens ne cesse de se détériorer depuis une trentaine d'année. Ainsi en 2005, bien avant la crise des *subprimes*, le nombre d'allocataires des minima sociaux (RMI, API, ASS...) avait progressé de 2,9 % pour cette seule année, pour atteindre 3,5 millions de personnes, tandis que le nombre d'allocataires du RMI avait plus que doublé entre décembre 1990 et cette même année 2005, passant de 500 000 à 1,26 million et, rien qu'entre juin 2005 et juin 2006, la hausse enregistré fut de 2,4 %. Dans le même temps 600 000 personnes âgées vivaient alors avec le minimum vieillesse de 610 euros, juste en dessous du seuil de pauvreté, mais juste au-dessus du barème pour avoir droit à la CMU. N'en déplaise à l'INSEE, il y a « *indiscutablement un sentiment dans l'opinion publique que la vie est désormais plus difficile* », comme le note le CERC tandis que Serge PAUGAM, directeur d'études à l'*Ecole des hautes études en sciences sociales*, directeur de recherche au CNRS et auteur de nombreux ouvrages sur la pauvreté et la précarité souligne qu'en raison, déjà, de « *l'extrême variabilité et (des) fluctuations de la pauvreté, l'incertitude de revenus est exacerbée par la grande instabilité du marché du travail et entretient la sensation qu'on a du mal à joindre les deux bouts* » et Michel DOLLE, rapporteur général du CERC constate en se référant aux contrats courts ou jetables, à l'intérim et ou au temps contraint, que « *le problème de l'instabilité de l'emploi creuse de fait les inégalités de revenus beaucoup plus que les taux de rémunération et, chaque année, environ 40 % des salariés voient leur salaire baisser* ».

La propagande médiatique qui ne peut, sauf à se discréditer complètement, faire abstraction du mouvement d'appauvrissement général s'ingénie alors à accréditer l'idée que celui-ci ne concerne qu'une frange de la population. Chaque reportage consacré au phénomène s'attardera ainsi longuement sur le clochard aviné du coin de la rue, cet être si différent qui semble même venir d'une autre planète. Vision partielle et partisane destinée entièrement à ressasser le postulat libéral que seuls les coupables pâtissent mais la réalité, là encore, est toute autre et ce n'est pas le père DUCHESNE qui le dit mais ceux qui connaissent le terrain. Pierre LEVENE du *Secours catholique*, par exemple, qui atteste « *Nous recevons 81 % de gens qui*

²⁰ Voir note 19.

²¹ Défini comme seuil de « *pauvreté monétaire* » selon les critères EUROSTAT (Office statistique des communautés européennes).

vivent de minima sociaux, et 18 % de personnes qui ont un emploi.» et l'INSEE lui-même qui précise dans une récente enquête que dans la proportion d'un tiers environ, les SDF ont un travail ! Alors que, comme le dénonce le père DUCHESNE, les revenus des accapareurs atteignent des montants qui dépassent l'entendement s'exprimant aujourd'hui en millénaires de SMIC, la moitié des ménages français possèdent moins de 98 000 euros et les 10 % les plus pauvres moins de 900 euros. Les « *classes dangereuses* » du XIX^e siècle ne sont pas près de renaître comme certains essayistes tentent de nous le faire croire, elles existent déjà partout ! Pour l'heure encore le matraquage des médias les tient toujours éloignées de toute conscience collective, mais que surgisse une étincelle et la poudrière explosera. L'ère de la circulation de l'information libre, avec internet notamment, pourrait bien faire éclater la terre !

La non expression de la volonté générale ne peut être que l'expression de la volonté de particuliers.

Si, comme on tente sans cesse de nous le faire croire, il existait réellement une démocratie, si le choix du plus grand nombre, la volonté générale, était effectivement prise en compte comment croire alors que puisse perdurer cette situation absurde dans laquelle l'immense majorité du Peuple connaît, de plus en plus, de difficultés parce qu'une infime minorité se livre à une œuvre de prédation sur la richesse générale ? Convenons donc que la représentation politique telle qu'elle se pratique aujourd'hui n'exprime nullement la volonté de la majorité des citoyens. Ce n'est pas la démocratie qui se vit aujourd'hui dans notre société, c'est autre chose. Ce système contemporain de la représentation dite nationale est en réalité très proche de ce modèle politique du XVIII^e siècle que l'on nommait *despotisme éclairé* et semble même en être directement issu. Il repose bien sur le même schéma : dans sa grande clémence, une caste d'éclairés, qui doit être regardée par tous comme détenant la science infuse, dispense généreusement celle-ci au bas Peuple !

Le despotisme éclairé.

On dit qu'il est parfois des révélations. Ainsi tel athée notoire entre un jour dans une église et, recevant soudain l'illumination mystique, va partout clamer que Dieu existe. Tel autre compositeur célèbre plonge un matin dans sa piscine et perçoit soudain une mélodie qui va ensorceler le monde. Tel mathématicien encore s'endort et entrevoit en songe la résolution des fonctions fuchsiennes. Le père DUCHESNE lui-même, alors que sur les bancs de *Sciences-Po* il préparait le concours de l'ENA, reçut lui aussi semblable vérité, tandis qu'un professeur de droit public se laissait aller à pareille réflexion : « *Le suffrage universel certes, mais attention, à dose homéopathique sinon c'est la peine de mort, le rejet de l'Europe...* ». Il comprit alors qu'il n'existait pas de démocratie mais un leurre simplement, comme celui qu'utilisent les chasseurs pour tromper le gibier. Il n'est pas de démocratie dans notre société car le Peuple ne décide rien ! D'autres jugent à sa place ce qui est bon pour lui ou, plus exactement, ce qui est bon pour eux. Comme Frédéric de Prusse, comme la grande Catherine de Russie, comme Joseph d'Autriche, les élus croient encore détenir la vérité, à la différence notable toutefois qu'aujourd'hui il n'est plus à leurs cotés de philosophes des Lumières pour les conseiller ce qui leur est d'ailleurs bien commode pour préférer alors, à toute théorie, une pensée moins ancrée, celle de leurs seuls intérêts et de leur seul égoïsme.

De nos jours, la politique étant devenue un métier, c'est un lieu commun que de le dire, il ne saurait y avoir une quelconque expression démocratique dans la mesure où le choix se limite à opter pour l'un ou l'autre des professionnels de la représentation nationale. Quelque part, c'est un peu le retour à la vénalité des charges de l'ancien régime : on a ainsi aujourd'hui vocation à être député ou sénateur comme jadis on devenait magistrat ou membre du parlement, simplement après avoir fait l'acquisition d'un *office de judicature* ! Comme en outre la professionnalisation implique aussi la connaissance et le savoir, l'électeur sera ainsi dispensé opportunément de donner son avis sur la pertinence des solutions à retenir. C'est bien en ce sens qu'il n'y pas de pratique démocratique. Un tel régime consiste, on le sait, à laisser la majorité décider de son sort alors que ce système qui prévaut aujourd'hui se limite à une simple option, celle de choisir pour celui qui décidera à la place du citoyen. En réalité on retrouve bien là, l'essence même du despotisme. Celui-ci, au XVIII^e siècle, se voulait éclairé. Il était fondé alors sur un paradoxe : un roi, donc une institution prétendument divine et, en ce sens, l'illustration de l'archaïsme le plus rétrograde, mais aussi une volonté de suivre la voie tracée par les philosophes c'est à dire d'aller vers le progrès qui ne pouvait passer que par le bien du Peuple et, par là même, par sa liberté et, quelque part, par la négation de la réalité première, le pouvoir de droit divin. C'est pour résoudre cette contradiction que les tenants de cette philosophie politique développèrent l'idée d'une monarchie contractuelle. C'est, non plus par volonté divine ou par le poids de la tradition que le monarque s'impose à tous, mais parce que le Peuple se lie à lui dans un contrat : le pouvoir en échange du progrès ! La réalité politique contemporaine est entièrement fondée sur ce modèle. Le contrat y est symbolisé par la consultation électorale et le processus demeure, à la base, le même : d'abord l'acquiescement et le blanc seing et ensuite l'espoir d'un progrès attendu en échange de ce mandat général. Il n'y a guère de différence : au monarque et à ses conseillers ont succédé le président et sa majorité et le discours demeure inchangé : « *Votez pour moi, et laissez-moi faire !* ». La démocratie répond d'une toute autre logique et ne saurait s'accommoder d'un médiateur qui détiendrait un prétendu savoir inné.

Ce système, que le père DUCHESNE nomme la « prétendue démocratie représentative », ne sert en réalité que de prétexte et de masque pour occulter et sacraliser une réalité bien plus prosaïque : l'œuvre concertée de prédation d'un petit nombre. Une minorité, seule à s'afficher au devant de tous, réclame ainsi du Peuple un blanc seing et, après, il lui est aisé d'affirmer que tout leur lui est permis. Quel formidable allié que ce Peuple ! On se sert de lui et après on ne lui doit rien ! Chacun le dit, les sondages le prouvent, tout le monde le constate qu'il n'y a, dans chaque décision politique, pas la moindre once d'une parcelle de la volonté de tous et, ce n'est là un secret pour personne, les dirigeants en place font ce qu'ils veulent au mépris du sentiment général. Il serait bien entendu loisible d'imaginer, dans l'absolu, une caste d'initiés, pétris de science et de certitude, que l'on investirait ainsi périodiquement, le gouvernement des savants en quelque sorte ! Alors peut-être le mal paraîtrait moindre car l'absence d'assentiment populaire serait compensée par la pertinence des choix : « *Puisqu'ils savent, ce qu'il convient de faire pourquoi ne pas leur laisser la bride sur le cou ?* ». Pourquoi ne pas permettre au despote éclairé, entouré d'une oligarchie savante, de faire le bien de tous sans l'aval permanent du Peuple et même, s'il le faut, contre lui ? Pourquoi pas après tout ? Mais ce séduisant schéma ne tient pas ! Car, depuis le temps qu'il est en place, à vouloir faire ainsi le bien de tous, on peut imaginer légitimement qu'il y serait parvenu quelque peu. Or ne suffit-il pas de regarder autour de soi, d'interroger chacun pour constater que, pour le plus grand nombre, les choses vont de mal en pis ?

La réalité des classes sociales.

La notion de classe sociale paraît aujourd'hui avoir perdu toute pertinence, comme si ce concept se trouvait soudain frappé de désuétude. Il est certain que l'effondrement d'un système, qui se réclamait du marxisme, y est pour beaucoup mais faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain ? Le matérialisme historique et cette vision mécaniste des choses qu'il sous-tend peut assurément laisser songeur : croire qu'une dualité rivale permanente focaliserait les énergies de toute société humaine dans un élan inéluctable vers le progrès, jusqu'à la résorption de toute contradiction dans une béatitude matérialiste, relève sûrement plus de la croyance religieuse que de la science ! Cependant l'analyse sociologique défendue par les marxistes a permis de mettre en avant des évidences, des rapports de force, des déséquilibres qui ne sauraient être niés et qui ont apporté beaucoup dans la compréhension du fonctionnement sociétal. L'absence de pareille démarche aujourd'hui fait cruellement défaut car elle permettrait scientifiquement de mettre en évidence ce que chacun pressent. Ainsi on ne saurait douter que la société de la fin de l'ancien régime se distribuait en trois ordres, dont deux extrêmement minoritaires, clergé et noblesse, imposent leurs vues à un tiers Etat qui, bien que dominant très largement par le nombre, se trouvait privé de toute initiative. Ceci ne relève pas du dogme mais du fait. Ce schéma tripartite subsiste. C'est bien ce que soutient le père DUCHESNE. Il est toujours dans la société contemporaine deux ordres extrêmement minoritaires qui se partagent le pouvoir : les nantis possédants et la caste des professionnels de la politique. De même il est encore un tiers exclus, écrasant numériquement, mais tout aussi dépourvu, quant à son mot à dire, que ne l'était le tiers état d'ancien régime. C'est la raison pour laquelle, ainsi que l'était la société d'avant 1789, celle d'aujourd'hui apparaît tout aussi figée, tout aussi sclérosée, tout aussi à bout de souffle et, s'il était illusoire, à la fin du XVIII^e siècle, de croire que clergé et noblesse pussent, de leur seule initiative, donner voix au chapitre au tiers Etat, comment pourrait penser aujourd'hui, que politiciens et nantis consentissent à accorder au tiers Exclus la légitime représentation qui doit être la sienne ?

On dénoncera bien sûr la vision manichéenne des choses du père DUCHESNE. Peut-être soutiendra-t-on même qu'il est une interprétation alternative plus pertinente que révèle précisément la sociologie politique contemporaine, déjà évoquée, qui repose sur la juxtaposition et l'affrontement de corporatismes unis par la même règle du jeu. Une perspective bien rassurante qui voit alors s'opposer, non des classes sociales, mais de simples groupements d'intérêts, chacun « *défendant son bifteck* » selon l'expression naguère usitée. On nous prétendra alors qu'il n'est guère de nantis. De toute évidence, certains le sont pourtant bien plus que d'autres mais on défendra volontiers l'idée que ceux-ci se répartissent équitablement dans chacune de ces « chapelles » qui s'affrontent. De la même manière sans doute, comme il est bien difficile de nier l'existence des exclus, on alléguera que ceux-ci bénéficient tous des bienfaits d'une sorte de « lissage social » et qu'il existe ainsi un minimum garanti qui serait de nature à préserver le « *consensus* ». Qui peut sérieusement croire à cette mosaïque d'intérêts particuliers de laquelle émanerait une voie commune, un « *compromis* » ? Pour s'en convaincre ne suffit-il pas simplement de s'interroger et d'abord et en premier lieu de se demander quelles sont-elles ces forces antagonistes qui pourtant coopèrent ? Quels sont ces corporatismes ? Les ouvriers en constitueraient-ils un ? Pourtant les sociologues nous disent qu'il n'existe plus aujourd'hui de classe ouvrière. Les fonctionnaires, qu'il est de bon ton de brocarder, représentent indubitablement un de ces puissants lobbies de nature corporatiste. C'est d'ailleurs ce qui est, en permanence, rabâché dans les médias. Mais alors, tous les fonctionnaires ? Les hauts comme les bas ? Et ces ensembles qui s'affrontent, évoluent-ils ou demeurent-ils figés ? Ces simples

questions conduisent à s'interroger, peut-être pas sur la réalité de l'existence de ces corporatismes, mais au moins sur la pertinence de cette notion pour une analyse réellement efficace d'une société complexe.

Il est en revanche évident que la répartition en trois ordres que défend le père DUCHESNE se révèle bien plus opérationnelle et, en définitive, bien plus conforme à la réalité. Trois ordres seulement a-t-il dit : les accapareurs, les politiques et le tiers exclus. Les Cassandre de la mauvaise foi auront tôt fait de stigmatiser une vision aussi « simpliste » du corps social, une schématisation si extrême qu'elle confine à l'erreur de simple bon sens, une diabolisation outrancière qui appartient à autre âge... La meilleure manière de masquer une évidence reste encore d'affirmer, fort et péremptoirement, que celle-ci n'est pas ! La recette est éprouvée et fut, à maintes reprises, mise en œuvre dans l'histoire. N'en déplaise aux censeurs, la réalité de la division de notre société en trois ordres n'est pas niable, pas davantage qu'elle ne l'était en 1789. En d'autres termes chacun des individus qui constituent le corps social peut être classé, au moyen de critères fiables, dans l'une ou l'autre de ces trois catégories.

Les accapareurs tout d'abord, qui sont-ils ? Trois traits majeurs caractérisent leur comportement en société : l'aspect prédateur, l'aspect illégitime et l'aspect perturbateur. Pour comprendre cette volonté prédatrice qu'ils manifestent en permanence, il est nécessaire de se référer aux principes intangibles et immortels tels qu'ils ont été mis en lumière par les apôtres de la Liberté, les révolutionnaires français de la fin du dix-huitième siècle. Ainsi la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1793 proclame dans son article 16 : « *Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.* ». Il résulte de ces quelques mots des règles immuables. Tout d'abord et en premier lieu, le droit de propriété doit être affirmé, respecté et défendu. Dans une société, digne de ce nom, chacun a droit à être protégé de toute atteinte portée à ses biens. Que l'on songe seulement combien il devient difficile voire impossible, pour nombre de nos concitoyens qui vivent dans certains quartiers, de simplement posséder quelque chose, de préserver le bien acquis souvent au prix d'importants sacrifices ! Le père DUCHESNE pense à toute cette détestable insécurité qualifiée abusivement de « *petite délinquance* », dont on peut légitimement se demander si elle n'est pas sciemment entretenue dès lors qu'il est de notoriété publique que les policiers ne se rendent plus dans certaines banlieues ou que les fonctionnaires de service dans les commissariats sont invités à dissuader les petites gens jusqu'à même de déposer plainte (« *On ne les retrouvera jamais !* » ; « *Ne portez pas plainte, ça ne sert à rien ! Contentez-vous d'une main courante !* »). On ne peut alors s'empêcher de penser que, quelque part, cette situation est voulue : « *diviser pour régner* » toujours ! Le père DUCHESNE n'a pas peur d'affirmer bien fort, sans souci du qu'en-dira-t-on, qu'une République digne de ce nom doit punir avec la plus grande rigueur ces êtres, sans foi ni loi, qui osent s'en prendre, avec lâcheté, aux biens des honnêtes gens. La théorie, dite du « *broken window* »²², qui veut que toute déviance

²² Théorie dite du « *carreau cassé* » que l'on doit à deux professeurs de sociologie de l'Université d'Harvard aux États-unis, James.Q. WILSON et George. L. KELING à partir des travaux du célèbre psychologue Philip. G. ZIMBARDO et qui s'exprime ainsi : « *les réactions des êtres humains dépendent pour partie de leur environnement. L'État des quartiers dans lesquels ils vivent induit leurs comportements.* ». Ainsi un immeuble dégradé aux vitres cassées incite à en briser d'autres, et peu à peu à commettre des actes plus graves débouchant sur une délinquance de plus en plus dure, la rue étant progressivement abandonnée aux bandes.

fasse toujours l'objet d'une sanction appropriée, doit être appliquée dans toute sa plénitude afin de montrer à tous qu'un vol perpétré sur une personne modeste est puni, plus durement encore, que celui qui vise le riche. Au lieu de cela c'est tout le contraire qui prévaut aujourd'hui : une insécurité omniprésente dans les faubourgs populaires tandis que la sécurisation des quartiers nantis se fait toujours plus grande. A titre d'exemple, il existe une seule *brigade anti-criminalité* pour un département de la couronne parisienne, alors que l'on dénombre pas moins de vingt unités spécialisées du même type, aptes à intervenir dans les situations de flagrance, une par arrondissement très exactement, dans le Paris intra muros pour un urbanisme tout à fait comparable et si l'on compare les effectifs des policiers les chiffres sont encore plus édifiants : 20 000 agents en tenue ou en civil pour Paris, 13 000 pour la petite couronne²³ et seulement 8000 pour la grande couronne²⁴.

Ainsi si le droit de propriété doit être préservé, il n'en demeure pas moins que, dans l'énoncé du principe posé par l'article 16 de la déclaration des droits de 1793, les biens et revenus sont immédiatement suivis de l'expression « *du fruit de son travail et de son industrie.* ». Qu'est-ce à dire ? Tout simplement que le revenu que chacun perçoit provient d'une activité, d'un travail utile au corps social et qu'il existe ainsi une relation de proportionnalité entre l'apport individuel à la société et la rémunération dispensée par celle-ci. Lorsque le citoyen travaille, investit, crée, il œuvre ainsi pour tous et reçoit alors, en contrepartie, une juste rémunération. « *Et alors ?* – dirons au père DUCHESNE quelques esprits chagrins – *lapalissade que tout cela !* ». Rien n'est moins sûr ! Cette relation de proportionnalité en effet est essentielle. Elle implique bien, comme les pères fondateurs de notre République l'avaient d'ailleurs pressenti et commencé à mettre en pratique, une « loi du maximum ». En d'autres termes, la notion même de revenu suppose que soit fixée une limite dans la répartition des richesses et ce seuil de décence, dans une démocratie, ne peut-être établi que par le Peuple souverain. Il appartient bien ainsi à celui-ci de déterminer le montant maximum de toute rémunération qui sera, fort logiquement, un multiple du revenu le plus bas. Il serait vain de prétendre, comme ne manqueraient pas de le faire les partisans de la société de l'injustice actuelle, que c'est là vision de « *socialiste partageur* » qui ne peut qu'aboutir à un égalitarisme démotivant. La réduction de l'échelle des revenus dans une fourchette trop étroite est contraire à la loi du maximum parce que précisément un volant suffisamment large est nécessaire pour permettre la juste rémunération de l'industrie de chacun sans compter que pareille pratique serait nocive car elle conduirait à scléroser les bonnes volontés.

La loi du maximum apparaît ainsi comme l'une des lois fondamentales de toute société réellement démocratique. Il n'appartient en effet qu'au Peuple de décider de l'échelle qu'il estime la plus juste entre les revenus et tout le reste en dépend. Il est inexact de prétendre qu'un tel système conduirait irrémédiablement à l'économie planifiée et au dirigisme soviétique. Loin s'en faut ! Le père DUCHESNE l'affirme, il s'agit même tout exactement du contraire : la loi du maximum ne se conçoit que dans une économie de liberté. Elle n'est en fait que le correctif social de la répartition primaire et aveugle du marché. Elle agit ainsi comme une distribution secondaire et corrective reposant essentiellement sur des mécanismes fiscaux. Le libre marché distribue les richesses une première fois, à l'aveugle, le Peuple souverain intervient alors pour fixer la fourchette de la disparité des rémunérations. Rien de plus ! L'impôt est là pour mettre en application la volonté générale. Ce concept de juste rémunération permet tout naturellement au

²³ Départements 92, 93 et 94.

²⁴ Départements 77, 78, 91 et 95.

père DUCHESNE de revenir sur le premier trait du comportement des accapareurs : l'aspect prédateur. Comme les seigneurs d'ancien régime écrasaient sous leur joug leurs semblables en prétendant qu'ils étaient parés de sang bleu, de la même manière les accapareurs d'aujourd'hui détiennent tous les pouvoirs en concentrant dans leurs mains la puissance financière. Ils s'affranchissent alors de la notion même de rémunération, qui suppose une contrepartie, pour s'approprier indûment une part prépondérante de la richesse du corps social. En d'autres termes, ils se situent au-delà de toute logique de maximum. Ils ne perçoivent pas de revenus, de juste rémunération de leur apport à la société, ils n'ont pour dessein que d'accaparer les richesses de tous ! En se rendant ainsi maîtres de la puissance économique, dans une société essentiellement marchande, tout leur est permis et comment s'étonner alors qu'il réussissent, sans difficulté, à imposer leurs vues à l'ensemble des citoyens ? La révolution démocratique, qui est la seule vraie révolution finale, en instaurant la loi du maximum, conduit alors, à terme, à l'abrogation de la caste des accapareurs. Est-ce à dire qu'elle aboutit nécessairement à la confiscation des fortunes ? Nullement ! Bien que certaines de celles-ci relèvent de la plus parfaite indécence, il n'est pas nécessaire au Peuple d'adopter, à son tour, la jurisprudence des accapareurs et de se montrer, à leur égard, lui aussi prédateur. Il n'y a aucune nécessité en effet de nationaliser ou de prélever autoritairement, la loi du maximum se suffisant à elle seule pour instaurer progressivement une véritable politique de l'égalité sociale comme va maintenant le montrer le père DUCHESNE.

Il est une constante que les étudiants en économie connaissent bien : les stocks génèrent les flux ! Ainsi tout patrimoine produit un revenu. La plus modeste des maisons individuelles, un simple appartement, vont, par leur seule existence, générer, chaque année d'imposition, ce que la matière fiscale nomme une valeur locative et qui est simplement le montant du loyer que le propriétaire a perçu durant ce laps de temps ou, dans l'hypothèse où il occuperait lui-même avec sa famille ce logement, celui qu'il aurait pu percevoir s'il avait décidé de louer son bien. Dans ce dernier cas le revenu n'a pas de consistance monétaire, il ne se présente pas sous l'apparence d'une somme d'argent ce qu'il ne l'empêche nullement d'exister, il prend alors la forme d'un « *avantage en nature* ». Les plus anciens s'en souviennent, jusqu'en 1965, avant que la résidence principale ne fut exonérée fiscalement, il était ainsi obligatoire, pour toutes les familles françaises qui occupaient le logement dont elles étaient propriétaires, de mentionner sur leurs déclarations de revenus annuelles, l'avantage en nature correspondant aux loyers qu'ils auraient perçus s'ils avaient choisi, non de l'occuper, mais de le mettre en location. Il s'agissait bien d'un revenu et, comme tel, il était passible de l'impôt. L'ensemble des revenus d'un foyer fiscal, qu'ils soient en nature ou en argent, fait l'objet d'une addition pour constituer le revenu global. C'est celui-ci seulement qui est pris en compte par la loi du maximum. Le principe est alors fort simple : la part de ce revenu d'ensemble qui excède un seuil fixé par le Peuple, appelé revenu maximum, devient la propriété de la collectivité toute entière. Très concrètement c'est aux services fiscaux qu'il appartient d'établir annuellement, pour chaque foyer fiscal, ce revenu global en totalisant toutes les rémunérations provenant de l'activité de chacune des personnes qui composent le foyer : il peut s'agir de salaires mais aussi de bénéfices provenant d'une quelconque activité industrielle, libérale, artisanale, commerciale ou agricole comme ce peut-être des revenus en argent ou en nature générés par le seul patrimoine immobilier ou financier. La loi du maximum aboutit ainsi à consacrer deux modes d'imposition : la fraction de ce revenu d'ensemble qui est située en dessous du montant fixé comme maximum par les citoyens est soumise, comme c'est le cas aujourd'hui, à l'impôt sur le revenu tandis que la part excédentaire intègre, dans sa totalité, les finances publiques, c'est-à-dire l'argent de tous. Comme le revenu maximum est fixé par tous, il émane ainsi de la volonté générale et reste donc parfaitement conforme au principe démocratique.

Une fiscalité assise sur la loi du maximum apparaît ainsi à la fois plus simple et plus juste. Il n'est plus besoin en effet de nationaliser, de spolier les fortunes existantes et l'impôt retrouve alors pleinement son sens premier, tel que le définissait, l'article 13 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789 : un effort contributif « *à raison des facultés* » de chacun. Il n'est certes pas niable que la contribution des accapareurs serait alors, en proportion, bien plus conséquente que celle du citoyen moyen entraînant, à terme, la réduction de leurs fortunes, ce qui fait d'ailleurs dire au père DUCHESNE que la loi du maximum aboutit à l'abrogation de la pratique de l'accaparement, mais cette conséquence inéluctable n'est-elle pas en parfaite harmonie avec l'aspiration légitime de chacun à une plus grande justice sociale ? Un autre trait caractérise l'accapareur c'est le caractère, tout à la fois, illégitime et perturbateur au plan économique de son comportement. A cet égard le père DUCHESNE ne peut qu'inviter chacun à ne pas céder aux idées pernicieuses distillées par la propagande quotidienne qui tend à accréditer l'idée que la richesse ne serait qu'une sorte de gigantesque tonneau des Danaïdes juché au dessus de nos têtes et qu'il suffirait de se montrer suffisamment habile pour en drainer le flux vers sa propre escarcelle. La réalité est tout autre : il est dans toute société une masse de biens, créée par le travail de tous et, face à elle, un ensemble de moyens monétaires correspondant à cet ensemble de richesses, destiné à en permettre l'acquisition. A partir de cette vision des choses, il n'est pas nécessaire d'avoir étudié pendant des années les sciences économiques pour comprendre que si quelqu'un parvient à attirer à lui une part conséquente de ces moyens monétaires, la portion restante en sera réduite d'autant pour les autres. Il faut bien se garder encore d'écouter ces sirènes perfides qui voudraient jusqu'à nous faire pleurer, sur le sort des accapareurs que l'on présente volontiers accablés d'impôts, contraints par le bon sens de s'exiler, mais qui demeureraient malgré tout par abnégation ou esprit de sacrifice. On croit rêver ! Le père DUCHESNE aura l'occasion de démontrer ce que tout un chacun sait en se documentant un peu sur notre système fiscal : ce sont les classes moyennes qui seules supportent la pression fiscale tandis que les grandes fortunes sont quasiment exonérées de l'effort contributif et qui mieux que Warren BUFFET, la première fortune mondiale pour le dire : « *Le système des impôts a complètement dévié en faveur des riches au dépend des classes moyennes au cours des 10 dernières années. C'est dramatique* »²⁵.

Mais il est surtout essentiel d'affirmer la réalité des choses : l'accaparement, contrairement à une idée sciemment et faussement répandue, est un obstacle à la performance économique pour la bonne et simple raison que les sommes colossales, détournées ainsi par quelques uns à la collectivité, ne peuvent que cruellement lui faire défaut. Prenons un exemple concret pour s'en convaincre. L'hiver 2005-2006 aura été embrasé par la « *révolte des banlieues* », une crise sans précédent, à laquelle les pouvoirs publics, à les entendre, entendent apporter une réponse de circonstance en annonçant, dans un grand battage médiatique, « *un plan Marshall des banlieues* ». Il s'agit en réalité de 325 millions d'euros alors que, soit dit en passant, c'était quelque temps auparavant près de 1,2 milliard de réduction d'impôt qui avaient bénéficié à un peu moins de 120.000 des contribuables les plus aisés. Mais concentrons-nous seulement sur ces 325 millions d'euros d'efforts colossaux, prétendait-on, pour des centaines de milliers, peut-être des millions de bénéficiaires potentiels. Pour établir une seule comparaison : dans la seule année 2005, le PDG de L'Oréal Lindsay OWEN-JONES percevait 7,358 millions²⁶ d'euros de

²⁵ Voir le « *Journal du Dimanche* » du mardi 6 novembre 2007, l'article d'Axel DE TARLE « *Le milliardaire qui veut payer plus d'impôts* ».

²⁶ Source le quotidien « *Les Echos* » du 26 avril 2006 rendant publiques les rémunérations des

traitements, ce qui représente cinq siècles de salaires minimum et si l'on ajoute les 1 million de stock-options, au niveau du cours alors en vigueur cela équivaut à une valeur globale de 61,841 millions d'euros, soit plus de cinq millénaires et deux siècles de SMIC. En d'autres termes un individu engrange, à lui seul, en une seule année, pas moins du cinquième de l'effort prétendument gigantesque consenti pour les banlieues. Il sera vain de prétendre qu'il s'agit là d'argent privé car comme vient de le dire le père DUCHESNE, il est une réalité incontournable : la société est une, aussi celui qui s'approprie une part prépondérante des moyens monétaires qui y circulent s'octroie, à due concurrence, les richesses disponibles qui n'en sont que l'exacte contrepartie. Le père DUCHESNE soutient ainsi que la fin de l'accaparement ne peut que se montrer économiquement salubre en permettant notamment la réorientation de flux financiers, stérilement thésaurisés dans des patrimoines individuels et utilisés de manière dangereuse au plan économique à produire toujours plus d'intérêts, vers le financement de sociétés prospères et performantes. La loi du maximum ne se conçoit en effet qu'au niveau de la personne physique, du foyer fiscal pour être plus précis. Afin d'être parfaitement efficace et surtout non dissuasive économiquement, elle trouve son corollaire dans le principe de non limitation du patrimoine des personnes morales car il doit être non seulement possible mais souhaitable de bâtir des structures économiques performantes dans un marché mondialisé de plus en plus ouvert. Ainsi, contrairement à une idée faussement répandue, démocratie, fiscalité et performance économique ne sont points antinomiques, elles sont complémentaires au contraire.

Le sempiternel argument, seul obstacle à une loi du maximum, de la prétendue absence de motivation que celle-ci générerait n'a, en réalité, pas de sens car il faut bien en convenir et se rendre à l'évidence : ce ne sont point les accapareurs d'aujourd'hui qui représentent les forces vives du pays. Qui sont-ils en réalité ces prétendus destins bénis ? Qu'on y regarde d'un peu plus près pour s'apercevoir que le même dénominateur commun les relie tous : la totale illégitimité de leurs scandaleux émoluments. Que sont en réalité ces chanteurs dont on nous assène en permanence les mièvres ritournelles, ces acteurs de films que plus personne ne va voir, ces footballeurs qui phagocytent tous les journaux télévisés ? Est-ce que les indécentes rémunérations qu'ils empochent ont une quelconque contrepartie artistique ou un quelconque mérite social ? Poser la question c'est déjà y répondre ! Chacun voit bien que les références futures du *Lagarde et Michard* ne se recruteront pas parmi ces versificatouilleurs qui, ignorant jusque la règle du *e caduc* et l'existence des rimes riches, font honte à la poésie ! Il n'est besoin d'être grand devin pour imaginer que les musicologues de demain ignoreront jusqu'à l'existence de ces indigents de l'accord, de ces arrangeurs poussifs qui font honte à la musique ! Chacun sait bien que jamais la moindre émotion ne jaillira du pitoyable jeu de ces acteurs improvisés qui, échappés d'un obscur *café-théâtre* pour se succéder de père en fils, font honte à l'art dramatique ! Tout le monde convient qu'il n'est que quelques avinés pour aller s'extasier en beuglant devant ces faciès inexpressifs perchés sur de pathologiques anatomies qui ne montrent qu'une vilaine hypertrophie des muscles quadriceps coincée, de manière grotesque, entre un buste de rachitique et des mollets de coq, la parfaite antithèse des canons de la beauté classique ! Et le père DUCHESNE ne saurait oublier ces prétendus « *grands patrons* », ces MESSIER, ces DESMARETS (noire) et autre FORGEARD touchant ses 8,4 millions d'euros en 2006, tandis que, dans le même temps, l'entreprise EADS accuse 5 milliards de pertes qu'il faudra bien compenser en supprimant 10 000 d'emplois avant 2010. En réalité de patrons ils n'en ont que le nom ! Qui sont-ils ? Des fils de

patrons du CAC 40 pour l'année 2005 avec un commentaire destiné sans nul doute à apitoyer le lecteur : « *Petite année pour les salaires des grands patrons* ». Mettons vite la main à la poche !

famille qui se sont donnés l'immense peine de naître ou quelques besogneux de la finance, de ces arpenteurs poussifs du « *front* » ou du « *middle* » office, de ces traders obscurs que décrivait avec justesse le normalien Olivier GODECHOT, sociologue au CNRS²⁷ et, qu'après bien des scandales, dont celui de la *Société générale* n'est certes pas le moindre, la crise financière est venue fort opportunément éclairer le véritable talent, le réel mérite, la parfaite transparence et surtout la remarquable performance ! Tous ces génies putatifs sont bien trop occupés à jouir de l'argent qu'ils ont détourné du patrimoine de tous pour être d'une quelconque utilité sociale et bien trop soucieux de tout mettre en œuvre pour préserver leurs privilèges iniques pour pouvoir porter haut le génie français. Qu'advient-il d'eux lorsque la grande révolution démocratique aura eu lieu ? Ils disparaîtront tout simplement. Certes nullement physiquement car des citoyens, férus d'égalité et de liberté, ne sauraient leur faire de mal : une simple nuit du 3 au 4 août nouvelle suffira. Dès lors que, par l'adoption d'une loi du maximum, l'accaparement sera rendu impossible, il ne leur restera alors qu'une alternative : se soumettre ou se démettre, rester dans le pays de la liberté et avec son Peuple aspirer au bonheur ou, comme certains commencent déjà à le faire, nous prétend-on du moins, aller ailleurs, en quête d'une nouvelle tanière à leurs méfaits, poursuivis alors, telle une *fatwa* républicaine, par la vindicte éternelle que les hommes libres vouent aux mauvais citoyens.

Une constante dans le comportement des accapareurs : la haine du Peuple.

Ces accapareurs que le père DUCHESNE n'aura de cesse, contre vents et marées, de stigmatiser, font montre dans leur comportement d'une constante : la haine profonde qu'ils vouent au bon Peuple. Qu'on ne soit point surpris, cette défiance poussée à son paroxysme relève de la pure logique. C'est bien là le réflexe du voleur qui craint maladivement d'être volé à son tour. Elle est aussi sans doute l'expression d'une angoisse que génère chez eux cette certitude : un salutaire élan de ce Peuple de France, dont la destinée semble être de conduire le monde, suffirait pour que soit mis fin à tout jamais à cette accumulation éhontée de privilèges pour seulement quelques uns. Elle est ainsi, n'en doutons pas, l'expression de la mauvaise conscience et du remords qui les poursuit sans cesse, comme l'œil de Caïn.

Cette haine est palpable quant elle s'exprime sans réserve et occupe une place de choix dans les médias. Quelle meilleure illustration pourrait donner le père DUCHESNE que le chanteur RENAUD, ce digne représentant de l'engeance ploutocratique qui, dans ses chansonnettes faussement contestataires, laisse soudain s'exprimer cette constante de la caste dont il est issu. Que l'on écoute seulement les paroles de la chanson « *Hexagone* » qui illustrent mieux que tous les discours cette haine viscérale et atavique du Peuple. Voici cet alcoolique notoire parlant des français sur la plage : « *Et par leur unique présence abîmer tous les paysages* » et le père DUCHESNE rappellera, fort opportunément, que la plus juste définition qui ait été donné du crime contre l'humanité est le fait de reprocher à quelqu'un sa seule existence, d'être venu au monde, d'être là ! L'accent de sincérité que déploie ce pantin tremblotant en terminant sa rengaine putride à de quoi laisser songeur : « *En décembre c'est l'apothéose, la grande bouffe et les petits cadeaux, ils sont toujours aussi moroses mais y'a de la joie dans les*

²⁷ Olivier GODECHOT « *Les traders : Essai de sociologie des marchés financiers.* », éditions La Découverte, collection « *La Découverte / Poche* », 2005, 298 pages et aussi du même auteur « *Working rich : Salaires, bonus et appropriation du profit dans l'industrie financière* », éditions La Découverte, collection « *Textes à l'appui* », 2007, 306 pages.

ghettos... Moi je voudrais tous les voir crever étouffés de dinde aux marrons ! » . Qui osera encore prétendre, après avoir entendu cette infamie, que la haine réside dans le Peuple ? Non, le Peuple ne hait point, il n'en a ni l'usage ni l'utilité, car il est l'essence de tout ! Le père DUCHESNE, qui aime se souvenir de l'histoire de son Peuple, se rappelle de cet autre scélérat qui se nommait Joseph FOULON DE DOUE (1715-1789), le beau père de l'intendant de Paris en 1789, spéculateur sur les grains et pourvoyeur de famine, qui avait osé dire que si le Peuple manquait de pain, il n'avait qu'à manger de l'herbe. Le 22 juillet, sa tête coupée fut promenée au bout d'une pique, la bouche remplie de foin. Le parkinsonien précoce serait bien avisé de méditer sur son sort avant de baver son fiel sur les citoyens de France car ceux-ci pourraient bien un jour, à leur tour, bourrer son insolent clapet de dinde aux marrons.

L'aliénation culturelle est une réalité.

L'exemple que vient de citer le père DUCHESNE est aussi révélateur des techniques mises en place par les accapareurs et leurs supplétifs pour détourner le Peuple de son propre intérêt. Elles relèvent de ce que Antonio GRAMSCI (1891-1937) nommait déjà, dans les années trente du siècle passé, l'*hégémonie culturelle*²⁸. Il est ainsi un message univoque, diffusé dans le corps social, qui tend à devenir unique. Marqué par son caractère partisan, il ne vise que le maintien du statu quo, c'est-à-dire la poursuite, en toute liberté, des conduites d'accaparement. Revenons à la chansonnette perverse qui vient d'être évoquée par le père DUCHESNE et imaginons combien de jeunes, bien qu'issus de milieux modestes, fragilisés peut-être dans leur crise de l'adolescence ou légitimement anxieux face à leur avenir, se sont laissés piéger par ce démoralisateur ? Combien ne se sont pas mis à fredonner ce sirupeux poison en se prenant ainsi à haïr leurs frères : ces braves petites gens sur les plages surpeuplées du mois d'août, ces honnêtes travailleurs le jour de Noël, dans leur petit pavillon, arborant devant la dinde du centre Leclerc le sourire satisfait que laisse le labeur accompli ? Le venin insidieux de la discorde a été distillé dans leurs esprits toujours dans le même but et en vertu du sempiternel principe : « *diviser pour régner* ».

C'est là un exemple parmi des centaines de milliers d'autres de la manière avec laquelle, les accapareurs maintiennent leur mainmise sur la société. La question qu'il convient de se poser est en effet d'une simplicité enfantine : comment concevoir que l'immense majorité du Peuple, qui constate chaque jour davantage le peu de cas qui est fait de l'expression de sa volonté et qui voit, dans le même temps, cette minorité rutilante amasser de manière aussi éhontée qu'illégitime une part prépondérante des richesses de tous, ne décide de frapper enfin énergiquement du poing sur la table pour imposer enfin ses vues ? Comment comprendre, tandis que sa situation économique devient sans cesse plus difficile et que les acquis sociaux sont incessamment mis à mal, dans ce climat d'incertitude et d'angoisse devenu omniprésent, que le citoyen ne prenne enfin conscience qu'il est source de toute chose et n'impose un ultime « *Ca suffit !* » ? En d'autres termes, comment la formidable contradiction numérique du petit nombre de nantis et de

²⁸ Pour ce théoricien marxiste, membre fondateur du parti communiste italien, l'absence de révolution socialiste dans les sociétés industrielles « avancées » résulterait de l'emprise de la culture hégémonique bourgeoise. Celle-ci, s'exprimant dans le système éducatif et les médias de masse notamment, aurait pour effet d'inculquer aux travailleurs une « *fausse conscience* » qui les conduirait alors à céder aux pulsions nationalistes ou consuméristes et au mirage de l'ascension sociale, c'est à dire à un ethos individualiste de compétition et de réussite égoïste.

la multitude des précaires se résout au quotidien ? Il faut bien en convenir qu'il n'est d'autre explication que dans cette information à sens unique qui circule en permanence dans le corps social. Insidieuse, elle n'aspire qu'à préserver le bonheur égoïste de l'oligarchie qui, comme maman Laetitia Buonaparte, doit murmurer chaque jour : « *Pourvou que ça dure !* ».

Il est important de comprendre que pour parvenir à une telle hégémonie culturelle, il n'est pas nécessaire de mettre en place une stratégie savamment concertée, comme d'avoir recours à de multiples complicités. Point n'est besoin de « *maîtres de la propagande* », ni d'obscurs « *cabinets noirs* » pour maîtriser toute communication et permettre ainsi la manipulation des esprits. Il faut et il suffit simplement de se borner à limiter l'accès à la parole aux tenants de l'ordre établi et le tour est joué ! Apparaissent alors des concepts, aussi profonds dans leur stupidité, qu'ils défient même l'entendement ! Comment croire par exemple à l'idée même de « *pensée unique* » quant on sait la complexité et la subtilité du génie humain, si prompt, en toutes choses, à se diversifier à l'extrême et à multiplier les nuances. Et que l'on ne vienne surtout pas rétorquer aux oreilles du père DUCHESNE, revenu de tout, qu'il existe un service public de la communication audiovisuelle, garantie indéfectible de l'impartialité et du pluralisme. Si tel était vraiment le cas, pourquoi n'y met-on pas alors en œuvre précisément les bons et vieux principes du service public ? Pourquoi n'y applique-t-on pas par exemple, comme dans toute administration qui se respecte, la grille des rémunérations de la fonction publique, au lieu de payer, à prix d'or, avec l'argent de tous, des pseudo sociétés d'animateurs producteurs à qui décidément tout semble permis dès lors que leurs représentants peuvent impunément agresser pendant des heures le personnel et les passagers d'un avion et revenir ensuite, en toute quiétude, poursuivre leur lucratif office d'endormissement des masses, tant il apparaît bien que les lois répressives ne sont pas faites pour eux ?

Cette aliénation culturelle que va s'efforcer de disséquer le père DUCHESNE passe d'abord par la diabolisation du discours critique. Le dernier avatar en date, illustré notamment par le prétendu scientifique Pierre André TAGUIEFF²⁹, est consitué par la paranoïa ambiante à l'égard des « *théories du complot* ». Que quelqu'un, comme tente de le faire dans ces pages le père DUCHESNE, entreprenne une réflexion fondée, non sur des fantasmes, mais sur des faits et qui se veut un tant soit peu critique de cette société dans laquelle nous vivons, voici qu'il est aussitôt affublé de l'étiquette infamante de « *conspirationniste* » ou de « *complotiste* » et ne tarde pas à voir son travail jeté sur l'autodafé que le sociologue au faciès d'ayatollah a dressé pour lui. Cet alibi facile servira d'ailleurs opportunément pour écarter des médias tout commentateur gênant. Comment comprendre par exemple que, alors qu'éclate la grande crise financière de 2008, aucun média n'offre la parole à l'ancien élève de l'ENA et de HEC, porte parole en France des thèses défendues outre-atlantique par Lyndon LAROCHE, ancien candidat aux élections présidentielles de 1995, Jacques CHEMINADE au sujet duquel le journaliste Jean François KAHN déclarait : « *c'est le seul qui, d'une façon monomaniaque depuis 10 ans, demande un Nouveau Bretton Woods* » afin de changer de système financier et monétaire ?³⁰. N'en déplaise au maître penseur TAGUIEFF, il n'est que trois manières de concevoir toute construction intellectuelle. La première repose, peu ou prou, sur les préceptes de la méthode scientifique qui, partant des faits et d'eux seuls, cherche à élaborer prudemment une théorie explicative (« *Tout semble se passer comme si...* »). La méthode militante est certes plus blâmable dans la mesure

²⁹ P.A. TAGUIEFF « *L'imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne* », éditions des Mille et une nuits, 2006.

³⁰ Interview sur Europe 1 du 25 octobre 2008.

où, procédant d'une mécanique inverse, elle tente d'étayer par les faits une théorie préexistante même si, conduite avec rigueur, elle garde sa pertinence dès lors qu'elle autorise la confrontation avec une thèse concurrente. Autre chose est ce que le père DUCHESNE nomme la méthode paranoïde qui relève bien, quant à elle, de la pathologie mentale en ce sens qu'elle ne s'appuie plus sur les faits mais les invente, ce qui correspond à ce que BOSSUET dénonçait comme « *le plus grand dérèglement de l'esprit (qui est) de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient et non par ce qu'on a vu qu'elles sont en effet* ». Ainsi quand l'abbé Augustin BARRUEL (1741-1820) explique la révolution française, non comme le résultat d'un mouvement populaire spontané, mais d'une conspiration ourdie contre l'église et la royauté³¹ ou quand un obscur agent de la police secrète du tsar, l'*Okrana*, monte de toutes pièces un faux grossier « *Les protocoles des sages de Sion* » pour accréditer l'idée d'un complot juif, il est bien évident qu'on ne peut parler d'autre chose que de névrose, qui ne saurait être à l'origine d'une quelconque contribution crédible. Mais quand on réunit dans un même concept, celui de « *théorie du complot* », les trois démarches avec une volonté évidente de discréditer d'entrée de jeu toute analyse critique de la société actuelle, on fait siennes les thèses dictatoriales que l'on prétend dénoncer !

Que le sieur TAGUIEFF prenne fait et cause pour l'oligarchie dominante, qu'il ait choisi d'être le larbin docile des accapareurs milliardaires, c'est son droit le plus strict et il ne viendrait pas à l'idée du père DUCHESNE de lui contester ce choix, vraisemblablement intéressé, mais qu'il pare ses élucubrations d'un vernis scientifique cela dépasse le seuil de l'admissible. Il n'y a là que procédé totalitaire reposant notamment sur la technique bien connue de l'amalgame : le *complot judéo maçonnique* ou la dénonciation de la « *pensée unique* » c'est la même chose, la « *France juive* » de DRUMONT où les thèses critiques de Noam CHOMSKY relèvent du même combat ! Comme pareil raccourci, qui aboutit notamment à jeter aux orties le père de la grammaire générative et transformationnelle et l'un des cinq ou dix plus grands esprits de ces cent dernières années, peut-être tout de même dur à avaler, alors, imperturbable, le penseur à la mode allègue du gâtisme du professeur émérite de linguistique, qui serait apparu il y a une dizaine d'années, depuis sans doute que celui-ci a mis ouvertement le doigt sur certaines injustices ! En réalité, comme le dénonçait si justement Francis GILLERY que citait précédemment le père DUCHESNE, c'est bien une « *arme de destruction massive* » de toute pensée non-conformiste qui a été élaborée dans cette prétendue analyse scientifique des thèses conspirationnistes qui, suivie à la lettre, pourrait aboutir à brûler toute la philosophie des Lumières. Elle ne vise en effet qu'à tuer toute dialectique de la preuve : « *actor incumbit onus probandi* »³² certes, en d'autres termes si je veux faire avancer quelque débat il me faut apporter les éléments concrets pour ce faire mais, cette première démarche acquise, il reste que « *reus in excipiendo fit actor* »³³, l'exception fait l'acteur, c'est-à-dire que la contestation d'une argumentation étayée suppose elle-même d'apporter les éléments nécessaires à cette fin. Or la théorisation d'une prétendue pensée complotiste, qui serait ainsi, par essence irrationnelle, ne vise qu'à réfuter d'emblée toute analyse critique : il n'est pas nécessaire de leur répondre car ce sont

³¹ A. BARRUEL « *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme.* », Hambourg, 5 volumes, P. Fauche, 1798-1799 ; éditions de Chiré, « *Les Maîtres de la Contre-révolution* », 2 tomes, 2005.

³² « *La preuve incombe au demandeur* », adage de droit processuel qui met la charge de la preuve à celui qui saisit le tribunal.

³³ « *L'exception rend le défendeur demandeur* », c'est à dire par exemple celui à qui il est reproché de ne pas avoir honoré son obligation et qui prétend le contraire doit en apporter, à son tour, la preuve.

des malades mentaux ! Cette théorie à éliminer les gêneurs, appliquée au siècle des Lumières, pourrait en effet servir à écarter à peu près tous les philosophes : des « *lettres anglaises* » de VOLTAIRE à la « *Lettre à d'Alembert sur les spectacles* » car, inutile bien entendu de préciser, que l'immense Jean Jacques, associé curieusement à TURGOT dans l'esprit étroit qui entend défendre l'indéfendable, est, à lui seul, porteur de tous les maux du monde moderne. Bien entendu quand la consistance du propos devient, pour qui réfléchit, objet de perplexité, il convient de trouver autre chose pour capter l'auditoire des conférences et le théoricien TAGUIEFF n'hésite pas alors, tel un bateleur du Pont Neuf, à mettre les rieurs de son côté en inventant, par exemple, la théorie du complot dirigée contre les collectionneurs de timbres qui seraient, selon le scientifique autoproclamé, accusés d'être à l'origine du mouvement des nationalités contemporain !

La réalité de ce qui n'est déjà plus une dictature de la pensée mais un véritable endoctrinement collectif, entièrement destiné à sacraliser la personne des accapareurs, est pourtant bien palpable et c'est pourquoi le père DUCHESNE parle d'aliénation culturelle. Pour s'en convaincre imaginons que, du jour au lendemain, tout ce que le pays compte comme prestigieuse matière grise, nos prix Nobel, nos membres de l'Institut, nos professeurs de médecine exigeaient, non plus les rémunérations raisonnables et bien souvent modestes qui leur sont versées aujourd'hui, mais les indécentes émoluments des accapareurs qui se comptent en siècles voire en millénaires de SMIC. Que se passerait-il alors ? Le père DUCHESNE met sa main à couper que c'est un véritable tollé, un vaste mouvement de protestation qui émanerait du pays entier pour contester cet abus éhonté de position dominante, pour dénoncer le complot des intellectuels, la main mise sur la richesse nationale. Seul alors peut-être, contre vents et marées, le père DUCHESNE encore, prendrait la défense de l'élite pensante, en déplorant sans doute l'égoïsme dont celle-ci ferait alors preuve et l'impact négatif sur l'économie du pays de ce comportement, mais en mettant aussi l'accent sur l'apport inestimable au corps social représenté par leur travail et il tiendrait, sans nul doute, pareils propos à ses semblables : « *C'est peut-être regrettable mais c'est là le prix à payer si l'on ne veut point revenir au Moyen Age !* ». Or quel est l'apport des accapareurs au corps social : le néant ! Quelques chansonnettes d'une valeur littéraire équipollente à celle d'une rédaction de la classe de CM2, quelques biaisements de ballon devant des stades à moitié vides, quelque raquette qui tournicote devant un parterre de privilégiés, quelque sinécure dorée, échue en héritage, justifient-elles ces fortunes détournées à l'économie nationale ? Et pourtant nul semble-t-il, à part le père DUCHESNE, n'y trouve à redire. Bien au contraire, il apparaît que, de toute part, on soit bien prompt à s'agenouiller devant ces fausses idoles comme jadis le peuple juif devant le veau d'or. Comment expliquer ainsi qu'il ne se trouve personne pour pourfendre l'injustice et qu'on ne rencontre partout que beaux parleurs pour défendre l'indéfendable ?

Le leurre des mots ou la fausse information.

L'interrogation que livre le père DUCHESNE n'est-elle pas singulière ? Comment en effet expliquer cette constante, cette obstination, cette cécité du bon Peuple à ne pas voir son propre intérêt ? Pourquoi continue-t-il ainsi, au mépris de son histoire et au risque de son avenir, à se livrer, pieds et poings liés, à cette minorité de nantis ? C'est bien là grand mystère que de voir ces braves gens qui nous entourent, confrontés à la flambée des prix, voyant chaque jour leur budget se réduire comme une peau de chagrin et qui ne comprennent pas que les nouveaux aristocrates qu'on leur montre incessamment et complaisamment en train de bâtir toujours plus de

palais pour leur propre usage ne sont pas les seules causes de tous leurs malheurs ! Et comment comprendre, sans le qualifier de pitoyable, le pourquoi de ce paradoxe qui veut que le seul sentiment que les masses semblent vouer à ces personnages soit celui de la béate admiration ? Il n'est d'autres explications, c'est là la conviction du père DUCHESNE, que le conditionnement psychologique, le « *bourrage de crâne* », le viol du libre arbitre auquel se livrent en permanence des médias partisans et oppresseurs, avilissant ainsi la dignité humaine.

« *Vive monsieur le comte !* ».

Les ruelles du village sont pavoisées et la population s'agglutine le long de la voie principale qui même à l'église, que nos anciens et valeureux ancêtres, les révolutionnaires, désignaient parfois comme la « *caverne à superstitions* », tandis que s'avance devant la populace un cortège de gens huppés avec à sa tête le comte du lieu conduisant sa fille à l'autel pour la marier à un quelconque nobliau du crû. Et ce Peuple désespérant qui applaudit frénétiquement en criant « *Vive monsieur le comte ! Vive mademoiselle !* ». Sommes nous là sur le tournage d'un remake de plus d'un film historique ayant eu naguère quelque succès ? S'agirait-il d'un « *docu-fiction* » retraçant une scène de la vie des provinces françaises au Moyen Age ? Non, hélas ! La réalité d'aujourd'hui dans une commune de la Sarthe. Comment le père DUCHESNE et avec lui, il en est sûr, tout républicain de cœur, pourrait-il ne pas s'emporter en découvrant pareil spectacle ? Non pas tant de voir ces résidus de fin de race pavaner encore, plus de deux siècles après la prise de la Bastille, mais de contempler ce « *vulgum pecus* », ce troupeau servile pataugeant dans la bauge de sa honte ! Offense au bon sens ! Offense aux soldats de Valmy, de Jemmapes et à tous les combattants de la Liberté ! D'aucuns diront sans doute que l'exemple cité par le père DUCHESNE est caricatural, bien que réel, mais il reste cependant que c'est bien quelque part cette même servilité qui permet que les choses perdurent. C'est bien celle-ci qui rend possible, encore et encore, la mainmise des accapareurs et de leurs serviteurs zélés, la classe politique actuelle, sur le bon Peuple. Le scélérat BONAPARTE, qu'aux yeux du père DUCHESNE on ne stigmatisera jamais assez, disait que « *l'obéissance est la conséquence de l'instinct des peuples, la révolte est celle de leur réflexion* ». Ce méchant ne croyait pas si bien dire et aujourd'hui tout semble mis en œuvre pour empêcher le citoyen de réfléchir tandis que l'abrutissement des masses atteint des proportions insoupçonnées au point d'amener même le spectateur lucide à douter d'emblée de l'existence de certaines techniques d'endoctrinement avant de constater, dépit, que celles-ci ont bel et bien une réalité. Qu'on fasse seulement preuve d'un peu d'imagination et qu'on se reporte quelques décennies en arrière pour imaginer, par exemple, les réactions de la population des années soixante s'il s'était trouvé, dans la grille de l'ORTF, un seul des indigents programmes qui constituent le quotidien de la télévision d'aujourd'hui, un seul de ces interminables et agaçants talk-shows publicitaires faisant suite aux « *dossiers de l'écran* », un seul de ces « *reality shows* » aussi assommants qu'insipides précédant « *La caméra explore le temps* », une seule ces laborieuses et inabouties séries américaines à côté de « *Jacquou le croquant* » ?

L'appauvrissement culturel de la télévision qu'à peut près tout le monde admet, tant il est difficile d'ignorer l'évidence, n'est pas le résultat du « *choix du téléspectateur* » comme on nous le ressassé à longueur de journée, elle est bien la conséquence d'une stratégie élaborée. Si l'on prête attention aux informations diffusées et à la manière avec laquelle il est fait état de celles-ci, on est bien amené rapidement à conclure à la volonté maligne sous-jacente tant les exemples de manipulation fourmillent quotidiennement. Ainsi, il y a quelque temps, alors qu'il se sustentait

devant le journal télévisé, le père DUCHESNE a failli mourir étouffé en s'entendant asséner par un journaliste éclairé : « *Les pratiquants de hip-hop ont un entraînement de danseur étoile* » et, après avoir, tant bien que mal, repris son souffle, il se surprit aussitôt à penser ému à ce long et douloureux parcours de tant d'années, ces interminables entraînements, ces sacrifices, ces privations, cette abnégation et tant de souffrances pour parvenir, depuis le « *petit rat de l'Opéra* », à ce magnifique corps qui semble être parvenu à s'affranchir des lois de l'apesanteur et qui nous transporte et nous émeut dans la perfection de sa magnificence. Qu'ont à voir avec ceci ces contorsions avinées d'arrière salle, ponctuées par quelques pensées choisies du genre « *J'encule les keufs !* » ? Il n'est pas possible d'admettre l'hypothèse de l'erreur d'appréciation commise par le journaliste car celle-ci est si grossière, qu'elle n'a pu échapper à l'intelligence la plus moyenne et, en tout état de cause, elle ne saurait avoir franchi le seuil de l'élémentaire vigilance dans la préparation d'un journal, destiné tout de même à des millions de personnes. Il faut donc admettre qu'elle est volontaire. Elle est destinée à alimenter le référentiel du « crétin fini » qui est le modèle à atteindre pour les propagandistes, afin que celui-ci s'en aille benoîtement, pour tenter de se faire valoir auprès de son entourage, répandre la bonne nouvelle : « *Hip hop c'est comme danseur étoile, ils l'ont dit à la télé !* ». Mais ce qui stupéfie plus encore le père DUCHESNE c'est l'absence totale de réaction. Nul visiblement n'y a trouvé à redire, ni les principaux intéressés, salis dans leur art, ni même tout un chacun à qui on a pourtant cherché à faire prendre des vessies pour des lanternes ! C'est ainsi que se met en place l'oppression culturelle, par petites touches successives qui, de jour en jour, finiront par précipiter le récepteur dans un océan d'égoïsme et de stupidité. C'est bien là le but recherché : l'innocent du village est rarement en effet celui qui sera à l'origine de la liste d'opposition au maire en place !

Gouvernement de progrès ou gauche caviar ?

Dans ce florilège d'informations erronées qu'il convient d'inculquer au bon Peuple qu'on cherche à crétiniser, il est une place de choix pour ces vieilles lunes de la gauche et de la droite, ce prétendu choix entre un gouvernement plutôt conservateur et un autre plutôt progressiste. Qui peut encore aujourd'hui raisonnablement croire à pareille fable ? Ne suffit-il pas de constater, avec grande amertume, comment, au mépris d'un référendum qui vit se dégager une très large majorité de 55% contre le scélérat traité constitutionnel, droite et socialistes se sont entendus, comme larrons en foire, pour « *dissoudre le Peuple* » selon l'expression de Bertold BRECHT ? Ne suffit-il pas de regarder, écoeuré, ces renégats en file indienne, quitter allègrement les rangs de la prétendue gauche pour aller rejoindre le candidat des richissimes ? Ne suffit-il pas de constater, avec révolte, ce désespérant silence alors qu'il ne se passe pas une journée où il n'est porté un coup sérieux aux intérêts vitaux du Peuple, pour se rendre compte qu'il n'y a pas une droite et une gauche mais un seul clan, une seule caste, une seule coterie au service des mêmes accapareurs ? Le père DUCHESNE, qui ne cesse de sillonner les rangs du Peuple, constate cependant que, fort heureusement, le nombre de citoyens se fait chaque jour plus grand pour ne plus se laisser prendre au piège et nombreux sont ceux qui réfléchissent et constatent que la gauche caviar n'est venue au pouvoir en France que pour permettre que s'effectue le tournant libéral des années quatre vingt comme il sera exposé plus loin. Le père DUCHESNE dira alors comment le parti socialiste, seule puissance réelle de la prétendue coalition du « *peuple de gauche* », dont les rangs se trouvèrent pris d'assaut par les tenants de l'ordre établi, ne pouvait dès lors, bien évidemment, œuvrer pour l'amélioration du sort des plus humbles. Il dira comment, depuis le tournant de la rigueur en 1982 jusqu'à l'œuvre précédemment dénoncée du

gouvernement JOSPIN, en passant par le sommet de Fontainebleau en 1984, l'acte unique et le choix pour l'Europe des marchands, tout fut mis au service de la seule nouvelle aristocratie. Il démontrera ainsi combien la parole de Jacques Duclos, en 1969, lors du second tour des élections présidentielles, n'a rien perdu de sa pertinence car aujourd'hui gauche ou droite c'est bien « *bonnet blanc ou blanc bonnet !* ».

Quand le père DUCHESNE se laisse porter par les diatribes que lui inspire sa grande colère, il croit entendre quelque triste sire, aux accents mielleux, venir dénoncer des prises de positions gratuites et sans fondement. Que l'hypothétique moraliste se rassure toutefois, jamais il ne sera avancé une chose sans l'étayer par des faits et des preuves. Quelle plus belle illustration, non seulement de cette identité de vues entre les socialistes et la droite, mais encore de cette collusion objective qui existe entre eux que de constater aujourd'hui comment la classe politique, répondant à la commande pressante passée par ses maîtres, est en train d'instaurer l'accaparement de droit divin, tuant par la même occasion jusqu'à ce mythe de l'égalité des chances qui cherchait à accréditer l'idée que chacun pouvait devenir riche du jour au lendemain. Il est dans la nature de toute oligarchie de s'installer dans la durée et voici que les réformes successives du système fiscal tendent à faire de celui-ci un formidable outil de redistribution des richesses au détriment du plus grand nombre et au seul profit des plus riches, c'est-à-dire très exactement le contraire de la mission vouée à l'impôt, depuis au moins la seconde guerre mondiale, celle d'en faire un moyen pour corriger l'inégalité résultant de la distribution primaire du marché. Chacun sait désormais que, depuis 2006, il ne reste guère que quatre tranches dans le barème de l'impôt sur le revenu dont la plus élevée n'est imposée qu'à quarante pour cent. A titre de simple comparaison, il existait encore il y a une quinzaine d'années un barème comprenant quatorze tranches dont la plus haute était elle taxée à 75% (le billet de cinq cents francs scandaleusement brûlé aux trois-quarts par un déchet d'humanité). Il est donc aisé de comprendre que l'infime minorité de revenus qui a crû de manière exponentielle et dont le père DUCHESNE n'a déjà que trop parlé est presque doublement moins taxée dans l'absolu qu'elle ne l'était il y a à peine plus d'une décennie alors que la capacité contributive de ses détenteurs a littéralement explosé. Fort logiquement d'ailleurs, dressant le bilan de cette réforme, en novembre 2008, l'*INSEE*, bien que se cantonnant à ces statistiques par déciles³⁴ dont le père DUCHESNE dira tout le mal qu'il en pense plus avant, ne pouvait que constater qu'elle avait accentué les inégalités sociales en augmentant de 1 à 2% le niveau de vie des 10% de ménages les plus riches alors que son effet est quasi-nul pour les 50% les plus modestes³⁵.

Mais cette première vision, déjà en elle-même scandaleuse, n'est que partielle car si l'on regarde de plus près il faut bien se rendre compte que le système fiscal fonctionne désormais en sens contraire : d'un système de redistribution des plus riches en faveur des plus pauvres on passe au modèle inverse. Puisque les riches ne payent plus il faut bien que quelqu'un le fasse à leur place et qui d'autre sinon le bon Peuple ? C'est la raison pour laquelle il a été acté, dans le même temps que cette vertigineuse baisse de près de dix pour cent³⁶ de la tranche supérieure des revenus, l'augmentation corrélative pour l'avenir du revenu net imposable des salariés et des retraités de 18 %. En effet on se souviendra que jusqu'à cette réforme, qui prend effet en 2007, les salariés bénéficiaient d'un abattement de vingt pour cent. Celui-ci est désormais supprimé et il n'est donc pas besoin d'être grand mathématicien pour comprendre que, dès lors que l'on ne

³⁴ 10% des plus riches, des plus pauvres, etc...

³⁵ Sources : le *Nouvel Observateur* du 6 novembre 2008.

³⁶ De 48,09% à 40%.

permet plus aux salariés de faire échapper un cinquième de leurs rémunérations à la pression fiscale, on augmente du même montant leur contribution, très précisément de 18%³⁷. Pour cette réforme encore le principe de duplicité ne peut être pris en défaut et il est à cet égard intéressant de se référer à l'explication donnée : « *la suppression de l'abattement de 20% a été intégrée dans le nouveau barème* ». Explication inadmissible s'il en est ! Augmenter ainsi de 18% le montant du revenu imposable est une mesure de fond, une règle d'*assiette* comme disent les fiscalistes, un changement définitif qui vaudra pour l'avenir. Le barème, quant à lui, varie à chaque loi de finances et pourra d'ailleurs, aussi subrepticement que discrètement, connaître des variations à la hausse d'une année à l'autre. Il n'est relatif qu'au calcul de l'impôt, à la *liquidation* pour employer encore un terme technique. Alors comment une règle d'*assiette* pourrait être contrebalancée par une mesure de *liquidation* ? C'est là indubitablement le mariage de la carpe et du lapin mais c'est surtout, de la part des politiques, promoteurs de la réforme, prendre les citoyens, que l'on a visiblement en grand mépris, pour des imbéciles !

En outre et surtout cet abattement de 20% avait une justification. Celle-ci reposait sur le fait que le versement de tout salaire, comme toute pension de retraite d'ailleurs, fait obligatoirement l'objet d'une déclaration par des tiers auprès du service des impôts, en l'occurrence les employeurs ou les organismes de sécurité sociale. Il devient alors illusoire, pour celui qui perçoit ce type de revenus, c'est-à-dire l'immense majorité des français, d'espérer minorer sa déclaration pour tenter d'atténuer la pression fiscale ce qui demeure, il faut l'admettre, toujours du domaine du possible lorsque l'on dispose de revenus provenant de sa propre entreprise. Dès lors que ceux-ci sont, par définition connus du seul intéressé, il peut être tenté de ne pas tout déclarer ou de chercher à majorer artificiellement quelque charge afin de réduire d'autant le bénéfice imposable. Bref, la loi fiscale, que l'on dit réaliste, semblait dire : « *Salariés, retraités qui n'avez pas cette facilité, qui appartient à d'autres, de pouvoir minorer vos revenus voici donc que je vous octroie un abattement du cinquième, en juste compensation !* ». La situation n'a guère changé et, il va sans dire que les salariés comme les retraités ne pourront davantage que par le passé espérer frauder le fisc. Alors, le père DUCHESNE pose la question : quelle est la justification de la suppression de l'abattement ? Comment ne pas conclure que pareille mesure n'est motivée que par cette volonté d'accentuer la pression fiscale sur le plus grand nombre afin de permettre toujours plus d'allègements fiscaux au profit de l'oligarchie de l'argent ? Mais il y a plus cocasse encore et bien plus grave aux yeux du père DUCHESNE. En effet ce nouveau système fiscal conçu pour détrousser le plus grand nombre au profit des accapareurs, risque aussi de tuer la petite entreprise ce qui confirme bien que, contrairement aux annonces tonitruantes, la performance économique est le cadet des soucis de la société au seul service de la minorité de prédateurs. En effet, dans la droite logique de ce que l'on admettait pour les salariés, il était possible à tout entrepreneur de confier l'établissement de sa comptabilité à un *centre de gestion agréé* par l'administration et on imagine alors aisément que pareille option réduisait singulièrement les possibilités de dissimulation de recettes ou d'arrangement des comptes ! Voilà pourquoi cette option, laissée à la libre appréciation du contribuable, bénéficiait du même abattement de vingt pour-cent que les salariés, en juste compensation là aussi, serait-on tenté de dire. Désormais cet *abattement pour adhésion à un centre de gestion agréé* disparaît avec celui des salariés. On pourrait alors hâtivement conclure qu'il n'est plus de raison d'adhérer à pareil organisme et on commettrait une lourde erreur ! En effet, dans ce contexte de spoliation

³⁷ C'est-à-dire 20 % de 90 % dès lors que la forfaitisation des frais professionnels des salariés et des retraités aboutit à un premier abattement de 10 %.

générale au profit de la petite minorité de nantis, il deviendra même obligatoire d'y recourir car, à défaut, c'est un véritable « racket » qui est mis en place : l'entrepreneur qui adhère à un centre de gestion agréé est, en effet, désormais taxé sur cent pour cent de ses bénéfices (quel privilège !) mais celui qui refuse de le faire sera imposé sur cent vingt cinq pour cent de ces résultats ! Eh oui, aussi stupéfiant que cela puisse paraître, il paye de l'impôt sur un quart supplémentaire de bénéfices... qu'il n'a pourtant jamais réalisés ! Le père DUCHESNE pose, là encore, la question : si l'on voulait efficacement tuer et décourager l'initiative privée pouvait-on s'en prendre différemment ?

Et bien entendu pas une voix n'est venue critiquer une réforme aussi scélérate et un bel unanimité semble être de mise au point que le père DUCHESNE s'interroge sur cette cécité, ce refus obstiné de ne pas percevoir la mise en place de cette œuvre de prédation du bien commun. Comment donc est-ce possible, s'interroge-t-il, que personne ne constate le fossé qui sépare seulement deux décennies ? Que le temps est bien révolu où le champion cycliste Bernard HINAULT pouvait dire « *quand je donne quatre coups de pédales il y a un pour moi et trois pour l'Etat* » ! Quelle est loin l'époque où une inflation salubre venait, à l'appui du système fiscal, faire en sorte que les riches s'appauvrissent un peu chaque année, tandis que les gens modestes au contraire pouvaient, en s'endettant, se constituer un patrimoine. Chacun comprend pourtant que la simple logique, la justice la plus élémentaire, voudraient que, dans la période de taux réels positifs dans laquelle nous vivons actuellement, où les immenses fortunes croissent à vitesse exponentielle du seul fait de leur existence, il soit équitable de solliciter d'elles une légitime contribution aux besoins de tous ? Mais c'est compter sans la tapageuse propagande qui procède toujours par affirmations, fussent-elles des plus erronées et des plus stupides, dès lors que, ressassées à l'envi, elles finiront toujours pas s'imposer à tous. Ainsi Jaques ATTALI, le fleuron de la gauche caviar, devenu serviteur zélé du président des milliardaires, à l'émission « *Les grosses têtes* » sur RTL, déclarait sans vergogne que l'imposition de la fortune, « *qui se justifiait au temps où l'inflation était forte, n'a plus de sens aujourd'hui* ».

Défendre la démocratie ?

Tout en vérité dans le message propagandiste conduit vers l'illusion, le mirage d'une démocratie factice, paravent nécessaire pour occulter aux yeux de tous, la vraie réalité des choses qui est que la société actuelle n'est qu'un territoire de chasse pour quelques prédateurs ! Que l'on prête seulement attention aux propos prononcés ça et là, au détour d'une interview, à l'occasion d'une émission télévisée ou dans un talk-show en vogue, pour comprendre que tout ce qui se dit sur les ondes participe d'une stratégie du maintien du statu quo. Si l'on admet l'hypothèse avancée par le père DUCHESNE, celle de la mainmise des accapareurs sur la société tout entière avec la complicité et l'appui de la caste des politiques, alors s'ouvre un vaste champ d'investigation dans lequel on est bien vite amené à constater que tout prend vite une étonnante cohérence. La minorité de privilégiés, pour maintenir ses avantages, doit en effet, en permanence, chercher à empêcher l'écrasante majorité, unique source du pouvoir par droit naturel, de prendre conscience de ce qui lui est dû. C'est pour cela que ne doivent s'exprimer que ceux qui ont vocation à entretenir ce rideau de fumée, depuis les affirmations sans appel d'un ATTALI aux jérémiades du chanteur Maurice BENGUIGUI, alias BRUEL, qui, non content de déclarer au Canada, que « *ce qui arrive aux palestiniens est de leur faute* » et, sans nul doute, pour faire jeu égal avec les propos de son épouse, qui n'hésitait pas à déclarer sur la radio communautaire, RCJ : « *En France on est dans un pays arabe* », vient, à la radio, déplorer que dans ledit pays,

quand quelqu'un monte dans un arbre tout le monde cherche à secouer le tronc pour le faire tomber en se gardant bien de faire remarquer que si chacun tentait pareille escalade, il n'y aurait certes plus d'arbre, pour reprendre ainsi l'image du pousseur de ritournelles !

Quoi de plus pernicieux, quoi de plus anti-démocratique, quoi de plus totalitaire que cette idéologie de bas-étage qui s'infiltré partout dans cette pseudo information diffusée dans le corps social ? Derrière elle toujours le même leitmotiv erroné fondé sur le sempiternel axiome qui veut que, ceux qui amassent le méritent amplement et l'accaparement dont ils se rendent coupables, n'est que justice. C'est là le postulat de départ qui aboutit alors à asséner à tous la révélation dernière : l'essence même de toute démocratie ne consiste qu'à sélectionner des idoles destinées à combler l'admiration du bas Peuple, seule consolation qu'on lui concède. Dans pareil univers où l'idolâtrie devient la règle, dans ce monde que n'aurait pas renié le père UBU, dans cette nouvelle Pologne d'Alfred JARRY où avec les valeurs disparaît le sens des mots, tout est permis à quelques uns ! Finalement la victoire du Peuple ne consistera qu'à « *appeler un chat, un chat* ». Chacun le sait, depuis le président LINCOLN, la démocratie c'est « *le gouvernement du Peuple, par le Peuple et pour le Peuple* », alors qu'a à voir avec elle, ce système qui a cours aujourd'hui et dans lequel le Peuple y décide si peu et en toute hypothèse ne gouverne pas ? La prétendue démocratie représentative, comme la nomme le père DUCHESNE, n'est que le pouvoir d'une oligarchie intéressée qui se prétend savante et vient alors périodiquement solliciter un blanc seing d'un Peuple de plus en plus désabusé et de plus en plus démobilisé. Peut-être s'agit-il de cet idéal qui était celui de Frédéric de Prusse, ce despotisme éclairé contractuel auquel il rêvait jadis mais ce n'est pas la démocratie ! C'est peut-être encore un remake, plus ou moins réussi, de ce consulat autoritaire, rêvé par Bonaparte et mis en œuvre par l'abbé Sieyès, mais ce n'est pas la démocratie ! Lorsque les mots reprendront leur signification, une étape décisive sera franchie sur la voie du bonheur du Peuple.

Un jour viendra pourtant où chacun prendra fatalement conscience de la réalité de l'oppression imposée par une frange très minoritaire du corps social et ce jour n'est peut être pas très éloigné. Alors, la raison aidant, quand l'avènement de la volonté générale apparaîtra aux yeux de tous comme une évidence tandis que le progrès technique ne fait plus obstacle à son expression, quasiment en temps réel, le torrent de la Liberté sortira du lit étriqué dans lequel on veut le contraindre pour répandre partout l'espérance du bonheur pour tous. Ce jour là sera remis au goût du jour ce principe fondamental posé, dès l'article 1^{er} de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793, qui veut que : « *Le but de la société est le bonheur commun.* », article curieusement disparu et dont il n'a jamais été fait trace depuis. La vraie question qu'il convient de se poser est bien la raison de ce retard dans cette prise de conscience que le républicain sincère appelle de ses vœux. La contradiction numérique est tellement criante qu'il n'est, pour apporter de réponse pertinente à ce mystère, d'autre explication que le maintien volontaire du Peuple dans l'ignorance de son intérêt. Celui-ci repose sur l'existence de stratégies éprouvées et efficaces patiemment mises en place au cours de bien des siècles d'obscurantisme. Il est temps maintenant pour le père DUCHESNE de dénoncer ces techniques de manipulation des masses.

La stratégie de la désinformation.

L'une des principales techniques utilisées par les deux castes qui ont la mainmise sur notre société est celle de la diversion, du rideau de fumée... Elle consiste à noyer le public sous

un incessant déluge d'informations aussi futiles qu'insignifiantes dans le but de l'empêcher de se poser les vraies questions, celle de l'existence de la démocratie comme celle du partage de la richesse de tous. Ce brouillard que l'on vaporise repose sur deux éléments d'inégale importance. L'anecdote occupe la place essentielle. C'est par exemple le radio trottoir destiné à cantonner le mouvement social au « *ras-le-bol des grèves* » comme ce peut être l'interview de la famille DURATON qui fait ses préparatifs pour partir manifester avec les alter-mondialistes à DAVOS. Puis, subrepticement, entre deux « sujets », seront glissées quelques « affirmations-incantations », innocemment, ça et là, comme autant de portes closes sur le tabernacle inaccessible des vrais problèmes : « *La vie démocratique du pays...* », « *La personnalité préférée des français...* », « *L'opinion largement majoritaire...* »... La meilleure illustration de l'emploi de ces techniques est sans nul doute le journal télévisé qui, à une époque où plus personne ne lit de journaux, devient source unique d'information. Il suffit de prêter un peu attention à la construction de ce passage obligé quotidien pour comprendre et mettre à nu les mécanismes mis en œuvre. Cette succession, sans queue ni tête, de petites séquences n'ayant qu'un lien ténu avec l'événement, à un rythme échevelé, crée ce « tournis salutaire » destiné à empêcher les gens de penser, les laissant la cervelle vide, incapables de percevoir la réalité environnante, celle de la désespérance qui croît et de la révolte qu'on étouffe. Et ce ne sont pas les tendances paranoïdes du père DUCHESNE qui imposent cette analyse, mais la psychologie et les spécialistes des neurosciences qui nous révèlent que la mémorisation des informations par le cerveau se fait d'autant mieux que ces informations sont présentées de façon structurée et hiérarchisée. C'est d'ailleurs ce qui est enseigné à tous les étudiants, y compris dans les écoles de journalisme, c'est-à-dire très exactement le contraire du « *vingt heures* ».

Mais la force de ce système, qui est pourtant entièrement fondé sur la censure, c'est encore l'absence de censeurs. C'est bien la logique économique de la société de l'accaparement, caractérisé par la paupérisation générale en dehors du cercle restreint des prédateurs, qui permet son maintien et son renforcement continu. La prétendue « *loi de l'audience* », déclinaison dans le domaine des médias de la fameuse « *loi du marché* », va obliger les chaînes à renoncer à financer un vrai travail de reportage ou d'enquête, basé sur la seule collecte des faits, pour leur préférer le reality-show ou le recensement des apparentes réflexions de l'innocent du village, bien moins coûteux. Dans son remarquable ouvrage « *Les nouveaux chiens de garde* »³⁸, le journaliste et enseignant Serge HALIMI a brillamment décrit cette formidable manipulation des esprits : « *Les médias français se proclament "contre-pouvoir". Mais la presse écrite et audiovisuelle est dominée par un journalisme de révérence, par des groupes industriels et financiers, par une pensée de marché, par des réseaux de connivence. Alors, dans un périmètre idéologique minuscule, se multiplient les informations oubliées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices, les services réciproques....Un petit groupe de journalistes omniprésents - et dont le pouvoir est conforté par la loi du silence - impose sa définition de l'information-marchandise à une profession de plus en plus fragilisée par la crainte du chômage. Ces appariteurs de l'ordre sont les nouveaux chiens de garde de notre système économique* ».

La manipulation de l'opinion ne se limite pas aux journaux télévisés mais marque toute diffusion d'informations dans le pays. Ainsi les tenants de la « *pensée unique* » s'ingénient maintenant à investir ce formidable espace de liberté qu'est internet et il suffit, pour s'en

³⁸ Serge HALIMI « *Les Nouveaux Chiens de garde.* », éditions LIBER, collection « *Raisons d'agir* », 2005, 155 pages.

convaincre, de se référer aux « *pages d'accueil* » des différents *providers*, confondantes de bêtise, vouées presque exclusivement à la glorification des « *stars* » ce qui a particulièrement le don d'agacer le père DUCHESNE qui crie à ses frères du Peuple : « *La star c'est vous ! Votre vie vaut cent mille fois plus que leurs milliards !* ». C'est bien, en premier lieu, de ce carcan oppresseur de la machine à rendre stupide qu'il convient de se libérer ! La propagande est insidieuse, elle s'infiltré partout et, comme un *Alzheimer* non génétique, elle annihile toute capacité de penser dans le but de forger des robots dociles bien peu prompts à se révolter. Les techniques utilisées sont parfaitement connues, elles ont notamment été mises en évidence, dès 1928, par Edward Louis BERNAYS (1891-1995), auteur précisément de « *Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie* »³⁹, en s'appuyant sur les thèses de Gustave LE BON (1841-1931) et Wilfred TROTTER (1872-1939), sur la psychologie des foules et aussi sur la psychanalyse de son oncle, Sigmund FREUD (1856-1939). Ces procédés reposent bien sur une manipulation volontaire et les premières lignes de l'ouvrage-clé de cet auteur sont, à cet égard, éclairantes : « *La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. Nous sommes pour une large part gouvernés par des hommes dont nous ignorons tout, qui modèlent nos esprits, forment nos goûts, nous soufflent nos idées. C'est là une conséquence logique de l'organisation de notre société démocratique.* ».

Oligarchie et tiers exclus.

Gouvernement au profit d'une seule minorité et spoliation des masses, voilà le grand mystère, l'énigme absolue, le paradoxe qui heurte l'entendement ! Il ne se passe pas un jour sans que l'on apprenne qu'un coup supplémentaire est porté aux droits du Peuple, sans qu'une ombre de plus ne vienne obscurcir son avenir et celui de ses fils et le père DUCHESNE désespère alors devant le même constat : « *Tout le monde semble dire : bravo !* ». Alors parfois il se laisse aller, lui aussi, au réflexe égoïste qui partout triomphe, il se dit comme tout un chacun : « *Cesse de penser aux autres et laisse-les crever ! Ne t'en tires-tu pas plutôt bien toi ?* ». Très vite cependant sa grande colère reprend le dessus car il sait que, lorsque, comme lui, on n'appartient pas au cercle restreint et fermé des accapareurs, il est illusoire de croire possible de vivre une quelconque prospérité, un quelconque petit bonheur ; seul ! L'implacable logique de l'injustice a déjà jeté le pays dans un cercle vicieux keynésien qui ne laisse malheureusement aucune chance au plus grand nombre et, comme un château de cartes, l'économie tout entière est vouée à l'effondrement, si du moins il n'est mis rapidement un terme à l'œuvre de prédation des accapareurs. Déjà le médecin, le chirurgien-dentiste, l'avocat, toute profession libérale se trouvent du plus en plus confrontés à patientèle ou clientèle insolvable ! Combien de petites entreprises, croulant sous les charges, sont quotidiennement vouées à la faillite faute de débouchés dans une économie exsangue ? Qui donc ne voit la pression sans cesse croissante qui pèse sur le travailleur, du public comme du privé, confronté chaque jour davantage à la restriction et au manque de moyens avec, comme seule perspective, un avenir qui, la crise aidant,

³⁹ Edward BERNAYS « *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie.* », traduit de l'anglais (États-Unis) par Oristelle BONIS, préface de Normand BAILLARGEON, éditions Zones, 144 pages, disponible en ligne.

s'obscurcit et une retraite qui se réduira comme une peau de chagrin ? Pendant ce temps, conformément à la loi du « toujours plus » et au principe physique des vases communicants, l'immense fortune du prédateur croît encore et encore... C'est pour cela que le père DUCHESNE se remet alors inlassablement à l'ouvrage. Le temps est venu pour lui maintenant de mettre à nu les mécanismes les plus intimes du système social actuel afin de percer les secrets de la perpétuation d'une véritable usurpation du pouvoir.

Toujours les mêmes et toujours le même néant !

Lorsque le père DUCHESNE était encore sur les bancs de l'*Ecole Nationale d'Administration*, le seul fils d'ouvrier de la promotion, alors que venait seulement de débiter la scolarité, il établit une liste de dix lauréats, parmi la centaine de candidats admis et affirma, à qui voulait bien l'entendre, que figuraient là le classement final de la promotion. Il soutenait, dur comme fer, qu'apparaissaient sur cette feuille de papier qu'il brandissait, les noms de ceux qui accéderaient aux grands corps de l'Etat tant convoités. Eh bien le croirez-vous, à deux exceptions près, la liste du père DUCHESNE correspondait bien à l'« *amphi garnison* » qui clôt traditionnellement la formation. Encore que les deux individualités manquantes se situaient toutefois très près de la dixième place. Comment a-t-il réalisé ce tour de passe-passe alors même qu'aucune épreuve destinée au classement ultime n'avait débuté ? Possédait-il alors une connaissance approfondie du cursus et des compétences de chacun ? Nullement ! Peut-être, songerons certains, avait-il reçu du ciel des dons cachés de medium ou de diseur de bonne aventure ? Encore moins ! Le père DUCHESNE demeure à ce jour, viscéralement cartésien et ennemi irréductible de la magie de bas étage. Alors ? Il s'est tout simplement référé à l'origine sociale des postulants et, dès lors, l'exercice devenait un jeu d'enfant. L'expérience est aisée à reproduire et met toujours en évidence la même réalité : la méritocratie est un mythe et les élites se recrutent en vase clos !

Ce sont toujours les mêmes en effet qui se perpétuent au sommet de la technostructure. C'est toujours la même coterie qui alimente ces archaïsmes napoléoniens que sont les grands corps de l'Etat qui ont la mainmise sur tout dans ce pays. Ils sont partout : dans les cabinets ministériels ou dans les grandes entreprises. Ils hantent les instances internationales et phagocytent tout ! « *Conseillers* » des ministres, c'est eux qui rédigent les textes normatifs que ceux-ci sont censés promouvoir. Tout leur est permis. Voici qu'à la tête d'une grande entreprise publique ils s'ennuient un peu, qu'à cela ne tienne, ils se laissent alors aller à l'ivresse de ce nouveau « *Monopoly* » et feront allègrement de France TELECOM une des entreprises les plus endettées au monde à la suite de leurs spéculations hasardeuses. Et lorsque que l'on aura bien rempli ses poches, il sera aisé de revenir au bercail de la haute fonction publique pour se reposer un peu avant de repartir pour d'autres aventures. Inutile d'ailleurs au père DUCHESNE d'insister davantage sur cette réalité que tout le monde connaît tant elle a fait l'objet d'études diverses qui ont largement popularisé ce thème de la « *nomenklatura à la française* »⁴⁰. Là encore ce n'est pas le père DUCHESNE qui se laisse porter par sa grande colère mais le pourtant bien libéral *think tank* IFRAP⁴¹ qui dénonce dans la revue « *Société civile* » qu'il édite : « *Cette caste, qui paralyse la France, est composée d'un nombre très faible de personnes. Les anciens élèves de l'ENA sont*

⁴⁰ Voir en particulier l'ouvrage de Sophie COIGNARD et Alexandre WICKHAM « *La nomenklatura française. Pouvoirs et privilèges des élites.* », éditions BELFOND, 1986.

⁴¹ *Institut Français pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques Publiques.*

à peine plus de 5000. Mais ce sont seulement quelques centaines d'énarques carriéristes qui ont la mainmise sur la quasi-totalité des postes-clés de la haute administration et du pouvoir exécutif, grâce auxquels ils contrôlent, de fait, le pouvoir législatif. Ainsi, près de 80% des postes de directeur du ministère des Finances, 75% des directeurs des cabinets ministériels, et la présidence de la République sont aux mains des énarques. »⁴².

Mais le plus révoltant n'est peut-être pas encore cette mainmise de privilégiés sur ce pouvoir hégémonique mais la fausse réputation d'excellence que ceux-ci ont réussi à imposer à tous et le père DUCHESNE entend bien, sur ce point, rétablir l'exacte vérité. Non il ne s'agit ni des plus intelligents, ni des plus éclairés et loin s'en faut ! C'est même précisément là où le bât blesse car les méthodes mises en œuvre par ces prétendues élites défient le plus souvent l'entendement ! Aussi surprenant, aussi scandaleux même que cela paraisse, celles-ci reposent sur une logique de « *science infuse* » et font penser davantage à l'incantation qu'au raisonnement et au savoir ce qui est, soit dit en passant, parfaitement conforme au schéma explicatif avancé dans ces pages. La mission des véritables dirigeants occultes n'est-elle pas en effet de perpétuer à jamais le système de l'accaparement ce qui va à l'encontre de toute politique conçue au profit du bien commun. S'il en avait été autrement ne peut-on pas imaginer en effet, que depuis près de trente ans, le Peuple de France aurait constaté une quelconque amélioration de son sort au lieu de voir, sans répit, son avenir se couvrir de nuages ? Pour s'en convaincre réfléchissons un peu. Il n'est nul besoin d'être spécialiste des affaires publiques pour comprendre que, dans l'absolu, le bon gouvernement d'un pays consiste en permanence à faire des choix : « *gouverner c'est choisir !* » a-t-on coutume de dire. Il s'agit bien en effet de sélectionner entre plusieurs possibilités, parmi différentes options, celles qui présentent le plus d'avantages à coût constant ou, pour le moins, les moindres inconvénients. Cette constatation, de simple bon sens, amène à concevoir tout processus décisionnel comme reposant sur deux étapes : le temps de l'expertise tout d'abord avec l'analyse des différentes hypothèses et leur étude comparative qui doit précéder la décision proprement dite. Tout l'enjeu de la première étape est alors d'appréhender d'une manière aussi exhaustive que possible le champ des possibilités, c'est à dire les points forts comme les lacunes des différentes options. Or, dans un monde où tout tend à se complexifier chaque jour davantage, un enfant comprend qu'il n'est pas possible de tout connaître, le savoir humain à ses limites et les Pic de la Mirandole ne courent pas les rues. C'est donc, non la modestie, mais le bon sens le plus élémentaire, qui incite à recourir aux services du spécialiste qui, seul, peut être à même de cerner l'état le plus précis et le plus actuel de chaque situation. C'est bien là, du reste, la démarche pragmatique adoptée par monsieur « *tout le monde* » qui, si sa voiture tombe soudain en panne, à moins d'être lui-même spécialiste de la mécanique automobile, s'adresse à son garagiste, qui, lorsque sa santé chancelle va frapper à la porte du médecin, qui, en pleine querelle de bornage avec un voisin irascible et ignorant les subtilités du droit immobilier, s'adressera à un avocat. Et où forment-on les plus grands spécialistes de la mécanique automobile ? Dans les écoles d'ingénieurs sans aucun doute. D'où proviennent les grands pontes de la médecine ? Des facultés du même nom et ces centres hospitaliers universitaires, de même que les plus grands juristes sont formés dans les facultés de droit.

Il apparaît donc fondamentalement logique que le mécanisme de toute décision responsable repose, dans un premier temps du moins, sur l'avis de l'expert, là où il se trouve c'est-à-dire à l'université et dans l'enseignement supérieur. Erreur ! Le monde de l'université, le monde de la science et du savoir, est pratiquement complètement coupé du processus

⁴² Revue « *Société civile* », numéro spécial « *Le dossier noir de l'ENA* ». ».

décisionnel ! Jamais, ou alors très exceptionnellement, ceux qui, pour y avoir consacré de très nombreuses années de leur existence, sont devenus des sommités, parfois universellement reconnus, ne seront consultés préalablement à des décisions qui vont pourtant concerner leur matière de prédilection au premier chef. Les tenants de la technostructure dirigeante se définissent eux-mêmes comme des « généralistes » ce qui a pour effet de les dispenser de solliciter l'avis du vrai spécialiste. Force est donc de constater qu'ils ont ainsi la science infuse, ayant sans nul doute reçu du ciel, ou d'ailleurs, la faculté de connaître intuitivement le meilleur choix possible pour l'ensemble du corps social ! Que ne dirait-on pas du médecin de quartier qui, négligeant l'avis du cancérologue, s'obstinerait à soigner son patient atteint de cette terrible maladie ? C'est pourtant là la règle dans les hautes instances du pays ! Le résultat est bien entendu à la hauteur et le père DUCHESNE ne résiste pas en l'envie de livrer quelques prouesses réalisées par les représentants de cette petite caste de la « science infuse ». Ainsi, issus de la « promotion Titanic »⁴³, la liste étant loin d'être exhaustive : Michel ALBERT, inspecteur des finances laisse les AGF avec 6 milliards de francs de perte (910 millions d'euros) ; Jean Michel BLOCH-LAINE, inspecteur des finances abandonne la banque WORMS non sans lui avoir fait subir une perte de 14,9 milliards de francs (2,29 milliards d'euros) mais il est vrai, à sa décharge, qu'il avouera à Ghislaine OTTENHEIMER « *Je ne connaissais rien à la gestion d'une banque...Je n'étais pas fait pour les affaires* »⁴⁴ (faute avouée...) ; Georges BONIN a été gouverneur du Crédit Foncier de France de 1982 à 1994, établissement qu'il a allègrement conduit à la liquidation avec 10,8 milliards de francs de perte (1,6 milliard d'euros)⁴⁵ mais il fut aidé dans cette tâche par un autre énarque, Patrice CHEVALIER, qu'il fit venir pour prendre la tête de la filiale *Compagnie financière de crédit*, dont il fut limogé en 1994, non sans une petite indemnité de 2,15 millions de francs avant de retourner au Trésor ; Patrick CAREIL, inspecteur des finances, qui après avoir particulièrement brillé comme directeur de cabinet du ministre HERNU (On se souvient de l'affaire du *Rainbow Warrior* !) fut nommé, en 1989, à la tête de la banque HERVET d'où il ne repartira qu'en 2004, juste après lui avoir fait accuser une perte dérisoire de 180 millions d'euros ; Jacques FRIEDMANN, inspecteur des finances, qui, en quatre années à peine, de 1993 à 1997, réussit l'exploit de faire connaître à l'*Union des Assurances de Paris* (UAP) les premières pertes de son histoire trentenaire, d'un modeste montant de 2 milliards de francs ce qui entraîna une chute du titre de 30% à la bourse et facilita l'absorption par AXA ; Bernard ATTALI de la cour des comptes qui laisse *Air France*, en 1993, avec 8 milliards de

⁴³ Nom donné par *Le canard Enchaîné* à une promotion fictive de l'ENA.

⁴⁴ Ghislaine OTTENHEIMER « *Les intouchables. Grandeur et décadence d'une caste : l'inspection des finances.* », éditions ALBIN MICHEL, collection « *Documents politiques* », 2004, 444 pages.

⁴⁵ Concernant la gestion de l'entreprise par l'intéressé, le mensuel économique *L'Expansion* dans un article du 20 février 1997 ne laisse planer le moindre doute sur sa responsabilité : « *Georges Bonin s'était fait donner par le Conseil d'administration l'autorisation de décider seul d'importantes opérations. Le seuil au-dessous duquel il pouvait autoriser un achat d'immeuble avait été relevé à 15 millions en 1991, et celui des acquisitions et cessions de titres, à 40 millions en 1993. De plus, des "prêts avantageux" à des "clients privilégiés" auraient été octroyés, comme le note le rapport réalisé par la Comité central d'entreprise dans le cadre du droit d'alerte (...) Les principales ardoises proviennent des activités de promotion en propre et du financement de promoteurs et de marchands de biens. Convaincu de son insubmersibilité, le Foncier a investi à contre-temps dans l'immobilier, un entrelacs de 170 filiales, notamment l'Immobilière foncier Madeleine.* ».

francs de déficit ; on ne saurait oublier le penseur « de gauche » à la mode, Alain MINC, inspecteur des finances qui, après un passage chahuté à la direction financière de *SAINT GOBAIN*, devint brillant administrateur-directeur général de *CERUS*, de 1986 à 1991, poste dans lequel son époustouflant raid sur la *Société générale* de Belgique de 1988 laissera à ses actionnaires, et à Carlo de BENEDETTI, une petite ardoise de 4 milliards de francs mais qui ne l'empêche nullement de prodiguer de précieux et onéreux conseils⁴⁶ ; il faut toujours garder les meilleurs pour la fin, ainsi Jean Yves HABERER, inspecteur des finances, nommé par BEREGOVVOY au *Crédit Lyonnais* dont les contribuables français se souviennent émus des cent milliards de francs de perte (15 milliards d'euros), ainsi Michel BON et les 68 milliards d'euros de pertes de *France Telecom*, ainsi François ROUSSELY de la cour des comptes et les 25,8 milliards d'euros d'endettement d'*EDF*⁴⁷, ainsi le binome infernal Jean Marie MESSIER et Guillaume HANNEZO, tous deux inspecteurs des finances, et la bagatelle de 72 milliards d'euros de pertes laissés aux actionnaires du groupe VIVENDI UNIVERSAL...

Un jour viendra...

Cette situation ubuesque ne pourra perdurer indéfiniment et un jour le Peuple prendra conscience qu'il n'a rien de bon à attendre de ce processus décisionnel qui ne vise qu'à renforcer les inégalités au seul profit de quelques uns et au détriment de la multitude. Alors l'essence même de toute souveraineté comprendra que ce système qui sévit aujourd'hui, et que dénonce le père DUCHESNE en le nommant la prétendue démocratie représentative, n'est pas au service du pays mais des seuls accapareurs du bien public. Ce jour là, il sera possible de sortir de l'oubli, où on a cherché à les précipiter, les immortels principes de la Déclaration des droits de 1793 et, en priorité, le premier d'entre eux : « *Le but de la société est le bonheur commun.* »⁴⁸. Comment penser qu'une prétendue élite, issue d'un milieu social fort homogène et privilégié, qui, comme la noblesse d'ancien régime est largement devenue héréditaire, puisse faire le bonheur du Peuple ? Poser la question c'est déjà y répondre tant il apparaît qu'une pareille hypothèse relève de l'absurde. Mais en attendant ce jour béni entre tous, il est ainsi, dans ce pays, deux groupes humains qui se côtoient, se bousculent parfois mais s'ignorent : celui de la vie politique officielle, avec ses ors et ses ténors, ses beaux parleurs et son faste stérile tout à coté du bon Peuple, de plus en plus déconnecté de ces élus inaccessibles et omniscients. Derrière ce heurt, criant d'inégalité

⁴⁶ A son propos *Le Canard enchaîné* mentionne : « *Cet ancien inspecteur des finances (...) vit de ses conseils et de ses " jetons " d'administrateur. Outre Valeo (45 000 euros par an), il occupe un fauteuil dans le groupe PPR, que dirige François Pinault (37 600 euros par an), et dans deux de ses filiales, Yves Saint Laurent et la Fnac. MINC siège aussi au conseil d'administration de Vinci, numéro un mondial du béton (18 000 euros par an), et chez l'américain Westinghouse, champion, entre autres, de la construction de centrales nucléaires* ».

⁴⁷ Le concernant on peut lire dans le magazine *Challenges* n°231 de septembre 2004 : « *Depuis huit ans, le ratio de l'excédent brut d'exploitation (ou Ebitda) sur le chiffres d'affaires a régulièrement diminué à EDF, traduisant une baisse régulière de rentabilité. Comparé à ses concurrents européens et malgré sa taille, le groupe français est en queue de peloton en termes de performances financières* ».

⁴⁸ Article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 : « *Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles.* ».

numérique, il est aussi deux univers qui se regardent, figés comme les faïences du buffet. Le premier, factice et complice, a sa vitrine omniprésente à la télévision et dans les médias. C'est un monde froid et logique, qui s'appuie sur des certitudes et des raisonnements. C'est le domaine des thèses qui ne sont pas celles du nombre et qui nous bassine de plus en plus avec sa sempiternelle maîtrise des équilibres et ses impératifs de construction européenne, autant d'objectifs auxquels le bon Peuple a toujours été étranger. Le second, bien palpable celui-là, n'évolue pas dans l'éther mais dans le quotidien. C'est un monde, ignoré de toute source d'information officielle, qui naît et qui meurt en silence, un univers autre, fait d'incertitude et de calcul permanent, d'angoisse aussi et de révolte, de doutes et de désespoir. Il y a rupture entre les élus et le Peuple, c'est un lieu commun que de le dire, mais le poids des habitudes à ses limites...

Le matraquage propagandiste secrète lui-même son propre antidote. Les sondages le démontrent, les citoyens doutent de tout, depuis les chiffres qui leur sont régulièrement assénés pour les persuader que le plein emploi s'installe ou pour tenter de leur démontrer que la baisse de leur pouvoir d'achat n'est qu'une illusion d'optique, jusqu'aux propos qui leur sont tenus pour faire croire encore à des lendemains qui chantent. Seule la stratégie de la diversion, qui joue à plein, parvient encore à escamoter à leurs yeux les preuves du vrai complot que dénonce le père DUCHESNE. Et pourtant, comme elles sont évidentes ces preuves à celui qui se donne la peine de seulement les entrevoir. Revenons encore à ce système fiscal qui se met en place pour fonctionner à contresens, non pas, comme le voulait l'article 13 de la déclaration des droits de l'Homme de 1789 pour que chaque citoyen contribue à la contribution commune « *à raison de ses facultés* », mais pour faire exactement le contraire, pour alléger sans cesse davantage la participation de ceux qui peuvent le plus contribuer. Comment ne pas voir, par exemple, que la réforme des plus-values des particuliers, consacrée en 2004, en pleine hausse irraisonnée du prix de l'immobilier, qui a été provoquée parce que dans la pénurie résultant de l'abandon des politiques publiques en la matière, les capitaux stériles des accapareurs, dans leur soif de « *toujours plus* », sont venus massivement s'investir dans ce domaine, n'a été réalisée que pour servir ces derniers. Pourquoi, alors que la grande loi de 1976, unanimement saluée en son temps, prévoyait que l'exonération des plus-values n'interviendrait qu'au bout de vingt deux ans, voici, que, du jour au lendemain, quinze ans suffisent désormais pour dispenser de tout paiement ceux qui peuvent ainsi, en dépit de la flambée des prix, multiplier les acquisitions immobilières à titre spéculatif, pour faire croître, encore et encore, leurs indécentes fortunes et il faut être aveugle ou d'une particulière mauvaise foi pour affirmer que cette réforme profite à tout le monde dans la mesure où la résidence principale, le seul bien immobilier que la majorité des français puisse un jour acquérir, exonérée fiscalement, ne génère en conséquence aucune plus-value imposable. Mais ce n'est pas tout, non content de réduire comme peau de chagrin la période d'imposition, comme son quantum d'ailleurs dans la mesure où la plus-value est désormais rognée de 10% annuels dès la sixième année, celle-ci échappe à la progressivité de l'impôt sur le revenu. En d'autres termes, les plus riches, taxés dans la tranche supérieure qui, comme on le sait n'est plus que de 40%, échapperont même à cette pression pourtant bien modérée dans la mesure où il n'acquitteront sur leur plus value, qu'on devine pourtant conséquente, qu'un impôt sur le revenu de 16% c'est-à-dire à peine un peu plus que les foyers fiscaux qui perçoivent annuellement un revenu de 11 344 à 25 195 euros, qui eux sont allègrement taxés à 14%. Et ce n'est là qu'un exemple, car ce ridicule taux d'imposition s'applique désormais aux autres placements des accapareurs, comme les actions ou les obligations, c'est à dire les revenus mobiliers pour reprendre l'expression du fiscaliste.

L'accélération spectaculaire du déséquilibre.

Ces réformes conduites en 2004 font cependant pâle figure à côté du coup décisif porté au Peuple par le candidat des milliardaires, immédiatement après son élection, révélant bien ainsi la véritable nature de la mission qui lui a été confiée par ses vrais mandants. Le père DUCHESNE n'aura de cesse de dénoncer ce véritable scandale du « *bouclier fiscal* » qui semble cependant n'avoir ému personne, tant le principe de duplicité a, là encore, joué à plein. Voici que, pour la petite frange de gens immensément riches dans ce pays, on vient inclure dans le montant des impositions les cotisations sociales⁴⁹. C'est là littéralement le mariage de la carpe et du lapin car chacun sait bien que ces dernières n'ont, bien entendu, rien à voir avec l'impôt et il ne viendrait à l'idée de personne, en remplissant sa déclaration de revenus, d'y mentionner ses cotisations sociales telles qu'elles apparaissent sur la fiche de paie. Mais ce tour de passe-passe aboutit à mettre la minorité des accapareurs dans une sinécure fiscale jamais encore atteinte, au détriment bien sûr de l'immense majorité des contribuables qui eux, paieront pour eux ! En effet si, comme on l'a vu, les privilégiés ne bénéficient pas du taux extrêmement privilégié de 16%, voire carrément de l'exonération totale en raison de placements privilégiés, ils sont dorénavant assurés, en tout état de cause et en toute circonstance, de ne jamais payer un impôt supérieur à 38,9 % de leurs profits dont on a aucun mal à imaginer l'étendue⁵⁰. Et voici que, depuis l'instauration de ce bouclier fiscal, on peut désormais contempler ce spectacle honteux : les agents du Trésor, sollicités par simple lettre, venant verser en moyenne quatre SMIC par mois⁵¹ à 32 500 assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune – et ce sont point là, les chiffres du père DUCHESNE, mais ceux du rapport de la *commission des finances* de l'assemblée nationale elle-même – tandis que dans le même temps, une majorité de français, bien plus taxés à l'impôt sur le revenu, voient leur pouvoir d'achat se réduire comme une peau de chagrin ! C'est bien là la stratégie d'appauvrissement de la multitude au profit du petit nombre de richissimes que dénonce le père DUCHESNE et les chiffres sont, là encore, sans appel ! Ceux-ci n'émanent toujours pas d'une quelconque imagination délirante que l'on voudrait prêter à l'auteur de ces pages, mais du journaliste Eric TREGUIER du magazine *Challenges* qui, après avoir étudié le patrimoine des 500 plus fortunés de France, révèle que jamais ceux-ci ne s'étaient autant enrichis. Ainsi, rien que durant l'année 2006, bien avant le bouclier à paupériser le plus grand nombre, leur magot a fait un bond spectaculaire de 200 à 280 milliards d'euros, c'est-à-dire une augmentation de 40% tout de même ce qui correspond à 15% de la richesse nationale. Il y a encore dix ans, ils n'en contrôlaient que 6% et, cette tendance s'inscrit dans la durée et, par un effet « *boule de neige* » ira même en s'accroissant de manière spectaculaire, comme le démontrera le père DUCHESNE plus avant. Bien évidemment, si l'on se concentre sur le sommet de cette pyramide en or massif, le mouvement est encore plus spectaculaire. Ainsi, à lui seul, Bernard ARNAULT a vu sa rente personnelle s'accroître de près de 600% (!) sur à peine une décennie... Mais que personne ne se méprenne, ce n'est pas là « *stimulation du travail* », thèse soutenue par le mensonge officiel, mais le fruit de la simple mécanique du jeu des places financières comme le résultat de taux d'intérêts très bas favorisant ainsi rachats d'entreprises et spéculation. Désormais pour faire partie de ces cinq cents plus grandes fortunes du pays, il faut justifier de 60 millions d'euros soit quatre fois plus qu'en 1997. Pour constituer pareil patrimoine, il faudrait mettre au travail, pendant un mois, 50 000 travailleurs payés au SMIC !

⁴⁹ CSG, CRDS et prélèvement social.

⁵⁰ C'est-à-dire les cinquante pour cent annoncés diminués des 12,10 % de cotisations sociales.

⁵¹ 45000 € par an.

Il serait vain, par ailleurs, de tenter de justifier ce phénomène, qui mérite bien le nom d'accaparement que lui donne le père DUCHESNE, en faisant état d'on ne sait quelle tendance naturelle du développement économique car il s'agit bien d'un complot et celui-ci est récent. Une preuve de plus peut être trouvée dans les travaux remarquables conduits par Camille LANDAIS de l'*Ecole d'économie de Paris*, publiés en 2007, qui, actualisant pour les dix ans qui viennent de s'écouler les séries de l'économiste Thomas PIKETTY sur les hauts revenus entre 1901 et 1998, montrent que les inégalités de revenus ont littéralement explosé depuis 1998. C'est ainsi que, durant cette dernière décennie, tandis qu'à peine 0,01% des foyers les plus riches voyaient leur revenu réel bondir de 42,6%, 90% des ménages français ne connaissaient qu'une augmentation minimale de 4,6%, largement inférieure à l'augmentation du coût de la vie pendant cette durée qui était de 15,7%. Ce rapport du simple au décuple révèle bien, n'en déplaise aux menteurs gouvernementaux, la stagnation des revenus du travail et de l'activité par rapport à ceux du patrimoine et, que ces mêmes charlatans ne viennent pas avancer que l'on favorise l'initiative et l'entreprise dans la mesure où – et ce sont là les statistiques de l'INSEE – entre 1996 et 2004, dans une période plutôt marquée, du moins au début, par une embellie économique, artisans et commerçants n'ont vu leurs revenus progresser que de 17% tandis que l'inflation cumulée dans le même temps s'élève à 13,9%. Le journal « *Le Monde* », quant à lui, dans son édition du 20 Juillet 2007, révélait que les 2,2 millions de chefs d'entreprise que comptent la France, dirigeant, pour la plupart, des établissements de très petite taille et, lorsqu'ils sont salariés de leur propre affaire, leur salaire annuel net moyen s'élevait, en 2005, à 49 700 euros, soit un niveau très proche de celui des cadres du privé⁵².

C'est bien là la concrétisation de ce complot, qui a vu le jour depuis la fin des années soixante dix, et dont le but est le retour à l'Etat libéral du dix-neuvième siècle qui, comme le démontrera le père DUCHESNE dans la seconde partie de son propos, était au service exclusif d'une petite minorité de riches. Ce retour en arrière est d'ailleurs reconnu par les spécialistes comme l'économiste américain Bradford DE LONG qui déclare « *On est aujourd'hui face à un phénomène comparable à celui qui accompagna, au dix-neuvième siècle, des rois de l'acier et du rail. Les fortunes se concentrent dans des proportions jamais vues depuis Rockefeller* ». Et qui d'autre que les bénéficiaires de ce racket sociétal eux-mêmes, pourraient mieux conforter les propos du père DUCHESNE ? Ainsi la première fortune du monde désormais, Warren BUFFET, qui après avoir constaté que « *le résultat est que j'ai été taxé à hauteur de 17,7% sur les 46 millions de dollars que j'ai encaissé l'année dernière tandis que ma secrétaire qui empoche annuellement 60 000 dollars a reversé au Trésor, trente pour cent de ses revenus* » déclarait « *Il se trouve que la société de marché récompense dans des proportions outrageusement élevées le genre de talent dont la nature m'a pourvu. C'est la même chose que pour Mike TYSON. Du temps où il étendait un type en dix secondes il empochait immédiatement dix millions de dollars ! Mais si vous êtes un professeur d'élite ou une infirmière de grande classe vous serez payé avec un lance-pierres* ». Bill GATES, la désormais seconde fortune du monde, n'est pas en reste pour déclarer à son tour « *Si les riches ne payent pas leur part ce sont ceux qui vivent de leur travail qui paieront l'addition !* ».

Bien sûr l'Amérique libérale est loin d'être la tasse de thé du père DUCHESNE, mais celui-ci reconnaît volontiers que règne dans ce pays un grand sens moral. Ainsi, là-bas comme ici, la dernière touche à la réforme fiscale pour pérenniser à jamais la nouvelle aristocratie de l'argent, a consisté à supprimer des droits de succession, ce que constate encore Warren

⁵² 44 600 euros la même année.

BUFFET : « *Abolir, comme le veut BUSH, les droits de succession équivaut à sélectionner parmi les rejets des médaillés olympiques ceux qui participeront aux jeux de 2020* ». Conscients alors sans doute du caractère profondément injuste d'une telle réforme, c'est près de 1300 grandes fortunes américaines qui, en 2003, ont signé un manifeste contre la suppression des droits de succession parce que, dit le texte « *(ils) ont pour vertu de combler une partie du fossé qui ne cesse de se creuser entre les riches et les pauvres* ». Les accapareurs qui saccagent notre pays n'ont guère pareils scrupules, aussi leur valet servile en gilet rayé, sitôt son élection à la présidence de la République assurée, s'est empressé de mettre à mal les finances publiques déjà fort atteintes, afin de supprimer l'essentiel des droits de succession, mesure qui, en raison des larges abattements qui existaient auparavant sur les patrimoines modestes⁵³, ne bénéficie qu'aux 10 % de Français les plus fortunés, qui détiennent 50 % de la richesse du pays. L'aristocratie de l'argent devient désormais héréditaire, tuant du même coup toute idée d'égalité des chances, mais l'arrogance et l'impudence du promoteur d'une si scélérate réforme est telle, que celui-ci ose affirmer : « *L'égalité des chances c'est que celui qui n'a pas la chance d'hériter puisse un jour par son travail se constituer le même patrimoine que celui qui en a hérité* ». Devant pareille insulte au bon sens et au bon Peuple, que peut-on faire sinon citer le Figaro de BEAUMARCHAIS : « *Aux vertus qu'on exige d'un domestique, je ne connais pas de gentilhomme qui serait digne d'être valet* » ?

Les choses étant si limpides et la situation si caricaturale, du moins pour celui qui consent à faire l'effort de s'extraire des effets perniciose de l'incessante propagande médiatique, que l'on peut raisonnablement penser que, la crise aidant, la condition de chacun se dégradant de jour en jour avec une constance implacable, conséquence inéluctable du système de spoliation général mis en place, la prise de conscience du complot deviendra vite une réalité. Alors enfin le Peuple comprendra qu'il peut tout parce qu'il est le tout et il entreverra l'immense enjeu de la démocratie vraie. Il concevra qu'il est possible de vivre dans un monde de plein emploi sans renoncer à sa liberté ni opter pour le totalitarisme, qu'il est un idéal de justice sans pour autant céder à l'utopie et qu'il est possible d'instaurer une réelle fraternité en renonçant à jamais à quémander la caresse du puissant.

La stratégie de la non réinsertion.

Tous ceux qui ont œuvré dans la politique de l'insertion sociale savent la grande hypocrisie qui y règne. A chaque rendez-vous électoral, un nouveau gadget est annoncé à grand renfort de tambours et de trompettes. En 1995 était institué un « *commissaire à l'emploi* » par département, un homme providentiel qui allait tout changer. Deux ans plus tard, une nouvelle politique offensive s'appuyant notamment sur les « *emplois jeunes* », nouvellement créés, allait enfin mettre un terme à l'insécurité du chômage et à l'exclusion. Aujourd'hui, après qu'entre temps une jeunesse dynamique et mobilisée ait rejeté, de manière cinglante, une prétendue nouvelle panacée qui n'était qu'un contrat à précariser l'emploi, un nouvel outil miracle est annoncé : un contrat unique d'insertion, un nouveau gadget dont on peut être sûr, une fois l'effet d'annonce exploité, de l'échec patent et assuré. C'est sans doute la raison pour laquelle, conformément au vieil adage « *diviser pour régner* », on préfère stigmatiser les bénéficiaires du RMI dont la réputation de fraudeurs ne serait plus à faire. Et voici que la propagande prend le relais : le journal de treize heures de TF1 vient illustrer la salutaire lutte à mener contre les

⁵³ 75% en effet des français n'acquittaient pas cet impôt.

fraudeurs en montrant le spectacle pitoyable d'une mère de famille isolée avec quatre enfants, coupable d'avoir omis de déclarer six mois d'un travail précaire, ce qui aurait entraîné la colossale fraude d'un trop perçu provisoire de *l'allocation parent isolé*. « *Qui trompe-t-on ?* » demande le père DUCHESNE et il répond « *Le Peuple !* », « *Qui méprise-t-on ?* » demande toujours le père DUCHESNE et il répond encore « *Le Peuple ! Le Peuple qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. Le Peuple qui voit chaque jour tout augmenter tandis que ses revenus stagnent ou régressent. Le Peuple confronté a des choix cornéliens pour simplement survivre !* ». Parmi les dernières rodomontades du président des richissimes en effet, il est allégué d'une gabegie généralisée du RMI mais en réalité il n'existe pas la moindre statistique ou étude tendant à démontrer la réalité des fraudes sur ces prestations. En revanche, alors qu'il est systématiquement demandé à l'allocataire oublieux tout reversement d'un éventuel indu, on dispose de statistiques précises qui démontrent, qu'au plan fiscal, ce sont aux environs de 29 milliards d'euros qui n'entrent pas dans les caisses de l'Etat en raison de la fraude. Mieux encore, on sait avec certitude, comme le relève le *S.N.U.I.*⁵⁴, que les gros patrimoines, dont on a vu pourtant combien modeste est la pression fiscale qui pèse sur eux, comptent au moins pour 11% dans cette gigantesque malversation. On sait donc, avec précision, à qui s'adresser pour récupérer des sommes colossales, indûment détournées, mais on préfère s'attaquer aux pauvres. C'est si simple : les petits ne peuvent pas se défendre !

Voilà le triste état des lieux de la politique de l'insertion aujourd'hui ! Pourtant quiconque s'intéresse à ce problème douloureux comprend très vite que celui-ci est loin d'être insoluble. En d'autres termes des recettes éprouvées et efficaces existent mais se heurtent à une volonté délibérée de ne pas les mettre en œuvre et le père DUCHESNE va, encore une fois, en apporter la preuve ! Chacun sait aujourd'hui qu'une des raisons majeures du problème de l'emploi tient à un défaut de qualification des exclus du travail alors que, dans le même temps, des entreprises déplorent chaque jour de ne trouver la main d'œuvre qualifiée qu'elles recherchent. Inutile, dès lors, d'être grand clerc pour comprendre que si l'on donnait une qualification professionnelle à des personnes sans emploi, précisément dans ces secteurs où la main d'œuvre fait cruellement défaut, cela entraînerait une baisse significative du nombre de demandeurs d'emploi, pour le moins à hauteur du besoin exprimé par les employeurs potentiels. Une part prépondérante de la réponse au problème du sous-emploi consiste donc à savoir s'il est possible, à brefs délais, de dispenser une qualification professionnelle crédible aux personnes sans travail, afin de répondre aux besoins de l'économie du pays. La réponse est indubitablement affirmative. Un organisme existe, dont tout le monde connaît le sérieux, l'efficacité et le savoir faire, qui assure avec succès, depuis déjà cinq décennies, plus de cinq cents formations qualifiantes, débouchant toutes sur des vrais diplômes, ceux-là même que distribuent les formations initiales et ceci, en quelques mois à peine grâce à une pédagogie éprouvée, avec des taux de réussite qui avoisinent souvent 80 à 90%. Ces formations sont, en outre réputées auprès de tous les professionnels, qui reconnaissent volontiers leur sérieux et leur indéniable efficacité et c'est bien pour cette raison que les statistiques révèlent que, près de 70 % des diplômés, toutes formations confondues, ont retrouvé un emploi dans les six mois qui suivent la fin de leur formation. Cet organisme, le lecteur l'aura deviné, c'est l'*Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)*. Il n'est donc nullement saugrenu d'imaginer que l'*AFPA* occupe une place de choix dans l'arsenal de la lutte pour l'emploi et que les chômeurs y sont massivement orientés. Erreur là encore ! C'est moins de cent mille formations sur toute la France qui sont dispensées par cet organisme au

⁵⁴ *Syndicat National Unifié des Impôts.*

profit des demandeurs d'emploi dans une année. Et pour cause, jamais ou presque, ces offres de formation ne sont proposées aux chômeurs. Seuls en réalité ceux qui connaissent l'information et se montrent suffisamment persuasifs auprès de l'ANPE pourront bénéficier de cette réelle et quasiment unique opportunité de réinsertion, c'est-à-dire un nombre infime de personnes, bien moins de un sur vingt cinq, tandis que les entreprises continuent de se plaindre chaque jour davantage du manque de personnel qualifié. Que propose-t-on alors aux exclus ? Rien ou presque ! Ils servent le plus souvent d'alibi à quelques « *marchands de soupe* », des professionnels de la misère qui vont venir drainer à leur profit l'argent public des politiques de réinsertion en dispensant des préformations, des cycles de sensibilisation, des techniques de valorisation personnelle, des bilans de compétences, bref autant de stages « *bidons* » payés à prix d'or, et dont le dénominateur commun est l'absence de crainte de sombrer dans le ridicule : c'est « *la réinsertion par le théâtre* » ou encore « *l'analyse transactionnelle pour développer sa stratégie de valorisation* » et pourquoi pas « *le "relooking" au service de la recherche d'emploi* »...

La réalité est que, comme naguère encore les curés des campagnes faisaient miroiter aux mal-pensants les foudres de l'enfer, les politiques sont bien contents d'instituer en marge de la société cette frange d'exclus, un peu comme un épouvantail ou une menace pour les autres. Cette sorte de « *cour des miracles* », vestige d'une époque surannée, est consciencieusement maintenue en état par des « *professionnels de l'insertion* » qu'ils ont eux-mêmes mis en place. Un jour alors que, sous préfet, président d'une *commission locale d'insertion*, le père DUCHESNE visitait, dans une ville rurale moyenne, une *Permanence Accueil Information Orientation (PAIO)* il découvrit, quelque peu abasourdi, qu'ils étaient là six employés à temps complet, sous la conduite d'une directrice, qui reconnut alors devant lui accueillir trois cent dix jeunes par an et, bien entendu, rien n'interdit de penser qu'elle ait pu gonfler sa propre statistique. Comme c'est là la seule mission de cet organisme et que la durée de la visite moyenne est de l'ordre de vingt minutes, le père DUCHESNE laisse le soin au lecteur de calculer le temps effectif de travail de chacun de ces agents, dans des locaux ultra modernes, où chaque poste de travail était équipé d'internet afin, sans nul doute, de permettre à chacun d'occuper son oisiveté ! Comment ne pas croire alors que, dans le cynisme ambiant, pareilles personnes n'aient plus qu'un souci en tête : que pareille sinécure perdure à jamais et, pour ce faire, s'ingénient à tout mettre en œuvre pour maintenir la justification même de leur existence, le maintien de la présence d'exclus.

La situation que vient de décrire le père DUCHESNE ne doit pas surprendre car elle est le fruit d'une stratégie concertée de la part de la caste politique et relève d'une volonté délibérée de maintenir une frange de la population dans un état d'exclusion sociale. Il est d'ailleurs possible, là encore, d'en apporter la preuve. Ainsi si, comme le fait le père DUCHESNE, quelqu'un viendrait à préconiser une réelle politique de plein emploi, consistant en une résorption immédiate du chômage existant, par la mise en place d'une politique de grands travaux par exemple, que n'entendrait-on pas de la part des tenants de la « *pensée unique* » ? On imagine aisément les commentaires : « *Il s'agit bien là d'une proposition démagogique émanant d'un irresponsable complètement déconnecté des réalités économiques* » ou encore « *Voilà une ruineuse initiative qui ne peut que conduire l'économie du pays au chaos* » et bien entendu on stigmatisera la grande ignorance du porteur de la proposition « *Une telle proposition dénote une parfaite méconnaissance des rouages les plus élémentaires de l'économie du pays* », etc... Mieux même, le père DUCHESNE serait prêt à parier que, nombreux parmi les lecteurs de ces lignes, dans leur for intérieur, partagent peu ou prou ces réflexions en se disant quelque part que la réduction à zéro du nombre de chômeurs, du jour au lendemain, est impossible. C'est là, il en est

persuadé, un des effets de la propagande des accapareurs car une telle politique du plein emploi est tout à fait envisageable immédiatement et à dépenses publiques constantes comme il va le démontrer maintenant. En 2003, un rapport du *commissariat au plan* estima que, rien que pour les aides de l'Etat aux entreprises, c'est-à-dire les exonérations générales concernant les bas salaires, celles liées à la *RTT* depuis 1996, celles qui accompagnent les dispositifs ciblés de la politique de l'emploi ainsi que les exonérations territoriales sur certaines zones géographiques comme les *zones franches urbaines*, leur montant pouvait être chiffré à 15 milliards d'euros pour l'année 2001. En 2005, contraint par la fameuse affaire *Hewlett-Packard*, le premier ministre de l'époque chargea alors le *Conseil d'orientation pour l'emploi (COE)*, un organisme ad hoc composé de cinquante élus, de rendre une étude « *d'évaluation de l'utilisation et l'efficacité des aides publiques accordées aux entreprises* ». S'appuyant sur l'étude précédente en y ajoutant les aides des collectivités territoriales, le *COE* estima⁵⁵ alors que le montant des aides versées atteignait 3,5% du PIB soit le chiffre astronomique de 60 milliards d'euros par an⁵⁶.

Mais le plus scandaleux n'est pas tant cette gabegie financière qui, on l'imagine bien, creuse les déficits publics et met à mal la sécurité sociale sans compter qu'elle tend à tirer les salaires vers le bas par une incitation des employeurs à privilégier les recrutements au SMIC, mais le prétexte avancé qui est l'aide à l'emploi. Or ne suffit-il pas de se référer aux chiffres mêmes du chômage pour constater que ces aides sont consenties, sans le moindre effet, en pure perte ! C'est du reste ce à quoi concluait la *cour des comptes* dans un rapport tenu secret mais révélé en août 2006 par le quotidien *Les Echos*. Cette dernière, passant en revue les politiques d'allègements de charges depuis 1993, les juge, très coûteuses, incontrôlées tout en pointant le manque d'évaluation quant à leurs véritables effets sur l'emploi. C'est bien là, la preuve de ce qu'avance le père DUCHESNE c'est-à-dire la volonté délibérée de préserver un « chômage épouvantail ». En effet, et le calcul est aisé à faire par n'importe qui, soixante milliards d'euros cela représente pas moins de quatre millions de personnes qu'on aurait pu, dans la même durée, employer sur un vrai travail, rémunéré au SMIC, charges sociales incluses. C'est-à-dire, si on tient compte d'un volant de chômage incompressible, le double des demandeurs d'emploi recensés. En d'autres termes les dépenses publiques consenties aujourd'hui annuellement permettraient d'employer, sans un euro de dépense supplémentaire, tous les chômeurs, au SMIC, pendant deux ans ! Et que l'on ne vienne surtout pas servir l'argument fallacieux : « *Pourquoi faire ?* », alors qu'il n'existe plus de politique publique, qu'on manque cruellement de logements ce qui a abouti à cette bulle spéculative qui est aujourd'hui en train d'exploser, que la politique de santé est devenue catastrophique quand, tous les ans, 750 000 personnes, soit un patient sur vingt, sont victimes d'une infection nosocomiale dont 4000 ne survivent pas⁵⁷, que la politique industrielle est inexistante et le père DUCHESNE pourrait multiplier les exemples à l'envi.

⁵⁵ Voir l'article paru dans *Le Figaro* du 24 janvier 2007 « *Aides publiques : le jackpot des entreprises* ». ».

⁵⁶ A titre de simple comparaison le budget de l'éducation nationale, le plus important et de loin, s'élève à 58 milliards d'euros en 2008.

⁵⁷ C'est d'ailleurs devenu la grande peur des français selon l'enquête *Ipsos* réalisée du 10 au 13 janvier 2006 qui montre que 73% d'entre eux placent les risques d'infection, en cas d'hospitalisation, en tête de leurs préoccupations bien devant les erreurs médicales (67%) tandis que les trois quarts des sondés estiment être mal informés.

Le pourquoi du possible : le subterfuge.

Face à ce qu'il convient bien de nommer duplicité, servie par le principe du même nom, une grande question se pose : pourquoi, alors que les choses paraissent de plus en plus claires, quand chaque jour un mauvais coup de plus est porté à l'immense majorité des citoyens pour toujours enrichir le palais des nantis, alors que l'information, grâce à internet notamment, circule en temps réel et sans contrainte, le Peuple de France ne prend-il pas tout simplement en charge sa propre destinée au lieu de toujours la confier à celui là qui ne cesse de le trahir ? Question singulière en effet, pourquoi dans la patrie de VOLTAIRE et de ROUSSEAU qui l'a vu naître, la vraie démocratie, non seulement ne trouve à s'appliquer, mais ne compte même pas de défenseur ? L'explication tient à ce que le père DUCHESNE nomme le subterfuge qui renvoie à la notion d'infrastructure et de superstructure de l'analyse marxiste et que l'on peut résumer de la manière suivante : tout ce qui se diffuse comme information dans cette société de l'injustice n'est que tromperie. C'est bien là aussi ce que, au début du siècle dernier, théorisait GRAMSCI, déjà cité par le père DUCHESNE, en défendant l'idée d'une aliénation culturelle. Plusieurs constantes peuvent être dégagées dans ce subterfuge dont il convient maintenant de cerner les contours.

La culture de l'égoïsme.

Le brave bougre du père DUCHESNE vient de montrer comment le système fiscal tend à devenir aujourd'hui un formidable outil au service de l'accaparement, quittant ainsi la mission que lui avait confié l'Etat providence, qui était d'assurer une plus juste répartition des richesses après la distribution, par nature aveugle, qui résulte du jeu premier du marché. Le résultat ne se fait pas attendre et, chacun voit et constate que l'infime minorité des riches est de plus en plus riche et installe son opulence dans la durée comme une nouvelle et indéboulonnable aristocratie tandis que, dans le même temps, les pauvres s'enfoncent chaque jour davantage dans la précarité avec, entre les deux, les classes dites moyennes, qui se sentent elles aussi, et de plus en plus, menacées par la paupérisation. Faut-il encore ajouter combien cette situation est singulière et irrationnelle : l'immense majorité du pays, mise à la diète permanente, pour satisfaire l'avidité de quelques uns ! L'auteur de ces lignes le répète : cet état de fait ne peut perdurer que par un conditionnement programmé des masses. Celui-ci est le fruit d'une stratégie concertée qui repose sur autant d'idées forces, distillées en permanence dans le corps social, comme un venin mortel. Celles-ci sont rabâchées sans cesse par la voie officielle des grands médias omniprésents. Elles ne datent pas d'hier. Toujours elles ont représenté l'opportun secours de tous les oligarques. Identifiées de longue date, par les pères fondateurs de notre République, elles furent solennellement brûlées sous la forme d'autant de mannequins de bois le jour de la fête de l'Etre Suprême. Elles ont pour nom égoïsme, athéisme, ambition et fausse simplicité.

L'égoïsme en premier lieu ! « *Et moi, et moi, et moi !* ». Pulsions vitales déviées, réminiscence atavique et illusion fatale ! Comment peut-on croire, sans manquer de raison, que de l'intérêt mesquin particulier puisse jaillir le commun profit ? C'est bien là l'hypocrisie sournoise de la pensée dite libérale qui, pour nous faire croire qu'elle est autre chose que ce « *galimatias inexplicable* » de la loi du plus fort que stigmatisait l'éternel Jean Jacques, cherche à faire sombrer la raison dans les abysses des plus bas instincts primitifs comme le ferait une vieille putain syphilitique en se parant d'artifices pour berner le client. Un exemple, pris à l'échelle planétaire suffit pour révéler l'irréductible fausseté de ces raisonnements pervers et intéressés : les sept milliardaires les plus riches de la planète pourraient, à eux seuls, fournir un minimum

vital au quart le plus démunie de la population mondiale. Combien d'années, de décennies, de siècles encore avant que tout un chacun ne découvre l'ivresse et le bonheur de l'idéal forgé en commun ? Pour comprendre ce grand mystère de l'égoïsme contreproductif omniprésent il faut, avant toute chose, bien prendre en compte la grande nocivité sociale des accapareurs, ceux-là même que le père DUCHESNE a décrit comme se plaçant au-delà de toute logique d'un maximum général. « *A quoi bon un salaire minimum – disent-ils – puisqu'il n'y a pas de salaire maximum !* ». Ces êtres sans foi ni loi, qui prennent à la collectivité plus qu'il n'est décent et raisonnable au détriment du plus grand nombre, par la puissance économique qu'ils ont ainsi usurpée, peuvent tout. C'est tel prétendu artiste à la barbichette qui acquiert, dans l'un des endroits les plus huppés de la côte Atlantique, une énième résidence secondaire et qui, pour sa seule quiétude, va réussir, à coup de millions sans doute, à évincer une voisine âgée gênante pour l'envoyer directement crever à l'hospice. C'est ailleurs encore un mutant médicinal, accusé sur le fondement d'éléments accablants apportés par l'accusation, d'avoir gaiement tripoté jeunes éphèbes, qui se voit tout à coup blanchi (sans mauvais jeu de mots), parce qu'un jury considère qu'il subsiste des doutes...

Les exemples sont légion et les égrener conduirait l'honnête homme à la nausée tant ils démontreraient que dans une société où l'argent est tout, tout est permis à ses détenteurs. Cette engeance possédante, qui ne peut que susciter une profonde et légitime répugnance chez l'homme du Peuple, dont toute morale n'est fondée que sur l'égoïsme le plus forcené, réussit pourtant, par la mainmise d'une doctrine unique et inique qu'elle distille et serine en permanence à tous, le tour de force de réunir les foules dans une sorte de collectivisme clientéliste béat qui ne peut s'analyser et se définir que comme la connerie érigée au rang de système. Connerie en effet et connerie suprême que ces gens du Peuple qui, au lieu de percevoir, de prendre en compte et de faire fructifier et éclater la richesse unique qu'ils ont en chacun d'eux, ne trouvent rien de mieux à faire que de s'extasier devant des prétendues idoles qu'ils soient du football, de la chanson, du cinéma ou d'ailleurs. « *Peuple servile, misérables crétins – leur crie le père DUCHESNE – les milliards de zizou, ce sont vos emplois qui les payent !* ». Il est stupéfiant en effet de constater, un peu à l'image des praticiens de la Rome antique qui regroupaient autour d'eux des représentants de la plèbe pour former leur « *clientèle* », la propension si grande des petites gens qui idolâtraient et se complaisaient à s'identifier, jusqu'à nier même leur essence, à des êtres sur papier glacé, qui n'ont, bien entendu, pour eux, que mépris. Comment alors ne pas douter, ne pas désespérer ? Comment croire que ces esclaves briseront leurs liens quant ce sont eux-mêmes qui se sont enchaînés ? Car cette adoration, qui n'est même pas d'un autre âge, George Bernard SHAW écrivait à juste titre que « *Le sauvage se prosterne devant les idoles de bois et de pierre, l'homme civilisé devant les idoles de chair et de sang.* »⁵⁸, contribue de la manière la plus sûre à asseoir la tyrannie des accapareurs. En réalité les racines sont profondes et correspondent vraisemblablement à un stade de l'évolution de l'homme social. La dynamique fondamentale de la mainmise de toute oligarchie repose en effet sur le modèle de la « *clientèle* » romaine que le père DUCHESNE évoquait à l'instant. Dans la Rome antique, au temps de la république, tout praticien développait et entretenait autour de lui, une « *clientèle* » plébéienne, des gens du Peuple qui se rangeaient ainsi sous l'aura protectrice du cacique, lequel ne tenait d'ailleurs sa seule puissance que de la constitution de cette « cour » privée. Les choses n'ont, en définitive, pas changé même si elles sont devenues plus subtiles et moins voyantes ! Dans certains terroirs du

⁵⁸ Bernard SHAW « *Les Pensées.* », éditions le Cherche-Midi, collection « *Les pensées* », 1992, 185 pages, page 74.

rural profond, il n'est pas rare de trouver encore quelque conseiller général ou sénateur se déplaçant toujours, entouré de sa suite de valets complaisants, réunis en cortège. Mais de manière plus fréquente c'est le « *star system* » qui a pris le relais. On voit certes moins souvent des têtes baissées, des casquettes que, penaud, on tortille de ses doigts devant le puissant mais, à la place, une identification maladroite à l'autre, à ce potentat médiatisé. Une idolâtrie béate qui ne peut être inspirée que par le mépris de soi-même pour des êtres serviles qui ne comprennent pas que se soumettre c'est toujours ce démettre.

En matière de démocratie en effet, il n'est de demi-mesure : ou le Peuple gouverne ou c'est quelqu'un d'autre qui le fait à sa place ! Dans cette seconde hypothèse, on retrouve toujours trois constantes : une minorité dominante, une fausse légitimité et la complicité de certaines élites. En revanche quand la victoire du Peuple est avérée, celle-ci est totale et plénière et tend à devenir irréversible. La raison en est que, pour exister la démocratie a besoin de l'individu aussi n'est-il pas exagéré de dire, contrairement aux assertions de la propagande des accapareurs, que le pouvoir populaire en s'installant aboutit au triomphe de l'individualisme. Toute démocratie vraie repose en effet sur le principe fondamental de l'égalité entre les êtres. Celui-ci ne se conçoit que comme la reconnaissance de l'autre comme une entité différente, pleine et entière. Le bonheur commun, qui est le but de la société, est alors de permettre à chacun de réaliser son individualité, sa richesse unique et différente. C'est la raison pour laquelle toute société réellement démocratique devient invincible car elle s'enrichit des différences de chacun de ses membres contrairement aux autres organisations sociales, qui se bornent à préserver les privilèges de quelques-uns. Ainsi à chaque fois qu'un individu se soumet, de quelque manière, à un autre, que se soit pour lui obéir aveuglément comme un petit serf docile ou pour lui vouer un culte de béate admiration, il abandonne, avec sa liberté, tout ce qui fait l'essence même de son être unique. C'est alors un peu de la République qui meurt ! Les révolutionnaires de 1793 l'avaient bien compris, eux qui consacrèrent, dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, un article 18 ainsi rédigé : « *Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre, ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.* ». Les privilégiés savent bien que la victoire de l'individu, en mettant en péril leur prétendue suprématie, entraînerait inmanquablement leur défaite. Aussi les sociétés contemporaines ne sont, contrairement à une idée reçue, nullement individualistes mais se fondent au contraire sur une sorte de collectivisme de l'idolâtrie. Que l'on songe seulement à l'agitation médiatique, quasi hystérique, lors des coupes du monde de football ou encore à l'occasion de la disparition d'un pape à qui, il est vrai, les accapareurs doivent beaucoup. A cet égard, dans la République laïque, la patrie des Lumières, l'ennemie de toujours de l'obscurantisme, le père DUCHESNE aura du subir, lors du journal télévisé de vingt heures, la réflexion éclairée d'un journaliste à propos du pontife défunt : « *Il n'aura pas de difficulté à monter au ciel !* ». Cette crétinisation institutionnelle est indispensable aux nantis pour maintenir leur mainmise sociale. Comment s'étonner alors de l'avilissement croissant des programmes télévisuels, du boom de la télé-réalité et du néant : l'intelligence est l'ennemie des possédants, la lucidité, la réflexion, la sagesse les alliés naturels de la démocratie et du pouvoir du Peuple c'est-à-dire de la République. Lorsque le discernement deviendra monnaie courante, le bonheur de tous sera proche.

« Si Dieu n'existe pas, tout est permis ! ».

La prise de conscience, qu'appelle le père DUCHESNE de ses vœux, passe nécessairement par une substitution aux fausses valeurs mercantilistes qui fondent la société d'aujourd'hui, des valeurs immanentes et éternelles du Peuple de France qui a tracé la voie à l'humanité toute entière. Ce sont bien sûr l'amour de la Liberté qui implique, au plan juridique, la consécration la plus large des libertés publiques et des droits fondamentaux et, en premier lieu parmi toutes, la liberté de penser et de faire part aux autres de sa propre opinion face à la dictature de la « *pensée unique* » et du dogme libéral. La soif de l'Egalité aussi face à la sacralisation de la mainmise des accapareurs sur les richesses de tous, en seule réponse à la déification de la réussite loterie. L'instauration de la sûreté pour chacun encore, tant sur le plan social, avec l'octroi d'une véritable sécurité sociale et non le système moribond actuel qui n'en a que le nom, que sur le plan individuel par l'adoption d'une politique réellement sécuritaire afin de permettre à chaque citoyen de jouir paisiblement de sa propriété, fruit de son labeur, face à l'instauration progressive de communautarismes rivaux et à la promotion du laxisme démagogique. Une culture de la vertu enfin, avec l'apologie de l'effort et du travail face à la promotion de la magouille et de la paresse, la glorification de la solidarité et de la fraternité face à la sempiternelle maxime : « *diviser pour régner* ». Un tel idéal ne saurait se fonder sur les préceptes matérialistes, qui scellent la philosophie des accapareurs. Celle-ci semble totalement aujourd'hui fondée sur une nouvelle religion : le darwinisme triomphant. C'est là un dogme et malheur à celui qui douterait de son bien fondé. Le darwinisme c'est la clé universelle qui explique tout ! Le fait que, dans ces tentatives appliquées à la société, la sélection naturelle ait abouti à l'idée que des « *racés supérieures* » ont vocation à dominer les autres, au nazisme et à tant de massacres, comme l'a si bien montré Bernard BRUNETEAU, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble, dans son ouvrage « *Le siècle des génocides*. »⁵⁹, importe peu, la société des accapareurs à trouvé dans DARWIN son prophète, qui prétend tout prévoir et tout expliquer par le hasard et la sélection naturelle et, en premier lieu, l'homme dans toute sa complexité ! L'éthique, la morale, l'aspiration à un absolu, la richesse et la magie de l'individualité tout cela ne résulte que de la fermentation erratique de quelque molécule animale. Quelques travaux scientifiques viendraient timidement esquisser quelque explication alternative, formuler par exemple l'hypothèse de l'« *intelligent design* » qui met en avant, dans l'évolution des espèces, comme des « *déclics* » qui ne peuvent être dus au hasard, qu'aussitôt l'anathème du « *créationnisme* » est jeté sur ses auteurs tandis que le délit d'opinion ainsi commis est stigmatisé abondamment dans les médias. On ne saurait ainsi douter de la nouvelle religion matérialiste de laquelle on pourra aisément déduire que la minorité d'accapareurs est imposée par la nature elle-même, qui nous révèle que l'homme n'est qu'un porc hasardeux, dépourvu de toute faculté d'analyse, de discernement et de réflexion et pour qui la société n'a qu'un devoir, lui permettre de patauger indéfiniment dans la bauge de ses plus bas instincts. Ce darwinisme dictatorial génère l'athéisme qui s'impose partout en usurpant le poids de l'évidence.

Pourtant, alors que cette théorie fort opportunément adoptée par tous les oligarques, s'est imposée sans partage depuis plus d'un siècle, elle n'a toujours pas fait l'objet d'argument décisif : aucune preuve de la sélection darwinienne n'a jamais été rapportée par ses partisans. Mieux encore, dans de nombreux domaines, des spécialistes de la science, qui n'ont rien de

⁵⁹ B. BRUNETEAU « *Le siècle des génocides : Violences, massacres et processus génocidaires de l'Arménie au Rwanda.* », éditions Armand Colin, collection « *L'histoire au présent* », 2004, 253 pages.

mystiques illuminés attachés au principe de la création du monde en sept jours, réfutent les modèles darwiniens. Dans un récent et passionnant ouvrage, « *Le darwinisme, envers d'une théorie* »⁶⁰, Jean François MOREEL, docteur en biochimie, spécialiste de la génétique moléculaire et de l'embryologie, dénonce la manière avec laquelle tout argument qui va à l'encontre de la théorie officielle est systématiquement passé sous silence auprès d'un public jugé, d'entrée de jeu, inculte tandis que depuis la paléontologie jusqu'à la biologie moléculaire, les travaux de recherche se heurtent de plus en plus au dogme darwinien. Mais aujourd'hui, les avancées de la raison sont telles, que la menace devient palpable sur la religion des accapareurs aussi leurs valets serviles, les politiques, s'empressent de prendre le relais pour imposer, par la force, la vérité officielle. Voici qu'à la fin de l'année 2007, le *conseil de l'Europe*⁶¹ demande aux Etats de « *s'opposer fermement à l'enseignement du créationnisme* » et à « *promouvoir l'enseignement de l'évolution en tant que théorie scientifique fondamentale dans les programmes généraux d'enseignement* » car « *incontestablement, l'évolution est une véritable science.* ». Il va sans dire qu'il est largement fait appel à la technique de l'amalgame, si pratique comme l'a montré le père DUCHESNE en évoquant les théories du complot, et ainsi tout ce qui pourrait s'opposer au darwinisme est opportunément regroupé sous l'unique vocable si commode de « *créationnisme* », lequel, selon la résolution adoptée, « *si l'on n'y prend pas garde, peut être une menace pour les droits de l'homme...Il est du rôle des parlementaires du Conseil de réagir avant qu'il ne soit trop tard.* ». Bien entendu la technique de l'affirmation péremptoire n'est pas en reste : « *D'un point de vue scientifique, il n'y a absolument aucun doute que l'évolution est une théorie centrale pour notre compréhension de la vie sur terre.* » ou mieux encore « *A l'heure actuelle, les scientifiques de toutes nations et toutes religions s'accordent sur la réalité de l'évolution.* » ce qui implique bien évidemment que l'assemblée « *encourage* » donc les Etats membres à « *s'opposer fermement à l'enseignement du créationnisme* » et à « *promouvoir l'enseignement de l'évolution en tant que théorie scientifique fondamentale dans les programmes généraux d'enseignement* » car c'est « *essentiel pour l'avenir de nos sociétés et de nos démocraties* ». Dans cette tentative désespérée pour sauver un dogme suranné, la démarche en devient même risible : ainsi la recherche contre le sida, la prise de conscience des risques du changement climatique (Quel est le rapport avec l'apparition des espèces ?) sont impossibles « *si l'on ne comprend pas les mécanismes de l'évolution* » et il faut toujours garder le meilleur pour la fin : « *Du médecin qui par l'abus de prescription d'antibiotiques, favorise l'apparition de bactéries résistantes, à l'agriculteur qui utilise inconsidérément des pesticides entraînant ainsi la mutation d'insectes sur lesquels les produits utilisés n'ont plus d'effets, l'évolution est partout présente.* »⁶².

Cette religiosité de bas étage, que Darwin lui-même eut dénoncé, ne doit pas surprendre car, comme l'écrivait ROBESPIERRE : « *L'athéisme est aristocratique ; l'idée d'un grand Etre*

⁶⁰ J. F. MOREEL « *Le darwinisme, envers d'une théorie.* », éditions François-Xavier de Guibert, collection « *Essai* », 2007, 296 pages.

⁶¹ *Council of Europe*, Parliamantary Assembly, resolution 1580 (2007) « *The danger of creationism in education* », Assembly debate on 4 October 2007 (35th Sitting) (voir Doc. 11375, report of the *Committee on Culture, Science and Education*, rapporteur: Mrs Brasseur). Text adopted by the Assembly on 4 October 2007 (35th Sitting).

⁶² « *Evolution is present everywhere, from medical overprescription of antibiotics that encourages the emergence of resistant bacteria to agricultural overuse of pesticides that causes insect mutations on which pesticides no longer have any effect.* ».

qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant est toute populaire. ». Les accapareurs tirent les conséquences de la troublante réflexion d'Ivan Karamazov dans le roman de Dostoïevski « *Si Dieu n'existe pas tout est permis !* » et veulent ainsi, à tout prix, légitimer leurs forfaits en invoquant une loi de permissivité générale. Que l'on ne se méprenne pas cependant, cette obsession athéiste est toute récente et correspond singulièrement au retour en force de la société des accapareurs. L'idée d'une grande entité organisatrice est nécessaire à l'harmonie du groupe social et qui ne se rappelle de l'article « *athéisme* » de Voltaire dans le *Dictionnaire philosophique* : « *Je ne voudrais pas avoir affaire à un prince athée, qui trouverait son intérêt à me faire piler dans un mortier : je suis bien sûr que je serais pilé. Je ne voudrais pas, si j'étais souverain, avoir affaire à des courtisans athées, dont l'intérêt serait de m'empoisonner : il me faudrait prendre au hasard du contre-poison tous les jours. Il est donc absolument nécessaire pour les princes et pour les peuples, que l'idée d'un Être suprême, créateur, gouverneur, rémunérateur et vengeur, soit profondément gravée dans les esprits.* » ? Elle est du reste ancrée très fortement dans l'histoire des hommes et c'est, sans nul doute, la raison pour laquelle les pères fondateurs de notre révolution avaient jugé indispensable de proclamer que la République « *reconnaît l'existence de l'Être Suprême et de l'immortalité de l'âme* »⁶³. Il est ainsi, au delà de toute religion, un panthéon des humbles, peuplé de valeurs éternelles et immanentes, qui transcende toute existence humaine sans pour autant la nier. Il imprime auprès de chacun des individus la prégnante certitude que rien n'est dû au simple hasard et que notre vie n'a de sens que si on l'inscrit au delà de la seule existence terrestre car on ne fait rien de grand que si l'on œuvre pour après soi et donc, pour autre que soi. Qui mieux qu'Antoine de SAINT-EXUPÉRY, dans « *Terre des Hommes* », a su exprimer si justement ce syncrétisme entre la destinée individuelle et la soif de fusion dans l'absolu : « *Être homme, c'est précisément être responsable. C'est connaître la honte en face d'une misère qui ne semblait pas dépendre de soi. C'est être fier d'une victoire que des camarades ont remporté. C'est sentir, en posant sa pierre, que l'on contribue de bâtir le monde.* » ? Le combat politique est avant tout une lutte morale. Ceux qui se battent pour la Liberté, pour l'instauration de la démocratie vraie, ceux qui ont vocation à défendre le Peuple contre ses oppresseurs, savent bien qu'ils ont avec eux toutes les valeurs universelles de l'humanité et c'est ce qui fait leur puissance. C'est ce qui, en dépit d'un rapport de forces écrasant en leur défaveur, leur fait croire au caractère inéluctable de leur victoire. Face à ces valeurs éternelles en effet, leurs adversaires n'ont à opposer, que mesquinerie et bassesse en usant constamment du mensonge.

Un monde sans règles.

La domination d'une minorité est ainsi rendue possible par cette oppression culturelle fondée notamment sur le culte de la personnalité mais, plus sournoisement encore, elle passe aussi par l'instauration d'une société où l'absence de règle tend à se généraliser. Paradoxalement un tel résultat est obtenu largement par une prolifération des normes car le système social actuel génère toujours plus de réglementation⁶⁴. Les projets de lois sont annoncés, avec grand battage,

⁶³ Article 1er du décret du 18 floréal de l'an II (7 mai 1794): « *Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être Suprême et de l'immortalité de l'âme.* ».

⁶⁴ Dans son rapport de 1991 sur la « *sécurité juridique* », le conseil d'État recensait l'existence de 7500 lois et 100.000 décrets. Il y aurait aujourd'hui environ 8000 lois et 400.000 décrets en vigueur.

car le principal effet attendu, le seul serait tenté de dire le père DUCHESNE, est l'effet d'affichage. Après il importe peu et, telle la Pénélope de l'Odyssée, la nouvelle législature défait allègrement ce qu'avait fait la précédente. C'est la « *fausse simplicité* » qui s'exprime ainsi : les choses sont simples, pour tout régler il suffit de légiférer. Une telle pratique, caractéristique de la société de l'accaparement, repose sur un autre principe celui de la théorie du passé imbécile qui veut que tout ce qui a pu être pensé, réfléchi, entrepris dans le passé était, par essence, frappé de la plus grande déraison alors que toute démarche, pourvu qu'elle soit nouvelle, prend l'aspect d'une révélation mystique. Le passé n'est peuplé que d'imbéciles tandis que le temps présent porte la vérité, aussi ne lésinons pas sur la sécrétion des normes ! Cette pratique aboutit alors un maquis de textes « fourre-tout », une logorrhée législative et réglementaire pour une absence totale de visibilité avec pour conséquence un constat élémentaire : l'exception est partout et, lorsque tel est le cas, la règle n'est nulle part ! Le but de la manœuvre semble bien être de donner un exutoire à ceux-là qui ne peuvent se complaire dans l'idolâtrie. Pour « *canaliser les grandes gueules* », il faut laisser le champ libre à toutes les turpitudes et, pour perdurer, l'oligarchie crée la voyoucratie ! La déviance est ainsi érigée au rang de système pour les plus remuants parmi les humbles. Dès lors qu'il n'existe plus de règle claire et visible, lorsque tout et son contraire sont permis, tandis qu'avec la réduction drastique, délibérément orchestrée, des effectifs de la fonction publique, l'absence d'organes de contrôle tend à se généraliser, un boulevard est ainsi ouvert à toutes les déviances. Chacun connaît ainsi, vivant à côté de lui, ce spécialiste du congé maladie qui sait si bien « *tirer sur la ficelle* » en mettant à mal l'équilibre de la sécurité sociale de tous ! Qui ne déplore, dans son quartier ou dans son immeuble, la présence de cet arrogant dealer de « *chite* » ou de cet indécrottable spécialiste du travail « *au black* » ? Tout le monde, ou presque, peut, sans effort, citer le nom de l'un ou l'autre de ces chantres de la « *magouille* » et du menu larcin, qui demeure toujours impuni jusqu'à ce que, enivré par l'apparente impunité dont il jouit, il ne commette un jour l'irréparable. Ce triste univers, marqué par l'absence de règles, est un scandale permanent car il génère une réelle et pesante insécurité. Là où ces personnages prolifèrent en effet, il n'est plus qu'un droit, celui du plus fort. Il n'y a aucune fatalité à cette situation qui n'est que la conséquence de la tyrannie exercée sur le corps social par les accapareurs. Ces zones de non droit, qui s'étendent sans cesse, sont dans la droite ligne de leur philosophie. Ils ne peuvent être, par nature, qu'hostiles à toute règle de justice. Ne sont-ils pas eux mêmes, par l'accaparement des richesses dont ils se rendent coupables, l'incarnation même du non droit ? « *Diviser pour régner* » étant leur devise, ils ne peuvent entrevoir la généralisation de cet état de fait que comme du pain béni.

L'insécurité vécue ainsi par le bon Peuple et le sentiment de profonde injustice qu'elle entraîne amène celui-ci à douter de tout, du monde qui l'entoure et des pouvoirs publics, des autres comme de lui-même. Alors on comprend mieux l'égoïsme apparent que l'on déplore parfois chez nos concitoyens, la fuite aussi, dans la drogue ou l'alcool pour les plus désespérés ou dans l'identification malade à un autre, la vie vécue par procuration, pour les plus dociles. Mais cet égoïsme forcené, promu en permanence, s'accompagne de son frère jumeau, le quatrième grand vice social : l'ambition. Combien de fois le père DUCHESNE n'a-t-il déploré toujours le même comportement : une réflexion, une analyse, une prise de position raisonnée et allant dans le bon sens immédiatement retenue et remise par toujours le même réflexe : « *Comment cela va être pris ?* ». L'ambition est un cancer du corps social et l'illustration même que celui-ci est, tout entier, sous la coupe d'une minorité. « *Courbez l'échine et vous aurez votre hochet !* », voilà comment les accapareurs maintiennent tout statut quo. « *Avalez quelques couleuvres et mettez vos scrupules au vestiaire !* », voilà comment se renforce chaque jour la prédation généralisée des

richesses communes. Plus stupéfiante encore que l'illogisme et, en définitive le ridicule de telles attitudes, car il va sans dire que quelque vernis de gloriole ou quelques euros de plus n'ont jamais fait le bonheur, c'est l'étendue de la pathologie. Ce vice social est présent partout : du plus modeste atelier de l'entreprise de sous-traitance jusqu'aux grandes directions des ministères parisiens, chacun semble attendre que son silence ou sa complaisance, devant les atteintes aux droits de son semblable, ne lui procurent ce petit plus qui fait le traître.

« *Le but de la société est le bonheur commun.* ».

Tout à l'opposé, la démocratie vraie dans le cadre républicain, a pour but de donner conscience à chacun de sa propre richesse et n'est là que pour permettre, à chaque citoyen, d'assumer, dans les meilleures conditions possibles, sa propre destinée. La belle formule inscrite à l'article premier de la déclaration des droits de 1793 implique que le bonheur commun, le but de toute société, ne peut passer que par le bonheur de chacun. La République, comme une mère bonne et aimante, veille toujours à donner à tous ses enfants toutes leurs chances dans l'existence. Son premier devoir est d'être en harmonie avec la nature. L'homme, comme tout animal, est animé par deux instincts fondamentaux, l'instinct de conservation et le maintien de sa propre existence, l'instinct de reproduction ensuite et la survie de l'espèce. L'homme social ne saurait nier cette première et élémentaire évidence et c'est pourquoi le premier devoir de la République est de préserver l'instinct de conservation de chacun en accordant à tous la sûreté, que l'article 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 définissait ainsi : « *La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et des ses propriétés.* ». Ce premier devoir social satisfait, la République doit alors permettre à chacun d'accomplir sa destinée. Elle est en effet le contraire du collectivisme et de la négation de l'individu dans la masse. Avec la démocratie, sa sœur jumelle, elle est le moyen de permettre librement à chacun de réaliser son individualité et ses potentialités. A cet égard quelle plus belle leçon sur le sens de l'existence que la parabole du Christ des talents : « *Car on donnera à celui qui a, et il sera dans l'abondance, mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a. Et le serviteur inutile, jetez-le dans les ténèbres du dehors, où il y aura des pleurs et des grincements de dents.* »⁶⁵. Le second devoir de la République est alors de consacrer la Liberté, condition sine qua non à la poursuite de toute destinée individuelle. Celle-ci est merveilleusement décrite dans l'article 6 de la Déclaration des Droits : « *La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui : elle a pour principe la nature, pour règle la justice, pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans la maxime : Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qui te soit fait.* ». Ce pouvoir que s'arroge l'accapareur de drainer dans son patrimoine une part outrancière des biens communs, en arrachant à la société les moyens de sa mission, est ainsi, par essence, liberticide. Dès lors l'instauration par le Peuple du maximum général, qui aboutit de facto à la disparition de l'ordre des accapareurs, est la première et indispensable étape dans l'instauration de la Liberté. Pour permettre à chacun d'exploiter pleinement ses potentialités la République doit protéger et non tolérer ce qui passe, par exemple, par la mise en place de grandes politiques de santé publique afin de permettre à chacun de se soigner et d'éradiquer définitivement les fléaux du tabac, de l'alcoolisme ou de la mauvaise alimentation. Mais elle doit aussi éduquer et non trier, en donnant

⁶⁵ Matthieu XXV, 14-30.

à tous l'accès au savoir comme en prônant la vraie culture ou encore en forgeant un véritable idéal du sport ?

A ce propos comment ne pas s'indigner, avec le brave bougre du père DUCHESNE, de cette pitoyable vision que donne le « *sport-spectacle* » d'aujourd'hui ? Comment ne pas s'insurger contre ces pratiques mercantiles, parfait reflet de la société qui les secrète ? Comment ne pas dénoncer cette vision faussement élitiste mais déshumanisante et agressive qui aboutit à tant de dérives, aux antipodes de la maxime première du père de l'olympisme moderne : « *L'important c'est de participer !* » ? Le sport n'est pas cette performance biaisée et truquée à coup de stéroïdes anabolisants, d'EPO ou de coûteuses combinaisons. Il est le bien être, cet idéal que préconisait l'athlète Marcel ROUET dans ses ouvrages, parus dans les années cinquante du siècle dernier, vendus à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Celui-ci s'illustre dans les « *dieux du stade* » mais non dans les « *jeux du cirque* » et a pour finalité de transférer la beauté plastique de la statuaire antique à la multitude et non de sécréter des individualités difformes, exhibées comme des phénomènes de foire dans les pages du journal « *L'équipe* ». Mais que l'on ne se méprenne pas sur les propos du père DUCHESNE. Celui-ci ne hurle pas avec les loups, comme ont coutume de le faire les médias, dès lors qu'un sportif est pris la main dans le sac. Quelle belle hypocrisie ! Qu'il est aisé de chercher le bouc émissaire pour le livrer à la vindicte populaire alors que toutes les épreuves ne sont organisées que pour permettre à une minorité rutilante de gagner toujours de plus en plus de fric. L'idéal sportif est aujourd'hui dévoyé par la société de l'accaparement et la prouesse physique avilie comme va le démontrer le père DUCHESNE.

En premier lieu, contrairement à une légende ressassée à l'envi et en dépit d'une législation dont on a vu, à maintes reprises, l'inutilité, il n'est aucune volonté des pouvoirs publics d'enrayer ce fléau du dopage. Bien au contraire celui-ci s'avère être un impératif et, comme tel, il doit être absolument préservé. Là preuve en est que, après bientôt vingt ans de réglementation sensée réprimer ces pratiques, celles-ci semblent même être en passe de devenir la règle. Ainsi, lorsqu'en 1998, éclata l'affaire *Festina* qui éclaboussa, on s'en souvient, le tour de France après que le soigneur de l'équipe, Willy VOET, fut interpellé à la frontière en possession de 500 doses de produits dopants dont la moitié constitués d'ampoules d'EPO, le directeur sportif de l'équipe Bruno ROUSSEL avoua une « *gestion concertée de l'approvisionnement des coureurs en produits dopants* ». Quelque temps après le laboratoire national de dépistage du dopage estimait, dans la publication des recherches (2000) menées sur les échantillons d'urine congelés des coureurs du tour de France de cette même année 1998, qu'« *il est hautement vraisemblable que nous pourrions retrouver les traces d'une prise d'EPO sur un nombre élevé des 102 échantillons, peut-être même sur tous* ». Il serait illusoire de croire, comme on le répète dans les médias, que le problème du dopage a été résolu depuis. Pour s'en tenir au domaine du cyclisme qui, il faut l'admettre, reste un des rares sports où les contrôles sont assez fréquents, plus de 1000 coureurs professionnels ont été impliqués dans des affaires de dopage⁶⁶ et, depuis les années 1990, on compte en moyenne plus de 60 cas chaque année. Dans leur récent ouvrage l'« *Economie politique du sport professionnel* »⁶⁷ Jean François BOURG et Jean Jacques GOUGUET, tous deux économistes au *Centre de droit et d'économie du sport* de l'Université de

⁶⁶ La liste est disponible sur le site internet *cyclisme-dopage.com*.

⁶⁷ J. F. BOURG et J.J. GOUGUET « *Economie politique du sport professionnel. L'éthique à l'épreuve du marché.* » ; éditions VUIBERT, collection « *Sciences. Corps et mouvements* », 2007, 310 pages.

Limoges, ont remarquablement mis en évidence la dérive économique que dénonce le père DUCHESNE. Ces deux chercheurs ont montré de manière convaincante combien les valeurs constitutives de la culture sportive ont cédé la place devant l'impératif de produire un spectacle rentable, quitte à ignorer les dérives comme le dopage. L'idéal du sport est remplacé par la recherche du profit. Dans ces conditions c'est bien tout le système qui est perverti comme le souligne encore Jean François BOURG dans un récent article⁶⁸ : « *Le professionnalisme a semblé longtemps incompatible avec la morale sportive. La rétribution du sportif paraissait assimilable à son abaissement. Jusqu'au début des années 1980, payer un athlète olympique pour qu'il devienne performant était interdit. Aussi, et de la même manière que la morale du sport s'est accommodée de la relation à l'innovation technique et à l'argent, ne pourrait-elle pas prochainement s'accommoder de la relation au dopage ?* ».

En réalité, la dérive du sport n'est qu'un exemple d'un travers de la société des accapareurs et il n'est pas surprenant, comme le souligne d'ailleurs l'auteur de l'article, que celle-ci se manifeste depuis les années 1980. Ce dévoiement de la pratique sportive illustre parfaitement ce que le père DUCHESNE nomme le syndrome de Midas qui veut que, petit à petit, tous les secteurs de l'activité humaine, soient contaminés par l'impératif de rentabilité qu'impose la société de la prédation. Transformés en or, comme touchés par le personnage de la mythologie antique, ils deviennent ainsi impropres à satisfaire la mission qui était la leur. Dans une enquête conduite par la journaliste Muriel GREMILLET, le directeur technique de l'*Union cycliste de Saint Brieux*, Jean Bernard MEST déclarait : « *Pour avoir de l'argent, les équipes doivent avoir des résultats, sinon, les sponsors nous lâchent. A Saint-Brieuc, notre plus gros sponsor nous a quittés parce qu'on n'avait pas eu de résultats en 1998 alors qu'en 1997 on avait eu sept victoires. Le budget du club est donc divisé par deux pour la saison qui s'ouvre en février prochain. Dans ces conditions, peu de dirigeants peuvent résister à la pression. Quand il faut des résultats et rapidement, il est nécessaire de transformer les coureurs en "machines de guerre"* ». Dans le journal « *L'Equipe* »⁶⁹ le propriétaire du club de football FC Nantes, Serge DASSAULT, PDG du Groupe Dassault déclarait encore : « *Le FC Nantes est une entreprise commerciale* » ce qui implique que la mission du président est que « *l'équipe gagne (...) et que le club gagne de l'argent* » et au cas où subsisterait un doute quelques lignes plus loin on peut lire à nouveau : « *L'important (...) c'est que l'équipe gagne et que le club gagne de l'argent.* ». Voilà qui, au moins, a l'avantage d'être clair !

Mais que l'on ne s'y trompe pas en cédant, trop hâtivement, au discours maintes fois rabaché : « *Tout le monde y trouve son intérêt !* ». Erreur sur toute la ligne ! Seuls les accapareurs sont les profiteurs de cet état de fait, de ce syndrome de Midas comme le nomme le père DUCHESNE, mais ses victimes elles, sont légion. Evoquant encore le problème du dopage Jean-François BOURG indiquait que l'espérance de vie d'un joueur professionnel de football américain dans les années 1990 ne dépassait pas 55 ans. Selon le docteur Jean-Pierre DE MONDENARD⁷⁰, qui a conduit une étude médicale sur les participants du tour de France, le risque de décès par défaillance cardiaque pour un coureur avant 45 ans est cinq fois supérieur à la moyenne. Mais le

⁶⁸ J. F. BOURG « *Au nom du spectacle sportif, le dopage a un bel avenir devant lui.* », article paru dans *Le Figaro* du 15 octobre 2007.

⁶⁹ « *L'équipe.* » du 5 janvier 2004.

⁷⁰ J. P. DE MONDENARD « *Dopage : L'imposture des performances.* », éditions CHIRON, collection « *Sports pratique* », 2003 (deuxième édition), 287 pages.

dévoiement ne fait pas seulement des victimes, il participe également de cette vaste entreprise d'abrutissement et de crétinisation des masses, à l'image de ces cohortes avinées qui, brailant à tue-tête et la bière à la main, s'en vont « *supporter* » quelques fausses idoles ! En réalité tout se tient ou plutôt tout se défait : une société fondée sur le seul bonheur de quelques-uns ne peut générer que le vice, le dysfonctionnement permanent et n'être pérennisée que par le mensonge et la propagande. Une société réellement démocratique au contraire, en consacrant le bonheur commun, entraîne, par nature, l'enthousiasme et l'adhésion, suscite la vertu et repose sur la performance.

La faillite des systèmes.

« *A toutes choses malheur est bon !* », a-t-on coutume de dire ! Il est vrai que la période, plutôt sombre, dans laquelle nous vivons et à laquelle le père DUCHESNE s'efforce de donner une explication, n'incite guère à l'optimisme, mais elle recèle toutefois aussi quelques signes d'espoir. Parmi ceux-ci il faut assurément citer, au premier chef, la faillite des systèmes. Perversions de la nature, ceux-ci, par leur fausse vertu explicative, ont tant sclérosé les sociétés humaines qu'il faut marquer d'une pierre blanche l'époque qui les voit enfin disparaître.

Pour en finir avec le marxisme... à la lumière de la pensée libérale.

Le père DUCHESNE, contrairement à certains naïfs, n'a pas regardé avec joie s'effondrer le mur de BERLIN. Il n'a pas cru à la prétendue fable de la liberté ressassée dans les médias et il a anticipé, avec amertume, les souffrances futures de ces peuples qui, à défaut de connaître la liberté, avaient au moins le minimum vital d'assuré. Rien n'est jamais simple en effet et il serait erroné et injuste de vouer le marxisme au néant sans reconnaître l'apport immense à l'humanité qui fut le sien. 1917 – 1957, quarante ans seulement séparent ces deux dates, quarante ans qui relient la prise du palais d'hiver au premier *spoutnik*, quarante ans pour passer du Moyen Age à la pointe du modernisme ! Le rôle du marxisme dans l'histoire aura été de montrer à tous que toute vie sociale ne repose pas forcément sur la loi de la jungle et que l'égalité demeure possible. Le drame du marxisme aura été de ne pas comprendre que liberté et égalité ne sont point antinomiques et que l'on ne peut pas imposer l'une en sacrifiant l'autre. On ne fait pas le bonheur des hommes sans eux, malgré eux ou contre eux ! La propagande des accapareurs ne lésine pas sur les qualificatifs pour diaboliser encore le monde soviétique, près de vingt ans après son effondrement : « *dictature communiste* », « *totalitarisme marxiste* » sont devenus des pléonasmes dont on nous rebat les oreilles en permanence. Ces expressions sont destinées, sans nul doute, à mettre en avant l'ère du bonheur et de la prospérité dans laquelle nous vivons depuis lors ! Certes les régimes marxistes étaient critiquables mais davantage parce qu'ils apparaissaient comme autant de nouvelles religions matérialistes. Quelque part aussi le marxisme n'est qu'un dogme auquel il faut religieusement croire ! Mais pour le père DUCHESNE, comme tout système, il était entaché, dès l'origine, d'un vice rédhibitoire, celui de n'être que le produit de l'imagination et de la créativité d'un seul individu, une simple construction intellectuelle à vocation explicative. Or, nul ne peut prétendre détenir la science infuse et prêcher isolément la vérité. La théorie des hommes providentiels a toujours fait le malheur de l'humanité. Penser seul c'est toujours et à coup sûr se tromper car la vérité ne peut naître que dans l'expérience collective.

Ce qui fait sans nul doute le plus problème dans cette pensée, issue de MARX, n'est pas tant la réalité sur laquelle elle s'appuie et qu'elle entend décrire mais la théorisation qu'elle sous-

tend. Pour s'en convaincre revenons aux fondamentaux du marxisme. Son « *noyau dur* », on le sait repose sur l'idée que l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes : ainsi une classe dirigeante minoritaire détourne à son propre profit une partie de la production de l'immensité des exploités⁷¹. Unie par un intérêt commun, elle cherche en permanence à maintenir sa suprématie en accroissant le plus possible son surplus d'exploitation. Cette spoliation généralisée ne connaît son terme que lorsque les exploités, prenant conscience de l'inéquité de la situation comme de leur force commune, s'unissent enfin contre les dominants. La théorie affirme encore que le maintien de la classe exploitante repose aussi sur la mainmise que celle-ci exerce sur l'Etat, devenu appareil de contrainte et de coercition, qui, comme tel, définit un droit de propriété spécifique à son unique profit⁷² et une « *justice de classe* » en favorisant une « *superstructure* » idéologique destinée à asseoir encore la domination. Au sein de la classe dirigeante cependant, la concurrence effrénée qui y règne, conduit à une concentration et à une centralisation croissante qui orientent le corps social tout entier vers un système monopolistique, ce qui n'est pas non plus sans provoquer des guerres impérialistes entre Etats. Au terme de cette évolution la domination de classe, en se rapprochant de sa limite ultime de domination mondiale, devient de moins en moins compatible avec le développement des « *forces productives* » et la stagnation économique comme les crises mettent en place les « *conditions objectives* » à l'émergence d'une conscience de classe révolutionnaire chez les exploités, étape ultime vers la société sans classes et le « *dépérissement de l'Etat* ».

Il apparaît aux yeux du père DUCHESNE que, dans une large mesure, ces préceptes correspondent à la situation d'aujourd'hui telle qu'il pense l'avoir cernée. Finalement il n'est pas de grandes différences entre ce tableau, trop sommairement brossé, et la description que l'auteur de ces lignes fait de la société des accapareurs : il apparaît bien dans l'histoire un processus d'exploitation du plus grand nombre par une minorité qui va en s'accéléralant, ce que le père DUCHESNE nomme la loi du « toujours plus ». Quant à l'Etat, pour lequel il préfère parler de l'ordre des politiques, il est bien tout entier au service de la minorité des exploités et, dans le modèle ici proposé aussi il existe un message culturel univoque aux fins de maintenir le statu quo. Enfin l'hégémonie actuelle de la minorité d'accapareurs, de même que la situation endémique de crise et d'appauvrissement généralisé, peuvent tout autant que dans le schéma marxiste laisser augurer d'une salutaire réaction de l'immensité des opprimés. Il n'y a en réalité que l'explication donnée par MARX qui ne recueille pas l'adhésion du père DUCHESNE mais, en aucune manière, le modèle d'analyse de la société. Avec la même force qu'il rejette la fable darwinienne, il se montre autant réservé quant à reconnaître l'existence de ces prétendues lois inexorables de l'histoire et ce matérialisme indéfectible auquel sont attachés tous les marxistes. En vérité il faut bien reconnaître que la théorie de l'exploitation développée par MARX a bien du mal à convaincre. Sans nul doute, dans le modèle antique de l'esclavage ou celui plus récent du servage, on peut indubitablement admettre qu'il y a exploitation pure et parfaite car, ni l'esclave, ni le paysan féodal n'ont rien à gagner dans la relation qui les oppose à leur maître ou seigneur, les intérêts des premiers sont parfaitement antagonistes avec ceux des seconds mais l'idée que, pour l'essentiel, rien ne change dans le système capitaliste est bien moins évidente.

L'explication de MARX repose toute entière sur sa *théorie de la valeur travail* qui veut que la valeur de chaque bien ne serait mesurée que par la « *quantité de travail* » qui a servi à le produire ce qui l'amène à constater que, les salaires étant plus faibles que le prix des produits

⁷¹ Pour reprendre la terminologie marxiste « *elle s'approprie un surplus social* ».

⁷² Dans la terminologie marxiste : « *relations de production* ».

vendus, la différence, c'est à dire la *plus-value*, est appropriée par le capitaliste. C'est là assurément le gros point faible du raisonnement car il est légitime de se demander si un élément n'est pas laissé de côté. Chacun le voit bien, toute richesse produite, résulte certes du travail mais aussi d'autre chose : la matière qu'il a fallu façonner ou les investissements qu'il a été nécessaire de faire fonctionner pour parvenir à la créer. Tout bien est le résultat de l'alliance du capital et du travail. Et si un capitaliste produisait, à la fois à partir du travail d'un salarié et d'un capital qui ne lui appartiendrait pas mais qui lui serait loué par une autre personne, pourquoi ne pas admettre que le bailleur serait tout aussi exploité que ne l'est le travailleur ? Cette idée est d'ailleurs aujourd'hui admise par le *marxiste analytique*, comme il se définit lui-même, qu'est le professeur de science politique et d'économie américain John E ROEMER qui préfère évoquer une théorie générale de « *l'exploitation des facteurs de production* »⁷³. Il est vrai que chacun demeure influencé par cette vision terrible que nous a laissé le dix-neuvième siècle dans laquelle le salarié, démuné, est contraint d'accepter les conditions, souvent inhumaines, imposées par l'employeur économiquement plus fort mais il n'est nullement saugrenu d'envisager l'inverse : des travailleurs bien organisés, unis, imposant à leur tour leurs conditions à leurs employeurs contraints ainsi de les accepter s'ils ne veulent pas voir leurs affaires périlcliter. En réalité, à la différence de l'esclave ou du serf qui sont, l'un comme l'autre, dans une éternelle logique perdant-gagant, le travailleur du monde capitaliste attend de son employeur un salaire immédiat et celui-ci ne consent à le verser que parce qu'il espère en échange une recette future plus grande. En d'autres termes il y a intrinsèquement dans cette relation une logique gagnant-gagnant. L'échange est accepté par le travailleur parce que le salaire qui lui est versé est un produit actuel, alors que le fruit de son travail n'est qu'un produit futur et l'employeur ne peut accepter ce *deal* et ne consent à payer son employé aujourd'hui que parce qu'il s'attend à engranger dans le futur une somme plus conséquente. Il espère un bénéfice qui n'est qu'un revenu d'intérêt comme l'a bien montré l'un des pères fondateurs de l'école autrichienne d'économie Eugen Von BOHM-BAWERK (1851-1914)⁷⁴. Réfléchissons, s'il y avait, comme le soutiennent les marxistes, inéluctablement exploitation, le capitaliste ne se limiterait pas dans l'embauche des travailleurs car le nombre serait alors synonyme d'un profit plus grand encore, or, et le chômage endémique du monde capitaliste en témoigne, de toute évidence, il s'impose des limites dans le recrutement, alors pourquoi ? Il apparaît ainsi évident qu'il faut à l'employeur capitaliste limiter son épargne pour pouvoir répondre, lui aussi, à ses besoins immédiats. Il a besoin, comme le dit une autre grande figure de l'école autrichienne Ludwig VON MISES (1881-1973), d'une fourniture de produits actuels « *assez grande pour assurer la satisfaction des besoins, dont la satisfaction pendant l'attente est jugée plus urgente que les avantages, qu'apporterait un allongement supplémentaire de la période de production.* »⁷⁵. La grosse faiblesse du marxisme, au plan théorique, est donc d'ignorer le phénomène de la préférence temporelle comme catégorie universelle de l'action humaine⁷⁶. Il n'y a pas en réalité de *plus-value* mais un intérêt qui vient

⁷³ John E ROEMER « *A General Theory of Exploitation and Class* », Harvard University Press, CAMBRIDGE, 1982 ; du même auteur « *Value, Exploitation and Class.* », Harwood Academic Publishers, LONDRES, 1985.

⁷⁴ E. VON BOHM-BAWERK « *The Exploitation Theory of Socialism-Communism* », South Holland : Libertarian Press, 1975 et aussi « *Shorter Classics Of Böhm-Bawerk* », South Holland : Libertarian Press, 1962.

⁷⁵ Ludwig VON MISES « *Human Action* », Rengery, CHICAGO, 1966, page 407 et pour la traduction française « *L'action humaine.* », éditions Presses Universitaires de France, 1985.

⁷⁶ Sur la théorie de l'intérêt comme fondée sur la préférence temporelle, voir l'ouvrage de Franck

rétribuer l'échange de biens futurs contre des biens présents mais, bien entendu, cet intérêt peut-être excessif, en plus ou en moins d'ailleurs, si une partie, plus puissante économiquement, impose sa volonté à l'autre.

Cette insuffisance théorique se manifeste au quotidien et révèle chaque jour ses carences parmi lesquelles, et non des moindres, l'impossibilité de saisir concrètement la classe exploitante. L'ouvrier qui acquiert quelques parts d'une SICAV ou quelques actions est-il devenu un affreux exploitateur capitaliste ? Le terme de « *grand capital* » employé à tout propos par les amis marxistes (nombreux) du père DUCHESNE le laisse perplexe quant à l'attitude à avoir vis-à-vis du « petit » voire du « moyen » capital. Il est en revanche une autre analyse, celle proposée précisément par l'école autrichienne, qui semble beaucoup mieux cadrer à la réalité des choses. C'est un point trop méconnu : les libéraux de l'école autrichienne, et notamment Von MISES, reconnaissent l'exploitation. Pour bien la comprendre, retrouvons l'exemple du maître et de l'esclave ou celui du serf et de son seigneur féodal. Il y a bien, dans ces deux cas, exploitation car le paysan perd totalement la maîtrise de la terre qu'il avait été le premier à exploiter et, quant à l'esclave, c'est bien pire encore dès lors qu'il doit abandonner jusqu'à la maîtrise de son propre corps. En d'autres termes, dans l'exploitation on viole le droit du premier utilisateur et, pour l'école autrichienne, le respect du droit du premier utilisateur, qui fait le travailleur libre, interdit toute exploitation. Celui qui épargne, sou à sou, et investit la somme ainsi constituée en vue d'accroître dans l'avenir la quantité de biens que celle-ci pourrait aujourd'hui lui accorder, ne peut être regardé comme un exploitateur parce que, durant ce processus, il ne vole rien à personne. L'exploitation n'apparaît que lorsque quelqu'un capte, pour lui-même, la totalité ou une partie de biens qu'il n'a pas été le premier à mettre en valeur, qu'il n'a pas lui-même produits ou qu'il n'a pas acquis par contrat auprès d'un propriétaire ou d'un producteur. L'exploitation n'est autre que l'expropriation des premiers utilisateurs, producteurs ou épargnants par des non premiers utilisateurs, des non producteurs ou des non épargnants. C'est ce qu'a parfaitement démontré un des disciples de VON MISES, l'économiste américain d'origine allemande Han-Hermann HOPE⁷⁷. L'exploitation dans le corps social provient donc uniquement de la seule expropriation de personnes, dont la propriété ne repose que sur le travail ou le contrat, par des prédateurs, que le père DUCHESNE nomme accapareurs, sans la moindre justification.

Il va sans dire que, pour mieux asseoir leurs forfaits, les exploitateurs savent s'organiser en entreprises d'exploitation à grande échelle qui deviennent ainsi Etats et gouvernements. Ils constituent alors la classe dirigeante et en définitive toute l'histoire depuis les débuts de la pratique de l'accaparement est celle de la lutte entre exploitateurs et exploités, elle est celle des victoires comme des défaites des prédateurs dans leur soif et leur volonté de, sans cesse, accroître leur butin et celle de l'immense majorité des opprimés pour freiner et tenter d'inverser ce dessein. Dans le contexte de crise actuelle, avant de crier « *Haro sur l'employeur !* », comme le père DUCHESNE l'entend trop souvent, les gens du Peuple devraient méditer sur ceci : toute entreprise naît et meurt parce que son activité correspond ou ne correspond plus à une demande

FETTER « *Capital, Interest and Rent : Essays in the Theory of Income Distribution.* », Sheed Andrews and Mac Meel, KANSAS CITY, 1977.

⁷⁷ H.H. HOPPE « *A Theory of Socialism and Capitalism. Economics, Politics, and Ethics* », Kluwer Academic Publishers, BOSTON, 1989 et aussi « *The justice of Economic Efficiency* » in « *The Economics and Ethics of Private Property. Studies in Political Economy and Philosophy* », Kluwer Academic Publishers, BOSTON, 1993, chapitre 9 et « *The Ultimate Justification of the Private Property Ethics* » in « *The Economics and Ethics of Private Property.* », chapitre 10.

mais la caste prédatrice n'est jamais là pour répondre à une sollicitation, elle s'impose et il serait vain de prétendre que ses victimes ont réclamé le droit d'être expropriées. Seule une prise de conscience par l'opinion publique de l'oppression dont les exploiters se rendent coupables peut y mettre un terme. C'est la naissance de ce que les marxistes nomment une « *conscience de classe* » car, pour que la situation inique perdure, il est nécessaire que la majorité de la population accepte comme légitime les actes d'exploitation et cette acceptation peut être tacite et ne relever que d'une résignation passive. Le seul moyen de briser le pouvoir de la classe dominante est donc bien de permettre à l'immensité du Peuple de prendre conscience de son état d'opprimé et de la nécessité de l'union pour y mettre un terme d'où l'importance, dans la société des accapareurs, de la manipulation de l'opinion publique. Ainsi l'Etat est donc bien, comme l'ont toujours soutenu les marxistes, le grand centre de la propagande et de la mystification idéologique. En d'autres termes il y a bien une *superstructure* idéologique qui vise à légitimer une *infrastructure* d'exploitation économique⁷⁸.

La pensée de l'école autrichienne, qui n'est pas en définitive très éloignée de l'analyse marxiste, offre de bien meilleurs outils d'analyse que cette dernière pour comprendre la crise systémique qui ébranle aujourd'hui la société des accapareurs. Ces penseurs ont notamment dénoncé l'alliance de l'Etat, de la haute finance et des principaux clients de cette dernière dans un cartel maîtrisant totalement, par le contrôle de la banque centrale, l'émission de la monnaie qui est le moyen privilégié de l'expropriation⁷⁹ comme le démontrera plus avant le père DUCHESNE. Mais comme il aime à le répéter, il faut savoir « *rendre à César...* » et, à cet égard, le marxisme a su apporter au peuples qui l'ont adopté, un développement économique qui leur faisait souvent défaut. N'en déplaise aux esprits chagrins et aux propagandistes des accapareurs, le marxisme a souvent été synonyme d'efficacité économique ! En réalité, plutôt que de parler d'efficacité, c'est la comparaison avec la société des accapareurs qui fait nettement pencher la balance au détriment de cette dernière qui, contrairement à une idée ressassée constamment, n'a rien d'efficace. Cette société de l'accaparement en effet ne génère que déséquilibres, sous-équipement et paupérisme. Chacun est en mesure de s'en rendre compte et il n'y a là le moindre mystère. Il suffit seulement d'imaginer toutes ces fortunes colossales ou ces indécentes, mirobolantes, faramineuses rémunérations, qui dépassent même tout entendement, non plus captées comme aujourd'hui par quelques privilégiés, non plus thésaurisées à des fins égoïstes et oisives voire dangereuses pour le bien de tous, comme le montre l'exemple contemporain de la spéculation, mais rendues à tous ceux, producteurs ou salariés, qui les ont réellement générées, injectées ainsi dans l'économie afin de récompenser logiquement et substantiellement ceux qui, quel que soit leur emploi et leur activité, s'investissent et se « défoncent » dans leur travail dans la perspective légitime et louable d'en recueillir une juste compensation financière. On voit alors sans peine se profiler des formidables gains de productivité, de créativité, de performance, d'innovation et d'énergie, seule réponse intelligente en vérité au réel problème et sempiternel argument du coût de la main d'œuvre et de la délocalisation. Ce n'est pas tant, reste persuadé le

⁷⁸ Voir H.H. HOPPE « *Eigentum, Anarchie und Staat. Studien zur Theorie des Kapitalismus.* », Westdeutscher Verlag, OPLADEN, 1987.

⁷⁹ Voir H.H. HOPPE « *Banking, Nation States and International Politics* » in « *The Economics and Ethics of Private Property.* », chapitre 3, publié dans « *Review of Austrian Economics* », 1988 ; voir aussi un autre économiste américain de l'école autrichienne Murray Newton ROTHBARD (1926-1995) « *The mystery of Banking* », E P Dutton; 1983 (première édition), 286 pages, chapitres 15 et 16.

père DUCHESNE, les coûts salariaux français qui font fuir les entreprises vers d'autres pays mais davantage la démobilisation des travailleurs minés par les bas salaires et l'injustice sociale.

Le marxisme aura aussi permis de faire bellement la démonstration que, ce que d'aucuns peuvent taxer d'utopie, relève souvent du possible ou, en d'autres termes, que le rêve est parfois à portée de main. Dans la société où règne sans partage une oligarchie, où main basse est faite sur les biens du corps social, une formidable force d'inertie tend à contrecarrer toute proposition d'organisation sociale autre, qui sera alors immédiatement taxée d'irréalisme : celle-ci, par définition, ne peut relever que du conte et ne saurait donc être expérimentée. Le marxisme nous a montré que ces espoirs collectifs, qui furent à leur heure qualifiés de chimères, demeuraient réalisables. Il a ainsi été prouvé qu'une société pouvait de manière durable, donner du travail à tout le monde sans que, pour autant, l'économie ne soit irrémédiablement vouée à s'écrouler ou encore qu'il était possible de bâtir des mégalo-pôles, sans que pour autant le crime y régnât en maître, à l'exemple du Moscou d'avant la chute du communisme, qu'accorder une véritable protection sociale à tous était parfaitement faisable...

« La démocratie, c'est le gouvernement du peuple exerçant la souveraineté sans entrave ».
Charles DE GAULLE⁸⁰.

La théorie, quelle qu'elle soit, perçue comme un dogme indéfectible, conduit toujours à l'échec du mouvement populaire car elle aboutit irrémédiablement à écarter toute idée de démocratie. Il n'y a pas lieu de guider le Peuple ! Celui-ci ne peut se tromper ou, pour le moins, maintenir son erreur dans la durée car, s'il en était autrement, paradoxe irréfutable mis en lumière par l'immortel Jean Jacques, il agirait contre lui-même et le Peuple n'a guère vocation à devenir masochiste ! Un exemple permet de se rendre compte du caractère stérile d'un attachement indéfectible à la théorie ou au dogme, celui de cette formation politique, pour laquelle le père DUCHESNE avoue éprouver une tendresse particulière, le *parti communiste français*. Alors qu'il était à son apogée, dans les années soixante du siècle dernier, la tradition selon laquelle il se réclamait du marxisme a fait naître en son sein le besoin impérieux de théoriser la société de l'époque à la lumière de ce sous-bassement idéologique. Un groupe d'intellectuels, souvent brillants d'ailleurs, s'est constitué à cette fin. La nouvelle analyse marxiste du capitalisme a été exposée dans le *Traité marxiste d'économie politique*⁸¹. Elle est centrée sur la théorie du *capitalisme monopoliste d'Etat* (CME). Celle-ci s'appuie notamment sur les analyses marxistes-léninistes en provenance d'Union Soviétique et de l'Allemagne de l'Est et doit beaucoup à l'économiste soviétique Eugene Samuilovich VARGA (1879-1964). Elle se veut volontiers un retour aux sources et prone une redécouverte de MARX dans la droite ligne de la pensée du philosophe Louis ALTHUSSER (1918-1990). L'historien et économiste Paul BOCCARA⁸² fut le premier à employer le concept de *capitalisme monopoliste d'Etat* qui fut défini à la « conférence des 81 partis communistes et ouvriers » de 1960 de la manière suivante : « *Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat. En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le*

⁸⁰ C. DE GAULLE *Discours du 27 mai 1942*.

⁸¹ Ouvrage collectif « *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'Etat* », deux tomes, éditions sociales, 1971.

⁸² Voir en particulier P. BOCCARA « *Transformation et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?* », éditions Le Temps des Cerises, PARIS, 2008, 366 pages.

capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un mécanisme unique destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste. »⁸³.

Si la construction d'une théorie en elle-même n'est pas blâmable, ce qui l'est assurément ce sont les implications de celle-ci au plan politique. Alors que le parti communiste recueille plus d'un quart de l'électorat, disposant ainsi d'une assise populaire inespérée et d'un formidable courant d'opinion dans la population qui ne demandait qu'à s'exprimer, voici que l'on boude cet incomparable avantage, qu'on le néglige, qu'on se perd en conjectures au moment même où les suppôts des accapareurs s'apprêtent à conjuguer leurs efforts pour parvenir à la disparition de la principale formation politique qui constitue une gêne dans le grand projet de régression de plusieurs décennies en arrière, comme l'exposera le père DUCHESNE dans la deuxième partie de sa réflexion. D'abord, et pour n'évoquer que l'analyse en elle-même, celle-ci ne peut que laisser dubitatif. Ainsi les monopoles exerceraient une fonction parasitaire sur l'ensemble de la société, en détournant les ressources de l'Etat par l'intermédiaire des financements publics qui leur sont versés. C'est par ce biais qu'ils prélèveraient de la valeur sur les petites et moyennes entreprises qui sont ainsi exploitées comme les travailleurs. Avouons que, sur le seul plan théorique, l'explication apparaît bien laborieuse : à partir de quand, par exemple, le « moyen patron » cesse d'être un exploité pour devenir un exploiteur via le financement public ? Dans l'analyse marxiste classique, il y a d'abord la création de la plus-value par l'exploitation puis sa répartition entre les différentes fractions du capital ! Cette vision, pour le moins artificielle, sera lourde de conséquences pourtant. En effet elle conduira à considérer qu'il est deux classes fondamentales : la classe ouvrière et la bourgeoisie monopoliste et, entre les deux, des « *couches intermédiaires* », qu'elles soient salariées comme les employés du commerce ou de la banque, les ingénieurs, cadres ou techniciens ou non salariées, artisans ou patrons de PME. Le PCF s'affirme alors comme le parti de la classe ouvrière qui, pour lutter contre les monopoles, s'allie au PS et aux radicaux représentants des « *couches moyennes* ». Se faisant, en s'autolimitant à un ouvriérisme dépassé dans une société qui se transforme où le tertiaire gagne, chaque jour, de plus en plus de terrain sur le secondaire, il contribue lui-même à sa propre destruction pour simplement avoir voulu tirer quelques plans sur la comète ! On retrouvera les mêmes errerelements, de manière encore plus spectaculaire quand, avec la prétendue « *victoire des forces de progrès* », la théorie du *capitalisme monopoliste d'Etat* sera aussi soudainement qu'inexpliquablement reléguée aux oubliettes tandis qu'un nouveau théoricien, Philippe HERZOG, se voit chargé de réaliser une nouvelle synthèse⁸⁴ dont quelques nouveaux préceptes peuvent, pour le moins, laisser songeur : « *Personne ne propose les soviets à l'entreprise !* », « *Si des sacrifices pouvaient être efficaces, les travailleurs les consentiraient. Ils ont le sens du devoir national* » (Ben voyons !) ou encore « *Nous, communistes, proposons en revanche le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion.* ». Que l'on s'étonne ensuite que la gauche caviar n'ait eu alors la moindre difficulté à réaliser « *le grand bond en arrière* »... Aujourd'hui le sieur HERZOG est à la tête d'un *think tank* destiné à promouvoir ce que le père Duchesne nomme le Léviathan européen !

Et le Peuple que devient-il dans toutes ces cogitations à géométrie variable ? Où est la vraie démocratie, la loi du nombre, l'exercice de la souveraineté populaire sans entrave ? Bien

⁸³ « *La Nouvelle Revue Internationale* », décembre 1960.

⁸⁴ P.HERZOG « *L'économie à bras-le-corps : initiation aux politiques économiques actuelles* », éditions sociales, 1982, 332 pages.

loin il faut en convenir. Ce parti communiste, à qui le père DUCHESNE s'obstine à réserver son suffrage en le considérant toujours, contre vents et marées, comme une formation politique bien différente des autres, a perdu, durant ces années soixante et soixante dix la chance historique qu'il ne partageait qu'avec les authentiques gaullistes, d'imposer dans la durée l'Etat providence. Cela tient comme on vient de le voir à ce penchant incorrigible à théoriser, théoriser sans cesse mais aussi peut-être à la circonstance qu'il a, un peu du moins, déteint sur les autres organisations politiques. Dans le schéma explicatif qu'avance le père DUCHESNE, le deuxième ordre, celui des politiques, trouve son unité et sa raison d'être principalement dans la théorie des hommes providentiels. Dans la société de l'accaparement, cet ordre, équivalent aujourd'hui du clergé d'ancien régime, possède une motivation qui lui est propre. Si le mobile de l'accaparement est l'égoïsme, celui qui anime les politiques est l'ambition, grand vice social qu'a déjà dénoncé le père DUCHESNE. L'accapareur, en vrai prédateur, est en quête permanente d'argent, le politique lui n'obéit qu'à la pulsion du pouvoir et, pour ce faire, il s'autoproclame mandataire permanent du Peuple ! Il prétend ainsi savoir, sans nul doute par une sorte de prescience divine, ce qui est bon pour lui ! Comme pareille assertion est juridiquement dure à établir, ils ont forgé un concept bien utile. Ils prétendent tenir leur légitimité de la nation. Qu'est-ce donc que la nation ? Une entité abstraite, prétendument collective et indivisible qui serait seule détentrice de la souveraineté. On ne stigmatisera jamais assez la stupidité et l'inconsistance d'une telle notion. Si l'on évoque « *le Peuple de France* », chacun, sans peine, voit de quoi il s'agit. Chacun entrevoit, sans qu'il soit nécessaire de faire preuve de beaucoup d'imagination, cette multitude occupant ce même territoire, fière de voir claquer au dessus d'elle les trois couleurs de son drapeau et d'entendre résonner les notes de son hymne. En face de cette réalité bien tangible qu'est alors la nation, sinon un alibi commode qui permet à une minorité de faire ce qu'elle veut et même de le clamer bien haut, les mots à la mode aujourd'hui ne sont-ils pas : « *Je ne gouverne pas avec les sondages !* » ou encore « *J'ai été élu pour cinq ans !* » ? La réalité est que la pseudo représentation nationale n'est que la négation même de toute démocratie. La prétendue démocratie représentative n'en est pas une et le père DUCHESNE, pour convaincre son lecteur, va en analyser les ressorts.

On veut nous faire croire que l'idée de représentation est intrinsèquement liée à l'idée d'option. On allègue alors que l'histoire un peu, la volonté de quelques uns beaucoup, sont parvenus à forger dans le pays des courants idéologiques, des tendances profondes quant à la conception des affaires publiques et ceux-ci se cristallisent dans les partis politiques qui en sont, tout à la fois, les vitrines et les espaces destinés à les faire vivre. Ainsi, nous prétend-on, chacun de ces partis forge lui même son programme qui sera proposé aux citoyens lors de la consultation électorale. Les électeurs choisiront alors, en toute liberté, celui qui a leur préférence et qui sera donc mis en œuvre. On en conclut immédiatement : le principe démocratique est ainsi respecté. Aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, alors que le père DUCHESNE a déjà démontré combien ces officines, que l'on appelle encore partis, n'étaient plus que les écuries de course pour quelques ambitions nationales, qui peut raisonnablement adhérer à pareille explication ? Sans même aborder le débat technique illustré notamment par le paradoxe de CONDORCET, remis au goût du jour au vingtième siècle par l'économiste américain, prix Nobel, Kenneth Joseph ARROW⁸⁵, selon lequel il n'existerait pas de fonction de choix social indiscutable, permettant d'agrégier des

⁸⁵ K. ARROW « *Social Choice and Individuals Values* », éditions Yale University Press, NEW HAVEN, 1951 (première édition), 1963 (deuxième édition), traduit en français « *Choix collectif et préférences individuelles* », éditions Calmann-Lévy, PARIS, 1974.

préférences individuelles en préférences sociales, le scandale de la « *victoire de la gauche de 1981* » a bellement démontré à chacun qu'il n'existait pas de choix réel entre des solutions concurrentes avec des enjeux différents, mais un seul et même programme, servi docilement par une classe de politiques professionnels animés par leur seules ambitions sans bornes. Personne aujourd'hui ne se risque à dire, si tant est que quelqu'un s'y est déjà risqué par le passé : « *Les hommes politiques expriment et réalisent mes aspirations profondes.* ». Il n'est d'ailleurs qu'à se référer à l'évolution des choses qui illustre bien ce qu'avance le père DUCHESNE. Le discours politique contemporain s'est détaché de toute idée de programme, préférant revenir à la bonne vieille technique, certes archaïque, mais bien plus exploitable en termes de marketing, de la personnalisation, de la « peopolisation ». Il n'y a guère plus d'option à l'heure de la « *pensée unique* », il n'y a plus que des stars de la politique qui s'étalent avec indécence sur le papier glacé, qui s'exhibent de manière grotesque dans les « *talk-show* » à l'américaine, qui ne disent plus : « *Voici mon programme* » mais « *Mon programme c'est "Voici"* ». Est-il possible seulement de dire au père DUCHESNE quelles sont les différences entre cette monarchie alternativo-électorale et le despotisme car, malgré les nombreux efforts qu'il déploie en ce sens, il n'en trouve guère ? Le Peuple reste opprimé et le monarque se déplace toujours en carrosse !

Mais le plus plaisant chez les représentants de cette caste politique reste sans doute cet élan sacrificiel dont ils se targuent tous. Les exemples nauséux sont malheureusement légion pour permettre à chacun de douter de leur prétendu esprit de sacrifice. Cette personnalisation contemporaine du pouvoir montre bien la nature antidémocratique du système politique actuel qui n'est qu'une illustration de ce despotisme éclairé d'un autre siècle. Il représente cette monarchie contractuelle dont rêvait Frédéric de Prusse avec en filigrane le mythe de l'homme providentiel, cet homme ou cette femme que Dieu, dans sa clémence, envoie un beau matin de Domrémy pour sauver la France.

Vanitas vanitatis : comment croire détenir seul la Vérité ?

Mais le plus inquiétant, aux yeux du père DUCHESNE, n'est pas tant ces grotesques exhibitions de la gent politique qui, en elles-mêmes, prêteraient plutôt à rire mais le déplacement insensible du choix politique du domaine du rationnel vers celui du pulsionnel. La personnalisation renvoie, des siècles en arrière, aux sources de cette croyance en l'homme providentiel qui relève, par essence, de l'irrationnel, n'étant que la manifestation d'une quelconque pulsion infantile quémanderesse de protection, nichée quelque part au tréfonds du cerveau reptilien. Elle n'est qu'une survivance et une remise au goût du jour du pouvoir des despotes, de l'antiquité à nos jours, qui toujours ont cherché à se montrer à leurs Peuples parés de leurs plus beaux attraits. Elle faisait tellement horreur aux révolutionnaires de 1793 quelle leur inspirât un article définitif dans la Déclaration des droits qui porte le numéro 27 : « *Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.* ». Ce n'est pas, là encore, la colère du père DUCHESNE qui s'exprime, mais la science qui vient dénoncer cette incongruité qui présuppose la supériorité du psychisme individuel sur le mouvement collectif, la seule vraie force historique. L'immense MICHELET, dans sa magistrale « *Histoire de la Révolution Française* », affirmait que celle-ci n'avait qu'« *un héros : le Peuple !* » et JAURES, lui emboîtant le pas, parlait de la révolution en ces termes : « *ce n'est pas par le souffle de quelques bouches humaines qu'a été soulevée cette tempête* ». Plus tard l'école des Annales avec Marc BLOCH (1886-1944) et Lucien FEBVRE (1878-1956) dénonçait, elle aussi, cette vision erronée de l'historiographie centrée sur le mythe du grand homme, cette

histoire-opérette qui voit s'affronter des princes et où le Peuple est toujours aux abonnés absents. En réalité apparaît derrière cette survivance archaïque, la nature réelle des rapports sociaux, comme l'a d'ailleurs fort justement démontré Hannah ARENDT (1906-1975) dans « *Les origines du totalitarisme* »⁸⁶, en révélant que c'est bien « *l'ère des masses* », entendu comme le groupe désocialisé et dépolitisé, antithèse même de l'idée de démocratie, qui permet la désignation du despote. C'est Napoléon III-Badinguet, consacré par la majorité paysanne, décrite par MARX dans « *Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* »⁸⁷ comme des « *pommes de terre dans un sac* », c'est à dire sans conscience politique. Convier les électeurs à un choix irrationnel comme le fait la caste politique d'aujourd'hui n'est jamais sans conséquences et, en tout état de cause, cette stratégie éloigne chaque jour davantage le Peuple de la démocratie que Raymond ARON décrivait ainsi « *La démocratie est un régime qui avoue, que dis-je, qui proclame, que la politique est écrite non en vers, mais en prose* »⁸⁸.

Il reste encore le recours ultime de la caste des politiques, l'argument de la sanction dont on nous rebat régulièrement les oreilles. Celui-ci se formule, peu ou prou, de la manière suivante et se veut ainsi d'une grande logique : si les politiques, qui sont élus par le Peuple, ne travaillent pas correctement, leur mandat ne sera pas renouvelé aussi n'ont-ils d'autre choix, d'autre alternative que d'œuvrer pour le mieux, au plu grand profit de tous. Sans même évoquer une thèse, qui eut quelque succès il a plusieurs années, celle exprimée dans l'ouvrage « *Que le meilleur perde !* »⁸⁹, qui démontrait que, dès lors que l'emploi d'homme politique se pérennisait, le plus grand confort dans la pratique de ce métier consistait encore à ne pas exercer les responsabilités, il apparaît bien que cet argument s'avère le plus fallacieux d'entre tous. D'une part il confirme, si besoin en était, que la prétendue démocratie représentative a bien la nature d'un despotisme électif, d'autre part il implique que le Peuple, seul souverain légitime, est bien relégué dans une position seulement réactive alors qu'il est l'essence même de tout pouvoir. C'est bien du Peuple que vient le pouvoir, ce n'est pas le pouvoir préexistant qui sollicite le blanc seing du Peuple !

Cet ordre des politiques qu'évoque le père DUCHESNE lui donne également l'occasion d'illustrer un autre aspect de ce vice social, déjà évoqué, qu'est « *la fausse simplicité* ». Le politique s'il cherche à faire croire qu'il a réponse à tout, s'ingénie également à montrer qu'il est l'émanation même du Peuple, proche de ses semblables. Dans son jargon il appelle volontiers cela « *aller au cul des vaches* » ou de manière plus neutre « *faire les marchés* ». C'est la dimension comédienne du métier qui oblige l'impétrant à devenir un temps voyageur de

⁸⁶ H. ARENDT « *The Origins of Totalitarianism* », 3 volumes, éditions HARCOURT BRACE and co, New York, 1951, ouvrage traduit en français : « *Sur l'antisémitisme* », traduction par Micheline Pouteau (1973), éditions Le Seuil, collection « *Points/Essais* », 2005, n°360, sur « *L'Impérialisme* », traduction par Martine Leiris (1982), éditions Le Seuil, collection « *Points/Essais* », 2006, n°356, sur « *Le Système totalitaire* », traduction par Jean-Louis Bourget, Robert Davreu et Patrick Lévy (1972), éditions Le Seuil, collection « *Points/Essais* », 2005, n°307.

⁸⁷ K. MARX « *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* », éditions Mille et une nuits, collection : « *La petite collection n°182* », 2005, 200 pages.

⁸⁸ R. ARON. Préface de « *Le savant et le politique* » de Max WEBER, 1959, Collection 10-18, page 23.

⁸⁹ Frédéric BON et Michel Antoine BURNIER « *Que le meilleur perde ! Eloge de la défaite en politique.* », éditions BALLAND, 1985, 196 pages.

commerce. Elle consiste alors à se rendre, une fois n'est pas coutume, auprès du Peuple pour lui faire croire qu'on s'occupe de lui. Fort heureusement à l'heure des médias triomphants, il n'y a plus besoin d'aller au sens propre « *au cul des vaches* » et le confort des plateaux de télévision a remplacé avantageusement les marchés à bestiaux venteux du monde rural mais la schizophrénie demeure toutefois. Tous ceux qui, comme le père DUCHESNE, ont côtoyé quelque ténor de la politique, ceux de la gauche caviar en particulier, ont pu constater le décalage flagrant qui existe entre le caractère simple et « sympa » du personnage, tel qu'il apparaît au public par l'intermédiaire des journaux ou de la télévision, et l'être dans la réalité du quotidien, plein de suffisance et d'arrogance avec toujours ce mépris affiché du bon Peuple !

Le père DUCHESNE se gardera toutefois de se montrer par trop manichéen ! D'abord et en premier lieu l'ordre des politiques n'est pas l'ordre des accapareurs. Si dans l'ancien régime il existait quelque comtes ou ducs évêques, l'essentiel des effectifs du clergé n'appartenait pas à la noblesse. De la même manière, même si la proportion des doubles appartenances est bien supérieure à celle qui prévalait à l'époque des monarques absolus, il est vrai que la majorité des politiques ne sont pas des accapareurs. Leur motivation est ailleurs. C'est l'ambition qui principalement les anime, pas forcément l'argent. Il est alors possible, au hasard de l'histoire, de rencontrer des destins singuliers qui ont œuvré réellement dans le sens de l'intérêt général. Le président ROOSEVELT, comme le montrera le père DUCHESNE dans la seconde partie de cet essai, fait assurément partie de ceux-là. Armand FALLIERES également qui reconnaissait, pour les dénoncer, les subventions de l'Etat destinées à manipuler la presse, JAURES pointant du doigt le rôle pernicieux de celle-ci au seul profit de l'oligarchie financière, DALADIER, au congrès radical, accusant publiquement, pour la première fois, la caste prédatrice qui se résume à « *deux cents familles* » sont autant d'exemples qui révèlent que si, d'une manière générale, la classe politique est inféodée à l'ordre des accapareurs, il reste qu'on ne saurait, dans une vision trop simplificatrice de classe sociale, diaboliser d'entrée de jeu une catégorie d'individus ! Il est certes un système pervers qui répartit les êtres, quant à la jouissance des fruits de la nature et du travail, de manière profondément inéquitable mais il est également autant d'individualités qu'il y a de personnes ce qui rend le comportement de chacune d'elles nullement inéluctable. Tout en définitive est affaire de responsabilité individuelle et il n'existe pas d'enchaînement mécaniste vers des agissements donnés. Il est ainsi des personnalités politiques qui forcent le respect comme aujourd'hui cet héroïque député des Pyrénées qui n'hésite pas à mettre sa vie en jeu pour sauver sa vallée de la ruine économique. La bonne volonté est certainement une des choses au monde la mieux partagée et il est possible, d'identifier, par exemple, parmi les premiers ministres qui se sont succédés depuis les débuts de la cinquième république, deux personnalités assez remarquables, qui étaient visiblement, l'une comme l'autre, habitées d'un dessein pour le pays qui dépassait leurs simples ambitions personnelles. Curieusement, toutes les deux, connurent la même fin politique, abattues en pleine gloire par la volonté du monarque, comme jadis Louis XVI renvoyait NECKER. Jacques CHABAN DELMAS fut le premier avec son projet de « *nouvelle société* », tout droit inspiré de cette idée de « *nouvelle frontière* » dont le démocrate KENNEDY se faisait le chantre dans le début des années soixante. Le second est Michel ROCARD avec, entre autres, sa vision prophétique d'un gouvernement de techniciens. Qui en effet mieux que le merveilleux conteur, le magicien du verbe, l'immortel explorateur du temps ne pouvait porter haut et fort le flambeau de la francophonie ? Qui mieux qu'un handicapé ne pouvait prendre à bras le corps les exclusions dont il avait lui-même eu à souffrir ? Qui mieux que le premier français à avoir couru le cent mètres en dix secondes pouvait appréhender, avec efficacité les problèmes du sport et devenir en particulier un pionnier en matière de lutte contre le

scandale du dopage ? D'ailleurs le Peuple de France, ne s'est pas trompé lui qui, fait exceptionnel, fit caracoler ce premier ministre d'exception en tête des sondages pendant trois années consécutives avant que sa destitution ne permette à la DU BARRY en personne de lui succéder...

Vox populi, vox dei.

Ce dernier exemple illustre, une fois encore, la pertinence de ce principe fondamental qui veut que le Peuple, quand il s'exprime collectivement, ne se trompe jamais. Cette règle que les anciens romains, dans leur infinie sagesse, traduisait par l'adage « *Vox populi, vox dei* », la voix du Peuple est la voix de Dieu et que glorifiait si bellement Nikolaï GOGOL dans « *Tarass Boulba* » : « *La voix du peuple est la voix de Dieu. Il est impossible d'imaginer rien de plus sensé que ce qu'a imaginé le peuple* ». Il n'y a, en effet, que deux réalités en politique, l'être individuel et l'être collectif. Le premier s'identifie au citoyen en République, il est l'homme, unité primordiale, source d'une infinie richesse mais aussi ange déchu, capable du meilleur comme du pire dès lors qu'il peut librement se consacrer à cette aspiration vers l'absolu qui est en lui ou céder à ses plus bas instincts, à ses pulsions les plus animales. Le second s'identifie au Peuple mais cette nouvelle entité n'est pas de la même nature que la précédente. Elle n'est pas sujette à l'erreur : l'inconscient collectif ne comporte que des archétypes, des principes transcendants et point de pulsions morbides. En d'autres termes quand le Peuple s'exprime sans entrave son choix, exempt de tout égoïsme perturbateur, va nécessairement vers le bien commun, l'intérêt de tous. La démocratie vraie ne fait rien d'autre que de consacrer cette expression.

La prétendue démocratie représentative, quant à elle, ne permet que l'expression de la volonté de quelques individualités mais pas celle de la seule entité régulatrice qui est le Peuple. Ce système n'est que la lointaine survivance d'une usurpation qui se niche quelque part dans l'histoire des hommes, à cette époque où certains membres du corps social, déjouant la confiance mise en eux par l'ensemble, ont trahi leurs frères pour en faire leurs esclaves. L'immortel Jean Jacques a bien analysé cette infamie du passé, sur laquelle reviendra largement le père DUCHESNE, dans la deuxième partie de cette réflexion : « *Il ne serait pas plus raisonnable de croire que les peuples se sont d'abord jetés entre les bras d'un maître absolu, sans conditions et sans retour, et que le premier moyen de pourvoir à la sûreté commune qu'aient imaginé des hommes fiers et indomptés a été de se précipiter dans l'esclavage. En effet, pourquoi se sont-ils donné des supérieurs, si ce n'est pour les défendre contre l'oppression, et protéger leurs biens, leurs libertés, et leurs vies, qui sont, pour ainsi dire, les éléments constitutifs de leur être ? Or, dans les relations d'homme à homme, le pis qui puisse arriver à l'un étant de se voir à la discrétion de l'autre, n'eût-il pas été contre le bon sens de commencer par se dépouiller entre les mains d'un chef des seules choses pour la conservation desquelles ils avaient besoin de son secours ? Quel équivalent eût-il pu leur offrir pour la concession d'un si beau droit ; et, s'il eût osé l'exiger sous le prétexte de les défendre, n'eût-il pas aussitôt reçu la réponse de l'apologue : Que nous fera de plus l'ennemi ? Il est donc incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donnés des chefs pour défendre leur liberté et non pour les asservir. Si nous avons un prince, disait Pline à Trajan, c'est afin qu'il nous préserve d'avoir un maître.* »⁹⁰. Il y a bien, en effet, dans la représentation politique actuelle un

⁹⁰ J.J. ROUSSEAU « *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes.* » (Seconde partie), éditions LGF « *Le livre de poche* », collection « *Classiques* », 1996.

dévolement, une tromperie permanente entre ce que veut le Peuple et ce que ne veulent surtout pas lui donner ses prétendus représentants et c'est bien là que se situent les profondes racines du mal social. Cette inadéquation qui fait le mauvais régime ne date pas d'hier et, avec le père DUCHESNE, écoutons encore l'illustre Jean Jacques parler des aspirations du Peuple : « *Le premier et le plus grand intérêt public est toujours la justice. Tous veulent que les conditions soient égales pour tous, et la justice n'est que cette égalité. Le citoyen ne veut que les lois et que l'observation des lois. Chaque particulier dans le peuple sait bien que s'il y a des exceptions, elles ne seront pas en sa faveur. Ainsi tous craignent les exceptions ; et qui craint les exceptions aime la loi. Chez les chefs, c'est tout autre chose : leur état même est un état de préférence, et ils cherchent des préférences partout. S'ils veulent des lois, ce n'est pour leur obéir, c'est pour en être les arbitres. Ils veulent des lois pour se mettre à leur place et pour se faire craindre en leur nom. Tout les favorise dans ce projet : ils se servent des droits qu'ils ont, pour usurper sans risque ceux qu'ils n'ont pas. Comme ils parlent toujours au nom de la loi, même en la violant, quiconque ose la défendre contre eux est un séditieux, un rebelle ; il doit périr : et pour eux, toujours sûrs de l'impunité dans leurs entreprises, le pis qui leur arrive est de ne pas réussir. S'ils ont besoin d'appui, partout ils en trouvent. C'est une ligue naturelle que celle des forts ; et ce qui fait la faiblesse des faibles est de ne pouvoir se ligner ainsi. Tel est le destin du peuple, d'avoir toujours au-dedans et au-dehors ses parties pour juges...* »⁹¹.

Le vrai pouvoir politique relève bien de l'alchimie. Il est ce grand œuvre, cet *opus magnum* qui, par la consécration de l'intérêt général, permet à chaque intérêt particulier d'y trouver largement son compte mais l'inverse ne peut qu'aboutir à une impasse : jamais de l'intérêt mesquin particulier ne peut jaillir l'intérêt de tous et, là encore, comment ne pas revenir toujours au promeneur solitaire : « *Il y aura toujours une grande différence entre soumettre une multitude et régir une société. Que des hommes épars soient successivement asservis à un seul, en quelque nombre qu'ils puissent être, je ne vois là qu'un maître et des esclaves, je n'y vois point un peuple et son chef; c'est si l'on veut une agrégation, mais non pas une association; il n'y a là ni bien public ni corps politique. Cet homme, eût-il asservi la moitié du monde, n'est toujours qu'un particulier; son intérêt, séparé de celui des autres, n'est toujours qu'un intérêt privé. Si ce même homme vient à périr, son empire après lui reste épars et sans liaison, comme un chêne se dissout et tombe en un tas de cendres, après que le feu l'a consumé. Un peuple, dit Grotius, peut se donner à un roi. Selon Grotius un peuple est donc un peuple avant de se donner à un roi. Ce don même est un acte civil, il suppose une délibération publique. Avant donc que d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple. Car cet acte étant nécessairement antérieur à l'autre est le vrai fondement de la société.* »⁹². Il est ainsi, dans la nature de l'homme, une réalité incontournable : son organisation sociale n'existe que pour la survie de l'espèce. Il en résulte que celle-ci ne saurait fonctionner que pour l'intérêt général, pour le commun profit qui ne peut être utilement défini que par ses propres bénéficiaires, c'est-à-dire par l'ensemble du corps social et non par la volonté de quelques uns de ses membres, prétendant s'exprimer au nom de tous. C'est pourquoi l'article 25 de la déclaration

⁹¹ J.J. ROUSSEAU « *Œuvres complètes de J.J. ROUSSEAU* » (tome VI « *Lettres écrites de la montagne.* »), chez P. DUPONT, libraire-éditeur, PARIS, 1823, page 463 (ouvrage disponible en ligne sur books.google.fr).

⁹² J.J. ROUSSEAU « *Du Contrat social ou Principes du droit politique.* » I, 5 (1762), Union Générale d'Éditions, Collection « *Le Monde en 10-18* », PARIS, 1963, 197 pages (disponible en ligne sur classiques.ucaq.ca).

des droits de l'Homme de 1793 ne pouvait que constater que « *La souveraineté réside dans le Peuple : elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable.* » et en tirer, dans l'article suivant, la logique conséquence : « *Aucune portion du Peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier ; mais chaque section du souverain, assemblée, doit jouir du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté.* ». Comment s'étonner alors que, chaque jour, les choses aillent de mal en pis et comment ne pas croire que cette situation est vouée à s'aggraver encore tant qu'une petite portion du Peuple exercera, sans partage, la puissance du Peuple entier ? Quand cette immense partie du Peuple, tenue aujourd'hui à l'écart, ce tiers exclus comme le nomme le père DUCHESNE, aura simplement pris conscience de cette incongruité, alors l'ère du bonheur sera proche.

La seule vérité : le Peuple, la volonté du plus grand nombre.

Le père DUCHESNE a déjà dénoncé la pratique de l'interdit entretenue par les endormeurs qui veulent figer la société actuelle au seul bénéfice de ses prédateurs. Il a révélé ces interrogations, bannies à jamais de tout débat public, car elles mettraient en péril le monde de l'injustice qui nous entoure. Voilà sans doute la question la plus significative, un des bastions les mieux gardés dans ce *no man's land* préservé à bon escient : qui détient la souveraineté ou, en d'autres termes, à qui revient le droit de décider dans la société ? Si, comme le pense le père DUCHESNE et, avec lui, tous les démocrates, on estime que seul le Peuple détient cette souveraineté, dans ce cas il faut pousser la logique jusqu'à son ultime retranchement et admettre que celle-ci s'exerce dans toute sa plénitude et sans partage. Si au contraire, tout en se qualifiant comme tel, par on se sait quel réflexe de défiance, on pense qu'il est souhaitable, utile ou raisonnable de confier cette même souveraineté à quelqu'un d'autre, quel qu'il soit, monarque, grand guide ou minorité instruite et agissante, on ne fait qu'usurper l'idéal de la démocratie. Il serait totalement illusoire alors de croire avoir masqué, aux yeux de tous, sa propre duplicité en prétendant que le vrai détenteur de la souveraineté est en réalité la fiction juridique de la nation : le « nationniste », pas plus que le monarchiste, ne saurait se targuer d'être démocrate !

Un bien mauvais système sans doute, mais il n'y en a pas d'autre...

Le père DUCHESNE a déjà souligné combien le faux-semblant, le consensus apparent et erroné, le mensonge en définitive, étaient partout de mise pour faire admettre qu'il existe une démocratie. Que quelqu'un vienne seulement poser la question : « *Puisque le Peuple a le pouvoir, que ne le lui donne-t-on pas ?* », la réponse est invariablement toujours la même : « *Non c'est pas possible !* » et voilà qu'il est aussitôt évoqué, pêle-mêle, anarchie, peste, choléra ou les trois à la fois. Les partisans de la démocratie vraie ont cependant tout à gagner à multiplier ces interrogations, à acculer ces beaux parleurs dans leurs propres contradictions, à prôner la transparence parfaite dans l'expression des idées politiques de chacun car c'est bien le non-dit qui permet le maintien et la suprématie d'un concept de démocratie faux car ils n'en a pas la substance. Concernant ce domaine fondamental car il implique l'avenir de tous, plus, sans doute, que dans tout autre secteur de l'activité des hommes, la clarté doit être la règle. Ainsi certaines arguties, ressassées pourtant régulièrement, pourraient être ouvertement dénoncées. L'idée, par exemple, largement répandue, que le régime issu des institutions de la V^e république relèverait tout à la fois de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale ce qui expliquerait qu'à côté du mandat représentatif, il y ait également place pour le référendum. Cette position n'est pas

acceptable ! Elle ne permet que d'éviter de répondre à la question fondamentale précédemment formulée car il n'est pas de demi-mesure : ou la souveraineté est l'affaire du Peuple, ou elle est détenue par quelqu'un d'autre. La souveraineté, par essence, ne se partage pas ! L'argument contemporain du référendum est fallacieux : cette consultation ne peut être considérée comme l'expression d'une souveraineté populaire, du moins dans toute sa plénitude car, qui fait la question ?

De la même manière l'argument technique qui fonderait, à lui seul, la démocratie représentative n'est pas davantage acceptable. Les tenants de cette thèse soutiennent qu'il existe en définitive une souveraineté du Peuple mais que celle-ci est, en quelque sorte, « aménagée » pour des raisons essentiellement d'efficacité. L'argumentation ne varie guère et consiste toujours à prétendre que le Peuple se trouve intégré dans une nation, entité abstraite, que l'on ne consulte qu'à intervalle régulier afin d'éviter que d'incessantes et d'intempestives remises en question ne viennent perturber la politique publique, voire ne provoquent la paralysie du pays tout entier. Le Peuple n'est ainsi convié qu'à un rendez-vous à échéance et confie le reste du temps la conduite de ses affaires à des personnes qu'il choisit librement. Il reste alors parfaitement libre d'invalidier son choix à l'échéance s'il s'estime mécontent de ses mandataires. Ce raisonnement, en apparence frappé du plus élémentaire bon sens, est en réalité doublement inadmissible. D'abord et en premier lieu il repose toujours sur la même contradiction : encore une fois, pour le vrai démocrate, la souveraineté ne se conçoit que sans partage. Imaginerait-on un roi qui ne gouvernerait qu'un jour tous les cinq ans ? Ensuite, au plan strictement technique, l'argument n'est pas davantage valide ainsi que va le démontrer le père DUCHESNE. Comme il n'est pas possible pour les défenseurs de cette théorie d'affirmer qu'en définitive ils se méfient du Peuple, sauf à tomber le masque de la duplicité, ils s'accrochent alors à cette idée qu'il n'est pas envisageable techniquement de recueillir l'avis du souverain en permanence ce qui impliquerait, selon eux, que seul un rendez-vous sur objectif ne soit concevable. A une époque où chacun peut constater que l'opinion publique est incessamment consultée, parfois plusieurs fois par jour, sur des sujets les plus anodins et les plus futiles, comment ne pas douter de la pertinence de cette argumentation qui a d'ailleurs été fermement écartée par les constituants de l'an I, à une époque où il fallait une journée de cheval pour seulement rejoindre le chef-lieu de son département et où l'information était loin de circuler en temps réel, comme aujourd'hui, grâce aux nouvelles techniques de communication !

En réalité, même si l'aveu n'est jamais explicite, toutes ces prétendues explications reposent toujours sur une profonde défiance à l'égard du Peuple avec, la plupart du temps, la volonté sous-jacente de priver celui-ci de ses prérogatives pour les confier à des gens raisonnables, des « *despotes éclairés* » comme l'a dit le père DUCHESNE. De beaux esprits, les chantres de la gauche caviar en tête, viennent ainsi vanter les mérites d'un François MITTERRAND qui, en pleine campagne présidentielle, choisit d'imposer l'abolition de la peine de mort en dépit des résultats de sondages massivement en sens contraire. Qu'ils poussent donc leur raisonnement jusqu'au bout. Qu'est-ce à dire ? Que la volonté exprimée par le souverain n'a aucune importance ? Qu'il faudrait donc éduquer le Peuple pour lui enseigner ce qui est bon ? Voilà ce qui serait sûrement très intéressant à entendre ! Les choses apparaissent en effet d'une simplicité enfantine : quiconque partage les idéaux de la démocratie ne peut qu'avoir de cesse de toujours vouloir voir le Peuple exercer pleinement la souveraineté qui lui revient de droit et, si l'on craint de lui quelque élan primesautier, si on redoute qu'il ne cède à quelque pulsion irréfléchie ou qu'il privilégie quelque solution de facilité alors il faut avoir le courage de l'admettre, on n'est point démocrate ! C'est bien la raison pour laquelle, dans la société des

accapareurs, qui n'a de démocratie que le nom, tout est en permanence mis en œuvre pour que jamais la volonté de Peuple ne trouve à s'exprimer. Le père DUCHESNE a révélé ainsi combien la question de la démocratie occupe une place de choix dans le domaine de l'interdit. Il a dénoncé aussi comment, par ce qu'il nomme le subterfuge, on tend à confiner les masses dans la léthargie abêtissante de l'idolâtrie. Il va maintenant décrire d'autres techniques mises en œuvre par les tenants de l'ordre établi pour toujours contenir l'expression libre du Peuple et celles-ci sont, sans nul doute et de loin, les plus inquiétantes.

La psychiatisation de la société.

Plus qu'une conviction, plus même qu'un idéal, la démocratie est un état d'esprit permanent. Le démocrate est dans le Peuple comme un poisson dans l'eau : il ne le hait ni ne le méprise mais il vit et il vibre avec lui. Il est irrésistiblement attiré par les petites gens, la multitude des inconnus, l'anonymat de la foule. Il sait qu'il n'est qu'une vérité et que nul individu ne la détient car seule l'expression populaire est susceptible de la générer. C'est la raison pour laquelle, il se méfie comme de la peste de tous les systèmes, de toutes les doctrines, de tous les dogmes mais accorde, par contre, une confiance aveugle en la volonté générale. L'argument suprême qui fait de la démocratie le premier de tous les systèmes politiques et en définitive le seul réellement crédible, est bien en effet que celle-ci ne se fonde pas sur la volonté d'un seul individu ou les intérêts d'un seul groupe mais prend appui sur la volonté de tous. Qui peut sérieusement douter que dans toutes les autres organisations sociales les dirigeants, monarques ou oligarques ne pensent, d'abord et avant tout, qu'à eux-mêmes ? C'est bien pour cela que la démocratie, face aux obscurantismes et à la loi du plus fort, est le domaine par excellence de la raison qui, comme l'écrivait Blaise PASCAL, « *nous commande bien plus impérieusement qu'un maître car en désobéissant à l'un on est malheureux mais en désobéissant à l'autre on est un sot.* ». Il n'y a pas de demi-mesure a dit et répété le père DUCHESNE ! Il faut chasser définitivement cette idée, en permanence ressassée par la propagande des accapareurs, que la volonté du Peuple serait nocive au bien commun. C'est assurément tout le contraire : la volonté du Peuple est le bien commun ! Le régime qui ne relève pas de la démocratie, quant à lui, a tout à craindre de cette raison, dont parlait PASCAL, et tout à redouter d'un éventuel sursaut de l'ensemble des citoyens qui prendraient soudain conscience que la place légitime qui est la leur a été usurpée. C'est pourquoi les usurpateurs n'ont de cesse que de vouloir tromper ou manipuler les masses car il y va du maintien de leur suprématie. A coté des techniques déjà mises en avant par le père DUCHESNE, voyons maintenant comment l'étude de l'esprit a pu fournir de nouvelles armes aux oligarques.

La psychiatrie contemporaine présente l'image d'un paradoxe. Si on la regarde de près on ne peut que déplorer un secteur de plus en plus en déshérence, littéralement miné par le manque de moyens. En à peine vingt ans, ce ne sont pas moins que 50 000 lits qui ont été supprimés en psychiatrie en France, sans compter les dizaines de milliers de postes de soignants. Inutile alors d'épiloguer sur la situation catastrophique de l'accueil réservé aux malades comme sur les conditions de travail, dénoncées régulièrement par les psychiatres dans leurs congrès ou par les syndicats de personnel. En réalité tout se passe comme si un glissement s'opérait : la psychiatrie au service du mieux être de malades, qui ne pèsent guère économiquement, semble avoir vécu mais l'ère de la psychiatrie au service de la société de l'injustice semble avoir de beaux jours devant elle. Voici même qu'elle tend à jouer le rôle que la religion y occupait naguère en devenant une productrice de normes, en fixant un modèle de comportement standard duquel il

n'est pas possible de dévier, sauf à être considéré comme un être anormal, justifiant alors d'un traitement destiné à lui faire réintégrer le moule.

Pour occuper, au même titre d'ailleurs que le darwinisme, le rang d'une religion d'Etat, la psychiatrie se devait de passer du simple stade de science humaine au rang de science exacte. Quiconque, comme le père DUCHESNE, s'intéresse à l'histoire de la psychiatrie moderne est surpris de constater l'importance du rôle joué par certaines institutions, particulièrement dans la première moitié du vingtième siècle. Il en est ainsi outre Rhin de l'*Institut du Kaiser Wilhelm pour la psychiatrie*, au sein duquel naquit le *Wilhelm Institute for Anthropology, eugenics and Human Heredity* qui joua un rôle fondamental dans l'élaboration de la théorie raciste nazie. Les pays anglo-saxons ne sont pas en reste avec notamment la *National Institute for Mental Health* aux Etats Unis et le *Tavistock Institute for Human Relations* en Grande Bretagne. On reste un peu confondu en apprenant que ces vénérables institutions, destinées à la recherche pure, ont bénéficié de l'aide la plus étendue de grandes fortunes comme par exemple les ROCKEFELLER ou les banquiers allemands WARBURG. Ce sont ces organisations et la *Tavistock* en particulier, sous l'influence notamment du chercheur allemand, émigré aux Etats-Unis, Kurt LEWIN (1890-1947), le créateur de l'expression « *dynamique de groupe* », qui seront à l'origine du *National Training Laboratories (NTL)* de l'université de *Harvard* qui deviendra le berceau de ces références incontournables de la psychologie moderne que sont le *béhaviorisme* et la *psychologie comportementaliste*. Les concepts dégagés et mis en avant par ces estimables officines ne lassent d'inquiéter. Ceux-ci ont été notamment évoqués dans l'ouvrage de Henri Victor DICKS « *Fifty Years of the Tavistock Clinic* »⁹³. A titre de simple illustration le père DUCHESNE mentionnera la théorie de la *tabula rasa* (table rase) qui va jusqu'à prétendre qu'une société peut faire l'objet d'un entier contrôle à condition toutefois qu'y soit créé un état d'hébétude (« *blank state* ») qui pourra être obtenu en cherchant à y établir un état d'esprit « *infantile* », immature équivalent « *à celui de la situation de la petite enfance* », une sorte de « *chaos social* ». C'est encore DICKS qui, dans son livre, dénonce la mise en place « *d'une psychiatrie sociale en tant que science politique* » permettant des « *techniques préventives d'intervention sur de larges échelles, ... l'invention de nouvelles communautés thérapeutiques, l'invention de la culture psychiatrique..., l'invention d'une psychiatrie dirigeante et reconnue...* ». Dans cette vision des choses imposée par ces thèses behavioristes et comportementalistes, défendues encore par Wilhem Maximilien WUNDT (1832-1920), le célèbre Ivan Petrovich PAVLOV (1849-1936) ou l'américain Burrhus Frédéric SKINNER (1904-1990), l'être humain est relégué au rang d'objet. Ainsi chosifié, devenu simple mécanique réagissant à des stimuli appropriés, il lui est bien entendu nié toute dimension transcendante en parfaite harmonie d'ailleurs avec ce paradigme darwiniste que les politiques du *conseil de l'Europe* veulent aujourd'hui imposer.

Or l'impact de ces théories sur la société contemporaine est considérable tant l'influence qu'elle exercent sur la psychiatrie moderne tend à devenir hégémonique. Ce sont elles qui sont notamment à l'origine des outils de diagnostic des troubles mentaux qui sont systématiquement utilisés aujourd'hui comme les *DSM III et IV*⁹⁴. Il s'agit de véritables manuels, qui s'avèrent en fait n'être que des recueils de statistiques plus ou moins orientés. Ils aboutissent ainsi à forger un modèle de l'homme en société et du même coup conduisent à réduire singulièrement le rôle du

⁹³ H. V. DICKS « *Fifty Years of the Tavistok Clinic* », éditeur Routledge & Kegan Paul PLC, 1970, 429 pages.

⁹⁴ *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders (DSM)* publiés par l'*American Psychiatric Association*.

praticien spécialisé ce qui explique aussi, sans nul doute, la suppression massive de lits correspondants dans le milieu hospitalier. Inutile de préciser que le modèle consacré se borne à décrire un simple rouage de la grande chaîne sociale, niant bien entendu toute richesse individuelle. Pour se borner à un exemple, quand on se réfère au *DSM IV* on y apprend qu'un comportement mystique, religieux, voire de simples pensées irrationnelles portées vers la métaphysique, relèvent de « *bouffées délirantes* » qui ne peuvent alors s'analyser que comme autant de signes annonciateurs du trouble mental qu'il conviendra de soigner au moyen de remèdes appropriés et parmi ceux-ci, occupent une place privilégiée les médicaments destinés à soigner cette maladie contemporaine, surgie du néant, que l'on nomme *dépression* et qui ne semble pouvoir être définie d'autre manière que le trouble que l'on soigne au moyen d'antidépresseurs. Une étude de la *Caisse Nationale d'Assurance Maladie*⁹⁵ montre qu'en France la consommation de psychotropes occupe la deuxième position derrière celle des antalgiques avec, d'années en années, des prescriptions en progression constante⁹⁶. Les anxiolytiques sont les médicaments les plus prescrits, suivis par les antidépresseurs qui devancent désormais les hypnotiques et les consommateurs réguliers représentent 11,2% des assurés sociaux avec une nette surconsommation féminine (31,3% contre 17,3%). Cependant comme le souligne Philippe PIGNARE, auteur de « *Comment la dépression est devenue une épidémie* »⁹⁷, l'important n'est plus d'étudier les causes d'un trouble mental allégué mais uniquement de se centrer sur les effets d'une molécule sur le cerveau humain, cette « *petite biologie crée des mécanismes de répétition, elle vient nourrir l'épidémie de dépression... les psychotropes représentent le secteur le plus moderne de la médecine parce qu'il n'a pas de fin* ». Comment ne pas voir alors que l'effet recherché est bien de mettre de plus en plus d'individus sous l'influence de ces salutaires molécules si efficaces pour dispenser les gens de réfléchir, de s'interroger et encore moins de se révolter ? Ce n'est pas là encore fantasme du père DUCHESNE, mais ce qui ressort clairement du pourtant bien modéré « *Rapport sur le bon usage des médicaments psychotropes* » établi par le député Maryvonne BRIOT, en 2006, devant l'assemblée nationale : « *L'impact délétère des benzodiazépines sur les performances cognitives, et en particulier sur la mémoire à court terme, a été mis en évidence par plusieurs études, même s'il n'est actuellement pas possible de conclure à l'existence d'un lien causal entre exposition aux benzodiazépines et détérioration cognitive. Les résultats de ces études conduites en population générale peuvent en tout cas être considérés comme un signal épidémiologique indiquant que des études complémentaires sont nécessaires. Du fait de la proportion importante de sujets exposés à ces médicaments, une augmentation, même minime, du risque de détérioration cognitive pourrait générer un nombre significatif de cas de démence, avec de larges répercussions sur la santé des populations âgées.* ».

Mais il y a plus grave encore, c'est depuis l'accession du candidat béni des accapareurs au pouvoir, l'utilisation sans vergogne des ressources de la psychiatrie dans une tentative généralisée et avouée d'endoctrinement du pays et, quel meilleur exemple trouver que la mise en place, le 30 août 2007, de la fameuse commission sur la libération de la croissance, présidée par Jacques ATTALI. Quelle ne fut pas en effet, la grande surprise du père DUCHESNE de constater, qu'au

⁹⁵ Voir les article « *France : toujours plus de médicaments.* » dans le *Nouvel Observateur* du 3 septembre 2004, « *Antidouleurs et antidéprime ont la cote.* » dans *Libération* du 2 septembre 2004.

⁹⁶ Ainsi + 8,2% pour le *Deroxat* entre 2002 et 2003 et + 6,9% pour le *Temesta*.

⁹⁷ P. PIGNARE « *Comment la dépression est devenue une épidémie* », éditions Hachette, collection « *Psychanalyse* », 2003, 153 pages.

sein de cet aréopage destiné, dit-on, à administrer à la France, malade d'antilibéralisme, en guise de remède de cheval, une « *cure de modernité intensive* », figure en bonne place le psychiatre et neurologue Boris CYRULNIK chargé plus particulièrement des « *blocages psychologiques et psychosociaux* » du peuple français qui constitueraient autant de « *freins à la croissance* ». Ce dernier exemple induit, une fois encore, combien, au fil du temps qui passe, la main mise d'une minorité devient de plus en plus palpable et combien la manipulation de l'opinion devient omniprésente et l'arrogance à l'égard du bon Peuple indécente mais, paradoxalement, comme l'a déjà souligné le père DUCHESNE, c'est sans doute là aussi que réside la note d'espoir. Le trop a toujours été l'ennemi du bien et finalement la principale force de l'oligarchie de l'argent, comme celle du diable d'ailleurs dit-on, était jusqu'à présent de faire croire qu'elle n'existait pas. Or voici que surgit ce Badinguet nouveau qui vient afficher, au delà de toute décence, une sympathie outrancière pour les seuls détenteurs de l'argent, voici qu'il ne semble partager comme seul souci que de les gratifier, encore et encore, d'avantages inconsiderés mais pour ce faire il ne dispose plus alors que des ressources de la manipulation des masses or rien n'est plus voyant que celui qui cherche à tromper...

La roche Tarpéienne est près du Capitole...

On n'a que trop rappelé, autour de l'élection présidentielle de 2007, la concentration de tout ce que le pays compte de médias au service d'un seul individu : *France Télévision*, alors aux mains de Patrick DE CAROLIS, qui se révélait fervent soutien du candidat ; le groupe *Radio Fance* de Jean Claude CLUZEL qui s'avérait être un autre soutien du candidat ; le groupe *TF1-LCI* et dans son sillage ses nombreuses autres participations dans d'autres médias, dirigé par Martin BOUYGUES, parent et parrain du fils du candidat, qui s'est d'ailleurs empressé de recruter Laurent SOLLY le directeur de campagne adjoint ; le groupe *M6*, dont les destinées étaient présidées par Nicolas DE TAVERNOST qui, étonnamment, se montrait aussi soutien indéfectible du candidat avec son principal actionnaire Vincent BOLLORE, l'ami et accessoirement pourvoyeur de loisirs coûteux au profit du candidat ; le premier éditeur mondial de magazines avec *Paris Match*, *Le journal du dimanche*, *Elle*, *Télé 7 jours*, Arnaud LAGARDERE se considérait, quant à lui, comme le frère du candidat ; le second éditeur français de magazines avec *Le Figaro*, *Valeurs actuelles* des consorts Olivier, député UMP et Serge DASSAULT, sénateur UMP n'étaient pas en reste pour se déclarer très proches tous deux du candidat ; le groupe *Le Monde* dont le conseil de surveillance était présidé par Alain MINC, assurément soutien solide du candidat ; et que dire du *Conseil Supérieur de l'Audiovisuel* présidé par Michel BOYON, des agences de presse car la litanie pourrait encore s'avérer fort longue... Comment douter alors que, fort de cet unanimité médiatique, il fut aisé au candidat des riches de déployer, à vaste échelle, les techniques de manipulation des masses à un niveau jamais encore atteint et une analyse un peu plus fine permet de constater que celles-ci ont reposé sur trois principaux vecteurs dont le premier, qui a déjà été dénoncé par le père DUCHESNE, n'est pas, loin s'en faut, l'apanage du seul élu dès lors qu'il s'agit de la peopolisation, voie royale du subterfuge, si utile pour endormir les masses en ne leur donnant à vivre qu'une vie factice, par procuration. En s'affichant à longueur de médias qu'il contrôle dans les jet privés, les yachts de luxe, aux bras d'une nouvelle conquête, dans laquelle le père DUCHESNE ne voit que l'ombre d'une nouvelle Messaline, voici que le nouvel élu semble chercher à voler la vedette aux despotes habituels de l'image. La recette en est bonne, du moins le croit-il ! Il reste toutefois une grande différence : les idoles de chair et de sang ne s'imposent aux crétins que parce qu'ils peuplent, à

leurs yeux, un olympe inaccessible, un autre monde auquel le commun des mortels n'a pas accès. Tel n'est jamais le cas de l'homme politique qui, par la force des choses, partage le monde des vivants qu'il entend diriger !

Il est une seconde technique, utilisée notamment durant la campagne présidentielle qui repose toute entière sur l'effet de *validation subjective*, plus connu sous le nom d'« *effet Barnum* ». On doit ce concept au psychologue américain Paul MEEHL qui l'a créé en se référant aux propos prêtés à Phinéas Taylor BARNUM (1810-1891), le créateur du célèbre cirque, auquel on attribue ces deux principes : « *A chaque minute naît un gogo* » et « *Il faut réserver à chacun un petit quelque chose* » qui auraient été, selon lui, les recettes du succès de son attraction. A la fin des années quarante un autre psychologue américain Bertram FORER (1914-2000) a expérimenté avec succès cette tendance profonde qui fait que tout individu tend à reconnaître spontanément ce qui croit être la description de lui-même. Il a montré, par la même occasion, que la crédulité s'appuie le plus souvent sur des processus cognitifs normaux et fort répandus. A l'origine de cette analyse, il y a d'abord le constat de la nécessité pour chacun d'entretenir une image stable et positive de lui-même, ce que les psychologues nomment « *le parti pris de complaisance* ». Or, ce besoin s'accompagne d'une soif d'informations à son propre sujet. Il en résulte alors ce penchant profond, chez tout individu, à appréhender toute description, toute synthèse qui parle de lui, dès lors bien sûr qu'elle repose sur une approche valorisante, comme étant quelque chose d'extrêmement cohérent. L'*effet Barnum* permet ainsi de comprendre pourquoi, les horoscopes des magazines, conçus cependant en termes larges qui peuvent ainsi s'appliquer à des centaines de milliers de personnes, sont pourtant fort prisés par de nombreux lecteurs. Or qu'a-t-il été donné à voir durant la campagne électorale ? Le candidat des milliardaires, multipliant à l'envi les prises de position sur les sujets les plus divers, non bien entendu pour proposer des réponses construites sur les problématiques ainsi soulevées, mais pour se cantonner dans le seul registre de l'émotionnel en donnant à servir aussitôt une pulsion réactionnelle basée sur le rejet, l'imprécation ou la division. Une victime d'un fait divers, on prend aussitôt le « *parti des victimes* » ; une usine de plus qui ferme, on crie à tue-tête que la France doit rester en France ; un étalage indécent de pognon quelque part, voici qu'il est annoncé que tous les français doivent devenir actionnaires... Comme au cirque BARNUM, chacun y trouve son compte. Bien entendu, dès lors que tout cela relève du simple registre de la rodomontade, il n'y a rien à attendre de concret par la suite...même pas de la poudre aux yeux ! On a promis la suppression des parachutes dorés, ils n'ont jamais été aussi indécents⁹⁸. On a assuré que *GDF* resterait à la puissance publique par un poignant « *Je ne vous trahirai pas !* », voici bien sûr que l'entreprise est privatisée à outrance. On a juré, dur comme fer, qu'au prétendu acquis social des trente cinq heures on n'y toucherait point, voici qu'il est remis en cause. On a clamé qu'on serait le candidat de la recherche française en crise et on s'empresse de démanteler

⁹⁸ Le cabinet de conseil *Investorsight* pour *Le Monde* a recensé 51 « *parachutes dorés* » soumis au vote des actionnaires lors des assemblées générales de 2008, dans 250 sociétés cotées. Au sein du CAC 40, un quart des entreprises prévoient de verser de telles indemnités. Les dix plus gros parachutes - qui se trouvent en majorité au sein du CAC 40 - représentent un montant cumulé de près de 50 millions d'euros. En tête de liste figurent Patricia RUSSO, directrice générale d'*Alcatel-Lucent*, et Gilles PELISSON, directeur général du groupe *Accor*, avec 6 millions d'euros chacun. Puis viennent José-Luis DURAN chez *Carrefour* (de 4,6 à 5,8 millions d'euros), Benoît POTIER chez *Air liquide* (2,8 à 5,6 millions d'euros) et Christophe DE MARGERIE chez *Total* (5,4 millions d'euros).

le fer de lance de celle-ci, le CNRS. Jusque même la « *tolérance zéro* » pour la détention des chiens d'attaque qui n'a connu la moindre concrétisation alors que les agressions de ce genre tendent à se multiplier...

On voit comment à présent cette seconde technique était essentiellement destinée à abuser le bon Peuple, à le tromper pour permettre ainsi d'usurper pendant cinq années le droit de tout faire au service de la petite minorité d'accapareurs. Cette manipulation est un des avatars de plus du complot que dénonce le père DUCHESNE. « *La victoire de Nicolas Sarkozy en France résulte d'une manipulation à grande échelle des imaginaires* », soutient à cet égard Mona CHOLLET, journaliste au Monde Diplomatique. « *Elle a été préparée par vingt ans de TF1 et de M6, de presse people, de jeux télévisés, de Star Ac et de superproductions hollywoodiennes. Pour pouvoir ricaner en toute tranquillité des beaufs qui ont voté Sarkozy, il faudrait d'ailleurs pouvoir prétendre avoir échappé complètement à l'influence de cette culture — ce qui ne doit pas être le cas de beaucoup de monde... Pourquoi mettre en place des politiques égalitaires, redistribuer les richesses, garantir à tous des conditions de vie décentes et épanouissantes, quand on peut se contenter d'accréditer la fable selon laquelle "si on veut vraiment réussir, on peut" ? Pourquoi se fatiguer à ôter les obstacles qui se dressent sur le chemin des plus défavorisés, quand on peut se contenter de couvrir d'éloges ceux qui, parmi eux, ont le jarret assez souple pour sauter par-dessus - en insinuant sournoisement, par la même occasion, que les autres doivent quand même être un peu feignasses s'ils n'y arrivent pas eux aussi ? Pourquoi se tuer à satisfaire les revendications du peuple quand on peut le payer de mots - et de belles histoires ?* »⁹⁹.

Il est une troisième forme de manipulation des masses qui prévaut davantage depuis que le candidat des richissimes à accédé au pouvoir et dès lors qu'il est devenu pour lui nécessaire de mettre en place les mesures qu'attendent ses vrais mandants : c'est la désinformation que le spécialiste français de l'information et de la stratégie François-Bernard HUYGHE définissait dans son ouvrage « *L'Ennemi à l'ère numérique : Chaos, information, domination* »¹⁰⁰ comme étant le fait de « *propager délibérément des informations fausses en les faisant apparaître comme venant de source neutre ou amie pour influencer une opinion...* » et, plus le mensonge sera gros, plus celui-ci aura des chances de passer. Parmi les nombreux exemples édifiants on peut citer en bonne place la dépénalisation du droit des affaires que s'empresse de mettre en oeuvre de l'arbitraire de nantis impatients. Voici que cette réforme est présentée comme urgente, dans la mesure où la pénalisation du droit des affaires serait un obstacle au développement des entreprises. Voici qu'il est également avancé que les sanctions administratives seraient plus rapides et plus efficaces et que cette dépénalisation s'inscrirait dans une tendance internationale. Trois affirmations et trois mensonges éhontés ! Ainsi, même la commission présidée par l'ancien président de la cour d'appel de Paris, Jean-Marie COULON, mise en place pour faire passer la réforme, a bien montré, en affirmant en particulier la nécessité du maintien de sanctions pénales en matière de droit de la concurrence¹⁰¹, que le développement harmonieux des entreprises passe d'abord et

⁹⁹ Voir M. CHOLLET « *Rêves de droite – Défaire l'imaginaire sarkozyste* », éditions La Découverte, collection « Zones », 2008, 156 pages.

¹⁰⁰ F. B. HUYGHE « *L'Ennemi à l'ère numérique : Chaos, information, domination.* », éditions Presses Universitaires de France, collection « Défense et défis nouveaux », 2001, 216 pages.

¹⁰¹ Voir l'article paru dans l'Express du 20 février 2008 : « *Droit des affaires: une réforme pour "mieux pénaliser"* ».

avant tout par la pérennisation d'un système sain, qui exclut de ce fait la fraude. Par ailleurs les sanctions administratives, infiniment moins coercitives que les sanctions pénales, sont aussi bien plus difficiles à appliquer en raison de la faiblesse des moyens d'investigation dont dispose l'administration si on les compare à ceux détenus par l'autorité judiciaire. Enfin, c'est tout exactement l'inverse du chemin pris par la France qui prévaut dans tous les Etats du monde où ce type de législation est fermement maintenu en place, comme aux Etats Unis par exemple ou encore au Japon, au Canada ou au Royaume Uni, où elles sont parfois apparues très récemment tandis que d'autres pays, comme la Suède ou la République Tchèque, envisagent sérieusement d'instaurer pareille réglementation répressive. Et bien entendu les exemples pourraient être multipliés tant cette désinformation apparaît être intrinsèquement lié à ce principe de duplicité, dont le père DUCHESNE a déjà parlé, qui prévaut dans la société des accapareurs.

Fort heureusement toutefois, voici qu'en à peine plus d'un an du nouveau gouvernement des dupes, une véritable prise de conscience générale semble voir le jour. Celle-ci était d'ailleurs prévisible car pour reprendre encore la parole de LINCOLN « *Vous pouvez tromper tout le monde une fois, quelque uns tout le temps, mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps.* ». Ce qui faisait la supériorité des précédents gouvernements, dont le père DUCHESNE rappellera qu'ils ont tous, sans exception, subi la sanction populaire, au regard de l'équipe dirigeante actuelle, c'est que ceux-ci avaient su préserver l'illusion de leur légitimité. Le Peuple avait voté pour eux car il les pensait alors porteurs de programmes qui iraient dans le sens de son intérêt. Cette accession au pouvoir d'une nouvelle clique au service des riches modifie considérablement la donne. Contrairement aux précédentes équipes gouvernementales en effet, pour lesquelles il ne peut être nié qu'elles ont recueilli, un temps du moins, la confiance du Peuple, le plus souvent d'ailleurs par rejet des prédécesseurs, aujourd'hui c'est la question même de la validité du vote qui se pose dans la mesure où le pays tout entier a été la victime d'une vaste entreprise de manipulation destinée à lui faire prendre des vessies pour des lanternes. C'est bien en ce sens, comme l'a dit le père DUCHESNE, dès le début de sa diatribe, que la situation, en apparence désespérante pour celui qui œuvre pour le bien du Peuple, devient en réalité porteuse d'espoir. Qui pourrait croire, alors que sévit une crise sans précédent provoquée par les seuls accapareurs comme il sera démontré plus avant, que l'immense majorité du pays laissera sans réagir, pendant des années encore, porter atteinte à ses intérêts les plus vitaux au seul prétexte que « *j'ai été élu pour cinq ans* » alors que, de toute évidence, on lui a volé son choix initial ?

L'esprit de VALMY.

Face à ce qui est devenu une caricature de démocratie qui s'étale sans complexe et avec indécence sur le papier glacé des magazines « *people* », confier la souveraineté au Peuple apparaît bien comme la seule vraie alternative crédible. On voit en effet, dans ces scandaleuses manipulations de l'opinion pour la faire agir contre son propre intérêt, toute la contradiction que renferme la prétendue démocratie représentative. Celle-ci semble parvenue à une impasse que d'aucuns qualifient hâtivement de « *crise de la démocratie* ». Après près de trente années de condamnation sans appel par le Peuple et il suffit à cet égard de rappeler que celui-ci a systématiquement sanctionné toutes les équipes gouvernementales qui se sont succédées depuis lors, n'est-ce pas un peu l'idée même du vote qui semble reléguée aux oubliettes ? On peut légitimement se demander en effet, si ne disparaît pas dans cet univers de duperie et de manipulation cette option, ce choix rationnel, seul alibi que possède le régime politique actuel pour se prétendre démocratie. Quand on quitte le domaine de la raison pour celui de la pulsion, il

devient vain de prétendre que l'on sollicite un choix rationnel et raisonnable alors qu'on ne fait en réalité que proposer un exutoire quinquennal à des passions provoquées et téléguidées ! La démocratie vraie, tout au contraire, qui permet au Peuple et sans la moindre entrave d'exprimer en permanence ses choix, est non seulement conforme à cet idéal qu'impose le droit naturel, mais concrétise également le régime politique, par nature infaillible, dès lors que l'erreur, à la supposer possible, ne pourrait en tout état de cause perdurer. Si tel était le cas en effet, comme il a déjà été dit, c'est ouvertement que le Peuple agirait contre son propre intérêt, donc contre lui-même. C'est aussi ce qui fait dire au père DUCHESNE que l'instauration de la démocratie vraie conduit inévitablement au cercle vertueux du constant progrès.

Prenons un exemple pour illustrer cette dynamique. Le père DUCHESNE soutient que la révolution démocratique, la seule révolution finale, sera parachevée lorsque disparaîtra la caste malfaisante des accapareurs, c'est-à-dire lorsque le Peuple imposera la loi du maximum. Imaginons maintenant, pour les besoins du raisonnement, que l'électorat se trompe dans la fixation de ce maximum qui se trouve alors objectivement arrêté à un trop faible montant avec comme conséquence des répercussions néfastes sur l'économie nationale : le spectre du « *nivellement par le bas* », tant décrié par les possédants, se profile dans le pays et, dans le même temps, une grande démobilisation tend à paralyser l'activité. L'espoir de se procurer de légitimes richesses par le fruit de son labeur ou de son industrie, s'effaçant chaque jour davantage, des entrepreneurs, des travailleurs, sans cesse plus nombreux, renoncent à investir, mettent en place des stratégies d'évitement, se désintéressent de leurs tâches en subissant comme une contrainte ce maximum imposé. Pour un peu on se croirait revenu dans un sovkhoz de la défunte Union soviétique ! Avec cette différence fondamentale toutefois que, contrairement à ce qui prévalait dans ce régime passé, la démocratie vraie a pour vertu première de reposer sur la liberté. Voici que les démobilisés du travail se font alors entendre et s'expriment avec véhémence tandis que, dans le même temps, les spécialistes de l'économie s'empressent de tirer la sonnette d'alarme. Il ne se passe pas longtemps avant que la prise de conscience ne soit générale. Les menaces désormais palpables sur l'économie nationale toute entière font vite pressentir l'urgence qu'il y a d'intervenir. De toute évidence l'intérêt de tous impose de modifier le montant du maximum qui se situera désormais au juste point d'intersection entre la légitime rétribution du travail et l'accaparement des richesses. C'est un peu le retour de la *NEP*, la « *nouvelle politique économique* » de LENINE mais non plus imposée par une poignée d'initiés mais adoptée par tous !

Mais la démocratie vraie n'est pas seulement gage d'efficience et de performance, elle est aussi synonyme d'innovation permanente, d'imagination et de progrès constants. En effet, quand seul un petit groupe phagocyte tout le pouvoir pour imposer son bon vouloir à tous, toute idée nouvelle ne peut provenir que de cette minorité qui régent tout. Quand au contraire, c'est tout le Peuple qui gouverne et, dès lors que la liberté laissée à chacun pour exprimer son opinion est consacrée comme l'une des plus essentielles, c'est chaque citoyen qui peut émettre son point de vue, faire part à tous de sa réflexion et ainsi faire proposition utile. Comment ne pas croire alors que de ce bouillonnement permanent d'idées, de ce foisonnement de nouveautés pourrait surgir autre chose qu'un grand élan de l'ensemble du corps social vers la modernité. La République est née le lendemain d'une bataille incroyable, un de ces engagements dont on sait pourtant, à coup sûr et à l'avance l'issue, tant le rapport de forces apparaît d'emblée écrasant au profit d'un des belligérants. Un jour de septembre pourtant, à proximité du légendaire moulin de Valmy, une armée de va-nu-pieds, inexpérimentée a infligé la plus sévère défaite qui soit aux forces les plus modernes et les plus aguerries de la terre par la seule force de son enthousiasme. La liberté donne

des ailes dit-on. La liberté a assurément sauvé la patrie en danger à la fin de cet été 1792 parce que le Peuple libéré, prenant soudain conscience de la force inexpugnable qui était en lui, est devenu alors invincible. Fort heureusement aujourd'hui les batailles à mener ne sont qu'économiques mais il n'en reste pas moins certain que, si le Peuple accédait à la souveraineté, si la démocratie vraie triomphait enfin, il en résulterait alors un déchaînement d'enthousiasme analogue à celui qui mobilisa le pays agressé du début de la République et cet élan salvateur ferait assurément de la France une puissance économique incontournable. Ce dynamisme, un peu à l'image d'ailleurs de ce qui a prévalu après la seconde guerre mondiale et dont le père DUCHESNE parlera bientôt, serait alors très exactement aux antipodes de ce qui peut être analysé dans la vie économique du pays aujourd'hui.

C'est en effet un lieu commun que de constater que le pouvoir d'achat de la grande majorité des citoyens se réduit comme une peau de chagrin. Sur ce point il convient d'ailleurs d'apporter une précision d'importance : à part l'infime minorité représentée par les prédateurs du corps social, ces accapareurs qui sont les seuls bénéficiaires du système en place, tout le monde est largement perdant ! Il convient ainsi de tordre le cou à un des items favoris de la propagande des nantis qui voudrait ainsi nous faire croire que les cadres, par exemple, auraient de bons salaires en constante progression. « *Les cadres s'en tirent bien !* », nous serine-t-on en permanence. Grossière erreur ! Ainsi *Advancers executive*, cabinet de chasseurs de têtes du groupe *Vedior France*, publie au mois d'avril 2008 une étude mettant en perspective la hausse du salaire des cadres et l'augmentation du coût de la vie sur la période 1992-2007¹⁰². Et que révèle cette étude ? Que si le salaire annuel moyen des cadres a augmenté de +33% pour les femmes (passant ainsi de 32.773 à 43.626 euros) et +30% pour les hommes (passant de 43.200 à 56.219 euros) l'augmentation, parfois vertigineuse, des prix¹⁰³ a abouti à une sérieuse détérioration du niveau de vie de ces prétendus « privilégiés ». Et ces augmentations généralisées ne sont rien à côté de la palme qui revient à l'immobilier¹⁰⁴. Ainsi, en considérant que 25% des revenus sont consacrés au logement, en 1992, un couple de cadres devait épargner 8 ans pour acheter un appartement de 45 m² et 16 ans pour l'achat d'un 90 m², aujourd'hui, pour les mêmes logements, il faut respectivement 12 ans et 24 ans d'épargne. Sans compter que ces chiffres, qui ne traduisent que la baisse du niveau de vie, n'expriment pas, dans son intégralité, la détérioration de la situation en ne prenant pas en compte notamment la perte de la qualité de vie qui, à son tour accentue encore l'appauvrissement : ainsi les cadres parisiens, contraints d'aller se loger de plus en plus loin de la capitale, connaissent, avec l'augmentation de la durée de trajet, outre un surcroît de fatigue mais aussi l'alourdissement de leur budget transport. Les études conduites par l'*AGIRC*¹⁰⁵ confirment celles d'*Advancers executive* en révélant par exemple que, dans les années 90, un jeune diplômé Bac+ 5 était embauché à un salaire d'environ 23.000 euros bruts par an,

¹⁰² Voir *Advancers Executive*, communiqué de presse du 18 avril 2008 « *Baisse du pouvoir d'achat : info ou intox ?* », disponible sur le site *advancers-executive.com*.

¹⁰³ A titre d'exemple le timbre poste a augmenté de 42% entre 1992 et 2007, la baguette de pain de 49%, le ticket de métro de 65%, le prix du litre d'essence SP 95 de 71%...

¹⁰⁴ 99% sur la même période de 1992 à 2007 et, si l'on ne prend en compte que les dix dernières années, la hausse dépasse l'entendement car elle atteint le chiffre astronomique de 168% et comme dans le même temps, la hausse du salaire des cadres n'est que de 21%, le rapport est donc de un à huit.

¹⁰⁵ Fédération du régime de retraite des cadres du secteur privé de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture. (site internet : *agirc.fr*)

tandis qu'aujourd'hui, si son salaire à l'embauche est désormais de 30 000 €, soit une augmentation de 30%, celle-ci est largement compensée par la hausse du coût de la vie (de +60% en moyenne).

Il va sans dire que cette détérioration du niveau comme de la qualité de la vie est d'autant plus sensible qu'elle concerne, non plus les cadres, mais les classes moyennes et plus dramatique encore quand elle se rapporte aux gens qui perçoivent des faibles rémunérations et il suffit de rappeler à cet égard que la moitié de la population française gagne moins de 1480 euros par mois, que 17% des salariés sont au SMIC et que les 7 millions de pauvres que compte le pays vivent avec moins de 718 euros mensuels. Bien entendu la propagande gouvernementale, devenue comme l'a démontré le père DUCHESNE experte en matière de désinformation, n'aura de cesse que de nier l'évidence. Écoutons à cet égard l'édifiant commentaire de l'opportun soutien au candidat des prédateurs du corps social, la grande figure, visiblement passée, de la gauche caviar, Jacques ATTALI, qui, après avoir bien entendu souligné que « *A titre personnel, je pense aussi qu'il y a un impôt injuste - l'impôt sur la fortune* » ose affirmer « *le pouvoir d'achat objectif, comptable, ne baisse pas* » et encore mieux « *Et la vérité, c'est que le pouvoir d'achat augmente trop vite par rapport à notre compétitivité.* »¹⁰⁶. On croît littéralement rêver ! N'est-ce pas là, une fois de plus, l'application de cette règle que l'on attribue à GOEBBELS « *Plus le mensonge est gros, plus il a des chances de passer* » car les chiffres sont sans appel et l'opinion ne se méprend pas : 71% des français estimaient que leur pouvoir d'achat avait baissé en 2007 tandis que 54% prévoyaient une nouvelle baisse en 2008¹⁰⁷. Dans ce même temps 69% des « *classes moyennes* » avaient le sentiment de se restreindre sur leur budget¹⁰⁸ et il ne s'agit pas là de perceptions subjectives, comme certains plaisantins voudraient nous le faire croire, car les enquêtes conduites sur des données purement objectives viennent bien corroborer le sentiment d'appauvrissement général à vitesse accélérée : ainsi, par exemple, l'*UFC-Que Choisir* chiffrait l'inflation à 6,6% pour la seule période de septembre 2007 à mai 2008¹⁰⁹. Ces constatations et cet état de fait, n'en déplaît aux beaux parleurs, ne sauraient surprendre. Comme le répète le père DUCHESNE, il ne peut en être autrement car il est aisé de comprendre que les richesses d'un pays sont en nombre fini – la richesse nationale, à un instant donné, est une constante comme disent les mathématiciens – et il n'est donc nul besoin d'être grand génie, ni d'analyser de manière fine tous les rouages économiques nationaux, pour comprendre que, dès lors que la portion prise par les accapareurs croît de manière exponentielle conformément à la loi du « toujours plus », la part vouée au plus grand nombre se réduit à due concurrence et ce n'est pas là le fruit des divagations du père DUCHESNE mais ce qui ressort des statistiques les plus officielles que rappelait d'ailleurs M.Liêm HOANG-NGOC, maître de conférences à l'*Université de Paris I*¹¹⁰ : « *Le pouvoir d'achat a-t-il baissé pour tout le monde ? Au cours de ces dix dernières années, le revenu déclaré des 5% des contribuables français les plus riches a augmenté de 11%. Le revenu des 1% les plus aisés a augmenté de 19,4% et celui des 0,1% les plus fortunés de 32%* ».

Parmi les conséquences de cet appauvrissement généralisé, une des moins visibles mais cependant des plus préoccupantes, bien qu'elle n'ait pourtant fait l'objet d'aucune étude sérieuse,

¹⁰⁶ Interview dans l'hebdomadaire « *Le Point* » du 22 novembre 2007.

¹⁰⁷ Source: *TNS-Sofres*.

¹⁰⁸ Source : *Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC)*.

¹⁰⁹ Voir l'article de Guirec GOMBERT dans *Le Figaro* du 27 août 2008 « *Grande distribution : les prix ont augmenté de 6,6%* ».

¹¹⁰ Chronique du mercredi 27 février 2008 sur *France Inter*.

est la multiplication des comportements déviants avec pour corollaire la mise en place et le développement dans le pays d'une véritable économie parallèle. Quiconque vit, comme le père DUCHESNE, au cœur du Peuple sait qu'il est aujourd'hui aisé de se procurer, à peu de frais, une carte ou un décodeur « pirates » pour capter les chaînes numériques, de trouver facilement des biens de consommation, de toutes natures, « *tombés du camion* » et vendus à des prix défiant toute concurrence chez « *Cours vite !* », d'avoir recours à des services les plus divers payés de la main à la main... Le père DUCHESNE se gardera bien de stigmatiser les gens du Peuple qui recourent à ces « opportunités » car, quand le budget devient, de jour en jour, plus serré et que l'angoisse de « *finir le mois* » vous assaille à peine celui-ci commencé, il faut bien trouver des solutions pour maintenir le niveau de vie auquel on a légitimement droit ! En outre et le père DUCHESNE, dans sa grande colère, ne craint pas de l'affirmer bien haut, pareils comportements peuvent aussi avoir de saines répercussions. Ainsi lorsque le téléchargement pirate de musique deviendra la règle, et le jour n'est pas très éloigné, alors peut-être que les *majors* finiront par comprendre que le prix du disque est devenu, pour la majorité des jeunes en particulier, inabordable et qu'il conviendrait, par exemple, de rétribuer de manière plus décente les vocalises de leurs chanteurs ! Le danger, en tout cas, n'est pas dans ces possibles régulations par le nombre mais bien dans l'abandon de toute échelle de valeurs et, par la même, dans l'absence d'éthique et de repères sociaux. Un grand professeur de médecine, qui a sacrifié des années de son existence à des études austères et qui œuvre quotidiennement pour le bien de ses semblables, un conducteur de bus, un policier, l'épicier du coin de la rue reçoivent peut-être chacun, à la fin de chaque mois, une rémunération juste, équitable et proportionnée à leur apport social, alors, à coup sûr, celles qui ne le sont pas ce sont ces rétributions aussi insolentes qu'indécentes dont le père DUCHESNE n'a que trop parlé. Si le labeur, le courage, l'abnégation et l'effort doivent céder le pas devant la loterie et la magouille c'est toute l'âme de l'humanité qui s'en va car le travail, valeur suprême s'il en est et terreau fertile de bien d'autres, perd alors toute signification.

Il est cependant encore une conséquence plus néfaste : la démobilisation progressive des forces productives, c'est-à-dire la perte de la vitalité même du pays. Quand le pouvoir d'achat de chacun diminue inexorablement, que l'endettement s'installe insidieusement pour de plus en plus de ménages, quand le dénuement occupe la vue vers quelque endroit qu'on tourne la tête, services publics ou entreprises du privé, tandis que toute perspective de promotion sociale ou d'amélioration de son sort devient illusoire dans une société dont le haut de la pyramide est désormais « *squatté* » par la même caste de privilégiés, alors il n'y a plus vraiment de place que pour le découragement et c'est le pays tout entier qui emprunte la voie du déclin. Le drame dans pareille situation est que toute amélioration s'avère improbable. Conformément à la loi du « toujours plus », les accapareurs n'ont aucune raison de s'arrêter en si bon chemin ! Le retour ainsi précipité, un siècle et demie en arrière, vers la société libérale du XIX^e siècle, qu'évoquera le père DUCHESNE dans la deuxième partie de cet ouvrage, amène à considérer l'analyse que faisait alors MARX de la société de son temps sous un jour nouveau. Ainsi par exemple la loi de l'accumulation, suraccumulation et dévalorisation du capital retrouve toute sa pertinence rendant ainsi la recherche des grands équilibres économiques, dans la société où sévissent les accapareurs, hypothétique et illusoire. Le père DUCHESNE ne croit pas aux systèmes : il l'a dit et le redira encore. Il n'est pas davantage partisan du grand soir marxiste, léniniste, trotskyste, anarchiste ou situationniste. Il ne croit qu'en la démocratie dans le cadre républicain mais une vraie démocratie pas un système en trompe-l'œil qui en usurpe le nom ! Cette démocratie là sur laquelle il se fonde, il n'est nul besoin d'un théoricien illuminé pour en cerner les contours et en déterminer les aspects car elle est apparue avec l'histoire de l'homme. Un jour, alors que régnait

partout l'obscurantisme quelqu'un a rappelé son existence et depuis on ne cesse de l'accabler. C'était il y a deux siècles et demie déjà...

Il était deux philosophes : un baron et un promeneur solitaire.

L'idée de la démocratie moderne a vu le jour au siècle des Lumières. Elle s'est imposée alors dans les esprits et a été à deux doigts de prendre son envol pour le plus grand bonheur de l'humanité. Mais c'était compter sans les méchants, ceux-là même qui veulent toujours plus que les autres, ces vestiges nauséeux de la pulsion animale primitive, qui se sont ingéniés à contrefaire le réel de sorte qu'il existe aujourd'hui deux réalités : le produit et sa contrefaçon et, curieusement, c'est toujours le second qui est proposé. L'artisan et le faussaire, voilà aussi comment apparaît le siècle des Lumières en tant que berceau du pouvoir du Peuple : deux tendances et deux hommes fort différents l'un de l'autre, l'un riche, arrogant, plein de suffisance à l'image de ces accapareurs qui sévissent aujourd'hui, l'autre pauvre, aimant, plein de compassion à l'image de ce Peuple qu'il n'a jamais trahi...

Le baron raciste de la théorie des climats.

Il était un baron en terre girondine qui, entre autres élucubrations sur les races et les climats, s'était intéressé à la science politique. Pouvait-il s'imaginer alors, perdu dans les vignes de sa baronnie de La Brède, que ses quelques réflexions d'oisif allaient cimenter pour les siècles à venir la mainmise d'une minorité d'oligarques sur les sociétés futures. Pour MONTESQUIEU, car c'est de lui qu'il s'agit, il n'est que trois régimes possibles : la République, la monarchie et le despotisme. Dans tous les cas c'est toujours le très petit nombre qui impose sa domination aux autres. Seule en réalité la dévolution change : même en République, selon lui, le Peuple délègue son autorité au gouvernement qui le représente. On en a donc fait la prétendue démocratie représentative et c'est actuellement le seul modèle qui prévaut dans les faits, bien qu'il s'agisse d'une véritable escroquerie intellectuelle. Qui aujourd'hui, dans son for intérieur, serait assez stupide pour croire à la réalité de ce schéma inique : des privilégiés philanthropes, à l'abnégation sans faille, élus par tous pour faire le bien de tous ! Il faut savoir raison garder ! Celui qui possède le pouvoir comme celui qui détient la puissance économique aujourd'hui, les deux ordres privilégiés des accapareurs et des politiques professionnels, que dénonce le père DUCHESNE, ne pensent qu'à eux-mêmes, à leur ambition sans bornes pour les uns, à leur avidité à accumuler les richesses de tous pour les autres. Comment croire que cette prétendue démocratie représentative serait autre chose qu'une démocratie de façade, destinée seulement à masquer le pouvoir de nouveaux despotes ? Comment d'ailleurs espérer quelque autre chose d'un baron trop attaché à ses privilèges et trop imbu de la justesse de sa pensée ?

Apparence de démocratie, le père DUCHESNE y voit même le germe du totalitarisme ! Voici qu'on ne cesse de ressasser cette grande invention que l'on devrait au baron de la Brède et de Montesquieu : le gouvernement modéré dont la qualification, soit dit en passant, irait indistinctement, selon le grand penseur, à la monarchie, qui a d'ailleurs tous ses suffrages, et la démocratie. Cette dernière est alors appréhendée différemment du gouvernement du Peuple qui fut toujours sa définition depuis la plus haute antiquité. Au contraire, pour le baron, il devient indispensable que le Peuple ne dispose jamais de « *la souveraine puissance* » car l'important pour lui est bien de consacrer l'impuissance politique de ce « *bas peuple* » qu'il méprise tant et qu'il convient de soumettre à une élite qui a le sens de l'Etat et la capacité de le diriger. La seule

question réellement pertinente à ses yeux étant de savoir à qui incombe cette charge de conduire les affaires de tous sans pour autant remettre en cause, en apparence pour le moins, le fondement de la démocratie qui veut que le pouvoir ne puisse émaner que du Peuple. En bon aristocrate, MONTESQUIEU pressent sa caste, l'aristocratie et depuis, après que d'autres pseudos penseurs comme l'abbé SEYIES, Benjamin CONSTANT ou Alexis DE TOCQUEVILLE ne lui aient emboîté le pas, voilà consacré à tout jamais le schéma perfide : le Peuple ne pouvant prendre en main sa propre destinée, c'est là le postulat de départ, il lui appartient de désigner les « éclairés » chargés d'accomplir cette tâche et le tour est joué ! Voilà inventée l'oligarchie de droit divin ! Il suffira désormais aux puissants de la terre, qui détiennent un pouvoir de fait, de prendre sous leur contrôle les « représentants du Peuple » ou tout bonnement de s'autoproclamer eux-mêmes comme tels, pour gagner sur tous les tableaux : maintenir leurs privilèges iniques tout en créant l'illusion d'une démocratie avec, peut être même en prime, la bonne conscience, la noble tâche de « guider le Peuple », de transmettre avec condescendance son savoir inné à la multitude. N'est-ce pas, en définitive, cette dernière logique, poussée à l'extrême, qui conduit, au « guide » providentiel et au totalitarisme ?

Il va sans dire que la société des accapareurs n'a que louanges pour le baron de la Brède. Rien n'est plus beau que la théorie de MONTESQUIEU et en particulier son gouvernement modéré caractérisé par ces hiérarchies qui se heurtent pour s'affaiblir dans la trop fameuse théorie de la séparation des pouvoirs : « pour former un gouvernement modéré, il faut combiner les puissances, les régler, les tempérer, les faire agir ; donner, pour ainsi dire, un lest à l'une, pour la mettre en état de résister à une autre ; c'est un chef-d'œuvre de législation ». Voilà, nous dit le baron, le moyen le plus sûr de contrecarrer une volonté despotique, voilà surtout le moyen le plus infailible de s'opposer à l'expression de la volonté du Peuple. Le professeur de droit Charles EISENMANN¹¹¹ l'a bien montré : il n'existe ni pouvoir législatif, ni pouvoir exécutif, ni pouvoir judiciaire et il n'en a jamais été question dans l'esprit du hobereau provincial. Point de séparation stricte des pouvoirs ! Illusion que le « pouvoir allant contre le pouvoir » illustrée notamment par l'aveu que la puissance de juger « est en quelque façon nulle ». En réalité il n'est qu'une structure ternaire caractérisée par un exécutif, une chambre haute, émanation de l'aristocratie, une chambre basse sensée représenter le Peuple mais centrée sur le rôle prééminent de modérateur confié à l'organe central, émanation de la noblesse ce qui amenait, fort logiquement, Louis ALTHUSSER à conclure qu'il n'y avait, dans cette prétendue pensée, qu'une simple expression d'une conscience de classe¹¹².

Le détenteur de la vérité absolue.

Le baron de la Brède va profondément biaiser la conception de la démocratie pour permettre à une nouvelle noblesse, celle des riches, de s'imposer depuis lors sans partage en s'offrant même le luxe de prétendre gouverner démocratiquement. Parmi les successeurs de cette pensée scélérate et malfaisante, il y a en particulier Benjamin CONSTANT (1767-1830) qui s'ingénie à opposer l'« autonomie » libérale des modernes à l'investissement participatif des anciens, en d'autres termes aucune participation ne saurait être reconnue au Peuple contrairement

¹¹¹ C. EISENMANN « La pensée constitutionnelle de Montesquieu », in « Recueil du bicentenaire de "L'Esprit des lois" », éditions SIREY, 1952.

¹¹² L. ALTHUSSER « Montesquieu, la politique et l'histoire. », Presses Universitaires de France, 1959; réédition en collection « Quadrige ».

au modèle de l'antiquité, pour éviter, prétend-on, le risque « fusionnel » d'une « servitude volontaire ». CONSTANT n'hésite même pas à l'affirmer : il est hostile à la démocratie qu'il juge incompatible avec le respect des libertés individuelles... Il oublie seulement de rajouter : ...d'une minorité ! On ne stigmatisera jamais assez, aux yeux du père DUCHESNE, la profonde perversité de cette pensée caractérisée par cette conviction profonde que le fonctionnement démocratique serait incontrôlable et menacerait les libertés, comme si le Peuple, tel un pénitent de la semaine sainte en Espagne, avait pour seule vocation de se flageller lui-même. C'est encore le vicomte DE TOCQUEVILLE (1805-1859)¹¹³ qui vient appuyer la même idée en vantant les mérites des associations, qu'on peut aisément traduire en termes modernes par les *lobbies*, qui joueraient ainsi un rôle de garde-fou face aux dérèglements de l'opinion. Mais ce qui reste le plus singulier c'est qu'au terme de tant d'analyses, alors que, nul ne le nie, la prétendue démocratie représentative est en crise, voici que le théoricien des climats reste le seul maître à penser en matière de science politique, le détenteur de la vérité absolue qui se doit ainsi d'imposer, pour les siècles des siècles, son modèle comme le souligne d'ailleurs l'historien Pierre ROSANVALLON du *Collège de France*¹¹⁴ en faisant observer que la notion de démocratie représentative s'est largement imposée de nos jours et qu'elle demeure « *le seul horizon reconnu du bien politique* ». Quoi de surprenant alors que les seules propositions alternatives se limitent à ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la démocratie participative, c'est-à-dire quelques obscurs « *comités de quartiers* » étroitement encadrés par des élus locaux vigilants. N'est-ce pas là encore l'illustration de cette défiance permanente à l'égard de l'expression du Peuple souverain ?

Quelle que soit la démarche entreprise, encore et toujours domine la vision du baron. Ainsi en ce qui concerne le mandat que les électeurs confient à leur représentant, il ne peut s'agir que d'une « *instruction générale* » car il n'est pas nécessaire, disait-il, qu'il en reçoive « *une particulière sur chaque affaire* » et pour sous-tendre cette idée farfelue, toujours en filigrane cette pensée irrationnelle et quasi-mystique que les députés exercent la fonction d'« *expression de la voix de la nation* ». Mais comment ne pas voir la duplicité de cet aristocrate qui justifiait la prohibition des « *instructions particulières* » parce que, prétendait-il, ils rendraient les députés dépendants d'intérêts particuliers locaux ou corporatistes qui, en pratique, feraient que « *toute la force de la nation pourrait être arrêtée par un caprice* » sans bien entendu que ne l'effleure une seconde l'idée que ces intérêts particuliers et corporatistes puissent tout bonnement être ceux des députés eux-mêmes ? Voici qu'on parle encore du MONTESQUIEU « *scientifique* », père de la sociologie et combien d'autres sornettes ! Mais jamais, bien entendu, il ne sera pointé du doigt quelques évidences. Nul ne rappellera, par exemple, que dès les débuts de la révolution française cette pensée a fait l'objet des plus vives critiques, bien avant l'instauration de la République ! Un grand débat entre les partisans de la souveraineté populaire et ceux de la souveraineté de la nation s'est en particulier cristallisé au cours de la période précédant l'approbation de la constitution de 1791. Très vite il est apparu aux yeux du Peuple l'incongruité de ce mandat représentatif général. MARAT en particulier démontra combien cette thèse baroniale était antithétique de toute idée de représentation populaire : « *Les lois faites par nos représentants ne peuvent être censées notre ouvrage, qu'autant que nous les aurons librement et solennellement consenties, d'après un examen réfléchi* » et cette conception était largement partagée par les masses ainsi, pour preuve,

¹¹³ A. DE TOCQUEVILLE « *De la démocratie en Amérique.* », II, chapitre 4 : « *De l'usage que les Américains font de l'association dans la vie civile* », éditions Garnier -Flammarion, 1981.

¹¹⁴ P. ROSANVALLON « *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France.* », éditions Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2000, Folio Histoire.

une pétition des citoyens de la section du Théâtre-Français, réunis en assemblée primaire faisait le constat suivant : « *Ordonner que des citoyens obéiront à des lois qu'ils n'ont pas faites ou sanctionnées, c'est condamner à l'esclavage ceux-là même qui ont renversé le despotisme* ».

Il n'est pourtant nul besoin de faire preuve de beaucoup d'efforts pour comprendre cette profonde incohérence sur laquelle repose l'« *Esprit des lois* » ! Ainsi est écarté d'emblée et définitivement le modèle de démocratie des Anciens, comme celle d'Athènes, en prétextant les dimensions spatiales et démographiques des Etats modernes. En d'autres termes les Etats sont devenus trop vastes pour que l'on puisse y installer la démocratie directe. Voici pourtant que, dans le même temps, on prône la division territoriale en petites circonscriptions dans lesquelles le Peuple délibère directement sur les qualités de ceux qui pourraient devenir ses représentants ! Comment ne pas se rendre compte alors qu'en optant pour une telle organisation, en petites structures, on reconnaît implicitement qu'une assemblée du Peuple est possible et si la proximité des personnes, comme la faible dimension de la circonscription, autorisent la population à gloser sur la compétence de ses futurs députés, elle peuvent mieux encore permettre la délibération sur ses propres affaires ou préciser le mandat de ses élus. On revient bien ainsi au modèle de l'*Ekklesia* athénienne et voilà que, loin de nous démontrer l'impossibilité d'assembler le Peuple dans les Etats modernes, le baron de la Brède nous propose lui-même le modèle le plus adapté et le plus réaliste de substitut à l'assemblée du Peuple !

On voit donc bien que la prétendue démocratie représentative, que nous a légué MONTESQUIEU et ses sbires, n'a aucune assise populaire. Bien au contraire elle fuit le Peuple comme la peste et n'est qu'un paravent au pouvoir d'une oligarchie. Aux antipodes de la science, elle repose ainsi sur une croyance quasi mystique : il y a une vérité absolue, une voie unique tracée vers l'avenir que seuls certains « illuminés » sont aptes à entrevoir. Peuvent alors se succéder, révolutions, changements de régimes, alternances de toutes sortes, qu'importe ! La caste des usurpateurs perdure toujours. C'est la belle et juste parole de Giuseppe Tomasi DI LAMPEDUSA (1896-1957) dans son unique roman « *Le guépard* » : « *Il faut que tout change pour que tout reste comme avant* »¹¹⁵. La plus belle démonstration de cette réalité est bien donnée par l'histoire de la cinquième république. Pendant près de vingt trois ans, la France a cru qu'il existait deux voies en politique, deux façons d'agir. Il y avait une manière de faire de droite et une façon d'être de gauche. L'alternance, tant espérée, a bellement montré combien tout cela n'était qu'illusion : les oligarques avaient phagocyté, avec la même aisance, les rangs des « illuminés de gauche » qu'ils firent naguère main basse sur la cohorte des « éclairés de droite ». Mieux encore, le « *grand bond en arrière* » des années quatre vingt ne se serait certainement pas opéré avec une telle facilité si la droite était demeurée aux commandes du pays. La réflexion : « *Il n'y a plus ni gauche, ni droite !* », qu'on entend régulièrement répéter aujourd'hui est erronée c'est « *Il n'y a jamais eu ni gauche, ni droite* » qu'il conviendrait de dire ! A l'exception notable de la représentation ouvrière qui s'est réduite comme une peau de chagrin, toutes les organisations politiques, des social-démocraties aux partis conservateurs en passant par les chrétiens démocrates, expriment aujourd'hui, comme hier, les mêmes intérêts, ceux de leurs propres représentants et ceux de la minorité de possédants. L'homme du Peuple se laisse de moins en moins abuser et il commence à entrevoir, chaque jour davantage, où se situe réellement son propre intérêt et où se trouve celui des oligarques. La duplicité, le mensonge et l'erreur sont toujours là où se focalise la propagande médiatique, qui ne laisse jamais la moindre place au Peuple, pour sans cesse célébrer ses idoles factices. Le père DUCHESNE ne se laisse pas prendre

¹¹⁵ « *Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi!* ».

au piège grossier de la prétendue tendance conservatrice face aux forces de progrès et il proclame bien haut préférer cent fois la droite saucisson à la gauche caviar, les vieux beaufs aux vieux beaux, car l'intolérance des premiers n'est qu'une expression de leur désespoir tandis que derrière le propos hypocrite des seconds se profile toujours le masque fourbe du Tartuffe. Les petites gens, quels que soient leur travers, méritent toujours respect et compassion, les *sépulchres blanchis* dont parlait le Christ, dehors lustrés alors qu'à l'intérieur tout n'est que pourriture, une répulsion éternelle !

Le promeneur solitaire, admirateur du vicaire savoyard.

Il est singulier qu'il y ait quelques très rares individus qui marquent et imprègnent tellement l'inconscient collectif qu'il suffise de simplement citer leur prénom pour qu'immédiatement leur patronyme ne s'impose. Jean Jacques est de ceux-là ! Merveilleux Jean Jacques, avec le père DUCHESNE tous ses nombreux amis s'approprient volontiers cette épitaphe que te dédia l'un des nôtres que tu connus de ton vivant, BERNARDIN DE SAINT PIERRE : « *Il a cultivé la musique, la botanique, l'éloquence. Il a combattu et dédaigné la fortune, les tyrans, les hypocrites, les ambitieux. Il a adouci le sort des enfants et augmenté le bonheur des pères ; ouvert dans Héloïse une route au repentir, et fait verser des larmes aux amants. Il a vécu et il est mort dans l'espérance, commune à tous les hommes vertueux, d'une meilleure vie ; il a défendu la cause des enfants, des amants malheureux, des infortunés, de la vertu et il a été persécuté.* »¹¹⁶. Il est indéniable que l'apport de Jean Jacques à la science politique est incommensurable, peut être le plus grand qu'il n'ait jamais été, mais, comme Francis JAMMES dans son émouvant poème « *Je pense à Jean Jacques* »¹¹⁷, c'est à l'homme que songe d'abord le père DUCHESNE, à cet être simple, généreux, cultivé, ouvert et plein de compassion pour l'espèce humaine, ce modèle qui semble défier les siècles pour montrer à tous qu'il est un idéal de vertu, que la destinée humaine est grande et que le lot de chacun sur terre n'est pas d'étouffer son semblable. Avec Jean Jacques, on se situe aux antipodes du baron prétentieux. Lui, le promeneur solitaire, le sportif adepte de la marche pour découvrir le monde, (« *Quand on ne veut qu'arriver on peut courir en chaise poste, mais quand on veut voyager il faut aller à pied.* ») n'a jamais eu d'autre dessein que d'aider l'humanité toute entière. Cet homme, qui sut si bien sonder les tréfonds et les subtilités de l'âme humaine, a été aussi le premier concepteur du seul système politique crédible, celui qui repose sur la volonté de tous, sur la volonté générale. Pour ROUSSEAU en effet, point d'oligarchie, de minorité d'éclairés, de princes, de ducs ou d'énarques pour imposer à tous leur bon vouloir, mais cette volonté commune, cette force inexpugnable et infaillible qui émane du plus grand nombre, l'expression de cette majorité qui ne saurait avoir tort et qui s'exprime sans crainte et sans ambages en s'imposant ainsi à tous avec la force de conviction que donne la certitude. Le souverain n'est plus alors le petit nombre mais l'ensemble, c'est de lui désormais qu'émane la règle, que se forge la loi.

Rousseau avait bien jugé que « *L'esprit des lois* » ne développait qu'une « *grande et inutile science* » alors qu'en droit public tout restait à faire et il s'y est employé au point que sa pensée offre aujourd'hui la conception la plus cohérente, la plus rationnelle et la plus aboutie de

¹¹⁶ Jacques-Henri BERNARDIN DE SAINT PIERRE « *Œuvres complètes* », tome douzième, chez P. DUPONT, libraire, PARIS, 1826, page 36 (disponible en ligne sur books.google.fr).

¹¹⁷ F. JAMMES « *Je pense à Jean Jacques.* » in « *De l'Angélu de l'aube à l'Angélu du soir.* », éditions GALLIMARD, collection « *Poésie* », 1971, 250 pages.

la souveraineté populaire en tant que volonté générale qui se soit vraisemblablement jamais exprimée dans toute l'histoire des idées politiques. Cette conception n'admet ni le transfert, ni la division, ni la représentation de cette souveraineté du Peuple, quel que soit le mode d'asservissement de celle-ci, car s'il en était ainsi cela voudrait dire que cette puissance souveraine se trouve aliénée à une volonté particulière. Confier la souveraineté populaire à une assemblée qui se substitue à la volonté de la population, à un parlement omniscient qui prétend agir au nom d'une nation que nul n'a jamais entrevue, c'est dénaturer le pouvoir du Peuple et usurper sa souveraineté car cette coterie de représentants ne forme rien d'autre qu'une volonté collective particulière. Pour Jean Jacques et avec lui tous les vrais démocrates, il ne saurait y avoir de souveraineté législative en tant que pouvoir séparé de la volonté générale. La « *souveraineté limitée du Peuple* » de Benjamin CONSTANT est une hérésie car elle implique ipso facto une souveraineté supérieure, celle-là même qui limite, celle qui, par nature, à vocation à être unique.

Rousseau, par sa rigoureuse pensée et son irréprochable raisonnement, véritables antithèses des arguties, des circonvolutions, des approximations et des contradictions de l'aristocrate girondin, reprenant l'argument de la liberté des anciens, a montré de manière irréfutable comment la représentation était le plus sûr passage de la liberté à l'esclavage : « *Pour vous, peuples modernes, vous n'avez point d'esclaves, mais vous l'êtes vous payez leur liberté de la vôtre (...) à l'instant qu'un Peuple se donne des représentants, il n'est plus libre il n'est plus* »¹¹⁸. Car c'est bien là la différence essentielle avec la conception précédemment évoquée qui tient toute entière dans la simple question : d'où émane la norme suprême, la règle générale et impersonnelle, celle qui fonde la vie sociale, la loi prise au sens large ? Dans l'hypothèse du mandat représentatif, c'est aux personnes désignées par l'élection, et à elles seules, qu'il incombe de faire la loi et sans le moindre contrôle du Peuple qui ne dispose, lui dit-on, que de la seule possibilité de ne pas renouveler le bail à l'échéance. Comment s'étonner alors que ce pouvoir sans partage, exorbitant s'il en est, fasse des politiques d'aujourd'hui des nouveaux monarques qui se croient tout permis. « *Les caisses sont vides* » se borne à dire le candidat de la seule fortune tandis qu'il fait, dans le même temps, progresser ses propres émoluments de 140% alors que l'immense majorité du pays, les salariés, confrontés à l'explosion des prix, dont les salaires, en 2007, n'ont augmenté que de 2,6 %¹¹⁹, les retraités dont les pensions sont passées de 700 € à 707,7€, tous ceux qui travaillent sans relâche et pour rien voient, écœurés, les dépenses somptuaires de leurs dirigeants s'étaler avec la plus grande indécence. Et que l'on ne vienne taxer le père DUCHESNE de populisme car c'est bien là ce que chacun sait, ce qui ressort, par exemple, du journal numérique *Médiapart* qui constate que le budget de fonctionnement du ministère de la justice a littéralement explosé depuis 2007 en raison de la multiplication des réceptions, d'additions records au restaurant, de frais de maquillage...un dérapage budgétaire si important que le contrôleur financier de la Chancellerie, chargé de valider les notes de frais, n'hésite plus à refuser certaines factures : « *la chancellerie ayant bénéficié fin 2007 d'une rallonge de 100.000 euros pour combler les trous de son budget. Fin mars, le montant des factures à honorer place Vendôme était de... 112.356,67 euros* »¹²⁰. « *De qui se moque-t-on ?* » –

¹¹⁸ J.J. ROUSSEAU « *Du Contrat social ou Principes du droit politique.* » III, 15 (1762), Union Générale d'Éditions, Collection « *Le Monde en 10-18* », PARIS, 1963, 197 pages (disponible en ligne sur classiques.ucaq.ca).

¹¹⁹ Soit, en tenant compte de l'inflation, la progression mirifique de 0,1% sur douze mois.

¹²⁰ *Médiapart*, journal en ligne fondé par Edwy PLENEL, ancien rédacteur en chef du *Monde*,

interroge le père DUCHESNE – « *Qui méprise-t-on ?* » et il répond « *Le Peuple ! Le Peuple qui souffre, qui vit de plus en plus mal, qui se serre la ceinture chaque jour davantage tandis que pendant ce temps on roule carrosse, on donne fastueuses réceptions au profit des seuls fortunés du pays !* ». Comment ne pas entendre Ruy Blas exploser à nouveau devant cette nouvelle et cupide aristocratie : « *Ô ministres intègres ! Conseillers vertueux ! Voilà votre façon De servir, serviteurs qui pillez la maison ! Donc vous n'avez pas honte et vous choisissez l'heure, L'heure sombre où l'Espagne agonisante pleure ! Donc vous n'avez ici pas d'autres intérêts Que remplir votre poche et vous enfuir après ! Soyez flétris, devant votre pays qui tombe, Fossoyeurs qui venez le voler dans sa tombe !* ».

Comment, devant si piteux spectacle, ne pas rêver à ce que serait la société des hommes dans la conception rousseauiste ? Il n'est alors plus de despotes et c'est bien le Peuple, essence de toute souveraineté et lui seul qui s'exprime. Toute délégation aveugle et sans contrôle apparaît comme une infamie tandis que le mandat confié aux représentants change de nature. Il rejoint d'ailleurs parfaitement ce qui existe dans la vie civile où il serait inconcevable que le mandataire puisse s'affranchir de la volonté de son mandant. Tout mandat est, par nature, révocable alors comment concevoir que celui qui émane des électeurs puisse confier un pouvoir de représentation de droit divin que nul ne saurait remettre en cause, fut-ce l'immense majorité du Peuple ? Comment admettre, comme on le fait aisément aujourd'hui, qu'un mandat, par essence temporaire, puisse conférer, comme c'est presque toujours le cas, un droit acquis à vie à représenter le Peuple ? Une telle vision est un non-sens, une négation même de toute idée de démocratie car elle ne conduit qu'à priver l'ensemble des citoyens de son pouvoir légitime.

« *L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est Liberté.* ».

Le plus grand apport de Jean Jacques ROUSSEAU est d'avoir clarifié toute chose et il est symptomatique que ses détracteurs, aujourd'hui comme naguère, ne lui répondent jamais. Ils se contentent de le dénigrer ! La recette est vieille comme le monde et très prisée des oligarques : point de raisonnement, il suffit de se borner à des affirmations péremptoires. Voilà leur pédagogie, elle est celle de l'incantation ! C'est si simple et une affirmation, maintes fois ressassée, prend vite le rang de dogme et toucher au dogme relève du sacrilège. Qui donc aujourd'hui ose remettre en cause la démocratie représentative en affirmant, comme le fait le père DUCHESNE, qu'il s'agit d'une duperie, d'une vaste escroquerie intellectuelle ? Personne en réalité ! Le bûcher est tout prêt pour l'hérétique qui s'y risquerait. Et, si malgré tout, par hasard, quelqu'un vienne à évoquer la vraie, la seule démocratie, celle qui repose sur le Peuple, celle que nous a léguée Jean Jacques, c'est alors immédiatement pour susciter sarcasmes et railleries, comme on le ferait d'une stupidité proférée par un déficient mental. Les mots ne manqueront pas alors pour stigmatiser l'erreur : « *démocratie unanimiste* », « *dictature de la majorité* », « *régime communiste* » ... C'est tellement plus simple de brandir l'anathème que de répondre !

Mais ce silence, cette occultation permanente ne sont-ce pas là l'aveu même de la pertinence de l'analyse de l'immortel Jean Jacques car les choses apparaissent très claires en réalité : il n'est que deux conceptions de la démocratie et celles-ci sont exclusives l'une de l'autre. La première, celle qui émane de l'auteur des « *Confessions* », repose sur l'idée que la seule assise du pouvoir est, par droit naturel, le Peuple. C'est celle qui guida les pères de notre

article de mars 2008 « *Les folles dépenses de la ministre Rachida Dati* ».

République quand ils édifièrent la *Déclaration des droits de l'Homme de 1793* et la *Constitution de l'an I*. La seconde implique l'existence d'une délégation de ce pouvoir. Or si le roi donne mission à quelqu'un d'autre de régner à sa place, c'est alors un nouveau roi qui naît ! Si, comme le père DUCHESNE, on défend l'idée du fondement populaire du pouvoir, il faut alors admettre que celui-ci ne peut être qu'absolu et ne saurait souffrir le moindre partage. La seule idée de restriction implique en effet un pouvoir concurrent ou, plus précisément, révèle que le vrai pouvoir est ailleurs. Un pouvoir qui se sert alors du Peuple comme alibi en prétendant que toute souveraineté en émane mais en veillant bien à encadrer scrupuleusement toute consultation de celui-ci. En définitive la prétendue démocratie représentative de nos sociétés ne diffère nullement du pouvoir capétien qui s'affirmait dans le haut Moyen Age. Les despotes d'aujourd'hui, en consultant le Peuple dans des élections encadrées à intervalles choisis, procèdent en définitive de la même manière que Philippe le Bel qui, pour contrer les résistances baronniales à la montée en puissance du pouvoir royal, décidait alors d'assembler « *bourgeois et manants* » pour leur faire approuver les ordonnances royales. L'existence même d'un pouvoir concurrent à celui du Peuple implique la négation de la démocratie. Ce raisonnement est incontournable et le brocarder n'est pas répondre !

Alors qu'aujourd'hui chacun y va de sa plume, de sa réflexion ou de sa proposition pour apporter réponse à la « *crise de la démocratie* », qui évoque ce débat essentiel ? Qui soulève cette question fondamentale de l'essence même de la démocratie ? Nul en vérité car on touche là au domaine de l'interdit, ces interrogations qu'il convient d'oublier car elles seraient, à elles seules, de nature à déclencher la révolution ! Ce débat essentiel a traversé toute la révolution française, depuis son origine jusqu'à son assassinat, un funeste soir pluvieux et étouffant de thermidor, mais personne n'en fait état ! Qui aujourd'hui fait référence au journaliste Pierre-François-Joseph ROBERT (1763-1826), loin d'être un inconnu pourtant, il fut avec CONDORCET le premier républicain de France¹²¹ et créa le comité central des sociétés patriotiques devenu par la suite le *Club des Cordeliers*, qui, dès le mois de décembre 1790, dans « *Le Republicanisme adapté à la France* » démontrait de manière éclatante, combien *république* était synonyme de *démocratie* : « *Le republicanisme ou la démocratie est le gouvernement de tous pour être parfait, il faut que tous les citoyens concourent personnellement et individuellement à la confection de la loi.* ». Il prône alors le suffrage universel en affichant clairement sa confiance dans le progrès des lumières : « *jusqu'à ce que l'esprit public ait embrasé tous les cœurs, jusqu'à ce que les Lumières soient devenues générales, ceux-là seuls donneront leur sanction, qui voudront et pourront la donner mais au moins la constitution n'en refusera le droit à personne, et l'on n'est pas moins libre pour ne pas user de toute l'étendue de ses droits.* ». Et quand on mesure aujourd'hui l'immensité du néant culturel que secrète la société des accapareurs, comment ne pas voir le caractère prémonitoire de ses propos, quand, s'adressant aux dirigeants il déclarait qu'en écartant du peuple tout ce qui peut contribuer à l'instruire, « *vous suivez la maxime redoutable des tyrans, vous le retenez, malgré lui dans l'ignorance, et vous devenez coupables d'un crime de lèse-humanité* »¹²².

Et quand bien même on s'obstinerait, qu'on chercherait à acculer les défenseurs d'un régime politique indéfendable dans leurs ultimes retranchement en réclamant d'eux la critique

¹²¹ Voir l'ouvrage de Claude NICOLET « *L'idée républicaine en France* », éditions GALLIMARD, PARIS, 1994, page 400.

¹²² F. ROBERT « *Le Republicanisme adapté à la France.* », Marchands des Nouveautés, PARIS, 1790.

rationnelle que l'on est en droit d'attendre de la pensée de Jean Jacques, tout ce qu'on obtient alors est le définitif : « *C'est utopique !* ». Voilà l'argument ultime, l'arme de destruction massive de toute velléité alternative à la société de l'injustice ! C'est bien vite oublier les constituants de 1793 qui, imprégnés de la justesse de la pensée du promeneur solitaire, l'ont aussi traduite dans les faits en consacrant par exemple, dans l'article 29 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le droit de chacun à contribuer à édicter la règle commune : « *Chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi, et à la nomination des ses mandataires ou des ses agents.* » pour en tirer d'ailleurs toutes les conséquences quant à la nature même de la mission de mandataire dans l'article suivant : « *Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.* ». La démocratie vraie, qu'appelle de ses vœux le père DUCHESNE, consiste simplement et seulement, en parfaite conformité avec la vision de Jean Jacques ROUSSEAU, à étendre le pouvoir exercé aujourd'hui par les seuls oligarques à tout le tiers exclus afin qu'il revienne au Peuple tout entier. La fusion de la minorité dans le tout entraîne alors la disparition de l'oppression du petit nombre sur l'ensemble et cette fusion a pour nom : liberté...

L'inévitable révolution ?

Seule une prise de conscience par le Peuple de cette réalité serait de nature à instaurer, à bref délai, la démocratie vraie. Cependant si l'avènement de cette dernière est, à terme, certaine dès lors que le souverain naturel ne saurait indéfiniment laisser un usurpateur lui ravir le pouvoir qui lui est dû et qu'inévitablement l'ensemble du groupe percevra, tôt ou tard, qu'une telle situation est contraire à son intérêt, il reste que tout pronostic s'avère des plus aléatoires. Si l'avènement de la démocratie vraie apparaît inéluctable parce que la vérité finit toujours par triompher et qu'il est certain qu'un jour le Peuple, prenant conscience que le pouvoir qui lui revient de droit est exercé par d'autres que lui, remettra toutes choses à leurs places, pour son plus grand bonheur, cette échéance paraît pourtant lointaine tant les obstacles apparaissent aujourd'hui insurmontables. La mainmise des oligarques sur toute information qui circule dans le pays, que ne cesse de dénoncer le père DUCHESNE, est sans nul doute le plus sûr rempart de la société de l'injustice car les chaînes de l'esclavage les plus solides ne sont point celles qui lient les membres mais bien celles qui emprisonnent l'esprit. Il convient maintenant de mettre définitivement à nu le ressort profond de cette domination culturelle qui fige la captation des richesses par le petit nombre et qui est d'autant plus redoutable qu'elle avance toujours masquée.

La vraie propagande médiatique.

On aura beau jeu de diaboliser le père DUCHESNE, de clamer bien haut que son propos est frappé de la plus grotesque déraison car chacun sait, dira-t-on, que la télévision, les médias, sont libres en France, qu'il n'est ni cabinet noir, ni ministère de la censure pour imposer les vues des gouvernants et que, si les médias se concentrent en quelques mains seulement, il n'en demeure pas moins que les journalistes ne font l'objet d'aucun contrôle et qu'ils ont une déontologie. Qui le croit réellement ? Il y a presque dix ans déjà, le *Nouvel Observateur*¹²³ dénonçait les pratiques destinées à faire pression sur les journalistes et notamment le chantage à

¹²³ Le *Nouvel Observateur* n°1808 de la semaine du 1^{er} juillet 1999.

la publicité en ces termes : « *Le marteau-pilon des patrons reste le chantage à la publicité. Face à une telle puissance de feu, il faut avoir le goût de l'indépendance chevillé au corps et les reins solides pour prendre le risque, à cause d'un vrai dossier, de perdre quelques millions de francs. Car les réactions sont parfois brutales. A « l'Obs » comme ailleurs, un papier qui déplaît peut entraîner illico la perte d'un budget publicitaire de plusieurs millions de francs.* ». Qui peut en effet réellement croire que, dans un contexte où les médias sont aux mains des puissances de l'argent, il soit possible de parler de liberté des journalistes ? C'est là un leurre et déjà au dix-neuvième siècle, cette époque vers laquelle on cherche à nous reconduire, John SWINTON (1829-1901), l'ancien chef du personnel du *New York Times*, celui que ses pairs nommaient « *le doyen de la profession* » qui, alors qu'il venait d'être prié de porter un toast à la liberté de la presse devant le *New York Press Club*, déclara : « *Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurons à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent. Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi !* »¹²⁴.

Ceux qui pensent, ou feignent de le faire, que les choses ont beaucoup changé depuis l'ère libérale qu'ils méditent alors sur les déclarations des détenteurs des médias d'aujourd'hui, sur les propos de Serge DASSAULT par exemple qui, après avoir notamment déclaré que « *le licenciement abusif n'existe pas !* », précisait les raisons qui l'avaient conduit à racheter *L'Express* et *Le Figaro* et qui tiennent uniquement au fait que cela « *permet de faire passer un certain nombre d'idées saines* »¹²⁵ ou encore sur l'intervention de Patrick LE LAY, patron de *TF1*, la même année : « *...soyons réaliste : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple à vendre son produit. (...) Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau de téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce*

¹²⁴ Richard O. BOYER et Herbert M. MORRIS « *Labor's Untold Story.* », publié par United Electrical, Radio and Machine Workers of America, New York, 1955/1979 : « *There is no such thing, at this date of the world's history, in America, as an independent press. You know it and I know it. There is not one of you who dares to write your honest opinions, and if you did, you know beforehand that it would never appear in print. I am paid weekly for keeping my honest opinion out of the paper I am connected with. Others of you are paid similar salaries for similar things, and any of you who would be so foolish as to write honest opinions would be out on the streets looking for another job. If I allowed my honest opinions to appear in one issue of my paper, before twenty-four hours my occupation would be gone. The business of the journalists is to destroy the truth, to lie outright, to pervert, to vilify, to fawn at the feet of mammon, and to sell his country and his race for his daily bread. You know it and I know it, and what folly is this toasting an independent press? We are the tools and vassals of rich men behind the scenes. We are the jumping jacks, they pull the strings and we dance. Our talents, our possibilities and our lives are all the property of other men. We are intellectual prostitutes.* »

¹²⁵ Déclaration sur *France Inter* du 10 décembre 2004.

que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. ». Seul le journaliste Laurent JOFFRIN semble pourtant avoir réagi à ces prises de positions en déclarant le 28 septembre 2004: « *Les déclarations de Patrick Le Lay et Serge Dassault ont fait naître la crainte d'une "mise sous tutelle" des médias au nom d'intérêts étrangers à l'information. Il est temps d'organiser, au-delà de la profession, une "mobilisation citoyenne" : réunissons les "Etats Généraux" de l'information* »¹²⁶.

Mais le père DUCHESNE ne se borne pas à apporter la preuve que, tout ce que le pays compte de moyens d'expression, tend à ne parler que de la seule voix des accapareurs et que la prétendue information est en permanence sous influence, mais il veut également dénoncer la manière avec laquelle ce message univoque oriente et manipule les opinions pour asseoir encore l'hégémonie de la petite minorité prédatrice. Il a déjà évoqué ce qu'il nomme le subterfuge, une des règles de bases de la propagande, qui consiste à ne donner la parole qu'aux tenants de la « *pensée unique* ». Ainsi, quand tout ce qui s'exprime sur le territoire du pays contribue à défendre le même modèle de société, on comprend que celui-ci n'a pas grand mal à s'imposer. Certains pourtant rétorqueront sans nul doute, que c'est là encore affirmation gratuite, ne serait-ce que parce que la diversité des sujets abordés exclut de ce fait l'existence d'une quelconque stratégie de manipulation d'ensemble, or c'est là précisément que se situe la redoutable efficacité de la propagande médiatique. Pour le comprendre il est nécessaire de se référer à un autre concept mis en lumière par le psychologue social américain Léon FESTINGER (1919-1989) au début des années 1950. Celui-ci, à partir de ses travaux conduits notamment auprès des adeptes d'une secte, a mis en évidence la notion de *dissonance cognitive*. Cette théorie révèle que lorsque l'individu est en présence de « *connaissances, opinions ou croyances sur l'environnement ou sur son propre comportement* », ce que l'on nomme encore « *cognitions* », qui s'avèrent être incompatibles entre elles, il éprouve alors un état de tension désagréable qu'il va chercher activement à faire disparaître. On parle alors de modes de réduction de la *dissonance cognitive* pour désigner ce processus, ces stratégies déployées qui sont destinées à restaurer un équilibre cognitif. Cette démarche peut d'ailleurs être purement inconsciente et reposer sur l'oubli ce que les psychologues nomment le *processus de rationalisation*. Les américains Robert ROSENTHAL et Lenore JACOBSON, psychologues eux-aussi, dans leur ouvrage « *Pygmalion à l'école* »¹²⁷ ont, de manière éloquent, apporté la démonstration de cette théorie : ainsi ils s'aperçurent que si l'on confiait deux groupes de rats à des étudiants dans le but de les dresser, le groupe présenté, sans fondement, comme « *le plus intelligent* » obtenait systématiquement les meilleurs résultats et l'expérience est transposable à une classe d'enfants à l'école qui, valorisée elle aussi, obtiendra objectivement des meilleurs résultats. Ce concept de *dissonance cognitive* est au cœur des stratégies déployées par les médias d'aujourd'hui comme va le montrer le père DUCHESNE. Celui-ci soutient et le démontrera encore que la société des accapareurs aboutit à une paupérisation sans cesse croissante du plus grand nombre tandis que s'accroît, dans le même temps, à vitesse exponentielle, la part prélevée par les prédateurs conformément à la loi du « *toujours plus* ». Cette donnée économique incontournable conduit fatalement, tôt ou tard, à faire prendre conscience à chacun que sa propre situation financière se détériore de plus en plus chaque jour tandis que les personnages, que les médias désignent comme devant être ses idoles,

¹²⁶ L. JOFFRIN « *Pour des Etats Généraux du journalisme* », le *Nouvel Observateur* du 23 novembre 2004.

¹²⁷ R.ROSENTHAL, L. JACOBSON « *Pygmalion à l'école. L'attente du maître et le développement intellectuel des élèves.* », éditions CASTERMAN, 1971.

ne cessent, quant à eux, de s'enrichir. Il n'est alors nul besoin de pousser loin le raisonnement pour comprendre la relation de cause à effet entre ces deux phénomènes et la perception de cette évidence que l'enrichissement des uns ne peut se faire qu'au détriment des autres. Mais cette prise de conscience se heurte ouvertement avec le message propagandiste dominant qui, on l'imagine aisément, est fort éloigné de pareille réflexion. Apparaît alors une *disonnance cognitive* que les médias vont s'efforcer de réduire soit en cherchant à directement modifier la perception gênante, soit en rajoutant sans cesse des nouvelles cognitions qui iront, bien entendu toujours dans le même sens dans le but de noyer celles qui apparaissent discordantes. Il suffira, par exemple, à propos de l'instauration du bouclier fiscal, dont le père DUCHESNE a démontré combien, face à l'alourdissement de la pression fiscale sur le plus grand nombre généré par la suppression de l'abattement de 20% sur les salaires, il réduisait la contribution des immensément riches par rapport à leur réelle capacité contributive de manière caricaturale, de sans cesse marteler le mensonge éhonté selon lequel des milliards seraient arrachés à l'économie nationale en raison du départ des intéressés pour des cieux plus cléments.

La mainmise d'une infime minorité sur les richesses de tous sera encore renforcée en rajoutant toujours davantage de nouvelles cognitions univoques, c'est à dire en consacrant sans cesse davantage la caste prédatrice ou, accessoirement, celle de leurs soutiens, les politiques. C'est là la principale explication de l'incessant appauvrissement culturel du message dominant : la réduction de toute *disonnance cognitive* suppose l'encouragement et la stimulation permanente de l'idolâtrie, but que l'on atteint bien plus aisément en prônant la bêtise qu'en célébrant les valeurs immanentes de l'humanité ! Le résultat est à la hauteur des attentes et révèle une fois encore comment on manipule le Peuple pour lui voler son choix. Ainsi, aux Etats Unis, en 2000, la revue *Time Magazine* avait commandé un sondage duquel il ressortait que lorsque l'on interrogeait les américains en leur demandant s'ils pensaient faire partie des 1% les plus riches, 19% de la population répondait par l'affirmative tandis que 20% pensait que cela ne saurait tarder ! L'éditorialiste du *New York Times*, David BROOKS, analysant les résultats de ce sondage¹²⁸ a montré que l'hostilité de l'électorat à l'égard de la taxation des riches repose sur la conviction que pareilles mesures léseraient ses propres intérêts. Ce mystère ne trouvant son explication que dans la croyance totalement irrationnelle que l'on deviendra vite à son tour riche. On retrouve là l'effet du message propagandiste central : le riche n'accapare pas de richesses, il l'a crée sans doute à partir de rien, et il appartient à chacun de faire de même ! Comme le souligne David BROOKS : « *Pensez-vous vraiment qu'une nation qui regarde Katie COURIC¹²⁹ le matin, Tom HANKS le soir et Michael JORDAN le week-end entretient une profonde animosité à l'égard des nantis ?* » C'est ainsi, en permanence, que le même leitmotiv égoïste et abrutissant resasse toujours les mêmes contre-vérités : « *On peut tout avoir avec rien !* », « *Un coup de chance et je suis riche !* », « *Chacun aura sa chance !* » comme le clame le candidat de l'opulence à peine élu.

La théorie du passé imbécile.

Ce « *bourrage de crâne* » destiné à mettre en place le culte de l'idolâtrie a aussi un besoin incessant de faire « *table rase* » de ce qui était hier. Il ne faut pas en effet que des références à un

¹²⁸ D. BROOKS « *Pourquoi les Américains des classes moyennes votent comme les riches – le triomphe de l'espoir sur l'intérêt propre* », *New York Times* du 12 janvier 2003.

¹²⁹ Présentatrice du journal du matin sur NBC, passée depuis au journal du soir sur CBS.

passé commun et encore moins à des valeurs éternelles, ne viennent perturber l'endoctrinement. C'est là le rôle de la théorie du passé imbécile dont le père DUCHESNE a déjà parlé et qui s'énonce ainsi : « *Le passé a toujours tort car il n'est peuplé que d'imbéciles !* ». Comme le cerveau humain est, pour beaucoup, fait de mémoire, il faut alors l'occuper, le dériver vers de la gesticulade : on voit alors le candidat des grandes fortunes demander à ses comparses « *une idée par jour* ». Il ne réclame guère réflexion, trouvaille ou pensée afin d'atteindre un quelconque objectif, non, de cela on en a cure ! Une idée par jour suffit et qu'importe sa nature ou à quoi elle se réfère, fut-ce même le panthéon des communistes dans lequel figure en bonne place le jeune martyr de la liberté Guy MOQUET, s'agirait-il encore du courant porteur de l'écologie déguisé d'un « *Grennelle de l'environnement* », voire encore d'une attaque de plus contre les droits acquis qui offrira ainsi une opportunité de plus de dresser quelques uns contre quelques autres pour contribuer encore à mieux diviser pour régner. L'essentiel est d'occuper en permanence le devant de la scène comme le fait l'amuseur de la foire, de faire du bruit, de faire croire à du nouveau, de stigmatiser encore le passé qui est, par nature, le mal absolu ! Tout pourtant ou presque y a été pesé, expérimenté, pensé et c'est donc là un gisement inépuisable, une source permanente d'inspiration pour celui qui est enclin à œuvrer pour le bien et l'intérêt de tous. Mais là n'est pas le but poursuivi car il ne s'agit, après tout, que de servir les accapareurs... Il devient alors indispensable d'empêcher toute référence à ce passé révolu et tout sera être mis en œuvre pour y parvenir. Le passé immédiat ? On n'aura de cesse de vitupérer contre « *l'immobilisme* » des précédentes équipes gouvernementales, de brocarder « *les rois fainéants* » et, quant à la période qui fait si peur, celle de l'Etat providence, on s'acharnera à la diaboliser en évoquant pêle-mêle des taux d'inflation record, des dévaluations à la pelle mais en ayant garde toutefois de parler et encore moins d'établir une quelconque comparaison concernant le niveau de vie des masses qui serait, à lui-seul, trop éloquent pour démontrer la duplicité du propos. C'est cette théorie du passé imbécile qui explique également pourquoi, par le plus grand des hasards, depuis le tournant des années quatre-vingt, on enseigne plus l'histoire, celle-là même qui fut, sous la troisième république, comme l'écrit si justement Pierre NORA, « *vecteur de la mémoire nationale* »¹³⁰.

Comme enseignant de l'enseignement supérieur, le père DUCHESNE manifeste chaque année la même désolation en constatant combien ses étudiants, y compris ceux de quatrième ou cinquième année à *Sciences Po*, ignorent jusqu'à la trame élémentaire de l'histoire du pays. Combien de fois la salle de cours n'est-elle restée silencieuse devant d'aussi élémentaires questions : « *Qui exerçait le pouvoir en France en 1832 ?* », « *Quel régime fut mis en place par la constitution de l'an VIII ?* » et, à chaque fois, le père DUCHESNE doit alors se gendarmer pour amener ces jeunes à découvrir, par eux-mêmes, les notions élémentaires qui ne leur ont jamais été enseignées. Il ne faudrait cependant pas que quelques tenants de la mauvaise foi politique coutumière, toujours soucieux de désigner des boucs émissaires, ne viennent évoquer la prétendue incompetence des enseignants, ce serait une inversion des rôles tant il apparaît bien que ces carences résultent d'un choix délibéré de la classe politique. La « *réforme HABY* », qui vit le jour vers la fin des années 1970, amorce clairement le mouvement en venant imposer l'étude de thèmes transversaux privilégiant ainsi une histoire thématique au détriment de son sous-bassement évènementiel, une histoire qui « *cavalcade à travers les âges* ». Ce sont bien les

¹³⁰ P. NORA. Introduction de l'ouvrage « *Les lieux de mémoire* », éditions GALLIMARD, PARIS, 1984, page XXI. Réédition « *Les lieux de mémoire* » (sous la direction de Pierre NORA), 1997, 3 volumes. Collection Quarto, GALLIMARD.

professeurs, démontrant ainsi leur grande conscience professionnelle, qui ont été les premiers à s'insurger contre cette manœuvre. Ainsi l'association des professeurs d'histoire et géographie évoquait alors, par la bouche de son président, le « *temps du mépris* »¹³¹. Alain DECAUX emboîte le pas par un article retentissant paru dans le *Figaro Magazine*¹³² : « *On apprend plus l'histoire à nos enfants* » tandis que Michel DEBRE reproche aux promoteurs de cette réforme d'avoir « *envoyé la nation aux oubliettes* » et Jean Pierre CHEVENEMENT accuse les programmes d'être « *européistes et mondialistes* ».

Et c'est là effectivement l'alibi ! On veut, nous dit-on, que les jeunes français soient des européens convaincus. Fallacieux prétexte s'il en est ! En premier lieu ce n'est pas en ne faisant résonner inlassablement et invariablement le même son de cloche que l'on forge une conviction, on ne fait alors que manipuler l'opinion ! En outre et surtout, en quoi l'enseignement des « *valeurs communes européennes* » oblige-t-elle l'amnésie de notre propre histoire ? Le but de la manœuvre est bien à chercher ailleurs : il faut priver les citoyens de leurs racines pour mieux les endoctriner et ce n'est pas là le résultat d'une analyse élaborée par quelque révolutionnaire extrémiste mais le bien conservateur GUIZOT qui le disait en son temps : « *La société pour croire en elle-même a besoin de ne pas être née d'hier* ». Il va sans dire que la gauche caviar, fidèle à son habitude de dire le tout et de faire son contraire, aura tôt fait d'entériner cet état de fait. Ainsi après des propos alarmistes du porte parole du gouvernement Max GALLO, le 31 mai 1983, sur les marches de l'Elysée, prétendant que le président de la République se serait déclaré « *angoissé devant les carences de l'enseignement de l'histoire qui conduisent à la perte de la mémoire collective des nouvelles générations* », il suffira de quelques commissions ou colloques destinés à donner le change et à entretenir l'illusion pour occulter le fait que, dans le même temps, les programmes deviennent de plus en plus « *maastrichtiens* » comme le souligne le professeur d'histoire Jean LEDUC¹³³. L'important est bien que cet enseignement aboutisse avant tout à éviter d'enseigner le passé du pays.

Une prise de conscience de l'intérêt commun est-elle possible ?

Avec le père DUCHESNE, tous ceux qui entreprennent une réflexion à vocation explicative sur la société actuelle savent bien que les guette sans relâche un sociologue quelconque de la conspiration, véritable anticorps de la société de l'injustice, prêt à flétrir sa future victime de ma marque infamante de complotiste qui, plus sûrement encore, que l'antique crécelle du lépreux, servira à tenir écarté, à bonne distance, l'homme déraisonnable « *qui cède à la désinformation qui court sur internet* ». C'est bien la technique du « *debunking* », au sens anglo-saxon du terme, qui consiste à offrir rapidement une explication triviale pour parvenir ainsi à ridiculiser l'auteur de la réflexion dérangeante tandis que les médias ne seront pas en reste pour prendre le relais avec toujours un étonnant synchronisme. Comment s'étonner alors de cette sorte d'unanimité nivelant, fondé essentiellement sur le non-dit et qui ne vise qu'à autoriser ce que l'on nomme parfois le « *politiquement correct* » ? Il est l'illustration même de ce que le père DUCHESNE nomme l'interdit ou encore les questions qu'il convient de ne pas formuler. Il

¹³¹ Editorial de la revue « *Historiens et géographes* » n° 262.

¹³² A. DECAUX « *On apprend plus l'histoire à nos enfants.* », *Figaro Magazine* du 20 octobre 1979.

¹³³ Jean LEDUC « *Enseigner l'histoire de l'Europe : un débat.* », revue *Espaces Temps*, n° 66-67, 1998.

soutient que la prétendue démocratie représentative repose sur une contradiction fondamentale : elle se clame démocratie et, à ce titre, elle doit donc montrer qu'elle n'est que l'expression de la volonté populaire alors que, dans la réalité, elle consacre une oligarchie qui n'est là que pour préserver les privilèges des deux ordres extrêmement minoritaires, le premier, qui par son avidité inextinguible, provoque l'appauvrissement croissant de la multitude et le second qui usurpe sans partage le pouvoir de décision qui n'appartient qu'au Peuple. Cette contradiction fondamentale ne peut tenir que par le leurre. L'accaparement des biens et l'usurpation du pouvoir n'existent que par l'illusion, sans cesse entretenue, au moyen, le plus souvent, d'une démarche incantatoire : « *Nous vivons en démocratie ! Circulez donc, il n'y a plus rien à voir !* ». Pour exister la prétendue démocratie représentative doit ainsi reposer sur le tabou : tous les débats, de préférence les plus futiles, paraissent être à l'ordre du jour, à condition toutefois qu'ils ne soient qu'esquissés, sauf celui-là même qui saperait le fondement du système en place et qui tient en la simple existence du pouvoir du Peuple. Cette interrogation, primordiale s'il en est au plan politique, se doublant, au plan économique, d'une autre tout aussi essentielle qui pourrait tenir dans ce questionnement : « *Existe-t-il seulement une seule justification de l'existence de l'accaparement ?* ». Ces deux questions sont, à elles seules, de nature à entraîner la prise de conscience préliminaire à la révolution démocratique c'est-à-dire à la révolution ultime.

Comme toute contradiction, la finalité dialectique impose sa résolution, la seule question réellement pertinente est : à quelle échéance ? Cette dernière interrogation est, en elle-même, source d'une incommensurable angoisse. Que l'on songe seulement que le concept de démocratie vraie, celle qui vient du Peuple, repose sur lui seul et va vers lui, dans sa forme moderne, a vu le jour au siècle des Lumières et que sa première traduction dans le droit positif de notre pays remonte à plus de deux cents dix ans avec la *Constitution de l'an I* ! Le formidable développement de l'information à l'époque contemporaine serait-il annonciateur de profonds changements ? La défiance, le rejet de plus en plus palpable des deux ordres dominants présage-t-il l'avènement de l'ère nouvelle du bonheur ? Malheureusement, rien n'est moins sûr. Sans vouloir jouer les Cassandre, il faut bien admettre que la puissance économique peut tout dans le monde dans lequel nous vivons, dominé par l'argent. S'appuyant en permanence sur la bassesse humaine, elle pensionne des traîtres, avilit les esprits faibles par sa propagande pernicieuse et s'il le faut, en ultime recours, comme le pressentait prophétique Jack LONDON au début du vingtième siècle, n'hésite pas à réveiller la bête immonde du totalitarisme pour préserver ses intérêts. Pour maintenir coûte que coûte leurs privilèges iniques, il est malheureusement à craindre que les accapareurs et leurs valets les politiques seraient prêts à tout, y compris, pourquoi pas, à préparer « *des Saint Barthélémy des vrais démocrates* ». N'oublions jamais le Peuple ouvrier martyr de la semaine sanglante !

Est-il alors raisonnable de penser que le tiers exclus puisse, malgré tout, conquérir la place qui doit être la sienne et instaurer la démocratie vraie ? Comme toute question fondamentale la réponse n'est pas aisée. Il est sûr que l'humanité vivra un jour la démocratie ou disparaîtra, c'est là la conviction du père DUCHESNE, mais dans cette attente il est malheureusement une réalité incontournable : tant que la démocratie vraie n'est pas instaurée, c'est-à-dire tant que n'existe pas dans les faits le primat de la volonté générale, la seule règle qui prévaut est celle du rapport de forces. Or il apparaît évident que celui-ci est actuellement nettement en défaveur du tiers exclus qui, en définitive, ne dispose que d'un atout, certes de taille, mais insuffisant, celui du nombre. Représenter l'écrasante majorité n'est pas en soi de nature à contrecarrer l'incommensurable puissance déployée par les accapareurs et les politiques qui peuvent tout à la fois s'appuyer avec succès sur le pouvoir financier et la propagande médiatique, le mensonge des édiles et la force de

l'argent. L'antique analyse marxiste, remise au goût du jour, pourrait peut-être apporter une note d'espoir. Celle-ci enseignait que la logique d'accumulation et de suraccumulation qui est aujourd'hui celle des accapareurs a pour corollaire la dévalorisation de la richesse du pays. Il apparaît évident en effet que celui qui détourne les moyens monétaires de l'économie nationale à des fins purement oisives, dépouille d'autant les circuits économiques productifs : la luxueuse villa du parasite, avec ces cinquante deux pièces en bord de mer, c'est une unité de fabrication de moins ! La loi du « *toujours plus* » jouant à plein, la suraccumulation à vitesse exponentielle entraîne alors corrélativement et avec la même célérité, l'appauvrissement du plus grand nombre qui, devant la crise gravissime qui éclate, peut alors se laisser progressivement gagner par le désespoir ce qui pourrait contribuer à réduire le choix entre les branches de l'alternative et amener les masses à sacrifier la soumission de l'hédoniste jouisseur à l'insécurité de la révolte. C'est alors un boulevard qui s'ouvrirait sur le vrai changement. Alors, peut-être, tout deviendrait possible. En définitive c'est quand le Peuple crie « *La liberté ou la mort !* » que l'on peut constater, avec SAINT-JUST que : « *Le bonheur est une idée neuve en Europe !* ».

Il n'y a en effet que deux manières pour le Peuple de prendre toute la dimension, non seulement de son intérêt, mais de son rôle historique : la prise de conscience froide et raisonnée ou la révolte du désespoir. La première est totalement improbable en raison de l'existence de cette domination culturelle, qu'évoquait le père DUCHESNE, sur laquelle s'appuie sans retenue la minorité de privilégiés, c'est à dire ce message unique et insidieux et, par essence, oppressif, diffusé incessamment dans le corps social. La seconde en revanche paraît envisageable. S'il est vain de croire que les ressortissants du Peuple puissent, soudainement et massivement, prendre en considération leur propre intérêt, sentir enfin la force de l'union de leurs individualités, peser définitivement le poids de leurs richesses spécifiques tant ils ont été habitués à se soumettre, involontairement ou volontairement, aux maîtres qu'on leur désigne en permanence, qu'il s'agissent des puissants qui les exploitent, des caciques des structures politiques qui les entourent ou des idoles des médias qui les endorment, en revanche l'appauvrissement croissant, la baisse incessante et inéluctable du niveau de vie, l'endettement surtout, rayant tout avenir et donc tout espoir, peuvent aboutir à un rejet salutaire et général de l'oppression imposée par les accapareurs.

La révolution du Peuple serait la révolution dernière !

Ce qui fait dire au père DUCHESNE que la révolution qui aboutira à instaurer la démocratie vraie constituera la véritable lutte finale c'est la profonde conviction, la certitude même, qu'elle est l'aboutissement de la vie sociale dès lors qu'elle fera passer la décision collective, c'est-à-dire la voix de la cité ou en d'autres termes le pouvoir politique, du caprice de quelques-uns à la volonté de tous. Elle mettra ainsi un terme à toute oppression et servira d'assise à la consécration réelle de tous les droits de l'Homme car, qui pourrait croire que là où seule une minorité décide pour tous tandis qu'une autre accapare pour elle seule les richesses communes, il y ait place pour les droits fondamentaux, il puisse exister une vraie liberté d'expression comme une réelle possibilité pour chacun d'avoir sa propre opinion, il soit consacré aussi un droit de propriété pour tous et imposé une véritable sûreté même pour les plus humbles ? Cette irréductible opposition entre la fusion collective émancipatrice et l'hégémonie d'une oligarchie, par essence liberticide, a bien été consacrée par les pères fondateurs de notre République dans cette Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1793 dont on ne trouve trace nulle part aujourd'hui. C'est bien là l'idée de cet article 33 qui dispose que : « *La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'Homme.* » et quelle plus belle formule que celle de

l'article suivant : « *Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé ; il y a oppression contre chaque membre, lorsque le corps social est opprimé.* ».

La transition d'un état d'oppression à un état démocratique peut-elle s'effectuer sans heurts ? Rien n'est moins sûr et l'histoire, il est vrai, n'incline pas vers une vision optimiste. Non point en raison d'on ne sait trop quelle pulsion sanguinaire qui appartiendrait en propre au Peuple. Cette scandaleuse théorie trouve son origine parmi les propagandistes de l'ordre établi par les accapareurs du XIX^e siècle et particulièrement une partie du clan clérical qui leur était alors honteusement et totalement acquise. Le danger vient bien d'ailleurs : des possédants et des privilégiés dont les siècles passés nous ont montré qu'ils ne renoncent jamais aisément à leur privilèges. Alors, quant on sait les moyens de destruction massive de l'armée moderne désormais coupée de tout contrôle du Peuple avec la disparition de la conscription, on peut se laisser gagner par quelque sueur froide... Ce risque pourtant si, par malheur, il se réalisait aurait au moins le mérite de clarifier les choses, de rendre lisible l'oppression tandis qu'il ne pourrait cependant rien changer au droit car comment oublier les belles paroles de Jean Jacques : « *Le prétendu droit du plus fort est un galimatias inexplicable. Sitôt que l'on peut désobéir impunément on le peut légitimement. Qu'est-ce un droit qui périt quand la force cesse ? Convenons donc que force ne fait pas droit et qu'on est obligé d'obéir qu'aux puissances légitimes.* » et, même le scélérat Bonaparte reconnaissait : « *Il n'y a que deux puissances au monde: le sabre et l'esprit. A la longue le sabre est toujours vaincu par l'esprit.* ».

Il y a pourtant bien pire que l'oppression brutale et directe du Peuple, c'est l'usurpation de sa victoire. Quel plus grand motif de désespoir en effet que de voir ces révolutions, toujours plus généreuses, toujours plus glorieuses, triompher dans l'allégresse générale et constater immédiatement après la confiscation de la victoire du Peuple par une apparente nouvelle oligarchie qui ressemble comme deux gouttes à celle qui a été mise à terre ! Trop heureuse et forte de glorieuses pages que d'autres auront écrites, la caste des nouveaux maîtres, qui dans la plupart des cas ne fait que se renouveler, forgera ainsi aisément une mythologie de propagande tandis que le Peuple retournera toujours à son ancestrale soumission aux despotes. Le danger s'avère alors d'autant plus sérieux qu'il s'installe dans la durée car si l'oppression directe de la force brutale ne peut tenir que quelques années, tout au plus quelques décennies, l'aliénation par le mensonge elle peut s'éterniser pendant des siècles. La révolution démocratique, que le père DUCHESNE appelle de ses vœux, n'est pas la fin de l'histoire et ce nirvana matérialiste que la théorie marxiste avait cru identifier dans l'avènement de la société communiste, tout au contraire, elle n'en est que le début. Elle représente une phase essentielle de l'évolution de l'humanité : le passage d'un état social oppresseur à un état social accompli. Quelque part dans le passé, vraisemblablement au tournant de ce que les préhistoriens ont appelé la révolution néolithique qui voit, avec la sédentarisation, l'homme tribal devenir l'homme social, une transformation majeure est intervenue dans le comportement humain. Eternel itinérant, l'homme a alors pu lier sa destinée à un territoire et il existe dans l'inconscient collectif de l'humanité la trace d'une tâche originelle qui remonte à cette époque. Personne sans doute n'a su le traduire mieux que Jean Jacques ROUSSEAU dont les premières lignes de son combien édifiant « *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité entre les hommes* » résonnent encore avec force dans toutes les mémoires : « *Le premier qui, ayant enclos un terrain s'avisa de dire : " Ceci est à moi ", et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eut point épargnés au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant le fossé, eut crié à ses semblables : " Gardez-*

vous d'écouter cet imposteur, vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne." ».

La grande perversion qui marque le début de la vie sociale aura été en effet l'apparition de ce que le père DUCHESNE nomme l'accaparement et, son corollaire, le pouvoir de décider du sort de tous que s'est arrogé une petite minorité intéressée. Ces deux réalités sont en effet intrinsèquement liées : on ne peut maintenir ce qui est injuste qu'en l'imposant ce qui implique un pouvoir de contrainte. Le dogme de l'inégalité a alors été inscrit dans le marbre et dicté à l'ensemble du groupe par l'oligarchie au moyen de la force. Il ne s'agit plus alors, comme ce fut toujours le cas depuis l'apparition de l'homme sur terre, d'organiser la vie de la société dans le sens de l'intérêt de tous mais bien d'imposer au groupe humain un diktat destiné à préserver ce que Blaise PASCAL appelait « *l'usurpation de toute la terre* »¹³⁴. La situation n'a guère évolué depuis et les usurpateurs sont toujours en place même si, en arborant le masque du fourbe, leur domination est devenue moins voyante et, aujourd'hui comme hier, la règle qu'impose le petit nombre sert toujours le même dieu : l'inégalité ! On comprend mieux dès lors pourquoi les accapareurs et leurs propagandistes n'ont eu de cesse que de brocarder, galvauder, caricaturer et en définitive salir le discours de Jean Jacques. Celui-ci sert encore aujourd'hui d'épouvantail. Derrière lui se cacherait le collectivisme, le *kolkhoz*, la disparition de la propriété privée, le totalitarisme... Le mensonge est tellement gros qu'il en devient risible ! Comment le Peuple libéré, maître de son destin, émancipé de la caste prédatrice, pourrait-il aller contre son propre intérêt ? Comment pourrait-il en particulier nier cette donnée incontournable de sa nature qui est l'instinct territorial et ce légitime besoin de s'approprier un espace pour simplement préserver son individualité ? La volonté générale, glorifiée par le promeneur solitaire dont le message résonne si profondément juste qu'il apparaît presque comme une révélation divine et, en tout cas, l'illustration de l'éternelle sagesse, ne peut être que l'expression de la vérité, le juste équilibre en toutes choses, l'harmonieux compromis et l'équitable distribution. Ainsi dans l'allégorie rousseauiste, l'intérêt général, exprimé par tous, aurait certes consisté à combler le fossé ou à arracher les pieux mais, bien plus encore, à substituer à l'œuvre du prédateur une autre répartition, duale celle-là, partagée entre un domaine public inaccessible aux intérêts mesquins particuliers et inaliénable afin que chacun puisse accéder librement à la mer ou à la rivière et que se trouve un lieu sûr pour y installer des activités communes au service de tous et un domaine privé avec des terres attribuées à tous, en pleine propriété, afin qu'il soit possible à chaque homme de profiter de l'existence et d'exprimer son individualité et sa créativité en toute quiétude.

On comprend mieux alors pourquoi la révolution démocratique n'est pas un avatar de plus dans l'histoire mouvementée de l'humanité mais apparaît bien comme une évolution majeure en faisant revenir celle-ci à l'état de nature. C'est alors le groupe social tout entier qui retrouve son individualité primordiale et décide lui-même de son sort et il n'est plus de place pour la minorité agissante, celle là qui fait semblant de le servir pour en réalité le tromper et le voler. Le retour à cette « *terra incognita* » des premiers âges, ce changement d'air, qui est aussi un changement d'ère, est gage de liberté, de progrès social et de bonheur pour tous. La bonne volonté étant la chose au monde la mieux partagée, trouve enfin son libre exutoire dans ce vaste contrat tacite dans lequel chacun ayant les mêmes droits ne saurait être dupé ou dominé par son semblable. La

¹³⁴ « *Mien, tien. "Ce chien est à moi, disaient ces pauvres enfants ; c'est là ma place au soleil". Voilà le commencement et l'image de l'usurpation de toute la terre.* ». Blaise PASCAL « *Les pensées* » (1670) 295.

solidarité, dans cette unité harmonieuse qu'impose la volonté de tous, n'est plus ce fantasme utopique servant à aviver toutes les querelles d'aujourd'hui mais le ciment de la société vivante, le seul et unique passage vers la satisfaction des besoins de chacun, le deal cérémonieux qui rend les hommes responsables, la porte ouverte vers l'absolue certitude. La société où régnera la démocratie vraie parce qu'elle ne peut demeurer dans l'erreur, dont le danger serait perçu par tous dans la transparence de son essence comme un suicide, aboutira inéluctablement à l'infailibilité du politique. Parce que chacun participe de la volonté d'ensemble, cette société là représente la meilleure garantie qui soit pour la satisfaction au mieux des intérêts de tous.

La révolution serait-elle en marche ?

Il existe dans la société actuelle comme une dualité et celle-ci semble bien traversée par deux courants en sens contraire. L'un est porteur d'énergie et de changement, l'autre n'est que l'expression de la sclérose et du renoncement, l'un s'affirme révolté, imaginatif et généreux, l'autre apparaît résigné, conformiste et égocentrique, l'un se veut revendicateur, réclamant la vraie justice et que l'on réinvente demain, l'autre se meut conservateur, bëlant l'idole factice et qu'on lui en donne plein les mains, l'un héritier de notre grande histoire, l'autre fruit de la propagande et de ses déboires. L'un crie « *Je vis !* », l'autre « *Johnny !* », l'un indocile, l'autre servile ! Si chacun perçoit cette coexistence, il reste que l'affrontement de ces deux courants ne peut se cristalliser au grand jour car la propagande médiatique est là, en permanence, pour chercher à nous faire croire à la seule existence du second. Il n'est sans doute que deux manières d'éventer ce mirage, deux voies peut-être seraient susceptibles de laisser le torrent de l'espoir éclater au grand jour. Internet et la libre expression qu'il permet représente la première mais, perdu dans l'océan de la multiplicité des sources, la voix de la raison risque de s'épuiser en se heurtant aux courants contraires de sorte que cette première voie rend sa lecture improbable. Il ne resterait au Peuple dépité, conscient de la tyrannie des oppresseurs, que la seule réaction épidermique, le coup de sang rebelle, l'amertume du révolté. Comment s'exprimera-t-elle ? Au travers de ce scrutin que consacre, comme un alibi, la prétendue démocratie représentative ou par l'intermédiaire de l'élân contestataire ? Combien sont innombrables les comportements individuels exprimant le « *ras-le-bol* » ! Comment sont éloquentes ces manifestations collectives traduisant, ça et là, cet incessant malaise qui résulte du ressenti de la spoliation de l'ensemble par le petit nombre ! De cet éclatement de la société, de ce jaillissement de lumière depuis la noirceur de la soumission, de cet élan de vie planant sur les eaux troubles de la léthargie peut-on présager quelque issue favorable ? Le père DUCHESNE s'interroge et, tel le guetteur à la hune du navire, il se demande parfois si les rives radieuses de la démocratie vraie seraient en vue enfin car il arrive que les événements autorisent un fol espoir et inspirent presque à l'optimisme. Il aimerait alors croire que ce pitoyable rituel des partisans de la gauche allant affronter les défenseurs de la droite sur un terrain bordé d'isoloirs cesse enfin pour que se lève le temps de l'intérêt commun mais... rien n'est moins sûr !

Un scrutin de sagesse sera toujours balayé d'un revers de manche !

Le père DUCHESNE a tenté de montrer pourquoi, à ses yeux, l'avènement au pouvoir du candidat des oisifs fortunés aboutit à une impasse. Selon lui, dès lors qu'il ne doit sa victoire qu'à une vaste manipulation, le suppôt des richissimes n'a plus désormais d'autres ressources, pour maintenir occultée sa manœuvre aux yeux de tous, que de poursuivre inlassablement dans cette

même voie, que de sans cesse puiser dans l'iconographie factice de la *peopolisation*, que de masquer l'inaccessible légitimité par une gesticulation médiatique incessante amenant ainsi du même coup la caste politique professionnelle dans son ensemble à le suivre dans ce carrousel effréné de l'inutile au risque de multiplier les mensonges, d'agir de plus en plus ouvertement contre le Peuple, de progressivement tomber le masque de la duplicité faisant enfin apparaître sa vraie nature d'oligarchie régnante. C'est peut-être alors cette fuite inexorable dans l'agitation stérile vers laquelle se trouve désormais acculée la prétendue démocratie représentative qui, pourrait être porteuse d'espoir. Comme l'a démontré le père DUCHESNE, la seule force de ce régime au service d'une minorité de nantis, tient dans la puissance du mensonge et de l'occultation aussi, si ce rideau de fumée venait à être dissipé, alors, fatalement, le Peuple serait amené à mieux voir la réalité des choses. Il comprendrait enfin le grand leurre de la représentation confiée à une unique camarilla servile au service des seuls puissants ce que d'ailleurs ne semblait pas ignorer François MITTERRAND à qui on attribue cette phrase : « *Un professionnel de la politique, même médiocre, l'emportera toujours sur un amateur, même talentueux* ».

On aura, bien entendu, tôt fait de stigmatiser les propos du père DUCHESNE, de clamer qu'il n'y a là que diabolisation outrancière d'hommes et de femmes de bonne volonté. Admettons-le donc ! Il est alors étonnant que ce bon vouloir manifeste soit si peu admis par l'ensemble de nos concitoyens. Les sondages, plus ou moins habilement tournés, se suivent et ont peine à occulter ce qui apparaît comme une évidence : les hommes politiques n'ont plus la confiance du Peuple. Un sondage publié en octobre 2005¹³⁵ montrait que 39 % des Français ne font plutôt « *pas confiance* » aux hommes politiques et 37 % ne leur font « *pas confiance du tout* » et pour 85 % d'entre eux les élus « *se préoccupent surtout de leur carrière* » et sont « *coupés de la vraie vie des Français* » pour 62 %, tandis que 49 %, près d'un français sur deux, considèrent que les politiques sont « *corrompus* ». Un autre sondage sur le thème « *Crise et renouveau du politique : quelle contribution des associations ?* »¹³⁶, en janvier 2006, révèle la vraie nature du malaise qui est très précisément la conviction que la représentation politique n'est pas là pour exprimer la volonté du Peuple que le mouvement associatif, par exemple, prend plus sûrement en compte. Ainsi lorsque l'on demande aux français si, disposant d'un peu de temps, ils souhaitaient le consacrer à échanger, débattre et agir pour apporter des réponses aux problèmes qui se posent en France, 7 français sur dix (71%) iraient dans une association et seulement un peu plus d'un français sur dix (13%) dans un parti politique et on ne sera alors nullement étonné d'apprendre que la confiance accordée par les français aux responsables d'associations est diamétralement opposée à celle placée dans les hommes politiques puisqu'elle dépasse les huit français sur dix (83%) et, quant au caractère inaccessible de la représentation politique, réservée comme le soutient le père DUCHESNE à une caste, elle est très nettement perçue par nos concitoyens puisque plus de neuf sur dix (91%) pensent qu'il est difficile pour les citoyens d'avoir accès à des responsabilités politiques au plan national.

Si cette perception est aussi éloquente c'est parce que chacun voit, chaque jour davantage combien, non contents de ne pas exprimer les attentes du Peuple, les politiques ne sont là que pour agir contre lui. Le plus bel exemple est sans nul doute la manière avec laquelle vient d'être contrecarré honteusement le sain réflexe d'évitement de la consécration pour l'avenir de la loi des

¹³⁵ Sondage CSA publié dans *Le Parisien* du 10 octobre 2005.

¹³⁶ Sondage réalisé par CSA pour *Le Parisien- Aujourd'hui en France* – Fonda – CEVIPOF en janvier 2006.

accapareurs dans ce projet scélérat de constitution européenne qu'on a voulu imposer au Peuple de France en 2005. La campagne électorale de ce référendum portait en elle un formidable espoir, masqué il est vrai par les pirouettes des tenants du « *oui* », lors de la soirée des résultats qui, toute honte bue, après une si cinglante défaite, venaient encore pérorer. Face à toute la propagande institutionnelle des ordres privilégiés, déchaînée à longueur de médias, on pu voir, en effet, des français désarmés qui, n'ayant que leur courage, leur intelligence et leur opiniâtreté prenaient à bras-le-corps, un traité mal écrit, pour l'analyser à la lumière d'informations qu'ils allaient eux-mêmes glaner sur internet, dans les librairies ou les bases de données juridiques si difficiles d'accès pourtant pour les non initiés. Cet élan général montre combien ce Peuple de France, conscient du rôle qu'il a jadis joué dans l'histoire du monde, semble encore se montrer prêt à ouvrir la voie. Ce formidable « *non* » était pourtant plus qu'une défaite cuisante pour les politiciens de tous bords, remis ainsi à leur juste place de manipulateurs d'opinion, mais semblait même sonner le glas d'un système qui n'est là que pour la satisfaction d'une infime minorité. Beaucoup, parmi lesquels le père DUCHESNE, pensaient qu'il laissait augurer de réels lendemains qui chantent tant il apparaissait illusoire que l'on puisse laisser déperir, une fois de plus, ce vent d'enthousiasme qui fit, durant cette campagne mémorable, vibrer la patrie des droits de l'Homme. Cette victoire fut si belle qu'on se demande encore aujourd'hui comment pouvait-il en être autrement. Elle apparaissait aussi comme une illustration prémonitoire de ce que sera un jour l'expression libre de la volonté générale car le référendum est actuellement la seule petite soupape institutionnelle laissée au Peuple pour directement s'exprimer et encore, bien modestement, car la consultation n'est utilisée que selon le bon plaisir ou le caprice du prince. Il révélait surtout, ce « *non* » historique, que malgré le mensonge incessamment distillé par la propagande, malgré le matraquage de la voix unique des accapareurs, le Peuple, comme mû par une intuition collective sait toujours à terme où se trouve son intérêt et combien édifiant était alors de voir ainsi renvoyé aux orties, un discours largement dominant dans la classe politique comme dans les médias, comme si soudain chacun prenait conscience que la langue des dirigeants du pays est celle de la vipère.

Alors comment ne pas mesurer l'importance du scandale ? Comment ne pas voir cet outrage à l'expression du Peuple, cette forfaiture affichée avec l'aisance tranquille qui est celle du criminel ? Encore que le plus scandaleux ne soit pas tant ce déni flagrant de démocratie, cette illustration par l'absurde de la véracité des dires du père DUCHESNE, mais bien cette vaste manipulation de l'opinion tendant à accréditer l'idée que ce qui a été honteusement voté par les parlementaires, et non par le Peuple, n'est qu'un traité et non point un projet constitutionnel. On croit rêver ! Plutôt que tous les discours ne suffit-il pas de citer les propos mêmes des principaux responsables politiques européens, à commencer par GISCARD D'ESTAING qui déclarait le 23 juillet 2007 : « *En termes de contenu, les propositions demeurent largement inchangées, elles sont justes présentées de façon différente (...) la raison de ceci est que le nouveau texte ne devait pas trop ressembler au traité constitutionnel. Les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler* »¹³⁷, intervention d'ailleurs dont le sens profond n'a pas échappé à Timothy KIRKHOPE, député européen conservateur, qui déclarait le même jour : « *Les commentaires tenus aujourd'hui par Valéry Giscard d'Estaing ne font que renforcer ce que tous les autres dirigeants européens pensent du nouveau Traité, à savoir que la constitution est de retour* ». Et s'il devait

¹³⁷ Valéry GISCARD D'ESTAING devant la *Commission des affaires constitutionnelles* du Parlement européen le 17 juillet 2007.

subsister quelque incertitude, alors les paroles de Jose Luis ZAPATERO, premier ministre espagnol, le 27 juin 2007, sont là pour la lever : « *Nous n'avons pas abandonné un seul point essentiel de la constitution (...) C'est sans aucun doute bien plus qu'un traité. C'est un projet de caractère fondateur, un traité pour une nouvelle Europe* »¹³⁸, celles d'Angela MERKEL, chancelière allemande : « *La substance de la constitution est maintenue. C'est un fait.* »¹³⁹ ou encore celles de Vaclav KLAUS, président tchèque, le 13 juin 2007 « *Seuls des changements cosmétiques ont été opérés et le document de base reste le même* »¹⁴⁰ : Mieux encore, il est reconnu publiquement et ouvertement que l'on recourt à la manipulation pour abuser les Peuples et les propos de Giuliano AMATO, ancien président du conseil italien, le 12 juillet 2007, ne peuvent laisser planer le moindre doute à cet égard : « *Il a été décidé que le document devrait être illisible. S'il est illisible, c'est qu'il n'est pas constitutionnel ; c'était là l'idée... Si vous parvenez à comprendre le texte au premier abord, on risquerait des appels à référendum, parce que cela signifierait qu'il y a quelque chose de nouveau* »¹⁴¹, comme d'ailleurs ceux de Karel DE GUCHT, ministre belge des affaires étrangères : « *Le but du Traité constitutionnel était d'être plus lisible... Le but de ce traité est d'être illisible...La constitution voulait être claire alors que ce traité devait être obscur. C'est un succès.* »¹⁴².

Préserver à tout prix le Léviathan européen !

Cette vilenie doit susciter des interrogations. Comment comprendre en effet que la caste politique puisse ainsi, au mépris du plus élémentaire respect de la voix du Peuple, au risque de tomber ouvertement le masque de sa duplicité, se risquer ainsi à aller ouvertement à l'encontre de la volonté générale ? Il n'est qu'une explication rationnelle. Cette manœuvre, consistant, pour reprendre l'expression de Bertold BRECHT à « *dissoudre le Peuple* », s'avérerait indispensable dans la mesure où il convenait, coûte que coûte, de préserver ce sanctuaire des accapareurs qu'est l'*Union européenne*. Ce n'est pas le fruit du hasard que, précisément dans la décennie 1980, on se soit acharné à donner une seconde vie à cette zone de libre échange, née timidement en 1957, après l'échec cuisant de la *Communauté européenne de défense* de 1954 et, avec elle, l'espoir déçu des fédéralistes de tout poil.

Ces institutions communautaires en indisposent plus d'un, tant la perplexité est de mise devant cet univers de technocratie dans lequel chacun voit bien qu'il n'y a aucune place pour la démocratie. La finalité de cette construction est bien uniquement d'inscrire dans le marbre et d'imposer, comme un modèle indiscutable, la société de l'inégalité au service du petit nombre. Le flou artistique savamment entretenu sur ces institutions est voulu et s'impose de lui-même : quiconque ignore le mal sera bien en peine de le critiquer ! Il est d'ailleurs symptomatique que face aux arguments fouillés, précis et construits des partisans du « *non* » durant la campagne référendaire, leurs adversaires, malgré toute la machine médiatique mise entièrement à leur

¹³⁸ José Luis ZAPATERO, discours du 27 juin 2007.

¹³⁹ Déclaration au quotidien d'information britannique *The Daily Telegraph* du 29 juin 2007.

¹⁴⁰ Vaclav KLAUS, président de la République Tchèque, au quotidien d'information britannique *The Guardian* du 13 juin 2007)

¹⁴¹ Giuliano AMATO, ancien président du conseil italien, ancien vice-président de la Convention sur l'Avenir de l'Europe à la réunion du *Center for European Reform* à Londres, le 12 juillet 2007.

¹⁴² Karel DE GUCHT sur la radio d'information *Flandre info*, le 23 juin 2007.

service, n'avaient à apporter comme seules réponses que de pitoyables arguties, teintés de la plus grande mauvaise foi, parmi lesquelles le sempiternel « *Si l'on a pas eu la guerre c'est grâce à l'Europe !* » tenait bien entendu une place de choix. Tout se passe en réalité comme si cette Europe des milliardaires devait s'imposer à tous les prix et dès lors la volonté des citoyens ne compte guère. Le père DUCHESNE a déjà mis le doigt sur cette volonté impérieuse des oligarques d'imposer cet espace marchand sans frontières, ce qui passe notamment par l'oubli de l'histoire nationale mais, d'une manière plus générale, tout semble bon à prendre pour forcer l'opinion à cette reconnaissance, jusqu'à même recourir au subliminal ! Qui sait par exemple qu'en remplissant un chèque, quelle que soit la banque dont celui-ci provient, il n'inscrit pas le montant, contrairement aux apparences sur une ligne de pointillés, mais bien sur un message en minuscule, décelable en scannant le document puis en l'agrandissant, voire même simplement au moyen d'une bonne loupe, qui n'est qu'un texte de propagande dont la teneur est sans équivoque : « *L'Europe ne se fera pas d'un coup, etc...* » ?

Quiconque cherche cependant à lever le voile sur cette réalité communautaire et bien obligé de se rendre compte de l'évidence : il n'y a derrière cette prétendue construction européenne qu'une vaste machinerie où chaque rouage joue un rôle bien précis. Il s'agit d'une mécanique redoutable dont le but ultime est de sceller à jamais, dans l'espace européen, le modèle de la société des accapareurs. Et ce n'est pas là diatribe gratuite et sans fondement, teintée de populisme, dont se rendrait coupable le père DUCHESNE, mais la réalité des choses et, pour s'en convaincre, il suffit de se livrer à un simple examen de ces institutions communautaires. Qu'y trouve-t-on ? D'abord un *parlement* alibi et il apparaît bien que c'est là l'opinion la plus largement partagée si l'on en juge du moins par l'abstention record qui a marqué les élections de 1999 et de 2004. Comment pourrait-on d'ailleurs éprouver de l'engouement pour le seul parlement au monde, et sans doute dans l'histoire, qui ne légifère pas et n'a le moindre pouvoir dans des domaines que l'on présente pourtant comme l'apanage et la raison d'être de la construction européenne comme l'union économique et monétaire ou encore la politique étrangère et de sécurité commune et quel paradoxe de voir cette seule institution élue, l'unique à présenter un vernis démocratique, assaillie quotidiennement par des cohortes de lobbyistes par milliers.

A coté de ce parlement sans pouvoir il y a le *conseil*, l'organe intergouvernemental qui doit donc diriger et qui, pour ce faire, regroupe, au gré des circonstances, les ministres des Etats membres dans la matière considérée. Or cet organe, dont la présidence est confiée pendant six mois à tour de rôle à l'un ou l'autre des représentants des Etats, ne délibère que sur proposition de la *commission* qui, ayant ainsi l'initiative de l'ordre du jour, joue donc forcément le rôle d'arbitre. Or, comme le *parlement* n'a pas la possibilité de légiférer, la nature ayant horreur du vide, le *conseil* dispose ainsi de l'exécutif comme du législatif dans une belle et droite confusion des pouvoirs qui, bien que heurtant de plein fouet les principes posés par le baron de MONTESQUIEU, le maître à penser de tous les libéraux de la terre, ne semble pourtant gêner personne et nul ne s'offusque de voir cette instance délibérer seule, à huis clos, hors de tout contrôle parlementaire !

Ainsi donc, à coté de ce conseil, dont la sensibilité, qui n'est que l'expression des pouvoirs fugaces de chacun des Etats membres, est par nature fluctuante, apparaît la véritable puissance qui est la *commission*. C'est l'organe supranational censé représenter l'intérêt communautaire. Ses membres sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des Etats et, se voulant la gardienne des traités, elle veille scrupuleusement à la stricte application de

toute décision prise au plan communautaire avec, s'il le faut, le droit de sanctionner un membre. En plus du monopole de l'initiative des décisions communautaires qui lui est confiée, il reste que, à part un petit nombre de cas, le *conseil des ministres* ne peut se prononcer que sur une proposition de la *commission*. Voici donc une institution, sans la moindre légitimité démocratique qui, non contente de jouer le rôle clé durant la phase d'élaboration de tout projet apparaissant ainsi comme l'initiatrice de toute politique communautaire, s'avère en outre être le véritable organe d'exécution, celui qui établit notamment les textes d'application des décisions prises par le conseil.

On ne sera alors nullement surpris d'apprendre que la politique suivie par la *commission*, reprenant d'ailleurs les thèses de l'*OCDE*¹⁴³, est d'une remarquable constance depuis l'*acte unique européen* du milieu des années 1980. Centrée sur une vision néo-libérale, appui indéfectible de la mondialisation et du libre-échange, elle ne vise qu'à une déréglementation généralisée avec son corollaire, la privatisation des services publics conformément au principe de la libre concurrence. Comment s'étonner alors, par exemple, de son opposition farouche à la constitution de pôles industriels européens ou encore cette obsession malade à mettre en place ce marché européen uniformisé, débarrassé de ses spécificités identitaires et culturelles et de ses garanties sociales, à l'image de ce *plombier polonais* sous-payé pour lequel, le sieur BOLKENSTEIN et ses acolytes n'auront de cesse que de lui permettre enfin d'aller partout proposer ses services au rabais. C'est encore cette commission qui, à l'été 2002, menaçait la France de saisir à son encontre la *cour de justice des communautés européennes* à la suite d'un décret qui avait osé disposer que les étiquettes des articles alimentaires, vendus sur notre territoire, devaient être libellées en français.

Si seulement encore ce n'était que la seule pensée ultra-libérale qui impulsait la conduite de la *commission*, mais la découverte du processus décisionnel en son sein se révèle encore plus édifiante et d'autant plus inquiétante pour l'avenir de chacun ! Ainsi nul n'ignore que, dans le cadre de l'*Organisation Mondiale du Commerce*¹⁴⁴ se déroulent des négociations sur la mise en œuvre de l'*Accord Général sur le Commerce des Services*¹⁴⁵. Les enjeux sont considérables dès lors que ce sont l'avenir même des services publics qui sont en jeu car il ne s'agit rien de moins que de déterminer ce qui est marchandise et ce qui ne l'est pas. Peut-on par exemple vendre des parties de son corps ? Faut-il préserver la forêt amazonienne ? La médecine est-elle une marchandise comme une autre ? Autant de question, on l'imagine aisément, qui vont conditionner

¹⁴³ *Organisation de Coopération et de Développement Economique*. Créée en 1961, elle a succédé à l'*Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE)*, instituée quant à elle dans le cadre du *Plan Marshall*. Elle regroupe 30 pays partageant les principes de l'économie de marché.

¹⁴⁴ L'*Organisation mondiale du commerce (OMC* ou *World Trade Organization, WTO*) est une organisation internationale chargée d'établir les règles du commerce international. Apparue le 1er janvier 1995 pour succéder au *GATT (General Agreement on Tariffs and Trade : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)* cette institution a pour finalité de réduire les obstacles au libre échange.

¹⁴⁵ *Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS*, ou *GATS* en anglais pour *General Agreement on Trade in Services*) est une annexe (I B) de l'*accord de MARRAKECH* qui a institué l'*Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*. C'est un accord international multilatéral visant à libéraliser tous les services, source d'avantages comparatifs selon les uns, menace sur les services publics selon les autres.

la vie en société de demain. Pourtant aucun gouvernement en Europe n'a son mot à dire en la matière. Seul peut négocier le commissaire européen au commerce qui n'est assisté que par un obscur *comité 133*¹⁴⁶, composé de hauts fonctionnaires et de « *spécialistes* » au sein duquel sont abordées, pour reprendre l'expression de Gérard FILOCHE¹⁴⁷, les « *questions Dracula* »¹⁴⁸. Il revient donc à ce commissaire et à lui seul, guidé toutefois par ce comité, de déterminer ce qui sera marchandise au nom dans l'ensemble des pays européens, le *conseil* agissant en simple chambre d'enregistrement. Autant dire donc que face à cet homme seul, c'est au sein du *comité 133* que réside le mécanisme secret des prises de décisions qui s'imposent aux États. Comment s'étonner alors que les décisions opaques de cet organisme soient largement sous l'emprise des quelques 4 000 groupes d'intérêt, employant jusqu'à 15 000 personnes, qui font du lobbying sous une forme ou une autre à Bruxelles, parmi lesquels l'*European Services Forum* regroupant les firmes privées fournisseurs de service sans compter les représentants des multinationales (*UNICE - TABD*) y compris américaines (*Partenariat Economique Transatlantique créé en mai 1998*). On comprend ainsi un peu mieux pourquoi, le 19 mai 2004, sous la seule pression des grands groupes agroalimentaires, la *commission européenne* a officiellement donné l'autorisation à la firme suisse *Syngenta* de commercialiser son maïs transgénique *BT 11* ce qui a abouti à la mise sur le marché, par cette dernière, de boîtes de maïs doux destiné à l'alimentation humaine mettant fin au moratoire sur les OGM. La circonstance que l'*Union européenne* avait ratifié, en 2002, le *protocole de Carthagène* sur la bio sécurité, qui consacrait notamment le principe de précaution, a sans nul doute été considérée comme « *chiffon de papier* ».

Ce panorama ne serait pas complet sans aborder le rôle fondamental joué dans le dispositif par la *banque centrale européenne* (BCE) dans les objectifs de laquelle n'entrent ni la croissance, ni l'emploi et comment s'étonner alors que la politique de celle-ci ne semble être vouée qu'à créer sans cesse encore plus de chômage et de récession. Et là encore que nul ne cherche du mauvais esprit de la part du père DUCHESNE car les statistiques sont sans appel : l'économiste Jean Paul FITOUSSI a montré en particulier comment, sur la période 1990-2004, le poids relatif de la zone euro a baissé de 16 % si on le compare à celui des aux Etats-Unis, de 9 % par rapport au Royaume-Uni, restant identique à celui du Japon plongé pourtant dans la déflation¹⁴⁹. Les choix menés depuis 1998 sont d'une parfaite clarté : mener une politique monétaire restrictive centrée sur une monnaie forte largement surévaluée et une priorité absolue à la lutte contre l'inflation et à la stabilité des prix arbitrairement fixée à 2% c'est à dire, une politique monétaire exclusivement au service des détenteurs des fortunes et au détriment de la croissance et de la réduction du chômage.

Derrière cette vision monétariste intégriste, qui échappe à tout contrôle car la *BCE* n'a de compte à rendre à personne et surtout pas aux élus européens du *parlement*, c'est la renonciation, à tout jamais, d'une politique utile de relance de l'économie concrétisée notamment par le refus obstiné, quasi maladif, pendant des années, de baisser les taux d'intérêts pour enrayer le ralentissement économique. Si la démocratie vraie que prône le père DUCHESNE a pour effet de permettre une politique au service de tous, l'inverse est aussi vrai et l'absence de démocratie

¹⁴⁶ Article 113 du *traité de Rome* devenu article 133 depuis le *traité d'Amsterdam*.

¹⁴⁷ Inspecteur du travail, membre de la direction de la *Fondation COPERNIC* et du conseil d'administration d'*ATTAC*, militant socialiste.

¹⁴⁸ Ainsi nommées car, comme le célèbre vampire, elles craignent la lumière !

¹⁴⁹ J. P. FITOUSSI « *Les piètres performances de la zone euro* », article du journal *Le Monde* du 31 décembre 2004.

aboutit obligatoirement à la mise en place d'une politique au profit de certains seulement. Quelle plus belle illustration que cette politique monétariste suicidaire qui n'a que faire de favoriser de grands projets économiques quand il ne s'agit que de privilégier exclusivement ceux qui détiennent des actifs financiers, les accapareurs que dénonce le père DUCHESNE. C'est tellement évident que la *BCE* se singularise même par rapport à la banque centrale de la libérale Amérique. En effet, la *Réserve fédérale*, prend elle largement en compte les indices de croissance et du chômage ! Comment ne pas voir là encore cette dépossession des biens du plus grand nombre par l'oligarchie des accapareurs car, la croissance incommensurable de l'endettement public, met ainsi directement les Etats en étroite dépendance des détenteurs d'argent qui peuvent alors, en s'appuyant sur l'éternel refrain de la lutte contre l'inflation, imposer leurs intérêts au détriment bien entendu de la société civile et de la lutte contre le chômage. Cette politique n'est rien d'autre que l'économie au service de tous sacrifiée sur l'autel de la rente et l'insécurité, le mal vivre et l'inégalité générale en rétribution de l'opulence du petit nombre. La preuve de ce détournement de doctrine au profit d'une minorité peut être aisément rapportée. En effet, en agissant ainsi, la *BCE* est sensée suivre à la lettre les préceptes de la théorie monétariste, issue de la réflexion de Milton FRIEDMAN (1912-2006), prix Nobel d'économie en 1976. Celle-ci était centrée sur la nécessité d'empêcher les gouvernements de céder à la tentation facile de financer le déficit budgétaire par la création monétaire générant ainsi de l'inflation¹⁵⁰, d'où l'idée d'indépendance de la banque centrale mais, dans l'esprit de ces penseurs, cette politique n'a alors pour but que d'accompagner utilement la croissance en stimulant les investissements productifs, nullement de générer de la récession en se retranchant derrière le dogme du monétarisme. Pire encore, la politique monétaire européenne de monnaie forte, par la contraction de la masse monétaire que des taux d'intérêt élevés impliquent, en générant chômage et récession, voire la déflation qui menace aujourd'hui à grande échelle l'Europe, aggrave encore les déficits publics au seul profit des possédants conformément d'ailleurs à la loi du « *toujours plus* ».

La seule politique prônée au service de tous est en définitive le partage de la pénurie et du travail tandis que les riches s'enrichissent encore et encore. Toutes les politiques nationales ont disparues car elles ont été rendues impossibles par le carcan des critères de convergence issus du traité de Maastricht ou le pacte de stabilité hérité du traité d'Amsterdam destinés, prétend-on, à enrayer les déficits budgétaires mais qui dans les faits n'aboutissent, à terme, qu'à les aggraver. C'est ce même pacte de stabilité qui était dénoncé, en janvier 2001, par sept instituts européens de recherche économique qui mettaient tous l'accent sur le sous-investissement résultant de cette politique de rigueur tandis que l'intégrisme monétariste européen faisait l'objet des critiques virulentes du rapport de *Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement* (CNUCED)¹⁵¹. Mieux encore, Milton FRIEDMAN en personne et avec lui d'autres économistes, ont jugé cette définition communautaire de la stabilité des prix trop restrictive. On comprend dès lors cette volonté de la caste politique au service des seuls accapareurs de vouloir à tout prix consacrer ces institutions si peu démocratiques !

¹⁵⁰ L'idée développée par FRIEDMAN étant que « *l'inflation survient quand la quantité de monnaie augmente nettement plus vite que la production* ».

¹⁵¹ La *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement* (CNUCED) est un organe permanent de l'*Assemblée générale des Nations Unies* qui fut créé en 1964 afin de promouvoir l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Elle a son siège Genève.

Tomber le masque du prédateur !

Le père DUCHESNE le sent ! Parvenu à ce stade de sa démonstration, il devine le lecteur perplexe. Il le voit émerger un peu de ce cloaque où veut, sans cesse, l'enfoncer la propagande médiatique pour oser esquisser la pensée non-conformiste : « *Finalement ce père DUCHESNE n'a peut-être pas tout à fait tort ?* ». Mais il le pressent aussi en train de douter, d'imaginer qu'il n'y ait au fond dans ces lignes, qu'un avatar de plus d'une quelconque théorie du complot, le recours facile au « *bouc émissaire* » et cette éternelle volonté, bien imprégnée dans l'histoire des hommes, de chercher à désigner un groupe imaginaire à la vindicte populaire, cette arme favorite du populiste ! Bref le brave bougre du père DUCHESNE sait bien que le doute n'est pas levé. Mais loin de baisser les bras, il se sent au contraire l'âme encore plus vaillante. Rien n'est en effet plus enivrant que de dévoiler la vérité car celle-ci est unique, ne s'accommode d'aucune contrefaçon, et celui qui a entrepris de la révéler sent, au fond de lui-même, qu'il a toute l'humanité derrière lui. Que lui importe alors les « *on dit* » et les « *quand dira-t-on* », dut-il être broyé en raison de sa révélation ! L'heure est venue maintenant d'apporter l'ultime preuve de ce qu'il avance, celle qui permettra enfin d'ôter le voile qui sert à masquer ce que l'on ne veut pas que chacun découvre.

Il est essentiel, avant toute chose, d'admettre cette possibilité, cette intuition partagée par de plus en plus de personnes, que les données chiffrées qui nous sont assénées en permanence, peuvent être biaisées. Non que les statistiques rendues publiques ne soient point conformes à ce qui est réellement. Elles le sont ! Le contraire impliquerait en effet un réseau de complicité tel qu'il deviendrait pratiquement inenvisageable de le rendre opérationnel. Il faut donc convenir qu'il y a une réalité derrière les chiffres que les études, et plus particulièrement les estimations économiques, nous présentent. Il y a peu de chance pourtant qu'un portrait exact de l'état des lieux en ressorte car deux « gendarmes » veillent au grain : la voix officielle tout d'abord et la vision parcellaire ensuite. Le père DUCHESNE s'en va décortiquer ces stratégies pernicieuses en commençant par la première et sans doute la moins nocive. « *Les chiffres, on leur fait dire ce qu'on veut !* », dit-on et il est vrai que toute réalité statistique se doit d'être interprétée et c'est d'abord là que la « *pensée unique* » prend le relais pour toujours servir la même antienne. Réfléchissons un peu : qui donc a voix au chapitre ? Le spécialiste bien entendu ! Et que peut faire le spécialiste sinon servir le dogme, l'explication qui seule s'impose car s'il s'en écartait, il se discréditerait lui-même. Prenons un exemple pour bien comprendre cette habitude. Voici que l'INSEE annonçait au début du mois d'octobre 2006 une augmentation de 2,3% du pouvoir d'achat pour l'année. Il va sans dire, qu'interrogée à son tour la population française, réfutait avec force cette perception des choses. Le sondage réalisé quelques jours plus tard par la SOFRES, pour le groupe de grande distribution CASINO, apportait d'ailleurs un cinglant démenti à la vision, si arrangeante, de l'organisme officiel. Ainsi la réponse « *Le pouvoir d'achat augmente et d'ailleurs c'est bien le cas pour vous* » ne recueillait que 9% des voix, en revanche la proposition : « *Le pouvoir d'achat augmente pour d'autres mais ce n'est pas le cas pour vous* » atteignait elle le chiffre de 21% et quant à la suggestion : « *Vous n'avez pas le sentiment que le pouvoir d'achat augmente ni pour vous ni pour d'autres* » elle était approuvée par près de sept français sur dix, soit 68% des avis exprimés.

Que peut-on conclure de ce sondage ? Que l'immense majorité de nos concitoyens constatent qu'ils sont de moins en moins riches. On notera au passage que cette perception est parfaitement en harmonie avec la théorie de l'accaparement défendue par le père DUCHESNE qui répète inlassablement que, si une infime minorité amasse chaque jour davantage en faisant

progresser, à vitesse exponentielle, leurs indécentes fortunes, l'argent de celles-ci doit bien provenir de quelque part et d'où sinon auprès des autres membres de la société ? Cependant cette seule explication valable ne saurait être admise car elle révélerait, à elle seule, le complot. C'est pour cela que la « *voix officielle* », la « *pensée unique* » doit absolument prendre le relais. A l'instar de LAVOISIER énonçant doctement que : « *Des pierres ne peuvent pas tomber du ciel pour la simple raison qu'il n'y a pas de pierre dans le ciel...* », l'analyse qui est proposée s'appuie toujours sur un raisonnement analogue : il ne peut y avoir résultat d'un accaparement puisqu'il n'y a pas d'accaparement ! Un sondage, comme celui que vient d'évoquer le père DUCHESNE, voit le jour avec des résultats qui seraient de nature à semer le trouble, voici qu'immédiatement des spécialistes se mettent au travail¹⁵² et ne peuvent alors que conclure à l'incompréhension, voire même l'incrédulité de nos concitoyens. Voici même que nos éminents professeur et directeur du CREDOC¹⁵³ échafaudent de belles théories : il s'agit sûrement d'une illusion qui abuse l'immense majorité des français trop crédules ! Voilà même que l'explication apparaît tout d'un coup limpide : celle-ci tient d'abord et en premier lieu à une « *une hypersensibilité à toute hausse des prix même lorsqu'elle est faible* » (sic) et comme, à elle seule cette assertion pourrait laisser quelques incorrigibles irréductibles encore dubitatifs, voici qu'il est soutenu que les nouvelles technologies, téléphone portable et internet haut-débit, grèveraient démesurément notre budget. Enfin, et pour couper court à toute discussion, il est simplement affirmé que nos concitoyens perçoivent le pouvoir d'achat comme un « *concept flou* ». Et ainsi tout est dit. Pour parler différemment : « *les français sont des imbéciles et ne comprennent même pas qu'ils s'enrichissent considérablement* »... trop d'ailleurs si l'on se réfère aux propos d'ATTALI déjà cités. Bien entendu l'explication la plus rationnelle, celle dictée par le simple bon sens, qui veut simplement que si l'immense majorité constate une baisse de son pouvoir d'achat c'est que celle-ci tout bonnement existe, ne sera jamais envisagée, LAVOISIER veille : « *Qu'ont-ils donc à s'obstiner à voir des météorites puisque les météorites n'existent pas !* ».

Pourtant, si au lieu de se livrer à de si fines analyses explicatives, on se réfère simplement à la manière avec laquelle les français expliquent la baisse du pouvoir d'achat, on serait, là encore, surpris par la pertinence de leurs réponses. Ainsi par ordre décroissant d'importance les causes citées, en mars 2007, sont : le passage à l'euro pour 38% et le père DUCHESNE rappellera, fort à propos, combien asseoir le Léviathan européen est devenu un objectif impératif pour les accapareurs ; la hausse des prix dans beaucoup de postes de consommation pour 23% ce qui fragilise singulièrement la thèse de l'hypersensibilité à la hausse même faible ; la stagnation ou la hausse insuffisante des revenus pour 17% ; la perte de l'emploi ; la multiplication des sollicitations à consommer ; l'instabilité professionnelle ; la hausse des impôts locaux ou la présence prolongée des grands enfants au domicile parental. Bref autant d'illusions qui obscurcissent toute perception sensée ! Plus ennuyeux encore pour les penseurs et officines officielles, il existe d'autres études, tout aussi scientifiques qui, écartant elles aussi toutes les perceptions fallacieuses, concluent cependant dans le sens des sondages d'opinion. Ainsi dès 2004, les Centres LECLERC commandaient une étude semblable sur le pouvoir d'achat

¹⁵² Voir, par exemple, le rapport de Philippe MOATI et de Robert ROCHEFORT « *Mesurer le pouvoir d'achat* » ; La Documentation française, PARIS, 2008;73 pages in « *Les Rapports du Conseil d'analyse économique* », n° 73.

¹⁵³ Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, organisme qui bénéficie d'une subvention de l'État et compte une soixantaine de collaborateurs.

au *BIPE*¹⁵⁴ lequel avançait un chiffre de 0,5% en 2006, soit près de deux points en dessous de celui de l'*INSEE* et concluait donc à une « *baisse du pouvoir d'achat effectif des français* ». En septembre 2007, l'*INC*¹⁵⁵ annonçait quant à lui, dans sa revue « *60 millions de consommateurs* », une progression de 0,8% entre juin 2006 et juin 2007, qu'il va jusqu'à chiffrer à 24 € par ménage, tandis que, dans le même temps, l'*INSEE* imperturbable maintient que 2007 voit la plus forte hausse du pouvoir d'achat depuis 2002 avec 3,2%...mais il est vrai qu'il s'agit de l'année de l'accession du Badinguet nouveau au pouvoir...

Faudrait-il donc convenir que ces études officielles, que l'on voit fleurir partout pour stigmatiser la perception erronée des choses révélée par les sondages d'opinions, ne seraient que le fruit d'une manœuvre concertée, voire l'émanation d'une quelconque officine obscure de propagande étatique ? La question que l'on est en droit de se poser est bien celle de la mauvaise foi des auteurs de ces travaux. D'aucuns objecteront pourtant qu'il y a là, à l'*INSEE* ou ailleurs, des gens respectables, nullement animés d'intentions malignes et qui font leur métier avec sérieux et professionnalisme et, au risque de surprendre son lecteur, le père DUCHESNE abondera dans leur sens. Il s'agit bien ici, une fois encore, de prendre toute la mesure du caractère unilatéral du message médiatique et de peser notamment tout le poids de l'interdit. Le père DUCHESNE le répète encore une fois, la redoutable efficacité de l'aliénation médiatique qu'il dénonce ne repose pas sur l'existence d'organes de censure mais consiste seulement à ne laisser la parole qu'aux défenseurs de l'ordre établi, bannissant ainsi de fait toute question dérangeante. La démonstration en est apportée encore en analysant les concepts utilisés par l'*INSEE* et les instituts officiels. Ainsi pour l'économiste le pouvoir d'achat mesure la quantité de biens et de services que l'on peut acquérir avec le revenu disponible, ce qui, en d'autres termes, signifie que lorsque la hausse globale des revenus dépasse la hausse globale des prix le pouvoir d'achat progresse. On comprend alors mieux le décalage qui existe non seulement entre une valeur macroéconomique, agrégée au niveau national, et la perception de cette réalité par les personnes mais encore la réalité différente révélée par des études centrées précisément sur le comportement du consommateur. Mais il y a bien plus grave et le père DUCHESNE aborde là la seconde technique qui permet d'occulter toute perception réelle des choses, c'est celle de la vision parcellaire. Pour l'appréhender, il faut d'abord comprendre que l'économiste n'est pas là pour aligner des chiffres ou annoncer des valeurs, c'est là le rôle du statisticien, mais pour s'évertuer à proposer une explication à ces données brutes. Or celle-ci s'avère impossible, non en raison d'une mauvaise volonté de ces spécialistes mais tout bonnement parce que les outils utilisés ne sont pas les bons. Le diamantaire à qui l'on ne donnerait pour tout ustensile qu'un marteau de chaudronnier ne pourrait accomplir son art. Il en est de même pour le spécialiste en sciences économiques comme va le démontrer le père DUCHESNE.

Celui-ci soutient, on le sait, que la société actuelle est au seul service des accapareurs et, soit dit en passant, si le père DUCHESNE concentre ainsi ses attaques contre cette petite minorité de possédants ce n'est pas parce qu'ils engrangent les richesses de manière insolente et qu'ils nagent dans la plus indécente opulence et on sera en peine de trouver chez lui un quelconque engouement à vouloir absolument « *faire payer les riches !* ». Là n'est, ni son souci, ni son propos et, s'il était jamais établi, par la plus impénétrable et la plus obscure des lois de l'économie, qu'il soit nécessaire de consacrer d'immenses fortunes personnelles pour préserver

¹⁵⁴ *Bureau d'information et de prévision économique* qui est un conseil en stratégie spécialisé dans la prévision économique et la prospective appliquée.

¹⁵⁵ *L'Institut National de la Consommation*.

l'économie du pays, alors ce jour, les accapareurs trouveraient dans le père DUCHESNE le plus solide et le plus indéfectible de leurs défenseurs. Qu'une petite minorité se gave plus qu'il n'est décent de même imaginer, cela en soi importe peu, si du moins, en agissant ainsi, elle ne lésait personne. Or voilà précisément où le bât blesse : l'accession des accapareurs au pouvoir, sans partage, dans le début des années quatre vingt a ruiné le pays. En mettant au service de leur seule avidité tous les rouages économiques ils ont rançonné et appauvri toutes les classes laborieuses qui composent la nation française. On pourrait alors objecter au père DUCHESNE que, si ce qu'il affirme est vrai et s'il existait réellement une minorité de prédateurs comme il le prétend, comment se fait-il que les flux perturbateurs pour l'économie du pays que ceux-ci génèreraient ne soient mis en évidence par aucune statistique ? C'est là en réalité l'effet de ce que le père DUCHESNE nomme « la vision parcellaire » qui n'est qu'un avatar de plus du principe de l'interdit déjà largement abordé. Les statistiques économiques ne peuvent parvenir à occulter cet appauvrissement général qui sévit dans le pays et qui touche la majorité de sa population. D'ailleurs nombre d'analyses, chiffres à l'appui, mettent en évidence une réalité que nul ne saurait nier. Cet appauvrissement général, ce déclassement brutal des classes moyennes notamment, a été ainsi décrit méticuleusement dans l'ouvrage du sociologue Louis CHAUVEL, professeur à *Sciences-Po*, « *Les classes moyennes à la dérive* »¹⁵⁶. Lorsque l'on interroge les français, les réponses obtenues ne laisse planer aucun doute sur ce que chacun sait et constate. Le sondage *IFOP ISA* de mars 2007 en fournit un éclairant exemple. A la question « *Si vous deviez vous comparer à la situation de vos parents à votre âge ?* » si 70% des enquêtés déclarent qu'elle a tout pour être meilleure tant le progrès en matière de confort, d'équipement ou de loisirs contribue à l'amélioration du niveau de vie, il reste que 42% seulement estiment qu'elle est meilleure en ce qui concerne le pouvoir d'achat c'est à dire tout juste un peu plus que ceux qui la jugent moins bonne et il convient de prendre en compte les 20% qui l'estiment comparable. Mais la perception aigue de cet appauvrissement par les français ne traduit encore que partiellement la gravité du phénomène car depuis l'avènement des accapareurs, au tournant des années 1980, le rythme de croissance des salaires est inférieur à 0,5% par an et, alors que durant la période antérieure on doublait son salaire en vingt ans, voici, qu'à ce nouveau rythme il faudrait en théorie cent quarante ans pour y parvenir, ce que ne manque pas de souligner Louis CHAUVEL dans son ouvrage : « *Pour la première fois, en période de paix, la situation globale de la jeune génération est moins favorable que celle de ses parents.* » en évoquant un véritable « *déclassement générationnel* ».

Cela relève ainsi de l'évidence que de constater que l'immense majorité vit de plus en plus mal et celle-ci a bien conscience de la dégradation de sa situation. Pourtant nulle explication n'est proposée. Alors qu'en toute matière, ne se tarit point le nombre de spécialistes, avides de décortiquer pléthore de raisons afin d'expliquer le moindre épiphénomène, voilà que dans ce domaine, ô combien essentiel, de l'économie nationale aucune analyse n'est proposée si ce n'est bien sûr de resservir sans cesse les items favoris de l'antienne ultra-libérale que l'on pourrait résumer ainsi : encore plus de flexibilité, encore plus de précarité, encore plus d'indigence pour le plus grand nombre et la prospérité pour tous est à échéance d'à peine cinq siècles ! Réfléchissons pourtant avec le père DUCHESNE et constatons qu'a priori aucun cataclysme planétaire n'est venu épuiser et encore moins tarir les ressources de la terre et il n'apparaît guère davantage que les hommes aient massivement cessé de travailler. Bien au contraire ! Il existe donc forcément

¹⁵⁶ L. CHAUVEL « *Les classes moyennes à la dérive* », éditions du Seuil, collection « *La République des Idées* », PARIS, 2006, 108 pages.

une raison à cet appauvrissement général que chacun constate et que pourtant nul n'évoque. Voilà qui est assurément étrange et singulier ! C'est le résultat, n'en doutons pas, de la propagande officielle, qui non contente, comme on l'a vu, de nier les effets de l'appauvrissement général, jusqu'à même douter de son existence lorsque l'on ose, par exemple, parler d'illusion d'optique pour évoquer la baisse du pouvoir d'achat, va fausser l'outil statistique pour tenir éloigné de tous la vérité dérangeante. C'est là la technique de la vision parcellaire qu'évoquait à l'instant le père DUCHESNE dont la seule finalité est de masquer la véritable cause de l'appauvrissement qui est l'accaparement. Pour parvenir à ce résultat, il suffit simplement de « *noyer le poisson* » !

Un exemple permettra de cerner cette stratégie pernicieuse. Un récent rapport du CERC¹⁵⁷ présidé par Jacques DELORS : « *La France en transition 1993-2005* »¹⁵⁸, consacre un chapitre entier aux « *riches* ». On imagine alors le lecteur se précipitant sur les pages correspondantes, avide de connaître enfin l'identité des « *bénis de la terre* » ! Sa déception pourtant sera grande. Voici, que, comme le père DUCHESNE, il risque peut-être même d'apprendre, stupéfait, qu'il fait partie intégrante de la caste des nababs ! En effet les riches, selon la statistique économique en général et l'INSEE en particulier, ce sont les ménages¹⁵⁹ qui disposent d'au moins 4100 € mensuels c'est à dire 2,4 millions de ménages et les très riches comptent 1,2 million de foyers qui perçoivent, quant à eux, un revenu mensuel supérieur ou égal à 5174 €. Les statistiques nous renseignent également sur le patrimoine de ces « *nantis* ». Ainsi la première catégorie, celle des riches, possède un patrimoine moyen par ménage de 382 000 € et détient ainsi, à elle seule, 46% du patrimoine français. Voilà comment est occultée la vérité dérangeante : en raisonnant toujours par *décile*¹⁶⁰ de la population ! Ainsi on arrive aisément à noyer le petit nombre d'accapareurs dans une catégorie bien plus vaste regroupant des millions de personnes dont les revenus, comme le patrimoine, vont se trouver alors artificiellement grossis puisque le calcul statistique inclura forcément les résultats de l'accaparement. Dès lors on comprend aisément que les chiffres ne sont plus significatifs pour démontrer le racket des biens de tous par le petit nombre car au sein des dix pour cent, voire des cinq pour cent des prétendus « *très riches* » se trouvent une majorité de personnes, des cadres en particulier, dont le père DUCHESNE a déjà démontré combien la situation s'est considérablement dégradée ces dernières années.

Mais si l'on pousse un peu plus l'analyse et que l'on recentre le calcul non plus sur les dix pour cent, voire les cinq pour cent de la population la plus riche, ce qui n'a sociologiquement aucun sens dans la mesure où en agissant ainsi on réunit dans un même ensemble les prédateurs et leurs victimes, on met alors clairement en évidence cette réalité que dénonce le père DUCHESNE. Le travail réalisé par Camille LANDAIS de l'*École d'économie de Paris*¹⁶¹ sous le titre : « *Les hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités ?* »¹⁶² est à cet égard très révélateur. Ce chercheur a laissé de côté cette vision déformée, aplatie par décile pour s'intéresser à un découpage plus fin en ciblant, par exemple, les 1 % des plus riches dont le

¹⁵⁷ Conseil, Emploi, Revenus, Cohésion sociale.

¹⁵⁸ Rapport n°7 disponible sur le site internet du CERC (cerc.gouv.fr).

¹⁵⁹ Le ménage se définit, au plan économique, comme l'ensemble des occupants d'une résidence principale. Il compte en moyenne 2,5 personnes.

¹⁶⁰ 10%.

¹⁶¹ Paris school of Economics, foundation de coopération scientifique, créée en 2006, pour former des économistes et contribuer à la recherche économique française.

¹⁶² C. LANDAIS « *Les hauts revenus en France (1998-2006) : Une explosion des inégalités ?* », Paris School of Economics, juin 2007, disponible en ligne.

patrimoine moyen atteint les 1,2 million d'euros¹⁶³ mais en affinant plus encore le calcul pour ne s'intéresser qu'au 0,01 % des plus riches soit environ 3 500 foyers fiscaux et qu'observe-t-on alors ? On détient la preuve absolue de la véracité des dires du père DUCHESNE : alors que sur la période de seulement huit années, étudiée par Camille LANDAIS, on constate que 90% des foyers les moins riches de France ne voient leurs revenus croître que de 4,6%, les 0,01% les plus riches connaissent, dans le même temps une progression dix fois supérieure dès lors qu'elle atteint 42,6% et bien entendu, comme le patrimoine de cette infime minorité dépasse déjà l'entendement, on imagine aisément que la progression se fait d'année en année à vitesse exponentielle ce que ne manque pas de faire remarquer l'auteur du rapport : « *Tous les éléments disponibles pour 2006-2007 laissent d'ailleurs penser que la tendance de croissance des hauts revenus et des hauts salaires se poursuit, voire s'amplifie.* ». Voilà donc apportée la preuve irréfutable de ce qu'avance le père DUCHESNE : la société des accapareurs rend bien les riches de plus en plus riches tandis que dans le même temps, alors que l'immense majorité du pays s'appauvrit corrélativement, les pauvres deviennent de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux.

Le grand intérêt du travail réalisé par Camille LANDAIS est aussi de montrer que, plus on recentre la statistique sur le petit nombre plus la spoliation générale prend l'aspect d'une évidence. Ainsi l'étude du revenu moyen par foyer révèle que celui-ci n'a connu, en huit ans, qu'une augmentation moyenne annuelle de 0,82 % et celle du revenu médian¹⁶⁴ voit sa part encore réduite puisqu'il n'atteint que 0,6 % de progression annuelle et si l'on traduit ces évolutions en valeur absolue on perçoit de manière encore plus nette la stagnation des situations financières puisque, pour l'année 2005, le revenu moyen des ménages¹⁶⁵ était de 24 574 € (soit 2047,83 € mensuels) tandis que le revenu médian n'était que de 17 762 € (soit 1480,17 € mensuels). Ces chiffres illustrent donc parfaitement la stagnation du revenu moyen et plus encore du revenu médian mais, en poussant encore plus loin l'analyse, on voit clairement les causes de la stagnation et, par là même, le mécanisme de l'accaparement. En effet la progression démesurée des hautes rémunérations s'explique, non bien sûr par une progression des revenus du travail mais par le seul bond en avant des revenus du patrimoine c'est à dire de la richesse déjà accumulée ce qui permet, une fois de plus, si besoin en était, de mettre en exergue le leurre du message propagandiste répété à l'envi par le candidat de l'opulence, l'illusoire « *travailler plus pour gagner plus* ».

Au plan fiscal ces revenus se répartissent entre ceux générés par la détention d'immeubles, que l'on appelle les revenus fonciers, qui sont les loyers et les gains résultant des sommes d'argent placées que l'on appelle aussi les revenus de capitaux mobiliers, représentés par les dividendes ou les intérêts et enfin les plus-values c'est à dire les gains provenant de la revente d'un même bien en l'état que l'on qualifie aussi de « *gains en capital* » et qui ne sont de fait que le fruit de l'augmentation du cours des choses. La part prise par cet ensemble dans le revenu global de la France qui travaille reste, bien entendu, très minoritaire car elle ne dépasse pas en

¹⁶³ Comparativement le patrimoine des dix pour cent des foyers les moins riches se situe aux alentours des 900€.

¹⁶⁴ On appelle ainsi le revenu pour lequel 50 % de la population se situe au-dessus et 50 % au-dessous. En d'autres termes il s'agit du revenu qui partage la population du pays en deux parts égales.

¹⁶⁵ C'est à dire pour le plus souvent l'addition de deux revenus, les foyers monoparentaux ne couvrent en effet qu'environ 1,6 million de foyers.

moyenne le chiffre de 9%. En revanche c'est là que réside, pour l'essentiel, la progression fulgurante du magot des accapareurs ce qui montre bien que ceux-ci ne vivent que de l'oisiveté et de la rente. Ainsi, si l'on ne s'intéresse qu'aux 1% des foyers les plus riches de France, on constate que la proportion des revenus du capital passe, pour cette catégorie, de 9% à 23% et si l'on réduit encore la population de référence en ne ciblant que les 0,1% les plus riches, voici qu'elle bondit à 38% et en resserrant encore la statistique pour la concentrer sur les 0,01% des foyers les plus riches, le résultat explose littéralement, cette proportion devenant largement majoritaire avec un taux de 55%. Le père DUCHESNE pose alors la question : comment conclure autrement que par l'existence d'un véritable pillage des richesses créées par le travail de tous par l'infime minorité des détenteurs de la fortune financière ? Les chiffres ne souffrent en effet d'aucune contestation : sans même évoquer la flambée des prix du foncier, les seuls revenus de capitaux mobiliers ont progressé de 53 % pendant la période de huit ans sur laquelle a porté l'étude de Camille LANDAIS tandis que, dans le même temps, les traitements et salaires n'ont connu qu'une hausse de 6,8%, soit près de huit fois moins.

Encore que les résultats de cette étude se situent bien en dessous de la réalité comme le reconnaît elle-même son auteur. Il n'a en effet pas été pris en compte l'évolution récente du système fiscal à propos duquel le père DUCHESNE a déjà démontré comment elle ne visait qu'à accentuer encore le déséquilibre, d'une part en augmentant le poids de la fiscalité sur l'immense majorité des citoyens, par la suppression de l'abattement de 20% sur les traitements et salaires en particulier, d'autre part en allégeant sans cesse et de manière plus que conséquente la pression fiscale sur ceux qui, objectivement, ont les plus fortes capacités contributives jusqu'à même la réduire, les concernant, à sa plus simple expression ce que ne manque pas de souligner d'ailleurs l'auteur de l'étude en faisant référence aux réformes fiscales en cause qui « *ne peuvent qu'avoir fortement amplifié au niveau des revenus disponibles la forte explosion des inégalités* ». Un certain nombre d'autres études et en particulier celles du spécialiste en la matière, Thomas PIKETTY¹⁶⁶, viennent encore étayer cette consécration de privilèges fiscaux exorbitants, en constante progression, pour les seuls accapareurs : ainsi le taux moyen d'imposition des 1% les plus riches, au titre de l'impôt sur le revenu, est passé de 35% en 1981 à 25% en 1998. Et là encore il convient de se prémunir contre les menées propagandistes des accapareurs toujours prompts à désigner notre pays comme le prétendu champion de la taxation des riches face à un environnement international autrement plus compréhensif. C'est tout le contraire qui prévaut en réalité ! Si par exemple on tente la comparaison avec le pourtant bien libéral Royaume-Uni que constate-t-on ? Que le taux moyen d'imposition sur le revenu pour les 1% les plus riches atteint 33% soit presque dix points de plus que dans notre pays¹⁶⁷.

Le poids du mensonge.

C'est donc bien un véritable pillage du fruit du travail de tous qui est organisé par le grand complot de la « *pensée unique* » et, quiconque se donne la peine de se pencher sur les statistiques, est bien amené à constater cette évidence que dénoncera le père DUCHESNE tant qu'il lui restera un souffle de vie. Pourtant cette vérité n'a aucune chance d'apparaître au grand jour car toujours

¹⁶⁶ Directeur d'études à l'*Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales* et professeur à l'*Ecole d'économie de PARIS*.

¹⁶⁷ Calcul réalisée à partir de données disponible sur *HM Revenue and Custom* (service de collecte des impôts du gouvernement britannique).

veille la propagande des accapareurs, assénant ses contre-vérités pour entretenir chez le citoyen ce climat d'illusion si propice au maintien d'une société de l'injustice qui ne peut pourtant que conduire au chaos auquel mène toujours le déséquilibre. Cette propagande a atteint son paroxysme avec l'accession au pouvoir du candidat de la profusion. Quel est donc ce mérite attaché à la France qualifiée du même nom, consacrée sans cesse par lui, sinon celui de s'être donné la peine de naître ? Quand la revue *Challenges*, dans son numéro de juillet 2007, présente son « *traditionnel classement des riches* » que peut-on d'autre constater sinon que 18 ou 19 des 25 plus grandes fortunes de France sont des héritiers dont le seul génie est d'avoir fait fructifier leur héritage !

Mais le plus bel exemple de cette propagande reste sans nul doute la communication officielle à propos du « *bouclier fiscal* ». Voici qu'au mois de juin 2008, les statistiques de Bercy, qui ne se rapportent encore qu'au bouclier à 60%, annoncent triomphantes que sur les 15.000 foyers ayant bénéficié d'un remboursement à ce titre, près de trois quarts d'entre eux ne sont pas assujettis à l'impôt sur la fortune pour ensuite aboutir immédiatement à la conclusion que le dispositif ne profite qu'aux ménages modestes. Voilà une fois de plus l'illustration de ce principe de duplicité qui prévaut toujours dans la société des accapareurs. La propagande s'empresse alors de clamer combien une réforme injustement critiquée n'est en réalité conçue que pour les pauvres gens et, bien entendu, l'information figurera en bonne place dans les titres des journaux télévisés. Une analyse un peu plus fine permet bien vite de cerner la réalité des choses. S'il est indéniable que numériquement le bouclier va majoritairement bénéficier à des personnes modestes ce n'est là que le résultat de situations exceptionnelles, voire accidentelles, dont le mécanisme peut être aisément illustré par un exemple. Imaginons une personne, célibataire sans enfant, qui crée dans le courant de l'année 2006 une petite entreprise de conseil par exemple, pour laquelle elle investit sans avoir encore eu le temps, au 31 décembre de l'année, de percevoir beaucoup de recettes. Ce contribuable sera ainsi amené à déclarer au titre de l'exercice en cause un déficit non commercial (en gros il a dépensé plus d'argent qu'il n'en a gagné). N'ayant ainsi réalisé aucun revenu pour la période de référence, il se trouve donc, mais provisoirement seulement, non imposé à l'impôt du même nom ce qui veut dire que son plafond, au titre du bouclier fiscal, sera donc fixé, en 2007, à 60% de zéro ce qui, comme chacun sait, représente toujours zéro. Or il s'avère que pour cette même année notre individu a acquitté 150 € de taxe d'habitation, il aura donc droit à la restitution de 100% des impôts payés en 2006 soit 150€, le montant de son impôt direct local. Voilà en réalité ce qui amène le ministère du Budget à venir claironner, qu'en ce qui concerne les revenus de 2006, le bouclier fiscal a bénéficié à 14.981 foyers en s'empressant aussitôt d'effectuer le salubre calcul d'ensemble qui aboutit ainsi à considérer que les remboursements ont porté sur des restitutions de 16.100 euros en moyenne, ce qui agrégé représente un coût de 241 millions d'euros pour les finances publiques. Et voilà introduit dans l'opinion, à grand renfort de tambours et de trompettes, l'idée selon laquelle le bouclier fiscal est une vaste entreprise philanthropique destinée à venir en aide aux miséreux. Quiconque cherche à se renseigner un peu plus, comprend très vite la réalité des choses : près de 9.300 restitutions, c'est à dire pratiquement les deux-tiers, ont été inférieures à 800 euros c'est à dire vingt fois moins que le chiffre annoncé comme remboursement moyen ce que constate d'ailleurs Vincent DREZET, secrétaire général du *Syndicat national unifié des impôts (SNUI)*¹⁶⁸ qui précise que si les bénéficiaires du bouclier fiscal numériquement « *sont effectivement des gens qui n'ont pas de gros revenus* », il reste

¹⁶⁸ Vincent DREZET a publié en 2007 « *Quels impôts demain ? Etat de l'impôt et réformes fiscales* », éditions Syllepse, collection « *Arguments et mouvements* », 196 pages.

qu' « en termes de montants remboursés, c'est une minorité de contribuables aisés qui profitent du bouclier fiscal...Les gros patrimoines sont les vrais bénéficiaires durables, structurels, de cette mesure, et ils sont en train de réorganiser leur stratégie fiscale ». Mais ce manque à gagner de 241 millions d'euros pour l'Etat concernant les revenus 2006, n'est que peu de choses à côté du cadeau concocté par le Badinguet nouveau au profit de ses amis milliardaires qui n'entre en vigueur que pour les revenus de 2007. En effet la loi TEPA, dite « *du paquet fiscal* », prévoit elle-même un coût budgétaire de 810 millions d'euros pour 235.000 bénéficiaires potentiels et parmi ces contribuables, les 18.000 personnes soumises à l'ISF percevraient à elles seules 564 millions d'euros de remboursement dont un millier qui se partageraient à eux seuls, 250 millions.

Que quelqu'un, comme le fait le père DUCHESNE, vienne à s'indigner de cet état de fait alors que les finances publiques sont au plus mal, voilà qu'on lui assène comme argument décisif la fuite des riches hors de France, reprenant ainsi la logorrhée habituelle du candidat des Crésus : « *Le sursaut économique viendra de la fin du matraquage fiscal* ». Il est temps, là aussi, de lever le masque sur ce mensonge et de rétablir l'exacte vérité. Déjà le rapport du sénateur Philippe MARANI¹⁶⁹ montrait que les départs annuels n'excédaient pas 640 français assujettis à l'ISF auxquels il convenait de retrancher un flux inverse des « retours » de redevables à l'ISF qui, d'après le rapport, atteignait 138 en 2002 et que, sur six ans, la perte directe pour l'Etat résultant de cette expropriation fiscale ne dépassait pas 83,3 millions d'euros soit 13,88 millions d'euros par an c'est à dire cinquante huit fois moins que ce qu'il est prévu de dépenser au titre du bouclier fiscal pour prétendument enrayer la fuite des fortunes à l'étranger. Mais ce bilan, en lui-même plus que caricatural, doit encore être atténué notamment par le fait que l'étude sénatoriale ne prend pas en compte les étrangers qui s'installent en France parmi lesquels les seuls britanniques sont au nombre de 100 000. Mieux encore selon une étude postérieure de la *Direction Générale des Impôts*, ce ne sont plus que 350 redevables de l'ISF qui partent chaque année à l'étranger avec pour principale motivation, non le poids de la fiscalité, mais la mobilité professionnelle ce que confirme le *Syndicat national unifié des impôts* en relevant « *qu'avec toujours 350 départs annuels et avec un nombre de redevables de l'ISF en augmentation, la proportion de redevables à l'ISF qui s'exilent est mécaniquement passée de 0,3% à 0,12%* ». Autant dire qu'à ce rythme l'hémorragie des riches est prévue pour durer encore quelques millénaires !

Ainsi donc c'est bien, comme le dénonce le père DUCHESNE, une minorité d'accapareurs qui concentrent entre leurs mains toujours plus de richesses volées à tous. Mais ceux-ci n'ont pas grand chose à craindre de régulières réactions de colère des électeurs puisque, quel que soit le résultat de la consultation, la norme qui les préserve demeurera toujours la même, comme figée dans le marbre. Droite ou gauche, quelle importance ! La politique mise en place, hormis les gadgets pour abuser le gogo, des trente-cinq heures au *revenu de solidarité active* en passant par les *emplois jeunes* et bien d'autres fariboles, répondra toujours au même impératif : le bonheur du petit nombre... Est-il alors sensé de croire que des échanges libres entre les citoyens puissent voir le jour ? Est-il utopique de penser que des débats réels en lieu et place des manières de penser imposées, des franches discussions et non plus l'expression permanente du dogme de la « *pensée unique* » fidèlement servi par l'omniprésence du « *politiquement correct* », puissent être un jour portés par les moyens de diffusion de l'information modernes et internet en particulier ? Peut-on raisonnablement imaginer qu'il soit possible de s'affranchir de l'insidieuse propagande des nantis assénée en permanence par les médias ? Est-il illusoire de croire que le tiers exclus,

¹⁶⁹ Rapport d'information n°351 (2003-2004) fait au nom de la *commission des finances* du Sénat, déposé le 16 juin 2004.

écrasant numériquement, puisse un jour prendre conscience de son indestructible force comme de la nécessité vitale de son expression ? Ce rêve pourtant est à portée et une nouvelle nuit du 3 au 4 août y suffirait : l'abolition des privilèges est aisée à obtenir, le simple vote d'une loi du maximum et voilà que l'ordre des accapareurs disparaît comme jadis celui de la noblesse tandis que l'instauration de la démocratie vraie renverrait chez eux les politiciens professionnels, les despotes d'aujourd'hui.

La parcelle de solidarité, la parcelle de vérité, la parcelle de liberté.

Il va sans dire que le discours officiel aura tôt fait de servir comme une antienne, le refrain bien connu, trop connu, des accapareurs forces vives de la nation ou des politiciens seuls techniciens du pouvoir crédibles, mais qui, dans son for intérieur, peut réellement croire pareilles assertions ? Celles-ci ne résistent pas à la critique ! Le dynamisme, la richesse, la créativité du pays résultent des seuls efforts de ses travailleurs, ouvriers, ingénieurs, artisans, commerçants, professions libérales, agriculteurs qui oeuvrent quotidiennement pour le bien de tous avec pour seule contrepartie une logique équitable de revenu et non dans la pratique indécente et immorale de l'accaparement. Et quand bien même cela ne serait pas, que par quelque improbable et mystérieuse hypothèse le fait de léser quelques oisifs fortunés pourrait avoir quelque influence négative sur les grands équilibres économiques, la morale publique n'en impliquerait pas moins d'agir car une République digne de ce nom ne peut se fonder que sur la vertu et sur l'exemple, non sur l'injustice et la malversation. C'est ainsi le poids de l'évidence qui amène à considérer qu'une société bâtie pour le seul bonheur de quelques privilégiés ne peut, à terme, que courir au désastre et que le bien public ne peut être autrement servi et n'a d'autre voie possible que dans celle qui consiste à permettre à chacun de contribuer, à part égale, à l'édification de la règle commune. Toute véritable harmonie sociale ne peut être fondée que sur une juxtaposition équilibrée des apports individuels et la mosaïque du bonheur commun fait scintiller une multitude de nuances qui sont autant de parcelles de solidarité, de vérité et de liberté.

La caste des usurpateurs.

Après les accapareurs, seuls profiteurs de la société de l'injustice, le père DUCHESNE entend maintenant administrer la preuve de l'existence de l'autre caste qui est à leur entier service, celle des politiques professionnels. Il va démontrer combien leur action est uniquement centrée sur ce dévouement zélé à la cause des prédateurs et sur rien d'autre et que tout ce qui n'entre pas directement dans le champ de cette mission de simple supplétif n'est que de la poudre aux yeux. En premier lieu, il va sans dire que dans ce domaine, le poids de la propagande est incommensurable. Ainsi sondages et enquêtes d'opinion peuvent se suivre, toujours plus unanimes pour condamner la classe politique dans son ensemble, voici que, curieux paradoxe, c'est à croire que du discrédit général qui monte ne jaillit qu'une assurance encore plus grande des dirigeants en place doublée d'une arrogante certitude de leur parfaite légitimité. Aucune remise en question ne semble possible, aucun *mea culpa*, aucun scrupule. Sans doute sont-ce là personnes dotées d'une technicité inaccessible ? Sans doute est-ce là une nouvelle secte d'*Illuminés de Bavière* imprégnée miraculeusement de science infuse et envers laquelle le moindre doute ferait figure de blasphème ? Cet étrange comportement collectif, le père DUCHESNE entend le dénoncer avec méthode et en s'appuyant sur la science qui elle, dès lors qu'elle respecte ses éternels principes, ne saurait être contestée.

D'abord il entend tordre le coup à ce « *on dit* » permanent que l'on entend rabâché partout comme une comptine de l'école maternelle. Fussent-ils énarques, comme le père DUCHESNE, les politiques qui nous dirigent ne sont pas des érudits imprégnés de science, roués à toutes les technicités. Loin sont-ils de détenir vérité en toute chose comme la propagande l'induit quotidiennement ! Cette légende, trop longtemps ressassée, trouve son origine dans la période heureuse des « *Trente Glorieuses* » qui, comme le démontrera bientôt le père DUCHESNE, vit l'essor de la technocratie pour le mieux être de tous. La réalité est que, le plus souvent, quiconque parvient à questionner à brûle-pourpoint un représentant de la caste politique ou à innocemment aborder avec lui un sujet non préparé à l'avance constate, éberlué, les connaissances approximatives de son interlocuteur, voire ses carences dans des domaines pourtant essentiels de la chose publique. Que l'on songe à la proverbiale ignorance de l'économie dont faisait preuve le président MITTERRAND ! Comment s'en étonner d'ailleurs ? Le plus clair de son temps, l'homme politique le passe à la représentation ou à entretenir ses relations publiques et un tel agenda ne laisse nullement le loisir d'entretenir ou d'acquérir un savoir. Alors il faut bien convenir que cette béate admiration devant la prétendue immense culture des politiques ne s'appuie sur le moindre fondement.

Et quand cela serait, qu'il se trouverait parmi eux des véritables puits de science, cela ne servirait de rien ! A supposer même que ces politiques professionnels soient extrêmement érudits en toutes matières de la chose publique, ce qui reste bien sûr à démontrer, il n'en demeure pas moins que la décision qu'ils sont amenés à prendre ne repose pas sur la connaissance mais sur l'option : gouverner n'est pas savoir mais choisir comme chacun le sait ! On peut en effet convenir, en se référant à l'approche traditionnelle de la décision politique, que celle-ci se décompose en phases séquentielles, en plusieurs étapes qui s'enchaînent inexorablement pour parler plus simplement. Ainsi pour Lucien SFEZ, professeur de sciences politiques à l'*Université de Paris I Panthéon-Sorbonne*, il y a d'abord la préparation, puis la décision en elle-même et enfin l'exécution, la seconde étant nettement privilégiée par rapport à la première¹⁷⁰. Pierre MULLER, directeur de recherche au CNRS¹⁷¹, quant à lui, évoque successivement : l'identification du problème, la formulation et la légitimation d'un programme et son évaluation. Pour schématiser ces analyses scientifiques, on constate donc que la décision politique comporte deux phases principales, celle de l'analyse, qui aboutit à la formulation des hypothèses, car avant de choisir il faut connaître les options possibles, et le moment crucial du choix, deux temps forts auxquels on peut, pour compléter le schéma décisionnel, ajouter l'évaluation c'est à dire le bilan. La première phase est donc celle dans laquelle, les tenants du savoir doivent s'exprimer afin de dégager, en toute connaissance de cause, les enjeux des différentes voies possibles. Cependant, compte tenu de l'immense champ du savoir contemporain, comment croire que cette mission puisse être confiée à quelqu'un d'autre que le spécialiste de la matière considérée. Le politique, fut-il représentant de l'*énarchie*, ne saurait avoir la prétention de tout connaître ! La seconde phase, celle du choix est le cœur de la décision politique. Dans une démocratie digne de ce nom, prétend le père DUCHESNE, cette dernière ne peut que revenir au Peuple ce qui implique que, lorsque sont en cause les options cruciales de son destin, il n'appartient aux mandataires de n'exprimer que le choix imposé par leurs mandants et seulement celui-là. Ce n'est donc pas

¹⁷⁰ Voir en particulier l'ouvrage de Lucien SFEZ « *Critique de la décision* », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1973, 4ème édition, 1992.

¹⁷¹ Voir P. MULLER « *L'analyse des politiques publiques*. » (avec Yves SUREL), éditions Montchrestien, collection « *Clefs* », 1998, 2^{ème} édition 2000.

d'érudits, ou de personnes autoproclamées comme tels, dont on a besoin comme représentants en démocratie mais de bonnes volontés seulement. Ce n'est pas davantage un métier qu'il convient de consacrer, avec ses ambitions et ses carrières, mais bien des fonctions au service de tous qui, aux termes de l'article 30 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793, sont essentiellement temporaires et ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses mais comme des devoirs.

Après avoir dénoncé la fausse image que les politiques, par la voie de la propagande, entendent donner d'eux-mêmes, il reste encore au père DUCHESNE à prouver définitivement leur duplicité. Ainsi il démontrera que la théorie de l'accaparement qu'il développe est bien la seule pertinente pour donner une explication globale de tous les maux de notre société. Cette preuve est loin d'être impossible à rapporter car que constate-t-on ? Que ce modèle de la décision politique, en phases séquentielles, issu de l'analyse des scientifiques, ne fonctionne nullement dans la réalité qui nous entoure. Voici en effet que, chaque jour, des décisions sont prises alors même qu'aucune question n'a été préalablement posée. Qui se souvient par exemple avoir eu connaissance de quelque drame ou aberration résultant de l'application du droit pénal des affaires qui aurait entraîné la nécessité d'agir promptement ? Personne ! Pourtant, comme l'a déjà évoqué le père DUCHESNE, c'est bien, avec une véritable frénésie, que le gouvernement au service des seuls riches s'est précipité sur la voie de la dépenalisation. Par ailleurs encore, la phase consistant à dresser le bilan de l'action entreprise, que l'on nomme celle de l'évaluation, qui devrait normalement clore le processus décisionnel, n'est, dans la plupart des cas, jamais mise en œuvre au point même que son absence apparaît bien comme la règle ! Dans un ouvrage fort remarqué¹⁷², le sociologue, professeur d'histoire du droit, Jacques ELLUL (1912-1994) avait déjà brillamment montré combien l'homme politique n'agit pas selon la réalité des faits mais en fonction de l'opinion qu'il s'agit de créer de toutes pièces. Tout acte politique étant ainsi précédé d'un travail préalable sur celle-ci ce qui implique que décision et propagande soient intimement liées, l'efficacité de l'une dépendant essentiellement de l'intensité de l'autre.

C'est d'ailleurs pareil constat qui a motivé les approches systémiques de la sociologie politique contemporaine dont le père DUCHESNE a déjà parlé. Les prémices de celles-ci remontent à la fin de la seconde guerre mondiale avec les travaux de Herbert SIMON (1916-2001)¹⁷³ et James G. MARCH. Par la suite, le modèle créé par David EASTON et complété par le français Jean-William LAPIERRE, s'est imposé en même temps d'ailleurs que les réflexions de Michel CROZIER autour de la « *société bloquée* »¹⁷⁴. Or que montrent tous ces travaux ? Que, s'il existe un schéma rationnel de la décision politique, dans la réalité des faits celle-ci est marquée par une grande irrationalité ou, pour reprendre l'expression de l'économiste Friedrich HAYEK (1899-1992), une « *rationalité limitée* ». La question que l'on est en droit de se poser alors est bien celle de l'existence de cette absurdité. Pourquoi la décision politique échappe à toute démarche raisonnée pour se résumer bien souvent à du vent ? Sur ce point les approches

¹⁷² J. ELLUL « *L'illusion politique* », éditions Robert Laffont, 1965 ; paru en Livre de poche en 1977 ; réédité aux éditions de la Table Ronde, collection « *La petite Vermillon* », 2004, 362 pages.

¹⁷³ H. SIMON « *Administrative Behavior* », éditions Macmillan, New-York, 1945 et avec J. MARCH « *Les organisations: problèmes psycho-sociologiques.* », 1958; éditions Dunod, 1964; avec une préface de Michel CROZIER.

¹⁷⁴ M. CROZIER « *La société bloquée* », éditions Le Seuil, 1969, collection « *sociologie* », 3^{ème} édition 1999, 201 pages.

systémiques restent sans réponse. En effet celles-ci se bornent le plus souvent à décrire le fonctionnement du système comme un objet que l'on observe, comme une chose qui serait vue de l'extérieur. Sont alors mis en exergue les éléments entrants et les éléments sortants¹⁷⁵ mais sans que réellement ne soit décrite la mécanique interne, ce que souligne Yves BAREL¹⁷⁶. Or, si l'on prend comme hypothèse de travail celle que propose le père DUCHESNE, alors tout retrouve sa cohérence : la caste des politiques étant au service des seuls accapareurs, elle n'a pour seule fonction que de servir aveuglément ceux-ci et point n'est alors besoin de décision politique mûrement pesée ou méticuleusement analysée quant à ses choix, dès lors qu'il suffit de donner le change, de faire croire à tous que l'on agit. Tout reprend alors sa cohérence, depuis la carence de l'analyse des choix possibles, jusqu'à l'absence d'évaluation. C'est bien le principe de duplicité qui sous-tend l'apparente décision « *poudre aux yeux* ». On comprend mieux pourquoi, en dépit de prétendus efforts et de politiques soit disant toujours plus offensives, les années s'égrènent et la situation d'ensemble ne fait que se détériorer.

L'illustration parfaite de cette duplicité des politiques se trouve dans la crise contemporaine de la loi. Alors que l'on ne cesse de nous répéter, comme une antienne, que la règle commune est au cœur de la démocratie, qu'elle est l' « *expression de la volonté générale* », chacun convient pourtant aujourd'hui de son mal être. Bertrand MATHIEU, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne de Paris I, directeur du Centre de recherche de droit, parle à son égard de maladie : « *emprunter à la médecine ses concepts et son vocabulaire, vient naturellement à l'esprit de l'observateur. La loi est malade dit-on. De nombreux médecins se pressent à son chevet pour proposer les traitements susceptibles de traiter les affections dont elle souffre* »¹⁷⁷. C'est toujours cette même idée que partage un autre chercheur, Michel COUDERC : « *La loi est un organisme vivant, tantôt une personne, tantôt l'un de ses organes atteint par une maladie à laquelle bientôt elle finit par s'identifier* » qui, après avoir parlé d' « *anémie* », de « *sénescence* » ou de « *thrombose* », évoque aujourd'hui le « *coma législatif* »¹⁷⁸. Et ce n'est pas là la seule opinion des juristes et il suffit de regarder autour de soi pour constater que la norme suprême n'entraîne plus que de l'hostilité de la part de nos concitoyens, au mieux de l'indifférence. Ce sont les jeunes en particulier qui font preuve de la plus grande réticence au point même que des acteurs sociaux ont jugé qu'il était urgent de se mobiliser comme c'est par exemple le cas, en banlieue parisienne, de Amar Henri, responsable d'une association pour les jeunes à Grigny, qui conduit des actions dans les quartiers difficiles en défendant l'idée auprès du jeune public que « *nul n'est censé ignorer la loi et qu'elle est là pour les protéger* »¹⁷⁹.

Les raisons de cette crise ont pourtant été bien analysées par les scientifiques depuis de nombreuses années. Ceux-ci ont même élaboré une nouvelle discipline qu'ils ont nommé « *la légistique* »¹⁸⁰. Luzius MADER, qui est à l'origine d'un guide de législation pour la Suisse,

¹⁷⁵ Les *inputs* et les *outputs* pour emprunter le jargon de la science politique.

¹⁷⁶ Y. BAREL « *Le Paradoxe et le système. Essai sur le fantastique social* », éditions Presses Universitaires de Grenoble, 2008, 268 pages.

¹⁷⁷ B. MATHIEU « *La loi* », éditions DALLOZ, collection « *Connaissances du droit.* », 2^{ème} édition, 2004, page 71.

¹⁷⁸ Voir Michel COUDERC « *Les fonctions de la loi sous le regard du commandeur* » à la revue *Pouvoirs* n°114, « *La loi* », 2005 page 21 et « *Coma législatif et délibération parlementaire* » à la revue *Pouvoirs* n°125, 2008.

¹⁷⁹ Voir *Libération* du lundi 30 octobre 2005.

¹⁸⁰ Voir en particulier l'ouvrage « *Légistique formelle et matérielle* » (« *Formal and Material*

souligne le caractère multidisciplinaire de cette science : « *ne pouvant se développer que sur la base d'un dialogue intense entre plusieurs branches du savoir, celle-ci est appelée à devenir une "science carrefour"* »¹⁸¹. L'idée sous-tendue par ces travaux est en réalité toute simple et relève de la pure logique. Dès lors que la règle commune est amenée, par nature, à prendre à bras le corps tous les problèmes sociaux, depuis la croissance économique et la lutte contre le chômage jusqu'à la gestion optimisée des ressources naturelles en passant par la politique de la santé publique, la sauvegarde de l'environnement ou encore l'éradication de la délinquance, il n'est guère besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'elle entre ainsi dans le domaine privilégié des experts et spécialistes : économistes, sociologues, criminologues, biologistes ou géologues. Il convient donc de dépasser le cloisonnement du savoir afin de mobiliser vers l'intérêt général tous les compétences disponibles, en d'autres termes de mettre le monde de la recherche au service du politique au sens noble du terme. Ce n'est rien d'autre que la conception de la démocratie de l'antiquité dans laquelle étaient étroitement associés le pouvoir et le savoir. Il ne s'agit que de la recherche scientifique de la bonne décision ce qu'exprime parfaitement le professeur Jean Louis BERGEL dans la préface de l'ouvrage « *Légistique formelle et matérielle* »¹⁸² : « *Et si l'on se mettait à rêver ! Le législateur n'aurait ni fougades, ni saccades. Il ne connaîtrait ni tergiversations, ni résignation. La loi serait toujours utile, adaptée et efficace. Le législateur n'agirait ni à la légère, ni à l'aveuglette. Il se soucierait de l'opportunité et de la qualité des mesures qu'il édicte. Puis, il en analyserait les effets et pallierait leurs insuffisances. Il ne légiférerait pas sans " études d'impact ", sans évaluation rétrospective du droit existant et sans appréciation prospective de celui qu'il prépare. Dans le doute, il procéderait par expérimentations. Pour étayer ses décisions, il recourrait à des experts et s'appuierait sur leurs expertises. Ce législateur éclairé sculpterait des lois parfaites* ».

Cela n'aboutit nullement à la confiscation de la décision politique par les savants, ce thème cher à la science fiction, ce monde décrit par Aldous HUXLEY dans son livre « *Le meilleur des mondes* », cet univers inquiétant que campe Andrew NICCOL dans son film « *Bienvenue à Gattaca* » car, bien entendu, le rôle des scientifiques ne dépasse pas la phase première de la décision politique qui est celle de l'analyse des possibilités, le moment crucial de l'option appartenant toujours au décideur. Ce dernier étant le Peuple dans une démocratie, il devient ainsi impératif qu'il puisse s'approprier de tous les enjeux en cause et c'est pourquoi, dans pareil régime, permettre l'instruction des citoyens devient un impératif, idée qu'exprime d'ailleurs parfaitement Régis DEBRAY en soutenant que: « *Le suffrage universel serait illégitime s'il était imbécile* »¹⁸³ et que développait en son temps CONDORCET : « *Le but de l'instruction n'est pas de faire admirer aux hommes une législation toute faite, mais de les rendre capables de l'apprécier et de la corriger...Il faut qu'en aimant les lois on sache les juger* »¹⁸⁴. La législation actuelle a-t-elle, seulement de loin ou de près, quelque chose à voir avec cette science

Legistic ») publié sous la direction de Charles Albert MORAND, éditions Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1999.

¹⁸¹ Luzius MADER « *La législation : une science en devenir* » in « *La science de la législation* », travaux du Centre de philosophie du droit, Paris II, 1988 page 12.

¹⁸² Voir note 180.

¹⁸³ R. DEBRAY « *L'Etat séducteur. Les révolutions médiologiques du pouvoir* », éditions Gallimard, 1993, 198 pages, page 82.

¹⁸⁴ CONDORCET « *Œuvre complète* » publiée par Arago chez Didot, Paris, 1847-1849 notamment « *Premier mémoire sur l'instruction publique* » page 211-213.

ou avec ces principes ? Poser la question c'est y répondre ! Quand le scientifique est-il sollicité ? Jamais ! Quand le citoyen est-il impliqué dans les choix fondamentaux qui conditionnent son avenir ? Jamais ! Non seulement la loi ne s'appuie guère sur la science mais même l'éthique, la philosophie en sont absentes ce que ne manque pas de souligner le professeur Alain VIANDIER : « ...quant à la philosophie, elle est fâcheusement absente des calculs du législateur moderne ; il faut y voir l'une des causes du déclin de la loi. L'œuvre législative qui n'est pas irradiée par une réflexion sur l'idée de justice n'est que l'instrument d'une politique, la réponse à une préoccupation fugace, vite caduque »¹⁸⁵. Que l'on ne s'étonne point cependant de cet état de fait, de cette volonté farouche à faire toujours plus de lois qui, pour inefficaces qu'elles sont, susciteront ainsi aisément leurs contraires sitôt l'alternance politique consacrée, sans que personne n'en mesure jamais le moindre effet, car c'est là tout le sens du principe de duplicité. Ce qui importe n'est point d'agir mais d'occulter : l'interminable et inutile débat parlementaire n'existe que pour masquer l'inavouable mainmise des accapareurs.

L'ordre des politiques professionnels trouve ainsi sa raison d'être. C'est bien la durée qui sert le vice en privant du même coup le Peuple de la possibilité de tout choix. La mise à la retraite des politiciens professionnels ne présenterait donc que des avantages, tant pour la démocratie elle-même, que le pour le bien de la société. Reste alors l'ultime justification, celle que l'on sert quand toute argumentation se tarit : la question de la ressource ou, en d'autres termes, où trouver des candidats pour conduire les affaires publiques ? Questionnement qui n'en est pas un ! A qui fera-t-on croire que le congédiement de quelques despotes éclairés, qui phagocytent le pouvoir actuellement, priverait le corps social de tout moyen d'action faute de trouver alors des responsables de la chose publique ? Il suffit seulement de regarder autour de soi pour constater que le bon vouloir ne fait point défaut et que nombreux sont ceux qui sont prêts à conduire les affaires de tous : combien de personnes qui s'investissent quotidiennement et bénévolement dans le fonctionnement d'une association, combien d'élus locaux qui se dépensent sans compter pour le bien être de leurs communes, combien de présidents de syndicat de copropriétaires qui ne sont avares, ni de leur temps ni de leur peine, pour aider leurs semblables... Combien de bonnes volontés, de gens réellement dévoués aux autres, consciencieux et conscients de l'intérêt général ! Tous ces hommes et ces femmes constituent en vérité un réservoir inépuisable pour les fonctions publiques.

La fusion de l'intérêt particulier dans l'intérêt collectif.

Aux antipodes de ce modèle destiné à duper, la démocratie vraie prône un idéal qui repose sur une transparence totale à tous les échelons du pouvoir et ne saurait ainsi concevoir aucune raison d'Etat ! La circulation de l'information dans le corps social se fait alors comme celle du liquide nourricier dans l'organisme en apportant santé et vie à l'ensemble. Toute décision émane alors, par principe du Peuple qui se prononce formellement quant il le juge utile ou pour sceller les grands choix et laisse ses mandataires agir dans tous les autres cas mais toujours avec une vision parfaite de l'action entreprise et la possibilité, à tout moment, en tant que seul souverain, d'intervenir pour avoir le dernier mot. C'est ce seul schéma qui est de nature à donner au tiers exclus la voix qui lui manque. C'est également cette circulation sans entrave de l'information dans le corps social qui, réalisant la parfaite alchimie entre l'intérêt particulier et l'intérêt

¹⁸⁵ A. VIANDIER « Recherche de légistique comparée », éditions Springer-Verlag, Berlin, 1988, 175 pages.

commun, permet d'affirmer, sans pour autant céder à un quelconque mysticisme, que la révolution démocratique est la révolution dernière. L'expression de la volonté générale doit être une parce que, précisément, elle exprime la volonté de tous. Oui pour exister la démocratie doit être unanimiste à défaut de quoi elle ne serait pas ! Le prétendu droit des minorités est un non sens, un avatar de plus dans la stratégie des oppresseurs consistant toujours à « *diviser pour régner* ».

Ceci est d'ailleurs aisé à comprendre. On vient de voir que l'essence, la nature même de tout pouvoir politique est d'opérer des choix engageant la collectivité toute entière. Contrairement à ce qui se passe dans la société de l'accaparement, ces choix doivent être opérés en temps utile et doivent être effectifs. La « *politique de l'autruche* », si bellement démontrée dans le scandaleux attentisme des gouvernants successifs à l'encontre des enjeux sacrés de la sécurité sociale ou un comportement velléitaire, comme celui qui prévaut toujours lorsqu'il est question d'imposer la fortune, ne peuvent que conduire à des désordres préjudiciables à tous. Gouverner c'est choisir on le sait et, dans une démocratie réelle, ce choix est dicté par la volonté générale, celle du plus grand nombre et il s'impose à tous. Qu'il s'agisse d'une décision non urgente ou au contraire d'une autre qui ne saurait souffrir de délai, le premier devoir d'une démocratie est de mettre en œuvre, le plus tôt possible, la procédure d'adoption et non de se confiner dans l'attentisme. La seconde étape du processus décisionnel est d'en préparer la teneur, c'est-à-dire de concrétiser les options possibles ce qui passe encore par deux phases successives : d'abord, comme l'a fait remarquer le père DUCHESNE et la science avec lui, le nécessaire recours aux spécialistes dans le but de formuler les hypothèses puis la diffusion la plus large possible des éléments ainsi recueillis afin que l'opinion toute entière s'empare du débat. Viendra seulement alors le temps de la décision stricto sensu, l'expression de la majorité. Ce processus, qui est l'œuvre de la raison, ne saurait admettre un quelconque droit de la minorité sans aboutir à la remise en cause de la décision prise et, par là même, à la paralysie du processus démocratique tout entier.

Là encore le père DUCHESNE invite à réfléchir sur un des items favoris de la propagande des accapareurs. Ces derniers, véritables tartuffes, se déclarent volontiers fervents humanistes et prônent alors le droit à la différence et le respect de la minorité entraînant dans le sillage de leurs arguties les glapissements béats de leurs thuriféraires à l'esprit vide. De deux choses l'une en vérité. S'ils entendent ainsi consacrer un droit pour chacun de vivre et penser différemment de la majorité sans être pour autant ni agressé, ni inquiété par celle-ci, point n'est alors besoin de consacrer un droit de la minorité, car cette protection élémentaire de la différence résulte de la simple garantie des droits fondamentaux et notamment le principe d'égalité et son corollaire l'interdiction de faire l'objet d'une quelconque discrimination ou encore la liberté de pensée et d'expression... Si en revanche il s'agit de permettre un affranchissement à la règle générale pour quelques-uns, la minorité en question, alors il ne peut être reconnu sauf à remettre en cause les fondements mêmes de la démocratie. La norme, la loi au sens général, doit s'appliquer à tous avec toute la plénitude de sa puissance sans que nul ne puisse avancer un quelconque privilège de s'en affranchir. En réalité la pratique de la démocratie tend à fondre les différences dans l'idéal du citoyen. Pour bien comprendre le caractère pernicieux et anti-républicain de ce prétendu droit des minorités, ce communautarisme que l'on veut aujourd'hui nous imposer, prenons l'exemple d'une communauté imaginaire, issue d'une contrée lointaine, qui se retrouverait soudain sur le territoire de la République. Il va sans dire que, dans la démocratie vraie, cette seule présence suffit pour que soit accordé à chacun des membres de cette communauté la plus large sûreté et la garantie des droits fondamentaux ce qui ne doit pas faire perdre de vue, qu'à chacune de ces

personnes, une alternative se présentera inmanquablement : ou le séjour n'est que provisoire et dans ce cas, dans un Etat où les libertés publiques sont consacrées, il lui sera tout à fait loisible de se rapprocher de l'un ou l'autre de ses compatriotes afin que celui-ci lui apporte un secours salutaire pour l'aider à affronter l'inévitable difficulté du déracinement ou, au contraire, l'option est prise pour devenir à son tour citoyen de la République ce qui implique, certes la participation à l'élaboration de la loi commune mais aussi la soumission à celle-ci et, dans ce cas, seul l'ensemble des citoyens est susceptible d'apporter l'aide à l'intégration dans une communauté unique, la collectivité toute entière. Il ne saurait y avoir de troisième voie sans remettre en cause le lien qui unit tous les citoyens du pays, car c'est ce ciment qui constitue l'essence même de l'intérêt général.

Voilà pourquoi la théorie contemporaine de l'Etat unitaire qui se désagrège est erronée appliquée à un Etat réellement démocratique. En réalité le courant vers plus de décentralisation est un leurre de plus, une stratégie supplémentaire, développée par les deux ordres dominants pour régner sans partage. Au plan sociologique l'identité régionale s'affirme toujours comme une réaction de rejet, non contre un système centralisé, mais contre une caste de dirigeants. La recherche d'une culture locale en se retournant vers un passé idéalisé n'est que la quête désespérée d'une alternative à la société des accapareurs qui remet en cause, avec la vertu, toute valeur. Au plan institutionnel, hormis l'accroissement considérable de la pression fiscale, notamment depuis la loi du 10 janvier 1980 permettant aux collectivités locales de fixer elles-mêmes le taux des impôts qui leur sont versés, chacun peut constater quotidiennement le bilan extrêmement négatif de cette décentralisation dont il apparaît bien que le seul but était de mettre en place des baronnies locales afin de servir de fiefs aux tenants de la gent politique établie. Beau spectacle en vérité que ce représentant de la gauche caviar, dont le père DUCHESNE a déjà parlé, chassé de la cité où la volonté du prince l'avait désigné, par une population excédée de ne le voir quitter les beaux quartiers parisiens que pour deux après midi par mois et à qui on s'empresse, toute honte de défaite électorale bue, de trouver un autre fromage sous une latitude plus septentrionale ! Chacun se rend compte, de plus en plus, que ces structures institutionnelles qui se superposent en se concurrençant participent d'un formidable gaspillage sur le dos du contribuable. Un exemple parmi des dizaines d'autres permettra d'illustrer une situation littéralement ubuesque. La France a, à juste titre, à s'enorgueillir d'être la destination touristique la plus prisée au monde. Ainsi ce ne sont pas moins de 82 millions de visiteurs qui ont choisi notre beau pays en 2007, soit une hausse de 4% par rapport à l'année précédente. Il est alors du devoir des pouvoirs publics de ne pas rester insensibles à cette manne commerciale et de mettre tout en œuvre pour aider les porteurs de projets au plan local. Ceux-ci savent bien pourtant qu'il n'en est rien et ce n'est pas faute de structures ! L'Etat est représenté au niveau local par des services déconcentrés du ministère du tourisme, la *délégation régionale au tourisme*. La région n'est pas en reste de laquelle émane le *comité régional du tourisme*. Chaque département a aussi son mot à dire par l'intermédiaire du *comité départemental au tourisme* et que dire des multiples *syndicats d'initiative* et *offices du tourisme* financés par les communes. Toutes ces structures, qui obéissent bien entendu à des logiques partisans, se querellent à qui mieux-mieux sur fond de rivalités politiques ou autres, laissant complètement désabusés les acteurs économiques qui préfèrent alors se retourner vers le mouvement associatif autrement plus efficace et plus performant dans ce domaine. Toute cette gabegie peut se retrouver aisément dans bien d'autres secteurs et n'est, encore une fois, qu'une illustration de la devise des puissants : diviser pour régner.

L'instauration de la démocratie réelle, en consacrant l'intérêt général dans lequel se trouvent nécessairement les intérêts des particuliers, est aux antipodes de cette cacophonie dispendieuse. Elle est, par l'expression libre de la volonté de tous, raison et efficacité et, par-là même, elle suscite l'adhésion dans l'allégresse. L'unité est, en effet, par nature enthousiasmante, elle crée un sentiment inexpugnable de force et d'invincibilité. Que l'on songe seulement à l'exemple historique, déjà évoqué par le père DUCHESNE, de la bataille de Valmy, pour imaginer la multitude de victoires dans tous les domaines qui verraient alors le jour, ne serait-ce qu'en court-circuitant les structures sclérosantes de l'éternel « diviser pour régner » ! Bien entendu quelques esprits chagrins, vendus à la cause des ordres privilégiés, auront tôt fait de stigmatiser dans ces réflexions un nationalisme centralisé désormais révolu, voire même le spectre du jacobinisme. Le père DUCHESNE ose le dire : le jacobinisme a un avenir ! La démocratie vraie est, par nature, centrifuge car l'expression de la volonté générale ne se conçoit que dans l'unité qui seule permet la liberté, l'égalité et ayons l'audace de le croire, la fraternité ! Le modèle fédéral, tout au contraire, qualifié par les révolutionnaires de 1793 d'« *hydre fédéraliste* » repose tout entier sur la division, le particularisme et, en définitive, la foire d'empoigne !

Si brocarder le « *nationalisme franchouillard* » est devenu le sujet de prédilection des maîtres à penser à la mode d'aujourd'hui, le père DUCHESNE l'affirme, même si tout démocrate français, par sa glorieuse histoire, ne peut qu'être viscéralement attaché à sa terre charnelle, il reste qu'en aidant à forger une humanité nouvelle, le Peuple de France a toujours eu une vision internationaliste. L'article 118 de la *Constitution de l'an I* ne prévoyait-il pas déjà : « *Le peuple français est l'ami et l'allié des peuples libres* » et c'est pourquoi, dans l'article 120 « *Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il le refuse aux tyrans.* ». Le père DUCHESNE a démontré combien il était illusoire de croire en cette supranationalité européenne de façade qui n'est, en réalité, qu'une vulgaire zone de libre échange destinée seulement à permettre aux accapareurs de s'unir afin d'être plus forts face aux Peuples qu'ils dominent. La réalité des Etats reste incontournable et ainsi la révolution démocratique ne pourra que passer par elle, même si l'idéal ultime, très précisément en raison de cet élan vers l'unité qui le caractérise, ne peut que viser à terme au gouvernement mondial.

La parabole du cube.

Dans une contrée étrange, des personnes se trouvent enfermées, malgré elles, dans un immense cube. Les faces intérieures de cette prison sont toutes d'une couleur uniforme et opaque à l'exception d'une paroi translucide qui permet de découvrir l'extérieur et, à travers celle-ci, c'est un paysage tropical paradisiaque qui apparaît : le lagon vert émeraude et sa réserve inépuisable de poisson, bordé d'un sable blanc immaculé d'où jaillissent cocotiers et autres arbres fruitiers portant leurs vivres à profusion tandis que la nourriture réservée aux prisonniers est loin d'être, tous les jours, savoureuse. Une seule porte permet de sortir du cube mais celle-ci est obstruée par un énorme bloc de marbre. A l'intérieur de cette étrange geôle on dénombre dix sept prisonniers. L'un de ceux-ci domine l'ensemble par la puissance qu'on lui prête. On dit qu'il fut naguère fils de roi mais, une chose est sûre, sa richesse, qui est immense, lui permet d'acheter tout le monde. Ainsi n'a-t-il eu guère de peine à prendre possession de la moitié du cube, celle-là même qui donne sur l'extérieur. Il s'est étalé à son aise et passe le plus clair de ses journées à sillonner son territoire en admirant le paysage enchanteur. Le second personnage est un géant, une force de la nature, l'un de ses hommes dont la stature impressionne et force le respect. Le

nabab s'est assuré son service afin de préserver son domaine et le colosse déambule ainsi, toute la journée, le long d'une frontière improvisée, matérialisée par une la ligne tracée sur le sol, dissuadant chacun de remettre en cause la délimitation des sphères d'influence. Pour que sa quiétude soit plus grande encore, le fortuné a également eu recours à la prestation de deux saltimbanques. Ceux-ci, à tour de rôle, s'adressent alors aux autres, pour un peu les amuser et beaucoup les occuper. A cette fin ils ne cessent de leur désigner la grosse pierre, qui est devenue l'obsession de tous, en les incitant à la déplacer. Tout semble avoir été entrepris pour faire mouvoir cette masse de marbre mais rien n'y fait, elle reste là immobile, obsédante ! Les treize autres personnages sont tous des musiciens qui se regroupent parfois en fonction de leurs affinités. Il y a ainsi cinq guitaristes, encore que l'un s'est spécialisé en flamenco tandis qu'un autre est devenu un virtuose de la guitare classique. Il y a aussi trois violonistes et deux violoncellistes mais un seul saxophoniste. Quant aux trois derniers détenus, ils ne possèdent pas d'instrument et l'un se contente alors de faire de la musique avec ses mains réunies comme on fait le cri de la chouette, l'autre utilise un brin d'herbe sur lequel il souffle et le dernier se borne à claquer dans ses doigts. Tous ces individus n'ont qu'une obsession : parvenir enfin à désobstruer la porte de pierre et chacun a tenté sa chance, seul ou accompagné d'autres prisonniers, incités par les saltimbanques qui n'ont de cesse que de leur promettre monts et merveilles.

Un peu désabusés après leurs multiples tentatives, les habitants du cube semblent n'avoir plus, comme seul horizon, que de tuer le temps en regardant, par delà l'autre moitié de leur prison, ce qu'ils ont fini par croire comme étant la parfaite image de l'Eden. Ils voient alors vivre le nanti et ne distinguent d'ailleurs plus que ça. Alors il se mettent à rêver à cette place privilégiée qui est la sienne, à tout cet espace pour un seul homme et à la vue qu'ils auraient s'ils étaient à sa place. Beaucoup l'admirent et arrivent même à s'identifier à lui. Quant aux prestations des deux saltimbanques les avis sont partagés. Parfois l'un est préféré à l'autre, alors le second s'efface s'assoit et attend. Et puis, très vite, on se lasse et le bateleur assis se lève à nouveau pour ravir la vedette à son camarade. Ainsi va la vie, partagée entre une vaine tentative auprès du bloc de marbre, un applaudissement au saltimbanque préféré du moment ou la contemplation du personnage de l'autre côté de la ligne blanche. Un des guitaristes, ne pouvant plus supporter cette situation absurde, eut une idée et en fit aussitôt part aux autres en recueillant parfois l'assentiment, le plus souvent un geste agacé de la part des autres captifs le regard rivé sur le potentat de l'autre côté de la frontière. Un jour pourtant, l'idée du guitariste fit son chemin et tous alors comprirent qu'une situation aberrante n'avait rien d'une fatalité. Ils convertirent alors le géant et le persuadèrent de rejoindre leurs rangs. Tous alors franchirent la ligne et entraînèrent de force le nabab et les deux amuseurs vers le bloc de marbre. Victoire ! L'être machiavélique qui était à l'origine de leur enfermement avait préalablement calculé très exactement le poids de la pierre en se référant à la force conjuguée de dix sept hommes. L'obstacle fut déplacé et la plage idyllique s'offrit à tous ! « *En vérité, en vérité je vous le dis – clamait le guitariste libérateur – le bonheur était une idée nouvelle ! Pour l'atteindre il suffisait que, tous ensemble, nous le voulions !* » . Le tiers exclus aussi, comme les musiciens de la prison cubique, pourra un jour, s'il le veut bien, changer son destin de la même manière !

Toute idée de démocratie reste en définitive indissociable d'une réalité incontournable qui s'exprime de la manière la plus simple qui soit : il est dans ce pays quarante deux millions de votants environ et cela signifie que chaque électeur détient un quarante deux millionième de souveraineté. Cette dernière, dans son unité, est détenue par tous et n'est nullement l'attribut d'une fiction juridique qui porterait le nom de nation et s'avère n'être qu'un habile prétexte pour rendre possible l'investiture de nouveaux despotes. Il ne faut cesser de l'affirmer avec la plus

grande clarté que la souveraineté n'appartient qu'au Peuple tout entier et à lui seul et que cette appartenance est sans partage. Pour illustrer ce principe primordial par une image : ce sont quarante deux millions de petits cubes qui créent l'édifice ce qui implique, ipso facto, que chacune des pièces élémentaires soit interchangeable. En d'autres termes, chaque cube est strictement égal par la taille à son semblable sauf à remettre en cause l'équilibre d'ensemble qui repose sur un parfait agencement de tous les éléments joints. La démocratie vraie, parce qu'elle se fonde sur le Peuple, implique nécessairement l'égalité. Mais cette dynamique ne signifie pourtant pas un nivellement de nature à briser les individualités. Bien au contraire ! Pour parachever l'image du vaste édifice constitué d'une infinité d'éléments, on dira que chaque petit cube, s'il ne peut posséder qu'une seule dimension, présente toujours une nuance de couleur particulière, unique parmi des millions de possibilités. Bien sûr il convient de se montrer prudent en se gardant jamais d'avancer des explications simplistes à la complexité des choses pourtant, si les régimes communistes ont échoué, c'est bien aussi d'avoir trop laissé de côté la notion d'individu en croyant sans doute qu'elle était antinomique avec l'intérêt commun alors qu'en réalité elle est l'intérêt commun ! Les marxistes, trop engoncés dans leur schéma explicatif mécaniste, ont cru qu'entre liberté et égalité il fallait impérativement choisir et qu'on ne pouvait acquérir l'une sans léser l'autre. C'est tout le contraire qui prévaut assurément : la liberté est la condition de l'égalité et c'est quand une société se libère de ses chaînes qu'elle devient plus juste en imposant l'égalité pour se prémunir de toute dérive totalitaire future. Le père DUCHESNE le répète cependant : il faut se garder de jeter le bébé avec l'eau du bain et il serait bien hasardeux, bien pompeux et bien imprudent à celui qui combat pour le Peuple de reléguer aux orties toute la pensée de Karl MARX alors, qu'à l'aune de la mondialisation, elle tend souvent à devenir prophétie ! Le concept de minorité opprimante et même, dans une certaine mesure, le matérialisme historique et cette notion de lutte permanente entre classes sociales antagonistes, gardent encore leur pertinence si on se donne la peine d'actualiser l'analyse. Chacun est amené à constater, par exemple, que parler de capitalistes aujourd'hui n'a plus beaucoup de sens à une époque où les structures sociétales font éclater le capital en millions de petits détenteurs tandis l'image d'un ROCKEFELLER, au chapeau haut-de-forme et au gros cigare des caricatures d'antan, ne saurait amalgamer la vision d'une nuée de travailleurs qui tentent, légitimement et petitement, d'assurer leur sécurité à venir par le biais de fonds de pension. L'honnête petit retraité qui, incité par son banquier ou convaincu par un prospectus, perçoit en complément de sa petite pension quelques modestes revenus de capitaux mobiliers doit-il être haï parce qu'il représente la quintessence du capitalisme ? Cela frise la déraison ! En réalité ce n'est pas une implacable loi sociologique, distribuant aveuglément la société en classes rivales, mais bien la seule dimension individuelle qui permet aujourd'hui de rendre compte, avec justesse, de la réalité d'une classe dominante, celle des accapareurs, ceux-là même qui rejettent la notion de revenu, déclinaison au plan économique du concept de démocratie, en cherchant à confisquer toutes les richesses, fruit du labeur de tous.

En revanche les concepts d'infrastructure et de superstructure présentent aujourd'hui une étonnante actualité. On se souvient que le philosophe établissait une relation étroite entre les rapports économiques qui existent dans une société, ce qu'il nomme infrastructure et l'ensemble des conceptions qu'elles soient philosophiques, morales ou spirituelles qui prévalent dans la même société : « *Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus d'ensemble de la vie sociale, politique et spirituelle* »¹⁸⁶. En d'autres termes les rapports de force qui existent

¹⁸⁶ Karl MARX, préface de « *Contribution à la critique de l'économie politique* » (1859),

dans l'attribution des richesses d'une société donnée vont influencer directement sur le droit, la politique, la religion, la morale, l'art, la philosophie, les sciences mêmes de cette société : « *Qu'est-ce que la société, quelle que soit sa forme ? Le produit de l'action réciproque des hommes. Les hommes sont-ils libres de choisir telle ou telle forme sociale ? Pas du tout. Posez un certain état de développement des facultés productives des hommes et vous aurez une telle forme de commerce et de consommation. Posez de certains degrés de développement de la production, du commerce, de la consommation, et vous aurez telle forme de constitution sociale, telle organisation de famille, des ordres ou des classes, en un mot telle société civile. Posez telle société civile, et vous aurez tel État politique, qui n'est que l'expression officielle de la société civile.* »¹⁸⁷. On comprend mieux ainsi que le message univoque des médias, cette dictature de la « *pensée unique* » que dénonce le père DUCHESNE, ne sont, de toute évidence, que des manifestations dans la superstructure de la réalité de l'accaparement au sein de l'infrastructure. L'instauration d'une loi du maximum général, en substituant à la logique de détournement des richesses par quelques-uns celle de la juste rémunération de chacun, entraînera inéluctablement de profonds changements dans l'expression de l'appréhension des choses par l'ensemble. Entendons-nous bien pour conclure sur ce point, le propos du père DUCHESNE n'est pas tant de revendiquer une analyse marxiste de la société actuelle mais seulement de montrer que les tenants de la vérité seraient bien sots de laisser de côté ces instruments que nous a légué le passé, même si ceux-ci ne doivent pas être érigés au rang de dogme mais demeurer ce qu'ils sont, c'est à dire de simples outils parmi d'autres, utiles à l'analyse des causes profondes du mal social.

Cet éclairage nous aide aussi à mieux comprendre pourquoi l'instauration de la démocratie vraie représente la fin de toute aliénation. Celle-ci a en effet pour conséquence de substituer aux despotes éclairés, que nous lègue la prétendue démocratie représentative, le seul souverain légitime, le Peuple mais celui-ci, contrairement à la fiction juridique de la nation, a bien une consistance dès lors qu'il est constitué de l'ensemble des électeurs du pays qui se voient ainsi chacun, confier une parcelle de souveraineté. Nul doute que cette nouvelle donne serait de nature à entraîner une véritable prise de conscience politique. Marquée par l'investissement du plus grand nombre dans la vie de la société, elle constitue une vraie révolution finale. Ainsi pour paraphraser le grand Paul VALÉRY qui écrivait : « *La politique est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde* », on peut dire que la démocratie vraie, dont l'essence n'est que populaire, est le moyen d'amener enfin les gens à se mêler de ce qui les regarde ! Quelle meilleure illustration de ce qu'avance le père DUCHESNE que cette surprenante mais combien enthousiasmante campagne électorale sur le référendum européen qui vit, en dépit des menaces, des cris d'orfraie, du bourrage de crâne perpétré par les prétendues élites, la France affirmer avec force, devant le monde entier incrédule, son rejet de la tentative d'officialiser le retour d'un siècle et demie en arrière. Le référendum, misérable parcelle de démocratie populaire, a donné tout à coup conscience au Peuple tout à la fois de son pouvoir réel mais aussi que bien des choses étaient à sa portée. Quel en fut le résultat ? Partout des interrogations, partout une recherche de documentation avec une capacité surprenante de faire le tri entre les mensonges de la propagande officielle et la vraie information objective. Partout des opinions, parfois encore hésitantes ou impulsives, mais qui s'exprimaient, qui s'affrontaient dans des échanges fructueux, un

Editions Sociales, 1957, 309 pages.

¹⁸⁷ Karl MARX, lettre à Paul ANNENKOV, 26 décembre 1846, in « *Études philosophiques.* », Éditions Sociales, 1968, pages 147 à 149.

formidable *brainstorming* populaire qui s'est poursuivi, bien au-delà du résultat de cette consultation, si scandaleusement mis au panier aujourd'hui.

Imaginons seulement alors ce que serait la vie politique du pays si le tiers exclus accédait à la décision ! On verrait des débats enfiévrés, mais avant tout fraternels, sur la conduite économique du pays ou les grands problèmes de société, chacun, conscient de son avenir et de son intérêt, se documentant afin de se forger une opinion en toute connaissance de cause. Ce forum permanent, grâce notamment aux techniques modernes de communications, en stimulant la réflexion, amènerait chaque citoyen à mieux fourbir ses arguments et toute cette énergie déployée, ne pourrait aboutir qu'à l'adoption, à la majorité, de la meilleure option possible. Cette vaste conscience politique citoyenne, qui ne manquera pas de se généraliser en cas de victoire de la démocratie vraie, ne représente pas toutefois l'essentiel qui est ailleurs, dans l'instauration inéluctable de la République de la vertu.

La réhabilitation de la Vertu.

Il est frappant aujourd'hui de voir combien le vote populaire de droite repose toujours sur la même exaspération : la présence au sein du corps social de tricheurs et d'assistés qui sont d'ailleurs souvent les mêmes. Le père DUCHESNE ne dira jamais assez combien ce sentiment est fondé et respectable, n'en déplaise aux beaux esprits des beaux quartiers. Tout le monde connaît autour de lui de ces mauvais citoyens qui doublent systématiquement leurs vacances par des congés maladie, mettant ainsi en péril la sécurité sociale de tous, de ces faux-chômeurs qui refusent systématiquement tout emploi qui viendrait à leur être proposé afin de continuer de vaquer à leurs magouilles tandis que les honnêtes travailleurs, qualifiés par les tenants de l'opulence de privilégiés, n'ont même plus de quoi vivre décemment, de ces fraudeurs des aides personnalisées au logement et tant d'autres encore qui exaspèrent le bon Peuple. Une République, digne de ce nom, ne saurait tolérer pareille engeance qui est en réalité secrétée naturellement par ces sociétés contemporaines dans lesquelles un ordre privilégié s'accapare les richesses et un autre le pouvoir. Sentant en effet intuitivement l'illégitimité de leur position, les maîtres du jeu économique et politique se montrent alors très complaisants avec ceux qui, à une autre échelle il est vrai, ont vocation à les imiter. D'ailleurs il est symptomatique de constater que lorsque, poussé par le civisme, l'honnête citoyen entreprend des reproches justifiés à l'encontre de ces individus, il s'entend systématiquement faire la même réponse : « *Et les politiques alors qui s'en foutent plein les fouilles !* ». Bien évidemment, les malfrats ont l'éternel alibi d'être à bonne école ! Le vrai danger de ces comportements foncièrement anti-citoyen n'est pas tant dans les conséquences sur les grands équilibres économiques, encore que le « *chiffre noir* » de l'économie souterraine ou le détournement des fonds de la sécurité sociale sont loin d'être négligeables, mais tient davantage aux ravages causés dans les esprits. Le spectacle quotidien de ces misérables profiteurs tend à accréditer l'idée d'une société sans règles, sans valeurs, où seuls dominent les biaisés, les magouilleurs, les escrocs de tout poil. Or, quand la loi n'est plus la même pour tout le monde c'est qu'il n'y a plus de règle et s'installe alors la logique primitive du droit du plus fort. C'est bien pourquoi le premier devoir de la démocratie vraie, dès son avènement, doit être de traquer sans relâche ces « *pourrisseurs d'existence* » dans une dynamique de « *tolérance zéro* ». La répression c'est ce que réclame le bon Peuple à l'encontre de ces individus qui, tel un cancer rongant la société, suscitent par leur agissements des réactions de découragement et d'égoïsme, qui sapent tout enthousiasme en instaurant, petit à petit, un climat délétère. En vérité ceux-là seuls ne veulent pas de répression, qui se sentent dignes de répression !

Point n'est besoin pour ce faire d'ailleurs d'un état policier et la République ne saurait recourir à la jurisprudence des tyrans mais seulement d'hommes libres, de citoyens responsables, car ce type de comportement ne se conçoit que dans un contexte propice. Il relève de cette fameuse théorie du « *carreau cassé* » (« *broken window* »), dont le père DUCHESNE a déjà parlé, qui connut, il y a quelques années, un grand succès outre atlantique et qui veut que l'absence de réponse sociale à une déviance, le carreau cassé non remplacé, amène inmanquablement d'autres comportements délinquants du même ordre, l'ensemble des carreaux de la maison détruits à leur tour. Dans une démocratie vraie, la loi émane réellement de la volonté générale et devient ainsi, non l'objet de mépris qu'elle représente aujourd'hui, mais une norme sacrée et absolue que nul ne saurait transgresser sauf à saper les fondements mêmes de la société. Aussi toute atteinte qui lui serait faite deviendrait menace pour l'ordre public ce dont le Peuple a pleinement conscience. Il en résulte que, dans la plupart des cas, la sanction s'avère inutile pour enrayer ces comportements déviants, le sens civique des citoyens libres suffit. Ceux-ci avec fermeté mais aussi avec fraternité, approcheront alors ceux qui se livrent à de tels agissements coupables pour solennellement leur faire comprendre qu'ils menacent ainsi le bonheur de tous. Seuls en réalité les récalcitrants, les incorrigibles encourraient alors la rigueur de la loi répressive. Ceci montre bien d'ailleurs, combien naturellement le pouvoir populaire induit la vertu car il valorise les valeurs éternelles et en premier lieu celle du travail. La société actuelle du seul fric et du néant fait exactement le contraire. Chacun peut le constater : dans le message propagandiste unique d'aujourd'hui, il n'y a guère de valorisation de l'effort, seulement une apologie de la médiocrité. Celui-ci ne fait que ressasser en permanence le même leitmotiv pernicieux : on peut tout avoir avec rien !

Mais le plus grave n'est pas tant l'existence de cette société du néant qui est celle des accapareurs. Qu'une infime minorité, tel un parasite accroché à un organisme, n'a de cesse que de chercher à en absorber toujours davantage la substance n'est pas encore le plus préoccupant. Ce qui l'est, c'est que cette action prédatrice ne peut qu'aboutir à la destruction de l'ensemble comme le père DUCHESNE va maintenant s'attacher à le démontrer. Quel meilleur exemple à cet égard que le cinéma français. Voilà bien un objet de fierté que ce septième art national ! Grâce notamment à l'aide publique, instituée dès l'après guerre, en 1946 et complétée en 1959 par le mécanisme de l'avance sur recettes, il a fait la « *nouvelle vague* », que décrivait Laurence LIBAN comme « *une affaire de jeunes hommes désireux de donner au cinéma le statut d'un art à part entière, c'est-à-dire une vision du monde à un moment donné de son histoire et plus encore une "participation à un destin commun"* »¹⁸⁸ et nous a donné tant de réalisateurs de talent qui ont consacré cette exception culturelle. Aujourd'hui pourtant, la mainmise des accapareurs sur le corps social aboutit bien à ce que l'expression « *médiocrité du cinéma français* » soit devenu un pléonasme. Déclinons ensemble les trois aspects de l'accaparement pour montrer comment celui-ci conduit à mettre au rebut cette exception française plus que centenaire.

Qui peut nier la présence des prédateurs quand chacun constate qu'une poignée de prétendus acteurs incontournables détournent à leur seul profit tout l'argent de cette industrie, dans laquelle MALRAUX voyait aussi un art ? Ceux-ci s'imposent en toutes circonstances et l'on voit aujourd'hui le casting littéralement phagocyter le budget d'un film en dépassant largement le cinquième du coût pour atteindre parfois le tiers et ce n'est pas le père DUCHESNE qui le dit mais le *Club des 13*, composé de cinéastes, scénaristes, distributeurs et exploitants qui, dans son rapport rendu public en mars 2008, constate que « *la liberté totale de casting est devenue en*

¹⁸⁸ Magazine *Lire* de décembre 1998.

France une exception »¹⁸⁹. C'est encore le comédien Eric LAUGERIAS, lors de l'émission « *Les grosses têtes* » sur la radio RTL, qui fait remarquer qu'une seule présence amène parfois à licencier des dizaines de personnes. C'est encore le rapport récent de la Société des réalisateurs de films « *Cinéma Français. Avis de tempête* » qui dénonce que « *les aides initialement destinées à favoriser la création servent désormais à enrichir les plus riches* ». Mais, le père DUCHESNE l'a dit, l'aspect prédateur des accapareurs entraîne aussi un effet perturbateur et c'est bien entendu le cas pour l'ensemble de l'industrie cinématographique française ce qui relève aujourd'hui de l'évidence. Chacun se souvient, par exemple, de l'intervention remarquée, lors de la cérémonie des Césars de février 2007, de Pascale FERRAN, unanimement saluée pour son remarquable film « *Lady Chatterley* », plébiscité tant par la critique que par le public, qui déplorait, quant à elle, les obstacles de plus en plus insurmontables à produire les « *films du milieu* », à entendre comme ceux dont le budget se situe entre 4 et 7 millions d'euros et dont la caractéristique est de chercher à conjuguer exigence esthétique et vocation populaire. Le nombre de ceux-ci a chuté spectaculairement, de 49 en 2004, il est passé à 19 en deux ans et, durant cette année 2006, comme le fait remarquer le rapport de la société des réalisateurs de films : « *dix sociétés, positionnées essentiellement sur les films de plus de 7 millions d'euros, ont mobilisé 63 % du fonds de soutien automatique* ». Mais bien plus grave encore c'est tout le métier du cinéma qui vole en éclat. Ainsi le scénario, dix pour cent du budget d'un film durant la *Nouvelle Vague*, représente près de dix fois moins aujourd'hui et quant au réalisateur, pourtant le maître d'œuvre, il se trouve aujourd'hui marginalisé, réduit à ne faire partie, pour reprendre les termes mêmes du rapport de la SRF, « *à l'arrivée... (qu'à) une génération de cinéastes "Kleenex" qui au lieu d'inventer un style et un univers propres, ont simplement servi à mettre sur le marché des formules économiques et médiatiques, échafaudées au mépris de la création* ». Et que l'on ne vienne pas reprocher au père DUCHESNE un quelconque défaitisme ou une tendance naturelle au catastrophisme car, et les éléments du récent rapport de la société des réalisateurs sont à cet égard sans appel : les chiffres ne trahissent pas et montrent que l'édifice est déjà par terre. Il faut bien reconnaître que le choix du spectateur n'existe plus dès lors que les trois quarts des entrées en salle sont générées par 17% des films. Par ailleurs François TRUFFAUT prétendait qu'il fallait trois films pour faire un réalisateur. Aujourd'hui, parmi les metteurs en scène qui signent une première œuvre, moins de 10% pourront un jour réaliser une troisième. A ce rythme là c'est GODARD, DEMY, BRESSON, MELVILLE et les autres qu'on assassine...

Enfin le père DUCHESNE l'a aussi souligné le dernier trait des agissements des accapareurs est bien l'aspect illégitime et celui-ci ne fait pas défaut dans l'exemple du cinéma d'aujourd'hui car que sont ces prétendus acteurs vedettes, payés à prix d'or, sinon des comédiens de bas étage, des talents au rabais, restituant péniblement devant la caméra de pitoyables facéties imaginées dans quelque obscur café-théâtre ? Qui peut croire que ce dur et beau métier s'improvise ainsi dans un réduit sordide en rotant ou pétant sur une scène ? Pendant ce temps pourtant, d'immenses talents qui ont consacré des années d'études austères à leur vocation, qui ont, sans cesse, remis en cause et sur l'ouvrage leur passion, des diplômés du *Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique*, des sociétaires du *Français*, restent ignorés de tous alors que parfois le monde entier nous les envie. Qui en France connaît Jean Paul DENIZON par exemple ? Et là encore que les défenseurs de la culture du néant se gardent bien de servir encore le couplet insipide et trop connu du « *culturel chiant* » prétendument boudé par tout le monde !

¹⁸⁹ Le Club des 13, rapport de synthèse : « *Le milieu n'est plus un pont mais une faille.* », page 41.

C'est trop vite oublier le *TNP* de Jean VILAR et qu'il était naguère un merveilleux prince en Avignon ou certains succès intarissables, dont témoignent aujourd'hui encore les ventes de DVD, la série dramatique de Claude BARMA « *Les rois maudits* » par exemple, en 1971, qui mettait en scène un florilège impressionnant de réels talents sans le moindre rapport avec, la pourtant dispendieuse saynète du patronage dans les vieux décors de *Star Trek*, dont l'indigente télévision publique nous a gratifié en 2005 !

La société dans laquelle les richesses tendent à se concentrer dans les mains de quelques privilégiés, parce qu'elle se fonde sur l'injustice et ignore la vertu, ne peut être que la société du néant et, par là même, ne peut sécréter que le néant. La souveraineté populaire qui repose sur les principes absolus de justice, de liberté, d'égalité et de fraternité représente, au contraire, le terreau fertile à la sacralisation de toutes les valeurs enfouies dans l'inconscient collectif de l'humanité : la société de tous est, de facto, la société du tout. Ainsi donc, au terme de cette première interrogation formulée par le père DUCHESNE : « *Qu'est-ce le tiers exclus ?* », la réponse paraît bien s'imposer : « *Tout !* ». Le tiers exclus est bien numériquement l'écrasante majorité du Peuple français bien que, dans les faits, toute décision politique lui échappe. Il constitue la substance économique du pays qui est à l'origine de la création de toute richesse face à un ordre des accapareurs, guidé par des seuls mobiles d'avidité et d'égoïsme, dont la seule finalité est de détourner à son profit une part toujours plus grande de celle-ci. Il représente juridiquement le seul détenteur légitime du pouvoir, usurpé aujourd'hui par l'ordre des politiciens professionnels, animé par la pulsion de l'ambition. Le père DUCHESNE met cependant en garde son lecteur, ce premier constat en lui-même ne sert toutefois à rien ! Il n'est qu'une hypothèse, parmi d'autres, une intuition plus ou moins fondée sociologiquement, sauf à ce qu'il s'inscrive dans une logique dialectique qui en ferait alors une dynamique d'espoir. Or le grand pessimisme actuel du Peuple de France, celui-là même dont la promptitude à devancer les autres a marqué l'histoire universelle, a, peut-être, son origine dans le pressentiment d'un grand chaos ! Celui-ci n'est d'ailleurs pas seulement perçu par le tiers exclus mais semble même avoir été déjà pris en compte, sinon consciemment du moins intuitivement, par les politiques professionnels qui, comme l'autruche devant le danger, s'empressent alors de casser le thermomètre : ainsi les grands modèles économétriques disparaissent et la *direction de la prévision* a été supprimée au *ministère de l'économie et des finances* tandis que l'*INSEE* tend à ne devenir qu'une obscure officine qui monnaie des petites études aux collectivités locales ou aux entreprises... On préfère ne pas voir venir cette grande crise, pourtant inéluctable et dont les événements récents ne sont que les prémices, ce grand cataclysme que les historiens et les économistes du futur analyseront, comme on appréhende aujourd'hui les causes de la crise de 1929 et la *Grande Dépression* qui s'en est suivie, avec toujours la même consternante constatation : « *Comment ont-ils pu ignorer une telle évidence ?* ».

Les choses devraient bien apparaître avec une parfaite limpidité à quiconque cherche à analyser la situation présente du pays pourtant, quant le père DUCHESNE s'exprime, il a un peu l'impression de prêcher dans le désert, tant les accapareurs ont mainmise sur toute information véhiculée par les médias. Le sujet tabou, l'interdit existant bel et bien et tout est mis en œuvre pour que les citoyens ne perçoivent pas la réalité des choses et ainsi les questions fondamentales, celles qui ont trait à notre avenir et à celui de nos enfants, ne seront jamais abordées. Il sera alors, par exemple, insinué que les questions économiques, par nature trop complexes, sont l'affaire des seuls spécialistes. Pourtant le plus grand économiste qui fut, John Maynard KEYNES, n'écrivait-il pas : « *L'étude de l'économie ne semble pas exiger des dons particuliers d'un ordre spécialement élevé. L'économie n'est-elle pas considérée comme une discipline relativement*

*facile, comparée aux plus hautes sphères de la philosophie ou de la science pure ? »*¹⁹⁰ et si chacun se donnait la peine, non de se lancer dans des études fastidieuses, mais simplement de chercher à comprendre, il est certain que le cours de choses ne tarderait pas à changer. Le grand industriel Henry FORD, conscient de cette volonté d'occultation qui toujours anime les politiques en ce domaine, disait déjà : « *Si les gens comprenaient réellement le processus de création monétaire, le système ne tiendrait pas plus de vingt quatre heures* ».

Chacun pourtant est à même de percevoir la réalité de la situation actuelle qui relève du modèle du cercle vicieux keynésien. La logique du « *toujours plus* » des accapareurs d'aujourd'hui, que révèlent les chiffres et qu'a dénoncé le père DUCHESNE, est infiniment plus pernicieuse que celle qui résulterait d'une hypothétique suprématie des capitalistes. Ce dernier concept est extrêmement réducteur et il apparaît bien que son apparition au XIX^e siècle a considérablement servi la caste prédatrice comme va, sans tarder, le démontrer le père DUCHESNE. A l'époque de la révolution industrielle, la mémoire collective conserve parfois du grand bourgeois d'alors l'image d'un homme novateur, parvenu grâce à son audace ou son ingéniosité. Il est vrai que celui-ci existe. Ainsi Jean-François CAIL (1804-1871), fils de charron, était compagnon associé à son patron avant de devenir constructeur de matériel ferroviaire et de concevoir les célèbres locomotives *Crampton*, les *TGV* du XIX^e siècle, qui roulaient à 120 kilomètres à l'heure, dès l'année 1862. L'un des pères de la révolution industrielle, le britannique Richard ARKWRIGHT, qui inventa la machine à filer le coton, était un simple barbier. En Allemagne, les quatre frères SIEMENS qui révolutionnèrent le télégraphe, sont issus d'une famille paysanne, comme l'était d'ailleurs l'initiateur de la dynastie de l'acier, KRUPP. Mais cette promotion d'ouvriers qualifiés ingénieurs était rendue possible dans la première moitié du XIX^e siècle, alors que peu de capitaux étaient nécessaires pour réussir le projet le plus fou. Cette vision sans cesse répandue par la propagande officielle, qui veut que chacun avec de l'imagination ou du talent peut réussir, il convient de sérieusement la nuancer, de prendre avec des pincettes cette vision idyllique des choses et les études menées par le professeur Patrick VERLEY¹⁹¹ montrent qu'en réalité il est peu d'hommes nouveaux dans ce monde des affaires et que la plupart des industriels sont des héritiers, issus du commerce et notamment de celui particulièrement odieux qui avait pour objet la traite des noirs. D'ailleurs les origines souvent douteuses de la fortune sont bien perçues par les contemporains et notamment la littérature. Balzac en particulier qui écrit « *Le secret des grandes fortunes sans cause apparente est un crime oublié, parce qu'il a été proprement fait* »¹⁹². Cette prédisposition des gens riches à le devenir plus encore ressort également de l'étude du professeur australien David GARRIOCH sur le faubourg Saint-Marcel¹⁹³. Cependant, comme le montre les travaux du professeur VERLEY, le grand commerce a alors donné peu de capitaux pour financer l'industrialisation qui a, au départ, eu surtout recours à l'autofinancement. Le père DUCHESNE montrera en réalité, dans la seconde partie de son étude, combien il est réducteur de vouloir ranger tous les entrepreneurs sous un vocable unique, volontiers honni, de capitalistes. Il est un *distinguo* essentiel à faire entre

¹⁹⁰ Alfred MARSHALL « *The collected writings of John Maynard Keynes*. », Vol. X, « *Essays in biography* », Cambridge university press, 1990, pages 173-174.

¹⁹¹ P. VERLEY « *Entreprises et entrepreneurs du XVIII^e au début du XX^e siècle*. » éditions Hachette, collection « *Carré histoire* », PARIS, 1994.

¹⁹² H. DE BALZAC « *Le père Goriot* », 1835.

¹⁹³ D. GARRIOCH « *La bourgeoisie parisienne au début du XIX^e siècle : le cas du faubourg Saint Marcel* », Revue d'Histoire du XIX^e siècle, 2007, 34.

l'entrepreneur qui ose et qui investit, qui crée pour le bien de tous et l'accapareur qui ne crée rien et se contente d'amasser en volant son semblable...

L'étude entreprise par deux sociologues Michel PINCON et son épouse Monique PINCON-CHARLOT intitulée « *Sociologie de la bourgeoisie* »¹⁹⁴ révèle à cet égard l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie au XX^e siècle qui se caractérise en particulier par une véritable « *technologie sociale* » fondé sur un rapprochement avec la déclinante noblesse, le premier épousant le style de vie de l'autre, la domination économique se transformant ainsi en domination symbolique, le capital du même nom dont parlait BOURDIEU, c'est-à-dire l'importance sociale. Les auteurs ont ainsi mis en évidence l'existence d'une classe, au sens marxiste du terme qui ne vise ainsi qu'à se reproduire. Riche alors non plus de la possession des moyens de production mais d'un capital culturel et d'un capital social que les fortunes permettent d'accumuler. Il s'agit alors de faire durer et de transmettre celles-ci en s'appuyant sur la famille et sur le groupe par un système de réseaux, de copinage, de cercles, de salons, de « *soirées rallye* » afin de se connaître et se marier entre membres de la communauté. Voilà autre preuve scientifique de ce qu'avance le père DUCHESNE en soutenant l'existence d'un ordre dominant celui des accapareurs qui s'identifie parfaitement avec le concept de « *bourgeoisie* » que développent le couple de sociologues. Voilà donc la démonstration scientifique du maintien d'un groupe social dominant extrêmement minoritaire numériquement, dans lequel les auteurs discernent même une véritable confrérie réunissant bourgeoisie et noblesse dans ce qu'ils appellent la « *haute société* ». Phagocytant les médias, vivant en vase clos, préservés de la vue de tous dans des quartiers ultra sécurisés, cette nouvelle caste aussi, dans la mesure où elle est son principal client, fait à elle seule le marché de l'art et de la littérature et bien entendu, dès lors que, comme l'a déjà souligné le père DUCHESNE, les inégalités constituent un processus cumulatif, leurs privilèges, en s'accumulant ainsi de jour en jour, aboutissent à multiplier les handicaps pour les autres membres du corps social, c'est-à-dire conduisent à la paupérisation incessante du tiers exclus.

Le père DUCHESNE l'a déjà dit, il ne hait personne et s'il s'en prend à cette caste, qu'il qualifie de malfaisante, ce n'est pas dû par un quelconque réflexe d'envie ou de jalousie mais bien parce que la présence de cette minorité agissante au sein du corps social entraînera inmanquablement celui-ci vers une crise d'une ampleur inégalée encore. C'est ce qu'il va maintenant s'évertuer à démontrer. Au préalable il convient d'abord de tomber le masque du Tartuffe. En effet cette minorité d'accapareurs, comme d'ailleurs ses suppôts de la caste politique, prétendent s'en remettre aux idéologies néo-libérales. Ils chantent à tout va qu'ils croient au marché et à la libre concurrence mais c'est là encore poudre aux yeux et une application supplémentaire du principe de duplicité. D'abord, et au risque de surprendre, le père DUCHESNE, dont le lecteur averti aura deviné les penchants keynésiens, n'est guère irréductiblement hostile à l'approche macroéconomique néo-classique ou pour parler plus simplement aux économistes qui croient que le marché est de nature à apporter une allocation optimale des ressources à chacun et qui soutiennent la nécessité d'instaurer une flexibilité des prix comme une neutralité parfaite de la monnaie¹⁹⁵. C'est le credo que l'on entend partout aujourd'hui, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, des rangs de la gauche caviar aux bénis oui-oui du candidat de l'opulence. Le père DUCHESNE prétend que ces analyses à la mode sont loin d'être inintéressantes, au même titre d'ailleurs qu'il vient de souligner la pertinence de

¹⁹⁴ Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot « *Sociologie de la bourgeoisie* », éditions La Découverte, collection « *Repères* », 2003, 120 pages.

¹⁹⁵ En d'autres termes il ne faut pas dévaluer !

certaines analyses marxistes, à condition toujours de les prendre pour ce qu'elles sont, non des dogmes, mais des outils utiles à l'analyse économique. Là cependant où le bât blesse est que cette invocation unanime et béate des défenseurs de la société de l'injustice, est inopérante dans le cas précisément de cette société des accapareurs.

Les néo-classiques partent toujours du comportement de l'individu, jugé représentatif et rationnel, agrégé ensuite au niveau de la société elle-même, c'est ce qu'on appelle l'*individualisme méthodologique*. Notre personnage de départ s'efforce sans contrainte, librement, d'optimiser sa situation et de maximiser son bien être matériel en cherchant à acquérir un maximum de biens ou de services. Par une sorte de « *main invisible* » alors, le marché, dans la mesure où celui-ci fonctionne sans contrainte, parviendrait naturellement à un optimum au sens de PARETO c'est-à-dire que, lorsque l'équilibre est atteint, on ne puisse plus améliorer la situation d'un membre de la société sans léser celle d'un autre. Force est donc de constater que dans une société où structurellement tout est mis en œuvre pour spolier le plus grand nombre au profit de la caste dominante, comme l'a démontré le père DUCHESNE, y compris au travers de politiques publiques comme la politique fiscale, il ne saurait jamais être question d'une situation optimale. Dans la société des accapareurs où sévit une minorité de prédateurs, le postulat de départ est mis par terre et dès lors la théorie ne peut trouver à s'appliquer. Celle-ci ne servira en fait que de prétexte pour occulter l'accaparement. On comprend mieux dès lors la réaction, par exemple, d'un Milton FRIEDMAN condamnant la politique monétaire conduite par la *banque centrale européenne* et pour cause, le maître ne peut reconnaître dans cette politique l'application orthodoxe de ses théories dans la mesure où celles-ci ne servent que de paravent au pillage du fruit du travail de tous. Cette théorie néo-classique aura alors bon dos pour mettre efficacement en place les mécanismes de ce pillage. C'est la raison du blocage, voire de la diminution des salaires que chacun constate et déplore aujourd'hui. C'est l'explication première de cette déréglementation si destructrice qui met chaque jour davantage à terre un édifice plus que centenaire. Le droit du travail, en effet, est né en 1884 et si la sécurité sociale fut consacrée après la deuxième guerre mondiale, ses prémices avaient vu le jour dès les années trente. Les premières assurances mutuelles datent du dix-neuvième siècle et les premiers services publics de la première moitié du vingtième. La théorie économique devient ainsi le commode bouc émissaire pour consacrer l'abandon progressif des garanties naguère accordées aux travailleurs qui seront d'autant peu enclins à résister qu'on vaporisera sur eux une sous culture de la bêtise, si propice à faire naître le réflexe égocentrique et que l'on maintiendra volontairement, dans le même temps, comme une menace permanente, un chômage épouvantail.

Apparaît alors la première contradiction du système. L'accaparement, en entraînant la paupérisation des masses, va bien évidemment avoir des répercussions négatives sur le pouvoir d'achat de celles-ci : si les salaires réels régressent en situation de blocage compte tenu de l'inévitable augmentation du coût de la vie, la consommation s'en ressent et il n'est qu'à se référer à l'actuelle flambée du coût des produits de première nécessité pour comprendre combien toute hausse, de quelque nature qu'elle soit, entraîne de facto une conséquence immédiate sur le niveau de vie de chacun. Dès lors, le système est immanquablement voué à sa perte puisque la logique du « *toujours plus* » des accapareurs induira sans cesse l'appauvrissement corrélatif des masses et, avec lui, l'effondrement encore plus grand de la consommation. Le tarissement incessant de la demande induit alors la chute de la production avec le risque permanent que l'économie entière ne s'écroule. A cette première contradiction, les accapareurs ont provisoirement apporté une réponse en prônant, dès le milieu des années 1980, la prétendue construction européenne, c'est-à-dire en consacrant le dogme de la concurrence claire et non

faussée, en réalité seul pilier de la prétendue constitution européenne que, dans un grand élan de sagesse, les français ont, contre vents et marées, rejeté à 55%, mais que l'on s'obstine à tout prix, et pour cause, à faire passer par l'intermédiaire du nouveau traité à Lisbonne avec toujours cette obsédante et combien révélatrice volonté d'aller contre la volonté des Peuples comme en témoigne les réactions consécutives au vote négatif irlandais. Cependant la résolution de la contradiction première n'est que provisoire et ceci est aisé à comprendre. Pour maintenir en effet la consommation à un niveau tel que le système continue de fonctionner sans connaître de sérieux dysfonctionnements dans le contexte précité, il n'y a en effet qu'une solution : puisqu'on ne peut pas augmenter la demande, sauf à léser les accapareurs, il faut donc baisser les prix et comment le faire sinon en abolissant toute règle de régulation du marché, en rétablissant la concurrence sauvage primitive c'est à dire le renard libre dans le poulailler libre ! Loin de toute vaine polémique, il est quand même symptomatique de constater que la Turquie, au bout de trente années d'efforts pour imiter le modèle occidental, soit encore priée d'attendre une bonne décennie, alors que quelques semaines à peine suffisent à faire admettre une dizaine d'anciens pays du bloc de l'Est, dans la frénésie d'introduire enfin, grâce en particulier à la liberté de circulation, un véritable appel d'air à la déréglementation tant attendue.

Cependant le dogme de la concurrence libre et non faussée n'est pas de nature à résoudre la contradiction fondamentale du système de l'accaparement. Pour le comprendre, poussons sa logique à l'extrême, et il n'est besoin, pour ce faire, que de peu d'imagination. Il suffit, par exemple, de se référer à la situation de l'ouvrier polonais d'aujourd'hui. Celui-ci se trouve, la plupart du temps lié par un contrat à durée déterminée de trois mois afin qu'il mette les bouchées doubles dès le premier mois pour obtenir son renouvellement, comme le constate avec satisfaction le patronat du même pays. Mais ce lien contractuel est doublé le plus souvent d'un statut de travailleur indépendant qui permet ainsi à l'employeur de donner l'illusion de respecter les normes minimales du droit de travail, telles qu'elles sont consacrées par le droit international, en lui offrant toutefois la possibilité de sortir opportunément du cadre de la relation salariée, quant cela l'arrange, pour s'adresser alors à un travailleur prétendument libre de qui on exigera, bien entendu, un superflu toujours plus important tout en donnant l'apparence de respecter le droit protecteur. Le père DUCHESNE le fait remarquer n'est-ce pas là, ni plus ni moins, que le retour à la situation que décrivait naguère Emile ZOLA dans « *Germinal* » ? Mais il ne faut point se leurrer et entretenir quelconque illusion, la précarisation à outrance ainsi instaurée au moyen de la concurrence sauvage, va certes tirer les prix vers le bas et maintenir encore un temps le système en place mais apparaît alors la seconde contradiction du système : la baisse des prix a une limite absolue qui est celle du prix de revient. Nul ne peut vendre à perte sans disparaître à terme, or une fois atteint le stade des coûts incompressibles et au prix de combien de faillites, de combien de licenciements, de combien de délocalisations, de combien de victimes de passerelles effondrées construites à la hâte par quelconque sous-traitant à bas prix, la seule perspective de la concurrence sauvage pour éviter l'effondrement sera la réduction des marges bénéficiaires. Celles-ci se répartissent classiquement en trois tiers : l'impôt qu'on ne pourra réduire indéfiniment, les dividendes c'est-à-dire pour l'essentiel la rémunération de l'accaparement auxquels, en raison de la loi du « toujours plus » on ne saurait toucher et les réserves c'est-à-dire les capacités d'autofinancement des entreprises qui seront alors les seules à pouvoir être amputées. Tout investissement devenant alors impossible sauf à s'installer dans le cercle suicidaire du surendettement, le système ne peut que dépérir et finir par s'effondrer.

On a malheureusement aucun mal à imaginer l'issue de cette situation qui sera celle d'une crise de 29 à la puissance dix : des masses privées de travail et de toute ressource, créatinisées par

une propagande insidieuse et inaptes ainsi à tout réflexe de solidarité, condamnées, dans leur égoïsme idolâtre, à crever « *la gueule ouverte* », pour reprendre une expression à la mode dans les années 1970, tandis que, depuis leur tanières ultra-protégées, les accapareurs vivront d'abondance en attendant que la purge malthusienne n'ait achevé son office afin de leur permettre de reprendre, de plus belle, leur office de prédation sur une terre désormais régénérée par le sang ! Cette analyse que fait le père DUCHESNE est d'une grande banalité et ne fait que mettre bout à bout quelques rudiments de science économique et un peu de bon sens mais elle est imparable ! Que l'on prouve le contraire de ce qu'il démontre, autrement que par des incantations ! Il reste serein sur ce point : la preuve d'une dynamique vertueuse du système des accapareurs est rigoureusement et mécaniquement impossible ! Cette démonstration révèle aussi que, contrairement à une idée, hélas encore trop répandue dans les masses populaires, ce ne sont point les entrepreneurs qui sont à l'origine du mal qui ronge la société contemporaine et le dirigeant qui voit mourir son entreprise, broyée par le dogme de la concurrence libre et non faussée et les ravages qu'il entraîne, est une victime tout comme le salarié qu'on licencie sans vergogne. Le père DUCHESNE, qui, dans une autre vie, fut vendeur de fourneaux, le répète : ce n'est pas l'employeur l'ennemi, l'ennemi c'est l'accapareur !

Et que l'on ne vienne pas soutenir, comme c'est trop systématiquement le cas, que l'on y peut rien, que c'est ainsi, qu'il faut faire avec car il existe bien une alternative qui s'avère en réalité la seule réellement crédible : l'instauration de la démocratie vraie, celle-là même qui rend au tiers exclus le pouvoir qui lui revient par droit naturel. Cette option doit être regardée comme étant celle de la vérité car toutes les analyses convergent vers elle. L'analyse juridique tout d'abord : le pouvoir dans une démocratie n'appartient-il pas au Peuple, c'est-à-dire à tous ? L'analyse politique dans le prolongement de la précédente révèle bien que des gouvernants, non seulement coupés du Peuple, mais agissant contre lui, ne peuvent durablement faire illusion et doivent alors, tôt ou tard, céder leur place à des dignes représentants du souverain, dotés cette fois, non d'un mandat représentatif qui est une escroquerie intellectuelle, mais d'un mandat impératif comme en dispose d'ailleurs tout mandataire dans la vie de tous les jours. L'analyse économique enfin comme va maintenant le démontrer le père DUCHESNE. Et d'abord posons nous la question : quelles sont les conséquences au plan économique de l'avènement de la démocratie vraie ? Doit-elle aboutir, comme certains détracteurs tenteront de le faire accroire, à des nationalisations à outrance, à l'instauration d'une dictature du prolétariat ou au rétablissement du *Gosplan* et des *sovkhoz* ? Rien ne tout cela en réalité ! La révolution démocratique se contente de prendre très exactement le contre-pied de la formule de LAMPEDUSA : « *Il faut que rien ne change pour que rien ne reste comme avant* ! ». Elle n'implique pas ainsi que l'on s'attaque à l'économie de marché, surtout pas ! Elle n'impose pas davantage que l'on nationalise les grands groupes, cela n'a pas de sens. Comme la première phase de la révolution française s'est finalement faite qu'avec l'abrogation des privilèges tandis que tout le reste n'est, en définitive, qu'épiphénomènes – glorieux et majestueux épiphénomènes certes, comme la prise de la Bastille ou les révoltes en province, mais épiphénomènes quand même – la révolution démocratique sera faite, au plan économique, par l'instauration du maximum général, tout le reste n'est aussi qu'accessoire.

De sincères partisans du changement ne manqueront pas ne s'interroger allant même peut-être jusqu'à crier que si on laisse en place les structures de l'économie de marché, c'est le libéralisme qui triomphera ? C'est bien ce que veut le père DUCHESNE ! En réalité comme il aura davantage le loisir de l'explicitier dans la partie suivante, l'évolution des choses doit aboutir aujourd'hui à consacrer une dualité : libéralisme et interventionnisme. Là encore, comme en ce

qui concerne la liberté et l'égalité, la contradiction se résout de manière dialectique. C'est l'établissement du maximum général qui réalise ce que le père DUCHESNE appelle le « *fine tuning* », le réglage fin qui repose sur le constat suivant : plus le Peuple optera pour une échelle des revenus large, plus grande sera la part faite au libéralisme dans la société considérée avec ses avantages, l'émulation et la créativité, mais aussi ses inconvénients la disparité des fortunes et la réduction des avantages sociaux ; plus, au contraire, l'échelle des revenus sera réduite, plus la part belle sera alors faite à l'interventionnisme avec, là aussi, ses points forts, les idéaux de justice et d'équité et la mise en place de grandes politiques sociales que permettent alors des prélèvements obligatoires plus élevés en raison de l'abaissement du maximum général des revenus, mais avec aussi ses lourdeurs, un dynamisme moindre de la part d'acteurs économiques parfois démotivés et une économie plus administrée. Ce système implique la révolution démocratique car le « *fine tuning* » ne saurait être laissé à une minorité de despotes ou d'oligarques qui auront tôt fait de le détourner à leur propre usage. Seul en réalité le Peuple doit fixer le niveau du maximum général car lui seul est en mesure d'appréhender le choix optimal qui est l'intérêt de tous et de chacun.

Le réglage est dit fin car il est l'œuvre de chaque instant. Le Peuple, dès lors qu'il dispose sans partage de la souveraineté, qui n'est plus abandonnée à des usurpateurs, peut, à tout moment, revoir à la hausse comme à la baisse le montant du maximum général et, comme la seule instauration de ce dernier, tend inévitablement à terme à aboutir à l'extinction de l'ordre des accapareurs, le message propagandiste au profit de ces derniers n'existe plus et l'information diffusée par les médias n'est plus de nature à perturber les esprits ce qui ne signifie pas, bien entendu, l'unanimité béate. Bien au contraire ! Il y a fort à parier en effet que la discussion relative au « *fine tuning* » soit un débat bien âpre, de nature à enflammer tout le corps social et, peut être même, à créer en son sein d'irréductibles divisions. Il n'est pas saugrenu en effet d'imaginer que les citoyens, dont les revenus seront proches du maximum général ou dont les anticipations viseront à l'atteindre, n'auront de cesse que d'œuvrer pour obtenir le recul de celui-ci au-delà de la limite préalablement fixée. Inversement il est parfaitement envisageable que les bénéficiaires des revenus les plus modestes seraient, quant à eux, plus enclins à militer pour moins de disparités dans les revenus distribués mais, à terme, une situation optimale, au sens de PARETO, ne manquera pas de se mettre en place. Pour bien appréhender ce mécanisme un exemple s'avère nécessaire. Imaginons qu'au sein de cette société une majorité se dégage et choisisse de repousser le maximum général vers le haut bien au-delà de niveau qui était le sien précédemment. Voici alors que tend à se mettre en place une « *société à deux vitesses* » : tandis qu'une frange de la collectivité s'enrichit, une minorité est laissée sur le coté et tend à s'enliser chaque jour davantage. Mais très vite les signes de cet abandon apparaissent et l'opinion générale s'en émeut, pas forcément d'ailleurs par sensibilité altruiste, mais tout simplement parce qu'une catégorie de citoyens laissée-pour-compte garde, de toute manière, une forte capacité de nuisance. C'est alors la prise de conscience par tous que la société ne « fonctionne » pas normalement et qu'il est urgent de prendre une décision pour y remédier. Pour ne pas envenimer davantage la situation, de plus en plus de citoyens changent de camp et rejoignent les partisans de la réduction du maximum général. La volonté générale évolue alors tandis que le réglage fin se fait dans l'autre sens. Le même raisonnement pourrait bien entendu, tout aussi bien, être tenu en sens contraire et une majorité qui tendrait à trop réduire le maximum général risque aussi d'amener le pays tout entier à souffrir dans la compétition internationale inévitable. Là encore chacun pourra être amené à prendre conscience du juste équilibre qu'il faut trouver entre le principe d'une réelle sécurité sociale et la compétition commerciale avec son moteur le profit.

Tout au long de cette première partie, le père DUCHESNE s'est évertué à montrer que le tiers exclus n'est rien d'autre que l'essentiel de la société, l'écrasante majorité, celle qui, par son labeur produit toute richesse et qui pourtant n'a jamais son mot à dire vivant ainsi sous un régime tyrannique et oppresseur, réduit à l'état d'esclave et avili par une minorité d'accapareurs qui s'impose de plus en plus comme une caste dominante en s'appuyant sur un ordre complice, celui des politiciens professionnels dont la finalité est de détourner à son profit le principe démocratique. Le père DUCHESNE a aussi montré que cette société de l'injustice ne saurait perdurer car elle renferme en son sein des contradictions. Les inégalités, par un système cumulatif, ne peuvent que s'aggraver jusqu'à atteindre une situation de rupture devenue inéluctable. Il convient maintenant de s'interroger et de se demander comment la société a pu parvenir à cette situation qu'a décrite le père DUCHESNE en se posant la question : « *Qu'a représenté jusqu'à présent, le tiers exclus dans la vie politique interne du pays ?* ».

DEUXIEME PARTIE :

« QU'A REPRESENTE, JUSQU'A PRESENT, LE TIERS EXCLUS DANS LA VIE POLITIQUE INTERNE DU PAYS ? RIEN ! ».

« Ce sont le fer et le blé qui ont civilisé l'homme et perdu le genre humain. ».

Jean Jacques ROUSSEAU

Dans la première partie de sa réflexion, le père DUCHESNE a cherché à démontrer, preuves à l'appui, que la société actuelle est aux mains de prédateurs, que l'accaparement des richesses par le petit nombre ne peut que conduire au chaos et que cet état de fait n'est pas du au hasard mais résulte bien d'un complot. Il va s'attacher à présent à plonger dans le passé afin de rechercher si celui-ci recèle des éléments qui seraient de nature, non seulement à conforter ses dires, mais peut-être encore à apporter un éclairage nouveau sur la situation qu'il dénonce. Si la thèse qu'il soutient est juste, alors en effet, un retour en arrière devrait confirmer son analyse première, car tout comploteur le sait bien, pour qu'une conspiration triomphe, il ne faut rien laisser au hasard. Déjà un certain nombre d'indices, comme la volonté d'éloigner de plus en plus la population de ses racines ou ce que le père DUCHESNE a nommé la théorie du passé imbécile, sont autant d'incitations à aller investiguer du côté de l'histoire et, le moins que l'on puisse dire, est qu'une telle initiative s'avère bien vite fructueuse...

Dans les dernières années de la défunte union soviétique une histoire drôle, de celle dont tout le monde se plait à en colporter la teneur et dont chacun ignore l'auteur, expression même de la créativité populaire, circulait dans les rangs de la population. Elle décrivait les dirigeants soviétiques, qui se sont succédés depuis la révolution d'octobre, présents dans le même wagon d'un train qui s'obstinait à ne pas démarrer et suscitait ainsi les réflexions des responsables que le pays avait connus. Le premier, STALINE, s'écria : « *J'ai une idée, je vais faire fusiller le conducteur de la locomotive !* ». Après avoir mis ses menaces à exécution le train demeurait immobile. Le second, KROUTCHEV, eût à son tour une solution : « *Je vais réhabiliter le conducteur de la locomotive !* ». Ceci fait, le train ne démarrait toujours pas. Alors tous les successeurs des précédents demeurèrent immobiles en murmurant : « *On va faire comme si le train avait démarré.* ». Cette même histoire pourrait être adaptée à notre pays. Elle démarrerait alors quelque part aux alentours de la révolution et se terminerait par la chute : « *On va faire*

comme si la démocratie existait ! ». Même s'il a sans doute été à deux doigts de le faire, comme le démontrera le père DUCHESNE, jamais en réalité le tiers exclus n'a eu à assurer lui-même sa propre destinée, jamais il n'a eu en charge la conduite de ses propres affaires et toujours la souveraineté qui lui incombe, par droit naturel, a été dévolue à d'autres que lui.

En 1933, EINSTEIN et FREUD écrivirent ensemble un ouvrage sur la guerre¹⁹⁶. La contribution freudienne à cet opuscule a pu alors choquer. Dans une analyse fouillée et minutieuse le concepteur de la psychanalyse accréditait l'idée que la guerre, dans la mesure où elle puise ses racines profondes dans les mythes et les pulsions primitives amenés à s'extérioriser, était une étape nécessaire dans l'évolution de l'humanité. Sans doute aussi que le pouvoir des oligarchies sur la multitude est un stade de l'histoire des hommes en société. C'est, bien sûr, aux scientifiques de le dire, mais la thèse paraît au père DUCHESNE infiniment probable. Retrouvons un instant, avec lui, la formidable justesse de l'intuition du promeneur solitaire, notre vénéré Jean Jacques ROUSSEAU : *« Ce sont le fer et le blé qui ont civilisé l'homme et perdu le genre humain. »*. Si l'on traduit en langage scientifique d'aujourd'hui, on pourrait dire que c'est quelque part entre ce que les préhistoriens ont appelé la *« révolution néolithique »*, période marquée par l'essor de l'agriculture et de l'élevage, et l'apparition des métaux, les âges du cuivre, du bronze et du fer, qu'intervient un profond changement dans l'histoire de l'homme, un bouleversement susceptible de conduire celui-ci à sa perte. Si l'on en croit Jean Jacques, c'est donc très récemment, à l'échelle de l'humanité, que celle-ci aurait perdu son harmonie primitive. C'est là une idée assurément intéressante, passionnante même, qu'il convient de fouiller. Le père DUCHESNE s'y est engouffré et c'est là le résultat de cette deuxième démarche qu'il initie. Quelle ne fut pas alors sa surprise de découvrir que tout, dans la société des accapareurs, semble être mis en place pour lui interdire pareille investigation. Il va sans dire que, loin d'être découragé mais stimulé au contraire par cette volonté farouche d'occultation, plus obstiné que jamais, il a redoublé d'efforts, faisant sans arrêt appel à la science pour séparer le bon grain de l'ivraie en commençant par la première origine...

Avant ADAM : du « bon sauvage » à « l'homme éternel ».

« D'où venons-nous ? » C'est sans nul doute l'interrogation fondamentale, celle qui tient en haleine les deux autres questionnements du fameux triptyque de Paul GAUGUIN, cette toile testament du peintre, réalisée au tournant du vingtième siècle dans le cadre enchanteur de Tahiti, alors que celui-ci, désespéré, avait envisagé sereinement le suicide. Aujourd'hui on ne peut la suggérer sans qu'immédiatement nous soit asséné, comme un leitmotiv, un autre nom : DARWIN. Il en est ainsi du *Conseil de l'Europe* qui, comme l'a déjà exposé le père DUCHESNE, vient imposer à ses Etats membres l'enseignement de l'inafaillible théorie *« avant qu'il ne soit trop tard... »*. Etonnant tout de même cette obstination à vouloir absolument consacrer et imposer ce qui n'est qu'après tout qu'une théorie scientifique parmi des centaines d'autres ! Pourquoi précisément celle-là ? Pourquoi justement celle qui apparaît la moins établie sur ses bases alors que d'autres constructions intellectuelles, comme la théorie du *« big bang »*, l'univers en expansion, la relativité générale ou restreinte, la théorie des *quantas*, pour n'en citer que quelques unes, qui apparaissent pourtant bien plus essentielles pour la compréhension de l'univers qui nous entoure, n'ont jamais fait l'objet de la moindre sollicitude de la part d'une

¹⁹⁶ Sigmund FREUD - Albert EINSTEIN *« Pourquoi la guerre ? »*, éditions Rivages, collection *« Rivages Poche »*, 2005, 64 pages.

caste politique a priori chargée d'une toute autre mission que d'imposer des « certitudes ». Il y a forcément anguille sous roche et, de là à conclure que l'on se trouve en présence d'un élément du complot que dénonce le père DUCHESNE, il n'y a qu'un pas qu'il s'apprête d'ailleurs allègrement à franchir mais, comme toujours, non en se cantonnant à quelques affirmations péremptives mais en s'appuyant sur des données objectives et des constats scientifiques indubitables. Avec le père DUCHESNE voyons maintenant comment les comploteurs, qui phagocytent tout dans cette société, veulent nous imposer l'idée qui ne tient plus la route, si tant est qu'elle l'ait un jour tenue, selon laquelle, par le seul fait du dieu hasard... nous descendons du singe !

Pour en finir avec la religion unique.

On est bien en droit de nous interroger sur cette singularité : pourquoi soudain cette obsession des politiques à vouloir, coûte que coûte, prétendument défendre les thèses scientifiques tandis que le père DUCHESNE a démontré combien, en temps normal, ils n'en ont que faire de la science, qui, à leurs yeux, doit demeurer cantonnée entre les murs des universités et surtout bien s'abstenir d'éclairer la décision politique qui en aurait pourtant bien besoin ? Pour retrouver pareil comportement de la part de gouvernants, il faut sans doute remonter au Moyen Age, jusqu'à ce temps où le pape INNOCENT III, qui soupçonnait le comte RAYMOND VI de Toulouse d'indulgence vis-à-vis de l'hérésie cathare, décidait la croisade, confiée dans un premier temps à son légat Arnaud AMAURY, abbé de Cîteaux, puis aux redoutables seigneurs du nord dont le sinistre Simon DE MONTFORT, parce que l'hérésie menaçait l'unité de la chrétienté. La foi unificatrice du catholicisme ne pouvant admettre de concurrence. La situation apparaît bien voisine de nos jours : la justification philosophique de la société des accapareurs ne saurait davantage être mise à mal sauf à ce que l'édifice tout entier ne vacille sur ses bases ! Il n'est assurément pas d'autre explication à ce comportement étrange !

Quelle est donc cette « vérité » que l'on veut imposer à tous aujourd'hui ? Elle tient en un principe et en un seul : l'évolution du monde vivant, depuis la première bactérie jusqu'à l'être humain, ne s'explique que par la sélection naturelle de mutations génétiques aléatoires. En d'autres termes, si nous existons tels que nous sommes, c'est par hasard et, si la nature devait recommencer, nous ne serions plus là, nous serions autre chose ! Or que constate-t-on aujourd'hui ? On ne compte plus les grands esprits qui se sont montrés critiques à l'égard d'une vision aussi erratique des choses. L'illustre Jean ROSTAND (1894-1977), dont l'athéisme est bien connu et chez qui on serait bien en peine de déceler quelque penchant « créationniste », écartait fermement la théorie darwinienne : « *Que mettez vous à la place me direz-vous. Je mets simplement un immense point d'interrogation.* »¹⁹⁷. Un évolutionniste convaincu pourtant comme le philosophe de la science Karl POPPER (1902-1994) affirmait « *Je ne pense pas que le darwinisme puisse expliquer l'origine de la vie. Je pense qu'il est possible que la vie soit si improbable que rien ne puisse expliquer pourquoi elle a commencé.* »¹⁹⁸. Ces doutes n'ont cependant plus lieu d'être car aujourd'hui c'est une diabolisation qui attend celui qui, à l'instar

¹⁹⁷ Voir l'interview télévisée de Jean ROSTAND dans le cadre de l'émission « *Les théories de l'évolution. Les mystères de la vie.* », ORTF, 20 juillet 1959 (disponible sur le site de l'*Institut National de l'Audiovisuel*).

¹⁹⁸ K. POPPER « *La quête inachevée.* » (« *Unended Quest; An Intellectual Autobiography.* », 1976), éditions POCKET, collection *Agora*, 1989, 350 pages, page 242.

des deux grands scientifiques, se risquerait seulement à douter comme en témoigne l'article de l'enseignant-chercheur Wiktor STOCZKOWSKI dans le numéro spécial du magazine *Science et Avenir* consacré à DARWIN : « *La théorie darwinnienne semble être sortie victorieuse de la féroce lutte que les idées se livrent pour la survie sociale. Il reste encore, aux confins du monde civilisé, quelques obscurs créationnistes qui s'obstinent à défier la science, mais ils nous paraissent aussi lointains qu'irréels, à l'instar des anthrophages et antipodes dont les abominables mœurs figuraient jadis dans des récits fantastiques. Quand on se contente de jeter un regard scrutateur autour de soi, on ne voit que des darwiniens.* »¹⁹⁹ C'est tellement vrai que le docteur Gerald R. "Jerry" BERGMAN du *Medical University of Ohio*, aux Etats-Unis, qui lui a terminé ses études depuis longtemps, vient de rendre publique une liste de plus de 3000 scientifiques et professeurs qui remettent en cause la théorie de l'évolution²⁰⁰.

Le grand philosophe Henri BERGSON (1859-1941), prix Nobel de littérature en 1927, dans son célèbre ouvrage « *L'évolution créatrice* »²⁰¹, soulignait déjà que certains organes, comme l'œil humain (voire celui du crustacé d'ailleurs), pour simplement fonctionner exigent un agencement d'éléments, avec une précision telle, qu'ils ne sauraient aboutir d'une évolution progressive par sélection naturelle. Pour parler différemment : une ébauche d'œil ne pourrait fonctionner et n'est donc pas susceptible de procurer cet avantage sélectif significatif, toujours mis en avant par DARWIN. Le romancier et essayiste Arthur KOESTLER (1905-1983)²⁰², reprenant cette idée indique qu'une pareille ébauche aurait toutes les chances de se diluer et de disparaître avant d'enclencher un quelconque processus évolutif. Le biologiste et entomologiste, professeur honoraire émérite à la *Sorbonne*, Rémy CHAUVIN²⁰³, précise, quant à lui, qu'on serait bien plus avisé de prendre en compte la physiologie et la fonctionnalité des mécanismes naturels plutôt que de toujours s'obstiner à dissenter sur la bifurcation de l'épine dorsale de tel ou tel poisson, la notion de plasticité de la vie apparaissant certainement plus pertinente que la défense obstinée d'un systémisme comme étant à l'origine du tout²⁰⁴. Ce même professeur CHAUVIN ne manque d'ailleurs pas de souligner que DARWIN lui-même avait émis des réserves quant à ses approches. On peut même penser et il est probable que s'il revenait aujourd'hui parmi nous, il ne manquerait pas de rejoindre le courant des anti-darwinistes. Il convient en effet de prendre en compte un fait essentiel : le voyageur du *Beagle* ignorait tout de la génétique ! Or cette science précisément nous apprend que les mutations génétiques sont rares et le plus souvent létales (productrices de mort) ou, ce qui revient presque au même, créatrices de tares ce qui réduit d'autant le champ de la fameuse « *mutation qui apporte un avantage* »

¹⁹⁹ W. STOCZKOWSKI « *La darwinomania* », *Sciences et Avenir*, numéro spécial « *Le monde selon Darwin* », n° 134, 2003, page 39.

²⁰⁰ Liste disponible sur internet « *Darwin Skeptics. A Select List of Science Academics, Scientists, and Scholars Who are Skeptical of Darwinism.* », compiled by Jerry BERGMAN (<http://www.rae.org/darwinskeptics.pdf>).

²⁰¹ Henri BERGSON « *L'Évolution créatrice* », PUF, 1907.

²⁰² A. KOESTLER « *Janus* », Éditions Calmann-Lévy, 1994.

²⁰³ Rémy CHAUVIN déclarait notamment que : « *Le darwinisme est une tautologie, il prédit la survivance des mieux adaptés... mais qui sont les mieux adaptés ? Ceux qui survivent !* » et faisait remarquer que « *L'évolution va dans une direction et pas dans une autre... il est évident que l'univers est orienté.* ».

²⁰⁴ R. CHAUVIN « *Aspects critiques du darwinisme* », 12 avril 1996, *Institut de Paléontologie Humaine*, PARIS.

adaptatif » et ceci en raison d'une tendance naturelle de chaque organisme à parvenir spontanément à une transmission complète et intacte du génome, à défaut de quoi d'ailleurs, le principe même de la vie deviendrait aléatoire. C'est ce qu'explique le généticien américain B.G. RANGANATHAN en ces termes : « *Les mutations sont minimes, aléatoires et néfastes. Elles apparaissent rarement et, dans le meilleur des cas, sont inactives. Ces quatre caractéristiques montrent que les mutations ne peuvent entraîner une évolution. De toute façon, toute modification aléatoire apparaissant dans un organisme hautement complexifié ne peut être que néfaste ou inactive. Une modification aléatoire d'une montre n'entraînera pas le développement de celle-ci. Elle va avec une forte probabilité entraîner un dysfonctionnement, ou dans le meilleur des cas être inactive. Un tremblement de terre n'améliore pas une ville, il la détruit* »²⁰⁵. A cet égard cet autre prix Nobel, Jacques MONOD (1910-1976), écrivait : « *Le problème majeur, c'est l'origine du code génétique et du mécanisme de sa traduction. En fait ce n'est pas de problème qu'il faudrait parler mais de véritable énigme. Ce code n'a pas de sens à moins d'être traduit. La machine à traduire comporte 150 constituants macro-moléculaires... eux-mêmes codés par l'ADN. Le code est traduit par des produits de la traduction.* »²⁰⁶. Un autre prix Nobel, de physiologie et de médecine, Francis CRICK (1916-2004) écrivait quelques années plus tard : « *Un honnête homme armé de tout le savoir dont nous disposons actuellement ne pourrait pas aboutir à une autre conclusion : dans un sens l'origine de la vie apparaît presque aujourd'hui comme un miracle, tant sont nombreuses les conditions qu'il aurait fallu avoir satisfaites pour la mettre en marche.* »²⁰⁷, idée que reprend d'ailleurs volontiers le professeur au Collège de France, Yves COPPENS, le découvreur de l'australopithèque Lucy : « *Le hasard fait trop bien les choses pour être crédible* ».

Face à ce qui apparaît bien comme un raz-de-marée, non d'ailleurs pour critiquer tout des processus évolutifs mis en avant par DARWIN, ceux-ci s'avérant pertinents et opérationnels dans certaines hypothèses, mais simplement pour admettre que l'on ne saurait réduire toute la question du vivant à quelques règles mécaniques dégagées par lui, la réalité étant infiniment plus complexe, on voit se dresser chaque jour davantage l'argument d'autorité voire l'anathème, comme le souligne Rémy CHAUVIN en dénonçant un véritable sectarisme tendant à diviser le monde scientifique entre les tenants du darwinisme et les autres affublés de l'étiquette honteuse de « *créationniste* ». C'est le grand prêtre de l'athéisme, le vulgarisateur éthologiste britannique Richard DAWKINS, qui à l'instar de LAVOISIER parlant naguère des « *pierres de l'espace* », se borne à affirmer : « *La théorie (darwinienne) est aussi peu douteuse que le fait que la terre tourne autour du soleil* »²⁰⁸. Quant à l'indéfectible porte parole de la théorie, le créateur de l'*Institut Charles Darwin international*, le philosophe Patrick TORT, directeur du « *Dictionnaire du darwinisme* »²⁰⁹, il n'éprouve le moindre scrupule à proclamer l'infailibilité du dogme en ces termes : « *Toute attaque contre Darwin est susceptible de manipulation ou de récupération. Cette stratégie apparemment scientifique pourrait être idéologique ou religieuse* »²¹⁰. L'éminent

²⁰⁵ B. G. RANGANATHAN, « *Origins?* », Pleasant Word-A Division of WinePress Publishing, 2003, 136 pages.

²⁰⁶ J. MONOD « *Le Hasard et la nécessité* », Points, Seuil, 1970, page 281.

²⁰⁷ F. CRICK « *Life Itself* », Simon and Schuster, New York, 1981, page 88.

²⁰⁸ R. DAWKINS « *Le Gène égoïste* », Menges, 1978.

²⁰⁹ P. TORT « *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution* », Presses Universitaires de France, 1996.

²¹⁰ Revue « *Science et Avenir* », septembre 1997.

biologiste français Pierre Paul GRASSE (1895-1985) avait, dès le début des années 1980, mis en évidence la difficulté à remettre en question l'évolutionnisme en milieu universitaire : « *L'idée que le darwinisme est la pure expression de la vérité et de l'évolutionnisme est entrée si fortement dans la tête des adeptes de cette doctrine qu'ils considèrent comme étant dans l'erreur et hors du mouvement scientifique moderne quiconque se permet de critiquer leur credo, tant il est vrai que "le dogme appelle le culte", comme l'a écrit Ch. Maurras. (...) En 1980, la situation est pire que celle décrite par Gumpłowicz; elle s'est aggravée au point que quiconque se permet d'élever un doute sur la valeur explicative du néodarwinisme est ipso facto excommunié. Un silence réprobateur l'accueille qui n'est rompu que pour déconsidérer le censeur en prétendant qu'il appartient à un autre âge et, pour tout dire, qu'il n'est qu'un imbécile.* »²¹¹. Mais c'est sans doute le professeur Phillip E. JOHNSON, diplômé de l'Université de Harvard qui apporte la contribution la plus pertinente à cette critique du darwinisme triomphant²¹². Sa réflexion est particulièrement intéressante parce que, précisément, elle n'émane pas d'un scientifique mais d'un juriste et c'est bien en homme de loi que l'auteur examine, avec une impartialité toute judiciaire, les preuves de cette théorie que l'on veut imposer à tous, pour parvenir à la conclusions que celles-ci font bien défaut, nonobstant toute la peine et tous les efforts déployés pour y parvenir par les grands prêtres darwinistes qui d'ailleurs, sous bien des aspects, prêtent à sourire. Le professeur CHAUVIN, dans l'ouvrage précédemment mentionné, évoquait à cet égard certains modèles « *psychobiologiques* » traitant du renforcement de l'habitude chez le rat en labyrinthe, ayant donné lieu à environ six mille publications, alors que l'observation de l'animal dans son milieu naturel montre des aptitudes totalement différentes ou encore cette obstination à toujours se focaliser sur la sempiternelle *drosophile*²¹³ dont les stades évolutifs, depuis le dix-neuvième siècle, commencent tout de même à être bien connus alors que d'autres insectes comme le *périophtalme* ou encore la *colombole*, vieux de 500 à 600 millions d'années, ont connu d'incessantes mutations pour rester...les mêmes aujourd'hui !

Il faut donc convenir que c'est bien la notion de dogme qui prévaut car celle-ci explique tout. Les castes dominantes des accapareurs et des politiques professionnels, qui se soucient comme de leur dernière chemise de la science dont ils sont bien prompts à toujours diminuer les moyens de fonctionnement, ont tout intérêt en revanche à imposer ainsi le néo-darwinisme comme nouvelle religion. Quelle belle et parfaite théorie que celle qui prévaut depuis bientôt deux siècles ! Elle justifie tout depuis le caractère prédateur de la caste possédante (« *ce sont les meilleurs qui survivent* ») jusqu'à la croyance mystique indéfectible du progrès (« *tout ne peut qu'aller en s'améliorant* ») d'où le recours incessant par exemple à ce que le père DUCHESNE a nommé la théorie du passé imbécile. Cette idée que la pensée de DARWIN puisse servir à consacrer une société de l'inégalité n'est d'ailleurs pas nouvelle ! Elle remonte au dogme lui-même. Déjà, le 12 novembre 1875, dans une lettre à son ami LAVROV, ENGELS évoquait la pensée de DARWIN en ces termes : « *Toute doctrine darwiniste de la lutte pour la vie n'est que la transposition pure et simple, du domaine social dans la nature vivante, de la doctrine de Hobbes : bellum omnium contre omnes et de la thèse de la concurrence chère aux économistes*

²¹¹ P.P. GRASSE « *L'Homme en accusation: De la biologie à la politique.* », éditions Albin Michel, 1980, 354 pages, page 51.

²¹² En particulier dans son livre « *Le darwinisme en question. Science ou métaphysique ?* » (Titre original : « *Darwin on Trial* »), éditions EXERGURE, collection « *Regard Critique* », 1997, 284 pages.

²¹³ La mouche du vinaigre de DARWIN.

bourgeois, associée à la théorie malthusienne de la population. Après avoir réalisé ce tour de passe-passe [...], on retranspose les mêmes théories cette fois de la nature organique dans l'histoire humaine, en prétendant que l'on a fait la preuve de leur validité en tant que lois éternelles de la société humaine. Le caractère puéril de cette façon de procéder saute aux yeux, il n'est pas besoin de perdre son temps à en parler. ». Le professeur Yves DELAGE, célèbre zoologiste français, écrivait à son tour en 1903 : « Je suis absolument convaincu qu'on est ou qu'on n'est pas transformiste, non pour des raisons tirées de l'histoire naturelle, mais en raison de ses opinions philosophiques »²¹⁴. Le professeur Paul LEMOINE, géologue et paléontologue, directeur au Muséum d'histoire naturelle, s'exprimait en ces termes en 1938 : « L'évolution est une sorte de dogme auquel ses prêtres ne croient plus mais qu'ils maintiennent pour le peuple »²¹⁵. On ne saurait être plus clair !

Et quelle meilleure confirmation que de se référer aux propres écrits des grands prêtres de la religion nouvelle, notamment lorsque ceux-ci font œuvre d'anticipation. Ainsi Oliver CURRY, prétendu chercheur au « Darwin LSE's Centre for Philosophy of Natural and Social Science » de l'Ecole d'Economie de LONDRES, programme créé fort opportunément en 1995, publie en octobre 2006 un article à l'attention de la chaîne de télévision britannique *Bravo*, intitulé « *Bravo Evolution Report* » dans lequel, le « scientifique » cherche à décrire l'évolution de l'être humain pour les prochaines mille, dix mille et cent mille années. Ce que prévoit la science officielle darwinienne est très éclairant et très révélateur et le père DUCHESNE ne résiste pas à l'envie de faire état de ces « recherches » et il n'invente rien ! L'évolution amènera ainsi, selon le futurologue darwinien, la naissance d'un homme qui mesurera deux mètres quatorze, tandis que sa compagne devra se contenter d'un mètre quatre vingt trois mais, en compensation sans nul doute, elle aura des gros seins. Que le mâle se rassure cependant, il n'aura pas à se plaindre car il sera doté, quant à lui, d'une grosse bite (un « *pénis plus grand* » pour reprendre les termes de « l'étude » : glissement progressif du plaisir ...). Ils vivront très vieux, jusqu'à cent vingt ans et aurons tous la peau café au lait en raison du métissage généralisé qui fera ainsi disparaître les types raciaux. Ils useront et abuseront de la technologie et de la génétique ce qui aura pour conséquence de faire disparaître leur menton (sic) tout ceci aboutissant à ce que, ignorant de plus en plus l'amour, la solidarité et l'entraide, les humains deviendraient moins capables de s'entraider et de travailler en équipe. Voilà au moins qui a le mérite de la franchise et ces élucubrations, outre le mérite de nous faire rire aux larmes, apportent surtout l'éclatante démonstration de l'utilité du dogme néo-darwiniste. En effet voici que « l'homme de science » termine son panorama prospectif par sa vision des choses futures : l'humanité sera divisée en deux espèces entre, d'une part la classe supérieure qui vit en vase clos et se caractérise par sa beauté, sa santé, sa jeunesse et son intelligence et d'autre part une sous-classe d'individus robustes, moches, moins intelligents et en mauvaise santé. N'en doutons pas, voici bien décrite avec force détail, minutie même et surtout cet accent si sincère et si cynique qu'il laisse pantois, cet idéal visé par la société des accapareurs : l'infime minorité qui possède enfin tout pendant qu'inlassablement œuvre à son service l'immense majorité, asservie et crétinisée, des *Morlocks* que décrivait si justement le visionnaire Herbert George WELLS dans son roman « *La machine à explorer le temps* » (« *The time machine* »), écrit en 1895 !

²¹⁴ Y. DELAGE, « *L'Hérédité et les grands problèmes de la biologie générale* », 1895, deuxième édition 1903, page 204.

²¹⁵ P. LEMOINE, in « *L'Encyclopédie Française* », tome V : « *Les Êtres vivants* », dir. P. Lemoine, R. Jeannel, P. Allorgue, 1937.

Il va sans dire que la propagande officielle prend bien évidemment le relais pour sacraliser la religion officielle tout en stigmatisant les tenants de l'obscurantisme à comprendre comme les adversaires du dogme des origines. Le meilleur exemple est sans doute le film, diffusé sur la chaîne franco-allemande ARTE, réalisé par James VAN DER POOL, intitulé dans sa version française : « *La science en guerre* »²¹⁶. Ce reportage est un vrai modèle de désinformation, portant l'art de l'amalgame à son plus haut niveau. Le premier tiers du film cherche à assimiler la contestation du darwinisme à une action de mouvements religieux fondamentalistes américains, avec d'ailleurs un profond mépris à leur égard. On sait en effet que les textes religieux sacrés, quels qu'ils soient d'ailleurs, recourent largement au symbole. Dieu créant le monde en six jours et se reposant le septième pouvant ainsi, par exemple, être interprété de la manière suivante : pour l'essentiel le monde est l'œuvre d'un créateur ce qui n'implique nullement le déterminisme, le libre arbitre des hommes étant ainsi symbolisé par le jour où Dieu se repose. Cependant dans sa frénésie de désinformer, affichant ainsi un mépris incommensurable pour le téléspectateur que l'on infantilise, le réalisateur présente le courant chrétien fondamentaliste américain, dont on est parfaitement en droit par ailleurs, comme le père DUCHESNE du reste, de ne pas partager la foi, comme composé uniquement de débiles mentaux en ce qu'ils seraient incapables d'une interprétation symbolique et s'en tiendraient à la lecture première du texte sacré : un lundi matin, à neuf heures trente, Dieu a commencé par faire la terre, etc... Comme il est difficile de nier l'évidence, il a fallu, au propagandiste, aborder le courant scientifique de l'« *intelligent design* », taxé d'entrée de jeu de « *créationniste* » en dépit de la volonté farouche des scientifiques qui le composent, souvent de haut renom, d'attribuer à cette force organisatrice, qui tend de plus en plus à être mise en évidence dans les différents domaines des sciences, le nom d'un quelconque Dieu, fut-ce, comme les néo-darwinistes, le « dieu hasard ». L'argumentaire est tellement grossier qu'il relève de la caricature. Ainsi par exemple le concept clé de « *complexité irréductible* », qui met en avant des milliers d'exemples dans lesquels, d'emblée la complexité d'une partie d'un organisme dans son fonctionnement est telle, songeons à l'œil de BERGSON, qu'il ne saurait résulter de la longue évolution erratique que lui prête aveuglément le néo-darwinisme, est fort opportunément réduit en la simple croyance en un dieu créateur.

Devant pareil entêtement le père DUCHESNE s'interroge : pourquoi cette obstination à défendre à tout prix ce dogme du néo-darwinisme fut-ce d'ailleurs, comme dans l'exemple qu'il vient de citer du reportage sur ARTE, au risque en recourant ainsi à des procédés aussi grossiers, aussi méprisants du bon sens de tout un chacun, de tomber le masque du manipulateur ? Pourquoi ce retour à la tyrannie de l'obscurantisme ? Et les derniers mots du père DUCHESNE ne sont point galvaudés. Ainsi par exemple, alors qu'en parfaits scientifiques les défenseurs de l'« *intelligent design* » ne réclament rien d'autre que la réfutation scientifique de leur argumentation, rejoints d'ailleurs sur ce point par un nombre de plus en plus important de personnes parmi lesquelles l'ancien président des Etats-Unis d'Amérique en personne, ce droit le plus élémentaire leur est refusé, toujours selon le même principe : « *Ce sont des obscurantistes, il n'est donc pas nécessaire de leur répondre !* ». C'est d'ailleurs la conclusion du film « *La science en guerre* » qui recourt allègrement à la technique trop connue du « *debunking* », cette manière totalitaire de discréditer quelqu'un en le faisant, d'entrée de jeu, passer pour un malade mental, en l'occurrence un créationniste. Le père DUCHESNE a certes souligné déjà la pertinence de certains concepts, comme la notion marxiste d'infrastructure. Il a dit combien la théorie néo-

²¹⁶ Pas moins que cela ! La version allemande est, il est vrai, un peu plus atténuée : « *Schöpfung versus Evolution* ».

darwiniste apportait, si opportunément, une justification philosophique aux accapareurs et à leurs suppôts dans leur œuvre de prédation du corps social mais, un tel acharnement à défendre une simple théorie scientifique, cache obligatoirement autre chose sur laquelle maintenant il convient de lever le voile.

« *L'homme descend du singe !* ». Circulez, il n'y a plus rien à voir !

Trouver une justification « philosophique » à la société de l'injustice n'explique pas tout et il y a fatalement quelque chose d'autre ! Ce véritable terrorisme intellectuel, relayé, comme on l'a vu par les politiques et matraqué par les médias, doit répondre à une autre finalité. C'était là la conviction du père DUCHESNE et celui-ci a alors été amené à émettre l'hypothèse que, s'il existait un tel acharnement, c'est donc qu'il y avait une particulière urgence. Or comment peut-on parler d'urgence dans le domaine de la science qui, par nature, à toute la vie devant elle ? A moins bien sûr que l'on cherche à masquer une vérité ! Qu'est-ce que la société des accapareurs ne veut pas que l'on sache s'est alors demandé le père DUCHESNE ? Il ne peut s'agir que de quelque chose d'essentiel, qui tient donc à la nature humaine elle-même, sans quoi pourquoi tant d'efforts ? Et comme l'on s'obstine à imposer une mécanique unique et inéluctable de l'évolution c'est donc vers la question fondamentale « *D'où venons-nous ?* » qu'il convient maintenant de se retourner. Ces réflexions ont amené le père DUCHESNE à pousser ses investigations vers la passionnante question des origines de l'humanité et il lui est alors apparu une première évidence : l'obstination soudaine à sacraliser un dogme néo-darwiniste correspond précisément à la fin de la théorie de l'« *East Side Story* » que l'on devait à l'éminent paléontologue Yves COPPENS, professeur au Collège de France, co-découvreur, en 1974 en Ethiopie, de l'*australopitèque* Lucy (*Australopithecus afarensis*), présentée longtemps comme notre « grand-mère » ancestrale, âgée de 3,2 millions d'années.

Cette théorie, qui a prévalu pendant une vingtaine d'année, était en parfaite concordance avec la théorie de DARWIN (1809-1882) qui, après avoir observé la nature pendant des années à bord du célèbre « *Beagle* », était parvenu à la conclusion que les espèces vivantes subissaient des variations aléatoires et seules, au terme de ces changements hasardeux, survivaient celles qui étaient le mieux adaptées à leur environnement, celles-ci pouvant alors transmettre ces particularismes à leur descendance. Apparaissait ainsi une linéarité qui expliquait toutes les espèces vivantes par des changements successifs. Concernant précisément l'homme, la théorie nous enseignait que tout était parti d'un changement géologique, la formation d'une chaîne de montagnes dans l'Est africain, il y a une dizaine de millions d'années, le « *grand rift* », qui aurait conduit à la naissance de deux environnements. A l'ouest de la barrière montagneuse, une région humide et boisée, propice aux développements des espèces simiesques qui, comme chacun sait, se déplacent facilement dans les arbres. A l'est toutefois le climat devient plus sec et les arbres tendent à disparaître au profit de la savane. Les singes qui se retrouvèrent prisonniers dans cet environnement durent alors changer leurs habitudes pour survivre et furent contraints de davantage se redresser afin de pouvoir repérer, au dessus des herbes, leur gibier ou les arbres, de plus en plus rares, aptes à les protéger de leurs prédateurs. LAMARCK, au début du XIX^e siècle, avait d'ailleurs émis l'idée que « *certaines singes s'étaient redressés pour mieux voir par-dessus les herbes hautes de la savane* ». Ainsi Lucy, qui conserve des facultés arboricoles, manifeste de plus en plus de dispositions pour la bipédie. Voici alors que les pattes avant de l'espèce tendent à se libérer et vont bientôt pouvoir être utilisées pour saisir quelque chose, ce quelque chose qui deviendra vite l'outil. Parallèlement les facultés cérébrales se développent. En manipulant une

simple pierre, notre présumé ancêtre va soudain pouvoir imaginer réitérer ce geste et, par la même occasion, concevoir quelque chose dans l'abstrait. C'est la naissance de la pensée conceptuelle, que l'on situait entre 2,3 millions d'années et 1,8 millions d'années et, avec elle, l'apparition d'un nouveau personnage, le premier du genre humain, l'*homo habilis*, l'homme faiseur d'outils. Il ne s'agit encore que d'outils grossiers, des galets maladroitement taillés qu'on appelle « *chopper* » et qui correspondent à la première industrie dite *oldowayenne*. Le temps passe et, il y a un million d'années, de cet *homo habilis* va surgir l'*homo erectus* qui lui aura la rude mission d'inventer le feu. Alors tout s'accélère voici qu'apparaît l'*homme de Néanderthal*, (*homo sapiens néanderthalensis*), il y a deux cent cinquante mille ans, qui en est déjà à enterrer ses morts et puis nous voilà, l'homme deux fois sage, l'*homo sapiens sapiens* (qui pense qu'il pense). Depuis 2003 on se borne à parler de l'*homo sapiens*, celui qui inventera la pensée symbolique et créera par conséquent l'art. Ainsi donc le genre Homo serait apparu il y a deux millions d'années, mais l'homme moderne n'aurait guère plus de 100 000 ans.

Cette théorie, il est vrai fort séduisante, s'inscrit en réalité dans un mouvement plus vaste, qui débute au XIX^e siècle et s'est poursuivi tout au long du siècle suivant. Il repose sur le schéma de l'évolution de l'homme à partir des primates simiens. L'homme descend du singe, c'est bien connu ! Cependant dès l'origine cette hypothèse n'a pu s'affranchir du doute, illustré par le fameux « *chaînon manquant* », au point même que celui-ci est devenu presque une obsession. Ainsi, régulièrement, chaque découverte d'un nouveau fossile, donnait inmanquablement lieu au même commentaire de la part des journalistes, triomphants en annonçant enfin la mise au jour du « *missing link* ». Peine perdue à chaque reprise ! Mais ce qui a littéralement stupéfié le père DUCHESNE, dans ses recherches, c'est de découvrir que depuis que s'est imposée cette théorie, voilà bientôt deux siècles, des scientifiques, et non des moindres, n'ont cessé, contre vents et marées, de clamer leurs doutes et de contester la version officielle. Il apparaît bien que ce qui a posé problème, depuis l'origine de la théorie, c'est bien cet aspect « religieux » centré sur trois principes immuables : en premier lieu tous les êtres vivants s'inscrivent dans une longue chaîne qui va de formes simples à des formes extrêmement complexes, en second lieu, parmi ces dernières, l'homme occupe en quelque sorte la « *pole position* » et enfin cette place a été chèrement conquise parce que nous étions les plus aptes et que nous avons ainsi puis « coiffer » le singe sur la ligne d'arrivée. C'est là l'origine de l'idée de faire du singe l'ancêtre de l'homme, juste après la publication de « *L'Origine des espèces* » de DARWIN, en 1859, tandis que trois années auparavant la découverte de l'*homme de Néanderthal* accréditait cette thèse. Celui-ci, selon le naturaliste et préhistorien allemand. Johann FUHLROTT (1803-1977), dans son ouvrage « *L'homme fossile de Néanderthal* » publié en 1865²¹⁷, semblait en effet conserver quelques traits simiens. Presque aussitôt, celui que l'on allait bientôt nommer le « *bouledogue de DARWIN* », le philosophe Thomas Henry HUXLEY (1825-1895), qui devait écrire un peu plus tard « *La nature est ni morale, ni immorale, elle est amoral* », se met opportunément au service des accapareurs de l'époque en bâtissant, à leur profit, une pseudo-philosophie qui repose sur l'idée unique que la compétition et l'élimination des plus faibles sont des facteurs d'évolution, ce qui ne manquera pas de provoquer d'ailleurs des réactions virulentes parmi lesquelles celle du célèbre anarchiste, le géographe Pierre KROPOTKINE (1842-1921) qui publia en réponse « *L'entraide : un facteur d'évolution* », ouvrage dans lequel il prend l'exact contre-pied de HUXLEY : « *Dans le monde animal nous avons vu que la grande majorité des espèces vivent en société et qu'ils trouvent dans*

²¹⁷ J. FUHLROTT « *Der fossile Mensch aus dem Neanderthal und sein Verhältniß zum Alter des Menschengeschlechts* », Duisburg, 78 S. 2 Abb.

l'association leurs meilleures armes dans la lutte pour la survie : bien entendu et dans un sens largement darwinien, il ne s'agit pas simplement d'une lutte pour s'assurer des moyens de subsistance, mais d'une lutte contre les conditions naturelles défavorables aux espèces. Les espèces animales au sein desquelles la lutte individuelle a été réduite au minimum et où la pratique de l'aide mutuelle a atteint son plus grand développement sont invariablement plus nombreuses, plus prospères et les plus ouvertes au progrès. La protection mutuelle obtenue dans ce cas, la possibilité d'atteindre un âge d'or et d'accumuler de l'expérience, le plus haut développement intellectuel et l'évolution positive des habitudes sociales, assurent le maintien des espèces, leur extension et leur évolution future. Les espèces asociales, au contraire, sont condamnées à s'éteindre. ». Peine perdue ! Le mythe selon lequel « l'homme descend du singe » vient de naître et il a de beaux jours devant lui pour justifier tant d'injustices et d'ignominies, avec en plus la caution de la science !

Et pourtant depuis la naissance de cette opportune théorie, le nombre de scientifiques qui n'ont eu comme obstination que de dénoncer cette vision trop simpliste pour être vraie, n'a cessé de grossir. Ainsi l'anatomiste et anthropologue allemand Gustav Albert SCHWALBE (1844-1916)²¹⁸ avança très vite l'idée que si l'homme était bien entendu apparenté aux singes anthropoïdes, il n'avait pu se développer à partir de formes ressemblant aux grands singes, ni même à partir du *pithecanthropus erectus*, découvert alors sur l'île de Java par le médecin et anatomiste néerlandais Eugène DUBOIS (1858-1940), au crâne plat et la capacité cérébrale réduite qui s'avère aujourd'hui être une variété d'*homo erectus*. L'un de ses compatriotes M. ALSBERG émettra lui aussi pareilles réserves²¹⁹. Quant au géologue et paléontologiste français, Albert GAUDRY (1827-1908), il est convaincu quant à lui que « Dieu ne détruit pas les espèces, mais les améliore » et, de son point de vue donc, les espèces ne disparaissent pas, mais se transforment²²⁰. Le médecin anatomiste et anthropologue allemand, le docteur Hermann KLAATSH (1863-1916), professeur à l'Université de HEIDELBERG et à l'Université de BRESLAU, qui s'intéressa tout particulièrement à la théorie de l'évolution, fit preuve également des mêmes réticences à conclure que « l'homme descend du singe ». Parallèlement des théories alternatives voient le jour. Ainsi le zoologue, anthropologue et anatomiste allemand Julius KOLLMANN (1834-1918) émet l'hypothèse, alors audacieuse, que le gros cerveau de l'homme, ainsi d'ailleurs que sa capsule crânienne ronde « qui allait avec », ne pouvaient avoir été acquis qu'à partir de formes jeunes ce qui exclut toute transition. En d'autres termes les premiers hommes ne se seraient pas développés à partir d'anthropoïdes adultes mais plutôt à partir de formes fœtales dont ils surent préserver le crâne rond jusqu'à la fin de leur développement individuel, l'*ontogenèse* en termes scientifiques. Cette même idée est défendue par l'auteur de la théorie de la foetalisation (« fetalization theory ») l'anatomiste hollandais Lodewijk « Louis » BOLK (1866-1930) qui constata de manière surprenante que, pour reprendre sa propre expression, l'homme était un « *foetus de singe devenu mature* ». Mais le coup de tonnerre c'est au célèbre médecin et anthropologue Max WESTENHOFER (1871-1957) qu'on le doit, celui-ci

²¹⁸ G. A. SCHWALBE « Studien über Pithecanthropus Erectus » 1899, « Der Neander Schädel » 1899, « Vorgeschichte der Menschen » 1903.

²¹⁹ M. ALSBERG « Die Abstammung des Menschen und die Bedingungen seiner Entwicklung » Cassel, 1902. XII-248pp. 1902.

²²⁰ Voir en particulier le travail de Laurent GOULVEN « Albert Gaudry et la paléontologie évolutive » in Claude Blanckaert (dir.), Le Muséum au premier siècle de son histoire, Paris, MNHN, 1997, 295-311.

proclamant lors d'un congrès de la *Société d'Anthropologie de Salzbourg*, en 1926, que l'homme était « *le plus ancien des mammifères* » dont les caractéristiques intrinsèques étaient, entre autres, la *pentadactylie*²²¹, la denture orthodonte en demi arc de cercle ainsi qu'un autre caractère essentiel, la non-spécialisation adaptative, c'est à dire que l'anatomie de l'homme le rend apte à s'adapter à tous types d'environnement²²². On doit à cet auteur la *théorie dite de la bipédie initiale*, qu'il développa en 1923 et qui repose sur l'idée que, dès ses origines l'homme était bipède et qu'en l'occurrence la quadrupédie pratiquée par la plupart des autres mammifères devait donc résulter d'un développement ultérieur, au sein des lignées concernées. Comme on le voit, les « *créationnistes obscurantistes* » n'ont cessé de sévir depuis l'apparition du « messie » DARWIN !

La difficulté pour les tenants de la révélation darwinienne est que les faits sont têtus et, plus on croit en être venu à bout par un usage immodéré de l'incantation scientesque, plus ils s'obstinent à revenir, obsédants, dérangeants ! Ainsi, dans le cas de l'homme, où sont donc ces « *chaînon manquant* » que l'on attend ou que l'on espère ? Où sont donc ces générations intermédiaires car il est évident que les *australopithèques*, *erectus*, *habilis* et *sapiens* sont bien trop différents pour pouvoir se succéder selon la mécanique darwinienne ? Il n'y a certes aucun problème à retrouver des squelettes semblables à ces diverses catégories mais il est impossible de mettre la main sur le trait d'union, l'intermédiaire ! C'est agaçant à la fin ! Que le simple bon sens vienne seulement suggérer que, si on ne trouve pas c'est qu'il n'y a pas et que les grands pères putatifs successifs seraient simplement des embranchements parallèles à *sapiens*, voici qu'aussitôt on brandit l'anathème. On stigmatise le manque élémentaire de discernement en répétant à l'envi au malotru inculte, que les plus anciens fossiles du morphotype *sapiens* n'ont guère plus de 200 000 ans d'âge, ceux là même qui ont été découverts dans la vallée de l'Omo en Ethiopie. Que quelqu'un vienne alors suggérer que des fossiles plus anciens de *sapiens* existeraient peut-être quelque part et qu'il conviendrait de les chercher ailleurs que dans un gisement d'*australopithèques* ou que l'on fasse remarquer que, si l'*homo sapiens* a vécu au *Pléistocène inférieur*²²³, ce serait plutôt près des côtes que l'on devrait pousser les investigations, c'est-à-dire, en grande partie sous l'eau, l'être en question n'ayant aucune raison de privilégier les régions marécageuses ou les *mangroves*, gisements traditionnels d'*erectus*, c'est alors carrément le sarcasme que l'on encourt et, si par malheur on avançait simplement l'idée que des restes de *sapiens* ont été découverts et sont bien antérieurs à ceux de la vallée de l'Omo, alors on ne peut bien sûr qu'être que de mauvaise foi ! Bien entendu si ces fossiles sont mentionnés dans « *Forbidden Archeology: The Hidden History of the Human Race* »²²⁴, le *best seller* de Michael A. CREMO et Richard L. THOMPSON, traduit en treize langues et vendu à des centaines de milliers d'exemplaires, il va sans dire que ladite mauvaise foi ne peut être que patente mais si semblables découvertes apparaissent, fortuitement, dans les ouvrages officiels, qu'importe, le même mépris à leur égard sera la règle. Ainsi dans le « *Traité de paléontologie* », rédigé sous la direction du professeur Jean PIVETEAU²²⁵ on pourra lire à la page 587 : « *Le docteur*

²²¹ Tout bonnement le fait de posséder cinq doigts à la main et cinq orteils au pied.

²²² Ce que l'on nomme parfois la *polyvalence anatomique*.

²²³ Entre huit cent mille et deux millions d'années.

²²⁴ M. CREMO et R. THOMPSON « *L'histoire secrète de l'espèce humaine.* », éditions du Rocher, collection « *Sciences Humaines* », septembre 2002, 438 pages.

²²⁵ Jean PIVETEAU « *Traité de paléontologie* », tome VII publié en 1957 aux éditions MASSON et cie.

LEAKEY²²⁶ annonça la découverte à KANAM et à KANGERA, au voisinage du lac Victoria, de restes humains remontant à l'aurore des temps quaternaires, et appartenant à l'homo sapiens ... A KANAM, c'est une mandibule qui fut exhumée, associée selon LEAKEY, à des restes de Mastodondes, de Deinotherium²²⁷ et à une industrie préchélléenne (pierre taillée)... La mandibule de Kanam paraît " un peu plus épaisse "... et présente un menton. Leakey a considéré que cette pièce représentait le type d'une espèce nouvelle : *Homo kanamensis*, qui serait l'ancêtre direct de l'*H. sapiens*. Le fragment de crâne de Kangira dénotant des têtes allongées au front élevé est sans bourrelet sus-orbitaire. ». Rien n'y fait ! Le commentaire du professeur PIVETEAU est d'ailleurs édifiant : « ces dépôts ont subi d'importants remaniements » et on ne peut donc les dater. Ainsi, par une sorte de tour de passe-passe dont la nature a sûrement le secret, les restes humains se sont enfouis tout seuls et ont migré vers les couches ancestrales contenant les vestiges d'éléphants géants. On ne saurait discuter le dogme : la messe est dite !

Le roman (feuilleton) des origines.

Il ne saurait être question en effet de remettre en cause le saint binôme : mutations aléatoires et sélection naturelle. La science pourtant, comme une éternelle insoumise, semble s'obstiner à contrecarrer les fondements de la religion imposée. L'extrême diversité des espèces, notamment au cambrien²²⁸, cadre très mal avec le scénario officiel et l'hypothèse de phases d'intense diversification entrecoupées d'extinctions en masse semble mieux correspondre : « C'est de la foutaise ! ». Il n'existe pas de chaînons manquants ce qui semblerait bien faire pencher le raisonnement en faveur de mutations rapides des espèces, dans un intervalle de l'ordre de 5000 à 50 000 ans, ce qui serait plus en conformité avec l'hérédité « lamarckienne »²²⁹ : « Voulez-vous vous taire ! », semble être la seule réponse apportée. Il apparaîtrait même qu'un environnement défavorable puisse être en mesure de provoquer des mutations très rapides comme le révèlent les travaux de Stuart KAUFMANN, biochimiste américain, cofondateur du *Santa Fe Institute*, qui démontre, dès les années 1980, que des souches d'une bactérie (*Escherichia coli*), incapables normalement d'utiliser le lactose, arrivent pourtant à se multiplier dans un milieu ne leur fournissant que du lactose avec, en outre, une mutation adaptative très rapide qui s'étend à toute la population. Mais ce sont là, n'en doutons pas, des délires de créationniste !

Voici pourtant, qu'au tournant du millénaire, arrivent de nouvelles découvertes qui vont littéralement bouleverser la vision bien établie des choses. La première bombe vient d'un chercheur du CNRS, la paléontologue Yvette DELOISON qui, en 1999, après vingt ans de recherches, publie un retentissant article : « *L'homme ne descend pas d'un primate arboricole ! Une évidence méconnue.* »²³⁰ et développe une nouvelle théorie qu'elle reprendra dans son

²²⁶ Louis LEAKEY (1903-1972) co-découvreur de l'*homo habilis*.

²²⁷ Une sorte d'éléphant géant aujourd'hui disparu.

²²⁸ Entre 540 et 520 millions d'années.

²²⁹ Comme le montrent Eva JABLONKA et Marion J. LAMB dans leur ouvrage « *Epigenetic Inheritance and Evolution - The Lamarckian Dimension* », 1995, Oxford University Press.

²³⁰ Y. DELOISON « *The ancestor of man was not an arboreal primate! A disregarded evidence.* », in *Biométrie humaine et anthropologie*, 1999, 17, pages 147-150.

ouvrage « *La préhistoire du piéton.* »²³¹. En prenant en compte la loi formulée par le paléontologue belge Louis DOLLO (1857-1931) qui pose le principe de l'irréversibilité de l'évolution, qui veut que des animaux spécialisés ne peuvent évoluer vers des animaux non spécialisés, et après avoir constaté que la main humaine n'a jamais pu être une patte étant beaucoup trop primitive par rapport à celle des grands singes, tandis que le pied humain, au contraire, est très spécialisé pour une marche bipède, elle en arrive à la conclusion que l'ancêtre de l'homme et des autres hominoïdes était un primate, déjà bipède, vivant au sol ce qui signifie que l'homme n'a donc jamais marché à quatre pattes ! Cette découverte, qui aboutit ainsi à considérer que l'ancêtre commun des australopithèques, des grands singes et de l'homme est un primate bipède qui aurait vécu il y a vingt cinq millions d'années, on imagine bien qu'elle n'est pas de nature à ébranler les certitudes des intégristes darwiniens. L'ennui pour eux est que les découvertes des paléontologues vont arriver à point nommé et aller dans le sens des thèses de leur collègue. Quelques mois après la publication de l'article d'Yvette DELOISON, voici que l'on découvre au Kenya, à la fin de l'année 2000, d'où son nom d'ancêtre du millénaire (« *millenium ancestor* »), *Orrorin tugenensis*, vieux de six millions d'années. Il devance désormais l'*aripithecus ramidus*, dont l'âge remonte à 4,5 millions d'années, découvert en 1993, comme premier hominidé bipède. Moins d'une année plus tard, c'est la découverte de *Toumai*, daté en 2008 entre 6,8 et 7,2 millions d'années, par une mission paléoanthropologique franco-tchadienne dirigée par le professeur au Collège de France Michel BRUNET. La découverte du *sahelanthropus tchadensis*, c'est son nom scientifique, sonne le glas de la théorie de l'*East Side Story*, ce que reconnaît, non sans grandeur, Yves COPPENS dans la revue « *La recherche* »²³² : « *La découverte du crâne « Toumai », au Tchad, à 3000 kilomètres du Rift africain, sonne le glas de la théorie de l' " East side story ". Elle aura duré vingt ans, comme les deux grandes théories précédentes... »*.

Mais le plus stupéfiant est encore à venir ! Voici que quelque temps après, on découvre sur la petite île indonésienne de FLORES, à l'est de JAVA, une espèce d'homme jusqu'alors inconnue, désignée comme l'*homo floresiensis*²³³. C'est Ebu, le « *hobbit* » par référence à TOLKIEN, car en effet le spécimen ne dépasse pas un mètre de taille et son poids doit avoisiner les vingt cinq kilos et, quant à son cerveau, il a, à peu de chose près, la dimension d'un pamplemousse, inférieure à celle d'un chimpanzé mais le plus remarquable est bien qu'il s'agit là d'un contemporain de homo sapiens et de l'*homme de Néanderthal* car le « *hobbit* » a vécu sur son île entre 95 000 ans et 18 000 ans ! Après leur fructueuse découverte en 2003, les paléontologues inventeurs, qui ont pour nom Peter BROWN et Michael MORWOOD, se sont rendus sur l'île voisine de JAVA, plus précisément sur le site de SONG GUPUH (« *Grotte aux poissons* ») afin de chercher le chaînon manquant entre *erectus* et le « *hobbit* ». A leur grande surprise, fin mars 2005, ils découvrent des ossements (une mandibule, des os de l'avant-bras, des fémurs et une partie du bassin) qui déroutent car, loin d'être un nain, le nouveau venu, bien au contraire, est un géant ! Baptisés *SG 1*, ces ossements paraissent appartenir au genre *homo* bien

²³¹ Y. DELOISON « *La préhistoire du piéton. Essai sur les nouvelles origines de l'homme* », éditions PLON, 2004, 238 pages.

²³² *La recherche* n°361 de février 2003.

²³³ Voir l'article de la revue Nature de P.BROWN, T. SUTIKNA, M. J. MORWOOD, R. P. SOEJONO et al., 2004, « *A new small-bodied hominin from the Late Pleistocene of Flores, Indonesia* », *Nature* 431 du 28 octobre 2004 (7012): pages 1055, 1061 et 1087.

que la mandibule porte des traits archaïques plus proches d'*erectus* que de *sapiens*²³⁴. Il va sans dire que toutes ces découvertes ne peuvent, s'il en était encore besoin, que laisser sceptique sur la pertinence du dogme darwinien et qui mieux que le grand Yves COPPENS pour exprimer ce point de vue : « *Cette théorie (celle de l'évolution) ne me plait pas beaucoup, dans son ensemble. Il est quand même étonnant que les mutations avantageuses surviennent justement au moment où on en a besoin ! Au risque de faire hurler les biologistes, et sans revenir aux thèses de Lamarck, je crois qu'il faudrait s'interroger sur la façon dont les gènes pourraient enregistrer certaines transformations de l'environnement. En tout cas, le hasard fait trop bien les choses pour être crédible* ».

D'où venons-nous ?

Au terme de ce long périple autour de cette passionnante mais aussi angoissante question de nos origines, le père DUCHESNE s'interroge : est-il possible d'y voir un peu clair tout en sachant raison garder ? Il a la faiblesse de penser que la réponse puisse être affirmative. Une chose paraît certaine en toute hypothèse : l'idée que l'environnement aurait provoqué la bipédie qui, en libérant la main aurait ainsi permis le développement des capacités cérébrales est désormais à écarter. Face à cette vision révolue des choses s'impose, en revanche, l'idée que la bipédie n'est pas nouvelle, celle-ci remontant au bas mot à plus de six millions d'années (*Orrorin*, *Toumai*) et, selon toute vraisemblance, à bien plus loin dans le temps. Ce bouleversement dans les conceptions jusqu'alors admises, en dépit du fait qu'elle ne cesse de mettre à mal le dogme officiel, est de plus en plus partagé. Ainsi par exemple, le paléanthropologue Pascal PICQ du *Collège de France*, remettant lui aussi en cause le principe d'acquisition de la bipédie, déclarait le 10 août 2003, lors d'une émission consacrée aux bonobos sur *France Inter* : « .. la bipédie, les bipédies sont certainement plus anciennes qu'on ne le pense... j'avais fait l'hypothèse... la bipédie est ancestrale ».

Toutes ces découvertes récentes, qui bouleversent totalement une vision bien établie et des apparentes certitudes, permettent-elles néanmoins de suggérer une théorie explicative ? Il apparaît certain que les deux modèles généralement proposés jusqu'alors pour expliquer l'évolution humaine qui sont, d'une part l'« *origine multirégionale* » qui veut que l'espèce humaine se serait formée, au fil du temps pendant deux millions d'années, dans différents endroits du globe, à partir de populations d'*homo erectus*, d'autre part l'« *origine africaine récente* » qui soutient que tous les êtres humains descendraient d'une seule et même population qui aurait vu le jour en Afrique, il y a 150 000 ans, cadrent mal avec les récentes études et découvertes. Une nouvelle théorie pourrait désormais s'imposer qui offrirait l'avantage d'être parfaitement compatible avec les données factuelles connues. Celle-ci repose sur l'idée de réversion évolutive, mis en lumière notamment par le biologiste et généticien allemand Ernst MAYR, qui fut d'ailleurs un pionnier du néodarwinisme, pour qui « *quand on étudie la tendance d'un caractère, le résultat est incohérent car il change de direction à plusieurs reprises et quelquefois même il s'inverse* », idée reprise par le biologiste et paléontologue de l'Université de Madrid Juan Luis ARSUAGA qui soutient, en 2001, que « *les réversions, ou retours en arrière, de la taille des molaires et de la grosseur de l'email ne sont pas inconcevables, loin de là, car*

²³⁴ Voir P. BRAWN, Michael M. MORWOOD, W. LOMBOK « *A new species of human giants : Homo megapiscis* », *Nature*, vol. 434, 2005 : pages 432-434.

elles dépendent des changements de régimes alimentaires »²³⁵. En prenant en compte cette réalité très concrète selon laquelle une espèce peut régresser, fut d'ailleurs forgée la théorie dite de la « sénilité raciale » selon laquelle toutes les lignées tendent vers le vieillissement après une période de développement et de maturité, que l'on doit à Peter BOWLER²³⁶. La nouvelle théorie qui se met en place part de l'idée que l'origine des hominidés pourrait remonter au miocène²³⁷ et non au pliocène²³⁸, qu'elle pourrait se localiser non en Afrique mais en Eurasie et que toutes les lignées d'hominidés connues présentent des signes de retour à des conditions ancestrales ou simiesques. En d'autres termes l'âge du genre *homo* pourrait être bien plus ancien qu'on ne le pense et, en définitive, ce n'est point l'homme qui descend du singe mais bien l'inverse par un processus de « déshominisation ». Le biologiste espagnol Juan Luis DOMENECH QUESADA démontre en particulier comment, selon lui, l'existence du « hobbit » ne peut s'expliquer que par un processus de ce type ce qui contredit parfaitement (parmi de nombreux autres exemples) l'idée d'encéphalisation ou de volume croissant du cerveau : « Donc, si la capacité cérébrale de l'*homo erectus* ou de l'*homo sapiens* dépasse 1000 centimètres cubes et si ces derniers produisent un homme d'à peine un mètre cinquante de hauteur, pesant une trentaine de kilos et dont la capacité crânienne ne dépasse pas 400 centimètres cubes (inférieure à celle d'un chimpanzé), comment peut-on appeler autrement ce type d'évolution ? »²³⁹ Le plus surprenant peut-être est que cette théorie, qui tend aujourd'hui à se confirmer au fur et à mesure de la découverte de nouveau fossiles, n'est pas récente ! Déjà en 1974, le célèbre zoologue de nationalité belge, Bernard HEUVELMANS (1916-2001), le père de la cryptozoologie, dans un retentissant ouvrage écrit en collaboration avec l'historien russe Boris PORCHNEV au titre provoquant « *L'homme de Néanderthal est toujours vivant* »²⁴⁰ décrivait le processus de déshominisation au sein de toutes les lignées hominoïdes en ces termes : « Le front devient plus fuyant, les mâchoires se développent, l'appareil masticatoire plus puissant entraîne une amplification des crêtes osseuses du crâne auxquelles s'accrochent les muscles intéressés. La silhouette toute entière peut même se modifier : la tête s'enfonce dans les épaules, l'attitude devient de plus en plus penchée en avant, elle tend vers l'horizontalité et la locomotion quadrupède. Tous les êtres atteints de déshominisation, non seulement cessent d'agir comme des Hommes, mais ils ressemblent de plus en plus à l'image qu'on se fait de la Bête ». Curieusement, déjà à l'époque, l'ouvrage suscita le mépris d'une certaine communauté scientifique en dépit du soutien qu'apporta à son auteur, des noms illustres de la science comme le célèbre paléontologue Louis LEAKEY, le découvreur du *coelacanth* James Leonard BRIERLEY SMITH, Rémy CHAUVIN, l'ornithologue Peter MARKHAM SCOTT ou encore le professeur Théodore MONOT. L'outrecuidant génie avait eu le tort de soutenir une idée qui allait contre le dogme sacré de la société des accapareurs : « ce qui était antérieur était "forcément" moins évolué... ».

²³⁵ J.L ARSUAGA « *El enigma de la esfinge* », Areté, Barcelona.

²³⁶ Peter J. BOWLER « *The Eclipse of Darwinism: Anti-Darwinian Evolution Theories in the Decades around 1900* », Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1983.

²³⁷ Période qui couvre la période - 5,5 millions d'années à - 25 millions d'années.

²³⁸ Période qui couvre la période de -1,8 millions d'années à - 5,5 millions d'années.

²³⁹ J. L. DOMENECH QUESADA « *L'origine ancienne de l'homo sapiens. Une théorie alternative de l'évolution humaine.* ». Article publié lors du Congrès international « *Ciencia y Humanismo en el siglo XXI : perspectivas* » (« Science en humanisme au XXI^e siècle : perspectives ») Université Ibérico Américaine de MEXICO, du 31 mars 2005 au 2 avril 2005.

²⁴⁰ B. HEUVELMANS et B. PORCHNEV « *L'homme de Néanderthal est toujours vivant* », 1974, éditions PLON, 512 pages.

Voici revenu le temps des grandes hérésies !

Le père DUCHESNE vient de démontrer combien les découvertes récentes remettent en cause des conceptions scientifiques que l'on croyait bien établies. Quoi de plus normal en réalité ! Toujours la science a avancé ainsi, vivant quelque temps dans la quiétude d'un savoir balisé avant qu'un génie, qu'une découverte, qu'un événement même ne vienne ébranler ce que chacun croyait être une certitude. Seuls alors quelques obscurantistes, refusant jusqu'à l'évidence, voulant appréhender le monde, non tel qu'il est réellement mais tel qu'ils voudraient qu'il soit, feront de la résistance jusqu'à ce que, emportés à leur tour par l'évidence, ils se rangent enfin sous la bannière du bon sens. Ce qui est donné à voir aujourd'hui est cependant fondamentalement différent ! Voici que ce sont, non les hommes de science forts de leurs arguments, expériences à l'appui, théories aiguës en bannière, qui viennent contrecarrer les hypothèses qui voient le jour mais des dirigeants politiques, dont jusqu'à présent on ignorait la compétence en la matière, des officines obscures, des médias pétris de certitude qui viennent censurer les découvertes, interdire le savoir, promouvoir l'obscurité ! Le complot étend ses tentacules : rien ne saurait empêcher la minorité dorée de poursuivre son œuvre de prédation, rien ne saurait interdire à quelques élites autoproclamées d'empocher des millénaires de SMIC pendant que le pouvoir d'achat de la multitude se réduit comme une peau de chagrin, rien, pas même la science...

Main basse sur la science !

Le père DUCHESNE a déjà mis en avant combien la théorie darwinienne fit l'objet de contestations dès son origine. Lorsque les lois de la génétique furent découvertes, après les travaux du moine Gregor MENDEL (1822-1884) et jusqu'à ce que James Dewey WATSON et Francis CRICK découvrent la structure à double hélice de la molécule ADN en 1953²⁴¹, elle apparut même comme n'étant plus qu'un avatar du passé, tant elle paraissait singulièrement en crise. Il fallut donc sauver, coûte que coûte, la théorie si utile pour servir de socle à la société de l'inégalité et qui mieux que le petit fils du « *bouledogue de DARWIN* » pour s'en charger ! C'est ainsi que naquit « *la théorie synthétique de l'évolution* » aussi appelée *néodarwinisme* ou encore *synthèse néodarwinienne*, nommée ainsi par son promoteur Julian Sorell HUXLEY (1887-1975). Sous l'égide de celui-ci, les généticiens George Ledyard STEBBINS et Theodosius DOBZHANSKY, le zoologiste Ernst MAYR, les paléontologues George Gaylord SIMPSON et Glenn L. JEPSEN et quelques statisticiens ou mathématiciens comme Ronald FISHER s'évertuèrent à faire de la nouvelle théorie avec l'ancienne. Ils comprirent vite que la grosse lacune de DARWIN était de ne pas avoir répondu à l'épineuse question de l'origine des variations bénéfiques qui, selon lui, seraient à l'origine de l'évolution des organismes vivants. Muet sur ce point, DARWIN avait choisi de s'en remettre à LAMARCK. Pour pallier cette carence on développe alors l'idée de « *mutations aléatoires* » : comme on ne peut plus envisager l'évolution comme la transformation d'individus isolés, la génétique s'y oppose, on passe alors au stade du groupement de la même espèce, la population, le tout étant bien entendu de maintenir l'idée de *sélection naturelle*, si utile, qui n'agira plus désormais au niveau individuel mais au niveau du groupe. Le nouveau dogme est ainsi formulé : une population évolue quand la fréquence d'une version d'un gène, appelée *allèle*, s'y modifie lui procurant ainsi une valeur adaptative, par rapport à son milieu, qu'elle ne possédait pas auparavant. Le tour est joué : le

²⁴¹ Découverte publiée le 25 avril 1953 dans la revue *Nature*.

principe de base, c'est à dire la *loi de la jungle* qui permet tout, reste le même ! Il va sans dire que les décennies qui suivront, malgré les milliers d'expériences entreprises, ne parviendront pas à contrecarrer l'évidence que les mutations ou « *accidents* » qui interviennent dans les gènes sont nocives et, demeure toujours l'arlésienne de la « *mutation avantageuse* ». Les archives fossiles venant encore, comme l'a montré le père DUCHESNE, confirmer l'absence de « *formes transitionnelles* », ou « *chaînon manquant* », sensées démontrer l'évolution progressive des organismes vivants d'un état primitif à celui développé. Pis encore, l'anatomie comparative, qui met par exemple en évidence que certaines espèces, prétendument issues d'autres, ne pouvaient avoir pareille filiation en raison de caractéristiques anatomiques différentes – que l'on songe à la main humaine qui n'a jamais été une patte comme l'a démontré Yvette DELOISON – vient singulièrement contrecarrer le modèle.

Comme on prétendait naguère que la nature avait horreur du vide, les scientifiques d'aujourd'hui devant ce qu'il convient bien d'appeler une béance théorique, ont cherché à bâtir d'autres théories explicatives qui sont, le père DUCHESNE en a la conviction, mieux dignes d'éclairer les choses, peut-être tout simplement parce qu'elles sont dépourvues de toute finalité sociale. Ainsi pour s'en tenir à la simple perspective évolutionniste, à côté des néo-darwinistes, sont apparus d'autres courants comme le néo-lamarckisme qui, reprenant les thèses du chevalier de LAMARCK (1744-1829), estime que l'influence déterminante sur l'évolution est celle du milieu et de l'hérédité, le rôle des gènes étant largement secondaire. C'est le fameux exemple des girafes ayant acquis progressivement un long cou pour accéder au feuillage des arbres plus élevés. Deux autres chercheurs, non hostiles, il convient de le souligner, à la pensée de DARWIN, Stephen Jay GOULD et Niles ELDREDGE développèrent, en 1972, une autre théorie alternative, celle dite des « *équilibres ponctuels* », qui conteste fermement l'idée que l'évolution se réalise de façon graduelle et continue au cours des temps, mais soutient, au contraire, qu'il existe des périodes ponctuelles d'intense activité évolutive suivies de longues phases de stabilité des espèces, ce qui implique donc qu'il existerait des transitions rapides entre elles, sur le mode des « *révolutions génétiques* ». Les découvertes réalisées depuis la décennie 1990 penchent nettement en faveur de cette théorie au détriment du néodarwinisme. Cette idée de mutations brutales est aussi soutenue par un autre courant de l'évolution, celui du néomutationnisme porté notamment par les travaux du botaniste néerlandais Hugo Marie DE VRIES (1848-1935) dont est issu, depuis les années 1970, le courant « *neutraliste* » du japonais Motoo KIMURA qui défend, quant à lui, l'idée que la majorité des mutations génétiques sont neutres vis-à-vis de la sélection naturelle mais qu'elles demeurent néanmoins un facteur d'évolution.

D'autres thèses ont également vu le jour qui vont encore plus loin dans la remise en cause du dogme darwinien sans pour autant nier l'utilité du paradigme en tant qu'outil. Il faut citer en particulier celle élaborée par l'astrophysicien Laurent NOTTALE, le paléontologue Jean CHALINE, tous deux directeurs de recherche au CNRS, et le sociologue Pierre GROU, qu'ils ont exposée dans leur ouvrage collectif « *Les Arbres de l'Evolution* »²⁴². Ces chercheurs arrivent à la conclusion que la diversification de tout le monde vivant se ferait selon un rythme fractal c'est-à-dire en suivant une certaine régularité mathématique. Anne DAMBRICOURT-MALASSÉ, paléoanthropologue, chargée de recherches au CNRS s'est proposée, quant à elle, d'expliquer l'évolution en refusant de laisser le rôle dominant au dieu hasard. Pour ce faire elle met en évidence l'existence d'un « *attracteur étrange* » dans l'évolution qui tiendrait, non dans la

²⁴² L.NOTTALE, J.CHALINE et P.GROU « *Les arbres de l'évolution* », édition Hachette, collection « Sciences », Paris, 2000, 384 pages.

sélection naturelle ou l'adaptation au milieu, mais dans un processus de contrainte qui affecterait l'évolution génétique et qui se traduirait dans une « *bio-dynamique cranofaciale* » à travers l'inflexion du *sphénoïde*²⁴³. Pour simplifier au risque de caricaturer, ce chercheur met en évidence une sorte de « programmation » interne des organismes vivants qui irait dans le sens d'un développement du crâne et par la même du cerveau vers une plus grande complexification. Enfin il faut également citer, pour tendre à une certaine exhaustivité, encore que le père DUCHESNE a volontairement simplifié ce panorama contemporain de la pensée scientifique, la *théorie dite de la bipédie initiale*, initiée on le sait par l'allemand Max WESTENHOFER dans les années 1920, qui soutient que le morphotype humain serait le plus primitif de tous les primates. Cette théorie est brillamment défendue aujourd'hui par le zoologiste franco-allemand François DE SARRE qui a fondé à Nice le C.E.R.B.I. (*Centre d'étude et de recherche sur la bipédie initiale*).

Devant ce déploiement de matière grise et ce foisonnement de théories extrêmement riches, est-il possible pour un béotien, comme l'est le père DUCHESNE, de dégager quelques évidences, quelques certitudes sur lesquelles il pourrait être possible d'avancer dans le travail d'analyse de la société ? La réponse affirmative paraît s'imposer et elle s'avère alors déjà lourde de conséquences. Toutes les récentes découvertes tendent à inverser cette idée qui s'est imposée depuis DARWIN selon laquelle « *l'homme descend du singe* » car tout indique aujourd'hui que c'est l'inverse qui s'est produit. Notons d'ailleurs qu'une telle attitude consistant à prendre, par hypothèse, le contre-pied du modèle dominant, est une pratique courante en science où on la nomme « *pensée paradoxale* ». Celle-ci a permis, par exemple, à COPERNIC, KEPLER ou GALLILEE de substituer au modèle géocentrique révolu, le modèle héliocentrique (ce n'est pas le soleil qui tourne autour de la terre mais l'inverse). Il faut alors convenir que le modèle théorique destiné à orienter la recherche, ce que l'on nomme couramment paradigme, issu de la pensée darwinienne qui reposait sur l'idée de l'apparition de l'homme à partir de formes simiennes, tend à perdre toute pertinence et, dès lors qu'il repose sur un postulat erroné, il ne peut plus produire que des incohérences. Tout milite donc pour la recherche d'un nouveau paradigme et, le moins que l'on puisse dire, c'est que la matière ne manque pas pour constituer celui-ci, or que constate-t-on ? Une obstination quasi malade à imposer, contre vents et marées, ce qui, il faut bien l'admettre, n'a plus de sens. Le père DUCHESNE y voit une preuve supplémentaire du complot qu'il dénonce !

Au bûcher les hérétiques !

Quiconque se donne la peine de réfléchir un peu doit tout de même admettre qu'il est singulier et, en définitive, révélateur de voir tous ces scientifiques, qui ont consacré tant d'efforts et tant d'années de leur vie à poursuivre la réalité des choses par le biais d'études austères et de recherches objectives, loin du mysticisme que des esprits mal intentionnés leur prêtent, aujourd'hui salis dans leur honneur et dans leur réputation, taxés gratuitement et publiquement, sans la moindre preuve, sans même le moindre élément tangible, d'être des « *créationnistes* » et accusés d'avoir cédé à, on ne sait trop, quel diktat religieux. Dans cette société finissante où le pousseur de ritournelle impose sa niaiserie en empochant au passage quelques millions d'euros, où la propagande médiatique infantilise son auditoire plus sûrement encore que ne le fait la « *maîtresse* » de la classe maternelle, où la moindre assertion de la caste politique défie le plus élémentaire discernement, le père DUCHESNE entend rendre hommage à tous ces chercheurs

²⁴³ Un os en forme de papillon situé à la base du crane.

immenses qui, n'écoulant que leur conscience, guidés par leur seule déontologie et leur seul courage, poursuivent contre vents et marées, insensibles au régime de terreur qui les oppresse, leur grand et noble métier en continuant ainsi malgré tout, comme un défi à l'obscurantisme triomphant et à l'oppression ploutocratique, de porter haut le génie français. Une société qui persécute ses savants et défie ses saltimbanques présente un tel état de déliquescence de ses valeurs, qu'il devient illusoire de croire qu'elle puisse un jour guérir de son mal. Seul un ébranlement général de ses moindres fondements paraît susceptible de permettre à ses membres de retrouver un jour la voie du bonheur !

Car c'est bien un véritable terrorisme qui se déchaîne aujourd'hui contre le scientifique qui, en dépit de ses recherches, de ses découvertes, des convictions que lui dicte la raison, ne hurle pas avec les loups pour célébrer encore et encore le catéchisme darwinien. Quel meilleur exemple que ce déchaînement à l'encontre du film « *Homo Sapiens, une nouvelle histoire de l'homme* », diffusé sur la chaîne ARTE, le 29 Octobre 2005. Le réalisateur Thomas JOHNSON, a qui l'on doit déjà le remarquable documentaire « *La leçon des grands singes* », diffusé en 1998, dans le cadre de l'émission « *Envoyé spécial* » sur la chaîne France 2, n'y voyant pas malice, décide de faire un film sur les découvertes scientifiques de la paléontologue du CNRS, Anne DAMBRICOURT MALASSE. Il propose ce projet à deux chaînes de télévision, dont ARTE, qui accepte de le co-produire. Après deux ans de travail, le résultat est salué par d'éminents représentants de la science parmi lesquels Jean Louis HEIM, professeur au *Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris*, qui confie au réalisateur : « *Le film que vous avez réalisé m'a sincèrement séduit, d'une part pour sa qualité technique et pédagogique qui me semble accessible à un public instruit certes mais pas nécessairement spécialiste, d'autre part pour l'argumentation scientifique qu'il exprime d'une façon claire et particulièrement démonstrative. L'argumentation des collaborateurs scientifiques à ce film rejoint parfaitement des idées que j'enseigne depuis longtemps déjà et qui me semblent une évidence lorsque l'on comprend mieux aujourd'hui le sens de l'évolution humaine et de l'influence qu'exercent sur elle l'action des gènes, le rôle de l'embryogenèse et l'action plus que probable du facteur endocrinien.* ». Quant au sérieux des travaux de Mme DAMBRICOURT-MALASSE, déjà mentionnés par le père DUCHESNE, ils suscitent le même respect de la communauté scientifique. Ainsi le professeur Yves COPPENS déclare à son tour : « *Madame DAMBRICOURT-MALASSE a en effet une pensée et une œuvre... Ce programme a évidemment l'extrême mérite de proposer quelques prometteuses directions de recherches sur la mécanique de l'évolution ; on sait en effet depuis deux cents ans que les êtres vivants se transforment dans certaines circonstances et dans certains sens mais on ne sait pas très bien comment..." un temps irréversible, écrit Anne DAMBRICOURT-MALASSE, qui mémorise ! "*. Je ne suis pas éloigné de sa pensée... Le sens (dans tous les sens du terme) de l'histoire de la matière inerte, vivante, pensante, dans sa course à la complexité, est un constat troublant ... » ; le professeur René THOM, mathématicien mondialement connu, médaille Fields²⁴⁴ écrivait également à son propos : « *Je ne crois pas dans ma carrière avoir rencontré un biologiste ayant un sentiment aussi fin et aussi précis des contraintes d'équilibration globale de l'être vivant... Il faut lui être reconnaissant d'avoir à nouveau attiré l'attention sur la vieille loi de récapitulation (la loi biogénétique de Haeckel). A l'heure où de nombreux biologistes (parmi les plus autorisés, comme S.J. Gould) prennent leur plume pour soutenir que cette loi est fausse, elle pourrait leur rappeler qu'une loi biologique est comme une règle grammaticale : elle tolère des exceptions, mais, en général, elle est vraie ...* » ;

²⁴⁴ Le Nobel des mathématiciens.

encore le professeur Henry de LUMLEY, découvreur d'une espèce d'*homo erectus*, l'« homme de TAUTAVEL » s'exprime également en termes élogieux : « Anne Dambricourt-Malasse a abordé avec une optique moderne et interdisciplinaire le processus de l'hominisation en prenant en compte, les comparaisons des relations cranio-faciales, au cours du développement de l'*Homo sapiens* et des grands singes... Les résultats de ses recherches apporteront certainement des données nouvelles et originales sur le processus de l'hominisation ... Rigueur dans la méthode, originalité dans la conception, sont les deux caractéristiques de ce chercheur. Sa présence est tout à fait bénéfique pour stimuler l'ensemble de la collectivité scientifique que nous formons et pour donner à la Paléontologie Humaine une nouvelle ouverture » ; encore le professeur Philipp V. TOBIAS, directeur de l'unité de Paléoanthropologie de l'Université de Johannesburg, co-découvreur de l'*Homo habilis*. Fort de ce qu'il convient bien de nommer unanimisme le film, dont le titre a été choisi par ARTE, est près à être diffusé en automne 2005, la chaîne en ayant même fait un de ces programmes phares de rentrée.

A juste titre selon le père DUCHESNE, car il s'agit avant tout d'un documentaire de vulgarisation qui a l'extrême mérite de rappeler, qu'après l'abandon de la théorie de l'« *East side story* », l'adaptation à l'environnement n'est peut-être pas le seul facteur du redressement de l'homme et que certaines recherches ouvrent de nouvelles pistes avec notamment la possibilité d'une « *Inside story* » : paléontologues, biologistes, médecins et généticiens s'interrogeant aujourd'hui sur une nouvelle histoire de l'homme qui prendrait son origine dans le cœur même de nos cellules. Cependant voilà qui porte atteinte au dogme imposé et la *propagandastaffel* de la société des accapareurs veille ! Voici qu'après la diffusion du film, un « débat » est mis en place entre un prétendu « spécialiste de la théorie de l'évolution » (sic) et un biologiste « historien » des sciences (tout un programme !). Présenté faussement pour « compléter le film » c'est en réalité à un véritable procès en sorcellerie que le téléspectateur est convié : ainsi le film relèverait de la « science fiction » tandis que Anne DAMBRICOURT MALASSE, interviewée pendant le film à propos de ses découvertes, est tout bonnement accusée, sans la moindre preuve, d'avoir falsifié ses données, mieux encore et faisant fi des éminents avis rappelés précédemment par le père DUCHESNE, le documentaire ne contiendrait « aucune justification scientifique à l'hypothèse ». Il va sans dire que ni la scientifique, principale intéressée, ni le réalisateur n'ont été conviés au « débat » ni même informés de son existence ce que dénonce dans une lettre ouverte Thomas JOHNSON. Pourtant les voici, tous les deux, devant des millions de téléspectateurs, accusés, sans le moindre élément tangible, d'être des « créationnistes » et de vouloir démontrer l'existence de Dieu, ce qui est d'ailleurs particulièrement cocasse dans la mesure où Mme DAMBRICOURT MALASSE, reconnaissait elle-même, qu'en 1987, au moment où elle soutenait sa thèse « *Ontogenèse et Phylogenèse du corps mandibulaire catarhinien : nouvelles interprétation de la mécanique humanisante* » au Muséum d'Histoire naturelle de PARIS, avec mention « très honorable » et félicitations du jury, thèse dont les idées sont développées dans le film, elle était agnostique ! Bien entendu la presse fera largement l'écho du procès stalinien à l'image du journal *Libération* qui, dans son édition du 5 et du 6 novembre, titre : « *Et Dieu ramena sa science sur Arte* », journal dans lequel on peut lire la formulation sans appel : « la chaîne a diffusé un documentaire créationniste sur les origines de l'homme ».

Ce n'est là malheureusement qu'un exemple du terrorisme, et le mot qu'emploie le père DUCHESNE n'est pas galvaudé, qui sévit aujourd'hui afin d'imposer, coûte que coûte, le dogme néo-darwiniste. Il apparaît en effet évident que celui-ci doit être enfoncé dans les esprits en dépit de toute avancée scientifique et par la contrainte s'il le faut ! A commencer bien entendu par l'école où les jeunes cervelles sont si malléables et enclines à accepter tout ce qu'on leur

inculque. Ainsi l'*Institut national de recherche pédagogique (INRP)*, un établissement public national placé sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui a pour mission particulièrement de « *conduire ou de piloter des recherches en éducation, particulièrement sur les méthodes éducatives concernant les différents niveaux d'enseignement ...au bénéfice de la communauté éducative* », y veille jalousement. Parmi les objectifs prioritaires de cet organisme pour les années à venir on peut lire : « *L'enseignement de l'évolution constitue un des axes majeurs de travail retenus par l'équipe ACCES pour les prochaines années. Dans le contexte des attaques qu'il subit, une réflexion s'impose sur les questions que pose cet enseignement, ses orientations possibles dans l'avenir, les formations, les ressources et les outils qui seraient nécessaires pour le Collège et le Lycée.* ». Tout un programme ! En attendant, les ressources mises ainsi à la disposition des éducateurs pour les « aider » dans leur enseignement parlent d'elles-mêmes et là encore le père DUCHESNE ne fait que reprendre lesdites « ressources » disponibles sur le site internet de l'INRP. Ainsi, alors qu'aucune place n'est réservée pour les nombreuses et riches théories précédemment évoquées, figurent parmi les préceptes à enseigner : « *Le schéma classique de l'hominisation fait apparaître la bipédie au terme d'une succession d'espèces selon la séquence lémurien – singe – grand singe – homme. Celle-ci se met en place grâce au redressement progressif du corps. Ce scénario se passe à terre...* » et, un peu plus loin, non d'ailleurs sans une certaine contradiction mais il est vrai qu'il est difficile de passer totalement sous silence toutes les découvertes : « *La verticalité et la bipédie sont monnaie courante dans les arbres.* » (Le lecteur n'aurait-il pas remarqué que chimpanzés, gibbons, macaques et autres cynocéphales se promènent dans leurs arbres avec la droiture toute verticale et la raideur du lord anglais ?).

Comme on est toutefois un peu gêné aux entournures pour les travaux pratiques et qu'évoquer l'antériorité du piéton humain serait tout de même assez importun, alors on se retranche derrière cette « vieille lune » du néo-darwinisme qu'est la similitude génétique entre le chimpanzé et l'homme : « *Comparaison des caryotypes de l'homme et du chimpanzé: 13 paires de chromosomes sont identiques morphologiquement chez l'homme et le chimpanzé, le caryotype humain se distingue de celui du Chimpanzé par le nombre de chromosomes ($2n = 46$ chez l'Homme - $2n = 48$ chez le Chimpanzé). Si l'on observe les caractéristiques des chromosomes, on peut faire l'hypothèse d'une fusion de deux chromosomes distincts chez le chimpanzé pour constituer le chromosome 2 humain* » (Ben voyons !). Chacun, qui se documente un peu, l'apprend vite, pareille comparaison est inopérante et surtout ne prouve rien ! En premier lieu pour que l'on puisse comparer des choses comparables, il faudrait que la carte du génome du chimpanzé soit tracée, comme l'est aujourd'hui celle de l'homme, ce qui n'est pas le cas. Et pour être parfaitement clair sur ce point il convient, même s'il faut encore rentrer dans le débat technique, de clarifier parfaitement cette démarche déjà vieille de plusieurs décennies. A l'origine il y a les travaux des ornithologues Charles Gald SIBLEY et Jon Edward AHLQUIST qui se sont intéressés à la classification des oiseaux et développèrent à cet effet la technique dite de « *l'hybridation de l'ADN* » dont l'objet est d'établir une comparaison entre deux espèces au moyen de deux brins d'ADN. A partir de travaux réalisés par ces deux chercheurs en 1987²⁴⁵, les propagandistes de la religion darwinienne ont cru triompher en annonçant le chiffre de 98% de similitudes entre les gènes de l'homme et ceux du chimpanzé ce qui relève d'une pure escroquerie intellectuelle comme va le montrer le père DUCHESNE. On sait en effet qu'il y a

²⁴⁵ Publiés dans la revue « *Journal of Molecular Evolution* » v. 26 p. 99 1212.

environ cent mille gènes chez l'homme²⁴⁶ qui génèrent dans le corps de la cellule, que l'on appelle le cytoplasme, la fabrication des protéines²⁴⁷. Or sur les cent mille seule une quarantaine de ces protéines ont été comparées aussi voilà une belle extrapolation que de conclure une ressemblance à 98% ! Mieux encore, la comparaison d'ADN effectuée sur ces 40 protéines fait l'objet de sérieuses controverses, notamment celle émanant du professeur d'anthropologie à l'Université de Berkeley en Californie, Vincent SARICH, dont le père DUCHESNE parlera plus avant. Enfin, et pour finir avec ces comparaisons ineptes, « *comparaison n'est pas raison* » disaient nos grands anciens, le « matériel » génétique étant identique à toutes les espèces on peut alors constater, comme le firent par exemple les chercheurs de l'Université de Cambridge en comparant quelques protéines, que le poulet se révèle être le plus proche parent de l'homme juste avant le crocodile²⁴⁸. Quant à la « comparaison » entre les 48 chromosomes du chimpanzé et les 46 chromosomes de l'homme comme étant révélatrice d'une similitude génétique, elle frise carrément le ridicule car si l'on suit ce raisonnement, avec ses 46 chromosomes, la pomme de terre est bien plus proche de l'espèce humaine !

Pour en finir avec l'objection : Dieu !

Si le père DUCHESNE a tenu à démontrer, de manière aussi précise, la manière avec laquelle cette oppression que génère naturellement la société de l'injustice, tend aujourd'hui à imposer une théorie surannée, démentie chaque jour davantage au fur et à mesure des nouvelles découvertes, c'est, qu'à ses yeux, cette attitude est loin d'être anodine. On devine bien que la grande marche de la science est le cadet des soucis des accapareurs et de leurs suppôts et le démantèlement du CNRS, annoncé en juin 2008, n'en est qu'une illustration comme d'ailleurs la crise sans précédent que connaît la recherche aujourd'hui, privée de moyens pour vivre. Aussi cette obstination à vouloir, à tout prix, fut-ce presque par décret, imposer la pensée de DARWIN telle que le dix-neuvième siècle a cru l'identifier, poursuit d'autres objectifs. Parmi ceux-ci il y a indubitablement la volonté de porter atteinte à la religion quelle qu'elle soit. Une découverte devient-elle gênante pour le dogme néo-darwiniste que son promoteur est aussitôt accusé d'obéir à des préceptes religieux, d'être un agent d'on ne sait trop quel complot que quelque église obscure ourdirait contre la science. A cette finalité, envoyé parmi les hommes par « dieu hasard », évangélise inlassablement l'incontournable « philosophe » à la mode, la coqueluche de la gauche caviar, le maître à penser des beaux quartiers, la lumière du bourgeois bohème, venant, à bon escient, prêcher la nouvelle croisade contre l'obscurantisme des religions dont les adeptes sont tous des imbéciles, c'est bien connu ! Le lecteur aura reconnu le grand penseur, le jouisseur aristotélicien, le Spinoza de l'athéisme, l'hédoniste nietzschéen, l'épistémologue de la branlette, l'incontournable Michel ONFRAY dont la profondeur de la pensée n'a d'égale que les émoluments en or massif que la société des accapareurs lui verse, cette société dans laquelle, depuis ses salons feutrés parisiens, il entend défendre le Peuple, le pauvre, le minoritaire et l'opprimé ou le tout à la fois. Comment ne pas être séduit par la pertinence de son propos ?

²⁴⁶ Pour le lecteur non scientifique, le gène est en quelque sorte le « programme » de fabrication qui est renfermé dans le noyau de la cellule.

²⁴⁷ Les « briques » élémentaires qui constituent notre organisme et qui sont elles mêmes constituées d'acides amines.

²⁴⁸ Revue « *New Scientist* » v.103, 16 août 1984, p.19.

Quelques extraits de son *best-seller*, le trop fameux « *Traité d'athéologie* »²⁴⁹, suffisent à montrer combien les vérités énoncées par ce puissant cerveau sont portées par l'élan du génie et de la clairvoyance : « *en matière de science, l'Église se trompe sur tout depuis toujours* », « *les religions monothéistes ne vivent que des prescriptions et d'invitations* », « *projetée contre autrui, elle (le penseur évoque la religion monothéiste) foment le mépris, la méchanceté* » (la vilaine !), « *la science produit des explications rationnelles, appuyée sur des raisonnements* » (Avouez, cher lecteur, que vous ne l'auriez jamais soupçonné !). Le père DUCHESNE s'arrête là pour ne pas mettre à trop rude épreuve les neurones du lecteur ! Pour le moins, s'il est des institutions qui peuvent être rassurées des cogitations de celui qui est à la philosophie ce que LORIE est à l'art lyrique, c'est bien les religions qui, devant pareil pourfendeur, ont encore de beaux jours devant elles.

Le père DUCHESNE a déjà disserté sur la nécessité qui est celle de la société des accapareurs d'imposer ce fléau qu'est l'athéisme, cette religiosité de bas étage qui entend singer les grands dogmes, ce laissez-passer pour toutes les vilenies, ce boulevard ouvert sur l'égoïsme et l'agressivité, ce pitoyable pré carré des pensées les plus viles, ce sésame du laisser-faire ! Par ce terrorisme intellectuel, qui est le ressort même de la propagande, la société de l'accaparement voudrait imposer l'idée que la foi relèverait du plus profond obscurantisme, que les avancées de la science conduiraient aujourd'hui à nier toute idée de transcendance et que le bon sens comme l'intelligence n'amènent qu'à se laisser glisser vers la bauge matérialiste pour y patauger tout à sa guise. Voilà le plus grand sans doute de tous les mensonges assénés aujourd'hui et voilà certainement, de toutes les contre vérités qui cimentent la société de l'injustice, assurément la plus flagrante. C'est ce mensonge qui permet aujourd'hui d'écarter aisément tout scientifique gênant : « *Il croît en Dieu, son travail n'est donc qu'illusion, c'est un imposteur qui cherche à imposer à tous ses thèses créationnistes !* ». Contrairement à ce qui est insidieusement allégué, un tel comportement est très récent et montre bien qu'il relève d'une stratégie d'ensemble. Il y a encore quelques décennies, au temps béni de l'État providence, il ne serait venu à l'idée de personne de reprocher à un savant ses convictions intimes, tant celles-ci paraissaient naturellement relever d'un autre domaine que celui de sa compétence scientifique. Quel meilleur exemple citer que celui du père Pierre TEILHARD DE CHARDIN (1991-1955), le plus grand spécialiste de l'évolution de son temps peut-être, paléontologiste hors pair ce qui lui ouvrit les postes les plus importants dans les organismes scientifiques internationaux. Nul alors n'aurait eu l'audace d'affubler ce grand esprit de l'étiquette infamante de « *créationniste* ». Tout au contraire ! C'est bien une chaire au *Collège de France* que lui offrirent les pouvoirs publics -à laquelle d'ailleurs il dut renoncer, par ordre de la hiérarchie catholique, qui n'accordait à cet authentique philosophe l'autorisation de ne publier que quelques articles scientifiques ou de rares écrits de portée générale. L'obscurantisme a depuis lors changé de camp !

Le père DUCHESNE ne dira jamais assez combien ce ségrégationnisme à rebours au profit des seuls néo-darwinistes est vide de sens et en définitive dépourvu de la moindre portée. La vérité finit toujours par triompher dit-on et le fait scientifique, dans sa froideur, s'impose à tous quelle que soit la croyance de celui qui l'a mis en lumière. Quand le professeur d'anthropologie à l'*Université de Berkeley* Vincent SARICH, dont le père DUCHESNE a déjà évoqué les recherches, conjuguant ses travaux avec ceux d'un autre homme de science reconnu, met en évidence la réalité biologique des races au sein de l'espèce humaine et son importance

²⁴⁹ M. ONFRAY « *Traité d'athéologie* », éditions GRASSET, 2005.

dans l'étude des faits humains²⁵⁰ on peut s'en réjouir quand on a l'aigreur d'un néo-nazi, on peut le regretter quand, comme le père DUCHESNE, on veut faire de l'homme la valeur suprême et le fondement de toutes les autres, mais on ne peut rien y changer ! Le tribunal de l'inquisition peut condamner GALLILEE, il ne peut empêcher la terre de tourner autour du soleil ! C'est l'astronome Carl SAGAN (1934-1996), pionnier de l'exploration spatiale et initiateur du *projet SETI* sur la recherche d'intelligence extraterrestre, mais aussi un des fondateurs de l'exobiologie, qui a le mieux sans doute mis en évidence l'inaltérabilité de la science à toute tentative de mainmise politique comme celle qui voit le jour aujourd'hui : « *Sa seule vérité sacrée est qu'il n'y a pas de vérité sacrée. Toutes les affirmations doivent être examinées avec un esprit critique. Les arguments d'autorité sont sans valeur. Tout ce qui ne correspond pas aux faits doit être rejeté ou révisé. La science n'est pas parfaite. Elle est souvent mal utilisée. C'est seulement un outil, mais c'est le meilleur outil que nous ayons.* ».

L'argument des propagandistes de la religion nouvelle matérialiste est toujours le même ! Il est répété, ressassé, rabâché, radoté à longueur de publications, de médias ou de sites officiels. Il participe de ces niaiseries, de ces fausses évidences qui ne servent qu'à berner le bon Peuple comme le père DUCHESNE l'a déjà montré à propos de préceptes d'une confondante sottise comme « *le risque zéro n'existe pas* » si commode pour blanchir définitivement toute la classe politique ! Il se formule ainsi : « *La croyance en Dieu et la science sont deux choses différentes !* » et voilà qu'est produite immédiatement la sempiternelle interview d'un obscur scientifique catholique, musulman ou bouddhiste sensée illustrer le théorème. Que voilà une attitude parfaitement non scientifique. Réfléchissons un peu ! De deux choses l'une en effet : si Dieu existe, en tant qu'entité organisatrice voire régulatrice, il est, par essence, prouvable et, s'il n'existe pas, que n'a-t-on de cesse, quand on a vocation à servir la science, que de chercher sans relâche à libérer enfin l'humanité de cette antique superstition ! Il apparaît bien ainsi que l'hypothèse Dieu est la seule démarche scientifique rationnelle en parfaite adéquation avec l'exigence proposée par le philosophe Karl POPPER : elle est scientifique dès lors qu'elle est réfutable.

La vérité est que la société des accapareurs a besoin de l'athéisme, pour sa bonne conscience sans doute, mais surtout pour justifier la prédation qui est son essence et son moteur. Ce n'est pas par hasard que le darwinisme est apparu avec, comme on l'a vu, son cortège de controverses, très précisément au dix-neuvième siècle, à cette époque qui voit le triomphe de la société de l'accaparement dans sa forme moderne. Ce n'est pas non plus un hasard si aujourd'hui, alors que tout est mis en œuvre pour revenir un siècle et demi en arrière, le message propagandiste n'a de cesse que d'imposer cette croyance. La période du keynésianisme triomphant et de l'État providence au contraire, celle qui s'était donnée comme finalité l'« *euthanasie des rentiers* » apparaissait autrement plus ouverte et plus créative. Elle vit notamment ce monument, ce bouleversement intellectuel et culturel que fut la publication de l'ouvrage de ceux qui demeurent les maîtres du père DUCHESNE, PAUWELS et BERGIER, le manifeste du réalisme fantastique, le « *Le matin des magiciens* »²⁵¹. « *La vieille garde du positivisme livre un baroud d'honneur – croyaient-il pouvoir affirmer à l'époque mais c'était compter sans le « grand bond en arrière » – Et au nom de la Vérité, au nom de la Réalité, elle*

²⁵⁰ Vincent SARICH et Franck MIELE « *RACE : The reality of human differences* », Boulder Westview press, 2004. 287 pages.

²⁵¹ Louis PAUWELS et Jacques BERGIER « *Le matin des magiciens* », éditions GALLIMARD, collection « *Folio* », 1972, 627 pages.

refuse tout en bloc : les rayons X et les ectoplasmes, les atomes et l'esprit des morts, le quatrième état de la matière et les Martiens ». C'est bien vers ce foisonnement d'idées nouvelles, cette rigueur du raisonnement, aux antipodes de tout dogme, qu'il convient de se diriger quand, comme le père DUCHESNE, on croit en la science : « *Nous ne sommes ni matérialistes, ni spiritualistes : ces distinctions n'ont d'ailleurs pour nous aucun sens. Simplement nous cherchons la réalité sans nous laisser dominer par le réflexe conditionné de l'homme moderne (à nos yeux retardataire) qui se détourne dès que cette réalité revêt une forme fantastique... " A l'échelle du cosmique – écrivait TEILHARD DE CHARDIN – (toute la physique moderne nous l'apprend), seul le fantastique à des chances d'être vrai". »*. Comment ne pas s'indigner encore devant cette sclérose qui, impulsée par les politiques, enserre la science contemporaine comme les tentacules d'une pieuvre pour l'étouffer ! Comment ne pas se révolter devant ce conformisme étriqué sur fond de réduction de crédits dont la finalité est bien de tuer la science en instaurant l'obscurantisme le plus indémodable qui soit, celui de la niaiserie ! Carl SAGAN, le sceptique par excellence, reconnaissait que « *L'imagination nous emmènera souvent vers des mondes qui n'existent pas, mais sans elle nous n'irions nulle part.* » et la phrase d'EINSTEIN est demeurée célèbre « *You cannot solve a problem with the same sort of thinking that created the problem* »²⁵². Le « dieu hasard » de la pensée officielle scientifique n'est là que pour se substituer à toute autre entité régulatrice, c'est là son rôle, sa mission, son sacerdoce.

La propagande générée par la société des accapareurs entend traquer tout sentiment religieux : malheur à qui ne hurle pas avec les loups contre ceux qui croient ! Malheur à ceux qui seraient assez stupides pour imaginer une quelconque harmonie dans l'univers qui nous entoure ! Celui-ci n'est que le fruit d'une insipide soupe erratique primordiale qui s'est mise toute seule à bouillir ! Et là encore le père DUCHESNE ne cherche pas à « *forcer le trait* » pour convaincre. Ne suffit-il pas de citer le pape du néo-darwinisme, l'incontournable Richard DAWKINS : dans un discours intitulé « *Un cas scientifique contre Dieu* », n'allait-il pas jusqu'à soutenir que celui qui croyait au Dieu créateur était « *scientifiquement illettré* » ?²⁵³ Pourtant on aurait tort de prétendre, comme le font abusivement aujourd'hui, les thuriféraires du néo-darwinisme, que la science a toujours combattu la croyance. Quel meilleur exemple donner que les propos du plus grand savant de tous les temps, du père de la science moderne, du grand Isaac NEWTON (1643-1727) lui-même, qui s'exprimant sur le cosmos déclarait : « *Ce magnifique système de planètes, du soleil et de comètes n'a pu apparaître que grâce à la pensée et à la domination d'un Être intelligent et puissant. Cet être gouverne toutes les choses... en tant que Seigneur de toutes les choses. On l'appelle habituellement le Seigneur Dieu, Dirigeant Universel* »²⁵⁴. Un autre grand scientifique, Blaise PASCAL (1623-1662), constatait que « *Un peu de science éloigne de Dieu, beaucoup en rapproche* » et c'était cette même idée qu'exprimait un siècle auparavant Francis BACON (1561-1626) « *un peu de philosophie conduit à l'athéisme ; mais beaucoup de philosophie conduit à la religion.* ». Chacun se souvient des vers de VOLTAIRE « *L'univers m'embarrasse et je ne puis songer, Que cette horloge existe et n'ait point d'horloger* ».

Revenons donc à PAUWELS et BERGIER et au fantastique vers lequel nous conduit inexorablement la science d'aujourd'hui : « *L'anthropologie attend son Copernic.* – écrivait-ils – *Avant Copernic, la Terre était le centre de l'Univers. Pour l'anthropologue classique, notre*

²⁵² « *La manière de penser qui a généré un problème ne pourra jamais le résoudre* ».

²⁵³ Revue « *Science* » du 15 août 1997 page 892.

²⁵⁴ I. NEWTON « *Principia* », deuxième édition, J. de Vries, Essentials of Physical Science, B. Eerdmans Pub.Co., Grand Rapids, SD, 1958, page 15.

civilisation est le centre de toute pensée humaine, dans l'espace et le temps. Plaignons le pauvre primitif, enfoui dans les ténèbres de la mentalité prélogique ». La science moderne, plus encore que celle de Blaise PASCAL, nous amène à reformuler toujours le constat voltairien. L'astronome et astrophysicien canadien Hugh ROSS faisait remarquer : « *Si nous avons besoin d'un athée pour un débat, je vais au département de philosophie. Le département de physique n'est pas très utile à ce niveau !* »²⁵⁵. ROSS n'a certes jamais occulté ses convictions chrétiennes mais tel n'est pas le cas du microbiologiste Michael BEHE, professeur de l'Université Lehigh en Pennsylvanie, qui révèle cependant que l'on n'a nul besoin d'être étiqueté « *créationniste* » pour trouver des incohérences dans l'évolutionnisme. Ce scientifique de haut niveau met en évidence une réalité gênante pour la pensée officielle, bien entendu occultée aussitôt par la société de l'injustice : « *Durant les quatre dernière décennies, la biochimie moderne a dévoilé les secrets de la cellule. Le progrès a été durablement atteint. Il a nécessité des dizaines de milliers de personnes dédiant leur vie au travail pénible du laboratoire. Le résultat de ses efforts cumulés pour examiner la cellule représentant la vie au niveau moléculaire est une découverte de toute première importance ! Ce résultat est tellement signifiant qu'il doit être classé comme l'une des plus formidables réussites dans l'histoire de la science. Mais curieusement aucune effusion de joie ne s'est produite ! Pourquoi la communauté scientifique n'adopte pas massivement cette découverte sensationnelle ?* »²⁵⁶. La réponse à cette question, le père DUCHESNE l'affirme bien haut, est bien que l'évolutionnisme n'est qu'une doctrine idéologique dont les tenants utilisent les mêmes armes que celles employées par les gourous des sectes, qu'ils prétendent dénoncer, qui se plaisent tant à diaboliser, occulter ou falsifier. Il affirment qu'il ne faut pas confondre science et croyance tout en étant les premiers à tomber dans le travers en érigeant en science ce qui n'est qu'un dogme hautement discutable : l'athéisme matérialiste. L'ouvrage de Michael BEHE montre aussi combien c'est un véritable terrorisme intellectuel qui est exercé aujourd'hui sur le monde scientifique : « *Combien d'évolutionnistes accepteraient l'idée que des changements aléatoires dans un programme informatique produisent une version améliorée ? Pourtant, c'est exactement ce qu'ils essaient de nous faire croire quand l'ADN subit une mutation au cours du processus d'évolution.... En privé, nombre de scientifiques admettent que la science n'explique pas la genèse de la vie. [...] Darwin n'avait aucune idée de l'extrême complexité que présentent même les formes de vie les plus simples.* ».

C'est bien en effet ce concept de « *complexité irréductible* » qui pose problème comme le démontre BEHE dans son ouvrage. Le fer de lance de sa démonstration repose sur l'infinie complexité de la cellule, non seulement dans ses composantes, mais encore dans sa structure même. Qu'un seul de ces multiples éléments vienne à manquer et l'organisme entier ne peut plus fonctionner correctement. Comment croire alors que celle-ci n'est que le fruit d'une mutation aléatoire ? C'est là sans nul doute une des avancées essentielles de la science contemporaine qui, ainsi que l'avaient prévus des auteurs visionnaires, débouche ainsi sur le fantastique : les connaissances les plus avancées des mécanismes du vivant semblent redonner vie au finalisme. Il y aurait donc un but à toute chose ! C'est en particulier l'enseignement que l'on peut tirer de l'ouvrage du biochimiste et généticien Michaël DENTON, professeur à l'Université d'OTAGO (Nouvelle-Zélande) et ancien directeur du Centre de génétique humaine de Sydney « *Evolution :*

²⁵⁵ Hugh ROSS « *The creator and the cosmos* », page 125, Colorado Springs: NavPress, 1993, 2nd ed., 1995, 3rd ed. 2001.

²⁵⁶ Dr Michaël J BEHE « *La Boite Noire de Darwin* » (« *Darwin's Black Box : The Biochemical Challenge to Evolution* »), New York, The Free Press, 1996.

une théorie en crise » : « Aux yeux du sceptique, c'est un affront à la raison que de croire que c'est le hasard qui est à l'origine des programmes génétiques des organismes supérieurs, qui consistent en un mille millions de bits d'informations environ, l'équivalent à la séquence de lettres dans une petite bibliothèque d'un millier de volumes, qui contiennent sous forme encodée un nombre infini de milliers d'algorithmes compliqués qui contrôlent, spécifient, et commandent la croissance et le développement de milliards et milliards de cellules dans la forme d'un organisme complexe. Or aux yeux du darwiniste, l'idée est acceptée sans le moindre doute, le paradigme est prioritaire ! »²⁵⁷. C'est ce qui fait d'ailleurs dire au père DUCHESNE que si DARWIN revenait parmi nous, il deviendrait vraisemblablement un pourfendeur de ses prétendus nouveaux disciples, celui-ci n'avait-il pas écrit lui-même « Si l'on arrivait à démontrer qu'il existe un organe complexe qui n'ait pas pu se former par une série de nombreuses modifications graduelles et légères, ma théorie ne pourrait certes plus se défendre »²⁵⁸.

Dieu existe, je l'ai constaté !

Dans sa traque des conspirateurs de la « *pensée unique* », le père DUCHESNE a cherché à prouver que les ramifications de ce vaste complot s'étendent partout, jusque dans la science officielle pour laquelle on n'a de cesse que de tout tenter pour la faire accoucher au forceps d'une religion nouvelle. Le but réel de ces agissements toutefois continuait d'obséder l'auteur de ces lignes. Certes le darwinisme convient à merveille pour servir à la fois d'exutoire et de paravent aux prédateurs du corps social, mais il ne pouvait s'empêcher de penser qu'il devait y avoir encore autre chose. En se tournant vers l'histoire, que l'on cherche tant à gommer de la mémoire collective, il a alors fait le constat que le dogme est toujours imposé dans un but d'occultation : la foi inculquée par la force ne vise qu'à masquer la réalité. La société des accapareurs échapperait-elle à la règle ? Et si tel n'est pas le cas alors que cherche-t-on à dissimuler ? Le père DUCHESNE a alors tenté de mettre en application les grands principes du réalisme fantastique de ses maîtres pour tenter d'y voir plus clair et le moins que l'on puisse dire est que le résultat de ses investigations s'est révélé proprement stupéfiant !

PASCAL disait « *C'est le cœur qui sent Dieu et non la raison* » mais voici qu'aujourd'hui, comme le fait remarquer DENTON, après avoir démontré l'interminable chaîne des coïncidences nécessaires à l'apparition de la vie, que tout se passe comme si l'ensemble des lois de l'univers étaient coordonnées pour atteindre ce but. Voici alors que le mot de HEIDEGGER « *la science a perdu ses fondements métaphysiques* » retrouve toute sa pertinence. Voici que l'on peut appréhender l'existence d'une entité organisatrice, d'une harmonie universelle, d'une finalité régulatrice, d'un Être Suprême ou d'un Dieu selon les mots de chacun, non seulement par l'élan de la foi, mais aussi par le prisme de la raison. L'adoption d'une telle hypothèse n'est nullement incompatible avec les données de la théorie évolutionniste, loin s'en faut, il n'est que la mauvaise foi des ayatollahs de la science contemporaine pour y voir une attitude religieuse. Le plus cocasse est d'ailleurs de voir le défenseur s'il en est de la cause de DARWIN, Richard DAWKINS en personne, dans son ouvrage « *Pour en finir avec Dieu* »²⁵⁹

²⁵⁷ Michael DENTON. « *Evolution : une théorie en crise*. », éditions FLAMMARION, collection : « *Champs* », 1993, 385 pages, page 351 ; « *Evolution : A Theory in Crisis* », London : Burnett Books, 1985.

²⁵⁸ C. DARWIN « *L'origine des espèces* », chapitre 6, FLAMMARION, 1992.

²⁵⁹ R. DAWKINS « *Pour en finir avec Dieu*. » (« *The God delusion* »), éditions Robert Laffont,

venir reconnaître qu'il n'existe pas de domaine, fut-ce l'existence de Dieu, qui ne puisse être traité de manière scientifique. Les physiciens du début du XX^e siècle étaient confrontés eux aussi à des données objectives qui ne cadraient plus avec leurs paradigmes comme celui des interactions électromagnétiques. Ils n'ont pas hésité à aller au-delà la voix officielle en faisant avancer ainsi la science à pas de géant et, avec quel brio ils remirent en question des certitudes aussi profondément ancrées dans les consciences que celle du temps. Aujourd'hui alors que les biologistes ont levé le voile sur le mécanisme du vivant et montré que sa complexité et son évolution résistent à une explication mécaniste, tout exactement comme les phénomènes atomiques apparaissaient inexplicables au début du siècle dernier, ne peut-on, sans encourir la flétrissure de la marque « créationniste », envisager l'existence de forces naturelles inconnues jusqu'alors qui seraient irréductibles aux forces mécaniques, le tout en respectant les rigueurs de la démarche scientifique ?

Plusieurs chercheurs aujourd'hui n'hésitent plus à faire preuve de cette imagination si nécessaire à la science pour proposer de nouvelles approches audacieuses. Le docteur Stuart KAUFFMAN, de l'Université de Calgary au Canada, expert mondialement connu des systèmes complexes est de ceux-là. Athée convaincu et donc nullement soupçonné de « créationnisme », il part du constat que, tant l'apparition de la vie que celle de la conscience, n'ont pu encore ni faire l'objet d'une modélisation, ni, a fortiori, être reproduites en laboratoire. Elles échappent ainsi totalement à notre compréhension. Dans le même temps il apparaît que les systèmes vivants évoluent de manière totalement imprévisible, démontrant une fois de plus, si besoin en était, les insuffisances de la théorie darwinienne et rendant problématique toute anticipation ce qui peut laisser la place libre à l'irrationnel. Face à ce qu'il nomme des « *vides béants de la connaissance* », il propose alors de faire appel au « *sens du sacré* » qui apparaît lorsque l'homme se trouve confronté avec l'inconnu en recommandant de qualifier de « *Dieu* » tout ce qui échappe à notre compréhension, non pour recourir à des explications surnaturelles, mais uniquement pour réactiver l'inventivité humaine face aux aspects encore incompris de l'univers naturel. En précurseur KAUFFMAN prophétise : « *Si l'imprédictibilité de l'espace de configuration de la biosphère est avérée, alors nous devons trouver comment penser simultanément physique et histoire... Nous allons vers une réunification des sciences et des humanités. D'un point de vue scientifique, nous ne pouvons prévoir l'espace de configuration de la biosphère, nous sommes contraints à l'union de ce que Kant appelait la raison pure et la raison pratique.* »²⁶⁰.

Dans cette perspective est-il raisonnable de penser que les connaissances qui sont les nôtres aujourd'hui puissent nous permettre d'avancer vers quelque hypothèse rationnelle ? Le père DUCHESNE a la faiblesse de penser que oui ! Tentons ensemble d'élaborer une théorie explicative. La cosmologie des origines est aujourd'hui faite d'hypothèses et les certitudes font cruellement défaut. L'explication dominante est celle dite du *Big Bang*, dont la paternité revient au physicien anglais Fred HOYLE (1915-2001) qui, paradoxe, s'en sert comme moyen de dérision lors d'une émission radiophonique de la *BBC* en 1950. Cette théorie s'impose depuis que le seul modèle apte à la concurrencer, la théorie de l'état stationnaire, s'est révélé incompatible avec ce qui était observé. On désigne donc ainsi une période dense et chaude dans l'histoire de l'univers, il y a environ 13,7 milliards d'années, sans d'ailleurs que l'on puisse identifier dans

PARIS, 2008.

²⁶⁰ Stuart KAUFFMANN « *Spirales de l'auto-organisation* », page 208, in « *La Complexité, vertiges et promesses* », Le Pommier/Poche, 2006.

celle-ci l'existence d'un « *instant initial* », du grand commencement, de la preuve irréfutable de la création qu'avait salué, un peu hâtivement, le pape Pie XII. On peut sans doute simplement se hasarder à soutenir que voilà l'apparition de l'espace temps. Une masse s'est alors formée qui, par l'impulsion des forces qui y étaient incluses s'est petit à petit organisée en formant progressivement des milliards de milliards d'étoiles, s'organisant elles-mêmes en galaxies primitives. Celles-ci, répondant au même mouvement expansionniste, en explosant à leur tour ont généré une poussière de laquelle a jailli l'ensemble des éléments chimiques complexes qui nous entourent et nous composent, poussières d'étoiles que nous sommes ! Apparurent ensuite de nouveaux astres, dont notre soleil vieux de 4,6 milliards d'années, fait d'un quart d'hélium pour trois quarts d'hydrogène. Presque aussitôt (à l'échelle de l'univers cela va sans dire !), il y a 4,57 milliards d'années se formait notre planète qui resta pendant longtemps une fournaise ardente tournant autour de son étoile avant de se refroidir progressivement pendant près d'un milliard d'années. Puis la vie s'incrusta dans le monde des atomes. Comment ? On ne le sait réellement et les théories abondent, se heurtant toutes à la complexité que met en avant la microbiologie d'aujourd'hui. Certes les publications officielles ressassent sans relâche, comme une antienne, la laborieuse *expérience Urey-Miller* de 1953 et ses acides aminés, mais celle-ci ne convainc plus que les naïfs et les incultes. On devine vraisemblablement que le rayonnement solaire, notamment ultraviolet, agissant sur l'eau et le gaz carbonique, dont la terre était alors abondamment pourvue, aboutit à la formation de molécules carbonées simples comme *l'aldéhyde formique* qui furent à l'origine d'une oxygénation progressive de l'atmosphère. Surgirent alors des composés carbonés stables qui iront inexorablement en se complexifiant : *polysaccharides*²⁶¹, *acides aminés* à chaînes courtes²⁶², *polypeptides*²⁶³, *protéines*²⁶⁴, *polynucléotides*²⁶⁵. Toute cette alchimie avait pour cadre l'océan primitif dont le milieu facilita l'apparition de combinaisons encore plus subtiles de *protéine* et d'*acide nucléique* qui donnèrent naissance à ces fameuses structures spiralées aptes à transmettre par duplication, les informations dont elles étaient porteuses, c'est à dire les proto molécules d'*ARN* qui devinrent les *acides nucléiques ARN*²⁶⁶ et *ADN*²⁶⁷.

Ce moment capital s'il en est de l'apparition de la vie, l'écrivain anglais Thomas Ernest HULME (1883-1917), qui fut le disciple et le traducteur de BERGSON, y voyait « *l'introduction*

²⁶¹ Composés des éléments C, H, O (Carbone, hydrogène, oxygène).

²⁶² Composés des éléments C, H, O, N (Carbone, hydrogène, oxygène, azote).

²⁶³ Chaînes longues d'acides aminés.

²⁶⁴ Chaînes très longues d'acides aminés.

²⁶⁵ Intégrant la composante phosphore (P).

²⁶⁶ *L'acide ribonucléique (ARN)* est un polymère (une grosse molécule ou macromolécule) linéaire constitué d'un enchaînement de nucléotides. Entre autres fonctions, il est le support temporaire de l'information génétique (on parle alors de *l'ARN messenger*), utilisé par la cellule pour transmettre l'information correspondant à un gène donné à l'extérieur du noyau, puis pour synthétiser des protéines à partir de ces informations.

²⁶⁷ *L'acide désoxyribonucléique (ADN)* est une molécule commune à toutes les cellules vivantes qui renferme l'ensemble des informations utiles au développement et au fonctionnement de l'organisme en cause. Support de l'hérédité, transmis lors de la reproduction, il porte l'information génétique et constitue le génome des êtres vivants. Il détermine la synthèse des protéines.

*progressive dans la matière d'une liberté de plus en plus grande »*²⁶⁸. Pendant longtemps les cellules vivantes ont stagné dans les eaux chaudes, sans commencement ni fin, jusqu'à ce que l'élan vital ne parvienne enfin à surmonter son problème crucial qui est celui du manque de mémoire. C'est alors que fut découvert le système qui lui permettait, d'une part de coder la connaissance, d'autre part de la transmettre par reproduction. Pour progresser la vie invente alors la mort : les créatures du cambrien²⁶⁹ se délestent de leurs anciennes cellules au profit de nouvelles. La vie s'incruste ainsi de plus en plus solidement dans la matière qui ne stagne plus mais se recycle : le vieux à bout de souffle cède la place au jeune bouillonnant d'énergie pour permettre que se poursuive l'aventure. Quelle plus belle illustration que l'*Énéide* de VIRGILE, lorsque Anchise révèle à son fils l'origine des âmes, et le sort qui les attend après la mort : « *Il faut que vous sachiez, ô mon fils, que le ciel et la terre, la mer, le globe brillant de la lune, et tous les astres, sont mus par un principe de vie interne, qui perpétue leur existence ; qu'il est une grande âme intelligente, répandue dans toutes les parties du vaste corps de l'Univers, qui se mêlant à tout, l'agite d'un mouvement éternel. C'est cette âme qui est la source de la vie de l'homme, de celle des troupeaux, de celles des oiseaux et de tous les monstres qui respirent au sein des mers. La force vive qui les anime, émane de ce feu éternel qui brille dans les cieux et qui, captif dans la matière grossière des corps ne s'y développe qu'autant que le permettent les diverses organisations mortelles qui émoussent sa force et son activité. A la mort de chaque animal, ces germes de vie particulière, ces portions du souffle universel, retournent à leur principe et à leur source de vie qui circule dans la sphère étoilée.* ». Cette première vision des choses, riche en elle-même au plan métaphysique car elle nous révèle le sens profond de la mort, montre aussi que si l'évolution dans sa progression se traduit bien sûr par un accroissement considérable d'interactions physico-chimiques, elle se traduit tout autant et sinon plus encore, par des accroissements de transferts d'informations. Or toute information, même la plus anodine, est finaliste. Si j'informe mon voisin c'est pour l'avertir, lui recommander de se méfier, voire tout simplement le tenir au courant. Même le rituel « *Quel temps de chien !* », échangé furtivement dans l'ascenseur, vise à entretenir de bonnes relations et à ne pas passer pour un ours !

Alors se pose un problème : qui porte l'information ? Bien sûr les tenants de la religion matérialiste des accapareurs diront que l'ARN, cette usine à la taille d'une ville en miniature, surgit du néant par le seul fait du dieu-hasard mais, plus sérieusement, ne peut-on envisager, en gardant une attitude scientifique, un vecteur encore inconnu entre la vie et la matière, une sorte d'onde électromagnétique qui aurait, pour l'heure, échappé à nos investigations. Si on admet cette hypothèse alors tout, y compris l'insondable, peut trouver explication. Le point de départ de la théorie, que suggère le père DUCHESNE, est de considérer que la vie n'est pas que simple émanation de la matière, elle est une force qui s'y incruste et donc une force distincte. C'est la belle phrase que George Bernard SHAW (1856-1950) met dans la bouche de sa *Lilith* : « *J'ai introduit la vie dans le tourbillon des forces, et obligé, mon ennemie la Matière à obéir à l'âme vivante. Mais en asservissant l'ennemie de la Vie, j'en ai fait la maîtresse de la Vie...* »²⁷⁰. Il reste

²⁶⁸ T. E. HULME, « *The collected writings* », 1996, OUP, edited by Karen CSENGERI.

²⁶⁹ Première période de l'ère primaire (*paléozoïque*), d'une durée de 50 Millions d'années, le cambrien se caractérise par le rapide développement des faunes de *trilobites*.

²⁷⁰ G. B. SHAW « *Retour à Mathusalem* » (« *Back to Methuselah* »). Pentalogie : 1. In the beginning ; 2. The Gospel of the Brothers Barnabas ; 3. The Thing Happens ; 4. The Tragedy of An Elderly Gentleman ; 5. As Far As Thought Can Reach), 1921, traduit de l'anglais par Augustin et Henriette Hamon, préface de Jean Rostand, Paris, Éditions F. Aubier, « *Œuvres de G.*

encore le problème de la conscience. Pourquoi ne pas admettre que celle-ci est émanation de la vie, un groupe de facultés destinées simplement à dépasser les simples pulsions instinctives afin de mieux observer, mieux analyser, mieux transmettre. Elle procède de l'élan vital et comme telle participe aussi de ce fluide mystérieux transmetteur d'information entre la matière et la vie.

Dans cette vision des choses, appelons Dieu, cette harmonie universelle qui fait la nature et l'univers, cette information qui circule et organise. La perception de cette harmonie serait alors à l'origine de tous les mythes et, par là même, de toutes les religions. On est frappé de voir qu'à travers chaque culture, chaque sensibilité, chaque déclinaison se cache une perception unique des choses. On est surpris par les points communs qui relient les courants religieux dans leurs prolongements ésotériques et les rapprochements nombreux qui peuvent être faits entre, par exemple, la *gnose* chrétienne, la *cabale* juive ou le *soufisme* musulman pour n'évoquer que les trois grands courants monothéistes. L'approche, même la plus basique, montre que toutes les religions portent en elles de profondes similitudes au point que l'on puisse même évoquer une sorte de « *tronc commun* ». Si on se réfère, par exemple à la notion de continuité de l'existence, illustré, par le concept de l'âme : christianisme et judaïsme affirment que Dieu crée une nouvelle âme pour chaque corps ; le bouddhisme qu'une partie de la pulsion universelle de vie réside de façon éphémère dans un corps ; l'hindouisme que *JIVA* (l'âme) est d'abord incarnée dans une pierre, dans une plante, un animal et enfin dans l'homme ; le taoïsme, quant à lui, enseigne que *SHEN* (l'âme) se compose de deux parties, le *HUN* issu du spirituel (*Yang*) et le *PO* issu de la terre (*Yin*). Chacun de ces courants illustre ainsi la dualité propre à toutes les cosmogonies et notamment cette notion de chaos primordial, mis en lumière par la théogonie d'HESIODE, ce néant en conflit avec l'ordre comme cette entité première qui renferme l'ensemble des éléments à venir encore mélangés.

L'hypothèse que suggère le père DUCHESNE serait donc la suivante. Il est un programme, analogue à cette notion devenue familière que l'informatique nous a donné, que l'on peut appeler Dieu ou encore la Nature et dont la finalité est d'harmoniser deux éléments, le premier est la matière qui tend vers l'inertie, le second est la vie caractérisée au contraire par le mouvement. L'homme représente l'aboutissement actuel de ce programme. Les deux éléments primordiaux étant indissociables, leurs tendances se retrouvent dans l'être humain, en particulier dans cette faculté qui le distingue des autres espèces : la conscience qui est ce pouvoir d'appréhender et d'analyser les choses autour de soi, vecteur de l'individualité. Cette dernière représente, à elle seule, toute la difficulté de la destinée humaine dans la mesure où, étant unique, elle tend, par nature, à se différencier, voire à s'affranchir de l'harmonie universelle. L'individualité est un peu le *bogue* qui cherche à bloquer le programme ! C'est bien pour éviter ce funeste destin qu'existe la religion qui n'est là que pour « relier », pour chercher à sauver l'homme du chaos vers lequel l'orgueil individuel le pousse comme vers une pente fatale. Voilà comment, pense le père DUCHESNE, la voie de la science et celle de la raison peuvent aujourd'hui rejoindre avec profit la foi ancestrale pour ensemble éclairer l'homme sur sa destinée et l'aider à bâtir son bonheur. Comment alors ne pas, une fois encore, s'émerveiller devant la profonde justesse de l'intuition de ROUSSEAU. Oui, comme le disait ROBESPIERRE, son plus grand disciple, l'athéisme est par essence aristocratique. Oui face à cette pensée destructrice se dresse l'immense communauté des croyants qui est là pour proclamer que nier Dieu c'est nier l'Homme. Oui, il est une religion, issue du fonds des âges, qui englobe toutes les autres, celle de l'entité régulatrice, de cet Être Suprême annoncé par l'immortel Jean Jacques, celui qui règne sur

B. Shaw », 1959, épuisé.

la nature et l'humanité et dont le culte, chassant les corrompus et les athées, conduira à instaurer un jour l'unité et la fraternité universelle.

« Dieu est mort ! », signé Nietzsche... « Nietzsche est mort ! », signé Dieu.

Si le père DUCHESNE a fait, dans cette œuvre de dénonciation qu'il entreprend, cette digression dans le domaine du spirituel ce n'est pas tant pour se conformer à la célèbre prédiction d'André MALRAUX qui affirmait que le XXI^e siècle sera métaphysique ou ne sera pas, c'est bien parce que l'hypothèse à laquelle il s'est risqué permet d'éclairer d'autres vastes ramifications du complot de la « *pensée unique* » qui viennent ainsi corroborer d'autres notions sur lesquelles il a eu le loisir de dissenter dans la première partie de cette réflexion, comme celle de l'interdit, le subterfuge ou encore cette volonté de crétiniser les masses. C'est, comme il l'a dit, parce qu'il sentait intuitivement que l'instauration par la contrainte de la religion matérialiste nouvelle cachait bien autre chose que le père DUCHESNE a poursuivi sa réflexion sur la religion, prise au sens large, en tant que la conviction profonde qu'il existe une entité organisatrice. Le résultat ne s'est pas fait attendre ! En fouillant dans les faits, qui sont les seuls éléments qui servent de base à sa réflexion, il a pu encore conforter ses convictions et se persuader, une fois de plus, du caractère totalitaire et liberticide de la société des accapareurs.

Les fondements scientifiques du magique.

Dans le schéma explicatif qu'il propose, le père DUCHESNE a souligné l'importance de la transmission de l'information qui, se propageant, entraîne l'organisation, toujours plus complexe des atomes. La grande difficulté à laquelle on se heurte est alors de déterminer le vecteur de transmission de cette information. La religion matérialiste de la société de l'injustice, dans sa grande stupidité, aura, bien entendu, tôt fait de nier la réalité de ce vecteur, « *puisque'on ne l'a pas trouvé* », ce à quoi le père DUCHESNE répond volontiers qu'il n'y a pas de plus incurable aveugle que celui qui ne veut pas voir ! Il n'est bien entendu nullement question de sombrer dans un quelconque mysticisme de bas étage ou de croire, comme Margot, à ce que lui raconte le diseur de bonne aventure, il s'agit de garder ces principes de rigueur scientifique préconisés par le réalisme fantastique pour tenter de répondre à la passionnante question de l'existence de ce vecteur inconnu d'information qu'évoquait à l'instant le père DUCHESNE. Trois apports, bien différenciés, nous permettent de proposer une réponse significative et positive à la question posée avec une probabilité approchant de la certitude : l'apport historique, l'apport théorique et l'apport scientifique.

L'apport historique tout d'abord met en évidence la réalité d'un phénomène qui ne peut trouver d'autre explication que dans l'existence d'un échange au moyen d'une cause encore inconnue. N'en déplaise au grand professeur de biophysique théorique de l'*Université de Nice Sophia-Antipolis*, Henri BROCH, auteur de nombreux ouvrages²⁷¹ et promoteur de quelques lucratifs sites internet sur la *zététique*²⁷², si les innombrables éléments rapportés, témoignages ou récits de ce que l'on nomme des phénomènes inexplicables ne constituent pas des preuves scientifiques, alors c'est que le mot preuve n'a plus de signification ! Le père DUCHESNE se bornera à évoquer deux exemples mais chacun sait que ceux-ci sont légion. Ainsi parmi les cas

²⁷¹ De quelques dizaines pages chacun... à 10 € l'unité !

²⁷² Proposant notamment des CD Rom d'informations... à « *seulement 30 €* » pièce !

les plus remarquables de prémonition, celui de l'écrivain de science fiction américain Morgan ROBERTSON (1861-1915) est proprement stupéfiant. Celui-ci publie en 1898, un roman intitulé « *Le naufrage du Titan* » qui relate, dans le menu, le naufrage d'un navire géant, lancé par une nuit d'avril, avec à son bord trois mille personnes, mesurant 800 pieds de long et jaugeant 70 000 tonnes, réputé insubmersible en raison de ses 19 compartiments étanches. Le naufrage est causé par le heurt d'un iceberg et on déplore un millier de victimes en raison du trop faible nombre de canots de sauvetage qui est de vingt quatre. Le lecteur se remémorera que, quatorze ans plus tard, un navire portant le nom de « *Titanic* » sombra par une nuit d'avril après une malencontreuse rencontre avec un iceberg. Le paquebot mesurait 800 pieds et sa jauge était de 66 000 tonnes. Il était réputé insubmersible et la tragédie a coûté la vie à mille personnes en raison d'un nombre de canots de sauvetage réduit à vingt. C'est là du fait et non de la fantasmagorie !

Le second exemple tout aussi révélateur, sinon plus, est celui de Daniel Dunglas HOME (1833-1886), sans doute le plus indiscutable des médiums. Ce qui finit par emporter la conviction le concernant c'est le volume impressionnant des preuves de ses tours de force. L'*Université de Harvard* dépêcha une commission d'enquête pour étudier les phénomènes qu'il provoquait, celle-ci comprenait notamment le poète William Cullen BRYANT (1794-1878) et attesta que la table autour de laquelle ils étaient assis, en pleine lumière, s'était déplacée et avait même « *flotté* » à quelques centimètres au dessus du sol. L'écrivain américain Nathaniel HAWTHORNE (1804-1864) écrivit à son sujet : « *Ce sont des faits réels, prouvés, authentifiés...et cependant j'ai beau faire, je n'y découvre aucun intérêt* ». HOME effectua un périple européen qui le conduisit d'Angleterre aux Pays-Bas en passant par l'Italie et la France et les phénomènes se renouvelèrent devant des centaines de témoins comme aux Tuileries auprès de Napoléon III - Badinguet. Si l'activité extraordinaire de HOME est avérée, le moins que l'on puisse dire est que le spiritisme et la communication avec les esprits des disparus paraît loin d'apporter des explications rationnelles suffisantes. Le célèbre cas de Rosemary BROWN (1916-2001), qui défraya la chronique au début des années soixante dix, lorsque celle-ci sortit un disque de prétendues compositions dictées par LITZ, BRAHMS, DEBUSSY et BEETHOVEN depuis l'au-delà, apporte, au contraire, beaucoup d'eau au moulin des sceptiques. En écoutant une prestation, somme toute à la hauteur de tout musicien un temps soit peu habile, on peut s'interroger sur la raison pour laquelle le grand Ludwig, depuis son éternité, ne saisit pas mieux cette chance unique de nous interpeller en faisant appel à son génie, un peu à la manière de ces premières notes de sa cinquième symphonie qui laissèrent ses contemporains sans voix !

Ces faits inexplicables dont on peut difficilement, de bonne foi, nier la réalité ont trouvé leurs théoriciens. Le précurseur fut sans doute le célèbre biologiste autrichien Paul KAMMERER (1880-1926). KAMMERER avait le tort de ne pas croire à la religion darwiniste, cela lui coûta la vie. Séduit par le *lamarckisme*, il commit l'affront de démontrer que les caractères acquis pouvaient être héréditaires chez le crapaud accoucheur en observant, auprès de cette espèce, que des coussinets nuptiaux, apparus sur les pattes d'une première génération à l'occasion d'une modification de l'environnement, s'étaient transmis ensuite aux suivantes. C'était la négation même de la théorie de DARWIN fondée, on le sait, sur le principe de la sélection naturelle dans l'évolution par le dieu hasard et du même coup la validation de, partie pour le moins, des thèses de LAMARCK selon lesquelles les espèces se développent en suivant le principe d'une transformation systématique et logique. C'était aussi une formidable note d'espoir pour l'avenir des hommes que saluait ce grand scientifique en ces termes : « *Nous ne sommes pas les esclaves du passé, mais les maîtres d'œuvre de l'avenir* ». C'était compter sans le complot darwiniste qui

bâtit de toutes pièces une cabale contre KAMMERER dont la grossièreté n'échappa à personne : on « falsifia » un crapaud en lui injectant de l'encre de Chine sous la peau. KAMMERER ne supporta pas le moindre doute sur toute une vie consacrée à la recherche et choisit de se donner la mort. Arthur KOESTLER lui rendit un vibrant hommage dans son livre « *L'étreinte du crapaud* »²⁷³. Mais outre cette contribution scientifique, KAMMERER est aussi connu pour avoir dégagé un autre concept, celui de sérialité, qu'il développa dans son ouvrage, publié en 1916 : « *La loi des séries* »²⁷⁴. Cette contribution, qualifiée par EINSTEIN d'« *original(e) et nullement absurde* » apportait un éclairage nouveau sur la recherche scientifique ce que ne manque pas de saluer son auteur : « *Nous en arrivons ainsi à l'image d'une mécanique universelle, d'un kaléidoscope cosmique qui, malgré les bouleversements et les réarrangements constants, prend soin aussi de réunir les semblables* »²⁷⁵.

A partir de ces travaux, des écrits de philosophes comme LEIBNIZ et SCHOPENHAUER mais aussi de la connaissance qui était la sienne des philosophies orientales et du *Yi King*²⁷⁶ comme de l'occultisme, le père de la *psychologie des profondeurs*, Karl Gustav JUNG (1875-1961), créateur de la notion d'inconscient collectif qui apparaît comme une sorte de supra-conscience cosmique, dégagea avec le prix Nobel de physique Wolfgang PAULI (1900-1958), un des principaux fondateurs de la physique quantique, la notion de *synchronicité* dans leur ouvrage commun « *Naturerklärung und Psyche* »²⁷⁷. La *synchronicité* est définie alors comme l'occurrence simultanée de deux événements liés par le sens et non par la cause : « *J'ai choisi le terme de "synchronicité" parce que l'apparition simultanée de deux événements, liés par la signification mais sans relation causale, me semble être un critère essentiel. J'emploie donc ici le concept général de synchronicité dans le sens spécial de coïncidence dans le temps de deux ou plusieurs événements sans relation causale et qui ont le même contenu significatif ou un sens similaire, et ce par opposition à "synchronisme" qui indique simplement l'apparition simultanée de deux phénomènes.* »²⁷⁸. « *La synchronicité n'a rien de plus énigmatique ni de plus mystérieux que les discontinuités dans la physique. Notre conviction profondément enracinée de la toute-puissance de la causalité crée, à elle seule, les difficultés qui s'opposent à notre entendement et fait paraître impensable que des événements a-causaux puissent se produire ou exister. Les coïncidences d'événements liés par le sens sont pensables comme pur hasard. Mais plus elles se multiplient et plus la concordance est exacte, plus leur probabilité diminue et plus grandit leur invraisemblance, ce qui revient à dire qu'elles ne peuvent plus passer pour simple hasard, mais doivent, vu l'absence d'explication causale, être regardées comme arrangements*

²⁷³ A. KOESTLER « *L'étreinte du crapaud.* » (« *The case of the midwife toad* », 1971), éditions CALMANN LEVY, 1972.

²⁷⁴ P. KAMMERER « *Das Gesetz der Serie. Eine Lehre von den Wiederholungen im Lebens- und Weltgeschehen.* » (« *La loi des séries. Ce que nous enseignent les répétitions dans les événements de la vie et du monde* »).

²⁷⁵ Cité par son biographe KOESTLER dans « *L'étreinte du crapaud* ».

²⁷⁶ Le *Yi King* (ou *Yi Jing*) est un manuel chinois que l'on peut traduire par « *Classique des changements* » ou « *Livre des mutations* » et son principe serait d'analyser les signes potentiels des changements en cours, présents ou à venir.

²⁷⁷ K.G.JUNG, W.PAULI « *L'interprétation de la nature et le psychisme* », 1952. La correspondance entre PAULI et JUNG a été publiée : « *Correspondance 1932-1958* », Paris, ALBIN MICHEL, 2000, collection Sciences.

²⁷⁸ JUNG et PAULI, 1952, 26.

*sensés. Leur inexplicabilité ne provient pas de ce qu'on en ignore la cause, mais du fait que notre intellect est incapable de la penser... »*²⁷⁹.

Cette synchronicité, mise en lumière par JUNG et PAULI, aura eu aussi son philosophe en la personne de l'écrivain britannique d'origine hongroise Arthur KOESTLER (1905-1983) à qui l'on doit la très belle phrase : « *Les limites de notre équipement biologique nous condamnent peut-être à regarder l'éternité par le trou de la serrure. Essayons au moins de déboucher ce trou pour nous servir de nos yeux, même si nous avons la vue faible* »²⁸⁰. Tentons, selon sa recommandation, d'essayer d'y voir un peu plus clair. Si l'on admet que la vie s'est installée dans la matière, grande dualité initiale, on peut assez aisément en déduire que cette rencontre a un but. Si tel est le cas nous ignorons tout de la transmission de l'information, la manière avec laquelle sont véhiculées les consignes pour atteindre ce but. L'homme, aboutissement actuel de la vie, présente une caractéristique, une conscience qui lui permet d'analyser et de comprendre mais aussi de s'isoler, de se croire seul, de se valoriser comme la grenouille de la fable, victime de son ego, de cette *maya* des hindouistes qui n'est qu'illusion. Si la vie a été en mesure de créer une « *tête de pont* » dans la matière, elle a été en mesure de commander celle-ci pour l'organiser. L'homme étant l'émanation de la vie doit pouvoir en faire autant. C'est ce que révèle l'expérience, notamment ces faits inexplicables que JUNG et PAULI ont regroupés sous le vocable de *synchronicité*, mais se pose toujours la question du vecteur inconnu de communication entre la vie et la matière et entre l'homme et la matière. KOESTLER, qu'évoquait le père DUCHESNE à l'instant, postulait, quant à lui, à l'existence de liens entre des éléments de la mécanique quantique, se référant plus particulièrement au comportement des *neutrinos*²⁸¹ et leur interaction avec le temps mais, bien avant lui, d'autres chercheurs ont essayé de mettre en lumière ce vecteur de communication inconnu au cœur du monde qui nous entoure.

Les chercheurs maudits.

La tâche s'avérait particulièrement rude. En effet, quand Benjamin FRANKLIN (1706-1790), par exemple, inventa le paratonnerre, il possédait déjà une idée assez précise de ce qu'était l'électricité. Quand le groupe de LOS ALAMOS parvint à la fission nucléaire, la structure de l'atome n'était pas inconnue aux chercheurs de ce « *projet Manhattan* ». Point d'hypothèse de travail de départ en revanche dans la quête vers le vecteur de communication inconnu, tout au plus l'impression d'une vague notion de fluide, la tradition ésotérique ayant toujours reconnu l'existence d'une « *force vitale* » que le célèbre Franz Anton MESMER (1734-1815), grande figure du siècle des Lumières, nommait le « *magnétisme animal* ». Les premiers travaux qui revêtent une coloration scientifique, au sens moderne du terme, furent réalisés par le chimiste allemand Carl Ludwig Von REICHENBACH (1788-1869) qui publia un imposant ouvrage dont l'intitulé était « *Recherches physico-physiologiques sur les dynamiques du magnétisme* »²⁸², titre sans doute mal choisi qui vaut aux rares exemplaires subsistant aujourd'hui d'être relégués aux rayons « *électricité* » des bibliothèques, alors que l'étude en question était principalement axée

²⁷⁹ JUNG et PAULI, 1952, 105.

²⁸⁰ A. KOESTLER « *Les racines du hasard* », (« *The roots of coincidence* »), éditions Calmann-Lévy, 1976.

²⁸¹ Particules élémentaires de la matière.

²⁸² C. L. Von REICHENBACH « *Physikalisch-physiologische Untersuchungen über die Dynamide des Magnetismus* », 1840.

sur la recherche de la force vitale. C'est en étudiant des personnes souffrant de troubles mentaux, notamment des jeunes filles neurasthéniques à qui il présenta des aimants, que ce chercheur acquiesça la conviction que ceux-ci, comme le cristal d'ailleurs, étaient conducteurs d'une force électromagnétique jusqu'alors inconnue. Très vite cependant il dut se rendre à l'évidence que la nature de ladite force n'était nullement électromagnétique. En la certitude de sa présence mais dans l'ignorance de sa nature, REICHENBACH décida d'appeler cette force, « *odyle* » ou « *force odique* » par référence au dieu de la tradition nordique *Odin*. L'ouvrage connut un grand succès et certaines personnes y virent même la contribution la plus importante à la science depuis les « *Principia* » de NEWTON. Mais voici que très vite une cabale est déclenchée contre REICHENBACH. L'âme en fut un certain médecin écossais James BRAID (1795-1860), connu pour ses travaux sur l'hypnose qu'il qualifiait de « *sommeil nerveux* » et célébré par tous les libéraux, positivistes, darwinistes partisans d'une société dominée par une minorité dont l'incontournable Hyppolite Adolphe TAINÉ (1828-1893) qui lui consacra un ouvrage entier²⁸³. La *force odique* relève, selon BRAID, de « *la suggestion hypnotique* ». L'argument est tellement grossier qu'il prête à sourire mais, comme toujours, le discrédit est jeté puis largement véhiculé et voici que REICHENBACH apparaît, aux yeux de tous, comme un débile profond qui ne tarde pas à sombrer dans l'oubli.

Quelques années passent. Nous sommes au début du vingtième siècle et Wilhelm Conrad ROENTGEN (1845-1923) vient de découvrir les rayons X, tandis qu'Henri BECQUEREL (1852-1908) a mis en évidence les propriétés radiantes de l'uranium et la radioactivité en général, domaine qu'approfondissent les époux CURIE. Dans un laboratoire de l'université de NANCY, le physicien René BLONDLOT (1849-1930) est en train précisément d'étudier les effets des rayons X lorsqu'il croit avoir découvert que ceux-ci sont polarisés²⁸⁴. Cependant, très vite, il se rend à l'évidence, ce n'est pas le rayon X qui réagit dans son expérience mais bien un rayon autre, inconnu jusqu'alors, qui lui aussi peut transpercer le papier noir, le bois et l'aluminium. Il faut un nom pour désigner ce rayonnement inconnu, il choisit celui de sa ville et désormais on parlera du *rayon N*. Cette découverte enthousiasme ! A NANCY bien sûr, où, à la faculté de médecine, deux autres chercheurs, MEYER et LAMBERT, font la constatation que le rayonnement en question est émis par des végétaux et des substances solubles, mais aussi ailleurs. A PARIS, le célèbre médecin anthropologue Paul BROCA et Jean BECQUEREL (le fils de Henri) étudient le phénomène et ce dernier présentera ces conclusions à l'*Académie des sciences*. A DIJON, un autre physicien, BAGAR, s'intéresse aux axes rotatoires typiques du rayonnement N. Le chimiste COLSON, professeur à l'*Ecole Polytechnique*, oriente également ses travaux en direction des rayons N et la liste est loin d'être exhaustive. En début de l'année 1904, le prix de l'académie des sciences est attribué à René BLONDLOT mais voici que cette même année, un obscur chimiste américain du nom de Robert. W. WOOD, vient visiter le laboratoire de Nancy. Quelques semaines plus tard, il prétend avoir trouvé le pot au roses : le *rayon N* n'existe pas ! Il publie aussitôt un article dans la revue *Nature* qui sera immédiatement traduit dans la *Revue Scientifique*. Quelques jours plus tard le VI^e congrès international de *physiologie* à Bruxelles vient entériner l'erreur exemplaire, « *quoi que de bonne foi* » (comprenez qui pourra !). BLONDLOT persiste, défend son œuvre. Rien n'y fait : le *rayon N* a vécu.

C'est au sein du célèbre mouvement psychanalytique de VIENNE des années 1920, que va surgir un autre grand chercheur du domaine interdit. Il s'agit de l'enfant terrible de la famille

²⁸³ H.TAINÉ « *De l'intelligence* », 1870.

²⁸⁴ C'est-à-dire qu'ils se développent dans certains plans et axes précis.

freudienne. Membre du parti communiste, il en fut exclu pour avoir, en 1933, osé prétendre que le nazisme était davantage issu de la répression sexuelle que de la dégradation économique. Une fois encore c'est tout à fait par hasard que Wilhelm REICH (1897-1957), car c'est de lui qu'il s'agit, allait faire la découverte qui allait, à lui aussi, lui coûter la vie. Celui-ci a développé un concept extrêmement intéressant, celui d'« *armure du caractère* ». Pour simplifier, au risque comme toujours de caricaturer, il s'agit d'une véritable carapace, comme celle qui protège les mollusques, dont le névrosé se dote afin de dissimuler ses angoisses et ses faiblesses. Cette armure n'est pas seulement psychologique mais peut aussi avoir un prolongement somatique, à travers une rigidité musculaire par exemple, voire même une paralysie. La tâche prioritaire du psychanalyste, selon REICH, doit être de briser ce carcan et, il en est convaincu, l'équilibre et la santé résultent, avant tout, de l'expression libre de la pulsion sexuelle. Cependant il garde suffisamment de modestie et de lucidité pour admettre le côté réducteur du concept : pour parler plus trivialement l'orgasme ne saurait être le but de l'humanité ! C'est l'état d'esprit qui est le sien lorsque, en 1939, il déconcerte son entourage en annonçant qu'il vient de découvrir une nouvelle forme d'énergie dont la particularité semble bien être de régénérer tous les êtres vivants. Il la nomme « *orgone* » et la qualifie d'« *énergie visible, mesurable, applicable, de nature cosmique* ». Il s'agirait d'une énergie de couleur bleue, présente dans tout l'univers, formant un champ autour de chaque être vivant. Pour REICH la matière vivante serait aussi constituée de « *bions* »²⁸⁵, de minuscules particules d'énergie battant au rythme de la force orgone.

Les circonstances de cette découverte méritent d'être relatées. REICH avait entrepris une culture de sable marin, qu'il étudiait quotidiennement au microscope quand son œil fut atteint de conjonctivite. Il émit alors l'hypothèse que la culture en question dégageait une puissante radiation. Cette intuition se confirma par la suite : d'autres personnes exposées au même rayonnement manifestèrent signes de fatigue ou migraines alors que les tests de radioactivité s'avéraient négatifs. Ayant alors observé, à partir des cultures en cause, que celles-ci, irradiaient dans l'obscurité d'une couleur bleutée, il réussit à isoler le rayonnement dans un caisson métallique de sa fabrication, entouré de matière organique. Ce fut l'origine de la célèbre « *boîte à orgone* ». REICH n'eut de cesse de démontrer la réalité de ses découvertes mais, une fois encore, une cabale fut montée contre lui. On prétendit que les photographies de « *bions* » n'étaient que des « *bactéries qui se trouvent dans l'air* » et quant aux ondes qu'il avait décelées dans le ciel, se propageant en vagues rythmiques, il ne pouvait s'agir, bien entendu, que d'un effet de fatigue oculaire. Le contexte du *Maccarthysme* tombe à point pour éliminer ce gêneur qui s'avère en outre être ancien communiste. Ce grand scientifique est accusé de charlatanisme. Traîné devant les tribunaux, il refuse de s'y rendre en soutenant qu'il n'appartient pas à une juridiction de droit commun de porter un jugement sur une découverte scientifique. Cela lui vaudra deux ans d'emprisonnement pour « *outrage à la cour* ». Incarcéré aussitôt, il décédait durant sa détention. Quelques semaines avant sa mort, il avait adressé à son fils une poignante lettre qui ne cesse d'émouvoir le père DUCHESNE et avec lui, il en est persuadé, tout lecteur sincère : « *Je suis fier de me retrouver en si bonne compagnie avec les Socrate, Christ, Bruno, Galilée, Moïse, Savonarole, Dostoïevski, Gandhi, Nehru, Mindszenty, Luther et tous les autres qui combattirent contre le démon de l'ignorance, les décrets illégitimes et les plaies sociales... Tu as appris à espérer en Dieu comme nous avons compris l'existence et le règne universels de la Vie et de l'Amour.* ».

²⁸⁵ Par référence aux *ions* de la matière.

En France, vers le milieu des années 1980, le médecin immunologiste Jacques BENVENISTE (1935-2004) est un scientifique de haut niveau, universellement reconnu. Entré à l'*Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)* après avoir longtemps travaillé sur le cancer au *CNRS*, il dirigea plusieurs unités de recherche avant de devenir, entre 1981 et 1983, conseiller du ministre de la recherche. Dix ans plus tôt, la découverte d'un facteur activateur des plaquettes sanguines, le *PAF-Acether*, lui vaudra de figurer dans tous les manuels de médecine et de rejoindre la liste, fort réduite, des « nobélisables ». En 1984, alors qu'il est sous contrat de recherche avec le laboratoire *BOIRON*, à la tête d'une équipe de treize personnes, il est à l'origine d'une découverte stupéfiante. Après quatre années d'études pour confirmer ses travaux, il publie en 1988 un retentissant article dans la revue *Nature* : ses travaux mettent en évidence la transmission d'une information dans un milieu aquatique malgré l'absence de molécule active. BENVENISTE vient en effet de constater qu'un *anticorps*, placé en solution aqueuse, pouvait continuer à provoquer une réaction biologique même après avoir disparu²⁸⁶. Il est alors amené à émettre l'hypothèse que des signaux moléculaires seraient transmis via un support électromagnétique vraisemblablement de basse fréquence, le milieu de l'eau étant très favorable à cette transmission. Le journal *Le Monde*, le 30 juin 1988, titre : « Une découverte française pourrait bouleverser les fondements de la physique : la mémoire de l'eau ». Le docteur BENVENISTE est confiant et enthousiaste et il brûle de poursuivre ses passionnantes investigations. Il a tort ! La machine à broyer les importuns de la société de l'injustice est en marche contre lui. Voici que la revue *Nature* envoie une équipe pour expertiser son laboratoire²⁸⁷. Peine perdue, impossible de renouveler le scénario BLONDLOT. Qu'à cela ne tienne ! On discrédite le docteur BENVENISTE sans le moindre fondement bien entendu. On le ridiculise en lui attribuant, en 1991, l'*IG Nobel*²⁸⁸ dont il est, comme par hasard, le premier lauréat. On ne manquera d'ailleurs pas de réitérer cette « récompense » quelques années plus tard en 1998. Dans le même temps il est mis à la porte de l'*INSERM* en 1995. Privé de tout moyen, il ne se laisse pas abattre et crée une société puis se dépense sans compter pour trouver des fonds afin de poursuivre ses recherches. En 2001, l'équipe d'un autre chercheur, Madeleine ENNIS, qui ne cachait pourtant pas son scepticisme à l'égard des travaux de BENVENISTE, est amenée à constater : « *It has been shown that high dilutions of histamine may indeed exert an effect on basophil activity... We are however unable to explain our findings and are reporting them to encourage others to investigate this phenomenon.* »²⁸⁹. Douze ans plus tard, ce n'est que la reproduction du résultat déjà atteint par BENVENISTE. Celui-ci n'a pas désarmé et, avec ses petits moyens, continue l'œuvre de sa vie. Le dimanche 3 octobre 2004, il doit subir une intervention chirurgicale du cœur. Il ne se réveillera pas. Un peu avant, il avait rédigé ce touchant aveu : « *J'ai une maîtresse très exigeante et je suis hanté par elle. Mon être entier est complètement rempli de son image, son profil, son visage séduisant et pourtant évasif, le sourire intermittent de cette femme qui s'appelle : La Science. Je ne peux m'empêcher de faire ce que je fais.* ».

²⁸⁶ La dilution atteignant des taux tels, que les chances de présence d'une seule de ses molécules deviennent nulles.

²⁸⁷ Au sein de celle-ci figure un prestidigitateur !

²⁸⁸ Une sorte de prix Nobel des imbéciles.

²⁸⁹ « *Nous avons démontré que les hautes dilutions d'histamine peuvent exercer un effet sur l'activité des basophiles. Nous sommes toutefois incapables d'expliquer nos découvertes et nous les publions pour encourager d'autres équipes à enquêter sur ce phénomène.* ».

Les exemples que cite le père DUCHESNE sont, une fois encore, révélateurs de cette volonté de diaboliser le chercheur dès lors que celui-ci s'avise à orienter son étude vers le domaine des origines au sens large. Tout se passe comme si la société où dominent les accapareurs craignait, par dessus tout, certaines révélations. Ce trait est effectivement propre à ce type de société et la meilleure preuve est donnée par l'attitude radicalement différente des pouvoirs publics vis-à-vis de ce type de recherche dans le défunt bloc de l'Est. On aurait pourtant pu penser qu'une société se réclamant d'une philosophie par essence matérialiste, comme le marxisme, traquât sans relâche celui dont les investigations toucheraient de trop près le domaine du spirituel et des croyances ancestrales. Il n'en fut rien ! Mieux, c'est sans nul doute la science de la société communiste qui a contribué le plus à lever le voile sur les grands mystères de la matière et de la vie.

En 1939, dans le nord du Caucase, un jeune ingénieur électricien Semyon KIRLIAN (1898-1978) jouit d'une solide réputation pour sa compétence. Partout on le réclame pour réparer les équipements électriques. Voici qu'il est appelé pour remettre en état de marche un appareil d'électrothérapie à haute fréquence²⁹⁰. Il remarque une curieuse étincelle qui se produit entre l'électrode et la peau du patient. L'idée lui vient de photographier cette source mystérieuse d'énergie. Les premières tentatives révèlent, autour de sa main, une image flamboyante, comme si une irradiation, faite d'une multitude de points lumineux, émanait de son propre organisme. Pendant les années qui suivirent, aidé en cela par son épouse, il consacra tous ses loisirs à étudier ce phénomène étrange. Il mettra en particulier au point un procédé de photographie qui porte aujourd'hui son nom²⁹¹. Dans les années qui suivront la guerre, les possibilités offertes par les photographies KIRLIAN ne lassent de surprendre. Voici que l'on peut désormais déterminer des maladies naissances sur des plantes, impossibles à identifier par une autre voie. Voici même qu'il devient possible de déceler des indices sur l'état de santé d'une personne. On ne peut évidemment s'empêcher d'établir un parallèle entre la notion d'*aura* rapportée par de nombreuses traditions et la découverte de KIRLIAN. Les pouvoirs publics soviétiques, adoptant une attitude diamétralement opposée à celles de leurs homologues occidentaux, n'eurent aucune difficulté à reconnaître la réalité et la qualité des travaux de l'ingénieur en électricité. Celui-ci, dès le début des années soixante, fit l'objet d'une reconnaissance officielle et les époux KIRLIAN obtinrent des conditions avantageuses pour poursuivre leurs travaux parmi lesquelles un laboratoire entier, bien équipé, dans la ville de KRASNODAR.

La voie tracée par KIRLIAN devait être empruntée par de nombreux autres chercheurs de l'ancien bloc de l'Est, encouragés et aidés par les instances dirigeantes. Un autre scientifique V.S. GRISCHENKO émit en particulier l'hypothèse, dès 1944, que cette substance inconnue, qui semblait accompagner le corps, relevait de ce quatrième état de la matière mis en lumière par William CROOKES (1832-1919) en 1879, qu'on appelle la matière rayonnante ou le plasma. Ce fut l'origine du *plasma biologique* ou *bioplasma*, découvert en 1966. Derrière le rideau de fer, d'autres chercheurs encore, comme le physicien Viktor INYUSHIN, poursuivirent en les approfondissant ces recherches sur le *bioplasma*, même après l'effondrement du communisme. Ces travaux tendent à montrer que cette substance inconnue serait toujours associée, d'où son nom, aux organismes vivants et se révélerait, à température et pression ambiantes, neutre en

²⁹⁰ Appareil mis au point par le français Arsène d'ARSONVAL (1851-1940) et qui porte toujours son nom.

²⁹¹ A partir d'un oscillateur à hautes fréquences ou générateur d'étincelles, allant de 75kHz à 200kHz.

électricité mais toutefois très fortement conductrice. Le bioplasma serait ainsi indifféremment capable d'absorber ou de transférer de l'énergie.

Ce rapide survol de toutes ces recherches scientifiques entreprises aux frontières du fantastique, que vient de conduire le père DUCHESNE, bien que loin d'être exhaustif, met en lumière un phénomène, sans doute encore difficilement descriptible, mais dont la réalité ne saurait être niée. Celui-ci rejoint une notion dont toutes les traditions humaines ont fait état sous toutes les latitudes : depuis l'énergie vitale, le *ki* de la tradition chinoise jusqu'au *mana* de la religion *Huna* hawaïenne en passant par le souffle *prâna* de la pensée hindouiste ou le « *fleuve de vie* » des celtes. Cette « *énergie subtile* » semble avoir pour caractéristique première d'établir une mystérieuse correspondance entre la force de vie et l'univers de matière, un lien si étroit qu'il permet des interactions réciproques, en rendant le magique compréhensible et en faisant du fantastique une partie intégrante du domaine palpable, nous obligeant ainsi à revoir des préceptes scientifiques positivistes désuets, déjà bien mis à mal par les données modernes de la physique comme la mécanique quantique ou la relativité. Mieux encore tous ces travaux convergents, conduits contre vents et marées, ont eu aussi pour conséquence de tordre le cou à la vision matérialiste passéiste qui voulait que le domaine du spirituel et le domaine de la science fussent antinomiques, contribuant ainsi à réconcilier la foi et la raison.

Vers une nouvelle science : la spirituologie.

Les travaux de REICHENBACH et de tous ceux qui lui ont emboîté le pas, ne cessent de troubler l'homme en recherche ! Cette « *force vitale* » que lui, comme ses successeurs, ont identifiée correspond exactement, dans ses manifestations, avec le *kundalini* de la tradition hindouiste, cette énergie mystérieuse que les yogis s'efforcent de maîtriser qui cheminerait le long de la colonne vertébrale, traversant ainsi ces centres d'énergie appelés *chakras*. Elle cadre aussi parfaitement avec cette notion d'*aura*, cette radiation étrange qui émanerait de la personne, représentée également par les traditions anciennes qu'elles soient originaires d'occident, du Japon ou du Sri Lanka, que définissait le médecin-astrologue-alchimiste PARACELSE (1493-1541) en ces termes : « *La force vitale n'est pas enfermée dans l'homme, mais elle rayonne autour de lui comme une sphère lumineuse... Dans ce rayonnement semi-naturel, l'imagination a la faculté de produire des effets sains ou morbides* ». L'écrivain, philosophe français Edouard SCHURE (1841-1929), largement méconnu aujourd'hui mais dont l'ouvrage « *Les grands initiés* » reste une référence mondiale, ne dit pas autre chose : « *La philosophie moderne, pour expliquer le monde, a été obligé de reconnaître un agent universel impondérable, et à même démontré sa présence... Sur ce principe essentiel de cosmogonie, Zoroastre est en accord avec Héraclite, Pythagore avec Saint Paul, et les cabalistes avec Paracelse. Cybèle-Maïa règne partout ; elle est l'âme toute puissante du monde, la substance plastique et vibrante que le souffle de l'esprit créateur utilise à son gré...Le fluide se transforme, se raréfie ou devient plus dense, suivant les âmes qu'il habille ou les mondes qu'il enveloppe...* ».

Récapitulons l'hypothèse explicative que suggère le père DUCHESNE. Celui-ci ne partage pas la vision d'Albert CAMUS d'un monde Sisyphe, dominé par l'absurde, mais il pense, au contraire, que tout a un sens et qu'il existe, dans cet univers, une harmonie, une logique, un ordre d'agencement ou un Dieu – l'épithète importe peu – qui est à l'origine de la rencontre de la matière et de la vie, sans doute pour leur permettre de progresser ensemble. Il ne s'agit pas là d'une pure spéculation intellectuelle ou d'un vain substitut destiné à aider la conscience humaine

à surmonter son angoisse métaphysique, mais d'un fait scientifique qui comme tel peut et doit être étudié et donner lieu à l'élaboration de théories explicatives réfutables. Il n'est d'ailleurs pas exclu que cette science de la spiritualité, cette spirituologie, qu'appelle le père DUCHESNE de ses vœux ne soit déjà une réalité dans les faits. En effet s'il a pu être démontré l'existence à partir du vivant d'un vecteur de communication possible vers l'univers par le biais de cette « *force vitale* » que les scientifiques sont régulièrement amenés, parfois malgré eux, à rencontrer, il semble également que le mouvement inverse, celui qui partirait de la matière pour aller au vivant, soit aussi en passe d'être cerné. Ainsi, après qu'au siècle passé, Nicola TESLA (1856-1943) ait mis en évidence un phénomène de vibration électromagnétique au niveau terrestre, fut découvert, dans le début des années 1950, par le physicien allemand Winfried Otto SCHUMANN (1888-1974), la résonance qui porte son nom. Celle-ci se manifeste sous la forme d'un train d'onde²⁹². A l'image d'un condensateur classique, cette onde émane d'une cavité constituée, dans sa partie supérieure par cette couche de notre atmosphère appelée *ionosphère*, qui s'avère très chargée en électrons, et dans sa partie inférieure, par l'écorce terrestre elle-même très conductrice qui est amenée ainsi, comme dans ce composant électrique, à « charger » la partie intermédiaire, là où se concentrent les systèmes biologiques c'est à dire la vie au sens large. Il convient bien entendu d'être prudent mais il semblerait que, pour le moins, les rythmes bio-électriques du cerveau humain²⁹³, soient sensibles aux variations de la *résonance de Schuman*, qui, comme toute onde, est susceptible de se synchroniser positivement ou négativement avec une autre, en l'espèce l'activité bio-électrique du système nerveux. Cette idée fut développée notamment par l'ingénieur d'origine thèque Itzhak BENTOV (1923-1979) dans son ouvrage « *Stalking the Wild Pendulum: On the Mechanics of Consciousness* »²⁹⁴. La *résonance Schumann*, voire des rayonnements équivalents encore non identifiés, pourrait ainsi constituer avec la « *force vitale* » des organismes vivants ce réseau de diffusion de l'information inconnu entre la matière et la vie.

Cette dernière information semble d'ailleurs beaucoup mobiliser la propagande au service de la société des accapareurs si l'on en juge du moins par l'effort gigantesque de désinformation déployée à son égard. La technique est toujours la même, c'est celle du *debunking*, au sens anglo-saxon du terme, qui consiste à masquer l'information gênante en la polluant de manière à la décrédibiliser par le ridicule. Ainsi fleurissent sur internet des sites d'inspiration plus ou moins « *New age* », dont il n'est d'ailleurs pas exclu que certains soient animés par des personnes sincères mais qui, en reprenant aveuglément à leur compte des stupidités, servent ainsi le complot qu'ils prétendent dénoncer. Parmi ces inepties concernant le *rayonnement SCHUMANN*, il est évoqué, pêle-mêle, que l'on serait en présence du « *battement de coeur de la terre* », que sa fréquence, demeurée stable pendant des millénaires, viendrait subitement de passer à 12 Hz²⁹⁵, que ladite résonance battrait au rythme des tambours chamaniques²⁹⁶, que la résonance dans son accélération induit le « *point zéro* » (le « *shift* » des âges (sic)) qui en changeant nos corps pour

²⁹² Celui-ci génère une pulsation rythmique d'une valeur moyenne de crête d'environ 7,8 Hz variant de plus ou moins 5 Hz.

²⁹³ Le mode principal du cerveau humain s'étend de *bêta* (12-45hz) à *delta* (0.5-4hz) entre lesquelles se situent les ondes *alpha* (8-12hz) et *thêta* (4-8hz).

²⁹⁴ I. BENTOV « *Stalking the Wild Pendulum : On the Mechanics of Consciousness* », éditions Inner Traditions Bear & Company, 1988, 208 pages.

²⁹⁵ Sans doute pour se mettre en conformité avec la date funeste de la prédiction du calendrier maya, qui en effet annoncerait la « *fin du monde* » pour 2012 !

²⁹⁶ Avec un rythme de 2 à 3 hz pour le tambour on est bien loin du compte !

nous faire devenir plus intuitifs va également entraîner le basculement des pôles...et bien d'autres sottises.

L'argument suprême des propagandistes d'aujourd'hui, fossoyeurs de la vérité, comme l'a dénoncé le père DUCHESNE, consiste à prétendre qu'une frontière irréductible sépare le divin de la nature ce qui implique, ipso facto, que cette dernière est étrangère à toute idée d'ordonnement. Ce postulat asséné, il devient alors aisé de prétendre que celui qui soutient la thèse qu'il existerait une harmonie aux lois physiques relève de l'obscurantisme le plus profond. On ne dira jamais assez combien cette vision, très récente à l'échelle historique, car elle ne surgit en effet qu'au XIX^e siècle avec le positivisme, se trouve aujourd'hui profondément remise en cause tandis qu'elle apparaît comme une singulière exception à la conception dominante depuis des millénaires. Jusqu'à l'avènement de la science moderne, que l'on peut schématiquement situer aux alentours de la Renaissance en prenant notamment GALILEE et DESCARTES comme points de référence, l'idée qui prédominait était que la nature, dès lors qu'elle est sous commandement divin, ne fait rien au hasard. DESCARTES, en particulier, réfute la pensée scolastique qui prévalait jusqu'alors qui cherchait à mettre en conformité la philosophie dite première d'Aristote avec la foi chrétienne. Cette dernière démarche n'excluait d'ailleurs nullement que foi et raison pussent faire bon ménage ce qui est en particulier le cas de la pensée de Saint Thomas d'Aquin qui fait remarquer que : « *Les objets intelligibles présentant donc en Dieu deux sortes de vérité, l'une à laquelle peut atteindre l'enquête de la raison, l'autre qui dépasse totalement les capacités de la raison humaine, c'est à bon droit que Dieu propose l'une et l'autre comme objets de foi.* »²⁹⁷ mais qui, il est vrai, présentait l'inconvénient de placer l'observation des choses environnantes et de la nature sur un deuxième plan. C'est donc par réaction que DESCARTES propose : « *(...)au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on en peut trouver une pratique, par laquelle, connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux, et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature.* »²⁹⁸.

Il n'en demeure pas moins que cette focalisation sur la nature et son observation, à l'origine de la science moderne, qui fait dire à Maurice MERLEAU-PONTY que « *le changement de l'idée de nature a permis sa découverte* », n'est nullement antinomique avec l'identification d'un Dieu en tant que puissance organisatrice. Le père de la méthode expérimentale, le physicien et chimiste irlandais Robert BOYLE (1627-1691), par ailleurs grand mystique, pensait même que le regard de la foi passe aussi par l'expérimentation scientifique. S'il est alors fait état d'une nouvelle représentation de l'univers, plus centrée sur ses réalités, il n'en demeure pas moins que celle-ci s'accompagne toujours de cette croyance profonde, que manifestent aussi bien nombre de philosophes du Grand Siècle que du XVIII^e siècle, selon laquelle la nature serait gouvernée par une loi universelle, identifiée alors volontiers à la gravitation. En définitive, et l'exemple des Lumières est à cet égard significatif, si la pratique religieuse traditionnelle est ressentie comme une superstition, c'est bien au profit d'une « sacralisation » de la nature : c'est le Dieu créateur de VOLTAIRE qui abandonne l'humanité à

²⁹⁷ Saint Thomas d'AQUIN « *Somme contre les Gentils.* », éditions FLAMMARION, GF 1045, Paris, 1999, traduction de Cyrille MICHON, livre I, IV, début du chapitre.

²⁹⁸ René DESCARTES « *Discours de la méthode* », éditions FLAMMARION, collection « Garnier Flammarion – Philosophie », Paris, 2000, 189 pages, sixième partie.

son triste destin mais c'est aussi la pensée de Jean Jacques qui trouve son prolongement dans le culte de la Raison et de l'Être Suprême. Il faudra attendre le XIX^e siècle pour que soit proclamé cette ineptie selon laquelle la dimension métaphysique de la science s'efface sous le poids de l'idéologie et plus particulièrement de la théologie nouvelle darwiniste.

La conception qui veut qu'il n'existe aucun lien entre la conscience du moi et l'univers environnant, entre l'intériorité et le monde extérieur est une conception typiquement occidentale qui diffère profondément de celle qui a prévalu dans toutes les autres cultures comme le révèlent les études les plus récentes en sciences humaines. Philippe DESCOLA, professeur d'anthropologie sociale au *Collège de France*, a longtemps étudié les rapports entre les humains et la nature. Ce spécialiste des indiens *Jivaros* d'Amazonie a montré en particulier que l'ensemble des cosmologies pouvait être réparti en quatre grands types selon la manière avec laquelle était appréhendée la discontinuité entre l'homme et le monde qui l'environne. La conception occidentale, la plus récente, qualifiée de *naturalisme*, est caractérisée à la fois par une continuité homme-nature selon l'ordre des physicalités, en d'autres termes l'homme s'insère en tant qu'être physique comme un élément de la nature, mais aussi par une discontinuité selon l'ordre des intériorités, la perception que chaque individu a de lui-même n'est nullement ressentie comme liée à l'univers, le moi et le monde extérieur ne sont pas perçus sur un même plan pour parler différemment, la volonté de chacun ne s'inscrivant nullement dans la « mécanique » de la nature. Bien différentes sont les autres conceptions. Ainsi le *totémisme* est basé, quant à lui, sur une double continuité, à la fois physique et interne, d'où un univers de compénétration d'entités, humains et non humains, qui s'harmonisent autour du totem, symbole de l'unité de l'ensemble. L'*animisme* à la différence du totémisme admet une discontinuité au plan physique : si l'essence de tous les êtres est unique, la manifestation de celle-ci au plan du monde matériel diffère. Le dernier modèle, l'*analogisme*, repose sur deux discontinuités, à la fois corporelle et intérieure. Toutefois la discontinuité entre les êtres physiques hiérarchisés, comme celle qui existe au plan intérieur, n'interdisent nullement que se mette en place tout un réseau de correspondances entre le moi et l'extérieur qui permet alors de donner cohérence à l'ensemble²⁹⁹. On voit donc clairement que ce n'est que depuis une très courte période à l'échelle historique, quelques siècles tout au plus, que l'homme a opté pour la conception selon laquelle il n'existerait aucun lien d'influence réciproque entre lui et l'univers qui l'entoure. Le moyen âge, comme on le verra, relevait plutôt du modèle de l'*analogisme* : une foi ardente et omniprésente faisait que, par exemple, miracle comme maléfice d'ailleurs, étaient considérés et vécus comme des réalités.

La religion c'est le magique.

Fort de ces apports, que la science contemporaine nous prodigue, il apparaît au père DUCHESNE qu'il soit possible de poursuivre l'effort de modélisation qu'il a entrepris et même de proposer une base théorique au complot qu'il entend dénoncer. Si l'on admet en effet l'interaction entre le monde du vivant et le monde matériel et si l'on accepte pareillement l'idée qu'une influence du psychisme sur la matière, non seulement n'est pas inenvisageable, mais qu'elle a même imprégné l'histoire de l'humanité depuis ses origines, alors on peut aisément convenir que l'idée de religion repose toute entière sur cette faculté, celle-ci devenant ainsi le domaine de prédilection du magique. Jean CLOTES, conservateur général du patrimoine,

²⁹⁹ Philippe DESCOLA, « *Par-delà nature et culture* », éditions Gallimard, collection « *Bibliothèque des Sciences Humaines* », 2005, 623 pages.

responsable de l'étude scientifique de la *grotte Chauvet*, a montré que l'hypothèse que les religions paléolithiques européennes aient eu une forte base chamanique était la plus probable³⁰⁰. Il est plus que vraisemblable en effet que les cavernes, qui abritent cet art paléolithique européen qui nous fascine tant, aient été fréquentées pendant au moins vingt mille années, mais plus probablement trente ou quarante mille, non pas, comme on l'a cru naguère, pour y habiter mais pour participer à des cérémonies, l'espace sous-terrain constituant ainsi la porte d'accès au monde de l'au-delà. Aidé par la caverne, dont le caractère hallucinogène a souvent été mis en avant notamment par les spéléologues, le « *voyage chamanique* » constitue en quelque sorte le médiateur entre le groupe d'appartenance et celui des esprits. Le *chaman* apparaît ainsi comme l'envoyé du groupe, celui qui intercède pour lui. C'est l'explication qui paraît s'imposer à la vue de ces particularités de l'art pariétal et notamment la discontinuité dans la représentations d'animaux ou encore le caractère composite de certains dessins, à la fois reproduction de l'humain et de l'animalité, quand ce ne sont pas des illustrations relevant purement et simplement du fantastique. Les signes géométriques élémentaires, dont le caractère universel a pu être souligné, semblent par ailleurs évoquer les différents stades de la transe. Les tracés digitaux ou les fameuses mains en pochoir manifestent, de toute évidence, la présence du groupe lors du « voyage » du chaman.

On peut alors aisément admettre que si pareil culte a pu se propager pendant si longtemps c'est que le rite pratiqué donnait satisfaction. La théorie du passé imbécile, sur laquelle se fonde pour une large part la société des accapareurs, nous incite insidieusement à appréhender nos ancêtres, les chasseurs collecteurs du paléolithique, comme des débiles mentaux à peine sortis de l'animalité. On ne dira jamais assez combien cette perception est profondément erronée : l'*homo sapiens*, l'homme de *Cro-Magnon* est, en tous points, notre semblable et dispose des mêmes capacités intellectuelles que son lointain héritier d'aujourd'hui. Seul son environnement diffère. Comment croire alors qu'il ait pu être si longtemps dupé par quelques charlatans ? Il faut bien admettre, que si le chamanisme s'est imposé comme une religion universelle, c'est parce que nos ancêtres avaient vraisemblablement une meilleure maîtrise que nous de cette force vitale qui est dans chaque être vivant et qui ne se manifeste plus, de nos jours, que de manière quasi-accidentelle dans ces phénomènes que nous qualifions de paranormaux.

Ce n'est qu'au néolithique que l'homme va abandonner ces cavernes, que l'archéologue italien Emmanuel ANATI qualifie de « *cathédrales* » au sens religieux du terme, pour commencer réellement à dominer la nature et cette nouvelle démarche va lui permettre d'abandonner cette perpétuelle transhumance en quête de nourriture pour s'installer et se sédentariser. C'est vraisemblablement ce sentiment de supériorité acquise qui, progressivement, va le conduire à enrichir son panthéon et l'amener à concevoir une nouvelle religion dont les dieux seront à son image. Le culte nouveau qui naît alors est, en effet, anthropomorphique, marqué notamment par l'apparition de ces déesses de la fécondité. Ces statues que l'on retrouve partout vers le IX^e siècle avant notre ère, du proche Orient à la vallée de l'Indus, de l'Anatolie à l'île de Crète, sont, selon toute vraisemblance, la survivance du culte de la « *déesse-mère* » dont l'origine remonte à trente mille années. Cette figure féminine étant d'ailleurs quasi-

³⁰⁰ Voir en particulier l'ouvrage commun de Jean CLOTTES et David LEWIS-WILLIAMS « *Les Chamanes de la préhistoire. Transe et magie dans les grottes ornées.* », éditions du SEUIL, collection « *Arts rupestres* », PARIS 1996 ; réédition « *Les chamanes de la préhistoire. Transe et magie dans les grottes ornées.* » suivi de « *Après les chamanes, polémiques et réponses* », éditeur POINTS, collection « *Points Histoire* », 2007, 236 pages.

systématiquement associée à la figure bovine, incarnant la puissance mâle, et l'ensemble « *porte en germe toutes les constructions ultérieures de la pensée mythique d'Orient et de la Méditerranée* », comme l'a écrit le préhistorien Jacques CAUVIN, la « *déesse-mère* » et le « *taureau-fils* »³⁰¹.

Il est sur cette période une curieuse amnésie ! Il s'y joue le drame le plus absolu de toute l'histoire de l'humanité, les racines du mal social actuel sont nées de cette époque et si un cataclysme emportait la planète, hypothèse qui n'est malheureusement pas à exclure, c'est dans ces temps obscurs qu'il enfouirait ses racines. Rien n'y fait cependant : la cécité semble être la règle ! Que nous apprend la science historique ? Que nous enseignent les spécialistes dans leur effort de vulgarisation à l'exemple du film « *Le sacre de l'homme* » de Jacques MALATERRE³⁰² ? Rien ou si peu ! On apprend qu'au sortir de l'âge glaciaire l'homme se sédentarise. La « *révolution néolithique* », avec l'agriculture et l'élevage, lui fait maîtriser son environnement et, bientôt, les premiers villages apparaissent. Ceux-ci, ne tardant guère à se développer, deviennent des villes caractérisées déjà par une structure sociale complexe. Les premiers surplus engendrent le commerce. Des classes sociales se forment et donc, serait-on tenté de dire tant le schéma si souvent rabâché paraît s'imposer de lui-même, des hiérarchies se constituent. Avec l'apparition de la propriété ces dernières conduisent naturellement à une répartition inéquitable des richesses ce qui engendre fatalement des convoitises et des tensions qui entraînent, à leur tour, des guerres. Alors les divinités se masculinisent et les dieux du foyer cèdent la place aux guerriers protecteurs à l'image du dieu *Enki-Ea*, gardien de ERIDU qui, avec déjà plusieurs milliers d'habitants, est l'une des toutes premières villes à voir le jour, aux alentours de quatre mille avant notre ère, dans l'actuel IRAQ.

D'aucuns évoqueront alors le passage progressif de la magie, qui apparaît être la caractéristique première du chamanisme, à la religion. Il est alors établi volontiers une différence de nature, d'essence même entre les deux pratiques : la magie n'agissant qu'avec l'aide de forces inhérentes à la nature alors que la religion se réfère au sacré, à la notion de transcendance autrement plus grandiose et plus noble. Il faut bien convenir qu'une telle explication ne saurait être admise car, pour qu'il en soit ainsi, pour que l'être humain modifie aussi radicalement ses conceptions les plus fondamentales, il faudrait qu'il ait connu alors un changement brusque et radical de son environnement ce qu'excluent les spécialistes. Il n'y a pas eu de changement brutal mais une continuité comme le soutient le grand préhistorien André LEROI-GOURHAN³⁰³ : « ... le passage a certainement été insensible. On peut s'attendre à découvrir des unités semi-urbanisées de plus en plus anciennes jusqu'aux limites de la protoagriculture, mais on ne découvrira probablement jamais la première cité » parce que précisément il n'y a jamais eu de première cité mais plutôt une longue période durant laquelle apparaît progressivement une nouvelle vie communautaire qui, petit à petit, va aboutir à l'édification de ce que nous nommons la ville. Il faut donc convenir que l'être humain demeure le même, avec ses pratiques et ses habitudes, même si celles-ci finissent par évoluer au gré des circonstances. Reprenons alors l'hypothèse que développe le père DUCHESNE. Pendant des dizaines de milliers d'années,

³⁰¹ J. CAUVIN « *Naissance des divinités, naissance de l'agriculture – La révolution des symboles au néolithique* », éditions du CNRS, collection « *Empreintes de l'homme* », 1994, 304 pages.

³⁰² J. MALATERRE « *Le sacre de l'homme* » (DVD), éditeur France 2, 2007.

³⁰³ A. LEROI-GOURHAN « *Le Geste et la parole. Techniques et langage.* », éditions ALBIN MICHEL, collection « *Sciences d'aujourd'hui* », 1964, 326 pages, page 242.

l'homme a appris à dompter la nature en parvenant à maîtriser une énergie, mise en évidence mais encore mal connue, que l'on a appelé la force vitale et qui semble rendre possible une influence directe du psychisme humain sur la matière. Cette maîtrise par le biais de pratiques et de rituels, qui s'apparentent à ceux que l'on retrouve aujourd'hui dans les pratiques magiques, conduit ainsi à qualifier cette première religion des origines de magie. Mais tout au long de cette sédentarisation progressive, il n'y a aucune raison que la maîtrise des forces subtiles disparaisse. Si les dieux changent c'est uniquement parce que ceux-ci ne sont qu'une représentation humaine d'une réalité de l'univers environnant. Ainsi la magie apparaît, tout à la fois comme un phénomène religieux comme le souligne Marcel MAUSS (1872-1950), que comme une pré-science comme l'a montré James George FRAZER (1854-1941).

Qu'est alors concrètement cet art magique des chasseurs collecteurs de la fin du paléolithique ? Il consiste, selon toute vraisemblance, à capturer une entité, un gibier réel ou non, produit par la nature ou sorti de l'imagination, au moyen de paroles précises, d'une gestuelle étudiée, d'une chorégraphie pensée. Il s'agit de soumettre l'univers, un court instant, à la volonté de l'homme. Cette activité qui s'avère vite indispensable à cette économie balbutiante préhistorique, fondée sur la chasse, devient vite sacrée car elle conditionne la survie même du groupe. La filiation entre la magie primitive et la religion apparaît alors évidente et c'est ce que souligne d'ailleurs l'anthropologue allemand Kurt LINDNER (1906-1987) dans son imposant ouvrage *« La chasse préhistorique »*³⁰⁴ : *« La magie chasseresse, avec sa croyance à l'enchantement, est la racine de toute philosophie et de toute religion. C'est là qu'est sa signification pour l'évolution de la pensée humaine. Elle est plus ancienne que toute forme du culte des ancêtres et de croyance aux esprits, et, par cela, sans doute la plus antique expression du sentiment religieux. Le sens de toute magie étant la domination des forces secrètes de la nature, la signification de son expression supéropaléolithique était la volonté d'acquérir une emprise sur l'animal, dont dépendait l'existence pénible de la communauté. »*. Le doute ne semble plus permis aujourd'hui depuis que l'apport magistral de Georges DUMEZIL³⁰⁵ a montré combien l'étude comparée des mythes et des religions, non seulement confirme ce lien étroit entre magie primitive et religion, mais révèle que celles-ci ont cimenté une conception générale de la société qui s'est imposée de manière universelle dans une sorte de *« tronc commun »* qui est à l'origine des sociétés antiques. La linguistique comparative avec d'éminents spécialistes comme Stig WIKANDER (1908-1983) ou Jan Pieter Marie LAURENS DE VRIES (1890-1964) vient également mettre en avant, dans les langues parlées par les peuples indo-européens, des correspondances étonnantes entre des termes religieux mais aussi des expressions juridiques d'une part, et des notions magiques d'autre part qui se révèlent d'ailleurs communes à ces peuples qui s'établirent en Europe qu'il s'agisse des hellènes, des latins, des celtes, des germains ou des slaves. A titre de simples exemples, qui pourraient être multipliés à l'envi, le terme indien bien connu *brahman*, qui a son pendant *avestique*³⁰⁶, et le latin *flamen*, qui était le nom porté par

³⁰⁴ K. LINDNER *« La chasse préhistorique »*, éditions PAYOT, PARIS, 1950, 480 pages.

³⁰⁵ G. DUMEZIL, *« L'Idéologie tripartite des Indo-Européens »*, éditions Latonus, Bruxelles, 1958 ; réédité en poche dans *« Mythes et dieux des Indo-Européens »*, éditions Flammarion, collection *« Champs l'Essentiel »*, Paris, 1992, 319 pages.

³⁰⁶ Langue indo-iranienne archaïque qui tient son nom de l'ancien livre sacré des Iraniens zoroastriens l'*Avesta*. Le *zoroastrisme*, qu'on nomme également *mazdéisme* du nom de son unique Dieu *Ahura Mazda* responsable de la mise en ordre du chaos initial et par la suite créateur du ciel et de la terre, apparaît comme le premier monothéisme prêché par Zarathoustra que les

les prêtres³⁰⁷, proviennent d'une même racine indo-européenne désignant primitivement un serviteur de divinités magiques. Le célèbre dieu suprême de la tradition germanique, *Odhinn*, représentait tout à la fois le « *grand magicien des combats* » mais aussi, par la maîtrise qu'il possédait de l'écriture magique des *Runes*, le maître du droit civil. Il est jusqu'à l'état de transe, dans lequel se glisse le *chaman*, qui ne se perpétue, à l'exemple du culte du *sauma*, commun aux Indiens et aux Iraniens³⁰⁸, auquel on parvient par l'emploi d'une plante hallucinogène, l'*éphédra*.

Ainsi la magie primitive continue de structurer le corps social à travers les religions naissantes. Celles-ci dérivent toutes d'un courant premier, identifié par DUMEZIL dans la civilisation indo-européenne, déjà complètement organisé avant même sa diffusion et qui prend la forme de la célèbre « *idéologie tripartite* ». Trois fonctions principales d'essence magique ordonnent tout le corps social : la fonction « spirituelle », souveraine par essence, qui est celle du grand magicien³⁰⁹ ; la fonction, que l'on qualifierait aujourd'hui de répressive, qui est le pouvoir martial, la violence légitime qui vise à préserver l'harmonie contre l'extérieur du groupe assurément mais aussi, et peut-être surtout, contre cette menace, ce danger permanent que représente la conscience individuelle de ses propres membres, cette illusion égoïste toujours prompte à vouloir défier l'ordre des choses et imposer alors le désordre c'est à dire le retour au chaos initial³¹⁰ ; la fonction matérielle et productrice enfin, qui est chargée de maintenir la vie dans la matière, l'agriculteur ou l'éleveur qui nourrissent, l'artisan qui protège, le commerçant qui facilite³¹¹. Qui pourrait, mieux que DUMEZIL en personne, définir, l'apport immense à la science qui fut le sien : « *une sorte de cours de théologie trifonctionnelle, illustrée de mythes et de rituels (pour) montrer comment la comparaison permet de remonter à un prototype commun préhistorique, puis, par un mouvement inverse qui n'est pas un cercle vicieux, déterminer les évolutions et révolutions qu'il faut admettre pour expliquer, à partir de ce prototype, les théologies directement attestées qui avaient permis de le reconstituer* »³¹².

Le travail de ce chercheur est incommensurable, représentant sans nul doute un des apports majeurs à la science de ces dernières décennies et, tout le monde convient aujourd'hui, que le *structuralisme ethnologique* d'un DUMEZIL, auquel peut être associé d'ailleurs la *phénoménologie typologique* d'un DE VRIES, sont infiniment plus riches et, ô combien plus pertinentes, que ces visions pitoyablement mécanistes et faussement psychologiques que nous donnaient de la religion les apôtres du déterminisme rigoureux dans l'histoire de l'humanité, ces suppôts du darwinisme que furent Herbert SPENCER (1820-1903) ou encore Francis James

grecs ont appelé Zoroastre.

³⁰⁷ Les « *flamines majeurs* » de la Rome antique occupaient des fonction similaires à celles des *brahmanes* consacrés à *Varuna*, dieu suprême de la magie contraignante, et à *Mitra*, dieu de la règle et du contrat.

³⁰⁸ Devenu par la suite *soma* chez les premiers et *haoma* chez les seconds.

³⁰⁹ Illustré par *Zeus*, *Jupiter*, *Mitra* ou *Odin*, prêtre suprême, roi sacré, les termes importent peu, dès lors qu'ils désignent le détenteur du savoir suprême, *brâhmanes* à la fois officiant et connaisseur du droit.

³¹⁰ C'est *Mars*, *Indra*, *Týr*, le *Ksatriya*, archétype du bras séculier, du soldat, du protecteur du tout et de tous.

³¹¹ C'est *Quirinus*, *Nasatya*, *Njördr* ou ses enfants, le *Vaisa*, le producteur.

³¹² Georges DUMEZIL. Avant-propos à son ouvrage « *Les dieux souverains des indo-européens* » (1977), éditions GALLIMARD, collection « *Bibliothèque des sciences humaines* », troisième édition, 1993, 276 pages.

GILLEN (1855-1912), pour qui la religion primitive n'est autre chose que la formation de la notion de dualité avec son corollaire la croyance en la survie du double, dans l'esprit étroit du primitif identifié comme l'enfant du civilisé, sans oublier, plus près de nous, Erich NEUMANN (1905-1960) dont les cogitations sont du même acabit. A partir de ces considérables avancées de la science contemporaine, il devient possible d'affiner encore l'hypothèse du père DUCHESNE. Celle-ci repose sur l'idée première que l'univers est organisé par une cause suprême, que chacun est libre, s'il le souhaite, d'appeler Dieu. Cette force organisatrice s'exprime au travers d'une réalité matérielle, mal connue encore, mais identifiée de manière certaine, que l'on peut nommer la force vitale chargée de transmettre l'information pour la réalisation du grand dessein de l'univers. Cette entité première, ce Dieu unique des religions monothéistes où cette Nature au sens rousseauiste du terme, l'homme l'a identifié et reconnu depuis les temps immémoriaux. C'est tout le sens de l'inscription du temple de SAIS³¹³ en Egypte : « *Je suis tout ce qui a été, tout ce qui est, tout ce qui sera, et nul mortel n'a encore levé le voile qui me couvre* » qui inspirait d'ailleurs PLATON qui, dans le « *Timée* », évoquant l'unité du monde, appelle ciel : « *Cet être unique qui a été, qui est et qui sera* ». Plus encore que la simple reconnaissance de l'existence de cette force universelle, l'homme a aussi appris à l'utiliser, à se mettre en harmonie avec elle pour faciliter ainsi l'accomplissement de la destinée de son espèce. C'est tout le sens de ces pratiques magiques qui sont à l'origine de toutes les religions. Un jour pourtant, très récemment à l'échelle de la déjà longue histoire de l'humanité, il y a peine quelques milliers d'années, la belle, la parfaite mécanique a été mise à terre par la cupidité de quelques uns et l'harmonie, qui portait jusqu'alors le corps social pour le bien être de chacun de ses membres, a cédé la place au désordre et au malheur...

Le complot des origines.

Que s'est-il passé il y a quelques milliers d'années, vraisemblablement vers le quatrième ou cinquième siècle avant notre ère ? Ce sujet ne semble retenir aucune attention et pourtant, c'est bien à cette époque que ce déroule un drame absolu dont les conséquences funestes se poursuivent encore. Voilà que surgit la désespérance, le sang, les larmes, la guerre, l'« *œuvre propre de l'homme* » pour reprendre l'expression d'Homère dans « *L'odyssée* ». Un universitaire suisse, Jean Jacques BABEL a estimé, en 1990, que durant les cinquante six derniers siècles l'homme a environ 14 500 conflits à son actif qui, tous confondus, ont entraîné, au bas mot, trois milliards et demie de morts, c'est à dire la moitié de la population que compte la terre aujourd'hui. L'extermination de son semblable semble être la règle depuis cette période de la fin du néolithique. C'est bien là tout le sens de la parole de Jean Jacques ROUSSEAU : « *Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes, et perdu le genre humain ;* »³¹⁴. Cette question que se formulait Jean Jacques, il y a deux siècles et demie, n'est-il pas étrange que plus personne ne se la pose aujourd'hui ? Plus qu'étonnant en réalité, cela devient même singulier au point que l'on doive s'interroger sur la place que tient cette interrogation dans cet ensemble que le père DUCHESNE nomme l'interdit,

³¹³ De nos jours SA EL-HAGAR.

³¹⁴ « *Discours sur l'origine de l'inégalité* » (seconde partie) in J. J. ROUSSEAU « *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes. Discours sur les sciences et les arts.* », éditions FLAMMARION, collection GARNIER-FLAMMARION / PHILOSOPHIE, 1995, 282 pages.

ce sanctuaire dont la société des accapareurs cherche, en toutes circonstances, à en préserver l'accès. Puisque l'idée que l'on cherche visiblement à inculquer à tous est que l'être humain serait ainsi, par la nature, voué à toujours détruire son semblable, examinons donc les faits, à la lumière de la science afin de déterminer si ce beau thème du « *bon sauvage* », cher à ROUSSEAU, ne serait qu'un mythe.

La religion c'est le tragique.

La vision de DUMEZIL nous a laissé en présence d'une société où domine le magique. C'est là une constante des premières civilisations que nous connaissons. Dominique CHARPIN, historien, spécialiste de la Mésopotamie à l'*École pratique des hautes études*, a montré en particulier comment, d'après les écrits, car à ce jour les archéologues n'ont pas mis à jour des statues du culte, ces dernières, vraisemblablement construites en bois et serties de pierreries ou de métaux précieux, n'étaient nullement représentatives mais appréhendées, au contraire, comme constituant la présence réelle de la divinité³¹⁵. Ce temps, où la magie était ainsi présente partout et reconnue par tous comme un élément structurant de la société, il nous devient malaisé de l'appréhender aujourd'hui. Sous l'influence néfaste de ce positivisme erroné, que nous a laissé le XIX^e siècle, nous avons toujours tendance à considérer les adeptes de ces anciens cultes avec commisération, en plaignant volontiers leur esprit arriéré. En réalité pourtant il n'est guère de différence entre la relation de respect, mêlée de confiance, qui unit l'homme contemporain à la science qu'entre celle qui liait l'homme de l'antiquité à la magie qui, pour lui, avait exactement la même nature. Posons-nous la question : pourquoi croyons-nous à la science ? Chacun, dans son for intérieur, est en mesure de répondre : parce que nous avons des preuves de son efficience ! Il en était exactement de même pour l'homme de ce temps qui, contrairement à ce que l'insidieuse théorie du passé imbécile, distillée par la société de l'injustice, voudrait nous faire admettre, demeure, en tout, notre semblable. Pour mener ses recherches, le père DUCHESNE a rencontré des magiciens, non les charlatans du petit commerce aux imbéciles, mais d'authentiques pratiquants, conscients, éclairés et désintéressés et ce qui l'a particulièrement surpris c'est que tous lui ont parlé comme l'auraient fait un physicien ou un ingénieur dissertant sur leur domaine de compétence : « *Nous ne sommes qu'en présence de forces – disaient-ils – et il ne s'agit après tout que de les dévier !* ». Cette apparente évidence se retrouve dans les paroles des plus grands occultistes comme Jacob BOEHME (1575-1624) pour qui la magie « *n'est en soi rien qu'une volonté, et cette volonté est le grand mystère de toute merveille et de tout secret : elle s'opère par l'appétit du désir de l'être* »³¹⁶.

Exception faite de la période contemporaine, il faut donc bien admettre que la magie a toujours accompagné l'histoire des hommes. Le père de l'ethnologie française Marcel MAUSS (1872-1950) écrivait à cet égard que la magie est « *constante, traditionnelle, exacte, précise, elle a son personnel, ses traditions* ». Aujourd'hui si les préhistoriens ont bien mis en avant le rôle essentiel qu'a joué la pratique magique dans la conception et l'élaboration de l'œuvre d'art, ils ont aussi démontré que cette activité, omniprésente depuis les plus anciennes origines, n'est pas un système spéculatif, une conception du monde, une croyance ou une philosophie, pas

³¹⁵ D. CHARPIN « *Clergé d'Ur au siècle d'Hammu-rabi* », éditions DROZ, Genève, 1986, 519 pages.

³¹⁶ J. BOEHME « *Sex puncta mystica ou Une courte explication de six points mystiques.* » (1620) disponible en ligne sur le site *esonet.org*.

davantage d'ailleurs qu'un système cognitif, seulement un vaste réseau de correspondances destiné, par l'intermédiaire d'un rituel minutieux, durant lequel l'officiant, après avoir arboré des ornements protecteurs sacrés, sacrifié à une gestuelle appropriée et s'être muni d'attributs symboliques, approche des puissances naturelles subtiles pour s'en exorciser ou au contraire attirer leur protection. Est ainsi mis en évidence une sorte de lien physique qui relie l'homme à son environnement ce qui nous ramène à l'existence de cette énergie subtile mise régulièrement en lumière par les scientifiques. Celle-ci apparaît bien comme un liant, une harmonie, un amour, le mot n'est pas galvaudé, qui unit l'homme à la nature et c'est à cette puissance fusionnelle que l'acte magique fait physiquement appel. Dans le temple grec, les courtisanes sacrées, les *hiérodules*, s'unissent charnellement en invoquant *Demeter*, la *Cérès* des romains, afin que la cité bénéficie des pluies nécessaires à la fertilité des cultures. Ce rite de fécondité se retrouve dans la plus lointaine préhistoire qui voit les chasseurs supéropaléolithiques tourner, en dansant, autour de la statue de l'animal envoûté selon une chorégraphie étudiée qui a donné aussi son nom à l'exorciste suméro-akkadien *sahiru*³¹⁷ et que l'on retrouve encore dans le « *cercle d'évocation* » bien connu en magie cérémonielle. Le sinistre Alister CROWLEY (1875-1947), dont le père Duchesne reparlera dans le second volet de sa réflexion, avait comme passe temps favori de suivre à l'improviste quelqu'un dans la rue, d'adopter en l'imitant sa démarche pendant quelques instants puis, en simulant lui-même le geste, de provoquer sa chute à distance.

Il est tout de même étrange que, tandis que tous les spécialistes admettent cette place prépondérante, cette importance sociologique, psychologique et esthétique que revêt la magie dans les sociétés du passé, nul ne reconnaisse sa réalité expérimentale, comme si l'homme ne se nourrissait que d'abstractions et qu'il fut possible de berner les multitudes pendant des dizaines de millénaires. Force est d'admettre qu'il y a là une curieuse et singulière contradiction. De toute évidence en effet les opérations magiques atteignaient les buts qu'elles se fixaient et ces pratiques mimétiques étaient efficaces, sensées et clairement explicables. L'anthropologue écossais James George FRAZER (1854-1941) a été, sans doute, le premier scientifique à avoir dressé l'inventaire planétaire des mythes comme des rites. A partir notamment de l'étude des sociétés antiques et plus particulièrement grecque et romaine, il a montré que la religion de l'antiquité, prolongeant ainsi la magie ancestrale, repose sur un principe de sympathie fondé sur deux constantes qui apparaissent aussi comme les techniques utilisées : la *loi de similitude* (magie imitative) qui veut que le semblable appelle son semblable, mise en œuvre lorsque l'opérant cherche à produire un effet désiré par imitation à l'exemple de la danse imitative des animaux pour attirer ceux-ci sous les flèches du chasseur et la *loi de continuité* (magie contagieuse) selon laquelle les choses qui ont été en contact continuent d'agir l'une sur l'autre en dépit de leur éloignement qui explique l'action sur un objet matériel pour affecter la personne avec laquelle celui-ci a été en contact, comme la *dagyde* ou statuette de cire dans laquelle le sorcier a glissé les cheveux ou les rognures d'ongles de sa victime et dont la destruction entraînera la maladie ou la mort. On perçoit alors une amorce d'explication en remarquant la similitude entre ces principes archaïques et certaines découvertes récentes, comme celle du docteur BENVENISTE, qui ont déjà été évoquées par le père DUCHESNE. On peut, de la même manière, comprendre le caractère parfois non reproductible des expériences magiques en se référant à la *loi de contrariété*, également énoncée par FRAZER, ou *principe de contingence* qui veut que l'effet escompté peut très bien ne pas se manifester comme si les « dieux » évoqués refusaient leur aide. Ce dernier principe explique tout autant le miracle c'est à dire l'apparition d'un effet contre la nature sans opération préalable.

³¹⁷ Littéralement « *celui qui entoure* ».

Chacun connaît par ailleurs la *summa divisio* qui sépare magie blanche et magie noire encore appelée sorcellerie. La langue anglaise, plus riche que la notre sur ce point, établit d'ailleurs une différence entre *witchcraft* et *sorcery*. Comme l'a bien montré l'anthropologue britannique Edward Evan PRITCHARD (1902-1973), à partir de ses études conduites notamment auprès de peuplades traditionnelles du Soudan³¹⁸, la première notion renvoie à une sorte de substance présente dans le corps de certains sujets, souvent transmise par naissance mais pas toujours, laquelle agit mécaniquement sur les autres personnes, consciemment mais plus fréquemment sans qu'intervienne la volonté du sorcier. *Sorcery* désigne tout autre chose. Il ne s'agit plus alors d'individus distincts organiquement des autres mais d'initiés, ayant pour la plupart suivis collectivement des rites au sein d'un groupe, d'une confrérie occulte, et qui peuvent alors manifester aussi ces pouvoirs surnaturels leur permettant d'agir sur la nature. Le plus grand anthropologue américain du siècle dernier Clyde Kay Maben KLUCKHOHN (1905-1960), qui a beaucoup travaillé sur les indiens *Hopis* et *Navajos*, reprend, en l'enrichissant encore, la même analyse³¹⁹. La tradition musulmane aussi établit une différence entre le *muazzimun* (que l'on pourrait qualifier de magicien régulier) qui recherche la pureté et dont la mission est de servir Allah en l'implorant et adjurant les esprits en son nom et le *sahir* (magicien du mal) qui pour asservir les esprits recourt à des mauvaises actions voire au crime ou à l'inceste. Le parallèle entre la sorcellerie et cette « voie condamnable » (*al-tariqa al-madhmuma*), que la tradition coranique fait remonter à *Iblis*, le *djinn*, créature de feu, qui refusa de se prosterner devant Adam, est alors évident.

L'ensemble de ces éléments permet au père DUCHESNE d'approfondir sa théorie en l'enrichissant d'un élément supplémentaire qui pourrait bien s'avérer essentiel. La filiation des cultes tout au long de l'histoire de l'humanité apparaît plus que vraisemblable ce qui fait dire à l'auteur de ces lignes que la religion, étant l'héritière des pratiques primordiales, c'est le magique. Mais cette dualité, qui vient d'être mise en évidence, permet peut-être d'ajouter une dimension supplémentaire à la réalité du fait religieux qui serait de nature à éclairer bien des choses : et si, par le biais du magique, la religion était aussi devenue le tragique ? La magie, on l'a vu, a constamment accompagné l'homme et a, sans nul doute, contribué, pour le moins psychologiquement, à sa survie et à la pérennité du groupe depuis la grotte paléolithique, où opère le chaman en présence du clan, jusqu'au culte primitif de la déesse mère. Le prisme déformant darwinien, comme l'a fermement dénoncé le père DUCHESNE, corrompt aujourd'hui toute recherche en imposant comme un dogme l'idée que, présent et futur, sont toujours supérieurs en tout aux siècles ou millénaires écoulés, analysés au mieux comme une esquisse au pire comme un non sens. Ce dogme incline, on le sait, à raisonner à l'aune de la théorie du passé imbécile. Ainsi la brute épaisse des cavernes, tout juste assez lucide pour penser qu'il pouvait agir sur la nature par des rites idiots, a fini par acquérir, grâce au dieu hasard sans nul doute, une once supplémentaire d'intelligence, suffisante pour lui permettre de croire en un Dieu créateur qu'il était possible de prier ce qui apparaît comme un progrès certain mais reste, bien sûr, fort éloigné de l'homme censé d'aujourd'hui qui, comme Saint Thomas, ne croit qu'à ce qu'il voit et laisse donc toutes ces inepties aux primitifs encore qu'il se puisse déplorer la présence de

³¹⁸ E. E. PRITCHARD « *Witchcraft, Oracles and Magic Among the Azande* », Oxford University Press, 1937. Une édition abrégée est parue en 1976 aux mêmes éditions « *Theories of Primitive Religion*. ».

³¹⁹ C.K.M. KLUCKHOHN « *Beyond the Rainbow*. », 1933, livre écrit après ses observations auprès de ces peuplades indiennes.

quelques spécimens attardés qui s'obstinent à croire en quelque chose... Comment ne pas stigmatiser cette attitude qui pourrait faussement apparaître pour de l'orgueil, mais qui en réalité est un élément du complot dénoncé dans ces pages. Répétons-le une fois encore, l'homme paléolithique, l'homme néolithique, l'homme de l'antiquité comme celui du Moyen Age sont des *homo sapiens* et donc, en tous points, comparables à nous et leur prêter des comportements irrationnels relève donc de l'obscurantisme, de la forfanterie ou plus probablement de la volonté d'occulter une réalité gênante. D'ailleurs l'archéologie semble venir aujourd'hui apporter un cinglant démenti à la fable évolutionniste.

Elle nous révèle en effet, au grand dam de la thèse couramment répandue, que la sédentarisation et l'apparition des villes n'impliquent nullement un passage du magique vers le religieux entendu comme la croyance en des esprits transcendants que l'on implore, ce qui aux yeux des penseurs évolutionnistes serait une avancée considérable eu égard aux ridicules pratiques de la superstition ancestrale. L'étude archéologique du site de *Çatal Hüyük*³²⁰ nous renseigne beaucoup sur la religion néolithique or, loin de démontrer un déclin de la magie ou encore l'apparition d'une caste spécialisée dans le culte, c'est tout le contraire qui est mis en évidence : une omniprésence du magique qui apparaît bien être l'affaire de tous ! Ainsi les maisons comportent en général deux pièces dont l'une donne toute l'apparence d'un sanctuaire domestique, avec des murs ornés de hauts-reliefs et de fresques peintes et dans laquelle on enterre les défunts dans des tombes en argile. La même pièce contenant par ailleurs statuettes de pierre et figurines de terre cuite représentant deux instances symboliques divines dominantes : la Déesse mère, souvent représentée parturiente ou encore assise sur un trône de panthères et, à ses côtés, la figure animale du taureau. On retrouve dans toute l'Anatolie, à *Hacilar* ou à *Höyücek* par exemple, le même culte mais aussi bien au-delà au point que l'on puisse le considérer comme caractéristique de la religion néolithique du Proche-Orient.

L'archéologie nous révèle aussi que c'est la plaine alluviale du Tigre et de l'Euphrate qui semble servir de cadre au profond bouleversement qui marque la fin du néolithique avec l'apparition de l'urbanisation et, contrairement à une idée reçue, ce n'est pas le point d'eau qui préside au choix des sites d'implantation humaine mais plutôt le cours d'eau, l'axe fluvial. On remarque en effet que la ville est située le plus souvent sur l'une des berges d'un fleuve, comme c'est le cas d'*ASSUR* dans l'actuel Irak. Ces villes ont atteint des superficies étonnantes. Sans même parler de *Babylone* qui apparaît à cet égard exceptionnelle, des diamètres supérieurs à deux kilomètres sont fréquents en pays sumérien ; c'est le cas des cités de *LARSA* ou d'*URUK* situées également en Irak. Les agglomérations, qui voient alors le jour, sont entourées de murs ce qui évoque irrésistiblement la défense militaire, cependant rien n'est moins sûr. D'abord il y a la porte magistrale qui fragilise singulièrement la défense. Celle-ci joue, de toute évidence, un rôle essentiel et représente même un foyer de la vie sociale. Vraisemblablement c'est là que se tient le marché, le lieu où arrivent les caravanes et où s'échangent les marchandises acheminées par ces réseaux de communication que sont les fleuves tout proches. Les murailles pourraient alors avoir exercé une autre mission que la protection guerrière de la cité dans la mesure où elles apparaissent souvent associées à un système de digues ce qui pourrait laisser entendre que c'est davantage, de l'inondation que les habitants cherchaient à se préserver en les édifiant. C'est le cas par exemple à *TELL ED-DER* en Babylonie ou *MARI* sur l'Euphrate. Enfin la longévité de ces

³²⁰ Ville fondée vers 7000 avant J-C et qui atteindra son apogée entre -6700 et -5700. Située en Anatolie centrale, sur les bords de la rivière Carsamba, elle est, sans aucun doute, l'un des plus grands sites néolithiques du Proche Orient.

ville est impressionnante : deux ou trois millénaires et parfois même plus ! Autant d'éléments qui laissent songeur sur le caractère inéluctable de la guerre comme conséquence de l'augmentation du niveau de vie que le dogme évolutionniste à connotation darwinienne voudrait constamment nous servir.

Il faut sans doute se montrer prudent, car les travaux d'investigation sur ces sites extrêmement vastes ne sont encore, loin s'en faut, parvenus à leur terme : ainsi après vingt-sept campagnes de fouilles sur le site de *MARI TELL HARIRI* en Syrie, la mission française en 2006 n'avait dégagé qu'environ 8 hectares sur les 110 qui constituent le champ de ruines, soit à peine un quinzième de l'ensemble de la superficie. Sur ce site cependant, l'un des plus riches de la région, comme sur d'autres on constate toujours le même phénomène : le rôle capital joué par l'activité religieuse qui, au fil du temps, semble prendre de plus en plus d'importance comme en témoignent les constructions cultuelles qui s'étendent et s'embellissent en se répartissant, toujours plus nombreuses, à travers tout le tissu urbain, jusqu'au milieu des habitations. C'est le cas du temple d'*Ishtar* de *MARI* mais aussi du temple de *Sin* de *KHAFKJE* dans l'Irak actuel. Parfois même le lieu de culte se déporte hors de la ville vers lequel les habitants se rendent en procession, en portant les statues des dieux comme le *Bit-Atiku* (ou maison des fêtes) d'*ASSUR*. A côté de cet éparpillement du mystique, il existe un quartier, vaste quant à sa superficie, vers lequel tout semble converger. C'est la terrasse cultuelle sur laquelle on édifie la ziggourat à partir de la fin du III^e millénaire, dominant sans partage, l'histoire de la ville. Autant d'éléments qui permettent de proposer une explication qui, comme l'a annoncé le père DUCHESNE, pourrait s'avérer lourde de conséquences : cette omniprésence du magique en étroite filiation avec ce penchant fondamental qui a caractérisé toute la préhistoire, cette symbiose entre l'homme et la nature qui lui a permis son expansion ont peut-être fait l'objet d'un détournement à des fins égoïstes pour le plus grand malheur de l'humanité. L'harmonie universelle qui prévalait jusqu'alors a pu ainsi être prise en otage par quelques misérables consciences individuelles. C'est alors que la religion a cessé d'être le magique pour devenir le tragique...

Le mythe du « bon sauvage » au risque de la science.

Que nous révèle encore l'archéologie ? Les dynasties archaïques apparaissent dans la première moitié du III^e millénaire. Ce fait est identifié par l'apparition du palais qui va alors s'imposer comme l'un des pôles de la cité. Or ce palais est souvent associé au centre religieux : c'est le cas de *MARI* où il prend place dans l'enceinte sacrée, adjacent aux temples de la cité, mais à *UR* en Chaldée, l'actuel IRAK, à *ASSUR* on retrouve des situations voisines. Si, comme a tenté de le démontrer le père DUCHESNE, on consent à regarder le phénomène magique non comme une illusion, ainsi que voudrait nous le faire accroire le dogme darwinien, mais comme une réalité tangible reposant sur la maîtrise d'une substance subtile mais bien réelle qui relie la matière et la vie, mise en évidence de nombreux scientifiques, et si l'on admet que les hommes du passé n'étaient pas les déficients mentaux à la crédulité consternante que l'on nous présente, alors rien n'interdit de déduire des éléments en notre possession que certains scélérats auraient commis, à cette époque de la fin du néolithique, une infamie suprême consistant à détourner la puissance magique, jusqu'alors au service de tous, au seul profit de leurs mesquines petites personnalités, usurpant ainsi le sacré pour satisfaire leur pitoyable soif de gloire. Pourquoi donc le palais royal du III^e millénaire se situe toujours dans l'enceinte sacrée, jouxtant les grands sanctuaires religieux ? Cette union systématique du spirituel et du temporel n'est guère logique. Dès lors que le magique fonde l'unité du groupe en lui permettant de maîtriser collectivement son

environnement on peut certes admettre la place privilégiée occupée par le prêtre, le chaman, l'officiant, le vecteur qui permet ainsi la déviation de l'énergie subtile, mais nullement celle du potentat perturbateur qui, par son action égoïste, ne peut que mettre en péril l'unité du groupe. Il faut donc convenir que si celui-ci existe c'est parce qu'il a réussi à imposer sa présence et comment, sinon en détournant le magique de sa vocation commune à son seul profit ?

Voici alors qu'est mis en évidence une dualité qui pourrait bien être celle du bien et du mal. Le bien serait ainsi l'utilisation des forces magiques dans le but d'accompagner, en l'aidant, l'accomplissement de la destinée humaine tandis que le mal consisterait au détournement de ces mêmes forces à des fins égoïstes au détriment de l'ensemble du groupe, freiné ainsi dans son évolution naturelle. On pourrait aussi y voir l'origine de cette différence dans l'acte magique, entre le bénéfique et le maléfique. Voilà peut-être l'explication du traumatisme initial que relatent tous les grands mythes et le sens même du « *meurtre du père* » de la psychanalyse. D'autres branches de la science sont-elles susceptibles d'apporter des confirmations à la thèse qu'avance le père DUCHESNE ? Peut-être bien. D'abord interrogeons la zoologie et l'éthologie afin de savoir si existe vraiment au sein de l'espèce humaine, à l'instar de quelque autre espèce animale vivant en meute, ce mâle dominant, ce leader qui impose sa volonté au groupe ? Le récent travail accompli par Frans de WAAL, professeur à l'Université *Emory* d'ATLANTA et directeur du *Yerkes Pimate Center*, l'un des plus éminents éthologues et primatologues actuels, paraît très éclairant à cet égard. Dans son livre « *Le singe en nous* »³²¹, il démontre comment l'appétit du pouvoir semble être une constante chez le chimpanzé mais ne repose pas forcément sur la loi du plus fort, mettant en évidence notamment des alliances possibles : deux mâles pouvant ainsi s'unir pour détruire un troisième plus fort : « *Chez le chimpanzé mâle, le pouvoir est le moteur par excellence : une obsession constante, source d'immenses avantages pour qui l'acquiert, et d'intense amertume pour qui le perd.* ». Pour l'auteur de l'ouvrage, la transposition à l'homme est évidente et, non sans malice, Frans de WAAL décrit cette réalité observée auprès de ses collègues scientifiques au sein desquels surgit « *toujours une phase prévisible, quand les ego venus des quatre coins du globe se retrouvent dans la salle de conférence - ou au bar. (...) Les hommes se laissent entraîner par la joute intellectuelle qui s'ensuit au point d'en devenir parfois écarlates ou livides. Ce que font les chimpanzés avec leurs charges spectaculaires, poil hérissé, martelant tout ce qui fait caisse de résonance, déracinant des arbustes sur leur passage, le mâle humain le fait de façon plus civilisée en pulvérisant les arguments du voisin. (...) L'élucidation de la hiérarchie est la priorité absolue.* ». Ce goût pour le pouvoir, ces alliances mesquines, cette volonté de domination et cette obsession à vouloir générer chez son semblable des signes de déférence ou de soumission est, pour le père DUCHESNE, à la base de l'explication de la structure ternaire de la société des accapareurs : l'alliance de deux coterie minoritaires destinée à soumettre la multitude. Mais il n'y a guère de fatalité, ni de caractère inéluctable dans cette situation grotesque ! Revenons à l'ouvrage de Frans de WAAL pour s'en convaincre.

Il est une autre espèce de chimpanzés tout aussi proche de nous, découverte en 1929, les *bonobos* qui diffèrent en tous points des précédents. Chez eux pas ou très peu d'agressivité et tout semble mis en œuvre pour éviter le conflit, depuis les marques d'affections ostentatoires jusqu'aux relations sexuelles et leur société est davantage matriarcale, les femelles occupant souvent des places dominantes et l'auteur souligne ce contraste : « *Le chimpanzé, avide de pouvoir et brutal, contraste avec le bonobo pacifique et érotique.* » et estime que notre nature

³²¹ F. de WAAL « *Le singe en nous* », 2006, éditions FAYARD, collection « *Le temps des sciences* », 326 pages.

relève aussi de ces deux composantes : « *Notre nature est la turbulente alliance des deux...* ». Ne pourrait-on pas retrouver dans ces travaux scientifiques une illustration du mythe rousseauiste du bon sauvage : l'être naturellement bon mais soudain corrompu par une pratique sociale ? Car Franz de WAAL le révèle, le chimpanzé sait aussi parfaitement faire preuve de comportements moraux en recueillant l'oiseau blessé tombé de sa cage et en cherchant à lui faire prendre son envol tandis que la solidarité va bien au-delà de l'espèce, du clan, comme le montre l'exemple des *bonobos* venant au secours du chimpanzé handicapé privé de nourriture. Cet altruisme peut aller jusqu'à la mort, à l'image de cet autre chimpanzé, cité par l'auteur, qui se noie pour tenter de sauver un petit de son espèce de la noyade, sacrifice qui ne peut s'expliquer par la seule proximité génétique ou la promesse d'une aide en retour. L'archéologue, professeur au *Collège de France*, Jean GUILAINE et le docteur et préhistorien Jean ZAMMIT dans leur livre « *Les sentiers de la guerre* » n'expriment pas autre chose que cette tendance naturelle à l'harmonie : « ... Il existe bien chez les animaux une agressivité biologique entre individus... qu'elle s'exprime cependant de manière aiguë à l'occasion de conflits sexuels ou alimentaires et qu'elle n'aboutit que très rarement à la tuerie d'un congénère... » qui implique que c'est bien un dérèglement de la conscience qui entraîne la violence, les auteurs soulignant que, comme êtres humains, nous n'avons pas « ... L'excuse de penser que cette violence est le fruit de notre évolution préhominiennne. C'est notre cerveau, et lui seul, qui fait de nous l'animal le plus dangereux de la planète. »³²².

La science décidément semble bien réticente à se ranger sous cette bannière qu'on voudrait lui imposer, celle de l'idéologie darwinienne où tout n'est que conjoncture erratique et lutte à mort. Héritière à la fois de la génétique et de l'éthologie, la sociobiologie, que l'on doit à l'entomologiste Edward Osborne WILSON³²³ envisage les formes de comportement social chez toutes les espèces, y compris l'homme. Cette science nous enseigne que la vie n'implique nullement la violence : certes les animaux chassent pour manger et sont donc amenés à tuer mais ils le font sans agressivité et la cruauté leur est étrangère. Contrairement à ce que suggère la fable darwinienne, c'est l'équilibre qui domine chez l'immense majorité des espèces et celles-ci ne passent pas leur vie à se battre. C'est même le contraire qui prévaut ! La plupart des animaux ignorent le conflit et le fait que la nature évite la compétition ne doit pas surprendre car celle-ci va à l'encontre de l'élan vital. La rivalité, qui est par nature létale, aboutirait ainsi, à terme, à la disparition de l'un des groupes qui auraient vocation à toujours s'affronter. La notion de niche écologique ou de biodiversité permet de comprendre ce phénomène d'évitement : chaque espèce est prévue pour être la plus différente possible afin, précisément, que les possibilités d'affrontement soient minimisées ce que confirme la science statistique en montrant, par exemple, que les prédateurs sont peu nombreux, de l'ordre de un sur dix tout au plus si on rapporte leur nombre avec celui de leurs proies et ce n'est que, très rarement, qu'ils s'en prennent à des individualités valides leur préférant les malades, les blessés ou les plus chétifs. C'est ce que révèle le professeur de zoologie à l'*Ohio State University*, Paul COLINVAUX dans son ouvrage « *Invitation à la science de l'écologie* »³²⁴ : les guerres entre hordes animales sont extrêmement

³²² J. GUILAINE et J. ZAMMIT « *Le sentier de la guerre : visages de la violence préhistorique* », éditions SEUIL, 2001, 380 pages, page 257.

³²³ E. WILSON « *La Sociobiologie* », éditions LE ROCHER, Monaco/Paris, Cambridge (USA), 1987.

³²⁴ P. COLINVAUX « *Invitation à la science de l'écologie* », éditions Point Le Seuil, collection « *Science* », 1993, 250 pages.

rares et font alors figure d'exception confirmant ainsi la règle, encore qu'elles trouvent le plus souvent leur explication par des circonstances particulières. Ainsi en est-il du cas singulier des chimpanzés de *Gombe* qui attaquent d'autres bandes sans aucune provocation de celles-ci, animés visiblement d'intentions meurtrières gratuites et qui vont même jusqu'à s'entre-dévorer³²⁵. Nombre de spécialistes s'accordent pour constater que ce type de comportement résulte d'un rétrécissement du territoire du fait de l'activité humaine. A l'inverse la coexistence harmonieuse entre espèces différentes que l'on nomme *biocénose*³²⁶ est monnaie courante dans la nature : ce sont ces petits poissons qui se chargent avec profit de la dentition du mérou ou encore les mouettes et les canards qui construisent un nid commun afin d'être plus forts face au prédateur, comme le montre l'ouvrage collectif « *La plus belle histoire des animaux* »³²⁷. Les éthologistes découvrent même aujourd'hui, qu'à la notion de domination, il convient bien de substituer celle de conciliation dans le règne animal, l'agressivité cédant largement le pas devant la reconnaissance de l'autre. Un autre livre de Franz de WAAL est à cet égard riche d'enseignements : « *Quand les singes prennent le thé* »³²⁸.

L'homme ferait-il exception à la règle ? De toute évidence non ! L'anthropologue William James PERRY (1887-1949) soulignait déjà que « *la guerre, l'immoralité, le vice, la polygamie, l'esclavage et la soumission des femmes semblent être absents chez nos ancêtres* »³²⁹. Les études entreprises depuis lors ne viennent pas infirmer ce constat, bien au contraire. Le professeur émérite d'histoire de l'*Université de Washington* à Seattle, Arthur FERRIL a montré que, jusqu'à la fin du paléolithique, il n'existe aucune preuve concluante que des outils ou armes de guerre aient été utilisés contre des humains³³⁰. D'autres études vont dans le même sens, comme celle des archéologues de l'*Université de Cambridge* Paul S. C. TACON et Christopher CHIPPINDALE sur l'art pariétal australien qui montre que : « *les descriptions de scènes de bataille, d'escarmouches et le combat au corps à corps sont rares dans l'art des chasseurs-cueilleurs et quand elles existent, elles sont le plus souvent le résultat du contact avec des agriculteurs ou des envahisseurs industrialisés.* »³³¹. Tout se passe en réalité comme si une sorte d'anticorps, d'instance régulatrice, au sein de ces sociétés des premiers âges, aboutissait à l'évitement du conflit si du moins les conditions de celui-ci se mettaient, par inadvertance, en place. C'est ce que montre une autre étude conduite par Maurice R.DAVIE qui révèle que la confrontation durait rarement plus d'une demi-heure et, si un décès survenait, cela suffisait pour que, soudain, les deux parties se retirent comme si elles prenaient alors conscience de l'absurdité de leur

³²⁵ Voir à ce propos le très beau et émouvant ouvrage du psychanalyste Jeffrey MOUSSAIEF-MASSON et de la journaliste (qui est aussi biologiste) Susan McCARTHY « *Quand les éléphants pleurent.* », éditions « *J'ai Lu* », 2002, 383 pages.

³²⁶ Coopération avec bénéfice mutuel.

³²⁷ Pascal PICK, Boris CYRULNIK, Jean Pierre DIGARD, Karine Lou MATIGNON « *La plus belle histoire des animaux* », édition du SEUIL, collection « *Points* », 2004, 255 pages.

³²⁸ F. de WAAL « *Quand les singes prennent le thé* », éditions FAYARD, collection « *Le temps des sciences* », 2001, 383 pages.

³²⁹ Voir W.J. Perry « *The Golden Age* » in *The Hibbert Journal* XVI (1917), page 44.

³³⁰ Arthur Ferrill, « *The Origins of War from the Stone Age to Alexander the Great* », New York, Thames and Hudson, 1985, page 16.

³³¹ Paul S.C. Tacon et Christopher Chippindale « *Australia's ancient warriors: changing depictions of fighting in the rock art of Arnhem Land* », 1994, N.T. *Cambridge Archaeological Journal* 4(2), page 211.

comportement³³². Les études conduites à la même époque par la grande figure de l'anthropologie américaine Alfred Louis KROEBER (1876-1960) confirment les précédentes, celui-ci révélant par exemple que les premiers peuples de Californie allaient jusqu'à utiliser des flèches moins efficaces que celles dont ils se servaient durant la chasse afin d'éviter les effusions de sang³³³.

Force est donc de constater qu'au néolithique un changement aussi brusque que soudain intervient à l'issue duquel la société humaine ne sera plus comme avant. Voici qu'elle adopte la guerre comme institution sociale. Comment croire alors qu'il puisse s'agir d'autre chose que d'une régression, c'est-à-dire l'inconcevable, l'interdit absolu du dogme darwiniste ? Ce n'est sûrement pas par hasard que, très curieusement, alors que cette question est sans nul doute l'une des plus essentielles qu'il soit possible de se poser, peut-être même la plus fondamentale, en France pour le moins, elle paraît n'intéresser personne. On ne compte plus les études et les ouvrages qui traitent d'un conflit particulier : ainsi ce sont près de 50 000 livres qui ont été recensés sur la seule guerre de sécession américaine et plus de 3000 sur la guerre d'Algérie, pour n'évoquer que les publications en langue française mais, à la connaissance du père DUCHESNE, un seul sociologue – en l'occurrence Raymond ARON – a cherché à comprendre et analyser les ressorts profonds de la guerre³³⁴. Tout se passe donc comme si cette monstruosité est d'abord perçue comme une activité relevant de la raison, allant de soi en quelque sorte. C'est d'ailleurs ce qui ressort des écrits du théoricien de la guerre, l'officier prussien Carl Von CLAUSEWITZ dont l'aphorisme est demeuré célèbre : « *La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens* »³³⁵. En d'autres termes pourquoi la guerre fait-elle partie du domaine de l'interdit ? Le père DUCHESNE risque une explication : tout simplement parce qu'elle est la manifestation la plus éclatante de l'apparition de cette société des accapareurs qui nous conduit aujourd'hui au désastre. La guerre en effet n'est que la conséquence, logique, inéluctable de « *l'usurpation de toute la terre* » qu'évoquait Blaise PASCAL.

L' « usurpation de toute la terre ».

La vision déformée du passé que nous impose le diktat darwinien nous incite aussi à concevoir notre ancêtre du néolithique comme la brute épaisse du dessin humoristique, traînant sa femelle par les cheveux. Vision ô combien erronée car ces sociétés, dites « *primitives* », se révèlent aptes à satisfaire leurs besoins, pour le moins autant que la société industrielle contemporaine. Ces sociétés, la science d'aujourd'hui nous les révèle égalitaires par essence. Comme l'a magistralement démontré l'anthropologue et ethnologue français Pierre CLASTRES (1934-1977), notamment à partir des travaux conduits auprès des indiens *Guayaki* du PARAGUAY, la société première est une société d'abondance où l'homme produit pour lui-

³³² M. R. DAVIE « *The Evolution of War. A Study of Its Role in Early Societies* », New Haven Yale University Press, 1929, page 247. L'ouvrage a été réédité récemment aux éditions DOVER PUBNS en décembre 2003.

³³³ A.L. KROEBER « *Handbook of the Indians of California* », Bulletin 78 (Washington, D.C. Bureau of American Ethnology, 1923), page. 152.

³³⁴ Raymond ARON « *Paix et guerre entre les nations* », éditions Calmann-Lévy, 1962, réédité en 2004 dans la collection « *Pérennes* », 794 pages.

³³⁵ C. Von CLAUSEWITZ « *De la guerre* » (« *Vom Kriege* »), 1832, traduction de Denise NAVILLE, préface de Camille ROUGERON et Pierre NAVILLE, éditions de Minuit, PARIS, 1955.

même et satisfait ainsi ses besoins par la loi d'échange dont la pratique est ancestrale. C'est l'âge d'or, le paradis terrestre des grands mythes. La rupture, le péché originel consiste dans le détournement de l'activité de production : le chaos apparaît quand l'homme cesse de produire pour lui-même mais pour quelqu'un d'autre : « *quand la règle égalitaire d'échange cesse de constituer le « code civil » de la société...quand à la règle échangiste se substitue la terreur de la dette...quand l'activité de production devient travail aliéné, comptabilisé et imposé par ceux qui vont jouir des fruits du travail, c'est que la société n'est plus primitive, c'est qu'elle est devenue une société divisée en dominants et dominés, en maîtres et sujets, c'est qu'elle a cessé d'exorciser ce qui est destiné à la tuer : le pouvoir et le respect du pouvoir... La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force.* »³³⁶. Cet auteur montre en particulier combien ces sociétés primitives « *sont des sociétés sans État parce que l'État y est impossible* ». Il s'interroge aussi sur la naissance du despote, celui qui commande à la multitude réduite à obéir, sans pouvoir toutefois apporter de réponse satisfaisante à ce mystère. Car il s'opère un changement de nature dans la fonction de chef, qui existe, il est vrai, dans la société primitive mais qui ne peut être regardé comme l'ancêtre des tyrans futurs. Celui-ci, en effet, ne dispose d'aucune autorité ni d'aucune source de coercition et, en particulier, il ne donne pas des ordres : « *Le chef n'est pas un commandant, les gens de la tribu n'ont aucun devoir d'obéissance. L'espace de la chefferie n'est pas le lieu du pouvoir et la figure (bien mal nommée) du chef sauvage ne préfigure en rien celle d'un futur despote.* ». Cette mission confiée au chef n'existe en définitive que pour servir la société. Par le prestige que sa fonction lui procure ou que son talent lui donne, celui qui est mis à la tête du groupe n'est là que pour apaiser les conflits qui pourraient naître.

L'historien et philosophe François CHATELET (1925-1985) ne dit pas autre chose en soutenant que ces sociétés premières ne connaissent aucun rapport de domination, à la différence des sociétés avec État et, si le chef chapeaute l'organisation, celui-ci a un statut particulier : « *Celle-ci (la société primitive) sans État implique en premier lieu un statut de la chefferie qui est, par essence, différent de ce que nous appelons pouvoir ou domination politique. Car il y a un chef, mais il ne préfigure en aucune manière les despotes. Il intervient pour réduire les conflits entre individus ou entre parentés ; et sa parole dit le consensus. Cependant son intervention n'est pas pouvoir au sens où y serait incluse une force de coercition ; sa parole n'est pas celle de la loi (...). Bref il est au service de la communauté.* »³³⁷. Pour l'anthropologue américaine Eleanor Burke LEACOCK (1922-1987), qui s'est beaucoup intéressée aux peuples du Nord-Est du CANADA et en particulier les Innus³³⁸, l'humanité n'aurait pas pu évoluer si, comme le soutenait HOBBS, l'homme avait été un « *loup pour l'homme* » (« *homo homini lupus* ») et l'évolution, loin de partir d'un être agressif de naissance, n'a pu se faire que par la vie du groupe qui, à la fois, nécessitait et rendait possible les comportements coopératifs et c'est cette coopération qui fut à l'origine du développement d'outils sophistiqués et de l'élaboration du langage : « *Depuis les Bushmen chasseurs-cueilleurs du désert du Kalahari en Afrique du Sud-Ouest jusqu'aux Eskimos chasseurs de mammifères marins, les arrangements sociaux des*

³³⁶ P. CLASTRES « *La société contre l'État* », éditions de Minuit, PARIS, 1974, pages 161-186.

³³⁷ Voir l'ouvrage collectif « *Les idéologies* » sous la direction de François CHATELET et Gérard MAIRET, tome 1 « *Des pharaons à Charlemagne* », Marabout Université, 1981, page 21.

³³⁸ Peuplade située à l'Est du Québec et dans la région du Labrador.

peuples chasseurs étaient similaires. Les sociétés qui vivaient de cueillette et de chasse (et pêche) étaient coopératives. Les gens partageaient la nourriture et pensaient de l'avidité et de l'égoïsme ce que nous pouvons penser des comportements de malades mentaux ou de criminels. Ils fabriquaient et donnaient de la valeur à leurs possessions, mais autant pour les donner que pour les garder »³³⁹. Son compatriote, le célèbre anthropologue Lewis Henry MORGAN (1818-1881) réputé pour ses travaux sur les indiens Iroquois³⁴⁰, ne disait pas autre chose un siècle plus tôt : « Tous les membres d'une « gens » iroquoise étaient des personnes libres et ils étaient dans l'obligation de défendre la liberté des autres ; ils étaient égaux en privilèges et en droits personnels, les chefs et sachems ne réclamaient aucune supériorité. Cela peut expliquer le sens d'indépendance et de dignité personnelle qui est universellement considéré comme un attribut du caractère indien »³⁴¹

Comme l'a bien montré l'architecte hongrois Yona FRIEDMAN, ce n'est pas non plus l'apparition des villes qui engendre l'inégalité. Bien au contraire ! La ville n'apparaît que pour abriter les spécialistes, forgerons, tisserands, potiers et elle accueille, régulièrement, les agriculteurs demeurés, par la force des choses, auprès des terres qu'ils exploitent afin que s'opère le grand rite de l'échange et, sans doute aussi, pour participer aux célébrations magiques dont l'archéologie nous révèle l'importance de l'espace qu'elles occupent au sein de la cité. Cette ville des origines se constitue ainsi autour d'une communauté d'individus solidaires et égaux : « la ville primitive, dépôt d'individus égaux, toute décision est prise par l'ensemble de ces égaux, réunis en assemblée générale. La ville primitive est, par excellence, une organisation fondée sur la démocratie directe »³⁴². L'inégalité institutionnalisée, les hiérarchies, les guerres sanguinaires à grande échelle n'apparaissent qu'au quatrième millénaire avant Jésus Christ durant ce qu'on a appelé parfois la « révolution urbaine ». Cependant cette période, cruciale s'il en est dans l'histoire de l'humanité, reste largement inexploquée ce qui est tout de même singulier. Le père DUCHESNE a démontré, après Jean Jacques et avec l'aide de la science, comment l'espèce humaine est naturellement portée, non vers la violence et l'autodestruction, mais vers l'harmonie et l'échange pacifique et comment, pendant la plus longue période de son histoire, l'humanité a su préserver l'équilibre au sein du groupe humain comme d'ailleurs entre lui et son environnement. Or voici qu'après cette période faste, cet âge d'or des anciens mythes, surgit soudain le malheur. La malédiction semble s'abattre sur l'humanité et le terme n'est pas galvaudé. L'étude des peuples primitifs nous a montré combien cette société sans État semblait toute organisée pour empêcher la guerre, l'esquiver, la ritualiser même, or voici que, comme le foie secrète la bile, cette nouvelle organisation sociale qui voit le jour ne semble vouée qu'au conflit et à la destruction. L'explication couramment admise, qui repose sur la domestication de la nature et son contrôle, paraît nullement pertinente. Selon cette légende darwinienne, l'homme, dans ses premiers âges, subissait la nature et était donc contraint de s'unir. Il devait alors trouver des élans de solidarité pour parvenir à se préserver des affres de cette dure marâtre. Or, nous dit-on, voici qu'avec l'apparition de l'agriculture et de l'élevage, il apprend à la maîtriser, à la

³³⁹ E. B. LEACOCK « *Gender in Egalitarian Societies* » (« Le genre dans les sociétés égalitaires ») dans « *Becoming Visible: Women in European History* », seconde édition, éditeurs Renate Bridenthal et Claudia Koonz, Houghton Mifflin Company, BOSTON, 1987.

³⁴⁰ Notamment son livre « *League of the Ho-De-No-Sau-Nee or Iroquois* », 1851, ROCHESTER.

³⁴¹ L. H. MORGAN « *Ancient Society, or Researches in the Line of Human Progress from Savagery, through Barbarism to Civilization* », London, Macmillan and Co, 1877, pages 85-86.

³⁴² Yona FRIEDMAN « *Utopies réalisables* », éditions de l'Éclat, collection « *Premier secours* ».

dominer, ce qui engendre des surplus et donc, forcément, l'envie d'en avoir plus d'où proviendrait inéluctablement le besoin irrépressible d'étriper son semblable.

Qui peut croire ces sornettes ? Pendant des centaines de milliers, peut-être des millions d'années les équilibres au sein du groupe humain ont été préservés, par son organisation même, et voici que, aussi soudainement que récemment à l'échelle des temps historiques, le dieu-hasard conduirait à faire jaillir de l'harmonie le chaos, sans même que les dispositifs de protection du corps social, qui existaient comme on l'a vu, ne puissent fonctionner ? Il est assurément une autre explication qui paraît s'imposer, celle que suggère le père DUCHESNE : l'apparition de la société des accapareurs ! Le grand mystère est bien : pourquoi la violence organisée devient la norme, l'obligation ? Or que constate-t-on dans le même temps que celle-ci s'installe ? Durant ce IV^e millénaire, les populations de basse Mésopotamie, qui prennent alors leur identité sumérienne dans cette civilisation urbaine naissante, rejettent tout à coup en bloc leurs traditions. C'est ce qui peut être constaté dans la cité d'URUK où tout semble changer mais aussi dans la région de la *Susiane*, ancienne province de l'empire perse, qui se rapproche ainsi de cette Mésopotamie proto-sumérienne sans doute par des mouvements de populations. Le nouvel art qui voit le jour alors, tel qu'il s'illustre sur les poteries, révèle quelque chose de profondément nouveau : loin des symboles qui foisonnaient dans le passé, c'est le réalisme qui semble être devenu l'idéal. Tout se passe en réalité comme si la société du déséquilibre et de l'inégalité se mettait alors en place. Le père DUCHESNE dans la première partie de cette réflexion a développé les traits principaux de ce qu'il nomme la société des accapareurs, caractérisée notamment par une alliance objective entre deux minorités, celle des prédateurs des richesses communes et celle qui garantit leurs forfaits. Ne serait-ce point durant cette période de l'histoire que cette infamie a vu le jour ? On peut en effet légitimement penser que, dans cette société unie autour du magique, quelques individualités n'aient voulu imposer leur petites personnes au groupe. C'est à cette époque que le mécanisme de « *l'usurpation de toute la terre* » dont parlait Blaise PASCAL se met en place. Comment donc ? Il est aisé d'imaginer que quelques avidités se manifestent alors. Des hommes... Que dit le père DUCHESNE ! Des créatures immondes, des déchets d'humanité, des entités infernales ont résolu de drainer l'harmonie sociale à leur seul profit mesquin. Conformément à ces traits, déjà mis en avant comme caractérisant la société des accapareurs, ce forfait n'a pu voir le jour qu'à la suite d'une alliance objective entre la minorité de prédateurs, dont la vocation est désormais d'amasser le fruit de l'activité et du travail d'autrui, et quelques servants du magique qui, violant la mission sacrée que le corps social en son entier avait placé en eux, détournent alors cette formidable puissance dont la réalité ne saurait être niée, au seul profit d'un sinistre dessein dont la finalité n'est que de combler quelques misérables consciences de comploteurs les uns, de cette gloire aussi éternelle que mesquine dont aiment à se parer les sots, les autres de cette avidité perturbatrice qui, en générant le déséquilibre, ronge l'harmonie du groupe.

Cette explication que propose le père DUCHESNE permet aussi de comprendre d'autres phénomènes comme l'apparition à coté de la magie ancestrale, par essence collective et totalement vouée au bien être du groupe, de pratiques négatives, cette sorcellerie au service du seul égoïsme forcené ou encore l'omniprésence dans les sociétés qui ont vu le jour depuis lors, de ces deux castes minoritaires, qui se succèdent jusqu'à aujourd'hui, en changeant d'apparence sans doute mais jamais de nature, mais encore aussi le chaos destructeur : l'harmonie cédant le pas au déséquilibre, celui-ci génère la haine, la rancune et donc la révolte et le sang va désormais couler à torrents qui ne se tariront jamais ! Le chef va changer de nature et par là même de fonction : le catalyseur, l'émanation pure du groupe dont il recueille l'onction permanente, qui ne

dispose d'aucun réel pouvoir qu'il ne viendrait de celui-ci, va devenir le despote avide devant lequel l'être humain, soudain chosifié, se prosterne apeuré. Depuis les temps les plus reculés, la pulsion primitive de domination, à la supposer du moins préexistante, a toujours été transcendée par l'intérêt collectif, celui qui impose à tous une tâche spécifique pour la survie de l'ensemble : qui à la chasse, à la cueillette ou à la garde et l'éducation des enfants ou qui encore à la résolution des conflits larvés... Tout pouvoir accaparé à la seule gloriole individuelle, par son effet perturbateur, serait alors apparu immédiatement comme mettant en danger le clan tout entier. Pendant des temps immémoriaux les usurpateurs en puissance n'ont eu leur mot à dire. C'est, sans qu'il n'y ait le moindre doute, de cette longue période de plusieurs centaines de milliers d'années, peut-être même des millions, que nous vient cet attachement profond à l'idée d'un pouvoir émanant de tous et cette défiance, aussi viscérale, pour toute forme d'oligarchie. Cette idée de pouvoir collectif n'a fait que se renforcer depuis les plus lointaines origines de l'humanité en s'enrichissant sans cesse, confortée par les progrès intellectuels de l'espèce. La technique du *débitage Levallois*³⁴³ montre, de manière certaine, que vers deux cent mille ans avant notre ère déjà, l'homme était alors apte à appréhender des schémas intellectuels particulièrement complexes. Comment alors ne pas penser qu'il n'ait mis cette capacité au service de son organisation sociale elle-même, tout autant que dans le travail du silex. La permanence du magique comme la naissance de la pensée symbolique, qui se manifeste notamment dans cet art pariétal qui ne lasse de nous fasciner, cette capacité qu'acquiert l'être humain de percevoir soudain l'absolu, le liant universel, la source de toute chose, font alors naturellement naître l'idée de cette entité collective à laquelle chacun appartient et qui, par son évidence mystique, s'impose à tous sans faillir. C'est cette tradition millénaire qui fait de la démocratie, portée ainsi par le droit naturel, comme l'avait justement pressenti nos valeureux ancêtres révolutionnaires, le seul et légitime système politique.

Cette perception collective d'un pouvoir émanant de tous permet de tout expliquer. Admettons en effet, dans une ultime concession aux tenants du darwinisme forcené, qu'il existe chez l'être humain ce trait qui n'apparaît pas pourtant, comme on l'a vu, intrinsèquement lié aux espèces animales vivant en meute, d'avoir en leur sein, une ou plusieurs individualités qui s'imposent aux autres comme une donnée naturelle ou génétique. Que serait-il advenu alors avec l'apparition de la pensée conceptuelle, c'est-à-dire cette faculté que l'on a cru longtemps, sans nul doute à tort, propre à l'homme, de pouvoir raisonner dans l'abstrait, cette faculté de concevoir ce qui n'est pas encore et donc de faire des outils à l'image de ce premier « *chopper* », ce galet grossièrement façonné qui implique nécessairement que son créateur ait envisagé, à l'avance, son réemploi, étape-clé s'il en est qu'illustre parfaitement la belle allégorie de l'os qui se transforme en vaisseau spatial dans le film de Stanley KUBRICK « *2001, l'odyssée de l'espace* » ? Il est plus que probable que cette pulsion de domination, qui se serait manifestée chez quelques uns, aurait été alors perçue par le groupe, dans son unité, non plus comme simple réalité génétique qui s'impose d'elle-même mais comme une nécessité constatée chacun étant amené en quelque sorte à faire le constat suivant : « *ils ne nous dominent pas parce que c'est comme ça mais bien parce qu'ils nous sont ainsi nécessaires, parce que le groupe a besoin d'eux* ». La domination instinctive de quelques-uns, dans un environnement extrêmement hostile s'intellectualise alors, elle est passée au crible de la raison et, petit à petit, elle se désincarne : le groupe prend le

³⁴³ Industrie lithique consistant à produire des petits outils en silex non par façonnage direct mais en provoquant des éclats dans la pierre.

dessus et supplée alors le mâle dominant, c'est bien la volonté générale, mise en lumière par l'éternel Jean Jacques, qui viendrait alors s'imposer.

La religion c'est le didactique.

Revenons à l'odieuse usurpation ! Si la thèse avancée par le père DUCHESNE est juste, si un sinistre complot a vu le jour au tournant des premiers âges historiques contre la multitude afin de l'asservir, il n'est pas possible, qu'une partie au moins de l'humanité, n'ait cherché à contrecarrer ce projet perfide. Face à l'oppression que permettent les armes que les scélérats n'ont pas manqué de faire passer sous leur contrôle et, comme un défi au message asséné par des prêtres serviles à leur propre égoïsme où à celui des nouveaux maîtres qui n'avaient plus alors en bouche que le mensonge, comment ne pas penser que des hommes, dignes de ce nom, n'aient pas cherché à dire la vérité et à crier à tous que le bonheur était possible pour la bonne et simple raison qu'il avait toujours été la règle à suivre ! Mais comment le faire alors, face à la force brutale, sinon par l'allégorie et le symbole : il se livrèrent alors à un travail d'occultation en faisant en sorte qu'il y ait assez d'obscurité dans le message transmis pour préserver celui qui le véhicule de la violence du despote, qui désormais toujours le guette, mais assez de lumière pour permettre à l'initié d'être éclairé sur la réalité des choses. C'est bien la raison qui fait que l'on puisse toujours trouver dans toute religion deux composantes : un premier message, provenant du pouvoir officiel, prompt à détourner la foi des êtres afin d'asseoir encore sa mainmise sur la multitude et qui ne fait que prêcher la soumission à côté d'une autre dimension que renferme cet enseignement caché que véhicule tout dogme religieux et qui parle elle de paradis perdu, de chute de l'ange mais aussi d'espoir, de salut et de Jérusalem céleste. Le père de la sociologie, Émile DURKHEIM (1858-1917), a mis en avant cette pluralité de messages : « *Une religion ne tient pas nécessairement dans une seule et même idée, ne se ramène pas à un principe unique qui, tout en se diversifiant suivant les circonstances auxquelles il s'applique, serait, dans son fond, partout identique à lui-même : c'est un tout formé de parties distinctes et relativement individualisées (...). Même le christianisme, au moins sous sa forme catholique, admet, outre la personnalité divine, d'ailleurs triple en même temps qu'une, la Vierge, les anges, les saints, les âmes des morts, etc. Aussi, une religion ne se réduit-elle généralement pas à un culte unique, mais consiste en un système de cultes doués d'une certaine autonomie (...). On s'explique qu'il puisse exister des groupes de phénomènes religieux qui n'appartiennent à aucune religion constituée : c'est qu'ils ne sont pas ou ne sont plus intégrés dans un système religieux. Qu'un des cultes dont il vient d'être question parvienne à se maintenir pour des raisons spéciales, alors que l'ensemble dont il faisait partie a disparu et il ne survivra qu'à l'état désintégré. C'est ce qui est arrivé à tant de cultes agraires qui se sont survécus à eux-mêmes dans le folklore.* » ³⁴⁴. Le créateur de l'ethnographie française, l'ethnologue Arnold VAN GENNEP (1873-1957), qui a particulièrement étudié les folklores traditionnels et leurs superstitions ne dit pas autre chose : « *En Angleterre, d'où le terme nous vient, on a regardé ces faits comme des "antiquités populaires", des erreurs et des opinions ridicules, caractéristiques du "commun" et du "vulgaire". Auparavant, en France, on les avait englobés sous le nom de "superstitions". À ces*

³⁴⁴ E. DURKHEIM « *Les formes élémentaires de la vie religieuse* », 1912, Paris, PUF, « *Quadrige, Grands textes* », 2007 (4ème édition), 647 pages.

évaluations s'en ajouta ensuite une autre : on regarda les faits folkloriques comme des "témoins d'une époque archaïque" ou "ancienne", autrement dit comme des survivances. »³⁴⁵.

Or si l'on se penche sur l'étude des religions et que l'on cherche à analyser les nombreux mythes que celles-ci transmettent, on est frappé de constater combien ceux-ci corroborent ce qu'avance le père DUCHESNE. Ainsi l'historien et ethnologue Shelomo Dov GOITEIN (1900-1985) a montré une défiance du fidèle envers le pouvoir en général dans la religion musulmane : «... tes hommes religieux évitaient le service officiel, considérant le gouvernement en général comme l'essence même des forces qui s'opposent au règne de la loi divine sur terre. Un homme pieux n'acceptait pas une invitation à souper chez un fonctionnaire du gouvernement : la nourriture qu'on lui aurait apportée ne pouvait être considérée comme moralement halal, comme permise par ta religion : n'étaient-ce pas ses extorsions, le mépris de la loi et l'exploitation des faibles qui assuraient la plus grande part du revenu des fonctionnaires ? »³⁴⁶. La religion hébraïque offre une démonstration encore plus flagrante. L'alliance qui conduit le Peuple et la *khésèd*³⁴⁷, qui émane de Dieu est sans commune mesure avec celle que l'on peut placer dans l'homme, constamment défaillante : YHWH est le véritable « berger d'Israël »³⁴⁸ ce qui fait dire à Gédéon quand les hébreux lui offre de devenir souverain : « Je ne dominerai pas sur vous... C'est YHWH qui dominera sur vous »³⁴⁹, servant ainsi l'idée qu'aucune autorité humaine ne saurait s'intercaler entre le Peuple d'Israël et son Dieu : « Les anciens d'Israël demandèrent à Samuel d'établir sur eux un roi pour les juger, comme il y en a chez toutes les nations. Samuel vit avec déplaisir qu'ils disaient : " Donne-nous un Roi pour nous juger." Et Samuel pria l'Eternel. L'Eternel dit à Samuel : " Ecoute la voix du peuple dans tout ce qu'il te dira ; car ce n'est pas toi qu'ils rejettent, c'est moi qu'ils rejettent, afin que je ne règne plus sur eux. Ils agissent à ton égard comme ils ont toujours agi depuis que je les ai fait monter d'Egypte jusqu'à ce Jour ; ils m'ont abandonné pour servir d'autres dieux. Ecoute donc leur voix ; mais donne leur des avertissements, et fais leur connaître le droit du roi qui régnera sur eux. ". Samuel dit au peuple : " Voici quel sera le droit du roi qui régnera sur vous. Il prendra vos fils, et il les mettra sur ses chars et parmi ses cavaliers afin qu'ils courent devant son char ; il s'en fera des chefs de mille et des chefs de cinquante, et il les emploiera à labourer ses terres, à récolter ses moissons, à fabriquer ses armes de guerre et l'attirail de ses chars. Il prendra vos filles pour en faire des prostituées, des cuisinières et des boulangères. Il prendra la meilleure partie de vos champs, de vos vignes et de vos oliviers, et la donnera à vos serviteurs. Il prendra la dîme du produit de vos semences et de vos vignes, et la donnera à ses serviteurs. Il prendra vos serviteurs et vos servantes, vos meilleurs bœufs et vos ânes, et s'en servira pour ses travaux. Il prendra la dîme de vos troupeaux, et vous-mêmes serez ses esclaves. Et alors vous crierez contre votre roi que vous vous serez choisi, mais l'Eternel ne vous exaucera point. Le peuple refusa d'écouter la voix de Samuel... »³⁵⁰.

³⁴⁵ A. VAN GENNEP « Manuel de folklore français contemporain », 9 volumes, Picard, 1937-1958 et « Le Folklore de la Flandre et du Hainaut français », 2 volumes, Maisonneuve, Paris, 1935-1936.

³⁴⁶ S. D. GOITEIN « Jews and Arabs: Their Contact Through the Ages », 1955, traduit en français sous le titre « Juifs et arabes », éditions de Minuit, Paris, 1957, page.104.

³⁴⁷ La confiance, la loyauté.

³⁴⁸ Psaume XXIII, Genèse XL VIII 15, Ezéchiel XXXIV.

³⁴⁹ Juges VIII, 23.

³⁵⁰ Samuel VIII.

Le message que nous livre la Bible se révèle ainsi d'une clarté absolue : c'est bien l'émergence d'un roi qui amène l'asservissement des hommes imposé par une armée qui, à la différence de celle des anciens hébreux émanation de tout le Peuple, n'est plus qu'une milice privée au service du puissant. Mais pour asseoir encore leur pouvoir, les despotes détournent à leur profit le magique ancestral. On assiste de la même manière à cette captation du surnaturel en relisant le texte sacré avec un œil neuf. L'évolution de la dénomination du roi est à cet égard significative : le roi davidique n'est déjà plus le *lieu-tenant* de YHWH, comme le suggérait l'appellation de *messie* portée par Saül mais devient, d'après l'oracle d'investiture, la progéniture même du Tout-Puissant : « *Tu es mon Fils, c'est moi qui, t'ai engendré aujourd'hui* »³⁵¹, puis il devient le « *fils aîné de Dieu* »³⁵² et pour cause, tous les rois de la terre étant, par définition, enfants de YHWH, il faut bien mettre à part celui d'Israël dès lors qu'il est en outre « *l'Elu de Dieu* »³⁵³ et il va sans dire que, comme Dieu commande à tout l'univers, le roi son fils aîné règne en droit sur toute la terre. Ainsi le sens même de l'*alliance* s'en trouve modifié : la mise en place d'une monarchie héréditaire ne relève plus alors d'un pacte ou d'un contrat initial mais imperceptiblement on passe à un engagement sans contrepartie de la divinité au profit de la consécration perpétuelle d'une lignée. Le monarque prétend être le chanceux bénéficiaire d'un serment gratuit, d'un engagement unilatéral de Dieu : « *Dieu m'a accordé une alliance (bérit) perpétuelle* »³⁵⁴. « *J'ai conclu une alliance avec mon élu. J'ai fait un serment à David mon serviteur : J'établis pour toujours ta postérité et de génération en génération. J'édifie ton trône* »³⁵⁵.

Le christianisme vient à son tour apporter des éléments confirmant l'hypothèse explicative avancée par le père DUCHESNE. La doctrine catholique présente le monde, depuis la chute de l'homme, comme le théâtre d'un combat permanent contre les anges déchus et le message de Jésus Christ est ainsi tout entier dirigé contre les forces du mal dont le but est de corrompre l'homme par la séduction ou l'attrait du pouvoir. Dans la vision de l'Église, les esprits démoniaques se servent des forces cachées de la nature pour détourner l'être humain du Dieu véritable en tentant de lui faire croire que c'est, au contraire, l'homme qui est déité. Jésus enseigne alors que la force réelle de l'humanité vient de l'amour et que tout le reste n'est que détournement vers cette grande et fausse illusion, vers cet anthropocentrisme représenté par le serpent de la Genèse qui fit croire à Adam et Eve : « *Vous serez comme des dieux !* ». Étonnant que ce message christique ! N'est-ce pas là tout entier et sous des symboles à peine voilés, la dénonciation de l'usurpation du pouvoir. Troublantes révélations en effet que celles portées par les paroles de Jésus et les plus grands, Jean Jacques en tête, ne se sont pas trompés, lui qui esquissait cet admirable parallèle : « *La mort de Socrate, philosopant tranquillement avec ses amis, est la plus douce qu'on puisse désirer ; celle de Jésus expirant dans les tourments, injurié, raillé, maudit de tout un peuple est la plus horrible qu'on puisse craindre. Socrate, prenant la coupe empoisonnée, bénit celui qui la lui présente et qui pleure ; Jésus au milieu d'un supplice affreux prie pour ses bourreaux acharnés. Oui, si la vie et la mort de Socrate sont celles d'un sage, la vie et la mort de Jésus sont celles d'un Dieu.* ». Quand, comme le père DUCHESNE, on a la sincérité et la conviction du démocrate, relire Jésus c'est renforcer en permanence ses

³⁵¹ Psaume II, 7.

³⁵² Psaume LXXXIX, 28.

³⁵³ Psaume LXXXIX, 4.

³⁵⁴ Samuel XXIII, I-7.

³⁵⁵ Psaume LXXXIX, 4-5.

certitudes et combien son action ne lasse de se révéler actuelle ! Voici cet homme, foncièrement humain et bon, qui se laisse aller à une saine colère et prend un fouet pour chasser les marchands du temple : « *La Pâque des Juifs était proche, et Jésus monta à Jérusalem. Il trouva dans le temple les vendeurs de bœufs, de brebis et de pigeons, et les changeurs assis. Ayant fait un fouet avec des cordes, il les chassa tous du temple, ainsi que les brebis et les bœufs; il dispersa la monnaie des changeurs, et renversa les tables et il dit aux vendeurs de pigeons : " Otez cela d'ici, ne faites pas de la maison de mon Père une maison de trafic." »*³⁵⁶. Ne serait-ce point là un peu cet appel à la juste colère de tous pour chasser enfin les accapareurs de la société qui nous entoure que ne cesse de relayer le père DUCHESNE car, ainsi que l'écrivait Saint Bernard : « *Il est des situations où ne point s'irriter est péché !* »³⁵⁷. Il est permis de le penser en effet, de la part de celui qui stigmatisait à jamais la scélératesse de cette ploutocratie qui ruine le monde d'aujourd'hui : « *Jésus dit à ses disciples: Je vous le dis en vérité, un riche entrera difficilement dans le royaume des cieux. Je vous le dis encore, il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu.* »³⁵⁸ mais que l'on ne se méprenne cependant car le Christ ne s'en prend pas à l'homme riche du seul fait qu'il soit riche, mais sa rancœur ne concerne que la richesse injuste, ce qu'illustre bien sa rencontre avec Zachée : « *Jésus, étant entré dans Jéricho, traversait la ville. Et voici, un homme riche, appelé Zachée, chef des publicains, cherchait à voir qui était Jésus; mais il ne pouvait y parvenir, à cause de la foule, car il était de petite taille. Il courut en avant, et monta sur un sycomore pour le voir, parce qu'il devait passer par là. Lorsque Jésus fut arrivé à cet endroit, il leva les yeux et lui dit: "Zachée, hâte-toi de descendre; car il faut que je demeure aujourd'hui dans ta maison."* Zachée se hâta de descendre, et le reçut avec joie. Voyant cela, tous murmuraient, et disaient: "Il est allé loger chez un homme pécheur". Mais Zachée, se tenant devant le Seigneur, lui dit: "Voici, Seigneur, je donne aux pauvres la moitié de mes biens, et, si j'ai fait tort de quelque chose à quelqu'un, je lui rends le quadruple". Jésus lui dit: "Le salut est entré aujourd'hui dans cette maison, parce que celui-ci est aussi un fils d'Abraham. Car le Fils de l'homme est venu chercher et sauver ce qui était perdu". »³⁵⁹. L'important est donc : « *Vous ne pouvez servir deux maîtres : Dieu et l'argent.* »³⁶⁰.

Plus sans doute que jamais, dans cette société de l'injustice criante et du désespoir, la parole de Jésus Christ qui apparaît d'une clarté absolue est réellement porteuse d'espoir. Comment ne pas s'enivrer en effet en écoutant les paroles du sermon sur la montagne, ces béatitudes éternelles qui nous font retrouver l'espérance : « *Heureux vous qui êtes pauvres, car le royaume de Dieu est à vous ! Heureux vous qui avez faim maintenant, car vous serez rassasiés ! Heureux vous qui pleurez maintenant, car vous serez dans la joie ! Heureux serez-vous, lorsque les hommes vous haïront, lorsqu'on vous chassera, vous outragera, et qu'on rejettera votre nom comme infâme, à cause du Fils de l'homme ! Réjouissez-vous en ce jour-là et tressaillez d'allégresse, parce que votre récompense sera grande dans le ciel ; car c'est ainsi que leurs pères traitaient les prophètes. Mais, malheur à vous, riches, car vous avez votre consolation ! Malheur à vous qui êtes rassasiés, car vous aurez faim ! Malheur à vous qui riez maintenant, car vous*

³⁵⁶ JEAN II, 13 à 16.

³⁵⁷ « *Les 7 péchés capitaux ou ce mal qui nous tient tête* » de Pascal IDE aux éditions Mame Edifa.

³⁵⁸ Matthieu XIX, 24-26.

³⁵⁹ Luc 19, 1-10.

³⁶⁰ Luc 16, 13.

serez dans le deuil et dans les larmes ! Malheur, lorsque tous les hommes diront du bien de vous, car c'est ainsi qu'agissaient leurs pères à l'égard des faux prophètes ! »³⁶¹. PROUDHON semble garder respect et admiration pour un certain Jésus purement humain, dont la morale évangélique correspond selon lui au droit naturel et à la morale laïques, il insistait sur le caractère apolitique du christianisme et par référence à la célèbre recommandation du Christ « Rends à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu », il mettait en avant le caractère apolitique du christianisme : « L'enseignement de Jésus est tout social, ni politique, ni théologique. »³⁶². L'ensemble du courant anarchiste du XIX^e siècle semble d'ailleurs avoir été également sensibilisé par la pensée de Jésus ainsi Tolstoï proclamait à son tour : « La doctrine de Jésus donne la seule chance de salut possible pour échapper à l'anéantissement inévitable qui menace la vie personnelle. ».

La terra incognita.

Si, malgré toutes les exhortations qui nous sont faites, on laisse toutefois de côté la vision mécaniste que veut nous imposer le darwinisme triomphant d'aujourd'hui, si l'on prend la liberté de s'affranchir de ce nouveau dogme, de cette vision d'une lignée positiviste, toute en rectitude, depuis une erratique et bouillonnante soupe de particules primitive jusqu'à la perfection affirmée de la société contemporaine conformément, n'en doutons pas, à cette loi du « toujours plus » si chère aux accapareurs et que, faits à l'appui, on cherche à lever le voile sur ce passé qu'obstinément on cherche à dérober à notre vue, on prend alors conscience qu'un domaine d'investigation inattendu, d'une richesse inouïe, s'offre à nous. Il s'agit d'un terrain inconnu qui ne demande pourtant qu'à être exploré et, comme l'a déjà montré le père DUCHESNE, de plus en plus de chercheurs, se raillant des menaces et des intimidations, choisissent aujourd'hui de relever ce défi. Ces démarches sont très prometteuses. Reprenant, près d'un demi-siècle plus tard cette formidable aventure à laquelle nous avaient conviés les pères fondateurs du réalisme fantastique, PAUWELS et BERGIER, dans leur mythique ouvrage « *Le matin des magiciens* » et au travers l'aventure de la revue « *Planète* »³⁶³, elles permettent d'entrevoir des perspectives insoupçonnées encore. A travers elles c'est une nouvelle vision du passé qui est rendue possible, un passé enfin libéré des prismes déformants de la propagande insidieuse que distille la société de l'injustice, une nouvelle vision de notre histoire qui, parce qu'elle démystifiera toutes choses, rendra possible une vraie révolution culturelle. L'enjeu est considérable, incommensurable même, c'est un rideau tiré sur un monde inconnu et insoupçonné, une terra incognita...

³⁶¹ Luc 6, 20-26.

³⁶² Sur ce thème de Proudhon et de Jésus, voir en particulier l'ouvrage du père Georges BESSIERE « *Jésus selon Proudhon. La messianose et la naissance du christianisme* », éditions CERF-Histoire, 2007, 484 pages et le livre « *Proudhon et Dieu - Le combat d'un anarchiste* » chez le même éditeur, 2004, 168 pages.

³⁶³ Voir Grégory GUTIEREZ, « *Le discours du réalisme fantastique : la revue Planète.* », mémoire de maîtrise de Lettres Modernes Spécialisées, Université Sorbonne - Paris IV, UFR de Langue Française, 1997-1998, 133 pages.

Une nouvelle grille de lecture pour toute société des hommes.

Rappelons en quelques lignes la thèse que défend le père DUCHESNE. Cet univers qui nous environne est de toute évidence organisé. Un liant, que d'aucuns appelleront Dieu, unit toutes choses, le vide, l'inerte et le vivant mais aussi, la conscience et la matière qui peuvent toutes deux interagir selon toute vraisemblance par l'intermédiaire d'une substance fluide, encore mal cernée, mais qui a une réalité physique. L'homme a une origine beaucoup plus ancienne qu'on ne l'a pensé et, contrairement au dogme darwinien, il apparaît bien que son histoire n'est pas marquée par une évolution ascendante et linéaire mais comporte aussi des phases de régression. Parmi celles-ci, il est l'apparition, il y a quelques millénaires à peine, de la société de l'accaparement caractérisée, comme son nom l'indique, par une manœuvre captative de la substance même du corps social au profit de quelques individualités. Ce déséquilibre artificiellement créé, qui a rompu l'harmonie et généré le chaos, fait peser une menace constante sur la survie de l'espèce. Depuis, toute société oscille entre deux extrêmes : l'harmonie égalitaire du modèle démocratique primordial et le déséquilibre inégalitaire destructeur qu'entraîne l'avènement des accapareurs. Ce sont ces deux pôles qui tiraillent tous les groupements humains depuis lors. Parfois c'est le premier qui domine pour le plus grand bonheur de ses membres, le plus souvent malheureusement c'est le second qui s'impose au détriment des multitudes.

Il est parfois possible en effet que l'homme en société retrouve les principes organisationnels des temps premiers à la grande satisfaction du plus grand nombre. La démocratie surgit alors dans sa pureté primitive mais non biaisée afin de ne servir que de paravent, comme dans la prétendue démocratie représentative d'aujourd'hui. Le meilleur exemple de ce retour à l'harmonie première est peut-être celui qui, volontiers encore, comme une ode aux oreilles des vrais démocrates, continue de déclencher bien des enthousiasmes, c'est à dire la démocratie grecque de l'antiquité. Il est vrai que son étude s'avère riche d'enseignements dès lors qu'elle montre, de manière nette, que toute harmonie sociale repose sur deux impératifs d'égale importance : d'une part la réalité individuelle ne saurait être niée mais tout autant l'être collectif, c'est-à-dire l'unité du corps social, doit aussi être préservé de toute agression, de toute volonté d'accaparement. Ainsi, comme le rapporte le spécialiste s'il en est de l'histoire de la Grèce antique, le professeur au Collège de France Jean Pierre VERNANT (1914-2007)³⁶⁴ ou encore l'anthropologue belge Marcel DETIENNE³⁶⁵, il existe dans cette société un espace politique centré et impersonnel à l'image de ces assemblées de guerriers réunis autour d'un cercle dont le centre – par essence le lieu vers lequel tout converge – demeure vide, occupé temporairement seulement, par celui qui prend la parole au nom de l'assemblée présente pour n'évoquer d'autres questions que celles qui ont trait à la collectivité toute entière. Cet espace central devient donc ainsi tant le lieu que l'essence même du pouvoir. La cosmologie de la Grèce antique, cette conception du monde telle que nous la rapporte les poètes comme Homère, donne ainsi valeur égale à tous les hommes en parfaite opposition avec la manière par laquelle sont traités les ennemis des hébreux dans l'Ancien Testament. Comme le souligne Hanna ARENDT : « *l'impartialité a surgi dans le monde avec Homère* ». Dans « *L'Iliade* », Grecs et Troyens font

³⁶⁴ Voir « *Mythe et pensée chez les Grecs. Études de psychologie historique* », Paris, François Maspéro, 1965 et notamment l'article « *Espace et organisation politique en Grèce ancienne* ». « *Mythes et pensée chez les Grecs* » a fait l'objet d'une récente réédition aux éditions « La Découverte » en 2007.

³⁶⁵ M. DETIENNE « *Les maîtres de vérité en Grèce archaïque* », Le livre de poche avec une préface de Pierre VIDAL-NAQUET 2006.

l'objet d'un même traitement par le narrateur car il n'est, à ses yeux, aucune différence de valeur entre eux. Il n'y a pas les « *bons et les méchants* » et d'ailleurs, parmi les principaux héros du récit, figure aussi le troyen Hector. C'est encore Héraclite d'Ephèse qui, vers la fin du VI^e siècle avant Jésus-Christ, est le premier philosophe connu dans l'histoire de l'humanité à affirmer la faculté universelle de chaque être humain d'accéder à la vérité car la raison, le *logos*, est commune à tous les hommes de la terre. C'est Démocrite (460-370), le contemporain de Socrate, philosophe de la raison et de la nature, qui « *pense l'histoire de l'humanité et de la démocratie comme un arrachement à la misère des premiers temps* »³⁶⁶ mais aussi Protagoras pour qui « *l'homme est la mesure de toutes les choses* ».

Dans la société primitive cette même dualité apparaît bien évidemment comme le montre l'anthropologue américain Marshall SALHINS³⁶⁷. Il est certes un leader dans les sociétés mélanésiennes, représenté par l'image de celui que les ethnologues nomment le « *big man* », mais celui-ci fut, à tort, dans un premier temps identifié comme un vulgaire despote et une étude plus fine a montré des réalités bien plus complexes. Ainsi si ce « *big man* » s'entoure d'un clan et donc d'une apparente oligarchie, il apparaît que celle-ci se dépense sans compter, sans être avare ni de sa peine ni de son temps, dans la seule finalité de produire un surplus qui sera profitable à la collectivité. Il s'agit donc d'une « *auto-exploitation du big man* » à laquelle on assiste, c'est-à-dire une relation quasi-contractuelle qui procure à ce dernier, en échange de cette prodigalité, la reconnaissance générale. On ne saurait parler de pouvoir car aucune contrainte sur le groupe ne peut émaner du personnage du chef. On est conduit alors à reconnaître que c'est bien, « *la société en son ensemble (qui) exploite le travail de la minorité qui entoure le big-man* » et que « *prisonnier de son désir de prestige, le chef sauvage accepte de se soumettre au pouvoir de la société en réglant la dette qu'institue tout exercice du pouvoir* »³⁶⁸. Pouvoir et prestige sont ainsi antinomiques car la société ne peut se fonder que un échange égalitaire : dans le cas présent celui-ci est constitué par des biens procurés à tous en contrepartie de la reconnaissance du groupe et le chef pour maintenir son leadership doit, en quelque sorte, consentir à être aliéné à la société.

Marcel MAUSS avait déjà démontré dans son célèbre et révolutionnaire « *Essai sur le don* »³⁶⁹ que les sociétés premières étaient, malgré une technologie encore balbutiante, des sociétés où régnait l'abondance. L'échange n'apparaît jamais utilitaire car ce qui compte c'est l'obligation de donner avec son corollaire c'est-à-dire à la fois l'obligation de recevoir et l'obligation de rendre tandis que la notion d'équivalence des termes de l'échange demeure totalement inconnue. Cette pratique, qui dérange la vision mercantiliste imposée par la société contemporaine, surprend beaucoup moins si on prend en compte la dimension magique qui, comme l'a démontré le père DUCHESNE, prévaut toujours dans la société primordiale. Le don-rite a ainsi pour finalité de fusionner tout le corps social en une unité indéfectible et, dès lors, aucun des atomes ainsi liés ne saurait, par un fonctionnement anarchique, en perturber le profond équilibre. L'échange, quel qu'il soit, participe donc d'un processus magique d'intégration du

³⁶⁶ Pour reprendre l'expression du grand historien helléniste Pierre Emmanuel VIDAL-NAQUET (1930-2006).

³⁶⁷ M. SALHINS « *La découverte du vrai sauvage et autres essais*. », Paris, éditions Gallimard, « *Bibliothèque des Sciences Humaines* », 2007, 456 pages.

³⁶⁸ M. SALHINS « Philosophie politique de l'« Essai sur le don » », L'Homme, Revue Française d'Anthropologie, Paris, 1968, Vol. 8 n°4.

³⁶⁹ M. MAUSS « *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. », article originalement publié dans « L'année sociologique », seconde série, 1923-1924.

groupe tout entier dans l'harmonie environnante, seule de nature à en assurer l'épanouissement. Aujourd'hui encore, n'en déplaise aux tenants de la société de l'injustice, cette réalité subsiste encore ce qui vient d'ailleurs singulièrement contredire la vision arrangeante et néo-libérale d'individus rationnels maximisant leurs choix dans leur seul intérêt égoïste. Le sociologue Jean SAGLIO, à propos des « *échanges sociaux* » et des « *relations préférentielles* » qui caractérisent le district industriel, a montré que celui-ci n'obéit pas au seul fonctionnement des marchés mais aussi à une « *organisation des règles de prestations, d'engagement, dont la fonction essentielle est de définir et de préserver l'identité collective et l'appartenance au réseau d'acteurs par le biais du renforcement des groupes qui le constituent* »³⁷⁰. On est loin alors de la vision de la tractation économique comme simple échange de biens de valeur équivalente indépendamment de la personne car c'est bien ici la notion de confiance qui prime et la modalité de calcul est, au sens des thèses économiques classiques, non « *rationnelle* » car dans ce type de relation on investit sans garantie de parfait retour et ceci dans la seule perspective d'amener l'autre à donner à son tour. Mais les économistes eux-mêmes ont mis en exergue depuis longtemps l'importance fondamentale de la relation de confiance dans les réseaux d'échange et la crise financière depuis longtemps larvée, qui éclate en l'année 2008, montre bien qu'une carence en ce sens amène inmanquablement le déséquilibre jusqu'à ébranler le système tout entier. André ORLEAN, polytechnicien, directeur de recherche au CNRS, a démontré comment un accord, pris à un moment donné, apparaît toujours incomplet dans la mesure où il se définit en réalité dans le temps, en fonction du respect de la condition de réciprocité et ainsi une dette n'est jamais apurée totalement car elle participe d'un processus relationnel fondé sur la confiance³⁷¹.

Ainsi ce modèle idéal de société primitive de l'abondance n'est pas un vestige du passé, il a perduré à travers toutes les époques et continue encore de le faire. Loin des élucubrations de quelques positivistes retardataires, les études historiques et sociologiques nous montrent le maintien à travers les âges du sens du magique, cette perception intuitive d'une relation optimale entre nous et la nature vers laquelle il faut tendre et comment alors ne pas citer BOILEAU : « *Ce n'est pas la vapeur qui produit le tonnerre, C'est Jupiter armé pour effrayer la Terre. Un orage horrible aux yeux des matelots, C'est Neptune en courroux qui gourmande les flots. Écho n'est plus un son qui dans l'air retentisse, C'est une nymphe en pleurs qui se plaint de Narcisse.* »³⁷². Mais c'est avec la même prescience que chacun a aussi perçu l'introduction du déséquilibre et du malheur dans la société des hommes. C'est Saint AUGUSTIN, au V^e siècle de notre ère, qui évoque le fardeau des passions humaines qui accable l'humanité corrompue par le péché originel. C'est bien avant Jean Jacques, le penseur chinois MENCIOUS³⁷³ qui soutient que l'homme, pacifique par nature, est né avec un *sens moral inné*³⁷⁴ et que seules les circonstances font obstacle à la révélation de cette bonté naturelle. C'est encore ERASME, dans sa « *Complainte de la paix* » au quinzième siècle, qui dénonce la fâcheuse habitude des seuls princes à déclencher des guerres. C'est aujourd'hui le lieutenant-colonel américain Dave GROSMAN, professeur de psychologie à West Point, à l'origine d'une nouvelle discipline « scientifique » appelée

³⁷⁰ J. SAGLIO « *Échange social et identité collective dans les systèmes industriels* », revue « *Sociologie du travail* » 1991 33/4.

³⁷¹ A. ORLÉAN, « *Sur le rôle respectif de la confiance et de l'intérêt dans la constitution de l'ordre marchand* », 1994, la revue MAUSS semestrielle, n 4.)

³⁷² BOILEAU, « *L'art poétique* », chapitre 3.

³⁷³ Qui a vécu aux alentours de 380-289 avant Jésus Christ.

³⁷⁴ En chinois : « □□ ».

*killology*³⁷⁵, qui l'affirme : tuer son prochain n'est pas un geste naturel et on doit apprendre et donc se forcer à le faire³⁷⁶.

Tout se passe donc bien comme si, à un modèle sociétal primitif équilibré et harmonieux, a succédé, il y a quelques millénaires, un autre, fondé totalement sur le déséquilibre, d'essence destructrice qui apparaît un peu comme la parfaite antithèse du précédent. Cette dualité renvoie également à la notion de progression de l'humanité ou de déclin de celle-ci. La société primordiale, fondée sur l'équilibre relationnel, vibre en quelque sorte au rythme de l'harmonie universelle accompagnant celle-ci dans sa marche vers l'épanouissement tandis que la société de la disharmonie renferme la source même de sa propre destruction. Dès lors, en prenant en compte cette dualité, il devient possible de classer toute société humaine selon qu'elle se rapproche de l'un ou de l'autre modèle. On verra ainsi plus loin, par exemple, que durant l'époque contemporaine, le modèle sociétal qui a vu le jour après la seconde guerre mondiale, qui occupe cette période faste que les économistes de l'ouest ont identifié comme étant celle des « *Trente Glorieuses* », tendait à se rapprocher du modèle de l'harmonie initiale, quel que soit d'ailleurs l'endroit où l'on se situait, d'un côté ou de l'autre du « *rideau de fer* », d'où l'évocation par le père DUCHESNE d'une « théorie de la convergence ». Inversement la société qui se dessine depuis près de trois décennies, par un retour au modèle disharmonieux qui est celui de la société des accapareurs, marque une rupture nette par rapport à la précédente.

Quelle que soit l'époque qui le voit sévir, ce dernier modèle comporte toujours les mêmes constantes. D'abord, et c'est là sa caractéristique première, une minorité draine à son propre avantage le fruit du travail de tous. L'accaparement est ainsi le moteur de cette société qui ne peut se développer qu'en brisant l'harmonie préexistante fondée sur une dialectique entre la conscience individuelle et la conscience collective qui interagissent alors : la seconde émanant de la première mais l'influençant à son tour dans une relation de parfait équilibre qu'illustre parfaitement la mécanique du « *don* » mise en lumière par Marcel MAUSS et sa relation « *donnant-donnant* » ou plus précisément « *donnant-acceptant-rendant* ». L'accapareur, pour mener à bien son pernicieux dessein, doit briser cette dialectique. Il y parvient en mettant principalement en oeuvre quatre moyens : la force, l'usurpation, le mensonge et le magique. L'utilisation de la force ne peut être que conjoncturelle. Elle permet certes la voie de fait, le coup de force, mais ne saurait conférer le vernis de légitimité auquel aspire tout conspirateur dès lors qu'il permet l'installation du nouveau pouvoir dans la durée. L'usurpation consiste alors à prétendre occuper la place de l'entité collective constituée par le groupe. L'accapareur ne peut y parvenir qu'en brisant la pratique du don. Le père DUCHESNE a montré en effet comment, derrière sa fonction magique, celle-ci constituait aussi une régulation du corps social en préservant l'égalité de ses membres. Le don trouve en effet toujours sa contrepartie à l'image de ce chef de la société première qui rémunère le prestige lié à sa fonction par un surcroît de travail apporté par lui ou par son clan. Par l'usurpation, l'accaparement s'inscrit alors en parfaite antithèse de cette pratique régulatrice du don à qui est substitué une relation à sens unique. L'homme va être désormais asservi à son semblable, au despote naissant au profit duquel il va travailler sans relâche et sans aucune contrepartie. L'équilibre est rompu, ce n'est plus une

³⁷⁵ Littéralement « *tuologie* » ou la « science d'apprendre à tuer » !

³⁷⁶ Ainsi, pendant la seconde guerre mondiale, seuls 15 à 20% des soldats avaient effectivement tiré sur l'ennemi pendant la bataille. Après la mise en oeuvre de techniques de conditionnement psychologiques adéquates, c'est 95 % de l'effectif engagé qui consentait à le faire durant le conflit du Vietnam.

relation *donnant-donnant* qui voit le jour mais un diktat *recevant-perdant* qu'illustre parfaitement le modèle de la société contemporaine en crise, caractérisée par une privatisation des profits et une collectivisation des risques c'est-à-dire un enrichissement toujours plus grand de la minorité et un appauvrissement corrélatif du plus grand nombre. La force si elle peut parvenir à une telle mainmise, s'avère toutefois incapable de la faire durer, la « *dialectique du maître et de l'esclave* », si brillamment exposée par Georg Wihelm Friedrich HEGEL³⁷⁷, finissant toujours par opérer contre elle. Le pouvoir de contraindre est, par nature, conjoncturel or la finalité poursuivie par l'accapareur est bien de durer, d'installer son forfait dans le temps. Pour ce faire il doit recourir au mensonge et au magique qui sont d'ailleurs intrinsèquement liés. Le mensonge consiste à drainer sur la misérable personne du prédateur, sur son pitoyable ego, les attributs de la divinité ce qui suppose la complicité du religieux, du magicien. La confrérie des prêtres, du moins pour partie, doit impérativement prendre fait et cause pour le comploteur à défaut de quoi sa domination ne sera que fugace. Voilà pourquoi la société des accapareurs est toujours ternaire : dans sa forme originale elle implique face à la masse immense des opprimés deux castes exploitantes : celle des accapareurs et celle de leurs valets serviles, les renégats de la classe sacerdotale. La rupture de cette alliance entraînera alors fatalement, à terme, l'effondrement du régime.

La pratique du mensonge est essentielle pour installer l'usurpation dans le temps aussi comporte-t-elle beaucoup de facettes qui sont autant de techniques dont le père DUCHESNE, dans la première partie de sa réflexion, a déjà largement révélé la teneur en décrivant la société des accapareurs d'aujourd'hui. Ainsi en est-il de la pratique de l'interdit qui consiste, comme on le sait, à prohiber certaines interrogations qui, par elles-mêmes, pourraient être de nature à saper la fausse légitimité dont se parent toujours les usurpateurs. L'interdit permet aussi de comprendre l'existence de cette longue tradition de l'enseignement ésotérique présent dans les religions ou les écoles initiatiques, la vérité ne pouvant apparaître que masquée derrière le symbole sauf à ce que le porteur du message, comme d'ailleurs celui qui l'écoute, n'encourent tous deux les foudres sanguinaires de l'usurpateur. C'est encore la volonté de tromper qui est à l'origine de ce que le père DUCHESNE désigne comme le principe de duplicité qui veut que toute décision émanant d'un pouvoir illégitime soit toujours présentée au Peuple avec une finalité différente de celle véritablement poursuivie. Mensonge toujours que cette obsession à toujours vouloir diviser pour régner, à créer d'artificielles querelles au sein de la société afin de mieux la dominer. Enfin, pour parfaitement asseoir les contre-vérités, il convient de vider les esprits, de chercher à abrutir le citoyen et ainsi la société des accapareurs, qui ne vit que par la propagande, aboutit le plus souvent à un déclin culturel dès lors qu'elle manifeste la volonté constante des dirigeants d'empêcher leurs sujets de se retourner vers leurs origines, de se raccrocher à leurs racines, de s'enrichir de l'expérience passée avec l'apparition de ce que le père DUCHESNE a nommé la théorie du passé imbécile que sert si bien le dogme darwinien contemporain.

Mais il est un dernier trait, sans doute le plus surprenant, mais non le moins réel, la dimension magique de l'usurpation. Le père DUCHESNE a cherché à montrer combien les pratiques fondées sur la magie ont été étroitement liées à l'histoire des hommes en société, une telle constance ne s'expliquant que par le caractère opérationnel de ces rituels ce que tendent d'ailleurs à mettre en évidence certaines découvertes scientifiques depuis, au moins, le XIX^e

³⁷⁷ G.W.F. HEGEL « *La Phénoménologie de l'Esprit* », 1807, éditions Gallimard, collection Folio, 2002, 799 pages.

siècle. L'hypothèse avancée repose, comme il a été dit, sur l'existence d'une sorte de fluide subtil liant toute chose pour permettre à l'harmonie universelle d'accomplir son dessein qui est celui de la vie. C'est là le but de cette magie cérémonielle portée par le groupe depuis le chaman opérant dans l'obscurité de la caverne jusqu'aux prêtres de la religion des origines présents à maints endroits de la ville naissante et dont l'action est relayée jusqu'à l'intérieur du moindre foyer. Ces pratiques sont autant de coups de rame donnés dans le sens du torrent de la vie qui permettent alors de mieux faire avancer le vaisseau du groupe humain considéré. Cette magie omniprésente s'exprime aussi dans la pratique universelle du don. Le moindre échange, loin de se limiter à la simple chose que l'on transmet, va bien au delà. Tout se passe alors comme si ce bien, objet du don, dès lors qu'il a appartenu au vendeur, est regardé comme imprégné de sa personne, comme lié à lui. C'est sans doute là l'inspiration de la belle exclamation de LAMARTINE dans « *Milly ou la terre natale* » : « *Objets inanimés, avez-vous donc une âme, Qui s'attache à notre âme et la force d'aimer ?* ». En livrant ainsi une part de soi, on s'expose à une action malveillante de celui qui en prend possession, d'où la nécessité impérieuse de se faire confiance mutuellement, ce présumé indispensable dans toute relation commerciale, encore aujourd'hui. C'est bien pourquoi le don implique, en plus du simple acte d'échange, un engagement solennel. Le droit en a d'ailleurs gardé longtemps la mémoire à l'image de ce gage supplémentaire que l'on demande à l'acquéreur, qu'illustre la théorie du *nexum* dans le droit romain ancien, le *wadium* germanique ou encore le *danadharma* en Inde.

L'accapareur ne peut rester indifférent devant cette magie omniprésente. Il ne saurait négliger cette force incommensurable aussi cherche-t-il à l'utiliser à ses fins misérables, non bien sûr dans le sens du bien commun comme cela a toujours été, afin d'aider à accomplir le dessein de la vie et de l'histoire, mais pour aller à contre-courant, pour arrêter le processus de l'évolution, pour faire régresser l'être humain afin de satisfaire son seul intérêt mesquin et égoïste. Avec ses complices, il détourne alors la force subtile au service de tous pour en faire un instrument d'oppression en bloquant du même coup la force vitale. L'accapareur et ses suppôts font reculer l'histoire en inventant la magie noire, en faisant naître le mal du bien !

Les preuves archéologiques du complot des origines.

Si la thèse du père DUCHESNE s'avère exacte, si un complot – comment le nommer autrement – a vu le jour, il y a quelques milliers d'années à peine, avec pour conséquence la transformation de la société d'abondance, du jardin terrestre où l'homme bâtissait son destin sereinement en cette vallée de larmes qui le conduit aujourd'hui à sa perte, il doit être possible de trouver des preuves, des traces tangibles de la naissance de cette infamie. De nombreux éléments déjà viennent étayer l'hypothèse de l'usurpation avancée par le père DUCHESNE : cette pratique du magique généralisée qui cesse soudain de concerner tout le monde, cette tradition que rapporte tous les grands courants de pensée et qui évoquent tous, un paradis perdu, cette violence désormais omniprésente, destructrice à l'extrême, dont on a vu qu'elle ne trouvait nullement de sous-bassement biologique. Autant de présomptions peut-être mais pas de preuve indiscutable ! Il convient alors, peut-être, de se retourner vers l'archéologie afin de rechercher, avec rigueur et objectivité mais sans pour autant laisser son regard se rétrécir par ces œillères que la vision darwinienne du « toujours mieux » voudrait nous imposer, guidé par la seule force du doute scientifique mais aussi la curiosité et l'ouverture d'esprit que nous a enseigné le réalisme fantastique, si quelque trace de ce qu'avance le père DUCHESNE ne serait pas figée à jamais dans la pierre. Là encore il faut se rendre à l'évidence que bien des découvertes sont porteuses de

révélations insoupçonnées ! Tout se passe en effet comme si les vestiges de notre passé venaient, à leur tour, confirmer ce qu'avance le père DUCHESNE. Les traces du complot des origines sont multiples et justifieraient plus qu'un seul ouvrage. Contentons-nous alors de deux exemples pour nous en convaincre.

Quittons ce « *croissant fertile* », où l'on place volontiers le début de notre histoire, sur lequel nous nous sommes attardés pour remonter le temps et nous rendre plus au Nord de ce continent européen. Là sans doute, le message insidieux et propagandiste que véhicule la société des accapareurs aura tôt fait, en s'appuyant il est vrai sur les authentiques merveilles du Moyen Orient, d'alléguer que l'on y trouve alors qu'une pitoyable humanité, quelques peuplades arriérées des cavernes, à peine sorties de l'animalité. C'est pourtant un tout autre univers qui s'offre à nos yeux. Une civilisation déconcertante, déroutante, inimaginable même, celle des mégalithes occupe tout l'ouest du continent. On reste confondu devant ses réalisations. Vraisemblablement entre le V^e et le IV^e millénaire avant JC ont été érigés là ces emblèmes du mégalithisme que sont les dolmens, menhirs ou autres cromlechs, premiers « monuments » connus du continent et qui semblent pourtant avoir été érigés pour défier le temps. Aujourd'hui ils nous apparaissent comme de gigantesques squelettes décharnés mais il convient de prendre en compte que derrière ces structures apparentes ont existé des édifices très élaborés servant de cadre à des pratiques particulièrement complexes dont on ignore l'essentiel. Tout n'est que mystère en effet devant ces réalisations surhumaines et en premier lieu le comment. Comment techniquement a-t-il été possible à des hommes, a priori démunis de tout, de réaliser pareilles merveilles ? L'image de la pierre dressée nous est devenue si familière qu'elle nous fait presque oublier l'énigme qui se cache derrière. Comment s'est effectué le transport sur des dizaines de kilomètres de masses de granit si volumineuses. Comment ont-elles pu être élevées alors que l'on ne dispose que d'un matériel des plus rudimentaire ? Bien sûr les archéologues parviennent à élaborer quelques théories. Ainsi une société, à condition d'être extrêmement bien organisée et apte à mobiliser une main d'œuvre innombrable, a parfaitement pu parvenir à extraire ces immenses blocs de pierres, à les déplacer au moyen de leviers pour les faire rouler sur des rondins et parvenir enfin, en les faisant sans doute glisser sur des plans inclinés, à les ériger. Ceci a dû être possible pour des blocs de vingt ou trente tonnes mais comment imaginer pareil exploit concernant des pierres qui dépassent largement cent tonnes ? Le grand menhir brisé d'Er Grah, à LOCMARIAQUER³⁷⁸, dont le père DUCHESNE reparlera dans un instant, le plus grand d'Europe et sans nul doute du monde, mesurait, une fois dressé, dix huit mètres cinquante, avec une largeur de trois mètres et un poids qui excède deux cents quatre vingt tonnes ! Comment comprendre encore la longévité et l'état de conservation de ces monolithes, atteignant fréquemment six ou sept mètres, à peine enfoncés dans le sol, et qui sont toujours debout ?

Si seulement encore le mystère n'était que technique mais le pourquoi défie encore plus l'entendement que le comment ! Certes la dimension religieuse, le père DUCHESNE préfère parler de magie, paraît s'imposer. Certains monuments notamment les dolmens, galgals, cairns semblent avoir servi de tombeaux collectifs mais les alignements de pierres dressées ne révèlent aucun ossements aux environs. Certains archéologues comme Jacques BLOT³⁷⁹ ont défendu l'idée que, à côté d'un lien probable avec un culte du soleil ou des astres, les menhirs isolés pourraient avoir eu une vocation de bornage, marquant ainsi des voies de transhumance. L'auteur

³⁷⁸ Dans le département du Morbihan.

³⁷⁹ J.BLOT « *Contribution à l'étude des cercles de pierres en pays basque de France.* », B. Pr. Hist. Fr., 92, 4, 1995.

met ainsi en évidence une correspondance avec des grandes voies de circulation. Le mystère s'épaissit pourtant lorsque l'on constate, par exemple, que certains alignements ou cromlechs semblent suivre le parcours d'un cours d'eau souterrain pourtant insoupçonné depuis la surface. Mais le plus étrange reste sans nul doute le site de LOCMARIAQUER, là où se situait le gigantesque menhir dont l'érection remonterait au milieu du V^e millénaire avant Jésus Christ. Loin d'être isolé, celui-ci participait d'un ensemble monumental associant les trois familles de monuments de la civilisation mégalithique, comme le révèle l'ancien conservateur général du patrimoine de Bretagne, le préhistorien spécialiste du mégalithisme Charles Tanguy LE ROUX³⁸⁰ : aux côtés d'un tumulus, le menhir était relié à un alignement de fosses contenant dix-huit autres menhirs situé à l'arrière du cairn dit de la Table des Marchands, vaste sépulture collective, ce qui laisse supposer l'existence d'un ancien complexe de pierres levées en ordre décroissant de taille sur plus de cinquante cinq mètres.

Mais le plus stupéfiant est ce que nous révèlent les recherches entreprises. Cet ensemble de LOCMARIAQUER, cet édifice extraordinaire, témoin d'une civilisation en tous points exceptionnelle, extrêmement bien organisée et vraisemblablement dotée d'un savoir aujourd'hui ignoré, a été volontairement démantelé, probablement aux alentours de 4300 avant JC. Un pillage avec réemploi des vestiges avait été mis en évidence par l'archéologie depuis plus d'un siècle comme le souligne le directeur de recherche au CNRS Jean Loïc LE QUELLEC³⁸¹. On retrouve ainsi sur le site de LOCMARIAQUER des traces de ce démantèlement d'un site millénaire tandis qu'il apparaît que certains vestiges du site, des stèles en particulier, ont été grossièrement réutilisés pour la construction de tombes individuelles à couloir, comme celle de Mané Lud, Mané Rutual Gavrinis ou la Table des Marchands³⁸². L'exemple sans doute le plus célèbre, que mentionne Jean Loïc LE QUELLEC, est la partie inférieure de « quadrupède » issu de la dalle de plafond du dolmen de la Table des Marchands dont on retrouve l'autre partie, plus d'un siècle après, sur la face supérieure de la dalle de couverture du dolmen de Gavrinis ce qui constitue la preuve absolue qu'une dalle gravée de plus de dix mètres de haut, a été sectionnée vraisemblablement volontairement tandis que les fragments ont été utilisés comme matériaux de construction de deux tombes sans que l'on se soucie outre mesure que faire apparaître la gravure qui est masquée par la masse du tumulus³⁸³. Comme le souligne l'archéologue breton, ces dernières années, les découvertes de ce type se sont singulièrement multipliées, ainsi la fouille du cairn II du Petit-Mont à Arzon a permis aussi de découvrir de nombreuses preuves de réutilisations de blocs ornés plus anciens : « *la couverture était une stèle ornée d'une "idole en écusson" comportant intérieurement une crosse, deux haches emmanchées stylisées, un serpentiforme et deux arceaux allongés – ce décor étant visible de l'intérieur ; l'orthostate C2 est une "stèle-idole" dont le centre est occupé par une crosse en relief, et dont la tête fut supprimée pour permettre une utilisation à l'envers ; enfin, la dalle de sol autour de laquelle fut construite*

³⁸⁰ Charles-Tanguy LE ROUX, Éric GAUME, Yannick LECERF, Jean-Yves TINEVEZ « *Monuments mégalithiques à Locmariaquer (Morbihan) : Le long tumulus d'Er Grah dans son environnement* », CNRS éditions, 2007.

³⁸¹ J.L. LE QUELLEC « *L'art mégalithique en France : récents développements* », « *Origine et développement du mégalithisme de l'ouest de l'Europe* », Bougon - 26/30 octobre 2002.

³⁸² Voir « *La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du Conseil national de la recherche archéologique.* », éditions de la Maison des sciences de l'homme, PARIS, 1997, 462 pages.

³⁸³ C'est le cas de la stèle du fond de la Table des Marchands à Locmariaquer.

la chambre n'est autre qu'une troisième "stèle-idole" longue de 4,20 mètres (Lecornec 1994, p. 53, 58, et fig. 21, 36,43). D'autres motifs de l'"idole" en réemploi pour la couverture avaient déjà été remarqués au Mané-Rutual (L'Helgouac'h 1983)... ». N'est-ce pas là une preuve de plus de l'usurpation que dénonce le père DUCHESNE ? Ne peut-on pas voir dans cette fascinante civilisation des mégalithes l'aboutissement de cette évolution du groupe humain solidaire, égalitaire comme en témoigne ces imposantes tombes collectives, parvenue par la pratique magique commune à une maîtrise inégalée des lois de l'harmonie universelle, soudain victime elle aussi du mesquin complot fomenté par quelque scélérat, ce triste sire dont un peuple asservi, devenu esclave, doit servilement porter la dépouille dans sa misérable tombe individuelle tristement parée de quelques reliques arrachées à un culte multi-millénaire.

Après tertre inconnu partons pour terre bien connue, trop peut être ! Regagnons l'Egypte ancienne pour nous rendre auprès du site qui, à lui seul, incarne cette civilisation antique, Giseh, ses trois pyramides et son Sphinx. A lui seul cette dernière figure est l'emblème de la terre des pharaons : il est plus haut qu'un immeuble de cinq étages et aussi long qu'un pâté de maison. L'histoire officielle nous apprend qu'il aurait été sculpté au cours de l'« ancien empire » sur ordre de Khâfré, connu des Grecs par le nom de Khéphren, un pharaon appartenant à la IV^e dynastie, qui aurait régné de 2520 à 2494 avant JC et voulait ainsi cette gigantesque statue à son image. C'est possible ! Encore que certains égyptologues comme notamment l'allemand Rainer STADELMANN y voit, quant à lui, l'œuvre du pharaon Khéops³⁸⁴. D'aucuns objecteront, non sans malice, qu'il est étonnant qu'une civilisation s'illustre en réalisant des merveilles, quelques centaines d'années à peine après être surgie du néant, pour se borner ensuite, des millénaires durant, à se risquer à quelques pâles et lointaines esquisses de ces coups d'essais qui s'avèrent être tous des coups de maîtres, mais pourquoi pas ? Cherchons alors, non du côté du conte de fées dont le père DUCHESNE montrera bientôt combien il sert la cause de la société de l'injustice, mais du côté de la science si quelques découvertes tangibles seraient de nature à conforter l'histoire officielle antique. La géologie nous apprend que la statue a été engloutie par la mouvance des dunes plusieurs fois, de sorte que ne devait apparaître, émergeant de la mer de sable, que le visage du monarque, jusqu'à ce que quelque souverain bienveillant ne décide de désensabler l'édifice. Ainsi en était-il à l'époque islamique durant laquelle la statue avait reçu un nouveau nom (à moins qu'il ne s'agisse d'un plus ancien) : « *Abou Ihaul* », littéralement « *Père la terreur* ». Quel visage calme et rassurant, que celui-ci couvert de son némès, cette coiffure typique des pharaons et quel contraste avec ce corps raviné érodé, usé et puis comme c'est étrange cette disproportion : cette petite tête pour un si grand corps ! Etonnant aussi cette discordance entre l'axe de la tête et celui des traits du visage : une tête orientée qui plus est plein est alors que les traits dévient vers le nord. Et si quelque farceur s'était amusé, par le passé, à remodeler une tête surgissant du sable, une tête de lion par exemple, à l'image de son bien aimé monarque ? Trêve de plaisanterie, la science historique n'a que faire des plaisantins et des affabulateurs !

D'ailleurs le procédé bien connu du carbone 14 va définitivement clore le bec des fantaisistes. Peine perdue, en 1992 l'archéologue américain Mark LEHNER, invité à la réunion annuelle de l'American Association for the Advancement of Science, dont la thèse de doctorat, achevée une année plus tôt, porte pour titre « *Archéologie d'une image : Le grand Sphinx de Gizeh* » déclare : « *Il n'y a aucun moyen de dater le Sphinx, car il est directement sculpté dans la*

³⁸⁴ R. STADELMANN « *Die ägyptischen Pyramiden, vom Ziegelbau zum Weltwunder* », Mayence, 1985-1997, éditions von Zabern. Kulturgeschichte der Antiken Welt.

roche naturelle », ainsi la technique du carbone 14, qui ne s'applique qu'aux matières organiques, est inopérante. Qu'à cela ne tienne, les inscriptions anciennes vont mettre fin aux élucubrations ! Ainsi il est entre les pattes du Sphinx une stèle, dite « *stèle du songe* » qui nous narre comment le roi Thoutmosis IV (1401-1391 av. J.-C.), alors qu'il sommeillait auprès du Sphinx reçut en rêve la promesse de devenir roi à condition de s'engager à dégager la statue du sable qui la tenait prisonnière, ce qu'il fit après avoir accédé au trône en la préservant alors d'un mur de briques orné de stèles, le tout formant sanctuaire, le « *sétépet* » (« *la place choisie* »). Sur cette stèle du songe, une simple syllabe « *khaf* », aujourd'hui d'ailleurs effacée, passe pour être la preuve irréfutable que Khâfré-Khéphren a ordonné la réalisation de la statue. Qu'une des plus grandes autorités en ce qui concerne l'Égypte ancienne, l'archéologue américain James Henry BREASTED (1865-1935), après avoir étudié le fac-similé de l'inscription en 1905, vienne déclarer que cette déduction était loin d'être évidente en raison notamment de l'absence de cartouche, c'est à dire cette inscription qui, du début à la fin de la civilisation pharaonique, présente les noms de souverains isolés dans un ovale, rien n'y fait ! Rares seront les égyptologues reconnus, comme l'égyptien Selim HASSAN (1893 - 1961), auteur de « *L'encyclopédie de l'Ancienne Égypte* » en 16 volumes à déclarer en 1949 : « *Hormis la ligne tronquée inscrite sur la stèle de granite de Thoutmosis IV et ne prouvant rien, aucune inscription ancienne ne relie le Sphinx à Khâfré. Si solide qu'elle nous apparaisse, nous devons qualifier cette indication de "circonstancielle", jusqu'à ce qu'un heureux hasard offre au monde une référence précise à l'érection de cette statue.* ». Et quand bien même l'inscription indiquerait Khéphren, rien ne prouve le rôle qu'on lui attribue.

Mais que figure sur la stèle la description du géant à corps de lion comme le symbole d'un « *grand pouvoir magique, qui existe en ce lieu depuis l'origine des temps* » ne semble troubler personne ! Que ce texte unique présente la nécropole de Giseh comme « *le Lieu splendide du Zep Tepi, le Premier temps* » tout en associant le site à une époque très antérieure n'a visiblement retenu aucune attention ! Mais mieux encore, voici qu'existe une autre stèle, contemporaine de la précédente, celle dite « *de l'inventaire* » découverte au même endroit, curieusement réputée par le savoir officiel archéologique comme relatant des événements fictifs, or celle-ci mentionne que Khoufoui (en grec Khéops), celui qui aurait (et le père DUCHESNE emploie le conditionnel à bon escient) construit la Grande Pyramide, aurait vu le Sphinx. Etant le prédécesseur et père de Khéphren comment ce dernier aurait-il pu être à l'origine du monument ? Voici pourtant qu'au tournant des années 1990, la science est venue apporter un éclairage des plus troublant sur ce mystère. Beaucoup déjà avaient remarqué le peu de ressemblance entre le visage du Sphinx et la statue du monarque Khéphren en diorite du musée du Caire, mais c'est à un égyptologue amateur que l'on doit d'avoir résolu en grande partie le mystère. John Anthony WEST, de nationalité américaine, passionné d'égyptologie, auteur d'un guide qui fait toujours autorité, « *The Traveller's Key to Ancien Egypt* », se passionna pour les écrits, publiés dans les années cinquante, d'un français, ingénieur chimiste de formation, mathématicien, philosophe et surtout égyptologue, René Adolphe SCHWALLER DE LUBICZ (1887-1961) dont les travaux constituent un apport considérable dans la connaissance du symbolisme égyptien³⁸⁵. Celui-ci soutenait l'idée qu'avait perduré en Égypte un savoir ancestral et que certains monuments, comme le Sphinx, avait une origine bien plus ancienne que celle qui leur est prêtée. Passionné par la question, WEST, fut, en 1990, à l'origine d'une expédition scientifique à laquelle prirent part

³⁸⁵ Voir notamment R. SCHWALLER DE LUBICZ « *Le Miracle Égyptien* », Collection Champs, éditions Flammarion, 1978.

des spécialistes des roches (géologues, sismologues, paleo-climatologues...) et notamment le docteur Robert SCHOCH de l'Université de Boston mais aussi le géophysicien Thomas L. DOBECKI. Ceux-ci relevèrent que le Sphinx et le mur qui l'entoure avaient été attaqués par l'érosion sur un mètre d'épaisseur alors que des strates rocheuses situées à proximité ne présentaient pas les mêmes dégradations ce qui tendait à démontrer une succession d'étapes dans la construction du Sphinx mais surtout que l'érosion concernant les parties anciennes avait été provoquée par l'eau, non suite à une éventuelle inondation impossible à envisager au cas présent mais par la pluie. Or, rappelons-le, nous nous trouvons en plein Sahara ce qui amène les paléo-climatologues à imposer une date bien antérieure que celle couramment admise pour l'édification du Sphinx. Ils estiment que pour trouver des grandes précipitations dans cette zone aujourd'hui désertique, il faut remonter à une période comprise entre -12000 et -3400, ce qui implique donc une date de construction antérieure de plusieurs millénaires à celle avancée par les égyptologues. WEST en déduit donc que pour qu'il soit possible d'envisager qu'il pleuve dans cette région, c'est-à-dire lorsque le désert d'aujourd'hui laissait la place à une terre verdoyante, il faut remonter bien au-delà du règne de Khephren, à la fin de la dernière glaciation, c'est à dire vers douze mille ans avant JC. Plus prudent dans ces conclusions, SCHOCH pense, quant à lui, que le Sphinx ne remonte pas au-delà de 8500 ans. Dans le même temps le promoteur de l'expédition s'était adjoint un autre spécialiste, encore moins coutumier des chantiers archéologiques, le lieutenant Frank DOMINGO de la police de New York, spécialiste des portraits-robots et de la reconstitution de visage. Après étude du visage du Sphinx et de la seule statue de Khephren existante, celui-ci tend également à mettre en évidence la thèse du remodelage de la face. A partir de croquis du Sphinx et de la statue de Khéphren, il trace une droite qui relie le menton jusqu'au coin de l'oeil et compare alors les angles : celui de Khéphren est de 14° alors que celui du Sphinx est de 32° comme si on avait effectivement cherché à remodeler une tête d'animal pour l'affubler d'un visage humain.

Il va sans dire que les réactions ne tardent pas pour fustiger et traiter de charlatans ceux qui ont osé mettre en doute la parole officielle : le peuple arriéré de la préhistoire n'a pu édifier pareille statue et encore moins les pyramides environnantes car l'outrecuidant WEST a osé également mettre en doute la thèse qui veut que trois petits roitelets successifs aient mis des milliers d'hommes au labeur, pendant des décennies, pour leur construire chacun une confortable dernière demeure. On imagine également aisément que le docteur SCHOCH, scientifique reconnu jusqu'alors, va essuyer de toutes parts les attaques les plus virulentes mais celui-ci n'est pas homme à se laisser abattre ! Il se rend, à la fin de cette année 1992, auprès de ses collègues géologues réunis à l'occasion de la convention annuelle de la *Geological Society of America*³⁸⁶ et fait état, par le menu, de ses travaux. Il provoque des rires. Cependant l'hilarité n'est pas générée par la teneur des propos de l'exposant, mais par le fait que des scientifiques, pendant tant d'années, bien que relevant d'une discipline différente, n'aient pas pu se rendre compte de pareilles évidences ! Les deux cent soixante quinze géologues de la *Geological Society of America* approuvent officiellement le sérieux des travaux et la pertinence des résultats et conclusions du docteur SCHOCH. On pourrait penser alors que la théorie officielle du Sphinx, construit par le pharaon Kephren, a vécue et on se tromperait. Même si de plus en plus de scientifiques admettent désormais que la statue est bien plus ancienne que ce qui était convenu jusqu'alors, revenant d'ailleurs ainsi à une conception majoritaire au XIX^e siècle, les tenants

³⁸⁶ Réunion internationale de spécialistes de la géologie.

d'une certaine égyptologie officielle cherchent encore, mais vainement, une riposte convaincante aux découvertes du docteur SCHOCH.

Sur le plateau de Giseh, nous sommes bien éloignés des embruns océaniques de LOCMARIAQUER et pourtant la situation n'est-elle pas identique : des traces tangibles d'une civilisation et d'un savoir qui défient l'imagination tant elles semblent être l'aboutissement d'une très longue évolution et constituer la quintessence du génie humain mais aussi ce sinistre pouvoir mesquin, cette misérable vanité égocentrique, ce vandalisme du petit, cet iconoclasme du fourbe, l'ombre sanguinaire de l'accapareur surgie brutalement d'un méandre de l'histoire ! Ce ne sont que deux exemples mais on pourrait aisément les multiplier, retrouver pareilles traces et faire le même constat ailleurs, à NAVALCAN en Espagne par exemple, en Turquie... Il devient ainsi possible de trouver des traces de l'apparition de ce complot abject qui continue encore à ronger l'humanité comme un cancer et qui n'a de cesse que de vouloir éloigner l'homme de sa grandeur, de son bonheur et de son destin...

Les leçons du réalisme fantastique.

Dans ses investigations le père DUCHESNE a retrouvé l'esprit de ses maîtres, ceux-là même qui libérèrent des chaînes positivistes et darwiniennes qui l'engonçaient encore, la pensée avide et curieuse du début des années soixante du siècle dernier. Il a pu alors mesurer combien le message du « *Matin des magiciens* » était prophétique. Deux hommes avaient alors réussi à lever un pan du rideau épais tendu derrière la papesse, ce deuxième arcane du tarot. Écoutons-les encore : « *Les techniques magiques se retrouvent, identiques, dans la plupart des anciennes civilisations, à travers montagnes et océans... Nous vivons sur l'idée que l'invention technique est un phénomène contemporain. C'est que nous ne faisons jamais l'effort d'aller consulter les vieux documents. Il n'existe pas un seul service de recherche scientifique dirigée vers le passé... Bien entendu, aucun archéologue réputé sérieux et aucun historien d'égale réputation n'admettra l'existence dans le passé de civilisations possédant une science et des techniques supérieures aux nôtres. Mais une science et des techniques avancées simplifient à l'extrême l'appareillage, et les vestiges sont peut-être sous nos yeux sans que nous soyons capables de les voir comme tels. Aucun archéologue et aucun historien sérieux, n'ayant reçu une formation scientifique poussée, ne pourra effectuer des fouilles susceptibles de nous apporter là-dessus quelques lumières. Le cloisonnement des disciplines, qui fut une nécessité du fabuleux progrès contemporain, nous cache peut-être quelque chose de fabuleux dans le passé.* »³⁸⁷. Aujourd'hui plusieurs chercheurs comme WEST, dont le père DUCHESNE vient de parler, ont choisi, à leur tour, de ne pas prendre à la lettre les vérités révélées qu'on voulait leur asséner. Certaines de ces recherches sont édifiantes. Il convient bien sûr de demeurer prudent et il ne s'agit, en tout état de cause, que d'hypothèses qui demandent à être confortées ou au contraire récusées mais les éléments qui viennent appuyer certaines de celles-ci semblent bien constituer un faisceau d'indices de nature à asseoir encore la théorie de l'usurpation que, après d'autres bien plus illustres que lui, le père DUCHESNE défend. Pour ne pas trop diverger dans son propos celui-ci se bornera à citer quelques travaux significatifs.

Les travaux de WEST et de SCHOCH ont fait des émules et certains chercheurs ont émis d'autres hypothèses. C'est le cas notamment de l'ingénieur belge Robert BAUVAL, de l'écrivain

³⁸⁷ L. PAUWELS, J. BERGIER « *Le matin des magiciens* », Folio, page 144-145.

britannique Adrian GILBERT, le premier ayant été, par la suite, rejoint par un autre auteur à succès Graham HANCOCK³⁸⁸. Ceux-ci, à partir de calculs astronomiques fondés notamment sur la précession des équinoxes et de la tradition antique qui était d'orienter les monuments vers le soleil levant sont à l'origine d'une hypothèse audacieuse, celle dite de la « *corrélation d'Orion* » selon laquelle les monuments du plateau de Giseh, qui seraient l'exacte modélisation de ladite constellation, auraient été érigés en 10 500 avant J.C. Il convient cependant de faire preuve d'une certaine circonspection dans la mesure où deux astronomes Ed. KRUP, de l'observatoire Griffith à Los Angeles, et Anthony FAIRALL, professeur à l'Université du Cap en Afrique du Sud, ont très sévèrement remis en cause la fiabilité des calculs ce qui, aux yeux du père DUCHESNE, discrédite considérablement la thèse en question. Il est vrai que celle-ci, si elle était confirmée, éclairerait sans doute d'un jour nouveau notre connaissance de cette période inconnue de notre passé. Ainsi serait apportée une étrange confirmation d'un antique savoir qui se transmet encore par la tradition ésotérique. En effet, si les trois pyramides de Giseh sont, comme les soutiennent ces auteurs, l'exacte reproduction de la ceinture d'Orion, le Nil figurant la voie lactée, ce serait là la parfaite illustration des premières lignes de ce monument de l'ésotérisme qui, depuis sa traduction de l'arabe au XII^e siècle a été incessamment commenté par les alchimistes du moyen âge et de la renaissance, la *Table d'Emeraude*³⁸⁹, attribuée à Hermès Trismégiste, dont les premiers mots font correspondre le macrocosme et le microcosme en ces termes : « *Il est vrai, sans mensonge, certain et très véritable : ce qui est en bas est comme ce qui est en haut, et ce qui est en haut est comme ce qui est en bas ; par ces choses se font les miracles d'une seule chose.* »³⁹⁰.

Si l'on admet toutefois comme hypothèse l'existence d'un savoir ancestral, d'une antique sagesse, fondés sur une harmonie entre les éléments de l'univers, on comprend mieux alors le mécanisme de l'usurpation par le biais du magique. Ces connaissances traditionnelles sont en effet, dès que la caste des prédateurs met en pillage l'humanité entière, aussitôt traquées, pourchassées ce qu'illustre parfaitement le nouveau dogme imposé, simple outil pour asseoir la mainmise de quelques individualités sur l'ensemble. Ainsi dans la trilogie centrale de la religion des premiers rois de SUMER, dont l'influence sur l'Ancien Testament du texte biblique est plus que probable, on trouve au sommet du pantheon *An*, le maître du ciel qu'accompagne *Antum*, puis, légèrement inférieur hiérarchiquement parlant, voici, que se tient à NIPPUR *Enlil*, le souverain de la terre, suivi de sa parèdre (concubine) *Ninlil*, enfin la troisième personne de cette triade cosmique *Enki* (*Ea* pour les Sémites), dans sa ville sainte d'ERIDU, règne, quant à lui, sur la masse des eaux douces à l'origine de toute source. Cette perception nouvelle, très anthropocentrique, bouleverse une conception qui prévalait jusqu'alors : La grande loi des correspondances, principe premier du magique, disparaît ainsi, récupérée en quelque sorte par les seuls fauteurs de trouble. La masse de l'humanité asservie doit désormais prendre acte de cette distribution tripartite du monde et comment s'étonner alors que dans le Décalogue, on trouve l'interdiction de reproduire les choses qui sont en haut dans le ciel, ici-bas sur la terre³⁹¹.

³⁸⁸ Leur ouvrage a été traduit en français aux Editions du Rocher en 2003 : R. BAUVAL et G. HANCOCK « *Le mystère du Grand Sphinx* ».

³⁸⁹ *Tabula Smaragdina Hermetis Trimegisti*.

³⁹⁰ « *Verum, sine mendacio, certum et verissimum : quod est inferius est sicut quod est superius; et quod est superius est sicut quod est inferius, ad perpetranda miracula rei unius.* ».

³⁹¹ « *Tu ne te feras point d'image taillée, ni de représentation quelconque des choses qui sont en haut dans les cieux, qui sont en bas sur la terre, et qui sont dans les eaux plus bas que la terre.* »

Cependant la rigueur scientifique qu'imposent les préceptes du réalisme fantastique interdit, pour l'heure, d'accorder crédit à la thèse soutenue par BAUVAL et HANCOCK. Pour l'instant les faits obligent à ne pas dépasser les conclusions du docteur Robert SCHOCH, même si celles-ci nous plongent déjà dans le fantastique : « *I'm not saying that the Sphinx was built by Atlanteans, or people from Mars, or extra-terrestrials. I'm just following the science where it leads me to conclude that the Sphinx was built much earlier than previously thought...* ». En effet, demeure l'épineuse question de savoir quels furent les constructeurs du Sphinx et sans doute aussi des pyramides ? Reste ainsi en suspens la question de savoir si une civilisation avancée ait pu voir le jour antérieurement à notre histoire. Rendons-nous à d'autres endroits du globe pour tenter d'y répondre !

En 1985, un plongeur sous-marin japonais Kihachiro ARATAKE fait des repérages pour un tour-opérateur dans l'île de *Yonaguni*, partie intégrante de l'archipel *Ryukyu*. Soudain il décèle une étrange structure de 75 mètres de long sur 25 mètres de large qui offre toutes les apparences d'une construction humaine : des terrasses immenses semblent reliées par de grandes marches angulaires, le tout présentant des parois extrêmement lisses. Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard que les médias feront écho de cette découverte pourtant extraordinaire. Nous sommes en 1996 et le professeur de géologie Masaaki KIMURA de l'Université de Ryukyu, crée une unité spécialisée l'« *Equipe d'Exploration, d'Archéologie Sous-marine* », afin d'étudier le site. Sa conclusion tombe trois ans plus tard, en septembre 1999 : nous sommes en présence de constructions faites par l'homme qui révèlent des rues, des escaliers à angles droits, des trous également destinés sans doute pour l'insertion de piliers. Son équipe découvrira par la suite d'autres ruines dans les îles *Shihuan*, une sorte de statue ayant vaguement forme humaine et faisant penser un peu au « *moaïs* » de l'île de Pâques ou aux têtes olmèques et même une sorte d'écriture hiéroglyphique. Appelé sur place où il effectuera quelques rapides plongées, le géologue Robert SCHOCH fera une déclaration assez étonnante dans son ambiguïté : « *Bien sûr, je n'ai disposé que de très peu de temps pour rechercher de tels éléments, et le fait que je n'en ai pas trouvés ne veut pas dire qu'il n'en existe pas. Cependant, à ce jour sur la base de mes propres découvertes et analyses, je ne peux être en accord avec la conclusion du docteur Kimura selon laquelle le Monument Yonaguni est principalement une structure faite de la main de l'homme... Mon hypothèse de travail actuelle est que le Monument Yonaguni est principalement d'origine naturelle ; c'est-à-dire, que sa structure globale est le résultat de processus géologiques et géomorphologiques naturels. Je pense qu'il devrait être considéré comme une structure principalement naturelle jusqu'à ce que plus d'éléments indiquant le contraire soient trouvés. Cependant, je ne pense en aucune manière qu'il s'agisse d'une affaire totalement close. La question de sa genèse - artificielle ou naturelle - pourrait ne pas être une question avec une réponse absolue... Nous devrions aussi considérer la possibilité que le Monument Yonaguni soit fondamentalement une structure naturelle qui fut utilisée, améliorée, et modifiée par les hommes en des temps reculés.* ». Fort de pareils doutes, on imagine bien que les voix n'ont pas tardé à se multiplier dans la communauté scientifique pour contester le caractère artificiel de la structure. Quelque temps avant sa mort le plongeur apnéiste Jacques MAYOL (1927-2001) avait examiné le site et s'était fermement élevé contre la thèse du monument naturel. Or si le monument a été modelé de la main de l'homme, ce ne peut être qu'il y a environ 12 000 ans, quand la zone était encore située au-dessus du niveau de la mer, c'est-à-dire peu avant la fin de la glaciation de *Würm*. Il s'agirait alors de la plus ancienne construction du monde, antérieure de 7000 ans à la

civilisation égyptienne et une preuve supplémentaire de l'existence d'une civilisation antérieure inconnue.

Restons au Japon où ont encore été découverts, à une profondeur de 27 à 33 mètres, des cercles de pierres d'aspect assez étrange, nommés « *les labyrinthes de KERAMA* ». Ce lieu non plus n'était pas immergé il y a dix mille ans. Détail curieux, l'alignement en cause, en forme de cercle avec une imposante pierre centrale, fait irrésistiblement penser à un site bien connu de l'île de Pâques, que l'on nomme « *l'œuf, centre du monde* ». A proximité de l'île de Penghu toute proche, qui appartient à TAIWAN, vers une profondeur de vingt cinq à trente mètres, ont été décelés par des plongeurs professionnels, en 2002, des murs de roche. Dans le journal « *Taiwan Infos* » du 26 novembre 2002, on pouvait lire : « *Plusieurs tronçons de ce qui apparaît être des murs construits par l'homme ont été localisés à une profondeur de 25 à 30 mètres sous la mer, entre les îles de Hsichi et Tunghsi, dans l'archipel des Penghu (Pescadores).* ». Il s'agit de murs plats qui s'étendent sur presque deux cents mètres. Ils apparaissent organisés de manière cardinale, les mesures au compas indiquant qu'ils sont orientés par les points cardinaux, et respectent en conséquence un angle droit ce qui rend fortement improbable l'hypothèse du phénomène naturel qui semble pourtant être l'unique explication apportée systématiquement à toute découverte en provenance de cette région. Le mur en croix est visiblement constitué de pierres de basalte dissimulées sous une gangue d'algues et de concrétions. Sa hauteur varie selon le relief qu'il épouse parfaitement de un mètre cinquante à deux mètres cinquante et son épaisseur avoisine les cinquante centimètres. Il apparaît clairement que les pierres, qui constituent l'édifice, sont de taille similaire avec des angles droits laissant apparaître un enduit de jointure entre chaque moellon. La tradition locale évoque la cité antédiluvienne de *Hujing*. Là encore cette édification n'aurait pu se faire qu'entre 7000 et 12000 ans.

Mais l'Asie du Sud Est n'est pas, avec l'Egypte ancienne, les seuls endroits du globe susceptibles de révéler des traces de l'existence d'une civilisation inconnue avant notre histoire. Déjà, depuis les années 1970, on évoquait la présence en Amérique centrale de vestiges étranges. L'homme qui avait popularisé le triangle des Bermudes, l'écrivain et ancien officier de l'armée de l'air américaine, Charles BERLITZ³⁹², fut informé par des pêcheurs de la région, en 1977, qu'il existait, au large de CUBA, des reliefs surprenants sous la mer. S'étant rendu sur place, il mit alors en évidence un relief qui avait l'aspect d'une pyramide. Le navire qui l'accompagnait était équipé du sonar et le capitaine, un dénommé Don HENRY, en estima la hauteur à 420 pieds (soit 128 mètres) avec une base de 540 pieds (soit 164 mètres). Dans un livre intitulé « *Without a Trace* »³⁹³, BERLITZ mettait en avant des similitudes dans l'orientation de la structure, sa latitude et ses dimensions qui la rapprochaient singulièrement des pyramides du plateau de *Gizeh*. Cette découverte devait être relayée un quart de siècle plus tard. Une océanographe canadienne d'origine soviétique, Paulina ZELITSKI, filme, en 1995, de nouvelles structures pyramidales, à 700 mètres de profondeur, entre Cuba et la péninsule du Yucatan. Quelques années plus tard, le 30 mars 2002, une dépêche de l'agence REUTERS³⁹⁴ portait le titre suivant « *Et s'il y avait réellement une cité engloutie près de Cuba* ». La dépêche faisait référence à une récente découverte. Des chercheurs avaient décelé des formations rocheuses inhabituelles qui avaient fait

³⁹² C. BERLITZ « *Le triangle des Bermudes* », éditions Flammarion, 1975, 205 pages.

³⁹³ C. BERLITZ « *Without a trace* » (Doubleday & Company, New York 1977), traduit en français « *Sans Trace - Le triangle des Bermudes* » avec la collaboration du docteur J. MANSON VALENTINE, éditions Flammarion, 1978, 236 pages.

³⁹⁴ Reuters le 30/03/2002, 01:52, par Andrew CAWTHORNE, LA HAVANE.

dire au géologue Manuel ITURRALDE, directeur de recherches au musée d'histoire naturelle de Cuba : « *Ce sont des structures extrêmement particulières (...). Elles sollicitent toute notre imagination. Si je devais expliquer cela sur le plan géologique, j'aurais du mal* ». La nouvelle trouvaille, au large de la péninsule de *Ganahacabibes* à l'extrémité occidentale de l'île, était le fait d'une société canadienne d'explorations : *Advanced Digital Communications (ADC)*. Elle était constituée par une formation rocheuse lisse, d'apparence granitique, organisée géométriquement. Les roches apparaissent disposées dans des structures ressemblant également à des pyramides qui semblent reliées entre elles par des routes, l'ensemble du site couvrant une zone de 20 kilomètres carrés à une profondeur de plus de 600 mètres. Ces structures pourraient être antérieures, de plus de 1500 ans, aux grandes pyramides de Gizeh d'Égypte et celles-ci auraient pu être édifiées alors que le lit actuel de l'océan était au dessus de la surface.

Demeurons dans le même endroit du globe et replongeons nous une trentaine d'années en arrière, en 1970. Cette année-là, une dépêche de l'agence de presse *United Press* titre : « *Des structures archéologiques, submergées identifiées à proximité de l'île de Bimini* ». Quelques mois auparavant, en 1968, dans cette île de l'archipel des Bahamas, un passionné de plongée sous-marine le docteur J. MANSON VALENTINE, un aviateur Paul ARANDA et un plongeur Robert MARX identifiaient des structures cyclopéennes à environ six mètres de la surface de la mer. Offrant l'apparence de blocs de pierre alignés sur huit cents mètres, elles allaient bientôt recevoir l'appellation de « *the Bimini Road* ». La nouvelle découverte sous-marine attire tout particulièrement l'attention de deux personnes. La première est un ancien chargé de recherche au CNRS, docteur en histoire et en lettres, historien des sciences et des techniques. Il publie sous le nom de plume de Pierre CARNAC et fait partie de ces chercheurs, imprégnés à la fois de rigueur rationaliste mais aussi de cet esprit d'ouverture qui fut la marque du réalisme fantastique. Il dirige aujourd'hui encore l'association « *Atlantide XXI* » qui se propose de réunir les éléments scientifiques disponibles, empruntés à la géologie, à l'océanologie, à la volcanologie mais aussi à l'astronomie et à la géophysique dans le but de chercher à éclairer ce mythe millénaire³⁹⁵. La seconde personne est un pionnier de la photographie sous-marine : Dimitri REBIKOFF. Dans les années cinquante, celui-ci a mis au point notamment le premier flash électronique sous-marin et le premier boîtier étanche pour appareil photographique³⁹⁶. On doit aussi à cet explorateur infatigable, ingénieur de formation, l'invention d'une sorte de torpille humaine, destinée à l'exploration et à la photographie, qui peut être aisément équipée d'une caméra 16mm et se pilote comme un avion d'où son nom de « *Pégase* ». Les deux hommes identifient une structure longue de 70 m et large de 10 qui semble construite en gros blocs de pierres régulières assemblées par une apparence d'enduit ou de ciment. Ces volumes, mesurés au demi décamètre et au stéréocomparateur, accusent plus de 5 mètres de cotés avec une épaisseur variant de 0,5 à 1,5 mètre. En fonction de leur densité, ils peuvent atteindre des poids de 5 tonnes. Pierre CARNAC consignera ses découvertes dans un ouvrage « *L'histoire commence à Bimini* »³⁹⁷. Ces structures ont fait l'objet de datations. La méthode de la courbe générale de la montée des eaux donne une ancienneté de 6000 ans³⁹⁸. Le radiocarbone 14, appliqué aux tourbières submergées voisines

³⁹⁵ Voir en particulier P. CARNAC « *L'Atlantide, autopsie d'un mythe* », éditions du Rocher, collection « *Age du Verseau* », 2001, 250 pages.

³⁹⁶ Qui sera commercialisé sous la marque Beuchat.

³⁹⁷ P. CARNAC « *L'histoire commence à BIMINI* », éditions Librairie Générale Française, 1979, « *Le livre de poche* » n°6807, 412 pages.

³⁹⁸ Bulletin Géologique de la *Soc. of America*, volume n° 79.

conclut, quant à lui, à 4700 ans pour une profondeur de 3 mètres et 6000 ans à 4 mètres ce qui, par extrapolation donne 8 à 10 000 ans pour les constructions dont la base se trouve actuellement de 8 à 10 mètres de profondeur.

Ce ne sont là que quelques exemples de découvertes archéologiques susceptibles de bouleverser notre conception du passé. Celles-ci pourraient être multipliées presque à l'infini. Ainsi, outre le Pacifique et l'Atlantique, l'océan indien à son tour recèle ses mystérieux vestiges. L'épisode dramatique du tsunami dévastateur de 2001, a ainsi révélé l'existence de ruines sous-marines à *Mahabalipuram* dans le *Tamil Nadu* au sud de l'Inde pour lesquels, là encore, des avis scientifiques, comme celui du géologue Glenn MILNE de l'Université de DURHAM au Royaume Uni, tendent à établir une ancienneté qui remonterait à au moins six mille ans dès lors que les mouvements tectoniques dans le secteur ont été inexistantes depuis cinq millénaires. Ainsi, il n'est pas une année qui s'écoule sans qu'une nouvelle découverte ne vienne ébranler ce que l'on s'obstine étrangement à présenter comme des certitudes. L'agence de presse arabe syrienne SANA annonçait, le samedi 30 septembre 2006, que dans la région d'Alep, au nord de la Syrie, la mission syro-française, chargée de fouilles sur le site de *Jaada al-Maghara*, à *Menbej*, sur la rive de l'Euphrate, venait de mettre au jour un grand temple qui remonte au neuvième millénaire avant J.C.³⁹⁹, dont les murs étaient ornés de dessins géométriques ainsi que d'une tête de bœuf colorée en blanc, rouge et noir. Devant ce qu'il convient bien de nommer une profusion d'indices, le même black-out semble toujours être de mise...

Le passé interdit !

D'aucuns auront sans doute tôt fait d'accuser le père DUCHESNE de céder à sa coutumière névrose paranoïde, de succomber, une fois de plus, à son penchant naturel à voir des complots partout ! Mais celui-ci demeure toutefois serein devant pareilles accusations. Fidèle à la règle qu'il s'est imposé de ne rien avancer qui ne soit solidement étayé par des faits, il prend à témoin son lecteur. N'est-ce pas étrange que ce curieux silence médiatique ? Les découvertes qu'il vient d'évoquer interpellent chacun. Elles apportent objectivement des éléments tangibles qui paraissent bien de nature à permettre, pour le moins, une interrogation sur les théories jusqu'alors admises. N'est-on pas alors en droit d'attendre de l'ensemble de la communauté scientifique une réponse tranchée, dut-elle prendre quelques années ? Certes il sera objecté, sans doute avec raison, qu'il demeurera toujours, quelques imbéciles ou intéressés, pour croire ou imposer quelque théorie fumeuse sur fond d'extra-terrestres ou de créatures reptiliennes, mais il n'en demeure pas moins que l'immense majorité des êtres de raison ne brûle que d'une chose : connaître la vérité ! Or jamais celle-ci n'apparaît et les coupes claires, qu'il est vrai les pouvoirs publics, au seul service des richissimes, ne ménagent guère dans les budgets de la recherche n'expliquent pas tout !

Dès lors qu'une découverte archéologique est susceptible d'entamer quelque peu la fable darwinienne du « *toujours mieux vers l'optimum contemporain* », tout se passe comme si une véritable stratégie se mettait aussitôt en place pour occulter, coûte que coûte, l'information au moyen de deux techniques diamétralement opposées : la première est celle du pseudo-rationalisme, la seconde au contraire est fondée sur l'approche irrationnelle. La première démarche, sous couvert de scientisme, entend proposer une explication, de préférence triviale,

³⁹⁹ C'est à dire en plein âge de pierre.

afin de discréditer la découverte et par la même occasion de rabaisser l'inventeur au rang de falsificateur et il se trouvera alors toujours un scientifique pour cautionner la version proposée. Prenons l'exemple du site de *Yonaguni*. Il apparaît certain que la seule vision des photographies du site suffise à convaincre, même le plus naïf dépourvu de toute connaissance scientifique, que l'homme n'a pas pu être étranger à ce vaste ensemble. Pourtant il s'est trouvé des voix pour venir affirmer, après que la découverte ait été inexplicablement occultée dans les médias pendant dix ans, qu'il est sur la planète des formations rocheuses curieuses⁴⁰⁰ et que le grès tend à se fracturer en ligne droite (...et sans nul doute selon un angle parfaitement cubique !) et que tout cela ne serait le fruit que du mouvement tectonique des plaques comme l'affirme d'ailleurs le docteur Koremasa TSUJI de l'Université de Guam. De la même manière d'ailleurs et avec le même aplomb, le géologue Eugene SHINN, de l'Institut de surveillance géologique des Etats Unis à Miami, n'a aucune scrupule d'annoncer que la « *Bimini road* » n'est autre qu'une plaque rocheuse d'une matière voisine du calcaire dont la géométrie suit les ligne de rivage de l'île et que des formations similaires sont connues dans toutes les Bahamas⁴⁰¹. Mais abondance ne nuit et il est encore d'autres « spécialistes » à vouloir expliquer le même phénomène... par l'effet des marées ! Entendons nous bien sur ce point ! Le père DUCHESNE se garde bien de faire le reproche à ces personnes de défendre une thèse qui contredit l'existence d'une civilisation inconnue avant les âges historiques, bien au contraire, il attend seulement d'eux qu'ils mènent à leurs termes les démarches entreprises, qu'ils apportent ces éléments établissant ce qu'ils avancent et que chacun attend. Or c'est là l'Arlésienne et les preuves tant attendues feront toujours défaut. Cependant le but est atteint et le discrédit durablement établi. Voilà la technique du scientisme apparent : avancer gratuitement une explication, le souvent simpliste pour ne pas dire confondante de bêtise, sans bien entendu le moindre élément tangible, dans le seul but de masquer l'information dont on s'acharne à occulter la teneur. N'est-ce pas là l'illustration parfaite de la mauvaise foi !

Il est encore une technique bien plus surnoise pour masquer aux yeux de tous, la réalité scientifique. Elle procède encore de l'amalgame et repose sur le procédé déjà évoqué par le père DUCHESNE du « *debunking* » pris au sens anglo-saxon du terme. Sans nul doute ne vise-t-elle pas le même public. La stratégie précédemment évoquée s'adressait à l'homme sensé, apte à un minimum de réflexion, celle-ci a pour cible le modèle que vise à atteindre la propagande des accapareurs : le crétin fini. L'idée est alors de masquer l'information que l'on veut à tout prix occulter parce qu'elle met en cause le mythe darwinien qui sert si bien les privilégiés, par une autre pseudo information dont le caractère grotesque aura tôt fait, chez l'homme sensé, de s'étendre à la première et servira en outre, autant que faire se peut, à stimuler la piètre imagination de l'imbécile. Curieusement, il ne se fait jour une découverte archéologique dérangeante sans qu'aussitôt ne surgisse un mécène milliardaire pour diligenter une expédition. Ainsi après les travaux de WEST et de ses associés sur le Sphinx, alors qu'on refuse à celui-ci d'approcher à nouveau le site, voici que, sans la moindre difficulté, une autorisation est accordée à un milliardaire américain, proche de la fondation CAYCE, du nom de ce voyant américain qui aurait entrevu en songe, qu'entre les pattes du Sphinx, dans une cavité secrète, ne se cacherait rien de moins que la grande bibliothèque atlante contenant tous les secrets de l'humanité. Il suffira alors de mêler un peu les services secrets américain à tout cela en suggérant, comme Anne

⁴⁰⁰ « *Et alors ?* », sommes-nous tentés de dire. L'argument est totalement inopérant !

⁴⁰¹ Voici sans nul doute une bonne manière de se prémunir à l'avance d'éventuelles futures découvertes gênantes.

GIVAUDAN dans son livre « *Alliance* »⁴⁰², que l'on a bien découvert des statues et des galeries sous le Sphinx mais aussi sous la Grande Pyramide (tant qu'à faire !) et que bien entendu toutes ces informations sont évidemment classifiées au plus haut niveau de sécurité pour le seul profit de la seule nation américaine et voilà le fruit d'années de recherches disparu du débat public. Ainsi, plutôt que de s'interroger sur l'existence d'une civilisation avancée avant l'ère historique, qui prouverait alors que le mythe du « toujours plus » dans l'évolution humaine est le plus stupide qui soit et que l'homme peut parfaitement régresser, on glosera inlassablement et à perte de vue sur la nouvelle turpitude de BUSH !

Il va sans dire que là où l'information est particulièrement sensible, là se trouvera le must de la désinformation ! Quel meilleur exemple citer que l'histoire des origines, celle de SUMER. Le père DUCHESNE a déjà démontré combien naturellement l'idée de démocratie s'impose dans les sociétés humaines et que la tyrannie avec son cortège d'horreurs n'est du qu'à un dysfonctionnement social lié essentiellement à la cupidité de quelques pervers. Le grand sumérologue danois, le professeur Thorkild JACOBSEN (1904-1993) a ainsi toujours défendu l'idée d'une démocratie primitive à l'origine de SUMER⁴⁰³. C'est ainsi que, par une analyse minutieuse des mythes et en particulier le plus célèbre d'entre eux, « *L'épopée de GILGAMESH* », dans lesquels il est toujours question d'assemblées où interviennent dieux, héros et citoyens, il soutenait que la plus ancienne institution politique était une assemblée d'hommes libres avec un rôle particulier réservé aux Anciens et au cours de laquelle pouvaient être ponctuellement investis un « *en* » en cas de besoins en travaux d'envergure ou un « *lugal* » en cas de guerre. On sait également que cette Mésopotamie première se caractérise par un ensemble d'Etats-cités et le père DUCHESNE a montré, comment, selon lui, s'est opéré un glissement pernicieux du magique au tragique. L'idée qui domine lorsque l'on se penche ainsi sur cette histoire des origines est alors celle d'un passage progressif depuis une vallée paisible où cohabitent plusieurs peuples⁴⁰⁴, au sein même des différentes cités, à la soumission de toute la région au bon plaisir du seul monarque sumérien qui ne tarde guère à asseoir son hégémonie à l'image de cette seule écriture cunéiforme qui s'impose partout. On devine aisément que la tyrannie et le passage de l'harmonie au chaos ne se firent pas en un jour et lorsque le sumérien *Lougal-zaggisi*, devient le maître de la Mésopotamie, vers 2325, tout indique qu'il n'a pas encore osé détruire l'autonomie des villes. Ce n'est qu'avec la royauté akkadienne que le désordre semble consommé pour les siècles des siècles, celle-ci servant alors de modèle aux potentats successifs dans leur mainmise sur la Mésopotamie jusqu'à *Nabuchodonosor* (VI^e s. av. J.-C.). On subodore également que cette infamie ne s'est pas faite sans résistance et sans que l'élan millénaire d'humanité ne mette tout en œuvre pour contrecarrer le dessein funeste. C'est sans nul doute la seule explication de ces sursauts désespérés de toutes ces villes en basse Mésopotamie qui se liguent contre *Akkad* et contre *Sargon*. Celui-ci ne parvient d'ailleurs à imposer son joug qu'en s'appuyant sur l'arrivée massive, en provenance du désert, des *Sémites* et en retirant ainsi la majorité numérique aux Sumériens ce qui explique vraisemblablement le remplacement de la langue sumérienne par la langue akkadienne. Cette hégémonie naissante apparaît avec les titres dont s'affuble la monarchie akkadienne « *roi des quatre régions* »⁴⁰⁵ ou encore « *dieu* » tandis

⁴⁰² A. GIVAUDAN « *Alliance* », éditions SOIS, 2000.

⁴⁰³ T. JACOBSEN « *Towards the Image of Tammuz and Other Essays in Mesopotamian History and Culture* », éditions William L. Moran, Cambridge, 1970.

⁴⁰⁴ Sémites, Sumériens, Hourrites, Elamites.

⁴⁰⁵ A comprendre comme les quatre points cardinaux.

que le nouveau despote usurpe la tiare à cornes⁴⁰⁶. Voilà que s'installe aussi le népotisme, comme en témoigne ces textes faisant état de « *fils du palais* », visiblement garde prétorienne, généreusement dotée de terres « privatisées » pour la bonne cause ! Et la preuve de l'usurpation de la terre existe bien. C'est le décret gravé sur l'obélisque de *Manishtoushou* qui évoque un important transfert de propriétés aux environs de *Kish* et de *Marad*⁴⁰⁷. On passe ainsi visiblement d'une économie au service de tous, d'une véritable propriété collective administrée par les prêtres, servants du magique, à la pitoyable propriété individuelle du soudard inculte⁴⁰⁸. Le système des cités-Etats laisse alors la place à ce despotisme étatique voué à la domination universelle. La troisième dynastie d'*UR* qui s'impose après la chute d'*Akkad* n'est que la réédition de ce système oppressif. Le Peuple ainsi écrasé sous le joug du tyran sanguinaire, seul, comme l'a montré le père DUCHESNE, le garant du religieux-magique peut encore évoquer le temps de l'harmonie passée. C'est tout le sens, semble-t-il, du récit appelé aujourd'hui « *la malédiction d'Akkad* » qui n'est qu'une justification de la chute d'*Akkad* parce que le souverain *Naram-Sîn*, roi d'*Akkad* de 2254 à 2218 av. J-C, a perdu le soutien des dieux : *Enlil* ne lui donne pas le droit de reconstruire son temple à *Nippur* alors le monarque n'hésite pas à défier la déité et cherche à la détruire ce qui entraînera la malédiction et sa chute.

La théorie de l'usurpation de la substance même du corps social par les accapareurs, que défend le père DUCHESNE, apparaît donc assez évidente à quiconque se documente un peu mais si, comme il a déjà été dénoncé, on enseigne plus l'histoire de France comment croire que nos concitoyens puissent s'initier à celle de SUMER ? Fort opportunément la société des accapareurs a diligenté quelques uns de ses dignes représentants pour suppléer cette carence ! Parmi ceux-ci il faut mentionner la place de choix qui est réservée, dans les médias et particulièrement sur internet, à l'incontournable Zecharia SITCHIN dont l'altération des facultés mentales semble n'avoir d'égale que les émoluments conséquents que la vente de ses nombreux livres, qui tous se répètent, lui rapportent. Mais « l'historien »⁴⁰⁹ est suivi de près par l'ancienne « *claudette* » du chanteur Claude François, autoproclamé depuis « *fils de Dieu* », le prétendu pourfendeur de complots, l'inusable David ICKE. Dans ces temps de crise, où les occasions de rire se font malheureusement rares, ne boudons pas notre plaisir et le père DUCHESNE ne résiste pas à l'envie de faire part au plus tôt à son lecteur des grandes lignes du terrible complot qui, ayant vu le jour à SUMER, se poursuit encore de nos jours. Ainsi selon ces grands chercheurs, l'humanité doit son origine aux *Annunakis* dont l'apparence de divinités sumériennes est trompeuse car il s'agit en réalité d'extraterrestres de race reptilienne venus sur la terre pendant la préhistoire pour coloniser la Mésopotamie. Experts en génie génétique, les nouveaux arrivants nous ont ainsi créés de toutes pièces, non comme dans le récit biblique avec de la terre, mais de manière bien plus subtile en mêlant leurs propres gènes, d'essence serpentine, avec ceux de notre lointain aïeul l'homo erectus. Comme on pourrait s'interroger sur la raison profonde d'un pareil altruisme, l'« *unique spécialiste qui soit apte à traduire les tablettes babyloniennes* »⁴¹⁰ affirme que le but

⁴⁰⁶ Emblème de la divinité magique ancestrale.

⁴⁰⁷ Région de Babylone.

⁴⁰⁸ Voir en particulier l'ouvrage de l'historien Jean Jacques GLASSNER, professeur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et directeur de recherche au CNRS, « *Les premières civilisations : la Mésopotamie jusqu'au XII^e siècle avant J.-C.* », P.U.F., 1987.

⁴⁰⁹ Et oui, il s'est lui-même autoproclamé comme tel !

⁴¹⁰ Le père DUCHESNE n'invente rien, c'est bien ce qui ressort des nombreux sites internet consacrés à l'inénarrable SITCHIN !

visé est de se constituer, à bon marché, une solide main d'œuvre d'esclaves vouée à l'extraction de « matières premières » destinées à être acheminées chez eux aux fins d'assainir l'atmosphère polluée de leur planète *Nibiru*. On serait peut-être alors enclins à imaginer que leurs vaisseaux sophistiqués ne les conduisent, par delà les espaces intersidéraux, vers une très lointaine galaxie et on se tromperait car la planète *Nibiru* n'est autre...que la douzième planète du système solaire ! Il va sans dire que pareille proximité est propice à une infiltration éhontée de la population terrestre et, bien entendu, tel David Vincent dans la célèbre série américaine des années soixante, nos deux héros s'en vont inlassablement traquer la confrérie occulte *Annunaki* qui, on l'aura vite deviné, dirige notre monde et il relève tout autant de l'évidence que BUSH appartient à la première escouade. Une violente polémique oppose toutefois les deux scientifiques : l'un, ICKE penche pour la nature reptilienne des *Annunakis* d'aujourd'hui mais pas SITCHIN. Il nous tarde tous qu'un nouvel ouvrage, qui ne manquera pas de battre encore des records d'édition, ne viennent enfin lever définitivement le voile sur ce suspense insoutenable...

Cependant à regarder de plus près, ces divagations, résultat apparent d'un quelconque abus éthylique ou usage immodéré de substances prohibées, répondent parfaitement aux exigences du « *debunking* » compris comme l'action visant à jeter le discrédit sur une thèse en la couvrant de ridicule et du coup constituent un élément de plus tendant à accréditer la théorie que défend le père DUCHESNE. En d'autres termes on affuble la réalité gênante d'un masque qui n'abusera que les Margot de la crédulité mais entraînera un haussement d'épaules de la part de l'homme sensé et c'est précisément ce geste qui est attendu. C'est là le but recherché et pas tant l'adhésion des imbéciles qui eux se borneront à aller dépenser le peu d'argent qu'il leur reste à acheter des livres remplis de sottises. Car si l'on réfléchit bien tout est présent dans l'apparent délire de nos deux compères : cette race extraterrestre qui débarque un jour à Sumer, n'est-ce pas là cette engeance des accapareurs qui apparaît et qui perdure toujours même si elle n'arbore que rarement parure de serpent et cette mise en esclavage de l'humanité au service du petit nombre n'est-ce pas ce que dénonce le père DUCHESNE depuis le début de son propos ? Mais dès lors que l'image de Sumer demeurera désormais comme phagocytée par ces sornettes qui se propagent sur internet avec la puissance d'un raz-de-marée dévastateur, l'homme réfléchi, risque bien, une fois de plus, de passer son chemin alors que l'histoire l'appelait à la lumière.

Pour en redire avec le Moyen Age.

Si la thèse du père DUCHESNE est juste, il doit être possible, à chaque époque, d'appliquer la grille de lecture qu'il a précédemment établie, celle-ci devant mettre en évidence les mêmes réalités. C'est la démarche qu'il se propose maintenant d'entreprendre en la limitant toutefois à notre pays, le but de cette deuxième partie de sa réflexion étant de chercher à déterminer la place occupée par le tiers exclus dans l'histoire. Notre pays ayant vu le jour au Moyen Age, c'est donc avec lui qu'il va débiter sa réflexion. Réflexion d'autant plus indispensable que la désinformation coutumière imposée par la propagande de la société des accapareurs tend aujourd'hui à en faire une époque idyllique. La ficelle est certes un peu grosse et l'on ne peut être qu'effaré de voir à quel point le manque le plus élémentaire de discernement semble être devenu la règle dans le message propagandiste contemporain. Là encore pourtant il n'y a pas lieu de s'étonner outre mesure, cette idéalisation contre nature est essentielle pour préserver ce mythe du « toujours plus » dans l'évolution. Cette période, terrible entre toutes pour le bon Peuple, que la tradition historique comme l'inconscient collectif nous ont justement transmise avec toute sa noirceur, montre là encore, si on la compare à la période antique, qu'il y a

bel et bien une régression de l'humanité ce qui ne peut être admis car cela pourrait aboutir à transposer le même processus à la société qui nous environne en mettant ainsi au jour sa vraie nature. Le culte darwinien veille toujours...

La déraison ambiante.

A plusieurs reprises déjà le père DUCHESNE a dénoncé la manipulation des consciences induite par la propagande de la société des accapareurs. Il a cherché à démontrer comment le message médiatique univoque tend à « crétiniser » les esprits afin d'ôter de la vue de chacun la réalité des choses. Il doit convenir que le discours qu'il est désormais de bon ton de colporter concernant le Moyen Age constitue un « must » en la matière. Dans son numéro du 2 juin 2001, le journal « *Le Monde* » constatait le phénomène en ces termes : « *Musées, châteaux et abbayes ressuscitent le temps béni du Moyen Age.* »... « *Cette fascination pour l'époque médiévale peut s'expliquer par la vision idyllique d'une Europe alors soudée, formée de communautés solidaires vivant selon les règles saines et naturelles. Le Moyen Age revisité ne serait ainsi qu'un écran où se projettent les frustrations contemporaines, sans souci de la réalité historique* ». Toutefois à y regarder de plus près, on constate une étrange correspondance entre ce qu'il convient de nommer la « médiévalomania » et la fin de l'enseignement de l'histoire, déjà évoquée par le père DUCHESNE. Le point d'amorce semble être effectivement la publication d'un petit opuscule, prétendument destiné à dénoncer les lieux communs, intitulé « *Pour en finir avec le Moyen Age* »⁴¹¹. Voici que cette période de notre histoire, sombre s'il en est, se trouve soudain parée de toutes les vertus jusqu'à presque avoir émancipé la femme⁴¹² avant que le grand historien Georges DUBY (1919-1996) ne rétablisse les choses dans son magistral ouvrage « *Mâle Moyen Age* »⁴¹³.

Il est vrai, comme le soulignait cet académicien, que la littérature notamment, de Chrétien de Troyes jusqu'à TOLKIEN en passant par les contes de PERRAULT, amène volontiers l'imagination à débarquer sur les rives d'un passé mythique et en ce sens « *Le Moyen Age est un monde merveilleux, c'est notre western, et en cela il répond à la demande croissante d'évasion et d'exotisme de nos contemporains* »⁴¹⁴ mais le mouvement qui a vu le jour, depuis deux décennies environ, procède d'une toute autre logique. Il ne cherche pas à faire rêver mais à tromper, à dénaturer, à biaiser et ceci pour servir toujours la même cause : l'injustice de la société de l'accaparement. On pense alors sans doute que lorsque l'on aura convaincu nos concitoyens que le serf du Moyen Age était parfaitement heureux sous le joug tyrannique de son seigneur, ceux-ci seront d'autant plus dociles à laisser les accapareurs d'aujourd'hui amasser chaque jour davantage, fut-ce au péril de l'économie mondiale... Entendons-nous bien là encore ! Il ne s'agit pas pour le père DUCHESNE de critiquer telle ou telle analyse du passé parce qu'elle aurait le tort de ne pas correspondre exactement à ses vues. Car ce n'est pas le fond des choses qui est critiqué mais la méthode qui relève de la pure propagande et de la manipulation. Prenons un exemple pour s'en convaincre. Voici qu'en 2003, délaissant un temps ses chères têtes couronnées

⁴¹¹ Régine PERNOUD « *Pour en finir avec le Moyen Age* », éditions du SEUIL, collection « *Points Histoire.* », 1979, 158 pages.

⁴¹² Régine PERNOUD « *La femme au temps des cathédrales* », éditions STOCK, 1980.

⁴¹³ Georges DUBY « *Mâle Moyen Age* », éditions FLAMMARION, collection « *Champs* », 1999, 270 pages.

⁴¹⁴ Georges DUBY, extrait d'un Entretien avec Antoine DE GAUDENAR en octobre 1984.

et autre impératrice Zita, le journaliste Jean SEVILLA, du *Figaro Magazine*, publie « *Historiquement correct. Pour en finir avec le passé unique* »⁴¹⁵. Un chef d'œuvre de désinformation ! Prenons, pour nous en persuader, le premier chapitre consacré à la féodalité. Après avoir encensé, on s'en doute, l'ouvrage clé de Régine PERNOUD, voici d'entrée de jeu que Jacques LE GOFF, normalien, spécialiste s'il en est du Moyen Age, ancien membre de l'*École Française de Rome*, directeur d'étude à l'*École des Hautes Études en Sciences Sociales* où il succéda à Fernand BRAUDEL, est immédiatement discrédité, accusé de marxisme et d'avoir, par ses écrits, endoctriné des générations d'historiens. Fort heureusement « *le grand public a ouvert les yeux* » grâce à des émissions de télévision comme « *Chefs-d'œuvre en péril* » ou « *La France défigurée* »⁴¹⁶.

La technique employée nous est devenue familière : on procède par affirmations péremptives et plus le précepte énoncé relève du grotesque, mieux semble assis le raisonnement ! Ainsi, par exemple, il est déclaré sans vergogne : « *Il existe une abondante légende des droits féodaux, sottisier ne reposant sur aucune preuve et aucune source scientifique, comme le rappelle Jacques HEERS* ». Ainsi le droit de cuissage n'a jamais existé ! La preuve, c'est que le serf paye à son seigneur un droit pour se marier. Il ne viendra bien entendu jamais à l'esprit de l'« historien » de dissenter sur l'origine de cette curieuse taxe et se demander, par exemple, si celle-ci ne trouve son origine précisément dans un droit d'abuser de la promesse. Loin de se fonder sur la moindre preuve historique, on se borne à faire appel au prétendu bon sens du lecteur « *Ce chantier est l'œuvre des paysans. Auraient-ils travaillé sous la contrainte, comme des esclaves ? Non. Ils l'ont fait parce qu'ils y trouvaient leur compte, parce que les conditions financières et le statut social qui s'y attachaient justifiaient ce labeur.* » (Ben voyons !). Dans pareille démarche la contradiction ne fait jamais peur : ainsi après avoir souligné que « *Le paysan paie la taille. Certains "à merci", ce qui signifie que cet impôt direct est fixé par le seigneur* », voici que deux lignes plus loin il est affirmé péremptoirement que « *la taille est négociée* », tandis que celui qui semble être la seule référence scientifique de l'auteur, l'ancien instituteur et professeur au *Prytanée Militaire*, aujourd'hui chroniqueur sur *Radio Courtoisie*, ouverte selon le journal *Le Monde*⁴¹⁷ « *de la droite à l'extrême droite* », Jaques HEERS⁴¹⁸ justifie le système fiscal médiéval de la manière très scientifique qui suit : « *La ponction fiscale est de tout gouvernement* », lequel « spécialiste » ne va-t-il pas jusqu'à nous faire pleurer sur le sort des seigneurs dans leur soif de tueries : « *La guerre a plutôt ruiné la noblesse de France, lui infligeant pertes en hommes et en argent, l'obligeant à aliéner ses biens, à s'endetter* » (Pleurons ! Gémissons ! Compatissons !).

On pourrait rire de ces tentatives désespérées pour justifier l'injustifiable en usant et abusant de la mauvaise foi. On est, il est vrai, tenté de s'esclaffer car la désinformation poussée à son extrême devient irrésistiblement comique. On ne saurait céder à cette pulsion cependant car la décence à ses limites et l'humanité sa mémoire. Non ! Tant de souffrances additionnées au fil des siècles par la multitude pour le bien-être de quelques rustres, tant de rictus de mort, tant d'humiliations, tant de sang et de carnage ne prêtent à sourire mais incitent plutôt à pleurer. C'est bien à ce paysan du Moyen Age, à cette écrasante majorité terrienne et à sa souffrance qu'il convient de rendre hommage comme pour exorciser l'inqualifiable révisionnisme.

⁴¹⁵ J. SEVILLA « *Historiquement correct* », éditions Librairie Académique Perrin, 2003.

⁴¹⁶ Le père DUCHESNE, là encore, n'invente rien !

⁴¹⁷ « *Guerre de succession à Radio Courtoisie* », *Le Monde* du 25 janvier 2007.

⁴¹⁸ J. HEERS « *Le Moyen Age, une imposture* », éditions PERRIN, 1992.

L'âge des ténèbres.

François René de CHATEAUBRIAND, vicomte de son état, que l'on ne saurait soupçonner d'être un révolutionnaire avant-gardiste écrivait : « *Le Moyen Age offre un tableau bizarre, qui semble être le produit d'une imagination puissante mais dérégulée.* »⁴¹⁹ et l'immense MICHELET « *La tyrannie du Moyen Age commença par la liberté. Rien ne commence que par elle* »⁴²⁰. On ne saurait mieux dire. Le Moyen Age offre sans doute la meilleure illustration qui soit de la théorie du père DUCHESNE. Avec la disparition de l'empire romain d'Occident, au V^e siècle, voici que les rois barbares vont réitérer cette usurpation du pouvoir et créer la royauté médiévale qui, avec révélateur, prétendait se vouloir élective à son origine mais qui bien entendu, fidèle aux buts que se fixe l'accaparement, ne tarde pas à dégénérer en dynastie, le pouvoir se transmettant dans les faits au sein d'une même famille avec toujours le leurre au frontispice comme cette appellation de roi des Francs (*rex francorum*) qui dure pendant le haut Moyen Age et encore au Moyen Age classique. Toujours encore l'usurpation du magique multimillénaire et cette ridicule cérémonie du sacre, pantomime grotesque à laquelle se prêtent le roi des Wisigoths, celui d'Angleterre ou des francs à partir de 752. Toujours encore cette société ternaire où deux ordres minoritaires tiennent sous leur joug et abusent une écrasante majorité, le souverain médiéval gouverne en étroite collaboration avec le clergé chrétien. Toujours ces éternelles rivalités, tant les auteurs d'un larcin sont toujours prompts à s'entre-déchirer à l'image de cette querelle des investitures qui oppose violemment le pape aux empereurs. Toujours ce mensonge éhonté pour tenter de parer la force brute d'un vernis de grandeur et ces sornettes de l'empereur protecteur de l'Église ou héritier de Rome détenteur d'un prétendu pouvoir universel.

Mais le Peuple, ce Peuple que quelques tristes sires nous présentent aujourd'hui comme baignant dans l'opulence, éperdu de reconnaissance à l'égard de ses seigneurs ? Il souffre en réalité, tout au long de cette sinistre période ! Et comment pourrait-il en être autrement dans une société où une coterie sanguinaire prend tout ? Le père DUCHESNE n'appelle pas au bon sens du lecteur pour que celui-ci rallie ses thèses, il cite des faits et des faits seulement ! Toute l'époque médiévale fut marquée par les famines et la même prière revient toujours comme un leitmotiv « *De la peste, de la famine et de la guerre, délivrez-nous, Seigneur* ». C'est Fernand BRAUDEL qui le dit : « *Des siècles durant, la famine revient avec une telle insistance qu'elle s'incorpore au régime biologique des hommes, elle est une structure de leur vie quotidienne* »⁴²¹, c'est l'historien Pierre BONASSIE (1932-2005) qui le constate : « *Ces famines peuvent être lues comme des « manifestations paroxysmiques d'une sous-alimentation chronique et généralisée* »⁴²². Ce sont les récits de contemporains qui en témoignent. C'est l'évêque et historien, Grégoire de Tours (538-594) qui écrit en 585 : « *il y eut cette année une grave famine dans toute la Gaule... Il y en beaucoup qui, n'ayant pas du tout de farine, mangeaient des herbes*

⁴¹⁹ François René de CHATEAUBRIAND « *Histoire de France. Analyse raisonnée* », Gabriel Roux Libraire-éditeur, Arnaud de Vresse Libraire-éditeur, PARIS, 1857.

⁴²⁰ Jules MICHELET « *Histoire de France* », tome VII Introduction, « *Édition définitive, revue et corrigée* » en 16 tomes qui est intégralement disponible dans les « *Œuvres complètes de J. MICHELET* » sur Gallica, site internet de la Bibliothèque Nationale de France.

⁴²¹ F. BRAUDEL « *Civilisation matérielle et capitalisme* », éditions ARMAND COLIN, 1967, tome 1, page 55.

⁴²² P. BONASSIE « *Les cinquante mots clés de l'histoire médiévale* », éditions Privat, Toulouse, 1981.

et mouraient parce qu'ils enflaient... »⁴²³. Elles s'égrènent ces famines au fil des siècles avec toujours le même cortège d'horreurs. Celle qui a lieu durant les années 941 et 942 est particulièrement redoutable et s'étend à toute l'Europe occidentale mais c'est surtout leur implacable régularité que l'on remarque. Ainsi il y aurait eu une famine anglaise et européenne en 1005, une autre grande famine européenne en 1016, une aussi en 1032-1033 et une autre encore en 1066 comme le soutient Pierre ALEXANDRE⁴²⁴. Et que les propagandistes de l'inadmissible ne viennent insinuer on ne sait quel cercle vertueux vers le progrès car, conformément à la règle qui prévaut dans toute société de l'accaparement, le temps qui passe ne fait qu'empirer les choses. Le XIV^e siècle apparaît même comme une quintessence dans l'horreur. Avec le « *petit âge glaciaire* », dont les historiens du climat fixent le début à 1303, débute le siècle de toutes les misères : à la crise de la cherté provoquée par les mauvaises récoltes s'ajoutent les troubles politiques, la guerre de cent ans qui débute, la désorganisation totale de l'économie due à la peste noire.

En 1315, la récolte est inférieure de moitié à l'année commune et l'on estime que 5 à 10% de la population française est passée de vie à trépas cette année là mais, avec le milieu du siècle, on atteint indubitablement le moment le plus sombre de toute cette vaste période : en cinq ans, de 1347 à 1352 c'est la moitié de la population européenne qui disparaît, soit environ 25 millions de personnes comme l'a très bien démontré l'historien qui est aussi dermatologue, enseignant à l'Université de Paris IV, Bruno HALIOUA dans son ouvrage remarqué sur l'histoire de la médecine⁴²⁵. Cet épisode tragique vient culminer une période déjà durement éprouvée par la pluie qui fut à l'origine de la famine de 1342-1343, le froid et la guerre de cent ans. Ce n'est que vers l'année 1380 que les récoltes ne sont plus déficitaires en grains après des années particulièrement sombres entre des famines liées à une trop forte chaleur comme en 1351 ou en 1360, à un hiver particulièrement rude comme en 1363-1364 ou encore à la pluie et à la désorganisation de l'économie après les ravages de la peste comme en 1369-1370 ou en 1374. Mais le siècle qui suit n'est pas épargné pour autant dans la mesure où on déplore encore une autre grande famine qui ravage tout le nord de la France durant l'année 1408 et les choses ne vont pas en s'améliorant. Ainsi en 1420, comme le rapporte Emmanuel LEROY LADURIE dans son « *Histoire humaine et comparée du climat* », le « *Bourgeois de Paris* », cette œuvre anonyme écrite par un parisien entre 1405 et 1449, notait cette année là : « *Et les pauvres créatures, qui pour leurs maris qui étaient aux champs, ou pour leurs enfants qui mourraient de faim en leurs maisons, quand ils n'en pouvaient avoir pour leur argent ou pour la presse, après cette heure, ouïssez parmi Paris piteuses plaintes, piteuses lamentations, et petits enfants crier: "Je meurs de faim".* »⁴²⁶. Et les années noires s'enchaînent encore : l'an 1432 et sa famine liée tant à un hiver glacial qu'à un été particulièrement humide et le même scénario se produit six ans plus tard aggravé encore par les combats franco-anglais de la guerre de cent ans. Le « *Bourgeois de Paris* » de nouveau écrivait en 1438: « *et trouvait-on tous les jours emmi dans les rues des petits enfants morts que les chiens mangeaient ou les porcs* ». »

⁴²³ Grégoire de Tours « *Histoire des Francs* », livre septième, éditions Belles lettres, collection « *Classiques de l'Histoire* », Paris, 1980.

⁴²⁴ P. ALEXANDRE « *Le climat au Moyen Age* », Paris, EHESS, 1987.

⁴²⁵ B. HALIOUA « *Histoire de la médecine* », MASSON, 2004, 272 pages, « *La grande peste ou peste noire.* » page 103.

⁴²⁶ E. LEROY LADURIE « *Histoire humaine et comparée du climat* », trois tomes à partir de 2003, « *Canicules et glaciers. XIII^e-XVIII^e siècles* », tome 1, éditions FAYARD, 2004.

Et les prétendus bienfaiteurs, les seigneurs et autres nobliaux, tant vantés par SEVILLA ou HEERS, que font-il pendant ces désastres ? Rien ! A l'époque de Louis X le Hutin alors que la famine sévit au plus fort, les politiques d'assistances sont inexistantes de la part de l'État royal qui se borne à envoyer un serviteur intègre au gibet, Enguerrand de MARIGNY et imagine seulement, face à l'impôt qui se tarit pour cause de famine, de monnayer leur liberté aux serfs pour remplir les caisses. Seules les villes et les religieux viendront en aide au Peuple qui souffre. Étonnant tout de même que dans cet univers de bonheur, il se trouve des voix pour ne pas s'extasier devant le caractère particulièrement juste et équilibré de l'impôt, ainsi la « *Complainte des vilains de Versons* » : « *Les paysans doivent faucher les foins. En août, ils font la moisson du blé. Ils ne peuvent prendre leur récolte qu'après que le seigneur a pris sa part. En septembre, ils doivent donner un porc sur huit. En octobre, ils paient l'impôt. Au début de l'hiver ils doivent la corvée. A Pâques, le paysan doit donner des moutons et faire une nouvelle corvée de labour. Il doit aussi couper les arbres. Quand il va au moulin ou au four, il doit payer encore.* ». Le grand historien Georges DUBY s'est particulièrement penché sur le caractère « négocié » de l'impôt : « *En échange de la sécurité qu'il procure, le maître exige... Des manants vigoureux ..., il attend surtout qu'ils contribuent à la défense publique par des travaux manuels, des corvées. Ce sont des paysans qui creusent les fossés, élèvent la motte, coupent et plantent les pieux des palissades. On a calculé que pour édifier un petit fortin, une cinquantaine de manœuvres devaient travailler quarante jours durant.* »⁴²⁷. Quelle cécité à ne pas voir s'étaler le bonheur partout ! Même les évêques de l'époque semblent participer à la désinformation comme Adalbéron de Laon qui écrit vers l'an mil : « *L'autre classe est celle des serfs ; cette malheureuse engeance ne possède rien d'autre qu'au prix de sa peine. Qui pourrait faire le compte... de leurs longues marches, de leurs durs travaux ? Argent, vêtements, nourriture, les serfs fournissent tout à tout le monde : pas un homme libre ne pourrait subsister sans eux.* ». Chacun sait bien sûr que l'on ne se révolte que parce que l'on baigne dans l'opulence. C'est ce qui explique, cette particulière propension du Moyen Âge à plébisciter ce type de manifestation. Toutes les époques sont marquées par la révolte qui semble émaner de toutes les composantes du corps social à l'exception bien sûr des prédateurs : depuis l'insurrection des paysans normands de 997 aux croisades des pastoureaux de 1251 et de 1320 et aux révoltes des Maillotins en 1382, celle de la *Harelle* en Normandie, celle des « *Tuchins* » en Languedoc en passant par le vaste mouvement de la révolution communale : Le Mans dès 1069, Cambrai en 1076, Saint Quentin en 1080, Beauvais en 1099, Mantes, Laon qui après avoir succombé dans le sang en 1114, finit par imposer sa liberté en 1128, Amiens qui paya aussi chèrement sa liberté, etc...⁴²⁸.

⁴²⁷ G. DUBY « *Le Moyen Âge* », premier tome de l'Histoire de France (en cinq volumes), éditions Hachette, PARIS, 1987.

⁴²⁸ Voir en particulier la contribution de André CHEDEVILLE « *Le mouvement communal en France aux XI^e et XII^e siècles, ses éléments constitutifs et ses relations avec le pouvoir royal* » in Robert FAVREAU, Régis RECHE et Yves-Jean RIOU (directeurs) « *Bonnes villes du Poitou et des pays charentais. XII^e-XVIII^e siècles* », actes du colloque tenu à Saint-Jean-d'Angély les 24-25 septembre 1999, publiés par la Société des antiquaires de l'Ouest in « *Mémoires de la Société des antiquaires de l'Ouest et des Musées de Poitiers* », 5^e série, tome VIII, POITIERS, 2002.

L'âge de l'espérance.

Il reste, comme l'écrivait si justement Victor HUGO, qu'« aucune société n'est irrémédiable, aucun Moyen Age n'est définitif. Si épaisse que soit la nuit, on aperçoit toujours une lumière »⁴²⁹ et l'historien. Jacques LE GOFF faisait remarquer que « *Le Moyen Age n'est ni sombre, ni doré...Il faut réintégrer le Moyen Age dans la suite constructive de notre histoire, il faut le réhabiliter* ». Il est vrai que cette période, durant laquelle le Peuple n'a guère été privé de souffrances, porte en elle d'incommensurables trésors et surtout une formidable espérance qui amène à entrevoir encore cette loi qui veut que toute société de l'accaparement porte en germe sa propre autodestruction. Dans un temps où sévissent illégitimement des prédateurs, tout se passe comme si demeurait dans l'inconscient collectif des hommes, le souvenir de l'harmonie sociale première. Alors, malgré la violence, malgré le rapport de force défavorable, malgré le mensonge triomphant, malgré tout, s'organise quand même la résistance du nombre. L'histoire du Moyen Age est exemplaire à cet égard. Elle révèle cette dynamique vertueuse qui porte d'ailleurs en germe tous les bouleversements futurs. Comment s'en étonner ? La spoliation du Peuple, l'oppression par le petit nombre se parent du masque d'un prétendu « deal » qui structurerait le corps social. Mais d'accord réel il n'y en a guère ! Il s'agit d'un contrat léonin dans lequel une partie prend tout et l'autre n'a rien. Alors nécessairement la loi du « toujours plus » conduit à une rupture inéluctable. Quelle meilleure illustration que l'histoire des hommes durant ce Moyen Age !

Les paysans d'abord ! Ces êtres de rien, nouveaux esclaves, bêtes de sommes attachés à la glèbe usurpée par le foutriquet local, semblent garder en mémoire les principes de la démocratie primitive et l'impératif de solidarité sans lequel toute société est vouée au chaos. Ils surent s'organiser collectivement, malgré les contraintes, et on n'a guère de mal à les imaginer fortes. L'esprit de collectivité s'impose alors de lui-même dans les campagnes, comme en témoignent des institutions comme la « vaine pâture », cette limitation du droit de propriété après les moissons, la première coupe d'une prairie ou en cas de jachère, afin de permettre à quiconque d'user librement de la terre tandis que les chaumes et le regain appartiennent à la communauté. Cette pratique permet, même à celui qui ne possède rien, d'élever du bétail. Jusqu'aux temps les plus reculés du Moyen Age, on voit aussi des associations se constituer, entre paroissiens, autour de la chapelle ou de l'église dans le but, d'abord de répartir les charges communes entre tous, puis, très vite, chacun y voit la possibilité d'y exercer collectivement des droits d'usage. C'est bien par ce biais et par par lui seul, n'en déplaise aux propagandistes, que les paysans réussirent, petit à petit, à se constituer un patrimoine foncier, en bois, en pâturages ou en marais. Les biens communaux, dont on constate l'existence jusque dans les plus petits villages, sont apparus à cette époque. L'union aboutit ainsi à modifier le rapport de forces ce qui va rendre possible la négociation. Une communauté de fait est née, que le seigneur aura du mal à reconnaître, mais qu'il sera bien obligé de tolérer. De cette communauté, encore timide, à l'association volontaire la distance n'est pas bien éloignée et le pas sera vite franchi. Au XII^e siècle, au Nord de la France mais aussi en Bourgogne, se forment des syndicats de cultivateurs qui exploitent ensemble une terre indivise. C'est le retour à la société harmonieuse primordiale qui se constate, pas seulement dans les campagnes, mais aussi dans les villes. Le moteur du progrès est alors en marche. Dès les dernières décennies du XI^e siècle, les chartes d'affranchissement ou de « *manumission* » se multiplient. Elles vont abonder au siècle suivant. Les droits les plus archaïques sont mis à mal : la « *mainmorte* », ce privilège du seigneur de s'emparer de la propriété du serf décédé sans héritier

⁴²⁹ Victor HUGO « *Choses vues* », éditions GALLIMARD, 2002, 1700 pages.

direct disparaît, le « *formariage* », cette interdiction faite au serf de se marier hors de la seigneurie est supprimé, de même que la scandaleuse « *taille à volonté* » à laquelle est substituée la « *taille abonnée* », c'est-à-dire l'impôt régulier payé à date fixe. Parfois même la répartition de cette dernière et jusqu'à sa perception, sera l'affaire des seuls villageois, le seigneur se contentant alors de recevoir son rendement en bloc. On voit donc clairement, en dépit des affirmations péremptoires des falsificateurs du passé, que ce n'est guère du sentiment d'humanité des propriétaires de serfs que résulte l'amélioration du sort des plus humbles mais de leur seule lutte. En pratiquant la solidarité, le paysan va aussi rendre son exploitation plus fructueuse, grâce aux économies d'échelle que celle-ci permet. Son aisance s'accroît alors et son affranchissement est rendu possible. Mais le seigneur ne donne rien, il ne fait que vendre de la liberté individuelle, contraint et forcé, comme il vendra bientôt des privilèges économiques au bourgeois et l'autonomie aux communes !

Car le mouvement ne se limite pas aux individus. Voici bientôt que les villages eux-mêmes s'unissent pour former des personnes collectives, comme ces fédérations rurales en Flandre, dans le Poitou, en Bourgogne, dans le Dauphiné ou les vallées pyrénéennes. Dans le pays de LAON, par exemple, quatre villages Bruyères, Chéret, Vorges et Valbon s'unissent, durant l'année 1128, et constituent une commune à l'image de la ville de LAON. La nouvelle entité qui se constitue devient alors une municipalité, qui cesse d'être un sujet du seigneur et, en tant que simple vassale, acquiert ainsi la maîtrise d'elle-même. L'assurance mutuelle est la règle, scellée par serment, tandis que l'administration est confiée à des magistrats élus et la défense à la propre milice de la cité. Le clergé lui-même semble, pour partie du moins, avoir pris conscience de l'illégitimité de l'oppression des seigneurs, dès lors qu'il est à l'origine de nombreuses créations analogues, que l'on nomme « *villes neuves* », « *sauvetés* » ou « *bastides* ». Pour ce faire, celui-ci s'appuie sur cet avantage qui lui était reconnu de fonder des asiles dans lesquels, ceux qui s'y rendaient, jouissaient de l'inviolabilité attachée aux professions de Dieu. Quatre croix suffisent alors à délimiter l'espace sacré et, dans ces créations artificielles, la population affluait, les maisons se bâtissaient comme par enchantement, une bourgeoisie laborieuse naissait qui allait, en retour, être source de grosses perceptions pour les chanoines ou pour les moines. Dès la fin du XI^e siècle, les abbayes de Saint-Denis, de la Sauve-Majeure, de Conques, de Lézat, de Saint Sernin de Toulouse, parsemaient de lieux d'asiles ou de sauvetés leurs terres du Berri, du Bordelais et du Languedoc. Leur organisation nous est bien connue car elle a été méticuleusement décrite dans leurs chartes, ces actes d'émancipation qui en font des *villes franches*. Ainsi, à la Chapelle-Aude, l'espace est déclaré lieu inviolable ce qui signifie que tout habitant, fut-il voleur par le passé ou un serf en fuite, y vivra libre et en sécurité, tout au plus lui demandera-t-on de restituer le bien mal acquis où l'invitera-t-on, pour la forme mais sans contrainte, à retrouver sa servilité d'hier. Chacun jouit pleinement du privilège judiciaire de ne plus dépendre que de la justice du prieur, du privilège financier de ne plus payer d'impôt qu'aux moines comme du privilège militaire de n'avoir plus à prendre les armes si ce n'est seulement pour défendre le prieuré et sa *ville franche*. Parfois, très rarement il est vrai, cette flamme émancipatrice dépasse toutes les espérances. Une alliance de trois cantons, contrôlant la route du col du Saint Gotthard, Uri, Unterwald et Schwytz, qui donnera beaucoup plus tard son nom au pays tout entier, entre en rébellion contre leur suzerain. Cette soif de liberté que l'on retrouvera plus tard, bien plus tard, lors de la bataille de VALMY, rend le miracle possible : à peine 1500 montagnards, à la bataille de Morgarten, le 15 novembre 1315, mettront en déroute l'armée de cinq mille hommes lancée contre eux par le duc Léopold I^{er} d'Autriche, seigneur de Habsbourg. Le Peuple a retrouvé sa puissance et son harmonie primitive, l'usurpateur est défait ! Très tôt les

cantons environnants se rallient, puis les villes de Zurich, Bâle et Berne, la libre *Confédération Helvétique* va naître.

Comme l'a dit le père DUCHESNE, on retrouve dans la société médiévale tous les traits qui caractérisent la société des accapareurs. On identifie sans peine cette minorité qui, par la force d'abord, puis le mensonge usurpe la place qu'elle occupe ce qui lui permet de détourner, à son seul profit, le fruit du travail de tous. On constate toujours la même alliance avec le magique : le clergé, ou du moins une partie de celui-ci, lie son destin avec celui des prédateurs. On ne peut alors que déplorer toujours les mêmes effets : une misère omniprésente, une culture de pacotille, la violence, le mensonge et la faim ! Mais cette société des accapareurs porte aussi en germe sa propre autodestruction, parce qu'elle met toujours en présence une infime minorité avec la force du nombre, avec le poids de la multitude. Ainsi il est aussi un autre clergé que l'on rencontre plus volontiers au sein des abbayes que près des puissants, des authentiques hommes de foi, moins au fait des réalités temporelles qu'imprégnés d'un savoir millénaire. Ce sont ces grands ordres monastiques, dont l'histoire est certes faite de hauts et de bas, de relâchements et de retour à la rigueur de l'idéal, mais qui semblent constituer le vecteur de transmission d'un grand savoir ancestral dans toute sa puissance et sa pureté. C'est bien en effet par ce biais que la tradition de l'antiquité tardive, qui s'exprime notamment par les *Pères du désert*, se transmet avec l'apparition du monachisme en Occident, entre la fin du IV^e et le milieu du VI^e siècles, mouvement qui s'illustre notamment avec les grandes figures de Martin à Tours, Ambroise à Milan et bien sûr Saint Augustin. La *Règle de saint Benoît* est rédigée vers 540 et, jusqu'à la fin du premier millénaire, celle-ci va s'imposer à tous les moines d'Occident. Les grands ordres apparaissent bientôt avec *Cluny* en premier lieu. La rupture avec l'oligarchie prédatrice, et même parfois la condamnation de l'usurpation dont celle-ci s'est rendue coupable, apparaît évidente à qui s'intéresse à ces ordres monastiques. Ainsi dans l'acte créateur que signe à Bourges le fondateur de *Cluny*, le 11 septembre 909, Guillaume Ier d'Aquitaine, dit Le Pieux (841-918), on peut lire : « *Nous avons voulu insérer dans cet acte une clause en vertu de laquelle les moines ici réunis ne seront soumis au joug d'aucune puissance terrestre, pas même la nôtre, ni à celle de nos parents, ni à celle de la majesté royale. Nul prince séculier, aucun comte, aucun évêque, pas même le pontife du siège romain ne pourra s'emparer des biens desdits serviteurs de Dieu, ni en soustraire une partie, ni les diminuer, ni les échanger, ni les donner en bénéfice. Je vous supplie donc, ô saints apôtres et glorieux princes de la terre, Pierre et Paul, et vous, pontife des pontifes, qui trônez sur le siège apostolique, d'exclure de la communion de la sainte Église de Dieu et de la vie éternelle, en vertu de l'autorité canonique et apostolique que vous avez reçue, les voleurs, les envahisseurs et les morceleurs de ces biens que je vous donne joyeusement et spontanément. Soyez les tuteurs et les défenseurs de ce lieu de Cluny et des serviteurs de Dieu qui y demeurent.* »⁴³⁰. L'ordre pourtant paraît, à l'usure, céder à son tour aux vices de l'enrichissement et du pouvoir temporel excessif, malgré la tentative de retour à la pureté initiale amorcée le neuvième abbé, Pierre le Vénérable (1092-1156). De nouveaux ordres apparaissent alors, porteurs eux aussi d'un idéal d'austérité et de pauvreté : *Prémontrés*, la *Chartreuse* et surtout *Cîteaux* avec la grande figure de Bernard de Clairvaux⁴³¹.

⁴³⁰ *Acte de fondation de Cluny*, le 11 septembre 909, par Guillaume d'AQUITAINE, in *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, tome I, A. Bernard, A. Bruel (éditeurs), PARIS, 1876, pages 124-128.

⁴³¹ Voir l'ouvrage de Jacques DUBOIS (1919-1991), moine bénédictin, qui était aussi directeur d'études à l'*École Pratique des Hautes Études* (4^{ème} Section) « *Les ordres monastiques* »,

Ce clergé là, bien différent de celui qui sert de tuteur à la minorité possédante, va accompagner la sublime réalisation de la période et peut-être de tous les temps : la cathédrale gothique, qui fera dire à Victor HUGO : « *Au Moyen Age, le genre humain n'a rien connu d'important qu'il ne l'ait écrit en pierre.* ». On s'étonne volontiers qu'un temps aussi reculé ait pu générer des merveilles pareilles. Mais il n'y a là, rien de surprenant si on admet la véracité de l'hypothèse avancée par le père DUCHESNE. La construction de ces édifications grandioses coïncide très exactement avec le courant d'émancipation des villes. En recouvrant sa liberté et en s'unissant, le Peuple a retrouvé aussi les conditions de l'harmonie sociale. L'enrichissement des villes ne s'est pas fait attendre et ce sont les citadins qui ont, pour l'essentiel, contribué au gigantesque effort financier représenté par la construction des cathédrales, les corporations en particulier qui, plus tard, se rassembleront dans l'édifice pour tenir leurs réunions. Ce mouvement créateur est accompagné étroitement par cette église différente, issue du monachisme, au sein de laquelle un puissant mouvement de rénovation voit le jour avec Saint François d'Assise notamment, qui célèbre l'harmonie du monde et redécouvre le sens du détachement des choses matérielles dans l'Évangile : « *Dans votre ceinture, ne glissez ni pièce d'or ou d'argent, ni pièce de cuivre. En chemin, n'emportez ni besace, ni tunique de rechange, ni sandales, ni bâton* »⁴³² et décide d'épouser celle qu'il appelle « *Dame Pauvreté* ».

C'est une véritable dentelle de pierre qui, à espaces réguliers, va désormais orner la terre d'occident. Pour ne parler que de la France, il s'est construit, aux XIIe et XIIIe siècles, 80 grandes cathédrales gothiques, dont plusieurs sont aujourd'hui inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO, avec, au fur et à mesure du temps qui passe, un impératif de constant dépassement : toujours plus haut, plus grand, plus beau semble être la règle tandis que les nefs deviennent vertigineuses avec les 35 mètres de Notre-Dame de Paris, les 37 mètres de Chartres, les 42 mètres d'Amiens et les 47 mètres de Beauvais. C'est un véritable bouleversement culturel aussi qui intervient. L'historien de l'art français, Henri FOCILLON (1881-1943), a pu, à juste titre, évoquer un humanisme gothique. En se libérant du joug de ses oppresseurs l'homme du Moyen Age retrouve aussi foi en lui : la religion n'est plus objet de soumission mais de sublimation, la thématique du Dieu-juge, visant à faire courber l'échine, cède le pas à celle de l'humanité du Christ. L'évolution de la sculpture est, à cet égard, révélatrice. Rompant avec les stylisations romanes, le sculpteur cherche à traduire la réalité simple, les formes du corps s'imposent désormais dans leur réalisme. Le Moyen Age apparaît ainsi, comme le soulignait Jacques LE GOFF, avec différents aspects antagonistes : son côté sombre ne saurait être nié et rares, sans doute, ont été les périodes de l'histoire où l'oppression de quelques uns sur l'immense majorité aura été aussi prégnante, avec le cortège de malheurs que celle-ci entraîne, mais ces temps offrent aussi l'illustration et la preuve que par la puissance de sa volonté et la force de son union le Peuple peut, tout seul, retrouver le chemin de sa liberté et de son bonheur.

Un terrain de prédilection pour une approche réaliste fantastique.

Comme le firent en leur temps ses maîtres, PAUWELS et BERGIER, dans « *Le matin des magiciens* », le père DUCHESNE se plaît à rêver à son tour que, s'il parvenait un jour à réunir quelque argent, il pourrait, avec d'autres, créer quelque institut ou nouvelle revue « *Planète* » pour approfondir les quelques idées, à peine amorcées, dans la présente réflexion. Il est certain

PARIS, Presses Universitaires de France, collection « *Que sais-je ?* », 2005, 127 pages.

⁴³² Matthieu, 10,9.

alors que le Moyen Age constituerait un terrain de prédilection, un point d'ancrage privilégié à pareils travaux. Cette époque de l'histoire est assurément parmi celles qui recèlent les plus épais mystères et c'est, sans nul doute, pour cette raison qu'elle fascine tant nos contemporains. Pourtant, le père DUCHESNE en est convaincu, si mystère il existe ce n'est pas tant que les choses en elles-mêmes doivent inéluctablement demeurer réfractaires à toute tentative d'explication rationnelle, par on ne sait quelle nature impénétrable qui leur serait intrinsèquement liée, mais uniquement en raison d'une carence de d'analyse. Prenons l'exemple que nous venons d'évoquer de la cathédrale gothique. Il est vrai que celui-ci ne lasse d'intriguer. Chacun s'interroge devant ces merveilles, sans doute la plus belle illustration du génie créateur humain. Du haut de leur majesté, irradiant de magnificence, elles nous interpellent et il est difficile de se souvenir d'un tel appel en provenance d'une œuvre architecturale. On ne saurait certes rester indifférent, en gravissant la colline inspirée de VEZELAY, tandis que se dessine la silhouette gracieuse de la basilique, mais comment décrire le sentiment que l'on éprouve en franchissant le portail du jugement dernier de Notre Dame d'AMIENS ? Si l'on admet la véracité de la thèse proposée par le père DUCHESNE alors il devient possible, non bien sûr d'apporter une réponse à toutes les interrogations que ces merveilles gothiques nous suggèrent, mais peut-être de commencer à comprendre.

En 1926 parut un fascinant ouvrage : « *Le Mystère des Cathédrales* »⁴³³. Nul ne connaît son auteur, nul ne sait qui est FULCANELLI et les légendes les plus folles courent à son égard. Dans « *Le matin des magiciens* », Jacques BERGIER affirmait avoir rencontré un alchimiste, avant guerre, qui pourrait bien être le mystérieux rédacteur de cette oeuvre. Dans celle-ci l'érudit inconnu, qui s'appuie sur une étude approfondie de plusieurs grands sanctuaires comme Notre Dame de Paris, d'Amiens ou de Bourges, discerne dans cette représentation de la *Jérusalem Céleste*, ouverte à tous, qui « *parle à l'âme des plus humbles comme à celle des plus cultivés* », l'expression d'une tradition fort ancienne : « *Sanctuaire de la Tradition, de la Science et de l'Art, la cathédrale gothique ne doit pas être regardée comme un ouvrage uniquement dédié à la gloire du christianisme, mais plutôt comme une vaste concrétion d'idées, de tendances, de foi populaires, un tout parfait auquel on peut se référer sans crainte dès qu'il s'agit de pénétrer la pensée des ancêtres, dans quelque domaine que ce soit : religieux, laïque, philosophique ou social.* ». Ce côté énigmatique de ces édifices grandioses est encore magistralement mis en avant par Georges DUBY qui, dans son ouvrage « *Le temps des cathédrales* »⁴³⁴, révèle encore la cathédrale gothique comme support de la *théologie de la lumière* qu'a popularisé, au treizième siècle, le moine VITELLION et qui veut que la lumière physique, transformée dans le prisme de l'édifice, magnifiée par la nature comme la disposition des vitraux, devient ainsi manifestation divine. Sa vocation magique se trouve ainsi affirmée, en droite ligne avec la parole de

⁴³³ FULCANELLI « *Le mystère des cathédrales et l'interprétation ésotérique des symboles hermétiques du Grand Œuvre.* », préface de Eugène CANSELIET, ouvrage illustré de 36 planches d'après les dessins de Julien CHAMPAGNE, PARIS, Jean Schemit, in-8, 150 pages. Une dernière réédition date de 2002 et a été réalisée par la *Société nouvelle des Editions Pauvert*, PARIS, 250 pages.

⁴³⁴ G. DUBY « *L'Art et la société. Moyen Age – XX^e siècle* » (Réunit : « *L'art cistercien* » ; « *Le temps des cathédrales* » ; « *L'art et la société (980-1420)* » ainsi que des articles, conférences et préfaces), éditions GALLIMARD, 1976 (1^{ère} édition), 2002, 1285 pages.

l'évangéliste Jean : « *Je suis la lumière du monde ; celui qui me suit ne marche point dans les ténèbres, mais il aura la lumière de la vie.* »⁴³⁵.

Troublantes aussi que ces Vierges, dont les représentations tendent à se multiplier avec une multitude de variantes dans les postures et l'expression : assise comme à Sens, debout et déhanchée sur le vitrail de Louviers, couronnée à Laon, triomphante à Senlis, traduisant toujours l'image de la mère aimante et bienveillante. Comment ne pas penser, là encore, au culte primordial de la déesse mère. De manière plus générale, ce fait unique dans l'histoire de l'occident médiéval que représente l'édification de ces merveilles de pierre, se conçoit difficilement. On explique mal en particulier la soudaine apparition de ces bouleversements en matière architecturale et notamment cette croisée d'ogives révolutionnaire, reposant sur le principe de la transformation de la poussée latérale, le poids créant lui même une force qui aboutit à nier sa masse. La voûte en plein cintre et la coupole romane, que l'on continue alors à édifier, écrasent mais l'ogive gothique élève ! On parvient avec peine à comprendre pourquoi d'un Peuple, que l'on présente volontiers comme ignorant et inculte, a pu émerger pareil sanctuaire sorti « *tout armé, de cerveaux qui contenaient un étonnant savoir* » ? L'infatigable voyageur, le journaliste et écrivain Louis CHARPENTIER, dans son passionnant ouvrage « *Les mystères de la cathédrale de Chartres* », réédité plusieurs dizaines de fois depuis sa sortie initiale en 1966⁴³⁶, a formulé d'audacieuses hypothèses qui reposent toutes sur l'idée d'un savoir perdu qui trouverait son expression dans ces merveilles que sont les cathédrales gothiques.

Si l'hypothèse que défend le père DUCHESNE est juste, il faut alors convenir que ce grand mystère laisse place à une explication. En effet, en admettant que toute société, depuis le complot des origines, reste tiraillée entre ces deux extrêmes que sont, d'une part le triomphe des accapareurs et d'autre part le retour à l'harmonie sociale primordiale, on peut aisément en déduire que toute organisation sociale est portée constamment par le mouvement : à chaque fois qu'une minorité de prédateurs croît être parvenue à asseoir sa domination, il se produit alors, un peu comme par un sain réflexe d'autodéfense, une réaction de l'ensemble tendant, à terme, à enclencher un mouvement de balancier, de retour vers la société d'équilibre des premiers temps. Celle-ci, on le sait, repose à la fois sur l'utilisation constante de techniques qui relèvent du magique et sur la consécration de rapports égalitaires entre les membres qui la composent. C'est alors, peut-être, l'amorce de ce retour vers la société primitive qui voit le jour dans cette seconde moitié du Moyen Age avec le temps des cathédrales. De nombreux éléments nous incitent à aller dans ce sens. En se libérant peu à peu de l'emprise des seigneurs, le Peuple renoue avec la prospérité et l'abondance qui est le trait caractéristique du modèle primitif dans lequel ne saurait exister l'accaparement par quelques uns. Ce retour aux sources permet aux masses, de la même manière, de retrouver la pratique collective du magique, ce savoir millénaire que la mémoire des hommes a su conserver, au fil des siècles, en exploitant toutes les ressources du symbole. Cette tradition antique, qui pourrait constituer le dénominateur commun de toutes les religions, ne serait alors finalement qu'une science des choses propre à assurer l'harmonie sociale. C'est aussi de cette manière que l'on pourrait rendre compte de cette grande ferveur que l'on attribue à l'homme dans ce Moyen Age finissant, qui n'a objectivement aucune raison de se montrer plus mystique qu'avant ou qu'après, et comprendre cette foi profonde qui justifie que chacun consente collectivement à un effort d'autant plus conséquent qu'il est accompagné de la

⁴³⁵ Évangile selon saint Jean, VIII, 12.

⁴³⁶ L. CHARPENTIER « *Les mystères de la cathédrale de Chartres* », éditions Robert Laffont, collection « *Énigmes de l'univers* », 1995, 251 pages.

certitude que l'on ne verra pourtant l'issue dès lors que l'édification d'une cathédrale va couvrir plus d'un centenaire. Ce savoir ancestral incommensurable, que plus personne n'évoque de nos jours mais que l'on identifie avec certitude tant les éléments troublants qui nous confortent dans cette voie sont nombreux, semble faire écho au passage biblique, extrait de la Genèse : « *J'ai fait le Monde avec mesure, avec nombre et avec poids* ». Parole sans nul doute sibylline mais qui semble bien exprimer cette idée qu'il existerait une loi physique générale régissant l'ensemble de l'univers. Comment comprendre autrement ce jeu de forces complexe et subtil existant dans cet empilement savant de pierres, si harmonieusement taillées, qui assure à l'ensemble de l'édifice une stabilité générale inégalée encore de nos jours où, à l'inverse des constructions modernes, il continue de défier les tempêtes, les incendies ou les mouvements de terrain et jusqu'aux bombardements ? Pourquoi encore ces confréries de bâtisseurs de cathédrales qui affirment tenir leur savoir-faire, leurs « *traits de portraiture* » du temple de Salomon, comme le montre une enluminure de Jean FOUQUET (1420-1478) ? Pourquoi ces mêmes bâtisseurs prétendent connaître la géométrie sacrée qui leur serait parvenue oralement depuis Euclide ou Pythagore ?

Cette période du Moyen Age que l'on vient de trop rapidement survoler pourrait encore apporter de l'eau au moulin du père DUCHESNE, mais il convient d'avancer dans ce survol historique pour aborder maintenant l'époque qui lui fait suite et qui précède la révolution de 1789, celle que l'on désigne toujours sous le terme d'ancien régime, expression qui fut popularisée par le livre de TOCQUEVILLE « *L'ancien régime et la révolution* ». Elle est continuation, prolongement du Moyen Age car les structures féodales demeurent en place, en théorie jusqu'à la nuit du 3 au 4 août 1789 qui esquissera l'abolition des privilèges, mais elle est aussi autre chose. Une grande mutation est en cours : la société se complexifie et se faisant devient monétarisée. Voici qu'un nouveau moyen de s'enrichir se dessine, bien plus fluide que la terre jusqu'alors seule source de richesse et donc de pouvoir. Voici qu'au sein de cette partie du Peuple qui avait réussi à imposer son émancipation aux féodaux, une nouvelle caste se dessine avec pour seul dessein d'asseoir à son tour sa mainmise sur l'immensité, sur le tiers exclus. Car, bien entendu, toujours demeure la société de l'accaparement. Cet élan, impulsé par une partie du clergé et relayé par un Peuple qui s'émancipe, ce retour vers les origines dont les traces nous sont demeurées dans ces magnifiques dentelles de pierres que sont les cathédrales, seront de courte durée car toujours perdure l'oppression du petit nombre sur la multitude...

Un régime tout à la fois peu et fort ancien.

Une singularité, et non des moindres, de la société de l'accaparement réside dans le fait que chaque membre du corps social est en mesure de se rendre compte, par lui-même, de l'injustice, de l'absurdité et finalement de la dangerosité de la situation d'ensemble sans que pour autant cette perception criante ne puisse s'exprimer collectivement. C'est bien sûr encore le cas aujourd'hui, comme a cherché à le montrer le père DUCHESNE dans la première partie de sa réflexion, mais ce le fut toujours. Comment ne pas citer pour illustrer ce paradoxe, ce merveilleux texte écrit par un jeune homme de dix-huit ans, alors que l'on quitte à peine le Moyen Age, ce merveilleux « *Discours sur la servitude volontaire ou le Contr'un* » du grand ami de MONTAIGNE, Etienne de la BOETIE⁴³⁷. C'est une cinglante remise en cause de la légitimité

⁴³⁷ E. de LA BOETIE « *Discours de la Servitude volontaire.* », PARIS, éditions PAYOT, Collection « *Petite bibliothèque* », 2002 (l'ouvrage inclut deux versions du texte et des études complémentaires).

des gouvernants qualifiés de « *maîtres* » ou de « *tyrans* ». Ce sont les accapareurs, dont parle le père DUCHESNE, que vise ainsi LA BOETIE car, prophétique, il n'établit aucune distinction entre la manière avec laquelle ceux-ci ont usurpé leur pouvoir : violence, succession ou élection ! Devant l'impéritie de leur gouvernement, l'auteur s'interroge sur ce mystère qui veut que le Peuple ne trouve rien à redire. L'habitude y est pour quelque chose dit-il, mais aussi l'idéologie ou la superstition qui ne permettent cependant que d'abuser les ignorants. « *Pourquoi obéit-on ?* », voilà l'interrogation fondamentale car personne ne peut asservir un Peuple si celui-ci ne s'asservit pas d'abord lui-même. La violence, bien qu'étant son apanage, ne peut définir l'État et c'est bien à cause de la légitimité qu'on lui prête, que celui-ci accomplit ses crimes. Il suffit ainsi de le vouloir pour ne plus être esclave : « *Soyez résolus à ne plus servir, et vous voilà libres* ». Comment ne pas être troublé par l'actualité de ces écrits, qui datent pourtant de l'année 1548, dans lesquels un jeune homme explique avec une rare pertinence que si le Peuple obéit c'est qu'il n'a connu la liberté et reste « *accoutumé à la sujétion* » : « *les hommes nés sous le joug puis nourris et élevés dans la servitude, sans regarder plus avant, se contentent de vivre comme ils sont nés et ne pensent point avoir d'autres bien ni d'autres droits que ceux qu'ils ont trouvés ; ils prennent pour leur état de nature l'état de leur naissance* ». Cet état, que ne manqueront pas de stimuler les tyrans en leur donnant « *du pain et des jeux* », prive les citoyens de toute combativité mais la raison profonde de cette servile obéissance est à chercher ailleurs dans le ressort même de toute domination, « *le soutien et fondement de toute tyrannie* » est que tout tyran est soutenu par des hommes fidèles qui lui soumettent tout le corps social « *complices de ses cruautés* ». Mais pour LA BOETIE cette caste dominante est bien moins heureuse et en définitive moins libre que ces « *forçats ou (ses) esclaves* » qu'ils prétendent dominer : « *Est-ce là vivre heureux ? Est-ce même vivre ?* ». Il faut alors espérer en l'existence d'un « *Dieu bon et libéral pour qu'il réserve là-bas tout exprès, pour les tyrans et leurs complices, quelque peine particulière* ».

Mensonge, violence, duperie, voilà bien les moyens que la minorité met en place pour asseoir son œuvre de prédation sur un Peuple étrangement soumis. Le père DUCHESNE ne fait finalement que reprendre les paroles du jeune homme de la Renaissance. La grille de lecture qu'il a proposé pour analyser la société de l'accaparement coïncide de manière toute aussi parfaite avec la période qui sépare le Moyen Age de la révolution. Le principe de duplicité, cette nécessité permanente de duper, de tromper l'ensemble pourrait même, si certaines études conduites aujourd'hui se trouvaient confirmées, avoir atteint, en ces temps, des sommets inégalés. Il n'est pas du tout exclu en effet que, pour mieux asseoir la domination des nobliaux sur le bon Peuple, on ait tout bonnement falsifié l'histoire...

Les falsificateurs de l'histoire.

Le père DUCHESNE a montré comment, pour asseoir leur mainmise sur l'ensemble du corps social, les accapareurs des biens de tous, après avoir usé volontiers de la violence pour établir leur forfait, recourraient alors au mensonge et à l'occultation pour parvenir à inscrire leur crime dans la durée. C'est là une constante que l'on retrouve dans les sociétés où sévit cette engeance. Par ailleurs, nous avons tous acquis, depuis notre prime jeunesse, une vision bien établie du passé. Ainsi notre mémoire fait s'égrener les âges : à l'antiquité succède le Moyen Age qui passe le relais à l'époque moderne qui, avec la révolution française, débouche sur l'ère contemporaine. Nous visualisons, un peu comme par réflexe, l'étendue de cette chronologie, aidés en cela par le pivot que constitue l'ère chrétienne : il y a les années après Jésus Christ que l'on incrémente et celles avant lui qui vont en diminuant. Et si cette vision panoramique de notre

passé était erronée ? Et si, pour l'époque médiévale pour le moins, ce schéma des âges ne correspondait à rien ? Et si ce millénaire s'avérait bien plus court, beaucoup plus court ? « *Hypothèse absurde !* », ne manqueront pas de crier certains. Et pourtant ! Il est plus que probable que l'on doive un jour revoir la chronologie des événements passés afin de distinguer ceux qui relèvent bien de la qualification de fait historique et ceux qui ont été arrangés, maquillés, tronqués voire même inventés !

Si l'on admet la thèse que défend le père DUCHESNE, alors il est très vraisemblable que des accapareurs, sans foi ni loi, n'ont certainement pas été arrêtés par l'idée d'arranger le passé pour mieux asservir les masses. On pourra alors rétorquer qu'il suffit d'égrener les pages de n'importe quel livre d'histoire, de n'importe quelle encyclopédie, pour connaître précisément ce qui s'est passé, les événements qui se sont enchaînés pour former la trame de l'histoire. Justement, certains de ces événements ne sont-ils pas trop beaux ou plus précisément trop caricaturaux pour être vrais ? Ne perdons pas de vue qu'en ces âges que d'aucuns qualifient de sombres, il n'existe pas d'imprimerie, donc de diffusion en masse du savoir. Il n'est d'ailleurs pas interdit de penser que le retard à voir paraître cette invention en Occident est étonnant. En effet, les premiers textes reproduits par *xylographie*⁴³⁸ existaient depuis au moins six siècles en Extrême Orient et les premières impressions typographiques avaient déjà quatre cents ans quand apparut Gutenberg. La première manifestation connue de l'imprimerie remonte en effet au VII^e siècle en Chine. Le célèbre *Sûtra du Diamant*, découvert au début du XX^e siècle par l'explorateur et archéologue britannique Aurel STEIN (1862-1943) dans les grottes de Mogao près de DUNHUANG, est daté de 868. A cette époque la pratique de la *xylographie* s'était déjà étendue à toute la Chine, mais aussi à la Corée et au Japon. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les autorités ont toujours cherché à contrôler le contenu de la production ce qui explique que l'on trouve surtout des calendriers, des prédictions ou des *clefs des songes* et très rarement des œuvres classiques⁴³⁹. On peut comprendre alors une réticence des minorités dominantes du corps social à admettre cette invention et, par conséquent, à maintenir la transmission du savoir par les seuls moines copistes car ainsi, jusqu'à l'« invention » de l'imprimerie au XV^e siècle, il demeurerait plus qu'aisé de falsifier un document, simplement en le recopiant.

L'idée que l'histoire aurait été falsifiée n'est pas née avec certains chercheurs d'aujourd'hui. Loin s'en faut ! Notre historiographie, c'est à dire cette histoire que l'on apprend (...apprenait) à l'école, remonte à la Renaissance et ceux qui l'ont écrite, en compilant les écrits anciens en leur possession, nous sont assez bien connus. Il s'agit en particulier de MACHIAVEL (1469-1527) dont on sait la profondeur du sens moral. C'est aussi, au XVI^e siècle, les SCALIGER, père et fils. C'est encore Francis BACON (1561-1626) en Angleterre ou Denis PETAU (1583-1652) en France. On ne saurait évidemment accuser a priori tous ces authentiques érudits d'avoir voulu tromper leurs contemporains et, il est plus que vraisemblable que leur travail de compilation ait été conduit avec le plus de rigueur possible, mais la bonne foi n'exclut pour autant que des faits erronés ou inexistants aient pu être pris en compte. Il est certain, en tout état de cause, que de vives critiques ont fait leur apparition aussitôt ce travail d'historiographe accompli. L'historien révolutionnaire soviétique Nilolai Alexandrovich MOROZOV (1854-1946) soutient, à cet égard, que, dès le seizième siècle, le professeur DE ARCILLA de l'*Université de*

⁴³⁸ On nomme ainsi l'impression de feuillets entiers à l'aide de planches gravées.

⁴³⁹ Voir l'ouvrage collectif de J.-P. DREGE, M. ISHIGAMI-IAGOLNITZER et M. COHEN « *Le livre et l'imprimerie en Extrême-Orient et en Asie du Sud* », Société des bibliophiles de Guyenne, BORDEAUX, 1986.

Salamanque en Espagne ouvre la voie à cette contestation en déclarant que l'histoire ancienne a été inventée au Moyen Age. Depuis lors des voix, et non des moindres, n'ont cessé de reprendre à leur compte cette affirmation. Le réformateur Jean CALVIN (1509-1564), dans sa critique de l'Église romaine, avait mis en exergue des anachronismes et nombre d'impossibilités matérielles. Le grand savant Isaac NEWTON, à son tour, s'est montré également plus que sceptique. On lui doit d'abord un ouvrage, qui ne sera publié qu'en 1754, soit vingt sept ans après sa mort, intitulé « *An Historical Account of Two Notable Corruptions of Scripture* »⁴⁴⁰ dans lequel il dénonce et démontre que deux passages bibliques⁴⁴¹, au sein desquels on trouve notamment les termes suivants énonçant le principe trinitaire : « *dans le ciel : le Père, la Parole, et le Saint-Esprit ; et ces trois-là sont un* » n'ont jamais existé dans le texte grec original des Écritures et le père de la théorie de l'attraction universelle va jusqu'à dénoncer le faussaire, en l'occurrence le cardinal XIMENES, et jusqu'à la date de son forfait : 1515. Mais on doit également à ce génie, passionné d'histoire, un autre ouvrage, publié en 1728, « *The Chronology of Ancient Kingdoms Amended*. »⁴⁴², dans lequel il remettait en cause notamment la grande antiquité de l'Égypte en se basant sur une méthode scientifique consistant à rétro-calculer les événements astronomiques⁴⁴³, voire d'autres données naturelles mentionnés dans les chroniques. Ce travail le conduisit à resituer certains événements historiques, le résultat étant que le monde apparaissait de trois cents à cinq cents ans plus jeune que ce que les chronologies affirmaient.

En France, c'est le prêtre jésuite Jean HARDOUIN (1646-1729), dont l'érudition est unanimement saluée et à qui l'on doit notamment une nouvelle édition de l'« *Histoire naturelle* » de PLIN L'ANCIEN, qui adopte à son tour une attitude critique à l'égard de l'historiographie officielle. Dans ses deux ouvrages « *Chronologiae ex nummis antiquis restitutae* » (1696) et « *Prolegomena ad censuram veterum scriptorum* », il cherche à démontrer qu'à l'exception des œuvres d'HOMÈRE, d'HÉRODOTE et de CICÉRON, de l'Histoire naturelle de PLIN, des *Géorgiques* de VIRGILE, et des *Satires* et des *Épîtres* d'HORACE, tous les écrits classiques de la Grèce antique et de Rome étaient des faux, fabriqués par des moines du XIII^e siècle, sous la direction d'un certain Severus ARCHONTIUS, ce que rapporte à son tour Denis DIDEROT dans « *l'Encyclopédie* »⁴⁴⁴. HARDOUIN niait également l'authenticité de certaines œuvres d'art et assurait que le Nouveau Testament avait, à l'origine, été écrit en latin. Le jésuite faisait remarquer à ceux qui pensaient impensable une telle entreprise de faussaire, compte tenu de l'importance de la tâche à accomplir, que la masse des écrits de l'Antiquité ne dépassait pas en volume l'ensemble des publications issues des courants de la réforme, du seul seizième siècle. D'autres érudits, issus précisément du courant réformateur, avaient déjà, en leur temps, mis le doigt sur d'autres contre-vérités historiques, ainsi la légende des catacombes romaines, lieu de

⁴⁴⁰ I. NEWTON « *An Historical Account of Two Notable Corruptions of Scripture* », éditeur J. GREEN, 1841.

⁴⁴¹ Jean 5-7 et Timothée 3-16.

⁴⁴² I. NEWTON « *Abrégé de chronologie des anciens royaumes (Traduction de l'anglois de Andrew REID)* », Genève, 1743.

⁴⁴³ Comme les éclipses solaires, par exemple.

⁴⁴⁴ D. DIDEROT « *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* » tome vingtième, 1780, à Berne et à Lausanne chez les Sociétés Typographiques, page 180 (Ouvrage disponible sur internet).

réunion de prédilection des premiers chrétiens⁴⁴⁵ et dénoncé du même coup les peintures qui s'y trouvaient comme étant des œuvres de faussaires du Moyen Age⁴⁴⁶.

La critique de l'historiographie officielle n'a guère cessé avec l'écoulement des décennies et des siècles. Bien au contraire, elle s'est amplifiée ! Sans chercher à être exhaustif, le père DUCHESNE se bornera à citer les travaux les plus significatifs. En France, le cas de Polydore HOCHART (1831-1916) est à cet égard intéressant. Cet agrégé de l'enseignement est l'auteur de plusieurs ouvrages dont l'un sur l'authenticité des annales et des histoires de TACITE⁴⁴⁷ où, là encore, il s'agit d'un travail fouillé et argumenté avec identification du faussaire, en l'espèce Gian Francesco Poggio BRACCIOLINI, dit en français LE POGGE (1380-1459), un écrivain et homme politique, chancelier de la République de Florence de 1453 à 1458. A la même époque en Angleterre, un autre professeur de littérature classique Edwin JOHNSON (1842-1901), dans deux ouvrages remarquables « *Les Épîtres de Saint Paul* » et « *L'essor de la culture anglaise* »⁴⁴⁸ parvient à des conclusions plus radicales encore : la totalité de la période entre 700 et 1400 n'a jamais existé et n'est due qu'à l'imagination d'écrivains chrétiens, pour l'essentiel des moines bénédictins, qui auraient ainsi rédigé cette histoire fictive au XV^e siècle⁴⁴⁹. A la même époque en Suisse, le linguiste et philologue Robert BALDAUF, auteur d'un magistral ouvrage « *Histoire et critique* »⁴⁵⁰, après avoir étudié le style des écrits de Jules CESAR en arrivait à la conclusion que ceux-ci ne pouvaient dater que de la Renaissance, de la même manière de nombreux textes illustres comme la Bible relevait d'une rédaction récente en latin. C'est à la suite d'une étude approfondie des archives de la célèbre abbaye bénédictine de Saint GALLEN, qui abrite l'une des plus anciennes et certainement la plus riche bibliothèque médiévale en langue allemande⁴⁵¹, qu'il parvint à ces conclusions. Il est l'auteur de la célèbre formule « *les romains et les grecs ont été des humanistes italiens* ».

Le vingtième siècle n'est pas en reste de chercheurs peu orthodoxes car, il va sans dire qu'à l'instar des scientifiques qui avaient osé s'aventurer hors des sentiers bien balisés du positivisme darwinien, ces historiens ont encouru toutes les foudres de la société de l'injustice. Ainsi en est-il de Wilhelm KAMMEIER (1889-1959) qui, poursuivant les travaux précédemment mentionnés, devait aboutir à un imposant ouvrage achevé en 1926. A l'issue du second conflit mondial, il poursuivit ses travaux qui aboutirent, en 1956, à la pierre angulaire de son œuvre :

⁴⁴⁵ Ce qu'a démenti notamment l'ouvrage posthume d'Ant BOSIO « *Roma subterranea navissima* », 1651.

⁴⁴⁶ Ce qui fut établi à de nombreuses reprises. Voir en particulier G. BURNETT « *Letters (from) Switzerland* », Rotterdam, 1686 (Ouvrage qui fit l'objet d'au moins cinq éditions en quarante ans) ; F.-M. MISSON « *Nouveau Voyage d'Italie* », LA HAYE, 1691 ; P. ZORN « *Dissertatio historico-theologica de catacumbis* », LEIPZIG, 1703.

⁴⁴⁷ P. HACHART « *De l'authenticité des Annales et des Histoires de TACITE* », éditions Ernest Thorin. 1890 ; « *Nouvelles Considérations au sujet des Annales et des Histoires de Tacite* », 1894.

⁴⁴⁸ E. JOHNSON « *The Pauline Epistle: Re-studied and Explained* » (1894). London . Watts & Co .17, Johnson's Court. Fleet St. et « *The Rise of English Culture* ».

⁴⁴⁹ Voir en particulier l'ouvrage, malheureusement non traduit en français, de Uwe TOPPER « *Edwin Johnson, ein radikaler Verfechter der Chronologiekritik* », Efodon Synesis, n° 6, 2001.

⁴⁵⁰ R. BALDAUF « *Historie und Kritik (einige kritische Bemerkungen) - IV : Das Altertum (Römer und Griechen)* », C. Metrik und Prosa, Bâle, 1902.

⁴⁵¹ 160 000 ouvrages dont 2100 œuvres des copistes.

« *La falsification de l'histoire de l'Église chrétienne primitive* ». Enseignant, il fut alors sévèrement réprimandé par les autorités est-allemandes et devait mourir, quelque temps plus tard, dans la misère. Toute son œuvre fit l'objet d'une interdiction générale et ne fut publiée qu'après sa mort⁴⁵². Il est vrai que le travail entrepris par ce chercheur qui, parmi tant d'autres méconnus, a sacrifié sa vie et son bonheur à la science pour ne recueillir que l'opprobre et la persécution, a de quoi bouleverser profondément nos idées reçues. Après être parti du constat que l'antiquité gréco-latine était un peu trop « *portée aux nues* » par la Renaissance avec dans le même temps un abaissement systématique de la culture des Celtes ou des Germains, cet auteur parvenait aussi à la conclusion que la période de la Renaissance a vu se mettre en place une vaste opération de falsification, à l'échelle européenne, conduite, de toute évidence, sous l'égide du Vatican. C'est l'idée de « *grande action* »⁴⁵³ pour traduire une volonté générale de falsification qui apparaît au quinzième siècle. Or une telle entreprise pour être crédible ne saurait se limiter à une nation où, isolée, elle perdait toute efficacité.

C'est donc, selon toute vraisemblance, au niveau supra-étatique que l'opération de falsification du passé a été conduite, ce qui laisse entrevoir un rôle prépondérant joué par cette partie du clergé catholique qui vouait une fidélité indéfectible à l'égard des seigneurs avec, vraisemblablement, comme coordonnateur le Vatican. Se pose alors la grande question du pourquoi et, là encore, la thèse que propose le père DUCHESNE peut apporter un commencement d'explication. On a vu comment, par l'action collective notamment, le Peuple du Moyen Age est parvenu progressivement et partiellement à s'affranchir de l'oppression des seigneurs, les accapareurs de ce temps usurpateurs de leur terre, et de quelle manière s'est alors amorcé naturellement un retour vers la société égalitaire primitive comme en témoigne cette exploitation collective du magique, illustrée dans ces représentations de la « *Jérusalem céleste* » où chacun, quel que soit son rang, est amené à participer à un rite qui renvoie au vaste savoir millénaire qui est celui de la tradition. Comment penser alors que les oppresseurs, encore puissants, soient restés inactifs alors que leurs privilèges iniques tendaient à s'étioler ? Il y a tout lieu au contraire d'imaginer, qu'avec leurs complices, le clergé renégat totalement à leur service, ils aient cherché, par tous les moyens, à contrecarrer le mouvement d'émancipation, le retour vers l'harmonie primordiale. Les procédés utilisés sont ceux qui ont toujours accompagnés l'avènement des accapareurs. La violence et la terreur en premier lieu, et ce n'est sans doute pas un hasard qu'apparaissent, avec le mouvement d'émancipation, la lutte contre les hérésies, cathares, vaudoises notamment, cette dernière annonçant déjà la réforme. La volonté d'imposer par la terreur les usurpateurs est alors évidente aux yeux du père DUCHESNE. Le célèbre *Manuel des Inquisiteurs (Directorium Inquisitorum)*, rédigé en latin par l'inquisiteur Nicolas EYMERICH, en 1376, complété, en 1578, par le juriste Francisco PENA, est très explicite à cet égard : « *la finalité première du procès et de la condamnation à mort n'est pas de sauver l'âme de l'accusé, mais de procurer le bien public et de terroriser le peuple. Or le bien public doit être placé bien plus haut que toute considération charitable pour le bien d'un individu.* »⁴⁵⁴. On sait également que la mainmise des oppresseurs ne peut durer par la seule force, par nature contingente, aussi convient-il avant tout d'abuser les esprits. C'est là, sans nul doute, l'objet de

⁴⁵² W. KAMMEIER « *Die Fälschung der Geschichte des Urchristentums* », Verl. f. ganzheitl. Forsch. u. Kult., Roland Bohliger, Wolfenbüttel/Husum, 1982.

⁴⁵³ « *Große Aktion* » qui sera également développée par Uwe TOPPER.

⁴⁵⁴ N. EYMERICH, Francisco PENA « *Manuel des inquisiteurs* » (avec une introduction et la traduction de Louis SALA-MOLINS), éditions ALBIN MICHEL, PARIS, 2002.

cette vaste falsification, qui ne consiste pas seulement à créer des faux, mais aussi à détruire les originaux. L'instauration d'une longue chronologie fictive, peuplée de personnages que l'on parera de toutes les vertus et que l'on présentera, bien entendu, comme étant à l'origine de toutes les lignées nobiliaires, ne présente alors que des avantages. On cherchera, par ailleurs, à forger un dogme qui, prêchant la soumission, s'éloignera du savoir et de la tradition. Il est de bon ton aujourd'hui, lorsque l'on évoque le Moyen Âge, de gloser sur la foi profonde de l'ensemble du corps social et son attachement viscéral au culte catholique. Comment alors les thuriféraires de cette thèse à la mode expliquent cette profusion, cette omniprésence même, de symboles ésotériques, astrologiques, alchimiques à chaque recoin de la cathédrale gothique ? Cette falsification d'envergure, dénoncée à toutes les époques est à l'origine d'un important courant de chercheurs, situés notamment à l'Est de l'Europe, dont curieusement, mais faut-il s'en étonner, nul ne parle en France.

« *Qui contrôle le passé contrôle le futur. Qui contrôle le présent contrôle le passé. Qui contrôle le présent maintenant ?* ». Georges ORWELL (« 1984 »).

Nicolai MOROZOV (1854-1946) a été, au vingtième siècle, avec Wilhelm KAMMEIER, le grand précurseur des révisions chronologiques. Il est à l'origine de méthodes que reprendront ses successeurs au tournant du millénaire. L'une de celle-ci consiste, à partir d'une étude exégétique de la Bible, à identifier dans le récit des événements astronomiques, pour ensuite les confronter avec ce que cette science nous apprend des mouvements des astres. En procédant de la sorte cet auteur est parvenu à mettre en évidence de nombreuses anomalies : les phénomènes rapportés ne pouvant nullement s'insérer dans la chronologie traditionnellement admise. En revanche, si l'on ôte à celle-ci plusieurs siècles, le récit reprend soudain toute sa cohérence. MOROZOV affirmait ainsi que l'« *Apocalypse* » de Saint JEAN avait été vraisemblablement rédigée aux alentours du troisième siècle de notre ère, c'est-à-dire bien plus tard que l'époque où l'on situe habituellement la pensée de « *l'Aigle de Patmos* ». Ce furent les débuts de la méthode, dite « statistique », qu'ont popularisée les chercheurs du groupe moscovite de la « *Nouvelle Chronologie* », dont le chef de file est le professeur Anatoli FOMENKO, membre de l'Académie des Sciences de Russie, titulaire de la chaire de géométrie différentielle et des applications de la faculté mécano-mathématique de l'Université de Moscou, dont les thèses ont connu un retentissement international, ce qui a d'ailleurs amené cet universitaire à publier le compte rendu de ses travaux en langue anglaise⁴⁵⁵. Ce mathématicien de renom, lauréat du prix d'Etat de la Fédération de Russie de 1996, préconise une remise en cause générale de la chronologie traditionnelle jusqu'au XV^e siècle, qu'il nomme « *scaligérienne* », par référence au principal créateur de l'historiographie de la Renaissance Joseph SCALIGER⁴⁵⁶. FOMENKO, qui a développé ses travaux à partir des années 1980, fait sienne la méthode astronomique de MOROZOV. Ainsi en analysant le traité de l'*Almageste* de Claudius PTOLEMÉE, que l'on attribue couramment au deuxième siècle de notre ère, il constate qu'un paramètre de l'accélération lunaire ne pouvait coïncider avec l'ancienneté du manuscrit, alors qu'en situant la rédaction de l'ouvrage dans la période qui court de l'an 600 à l'an 1300, l'anomalie disparaissait. Pareilles conclusions peuvent être obtenues en se référant à d'autres phénomènes astronomiques

⁴⁵⁵ Voir en particulier A. FOMENKO « *History : fiction or Science ?* », éditions MITHEC, 2004, 624 pages.

⁴⁵⁶ Auteur notamment du « *De emendatione temporum* », publié à Paris en 1583.

comme les éclipses solaires. FOMENKO est également à l'origine d'une autre découverte, de nature à mettre davantage en lumière les techniques mises en œuvre par les faussaires du passé. En s'appuyant sur les travaux des siècles précédents, que le père DUCHESNE a déjà mentionné et notamment ceux de NEWTON et de MOROZOV, le chercheur moscovite a constaté que des séries d'événements du passé se succédaient avec une étrange régularité. Ainsi, par exemple, une suite, constituée d'une lignée de monarques avec chacun un règne de durée différente, se retrouve avec une implacable régularité, à quelques siècles d'intervalle, ce qui incite à penser à une sorte de « ré-utilisation » de la trame historique. L'époque charnière entre mérovingiens et carolingiens, c'est-à-dire les 7^{ème} et 8^{ème} siècles, permet d'illustrer cette découverte. Ce temps coïncide étonnamment avec le 3^{ème} Empire romain des 3^{ème} et 4^{ème} siècles, d'autre part FOMENKO, rejoignant d'ailleurs sur ce point le courant « récentiste » allemand avec notamment Christian BLOSS et Hans-Ulrich NIEMITZ, est aussi à l'origine d'une sévère critiques de méthodes couramment employées en archéologie, comme le *radiocarbone*⁴⁵⁷ ou la *dendrochronologie*⁴⁵⁸ qui, dès lors qu'elles sont « pré-calibrées » sur une chronologie présumée, ne peuvent que conduire à des contre vérités. La « *carte chronologique globale* », que cherchent à établir FOMENKO et d'autres scientifiques de Moscou, comme le mathématicien, spécialiste du calcul des probabilités, Gleb Vladimirovich NOSOVSKY, à partir d'un traitement statistique des données historiques et en prenant en compte la présence des « *doublets* » ou répétitions de l'histoire, conduit à considérer que la chronologie habituellement employée est « *quatre fois plus longue* » qu'elle ne devrait l'être !

En Russie, l'école de FOMENKO a inspiré d'autres travaux, complémentaires des précédents. Une des contributions majeures à cet égard est constituée par l'ouvrage de Igor DAVIDENKO et Jaroslav KESLER⁴⁵⁹ qu'a préfacé l'ancien champion d'échecs Gary KASPAROV. L'intérêt principal de cette étude est de rechercher à conforter la critique de la chronologie traditionnelle en se référant à de multiples domaines comme l'architecture, l'art, la métallurgie ou encore la linguistique. Après la Russie le pays qui contribue le plus aujourd'hui à alimenter l'école « récentiste » est l'Allemagne. Depuis les années 1980 en effet s'y est développé un courant de chercheurs dont certains d'ailleurs se réclament de FOMENKO. C'est le cas du mathématicien Eugen GABOWITSCH, estonien d'origine, ou encore Alexander BEIERBACH. Parmi ces chercheurs figurent également l'écrivain et historien Uwe TOPPER, auteur de l'expression « *Die Grösse Aktion* » pour désigner la vaste opération de réécriture de l'histoire de la fin du Moyen Age⁴⁶⁰, les universitaires Heribert ILLIG et Hans-Ulrich NIEMITZ, qui sont à l'origine de la théorie dite « *des siècles fantômes* », Gunnar HEINSOHN professeur et sociologue à l'Université de Brème, en Allemagne, qui a publié en 1988 un livre polémique « *Die Sumerer gab es nicht* » (« *Les Sumériens n'ont pas existé.* »), Horst FRIEDRICH, auteur, quant à lui, d'une théorie sur le rôle des catastrophes naturelles dans l'évolution de l'humanité qui reprend les thèses du psychiatre new-yorkais, Immanuel VELIKOVSKY (1895-1979)⁴⁶¹, et la liste

⁴⁵⁷ C'est la fameuse méthode du « carbone 14 » ou C 14.

⁴⁵⁸ Etude de la succession des anneaux dans un tronc d'arbre.

⁴⁵⁹ I. DAVIDENKO et al. « *Livre de Civilisation* », Ecopress, MOSCOU, 2001.

⁴⁶⁰ Uwe TOPPER « *Die "Große Aktion". Europas erfundene Geschichte* », éditions GRABERT, 1998, Tübingen.

⁴⁶¹ Horst FRIEDRICH « *Erdkatastrophen und Menschheitsentwicklung. Unser katastrophisches Ur-Trauma* » (« *Catastrophes terrestres et développement de l'humanité* »), Efidon Me-1, Hohenspeißenberg, 1998.

est loin d'être exhaustive. Parmi ces travaux certains conduisent à remettre en cause des certitudes que l'on croyait pourtant bien ancrées depuis notre plus tendre enfance. Ainsi en est-il de la « *théorie des siècles fantômes* ». Heribert ILLIG, auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'antiquité et le Moyen, est parvenu à la conclusion qu'il y avait trois siècles de trop dans l'histoire du Moyen Age, très précisément la période comprise entre l'an 614 et l'an 911. ILLIG s'est notamment fondé sur un apparent hiatus dans l'évolution archéologique : on passe ainsi, sans transition, de la typique réalisation architecturale romaine à celle de la lignée germanique des OTHON. Cette période, couvrant l'époque de Charlemagne et le début de la dynastie carolingienne, qui s'avère par ailleurs extrêmement pauvre en documentation, conduit ILLIG à conclure que cette figure bien connue de l'histoire n'est qu'une légende⁴⁶².

Tous ces chercheurs qui ne prétendent pas réécrire l'histoire à leur manière mais simplement avancer des arguments scientifiques de nature à ébranler des convictions, trop vite établies, et qui tendent à s'imposer comme un dogme. Toutes ces théories reposent sur des constatations irréfutables. Ainsi Heribert ILLIG et Hans-Ulrich NIEMITZ, pour étayer leur thèse de l'inexistence historique de Charlemagne se sont intéressés à la *Pfalzkapelle* (*Chapelle Palatine*) d'AIX-LA-CHAPELLE. Celle-ci est sensée avoir été commencée vers 792, consacrée en 804 et achevée en 805. Cependant il suffit de regarder l'édifice pour constater qu'il constitue un anachronisme : les techniques employées, notamment dans la construction des dômes et des coupes, s'apparentent étrangement à celles qui seront utilisées bien plus tard au point que l'on est conduit à considérer que la *Pfalzkapelle* avait deux à trois cents ans d'avance sur son époque. En outre il n'apparaît nullement que ce « chef d'oeuvre » d'architecture ait servi de modèle à d'autres monuments de style roman des environs, pourtant construits plus tardivement, ce qui fait dire à ILLIG : « *c'est un "bloc erratique" dans l'histoire des réalisations architecturales en Occident* ». En revanche si l'on admet que cette construction se situe pendant le grand mouvement de l'art Roman, c'est à dire la seconde moitié du onzième siècle, en même temps que l'édification de la cathédrale de SPIRE toute proche, toute incohérence disparaît.

Curieusement, alors que ces chercheurs « récentistes » ne demandent aux historiens, comme le fait FOMENKO, qu'une défense détaillée de la « *chronologie scaligerienne* », ces travaux n'ont suscité que des réactions purement émotionnelles, ne portant qu'exceptionnellement et sporadiquement sur la « méthode » suivie, qui se résument le plus souvent à des remarques dérisoires au mieux, à des attaques personnelles, des insultes ou des accusations gratuites parmi lesquelles celles de « fasciste » ou « révisionniste » figurent en bonne place. En France la situation est encore plus caricaturale dans la mesure où prévaut carrément la règle de la censure ! On ne trouve nulle part trace des « récentistes » ! Les livres de FOMENKO, de TOPPER, d'ILLIG peuvent battre des records d'édition dans toutes les nations du monde, dans notre pays, ils figurent toujours à l'index ! François de SARRE, dont le père DUCHESNE a déjà parlé, qui est un des plus ardents défenseurs de la théorie de la bipédie initiale, est le seul en France, semble-t-il, à avoir levé le voile sur ces recherches et proposé, à son tour une réflexion personnelle, extrêmement documentée, audacieuse et passionnante sur le site internet du *Centre d'Etude et de Recherche sur la Bipédie Initiale*⁴⁶³.

⁴⁶² H. ILLIG « *Hat Karl der Grosse je gelebt ?* » (« *Charlemagne a-t-il bien existé ?* »), Mantis, Gräfelting, 1994.

⁴⁶³ Voir F. de SARRE « *Où est donc passé le Moyen Age ? L'invention de l'ère chrétienne* », site web du CERBI.

Ce mutisme, là encore, ne saurait surprendre ! Ces multiples travaux, entrepris depuis des siècles, qui n'ont, sans doute, jamais atteint l'ampleur qu'ils ont aujourd'hui, en dépit des noms illustres qui les ont accompagnés dans le passé, tendent à apporter une preuve supplémentaire du vaste complot que dénonce le père DUCHESNE. Pourquoi donc falsifier le passé sinon pour tenter désespérément de donner à une usurpation inique un vernis de légitimité en la prétendant installée depuis les temps immémoriaux et justifiée par des ancêtres mythiques ? Les accapareurs, qui ont fait main basse sur notre société, savent pertinemment que si la lumière était faite sur le passé, si la manœuvre éhontée de ceux qui hier occupaient leur place était universellement dénoncée, un voile risquerait de se lever sur un vaste pan de l'histoire et la réalité, ainsi mise à nu, risquerait d'éclairer le présent sous un jour nouveau. Car il faut bien l'admettre, il est un paradoxe bien singulier : d'un côté des travaux scientifiques aboutis et fouillés, reposant sur des données fiables et une déjà longue tradition historique, de l'autre une croyance aveugle en un récit du passé qui n'est étayé par rien ou si peu ! Qu'on ne s'étonne guère alors que la propagande officielle, sans craindre la déraison, ne manque pas une occasion d'affirmer l'intangibilité du passé de SCALIGER. Ainsi le magazine « *Sciences et Avenir* »⁴⁶⁴, en avril 2005, évoquait une découverte faite par une équipe d'archéologues italiens, sous la conduite du professeur CARANDINI de l'Université La Sapienza à ROME. Il s'agit de vestiges d'un édifice datant du milieu du 8ème siècle avant J.-C, sur le mont Palatin, pour lesquels l'auteur de l'article n'a le moindre scrupule à évoquer le « *palais de Romulus et Remus* », tandis que le responsable de l'expédition se laisse aller à l'analyse suivante : « *Ces restes pourraient permettre de dater la fondation de Rome, et indiquer par là même que la légende selon laquelle la ville serait née en 753 av. J.-C., est véridique.* ». Il va sans dire qu'avec ce genre de « découvertes » on aura tôt fait de conforter la *chronologie scaligerienne* !

La permanence du magique.

Les travaux des historiens « récentistes », dont on a vu qu'ils ont été précédés d'incessantes études depuis la Renaissance, permettent d'étayer la théorie qu'avance le père DUCHESNE. Celui-ci, rappelons-le, défend l'idée d'une rupture dans le déroulement de l'histoire de l'homme : l'apparition de la société des accapareurs, qui entraîne l'humanité toute entière sur la voie du déclin. Au sein du corps social, demeure toutefois une tendance profonde au retour vers l'harmonie des origines, de sorte que chaque société des hommes est, depuis l'âge historique, tiraillée sans cesse entre deux extrêmes sans toutefois parvenir à instaurer définitivement l'un des deux modèles : celui de l'harmonie primitive ou celui de la dictature d'une minorité. Il semble même qu'un mouvement de balancier se mette inexorablement en place pour contrecarrer immédiatement une tendance trop affirmée. Le Moyen Age illustre parfaitement ce phénomène. Né dans la plus vile domination du petit nombre sur la multitude, il a, petit à petit, évolué. Le Peuple a su retrouver la voie de son union et aussi de sa force. Il a pu alors imposer progressivement ses vues, améliorer son sort, s'enrichir même, au sein de ses villes qui se sont émancipées et retrouver ainsi la voie de l'harmonie des premiers temps. De ce mouvement sont nées les plus belles réalisations connues du génie humain : les cathédrales. Or de toute évidence, les choses changent brusquement. Le mouvement d'émancipation est interrompu et il faudra encore plusieurs siècles avant d'aboutir à la révolution française. Comment comprendre cette rupture sinon par une réaction des accapareurs et de ceux qui alors leur faisaient

⁴⁶⁴ « *Sciences et avenir* », numéro d'avril 2005, page 19.

office de valets serviles, les représentants les plus en vue du clergé. Profitant peut-être de cataclysmes, comme le furent la pandémie de la peste noire ou les ravages de la guerre de cent ans, allant peut-être jusqu'à volontairement les provoquer, tant tout est à redouter de cette engeance prédatrice, il apparaît certain en revanche que sa volonté d'asseoir à nouveau sa mainmise sur l'immense majorité du Peuple a emprunté la voie de la terreur. Le temps des hérésies semble marquer le début de cette volonté de reconquête.

On a du mal aujourd'hui à bien comprendre le catharisme. Comment un tel mouvement a pu se développer si vite ? Au milieu du XII^e siècle, les Églises cathares couvrent déjà tout le sud du pays : Albi, Toulouse, Carcassonne, Val d'Aran puis, au treizième siècle, naissent l'Eglise d'Agén et du Razès. C'est comme un raz-de-marée qui déferle sur l'Europe occidentale. Le phénomène est d'autant plus marquant qu'il apparaît bien singulier. En effet d'autres mouvements hérétiques ont déjà vu le jour en Europe à partir de l'an mil : manichéens, origénistes, publicains, tisserands, patarins, piphles... Aucun n'a su s'inscrire dans la durée à la différence des cathares. Or cet essor correspond au mouvement d'émancipation déjà évoqué, à ce retour vers l'harmonie primitive qu'a déjà décrit le père DUCHESNE. Comment alors ne pas faire le rapprochement ? Le catharisme semble bien être l'expression même de cet élan de liberté qui s'impose alors. Pour s'en convaincre il suffit de se référer aux préceptes de cette religion nouvelle, qui semble bien porter dans ses croyances les plus intimes, tous les traits de la société harmonieuse des origines. Ainsi les cathares recherchent le sens originel des Écritures, en privilégiant leur dimension ésotérique, d'où leur préférence pour l'Évangile de Saint Jean et l'attrait qu'ils manifestent à l'égard du gnosticisme ou du manichéisme. Ils croient en effet en l'existence d'une dualité fondamentale : un Dieu harmonie de qui tout émane et le principe mauvais, qui cherche à contrecarrer la force divine par une création imparfaite et, par nature, périssable. Au plan de la vie sociale, ils honorent le travail manuel qui leur permet de s'enrichir collectivement, car leur idéal reste communautaire à l'image de ces « *maisons de parfaits* » que l'on voit apparaître dans toutes les villes du sud. On comprend mieux alors ce déchaînement de violence contre eux, ces tueries sans distinction comme en témoigne le remarquable travail de l'historien Jacques BERLIOZ, actuel directeur de l'École Nationale des Chartes : « *Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens !* »⁴⁶⁵, et il est symptomatique que, pour l'Église, la dissidence cathare, qui pourtant repose toute entière sur la pensée chrétienne, représente un mal bien plus grand que les infidèles, juifs ou musulmans !

On retrouve donc toujours, dans ce Moyen Age finissant, ces mêmes moyens que n'ont cessé d'utiliser les accapareurs pour imposer leur suprématie. La violence tout d'abord, qu'illustre parfaitement cette sanguinaire croisade, sur le sol même de la chrétienté, qui va durer vingt ans ! Déchaînée en 1209, par le pape Innocent III, elle imposera un régime de terreur qui se poursuivra tout le long du siècle, s'appuyant, à partir de 1233, sur la sinistre *Inquisition* qui est alors créée pour traquer la « *dépravation hérétique* ». Cette vaste opération mensongère, dont le père DUCHESNE a précédemment dressé les contours, se met en place ensuite, toute faite de tromperie et de falsification des siècles passés, afin de servir le mythe du bon accapareur. Mais il est aussi toujours, on le sait, dans les traits caractéristiques du complot des origines, un détournement du magique de la tradition ancestrale qui se manifeste de deux manières. Il est d'abord fait interdiction à la collectivité d'user de ces forces subtiles que mettait en œuvre la

⁴⁶⁵ J. BERLIOZ « *"Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens", la croisade contre les Albigeois vue par Césaire de Heisterbach.* », Loubatières, Portet-sur-Garonne (Haute Garonne), 1994, 128 pages.

religion primitive, aux seules fins de maintenir et d'asseoir l'harmonie du groupe. Dans le même temps cependant, ces mêmes énergies sont utilisées, à contre courant, afin de servir les buts des usurpateurs. Là encore l'histoire de l'ancien régime semble mettre en évidence cette constante de la société de l'accaparement et offre une explication à un phénomène assez déconcertant, celui de la sorcellerie, qui n'a jamais été expliqué de manière satisfaisante. Celui-ci est d'autant plus incompréhensible que, contrairement à une idée reçue, le Moyen Age ne croyait pas aux sorciers. Comme l'a montré l'anthropologue et historien espagnol Julio Caro BAJORA (1914-1995)⁴⁶⁶, les théologiens médiévaux, comme Saint Augustin ou Saint Thomas d'Aquin, ne parlent que de phénomènes illusoires engendrés par le diable « *avec la permission de Dieu* » et, de la même manière, le *canon Episcopi*, ensemble d'instructions écrites par le moine chroniqueur REGINON DE PRUM (842-915), qui entre dans le droit canonique au XI^e siècle, se montre également extrêmement sceptique à l'égard de la sorcellerie. Il faudra attendre le *Malleus Maleficarum* (« *Marteau des sorcières* »), publié en 1486, ce sinistre traité utilisé par les inquisiteurs pour persécuter les sorciers, ou plus exactement les personnes qu'ils entendaient désigner ainsi, pour que soit consacré officiellement la réalité de ces phénomènes et, notamment, le pouvoir de métamorphose des sorcières.

Les seigneurs sentant leur pouvoir inique vaciller, aidés d'un clergé à leur service, ont résolu, dès le treizième siècle de porter un coup fatal au mouvement d'émancipation du Peuple qui tend à se généraliser. La croisade cathare est un des premiers avatars de cette contre-révolution. Mais c'est plus qu'une horde de soudards du Nord, Simon de Montfort en tête, qui se précipitent, comme un vol de vautours, sur les contrées du Sud éclairés et prospères, c'est tout un système de terreur qui se met en place pour durer plusieurs siècles. Le quatrième concile œcuménique du Latran en 1215⁴⁶⁷, à côté de l'obligation faite aux juifs de porter la rouelle et la condamnation de l'ordre cistercien, reformera considérablement la justice dans le sens de la répression, posant ainsi les jalons de la future *inquisition*. Après la procédure accusatoire, héritée du droit romain, dans laquelle la justice était rendue par un juge unique qui ne disposait d'aucun moyen d'investigation et devait être saisi par un plaignant, il est mis en place une procédure inquisitoriale, basée sur l'enquête⁴⁶⁸, c'est-à-dire la recherche du témoignage, de l'aveu ou de la preuve. Le climat de terreur instauré n'incitant guère les témoins sincères et la preuve en sorcellerie apparaissant pour le moins illusoire, on imagine bien que c'est sur l'aveu, le plus souvent obtenu par la torture, que se fondera cette machine à broyer les importuns.

Les malheureux cathares disparaîtront, roués, brûlés ou rôtis mais le dispositif de répression demeure en place. Il suffit juste de lui donner un prétexte. Ce sera chose faite par le pape Jean XXII. De nature paranoïaque, il est persuadé que des ennemis invisibles complotent contre lui en usant de la magie. Il cède alors aux exhortations des inquisiteurs dominicains et décrète, en l'année 1326, dans la bulle « *Super Illius Specula* », que la sorcellerie est un crime en dehors de toute question d'hérésie. Dans le même temps d'ailleurs, montrant bien ainsi quels étaient ses véritables maîtres, il déclare hérétique la doctrine franciscaine de la pauvreté du Christ. Tout est alors en place pour installer le climat de terreur. Celui-ci commence dans les

⁴⁶⁶ J.C. BAROJA « *Les Sorcières et leur monde.* », éditions Gallimard, collection « *Bibliothèque des histoires* », 1972, 304 pages.

⁴⁶⁷ Voir à cet égard l'ouvrage du médiéviste, spécialiste de l'histoire de l'Église, Jean CHELINI « *Histoire religieuse de l'Occident médiéval.* », éditions Hachette Littératures, collection « *Pluriel Histoire* », 1991, réédit. 2002, 661 pages.

⁴⁶⁸ D'où son nom : *inquisitio* en latin.

régions montagneuses, les Pyrénées et les Alpes notamment mais le premier procès du genre, dont l'histoire garde la mémoire, a lieu à PARIS, en 1390. Une jeune femme Jehanne DE BRIGUE, dite *La Cordière* et aussi *La Devine*⁴⁶⁹, est accusée de sorcellerie par un homme qu'elle avait naguère guéri, qui se trouve sur le point de mourir. Devant le parlement de Paris, elle soutient qu'elle n'a fait qu'user de pratiques ancestrales qui lui avaient été transmises par la tradition orale. Torturée elle finit par « avouer » qu'elle avait commerce avec un démon du nom de *Haussibut* et qu'elle avait elle-même envoûté cette même personne qu'elle devait, par la suite, sauver, pour, prétendument, permettre à l'épouse de celui-ci, une certaine *Macette*, de poursuivre une idylle avec le curé du village. *Jehanne* et *Macette* furent brûlées vives. L'apparition de l'imprimerie tombera à point pour propager cette hystérie à l'égard de la sorcellerie. Ainsi des besogneux de l'écriture vont fleurir pour dénoncer avec, beaucoup d'imagination, moult complots de sorciers. L'historien britannique Hugh Redwald TREVOR-ROPER (1914-2003), dans son ouvrage « *The European Witch-Craze of the Sixteenth and Seventeenth Centuries* »⁴⁷⁰, a démontré combien ces lettrés, inoffensifs en apparence, ont pu être à l'origine de véritables carnages. Ainsi le poète latin Abraham RAVAUD (1600-1646), né à Rémy et surnommé REMI, qui dut son emploi de professeur au collège Royal de Paris au seul mérite d'avoir composé un poème épique en l'honneur de Louis XIII, intitulé « *Borbonias* » et à qui on dédia un mausolée après sa mort, que ne manquèrent d'ailleurs pas de détruire les révolutionnaires, avait envoyé au bûcher, par ses seuls délires littéraires, près de trois mille personnes !

Une pareille barbarie dépasse l'entendement ! Comment peut-on en effet qualifier cette campagne de torture et de tuerie qui se poursuit sur quatre siècles ? Quand on parcourt les actes des procès de sorcellerie, comme l'a fait le père DUCHESNE dans la conduite de son étude, on est pris de nausée et on arrive à se demander si il est encore possible de croire en l'homme. Tant de supplices, tant d'horreurs, pour ne parvenir à arracher comme aveux que des absurdités teintées d'incohérences, laissent finalement un profond sentiment de pitié quand ainsi l'immondice rejoint le grotesque. La bestialité qui se fait humaine amène à entrevoir dans toute son horreur cette tragédie qui fait des centaines de milliers de victimes, pour l'essentiel de provenance populaire, et pour 80% d'entre elles féminines, ce qui a amené l'immense Jules MICHELET à leur consacrer son beau livre « *La sorcière* », publié en 1862, comme un « *hymne à la femme, bienfaisante et victime* ». Il est évident que de tels excès dans l'inhumanité répondent à des impératifs bien précis. On a parfois avancé, pour justifier d'aussi injustifiables comportements, l'idée d'une répression sexuelle mais cette théorie à la mode a peine à convaincre : tant de sang pour une simple maîtrise de la libido des masses ? Une autre explication paraît s'imposer, celle que propose le père DUCHESNE, celle du retour de balancier vers la société de l'accaparement. De nombreux éléments militent en effet en ce sens. Tout d'abord les grands responsables de ces carnages ne sont pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les membres du clergé, mais bel et bien le pouvoir politique aux mains des féodaux. Aujourd'hui encore l'imaginaire collectif place ces persécutions au Moyen Age. Vision profondément erronée car celles-ci ne débutèrent qu'au XVe siècle pour connaître leur apogée au XVI et XVIIe siècles, c'est-à-dire pendant la Renaissance et le Grand siècle ! Certes il ne saurait être affirmé que

⁴⁶⁹ Voir « *Deux sorcières en Brie sous Charles VI. Jeanne la Devine* » (« *Two witches in Brie under Charles VI. Jeanne la Devine* »), revue de la *Société d'histoire et d'art de la Brie et du pays de Meaux*, MEAUX, FRANCE (1975-2003), 2000, n°51, pages 83-94.

⁴⁷⁰ H.R. TREVOR-ROPER, « *The European Witch-Craze of the Sixteenth and Seventeenth Centuries and Other Essays* », Harpercollins College Div, février 1969.

l'Église y fut étrangère et, il est évident qu'elle eut sa part de responsabilité dans cette terreur organisée mais, au fil du temps, elle a joué plutôt un rôle de modérateur. Si, en théorie, les tribunaux ecclésiastiques devaient prendre le pas sur les juridictions civiles en ce qui concerne les maléfices, dans la réalité, progressivement, tout au long du XVe et du XVI siècles, le droit séculier prend sans cesse le dessus, forçant les tribunaux religieux, bien plus modérés dans leurs sentences, à déléguer le pouvoir de juger aux tribunaux civils.

Tout indique que le Moyen Age, dans sa volonté émancipatrice en réaction contre la tyrannie des seigneurs, avait retrouvé le sens de la magie primitive. D'abord ces somptueux édifices religieux qui se construisent partout, comme autant de lieux de protection contre les oppresseurs, ce qui fait dire au grand Victor HUGO : « *Au Moyen Age le génie humain n'a rien pensé d'important qu'il ne l'ait écrit en pierre.* » et que constate le moine clunisien Radulphus GLABER (Raoul Le Glabre) qui, dès le XI^e siècle, constate : « *On eût dit que le monde en se secouant avait rejeté ses vieux habillements pour se couvrir d'un blanc vêtement d'églises.* »⁴⁷¹. Mais à côté des édifices, des textes aussi connaissent une large diffusion, traduisant encore la profonde attirance du Peuple pour la magie. Parmi ceux-ci le « *Secret des Secrets* », est très connu à partir du XIII^e siècle, que ce soit en latin ou en langue vernaculaire. Il prend l'apparence d'un livre qu'aurait écrit Aristote à son disciple l'empereur Alexandre, après sa victoire sur Darius. Partout, présent dans toute l'Europe, ce texte est issu d'un original archétypal arabe, le *Kitâb Sirr al-'asrâr* (950-975). Avec lui, un autre grimoire de magie est très répandu, le *Picatrix*, qui est, lui aussi, une traduction d'un traité arabe « *Ghâyat al-hakîm* » (« *Le but du sage* »), écrit aux alentours de 1050, qui aurait été traduit en latin à la cour d'Alphonse X de Castille vers 1258 et dont la paternité est attribuée à un certain *Maslama al-Majrîti* (*Picatrix*), mort vers 1005. Un autre livre célèbre de magie populaire est le *Grand Albert*, rédigé en latin, que l'on attribue au théologien et philosophe Albert le Grand (vers 1200-1280) qui l'aurait commencé vers 1245 et dont le titre exact est « *Liber Secretorum Alberti Magni de virtutibus herbarum, lapidum et animalium quorundam.* » (« *Livre des secrets d'Albert le Grand sur les vertus des herbes, des pierres et de certains animaux* »). Bien d'autres ouvrages pourraient encore être mentionnés, comme le « *Livre des visions* » de Jean de Morigny (1323), tandis, qu'à partir de 1250, on voit circuler les livres de « *magie salomonienne* », dont le plus célèbre n'est autre que « *Les clavicules de Salomon* », testament magique que le roi hébreu, à qui la légende attribue des pouvoirs surnaturels et une connaissance universelle, aurait légué à son fils Roboam. Le « *Livre de l'ange Raziel* » quant à lui, fait le lien entre magie et kabbale. Cet engouement pour le magique, qui s'explique aussi, sans nul doute, par le maintien, notamment dans les campagnes, d'une tradition orale, d'un savoir ancestral qui trouve ainsi, à travers ces écrits, un prolongement livresque, va naturellement influencer les écoles de pensée.

La Renaissance verra alors apparaître toute une génération d'écrivains, de scientifiques, de philosophes et de chercheurs, dont l'apport considérable est, volontairement n'en doutons pas, mal perçu aujourd'hui. En faisant de la magie un objet d'étude, au même titre que n'importe quel autre branche du savoir, ils contribueront ainsi à démythifier le phénomène, à le laver de l'odeur de souffre avec laquelle les puissants voulaient occulter ces pratiques en les salissant. On ne sera alors pas surpris que ces érudits, imprégnés d'humanisme, constitueront vite une cible privilégiée pour l'oligarchie en place. Parmi eux le poète et philosophe italien Marsile FICIN (1433-1499), l'un des philosophes les plus influents de la première Renaissance italienne, astrologue de renom,

⁴⁷¹ « *Erat enim ut si mundus, ipse excutiendo semet, rejecta vetustate, candidam ecclesiarum vestem indueret* ».

sera accusé de sorcellerie par le pape Innocent VIII et échappera in extremis aux foudres de l'*Inquisition*. L'illustre Jean PIC DE LA MIRANDOLE (Giovanni Pico della Mirandola) (1463-1494), peut-être la figure la plus emblématique de l'humanisme italien, accusé à son tour d'hérésie par ce même pape, a été l'un des fondateurs de la *Kabbale chrétienne*. Il meurt en 1494, dans des circonstances étranges et, nombreux, conclurent alors qu'il avait été la victime d'un empoisonnement attribué aux Médicis. On sait désormais, depuis l'analyse de ses restes en 2008 par une équipe de scientifiques, que cette thèse est bien confirmée. Henri Corneille AGRIPPA DE NETTESHEIM (1486-1535), dit Cornelius Agrippa ou encore Agrippa de Nettesheim, considéré comme l'un des plus grand occultistes de tous les temps, fut jeté en prison sur l'ordre de la reine-mère et mourra, quelque temps après avoir recouvré la liberté, dans un hôpital de Grenoble. Autre grande figure connue de la magie de la Renaissance que PARACELSE (1493-1541), médecin, astrologue et alchimiste dont l'esprit innovant ne lasse de surprendre : on lui doit l'homéopathie et même l'idée, bien contemporaine, de la médecine du travail. Il meurt à 48 ans, d'un cancer du foie, sans doute du au émanations de mercure de ses expériences alchimiques. En 1578, la Sorbonne condamna cinquante neuf de ses thèses. On ne saurait passer sous silence le célèbre Michel DE NOSTREDAME ou NOSTRADAMUS (1503-1566), médecin et apothicaire qui fut lui aussi maintenu en prison dans le château de Marignane, sur ordre du roi Charles IX, par le comte de Tende, gouverneur de Provence. Giordano BRUNO (1548-1600) encore, philosophe et théologien italien qui, sur la base des travaux de COPERNIC et Nicolas DE CUES, développa au plan philosophique l'idée de l'existence d'un univers infini, peuplé d'une quantité innombrable de mondes identiques au nôtre, qui fut accusé, lui aussi, d'hérésie par l'*Inquisition* comme d'avoir commis des écrits blasphématoires et dont l'intérêt pour la magie le conduisit à être brûlé vif au terme de huit années de procès. Le père DUCHESNE pourrait citer encore comme figure marquante de cette époque, même si la liste est loin d'être exhaustive, Tommaso CAMPANELLA (1568-1639), moine dominicain et philosophe italien, qui passa vingt-sept ans de son existence en prison où, tout en correspondant avec de nombreux savants, il écrivit ses nombreuses œuvres dont la remarquable utopie « *La cité du Soleil* » qui décrit une République fondée sur la raison et l'amour de Dieu.

Ainsi les choses paraissent donc évidentes durant cette période de l'ancien régime. D'une part il existe un fort courant qui allie à la fois la tradition populaire et la quintessence intellectuelle, pour reprendre un terme moderne. Celui-ci reconnaît le caractère efficient de la pratique magique, retrouvant ainsi le ciment de la société primitive. La magie, objet de cette croyance forte, est cette symbiose avec la nature que le père DUCHESNE a précédemment évoqué, celle que l'on regroupe plus commodément sous les termes de « *magie blanche* ». Cet ancrage populaire du magique a fait l'objet, il y a une vingtaine d'années d'une intéressante étude du professeur François LEBRUN de l'*Université de Haute Bretagne* de Rennes⁴⁷². C'est contre ce courant, perçu sans nul doute comme une réminiscence de la société d'harmonie du passé et donc une menace potentielle contre le modèle inégalitaire, que la caste dominante de l'ancien régime déchaîne le climat de terreur précédemment évoqué. Mais cette même coterie utilise à son tour la magie à contre-courant, pour instaurer la disharmonie dont elle se repaît par son entreprise de prédation, chacun de ses membres revendiquant d'« *être comme un dieu* ». Les travaux des historiens Robert MANDROU (1921-1984)⁴⁷³ et Robert MUCHEMBLED⁴⁷⁴, basés notamment

⁴⁷² Voir F. LEBRUN « *Se soigner autrefois : Médecins, saints et sorciers aux XVII^e et XVIII^e siècles* », éditions du Seuil, collection « *Points Histoire* », deuxième édition 1995, 202 pages.

⁴⁷³ Voir R. MANDROU « *Magistrats et sorciers en France au XVII^e siècle. Une analyse de*

sur l'exploitation de sources judiciaires, ont démontré cette pratique dans la haute aristocratie et les déviances récurrentes de la Cour et des grandes élites du royaume.

Cette sorcellerie, maniée par les puissants, est constante tout au long de la période et, le moins que l'on puisse dire, est que son évocation laisse un profond sentiment de malaise et d'écoeurement car toujours on se trouve en présence de personnes puissantes et immensément riches, capables d'agissements dont on a du mal à concevoir qu'ils aient pu exister tant ils dépassent en horreur tout ce qu'il est possible à l'imagination la plus dépravée de concevoir. La répugnante histoire de Gilles DE RAIS, dont l'écrivain Georges BATAILLE (1897-1962) a méticuleusement retracé les forfaits innommables⁴⁷⁵ et auquel l'historien Matei CAZACU, diplômé de l'*Ecole pratique des hautes études* et chercheur au CNRS, a consacré un récent ouvrage très documenté⁴⁷⁶, montre bien combien l'accapareur n'est somme toute, comme ne cesse de l'affirmer le père DUCHESNE, qu'un fauve prédateur. Qui mieux que le grand Jules MICHELET, dans sa magistrale *« Histoire de France »*, pour stigmatiser cette misérable grande fortune du royaume : *« Il les récusa. Mais il n'était pas facile de récuser une foule de témoins, pauvres gens, pères ou mères affligés; qui venaient à la file, pleurant et sanglotant, raconter avec détail comment lesdits enfants avaient été enlevés... Alors il cessa de nier, et, se mettant à pleurer, il fit sa confession. Telle était cette confession que ceux qui l'entendirent, juges ou prêtres, habitués à recevoir les aveux du crime, frémirent d'apprendre tant de choses inouïes et se signèrent... Ni les Néron de l'empire, ni les tyrans de Lombardie, n'auraient eu rien à mettre en comparaison; il eût fallu ajouter tout ce que recouvrit la mer Morte, et par-dessus encore les sacrifices de ces dieux exécrables qui dévoraient les enfants. On trouva dans la cour de Chantocé une pleine tonne d'ossements calcinés, des os d'enfants en tel nombre qu'on présuma qu'il pouvait y en avoir une quarantaine. On en trouva également dans les latrines du château de la Suze, dans d'autres lieux, partout où il avait passé. Partout il fallait qu'il tuât... On porte à cent quarante le nombre d'enfants qu'avait égorgés la bête d'extermination. Comment égorgé, et pourquoi ? C'est ce qui était plus horrible que la mort même. C'étaient des offrandes au Diable. Il invoquait les démons Barron, Orient, Belzébuth, Satan et Bélial. Il les priait de lui accorder « l'or, la science et la puissance »...Un des moyens essayés c'était de chanter l'office de la Toussaint en l'honneur des malins esprits. Mais cette dérision du saint sacrifice ne leur suffisait pas. Il fallait à ces ennemis du Créateur quelque-chose de plus impie encore, le contraire de la création, la dérision meurtrière de l'image vivante de Dieu. Retz offrait parfois à son magicien le sang d'un enfant, sa main, ses yeux et son cœur. Cette religion du Diable avait cela de terrible que, peu à peu, l'homme était parvenu à détruire en soi tout ce qu'il avait de l'homme; il changeait de nature et se faisait Diable. Après avoir tué pour son maître, d'abord sans doute avec répugnance, il tuait pour lui-même avec volupté. Il jouissait de la mort, encore plus de la douleur; d'une chose si cruellement sérieuse, il avait fini par se faire un passe-temps, une farce;*

psychologie historique. » (Thèse de doctorat Paris, publiée chez Plon en 1968), éditions du Seuil, collection *« L'Univers historique »*, 1989, 576 pages et *« Possession et sorcellerie au XVIIe siècle »* édition Hachette, collection *« Pluriel »*, 1997, 344 pages.

⁴⁷⁴ Voir R. MUCHEMBLED *« Le Roi et la Sorcière : L'Europe des bûchers, XV^e-XVIII siècle. »*, éditions DESCLEE, 1993, 264 pages.

⁴⁷⁵ Voir G. BATAILLE *« Le procès de Gilles de Rais »*, éditions Pauvert, 1965, rééditions en 1977 et en 2008, 338 pages.

⁴⁷⁶ Voir M. CAZACU *« Gilles de Rais. »*, éditions Tallandier, collection *« Biographie »*, 2005, 382 pages.

les cris déchirants, le râle, flattaient son oreille; les grimaces de l'agonisant le faisaient pâmer de rire; aux dernières convulsions, il s'asseyait, l'effroyable vampire, sur sa victime palpitante... ».

Mais ce qu'il y a de plus horrible encore que cette tuerie d'enfants, dont les plus jeunes ne dépassaient pas l'âge de huit ans, c'est que ces forfaits étaient destinés à rester impunis et, comme le fait justement remarquer Georges BATAILLE dans son ouvrage, la créature que PERRAULT identifia plus tard sous le nom de *Barbe Bleue*, n'« eût (point) été inquiété pour ses crimes d'enfant si ses dettes ne l'avaient conduit à vouloir reprendre par fait d'armes un château qu'il avait vendu au trésorier de Bretagne, le château de Saint-Étienne de Mermorte. Par cette expédition non seulement il violait un contrat signé mais il bafouait les saintes lois de l'Eglise en entrant armé dans une chapelle pour y prendre en otage le prêtre (frère du propriétaire) qui y disait l'office. Dans le même jour Gille de Rais parvint donc à s'attirer les hostilités du Duc de Bretagne et de l'Evêque de Nantes » et comment comprendre que cette personnification même du crime échappa à la torture qui était pourtant le lot commun de tout inculpé, n'eut point à subir les affres du bûcher et se vit même édifier un mausolée qui défia les siècles jusqu'à que la saine colère des révolutionnaires ne le réduise en cendres. Un autre biographe de cette figure d'horreur, Charles LEMIRE⁴⁷⁷, en soulignant l'étonnant parallèle qui existe avec la conduite du Régent Philippe d'ORLEANS, révèle par la même occasion le caractère constant de cette pratique magique par la classe dominante durant toute cette période d'ancien régime. Celle-ci est encore illustrée par l'affaire des poisons qui secoua toute la cour de Versailles, entre 1679 et 1682. Après que fut confondue la marquise de Brinvilliers, empoisonneuse de son époux, la cheville ouvrière du crime, une certaine LA VOISIN, par ces aveux, confirmés par la chambre d'exception instaurée par le roi, révéla l'existence d'un vaste réseau de pas moins de 442 personnes, gens de robe, haute bourgeoisie parisienne et surtout représentants de l'aristocratie, dont la propre maîtresse du roi, la MONTESPAN, qui tous furent impliqués dans une sombre affaire de sorcellerie, de messes noires et, là encore, de meurtres d'enfants⁴⁷⁸.

Ces exemples, empruntés à l'histoire de l'ancien régime, montrent combien la dimension magique, que l'esprit positiviste du XIX^e siècle et le poids contemporain de la religion darwiniste imposée nous conduisent toujours à ignorer, reste une donnée fondamentale, un trait essentiel de la société des accapareurs. Elle s'impose pourtant lorsque l'on se rappelle son importance dans la société des premiers âges, étroitement imbriquée dans la nature environnante par le biais de ces pratiques. PIC DE LA MIRANDOLE a d'ailleurs merveilleusement expliqué cette symbiose en assimilant magie et amour : « *Les merveilles de l'art magique ne s'accomplissent que par l'union et l'actualisation des choses qui sont latentes ou séparées dans la nature. ... Faire de la magie n'est pas autre chose que marier le monde*⁴⁷⁹. Tout comme le vigneron fait une greffe de la vigne sur un ormeau, le magicien lie l'inférieur au supérieur, le matériel au divin, sur le plan du caché, du latent, du séminal. Pour faire un talisman il faut lier le signe gravé ou inscrit à un esprit planétaire, à un des sefiroth de l'arbre des kabbalistes »⁴⁸⁰. On conçoit alors aisément que ces

⁴⁷⁷ Voir Ch. LEMIRE « *Un maréchal et connétable de France. Le barbe-bleue de la légende et de l'histoire.* », éditions LEROUX, PARIS, 1886.

⁴⁷⁸ Voir en particulier le livre de la normalienne, agrégée de lettres, Estelle DOUDET : « *120 questions sur la France politique et culturelle d'Henri IV à Louis XIV* », éditeur : Jeunes Editions, collection « *Principes* », 2003, 198 pages.

⁴⁷⁹ « *Magicam operari non est aliud quam maritare mundum* ».

⁴⁸⁰ Jean PIC DE LA MIRANDOLE « *900 conclusions.* », 1486. n° 782 et n° 784, trad. Paris,

pratiques magiques, qui ont pour finalité d'établir l'harmonie en permettant à l'élan vital de suivre son cours naturel, puissent être utilisées de manière négative, à contre-courant, afin d'imposer le chaos propice à la rupture du cours normal des choses, permettant alors l'instauration d'un déséquilibre, marqué par la valorisation de quelques infra-consciences individuelles au détriment de la supra-conscience collective. C'est à la fondatrice de la *Société théosophique*, Helena BLAVATSKY (1831-1891), que l'on doit cette dualité au sein du phénomène religieux entre ce qu'elle appelait *la voie de la main gauche* c'est à dire la religion, par nature immorale, fondée sur des buts personnels et *la voie de la main droite*, caractérisée tout au contraire par la reconnaissance d'une réalité transcendante et la consécration de principes moraux. La société des accapareurs contemporaine n'échappe point à la règle et le rite maléfique y trouve aussi largement sa place comme le montrera le père DUCHESNE dans le second grand volet de sa construction. Pour le moins il est des faits qui demeurent totalement incompréhensibles. Que l'inracontable Jacques HEERS, dont le père DUCHESNE n'a déjà que trop parlé, se lance dans une grande entreprise de réhabilitation du personnage immonde en le parant de toutes les vertus, finalement ne surprend qu'à moitié, mais qu'un groupe de personnes, parmi lesquelles un ancien garde des Sceaux, un ancien ministre de la Culture, un biologiste et un sexologue se constituent en tribunal, au sein même des bâtiments du Sénat, pour réviser le procès de Gilles de Rais et parvenir à un acquittement, défie littéralement l'entendement ! Il est aussi sans doute encore plus révélateur que, parmi toutes les publications quotidiennes ou périodiques, il n'est qu'un seul journal qui se soit ému de cette surprenante initiative⁴⁸¹.

L'ancien régime vers la révolution.

La vision traditionnelle que l'on conserve de l'ancien régime est celle d'une société éclatée entre ses trois ordres : noblesse, clergé et tiers état. Pour le père DUCHESNE elle illustre parfaitement le modèle de la société des accapareurs, telle qu'il l'a décrite, dans laquelle deux groupes, infiniment minoritaires, s'allient pour imposer la domination de l'un d'eux sur l'ensemble du corps social. Cette vision ternaire de la société d'ancien régime doit toutefois être nuancée. Juridiquement il est vrai que les trois ordres subsistent jusqu'à l'abolition des privilèges de la nuit du 3 au 4 août 1789, mais au plan sociologique les choses évoluent bien avant l'épisode révolutionnaire. Le professeur Jean MEYER⁴⁸² a montré en particulier que la fin de l'ancien régime est marquée par un net rapprochement de la haute noblesse et de la grande bourgeoisie, cette dernière apparaissant déjà aussi privilégiée que la précédente, échappant, elle aussi, à la pression fiscale. On relève par exemple que le *vingtième*, ce nouvel impôt direct mis en place en 1750, pensé par le contrôleur général des finances Jean Baptiste de MACHAULT D'ARNOUVILLE (1701-1794) pour l'ensemble de la population (tiers-état et nobles) et dont le montant correspond à 5%, d'où son nom, de l'ensemble des revenus est, dans beaucoup de provinces, d'un montant dérisoire et ne concerne en réalité que les propriétaires et locataires des terres. Comment d'ailleurs ne pas faire le parallèle avec la situation qui prévaut aujourd'hui où l'impôt pèse essentiellement sur les classes moyennes comme l'a montré le père DUCHESNE dans la première partie de sa réflexion !

Allia, 1999, page. 195.

⁴⁸¹ Voir dans *L'humanité* du 11 novembre 1992, l'article de Michel BOUE : « *Assassin et martyr* ».

⁴⁸² Voir J. MEYER, article « *ancien régime* » dans l'*Encyclopædia Universalis*, édition 2008.

L'analyse marxiste rend difficilement compte d'une telle évolution. Centrée sur le matérialisme historique, comment pourrait-elle d'ailleurs restituer ce qui apparaît bien comme une alliance objective entre des représentants de deux classes antagonistes, sensées s'affronter inexorablement ? Ce rapprochement, que d'aucuns jugeraient contre nature, s'explique pourtant parfaitement. La société, au temps de cet ancien régime finissant, est en train d'évoluer. Elle se monétarise et, progressivement, la richesse ne va plus résider seulement dans la possession de la terre. L'accaparement des moyens financiers deviendra, au fil des siècles, une voie bien plus sûre et bien plus efficace que les quartiers de noblesse et leurs fiefs attenants, pour imposer sa domination sur l'ensemble du groupe. L'accapareur du passé s'accroche à ses prébendes tandis que son successeur du futur pose progressivement ses jalons avec, pour chacun, toujours le même dessein : installer leur mainmise sur l'ensemble. Tous deux tendent alors à fusionner dans une nouvelle entité qui va devoir chercher un autre groupe minoritaire afin d'asseoir sa suprématie selon le schéma traditionnel de la société de l'accaparement. Le clergé en effet, servant ancestral du magique, apparaîtra comme insusceptible de constituer cet appui indispensable et la caste des politiques va alors naître. Contrairement à la vision que veut nous imposer l'analyse marxiste, la révolution française n'apparaît pas comme une cristallisation de la lutte entre noblesse et bourgeoisie, elle est tout à fait autre chose : les structures existantes ne peuvent plus fonctionner et, ainsi, elles en appellent d'autres. La révolution n'est finalement qu'un processus technique et n'avait rien d'inéluctable quant à son issue. Elle aurait pu, tout aussi bien, s'achever sur un retour, sans doute définitif, à la société harmonieuse des premiers temps comme le montrera le père DUCHESNE plus avant.

Examinons plus en détail cette évolution des choses qui vient d'être sommairement décrite. La noblesse n'est pas sur le déclin et encore moins en voie de disparition à la fin de l'ancien régime, comme le défendent certains historiens, qui citent alors volontiers le mot de SAINT-SIMON : « *Ce règne de vile bourgeoisie* », elle s'adapte voilà tout ! C'est d'ailleurs ce qui justifie son alliance objective avec la haute bourgeoisie naissante. Le noble dispose d'un patrimoine foncier immense et il va vite comprendre les adaptations nécessaires pour maintenir sa position dominante dans une économie en mutation. Le docteur MERLE a montré, dans une remarquable étude sur la métairie dans le Poitou, il y a déjà un demi siècle⁴⁸³, comment la noblesse du XVI^e siècle s'est adaptée à l'afflux des métaux précieux en provenance du nouveau monde, en modifiant la structure des exploitations agricoles, donnant ainsi un nouvel aspect au paysage dans lequel la parcellisation à outrance des terres, qui donne le bocage, devient la règle. Mais il fallait encore à la caste nouvelle des accapareurs, pour s'imposer, modifier en profondeur la société d'ancien régime. Le mensonge, qui est comme l'a montré le père DUCHESNE, une des clés de la société de l'accaparement, ne pouvait demeurer le même. On avait falsifié le passé pour créer de toutes pièces une race bénie des dieux qui s'était partagée pendant plusieurs siècles la terre de France et, il n'était plus possible de faire du neuf avec ce vieux là ! Comment continuer à alléguer que la nouvelle aristocratie financière tenait sa suprématie d'une longue histoire ? Comme il n'était plus possible de mentir sur le passé, on a alors choisi de mentir sur l'avenir ! C'est là tout le sens de ce formidable *brainstorming* qui se met en place dans cette société du XVIII^e siècle pour appeler à un changement et surtout à un nouvel idéal politique. Voilà le cheval

⁴⁸³ Voir Louis MERLE « *La métairie et l'évolution agraire de la Gâtine poitevine, de la fin du Moyen Age à la Révolution* », collection « *Les hommes et la terre* », publiée par le Centre de Recherches Historiques (VI^e section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes), EHESS, PARIS, 1958.

de bataille qui tombe à merveille ! « *C'est sur cette vague là qu'il nous faut surfer* » semble dire, en langage moderne, la caste des accapareurs qui se recompose ou, pour le moins, s'enrichit de nouveaux venus. Les philosophes vont servir d'appui ou de prétexte et voici que surgissent un peu partout les salons où l'on cause. Jean Jacques n'aura que mépris pour ces confréries de privilégiés, ces réunions d'accapareurs en fait ou pour le moins en puissance, qui fourbissent déjà, dans un univers de soie et de dentelles, la tromperie future du bon Peuple. Il parlera à leur égard, dans le livre V des *Confessions*, de *morale du bilboquet* : « *Quand j'étais à Motiers, j'allais faire des lacets chez mes voisines ; si je retournais dans le monde, j'aurais toujours dans ma poche un bilboquet, et j'en jouerais toute la journée pour me dispenser de parler quand je n'aurais rien à dire. Si chacun en faisait autant, les hommes deviendraient moins méchants, leur commerce deviendrait plus sûr, et je pense, plus agréable. Enfin, que les plaisants rient s'ils veulent, mais je soutiens que la seule morale à la portée du présent siècle est la morale du bilboquet.* ».

C'est dans ces réunions mondaines, dans ces salons où se rencontrent la noblesse et la grande bourgeoisie, que se prépare la grande mutation de la société des accapareurs. Beaucoup comprennent que de profonds changements sont en cours. Certes les philosophes défendent des idées nouvelles mais celles-ci apparaissent presque comme un épiphénomène devant l'ampleur des changements qui s'opèrent par ailleurs : la société devient de moins en moins terrienne car, dépassant la richesse foncière, apparaît le pouvoir financier, cet argent que l'on peut amasser vite et qui permet aussi tout ! Nombreux parmi les accapareurs en place, comme parmi ceux qui aspirent à le devenir, comprennent que la domination du plus grand nombre passera demain par une autre stratégie, totalement différente de celle qui a fait ses preuves jusqu'alors et qui s'était imposée depuis l'aube de l'usurpation. Ils comprennent aussi que la future société, d'essence mercantiliste, ne reposera plus sur le magique et qu'il faudra alors faire appel à de nouveaux supplétifs pour remplacer ce clergé, dont une certaine frange avait si bien servi les anciens maîtres. Le futur, qui est en train de se construire, n'aura que faire des vieilles chasubles et une nouvelle conception du magique est en train de naître. Depuis le complot des origines, la classe sacerdotale avait cimenté l'usurpation par le petit nombre. A partir de la fin du moyen age, elle avait également joué un rôle essentiel pour asseoir la mainmise des seigneurs en contribuant largement au mensonge sur le passé et aussi en se prêtant à l'installation du climat général de terreur des procès de sorcellerie. Voilà maintenant que les prédateurs du corps social prennent conscience qu'ils ne pourront plus s'appuyer sur les servants du culte sans courir le risque de devoir renoncer à occuper leur position dominante. La raison en est essentiellement économique : l'argent est en train de devenir tout or celui-ci est la bête noire du clergé ! En outre et surtout, comment justifier de sa détention en recourant au dogme ?

L'accaparement passé n'était rendu possible, dans la durée, que par un détournement du magique au profit du prédateur. C'est bien parce qu'il devenait l'oint du Seigneur que l'usurpateur pouvait faire durer éternellement son forfait mais la pensée catholique, contrairement d'ailleurs à la pensée protestante, ne pourra jamais légitimer le riche qui restera toujours suspect à ses yeux. Il sera donc nécessaire d'abandonner son ancien allié et d'en chercher un autre que l'on trouvera aisément bientôt, quand les données de la politique auront changé. Reste le problème du magique, ce liant subtil qui fonde toute société et qu'il convient de faire passer sous son emprise pour dominer le monde or, depuis l'usurpation première, ce sont bien les servants du culte qui ont permis son contrôle. Que va-t-il donc se passer si on abandonne ses alliés traditionnels et comment alors maîtriser le magique ? En créant une religion nouvelle, sans le magique précisément ! Une religion sans Dieu que l'on nommera science. Bien sûr on veillera à faire un

tri. Certains domaines du savoir, trop ancrés dans la tradition, seront fermement condamnés et qu'importe, si comme l'alchimie, ils reposent sur des racines millénaires. On sera sans doute aidé, pour ce faire, par plusieurs siècles de traque impitoyable du magique mais, pour pleinement atteindre le but qu'on s'est fixé, il suffira de consacrer un positivisme expérimental comme rituel de base et d'inventer une théorie du passé imbécile afin de taxer allègrement tout ce qui paraîtra gênant, comme relent de l'obscurantisme. C'est vers la moitié du XVIII^e siècle que ce mouvement se dessine. Il se traduira concrètement de deux manières. D'abord par la contestation de la religion qui sera le prélude à la montée de l'athéisme que prôneront désormais les accapareurs. On impose ainsi une vision manichéenne du monde dans lequel à « *l'homme éclairé* » s'oppose la masse restée dans les ténèbres à qui donc il faudra dire ce qu'il convient de faire. Déjà le philosophe et écrivain Pierre BAYLE (1647-1706) écrivait en 1684 : « ... *nous voilà dans un siècle qui va devenir de jour en jour plus éclairé, de sorte que tous les siècles précédents ne seront que ténèbres en comparaison...* »⁴⁸⁴. Le catéchisme de la religion nouvelle est déjà rédigé avant même que ne débute la révolution, comme en témoigne les écrits posthumes de l'écrivain Nicolas Antoine BOULANGER (1722-1759) : « *La Raison et la Loi fondée sur la Raison, doivent être les uniques reines des mortels... lorsqu'une religion établie commence à pâlir et à s'éteindre devant les lumières d'un siècle éclairé... c'est cette Raison qu'il faut alors presque diviniser.* »⁴⁸⁵.

La terreur, maintenue dans la population par les procès de sorcellerie, n'a plus lieu d'être dès lors que l'on prétend faire cause commune avec la science aussi, ces odieuses pratiques tendent à disparaître progressivement. Comme d'ailleurs l'ensemble du phénomène, cette fin annoncée a été peu analysée quant à ses conséquences, pourtant il paraît évident que celles-ci ont été considérables. Comme l'a d'ailleurs montré l'écrivain britannique Colin WILSON, dans son livre consacré à l'occulte⁴⁸⁶, la terreur générée par la chasse aux sorcières a abouti à une sclérose de l'esprit : « *Nous avons du mal à imaginer cette sorte de stagnation où l'esprit n'a d'autres moyens de s'évader qu'en se livrant à des commérages malveillants. C'est vers la fin du XVIII^e siècle que tout commence à changer. L'évènement qui marqua la séparation entre le monde du passé et notre monde actuel fut, en 1740, la parution d'un roman intitulé " Pamela "... Les écrivains classiques – comme Dante ou Shakespeare – étaient fatalement éloignées des préoccupations du peuple. Mais Pamela, La Nouvelle Héloïse, Werther apportaient une nourriture nouvelle, riche en émotion qui satisfaisait le cœur autant que l'intelligence.* ». C'est bien l'imagination qui va s'emparer du Peuple et lui permettre, en quelques années, d'oser prendre en main son destin à travers la révolution qui va naître.

La marche vers la révolution.

Note révolution constitue sans nul doute l'apport le plus important à l'humanité depuis le grand complot des origines. Jamais avant, jamais depuis lors, il n'a été permis aux hommes d'approcher de si près l'harmonie du début de leur histoire. Il y eut en réalité deux révolutions. La première est conduite par les accapareurs. Elle leur est nécessaire pour continuer leur œuvre

⁴⁸⁴ Pierre BAYLE « *Nouvelles de la république des lettres* », 1684.

⁴⁸⁵ Nicolas Antoine BOULANGER « *Préface aux Recherches sur l'origine du Despotisme Oriental* », 1761.

⁴⁸⁶ Colin WILSON « *L'occulte* », éditions Albin Michel, 1971 et réédité dans la collection de poche « *J'ai lu* » en 1973.

de prédation dès lors que l'économie se trouve bouleversée par l'arrivée de la monnaie, ce nouvel outil qui va rendre possible la domination de ses semblables sans passer par la possession de la terre. Il est aussi une deuxième révolution, la seule en réalité, sublime, grandiose, immensément imprévisible, qui éclate sur une terre opprimée, comme le fait l'ondée bienfaisante de l'orage au terme d'une journée caniculaire. Elle apporte un torrent d'innovation ! Elle est si dense, si intense, si généreuse, si proluxe que ces événements paraissent s'étaler sur des années alors qu'ils couvrent à peine quelques mois. Elle a tant marqué l'inconscient collectif et reste porteuse d'un tel espoir que la société des accapareurs s'est fixée comme priorité de la diaboliser sans répit. Après une curieuse célébration du bicentenaire où il ne fut jamais question d'elle, après une déformation systématique de la période de la terreur de 1793, voici que sort en 2008, avatar de plus dans la vaste campagne de dénigrement orchestrée par les défenseurs de la société de l'oppression et de l'inégalité, un obscur « *Livre noir de la révolution française* »⁴⁸⁷, un tissu de contrevérités tel, qu'il n'a pas manqué de provoquer un véritable tollé, non parmi les chroniqueurs appointés des princesses ou des impératrices, mais chez les vrais historiens qui ont notamment souligné « *l'absurdité* » de certains chapitres à l'instar de Jean Clément MARTIN, professeur d'histoire de la révolution française à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne et directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française (CNRS) qui dénonce la vision partisane de l'inénarrable pamphlet : « *Une France coupée en deux avec les catholiques d'un côté, les révolutionnaires athées le couteau entre les dents de l'autre : le Livre noir de la révolution française donne une vision totalement faussée* ». Loin de cette odieuse désinformation, qui ne vise qu'à célébrer l'obscurantisme dans tout ce qu'il a de plus réactionnaire et plus contre-révolutionnaire, le père DUCHESNE entend maintenant aider à faire comprendre celle belle période de notre histoire non en assénant, comme les tristes sires précédemment évoqués, des vérités révélées et intangibles mais en ne retenant que les faits dans leur seule froideur.

La mutation inéluctable.

La révolution française offre deux visages. Elle est duale et ceci est aisé à comprendre. Au tournant du siècle des Lumières, les accapareurs ont soudain compris que le maintien de leur suprématie sur la multitude devait obligatoirement passer par un changement en profondeur de la société. Il convenait pour ce faire de dépouiller le monde qui les entourait de ses vieux oripeaux, mais ils ne pouvaient le faire seuls et quel meilleur allié trouver sinon le bon Peuple ? La terreur fut jusqu'alors son lot, la duplicité allait marquer son avenir ! Cependant on ne manipule pas sans risque une telle puissance en devenir. Une insurrection renferme en elle une telle force que nul ne peut prétendre en contrôler l'issue. Quelques belles pages de gloire, comme la prise de la Bastille, serviront à asseoir un régime inique qu'on institue alors, tout entier bâti pour le dépouillement du nombre au profit de la minorité. Ce régime est à l'image de ce suffrage censitaire fondé sur cette ignominieuse théorie que l'on doit à cet abbé Sieyès, auteur de tant de vilenies à l'encontre du bon Peuple durant cette décennie charnière de notre histoire et pour lequel, même s'il lui a volé le titre de son livre, le père DUCHESNE n'a que mépris. Ce triste sire justifiait l'injustifiable en prétendant que seuls les citoyens riches contribuent à la bonne marche de l'économie nationale et qu'il est par conséquent juste, qu'ils influent seuls sur la vie politique par leur vote. Seule la révolution du Peuple permettra l'instauration du suffrage universel et, bien

⁴⁸⁷ « *Livre noir de la révolution française* », éditions Cerf, collection « *Histoire à vif* », 2008.

entendu, la chute du gouvernement populaire entraînera immédiatement le rétablissement du suffrage censitaire. L'historiographie officielle, sous l'entier contrôle de la propagande secrétée par la société des accapareurs, ne cesse d'entretenir une vision erronée de cet épisode majeur qu'est notre grande révolution. Celle-ci ne débute vraiment que le dix août 1792, quand le Peuple de Paris décide d'abattre la monarchie et d'instaurer la République et cette date, grandiose s'il en est, qui devrait, en bonne justice, honorer tous les frontons, nul ne l'évoque. Dans le même temps on glose inlassablement sur 1789 qui n'est finalement qu'une année de honte et d'échec pour le bon Peuple. Celui-ci a écrit alors des pages sublimes avec pour seul résultat de laisser le champ libre aux nouveaux accapareurs pour s'installer au pouvoir et fourbir tranquillement des armes pour mieux opprimer la multitude. La prise de la Bastille laisse au vrai républicain un goût amer, celle des Tuileries un bouquet suave !

Pour comprendre ce paradoxe de la révolution française, cette dualité qu'évoquait à l'instant le père DUCHESNE, il faut s'imprégner de l'évolution sociologique des choses dans la dernière période de l'ancien régime. Les accapareurs féodaux, qui depuis les temps reculés avaient pris sous leur fêrule le Peuple de France en s'appropriant indûment la terre, avaient réussi, pour partie d'entre eux du moins, à l'image de ces seigneurs de la gâtine poitevine mentionnés précédemment, à se servir de leur fief et des loyers qu'ils exigeaient alors de leurs sujets, pour draîner dans leur patrimoine toujours plus de ce moyen d'acquérir tout, de cette monnaie, largement inexistante jusqu'alors, mais qui commence à proliférer dans le corps social comme la mauvaise herbe sur une terre trop longtemps laissée à l'abandon. D'autres les ont aidé, pour la plupart d'origine roturière mais qui, à l'image du « *bourgeois gentilhomme* » de Molière, entretiennent le rêve d'accéder un jour eux aussi au rang de prédateur. Comme le montre le professeur Jean MEYER⁴⁸⁸, la vision traditionnelle d'une noblesse en déliquescence et d'une bourgeoisie dont la puissance ne cesse de grandir est erronée car le déclin de la noblesse est tout relatif : « ... *noblesse et bourgeoisie agissent dans le même sens. D'où superposition de deux types d'encadrement de la population et, plus tard, de l'économie, qui finissent, nécessairement, par entrer en lutte.... Nobles et grands bourgeois sont d'ailleurs formés ensemble, et participent à la même culture archaïsante, qui crée le décor néo-classique de la fin du XVIII^e siècle.* ». En réalité c'est bien une mutation qui s'opère : l'accaparement sous l'ancien régime se fonde sur la seigneurie, donc sur la terre, qui est alors la seule source de richesse comme l'identifieront d'ailleurs les physiocrates, mais désormais cette pratique ancestrale a trouvé un nouveau moyen de naître et de prospérer : la monnaie. Tentons de comprendre réellement ce qui se passe au moment où va se déclencher la révolution.

La monarchie tout d'abord. On a sans doute trop tendance à la stigmatiser or, sans qu'il y ait le moindre doute sur ce point, le danger que celle-ci fait peser sur le bon Peuple est sans commune mesure avec celui généré par la caste maudite des accapareurs d'hier comme d'aujourd'hui. La monarchie, prétendument absolue en ce dix-huitième siècle, s'identifie à l'État et c'est là l'essentiel ! Elle est alors imprégnée d'une pensée qui prévaut, depuis au moins un siècle, le *mercantilisme*. Cette conception, apparue après la Renaissance est aux antipodes de l'accaparement égocentrique. Elle prône l'essor économique général et l'enrichissement des nations, le moyen privilégié pour y parvenir étant le commerce extérieur. Même si, comme l'a montré le professeur François CROUZET⁴⁸⁹, le *mercantilisme* n'est pas, à proprement parler un

⁴⁸⁸ Jean MEYER, *Article : « Ancien régime »*, Encyclopaedia Universalis, édition 2009.

⁴⁸⁹ François CROUZET « *La guerre économique franco-anglaise au XVIII^e siècle* », éditions FAYARD, collection « *Littérature générale.* », 2008, 424 pages.

courant de pensée en tant que tel, il repose sur un rôle fondamental confié aux pouvoirs publics. L'économiste italien Antonio SERRA, dès le début du dix-septième siècle, préconise pour les États de consentir à un fort investissement dans des activités économiques à rendement croissant, afin d'exporter davantage qu'ils n'importent, en dégagant ainsi un excédent de la balance commerciale. Ce développement de la richesse nationale se fonde, d'une part sur une stimulation des exportations, mais aussi sur l'établissement de barrières douanières destinées à réduire les importations. Face à la petite économie de prédation locale, sclérosante à l'extrême, apparaissent alors les prémices d'une économie nationale, l'Etat nation s'opposant ainsi au « localisme » des structures du pouvoir seigneurial⁴⁹⁰. Dans cette vision du monarque cherchant à tout prix à accumuler de l'or, plus que l'enrichissement personnel du potentat, il y a aussi celle d'un pays tout entier dont on cherche à orienter les capacités de production vers ces activités à rendement croissant, c'est à dire les produits manufacturés par opposition aux produits bruts. Derrière cet intérêt national, c'est l'idée d'intérêt général qui est en germe.

La révolution : une nécessité pour les accapareurs !

Si dans le schéma explicatif du père DUCHESNE, l'ancien régime offre l'avantage apparent de la lisibilité en ce sens que le tiers exclus s'identifie aisément avec le *tiers état* face aux deux autres ordres minoritaires, il convient cependant d'introduire quelques nuances. L'analyse sociologique, à la veille de 1789, révèle une société plus complexe. Bercé sans doute par MICHELET, imprégné encore des belles images d'un Peuple triomphant sur les champs de bataille ou le long des faubourgs, le républicain sincère qui sommeille dans chacun d'entre nous, a un peu tendance à entrevoir l'ancien régime finissant, cette période dans laquelle le Peuple avait si peu le droit de s'exprimer, comme un repoussant monceau d'absolutisme et d'obscurantisme. Il ne faut pas faire preuve de beaucoup d'effort pour céder à cette vision manichéenne du monarque de droit divin écrasant sous sa tyrannie le bon Peuple. Il y a bien sûr un peu de cela en cette fin de XVIII^e siècle qui voit la splendeur de Versailles s'opposer cruellement à la misère des provinces et comment ne pas évoquer ce mépris incommensurable, parfaitement illustré par l'odieuse parole de l'architigresse d'Autriche : « *S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent donc de la brioche !* ». Pourtant rien n'est jamais simple et surtout, il n'est pas sûr qu'il y eût un mieux après... L'autorité royale qui s'affirme, de manière continue, depuis les premiers capétiens, n'a de cesse, on le sait, que de créer cette unité du pays, cette centralisation qui donnera la France. Or la constitution d'une unité se fait toujours contre quelqu'un et ce mouvement centrifuge n'échappe pas à la règle. Au plan intérieur, c'est ainsi contre le pouvoir baronnial que la centralisation capétienne va chercher à se faire. C'est une lutte sournoise entre le centre et la périphérie qui voit le jour et se poursuit durant tout l'absolutisme. Elle voit s'opposer le pouvoir central et l'oligarchie des ducs et des princes révélant alors une suprématie royale toute relative : « *Sire, nous sommes vos très humbles sujets, avec nos privilèges.* ». C'est dans le cadre de cet affrontement que va jouer à plein cette loi sociologique, que le père DUCHESNE n'a encore qu'à peine effleurée, qui repose sur le constat suivant : la centralisation favorise la démocratie tandis que le fédéralisme, dont la vocation est de diviser, crée les despotes. Tout se passe en effet comme si, en créant l'unité de la nation, on stimulait l'idéal perdu de la démocratie primitive. Cette unité pourtant ne sera pas achevée lorsque éclatera la révolution et la France n'est encore alors qu'un « *Agrégat de nations divisées* », selon la formule d'un révolutionnaire, mais une amorce décisive est franchie. Elle

⁴⁹⁰ Comme l'a montré Alesandro RONCAGLIA « *The Wealth of Ideas* », Cambridge, 2006.

passé notamment par cette « révolution linguistique » amorcée par l'ordonnance de Villers-cotterêts de 1539 qui imposait l'usage du « langage maternel françois » dans tous les actes officiels en dépit, là encore, de la volonté des seigneurs de maintenir les dialectes locaux pour, n'en doutons pas, mieux asseoir leur suprématie d'où d'ailleurs le mot d'ordre, demeuré célèbre, prononcé pendant la révolution : « Tuons les jargons et les patois locaux, véhicules de l'obscurantisme et de l'arriération mentale : les peuples libres ne peuvent que parler la même langue, la langue supérieure de l'humanité : le français ! ».

Cette tendance à la centralisation, qui voit le jour, dès l'affirmation de l'autorité royale dans le haut Moyen Âge, se manifeste encore de différentes autres manières. Ainsi, on l'ignore trop souvent, il existait de nombreuses assemblées sous l'ancien régime, notamment fiscales dont l'une d'ailleurs, la plus célèbre, les *États Généraux du royaume*, débute la révolution. Le professeur d'histoire Antoine FOLLAIN⁴⁹¹ de l'*Université Marc Bloch* de Strasbourg, dans sa remarquable description, pleine d'érudition, de la société de la haute Normandie, de 1450 à 1780, a décrit, à partir des archives villageoises, l'organisation locale sous l'absolutisme et sa description ne lasse de surprendre : la cellule villageoise qui gère des biens communaux, met en place des conseils paroissiaux, des assemblées qui délibèrent « indépendamment de toute autorité ». Le village apparaît ainsi comme une entité politique dans laquelle existe un esprit communautaire comme d'ailleurs une pratique démocratique. Ce communautarisme villageois ressort aussi clairement du travail conduit par Michel FIGEAC⁴⁹², professeur à l'*Université de Bordeaux III*, sur la vie quotidienne sous l'Ancien Régime. On comprend mieux alors et on demeure moins surpris par la réflexion de TOCQUEVILLE⁴⁹³ : « On aurait bien tort de croire que l'Ancien Régime fut un temps de servilité et de dépendance ; il y régnait plus de liberté que de nos jours. ». C'est bien ainsi que le souverain s'appuie sur le Peuple pour vaincre le pouvoir féodal fédéraliste et constituer l'unité du pays. C'est dans cette mesure que l'on peut y voir une première ébauche de démocratie. On retrouve alors le prolongement du mouvement médiéval d'émancipation des villes qui, libérées de toute tutelle, s'administrèrent par des conseils, consuls et autres capitouls. Il s'agit bien du même élan. Même s'il est sans doute abusif de le qualifier de démocratique, ce mouvement d'ensemble imprègne toutefois une dynamique dont on perçoit la direction : le commun profit, l'intérêt général contre les intérêts particuliers. Ce régime semble cependant voué à sa perte pour n'avoir pas su ou pas pu effectuer les réformes qui auraient pu le préserver. D'abord, et en premier lieu, pour exister politiquement il faut réunir des finances solides. En maintenant la seigneurie et la charge que celle-ci faisait peser sur le Peuple, le pouvoir royal se privait des ressources financières qui lui auraient permis de moderniser le pays. Cette modernisation fit défaut en dépit de l'apparition d'une administration, de grands commis contre lesquels ne tarde pas à s'insurger la noblesse avec, à sa tête, l'échotier SAINT SIMON. Pour maintenir dans ses mains les rênes de la conduite du pays, la royauté sera réduite à pratiquer le clientélisme dont la cour de Versailles est une parfaite illustration. Mais dans la réalité l'impuissance est partout à l'image de cette justice empêtrée par une multitude de juridictions et d'appels qui rendent tout procès définitif presque illusoire et, dans ces conditions, tout plaideur

⁴⁹¹ A. FOLLAIN « *Le village sous l'Ancien Régime*. », éditions FAYARD, collection « *Littérature générale* », 2008, 609 pages.

⁴⁹² M.FIGEAC (sous la direction de) « *L'ancienne France au quotidien. Vie et choses de la vie sous l'Ancien Régime*. », éditions Armand Colin, 2007, 590 pages.

⁴⁹³ A. de TOCQUEVILLE « *L'Ancien Régime et la Révolution* », Paris, 1993, éditions GARNIER FLAMMARION, collection « *Philosophie* », 411 pages.

habile obtient facilement gain de cause. Particularismes, absence de loi applicable dans tout le royaume, multiplicité des jurisprudences parlementaires laissent alors subsister une impression de désordre propice à tous les complots.

Et c'est bien ce qui se prépare au sein de cette société d'ancien régime où commencent à s'organiser des intérêts particuliers qui ont pour vocation d'asseoir une nouvelle caste d'accapareurs. L'analyse sociologique de la société du XVIII^e siècle nous la révèle. L'immense majorité du tiers exclus est aisée à cerner. Il s'agit d'abord de la population rurale qui, malgré la poussée urbaine constatée durant tout le siècle, constitue 80% de la population, mais aussi, dans sa grande majorité, de celle des villes qui, avec Paris en particulier et ses 650 000 habitants, va être le fer de lance de la révolution populaire. Qui sont alors les accapareurs ? Il y a d'abord ceux qui occupent la place depuis les temps immémoriaux, encore qu'il convienne d'établir des distinctions au sein de cette noblesse dont l'effectif total ne représente que 1,5% de la population c'est-à-dire 25 000 familles soit environ 300 à 400 000 personnes. Cet ensemble est particulièrement hétéroclite et, tout d'abord, inégalement réparti entre la noblesse d'épée, héritière des anciennes lignées et infiniment minoritaire et la noblesse de robe, c'est-à-dire les anoblis par le monarque ou au moyen de l'acquisition d'une charge ou de lettres de noblesse. Les accapareurs, dont parle le père DUCHESNE, sont, comme c'est le cas dans toutes les sociétés où ils sévissent, infiniment minoritaires au sein de cet ordre, à peine 1% soit tout juste 250 familles. Ce sont les « *grands* » qui cumulent les titres les plus élevés (prince, duc, comte...) et, cela va sans dire, des fortunes colossales. A côté de cette caste l'ordre se divise entre une noblesse provinciale d'épée ou de robe qui, fort des privilèges dont elle jouit, vit très aisément dans ses châteaux ou ses hôtels particuliers citadins. Le reste est constitué par la petite noblesse, majoritaire en nombre, parfois inculte et dont la vie besogneuse est souvent difficile. L'ordre du clergé, plus que minoritaire, presque anecdotique avec ses 0,5% de la population, soit 130 000 membres, se répartit en deux parts à peu près égales entre 70 000 séculiers et 60 000 réguliers (avec une nette prépondérance féminine proche des deux tiers). Là encore les disparités sont grandes et un véritable fossé sépare le bas clergé, aux revenus très modestes, et le haut clergé qui n'est qu'une antenne des « *grands* » dans la mesure où, depuis le Concordat de Bologne de 1516, le roi a la charge de nommer les évêques qui sont naturellement choisis dans les grandes familles (de Rohan, de la Rochefoucauld, de Talleyrand...). Le tiers état représente l'essentiel de la population française, 98% précisément. A côté de la paysannerie rurale, il y a les classes moyennes des villes constituées par les artisans et les petits commerçants, dont le travail s'organise dans le cadre des corporations organisées par corps de métier et qui se répartissent entre maîtres, compagnons et apprentis. Mais c'est aussi, au sein de ce tiers état, que se trouve l'autre composante de la caste future des accapareurs : cette prétendue élite qui se dit volontiers, comme cela l'arrange, ouverte aux idées des philosophes. Elle est constituée par des grands financiers (comme Necker), des grands négociants et en particulier ceux qui tiennent leurs fortunes du commerce maritime, notamment dans l'odieux trafic triangulaire des esclaves noirs. Ils sont souvent originaires de Bordeaux ou de Nantes mais aussi de Rouen ou de Marseille. Le train de vie de cette grande bourgeoisie n'a rien à envier à celui de la haute noblesse avec laquelle elle tend à se fondre, même sans privilèges.

Ces deux franges extrêmement minoritaires au sein de leurs ordres respectifs ont conçu ensemble d'utiliser leurs fortunes iniques pour imposer une société nouvelle, qu'ils envisagent comme un terrain de chasse dans lequel ils pourront donner libre cours à ce vice caractéristique de l'engance qu'ils constituent qui repose sur la règle du « toujours plus », c'est à dire sur la volonté d'amasser toujours et encore et d'appauvrir ainsi la multitude. Pour ce faire ils n'ont

besoin que de deux choses : abattre cette monarchie absolutiste qui n'agit et ne raisonne qu'en termes de bien commun et d'autre part trouver un nouveau « clergé » à leur service, un ordre minoritaire neuf dont la mission sera de figer leur usurpation dans la durée. La caste des politiques professionnels ne va pas tarder à naître pour se ranger immédiatement sous leur bannière...

L'outil de la domination nouvelle : l'argent roi !

La société de l'accaparement qui sévit aujourd'hui trouve ses lointaines origines à cette époque. Tous les traits qu'a mis en avant le père DUCHESNE dans la première partie de sa réflexion se retrouvent, de manière identique, dans la société née de la révolution française, à une exception près, la courte période durant laquelle la République a été une réalité ! Rien n'a changé depuis : le mal est resté constant ! La grande crise qui s'apprête à dévaster la société contemporaine y trouve ses causes profondes. En effet l'accapareur ne peut imposer la spoliation dont il se rend coupable que parce qu'il dispose d'un outil pour ce faire : la monnaie sacralisée. Pour comprendre cette stratégie pernicieuse il convient de revenir à des notions simples. Toute économie repose sur des biens et des services qui sont le fruit du travail des membres de la société. Pour pouvoir satisfaire au mieux leurs besoins, ces derniers doivent pouvoir changer un bien qu'ils ont en quantité excédentaire contre un autre. Le troc atteignant très vite ses limites (équivalence en valeur, la contrainte physique...), la monnaie est apparue comme l'outil opportun pour assurer les échanges. Elle offre en effet trois avantages : d'une part elle permet de mesurer, elle est « *unité de compte* » disent les économistes et MARX utilise, à cet égard, l'expression « *équivalent général* » ; d'autre part elle permet de payer et pallie donc aisément aux inconvénients du troc ; enfin elle permet de stocker des possibilités d'acquisition futures, c'est la fonction de *réserve de valeur liquidité* pour employer le jargon financier.

Or si les deux premières fonctions de la monnaie sont neutres, la dernière ne l'est pas. Elle explique, presque à elle seule, le déséquilibre profond sur lequel repose la société des accapareurs. Ceci est aisé à comprendre. La monnaie est conçue comme un outil, un étalon, un indicateur de la cherté des choses et devrait donc en bonne logique, n'étant qu'un facilitateur, n'avoir aucune valeur intrinsèque. C'est bien ce constat qui est à l'origine de l'expression *monnaie fiduciaire*⁴⁹⁴ qui se rapporte aux billets de banque, qui, en eux-mêmes n'ont que la valeur du papier qui les constituent. La monnaie dans l'absolu ne devrait servir qu'à mesurer la valeur et qu'à payer et à rien d'autre or, et c'est là sa troisième fonction, voici qu'elle est recherchée pour elle-même. Curieux comportement difficile à priori à comprendre dès lors, comme vient de le dire le père DUCHESNE, qu'elle n'a pas de valeur en elle-même. Certes, mais lui est attachée un formidable atout : sa liquidité c'est-à-dire ce pouvoir qui est le sien d'être immédiatement échangé contre des produits. Apparaît donc cette troisième fonction qui est celle de réserve de valeur. On accumule de l'argent pour ses dépenses futures, à défaut il faudra pour toute acquisition prendre un bien dans son patrimoine, le vendre et avec l'argent acquérir ce que l'on souhaite ce qui entraînera fatalement des coûts, sans compter le risque de dévalorisation de la valeur du bien. La monnaie va donc être stockée parce que, comme le souligne KEYNES, elle est la liquidité par excellence, parce qu'elle permet le règlement immédiat⁴⁹⁵. Cette accumulation

⁴⁹⁴ *Fiducia* : confiance en latin.

⁴⁹⁵ J. M. KEYNES « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* », éditions PAYOT, Paris, 1963.

de monnaie peut-être louable, si on se place dans la perspective de l'écureuil prévoyant qui met de côté ses noisettes. C'est le rôle de la trésorerie, cet argent que l'on conserve pour faire face aux dépenses quotidiennes. Ce sont aussi les encaisses précaution, ces avoirs conservés sous forme liquide pour faire face à des charges imprévues conformément au principe de prudence qui ne doit jamais être perdu de vue dans toute bonne comptabilité. Mais le danger réside dans une autre pratique, hautement condamnable, celle de la spéculation, ces événements que l'on attend pour réaliser une plus-value, une « bonne affaire » et dans cette attente on thésaurise. Agissant ainsi on fait de l'argent improductif, on contribue à mettre en place une monnaie oisive qui perd ainsi sa mission première.

Pour comprendre le péril économique constitué par cette dernière pratique, il faut se retourner vers la vision première de toute économie qui se répartit traditionnellement entre l'ensemble des produits et services disponibles, que l'on peut appeler la masse des biens avec, en face, l'ensemble des moyens monétaires permettant d'acquérir ceux-ci. Ces deux sphères cohabitent en permanence. Or, on sait que le marché fonctionne selon la loi de l'offre et de la demande : un bien rare verra son prix monter, inversement profusion de produits favorisera la chute des prix. Ces variations ne concernent que le prix, nullement la valeur du bien en elle-même, mesurable par exemple, comme le soutenait MARX, en heures de travail, qui elle demeurera toujours inchangée. La monnaie n'étant qu'un outil, un facilitateur en quelque sorte, on comprend alors qu'elle doit devenir une simple variable d'ajustement. Ainsi, si en raison de l'offre et de la demande, le prix d'un bien venait à doubler, rien n'interdit dans l'absolu aux pouvoirs publics, dès lors que la monnaie est par essence un pouvoir régalien, de maintenir son prix à la valeur première ce qui revient à valoriser la monnaie du double pour compenser la hausse, une dévaluation pouvant être envisagée dans le cas inverse d'une baisse des prix. C'est l'idée du contrôle des prix, qui a fonctionné en France de 1945 à 1986. La stabilité monétaire en revanche est profondément inéquitable et, en outre, pleine de péril et ceci est aisé à comprendre. En effet, si on ne permet pas la variation de la valeur de la monnaie c'est fatalement le prix de l'ensemble des biens qui devra varier, ce qui constitue une menace pour l'équilibre de l'économie, avec le risque de tarifs exorbitants sans correspondance avec la valeur intrinsèque du produit, à l'image des biens immobiliers de ces dernières années ou, à l'inverse, un prix d'achat qui ne couvre même plus le coût de production, comme c'est le cas de nombreux produits agricoles en 2008 et en 2009. La sacralisation de la monnaie est, en outre, profondément immorale car elle va permettre à quelques margoulin de s'enrichir indûment, sans le moindre investissement productif, uniquement en faisant naître l'argent de l'argent, selon le bon vieux principe spéculatif. Mais il y a plus grave encore, une telle pratique conduit inmanquablement à une spoliation.

La relation économique est, par nature, un jeu à somme nulle. Pour parler différemment il n'en sort ni gagnant, ni perdant, dès lors que le bien est vendu à son prix réel. Si en revanche on laisse jouer le jeu de l'offre et de la demande et que l'on stabilise la monnaie, il va sans dire que toute opération commerciale ne sera profitable que pour l'un des cocontractants. Le rapport de forces fait alors irruption dans l'échange et, il n'est pas besoin d'être grand devin pour comprendre que celui qui a pris le soin d'accumuler des moyens de paiement, ne pourra qu'en sortir vainqueur. Il ne saurait ainsi exister d'harmonie dans une société qui sacralise sa monnaie. C'est là une évidence qui est connue et répétée depuis la plus haute antiquité. Le père DUCHESNE a déjà montré combien la Grèce antique se rapprochait de la société harmonieuse des origines. Comment alors être surpris de constater que ses principaux penseurs, Platon et

surtout Aristote⁴⁹⁶, ont fermement condamné ce qu'il nommait la *chrématistique*⁴⁹⁷, c'est-à-dire la pratique visant à « *placer la richesse dans la possession de monnaie en abondance* », pratique que le grand philosophe qualifie de « *contre nature* », déshumanisant ceux qui s'y livrent. L'homme, « *zoon politikon* » (animal politique) est « *fait pour vivre ensemble* » et même « *en état de communauté* », la politique ne consistant qu'à « *organiser et maintenir l'état d'amitié entre les citoyens* » ce qui amène Aristote, comme d'ailleurs Platon, à condamner le goût du profit et surtout l'accumulation de monnaie car celle-ci substitue l'argent aux biens, elle crée de l'argent à partir de l'argent et ne produit rien. Pour Aristote la *chrématistique* n'est qu'un ensemble de ruses et de stratégies, destiné à acquérir toujours davantage de richesses pour parvenir, en définitive, à contrôler le pouvoir politique aux fins de dominer toute l'économie. Cette idée sera reprise par l'Eglise au Moyen Age, qui condamnera le prêt à intérêt. Ainsi le second concile universel de Lyon, en 1274, prive de sépulture chrétienne ceux qui n'auraient pas réparé, avant leur mort, les torts causés par la perception d'un intérêt. Sous l'influence de Saint Thomas d'Aquin notamment, sera élaborée plus tard la théorie du « *juste prix* ». L'église admet alors la perception d'un intérêt en rémunération du prêt d'une somme d'argent dès lors qu'elle ne fait que rémunérer le service, ce qui aboutit à une nouvelle définition de l'usure au concile de LATRAN en 1513 : « *Il faut entendre par usure le gain et le profit réclamés sans travail, sans dépenses, ou sans risque, pour l'usage d'une chose qui n'est pas productive.* ». Cette conception demeure celle de l'église au XVIII^e siècle.

La future caste des accapareurs a pour objectif tout exactement le contraire. Pour instaurer le règne de la suprématie de l'argent, il lui faut se libérer de cette contrainte morale qu'impose l'Eglise. On comprend mieux pourquoi elle deviendra volontiers ardente défenderesse de l'athéisme tout en prétendant d'ailleurs que c'est là une conséquence logique de sa foi en la science. Mais il est un autre obstacle : la monarchie et sa vision déjà macroéconomique, son sens de l'intérêt national, ce *mercantilisme* qui se décline en France sous son aspect *colbertiste*. Point n'est besoin d'économie nationale, quand on n'aspire qu'à une vaste foire d'empoigne pour ses forfaits. Il faut alors se mettre en quête de penseurs qui justifieront la prédation future. Ils apparaissent alors en prétendant, comme toujours, alibi facile, faire application de préceptes scientifiques. D'ailleurs les choses n'ont guère changé en ce début de millénaire, ce sont semblables théoriciens qui viennent aujourd'hui, en prétendant s'appuyer sur la science, imposer la pratique chrématistique en lui faisant usurper le nom d'économie, ce que dénonce le professeur Omar AKTOUF dans son livre « *La stratégie de l'autruche* »⁴⁹⁸. La monarchie absolue n'a échoué, alors qu'elle avait mis en place les bases d'un État moderne et les prémices d'une bureaucratie statisticienne, que parce qu'elle n'est pas parvenue à la réforme essentielle qui aurait été la suppression de la seigneurie. La ponction fiscale étatique ajoutée à la ponction seigneuriale a appauvri l'immense majorité du Peuple aboutissant aux difficultés financières de la fin du XVIII^e siècle qui firent la révolution. TOCQUEVILLE⁴⁹⁹ faisait justement remarquer que « *la centralisation administrative est une institution de l'Ancien Régime* » et que « *la Révolution a beaucoup moins innové qu'on ne le suppose généralement* » dès lors notamment que « *la*

⁴⁹⁶ ARISTOTE « *L'éthique à Nicomaque* », éditions Flammarion, 2002.

⁴⁹⁷ De *khréma*, la monnaie, et *atos*, la poursuite.

⁴⁹⁸ O. AKTOUF « *La stratégie de l'autruche. Post-mondialisation, management et rationalité économique.* », Montréal, édition Écosociété, 2002, 370 pages.

⁴⁹⁹ A. de TOCQUEVILLE « *L'Ancien Régime et la Révolution* », Paris, 1993, éditions GARNIER FLAMMARION, collection « *Philosophie* », 411 pages.

révolution administrative avait précédé la révolution politique ». La puissance de la caste nouvelle des accapareurs ne va cesser de croître tout au long du siècle des Lumières mais il apparaît bien que les idées qu'elle défend ont déjà largement imprégné l'esprit des pouvoirs publics. Alors que, le 27 avril 1709, en son conseil, Louis XIV déclarait : l'« *augmentation subite (du prix des blés) doit estre attribuée non pas au défaut des grains mais à l'avidité de ceux qui veulent profiter de la misère publique* », voici que bientôt les *physiocrates* viennent prendre parti contre les restrictions gouvernementales au commerce des blés, qui sont alors la base de l'alimentation, et de manière encore plus radicale affirment que la meilleure façon de maximiser la richesse de tous est de laisser chacun agir à sa guise selon ses moyens en mettant ainsi au premier plan la liberté du commerce comme principe de politique économique⁵⁰⁰. On connaît à cet égard la fameuse phrase, qui passera à la postérité, « *Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises* », probablement due au marquis d'ARGENSON. Là encore on constatera que rien n'a changé depuis lors car n'est-ce pas aujourd'hui ce même précepte qui sévit avec son cortège de déréglementation, l'explosion des fortunes du petit nombre et l'appauvrissement corrélatif des masses : le néo-libéralisme n'a de nouveau que le nom ! Comme la régulation keynésienne au vingtième siècle, le *mercantilisme*, cette volonté d'organiser l'économie au plan national, devient alors la cible privilégiée. Adam SMITH allant jusqu'à le réduire à une « *économie au service du Prince* »⁵⁰¹, alors qu'il est, selon lui, une « *main invisible* » pour faire en sorte que l'intérêt personnel de chacun des hommes aboutisse à l'harmonie sociale, à la prospérité et à la « *richesse des nations* », autrement dit, il n'est rien de mieux que la liberté de commerce et l'économie de marché. Le marquis de MIRABEAU, en 1763 dans sa « *philosophie rurale* », emboîte le pas à la critique du « *système mercantile* »⁵⁰².

MARX n'aura de cesse que de dénoncer ceux qu'ils appellent « les économistes » qui ne sont là que pour sacrifier cette *chrématistique* qu'il nomme « *auris sacra fames* » (« *maudite soif de l'or* ») avec ses dramatiques conséquences sur le sort du plus grand nombre. Ces idées pernicieuses n'attendent pas la révolution pour se mettre en place. Dès le début du XVIII^e siècle, le « *lobby* » des accapareurs, comme on dirait aujourd'hui, en pleine transformation, a atteint une telle puissance qu'il n'a pas de difficulté à imposer ses vues à la monarchie absolue, du moins à ceux qui prétendent agir en son nom. Ainsi, appelé au pouvoir par Louis XV en 1726, le vieux cardinal FLEURY, dont la santé est chancelante, nomme comme contrôleur général des finances, Philibert ORRY, fils d'un riche verrier de Rouen, dont la finalité première, en parfait accord avec les impératifs émanant de la caste dont il est issu, est de stabiliser la livre. Les résultats ne se font pas attendre ! La mesure n'étant destinée qu'à spolier le nombre au profit de l'oligarchie, une distorsion croissante se met en place entre les prix agricoles, dont la hausse est ralentie, et les prix de location de la terre, dont la flambée au contraire s'accélère, avec bien évidemment pour résultat une menace sur les revenus populaires au moment même où la rente du sol devient encore plus lourde à supporter. Le marquis d'ARGENSON, que salua Jean Jacques dans « *Du contrat social* » pour son ouvrage « *Considérations sur le gouvernement de la France* », dans lequel celui-ci envisageait « *jusqu'où la démocratie peut être admise dans un État monarchique* », qui fut secrétaire d'État aux affaires étrangères et qui, selon le maréchal de

⁵⁰⁰ Voir en particulier l'ouvrage de Marc MONTOUSSE « *Théories économiques* », Paris, Bréal, 1999, page 11.

⁵⁰¹ A. SMITH « *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* », livre IV.

⁵⁰² A. SAMUELSON « *Les grands courants économiques* », PUF, page 22.

RICHELIEU, fut « *digne d'être Secrétaire d'État dans la République de PLATON* »⁵⁰³, tant qu'il demeura ministre, n'eut de cesse que de dénoncer « *le mauvais goût bourgeois de Monsieur ORRY* ». Comme il l'aurait sans doute été par les maîtres penseurs d'aujourd'hui, il fut raillé par la coterie en vue à la cour, qui le nommait « *d'ARGENSON la bête* »⁵⁰⁴. Ainsi on voit bien combien les origines du grand changement qui se profile sont duales : d'un côté cette révolution des riches qu'ont évoquée Jean JAURES et plus tard Albert MATHIEZ et de l'autre la révolution des pauvres que glorifiera MICHELET. Cette opposition est irréductible et sur certains aspects, comme la gestion de l'économie avec notamment la question du prix du pain, la révolution populaire est assurément plus proche de l'interventionnisme étatique de l'ancien régime que de la nouvelle caste des accapareurs qui s'autoproclame révolutionnaire.

La révolution comme fin de l'oppression du Peuple.

La vraie révolution fut celle du Peuple, ce Peuple dont on voulut, une fois encore, se servir en attendant qu'il mette sur terre la Bastille mais qui ne l'entendit pas de cette oreille et s'organisa aussitôt dans cette commune de Paris en attendant d'instaurer la République, le 10 août et de parachever son triomphe. C'est une aliénation continuelle de plusieurs siècles qui trouve alors enfin son exutoire. Victor HUGO a justement écrit : « *Les grandes révolutions naissent des petites misères comme les grands fleuves des petits ruisseaux* »⁵⁰⁵. Que l'on songe seulement à l'oppression qui pesait sur ce Peuple depuis les temps immémoriaux ! Cette France rurale où domine l'image omniprésente de ce paysan accablé d'impôts, ceux réclamés par l'État central naissant auxquels venaient s'ajouter la spoliation de la seigneurie, surtout à compter du XVII^e siècle, comme l'a montré l'historien Yves-Marie BERCE qui évoque une « *extraordinaire crue fiscale* » à partir de 1632 : « *La croissance des taxes prit des proportions inouïes, parmi les plus brutales de l'histoire de la fiscalité* » de l'ordre d'un doublement voire d'un triplement en l'espace de seulement quelques années⁵⁰⁶ ce qui mettait l'homme du Peuple constamment aux limites de la misère matérielle, baignant en permanence dans ce climat angoissant, qu'a évoqué le père DUCHESNE, dans lequel à l'insécurité physique vient s'ajouter l'insécurité psychologique. La grande prière du XVe au XVIIIe siècle, que l'on répète dans tout le royaume reste, comme dans les temps les plus sombres du Moyen Âge, le « *Libera nos a peste, fame et bello* » (« *Libère nous (Dieu) de la peste, de la famine et de guerre* »)⁵⁰⁷. Le froid sévit également car l'Europe connaît cette période, qui s'étend de la fin du XVI^e siècle jusqu'au milieu du XIX^e siècle, que l'on a appelé le « *petit âge glaciaire* ». Les hivers sont rigoureux et les conséquences sont

⁵⁰³ VOLTAIRE dans sa lettre à RICHELIEU en date du 4 février 1757 écrivait : « *Ce pauvre marquis d'Argenson, que vous appeliez le secrétaire d'État de la république de Platon, est donc mort ? Il était mon contemporain ; il faut que je fasse mon paquet.* ».

⁵⁰⁴ « *René Louis de Voyer de Paulmy d'Argenson* », dans Gustave VAPEREAU « *Dictionnaire universel des littératures* », Paris, Hachette, 1876, 2 volumes, tome I, p. 132 et Jean de VIGUERIE « *Histoire et dictionnaire du temps des Lumières. 1715-1789* », Paris, Robert Laffont, collection *Bouquins*, 2003, page 1450.

⁵⁰⁵ Victor HUGO « *Choses vues 1830-1848* », éditions Gallimard, collection « *Folio Classique* ».

⁵⁰⁶ Y-M BERCE, « *La naissance dramatique de l'absolutisme. 1598-1661* », collection « *Points Histoire* », page 143.

⁵⁰⁷ Robert MUCHEMBLED « *Culture populaire et culture des élites dans la France moderne.* », édition Flammarion, collection « *Champs* », 1978, p 21-22.

dramatiques sur les activités humaines. Les mauvaises récoltes entraînent la sous alimentation chronique des organismes affaiblis que les « *malignités* » achèvent souvent⁵⁰⁸. La mortalité infantile est effroyable et l'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas vingt deux ou vingt trois ans et l'enfant qui survit peut espérer, tout au plus, atteindre la quarantaine. La maladie est omniprésente : « *fièvres* », « *flux de ventre* », « *mortalités* » appelées « *pestes* » imposent l'idée de terreur liée à une malédiction divine⁵⁰⁹ que renforce d'ailleurs l'oppression psychologique qui s'exprime notamment dans la chasse aux sorcières et cette volonté de réprimer la culture populaire⁵¹⁰.

Le XVIII^e siècle va alors offrir à ce Peuple opprimé une opportunité. Une évolution un peu identique à celle que connut la fin du Moyen Age s'amorce, caractérisée par la croissance accélérée des villes, ce qui fit dire à la philosophe et historienne, Elisabeth LABROUSSE (1914-2000), que la révolution était d'abord un fait urbain. « *L'air de la ville rend libre* » disait le dicton populaire du Moyen Age, mais la ville est désormais le lieu où séjournent les futurs accapareurs, ces nobles ou ces grands bourgeois qui ont compris que l'argent allait devenir le moyen de leur future domination sur leurs semblables. Cette oppression se met doucement en place pendant tout l'ancien régime : les possesseurs d'argent vont endetter les paysans jusqu'à, progressivement, leur faire perdre la propriété de leurs terres. Une véritable rente foncière apparaît alors, au fur et à mesure que les exploitations agricoles sont confisquées par les citadins fortunés. Cette rente va augmenter de manière constante au XVI^e et XVII^e siècle pour culminer au XVIII^e siècle. La propriété paysanne, qui ne représentait pourtant que de 25% de l'ensemble des terres en 1550, tombe à 15% au début du règne de Louis XIV et, parallèlement, c'est une véritable spoliation des masses laborieuses qui se met en place. Ainsi, vers 1700, c'est près du quart (20 à 25%) du produit agricole net qui est prélevé par ces riches des villes sans que ce transfert ne s'accompagne pour autant d'un réinvestissement dans l'activité agricole⁵¹¹. Mais les paysans ne sont pas les seuls à alimenter cette rente des riches, l'Etat également qui, faute de ressources suffisantes en raison du maintien des prélèvements des seigneurs sur le Peuple, est contraint de s'endetter. Cette charge étatique, dans la mesure où, comme aujourd'hui du reste, l'impôt ne concerne pas les représentants de la fortune, viendra encore aggraver le poids fiscal qui pèse sur les seules campagnes. Au fil des ans, l'emprise des nouveaux accapareurs sur le plat-pays s'étend. Les paysans mais aussi les artisans qui vivent dans les campagnes deviennent dépendants des fortunés des villes qui leur vendent les matières premières et parfois mêmes les outils que ceux-ci ne peuvent plus se payer. Le commerce, qui se développe au XVI^e et XVII^e siècle, est encore un autre moyen d'asservissement : les riches négociants des villes récupèrent, à bas prix, les produits fabriqués dans le milieu rural pour les vendre un peu plus loin, moyennant bien entendu une solide plus-value. Ainsi les toiles de lin de BEAUVAIS se retrouvent vendues à PARIS, voire même exportées à l'étranger. Cette oppression économique des campagnes amène aussi le

⁵⁰⁸ Robert MUCHEMBLED, op. cit., page 123.

⁵⁰⁹ Robert MUCHEMBLED, op. cit., page 30.

⁵¹⁰ Robert MUCHEMBLED, op. cit., voir deuxième partie, chapitres I à V.

⁵¹¹ Sur toutes ces questions voir notamment les ouvrages de Benoît GARNOT « *Les villes en France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles* », Paris, OPHRYS, 1994, « *Les campagnes en France au XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles.* », Paris, OPHRYS, 1998 et Emmanuel LEROY LADURIE « *Histoire de la France rurale. L'âge classique des paysans.* », Paris, SEUIL, 1975 et « *Histoire de la France urbaine. La ville classique de la Renaissance aux révolutions.* », Paris, SEUIL, 1981.

phénomène d'exode rural qui explique, à lui seul, l'augmentation de la population urbaine⁵¹² qui fait plus que doubler en un peu plus d'un siècle : en 1660, le nombre d'habitants des villes est de 2,7 millions, en 1789 il atteint 5,8 millions. Ce sont les catégories les plus basses de la société qui sont concernées par ces mouvements migratoires, l'afflux urbain ne résultant que de la hausse de la population des campagnes, asphyxiées financièrement par les riches, qui ne parviennent plus à nourrir leurs nouveaux enfants. C'est parce que ce sont ces seuls déracinés par la pauvreté qui font le « *boom urbain* » que le professeur honoraire à la *Sorbonne*, François CROUZET, a pu écrire qu'à la fin du XVIII^e siècle, l'exode rural n'a pas vraiment commencé.

C'est alors et encore une fois l'économie qui provoquera l'étincelle. Les finances publiques feront la révolution ! Les dépenses publiques ont connu une croissance exponentielle dans le siècle, passant en soixante ans, de 1728 à 1788, de 200 à 630 millions. Comment les rentrées d'argent auraient-elles pu suivre alors que les aristocrates possesseurs des grandes fortunes terriennes en sont dispensés et que la puissance financière de la bourgeoisie naissante est tout autant épargnée ? Une fois de plus c'est encore sur le bon Peuple que l'on tentera alors de « lisser » cette pression financière. C'est si simple d'endetter la multitude, tout exactement comme aujourd'hui ! Que le climat s'en mêle, que les racines des plantes viennent à geler jusqu'à près d'un pied sous terre, que les arbres fruitiers ne produisent plus et alors « *ce Peuple couché par terre, pauvre Job* », qu'évoque le grand MICHELET, s'apprête aussi à faire sa révolution pour enfin revendiquer sa place légitime !

La révolution et ses mensonges.

Le thème de la révolution française est sans doute aujourd'hui celui qui renferme le plus de contre vérités et comment pourrait-il en être autrement ? La société des accapareurs qui sévit se doit de tout mettre en œuvre pour occulter le formidable message d'espoir que cette période bénie de l'histoire recèle. Le procédé utilisé repose toujours sur les mêmes principes : l'amalgame et l'occultation. L'amalgame tout d'abord. Le père DUCHESNE vient de montrer comment l'évolution de la société, au siècle des Lumières, a entraîné une mutation dans l'ordre oppresseur : le pouvoir croissant de la monnaie, en modifiant la notion de richesse, amène progressivement celle-ci à se détacher de sa dimension territoriale. La terre cède la place à l'or. Un bouleversement des structures politiques s'en suit alors qui entraîne par contrecoup celle des structures juridiques, la mutation de celles-ci s'avérant indispensable pour que puisse s'épanouir la nouvelle caste des accapareurs. En s'appuyant sur un Peuple exaspéré, celle-ci va s'approprier la révolution. 1789 n'est pas la vraie révolution, elle n'est que celle qui met en place le régime au service des oppresseurs et on comprend mieux alors pourquoi on ne cesse aujourd'hui d'évoquer cette seule date lorsque l'on aborde l'épisode révolutionnaire. L'instauration de la monarchie constitutionnelle ne vise qu'à mettre en place cette société dans laquelle les nouveaux prédateurs auront toute liberté pour dépouiller l'immensité du Peuple. Des preuves demanderont au père DUCHESNE quelques esprits chagrins ? Elles ne manquent pas ! La suppression des parlements par exemple. Ce parlement de Paris, qui avait commencé la révolution en s'opposant au roi, est supprimé et, désormais, la loi des 16 et 24 août 1790 interdit aux juges de connaître des affaires de l'exécutif. Quelle meilleure manière de s'affranchir de l'état de droit tout en prétendant l'instaurer ! Les décrets d'Allarde des 2 et 17 mars 1791, en supprimant les corporations, vont

⁵¹² Voir Jacques DUPÂQUIER « *Histoire de la population française. De la Renaissance à 1789.* », Paris, PUF, 1988.

livrer pieds et poings liés les travailleurs à l'oppression économique pendant près d'un siècle, car il faudra attendre la loi Waldeck Rousseau du 21 mars 1884 pour que l'interdiction de l'association professionnelle, c'est à dire la liberté syndicale, soit abolie et on pourrait multiplier les exemples tant il n'y a dans cette première révolution que l'entière mainmise des accapareurs.

L'occultation aussi est la règle de nos jours quand il s'agit d'évoquer la révolution française. On ne cesse d'évoquer et de célébrer 1789, on ne parle que de 1789, on ne jure que par 1789. La mission d'usurpation est alors accomplie et l'histoire peut s'arrêter : « *Circuler il n'y a plus rien à voir !* ». C'est bien ce que l'on essaie encore, plus de deux siècles plus tard, de nous faire croire ! Un cinéaste, commémorant pour son bicentenaire la révolution, qualifiera ces premières années d' « *années lumière* » avant, bien entendu, d'évoquer les « *années noires* » qui débutent avec la victoire du Peuple et s'achèvent à la chute de ROBESPIERRE. C'est pourtant très exactement le contraire qui prévaut ! C'est bien la noirceur qui sied pour qualifier ces premières années de la révolution, celles qui vont permettre d'instaurer pendant si longtemps l'ignominie de l'accaparement dans sa forme moderne, l'opulence déraisonnable payée par tant de souffrances, tant de corps décharnés, tant de membres mutilés, tant d'enfants agonisants au fond des mines ou hurlant les os broyés par les machines à filer. C'est bien la lumière qu'il convient d'évoquer pour parler de ce qui suit ce régime censitaire ! C'est bien les années lumière qui arrivent ! Même enfouies sous le non dit de la propagande officielle, elles chantent encore aux oreilles du Peuple qui revoit, quelque part, l'image de ces cohortes salvatrices jaillissant de tous les coins du pays pour entonner leur air de liberté à la face de tous les tyrans de la terre, imprégnation visuelle indélébile que ce moulin dressé dans cette plaine de légende devant lequel la première canonnade suffit à mettre en déroute la plus puissante armée du monde pétrifiée de terreur devant l'invincibilité du Peuple uni. Tentons alors, avec le père DUCHESNE, de lever un tant soit peu le voile épais avec lequel la société contemporaine des accapareurs voudrait occulter cette période bénie entre toutes.

« *Tout commence par les idées...* ».

Il convient tout d'abord de nuancer une thèse, pourtant fort répandue, qui prétend que les philosophes des Lumières auraient fait la révolution. La réalité apparaît bien différente. S'il est évident que certaines contributions ont directement influencé le cours des événements et comment ne pas citer les idées de notre vénéré Jean Jacques ROUSSEAU, il reste que cette foisonnante pensée des Lumières trouve aussi, pour croître et prospérer, un terreau fertile. MARX était attaché à l'idée que les philosophes sont l'expression d'une pensée dominante dans sa fièvre et il est vrai que le foisonnement de génies n'est pas suffisant pour faire bousculer les choses. Une illustration, parmi d'autres, peut être donnée dans l'exemple de la ville de Vienne à la fin du XIX^e siècle. Cette cité semble devenir alors la quintessence de la modernité : en 1897 la sécession architecturale est fondée tandis que SCHONBERG, BERG et WEBERN constituent la « *trinité viennoise* », dans le même temps FREUD sonde les tréfonds de l'âme humaine et s'apprête à créer la psychanalyse... Foisonnement de génies en un même lieu sans nul doute, mais pas de révolution ! Aucun bouleversement d'envergure n'est à attendre et la pensée n'entraîne guère l'effondrement de l'empire austro-hongrois qui ne verra sa fin qu'avec la première guerre mondiale... Il faut décidément autre chose pour faire une révolution ! Il est nécessaire que la masse critique de la pensée libératrice soit atteinte afin que celle-ci puisse occasionner la réaction en chaîne... La première phase révolutionnaire, celle qui reste toute entière sous le contrôle des nouveaux accapareurs, s'explique peut être selon le schéma marxiste d'une bourgeoisie en pleine

expansion, imposant alors ses vues à une féodalité agonisante, mais la révolution du Peuple, la vraie tourmente émancipatrice, doit trouver son origine ailleurs que dans un simple et mécanique sous bassement matérialiste. Elle ne peut se comprendre que par la perception par le Peuple de la réalité de l'oppression d'une minorité, par l'intuition de cette usurpation du vouloir collectif qui fit l'humanité au profit du seul caprice de quelques-uns. La pensée des philosophes ne naît pas seulement du génie individuel, elle relaie inmanquablement une intuition collective. Elle est, par nature, de l'air du temps. En commençant à fusionner le Peuple de France dans un royaume unique, le pouvoir capétien a contribué à estomper les clivages géographiques et libéré ainsi l'énergie créatrice. L'unité de la nation française a alors généré une prise de conscience collective, que les philosophes ont su relater mais qui s'est exprimée dans les faits par la déflagration révolutionnaire.

Comment croire à une génération spontanée de ces dirigeants révolutionnaires qui firent la République, vainquirent toutes les puissances de la terre, gouvernèrent, dans des conditions épouvantables, en accumulant des succès proprement stupéfiants si on les compare aux piètres résultats des politiques publiques actuelles, générèrent une déclaration des droits, une constitution, une philosophie politique et des principes de l'intervention publique prodigieux dans leur dimension prophétique ? Comment ces hommes se seraient-ils, en quelques semaines, improvisés si fins politiques, si précieux économistes, si éclairés constitutionnalistes, s'ils n'avaient été portés par la prise de conscience de tout un Peuple ? Il faut convenir que c'est bien l'unité de la France qui a fait la révolution et rien d'autre : la fusion vers le centre amène la liberté et la démocratie, la dispersion vers la périphérie l'oppression et le despotisme. L'historien Paul HAZARD (1878-1944) a grandement contribué à la science par son magistral ouvrage « *La crise de la conscience européenne* »⁵¹³. Publié dans l'entre-deux-guerres, ce livre, qui est devenu une référence, défendait la thèse, audacieuse pour l'époque mais aujourd'hui reconnue par la plupart des historiens, que les idées des Lumières apparaissent bien avant le XVIII^e siècle, en plein règne du Roi-Soleil : « *La majorité des Français pensait comme Bossuet ; tout d'un coup, les Français pensent comme Voltaire : c'est une révolution... Nous avons voulu montrer, précisément, que ses caractères essentiels se sont manifestés beaucoup plus tôt qu'on ne croit d'ordinaire ; qu'on le trouve tout formé à l'époque où Louis XIV était encore dans sa force brillante et rayonnante ; qu'à peu près toutes les idées qui ont paru révolutionnaires vers 1760, ou même vers 1789, s'étaient exprimées déjà vers 1680.* ». Paul HAZARD se fonde notamment, pour étayer sa thèse, sur la perception par le Peuple de la falsification du passé qu'a précédemment évoqué le père DUCHESNE. Cette prise de conscience se fait vers la fin du XVII^e siècle quand, tout à coup, chacun prend conscience que l'histoire moderne, l'histoire antique grecque ou romaine n'est qu'un tissu de charlataneries : « *Aujourd'hui, l'heure du doute est venue... On acquiert cette triste sagesse, qui consiste à savoir qu'on ne sait rien.* ». La méthode chronologique appliquée aux grands textes, comme la Bible, montre que l'histoire n'est qu'« *un amas de fables... et ensuite un amas d'erreurs* ». L'exégète Richard SIMON (1638-1712)⁵¹⁴ met en évidence, dans la Bible, des traces d'altération révélées notamment par des incohérences chronologiques : ainsi par exemple, l'Ancien Testament n'évoque les rois perses que pour autant que ceux-ci sont en rapport avec l'histoire du peuple juif mais des textes profanes, quant à eux, font mention de bien d'autres monarques perses ce qui impose l'idée d'une chronologie bien plus

⁵¹³ Paul HAZARD « *La crise de la conscience européenne. 1680-1715* », Paris, BOIVIN, 1935, réédition, FAYARD, 1961.

⁵¹⁴ R. SIMON « *Histoire critique du Vieux Testament.* », Paris, 1680.

étendue que ne le laisse croire la Bible. L'ouvrage en question fut censuré. Cette nouvelle façon d'envisager les choses fait que le mot du philosophe Pierre BAYLE (1647-1706) s'impose de plus en plus « *Ne rien accepter, sans un jugement préalable de son propre tribunal* », c'est à dire faire appel à la raison (« *elle ne s'arrête plus, cette raison déchaînée* »).

FONTENELLE (1657-1757) à son tour, défend une démarche purement cartésienne et prône, au nom de la raison, la lutte contre les mystères imposés. Dans « *Le traité des oracles* », publié en 1696, il dénonce la propension de l'être humain à masquer ce qu'il ne comprend pas par le nom de mystères qui finissent par devenir des religions : « *Qu'une fable soit acceptée par cent personnes ou par cent mille pendant une année ou pendant des siècles, elle reste toujours une fable.* » En se libérant des chaînes de l'obscurantisme, cette pensée toute rationnelle revient alors naturellement à l'harmonie des origines : ainsi SPINOZA (1632-1677) déclare que la démocratie est la forme de gouvernement qui se rapproche le plus du droit de la nature ; « *ivre de raison* », pour reprendre l'expression de HAZARD, John TOLAND (1670-1722) soutient que la croyance en l'immortalité de l'âme n'est pas seulement chrétienne mais païenne. C'est ainsi qu'apparaît le déisme, la religion naturelle qui ne consiste qu'à agir dans le sens de la force qui assure la conservation et l'ordre de l'univers qui, si elle « *atténue Dieu ... ne le détruit pas* ». C'est d'incommensurables perspectives qui s'ouvrent alors en plein absolutisme et Paul HAZARD cite BAYLE : « *Nous voilà dans un siècle qui va devenir de jour en jour plus éclairé, de sorte que tous les siècles précédents ne seront que ténèbres en comparaison.* ». C'est à cette même époque que, par opposition au droit divin qui fonderait la monarchie, naît l'idée de droit naturel et SPINOZA dans son « *Traité de théologie politique* » de 1670 et dans son « *Éthique* », publié en 1677, n'hésite pas à affirmer que les rois sont des imposteurs. Quant au moraliste et philosophe anglais Richard CUMBERLAND (1631-1718), par opposition à HOBBS, il consacre l'idée d'une loi naturelle comme fondement de toute organisation humaine, dans son ouvrage de 1672 « *De legibus naturae disquisitio philosophica* ». L'écrivain pamphlétaire français Pierre JURIEU (1637-1713), en réaction à la révocation de l'édit de Nantes, publie en 1686 et en 1689 ses « *Lettres pastorales aux fidèles qui gémissent sous la captivité de Babylone* » dans lesquelles, face à l'utilisation de la force par le monarque pour faire céder les consciences, il justifie le droit à l'insurrection. LOCKE (1632-1704) lui emboîte le pas en prétendant que si le pouvoir empiète sur les libertés du Peuple, il faut le retirer des mains de qui l'exerce. Toute cette effervescence, un siècle avant la révolution, cette « *crise de la conscience européenne* » va diffuser dans tout le corps social et amener, petit à petit, le Peuple à entrevoir la voie de son bonheur. Il n'y a pas, en effet, que les privilégiés qui accèdent au savoir au XVIII^e mais il existe aussi toute une culture populaire, comme l'a montré l'historien Daniel ROCHE, professeur au Collège de France, dans sa remarquable étude « *Le Peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle* »⁵¹⁵ à partir notamment du journal écrit entre 1764 et 1802 par Jacques Louis MENETRA, compagnon verrier.

Ainsi c'est donc, bien avant le siècle des Lumières, que les idées novatrices sont en gestation. Les philosophes, qui connaissent leur apogée entre les années 1730 et 1770, se divisent très nettement en deux courants d'inégale importance. Le courant dominant va tout entier servir les futurs accapareurs et poser les bases de la prétendue théorie libérale. C'est bien sûr le baron de la Brède, dont le père DUCHESNE n'a que trop parlé, mais c'est aussi le mondain VOLTAIRE (« *J'aime le luxe et même la mollesse* ») qui dans ses « *Lettres philosophiques* »,

⁵¹⁵ D. ROCHE « *Le Peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle.* », Paris, éditions AUBIER, 1981, 320 pages.

publiées en 1734, à l'instar de MONTESQUIEU, exalte, tout à la fois le gouvernement « *foire d'empoigne* », cette présumée liberté anglaise qui voit un roi contrôlé par les nobles et le Peuple, les nobles par le roi, et le Peuple par le roi et les nobles, la tolérance ou plutôt la permissivité du puissant et bien entendu le libéralisme économique censé être le fondement de la liberté politique. Ce même libéralisme tout aussi ardemment défendu par TURGOT (1727-1781) qui publie, en 1766, ses « *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* » où il soutient que l'équilibre économique ne réside que dans la liberté des échanges et du travail. C'est encore HELVETIUS (1715-1771) qui affirme, en 1758, dans « *De l'esprit* » que ce n'est que l'intérêt personnel qui pousse les personnes à vivre en société et nie toute idée de Dieu. C'est toujours la croyance en un progrès linéaire et inéluctable que BUFFON croit trouver dans ses fossiles et qu'il exprime en 1749 dans son « *Histoire naturelle* ». Il n'y a en réalité, si l'on excepte DIDEROT (1713-1784) et sa vision « mécaniste » des choses, que l'immense Jean Jacques à mettre à part. Ce visionnaire qui sent intuitivement que l'homme ne peut naître que bon et que sa corruption ne vient que de la société. C'est le grand message de son immortel « *Discours sur les sciences et les arts* » de 1750. Il révèle que socialisation et civilisation ont porté atteinte à la liberté naturelle : « *L'homme est né libre et il est partout dans les fers* », rejetant ainsi l'idée d'un progrès inéluctable, comme veut nous l'imposer le dogme darwinien qui sévit aujourd'hui, mais il croit pourtant au bonheur possible sur terre, ce bonheur présent quelque part en nous, comme il l'enseigne dans ses « *Rêveries du promeneur solitaire*. » et qui ne viendra que de la conciliation entre la liberté individuelle et la volonté générale mise en avant dans « *Le contrat social* » publié en 1762.

Le sens de 1789.

En évoquant ces prémices de la révolution française, le père DUCHESNE ne peut s'empêcher de penser à la situation de la France, en ce début de vingt-et-unième siècle, en cette année 2009, où tant d'éléments viennent corroborer la situation qui prévalait alors. On retrouve effectivement les mêmes traits au point que l'on puisse croire que l'histoire est en train de se répéter. La crise financière aujourd'hui, comme alors, est sans précédent. Les finances publiques sont aux abois, tout exactement comme à la fin du XVIII^e siècle et, c'est un doux euphémisme que de le dire tandis que des chèques en blanc sont allégrement tirés sur deux générations futures. Bien entendu dans le même temps, une même poignée de privilégiés continue d'échapper à l'impôt avec pour conséquence que le bon Peuple voit sa situation se dégrader chaque jour davantage, son avenir s'obscurcir toujours plus, son pouvoir d'achat se dégrader à vitesse accélérée et ses perspectives d'emplois se tarir. Comme hier encore, d'où que viennent les propositions pour régler une situation, dont le caractère préoccupant a rarement été si prégnant, il n'est proposé que de consolider toujours plus les privilèges des nantis. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, serait-il alors permis d'espérer en un futur soulèvement, une vaste remise en cause d'un système dont l'absurdité n'a d'égale que la profonde injustice ?

Rien n'est moins sûr assurément ! Alors que les français ne manquent pas d'occasion de se remémorer les pages les plus glorieuses de leur histoire, la propagande des accapareurs, toute entière fondée sur le principe de duplicité dont le père DUCHESNE a déjà mis en avant la teneur, présente la révolution française comme une péripétie unique, amalgamant ainsi habilement une monarchie constitutionnelle au seul service des tenants de la richesse et une république naissante fondée sur le pouvoir du Peuple. Il est tout de même singulier que, alors que dans l'esprit de chacun révolution et République sont intimement liées, apparaissant même indissociables, jamais

pourtant n'est célébrée la naissance de cette dernière. Le 10 août 1792, nul ne semble connaître cette date et il ne se trouve personne pour la célébrer. On ne parle que de 1789, on n'exhorte que 1789, on exulte que devant 1789 à l'image de cette pitoyable célébration du bicentenaire avec, pour point d'orgue, un grotesque défilé de pacotille, mélange bigarré et hétéroclite de joyeux drilles aux apparences éméchées, frappant dans leur euphorie bachique, à coups redoublés, sur de vieilles lessiveuses, précédés de quelques pas par quelques pantins désarticulés dans des contorsions vaguement obscènes, le tout orchestré par un obscur faiseur de fric sous les auspices et la haute bénédiction de la gauche caviar depuis ses quartiers huppés.

Notre révolution renferme en son sein un tel message d'espoir pour les tenants de la démocratie vraie que, accapareurs et despotes, n'ont jamais eu de cesse que de tout mettre en œuvre pour occulter celui-ci. Cette révolution française de la fin du siècle des Lumières est unique en ce sens qu'elle recèle, prisonnière entre deux périodes marquées par le leurre, une phase capitale dans l'histoire de l'humanité, celle où, pour la première fois sans doute depuis l'aube des civilisations et le complot des origines, le tiers exclus a, un instant, retrouvé la place que le droit naturel lui désigne. Trois phases se succèdent en effet durant cette petite décennie. La première, MARX nous la présente comme voyant la bourgeoisie, consciente de sa puissance, venir imposer ses vues et détourner le pouvoir à son profit. Cette période finira par être remise en question quant le Peuple, l'essence même de la dynamique révolutionnaire, imposera enfin ses vues. Le système de domination que les nouveaux maîtres de la finance ont mis en place, fondé tout entier sur la duperie, le voilà soudain mis à terre à la fois par le nombre et par la vertu. Mais le ver est dans le fruit et l'argent roi, le Mammon du Talmud et du Nouveau Testament⁵¹⁶ aura raison de la destinée de l'homme. Face à l'incommensurable puissance maléfique de la fortune, les tenants de la justice n'auront à opposer que leur enthousiasme et la place libre sera ainsi laissée à de nouveaux Judas corrompus pour détruire l'édifice de la vraie démocratie.

La nouvelle caste des accapareurs va détourner la révolution à son profit. Elle instaure un nouveau régime qui dure encore. Ce modèle social, imposé dès 1789, a pour but de faire glisser l'usurpation du pouvoir préexistant vers son propre territoire. Il repose tout entier sur deux fondements : un Etat affaibli et la duplicité des gouvernants. Le pouvoir politique devient une simple apparence, un godillot, un épiphénomène et pour cause, le vrai centre de décision est ailleurs, il est localisé dans ce marché que l'on ne tardera pas bientôt à diviniser. La mission du dirigeant politique n'est plus alors vraiment de conduire les affaires publiques mais de tromper, de vaporiser sur le Peuple un nuage d'illusion afin de rendre possible l'œuvre de prédation du petit nombre. Le principe d'un Etat fort, tel qu'il résultait de la centralisation capétienne, fait horreur à l'oligarchie des nouveaux parvenus. Ils se doutent bien que toute puissance prise par les pouvoirs publics pourrait s'avérer néfaste pour le libre jeu de cette vaste foire d'empoigne de la sphère des échanges dans laquelle ils entendent bien, par le seul jeu de leur puissance financière, poursuivre leur inlassable but qui est d'amasser toujours davantage au détriment du plus grand nombre. Cette séparation des pouvoirs, que le baron de la Brède préconise comme remède à tous les maux de l'univers, vient à point nommé pour permettre ainsi d'appliquer au pouvoir politique, la maxime qui prévaut depuis l'aube de l'usurpation : « diviser pour régner ».

Un pôle décisionnel politique affaibli est certes une condition nécessaire pour que l'accaparement des richesses se fasse sans encombre mais elle n'en est pas moins insuffisante. Il

⁵¹⁶ « *Aucun homme ne peut servir deux maîtres : car toujours il haïra l'un et aimera l'autre. On ne peut servir à la fois Dieu et Mammon.* » (Matthieu 6:24).

est un autre impératif : créer l'illusion. La nouvelle caste des possédants sait bien que le Peuple, qui seul fait les révolutions, peut à tout moment réitérer son exploit s'il s'aperçoit de l'existence de cette supercherie qui consiste, rien de moins, que de lui ravir sa victoire. Comme ce fut toujours le cas, les usurpateurs de la volonté de tous, ont recours au mensonge et à la duplicité. Voici que depuis lors, on ne cesse de clamer partout que l'on vit en démocratie et comme la règle semble être que, plus le mensonge est gros plus il a des chances de passer, on s'en va inlassablement le répéter en se référant, comme on prend à témoin, à l'argument suprême : l'existence d'élections. Voilà bien l'alibi qui emporte tout sur son passage, tel un ouragan dévastateur. Pour l'heure encore point de folies : le suffrage restera censitaire pour ne permettre qu'aux plus riches de s'exprimer car on le sait bien, plus on accumule moins on est prompt à tout remettre en cause, ce qui permet ainsi de limiter singulièrement les risques, mais cette réserve prudente, ce côté timoré, ne dureront guère et très bientôt le suffrage universel ne fera même plus peur aux nouveaux accapareurs. Il ne présentera que des avantages, apparaissant même comme du pain béni tant il constitue la plus formidable machine à duper qui soit, dès lors, bien sûr, que l'on aura bien pris soin de limiter le choix à des personnes triées sur le volet et que les consultations se feront toujours à échéance, sans permettre aucune initiative populaire entre temps. Oui, décidément le célèbre « *Elections, pièges à cons !* » était bien un des rares slogans sensés de la mouvance post-soixante-huitarde...

Affaiblir l'Etat et consentir à un rituel électif voilà le bréviaire de ces nouveaux maîtres qui commencent à s'installer après la déflagration de 1789. C'est un peu la révolution par procuration : au Peuple d'impulser les grands bouleversements, de prendre tous les risques, d'y gagner la gloire aussi avec la prise de la Bastille et plus tard celle des Tuileries, mais aux nouveaux parvenus de tirer les marrons du feu en instituant une monarchie constitutionnelle, moribonde avant même que d'être, idéale dans son affaiblissement et son inefficacité pour laisser le libre champ à la loi nouvelle, celle de l'argent, qui va bientôt trouver un cadre préservé pour s'exprimer, celui du marché sanctuarisé. Les nouveaux usurpateurs ne négligeront toutefois pas les vieilles recettes qui firent notamment les beaux jours de la Rome antique. Les prétendus chantres de l'égalité vont consacrer, comme jamais encore, l'ère des idoles. Celle-ci repose toujours sur la même idée fallacieuse que certains êtres d'exception ont, par droit naturel, vocation à s'affirmer supérieurs aux autres et qu'il appartient en conséquence aux masses de s'incliner religieusement devant leur aura incommensurable. La monarchie absolue finissante n'en avait guère. C'était même plutôt le contraire. Elle semblait cristalliser les haines sur les personnes nanties, la DU BARRY, l'autrichienne et ses créatures : la LAMBALLE ou la POLIGNAC. La minorité mercantiliste elle, aime à créer des fausses icônes qui occupent l'attention de tous pendant qu'elle se livre à ses prédatons. Ce furent d'abord MIRABEAU, puis LA FAYETTE, des images fausement désignées comme emblématiques mais dont la corruption ou la scélératesse ne tarda pas à éclater au grand jour, révélant aux yeux du bon Peuple leur vraie nature. Cependant la technique est désormais éprouvée et les prétendus pourfendeurs des féodalismes vont ainsi mettre en place une servitude plus grande et plus sournoise encore que celle qui liait le misérable serf à sa glèbe, celle des esprits avilis par l'idolâtrie, par l'aliénation puérile et béate à un faux monarque.

L'analyse objective de cette période, qui part de 1789 pour s'achever en 1792, montre l'opposition très nette de deux tendances. D'une part cette minorité agissante, ces nouveaux accapareurs qui tentent, par tous les moyens, d'instaurer leur suprématie. Leur stratégie n'a guère changé depuis et c'est bien la raison pour laquelle elle reste parfaitement lisible. Il prônent un pouvoir affaibli, ne jurent que par le mandat représentatif qui laisse, ainsi que l'a montré le père

DUCHESNE, toutes marges de manœuvre à l'écu pour faire ce qu'il entend, ils veulent constamment diviser pour régner et n'ont jamais assez de décentralisation à l'image de ce département qu'il créent et n'auront de cesse de rendre autonome. La centralisation sera l'affaire de la République à partir de 1792 et, comment s'étonner, que les thermidoriens et le directoire n'auront comme principal objectif que de déconcentrer à nouveau, à outrance. Face à ce cartel de malfaisance il est pourtant, durant toute cette période des premières années de la révolution, une autre puissance, un autre pouvoir qui en constitue l'exact contre-pied, qui n'œuvre pas pour le petit nombre mais pour la multitude, qui ne recherche pas l'enrichissement de quelques uns mais le bonheur de tous. Cet autre pouvoir est une réminiscence de l'harmonie primitive, il exprime la démocratie des origines, il ne représente que le Peuple.

Le Peuple et son apothéose.

Il est une force incommensurable qui voit le jour en 1789. Elle se lève et elle monte comme se prépare l'orage réparateur. Elle paraît indestructible comme le sont tous les élans de la nature, elle semble portée par la magie ancestrale et continue toujours d'impressionner durablement notre inconscient collectif. C'est bien la raison pour laquelle la société de l'injustice qui sévit aujourd'hui et qui la craint par-dessus tout n'a de cesse, par la propagande qu'elle distille, de la travestir derrière des propos calomnieux qui voudraient la réduire à une pulsion maléfique alors qu'elle est très exactement le contraire. Cette force là dit le vrai et défend l'homme, elle prône le mandat impératif, le seul respect de la volonté générale, elle exprime les idées de Jean Jacques et se rit des arguties, en forme d'alibi, du baron de La Brède au seul service de l'oligarchie naissante. Elle voit le jour avec le 14 juillet 1789 mais cessera d'exister, alors qu'elle est l'expression même de l'intérêt de tous, avec les journées de germinal et prairial de l'an III, victime de la perfidie des nouveaux maîtres, écrasée par l'oppression sous laquelle elle ne cesse d'être tenue depuis lors. Elle s'incarne alors volontiers dans l'image du sans-culotte qui constitue, avec le paysan et l'indigent, l'expression même des classes populaires. Elle naît de la révolte et n'aspire qu'à la justice. C'est bien elle qui jaillit, quelques semaines après la prise de la Bastille, dans ces journées d'octobre lorsque, scandalisée par le banquet qu'on offre aux gardes du corps du roi à Versailles tandis que la disette règne partout, elle s'en va aussitôt quérir auprès d'elle, au cœur de la capitale, « *le boulanger, la boulangère et le petit mitron* » ! Elle est encore la garante de la vraie démocratie et c'est elle qui mobilisera toutes ses sections parisiennes pour imposer la République face aux caprices d'un seul homme, aux entraves que « *monsieur Veto* » veut apporter au déroulement de la guerre afin de favoriser ses amis et parents étrangers. C'est bien cette force qui fait la révolution depuis son début. Quel scandale et quelle contre-vérité que d'affirmer que c'est à l'assemblée de l'époque que l'on doit la fin de la féodalité avec l'abolition des privilèges dans la nuit du trois au quatre août 1789. C'est bien le Peuple, conscient soudain de l'usurpation dont il fut la victime pendant tant de siècles, percevant enfin l'exacte teneur de ce « *complot aristocratique* » qui fit son malheur, qui décide alors, à une écrasante majorité, de se soulever. C'est lui et lui seul qui partout se révolte, pille les châteaux et y met le feu, à RENNES, à SAINT-MALO, à MARSEILLE, à LYON, à GRENOBLE, à STRASBOURG, au HAVRE, à DIJON mais aussi dans la moindre bourgade, le moindre village de la campagne jusque dans l'endroit le plus reculé du Mâconnais. C'est la « *grande peur* » qui a été si bien décrite par l'historien Georges LEFEBVRE (1874-1959)⁵¹⁷. Que font les révoltés ? Ils brûlent les archives et

⁵¹⁷ G. LEFEBVRE « *La Grande peur de 1789* » suivi de « *Les foules révolutionnaires* », éditions

les *terriers*⁵¹⁸. C'est bien pour mettre fin à cette révolte que, contrainte et forcée, l'assemblée vote alors l'abolition des privilèges. La preuve en est qu'elle s'empressera, presque aussitôt, de déclarer ses droits féodaux rachetables, ce qui, en pratique, conduit à leur maintien jusqu'au 17 juillet 1793, date à laquelle seulement la Convention votera définitivement leur abolition complète, sans indemnité, et ordonnera le brûlement des titres féodaux⁵¹⁹. Cette réalité fait peur aux accapareurs et c'est la raison pour laquelle leur propagande ne recule devant rien pour chercher, à tout prix, à occulter la vérité fut-ce en recourant à des explications frappées par la plus grande des déraisons. Parmi celles-ci, le père DUCHESNE ne résiste pas à l'envie, tant il est bon parfois de se détendre par un franc éclat de rire, de soumettre à son lecteur la thèse développée par l'« historienne » (ou l'hystérique) Mary Kilbourne MATOSSIAN, selon laquelle l'ergot de seigle, qui aurait été présent en grande quantité dans la farine de l'époque, par ses propriétés hallucinatoires serait la seule cause de la « *grande peur* »⁵²⁰ (Ben voyons ! Voilà qui explique tout !).

Rarement sans doute dans l'histoire des hommes, l'enchaînement des événements aura paru aussi limpide mais rarement aussi obsession à ne pas le voir aura été aussi prégnante ! La réalité est pourtant évidente à qui ne cherche qu'à la cerner. Dès 1789, le mouvement populaire prend une place déterminante dans le processus révolutionnaire. 1789 offre la parfaite illustration de cette loi sociologique qui veut que, lorsque Peuple retrouve son unité pour imposer l'intérêt général face à l'usurpation, rien ne puisse lui résister. Il est comme un torrent qui emporte avec lui toutes les digues artificielles. Nul ne saurait s'y opposer car il porte en lui le poids de l'humanité toute entière et les millénaires de son histoire. Le Peuple des faubourgs prend la Bastille, le 14 juillet, le lendemain le roi recule, rappelle NECKER et s'empresse de retirer les troupes qu'il avait massées autour de la capitale, dans une vaine tentative d'intimidation. Sa terreur est telle qu'il va même bien au-delà en qualifiant, sans vergogne, l'assemblée de nationale et jusqu'à même arborer la cocarde tricolore, le 17 juillet à PARIS. C'est bien le Peuple qui impose ainsi ses vues et l'assemblée qui suit timidement : la révolution parlementaire n'a d'existence que parce que la révolution populaire lui permet d'exister !

Très vite pourtant la duplicité du régime de la monarchie constitutionnelle n'échappe à personne. La fuite du monarque à VARENNES, le 20 juin 1791, révèle déjà le complot qui, reconnu et combattu, permettra l'instauration de la République. Le roi en effet et ses partisans, les *feuillants* notamment, espèrent un échec des forces populaires qui sera l'œuvre de l'étranger par le biais de la défaite militaire de la France. À partir de l'hiver 1791, alors que l'image du roi n'inspire plus beaucoup de respect, tandis que sa personne apparaît volontiers dans les caricatures sous l'aspect d'un porc, le soulèvement des masses rurales montre que l'engagement du Peuple dans la Révolution est constant. Il ne restera plus qu'à renvoyer cette clique des dirigeants qui n'a

Armand Colin, 1989, 271 pages.

⁵¹⁸ Le *terrier* est un recueil des droits seigneuriaux et féodaux où est consigné ce que chacun doit au seigneur.

⁵¹⁹ Voir le décret n°608 des 17-18 juillet 1793 qui « *supprime sans indemnité toutes les redevances ci-devant seigneuriales et droits féodaux même ceux conservés par le décret du 25 août 1792* » dans le Recueil général des lois, décrets, ordonnances, etc: depuis le mois de juin 1789 jusqu'au mois d'août 1830, Paris, Administration du journal des notaires et des avocats, 1839, tome 4, p. 293-302.

⁵²⁰ M. K. MATOSSIAN « *Poisons of the Past: Molds, Epidemics, and History.* », New Haven: Yale, 1989. Réédition Yale University Press, 1991, août 1991, 208 pages.

de cesse que de trahir le corps social qu'elle est censée servir. C'est bien la guerre qui lui portera le coup décisif. Alors que, conformément aux vœux des comploteurs, le roi a, le 20 avril 1792, entraîné le pays dans sa déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême, c'est-à-dire à l'empereur d'Autriche, la campagne militaire s'avère désastreuse et les défaites s'accumulent comme les conspirateurs l'avaient, sans nul doute, prévu. Les frontières sont déjà menacées et, alors que l'assemblée vote un décret prévoyant la constitution d'un camp de gardes nationaux fédérés pour défendre la capitale, Louis XVI, fort logiquement, y oppose son veto. Une fois encore, le Peuple se soulève pour envahir les Tuileries, le jour anniversaire de la fuite à VARENNES. Ce n'est même plus la cocarde tricolore qu'arbore le monarque, mais le bonnet phrygien des sans-culottes. L'heure demeure grave cependant, la « *patrie est en danger* » et le 11 juillet 1792, il est demandé à tous les volontaires d'affluer vers la capitale.

Il ne manque plus que la parfaite connaissance du dessein secret et de la duplicité des dirigeants pour que soit définitivement mis un terme à un régime politique entièrement destiné à leurrer le pays. Si quelques doutes pouvaient encore subsister sur ce point, les événements se chargent de les lever. Le 25 juillet, le chef de l'armée prussienne, le duc de BRUNSWICK, fait savoir par un manifeste au gouvernement que Paris sera détruite si la vie du roi est à nouveau menacée. Les choses devenant ainsi parfaitement claires, le Peuple se soulève et marche vers l'assemblée afin de réclamer la destitution de Louis XVI. Le refus qui lui est opposé ne lui laisse davantage d'illusion sur le double jeu des élus que le suffrage censitaire à surtout choisi dans les rangs des privilégiés. Le sentiment de voir toutes ses victoires détournées par des scélérats est alors celui qui domine les rangs des insurgés, ce qu'exprime d'ailleurs parfaitement, le 6 août 1792, le commandant des Fédérés du Finistère : « *La capitale est pour le moment dans un état de crise dont il est difficile de se faire une idée ; chaque jour voit éclore de nouveaux projets de la part de nos ennemis ; et chaque jour est mis en usage, par les patriotes pour faire avorter ces mêmes projets.* »⁵²¹. Dans la nuit du 9 au 10 août 1792, une commune insurrectionnelle se forme. Le 10 août 1792, quarante-sept sections parisiennes sur les quarante-huit qui quadrillent PARIS proclament la déchéance du roi et, avec l'aide des fédérés de MARSEILLE prennent les Tuileries et renversent la monarchie. Sous la pression populaire l'Assemblée législative, qui a pourtant accueilli le roi, contrainte une fois de plus, se retourne contre lui et le suspend de ses fonctions. Le Peuple a alors triomphé ! Bien entendu la constitution de la monarchie constitutionnelle de 1791, devenue caduque, ne peut plus alors avoir le moindre effet et l'assemblée décrète l'élection d'une convention nationale afin de mettre en place des nouvelles institutions. Un changement capital s'est opéré toutefois car, pour la première fois, les élections ont lieu au suffrage universel. Plus d'un tiers des élus appartiendront aux métiers de justice. L'œuvre de cette convention qui sortira des urnes sera considérable. Son apport est sans doute le plus important de toute l'histoire connue des hommes. Pour la première fois en effet les conditions du retour à l'harmonie primitive du corps social vont être posées. La convention est élue pour faire une constitution. Elle va s'atteler avec zèle à cette tâche et naîtra la *Constitution de l'an I* qui sera massivement approuvée par le Peuple français et curieusement aujourd'hui plus personne n'en parle ! C'est la seule constitution de l'histoire sans doute, qui aura été générée par le Peuple, ratifiée par lui et qui, bien que dotée ainsi d'une légitimité incontestable, ne sera pourtant jamais appliquée. Quant aux pouvoirs publics, durant les siècles qui suivront, ils n'auront de cesse non seulement d'en

⁵²¹ Cité dans l'ouvrage de Jean Christophe MARTIN, professeur à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française (CNRS) « *La Révolution française, 1789-99, une histoire socio politique.* », éditions Belin, 2004.

occulter la teneur, mais même l'existence. N'est-ce pas là, demande le père DUCHESNE, peut-être la preuve la plus explicite du complot qu'il entend dénoncer ? Brocardée, falsifiée, tronquée, déformée, dès lors que, fait exceptionnel, il est évoqué ce texte, ne surgissent que des contrevérités⁵²². Parmi celles-ci figure en bonne place : « *C'est un régime d'assemblée !* ». Grossière erreur, c'est même précisément tout le contraire ! Le régime d'assemblée est celui dans lequel tous les pouvoirs se concentrent entre les mains de l'assemblée⁵²³ alors que la *Constitution de l'an I*, en faisant enfin prévaloir les thèses de Jean Jacques sur celles du baron de La Brède, substitue la souveraineté populaire, individuelle et concrète, à la prétendue souveraineté nationale, collective et abstraite, et ainsi le pouvoir n'est plus concentré dans les mains d'une assemblée mais bien dévolu au Peuple tout entier !

Cette désinformation ne doit pas surprendre. Si la thèse que défend le père DUCHESNE est juste, il est évident que l'apport constitutionnel de cette période de la révolution, auquel il convient d'ajouter la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1793*, qui en est le complément indissociable, font peser un risque considérable sur la société des accapareurs aussi donnent-ils lieu toujours à un effort d'occultation voire de travestissement sans précédent ce qui semble bien être le cas. Alors qu'il conduisait ses recherches sur cette période, quelques faits n'ont pas manqué de troubler le père DUCHESNE car ils semblent singulièrement aller à contre-courant de l'historiographie officielle. Quelques exemples permettront de cerner ce qui lui apparut comme des incongruités. L'auteur de ses lignes, on le devinera aisément, est un admirateur de l'œuvre de ROBESPIERRE toute entière fondée sur la pensée de Jean Jacques dont il n'a que trop dit son admiration. Un premier constat l'avait troublé : malgré la profusion de documents qui existent sur cette époque révolutionnaire, tout ce passe comme si cinéma ou télévision étaient dans l'incapacité de restituer aujourd'hui le vrai personnage. Ainsi et pour s'en tenir aux œuvres dont la sincérité ne peut-être mise en doute : s'agirait-il de cette image de saint à l'abnégation sans faille qu'à si merveilleusement campé le comédien Jean NEGRONI dans la dramatique « *La terreur et la vertu* » proposée à la télévision, dans les années soixante, dans le cadre de la remarquable émission « *La caméra explore le temps* » ; serait-ce plutôt cet homme de principes inflexible, incarné de manière si convaincante, par tout le talent de Michel BOUQUET dans « *La mort de Marie Antoinette* » diffusé dans le cadre de cette même émission ; ROBESPIERRE serait-il la personnification de ce froid pragmatisme teinté cependant d'humanité que donne à voir Wojciech PSZONIAK dans le film « *DANTON* » d'Andrzej WAJDA ou au contraire cet être rigide et paranoïaque campé par Pierre VANECK dans le « *Saint-Just ou la force des choses* » que réalisa Pierre CARDINAL pour la télévision en 1975 ? On ne pourra faire la réponse aisée « *Il est tout cela à la fois !* » car ces caractères sont largement et radicalement incompatibles entre eux.

En menant ses recherches sur la révolution, le père DUCHESNE fut surpris par le nombre d'incohérences qui existent entre la version de l'historiographie officielle et de nombreux faits à commencer par cette opposition présentée comme irréductible entre les Girondins et les

⁵²² Par exemple on peut lire sur le site de « *L'observatoire de la démocratie* » (sic) l'affirmation définitive suivante : « *La première République : une constitution qui prévoit un régime d'assemblée mais qui prend fin avec la Terreur (1793-1795).* ».

⁵²³ Le site internet de « *La documentation française* » en donne la définition suivante : « *Le régime d'assemblée est un système institutionnel dans lequel tous les pouvoirs procèdent d'une assemblée élue au suffrage universel* » (<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/approfondissements/differents-types-regimes-politiques.html> direct).

Montagnards. Si l'on en croit la thèse officielle, les premiers, issus pour la plupart de la grande bourgeoisie proneraient, face au centralisme échevelé jacobin, la modération d'une décentralisation toute paisible et provinciale et opposeraient vertement la tolérance et le dialogue face à la pulsion sanguinaire des sans-culottes relayée docilement par les élus de la montagne, le tout aboutissant bien sûr au dythirambe permanent des premiers et à la stigmatisation, devenue même presque un réflexe, des seconds. Pourtant lorsque l'on se réfère aux personnes qui sont censées constituer ces groupes homogènes on est plutôt tenté d'établir une distinction d'une toute autre nature : celle qui sépare les vertueux des fripons ! Vertueux comme VERGNIAUD (1753-1793)⁵²⁴, emblème de la Gironde, nous dit-on, mais qui a pourtant toute sa vie dédaigné l'argent et méprisé la fortune. Celui-ci dénonça, avec une éloquence rare, la duplicité de la politique étrangère du roi en juillet 1792 et refusa, contrairement à d'autres Girondins, de fuir avec cette belle parole « *Fuir c'est s'avouer coupable* ». Cet homme droit et juste condamna sans équivoque l'insurrection fédéraliste fomentée par d'autres girondins et, avant de mourir guillotiné, le 31 octobre 1793, avec 21 autres députés, soutint être avec eux les victimes d'un complot dont il dénonça l'instigateur BARERE de VIEUZAC qu'il qualifiait d'imposteur. Et que dire du chef de file du mouvement, BRISSOT (1754-1793)⁵²⁵, lui aussi désintéressé, se contentant de peu, fervent admirateur de Jean Jacques et scrupuleux à appliquer ses principes, auteur notamment d'une importante littérature sur le thème de « *L'inégalité sociale* » et aussi d'une « *Bibliothèque philosophique du législateur* » et qui fut toute sa vie un adepte du « *magnétisme animal* » que professait, dans les années qui précédaient la révolution, le médecin allemand Franz Anton MESMER qui était convaincu de l'existence qu'un fluide physique subtil emplissant tout l'univers et servait d'intermédiaire entre l'homme, la terre et les corps célestes, ainsi qu'entre les hommes eux-mêmes. Comment comparer ces deux figures avec, par exemple, celle de ISNARD (1755-1825)⁵²⁶, fils de riches négociants, un des orateurs les plus violents de l'assemblée législative, n'ayant de cesse que de réclamer des mesures répressives contre les prêtres réfractaires qualifiés par lui de « *pestiférés qu'il faut envoyer dans les lazarets de Rome et d'Italie* » qui, sous la Convention, sera membre du *Comité de défense générale*, prédécesseur du *Comité de Salut Public*, où il continuera à s'illustrer par ces excès de langage. Ainsi, le 25 mai 1793, alors qu'il préside l'assemblée, il répondit à une députation de la commune de PARIS par cette véritable provocation : « *Si jamais la Convention était avilie, si jamais par une de ces insurrections qui depuis le 10 mars se renouvellent sans cesse, et dont les magistrats n'ont jamais averti la Convention, que si l'on portait atteinte à la représentation nationale, il en appellerait à la France entière et que Paris serait anéanti* », ajoutant même que « *bientôt, on chercherait sur les rives de la Seine la place où cette ville aurait existé* », avant de s'échapper aussitôt pour aller

⁵²⁴ Voir en particulier l'ouvrage de Bernard LERAT « *Le Terrorisme révolutionnaire, 1789-1799.* », éditions France-Empire, 1989.

⁵²⁵ Sur la vie de BRISSOT on consultera avec intérêt les contributions suivantes : de l'historien anglais Simon BURROWS l'article « *The innocence of Jacques Pierre BRISSEOT* » in « *The Historical Journal* », vol. 46, no 4, décembre 2003, Cambridge University press, pages 843 à 871 mais aussi l'ouvrage de l'historien américain Robert DARNTON « *La fin des Lumières, le mesmérisme et la révolution* », éditions PERRIN, PARIS, 1984 ou encore, du même auteur, « *The Brissot Dossier* » in « *French Historical Studies* », Duke University Press, volume 17, 1991 page 191-205.

⁵²⁶ Voir l'ouvrage collectif de Jean TULARD, Jean-François FAYARD et Alfred FIERRO « *Histoire et dictionnaire de la Révolution française 1789-1799.* », éditions Robert Lafont, collection « *Bouquins* », PARIS, 1987

se terrer jusqu'à thermidor. Le nouveau régime l'enverra alors en province afin d'y massacrer les jacobins, puis il sera élu au *conseil des Cinq-Cents* sous le directoire, avant d'être fait baron d'empire. Il évitera cependant la proscription comme régicide sous la restauration, époque durant laquelle on rapporte qu'il allait prier chaque année, le 21 janvier, sur les lieux de l'exécution de Louis XVI.

Plus étonnant encore ! Alors que l'on présente comme irréductible l'opposition entre les girondins et montagnards, les uns partisans du fédéralisme, les autres de la centralisation à tout crin, on est grandement surpris de constater que la réalité est toute autre ! Le père DUCHESNE parlera plus longuement, dans le second opus de sa réflexion, de la *Constitution de l'an I*, promulguée le 24 juin 1793, qui cherche à établir une véritable souveraineté populaire grâce à des élections fréquentes au suffrage universel, l'établissement du mandat impératif et la possibilité pour les citoyens d'intervenir, à tout moment, dans le processus législatif, texte fondamental s'il en est complété par la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1793* qui vient poursuivre l'ébauche amorcée par celle de 1789, en reconnaissant notamment les droits économiques et sociaux (association, réunion, travail, assistance et instruction) et consacrant surtout la théorie de la souveraineté populaire au détriment de la souveraineté nationale (c'est le Peuple qui est souverain, non la nation). Cette constitution a cependant été précédée d'un autre projet, dit girondin, présenté à la convention les 15 et 16 février 1793 par CONDORCET. On pourrait alors légitimement penser que ce dernier s'inscrit en parfaite opposition avec le précédent, reprenant, peu ou prou, les bonnes idées de 1789, or il n'en est rien ! Tous les principes fondamentaux de la *Constitution de la première république* sont présents dans le projet girondin : il est ainsi proclamé la préférence pour l'unité et l'indivisibilité de la république et le renoncement à un ordre confédéral ou fédéral, il est prévu que les lois encourent la censure du Peuple qui demeure le seul dépositaire de la souveraineté, il est mis en place des assemblées primaires pour l'exercice de cette souveraineté, il est consacré la forme constitutionnelle unicamérale et préféré un exécutif peu nombreux à un seul individu, enfin les droits naturels, civils et politiques déclarés sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété, la garantie sociale et la résistance à l'oppression. Où est donc cette irréductible opposition dont on nous abreuve sans cesse ? On pourrait ainsi multiplier les exemples d'incohérences de l'historiographie officielle. Les faits nous incitent à la plus grande perplexité et nous amènent à nous interroger sur ce mystère qui veut que durant cette période unique dans notre histoire, par un phénomène totalement inexplicable la révolution, tel Saturne, a dévoré successivement ses plus sincères serviteurs, ses propres enfants ? Une explication paraît s'imposer d'elle même, la seule en réalité à rendre l'inexplicable compréhensible : l'action occulte des nouveaux conspirateurs, les puissances de l'argent...

L'action occulte des puissances de l'argent.

Depuis le début de la déflagration révolutionnaire, deux forces sont en présence : celle des nouveaux accapareurs qui entendent installer leur domination sur le corps social tout entier, et celle du Peuple, qui cherche à libérer le pays de l'oppression sous laquelle il est tenu depuis des siècles. Ce dernier courant ne cesse de prendre de l'importance depuis 1789, jusqu'à finir par instaurer la République, le 10 août 1792. Son triomphe acquis, plus rien ne s'oppose à ce qu'il instaure enfin l'ère du bonheur et c'est à cette fin que la convention élabore la *constitution de l'an I*, soumise au Peuple et ratifiée par lui massivement. Or voici que des soubresauts commencent à agiter cette assemblée élue au suffrage universel. Voici que les plus ardents

révolutionnaires, les plus sincères défenseurs du Peuple disparaissent, les uns après les autres, comme broyés par une sanguinaire et inexorable machinerie. La Convention voit mourir sur la guillotine ses plus ardents serviteurs et tous les défenseurs du Peuple ! Celui-ci, qui a pourtant fait la révolution et fondé la République, ne trouve bientôt plus personne pour le représenter et le défendre. Place libre est ainsi laissée aux nouveaux accapareurs, aux puissances de l'argent. La *constitution de l'an I* ne sera jamais appliquée et, à la place, vont se succéder depuis lors pléthore de régimes tous destinés à tromper ce Peuple, tous destinés à maintenir sur lui l'oppression millénaire. Quelle meilleure illustration de ce qu'affirme le père DUCHESNE que les paroles de François Antoine de BOISSY d'ANGLAS (1756-1826), le 23 juin 1795, à la veille de l'adoption de la constitution de l'an III, alors que la *Constitution de l'an I* existe, a été ratifiée par le Peuple et est demeurée inappliquée : « *Vous devez garantir enfin la propriété du riche... L'égalité civile, voilà tout ce que l'homme raisonnable peut exiger... L'égalité absolue est une chimère* ».

Depuis de longues années, cette histoire tragique de la première République ne cessait de troubler le père DUCHESNE. Tout apparaissait si incohérent. Dans le cadre de sa recherche pour le présent ouvrage, il fut alors amené à émettre une hypothèse : comment imaginer que la caste des nouveaux accapareurs, forte de toute sa puissance financière, soit demeurée inactive durant cette période qui vit le triomphe du Peuple, en attendant sans doute sagement que d'hypothétiques événements lui laissent à nouveau des opportunités pour imposer son bon vouloir ? Pourquoi ne pas penser au contraire qu'elle a tout mis en œuvre pour contrecarrer le triomphe de l'élan populaire et même qu'elle soit à l'origine de cette parfaite incohérence qui veut que, par la plus inexplicable des lois du destin, les vainqueurs de la plus enthousiasmante des conquêtes, celle de la Liberté, soient amenés, comme des loups, à s'entre-dévorer entre eux jusqu'à même abandonner l'objet de leur victoire à l'oligarchie de l'argent ? Là encore le père DUCHESNE fut surpris par l'ampleur de sa découverte. Il comprit vite que toute l'histoire de cette période clé devait être reprise avec méthode, tant plus de deux siècles de propagande ont abouti à la falsifier et à la noircir. Il découvrit aussi que tout un courant d'historiens a déjà largement relevé ce passionnant défi.

Lorsque l'on aborde la période révolutionnaire, non par le prisme de l'historiographie traditionnelle toute imprégnée d'idées reçues, mais par celui des seuls faits on découvre une réalité toute autre que celle qui occupe volontiers nos mémoires. Force est ainsi de constater qu'à compter de l'avènement de la République tout se passe en effet comme si une vaste machination se mettait en place. Celle-ci semble poursuivre deux buts : tout d'abord discréditer toute référence à la vraie démocratie, celle qui émane du Peuple, en cherchant à imposer l'idée que lui laisser la parole conduit inexorablement à un bain de sang, ensuite éliminer les authentiques révolutionnaires, les hommes sincères, non corrompus qui croient en leurs idées et à l'avenir et condamnent vraiment toutes les aristocraties et toutes les oligarchies. C'est pour répondre au premier de ces objectifs que semblent avoir été organisés les « *massacres de septembre* » qui vont frapper durablement l'opinion au point de marquer même un tournant dans la révolution. Le contexte officiel est connu : l'avance prussienne et le manifeste de BRUNSWICK inquiète le Peuple qui rend responsable les ennemis de l'intérieur et, entre le 2 et le 6 septembre 1792, massacre sans distinction les prêtres réfractaires, les suspects d'activité contre-révolutionnaire et les détenus de droit commun, incarcérés dans les prisons de Paris mais aussi d'autres endroits de province comme à Orléans, Meaux, ou encore Reims. Ces tueries ont duré plusieurs jours et il est aujourd'hui surprenant que, devant pareille horreur, il n'est apporté aucune explication comme si cela allait de soi que, du jour au lendemain, sans raison apparente, une foule de manifestants se transforme en exécuteur des œuvres les plus basses, sauf bien entendu à reconnaître que l'on

cherche ainsi implicitement à faire admettre la thèse qu'une pulsion sanguinaire sommeille en permanence dans le Peuple laquelle ne demanderait qu'une étincelle pour se manifester. Pourtant il suffit de ce livrer à quelques recherches pour se rendre à l'évidence que l'on se trouve en face d'une vaste manipulation.

On est ainsi amené à constater que BRUNSWICK n'a jamais rédigé son prétendu manifeste, que celui-ci émane en réalité d'un journaliste suisse, propagandiste anti-révolutionnaire, Jacques MALLET DU PAN (1749-1800)⁵²⁷ qui fut chargé par Louis XVI, le 21 mai 1792, de rédiger un « *manifeste* » au nom des émigrés et des puissances coalisées. Ce texte fut, par la suite, transformé par un prétendu fervent patriote devenu vite ardent royaliste, Jérôme-Joseph GEOFFROY DE LIMON (1746-1799)⁵²⁸, publié par le libraire PANCKOUCKE, l'ancien collaborateur de MALLET. On découvre alors la vaste opération de manipulation de l'opinion, orchestrée notamment par le fortuné Louis-Marie-Stanislas FRERON (1754-1802), futur persécuteur des jacobins au sein du mouvement « *muscadin* »⁵²⁹ (« *la jeunesse dorée de Fréron* »), qui se répand alors en articles vengeurs, appelant la population à des exécutions sommaires de prisonniers. On rencontre également, à côté de lui, d'autres personnages, aussi peu recommandables, comme Etienne Jean PANIS (1757-1832), membre du comité de surveillance de la commune de Paris, qui vit sa fortune croître démesurément en monnayant l'évasion d'aristocrates et, de manière plus répugnante encore, en s'appropriant les biens des personnes massacrées⁵³⁰ ou comme le beau frère de celui-ci, le richissime fils d'industriel Antoine Joseph SANTERRE (1752-1809), commandant de la garde nationale de Paris, qui refuse d'exécuter les ordres de Jérôme PETION (1756-1794), maire de PARIS, le sommant de s'interposer entre les massacreurs et les prisonniers désarmés, tant à l'Abbaye, qu'à la Force, au Châtelet, à la Salpêtrière où on a fracassé la tête de prisonnières avec des bûches, aux Carmes et dans diverses autres maisons de détention. En réalité, il est établi l'existence, depuis le début de la révolution, d'un « *parti de l'Angleterre* », nullement représenté dans les assemblées, constitué d'une nébuleuse regroupant des affairistes, des spéculateurs ou agioteurs aux côtés de banquiers internationaux. La preuve de cette vaste conspiration de l'argent, appuyée par le gouvernement de William PITT qui entretenait ainsi des espions en France et y payait des agitateurs, fut établie par la découverte en 1793 de la « *lettre anglaise* » qui amena d'ailleurs la convention nationale à réagir en dénonçant : « *au nom de l'Humanité outragée à tous les peuples et même au peuple anglais la conduite lâche, perfide, atroce du Gouvernement britannique qui soudoie l'assassinat, le poison, l'incendie et tous les crimes pour le triomphe de la tyrannie et l'anéantissement des droits de l'homme.* ».

Il apparaît ainsi que se met en place durant la révolution, une organisation occulte dont le but est d'asseoir la domination de ces nouveaux accapareurs apparus durant l'ancien régime et qui ambitionnent d'imposer définitivement leur mainmise sur le corps social. L'existence de cette véritable conspiration de l'argent, qui a été mise en lumière par la science historique, est connue

⁵²⁷ Voir les ouvrages de Bernard MALLET « *Mallet du Pan and the French Revolution* », Longmans, Green & Co, Londres, 1902 et Frances ACOMB « *Mallet Du Pan (1749-1800) : A career in political journalism* », Duke University Press, Durham, 1973.

⁵²⁸ Voir « *Biographie nouvelle des contemporains* », tome 12, Paris, Librairie historique, 1823, page 33.

⁵²⁹ Voir l'ouvrage de François GENDRON « *La jeunesse sous thermidor* », Presses universitaires de France, 1983.

⁵³⁰ Archives Nationales, DIII/356.

sous le nom de « *bande noire* », expression qui apparaît dès 1792. Celle-ci regroupe notamment des spéculateurs, qui depuis la mise sous séquestre des biens du clergé puis des émigrés, s'entendent pour acheter à vil prix châteaux ou abbayes afin, discrétion oblige, de les morceler et les revendre avec un profit conséquent. Dans cette mouvance se trouvent des acteurs clés de la révolution, ainsi Jean Nicolas PACHE (1746-1823) qui fut maire de Paris puis un ministre de la guerre si piteux qu'il fit dire à son collègue, le député Louis Sébastien MERCIER (1740-1814), qu'il fut « *plus néfaste aux intérêts du pays que toute les armées de la coalition* ». PACHE se retrouve, comme par hasard, parmi les plus ardentes figures du mouvement des « *exagérés* ». Cet homme, qui habitait un hôtel particulier en haut de la rue de Tournon, vivait comme un aristocrate avec un nombreux personnel à son service ce qui ne l'empêchait nullement d'être en apparence l'un des plus extrémistes révolutionnaires, comme le souligne François PERRAULT, biographe de MONGE : « *Dans des discours ardents, on dénonçait les assassins titrés, les perfides, les horribles tyrans sanguinaires.* »⁵³¹. Curieusement là encore, tandis que les « *exagérés* » seront jugés et exécutés, PACHE n'est nullement inquiété. Trafiquant sur des marchés aux armées ce qui eut des conséquences dramatiques au front⁵³², il aurait été pressenti, d'après de nombreux témoignages, dont celui du député Pierre Joseph CAMBON (1756-1820), pour occuper des fonctions de « *Grand Juge* », c'est-à-dire une sorte de dictateur cumulant justice et police à la suite d'un coup de force destiné à mettre au pas la convention. Car cette excrécrable mouvance de créatures sans foi ni loi, qui ne cherche qu'à s'enrichir, et où se mêlent d'ailleurs des aristocrates étrangers ou gens de finances, comme le comte d'origine espagnole Andres Maria DE GUZMAN, le marquis DE TRAVANET ou le comte DE PESTRE DE SENEFFE trois personnages qui jouent le rôle de « *banquiers* » du « 129 », une maison de jeu au cœur du secteur du ci-devant Palais Royal où la conspiration prend ses quartiers, ne rêve que d'instaurer cette oligarchie financière et policière que fut la république de Venise.

Un des personnages clés de cette conjuration, au seul service de la fortune, semble être Bertrand BARERE DE VIEUZAC (1755-1841)⁵³³, devenu lui aussi riche propriétaire terrien. Membre de ce gouvernement de fait qu'est le *comité de salut public*, depuis sa création, le 6 avril 1793, il y siégea sans discontinuer pendant dix-sept mois durant lesquels il put notamment agir en étroite concertation avec son ami Marc Guillaume Alexis VADIER (1736-1828), qui exerçait une influence prépondérante au *comité de sûreté générale* qui était plus particulièrement chargée de la police et pouvait arrêter préventivement les députés. Ses rapports contribueront largement à favoriser les excès destinés à déconsidérer le gouvernement du Peuple, ainsi celui relatif à la nécessité de détruire la ville de LYON, celui sur l'urgence de traduire Marie Antoinette devant le tribunal révolutionnaire, celui sur la confiscation des biens des suspects, celui sur la culpabilité supposée de Danton et Desmoulins, celui sur les expéditions punitives dans le Midi, celui sur le

⁵³¹ François PERRAULT « *Gaspard MONGE, le fondateur de Polytechnique.* », éditions Tallandier, collection « Figures de proue », septembre 2000.

⁵³² Sur cet épisode particulier, voir l'étude conduite d'après des archives originales par Arnaud DE LESTAPIS « *Gentilshommes charretiers.* », revue des deux Mondes, 1953.

⁵³³ Sur le personnage de BARERE voir les travaux de l'historien Olivier BLANC et notamment « *Barère Vieuzac* », in « *Les hommes de Londres, Histoire secrète de la Terreur* », Paris, éditions Albin Michel, pages 59 à 77 et 90 à 185 et aussi « *Autour de Barère* », in « *La corruption sous la Terreur.* », Paris, éditions Robert Laffont, 1992, pages 98 à 117 et plus particulièrement « *Les espions du Comité de salut public* », in « *Les espions de la Révolution et de l'Empire.* », éditions PERRIN, Paris, 2003, pages 50 à 72.

prétendu compot des prisons... Outre l'appui du *comité de sûreté générale*, ayant le contrôle des affaires étrangères, il apparaît bien comme le véritable homme fort du *comité de salut public* où il pouvait compter sur Robert LINDET (1746-1825), nommé en même temps que lui, sur Jean Marie COLLOT d'HERBOIS (1749-1796), Jacques Nicolas BILLAUD-VARENNE (1756-1819) et Lazare CARNOT (1753-1823). Ces détails peuvent, a priori, apparaître comme anecdotiques : s'évertuer à rechercher qui influence qui au sein d'un comité qui regroupe une dizaine de personnes pourrait même apparaître comme une perte de temps mais il n'en est rien. Bien au contraire c'est bien là la preuve du mensonge de l'historiographie propagandiste ! Si ROBESPIERRE, contrairement à ce qui est ressassé en permanence, n'a jamais eu l'influence qu'on lui prête au *comité de salut public*, il n'a donc pu être le monstre altéré de sang sous les traits duquel on veut encore nous le présenter ! Se pose alors la question du pourquoi de la légende du dictateur sanguinaire qui met ainsi à nu la réalité du complot. Il est impossible en effet de mettre à jour le moindre élément de nature à contredire le caractère « incorruptible » du personnage, ce qui vaut d'ailleurs pour ses deux seuls amis proches que sont SAINT-JUST et COUTHON, alors que le caractère corrompu des fomenteurs de thermidor est établi. C'est en réalité toute cette période clé de notre histoire qui est à redécouvrir et en particulier ce personnage central de BARERE, faussement présenté aujourd'hui comme un modéré. C'est pourtant lui qui fait, insidieusement, passer des mesures très spectaculaires, infléchissant à petites touches la révolution sur la voie de l'exagération et donc vers son discrédit. Ainsi c'est bien BARERE qui propose le 31 juillet 1793 de détruire les tombeaux des rois à Saint-Denis. Après un sanglant réquisitoire, le 1er août 1793, contre la Vendée, c'est lui encore qui exhorte à exterminer les populations et brûler les villages ce que fera avec zèle le général Louis Marie TURREAU DE LINIERES (1756-1816) à la tête de ses « colonnes infernales »⁵³⁴. Ce n'est pas ROBESPIERRE, contrairement à une légende tenace, mais bien BARERE, contre l'avis de celui-ci, qui fit traduire Marie Antoinette et madame Elisabeth, sœur du roi devant le tribunal révolutionnaire. C'est encore lui, après que VERGNIAUD l'eut présenté dans une brochure, publiée le 23 juin 1793, comme un « imposteur » doublé d'un « assassin »⁵³⁵, qui arrachait à la convention le décret envoyant les girondins à la guillotine et qui ne produisit jamais le prétendu rapport accablant sur lequel il prétendait se fonder pour dénoncer les « intigateurs de guerre civile ». C'est toujours lui qui signait le décret renvoyant son ancien protecteur, le duc d'Orléans, devant le tribunal révolutionnaire. Ce personnage trouble dont ROBESPIERRE décela immédiatement la duplicité au point même qu'il l'appela « l'équivoque »⁵³⁶ et il est établi, en effet, que celui que le

⁵³⁴ Voir sur ce tragique épisode l'ouvrage du général Yves GRAS « *La guerre de Vendée (1793-1796)* », éditions Economica, collection « *Campagnes et stratégies* », 1994 et le remarquable travail documentaire de Nicolas DELAHAYE « *Les 12 Colonnes infernales de Turreau* », éditions Pays et Terroirs. A la tête de la troisième colonne, le général GRIGNON adressait à ses hommes cette déclaration qui fait irrésistiblement penser au terrible « *Tuez-les tous...* » prononcé durant la croisade contre les cathares : « *Camarades, nous entrons en pays insurgé. Je vous donne l'ordre de livrer aux flammes tout ce qui est susceptible d'être brûlé et de passer au fil de la baïonnette tout ce que vous rencontrerez d'habitants sur votre passage. Je sais qu'il peut y avoir quelques patriotes dans ce pays ; c'est égal, nous devons tout immoler.* ».

⁵³⁵ « *Vergniaud député du département de la Gironde à Barère et à Robert Lindet, membres du Comité de salut public de la Convention nationale.* », Paris le 23 juin 1793, de l'imprimerie Robert. Archives Nationales, AFII/46.

⁵³⁶ Voir Vincent LOMBARD (dit LOMBARD DE LANGRES) « *Des Jacobins* », Paris, 1823, page 90.

philosophe irlandais Edmund BURKE (1729-1797), pourtant farouche opposant de la révolution française, nommait l'« *Anacréon de la guillotine* » et Camille DESMOULINS, « *le Janus à trois faces* »⁵³⁷, était un traître appointé par PITT comme le prouve la correspondance qu'il entretenait, en secret, avec Lord Philip STANHOPE (1755-1815), cinquième comte de Chesterfield, ancien favori du roi George III, beau-frère de William PITT en personne et cousin par alliance de lord William Wyndham GRENVILLE (1759-1834), directeur du *Foreign office*⁵³⁸.

Ces exemples, qui pourraient être multipliés à l'envi, tendent à montrer combien la révolution française, celle du Peuple, a été avilie par une formidable entreprise de manipulation de l'opinion et l'est encore aujourd'hui. Dans la première partie de son essai, le père DUCHESNE a montré comment le principe de duplicité et la manipulation à vaste échelle de l'opinion sont devenus des règles de conduite des dirigeants contemporains. Il est vraisemblable que ces pratiques trouvent leur origine dans cette période révolutionnaire. Tous ces événements dramatiques, qui jalonnent notre révolution et que l'on s'ingénie tant à salir aujourd'hui, voient ainsi apparaître, sous le masque du fourbe, ces personnages peu recommandables, manipulés par les puissances de l'argent et qui finissent, un funeste soir de thermidor, par tuer la République en faisant triompher l'oligarchie de l'argent. Ces êtres impurs sont les bâtisseurs de la société de l'injustice qui sévit sans désespérer depuis et qui est en train de nous conduire au désastre. Corrompus, antithèses des révolutionnaires sincères qu'ils ont conduit, par leurs machinations et leur duplicité, à la mort, ils ne poursuivaient qu'un but : contrecarrer la victoire du Peuple et discréditer à jamais la révolution. En ayant à l'esprit cette évidence, des pans entiers de l'histoire de la révolution française sont encore à découvrir. C'est la voie qu'ont emprunté des historiens depuis le début du vingtième siècle et non des moindres. Tous ont mis en évidence ces liens étroits entre une caste de politiques corrompus et la haute finance, apportant ainsi une explication à ces débordements de violence qui servent, si opportunément, pour éloigner du Peuple toute idée de démocratie et imposer toujours le diktat de la fortune pour quelques uns. Albert MAHTIEZ fut le premier à démontrer la duplicité de certains montagnards qu'il nomme si justement les « *hommes de proie* » et à mettre à nu leur dimension « *démagogique* » et leurs objectifs occultes⁵³⁹ mais, dès le XIX^e siècle, quelques auteurs avaient souligné l'influence occulte des puissances de l'argent : Augustin CHALLAMEL⁵⁴⁰, Pierre ROBIN⁵⁴¹, Jean BOUCHARY⁵⁴², Michel BRUGUIERE⁵⁴³ et bien sûr Olivier BLANC⁵⁴⁴.

⁵³⁷ Dans le numéro 7 du « *Vieux Cordelier*. ».

⁵³⁸ Ghita STANHOPE et George Peabody GOOCH « *The Life of Charles, Third Earl Stanhope*. », London, Longmans, Green, 1914, page 134.

⁵³⁹ Albert MATHIEZ « *Un agent de l'étranger, l'Espagnol Guzman*. » in « *Autour de Danton*. », éditions PAYOT, Paris, 1926 et « *La division dans les comités à la veille de Thermidor*. », Annales révolutionnaires, 1915, page 70.

⁵⁴⁰ Augustin CHALLAMEL « *Les clubs contre-révolutionnaires : cercles, comités, sociétés, salons, réunions, cafés, restaurantss et librairies*. », éditions L. CERF, C. NOBLET, 1895, 633 pages.

⁵⁴¹ Pierre ROBIN « *Le sequestre des biens ennemis sous la Révolution* », Paris, 1906.

⁵⁴² Jean BOUCHARY « *Les manieurs d'argent à Paris à la fin du XVIII^e siècle* » et notamment « *Perrégaux* », PARIS, 1939 (deux volumes) et « *Les compagnies financières à PARIS à la fin du XVIII^e siècle*. », PARIS, 1950.

⁵⁴³ Michel BRUGUIERE « *Gestionnaires et profiteurs de la Révolution*. », éditions Olivier ORBAN, 1986.

Lorsqu'il quitte cette période unique et laisse provisoirement de côté l'histoire de la révolution française, le père DUCHESNE ne peut s'empêcher d'éprouver toujours une grande tristesse, mais il ressent aussi une profonde injustice et sent monter en lui un sentiment de révolte car la société actuelle, qu'il entend dénoncer avec force, est née là ! Elle est le fruit de ces êtres sans foi ni loi, corrompus à l'extrême, qui semblent être demeurés les mêmes. Il pense aussi à ce bonheur pour tous qui était à portée de main, aux idées de Jean Jacques qui allaient enfin trouver une concrétisation et à ce torrent de la désespérance qui ne va plus cesser de couler. Il se dit alors qu'un jour viendra où justice sera enfin rendue aux vrais hommes de la Liberté !

« ROBESPIERRE au Panthéon, BONAPARTE à la fosse commune ! ».

La société contemporaine des accapareurs est née avec thermidor. Elle est le fruit de ce complot ourdi par les puissances de l'argent qui ont vocation alors à prendre la place des seigneurs d'ancien régime, ces anciens usurpateurs du pouvoir de tous. Pour ce faire il se sont alliés avec les ennemis de la France mais faut-il s'en étonner ? Les riches, on le sait bien, n'ont pas de patrie ! Pour asseoir leur mainmise sur le corps social, en s'appuyant sur le modèle ternaire du complot des origines, il leur fallait une nouvelle caste : la classe politique allait succéder au clergé d'ancien régime dans cette mission. Nulle place cependant, dans cette nouvelle coterie, pour les hommes de conviction et les républicains sincères ! Ceux-ci ont disparu. Ils furent les victimes de ces intrigues que des scélérats corrompus, des BARERE, BARRAS, TALLIEN et autre FOUCHE, avaient, sur ordre des riches, fomentées contre eux. Nouvelles figures de honte, elles vont occuper désormais l'avant-scène, mais non figures de pouvoir pour autant. Ce ne sont que marionnettes qui ne servent que de paravent car les vraies décisions, les vrais enjeux se dessinent ailleurs que dans leurs pitoyables cénacles. Le Peuple lui n'a plus rien à espérer. La Constitution, qui fut écrite pour lui rendre le pouvoir qui lui revient de droit, ne sera jamais appliquée. Privé désormais de défenseurs il est, pour les siècles des siècles, condamné à subir la nouvelle oppression, la nouvelle tyrannie qui se révélera, à l'usage, bien plus terrible que ne l'était l'ancienne.

L'odieuse injustice : la flétrissure de l'innocence !

L'idée de démocratie vraie vient de ROUSSEAU. Elle est toute entière dans la *Constitution de l'an I*. Elle a trouvé son meilleur défenseur dans la personne de ROBESPIERRE. Comment ne pas s'indigner avec le père DUCHESNE des ignobles mensonges que l'on continue allègrement de répandre sur cet homme, le seul dans notre histoire à avoir porté le qualificatif d'incorruptible. Le grand historien François FURET⁵⁴⁵ proposait une explication qui ne convainc pas totalement le père DUCHESNE : « *Dans cette sage fin de siècle, Robespierre n'a pas vraiment été réintégré dans la démocratie française. La droite veille sur cet ostracisme en brandissant les mauvais souvenirs. Mais l'Incorruptible a plus à craindre de ses amis que de ses ennemis. En l'embrassant trop étroitement, l'historiographie communiste l'a entraîné dans un redoublement de désaffection* ». Sans doute aussi que le fait de continuer à véhiculer, plus de deux siècles après, ces ignominieux mensonges inventés de toutes pièces par les scélérats corrompus qui fomentèrent le complot contre lui, convient parfaitement aux tenants de la société

⁵⁴⁴ Olivier BLANC « *La corruption sous la terreur* », Paris, éditions Robert Laffont, 1992.

⁵⁴⁵ Dans l'EXPRESS du 7 juillet 1989.

de l'injustice. Découvrir ROBESPIERRE tel qu'il était, conduit inmanquablement à appréhender la vraie démocratie, à découvrir le sens de tout mandat politique qui repose sur l'abnégation et le dévouement aux autres jusqu'au sacrifice, à croire en la vertu face à l'égoïsme et la corruption triomphants, à entrevoir le bonheur et la possibilité d'un âge d'or. Ne sont-ce pas là autant de raisons de mettre en cause cette « pensée unique » controuvée qui sévit aujourd'hui ?

Mais il est un mensonge, plus terrible encore que la proclamation de l'erreur qui réside dans le non dit. C'est cette flétrissure de l'image de Maximilien, cette perception négative, fruit de deux siècles de médisances, qui accompagne toujours le personnage et qui s'impose presque inconsciemment. Alors il convient, à la lumière des faits, qui sont les seuls guides du père DUCHESNE, de rétablir l'exacte vérité que nous transmet aujourd'hui la science historique. Comment ROBESPIERRE aurait-il pu être le dictateur que les tenants de la mauvaise foi nous décrivent, alors que cet homme est viscéralement un démocrate ? C'est lui qui, aussitôt après le dix août, proposa à la Commune de remettre au Peuple « *le pouvoir que le conseil général a reçu de lui* », c'est-à-dire d'organiser des élections⁵⁴⁶. Comment aurait-il pu exercer la tyrannie qu'on lui prête, alors qu'au sein du comité de salut public, comme il a été démontré, non seulement il n'a pas exercé de prépondérance, mais il apparaît même qu'il fit l'objet de contestations véhémentes de la part de ses collègues et ce fait, n'est pas seulement une donnée de la science historique contemporaine, mais fut déjà mis en avant, dès le dix-neuvième siècle, par le philosophe et homme politique Louis BLANC (1811-1882) dans son « *Histoire de la Révolution française*. »⁵⁴⁷. Ce révolutionnaire, opposant farouche à la monarchie Louisphilipparde, a montré comment, en 1789, ROBESPIERRE est pratiquement le seul à défendre l'idéal d'une France fraternelle, unie dans une démocratie égalitaire et solidaire, s'inscrivant ainsi comme l'héritier du Christ et de Jean Jacques⁵⁴⁸. Pour son biographe Ernest HAMEL⁵⁴⁹, on ne peut croire que « *les hommes qui composaient avec lui le Comité de Salut public se soient laissé subjugué par lui* », il s'associa à certaines mesures, parfois « *s'opposa, en refusant sa signature, quoique présent* », voire « *comme dans l'affaire de Danton, par exemple, ce fut lui qui, malheureusement, eut la faiblesse de céder* ».

Le complot, ourdi par les thermidoriens, membres des comités comme BARERE, COLLOT D'HERBOIS, BILLAUD-VARENNE, VADIER ou AMAR, associés aux sanguinaires représentants en mission que l'incorruptible avait dénoncé, les FOUCHE, TALLIEN, ROVERE ou autre LOUCHET, apparaît aujourd'hui de manière d'autant plus éclatante qu'il n'a jamais été possible de prouver depuis la responsabilité de ROBESPIERRE dans aucune des dérives et aucun

⁵⁴⁶ Ernest HAMEL « *Histoire de Robespierre d'après des papiers de famille: les sources originales et des documents entièrement inédits.* », A. Lacroix, Verboeckhoven & Cie, 1865, tome II, page 406.

⁵⁴⁷ Louis BLANC « *Histoire de la Révolution française.* » (1847-1862), Paris, Docks De La Librairie, livre 11, chapitres 1, 5 et 7.

⁵⁴⁸ Voir à cet égard la contribution éclairante de Jean François JACOUTY « *Robespierre selon Louis Blanc : Le prophète Christique de la Révolution française* » in « *Annales historiques de la Révolution française* », 2003, n°1, pages. 105-127, éditeur *Société des études robespierristes*, Paris et aussi « *Louis Blanc et la construction de l'histoire* », dans Francis Démier, Maurice Agulhon (dir.), « *Louis Blanc, un socialiste en république* », actes du colloque qui s'est tenu les 24 et 25 février 2000 à l'Université Paris X-Nanterre, dans le cadre du centre Louis et Charles Blanc, Creaphis éditions, 2006, 224 pages, page 63.

⁵⁴⁹ Ernest HAMEL « *Histoire de ROBESPIERRE* », tome III, pages 82-83.

des excès de cette période de la terreur, que se soit en Vendée, à LYON, dans le Midi ou le Nord et bien sûr à PARIS. Bien au contraire pour Albert MATHIEZ⁵⁵⁰ comme pour le professeur d'histoire à PARIS I PANTHEON-SORBONNE, directeur de l'*Institut d'Histoire de la Révolution Française* Jean Clément MARTIN⁵⁵¹ toute son action fut, à l'inverse, dirigée contre les vrais coupables. Mais pour le père DUCHESNE ce qui est particulièrement éclairant et qui confirme le complot qu'il dénonce, ce ne sont pas tant ces fausses accusations portées par quelques scélérats corrompus mais la perpétuation, plus de deux siècles plus tard, de ces contre-vérités ce qui ne peut, à ses yeux, que résulter d'une volonté délibérée. Car, ce n'est pas Louis BLANC qui fut le premier à rétablir la réalité des faits, celle-ci se fit jour, dès l'an III. Ainsi plusieurs députés, dont Laurent LECOINTRE (1742-1805) ou Jean François REUBELL (1747-1807), contemporains de l'incorruptible, ont remis en cause le prétendu rôle premier joué par celui-ci dans la terreur. REUBELL confiera même à CARNOT : « *Je n'ai jamais eu qu'un reproche à faire à Robespierre, c'est d'avoir été trop doux.* »⁵⁵². Sous l'empire, le général Gaspard GOURGAUD (1783-1852), mémorialiste, rapporte les propos de Bonaparte : « *Robespierre a été culbuté parce qu'il voulait devenir modérateur et arrêter la Révolution. CAMBACERES m'a raconté que, la veille de sa mort, il avait prononcé un magnifique discours qui n'avait jamais été imprimé. Billaud et d'autres terroristes, voyant qu'il faiblissait et qu'il ferait infailliblement tomber leurs têtes, se ligüèrent contre lui et excitèrent les honnêtes gens soi-disant, à renverser le "tyran", mais en réalité pour prendre sa place et faire régner la terreur de plus belle* »⁵⁵³. Emmanuel DE LAS CASES (1766-1842) dans le « *Mémorial de Sainte Hélène* » ne dit pas autre chose⁵⁵⁴.

Il est certain en revanche que ROBESPIERRE avait identifié le complot dirigé contre le Peuple. Ainsi, après qu'un véritable trafic d'influence ait été mis à jour, en septembre 1793, au sein du *comité de sûreté générale*, corruption de cette police politique confirmée plus tard quand éclata le scandale de la liquidation de la *Compagnie des Indes*, l'Incorruptible n'aura de cesse que de dénoncer l'autonomie grandissante de cette instance entièrement sous l'influence de BARERE, de COLLOT D'HERBOIS et de BILLAUD-VARENNE et qui entretenait en outre des liens étroits avec des juges du tribunal révolutionnaire et son accusateur public, l'association de ces deux structures constituant l'instrument même de la terreur dès lors qu'en émanaient la majorité des mandats d'arrêt⁵⁵⁵. C'est ROBESPIERRE encore qui intervint pour sauver les

⁵⁵⁰ Albert Mathiez, « *Robespierre terroriste* », dans *Études sur Robespierre*, 1988, Société des études robespierristes.

⁵⁵¹ Jean Clément MARTIN « *Violence et Révolution. Essai sur la naissance d'un mythe national.* », éditions du SEUIL, collection « *L'Univers historique* », 2006, 338 pages, page 224.

⁵⁵² Voir Albert MATHIEZ « *Robespierre terroriste* », dans « *Études sur Robespierre* », Paris, Messidor/Éditions sociales, 1988, page 82, et Ernest HAMEL « *Histoire de Robespierre d'après des papiers de famille, les sources originales et des documents entièrement inédits.* », 1867, tome. III, page. 503 tous deux faisant référence aux « *Mémoires sur Carnot par son fils* », tome II, page 93.

⁵⁵³ Général Gaspard GOURGAUD « *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon.* », édition Didot père et fils, PARIS, 1822.

⁵⁵⁴ Emmanuel LAS CASES « *Mémorial de Sainte-Hélène, ou, Journal où se trouve consigné, jour par jour, ce qu'a dit et fait Napoléon durant dix-huit mois.* », Paris, 1823-1824, tome 1, page 449 et 450.

⁵⁵⁵ Alexance TUETÉY « *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution Française.* », 3 parties en 11 volumes (États-généraux et Assemblée

soixante treize députés, inquiétés pour avoir protesté à l'arrestation des Girondins, ce qui lui valut une lettre de remerciement de leur part : « *Citoyen notre collègue, nous avons emporté du sein de la Convention et dans notre captivité un sentiment profond de reconnaissance excité par l'opposition généreuse que tu formas le 3 octobre à l'accusation portée contre nous. La mort aura flétri notre cœur avant que cet acte de bienfaisance en soit effacé.* »⁵⁵⁶ C'est encore Maximilien qui proposa devant la convention nationale l'instauration d'un comité de justice chargé d'élargir les patriotes injustement détenus, proposition pécisément rejetée le 6 nivôse (3 décembre 1793) suite à l'opposition du *comité de sûreté générale* et de BILLAUD-VARENNE⁵⁵⁷.

Devant toutes ces évidences tendant à montrer l'existence d'un personnage diamétralement opposé à celui que l'on cherche toujours, désespérément presque, à nous imposer, on est en droit, avec le père DUCHESNE, de s'interroger. Il n'est assurément d'autre explication que celle qui suit : toute l'œuvre et toute l'action de ROBESPIERRE exprime la démocratie vraie, celle que les oligarques d'aujourd'hui comme hier, défenseurs de la prétendue démocratie représentative, veulent reléguer à tout jamais dans l'oubli. Pour s'en convaincre écoutons l'Incorruptible : « *La loi est-elle l'expression de la volonté générale lorsque le plus grand nombre de ceux pour qui elle est faite ne peuvent concourir, en aucune manière, à sa formation ? Non.* »⁵⁵⁸. C'est encore lui qui exprime le juste mandat de représentant du Peuple aux antipodes du monarque prétendument éclairé d'aujourd'hui : « *Je ne suis point le défenseur du peuple ; jamais je n'ai prétendu à ce titre fastueux ; je suis du peuple, je n'ai jamais été que cela, je ne veux être que cela ; je méprise quiconque a la prétention d'être quelque chose de plus.* »⁵⁵⁹ et comment ne pas voir sa dimension prophétique dans ces propos : « *La première loi sociale est donc celle qui garantit à tous les membres de la société les moyens d'exister ; toutes les autres sont subordonnées à celle-là ; la propriété n'a été instituée ou garantie que pour la cimenter ; c'est pour vivre d'abord que l'on a des propriétés. Il n'est pas vrai que la propriété puisse jamais être en opposition avec la subsistance des hommes.* »⁵⁶⁰ et quelle meilleure démenti à toutes les calomnies que les paroles de son dernier discours à la convention nationale le 8 thermidor de l'an II : « *Mais elle existe, je vous en atteste, âmes sensibles et pures ; elle existe, cette passion tendre, impérieuse, irrésistible, tourment et délices des cœurs magnanimes, cette horreur profonde de la tyrannie, ce zèle compatissant pour les opprimés, cet amour sacré de la patrie, cet amour plus sublime et plus saint de l'humanité, sans lequel une grande révolution n'est qu'un crime éclatant qui détruit un autre crime. Elle existe, cette ambition généreuse de fonder sur la terre la première République du monde ; cet égoïsme des hommes non dégradés, qui trouve une volupté céleste dans le calme d'une conscience pure et dans le spectacle ravissant du bonheur public. Vous le sentez, en ce moment, qui brûle dans vos âmes ; je le sens dans la mienne.* ». Tous ces efforts pour salir la mémoire de l'Incorruptible, toute cette stratégie déployée aujourd'hui encore, plus

Constituante : 3 volumes, 1925 pp - Assemblée Législative : 4 volumes, 2846 pp - Convention Nationale : 4 volumes, 3455 pp), PARIS, 1890-1914. volumes IX, X et XI.

⁵⁵⁶ Ernest HAMEL « *Histoire de Robespierre d'après des papiers de famille, les sources originales et des documents entièrement inédits.* », 1867, tome III, page 157.

⁵⁵⁷ Albert MATHIEZ « *Robespierre terroriste* », dans « *Études sur Robespierre.* », Paris, Messidor/Éditions sociales, 1988, p. 67.

⁵⁵⁸ Discours à l'Assemblée constituante sur le marc d'argent le 25 janvier 1790.

⁵⁵⁹ Premier discours au club des jacobins sur la guerre, le 2 janvier 1792.

⁵⁶⁰ Discours à la convention nationale sur les subsistances le 2 décembre 1792.

que jamais peut-être, n'ont qu'un but : tenter de faire oublier que la société moderne des accapareurs est née en thermidor.

La société moderne des accapareurs est née en thermidor !

Les tenants de la mauvaise foi auront tôt fait de stigmatiser la vision que propose le père DUCHESNE de notre grande révolution, de la brocarder en alléguant du caractère monomaniacal de son auteur trop pressé de voir le complot partout. Celui-ci interroge alors à son tour. Comment expliquer que le mouvement populaire soit parvenu, dès le début de la révolution, à s'organiser, à se trouver des porte-parole et des défenseurs, à s'engager ainsi dans le processus révolutionnaire au moins autant que l'oligarchie nouvelle de l'argent, qui cherchait là l'occasion d'instaurer les bases de sa future domination, puis, alors que paradoxalement il venait d'asseoir son triomphe en imposant la République entre 1792 et 1795, de connaître d'incessantes difficultés jusqu'à disparaître car il faudra attendre, au moins 1830 avec les « *Trois Glorieuses* », pour redécouvrir le peuple de Paris jouant un rôle politique ? Il n'est d'autre explication en réalité que celle d'une action secrète, pernicieuse, fourbe, conduite par les forces de l'argent, alliés à nos ennemis. Les études historiques viennent aujourd'hui mettre en lumière ces figures corrompues, qu'a précédemment évoquées le père DUCHESNE, dépourvues du moindre idéal et n'agissant que guidés par leur vénalité sans bornes. C'est là une réalité incontestable alors pourquoi ne pas relier les agissements de ces scélérats, dans une vaste opération concertée, destinée à écarter le Peuple, une fois encore, du pouvoir qui lui est dû ? Tout milite en ce sens à commencer par l'évolution des faits après la disparition de ROBESPIERRE.

En effet voici que se met alors en place un pouvoir politique illusoire, destiné seulement à donner le change, traduisant bien ainsi le nouveau rapport de force qui existe entre la caste nouvelle des accapareurs et ses supplétifs, le nouvel ordre des politiques. Ce régime politique fantôme, conforme à la volonté des nouveaux puissants afin qu'il ne contrecarre en rien leurs desseins, avait déjà été mis en place dès le début de la révolution avec la monarchie constitutionnelle. Quelle meilleure preuve et illustration de ce gouvernement de simple apparence que de voir le chef suprême de l'exécutif trahir sans vergogne afin d'aller rejoindre les ennemis de la France pour revenir avec eux verser à torrents le sang des humbles, être pris en flagrant délit grâce à la vigilance des patriotes et reprendre, sans la moindre difficulté, son office d'illusion. De la même manière, dès le 11 thermidor, TALLIEN, LEGENDRE et THURIOT imposent que désormais les comités, c'est à dire le gouvernement de fait, seraient renouvelés par quart tous les mois, les membres sortants étant inéligibles pendant un mois, décrétant ainsi l'instabilité institutionnelle du pouvoir. Quelques semaines plus tard, le 7 fructidor (24 août 1794), les attributions du *comité de salut public* étaient démembrées, la mission de celui-ci se cantonnant désormais à la guerre et la diplomatie. En quelques semaines seulement fut disloqué le gouvernement révolutionnaire, ce qui alla jusqu'à faire réagir BARERE, lui-même, qui évoqua un « *fédéralisme moral* ».

Bien entendu il est clairement prité fait et cause au seul profit de la minorité possédante, c'est à dire contre le Peuple. Dès le début de son combat pour sa liberté, celui-ci avait perçu les véritables enjeux de la révolution mais aussi qui étaient ses ennemis, comme en témoigne cette adresse d'une section aux élus de la convention : « *Mandataire du peuple, depuis peu vous promettez de faire cesser les calamités du Peuple mais qu'avez vous fait pour cela ? Avez-vous prononcé une peine contre les accapareurs et les monopoleurs ? Non. Eh bien, nous vous*

déclarons que vous n'avez pas tout fait. Vous habitez la Montagne, resterez-vous immobiles sur le sommet de ce rocher immortel ? Il ne faut pas craindre d'encourir la haine des riches, c'est-à-dire des méchants ; il faut tout sacrifier au bonheur du peuple. »⁵⁶¹. La chute de Maximilien va être le moment de sonner l'hallali contre ces justes revendications et ses auteurs. Le 16 octobre 1794, interdiction est faite aux sociétés populaires de s'affilier entre elles, de correspondre, d'adresser des pétitions. Un mois plus tard, le 12 novembre, le *Club des Jacobins*, qualifié de « *repaire des brigands* » est fermé. La disparition des vrais représentants du Peuple privant celui-ci de chefs, une caste nouvelle de politiques, les « *modérés* » imposèrent leur mainmise sur les sections parisiennes les plus combattives⁵⁶².

Dès lors, plus aucun obstacle ne s'opposait à l'ouverture du grand terrain de chasse de l'accaparement et à l'appauvrissement corrélatif du bon Peuple. L'ancien membre du grand *comité de salut public*, Robert LINDET (1746-1825), l'annonce dans son discours programme, dès le 20 septembre 1794, le commerce extérieur est libéré. Parallèlement l'Etat se dégage de secteurs qu'il avait gérés : les fonderies de TOULOUSE ou de MAUBEUGE comme les ateliers d'armes de PARIS. Les garanties accordées à la population sont remises en cause : le maximum est aboli le 4 nivôse de l'an III (24 décembre 1794). Bien entendu le retour au commerce libre et la spéculation qui en découle, si ils offrent indubitablement des perspectives aux grandes fortunes de croître démesurément, présentent toujours les mêmes conséquences pour la majorité, ce qui n'est d'ailleurs pas sans faire penser à la crise financière de 2008. Pour l'heure l'assignat s'effondre et l'inflation bondit. Le papier-monnaie qui était, en août 1794, à 31% de sa valeur affichée, ne représente plus que 24% en novembre, 17% en février et 8% en avril. Comme toujours aussi, l'enrichissement du petit nombre correspond à l'appauvrissement des masses et le Peuple sera le grand perdant de cette situation, la hausse des denrées de première nécessité excédant largement la dépréciation de la monnaie : ainsi, sur la base de 1790, l'indice des denrées alimentaires était en avril 1795 de 819 alors que celui de l'assignat n'atteignait que 581. C'est alors une crise des subsistances qui voit le jour, renforcée encore par un effroyable hiver 1794-1795. Il faut remonter à 1709 pour en retrouver un semblable « grand froid » : les oliviers gelaient dans le sud du pays et les loups rodaient auprès des murs de la capitale. La minorité des fortunés s'enrichit alors considérablement tandis que les gens meurent de faim : la viande valait à PARIS 40 sous la livre le 20 janvier 1795 et 7 livres 10 sous le 1^{er} avril 1795.

C'est dans ce contexte qu'éclata Germinal ! Le mouvement se poursuivit en prairial (mai 1795). Les sans-culottes envahissent le siège de la Convention aux cris de « *Du pain et la Constitution de l'an I !* » mais le Peuple est désormais privé de chefs et les insurrections sont réprimées. La répression est féroce : trente six condamnations à mort, les « *martyrs de prairial* » qui demeurent encore au Panthéon du mouvement populaire, 1200 emprisonnements à PARIS, des dizaines de milliers en province. Les masses populaires ne pèseront plus sur le processus décisionnel, réservé désormais à l'élite possédante. La diabolisation de la période qui vit s'installer la République va désormais être de mise. Elle se poursuivra sans discontinuer pendant près d'un siècle et demie, illustrée notamment par la transformation du seul homme politique de notre histoire à avoir reçu la qualification d'incorruptible en monstre sanguinaire, jusqu'à ce que la science historique, grâce notamment à des hommes comme MATHIEZ, commence alors à rétablir la vérité. Il demeure toutefois une curieuse cécité et il est, aux yeux du père DUCHESNE,

⁵⁶¹ Pétition des sans culottes portée à la Convention, le 25 juin 1793.

⁵⁶² Notamment celle des *Piques* (place Vendôme), de la *Butte-des-Moulins* (Palais Royal), de l'*Unité* (Monnaie), des *Thermes*...

symptomatique que soit toujours tenu sous silence le plus important ! L'essentiel n'est jamais en effet dans la péripétie, l'anecdote ou le conjoncturel mais dans ce qui dure, en un mot, dans l'institutionnel. Pourtant il n'est évoqué nulle part ou presque l'apport considérable de la I^{re} République, celui qui faisait la quasi-unanimité en transcendant tous les clivages : sa *Constitution* et la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen* qui la précède. Lorsque, par mégarde ou par souci d'exhaustivité, cet apport est rapidement passé en revue, c'est toujours de manière laconique, partielle ou partisane alors que ces textes constituent un apport considérable, peut être même le plus grand qui n'ait jamais été, dans l'histoire des hommes.

Pour la première fois est inscrit dans le marbre la fin de toute usurpation du pouvoir tandis qu'est scellé le retour au droit naturel, forgé par des millions d'années d'histoire de l'humanité. Ces textes sacrés consacrent en effet la démocratie vraie, le pouvoir réel confié au Peuple et à personne d'autre. Ils reconnaissent aussi le droit de chacun au bonheur, cette idée neuve en Europe dont parlait alors SAINT-JUST. Jamais, sans doute, ils n'ont été d'une si brûlante actualité ! Quelle autre explication trouver à ce mutisme étrange sinon la naissance, avec thermidor, et l'installation pour les siècles de la société contemporaine des accapareurs. Tous les traits qui caractérisent celle-ci et que le père DUCHESNE a cherché à décrire dans la première partie de sa réflexion, se retrouvent déjà. Ainsi le principe de duplicité. Quel meilleur exemple précisément que la conduite des gouvernants de l'époque à l'égard de la *Constitution de l'an I*. La convention thermidorienne en présence d'un texte ratifié par le Peuple de France ne pouvait faire autrement que de convenir des modalités de sa mise en application. Voici qu'à cette fin est créée une commission en décembre qui estime nécessaire d'assortir la Constitution de « *lois organiques* ». Quatre mois plus tard sur cette base est désignée une autre commission, le 30 mars 1795. En réalité c'est un nouveau texte qui est en préparation conforme à la volonté des nouveaux maîtres mais il convient de donner le change, comme l'avouera d'ailleurs le député Louis-Marie DE LA REVELLIÈRE-LEPAUX (1753-1824) qui contribua à l'élaboration de la constitution de l'an III⁵⁶³. La commission, appelée *commission des onze*, où figurait également le comte BOISSY D'ANGLAS (1756-1826), devenu membre du *comité de salut public* où il était chargé du ravitaillement, et que les parisiens nommeront bien vite « *Boissy-famine* », ainsi que Antoine Claire THIBAUDEAU (1765-1854), s'attacha alors à établir, selon le mot de ce dernier, « *une voie moyenne entre la royauté et la démagogie* ». Tout l'édifice constitutionnel de 1793 est mis par terre ! Les aspirations démocratiques et égalitaires de la *Constitution de l'an I* cèdent devant la propriété et la liberté, proclamés comme principes absolus, les droits au travail, à l'instruction et à l'assistance disparaissent de même que le droit à l'insurrection. C'est également le retour à la sélection par l'argent et au suffrage censitaire. Deux types de citoyens apparaissent ceux qui sont propriétaires qualifiés d'actifs et les autres étiquetés passifs : « *Dans toutes les associations policées, les propriétaires seuls composent la société. Les autres ne sont que des prolétaires qui, rangés dans la classe des citoyens surnuméraires, attendent le moment qui puisse leur permettre d'acquérir une propriété* »⁵⁶⁴. Le suffrage censitaire aboutit à limiter le corps électoral à un ensemble de trente mille personnes soit deux fois moins qu'en 1791.

Avec ce régime ploutocratique qui naît de thermidor apparaît aussi un autre trait dominant de la société des accapareurs contemporaine : la manipulation de l'opinion. L'historien

⁵⁶³ Les Mémoires de La Révellière-Lépeaux ont été éditées par R. D. D'Angers (Paris, 3 volumes, 1895). Voir aussi l'ouvrage de l'archiviste Etienne CHARAVAY « *La Révellière-Lépeaux et ses mémoires.* », 1895.

⁵⁶⁴ Article de la « *Gazette de France* » du 24 septembre 1795.

britannique francophile Richard COBB (1917-1995) a montré, de manière magistrale, comment le vocabulaire thermidorien, ressassé par les journaux, véhiculé par les bandes de la jeunesse dorée des « *Muscadins* », distille la haine du Peuple qui est celle des nouveaux maîtres accapareurs : la pauvreté devient une tare, les affamés se nomment « *faméliques* », les femmes du Peuple ne sont que des « *femelles sujettes au lapinisme* »⁵⁶⁵... Les puissances de l'argent n'ont alors aucune difficulté à contrôler la presse aidés s'il le faut par les puissances étrangères comme l'a bien montré Pierre SERNA dans son ouvrage très documenté « *La république des girouettes*. »⁵⁶⁶. C'est bien la même insidieuse propagande qui commence alors sa vaste œuvre de crétinisation des masses. Peut-être faut-il y voir les raisons de l'échec de la « *Conspiration des Egaux* », reprenant les idées de justice et réclamant l'application de la *Constitution de l'an I*, qui ne parvint, malgré son message, à entraîner la mobilisation des masses populaires apparaissant ainsi, comme le fait remarquer le professeur Denis WORONOFF, comme l'envers de prairial, cette révolte de la faim vit des masses sans chefs, les *Egaux*, trop élitistes, donnèrent à voir des chefs sans masses : « *Des "idées sans actes" succédaient à des "actes sans idées"*. »⁵⁶⁷.

On comprend mieux pourquoi aujourd'hui encore, la société des accapareurs, droite héritière de cette société thermidorienne, s'ingénie toujours à occulter cette vraie révolution que fut l'avènement de la République en 1792, ce vaste élan porté par tout un peuple qui aboutit à la reconnaissance de la liberté et de l'égalité comme idéal fraternel. Approuvée massivement par le corps électoral au suffrage universel la nouvelle Constitution fut alors renfermée dans une arche de cèdre en raison du contexte de guerre jugé peu propice à sa mise en application. Fatale attente ! C'était compter sans la puissance de l'argent et les nouveaux usurpateurs, un temps à peine mis à mal, eurent tôt fait d'acheter quelques crapules pour priver la révolution de ses meilleures serviteurs jusqu'à conduire thermidor ! Le glorieux épisode sans réelle concrétisation de son idéal de justice, appartiendra dès lors au passé et la nouvelle caste des accapareurs retrouvera, avec délice, les bons principes qu'elle avait naguère prôné : un pouvoir affaibli et au surplus corrompu et cette démocratie factice de l'illusion. L'oligarchie des riches reprend le pouvoir et n'est plus disposée à le céder !

Rien n'a changé...

C'est à partir de cette époque que ce met en place la nouvelle répartition ternaire de la société : aux trois ordres anciens, clergé, noblesse et tiers état succèdent désormais les ordres nouveaux, accapareurs, politiciens et tiers exclus. Le changement profond, par rapport à l'organisation d'ancien régime, tient tout entier dans la nature du pouvoir qui devient duale : l'économique va désormais faire jeu égal avec le politique. Sous la monarchie de droit divin, le pouvoir apparaissait comme monolithique et imposait l'apparence d'une pyramide, prétendument mystique, au sommet de laquelle trônait le monarque entouré immédiatement, tel Dieu le père

⁵⁶⁵ Richard COBB « *Thermidor or the Retreat of Fantasy* » in H. LLYOD-JONES, V. PEARL et B. WORDEN (edit.) « *History and Imagination. Essays in Honour of H. R. TREVOR-HOPER* », LONDON, 1981. Voir aussi « *The French and their Revolution. Selected Writings* », New Press, 1999, 471 pages.

⁵⁶⁶ Pierre SERNA « *La république des girouettes. 1789-1815 et au delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême centre* », éditions Champ Vallon, 2005, 570 pages, page 384.

⁵⁶⁷ Denis WORONOFF « *La république bourgeoise : de thermidor à brumaire (1794-1799)* », éditions du Seuil, collection « *histoire* », 1972, page 65.

dans un quelconque paradis pour enfants sages, de sa caste nobiliaire, les meilleurs représentants du clergé cimentant, quant à eux, comme ils s'évertuent à le faire depuis le complot des origines, la solidité de l'édifice. La révolution modifie cette vision moniste des choses pour lui substituer un dualisme : le vrai pouvoir, qui est de nature économique, appartient aux accapareurs et n'a comme seule finalité que de leur permettre de concentrer entre leurs mains la plus grande part possible des richesses produites par tous ; son supplétif, le pouvoir politique, qui garde l'apparence de cet *imperium*, de cette puissance de commandement qui s'impose depuis les débuts de l'usurpation, s'il est détenu par d'autres hommes et fait preuve de la même obsession à s'imposer dans la durée, n'est cependant là que pour assurer une mission de support. Face à eux le troisième ordre, le tiers exclus, s'il s'impose par son écrasante supériorité numérique, demeure toutefois totalement démuné, assistant parfois, en simple témoin, à quelques escarmouches entre ses nouveaux maîtres.

La collusion ne s'impose pas d'emblée en effet entre accapareurs et politiques car deux finalités et deux logiques de nature différentes ne sont pas obligatoirement parfaitement conciliables. Pour le comprendre tentons de cerner une fois encore, qui sont ces accapareurs que d'aucuns qualifieraient de classe bourgeoise naissante. Le père DUCHESNE reste réticent à penser que l'analyse marxiste puisse, par le biais du matérialisme historique, rendre parfaitement compte de cette réalité sociologique en décrivant une classe, alors dominante, devenue minorité agissante pour s'approprier les moyens de production dans une perspective d'évolution sociale. Cette vision, pour le moins mécaniste, laisse de côté une donnée aux yeux du père DUCHESNE incontournable : parler d'une classe en tant que telle relève de la pure construction intellectuelle car il n'est jamais qu'un agglomérat de comportements individuels. L'idée d'un groupe sociologiquement homogène implique une solidarité, une *conscience de classe*, alors que s'il est vrai que les accapareurs, comme les larrons dans une foire sont susceptibles de passer des accords entre eux, il peuvent tout aussi bien, tels des loups dans une meute frappée par la rage, se dévorer allègrement les uns les autres. Plutôt que d'une entité abstraite, la bourgeoisie, le concept d'accapareurs paraît bien plus pertinent pour rendre compte de cette engeance dont le père DUCHESNE reste décidément sceptique à reconnaître qu'elle ait rempli un quelconque rôle historique. Ce ne sont que ces riches stigmatisés par le Christ et, il est vrai qu'il y a dans leur comportement beaucoup du mythe de Faust. Ils donnent bien à voir l'image du damné qui vient de signer son pacte avec le diable. Foncièrement athées, ils ont l'âme du prédateur qui ne croit guère guère à un au-delà, à une réunion des justes, à une communion des saints ou à une quelconque harmonie universelle. Profondément égoïstes, misanthropes et opposés à toute solidarité, ils sapent ainsi les fondements mêmes du corps social. Lorsque, par décret, la République reconnaissant l'existence de l'Être Suprême et de l'immortalité de l'âme, lorsque, durant la fête de l'Être Suprême, il fut mis le feu au mannequin de bois représentant « *le fléau de l'athéisme* », c'est ce comportement des accapareurs qui était visé. L'homme premier, injustement qualifié de primitif, n'a survécu que parce qu'il a appréhendé la nature comme en entité harmonieuse à laquelle chacun appartient et avec laquelle il doit communier pour que s'accomplisse l'immense dessein de l'harmonie universelle. Les accapareurs s'inscrivent en parfaite opposition avec cette réalité première de l'évolution humaine, ils mettent en péril la survie de toute société par leur seule avidité. Tout autre est la vocation des politiques. Celle-ci est entièrement centrée sur les oripeaux traditionnels du pouvoir, la puissance, le paraître et la gloriole personnelle même si ceux-ci ne négligent pas, le cas échéant, d'accaparer les richesses à leur tour, comme BONAPARTE, revenant de Russie pour s'inquiéter au premier chef, après tout ce carnage, de l'état de ses millions. Mais il faut bien admettre que ce n'est pas là leur motivation

première et c'est la raison pour laquelle ces deux logiques différentes, autour de la même notion de pouvoir, vont amener la mise en place d'accords « donnant, donnant » entre les deux ordres privilégiés contre le tiers exclus. L'illustration la plus parfaite est assurément le tragique épisode napoléonien.

Comme vient de le montrer le père DUCHESNE, la *constitution de l'an III*, remet au goût du jour, après la courte période de la République, les préceptes vantés par les accapareurs et en premier lieu un pouvoir politique divisé et donc impuissant dont les tenants brandissent avec délectation leurs hochets. Dans le même temps l'insidieuse propagande, que permet le contrôle par les forces de l'argent de la presse, entretient l'illusion de la démocratie. Pourtant dans cet apparent parfait agencement du pouvoir, destiné à permettre un accaparement optimal, un grain de sable parvient parfois à se glisser. Le recours aux idoles, si utile pour empêcher toute prise de conscience du tiers exclus, peut s'avérer être une arme à double tranchant en tendant à faire pencher l'avantage du côté du pouvoir politique qui cherche alors à quitter le rôle de marionnette dans lequel on veut le cantonner. L'accession au pouvoir de BONAPARTE relève bien de ce schéma. Le coup d'Etat du 18 brumaire trouve son origine, selon l'historien DAUPHIN-MEUNIER ? dans la démarche de deux banquiers parisiens Jean Barthélémy LE COULTEUX DE CANTELEU et Jean Baptiste PERREGAUX qui s'adressèrent à lui, alors qu'il était en Egypte, pour mettre à sa disposition des sommes d'argent conséquentes dans cette perspective⁵⁶⁸. Le forfait accompli, ce sont 12 millions de francs qui sont alors mis à la disposition de l'auteur du coup de force tandis que les deux émissaires des accapareurs deviendront vite sénateurs. Ceux-ci dévoilèrent alors leur dessein : la création d'une nouvelle banque privée, bien que portant le nom de « *banque de France* », au capital de trente millions, qui inclurait bien sûr dans ses administrateurs, outre les trois consuls et les frères du premier, nos deux comparses. Les statuts furent approuvés, dès le 13 février 1800⁵⁶⁹, et cette banque fut alors chargée d'escompter les effets de commerce. Malheureusement il existait déjà pareil établissement, la *Caisse d'Escompte et de Commerce*. On chercha alors à la discréditer mais sans succès, alors on envoya simplement la troupe pour saisir la comptabilité et en chasser le personnel. Comme cela ne suffisait toujours pas, la loi intervint, le 14 avril 1803⁵⁷⁰, pour confier à la *banque de France* le monopole d'émettre des billets pendant quinze ans. Ces statuts restèrent en vigueur jusqu'à 1936 et ainsi les nouveaux vrais maîtres, la caste des accapareurs, se dotaient d'un outil majeur pour conduire son œuvre de prédation.

Ainsi la légende idolâtre paraît bien écornée. Le destin fulgurant du prétendu « *prophète des temps modernes* » que le délirant Elie FAURE (1873-1937) a cru identifier dans son inénarrable « *Napoléon* »⁵⁷¹ n'apparaît être qu'un supplétif des riches, un exécuteur des basses œuvres. Sans doute avant de céder à la déraison du culte de la personnalité, serait-on bien inspiré de constater combien différentes sont les traces laissées par « *l'Ogre* » de par l'Europe et en Espagne plus particulièrement. Dans la culture populaire de ce pays, point de mythe, de légende ou de nostalgie de grandeur mais la certitude, quand on évoque le personnage, que « *de l'autre côté des Pyrénées commencent les mensonges* ». Comment s'en étonner d'ailleurs : les atrocités

⁵⁶⁸ Lire à cet égard « *Les banquiers de Bonaparte* » par J-M VASLIN dans *Le Monde Économie* du 5 novembre 2002.

⁵⁶⁹ 24 pluviôse an VIII.

⁵⁷⁰ Loi du 24 germinal an XI.

⁵⁷¹ Elie FAURE « *Napoléon* », 1921, éditions DENOEL, collection « *Bibliothèque Médiations* », 1983, 217 pages.

subies par le peuple ibérique restent à jamais figées dans les poignantes peintures des « *Dos de Mayo* » et « *Tres de Mayo* » de GOYA.

La déraison ambiante continue de plus belle !

Il est tout de même singulier de constater que la courte période durant laquelle le Peuple de France a pu esquisser sa vision d'une démocratie juste et équitable ne laisse place aujourd'hui qu'à un immense désert d'ignorance, voire même à un réflexe de mépris, tandis que dans le même temps il est de bon ton de ne point tarir d'éloges sur la période napoléonienne dont pourtant l'extraordinaire bilan négatif s'impose avec force. Car tout est à jeter dans cet exécrationnel interrègne dont le Peuple de France eut tant à souffrir et continue encore de le faire. Il aura fallu, pour remettre enfin à sa place l'icône en carton pâte, notamment la rigueur scientifique de l'historien Henri GUILLEMIN (1903-1992)⁵⁷², encore que ce « sacrilège » lui valu d'être frappé de cet ostracisme que dénonçait François MITTERRAND, en 1978, en ces termes : « ... *tenu en lisière par les Académies, ignoré par les ondes officielles parce qu'il écrit avec l'encre de la passion, parce qu'il aime confondre les idées reçues et redresser les torts de l'Histoire.* ». Pourtant rien dans cette vaste entreprise de démystification ne prête le flanc à la critique car tout, concernant ce sinistre individu, est mal fait, contrefait ou surfait. Rien n'échappe à l'investigation quant elle est menée avec rigueur et objectivité. Pas même son prétendu génie militaire ! Ainsi en est-il jusqu'à la bataille d'AUSTERLITZ elle-même, que les thuriféraires décrivent comme la « *victoire du génie humain* », élucubration tellement grotesque qu'elle en devient risible. Que l'on analyse seulement les faits et on s'apercevra alors que le prétendu maître de l'échiquier n'est qu'un vulgaire menteur au poker : dégarnir la position forte du plateau de Pratzen n'est pas un trait de génie, seulement un coup de bluff, un sordide jeu de la roulette russe avec le sang des autres !

Il est malheureusement inutile de reprendre la longue litanie des saloperies de ce règne, d'évoquer encore ces exécutions sommaires, ces coups tordus, ces mensonges, cette lâcheté qui exulte dans un décorum de kermesse, qui jalonnèrent cette odieuse tyrannie. Il suffit de crier, non avec les loups et les accapareurs pour qui ce scélérat n'a eu que prévenances, mais avec le Peuple de France dans l'esprit duquel ce nabot à la virilité défaillante restera à jamais synonyme de malheur. Nul doute que lorsque ce Peuple aura accédé à la place qui doit être la sienne et commencé à bâtir son avenir, il ne manquera pas d'extraire la dépouille de ce scélérat de son indécent tombeau de porphyre pour l'aller jeter dans quelque fosse commune tant cette présence au cœur de la capitale apparaît comme une insulte aux souffrances et aux malheurs endurés par les plus humbles. L'horreur n'est décidément pas là où la propagande officielle voudrait la situer. Le père DUCHESNE a déjà démontré combien les débordements des débuts de la République devaient beaucoup à l'action de quelques traîtres à la solde des accapareurs et des ennemis de la France mais, même à imputer à tout défenseur de la Liberté et de l'Egalité ce passif, il reste que celui-ci, concernant l'époque de la terreur, s'élève à environ deux mille cinq cent morts à Paris et, dans toute la France en proie alors à la guerre civile, menacée de l'extérieur par toutes les puissances de la terre, les estimations les plus pessimistes ne vont pas au-delà de quarante mille morts. C'est trop, insupportable, intolérable assurément ! Cependant sur les centaines de milliers d'arrestations, durant cette période si trouble, il n'est fait état d'aucun

⁵⁷² Voir notamment H. GUILLEMIN « *Napoléon tel quel.* », éditions Trévis, PARIS, 1969, 153 pages, réédition Utovie.

interrogatoire « poussé ». Deux mille cinq cent morts en plus d'un an à Paris, où sont donc les torrents de sang qui coulaient des ruelles quand le même nombre de victimes se compte en à peine cinq minutes de la bataille d'Eylau ? Que l'on songe seulement à ces six cent mille combattants enrôlés dans cette désastreuse campagne de Russie dont, plus de cinq cent mille, ne devaient jamais revenir !

Cet épisode napoléonien ne peut qu'exercer une profonde répulsion chez l'honnête homme car il n'y a rien de grand là dedans, rien que du malheur, seulement de la désolation, une parenthèse cruelle d'une quinzaine d'années qui laisse la première démographie d'Europe totalement exsangue. « *Et la gloire ?* » radoteront peut-être quelques vieux gâteaux. La gloire est bien le paraître des sots ! En vérité le rôle historique de l'empire, si tant est qu'il existe, n'est que d'asseoir l'alliance des accapareurs et des politiques contre le tiers exclus. Même la classe que l'on nomme bourgeoise de 1789 n'avait osé aller si loin !. Dans la *déclaration des droits de l'homme du 25 août 1789*, à l'article 17, si la propriété devient un droit inviolable et sacré, il demeure toutefois que celui-ci doit céder « *lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment* ». BONAPARTE dans ses complaisances à l'égard des accapareurs ira bien plus loin en veillant à ce que soit littéralement sacralisé le droit de propriété, « *usus, fructus et abusus* » dans le code civil que, contrairement à une légende tenace, il n'a jamais écrit. Les révolutionnaires, mandatés par le Peuple, avaient une toute autre vision. Sans bien sûr remettre en cause ce droit naturel, ils concevaient aisément ces évidentes limites. ROBESPIERRE, dans son célèbre discours du 13 mai 1791, avait montré, par des paroles immortelles, combien le droit de propriété s'arrêtait quand toute décence militait en ce sens : « *Périssent les colonies... ! Oui, périssent les colonies s'il doit vous en coûter votre honneur, votre gloire, votre liberté ! Je le répète : périssent les colonies, si les colons veulent par les menaces, nous forcer à décréter ce qu'il convient le plus à leurs intérêts... Je déclare au nom de la Nation entière qui veut être libre, que nous ne sacrifierons pas aux députés des colonies,...je déclare dis-je, que nous ne leur sacrifierons ni la Nation, ni les colonies, ni l'humanité toute entière.* ». Le cornard enrubanné n'en a que faire des principes quand durant ses heures perdues qui, soit dit en passant, étaient bien plus nombreuses que sa légende voudrait nous le faire croire, il amassait une fortune pour ces vieux jours et il n'hésitera pas une seconde avant d'envoyer une expédition punitive à Saint Domingue contre le vieux général fidèle François Dominique TOUSSAINT-LOUVERTURE (1743-1803) dans le seul but d'y rétablir l'esclavage.

Sous cette tyrannie il n'est que du malheur ! Ainsi, malgré une conjoncture favorable, les paysans végètent et, quant à la classe ouvrière naissante, si la brutale statistique a pu faire croire à certains historiens que, dans l'absolu, elle voit sa condition s'améliorer, on ne peut que s'inscrire en faux contre pareille assertion car d'où venait-elle ? Quelle référence prendre alors pour apprécier cette prétendue évolution ? La dureté de son sort n'est pourtant nullement niable : les ouvriers subissent en permanence la traque policière et juridiquement ils ne sont plus que des sous citoyens tenus en laisse par un livret ouvrier comme le bétail à sa longe. C'est bien la France entière qui fut la victime de ce despote qui laissera derrière lui une terre exsangue qui a vu mourir 1 700 000 de ses fils depuis 1792, dont l'immense majorité pendant les guerres napoléoniennes. Au plan économique elle n'est que ruine ; comme le sont ses ports et ses arsenaux. Toutes les colonies sont perdues et son influence internationale, patiemment mise en place depuis Richelieu et Louis XIV, réduite à néant. Le territoire national qui a perdu la Sarre et les villes de MARIENBOURG, PHILLIPPEVILLE et LANDAU est moins étendu que sous Louis XVI. Les troupes colalisées occupantes sont présentes partout et exigent une lourde indemnité de guerre pour leur entretien ce qui précipite le pays dans le plus grand dénuement.

Mais il y a encore plus grave aux yeux du père DUCHESNE. Ce tragique épisode napoléonien n'est malheureusement pas qu'un avatar de l'histoire. Deux siècles plus tard, il continue encore de sévir par le biais de vieilles institutions qui perdurent et qui sont autant d'anachronismes dans le troisième millénaire débutant. Il s'agit de ces « *blocs de granit* », pour reprendre l'expression même de ce soudard inculte, que sont ces structures obsolètes qu'il s'est évertué à jeter sur la terre de France pour mieux la tenir asservie sous sa férule ou, plutôt, sous celle de ses vrais maîtres. Pour la plupart elles proviennent de tout ce que l'ancien régime pouvait compter d'institutions rétrogrades et féodales qui, loin d'effrayer cet être sans foi ni loi, auront été, sans le moindre scrupule, empruntées à un régime prétendument honni. Ce copiage contre nature n'avait qu'un but : interdire à jamais toute représentation démocratique et toute promotion des plus méritants du tiers exclus à seule fin de réserver les vrais emplois décisionnels à la caste des privilégiés. C'est ce *conseil du roi*, devenu *conseil d'Etat*, où naguère encore pour être reçu maître des requêtes, premier degré et marchepied obligé vers les prestigieuses places comme celle d'intendant, il fallait être noble. Cet intendant d'ancien régime précisément, lui aussi remis au goût du jour et devenu préfet, ce personnage que le professeur de droit Gaston JEZE (1869-1953) décrivait comme « *l'ennemi naturel des libertés publiques* » ! Cette institution compte sans nul doute aujourd'hui parmi les plus anachroniques du pays et, c'est encore peu dire concernant le plus politique des fonctionnaires, investi du mandat de huit jours comme le faisait remarquer un éminent auteur, c'est à dire la durée de temps qui sépare deux conseils des ministres. Au cœur même d'un régime, qui se prétend république, qu'ont donc à y faire ces hobereaux d'un autre âge ? Ceux-ci sont logés, aux frais du contribuable, dans de véritables palaces de plusieurs centaines de mètres carrés habitables, dans lesquels pléthore de personnels de service, recrutés sous contrats précaires, ne semblent avoir comme seule fonction que de subir les caprices de ces curiosités locales ou, le plus souvent d'ailleurs, de leurs conjoints oisifs, dont la famille entière est entretenue à grands frais, jusqu'à son moindre désir, fut-ce un abonnement à *Canal Plus*, tout ceci à l'heure où, fleuron de l'hypocrisie, il est évoqué la nécessaire restriction du train de vie de l'Etat ! Qu'il soit nécessaire, indispensable même, de mettre en place un représentant du pouvoir central au plan local, le père DUCHESNE pourrait le concevoir, mais pourquoi alors ne pas recruter ces *praefectus*⁵⁷³ parmi ces anciens attachés que sont les directeurs de préfectures qui, au cours d'une longue et souvent brillante carrière, ont eu le temps, non seulement d'appréhender tous les rouages administratifs dans la position centrale qui a été la leur, mais encore de réfléchir à leur perfectionnement ? Pourquoi ne pas privilégier dans cette mission de coordination des gens simples et compétents qui, après le travail, regagneraient le soir au volant de leur véhicule personnel sans chauffeur, leur pavillon ou leur appartement y sentant au passage le sentiment du Peuple duquel ils sont issus, plutôt que de consacrer ces Rastignac aux petits pieds, cultivant religieusement l'obsédante consigne « *pas de vagues* », reclus dans leurs hôtels particuliers dont tout le décorum environnant ne vise qu'à leur inculquer la fallacieuse impression, qu'ils partagent d'ailleurs tous allègrement au mépris souvent des êtres humains qui les environnent, qu'ils sont sortis un jour de la cuisse de Jupiter ?

Et le père DUCHESNE pourrait pousser plus avant l'investigation des ces, si justement qualifiés « *blocs de granit* » par leur scélérat concepteur, qui pèsent encore comme une chape de plomb sur la diffusion de l'énergie à l'intérieur du pays. Parler encore de la *banque de France*, évoquer la *cour des comptes* et toutes ces « *chasses gardées* » des grands corps de l'Etat, montrer et démontrer combien ces carcans napoléoniens sont autant d'obstacles voulus à l'instauration de

⁵⁷³ Du latin « *mis à la tête de* ».

la démocratie vraie. Il se demande pourtant si ce n'est point là peine perdue tant pareil projet paraît se heurter de front à la déraison ambiante. Car c'est plus qu'épisodiquement que la propagande officielle des accapareurs, véhiculée servilement par les médias; ne réactive le « *mythe de l'empereur* ». Ce fut le cas en 1969 alors que, de partout, on se mis soudain à célébrer le bicentenaire de sa naissance mais, curieusement, depuis quelque temps, alors que rien ne prédisposait le corps social à supporter pareil affront, chacun semble y aller de son dithyrambe. Voici même que les prétendus défenseurs des humbles, avant de tomber le masque et d'aller soutenir la cause des milliardaires, se laissent gagner par la « *folie Napoléon* » en venant faire état des convictions républicaines du personnage ! On croit rêver ! Voici le pourvoyeur de fosses communes élevé au rang de bienfaiteur de la nation ! Cette idolâtrie pernicieuse prend parfois des proportions pour le moins inquiétantes lorsqu'elle est notamment érigée au rang de système, comme c'est le cas encore aujourd'hui à l' *école de Saint Cyr*, le vivier des officiers de l'armée de terre. Dans cette institution quasi-secrète, dissimulée aux yeux de tous, dans les discrets recoins d'une forêt bretonne, il se célèbre un culte pour le moins étrange. Dans ce milieu des élèves officiers, recrutés le plus souvent, non à l'université comme dans toutes les armées du monde, mais dans des sortes d'officines particulières qui portent le nom de « *corniches militaires* », on y célèbre plus que régulièrement un grotesque et dispendieux rituel. Ainsi, chaque deux décembre, dans une grande débauche de moyens, de costumes et de personnel, on reconstitue, en grandeur réelle, la bataille d'Austerlitz ; chaque mois de juillet on célèbre le « *triomphe* », apothéose du ridicule, où sont à nouveau extirpés de la naphthaline les coûteux oripeaux de l'empereur et de ses maréchaux afin de singer un curieux rite dans lequel les « *hommes* », que le père DUCHESNE identifie comme « *les ressortissants du Peuple* », sont à genoux, et les « *officiers* », dans lesquels il n'est pas besoin de faire preuve de beaucoup d'imagination pour deviner « *les accapareurs et tous leurs valets serviles* » sont les seuls à avoir le droit d'être debout ! Ces pratiques, qui laisseraient pantois le psychanalyste, mais glacent d'effroi le républicain sincère, se déroulent devant des ministres de la défense qui n'y trouvent rien à redire et, bien entendu, les ministres de gauche n'ont pas été en reste pour applaudir avec frénésie ces simagrées, qui prêteraient même à rire si derrière quelques fronts bas d'abrutis, on ne puisse craindre voir surgir un jour des nouveaux fusilleurs de la Commune ou assassins de soldats bleus, tant certains esprits étroits sont vite embrasés par les niaiseries de la superstition éternelle.

Cette déraison idolâtre pose un réel problème. Elle est certes logique dans la mesure où elle illustre, une fois encore, ce message culturel véhiculé par la société des accapareurs qui, comme le père DUCHESNE l'a déjà souligné, n'est fondée que sur une culture du néant, toujours prompte à esquiver les grandes valeurs qui ont fait l'humanité. Comment s'étonner alors qu'un individu aussi sinistre que le scélérat BONAPARTE puisse être, en permanence, paré de tous les apprêts ? Cependant cette duplicité, illustration une fois de plus du principe du même nom, n'est pas sans conséquence. En effet à déifier les tyrans on ne peut que susciter la tyrannie ! La contre-vérité historique, quand elle est ainsi érigée au rang de système, devient alors une menace qui pèse sur l'avenir du corps social. Fort heureusement le droit international contemporain a défini des notions salvatrices et en premier lieu celle de « *crime contre l'humanité* ». Cette infraction, gravissime s'il en est, présente la caractéristique première d'être imprescriptible. Or, si la volonté affirmée de sanctionner avec efficacité les auteurs de pareilles monstruosité, est ainsi mise en avant par le fait qu'aucun oubli ne soit possible, il reste qu'une telle disposition doit également, pour prendre toute sa signification, avoir vertu pédagogique. Si les crimes contre l'humanité ne peuvent être jamais effacés de la mémoire des hommes, il faut alors convenir qu'ils marquent l'histoire de tâches indélébiles. Il devient alors légitime à toute génération de réparer les oublis

entraînés par l'ignorance, ou plutôt la contrainte, qui a pu peser sur celles qui la précédaient. Aussi doit être reconnu le droit à toute société moderne de porter, en toute impartialité, sur les siècles qui l'ont précédée, le regard de la vérité et de la justice. Dans le pays qui verrait le triomphe de la démocratie vraie, il devra être possible d'intenter un procès à l'encontre de tous ces scélérats qui ont maculé l'histoire de l'humanité de tant de pages sanglantes. C'est à toutes les victimes innocentes de ces cruels carnages qu'on le doit ! Du fond du néant de leur éternité, elles nous le réclament comme une simple reconnaissance de leur être. C'est aussi, au profit des générations futures, qu'une telle action serait menée afin qu'un procès, dont l'instruction serait confiée à la science et l'issue à la justice régulière, qui ménagerait toutes les garanties procédurales, les droits de la défense aussi bien que l'impartialité des débats, puisse, aux yeux du monde et des siècles, résonner comme une semonce et permette à tous les Peuples libres de la terre de bannir à jamais les criminels les plus immondes de l'histoire des hommes.

L'Etat : le gendarme que va rosser Guignol !

Le tragique épisode bonapartiste terminé, le tiers exclus n'a sans doute jamais aussi bien porté son nom. Quittant le joug du bandit corse, il va retrouver ses princes, ceux-là même qu'il avait si glorieusement congédiés vingt cinq ans plus tôt. S'ouvre alors le dix-neuvième siècle, période nouvelle de l'histoire qui verra s'accomplir la révolution industrielle. Une nouvelle ère naît qui va détacher le pays de sa tradition terrienne. Le changement qui se produit est capital en ce sens que, depuis ses débuts, à l'époque néolithique, l'accaparement a toujours eu lieu par l'intermédiaire de la terre (« *Le premier qui, ayant enclos un terrain...* »). Il n'est alors de richesse qu'en arpents de blé ou d'orge et, fort logiquement, les *physiocrates* ne voient en elle que la seule source de toute ponction contributive. Les choses vont changer... Le mot de Guizot « *Enrichissez-vous !* » apparaît aujourd'hui comme une provocation, surtout quand il est relayé par la ministre de l'économie⁵⁷⁴, car depuis l'histoire nous a enseigné la terrible condition des humbles à pareille époque. Il a pourtant sa logique et s'inscrit dans une profonde métamorphose de la domination du plus grand nombre par quelques-uns.

L'avènement du dieu marché.

L'usurpation de ce pouvoir qui n'appartient qu'au Peuple s'est maintenue, comme l'a dit le père DUCHESNE, en dépit de la révolution. Celui-ci n'a fait que changer de nature et, pour une part du moins, de bénéficiaires. En dépit de l'évolution déjà décrite qui fait que, même sous la monarchie, la puissance de l'argent commence à s'imposer, l'image demeure toutefois fortement ancrée que pouvoir et richesse sont intrinsèquement liés sous l'ancien régime. Les seigneurs ont la maîtrise du territoire qui se découpe en autant de fiefs ce qui signifie que, pendant longtemps, l'argent n'a été qu'un étalon, un simple instrument de mesure, la notion de fortune ne pouvant se concevoir autrement que dans la possession de la terre. Il était alors parfaitement concevable d'imaginer des fortunes sans le sou, des seigneurs affichant de solides quartiers de noblesse mais (presque) aussi démunis que les manants de leurs bois, un peu à l'image du personnage du baron de Sigognac dans le roman « *Le capitaine Fracasse* » de Théophile GAUTHIER ou celle, bien réelle, du marquis de Pontcallec si merveilleusement

⁵⁷⁴ Voir l'article du Monde du 5 juillet 2007 : « *Christine Lagarde aux investisseurs : "Enrichissez-vous !".* ».

campé par Jean Pierre MARIELLE dans le beau film de Bertrand TAVERNIER « *Que la fête commence...* ». Le dix-neuvième siècle voit s'opérer un changement capital : la dématérialisation de la richesse qui, en se détachant de la terre, va bientôt se suffire à elle seule. Il n'est alors plus nécessaire, pour devenir riche, de posséder l'espace, il suffira d'amasser les moyens qui naguère servaient à étalonner plus qu'à acquérir celui-ci, l'argent. Les progrès de la technique tombent alors à point. La révolution industrielle, cette énergie à profusion, permet l'accroissement en volume des richesses qui fatalement généreront les moyens monétaires pour les acquérir et ceux-ci peuvent aisément et à bref délai se concentrer dans les mêmes mains, générant alors des fortunes aussi rapides que nouvelles, fort éloignées des anciennes qui reposaient sur la détention, pendant plusieurs siècles, de titres de noblesse.

C'est cette évolution qui est à l'origine de l'apparition du pouvoir dualiste contemporain : à côté de la puissance politique traditionnelle s'impose désormais le pouvoir économique. Un nouveau monarque apparaît pour consacrer à son tour des ducs ou des marquis. Il n'a guère d'existence physique, c'est une entité qui procède aux nominations, elle s'appelle le marché. C'est là le nouveau prince ou plutôt le nouveau dieu car il va susciter bien des vocations et surtout faire naître une foi inébranlable en lui, qui durera plus d'un siècle. Voici qu'il est présenté comme étant un don du ciel. Il est pourtant connu depuis les temps immémoriaux. Au moyen âge les grandes foires de Champagne ont fait la réputation de quelques solides bourgs. Plus tard c'est un autre marché, d'une nature odieuse celui-là, celui des négriers du commerce triangulaire qui a fait de Nantes ou de Bordeaux des villes prospères. Ce qui change aux dix-neuvième siècle c'est la place qu'il occupe, centrale, tentaculaire. Il semble être partout et tout justifier. C'est pour lui consacrer cette place privilégiée que les nouveaux accapareurs ont fait la révolution. Pour parvenir à leur fin, il leur fallait impérativement affaiblir cet Etat qui se voulait trop entreprenant en la matière. Les nouveaux maîtres avaient le *colbertisme* en horreur. Désormais la césure est parfaitement consommée : les affaires publiques relèvent de deux sphères bien démarquées, le domaine du droit et le domaine de l'économie. La théorie absolutiste de l'ancien régime ne se concevait, quant à elle, que dans l'unité du pouvoir : le roi, aidé de ses conseillers, les Jacques CŒUR, COLBERT et autres LOUVOIS, régnait en maître tant sur le politique que sur l'économique. Au dix-neuvième siècle, au contraire, les deux pouvoirs, bien distincts quant à leurs détenteurs, cohabitent et, comme dans toute dyarchie, l'un va obligatoirement dominer l'autre. Les accapareurs, qui ont détourné la révolution à leur profit, conçoivent alors un nouveau modèle de société avec au centre de celle-ci, la référence unique, le marché, don de la providence, qui prétendent-ils, grâce à ses lois propres, va apporter le bonheur à tous ! Certes certains bénéficieront d'une vitesse accélérée mais finalement cela importe peu, affirment-ils, puisque, à terme, tout le monde va gagner.

Dans ce modèle qu'ils imposent, à la périphérie de la sphère des échanges, se tient un Etat minimaliste, un peu comme le gendarme au carrefour. Un Etat que l'on a guère en estime et il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter l'un des plus grands thuriféraires du libéralisme de l'époque, Hippolyte TAINÉ (1828-1893) : « *L'Etat est mauvais chef de famille, mauvais industriel, agriculteur et commerçant, mauvais distributeur de travail et de subsistance, mauvais régulateur de la production, des échanges, de la consommation, philanthrope sans discernement, directeur incompetent des beaux-arts, de la science, de l'enseignement et des cultes. En tous ces offices son action est lente ou maladroite, routinière ou cassante, toujours dispendieuse, de petit effet et de faible rendement, toujours à côté et au-delà des besoins réels qu'elle prétend*

satisfaire. »⁵⁷⁵. L'anthropologue et économiste américain d'origine hongroise, Karl POLANYI (1886-1964), auteur notamment de « *La Grande Transformation.* » et « *Les Systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie* »⁵⁷⁶, a montré la portée de ce changement qui s'opère alors et combien les marchés ne sont pas l'économie de marché. Celle-ci, que l'on qualifie aussi de capitaliste, trouve de lointaines origines mais s'est développée petit à petit pour ne s'imposer vraiment, de manière hégémonique, qu'au dix-neuvième siècle. Auparavant l'économie était étroitement liée aux relations sociales. La meilleure illustration est apportée par le marché du pain, denrée alimentaire première sous l'ancien régime, qui était encadrée par des règles complexes et dans lequel les pouvoirs publics avaient un rôle à jouer pour, d'une part assurer l'approvisionnement et donc éviter les troubles sociaux, d'autre part préserver les légitimes rémunérations des producteurs ou intermédiaires. Le marché du travail n'était, en ces temps de royauté absolue, que très parcellaire. L'instauration de l'économie de marché passe alors par l'abolition de toute idée de réglementation le concernant en se fondant sur le postulat qu'il existe une « autorégulation » qui sera d'ailleurs théorisée dans *l'équilibre général* de Léon WALRAS (1834-1910)⁵⁷⁷.

Cette société du XIX^e siècle consacre ainsi la dématérialisation de la logique d'accaparement. Un exemple, pris dans cet univers de la misère qui tend alors à s'étendre, permet de comprendre cette profonde mutation. Une nappe brodée sort d'un atelier industriel de filature ou des petites mains enfantines courent sur les métiers à tisser actionnés par la vapeur. Même si quelque juvénile phalange a pu être broyée dans l'affaire, il reste que cette nappe constitue une marchandise, une richesse qui vient s'ajouter à toutes celles que produira le pays. Cette nouvelle valeur n'a pas pour vocation d'être partagée sur place en prenant en compte les apports de chacun de ceux qui ont contribué à sa création, comme cela pouvait se concevoir auparavant. Sa vocation est autre : elle est destinée au marché où, tels les hommes au jour du jugement dernier, elle va subir une sentence, celle de son prix. Dès lors ce bien créé va se voir attribuer une nouvelle composante, qui sera intrinsèquement liée à son existence, son interchangeabilité avec l'exact montant de monnaie que le nouveau dieu aura fixé le concernant. Il va sans dire que dans un siècle qui se prétend héritier de celui des Lumières, on rationalise, on positive comme on dira bientôt, et on conçoit bien que c'est bien autre chose que l'inspiration d'un quelconque Saint Esprit qui prononce cette sentence du prix. On cherche à mettre en évidence alors ces lois naturelles que David RICARDO (1772-1823), Thomas MALTHUS (1776-1834) ou Adam SMITH (1723-1790) ont déjà mis en lumière, dont la première de toutes est celle de l'offre et de la demande qui veut que si ma nappe est recherchée par quelques familles fortunées son prix va monter et, au contraire, dans un contexte de forte concurrence, il connaîtra la chute. Peut-être qu'après tout une même nappe brodée à la main, sur le marché de PROVINS, au siècle de saint Louis, aurait mis en œuvre des mécanismes semblables mais ce qui change au dix-neuvième

⁵⁷⁵ H. TAINE « *Le Régime Moderne.* », éditions Hachette, Paris, 1890, page 181.

⁵⁷⁶ K. POLANYI « *Trade and Market in the Early Empires, Economies in History and Theory.* » (1957), traduction française « *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie* » par Claude RIVIERE et Anne RIVIERE, éditions LAROUSSE, 1975, collection « *Sciences humaines et sociales* », série anthropologie, 348 pages.

⁵⁷⁷ K. POLANYI « *The Great Transformation.* », Farrar & Rinehart, New York, 1944, traduit en français « *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps.* », éditions GALLIMARD, PARIS, 1983.

siècle, c'est que, contrairement aux épisodiques foires de Champagne du Moyen Age, le marché est permanent et omniprésent ce qui permet d'ailleurs au jeu de la puissance de changer de terrain. Les arpents et les titres de noblesse deviennent inutiles, il suffit désormais d'être à la bonne place dans le temple du nouveau dieu. Occuper un strapontin au fond du sanctuaire, comme l'ouvrière du textile, donnera juste assez d'argent pour survivre, mais prendre place sur la stalle, près du prêtre qui officie, ouvrira des perspectives toutes autres en autorisant l'accumulation d'une quantité telle, quelle permettra, en quelques mois à peine, de brûler les étapes vers la puissance. Naguère encore, sous l'ancien régime, il fallait bien souvent plus d'une génération à un bourgeois enrichi pour devenir un PORTIER DE MARIGNY ou un DUGRAS DU LUART, désormais quelques choix stratégiques, quelques investissements bien sentis ou quelques complicités bien pesées, peuvent suffire !

L'analyse marxiste conduit à regarder l'appropriation des moyens de production comme le moteur permettant l'apparition d'une nouvelle classe dominante. Cette vision, par son côté forcément mécaniste de l'histoire, aboutit fatalement à globaliser, à considérer qu'il existe un groupe humain homogène et impersonnel qui ne semble évoluer qu'à la seule force de lois sociologiques incontournables. En un mot, elle conduit à ignorer que toute société a pour caractéristique première d'être constituée d'individualités, d'êtres uniques et différents et non d'entités abstraites interchangeables. Si le père DUCHESNE n'est guère convaincu par le matérialisme historique de MARX, c'est parce que celui-ci conduit nécessairement à laisser de côté toute idée de responsabilité individuelle, de la même manière qu'il est réticent à considérer que le marché, ce nouveau dieu qui apparaît alors, est un ogre qui, tel Saturne, dévore successivement ses propres enfants à l'image du personnage de DEUNEULIN, dans « *Germinal* » d'Emile ZOLA, déplorant auprès des mineurs ne pouvoir augmenter le prix de la berline de charbon, sauf à disparaître lui-même. Contrairement à une idée courante, qui malheureusement tend fort à se répandre en ces temps de crise mondiale, le capitalisme n'est pas aux yeux du père DUCHESNE le mal absolu. Il ne l'est ni dans sa conception, ni dans son fonctionnement. Dans sa conception tout d'abord ; un des pères de la sociologie, l'allemand Max WEBER (1864-1920) a montré dans « *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* », combien, au moment de la Réforme, le capitalisme naissant exprimait la pensée du protestantisme ascétique et puritain. Il cherchait à privilégier un comportement entièrement fondé sur le goût de l'épargne, sur l'abstinence, sur le refus du luxe, sur la discipline du travail et la conscience professionnelle. La réussite sur terre n'est alors destinée qu'à servir Dieu en confirmant ainsi l'existence d'un salut après la mort. Même si l'on ne peut douter que ces idéaux se sont estompés au fil des siècles, WEBER fait remarquer encore combien le capitalisme de son époque reste profondément puritain ce qui, à ses yeux, explique son essor dans le domaine industriel avec notamment le culte du travail : « *Le travail cependant est autre chose encore ; il constitue surtout le but même de la vie, tel que Dieu l'a fixé. Le verset de saint PAUL : "Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus" vaut pour chacun ; et sans restriction. La répugnance au travail et le symptôme d'une absence de la grâce.* »⁵⁷⁸. Dans son fonctionnement ensuite ; l'économiste autrichien Joseph SCHUMPETER (1883-1950) soutenait que la vraie figure du capitalisme est l'entrepreneur dynamique, qu'il oppose au rentier oisif qui se contente d'amasser.

⁵⁷⁸ M.WEBER « *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme.* » (1^{ère} édition 1904-1905), traduction par J. Chavy, éditions PLON, 1964 ; nouvelle traduction par J.-P. Grossein, éditions GALLIMARD, 2003. Voir aussi « *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société.* » (1^{ère} édition 1923), éditions GALLIMARD, 1991.

L'entrepreneur-innovateur, par sa faculté imaginative et créatrice, est un moteur de l'économie. Citant volontiers comme modèle Henry FORD ou encore Thomas EDISON, cet auteur a montré comment l'histoire du capitalisme apparaît aussi comme une succession d'innovations comme le furent, en leur temps, la machine à vapeur et le métier à tisser, le chemin de fer, l'exploitation du charbon, la métallurgie, plus tard l'électricité et la chimie, le moteur à explosion, le pétrole ou le plastique. Toutes ces étapes ont redynamisé le capitalisme, lui redonnant à chaque fois un nouvel élan même si, une fois l'innovation acquise, la routine reprend le dessus et avec elle le déclin, l'image du rentier re-surgissant alors pour déconsidérer le système⁵⁷⁹. Aujourd'hui encore chacun temps à opposer capitalisme et socialisme, cette alternative incontournable née à cette époque, ces deux choix inconciliables. Pourtant Raymond ARON (1905-1983) a clairement démontré, dès le milieu des années 1950 que, loin de l'opposition polémique systématique, de nombreux points communs reliaient les deux systèmes. Ainsi la séparation de l'entreprise et de la famille, une division originale du travail, l'accumulation du capital, la volonté d'un encadrement rationnel de l'économie font qu'il convient davantage de parler de deux variantes d'un même modèle, celui de la société industrielle⁵⁸⁰.

Il n'y a pas ainsi, aux yeux du père DUCHESNE, un système qui renferme en lui sa propre contradiction et qui de la sorte, comme le soutenait MARX, est voué à disparaître mais il y a, en revanche, dans ce dix-neuvième siècle, un capitalisme intrinsèquement perverti par la présence des accapareurs. Il est une évidence que l'illustre penseur n'évoque guère, pris dans sa vision mécaniste des choses : la démarche première de l'accapareur est voulue, pesée, réfléchie et assumée. Pour parler différemment, on n'accapare pas les richesses de tous parce que la force des choses vous y conduit, on le fait parce qu'on le veut bien ! Rien n'est inéluctable dans le comportement humain. Victor HUGO dans « *Les misérables* » donne une parfaite illustration de cette réalité du choix dans l'épisode qui décrit la conversion de l'ancien bagnard Jean Valjean fasciné de voir l'incarnation même de l'amour chrétien, Monseigneur Myriel, évêque de Digne, commettre le péché en mentant aux gendarmes pour le sauver. Il s'enrichit et devient M. Madeleine, non pour jouir en égoïste de sa fortune, mais pour créer des œuvres sociales au profit des plus humbles. Relevant de la logique la plus primaire qui soit, celle du prédateur, la démarche de l'accapareur est en effet fondamentalement déviante. Aveu suprême d'ailleurs dans la bouche de celui qui semble représenter aujourd'hui la quintessence de cette culture du néant secrétée par la société de l'injustice, le penseur Coluche dans une de ses professions de foi : « *Robin des bois prenait de l'argent aux riches pour le donner aux pauvres. Nous on prend de l'argent aux riches pour le garder pour nous !* ».

La grande force du diable disait-on jadis est de faire croire qu'il n'existe pas. Le même adage pourrait s'appliquer à la société des accapareurs qui naît avec la révolution, s'étend pendant plus d'un siècle pour, après une éclipse d'une cinquantaine d'années, renaître de ses cendres comme le Phénix antique. Il est désolant qu'encore aujourd'hui, il n'est comme seul concept pour décrire le dix-neuvième siècle que celui de capitalisme comme si ce référentiel unique pouvait inclure en lui-même toutes les explications, ce qui est manifestement erroné. Il n'est pas un capitalisme et quel point commun pourrait-on trouver entre celui, frais émoulu, qui voit le jour après le Moyen Age dans les cités marchandes d'Italie ou auprès de la Ligue de la Hanse de l'Europe du Nord et le keynésianisme des « *Trente Glorieuses* » ? Il est certes un

⁵⁷⁹ J. SCHUMPETER « *Capitalisme, socialisme et démocratie*. » (1ère édition 1942), éditions PAYOT 2004

⁵⁸⁰ R. ARON « *Dix-Huit Leçons sur la société industrielle*. », éditions Gallimard, Paris, 1962.

capitalisme dominant au lendemain de la révolution française, mais celui-ci est considérablement perverti, tout autant que de nos jours, par la finance qui n'est que le moyen par lequel l'oligarchie de l'argent satisfait à son impératif de « toujours plus » au détriment de l'ensemble du corps social. Le père DUCHESNE l'a dit dans la première partie de sa réflexion, le modèle sociétal qui prévaut depuis les années 1980 n'est qu'un retour pur et simple au dix-neuvième siècle, ce que d'aucuns ont nommé « *la révolution conservatrice* » ou encore « *le grand bond en arrière* ». Lorsque l'on consent à examiner les choses sous cet angle, on reste confondu, stupéfié même, par les points communs entre la société dans laquelle vivait Victor HUGO et la notre.

L'installation de la société contemporaine des accapareurs.

Il est sans nul doute, dans le début du dix-neuvième siècle, des nostalgiques de l'ordre ancien et, pendant un temps encore, les plus naïfs d'entre eux, vont croire en un possible retour en arrière. Mais les nouveaux maîtres, cette nouvelle oligarchie de l'argent, ne vont guère tarder à leur montrer la vraie réalité des choses ! Au moment où le vieux Charles X, atteint de gâtisme, fait ses caprices, les choses sont déjà entendues. Le Peuple se mobilise dans ces glorieuses journées de juillet 1830 et, une fois encore, on lui usurpera sa victoire. La société des accapareurs qui s'est mise en place dès la révolution, comme celles qui l'ont précédée a, comme caractéristique première, de consacrer la suprématie absolue d'une oligarchie dont le but est de détourner la part prépondérante des richesses produites par tous à son seul profit. Or, principe de duplicité oblige, quand on prête l'oreille aux justifications ressassées de ce prétendu libéralisme qu'est la société de l'accaparement, on entend toujours ressasser les mêmes mythes : l'égalité des chances, le goût du risque, l'innovation permanente, la démocratie, la liberté, etc... Il suffit cependant de se livrer à une analyse plus fouillée des choses, reposant non sur des a priori mais sur des constatations factuelles et des études scientifiques, pour être vite conduit à faire le constat que la réalité se trouve très exactement aux antipodes de ce portrait idéalisé. Ainsi aujourd'hui la croyance est fortement ancrée que les bouleversements de l'histoire, les guerres et les crises qui se sont échelonnées depuis la révolution, ont fait que des riches ont succédé à d'autres riches, des fortunes se sont éteintes tandis que d'autres naissaient dans le mouvement perpétuel de la vie. Il n'en est rien ! On constate au contraire que ce sont les mêmes qui se perpétuent dans le gotha de la grande opulence⁵⁸¹. Non seulement les riches demeurent les mêmes mais encore en continuant d'occuper le haut du pavé. Ainsi, déjà à partir des palmarès des grandes fortunes régulièrement publiés dans la presse économique, on constate que 40 à 45% des cinquante premiers noms étaient déjà répertoriés il y a plus d'un siècle : les HERMES et leurs différentes branches héritiers d'une sellerie, les PEUGEOT dont les premiers ateliers datent de la fin du XVIII^e siècle, les LOUIS-DREYFUS dont le nom comme négociants était déjà fort connu au début du XIX^e siècle, les ROTHSCHILD, etc... Comme l'a démontré le père DUCHESNE, la nouvelle caste des accapareurs, qui s'impose depuis la révolution, naît à la fois de la bourgeoisie d'ancien régime et d'une partie de la noblesse. On ne saurait ainsi être surpris de découvrir, figurant toujours parmi ces grandes fortunes, des noms connus bien avant la révolution : les NOAILLES, les BOURBON-BUSSET, les TALLEYRAND-PERIGORD, les ROCHECHOUART, les MONTESQUIOU-FESENZAC, etc... Mieux encore, les études, déjà mentionnées par le père DUCHESNE, conduites par les sociologues et historiens Michel PINCON et Monique PINCON-

⁵⁸¹ Voir à cet égard l'article de Gérard MOATTI « *Les grandes fortunes ne meurent jamais vraiment.* », *L'Expansion* du 24 juillet 1997.

CHARLOT, montrent que le taux de 40 à 45%, donné par les journaux, est largement erroné, faussé par ce qu'ils appellent un « *effet palmarès* » qui sous-estime la permanence de la richesse, entretenant ainsi une illusion d'optique⁵⁸². Il importe, à cet égard, de comprendre comment cette domination s'est établie.

Comme l'ont parfaitement montré dans leur ouvrage les deux sociologues, les fortunes nouvelles se caractérisent par l'importance du patrimoine « *professionnel* », ce qui explique pourquoi elles sont sur-représentées en tête des classements de la fortune aujourd'hui. De plus ces actifs professionnels, souvent cotés en bourse, sont faciles à évaluer. Les générations suivantes se retrouvent alors, pour l'essentiel, à la tête d'un « *patrimoine de jouissance* » : palaces, châteaux, villas, voitures et objets de luxe... Une fortune qui est, par nature, beaucoup plus opaque et pas seulement aux yeux du fisc... En d'autres termes, en vrais parasites du corps social, ils deviennent des rentiers, des agioteurs. L'immensité de leur fortune leur permet de répartir les risques et de saisir toutes les opportunités de s'enrichir encore. On comprend alors aisément que pour ces êtres, l'essor économique du pays est le cadet de leurs soucis. En revanche une monnaie stable et forte, qui leur assurera ainsi, en toute quiétude et conformément à la loi du toujours plus, une forte expansion de leur patrimoine, est un impératif de la plus haute importance. Comment s'étonner, qu'au lendemain de la révolution, la nouvelle caste des accapareurs ait apporté son aide financière massive à BONAPARTE pour lui permettre de fomenter son coup d'Etat et comment être surpris de découvrir que l'une des premières mesures du nouveau régime fut précisément d'instaurer la banque dite de France ? Celle-ci, si elle voit à sa tête un gouverneur désigné par l'Etat, reste une banque privée qui fonctionne au profit exclusif de l'oligarchie de l'argent. L'administration en est assurée par un conseil général, élu par une assemblée générale composée des deux cents plus forts actionnaires⁵⁸³. Rares étaient, parmi ces actionnaires, les personnes morales et on ne dénombre que quelques compagnies d'assurance, caisses de prévoyance ou sociétés, la plupart étaient des personnes physiques dont les plus en vue, qui se trouvaient généralement être aussi les plus riches, siégeaient au conseil des quinze régents qui dirigeait la banque dans une vision très despotique, dans la mesure où bon nombre d'entre eux se transmettaient la place de père en fils. Ainsi en est-il, par exemple, du banquier MALLET qui, avec ses petits-fils et arrière-petits-fils, auront siégé au conseil de régence pendant près de 140 ans !

Il est capital de comprendre le mécanisme de la spoliation des richesses par cette nouvelle oligarchie qui passe entièrement par la sphère financière. Le père DUCHESNE aura l'occasion, dans la troisième partie de sa réflexion, de dissertar sur la crise financière contemporaine et de mettre en lumière ses mécanismes. Il convient toutefois, d'ores et déjà, d'aborder la matière monétaire dans la mesure où celle-ci s'avère indispensable pour comprendre le fonctionnement de cette société de l'injustice du XIX^e siècle, si proche de la notre. Les mécanismes monétaires ayant la réputation d'être fort complexes, le père DUCHESNE veillera cependant à demeurer parfaitement compréhensible, même pour le non initié. Malgré quelques tentatives, durant l'ancien régime, pour donner au papier le caractère d'une monnaie – chacun se souvient sûrement de la fâcheuse expérience de la *Banque Générale* de LAW sous la Régence – c'est la révolution,

⁵⁸² Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT « *Grandes fortunes* », éditions PAYOT, 1996.

⁵⁸³ Selon l'article 11 des statuts de la *banque de France*, fixés par la loi du 24 germinal de l'an XI : « *Les 200 actionnaires qui composeront l'Assemblée générale seront ceux qui seront constatés être, depuis six mois révolus, les plus forts propriétaires de ses actions* ».

avec la création de l'*assignat* qui imposa l'usage généralisé du papier-monnaie dans les paiements. Mais l'*assignat* ne donne alors pas lieu à remboursement de sa valeur en métaux précieux. Par la suite, l'Etat ayant fait largement fonctionner la planche à billets, cette valeur ne cessera logiquement de décroître. On imagine mal que les futurs accapareurs aient pu s'accommoder d'une monnaie aussi instable qui contrecarrait ainsi leurs visées. Comment s'étonner encore que, une fois leur victoire assurée après thermidor, ils mirent tout en œuvre pour y remédier. C'est ainsi, sous le Directoire, qu'apparaît le billet de banque, c'est-à-dire un papier émis par un établissement privé, représentant une somme dont le porteur peut, à tout moment, exiger le remboursement en monnaie métallique, c'est-à-dire en or ou en argent, auprès de l'émetteur. C'est la naissance de ce que l'on appelle aujourd'hui la *monnaie fiduciaire*, c'est-à-dire le moyen de paiement fondé sur la confiance⁵⁸⁴ du possesseur dans la capacité de la banque à pouvoir assurer sa conversion sous forme de métal précieux. Cette monnaie est créée par la première banque d'émission, la *Caisse des Comptes Courants*. Mais la concurrence va vite devenir rude et, au printemps 1802, PARIS compte déjà six banques émettant des billets dont la *banque de France*. BONAPARTE, en tant que mandataire désigné des nouveaux accapareurs, y mettra bon ordre, le 14 avril 1803, en accordant à cette dernière le privilège d'émission, les autres établissements étant alors contraints de retirer leurs billets dans l'année⁵⁸⁵.

La création de cet établissement privé unique, sanctifié par les pouvoirs publics, comme l'instauration de cette monnaie qu'il est possible d'échanger à tout moment contre du métal précieux et dans laquelle on ne peut donc qu'avoir confiance, répondent à un impératif : l'accaparement, pour tourner à plein régime, doit s'appuyer sur une monnaie stable. La fortune en effet ne grossit que par l'agiotage et la spéculation, c'est le taux d'intérêt et lui-seul qui la fait croître et le mouvement est amplifié encore par ce que l'on nomme « l'effet boule de neige » qui désigne le simple fait que plus la fortune est grande, plus les revenus des intérêts sont conséquents et plus la vitesse d'accroissement s'accélère. En ce sens le dispositif mis en place au XIX^e siècle fonctionne à merveille et le premier constat est celui d'une étonnante stabilité monétaire : depuis la loi de 1803, créant le *franc germinal*, jusqu'à 1914⁵⁸⁶, le franc vaut exactement « 5 grammes d'argent à neuf dixièmes de fin », c'est-à-dire 4,5 grammes d'argent pur, la même loi établissant un rapport légal entre la valeur de l'argent et celle de l'or, le franc valant un poids quinze fois et demi plus faible d'or, soit 290 milligrammes d'or fin. Cette stabilité monétaire entraîne dans son sillage une stabilité des prix, aussi toute cette période ignorera superbement l'inflation, qui n'était pas inconnue de la révolution, et verra, dans le même temps, la fixité du cours du franc sur le marché des changes. Cependant il ne faudrait pas trop hâtivement conclure que l'instauration de cette monnaie forte est faite dans l'intérêt général. Ce serait une grave erreur car elle n'est là, comme aujourd'hui d'ailleurs, que pour servir les seuls accapareurs ! La preuve en est que le Peuple ne voit jamais la couleur de ces billets de banque devenus si solides et si recherchés ! Bien au contraire, c'est même une véritable pénurie des moyens de paiement que chacun déplore. Les pièces d'ancien régime, les *livres*, les *sous* et les *deniers*, circulent encore ! Dans le sud du massif central voici même que des pièces romaines, trouvées en labourant un champ, servent pour les échanges du quotidien. Dans les villes le

⁵⁸⁴ Du latin « *fiducia* », la confiance.

⁵⁸⁵ Voir sur ces questions l'article de Gilles JACOUD de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne : « 1796-1996 : deux siècles de billets de banque en France », IDEES, revue des sciences économiques et sociales n°105, octobre 1996.

⁵⁸⁶ Et même théoriquement jusqu'en 1928, en droit du moins.

Peuple, qui travaille pourtant très dur, ne connaît que la *monnaie divisionnaire*, c'est-à-dire les pièces qui sont en bronze ou en billon⁵⁸⁷ de un, deux, cinq ou dix centimes. Ainsi les ouvriers, qui sont payés à la journée entre deux et sept francs, rarement à la semaine, ne peuvent accéder aux billets de banque qui resteront longtemps de très grosses coupures de 500 francs ou 1000 francs. Les premiers billets de 200 francs datent de 1847, ceux de 50 francs de 1867 et la coupure de 20 francs n'apparaît qu'au début des années 1870. Dans « *Les misérables* » de Victor HUGO, la bailleuse de Jean Valjean, après l'avoir surpris en train de sortir un billet de mille francs de la doublure de sa redingote, s'enfuit épouvantée : « *C'était le second ou le troisième qu'elle voyait depuis qu'elle était au monde.* ». Les personnes qui disposent de plus de moyens utilisent, quant à elles, les pièces d'argent, les écus de 5 F ou les pièces de 1 F ou 2 F dont la masse totale est estimée alors à 2,5 milliards de francs plutôt que les pièces d'or, essentiellement de 20 F, dont la valeur totale n'excède pas 500 millions de francs. Ce sont les « *jaunets* » qu'accumule le père Grandet de BALZAC. Ce bimétallisme or-argent est prévu comme une mesure de stabilité supplémentaire, conformément à la *loi de GRESHAM* qui veut que « *la mauvaise monnaie chasse la bonne* ». Ainsi l'afflux aurifère, entraîné par la découverte des gisements de Californie et d'Australie en 1848, entraîne la raréfaction des pièces d'argent. L'or devenant alors commun, la masse monétaire métallique passe de 3,2 milliards de francs d'argent contre 600 millions d'or en 1850 à 1,5 milliard d'argent pour 4 milliards d'or dix ans plus tard. En 1870, l'extraction massive d'argent, en provenance des Rocheuses notamment, aboutira à un phénomène inverse alors qu'est toujours maladivement préservée la stabilité du franc⁵⁸⁸.

Il ne faudrait pas davantage conclure que l'absence d'inflation « *profite à tout le monde* », selon le refrain contemporain bien connu. Nullement là encore car si la hausse des prix est contenue, elle ne l'est que sur le long terme mais annuellement se sont des très fortes variations qui sont à déplorer même si elles s'annulent avec le temps répondant ainsi à un mouvement sinusoïdal. Ce sont les fameux cycles, identifiées par le médecin de formation devenu économiste Clément JUGLAR (1819-1905)⁵⁸⁹, qui s'étalent sur une période de sept à neuf ans. Ceux-ci sont marqués d'abord par une période d'expansion pendant deux à quatre ans durant laquelle on constate une forte augmentation des prix de l'ordre de 4% (pouvant même atteindre 7% !), suivie de la crise en elle-même, marquée par l'arrêt de la flambée des prix, et par une phase de dépression et de marasme où les tarifs sont alors généralement à la baisse. C'est donc bien l'immense majorité des citoyens qui font les frais de la politique de spoliation organisée par les accapareurs. Ceux-ci ne poursuivent qu'un objectif qui est d'asseoir toujours plus leur colossale fortune dans la logique propre de ce régime de prédation : collectivisation des risques et appropriation des profits. La loi subira les adaptations voulues pour favoriser ce dessein car la

⁵⁸⁷ Alliage de cuivre et d'argent contenant souvent environ 50% de cuivre, une teneur variable en argent, et auquel est ajouté environ 5 % de plomb.

⁵⁸⁸ Sur la situation monétaire au XIX^e siècle voir « *L'ère de la stabilité ? Le franc au XIX^e siècle.* ». Conférence donnée, le 7 janvier 2002, par M. Alain PLESSIS, professeur émérite à l'Université de Paris X-Nanterre dans le cadre de la manifestation organisée par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France intitulée « *Les français et leur monnaie : le louis, le franc, l'euro et les autres* » in *Notes Bleues de Bercy* n°224.

⁵⁸⁹ C. JUGLAR « *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.* », GUILLAUMIN et compagnie – libraires éditeurs, 1962 (disponible en ligne sur Gallica le site de la Bibliothèque Nationale de France).

nouvelle caste dominante impose ses vues aux supplétifs politiques en place et ceci dès le début du siècle.

La monarchie de juillet apparaît même comme son âge d'or. Le philosophe et sociologue français Edmont GOBLOT (1858-1935), qui inspira beaucoup BOURDIEU, a montré, dès les années 1920 combien flou était le concept de bourgeoisie et qu'il convenait notamment de distinguer élites et classes moyennes, notions bien souvent confondues sous ce vocable : « *Le temps de Louis-Philippe et de M. Joseph Prudhomme est généralement considéré comme l'âge d'or de la bourgeoisie moderne. Mais il faut remarquer qu'il y a, sous la monarchie de juillet, deux bourgeoisies fort différentes, la première contenue dans la seconde, qui la dépasse largement et lui survivra. A un certain degré de richesse, dont la feuille de contributions faisait foi, correspondait une fonction qui était en même temps un privilège. Et quel privilège ! Celui qui implique tous les autres : la souveraineté. Le corps d'électeurs éligibles qui posséda la France en toute propriété pendant dix-huit ans et fut plus puissant que ne le fut jamais aucune noblesse... La bourgeoisie du « roi bourgeois » avait entre les mains un instrument de domination redoutable et, comme la royauté s'appuyait sur elle et elle sur la royauté, elle pouvait se montrer plus despotique que ne furent les anciennes aristocraties* »⁵⁹⁰. Reprenant la même idée, dans son « *Histoire sociale de la France au XIXe siècle* », Christophe CHARLE, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris Panthéon-Sorbonne, distingue les notables et n'emploie le terme « *bourgeois* » que pour désigner les propriétaires et les cadres dirigeants des affaires industrielles, commerciales et financières⁵⁹¹. Le pouvoir des accapareurs, s'il est dominant dans la première partie du XIX^e siècle, ne diminuera pas pour autant après la chute de Louis Philippe et les régimes suivants ne seront pas en reste pour modifier la législation afin de lui venir en aide : ainsi, en 1867, la loi sur les sociétés anonymes procure aux tenants de la fortune l'anonymat comme l'irresponsabilité qui leur faisait défaut dans leurs participations dans le capital des entreprises ; un an auparavant la consécration de la liberté de courtage favorise ainsi leurs opérations en bourse ; en 1885, voici qu'ils obtiennent la reconnaissance par la loi de la légitimité de la spéculation ; leur position hégémonique se renforçant considérablement à la fin du siècle, en 1886, la liberté du taux d'intérêt est reconnue. Toutes ces réformes aboutissent ainsi à un développement de l'activité financière sans le moindre contrôle. La montée en puissance de ces indécentes fortunes n'échappe à personne, pas plus d'ailleurs que son caractère profondément injuste qui fait dire à BALZAC, dès le milieu du siècle : « *Derrière chaque grande fortune, il y a un grand crime* ».

Il est en effet essentiel de comprendre que, contrairement à ce que distille en permanence la propagande contemporaine au service des accapareurs, l'action prédatrice de ceux-ci ne peut qu'avoir des répercussions désastreuses et pas uniquement sur l'existence de l'immense majorité du corps social, mais aussi sur toute l'économie du pays. Le détournement massif des moyens financiers à des fins strictement égoïstes met obligatoirement à mal celle-ci. La période qui nous intéresse, comme l'a dit le père DUCHESNE, est ainsi celle des crises qui se succèdent. A la différence de celles qui sévissaient sous l'ancien régime qui étaient liées essentiellement à des mauvaises récoltes entraînant la pénurie et en conséquence la cherté des denrées, les crises du dix-neuvième siècle sont d'une autre nature, elles se caractérisent par une diminution des prix et

⁵⁹⁰ Edmont GOBLOT « *La barrière et le niveau. Etude sociologique sur la bourgeoisie française moderne.* » (1925), éditions Félix ALCAN, PARIS, nouvelle édition 1930, page 8.

⁵⁹¹ Christophe CHARLE « *Histoire sociale de la France au XIXe siècle* », éditions Le SEUIL, collection « *Points Histoire* », 1991, 391 pages.

par la surproduction des valeurs d'échange, le tout aggravé par l'incessante spéculation qui sévit, notamment dans la sphère industrielle. Celle-ci va toucher particulièrement le domaine de la construction ferroviaire et provoquer la faillite de nombreuses entreprises. La loi de la jungle qui sévit au profit des seuls prédateurs, interdit bien entendu la mise en place d'une politique économique étatique correctrice avec des conséquences dramatiques pour les populations. Il apparaît d'ailleurs que c'est la *banque de France*, sous l'entier contrôle de l'oligarchie financière, qui devient le chef d'orchestre des crises. Le mécanisme est toujours invariablement le même. Apparaît une période faste d'expansion et la volonté d'investir de la part d'entrepreneurs ce qui entraîne aussitôt le gonflement de la demande de crédit. Celle-ci se manifeste par la montée des demandes d'*escompte*⁵⁹² adressées à la *banque de France* qui est amenée ainsi à émettre de plus en plus de billets. L'inquiétude devant cet afflux finit alors par entraîner une demande accrue de remboursement des billets sous forme de métaux précieux. Le scénario est toujours identique : pour éviter la décrue de son encaisse, la banque centrale relève son taux d'escompte. L'argent se faisant rare, pour trouver des liquidités les entrepreneurs se voient contraints à se débarrasser de leurs stocks ce qui entraîne l'effondrement des cours et, par là même, l'asphyxie financière de l'entreprise naissante. Pour augmenter ainsi leurs profits les accapareurs, maîtres de la finance, tuent l'initiative et l'essor économique. La preuve en est que ce temps prétendument béni de la stabilité du franc-or est celui qui voit le taux de croissance demeurer à un niveau ridicule de l'ordre de 1,3 % ou 1,4 % ! Ce rôle pervers de la banque centrale, qui rappelons-le est alors une institution à but lucratif, ce n'est pas le père DUCHESNE qui l'invente, mais ce sont les principaux penseurs libéraux qui le dénoncent, dès le XIX^e siècle, comme le fait justement remarquer François GUILLAUMAT, à qui il serait difficile d'adresser le reproche d'être un partisan du collectivisme, dans un article éclairant « *La légende noire du capitalisme au XIX^e siècle* »⁵⁹³. Parmi ces penseurs économistes figure en particulier Frédéric BASTIAT (1801-1850).

Si toutefois la nouvelle caste dominante se montre prompte à déclencher les crises, elle fait preuve de beaucoup moins d'ardeur pour leur trouver remède, préférant alors se défaire sur ses supplétifs de la classe politique. Le meilleur exemple est sans doute la crise de 1846-1847, qui est spécifique à la France. Celle-ci débute par une maladie de la pomme de terre entraînant la misère des populations tandis que la sécheresse et une grande chaleur détruisent les récoltes de grains. La trop forte production industrielle ayant accumulé les stocks, qui ne s'écoulent plus du fait des difficultés de l'agriculture, ceux-ci entraînent un tarissement du crédit de la part des banques, accentuant encore les difficultés qui seront à l'origine de grèves et de mouvements violents. En 1848 la crise atteint son paroxysme. Le climat révolutionnaire et l'incertitude de l'avenir font bien évidemment affluer les détenteurs de billets vers les guichets dans le but avoué de récupérer de l'or ou de l'argent. Le spectre de l'impossibilité de pouvoir rembourser se profile et le précieux outil, au service de la spoliation généralisée, se voit ainsi menacé. Qu'à cela ne tienne ! Prié d'agir en ce sens, le ministre des finances décrète l'inconvertibilité et le cours légal du billet en d'autres termes l'obligation pour chacun de l'accepter pour tout paiement. La banque est ainsi libérée de l'obligation de rembourser. L'orage passé, le nouveau serviteur des riches, le futur Napoléon III-Badinguet, rendra à nouveau le franc convertible, en 1850.

⁵⁹² La banque d'un entrepreneur se procure des billets auprès de la banque centrale en échange de la créance de l'investisseur.

⁵⁹³ F. GUILLAUMAT « *La légende noire du capitalisme au XIX^e siècle* », consultable sur le site *Liberpedia* (<http://fr.liberpedia.org/>).

Le père DUCHESNE donne à constater combien, au XIX^e siècle, le système de la domination de la grande finance sur l'économie toute entière ne lasse de faire penser à la situation qui existe aujourd'hui, tant cette société des accapareurs, qui a vu le jour dans les dernières décennies du vingtième siècle, ressemble, comme deux gouttes d'eau, à celle qui sévissait un siècle auparavant. Quelques tristes sires pourraient alors tenter d'objecter que ce sont là propos caricaturaux et que les différences entre ces deux époques sont immenses, que, par exemple, le père DUCHESNE feint d'ignorer la mondialisation, la construction européenne, autant de phénomènes qui rendent la situation qui prévaut de nos jours, inédite et singulière. Erreur pourtant ! Il n'est qu'une société des accapareurs et ses caractères sont toujours identiques. Ainsi la mondialisation existait bien en cette période qui retient actuellement notre attention : la valeur du commerce international triple de 1880 à 1913 tandis que les capitaux affluent de l'Europe vers l'Amérique et parallèlement de grandes quantités de denrées alimentaires, notamment du blé, arrive des pays neufs qui, grâce au libre échange, ont pu pénétrer les marchés nationaux qui peinent alors à écouler leurs propres produits et le risque d'asphyxie de l'économie devient à ce point alarmant, qu'une machine arrière s'imposera en 1892, année qui verra l'adoption des *tarifs Melin* renforçant le protectionnisme en France. Dans le même temps la fin du siècle voit apparaître une concentration capitaliste de plus en plus marquée, basée sur des ententes, tandis que de véritables monopoles se constituent permettant ainsi d'imposer leurs prix au marché. Dès les débuts de la troisième république, aidée en cela notamment par THIERS, très proche des régents de la banque de France, c'est le recours aux gros emprunts pour la libération du territoire et le paiement notamment de la rançon de 5 milliards de francs exigés par BISMARCK après la défaite de 1870. C'est là une opportunité inespérée de faire gonfler encore les profits de l'oligarchie financière tandis que, bien entendu, dans le même temps les impôts indirects sont augmentés de manière substantielle pour couvrir ainsi l'augmentation des dépenses publiques. Dans le cadre de cette mondialisation va alors se mettre en place ce que l'on a appelé « *la politique du magot d'or* » du gouverneur PALLAIN⁵⁹⁴, qui occupe son poste à partir de 1897, politique qui fut d'ailleurs largement amorcée avant lui par le gouverneur MAGNIN. Durant cette période l'indépendance de l'institution par rapport à l'Etat est maintenue et l'augmentation considérable des profits est obtenue notamment en profitant de ce courant de mondialisation : la politique de monnaie forte favorise le change et permet ainsi de drainer en France le stock d'or du monde qui provient de plus en plus à l'époque des mines d'Afrique du Sud et aussi d'Australie ou d'Alaska. L'augmentation du stock de métal jaune qui dépassera les 7 milliards de francs d'or en 1913 (seule la banque de Russie fait mieux) permet bien sûr de sécuriser encore la monnaie⁵⁹⁵ et ainsi d'augmenter sans risque l'activité lucrative de crédit et les émissions de billets qui passe de 800 millions à la fin du second empire à 5,7 milliards de francs à la veille de la Grande Guerre.

Plus dramatique encore dans ces conséquences, c'est la phase d'expansion impulsée alors. Les pays neufs, l'action spoliatrice du petit nombre aidant, ne parviennent à s'équiper que lentement, aussi les débouchés qui s'ouvrent pour les produits européens s'avèrent vite insuffisants, alors l'oligarchie prédatrice lance l'économie toute entière dans la course aux armements, qui sera propice à la reprise de l'emploi et donc à une augmentation corrélative de la

⁵⁹⁴ Voir sur ces questions Régine ROBIN-VIGNAT « *La Banque de France et l'État. (1897-1920). La politique du gouverneur Pallain.* », thèse de doctorat d'histoire de l'Université de Paris X-Nanterre, 2001, 815 pages.

⁵⁹⁵ La convertibilité qui avait cessé avec la crise de 1870 est rétablie en 1878.

masse salariale avec, pour corollaire, une croissance de la demande des biens de consommation. En croyant œuvrer pour sa prospérité, le Peuple fabrique les outils du carnage futur ! D'aucuns prétendent que la *banque de France* agissait ainsi par patriotisme ! On croît littéralement rêver ! De défense de la patrie les oligarques n'en ont cure. Quelle meilleure illustration donner que le refus par la *banque de France*, en pleine guerre de 1870-1871, de la moindre avance au gouvernement de défense nationale réfugié à Tours pour poursuivre la lutte. A cet égard, l'opposition, en décembre 1870, entre le sous-gouverneur CUVIER et GAMBETTA, alors que les parisiens assiégés mourraient de faim, est restée célèbre comme les mots de ce dernier : « *L'argent nous est refusé !* » et bien entendu les menaces de « *briser la banque et d'émettre des papiers d'Etat* » devaient rester lettre morte ! Seule en réalité une véritable tutelle des pouvoirs publics sur la banque, durant la Grande Guerre, obligera l'institution, dont l'indépendance devient alors illusoire, à consentir des avances à la défense nationale et à échanger ainsi la stabilité monétaire au seul profit de quelques uns à la victoire de tous sur l'ennemi.

« *Mondialisation admettons ! Mais l'Europe, l'Europe, l'Europe...* » ne manqueront pas de répliquer au père DUCHESNE quelques esprits chagrins, soucieux de faire mentir l'économiste Vilfredo PARETO (1848-1923) qui prétendait : « *Il est tout aussi certain que l'histoire ne se répète jamais identiquement qu'il est certain qu'elle se répète toujours en certaines parties que nous pouvons dire principales... Les faits du passé et ceux du présent se prêtent un mutuel appui...pour leur compréhension réciproque.* ». L'Europe existait déjà au XIX^e siècle, non une Eupope des hommes et des Peuples, qui aurait pu ainsi empêcher l'horreur à venir, mais, comme aujourd'hui, une europe du fric et de la stabilité monétaire. Un système bancaire international, tout comme de nos jours, se met en place dans lequel la France avec son franc fort sert en quelque sorte de réserve. Ainsi en 1890 puis encore en 1907, la *banque de France* mettra à la disposition de la banque d'Angleterre, alors la première banque d'émission du monde, qui était confrontée à une érosion de ses réserves métalliques, une partie de son or pendant un cours laps de temps. Dans le même temps, une union apparaît avec une monnaie commune, en l'occurrence le franc. Le mouvement de regroupement monétaire est amorcé par la Belgique, en 1830, qui devient pour reprendre l'expression du journaliste économiste Georges VALANCE « *un satellite monétaire de la Fance* »⁵⁹⁶. Bien vite la Suisse emboîte le pas : Genève dès 1838, l'ensemble de la Confédération Helvétique par une loi de 1850, et le Luxembourg sans même prendre de loi. L'Italie, qui vient de faire son unité, l'Espagne, la Grèce, alignent également leur monnaie, lire, drachme et peseta sur la définition du franc qui devient aussi la base du système monétaire des pays balkaniques comme la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie et même de la Finlande. C'est dans ce contexte qu'est créée, en 1865, *l'Union Latine*, regroupant la France, la Belgique, l'Italie, la Suisse et, par la suite, la Grèce, le Vatican, l'Espagne, nullement destinée à traiter du sort des Peuples, on l'imagine aisément, mais pour fixer les quotas d'émission des pièces, pour en réduire la teneur en argent, en diminuer la valeur libératoire, etc... Lors de l'*Exposition Universelle* de 1867, voici même qu'est mis en place, une conférence monétaire réunissant 138 pays européens dont la Russie et l'empire ottoman, dans le but de mettre en place une monnaie commune avec comme dénominateur le franc germinal. L'opposition du gouvernement britannique et aussi la défaite de 1870 feront échouer ce projet.

⁵⁹⁶ G. VALANCE « *La légende du franc de 1360 à demain.* », éditions FLAMMARION, collection « *documents* », 1998, 448 pages.

Les mécanismes de la spoliation généralisée.

Lorsque l'on se plonge dans l'histoire de cette époque, on ne peut qu'être frappé tant les similitudes avec notre temps sont nombreuses et on comprend mieux pourquoi, depuis les années 1980, il est devenu impératif de cesser d'enseigner l'histoire. Il convient maintenant de décrire, en détail, comment concrètement la minorité des riches, qui phagocyte tout par la puissance financière dont elle a pris possession, de la même manière que ne le faisait, sous l'ancien régime, la caste qui la précédait et tout exactement comme elle continue de le faire aujourd'hui, impose le principe de l'appauvrissement de l'immense majorité du Peuple. Le premier moyen, déjà largement évoqué par le père DUCHESNE, consiste en la prise en otage par cette oligarchie des riches de l'économie toute entière par l'intermédiaire du crédit. Pour comprendre ce mécanisme, il faut d'abord mettre en lumière la nécessité première que rencontre tout entrepreneur qui se lance dans le commerce ou qui cherche, tout simplement, à faire des échanges. Celui-ci doit, très vite, pouvoir effectuer des paiements dans des lieux qui pourront être, lorsque son affaire prendra quelque ampleur, de plus en plus distants du siège de son activité. Il lui faut alors, avant tout, « amorcer la pompe », assurer son *besoin en fonds de roulement* comme on le dit en langage comptable, c'est-à-dire tout simplement trouver, à court terme, de l'argent disponible, le temps nécessaire pour que les premières recettes entrent dans les caisses. Ce sont les « *effets de commerce* », lettres de change ou traites par exemple, qui permettent ainsi de se procurer du crédit à court terme. Ceux-ci ne sont en fait que des reconnaissances de dettes à échéance de quelques mois, mais qui ont cette particularité de pouvoir immédiatement être échangés à la banque contre de l'argent liquide moyennant, bien entendu, des intérêts, des agios. Cette opération c'est l'*escompte* qui est connue depuis fort longtemps mais qui se pratiquait peu avant le XIX^e siècle. Toute la politique de la *banque de France* consistera alors à généraliser ce recours à l'*escompte* qui deviendra effectif dès le milieu du siècle⁵⁹⁷. Le père DUCHESNE a déjà montré comment, par le seul jeu des taux et le tarissement du crédit, les prédateurs de l'oligarchie financière avaient droit de vie ou de mort sur les entrepreneurs de l'économie réelle. Conduire une entreprise à la faillite constitue en effet pour cette engance une aubaine : non seulement, ils ont perçu l'intérêt de l'argent prêté, mais par les multiples garanties qu'ils auront pris le soin d'imposer à l'emprunteur, ils récupéreront les actifs liquidés qu'ils pourront aisément monnayer, compte tenu de leur position hégémonique, en réalisant au passage, la plupart du temps, une solide plus-value. Le fait que l'entrepreneur soit acculé au suicide ou que des dizaines, voire des centaines de travailleurs se retrouvent au chômage, n'a, cela va sans dire, aucune espèce d'importance !

On peut, à juste titre, s'interroger sur les raisons de l'inertie de la population. Pourquoi ce Peuple immense, qui fit la révolution demeura, inactif tandis qu'une oligarchie lui volait ses victoires pour s'enrichir toujours davantage ? La réponse ne fait le moindre doute. Elle est d'ailleurs la même qu'aujourd'hui : propagande et manipulation des masses sont des données incontournables de la société contemporaine des accapareurs ! Examinons maintenant avec le père DUCHESNE comment celles-ci opèrent au XIX^e siècle. Tout repose sur un « *journalisme vénal* » et des « *félonies financières* » pour reprendre les expressions de l'historien de l'économie américain Charles KINDLEBERGER (1910-2003) dans son célèbre ouvrage sur l'« *Histoire*

⁵⁹⁷ Voir à cet égard l'article de Alain PLESSIS « *La révolution de l'escompte dans la France du XIX^e siècle* », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°23 « *Nouvelles approches en histoire économique* », 2001.

mondiale de la spéculation financière »⁵⁹⁸. Quelle meilleure illustration donner de cette duplicité des médias que la phrase prononcée par un journaliste en 1837 : « *Donnez moi 300 000 francs d'annonces et je me charge de placer toutes les actions de la plus mauvaise entreprise qu'il soit possible de trouver...* »⁵⁹⁹. Pour comprendre le vaste mouvement de duperie, comme d'ailleurs de spoliation, qui se met en place à cette époque, il faut partir du constat que l'entreprise au début du dix-neuvième siècle est surtout familiale et rechigne bien souvent à emprunter, préférant de loin s'autofinancer elle-même. Cela reste possible tant que les investissements sont peu importants. Les choses changeront vers le milieu du siècle avec notamment le développement du chemin de fer et celui de l'urbanisation haussmanienne. L'épargne familiale n'est plus suffisante et vont se mettre en place, sous le second empire, de nouvelles structures financières pour pallier le manque d'argent avec notamment de grands emprunts⁶⁰⁰ qui vont favoriser la spéculation.

Parallèlement la révolution a donné son essor à la presse et, malgré la censure omniprésente sous BONAPARTE, le mouvement a continué et s'est même amplifié : ainsi le tirage de la presse quotidienne à PARIS passe, entre 1803 et 1870, de 36 000 à un million d'exemplaires⁶⁰¹. La réduction du prix du numéro, rendue possible par l'industrialisation, explique aussi cette forte expansion. Celui-ci sera généralisé à 5 centimes après 1870. A ce niveau les entreprises de presse deviennent structurellement déficitaires⁶⁰². Dans le même temps les contraintes postales, comme le contrôle du contenu, sont levées par les pouvoirs publics. C'est à partir de la seconde moitié du siècle que les relations entre la presse et la haute finance vont s'affirmer et la loi de 1881 y contribuera beaucoup. Les journaux deviennent dans le même temps le moyen pour la gent politique de directement contrôler l'opinion. Pour ce faire sont votés, au chapitre du ministère de l'intérieur, des prétendus « *fonds secrets* » consacrés aux « *agents secrets de la Sécurité de l'Etat* », en réalité des subventions accordés aux journaux à charge pour ceux-ci de manipuler l'opinion. Ces pratiques, mises en évidence dans l'ouvrage collectif « *Histoire générale de la presse française* »⁶⁰³, faisaient l'objet d'une reconnaissance explicite des politiques de l'époque. Ainsi Armand FALLIERES (1841-1931) déclarait en 1888 : « *Si l'on trouve un moyen de me débarrasser des subventions à la presse, je suis près à l'accepter* ». La « *crétinisation* » du Peuple est, plus encore peut-être que la volonté de le manipuler, un impératif, ce qui est du reste une autre constante de la société des accapareurs comme l'a montré le père

⁵⁹⁸ Charles KINDLEBERGER « *Manias, Panics, and Crashes: A History of Financial Crises* » (Wiley, 2005, 5th edition), traduction française « *Histoire mondiale de la spéculation financière* », éditions VALOR, quatrième édition, 2005, 349 pages.

⁵⁹⁹ Cité par le professeur à l'Université de Paris X Maurice LEVY-BOYER « *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^e siècle* », Presses Universitaires de France, 1964, page 632.

⁶⁰⁰ L'ensemble des valeurs mobilières (actions et obligations) françaises passe de moins de dix milliards au début du second empire à 50 milliards en 1878 et doublera encore au tournant du siècle comme le montrent Alain BELTRAN et Pascal GRISET « *La croissance économique de la France, 1815-1914* », éditions Armand Colin, collection « *cursus histoire* », 1997, page 144.

⁶⁰¹ Source Pierre ALBERT et Fernand TERROU « *Histoire de la presse* », Presses Universitaires de France, collection « *Que sais-je ?* », troisième édition, 1979, 127 pages, page 32.

⁶⁰² Voir en particulier la thèse de H. DESTREM « *Les conditions économiques de la presse* », Université de PARIS, 1902.

⁶⁰³ C. BELLANGER, J. GODECHOT, P. GUIRAL et F. TERROU (dir.) « *Histoire générale de la presse française* », tome III : de 1871 à 1940, Presses Universitaires de France, page 249.

DUCHESNE dans la première partie de cet essai. C'est ce que dénonce alors, avec force, l'historien Anatole LEROY-BEAULIEU (1842-1912) en déplorant que : « *la presse se soit abaissée et se soit laissée corrompre en se vulgarisant...Aujourd'hui, s'il reste une presse d'élite sérieuse digne de sa haute mission, elle est débordée par une presse nouvelle, moins curieuse d'instruire que d'amuser, jalouse avant tout de plaire et résignée pour plaire à flatter les préjugés, les vices, les passions, les ignorances des lecteurs. C'est bien la presse de la démocratie, mais d'une démocratie dont l'éducation morale, dont l'éducation littéraire ou politique n'est pas faite et qui n'a, au dessus, personne pour la faire* »⁶⁰⁴. La corruption de la presse passe encore par les marchés publics, le nombre des entrepreneurs de travaux publics parmi les commanditaires des journaux, est impressionnant, et par les subventions des grandes oligarchies financières, le tout amenant Anatole France (1844-1924) à constater amer : « *La France est soumise à des compagnies financières qui disposent des richesses du pays et, par les moyens d'une presse achetée, dirigent l'opinion* »⁶⁰⁵

C'est bien cette intervention des puissances de l'argent qui apparaît, de loin, la plus scandaleuse. Il s'agit en réalité d'une vaste entreprise d'escroquerie à l'échelle de tout un pays. Le scénario est toujours le même et a fait l'objet d'une brillante démonstration dans « *L'argent* », d'Emile ZOLA, dont le talent de vulgarisateur est connu⁶⁰⁶. La presse, achetée par les oligarques, a pour mission d'inciter le petit épargnant à investir, à tenter lui aussi de spéculer pour augmenter sa mise, non par l'intermédiaire de publicité ou d'annonces mais par des articles à l'intérieur même du journal, qui travestissent ainsi l'information pour amener le gogo vers le but poursuivi par les accapareurs en quête constante d'opportunités afin d'augmenter toujours et encore leurs magots. L'opération menée à grande échelle implique nombre de journaux et on comprend alors aisément de quelle manière les cours de certaines valeurs seront artificiellement soutenus ou, inversement, comment le déclenchement d'un salutaire mouvement de panique permettra la baisse vertigineuse attendue. C'est l'exemple de Charles SAVARY, qui fut sous-secrétaire d'Etat à la justice dans le ministère DUFAURE en 1878 qui, employé par la *banque de Lyon et de la Loire*, créée en 1881 et liquidée par le tribunal de commerce l'année suivante, parvient à contrôler 500 journalistes qui produisent des articles destinés à vanter les mérites de cette entreprise⁶⁰⁷. La quasi-totalité de la presse passe ainsi sous le contrôle des grands groupes financiers à compter des années 1880. Se mettent alors en place de véritables officines occultes pour alimenter l'« *abominable vénalité de la presse française* »⁶⁰⁸. C'est la période des grands scandales : le krach de l'*Union Générale* en 1882, l'*affaire de Panama* au sujet de laquelle le rapport parlementaire VALLE⁶⁰⁹ est particulièrement éclairant, l'*affaire des emprunts russes*...

⁶⁰⁴ Article publié dans la *Revue Bleue* du 8 décembre 1897.

⁶⁰⁵ A. France « *L'île des pingouins* », éditions Calmann-Levy, 1908.

⁶⁰⁶ Voir B. AMANN « *La vulgarisation en gestion chez Emile Zola.* » in « *Enseignements et recherche en gestion, évolution et perspectives* », presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, collection « *Histoire, gestion, organisation* », 1996, page 109-135.

⁶⁰⁷ Affaire jugée par le tribunal de commerce de LYON, audience du 16 février 1883.

⁶⁰⁸ Pour reprendre le titre de l'ouvrage publié en 1931 par Arthur RAFFALOVICH « *L'Abominable Vénalité de la presse* », Librairie du Travail, PARIS.

⁶⁰⁹ « *...il est constant que l'apologie de l'entreprise de PANAMA, au moment de chaque émission et alors même que le doute commençait à s'emparer des plus enthousiastes, n'a pas été absolument désintéressé...Le résultat le plus clair c'est que la presse a été la propagatrice de nouvelles inexactes...* ».

C'est Jean JAURES qui exprime sans doute le mieux, l'état de déliquescence du pays sous la férule des accapareurs : « *Il s'est organisé un trust des bulletins financiers ; c'est une organisation unique, centrale, qui à la même heure, sur toutes les affaires qui se produisent, donne exactement la même note et vous voyez d'ici l'influence formidable qu'exerce nécessairement sur l'opinion une presse qui, par tous ces organes de tous les partis, donne, à la même heure, le même son de cloche, discrédite ou exalte les mêmes entreprises et pousse toute l'opinion comme un troupeau dans le même chemin.* »⁶¹⁰.

La situation de la France, en cette fin de XIX^e siècle, n'est pas voisine de celle de la période contemporaine, elle est strictement identique. Pour s'en convaincre voyons un peu plus dans le détail, comment se mettent en place également à l'époque ces « *bulles spéculatives* » qui conduisent, aujourd'hui comme hier, l'économie toute entière au chaos. Apparaissent en 1881, les « *caisses de report* », les *hedge funds* de l'époque, qui font miroiter aux petits spéculateurs des gains faramineux. Ces derniers, allant d'une liquidation boursière à une autre, empruntent à bref délai pour spéculer à terme. Le taux de report représente l'intérêt versé au prêteur et varie en fonction de l'offre et de la demande desdits prêts. Ainsi ils rapportent 4% à 5% fin 1880, 8% à 10% au printemps 1881, 10% à 12% à l'automne. La presse manipulée joue alors le rôle du chef d'orchestre. En avril 1881, on estime qu'il y a, à PARIS, 228 journaux financiers sans compter les pages spécialisées dans 95 journaux politiques⁶¹¹. Il devient aisé à celle-ci de mobiliser une coalition de reporters à la hausse ou à la baisse, soutenant ainsi artificiellement le marché. La bulle spéculative qui se constitue porte en elle sa propre autodestruction dans la mesure où tout ne repose sur du vent et qu'il n'est donc pas possible de trouver les ressources réelles correspondantes à ce qu'annonce l'affichage issu du marché. L'économiste CUCHEVAL-CLARIGNY, dans un article publié à la *Revue des Deux Mondes*⁶¹², analysait clairement la situation au plan économique en mettant en lumière la disproportion entre les ressources disponibles du marché et les placements offerts au public : il y eut alors 14,5 milliards de valeurs émises en France en deux ans et demie alors que l'épargne annuelle atteignait à peine 2 milliards. C'est ce mécanisme pernicieux qui permet d'expliquer les grands scandales financiers de l'époque et les krachs boursiers. Mais le plus odieux est sans doute que, loin d'adopter le profil bas lorsqu'éclatent ces affaires, la presse aura tôt fait de trouver des boucs émissaires en la présence d'une « *conspiration ourdie par une société de banquiers juifs d'Allemagne... une conspiration germano-judaïque* »⁶¹³, la même alliance de « *juifs allemands* » s'exprimant dans le *syndicat Rothschild*⁶¹⁴. Bien entendu ces krachs à répétition qui ruineront les petits épargnants ne profiteront qu'au chef d'orchestre du chaos organisé, la caste prédatrice des accapareurs, qui saura engranger les intérêts et retirer sa mise à temps, juste avant de provoquer la récession qui fera encore plus de misère, encore plus de pauvres, encore plus d'exclus mais de cela, qui en a cure ?

Mais il est encore une autre manière pour l'oligarchie financière d'appauvrir le nombre. Pour la comprendre, intéressons nous à nouveau à ce dualisme dans la privilégiature caractéristique de la société contemporaine des accapareurs. Le père DUCHESNE le soutient,

⁶¹⁰ Discours à la chambre des députés du 6 avril 1911.

⁶¹¹ A. COCHUT « *De l'enchérissment des marchandises et des services.* », *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1883.

⁶¹² *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} août 1881.

⁶¹³ *Le Moniteur de Lyon* du 26 janvier 1882.

⁶¹⁴ *Le Salut Public* du 22 janvier 1882.

depuis la révolution la nouvelle oligarchie, pour assurer son emprise sur le corps social, s'appuie sur l'autre ordre privilégié qui est celui des politiques qui tend aussi à s'installer dans la durée, à se professionnaliser en d'autres termes. Au sein de la société, cette apparente dyarchie contre le tiers exclus, n'en est pas réellement une. Les premiers imposent toujours leurs vues aux seconds. Les politiques sont ainsi autorisés à jouer avec les hochets du pouvoir apparent, autant qu'ils le veulent, mais à une condition toutefois : ne jamais incommoder l'accapareur, auquel cas leur avenir deviendrait vite incertain. Il est d'ailleurs symptomatique de constater combien les jours des prétendus dirigeants sont comptés à partir du moment où ceux-ci commencent à indisposer leurs véritables maîtres et suzerains. C'est le cas de BONAPARTE qui, après avoir allègrement sacrifié les fils du Peuple, amorce sa chute en restreignant la possibilité pour les riches d'échapper à la conscription. C'est d'ailleurs pourquoi les nouveaux despotes ont arrêté leur idéal politique, bien différent du régime autoritaire. Ils sont partisans d'un Etat faible, d'un Etat-godillot et vouent à cet égard un goût immodéré pour le parlementarisme. Pour eux, tout est bénéfice dans ce modèle ! En premier lieu, et ce n'est pas le moindre avantage, l'illusion qu'il suscite. L'investiture des représentants de la nation, pierre angulaire de la prétendue démocratie représentative, est si commode pour berner le bon Peuple qui aura ainsi la fallacieuse impression qu'il décide lui-même en élisant en réalité des notables, triés sur le volet, qui, après leur investiture, auront tout loisir d'agir à leur guise. Seule l'apparition, bien plus tard, d'une nouvelle catégorie d'élus, issus pour la plupart du monde ouvrier, contribuera à changer un peu les choses comme le montrera le père DUCHESNE plus avant. Pour l'heure, la faiblesse congénitale de pareil régime est vue comme du pain béni par les accapareurs. La séparation des pouvoirs, imaginée par le baron de la Brède, cette mécanique implacable qui veut que « *le pouvoir aille contre le pouvoir* » et qui s'impose désormais, depuis la déclaration des droits de 1789, entraîne ces interminables discussions stériles dans les chambres, ces vaines palabres sans qu'aucune thèse soutenue n'exprime réellement une tendance profonde du pays, puisque chaque député fait comme bon lui semble. Tout ceci aboutit toujours au résultat recherché : la paralysie de toute action politique efficace et donc le maintien du statu quo. La finalité est bien de réduire les finances publiques à leur plus simple expression, au strict nécessaire. L'Etat, à l'orée de ce marché que l'on sacralise alors, ne se voit reconnaître en définitive que deux grandes missions. La première est de réglementer c'est-à-dire de mettre en place le cadre juridique afin de permettre au marché de fonctionner le plus librement possible. La seconde consiste à assurer ces prérogatives liées à l'exercice de l'autorité, que l'on nomme pouvoirs régaliens, qui étaient traditionnellement ceux de rendre la justice, de lever une armée, de battre monnaie, de déclencher la guerre et de signer les traités. Le père DUCHESNE a déjà mentionné que ceux-ci avaient été amputés, le droit de battre monnaie appartenant désormais à la banque privée dite de France. Ces missions régaliennes supposent toutefois un minimum de moyens financiers que toujours on s'évertuera à réduire, tout comme aujourd'hui.

Intéressons-nous à ces crédits. Sous l'ancien régime, le père DUCHESNE a montré combien ces missions avaient tendance à s'étendre : on convenait aisément que le monarque avait ainsi en charge le réseau routier de son royaume, les arsenaux, les infrastructures portuaires... Le *colbertisme* avait en outre largement introduit la dimension économique dans ces attributs de la souveraineté, de sorte que ceux-ci avaient progressivement perdu leur spécificité première et le domaine de l'interventionnisme étatique dépassait largement le cadre strict des droits traditionnels attribués au prince. Cette évolution n'était pas du goût de l'oligarchie nouvelle et ceci d'autant plus que presque aucune tâche n'est vouée inexorablement à relever de la responsabilité des pouvoirs publics. Pour parler différemment tout est susceptible de trouver une

petite niche lucrative sur le marché. Le constat est d'ailleurs à cet égard aujourd'hui devenu édifiant : tout ce qui semblait relever de la sphère de l'Etat quitte allègrement celle-ci pour aller se monnayer ailleurs : des grandes infrastructures stratégiques aux moyens de la défense nationale et, depuis l'institution des *partenariats public-privé*⁶¹⁵, jusqu'à la construction d'hôpitaux publics, de commissariats, de brigades de gendarmerie et même de prisons ! Si l'on pousse même le raisonnement jusqu'au bout, seul pourrait échapper de manière irréductible à la voracité du marché ce qui ne peut faire l'objet d'une offre divisible ou d'une demande différenciée, ainsi par exemple l'éclairage public, voué à demeurer éternellement dans la besace étatique.

Au dix-neuvième siècle cependant on range encore dans la sphère des dépenses publiques celles qui relèvent des attributs classiques de la puissance des princes : l'armée, la justice, la police... La cure d'austérité est toutefois de rigueur et, au fil des années, se mettent en place des principes budgétaires visant à toujours plus de transparence. Tout doit être porté à la connaissance des parlementaires qui vont voter le budget et dans le moindre détail, jusqu'au dernier bouton de guêtre. C'est pour ceux qui régissent alors, le meilleur moyen de réduire les dépenses publiques à leur stricte nécessité. Cette obsession à diminuer coûte que coûte la dotation destinée à l'intérêt général ne saurait bien entendu surprendre. Moins d'argent pour tous c'est autant qui se retrouvera fatalement sur le marché et, à terme, viendra donc encore grossir le pactole de ceux qui ont placé celui-ci sous leur coupe. Il va sans dire aussi que le prétendu refrain contemporain « *moins d'impôt* » est une chanson fort ancienne dont les notes résonnaient déjà largement au XIX^e siècle, comme en témoigne le mot que l'on attribue au principal économiste classique français, Jean Baptiste SAY (1767-1832) : « *Le meilleur de tous les impôts est le dernier en importance !* ». Dans le même ordre d'idées il est proné également le strict équilibre budgétaire : l'Etat ne saurait dépenser plus qu'il ne gagne, cela va sans dire, car ce serait là signe d'une véritable gabegie, sans compter le risque de banqueroute, qui est d'ailleurs clairement évoqué ainsi qu'on le ferait pour n'importe quelle entreprise. Il ne saurait toutefois davantage engranger des excédents car, loin d'une conduite vertueuse, ce serait alors détournement indu d'argent à la sphère des échanges, au dieu-marché ! Il sera certes difficile de parvenir toujours au strict équilibre mais les déficits constatés sont toujours limités et ne dépassent jamais, sauf durant les guerres, 1% du PIB.

Dans ce contexte se pose alors un problème de taille : le défi de la modernisation du pays rendu nécessaire par l'évolution de la société transformée de fond en comble par la révolution industrielle. On imagine bien que, la majorité des accapareurs, du fond de leur bauge de nantis, trop occupés à profiter de l'existence dorée qu'ils se sont ménagés n'en ont cure ! Qu'importe pour eux l'avenir d'un pays sur lequel, en bons prédateurs, ils se sont rués ! Les politiques sans doute manifestent des réactions différentes. Une fois leur maladive ambition satisfaite, peut-être peuvent-ils, après tout, s'inquiéter et avoir une vue prospective sur le futur du pays dont ils sont censés assumer la conduite. Le mot prononcé par la POMPADOUR à l'issue de la cuisante défaite de Rossbach « *Au reste, après nous le déluge !* » que l'on imagine très bien dans la bouche des accapareurs, s'impose avec moins d'évidence aux politiques qui craignent, un peu tout de même, le jugement de l'histoire. Mais comment faire quand on ne se voit octroyer que la portion congrue pour conduire les affaires publiques ? Quand le désespoir guette tout un chacun celui-ci s'adresse alors à son dieu et c'est très précisément ce qui va se passer. Comment relever

⁶¹⁵ Mode de financement au cours duquel une personne publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public.

les challenges, et ils sont nombreux, qui se présentent à tout Etat moderne quant on n'a pas le sou ? Comment doter le pays d'un réseau ferroviaire quant on sait désormais que c'est là une nécessité vitale ? Comment encore mettre en place les réseaux de distribution d'eau et bientôt, de gaz et d'électricité ou les grandes infrastructures portuaires, bref tout ce qui doit métamorphoser la France archaïque et rurale en la France industrielle de demain ? En s'adressant au nouveau dieu tout simplement qui, en tant que divinité, peut tout ! Un contrat nouveau voit alors le jour et celui-ci va faire la France moderne : la *concession de service public*. Si elle ne dispose que de peu d'argent, la personne publique reste propriétaire de ces terres qui n'appartiennent à personne et que l'on nomme *domaine public*, le bord de mer, l'assiette des grandes voies de communication, les places publiques des villes et des villages... Celui-ci échappe depuis toujours, de par sa finalité collective, à l'emprise du marché. Il est inaliénable car s'il en était autrement il serait vain de parler de service public. Une idée fait alors son chemin : puisque, comme on le répète à l'envi aujourd'hui, tout ce que fait l'Etat est marqué par son incompétence pourquoi ne pas confier les tâches qui sont les siennes à d'autres, ceux-là même qui savent se montrer performants en gagnant beaucoup d'argent sur le marché et qui sont toujours avides de découvrir d'autres moyens de s'enrichir encore. La solution s'impose alors : si le domaine public ne peut être vendu, le service public lui peut être concédé et échapper ainsi provisoirement à celui qui, depuis toujours, en eut la charge pour être confié à une personne privée.

L'échange se fait alors toujours sur un modèle voisin de celui-ci. L'Etat soucieux par exemple de construire une voie de chemin de fer, afin de participer ainsi à l'équipement du pays, sollicite la puissance financière toujours en quête d'opportunités et de rentabilité et lui propose, pour une durée assez longue de l'ordre de trente ans, de mettre à sa disposition une partie du domaine public dont il a la gestion, à charge pour elle d'y construire l'infrastructure désirée. Au terme du bail trentenaire, le domaine public retrouvera son propriétaire mais, conformément au droit civil qui veut que « *propriété du sol emporte la propriété du dessus* »⁶¹⁶, celui-ci se retrouve alors enrichi de l'équipement ferroviaire nouvellement créé. L'accord ainsi trouvé repose encore, non seulement sur l'occupation provisoire du domaine public par la personne privée, mais aussi sur le droit pour celle-ci d'assurer, pendant la durée du bail convenu, le fonctionnement du service public correspondant. Pour parler différemment, le partenaire financier qui procède à la construction des infrastructures reçoit aussi le privilège de se « *payer sur la bête* » ! Les passagers de la voie de chemin de fer créée acquitteront ainsi le prix de leur billet dans les mains du concessionnaire. Ce dernier, qui assure seul le risque financier de cette affaire, tout en voyant lui échapper son investissement à l'issue du bail, serait-il alors le dindon d'une quelconque farce étatique ? Loin s'en faut ! Il est gagnant et même doublement. Au terme du bail de trente ans en effet, son investissement premier est largement amorti, et plutôt deux fois qu'une !. En outre, pendant toute cette durée, il aura ainsi engrangé les redevances versées par les usagers qui eux, du coup, paieront deux fois. D'une part en acquittant leur impôt dont la mission première n'est-elle pas de couvrir toutes les charges publiques ? D'autre part à chaque utilisation du service public qualifié alors du doux euphémisme d'industriel et commercial. Bien entendu nul n'en a cure et le tiers exclus porte bien son nom !

On comprend mieux aussi pourquoi l'obsession première des accapareurs qui conduisent la politique monétaire du pays est, coûte que coûte sur le long terme du moins, la stabilité monétaire. La concession de service public n'est rendue possible que parce qu'elle permet une anticipation fiable sur trente ans. L'inflation rendrait ce contrat, et va d'ailleurs le faire bientôt,

⁶¹⁶ Article 552 du code civil.

particulièrement aléatoire en y introduisant la notion de risque financier que ne sauraient admettre les pilliers de l'économie.

Le temps de l'illusion.

Le père DUCHESNE l'a déjà montré, un des fondements de la société des accapareurs est le principe de duplicité. On ne peut imposer une tyrannie durable que par le mensonge et la tromperie. Les exemples fourmillent de ces falsifications, de ces légendes bâties de toutes pièces, de ces mythes détournés pour toujours faire croire à ce qui n'est pas. Le XIX^e siècle n'échappe pas à la règle. Bien au contraire ! Il constitue même un modèle du genre à commencer par ce marché que l'on déifie. C'est bien là en effet la première légende, la plus fondamentale sans doute, le mythe du « *marché - don du ciel* » ou, en d'autres termes, le postulat qui veut que la liberté laissée à celui-ci de fonctionner tout à sa guise aboutit inmanquablement à un optimum dans la répartition des ressources. L'espace des échanges est sensé devenir alors un jeu à sommes positives par le truchement de la trop fameuse « *main invisible* » que prétend avoir identifié Adam SMITH et que chercheront à théoriser Léon WALRAS et Vilfredo PARETO⁶¹⁷. Il va sans dire que ce postulat est imposé par les accapareurs à leur supplétifs de la classe politique mais, bien au-delà, à la société toute entière par le canal de la presse et la diffusion de l'information, dont on vient de voir de manière combien éhontée, elle est alors sous l'entier contrôle des oligarques ploutocrates. Dans ce contexte d'aliénation culturelle, parmi les fraîchement convertis, il y a d'abord les tenants de l'ordre ancien qui se rangent, de guerre lasse, au culte du marché. Ils seront les premiers à s'y résigner après la chute du ministère VILLELE⁶¹⁸, en 1828, alors qu'ils voient leur espoir de revenir à la société d'avant 1789 se réduire comme peau de chagrin. Mais en réalité tout le monde, ou presque, y croit et pas seulement les riches, même les plus humbles ! Cette idée d'un marché idéalisé s'ancre petit à petit dans les esprits même si elle ne fait pas plaisir, même si elle révolte par son cortège d'inégalités. Imperceptiblement il va être admis par tous, ou presque, que la sphère des échanges, livrée à elle-même, fonctionne toute seule à la perfection et, en théorie du moins, tout le monde y gagne ! Comme une mécanique divine bien huilée, le marché serait traversé par des lois harmonieuses. Certes, comme tout organisme vivant sans nul doute, il connaît des hauts et des bas, des cycles identifiés par l'économiste français JUGLAR, qu'a déjà évoqué le père DUCHESNE, et plus tard par le soviétique Nikolai Dmitrijevitch KONDRATIEFF (1892-1938), mais en définitive, malgré ces soubresauts, il fait toujours pour le mieux et le leitmotiv, inlassablement resassé, semble tenir en ces mots : « *Ca ira mieux demain ! Contentez-vous, pour l'instant, de ce dont vous gratifie le marché. L'essentiel n'est-il pas après tout qu'il vous donne quelque chose ?* ».

C'est alors une véritable mythologie qui se met en place qui s'appuie sur cette certitude largement partagée : on n'a jamais rien trouvé de mieux que ce marché pour stimuler toutes les énergies et faire avancer l'humanité sur la voie du progrès. Bien sûr chacun peut aussi se rendre

⁶¹⁷ Selon cette théorie, si chaque consommateur peut choisir librement ce qu'il achète (biens ou services) tandis que, dans le même temps, chaque producteur reste libre, lui aussi, de déterminer les produits qu'il vendra et la façon de les produire, alors le marché évoluera vers une situation qui sera bénéfique pour tout le monde.

⁶¹⁸ Joseph DE VILLELE (1773-1854) est le chef du gouvernement de 1821 à 1828. Attaché aux principes de l'ancien régime, il s'efforcera, sans succès, de les imposer à nouveau en confiant notamment un rôle accru à l'Eglise.

compte d'une autre réalité, bien moins encourageante : là où cette donne du marché n'est que faiblement positive, sévit une précarisation à outrance qui frappe durement des masses considérables d'individus totalement déracinées, coupées par l'urbanisation des solidarités rurales anciennes. Certains aventuriers n'hésiteront d'ailleurs pas à s'appuyer sans vergogne sur ce prolétariat naissant, pour préparer leurs vilenies à venir, comme Badinguet, le futur Napoléon III, qui écrit en 1844 « *L'extinction du paupérisme*. ». Cette foi dans le marché est aussi rassurante en ce sens qu'elle offre, à peu de frais, un formidable alibi aux scrupules. Tous ceux qui arrivent à vivre à peu près décemment peuvent ainsi étouffer leurs remords devant la grande misère qui sévit chez les plus humbles en se disant que, finalement, ce n'est là que mauvais moment à passer car le temps seul finira par apporter à tous la prospérité et le bonheur. C'est donc un véritable consensus qui semble naître et, comme à notre époque, à ce qu'il paraît, tout le monde croit au marché ! Cette croyance généralisée est pourtant bien évidemment illusoire. Non que les thèses de l'école du « *laissez faire, laissez passer*. » seraient erronées. Peut-être pas après tout ! Mais une chose demeure certaine, et c'est là la grande évidence que voudrait faire partager à tous le père DUCHESNE : le marché libre n'existe pas dans la société des accapareurs ! La thèse de sa liberté est une légende, destinée à faire croire à l'égalité des chances au même titre d'ailleurs, qu'au plan politique, la prétendue démocratie représentative laisse entendre que le Peuple est souverain. La caste des accapareurs, qui perdure, s'incruste dans la durée. Elle fait main basse sur une part prépondérante de la richesse publique et sa seule vocation est de faire croître encore et toujours son magot. Pour ce faire elle ne se sert pas du marché, elle fait le marché ! C'est là toute la différence. Elle pourra y admettre quelques nouveaux membres ou les chasser à sa guise pour donner le change. Elle reste oligarchie et comme telle demeure indéboulonnable.

C'est là une donnée incontournable mais on reste confondu de voir le temps qu'il sera nécessaire pour qu'enfin puisse être identifié, de manière précise, la réalité du complot. La misère ouvrière aura profondément marqué les consciences dans ce siècle particulièrement immoral, ce qui contribuera progressivement à l'émergence de ce que l'on commence déjà à appeler une conscience de classe. Les progrès de celle-ci permettront alors de faire évoluer le rapport de forces et d'améliorer lentement le sort des plus humbles sans toutefois aboutir, au plan politique ou économique, à des changements radicaux. Ceci reste d'ailleurs parfaitement compréhensible si l'on admet la théorie que défend le père DUCHESNE : pour que les masses, prenant conscience de leur force, puissent parvenir à s'imposer encore faut-il qu'elles aient une quelconque prise sur la décision politique, ce qui s'avère rigoureusement impossible dans la prétendue démocratie représentative comme il a été largement démontré. Chacun pourtant prend conscience de cette tyrannie qui s'est mise en place après la révolution. On évoque à juste titre, pendant cette période de notre histoire, la naissance du mouvement ouvrier en insistant toujours beaucoup sur le marxisme. Certes il ne saurait être nié le rôle fondamental joué par ce courant de pensée, mais il est tout de même singulier que soient aujourd'hui, quasi systématiquement, passé sous silence d'autres apports d'importance dans la lutte pour la justice. En réalité, depuis le début du XIX^e siècle, il apparaît bien que tous ceux qui se donnent la peine de réfléchir prennent conscience de l'usurpation nouvelle. Le courant du socialisme utopique, dans sa volonté de transformer radicalement la société en se fondant notamment sur l'initiative des citoyens au sein de communautés diverses peut, on le conçoit, laisser songeur, voire même peut-être faire sourire, mais quand on se réfère à l'analyse que ces penseurs font de la société de leur temps, on reste troublé par l'accuité de leur jugement. Ainsi le sarcasme pourrait-être de rigueur pour évoquer Claude-Henri de Rouvroy, comte de SAINT-SIMON (1760-1825), enrichi sous la révolution par la vente des biens de l'Eglise, autoproclamé descendant de Charlemagne, prêchant dans ses

salons huppés parisiens, devant une meute de jeunes polytechniciens, l'avènement d'une secte dans laquelle quelques élites en costumes de pontifes guideraient le Peuple ; il reste que c'est ce même SAINT-SIMON qui dénonce l'exploitation d'une immense majorité de travailleurs dans tous les secteurs de l'économie par une faible « *minorité d'oisifs* », de « *propriétaires-rentiers* », de « *frelons* », de « *sangsues de la nation* », de gens du « *parti antinational* » : tous ceux qui n' « *entreprennent rien* », tous les non-producteurs qui continuent de vivre « *noblement* » ou « *bourgeoisement* », un parti de « *rétrogrades* » qui conçoit « *L'art de gouverner (...) réduit à donner (aux) frelons la plus forte portion du miel prélevé sur les abeilles.* »⁶¹⁹.

Si l'on peut se moquer de François Marie Charles FOURIER (1722 -1837), quand il quémande de l'argent pour fonder ses sociétés idéales, *phalanstères* de 1620 individus de tous âges où chacun s'active dans de multiples groupes ou *séries* fréquentés successivement dans la journée, il écrit également que « *Les deux vices radicaux (de l'organisation actuelle du travail) : morcellement industriel et fraude commerciale fardée du nom de libre concurrence.* »⁶²⁰. Si le monde rêvé par Étienne CABET (1788-1856), cette utopie communiste de cité idéale qui apparaît dans « *Voyage en Icarie* » publié en 1842 peut irriter, son analyse sur la « *mauvaise organisation de la Société* », résultant de son « *vice principal* », l'« *Inégalité* » interpelle bien davantage le père DUCHESNE : « *L'inégalité de fortune, la propriété et la monnaie, enfantent les privilèges et l'aristocratie, puis l'opulence et la misère, puis la mauvaise éducation, puis la cupidité et l'ambition, puis tous les vices et tous les crimes, puis tous les désordres et le chaos, puis toutes les calamités et toutes les catastrophes. Oui, examinez, réfléchissez, remontez, dans toutes les sociétés, à l'établissement de la propriété et de la monnaie, et surtout de l'illégalité illimitée de fortune, remontez de faits en faits, d'événements en événements, d'institutions en institutions, de législateurs en législateurs, de causes secondes en causes premières, de conséquences en principes, de nécessités en nécessités, de jour en jour et de siècle en siècle : vous trouverez toujours et partout, pour cause unique du mal, opulence et misère ! Et par conséquent le remède, l'unique remède du mal, c'est la suppression de l'opulence et de la misère, c'est-à-dire l'établissement de l'égalité, de la communauté de biens et d'une bonne éducation.* »⁶²¹.

Il est un autre courant de pensée, aujourd'hui aussi largement ignoré, alors que son influence est considérable, c'est celui de la pensée chrétienne. Dans son remarquable ouvrage « *L'église au risque de l'histoire* », qu'a préfacé Pierre CHAUNU de l'Institut de France, véritable modèle d'un travail scientifique basé sur les faits seuls, l'historien Jean DUMONT montre que c'est le courant chrétien qui, avant le socialisme, a été le premier à imposer la prise

⁶¹⁹ C. H. DE SAINT SIMON « *Sur la querelle des abeilles et des frelons ou sur la situation respective des producteurs et des consommateurs non producteurs.* », 1819, in « *Oeuvres de Claude-Henri de Saint-Simon* », tome II, groupant les 3ème et 4ème volumes des « *Oeuvres de Saint-Simon.* » publiées dans les XIXème et XXème volumes des Oeuvres de Saint-Simon et Enfantin, éditées par E. Dentu en 1869.

⁶²⁰ F. FOURIER « *Le Nouveau monde industriel et sociétaire ou invention du procédé d'industrie attrayante et naturelle, distribuée en séries passionnées.* », Paris et Londres, 1829, édition Flammarion, 1973, page 68.

⁶²¹ Voir Jean-Christian PETITFILS « *La vie quotidienne des communautés utopistes au XIXème siècle.* », éditions Hachette, 1982. 319 pages et aussi Jules PRUDHOMMEAUX « *Histoire de la Communauté Icarienne.* », Nîmes : Imprimerie coopérative La Laborieuse, 1906, 481 pages et du même auteur « *Etienne Cabet et les Origines du Communisme Icarien.* », Nîmes : Imprimerie coopérative La Laborieuse, 1907, 218 pages.

en compte de la misère ouvrière : « *En 1850 et 1851, c'est le catholique vicomte Armand DE MELUN qui fait voter le premier grand train de lois sociales : logements insalubres, caisse de retraite, délit d'usure, assistance judiciaire, assistance hospitalière, contrats d'apprentissage. En 1852, c'est le même qui rédige le décret légalisant et développant le grand mouvement mutualiste.* »⁶²². On reste confondu par la pertinence de l'analyse de ces philosophes chrétiens mais, comment s'en étonner, quand on sait la constance de l'Eglise, depuis des siècles, à dénoncer avec force le pouvoir incommensurable et pervers de l'argent. Déjà au dix-neuvième siècle ce courant de pensée percevait le rôle nécessaire de l'Etat pour réguler les dysfonctionnements d'un marché tombé entièrement sous la férule des accapareurs. C'est le mot resté célèbre du père Henri Dominique LACORDAIRE (1802-1861), qu'il prononça lors d'une de ces célèbres conférences qui attiraient les foules à Notre Dame : « *Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit !* »⁶²³. On lui doit aussi cette belle parole, si profondément juste : « *Tout ce qui s'est fait de grand dans le monde, s'est fait au cri du devoir ; tout ce qui s'y est fait de misérable s'est fait au nom de l'intérêt* ».

Contrairement à une idée reçue, l'Eglise du XIX^e siècle n'a pas pris, et loin s'en faut, unanimement le parti des oppresseurs, comme on cherche à nous le faire croire aujourd'hui. De nombreux noms méritent de sortir de l'oubli car ils sont, aux yeux du père DUCHESNE, synonymes de courage, d'opiniâtreté et de justice. L'historien et essayiste catholique Antoine Frédéric OZANAM (1813-1853) est de ceux-là. Professeur d'histoire de la littérature étrangère à la Sorbonne, il fonda, en 1833, pour venir en aide aux pauvres et les aider à préserver leur dignité, la *Société de Saint Vincent de Paul*⁶²⁴. Il fut béatifié par l'Eglise en 1997⁶²⁵. La pensée catholique c'est encore Philippe Joseph BUCHEZ (1796-1865), l'un des principaux fondateurs de la *Charbonnerie*⁶²⁶, qui compta jusqu'à 80 000 membres, pour qui le fondement de la morale est une donnée théologique et qui dénonça l'égoïsme des gouvernants attachés à leur seul intérêt particulier⁶²⁷ mais aussi Félicité Robert de LAMENNAIS (1782-1854), ardent défenseur du Peuple qui déclarait : « *L'humanité est la véritable Eglise (dont) toutes ses hautes prérogatives, ses divins attributs, forment dans leur ensemble ce qu'on a appelé la souveraineté du peuple ; à lui, sur toutes choses, le commandement suprême, la décision dernière, le jugement infaillible* » ce qui lui valut la prison et, pire encore, pour cet homme fidèle, la condamnation par l'encyclique *Mirari Vos* du pape Grégoire XVI.

Mais les papes se suivent et ne se ressemblent guère. Après Grégoire, il y eut Léon XIII et aujourd'hui encore, le père DUCHESNE demeure abasourdi devant la pertinence et l'actualité brûlante de son message. Quels mots plus justes trouver pour dénoncer cette imposture

⁶²² Jean DUMONT « *L'Eglise au risque de l'histoire.* », préface de Pierre CHAUNU de l'Institut, Éditions de Paris, Ulys, 2002, page 115.

⁶²³ H.D. LACORDAIRE, 52^e Conférence de Notre Dame, 1848.

⁶²⁴ Présente aujourd'hui dans 142 pays, elle compte plus de 700 000 bénévoles à travers le monde.

⁶²⁵ Sur la vie de Frédéric OZANAM voir l'excellent ouvrage de l'historien Gérard CHOLVY « *Frédéric OZANAM, l'engagement d'un intellectuel catholique au XIX^e siècle.* », éditions FAYARD, 2003, 783 pages, prix Roland de Jouvenel en 2004.

⁶²⁶ L'équivalent français du *Carbonarisme* italien.

⁶²⁷ P. J. BUCHEZ « *Introduction à la science de l'histoire ou Science du développement de l'humanité.* », éditions PAULIN, PARIS, 1833, 568 pages.

sémantique qu'est le libéralisme que ceux de l'encyclique *Libertas praestantissimum* de 1888 : « *Il en est un grand nombre qui, à l'exemple de Lucifer...entendent par le nom de liberté ce qui n'est qu'une pure et absurde licence. Tels sont ceux qui appartiennent à cette école si répandue et si puissante et qui, empruntant leur nom au mot de liberté, veulent être appelés libéraux... Une pareille doctrine apporte le plus grand dommage tant à l'individu qu'à la société... dès que l'on répudie le pouvoir de Dieu sur l'homme et sur la société humaine...* » et comment mieux décrire la société des accapareurs que dans l'immortelle encyclique *Rerum Novarum* de 1891 : « *Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection. Les sentiments religieux du passé ont disparu des lois et des institutions publiques et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vu, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. Une usure dévorante est venue accroître encore le mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Église, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain et d'une insatiable cupidité. À tout cela, il faut ajouter la concentration entre les mains de quelques-uns de l'industrie et du commerce devenus le partage d'un petit nombre d'hommes opulents et de ploutocrates qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires.* ».

De partout on dénonce ce mythe du marché prétendument émancipateur et l'existence de cette minorité opulente et agissante jusque dans la littérature, à l'image d'Alexandre DUMAS qui oppose, dans « *Le comte de Monte Cristo.* », la noblesse de cœur du petit entrepreneur, l'armateur Morel, à la perfidie du grand banquier Danglars. La fin du siècle verra le courant internationaliste et ouvrier dégager, petit à petit, sa puissance, non sans se déchirer d'ailleurs entre le socialisme scientifique prôné par MARX, qui conduit naturellement à mettre l'Etat au centre de tout, et le courant de PROUDHON qui développe, au contraire, une conception anarchiste dans laquelle l'Etat et, d'une façon plus générale, la contrainte extérieure doit disparaître au profit des seuls contrats passés entre les individus. Curieusement d'ailleurs, l'auteur de la maxime « *la propriété c'est le vol.* » est devenu aujourd'hui la coqueluche des libéraux ! On est ainsi frappé par cette contradiction entre l'unité dans l'analyse du mal et la diversité dans la proposition des solutions qui sont autant de divergences, de querelles de puissances et de personnes, de divisions fatales qui auront leur part de responsabilité dans le drame de la Commune.

Le « systémisme », comment appeler autrement une propension à bâtir des modèles tous plus déconnectés les uns des autres de la réalité, cette tendance à complexifier à l'extrême, à bâtir des cités imaginaires comme des épouvantails, à imaginer des sociétés de l'utopie comme autant de repoussoirs pour le nombre, phénomène d'autant plus singulier que la réalité de la mainmise des accapareurs sur l'ensemble du corps social semble alors perçue par tous. Ces derniers auront alors beau jeu de ressasser l'antienne du libéralisme et de l'illusion du jeu gagnant-gagnant du marché. Une situation aussi caricaturale amène à s'interroger. Ce foisonnement de fausses solutions brandies comme autant de discrédits jetés sur leurs propres promoteurs, ne serait-il pas l'œuvre des accapareurs qui achèteraient ainsi autant de faux philosophes dans le seul but de jeter la déconsidération sur toute alternative à la voie unique de la logique mercantile qu'ils imposent ? Il est difficile de l'affirmer car si la vision du riche SAINT-SIMON, accueillant dans ses salons cossus les polytechniciens huppés de la capitale peut laisser songeur, celle non moins réelle d'un Karl MARX miséreux, rongé par la furonculose, quémandant un logement à sa fille à son retour à Paris, force le respect ! La réalité est peut-être tout simplement que chacun de ces penseurs, a cédé un moment à l'ivresse de l'ego pour perdre de vue une réalité première et incontournable : on ne fait pas le bonheur du Peuple sans lui et il n'est que la volonté générale

pour exprimer la vérité et la révolution finale n'a qu'un chemin, celui de la démocratie vraie. Croûlant sous la misère, le dix-neuvième siècle feint alors de croire en la « *main invisible* » et se persuade que cet océan de désolation n'est qu'un avatar de la grande loi de DARWIN, une simple sélection naturelle qui s'opère ainsi pour une performance toujours plus grande et toute faillite n'est, somme toute, qu'une « *adaptation nécessaire* ».

Cette « *pensée unique* » qui voit ainsi déjà le jour est bien commode. Comme l'a souligné le père DUCHESNE, elle épargne les bonnes consciences ! Le slogan thatchérien « *There Is No Alternative* » est déjà sur toutes les lèvres, et puisqu'il n'y a pas d'alternative possible, à part quelques doux rêveurs qui se discréditent eux-mêmes, on ne peut faire autrement que de rester comme on est ! Alors l'apparition d'une classe misérable, l'existence de laissés-pour-compte est une fatalité contre laquelle nul ne peut malheureusement rien, sinon peut-être de faire preuve de charité. Les dames patronnesses de l'époque sont la préfiguration des « *restos du cœur* » de l'ère miterrandienne. La société des accapareurs est une, soutient le père DUCHESNE. Rien de nouveau sous le soleil ! Comme aujourd'hui, l'émergence, à l'orée de la société, d'un *lupenproletariat* apparaît extrêmement salubre et pleine d'avantages pour la caste dominante des accapareurs : cette marginalisation, cette vision à la frange du corps social d'une catégorie d'intouchables sert d'épouvantail et plane sur le Peuple comme une menace. Comme aujourd'hui elle incite à l'égoïsme, au repli sur soi, à la dissolution de l'esprit collectif. « Diviser pour régner » toujours et la déviance, là aussi, est partout. Le magouilleur d'aujourd'hui est le « *rastaquouère* » de l'époque, ce rusé malsain, anti-social, cet égoïste forcené dont la philosophie tient en quelques mots : « *Qu'importe les autres pourvu que je m'en tire !* ». Comme aujourd'hui ils créent un climat délétère. Dispensant le mauvais exemple, ils rendent illusoire toute action solidaire en accréditant l'idée que le corps social n'est qu'une vaste jungle dans laquelle le plus pervers triomphe. En vulgarisant ainsi ce qui somme toute n'est que le dessein de l'accapareur, ils amènent progressivement le tiers exclus à douter de lui-même. Voilà pourquoi pour le prédateur la misère est une aubaine. Même la révolte devient salubre. ! La menace anarchiste et déjà des attentats-suicides, la montée permanente de l'insécurité, l'apparition d'une délinquance omniprésente dans les villes en proie à des hordes d'« *Apaches* »⁶²⁸, sont autant d'éléments qui contribuent à générer des peurs profondes, toujours propices à éloigner l'hypothèse du moindre changement, perçu comme un risque d'aggraver encore les choses.

Un Peuple sans idéal, déchiré par les divisions, dépité par cet égocentrisme qui triomphe partout, a ainsi perdu, un siècle plus tard, ce formidable élan qui fit 1792 et semble avoir renoncé à établir un jour la démocratie vraie. La loi du 21 mars 1884, qui reconnaît l'existence des syndicats, va certes donner des ailes au mouvement ouvrier qui imposera ainsi progressivement un nouveau droit, celui du travail. En réaction à la fiction juridique de l'égalité des contractants imposée par le code civil, il va consacrer comme un privilège juridique au profit du salarié afin de compenser l'inégalité de fait du rapport dans lequel il se trouve avec son employeur. Mais derrière ces conquêtes c'est aussi la démonstration, pour la classe ouvrière, que seul finalement le rapport de forces importe et c'est sans doute ce qui explique pourquoi le mouvement ouvrier sera longtemps marqué par le syndrome minoritaire et son corollaire, la défiance vis-à-vis du suffrage universel, qui sera fatale aux régimes communistes du siècle suivant. De même qu'il n'y a qu'un Dieu pour une multitude de religions, de même il n'y a qu'une Vérité pour pléthore de doctrines et cette dernière ne peut venir que du Peuple dans son ensemble et non d'une minorité éclairée à

⁶²⁸ « *L'apache est la plaie de Paris. Plus de 30 000 rôdeurs contre 8000 sergents de ville.* » titre « *Le petit journal* », le 20 octobre 1907.

la SAINT-SIMON. Le drame des forces progressistes, qui voient le jour au dix-neuvième siècle, est sans doute d'avoir méconnu cette évidence. Mais les arguments, il est vrai, ne manquent pas pour les amener à douter que le suffrage universel puisse être de nature à changer les choses. Le poids des archaïsmes marque encore une France majoritairement rurale et des scélérats, à jamais frappés d'indignité citoyenne pour les siècles des siècles, conduiront ces paysans arriérés à l'ignominie du martyr de la Commune. Mais cette défiance vis-à-vis du suffrage universel est aussi lourde de conséquences en amenant naturellement les défenseurs de la justice à ne rêver qu'à une société identique à celle qu'ils combattent, un clone dans lequel on ne ferait que changer d'équipe dirigeante car il n'est pas de demi-mesure : si l'on ne reconnaît la suprématie de la volonté générale on se range immanquablement à la jurisprudence du despote ! Croire qu'une minorité éclairée puisse, à un moment de l'histoire, détenir la vérité ce qui légitimerait son rôle de guide du Peuple, procède de la même démarche intellectuelle que celle qui jadis enthousiasmait la grande Catherine et marquait la pensée de Frédéric de Prusse. Ce n'est ni plus ni moins que la philosophie du monarque qui se croit éclairé. Cette méfiance et même cette défiance à l'égard du suffrage universel seront lourdes de conséquences. Comme ils ne peuvent alors s'appuyer sur une assise populaire, les contestataires de l'ordre établi seront alors naturellement conduits à proposer leur construction intellectuelle, une explication des choses de nature à séduire par sa pertinence et surtout suffisamment complexe pour accréditer l'idée que son auteur seul, éventuellement ses disciples, détiennent les clés du bonheur futur ce qui fait d'eux bien sûr, les dirigeants incontournables de demain. On prône ainsi, en quelque sorte, l'élitisme au service de la raison et nul ne semble se rendre à l'évidence que semblable démarche, qui relève par nature de l'esprit de chapelle, porte en germe la multiplication à outrance des corporatismes et, par conséquent, la pérennisation du règne de l'opulence pour quelques uns.

On ne saurait alors s'étonner de ce mal être qui sévit durant tout ce siècle, illustré par les poètes et particulièrement les romantiques, qui se double d'une surprenante cécité à ignorer l'œuvre de la révolution et son apport institutionnel. Même MICHELET avec son enthousiasme pour la période et son élan naturel pour le dithyrambe, ne parvient pas, dans sa pourtant magistrale « *Histoire de la Révolution Française* »⁶²⁹, à mettre en évidence l'immense bouleversement qu'apporte dans l'ordre juridique interne la *Déclaration des droits de 1793* et la *Constitution de l'an I*. Tout ce passe comme si ce siècle de la révolution industrielle regarde d'un air condescendant cette période qui a changé l'histoire de la terre, comme si l'espoir pouvait venir d'ailleurs que de ces pavés du Paris révolutionnaire. Personne ne se réfère à cet idéal populaire et sans-culotte qui a fait la révolution et chacun s'emploie à tirer des plans sur la comète et à bâtir des systèmes dont le foisonnement conduit à un dualisme qui saura se montrer pervers. D'un côté en effet il y a la réalité, celle qui prévaut, celle que l'on voit s'insinuer partout, cette société de l'injustice aux mains d'une minorité d'accapareurs qui se sert du marché et le brandit comme alibi et qui s'impose comme une donnée incontournable dès lors qu'il ne se trouve argument crédible à lui opposer. Cette société du mensonge et de la duperie aussi, forte de ce quasi-unanimisme fondé sur cette croyance qui prédomine alors largement au début du XX^e siècle qui veut que le marché, que l'on croit alors abusivement libre, apportera la prospérité à tous et que traduisait le président HOOVER aux Etats Unis, à la veille de la grande crise de 1929, par ces mots : « *Avec l'aide de Dieu, nous verrons bientôt le jour où la pauvreté sera bannie de la nation.* ». De l'autre côté, à ceux à qui il est ainsi demandé d'être patients, aux laissés-pour-

⁶²⁹ J. MICHELET « *Histoire de la Révolution Française.* », éditions Robert Laffont, collection « *Bouquins* », 1998, 898 pages.

compte du système, à ceux que l'on cherche à tromper et qui ne sont guère dupes, il n'est alors d'autre alternative que de proner le grand chambardement. Le dilemme est simple : c'est le marché ou l'utopie, la politique du tout ou rien ! De là naîtra d'ailleurs, fondé sur la quête d'absolu qui existe chez tout être, le mythe du « *grand soir* », avec ses « *lendemains qui chantent* », qui marquera profondément l'histoire du mouvement populaire. Et c'est bien là le drame car l'utopie est par essence contre révolutionnaire. Les hommes qui firent la révolution et instaurèrent la République, à la fin du XVIII^e siècle, n'aspiraient nullement au *voyage à Cythère* ou aux rivages de l'*Eldorado* mais seulement à donner au Peuple la place qui lui est due.

Ce foisonnement des systèmes, ce bouillonnement des constructions personnelles, traduit bien aussi la montée de l'individualisme. On ne rencontre guère alors ce philosophe qui exprime avec ses mots la pensée de tous, qu'évoquait MARX⁶³⁰, tandis que s'impose un nouveau personnage à qui l'affaire Dreyfus va donner un nom : l'intellectuel. C'est le bâtisseur d'empire, le tigre de papier qui tente de séduire par son propos unique et par-là même stérile. Souvent le fond importe peu, seule la forme compte ! C'est la naissance du mythe du moderne face au ringard, le culte du vent et de l'esbroufe, la quintessence et l'expression de la théorie du passé imbécile ! C'est aussi une nouvelle fonction qui apparaît, entièrement vouée au service des deux ordres dominants, qui seront d'ailleurs se montrer généreux à leur égard. Accapareurs et politiques n'auront en effet que prévenances, aujourd'hui encore et plus que jamais peut-être, pour ces pourfendeurs de vide dont l'unique mission est de faire du bruit et d'agiter l'inoffensif hochet de la révolte permanente, ces enragés de l'inutile dont le destin ne consiste qu'à jeter un rideau de fumée face à la réalité de la domination des accapareurs sur l'immensité du tiers exclus, ces hussards noirs des nantis chargeant, pitoyables et tonitruants, les moulins à vent de l'illusion pour attirer sur eux, un court instant, les trompettes perfides de la renommée.

Le mouvement ouvrier naît certes à cette époque mais sans doute sera-t-il marqué, lui aussi, de ces travers. On peut le penser et déplorer cette habitude qui va vite s'imposer de toujours situer la revendication sur deux niveaux : dans l'absolu, la vocation révolutionnaire, l'aspiration au profond changement, à la victoire prolétarienne seront constamment affirmés mais, de manière plus pragmatique, dès lors que de toute manière l'objectif ultime apparaît inéluctable, alors pourquoi ne pas composer provisoirement et faire jouer la loi du nombre pour obtenir quelque avantage, quelque correctif spécifique, quelque privilège catégoriel et comme chaque situation est particulière, chaque prérogative conquise le sera également. Voilà sans doute comment naissent les corporatismes qui sont une manne céleste aux yeux des prédateurs, à qui il devient aisé d'asseoir encore plus leur domination en cherchant, en permanence, à dresser les uns contre les autres, conformément à leur éternelle devise : « *diviser pour régner !* ». Ce qui fait ainsi la force de la société des accapareurs c'est bien cette inertie qu'elle génère et le terme est bien galvaudé car c'est de léthargie qu'il conviendrait plutôt de parler. Il est singulier en effet de constater que, alors que ce mal être général s'installe, chacun semble pourtant percevoir l'existence de cette nouvelle caste d'accapareurs avec sa soif inextinguible d'argent, qui cherche à bâtir, pour elle seule, une existence dorée et oisive. Ils se livrent d'ailleurs à leur œuvre de prédation d'autant plus aisément qu'ils ne croient en rien ! Imprégnés par le matérialisme ambiant ils sont foncièrement athées et n'ont dès lors aucun scrupule à tirer comme conclusion que le bonheur c'est ici bas qu'il faut le prendre, dans la mesure où il n'y a pas d'après...

⁶³⁰ « *Les philosophes ne sortent pas de terre comme des champignons ; ils sont les fruits de leur époque, de leur peuple, dont les énergies les plus subtiles, les plus précieuses et les moins visibles s'expriment dans les idées philosophiques.* » K. MARX.

La cécité de chacun à reconnaître les accapareurs pendant tout le dix-neuvième siècle et encore au vingtième siècle, comme d'ailleurs au vingt-et-unième, pose un vrai mystère. L'existence du petit groupe de prédateurs est pourtant très vite entrevue puis clairement identifiée. Dans l'entre-deux-guerres, ceux-ci sont même quasiment nommément désignés. En 1934, le président du conseil Edouard DALADIER (1884-1970) déclarait, lors du congrès radical qui se tenait à Nantes : « *Deux cents familles sont maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française. Ce sont des forces qu'un Etat démocratique ne devrait pas tolérer, que Richelieu n'eût pas tolérées dans le royaume de France. L'influence des deux cents familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit. Les deux cents familles placent au pouvoir leur délégués. Elles interviennent sur l'opinion publique, car elles contrôlent la presse.* ». La situation devient tellement caricaturale qu'elle est même perçue clairement jusqu'à l'extérieur du pays. Ainsi Léon TROTSKI (1879-1940) déclare deux ans plus tard : « *Dans le cadre du régime bourgeois, de ses lois, de sa mécanique, chacune des « deux cents familles » est incomparablement plus puissante que le gouvernement BLUM.* »⁶³¹. Plus accusateur encore est l'étrange silence sur les travaux historiques qui ont été conduits depuis lors et qui apportent, de manière incontestable, la preuve de l'existence de ce petit noyau d'accapareurs que dénonce le père DUCHESNE depuis le début de son propos et que l'ouverture des archives de la période de l'entre-deux guerres, notamment, a permis de mettre en évidence. Le mystérieux mutisme et l'ostracisme qui frappe les travaux conduits par le professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris VII, Annie LACROIX-RIZ sont à cet égard évocateurs. Dans son récent ouvrage « *Le choix de la défaite* »⁶³² elle a démontré comment cette minorité possédante qui, détenant le pouvoir économique, contrôle tout, l'appareil d'Etat, les ministres et les hommes politiques mais également les intellectuels, les journalistes, jusqu'aux hommes de main. Elle a révélé aussi, en se basant sur des preuves irréfutables, comment, par exemple « *les hommes de gauche* » étaient bien d'avantage dans les mains de l'oligarchie que près des masses qu'ils prétendaient défendre ce qui est parfaitement en conformité avec la thèse que défend le père DUCHESNE qui soutient que la prétendue démocratie représentative n'est qu'un leurre et que les élus, fussent-ils autoproclamés « *progressistes* », de Léon BLUM à Camille CHAUTEMPS n'ont eu de cesse que de faire allégeance à leurs vrais maîtres afin vraisemblablement d'obtenir d'eux des avantages à leur seul profit. Rares pourtant ont-été les journalistes ou intellectuels comme Gilles PERRAULT⁶³³ à célébrer ce remarquable travail scientifique : « *Il n'empêche que l'auteur accumule au fil des pages des révélations aussi effarantes que consternantes. La gangrène était si généralisée que nous avons perdu la guerre avant que fût tiré le premier coup de feu.* »

Le gendarme rossé devient radieuse providence...

Lorsque que l'on parcourt l'histoire, on se trouve bien vite confrontés à des clichés qui sont autant d'idées reçues. Concernant cette période du début du vingtième siècle, à laquelle le père DUCHESNE est parvenu, c'est bien volontiers que pour désigner le système économique largement majoritaire, on évoque le capitalisme alors que ce mot, qui ne figure d'ailleurs dans

⁶³¹ L. TROTSKI « *Où va la France ?* », 1936.

⁶³² A. LACROIX-RIZ « *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930.* », éditions Armand Colin, PARIS, 2006, 671 pages.

⁶³³ G. PERRAULT « *Quand une défaite compte autant de parrains...* » in *Le Monde Diplomatique*, août 2006.

aucun écrit de Karl MARX, ne fera son apparition dans le dictionnaire de *l'Académie française* qu'en 1932. Si ce terme est apparu si tardivement, c'est bien que l'essence même de ce concept n'apparaissait pas clairement avant lui. C'est donc, pour parler autrement, qu'il ne convenait guère pour désigner cette oligarchie financière qui se met en place, dès le début du XIX^e siècle, autour de la *banque de France* et qui, à compter des années 1860, devient l'unique pourvoyeur en argent de toute l'économie. Cette notion commode de capitalisme s'applique invariablement à la société française, sans discontinuer, depuis le dix-neuvième siècle jusqu'à nos jours, alors qu'en réalité il couvre deux sociétés radicalement différentes l'une de l'autre. Celle qui a prévalu depuis la révolution et jusqu'à la Grande Guerre est la société des accapareurs qui a reparu depuis les deux dernières décennies du vingtième siècle. Celle-ci, soutient le père DUCHESNE, est entièrement fondée sur l'existence d'une caste de prédateurs qui pille les ressources du corps social à son propre profit. Le but qu'elle poursuit est l'ouverture la plus grande des marchés et une célébration à outrance du libéralisme car la puissance financière, qui est la sienne, fait rapidement d'elle « *le renard libre dans le poulailler libre* » ! La mondialisation, c'est à dire l'intégration des marchés à l'échelle du monde, est alors leur cheval de bataille car aucune organisation n'est mieux à même de diviser encore cette basse-cour où il sévissent. Ainsi, en dépit d'un des thèmes favoris de la propagande médiatique actuelle, qui voudrait nous présenter la mondialisation comme un phénomène récent, il n'est guère de nouveauté là dedans et, comme le montre le professeur à la Sorbonne Alain PLESSIS : « *Le mot « globalisation », qui est anglais – les Français disent plutôt mondialisation – (...). Ce phénomène n'est pas absolument nouveau. Il y a eu au moins un précédent, entre 1880 et 1914, avec le développement des échanges entre un certain nombre de pays. Et si on la rapporte au PIB de l'époque, cette mondialisation était peut-être plus forte qu'aujourd'hui.* »⁶³⁴. A l'image du gigantesque paquebot qui, en 1912, va dramatiquement défrayer la chronique, ce modèle de société apparaît alors indestructible. Afin de préserver les intérêts des vrais maîtres, l'Etat se doit de rester sur son stapontin, dans un simple rôle de gendarme des marchés. Ainsi, en 1901, le conseil d'Etat rappelle solennellement à la commune d'OLMETO en Corse, l'interdiction de rémunérer un médecin pour soigner gratuitement la population⁶³⁵. La société des accapareurs semble alors s'installer pour des siècles, pourtant, comme le paquebot *Titanic*, réputé insubmersible, qui s'enfonce néanmoins dans les eaux glacées de l'Atlantique Nord, la société de l'injustice va, en quelques années à peine, progressivement laisser la place à un contre-modèle dans lequel la rente cèdera la place au travail tandis que le bien être remplacera l'esclavage alors que l'intelligence triomphe de la bêtise. Il faudra, pour ce faire, deux immenses bouleversements.

De la Grande Guerre à la grande crise.

Le premier d'entre eux reste à jamais marqué dans les esprits. Le modeste Etat gendarme, dont les finances publiques sont à la diète en permanence, afin de ne pas détourner des moyens financiers du prétendu marché omniscient, va connaître, en quelques années, grâce à lui, une profonde et singulière mutation. Le Peuple de France va s'unir contre la menace extérieure. Il va laver l'affront que seule l'incurie d'un Badinguet avait permis et cautériser enfin le territoire

⁶³⁴ A. PLESSIS « *Le capitalisme est mondial* », interview à la revue TDC n°921 du 1^{er} au 15 octobre 2006.

⁶³⁵ C.E. 29 mars 1901 CASANOVA in « *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative* », éditions DALLOZ, 11^e édition page 47.

meurtri de la cruelle amputation de l'Alsace et d'une partie de la Moselle, dont on avait voulu l'accabler. La France éternelle va se retrouver alors dans la Grande Guerre. On n'aura jamais assez de mots pour dire l'immense dette que les générations d'aujourd'hui ont contracté auprès de ces glorieux aïeux sacrifiés du début du siècle dernier. L'évocation de cette période prend désormais l'allure d'une simple comptabilité, pourtant à elle seule déjà terrifiante si l'on songe, par exemple, que sur plus de trente six mille communes que compte le pays, seulement deux ont été épargnées de la mort d'un de leur fils durant ce terrible conflit. Comment alors ne pas éprouver une infinie reconnaissance envers cette France de nos pères qui nous précédait hier à qui nous ne devons pas tant, comme on a coutume de le dire dans les discours du onze novembre, mais à qui nous devons tout ! Que l'on songe encore à toute cette génération d'hommes mobilisés dans ces combats horribles. On dit que si tous les soldats morts à Verdun devaient soudain réapparaître sur les lieux de leur trépas, l'espace ne suffirait pas pour les contenir et il faudrait encore les empiler ! Comment ne pas penser ému à ces femmes qui conduisaient l'économie entière, à ces enfants livrés à eux-mêmes ? Que l'on marque donc une petite pause, que l'on cesse un court instant seulement d'analyser, avant que les historiens ne reprennent leur office pour tenter, encore et encore, l'impossible : trouver des explications rationnelles à cette grande tragédie. Cette époque là défie tout entendement, elle ne supporte pas la logique cartésienne. Elle existe, voilà tout, et comme telle elle mérite un éternel respect.

Comment ne pas comprendre alors la grande colère du père DUCHESNE à l'encontre d'une turpitude supplémentaire en provenance du candidat des ploutocrates qui, reprenant soudain une idée saugrenue de l'inénarrable JOSPIN, qu'il avait d'ailleurs, en son temps, fort critiquée, décide de porter au pinacle les fusillés de la Grande Guerre ? Peut-être oublie-t-il, ce prétendu avocat, qu'une décision de justice passée en chose jugée est réputée être la vérité⁶³⁶ ? Il y eut certes des erreurs judiciaires. Elles n'ont bien sûr pas échappé aux contemporains et des réhabilitations ont été prononcées⁶³⁷. Mais comment perdre de vue que la plupart des six cents exécutions sur, soit dit en passant, plus de 2400 condamnations à mort prononcées, c'est-à-dire moins de une sur quatre alors que c'est près de 7 900 000 français qui ont été mobilisés pendant le conflit, concernaient des individus qui s'étaient rendus coupables de mutilations volontaires, de passage à l'ennemi, de désertion, d'abandon de poste, de recul pendant l'assaut ou encore de délit de lâcheté. Et voici que cette société finissante, oubliant ses martyrs, n'a plus d'yeux que pour ces criminels qui font soudain la une des journaux, qui phagocytent toutes les cérémonies patriotiques ! Le père DUCHESNE a, comme plus grande fierté, d'avoir eu un grand père qui comptait parmi les héros de cette Grande Guerre. Il pense aujourd'hui, ému, à ce petit marin breton qui, alors qu'il venait à peine de compter dix-sept années, n'écoula que son courage et s'engagea pour aller rejoindre la prestigieuse brigade des fusiliers marins de l'amiral Pierre ROSNARC'H. Il devine ce visage imberbe et juvénile, presque féminin, alors qu'il monte la garde devant son casernement parisien. « *Demoiselles au pompom rouge* » comme les nommait alors, avec beaucoup d'affection, le Peuple de la capitale. Il revit son angoisse et celle de ces six mille camarades, dont la moitié sera bientôt hors de combat, sur le front de l'Yser, à DIXMUDE face à trente mille allemands. « *Tenez au moins quatre jours !* » leur avait demandé FOCH. Ils ont tenu trois semaines ! Le père DUCHESNE se souvient aussi de ses paroles. Il le revoit encore, dans un court moment de repos, penché sur sa blague à tabac, roulant son *gris* bercé par

⁶³⁶ « *Res juridicata pro veritate habetur* ».

⁶³⁷ Voir par exemple D.CALLABRE et G. VAUCLAIR « *Le fusillé innocent 1914-1917.* », préface d'André BACH, éditions Autrement, 2008.

la voix de ce camarade d'enfance retrouvé, par hasard, au front, cette voix chaude que l'éclat d'obus arrête brutalement, pour toujours... Il imagine, une nouvelle fois, les larmes coulant sur les joues de cet officier prussien prisonnier, lorsqu'il découvre le vrai visage de cette sous-humanité chétive et si peu nombreuse qui venait pourtant de tenir tête à la prétendue race des seigneurs. Il se remémore toujours ce beau visage de vieux, buriné par les embruns océaniques, dans la salle à manger, sous l'immense photographie encadrée de la signature de l'armistice dans le wagon de Rethondes. Il guette encore sa réaction, lorsque, sur la télé en noir et blanc, un mauvais western américain resservait l'attaque des gentils cow-boys par les méchants indiens : « *Les boches criaient comme ça en montant à l'assaut !* » et, jusqu'à ses derniers instants, dans son regard profond, ce souvenir omniprésent à jamais incrusté, grandiose et terrible à la fois, peuplé de tant de visages jeunes figés pour toujours, presque comme un remords, celui d'avoir survécu... C'est lui qui, avec tous ses camarades, du fond de leur éternité, demande des comptes à son petit-fils tandis qu'officiellement on les offense. Mais le père DUCHESNE, dut-il être seul contre tous, ne cédera jamais à la lâcheté ambiante. Il criera encore son indignation de voir cette génération héroïque, salie, humiliée, avilie simplement pour une hypothétique remontée dans les sondages ou pour repâître encore cet exécrationnel relativisme des valeurs, ce capharnaüm de la veulerie que réclame sans cette, comme une ogresse, la société de l'injustice ! Non, mauvaises gens, le sang des traîtres ne sera jamais soluble dans celui des héros ! Non, vils égoïstes, vous ne parviendrez pas à détourner la liturgie républicaine de son office sacré : la sonnerie aux morts du clairon le plus habile heurtera toujours nos oreilles de son timbre discordant, la minute de silence sera toujours entrecoupée de bruits parasites et l'inscription sacrilège, fraîchement dorée, maculera toujours la pierre immortelle tandis que résonneront encore dans nos mémoires les paroles éternelles du lieutenant Charles PEGUY, mort héroïquement au champ d'Honneur, pour la France : « *Heureux ceux qui sont morts, dans les grandes batailles, Couchés dessus le sol à la face de Dieu (...) Heureux ceux qui sont morts car ils sont retournés, Dans la première argile et la première terre, Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre, Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés !* ».

Elle n'est pas cette ignominie que cherche à nous imposer la propagande des accapareurs et que commentent, sans relâche, tout ce que le pays compte comme maîtres à penser : ils ne sont pas morts pour rien et encore moins malgré eux ! Ils se sont sacrifiés pour nous et cette offrande n'a nullement été vaine : de cette « *der des der* » pour laquelle ils ont accepté de mourir, sans ciller, naîtra l'Etat providence ! C'est cette union sacrée du Peuple contre l'ennemi qui va porter le premier coup à la société des accapareurs triomphante en ce début du vingtième siècle. Le gendarme aux bras croisés et à la bourse plate à la périphérie de l'immense sphère des échanges commerciaux va, petit à petit, céder sa place. Pour vaincre l'Etat ne saurait demeurer un godillot, il doit devenir fort. Il est bien loin le Badinguet d'opérette quand se dresse un vieux vendéen trapu dont les lèvres dissimulées derrière son énorme moustache laissent toujours échapper les mêmes mots et la même obsession : « *Je fais la guerre !* ». Et il la fait bien cette guerre de 1914-1918 qui aura un coût sans précédent en raison notamment du rôle nouveau joué par l'artillerie. Les économistes estiment qu'elle aura coûté aux Européens cinq fois leur PIB annuel. Il n'est alors plus question de réduire les finances publiques à la portion congrue au fallacieux prétexte que leur montant serait plus utile sur le marché, à la merci de quelque mesquin intérêt particulier, et ce n'est pas l'argent des accapareurs qui paiera notre canon de 75 à la redoutable efficacité qui faisait dire au général LUDENDORFF : « *L'artillerie française, je la hais !* ». Pour vaincre il faut des moyens financiers et c'est la raison pour laquelle la fiscalité moderne date de cette époque. Dès février 1907, Joseph CAILLAUX (1863-1944), ministre des finances du

gouvernement de Georges CLEMENCEAU (1841-1929), dépose son projet de loi instituant un impôt général sur le revenu. Il faudra attendre l'arrivée de la guerre pour que cette réforme voit le jour. C'est la loi du 15 juillet 1914⁶³⁸ qui institue l'*impôt général sur le revenu (IGR)* qui sera plus tard complétée par la loi du 31 juillet 1917⁶³⁹ créant les *impôts cédulaires* c'est-à-dire par catégorie de revenus. Ce nouveau dispositif révolutionne la vieille idée de contribution obole car désormais une ponction annuelle progressive sera prélevée sur les revenus de chacun afin de contribuer aux besoins de tous⁶⁴⁰. Dans le même temps, le système de la déclaration contrôlée qui se généralise va transformer les rapports de chaque citoyen avec l'Etat dans la mesure où il appartient désormais à chaque contribuable, dans une relation qu'on veut de confiance avec sa patrie, de produire tous éléments nécessaires à l'établissement de son imposition. Dans le même temps les impôts indirects ne sont pas perdus de vue. Jusqu'alors il existait quelques taxes particulières frappant certaines consommations, une grande mesure de généralisation et aussi de simplification est adoptée avec la naissance de la *taxe sur les paiements*, devenue en 1920 la *taxe sur le chiffre d'affaires*, qui est l'ancêtre de la *taxe sur la valeur ajoutée (TVA)* qui naîtra en 1954. On instaure ainsi un impôt général sur la dépense : la moindre transaction dans cette immense espace qu'est le marché doit désormais donner lieu au paiement d'une contribution dans l'intérêt général.

Avec l'économie de guerre, nécessité faisant loi, c'est le rôle de l'Etat qui s'affirme au détriment du pouvoir des accapareurs. Ceci ne peut que passer par une mainmise des pouvoirs publics sur l'outil de domination de la caste prédatrice qu'est la *banque de France*. Ce sera, en grande partie, l'œuvre du gouverneur PALLAIN comme l'a montré Régine ROBIN-VIGNAT⁶⁴¹. Celui-ci est le premier à faire appel à un groupe d'économistes ce qui va profondément modifier les choses car, désormais, la politique monétaire s'appuiera aussi sur les avis de ce groupe d'experts et les intérêts privés des banquiers du conseil de régence s'imposeront donc avec moins d'évidence. La guerre renforce également la tutelle de l'Etat, réduisant d'autant l'indépendance de l'institution, contrainte ainsi d'accorder des avances de plus en plus importantes. C'est encore un autre profond changement qui s'opère : ce n'est plus l'intérêt particulier des détenteurs de la fortune qui décide de la conduite de l'économie mais, désormais, les pouvoirs publics qui n'oeuvrent plus pour l'enrichissement incessant d'une minorité, mais dans l'intérêt général que représente la victoire sur l'ennemi. La sacro-sainte stabilité monétaire qui était un impératif

⁶³⁸ Loi « portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914 » dont l'article 5 précise : « Il est établi un impôt général sur le revenu ».

⁶³⁹ Elle supprime les anciens impôts directs (les *quatre vieilles* : les actuelles taxes foncières, d'habitation et professionnelle) qui sont seulement maintenus pour les contributions locales au profit des communes et des départements et instaure les *impôts cédulaires* : traitements et salaires, bénéfices agricole, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux auxquels il faut ajouter l'impôt foncier des propriétés bâties et des propriétés non bâties et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, prévus déjà par la loi du 15 juillet 1914.

⁶⁴⁰ L'impôt général sur le revenu est en effet progressif, c'est-à-dire qu'il frappe une fraction croissante des cinq tranches de revenus prévues : dans la première (de 5 000 à 10 000 F), le revenu imposable ne vaut que pour 1/5, dans la seconde, que pour 2/5, ceci jusqu'à la cinquième tranche qui taxe dans leur intégralité les revenus supérieurs à 25 000 F.

⁶⁴¹ R. ROBIN-VIGNAT « *La Banque de France et l'Etat (1897-1920). La politique du gouverneur PALLAIN.* », thèse de doctorat d'histoire de l'Université de Paris X-Nanterre, 2001, 815 pages.

imposé par les accapareurs pourra ainsi être sacrifiée. Le dogme qui sert si bien le rentier va enfin être abandonné : le système de l'étalon or, caractérisé par la monnaie échangeable contre le métal précieux à un taux fixe, qui avait prévalu depuis Bonaparte et le *franc germinal*, rend impossible le financement des dépenses militaires par l'émission de monnaie, aussi est-il abandonné pendant le conflit. Un nouveau phénomène apparaît alors, entraîné par cette nouvelle politique monétaire largement utilisée et caractérisée par le recours à la « *planche à billets* » : une forte inflation dès la fin de la guerre. Avec la fin de la stabilité monétaire, il devient de plus en plus aléatoire pour les grands détenteurs de moyens financiers de faire des anticipations fiables. Déjà le marché semble avoir joué son rôle. Pour le comprendre reprenons l'exemple de la concession de service public dont le succès tenait essentiellement en la possibilité pour le concessionnaire de faire, en toute quiétude, ses calculs de rentabilité sur trente ans. Qu'advient-il alors à l'exploitant du chemin de fer, par exemple, si le coût du charbon vient à augmenter bien au-delà de ses prévisions ? L'opération peut très vite se révéler catastrophique et le profit espéré devenir illusoire. Cette évolution des choses va renforcer encore le rôle de l'Etat dans l'économie. Ainsi, pour rassurer les investisseurs privés, cette même année 1916, le conseil d'Etat⁶⁴² élabore une théorie dite de l'imprévision : désormais, si une hausse inattendue survient, le concessionnaire du service public n'en sera pas pour autant voué à la ruine car l'Etat peut alors intervenir et prendre à son compte le coût supplémentaire imprévisible. En cherchant ainsi à maintenir le système de la *concession de service public*, se trouve cependant modifiée la nature même du contrat qui reposait sur un strict financement privé, désormais en effet l'argent public a un rôle à jouer et en filigrane se dessine déjà l'interventionnisme économique.

Le lendemain de la victoire, le changement est profond et chacun peut se rendre compte que rien n'est vraiment plus comme avant. La France a été certainement le pays le plus touché par le premier conflit mondial qui lui aura coûté, au plan humain, 1 385 000 vies ainsi que plus de 2 000 000 de blessés et on est encore effrayé aujourd'hui en pensant que 50% des hommes, âgés entre 20 et 32 ans en 1914, ont péri pendant la guerre. Mais ce n'est pas tout, dès lors que la plupart des combats se sont déroulés sur son sol, les ravages occasionnés au territoire ont été considérables. Tout était à reconstruire et, avec le poids des pensions à verser aux familles de ceux qui ont perdu la vie, c'est l'économie toute entière qui va changer de visage. La part des dépenses publiques dans le PIB, la richesse produite en une année, va littéralement exploser en passant de 12,6% à peine en 1912 à 32,8% en 1920⁶⁴³. Au sein de cette société, qui reste dominée économiquement par les accapareurs, une nette opposition apparaît alors. D'abord il y a le camp des prédateurs qui, on l'imagine aisément, le conflit fini, n'a plus qu'un désir : revenir à la bonne société de stabilité monétaire qui existait auparavant afin de continuer, sans rien faire, par le seul jeu de l'agiotage, de faire croître encore et encore sa fortune au détriment du plus grand nombre. Les travaux de l'historienne Annie LACROIX-RIZ, évoqués précédemment par le père DUCHESNE⁶⁴⁴, montrent en particulier comment l'oligarchie financière s'organise alors sous la forme d'une « *synarchie* » et impose son bon vouloir aux hommes politiques, comme en témoigne ce défilé de tous les futurs présidents du conseil, BLUM inclus, flanqués de leur ministre des finances s'en allant docilement faire allégeance à leur véritables maîtres, les fortunes

⁶⁴² C.E. 30 mars 1916 Compagnie générale d'éclairage de BORDEAUX in « *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative* », éditions DALLOZ, 11^e édition page 176.

⁶⁴³ Sources : Christine ANDRE et Robert DELORME « *Le Budget de l'État* », in *Cahiers français* n° 261 (mai-juin 1993).

⁶⁴⁴ Voir note n°632.

privées de la *banque de France*. Sous cette influence, la part des finances publiques va tendre à diminuer à partir des années 1920 pour ne plus représenter que 20% à la fin de la décennie et ainsi, le marché tend à reprendre sa place en cherchant à reléguer l'Etat à sa périphérie, sur son strapontin. Mais il est aussi une autre tendance qui elle n'agit plus pour le petit nombre mais pour l'ensemble, c'est cet interventionnisme étatique qui voit alors le jour et l'exemple français est, à cet égard, particulièrement édifiant.

Comme elle l'avait fait elle-même après la défaite de BONAPARTE en 1815 et celle de Badinguet en 1870, la France s'attendait à ce l'Allemagne paye, rubis sur ongle, les justes réparations qui avaient été mises à sa charge : « *le boche paiera !* », disait-on à l'époque. Aussi accorda-t-elle immédiatement d'innombrables prêts publics dans l'optique d'une reconstruction rapide du pays. Mais le principe de réciprocité semble inconnu de l'autre côté du Rhin et l'argent tarde à venir. La dette de la France, déjà considérable à la fin du conflit, explose alors : elle double entre 1918 et 1923. Dès qu'il apparut évident que l'Allemagne ne rembourserait pas, les pouvoirs publics imposent alors leurs vues et, malgré les cris d'orfraie que l'on devine de la part des rentiers de la haute finance impatients de revenir à la stabilité des prix pour poursuivre sans faillir leur œuvre de prédation, ils décident de rogner cette forte dette en laissant « filer » l'inflation. N'en déplaise aux oiseaux monétaristes de mauvaise augure, ce fut pour le bien être général. Un homme contribuera notamment à ce succès de l'économie, c'est Raymond POINCARÉ (1860-1934) qui, à partir de 1926, adopte une politique extrêmement active. Ne manquant pas de courage, il l'avait déjà illustré comme président de la République durant la guerre en se rendant, au péril de sa vie, à plusieurs reprises sur le front, il relève les impôts et renoue ainsi avec l'équilibre budgétaire⁶⁴⁵. Cumulant avec ses fonctions de président du conseil, celles de ministre des finances, il procède aussi à une dévaluation de 80% du franc en 1927. Voici alors la dette diminuée et ainsi revient la confiance. En pareil cas, les résultats ne se font jamais attendre et l'économie française connut une fin de décennie fleurissante et le qualificatif n'est certainement pas galvaudé pour désigner, par exemple, une production industrielle qui augmente d'environ 30% entre 1927 et 1930, en trois ans à peine. Mieux encore, si la France a particulièrement mieux résisté que les autres nations à la grande crise qui s'annonce, c'est bien grâce à cette politique ambiteuse et volontariste que John Maynard KEYNES ne manquera pas de saluer en la qualifiant même de « visionnaire ». Ainsi est une fois de plus illustré ce principe qu'a déjà mis en lumière le père DUCHESNE à maintes reprises : lorsque le pouvoir des accapareurs se réduit, l'harmonie sociale revient.

Les autres pays n'ont pas cette chance et parmi eux, en premier chef, il convient de citer la libérale Amérique. On reste confondu, aujourd'hui encore, lorsque l'on nous présente la grande crise de 1929 comme une singularité, une sorte de cataclysme imprévisible. Cataclysmique elle l'est assurément par l'ampleur des dégâts, mais nullement imprévisible. Il ne s'agit qu'une de ces crises qui, à périodicité régulière, vient secouer la société des accapareurs comme une conséquence inéluctable du profond déséquilibre qu'elle engendre. Contrairement à quelques sornettes que l'on entend, de ci, de là, il n'y a nullement eu de boom économique entre les années 1925-1929 et de nombreux auteurs ont montré que les indicateurs macroéconomiques ne traduisent guère cette prétendue embellie économique. Il en est ainsi, par exemple, du taux de chômage, comme du niveau des salaires qui, entre 1925 et 1929, n'augmentent que de 5%⁶⁴⁶. En

⁶⁴⁵ Pour la première fois depuis l'année 1913 !

⁶⁴⁶ Sources : Charles KINDLEBERGER « *The world in Depression : 1929-1939* », éditions Allen Lane and Penguin Press, 1973 ; traduction française « *La grande crise mondiale. 1929-1939* »,

réalité la situation est exactement aux antipodes de celle de la France. Comme d'ailleurs l'Angleterre à la même époque, mais avec des moyens différents⁶⁴⁷, les Etats-Unis obéissent au diktat imposé par les accapareurs en menant une politique de stabilité monétaire coûte que coûte. Dès le début de la décennie, la priorité est évidemment à la lutte contre l'inflation, ce mal qui fait si peur aux prédateurs. On augmente alors les taux d'intérêts dès le début de l'année 1920. Cette hausse va, bien entendu, se traduire par une baisse de l'investissement mais l'objectif est atteint : la masse monétaire $M1$ ⁶⁴⁸ voit sa croissance ralentir en 1920 et deviendra même négative l'année suivante. Il en résulte une chute des prix et une courte récession. Selon un scénario désormais archi-connu, l'inflation est vaincue et que ce résultat soit obtenu au détriment de la croissance importe peu dès lors qu'il est conforme à la volonté des maîtres. Les prix ajustés s'installent alors dans une remarquable stabilité qui dure tout au long de la décennie ce qui va, une fois de plus, rendre possible le pillage des richesses du pays par l'outil financier au mains des accapareurs.

De l'antichambre de l'enfer à l'Etat providence.

On finit par être atterré de constater que sont toujours resassées les mêmes contre-vérités au sujet de la crise de 1929. Ainsi il est constamment fait état de son imprévisibilité. Rien n'est plus faux ! Tout comme la crise que nous connaissons aujourd'hui, qui est d'ailleurs, en tous points, exactement la même, tout comme les différentes crises qui ont jalonné le dix-neuvième siècle, elle est topique de la société des accapareurs dans sa forme moderne. C'est, dira même le père DUCHESNE, une donnée intrinsèque de sa nature. Pour bien le comprendre, rappelons ce qu'est cette société fondée sur l'accaparement. Celle-ci a vu le jour lorsque, au tournant du néolithique, l'harmonie sociale de la société primordiale a été rompue par une infime minorité de prédateurs dans sa volonté de dominer et d'asservir le groupe entier. Dans la première forme de cette société de l'injustice, le père DUCHESNE a montré comment cette domination passait d'abord pas la voie de fait et la violence puis ensuite par la complicité de la classe sacerdotale venant opportunément consacrer l'idole factice par le détournement de la fonction magique du but qui est le sien qui est d'accompagner au mieux le mouvement de l'évolution de la vie dans la matière. Le mécanisme de l'usurpation reste fondamentalement le même dans la société contemporaine de l'accaparement. Une classe politique professionnelle succède aux servants du magique. Celle-ci est totalement asservie à ces nouveaux maîtres qui détiennent la puissance financière et sa mission est d'entretenir l'illusion d'une démocratie de façade et d'un marché qui s'autorégule lui-même, conditions sine qua non pour permettre l'asservissement du plus grand nombre. Alors que la société, jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, était dominée par le magique, ce qui impliquait, pour parvenir à asservir la multitude, de prendre celui-ci sous son contrôle, à l'image du monarque de droit divin, la société qui voit le jour à partir du dix-neuvième siècle est, quant à elle, mercantile et centrée sur le seul argent. C'est donc par cet intermédiaire que passe désormais l'asservissement. L'argent étant indispensable à toute activité humaine et même simplement pour subsister, lorsque celui-ci est concentré dans quelques mains, il oblige les agents

éditions Economica, 1988, 366 pages.

⁶⁴⁷ L'Angleterre choisira pour ce faire le retour à la parité-or.

⁶⁴⁸ L'agrégat $M1$ désigne, au sein de la masse monétaire, l'ensemble constitué par la monnaie en circulation et les dépôts à vue. Concrètement c'est la somme de toutes les pièces de monnaie, de tous les billets de banque en circulation, de l'ensemble des dépôts à vue détenus dans les banques et les autres institutions financières et de tous les chèques de voyage.

économiques à emprunter, moyennant intérêt, et la domination nouvelle passe par le remboursement qui, par l'agiotage qu'il implique, renforce indéfiniment la position des prêteurs en condamnant alors le plus grand nombre à un véritable esclavage, celui de l'endettement perpétuel.

Il est vain ainsi de prétendre, comme le font la plupart des manuels d'économie, que la crise de 1929 marque la fin d'une période d'expansion déséquilibrée qui débouche ainsi sur une récession. C'est là une erreur grotesque ! Il n'y a dans cette crise, comme dans toutes les crises qui l'ont précédées, que le résultat du jeu pervers des accapareurs et nullement un quelconque emballement de l'économie qui reste totalement déconnectée du phénomène. La preuve en est que si l'on se réfère à la période qui précède le jeudi noir, on ne voit, comme d'ailleurs durant tout le siècle précédent, qu'une économie qui tourne au ralenti. Ainsi, de 1925 à 1929, en presque cinq ans, le *PNB réel* américain ⁶⁴⁹ ne s'est élevé que de 13% tandis que le *PNB nominal* ne progressait que de 11% en raison d'une baisse du niveau général des prix de 2%. La production industrielle n'a crû que de 21%, ce qui reste faible, tandis que le taux de chômage est demeuré stationnaire à 3%. En revanche, alors que la *masse monétaire* ⁶⁵⁰ ne s'est élevée que de 11%, on note, dans le même temps, de janvier 1925 à août 1929, que la vitesse de circulation ⁶⁵¹ des dépôts dans les banques américaines à New York a progressé de 140%. Si l'on se réfère maintenant à l'*indice Dow Jones* des valeurs industrielles, on constate que celui-ci est passé de 121, le 2 janvier 1925, à 381, le 3 septembre 1929, ce qui donne en pourcentage une progression de 215%. Le « *jeudi noir* », le 24 octobre 1929, il accusera une baisse jusqu'à 299 ce qui correspond à une chute de 22% par rapport à ce maximum de 381. La mécanique infernale est alors engagée : le 30 octobre l'indice s'effondre encore pour atteindre 230, accusant alors une baisse de 40% en à peine deux mois, et l'indice continuera inexorablement sa descente jusqu'à atteindre son minimum de 41,2, le 8 juillet 1932, c'est-à-dire 89% de baisse en trois ans. Il faudra attendre le 24 juin 1935, pour retrouver le cours du 2 janvier 1925 et le 16 novembre 1954 pour que soit atteint, à nouveau, la valeur affichée en septembre 1929. Comme l'a parfaitement montré le seul français à s'être vu décerner le prix Nobel d'économie, Maurice ALLAIS ⁶⁵², il n'y a ainsi aucune relation de cause à effet entre une prétendue embellie de l'économie et la hausse des cours des valeurs mobilières qui n'a été suscitée que par la spéculation, rendue possible notamment par le crédit. Dans cette crise-type de la société des accapareurs – le père DUCHESNE a déjà, on s'en

⁶⁴⁹ Le *produit national brut (PNB)* désigne en économie, l'ensemble des biens et des services marchands (qui se vendent) qui ont été produits par tous les acteurs économiques d'un pays en un an. Il inclut donc la production nationale, mais aussi les richesses qui ont été créées en dehors des frontières du pays en question par les nationaux. Le *PNB nominal* est la valeur de cette production totale de biens et de services d'un pays, caculée à partir des prix en vigueur, tandis que le *PNB réel* est la même valeur établie à partir des prix en vigueur au cours d'une année de référence.

⁶⁵⁰ La *masse monétaire* d'un pays s'entend par l'ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités. Elle agrège donc : la monnaie fiduciaire, les dépôts bancaires et les titres de créances négociables qui sont tous utilisables comme moyen de paiement.

⁶⁵¹ La *vitesse de circulation de la monnaie* est le nombre de fois qu'une même unité de monnaie permet de régler des transactions pendant une période donnée.

⁶⁵² Voir en particulier M. ALLAIS « *La crise mondiale d'aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires.* », articles publiés dans *Le Figaro* des 12, 19 et 26 octobre 1998 dans la rubrique « *Opinions* ».

souvent, analysé la situation de la France à la fin du siècle précédent⁶⁵³ – apparaît toujours les mêmes constantes parmi lesquelles la création d'une « *bulle spéculative* ». Le scénario est toujours le même : la bourse monte et une spéculation à la hausse se met en place. Le mouvement ascendant qui se poursuit encourage encore la spéculation, renforcée encore par la pratique intensive du crédit ainsi que par la création monétaire ex nihilo par les banques, sur laquelle reviendra en détail le père DUCHESNE dans la troisième partie de sa réflexion. Le mouvement dure jusqu'au moment où quelqu'un se rend compte de l'absurdité de la situation résultant du décalage flagrant entre la valeur réelle du bien, le titre de propriété qu'est l'action par exemple, et le prix qu'elle a atteint, et amorce un mouvement de panique que les moutons de Panurge s'empressent de suivre. D'autant plus dure sera la chute que les situations d'endettement, dans la société des accapareurs, tendent à se généraliser, s'agissant, comme on l'a vu, du moyen privilégié pour les détenteurs de la puissance financière de réduire en esclavage leurs semblables. La *Grande Dépression*, qui a suivi le krach boursier, a été aggravée en effet indéniablement par les pratiques de crédit qui ont abouti, avant 1929, à un véritable surendettement, tout exactement comme aujourd'hui. Ainsi aux Etats-Unis, le montant global des dettes des particuliers et des entreprises⁶⁵⁴ avait crû de manière presque exponentielle pendant la décennie 1920 pour atteindre plus d'une fois et demie le produit national brut en 1929. Il convient également d'ajouter à cet endettement celui de l'Etat fédéral⁶⁵⁵ et des différents Etats ou de leurs collectivités locales⁶⁵⁶ et bien entendu l'endettement extérieur qui représentait 11% du PNB américain (dettes de guerre) et des prêts privés consentis notamment à l'Allemagne qui correspondaient encore à 13,5% du PNB. C'est d'ailleurs pour une large part cet endettement extérieur qui permettra d'« exporter » la crise à l'Europe et au reste du monde. La charge de toutes ces dettes va évidemment, avec l'économie qui tourne au ralenti, aggraver considérablement la situation.

Le mécanisme de la crise est simple. Le krach entraîne une vague de pessimisme qui ne sera pas non plus étranger à la contraction de la masse monétaire à hauteur de 20% (30% pour les dépôts bancaires) et les tentatives de la *Réserve fédérale* pour accroître la monnaie de l'ordre de 9%, s'avéreront totalement vaines le mouvement allant en s'amplifiant au fur et à mesure que les retraits massifs des dépôts s'accéléraient entraînant la faillite de nombreuses banques⁶⁵⁷. Le tarissement des moyens de financement entraîne alors l'asphyxie de l'économie : le *produit national brut nominal* chute de 44%, le *produit national brut réel* de 29%, la production industrielle dégringole de 40%, le tout entraînant une chute de l'indice général des prix de 21%. Les conséquences pour le Peuple américain sont dramatiques : le taux de chômage passe de 3,2% en 1929 à près de 25% en 1933 ce qui correspond à 13 millions de chômeurs qui ne disposaient à l'époque d'aucune aide, si ce n'est la charité publique. La crise s'exporte et le monde incrédule et hagard va entrer dans la *Grande Dépression*. Une antichambre de l'enfer ! Un univers absurde, kafkaïen, où plus rien n'a de sens. On voit alors des gens démunis de tout, qui n'ont plus que leur énergie vitale à monnayer pour survivre, aller s'inscrire dans des stupides et inhumains « *marathon de danse* », si poigneusement décrits par le réalisateur américain Sydney POLLACK,

⁶⁵³ Voir supra « *Les mécanismes de la spoliation généralisée* » page 347.

⁶⁵⁴ *Consumer credit* (crédit à la consommation), *mortgages* (crédit hypothécaire) et *corporate liabilities* (emprunts industriels).

⁶⁵⁵ 16,3% du PNB américain à l'époque.

⁶⁵⁶ 13,2% du PNB américain.

⁶⁵⁷ 659 faillites en 1929, 1352 en 1930 et pour la seule année 1931 : 2294.

dans son merveilleux film « *On achève bien les chevaux.* »⁶⁵⁸, tandis que, dans le même temps, on fait brûler les productions de café dans les chaudières des locomotives ! C'est un monde crépusculaire aussi qui administre par l'absurde la preuve que cette société dans laquelle sévit une minorité d'accapareurs ne peut que conduire la planète toute entière à sa ruine voire... à sa fin !

L'économiste américain Irving FISHER (1867-1947) a décrit, avec précision, le véritable processus de pillage de la population par l'intermédiaire de l'argent que celle-ci doit, au travers le mécanisme de la *déflation*⁶⁵⁹ par la dette qui va considérablement aggraver la dépression. Les agents économiques, qu'il s'agisse des entreprises ou des particuliers, fortement endettés, sont contraints de vendre leurs actifs financiers pour rembourser leur dette et ce mouvement massif entraîne la chute des prix ce qui ne fait qu'accroître la valeur réelle de la dette en entraînant du même coup la nécessité de vendre d'autres actifs : « *Pour chaque dollar remboursé, les agents accroissent d'autant le montant de leur dette.* ». Ainsi pendant la période de 1929 à 1933, si l'endettement s'est réduit de 20%, la hausse de 75% du dollar conduit mécaniquement à une augmentation de 40% de la dette réelle. Et c'est un véritable cercle vicieux qui se met en place car la baisse des prix, qui permet ainsi d'acquérir plus de bien à moindre coût, incite le plus possible à attendre avant d'acheter ce qui entraîne la chute de la consommation, tandis que l'on préfère garder sa monnaie plutôt que des actifs productifs ce qui pareillement entraîne la chute de l'investissement. Le choc, en 1929, est certes plus rude mais il est exactement de même nature que les précédents qui ont jalonné tout le dix neuvième siècle. Rien en effet n'est fondamentalement nouveau dans la crise de 1929-1934, celle-ci n'était qu'un « remake » de toutes celles qui s'étaient succédées dans les précédentes décennies et parmi lesquelles, celle qu'avait connu l'Amérique, entre 1873 et 1879, avait sans doute été la plus marquée. Rapportant les propos du révérend Léonard BACON, prononcés le 21 mai 1837, Irving FISHER montre également combien une autre crise américaine, à près d'un siècle d'intervalle, était bien de même nature : « *A few months ago, the unparalleled prosperity of our country was the theme of universal gratulation. Such a development of resources, so rapid an augmentation of individual and public wealth, so great a manifestation of the spirit of enterprise, so strong and seemingly rational a confidence in the prospect of unlimited success, were never known before. But how suddenly has all this prosperity been arrested ! That confidence, which in modern times, and especially in our own country, is the basis of commercial intercourse, is failing in every quarter ; and all the financial interests of the country seem to be convulsed and disorganized. The merchant whose business... [was] conducted on safe principles... [finds that] loss succeeds to loss, till he shuts up his manufactory and dismisses his laborers. The speculator who dreamed himself rich, finds his fancied riches disappearing like an! exhalation... What more may before us... It is enough to know that this distress is hourly becoming wider and more intense...* »⁶⁶⁰. Le médecin et économiste français Joseph Clément JUGLAR (1819-1905), dont le père DUCHESNE a déjà évoqué les travaux, avait déjà démontré, dès 1860, que les crises à répétition qui se succédaient tout le long de son siècle n'étaient nullement le fruit ou la rançon d'une quelconque prospérité économique mais résultaient bien uniquement du jeu des crédits et de

⁶⁵⁸ Titre original : « *They Shoot Horses, Don't They ?* », réalisé en 1969.

⁶⁵⁹ On nomme *déflation* la décroissance soutenue du niveau moyen des prix dans une économie. Elle se manifeste par une baisse de l'indice des prix, observée sur une période suffisamment longue (généralement plusieurs trimestres).

⁶⁶⁰ I. FISHER « *Booms and Depressions.* », éditions Pickering & Chatto Ltd, 1932, 351 pages.

l'endettement : « *Les crises commerciales sont le résultat d'altérations profondes dans le mouvement du crédit... Qu'est-ce que le crédit, le simple pouvoir d'acheter en échange d'une promesse de payer ? ... La fonction d'une banque ou d'un banquier est d'acheter des dettes avec des promesses de payer... La pratique seule du crédit amène ainsi, par l'abus qu'on est porté à en faire, aux crises commerciales. Le crédit est le principal moteur, il donne l'impulsion; c'est lui qui, par la signature d'un simple effet de commerce, d'une lettre de change, donne une puissance d'achat qui paraît illimitée... Ce qui favorise le développement des affaires et la hausse des prix, c'est le crédit... Chaque échange d'un produit donne lieu à une nouvelle promesse de payer...* »⁶⁶¹.

C'est le pays qui aura été le plus enthousiaste à accueillir l'idée pernicieuse, distillée par l'oligarchie possédante, selon laquelle le marché livré à lui-même et laissé en totale liberté de fonctionner pourrait apporter le bonheur à tout le monde, qui sera le plus prompt, une fois son erreur mise à nu, à se repentir pour œuvrer dans le sens opposé à cet égarement. L'Amérique des années trente s'apprête à suivre son président paralytique, touché dans sa chair comme le pays meurtri l'est dans son économie, pour enfin faire autre chose. Ce changement dans la conduite des affaires du pays le plus puissant au monde est capital. Il va révolutionner la planète dans la mesure où il imprimera le mouvement de balancier, déjà évoqué par le père DUCHESNE, au détriment de la société des accapareurs et en faveur d'un retour vers le modèle harmonieux des origines, mouvement qui durera jusqu'à la fin du siècle. Ce changement devra beaucoup à cet homme qui va tout simplement inventer une nouvelle société dans laquelle les accapareurs ne régenteront plus ! Comment, à cet égard, ne pas mesurer encore le caractère extrêmement réducteur des idéologies et notamment de l'analyse marxiste qui n'appréhende dans tout le vingtième siècle qu'un seul et même capitalisme, alors que derrière ce vocable facile se cachent deux sociétés diamétralement opposées : celle de l'injustice et celle qui tend vers l'harmonie ? Comment ne pas se rendre compte que cette répartition sociologique inéluctable qui, comme une mécanique implacable, distribuerait les individus entre classes sociales, fait peu cas de la responsabilité individuelle ? Rien sans doute ne vouait Philippe Egalité à faire cause commune avec les montagnards, rien non plus ne prédisposait Franklin D. ROOSEVELT (1882-1945) à bâtir le premier le modèle de l'Etat interventionniste. Rien, sauf peut-être la révolte, l'envie irrépressible de changer une société injuste dans laquelle le petit nombre cherche à tenir la multitude asservie.

Cette crise de 1929 n'est donc, quant à son mécanisme intime, que la redite de celles qui jalonnent la société où sévissent les accapareurs. La seule différence réside dans les conséquences dramatiques sans précédent pour l'ensemble de la population et c'est, sans nul doute cet excès, qui va déclencher la révolte de la classe politique. On retrouve toujours le même comportement de la banque centrale, aux Etats Unis la *Réserve Fédérale*, elle aussi, comme l'était la *banque de France* outre Atlantique, aux seules mains des puissances financières. Le scénario pervers reste toujours le même. Par sa politique monétaire intéressée, la banque centrale, va d'abord inciter et nourrir la spéculation en laissant grandir la quantité de monnaie sur le marché notamment par le passage de l'étalon or (le *Gold Standard*) à l'étalon de change or (le *Gold Exchange Standard*) qui limite la conversion des monnaies⁶⁶². Les possesseurs de l'argent, en prêtant celui-ci,

⁶⁶¹ C. JUGLAR « *Des Crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats Unis.* », Guillaumin et compagnie, libraires éditeurs. 1862, 260 pages. 2ème édition, 1889.

⁶⁶² La guerre mondiale avait fait affluer l'or aux Etats Unis et le mouvement inverse s'amorça

renforcent ainsi à vitesse accélérée leur position de rentiers. Ludwig Von MISES (1881-1973) de l'Ecole autrichienne d'économie a montré comment, selon lui, la crise résultait d'une création monétaire effrénée dans les années 1920, ce qui a conduit à la constitution d'une bulle inflationniste qui fatalement devait éclater : « *L'effondrement – soutient-il – fut l'aboutissement fatal des pressions exercées pour abaisser le taux d'intérêt au moyen de l'expansion du crédit* ». Il va sans dire, à l'inverse, que lorsque l'économie, les entreprises et les banques, auront un fort besoin de crédit pour relancer l'activité, ils en seront privés, le risque étant la première aversion des prédateurs, ce qui conduira les agents économiques à l'asphyxie et l'ensemble de la population au chaos.

L'arrivée au pouvoir de Franklin Delano ROOSEVELT qui, élu en novembre 1932, prendra ses fonctions en mars 1933, va profondément changer la nature même de la société américaine et avec elle toutes les autres sociétés occidentales. La situation, quand il accède au pouvoir, est d'une gravité extrême. Le chômage n'a cessé de croître depuis le début de la décennie. Il atteint 9% en 1930 et, en 1933, ce sont 13 millions de personnes qui sont sans emploi ce qui n'est pas sans entraîner des manifestations de la faim, comme en mars 1930 où 350000 personnes défilent dans les rues de New-York. L'effondrement de 60% des prix agricoles va amener la ruine de toujours plus de fermiers, notamment des Grandes Plaines, avec comme conséquence un afflux massif de ces personnes vers les Etats de l'Ouest. Dans ce pays libéral s'il en est, l'influence communiste progresse dans les milieux populaires⁶⁶³. Au moment où le nouveau président accède à l'investiture, le taux de chômage atteint le chiffre record de 24,9% et l'Amérique compte alors deux millions de personnes sans abri⁶⁶⁴. Le nouvel élu ne restera pas les bras croisés, contrairement à son prédécesseur Herbert HOOVER (1874- 1964) que ses adversaires démocrates surnommaient le « *Do nothing* » et qui avait déclaré le lendemain du jeudi noir : « *Les activités fondamentales du pays reposent sur des bases saines, très prometteuses pour l'avenir.* ». La volonté du nouveau locataire de la Maison Blanche s'affirme dès le discours d'investiture⁶⁶⁵ : « *Les cours des valeurs sont tombés à un niveau unimaginable ; les impôts se sont élevés ; nos possibilités de paiement se sont effondrées ; les moyens d'échange sont bloqués dans les canaux gelés du commerce ; les feuilles sèches de l'industrie jonchent partout le sol ; les fermiers ne trouvent plus de marchés pour leurs produits ; les économies amassées pendant de nombreuses années par des milliers de familles ont disparu. Plus important encore : une foule de chômeurs ont à résoudre le terrible problème de l'existence, et un nombre tout aussi grand peine durement pour un salaire de misère. Seul un optimisme insensé peut nier les sombres réalités du moment. Pourtant, notre détresse ne provient pas du manque de ressources. Nous ne sommes pas frappés par la plaie des sauterelles. La nature nous offre toujours ses largesses et les efforts humains les ont multipliées. L'abondance est à notre porte (...) Notre plus grande tâche, la première, est de remettre le peuple au travail. Ce n'est pas un problème insoluble si nous l'affrontons avec sagesse et courage. Elle peut s'accomplir en partie*

après le conflit, tendant à vider les caisses des banques de leur métal précieux. Le passage du *Gold Standard* au *Gold Exchange Standard* permettait ainsi de ne pas ajuster les stocks d'or des banques centrales avec les devises qui quittaient le pays.

⁶⁶³ Voir en particulier l'ouvrage de Jacques BINOCHE « *Histoire des Etats Unis.* », éditions Ellipse Marketing, collection : « *Essentiels de civilisation* », 2003, 256 pages.

⁶⁶⁴ Voir Lester V. CHANDLER « *America's Greatest Depression 1929-1941.* », éditions Harper and Row, New-York, 1970, page 24 et suivantes.

⁶⁶⁵ F.D. Roosevelt, discours inaugural du 4 mars 1933.

par une embauche directe par le gouvernement, en agissant comme en cas de guerre, mais en même temps en réalisant par cette embauche les travaux les plus nécessaires pour stimuler et réorganiser l'usage de nos ressources naturelles. On peut travailler à cette tâche par des efforts précis pour élever les prix des produits agricoles, et avec eux le pouvoir d'achat qui absorbera la production de nos cités. On peut y travailler en mettant un terme réel à la tragédie de la disparition croissante de nos petites entreprises et de nos fermes. (...) On peut y travailler en unifiant les activités de secours qui souffrent encore aujourd'hui de dispersion, de gaspillage et d'inégalité. On peut y travailler en établissant un plan national et une surveillance de toutes les formes de transports et de communications et d'autres activités qui présentent nettement un caractère de service public. On peut y travailler de bien des manières, mais jamais seulement en paroles. Il nous faut agir et agir vite. ».

Il n'est plus alors question de laisser le pays dans les mains des prédateurs, quand le mouvement qu'ils imposent conduit au néant. L'Etat va quitter sa position minimaliste et attentiste à côté du marché où l'on voulait le reléguer et, tel Hercule nettoyant les écuries d'Augias, il se met en plein milieu et devient interventionniste. Le chômage et son cortège de misères, si justement décrits dans les romans de John Ernest STEINBECK (1902-1968), ne sont pas supportables et il ne saurait être question d'attendre que des accapareurs sans scrupules aient réussi à réparer leur jouet. Il revient désormais à la puissance publique de prendre en charge la régulation de l'économie mais c'est aussi alors, en filigrane, la condamnation ferme et définitive du postulat selon lequel la pauvreté ne relèverait que de la seule responsabilité personnelle des individus. Le programme du nouveau président porte un nom qui veut tout dire : « *new deal* » (« nouvelle donne »), nom emprunté au titre de l'ouvrage de l'économiste Stuart CHASE (1888-1985), publié en 1932. Celui-ci ne cherche plus conseil et assistance auprès des puissances de l'argent, il s'appuie sur une équipe de jeunes techniciens, on dira bientôt technocrates, réunis dans un « *brain trust* ». L'intervention étatique est spectaculaire à la hauteur de toutes les espérances. Dès le lendemain de son investiture, les banques sont fermées d'autorité pendant quatre jours dans le but de faire cesser la panique que n'ont pas manqué de créer les faillites successives, la réouverture étant conditionnée à la possibilité de rembourser les créanciers. Dans le même temps, il est mis en place un embargo sur l'exportation de l'or et le mois suivant le système de l'étalon or est abandonné. La crise agricole, sans précédent quant à son importance, requiert des mesures énergiques. Ce sera l'objet de l'*Agriculture Adjustment Act (AAA)*. La finalité est d'accroître les prix des produits agricoles et de mettre fin à la surproduction et aux catastrophes qu'elle entraîne aussi, pour ce faire, des compensations financières sont accordées en échange de la diminution des surfaces en culture, tandis qu'une aide est prévue pour désendetter les paysans. Mais le plus spectaculaire reste assurément la mise en place de la compagnie gouvernementale de la *Tennessee Valley Authority (TVA)* dont la finalité est la réduction du chômage par une politique de grands travaux : ainsi en aménageant la vallée du Tennessee, ravagée régulièrement par des inondations, au moyen de l'édification de grands barrages qui produiront suffisamment d'électricité pour plusieurs millions d'habitants, c'est aussi une diminution des chiffres catastrophiques du chômage qui est permise. Mais il convient également, pour enrayer la crise économique, de faire repartir l'économie et ce sera notamment la mission de la *National Industrial Recovery Act (NIRA)* destinée au redressement industriel par l'amélioration du comportement des entreprises dans le domaine de la concurrence, au moyen d'accords entre les différents groupes sur les prix, les salaires et la durée du travail. Enfin, à l'instar de POINCARÉ en France, le dollar est dévalué de près de 41%, le 30 janvier 1934. Plongée dans la *Grande Dépression* où l'a précipitée l'égoïsme des accapareurs, voici qu'une

Amérique meurtrie, mais pragmatique, découvre d'un coup et s'en va l'enseigner au monde entier que ce n'est pas la loi de la jungle qui apportera le bonheur aux hommes, mais bien l'intérêt commun qui s'exprime dans l'Etat. Tout paraît soudain devenir possible et, dans à peine plus de trente ans, le pays s'offrira la lune !

C'est bien un changement de société qui voit le jour et, avec lui, un nouveau rapport de forces. Dans la libérale Amérique il apparaît clairement désormais que la classe politique impose son vouloir à celle des accapareurs. L'implication personnelle du nouveau président, entouré de son équipe de spécialistes, est évidente mais il est certain aussi que la mobilisation populaire y participe pour beaucoup. Dans le même temps, l'illusion exprimée à la veille de la crise, par les mots optimistes du président HOOVER évoquant « *avec l'aide de Dieu* », la prospérité de tous, apparaît dans toute sa chimérique dimension. Il devient évident aux yeux de chacun que le marché, laissé au bon vouloir des accapareurs, ne pouvait apporter la fin de la pauvreté et de l'insécurité sociale et que, seule une politique volontariste, comme celle que le président ROOSEVELT met en oeuvre, est susceptible de le faire. Déjà l'Amérique met en place un système de retraite et de protection sociale posant ainsi les jalons de ce qu'on allait bientôt appeler l'Etat providence. Mais il est encore une dimension essentielle dans cette « *nouvelle donne* » qu'impose le nouveau président, c'est la volonté de faire « *payer les riches* » ou, tout simplement, la mise en application d'une vraie politique d'harmonie sociale qui passe par l'impôt. Celui-ci devient le moteur de la grande réforme sociétale en même temps que le moyen de punir les accapareurs de leurs méfaits, ce que ne manque pas de souligner le professeur d'économie Thomas PIKETTY : « *Pour punir les élites financières qui se sont enrichies tout en conduisant le pays au bord du gouffre, et aussi pour contribuer au financement d'une gigantesque expansion de l'Etat fédéral, il (le président ROOSEVELT) décide ainsi en quelques années de porter à 80 % – 90 % les taux d'imposition applicables aux revenus et aux successions les plus élevés, niveau où ils se maintiendront pendant près d'un demi-siècle* »⁶⁶⁶. C'est véritablement l'adoption d'un système fiscal redistributif qui marque la société nouvelle qui va porter le nom d'Etat providence. Tant que celui-ci subsistera, il deviendra difficile à la caste des prédateurs d'imposer ses vues à l'ensemble de la société mais son abandon marquera, comme un symbole, le retour en force de l'accaparement comme le remarque encore Thomas PIKETTY : « *Après la crise de 1929, en réaction aux élites économiques et financières qui s'étaient enrichies tout en conduisant le pays à la crise, la réponse de Roosevelt fut autrement plus brutale. Le taux de l'impôt fédéral sur le revenu applicable aux revenus les plus élevés fut porté de 25 % à 63 % en 1932, puis 79 % en 1936, 91 % en 1941, niveau réduit à 77 % en 1964, et finalement à 30 % – 35 %, au cours des années 1980-1990, par les administrations Reagan-Bush (... Pendant près de cinquante ans, des années 1930 jusqu'en 1980, jamais le taux supérieur ne descendit au-dessous de 70%, et il fut en moyenne de plus de 80%. Dans le contexte idéologique actuel, où le droit de toucher des bonus et parachutes dorés de plusieurs dizaines millions d'euros sans avoir à payer plus de 50% d'impôt a été promu au rang des droits de l'homme, beaucoup jugeront cette politique primaire et spoliatrice. Elle a pourtant été appliquée pendant un demi-siècle dans la plus grande démocratie du monde – visiblement sans empêcher l'économie américaine de fonctionner. Surtout, elle avait le mérite de réduire drastiquement les*

⁶⁶⁶ T. PIKETTY « *OBAMA-ROOSEVELT, une analogie trompeuse* », article du quotidien *Libération* du 20 janvier 1989.

*incitations des dirigeants des entreprises à se servir dans la caisse au-delà d'un certain seuil. »*⁶⁶⁷.

Si au lieu d'extrapoler des théories, de resasser toujours les mêmes vieilles lunes, de dissenter à perte de vue sur la « *crise systémique contemporaine du capitalisme* », on prenait simplement la mesure du changement qui est intervenu à partir de la *Grande Dépression*, on se remémorait l'essor de cette société plus harmonieuse et sans crise qui s'est imposée à partir de la seconde guerre mondiale et la rupture aussi brutale qu'inexplicable qui apparaît dans la décennie 1970-1980, alors peut-être que les vrais partisans de plus de justice trouveraient plus aisément la voie à suivre pour imposer enfin le changement qu'espère l'immense majorité de la population. Si au lieu de pleurnicher sur son sort, de s'en prendre à son semblable ou de jalouser le petit plus du voisin de palier, on interrogeait simplement la génération du *baby boom* pour lui demander seulement comment on vivait dans les années cinquante, soixante ou soixante dix, alors peut-être on commencerait réellement à comprendre que ce n'est pas dans les circonvolutions de quelque loi sociologique que se trouve la cause des malheurs du temps, mais bien dans le complot que dénonce le père DUCHESNE, ourdi par les accapareurs et leurs valets serviles. Mieux que toute analyse, plus fort que toute démonstration ne suffit-il pas en effet de se rendre compte que, si à un âge d'or a succédé une suite ininterrompue d'années noires, ce n'est pas là œuvre de la providence mais bien volonté délibérée de quelques uns !

Les « Trente Glorieuses » : la « révolution silencieuse » en marche.

Tout le monde s'accorde à évoquer les belles années de la croissance ininterrompue qui a duré trente ans, mais jamais personne ne songe à se demander pourquoi cette période faste a soudain cessé d'être ! La réponse est pourtant évidente et si nul n'aborde ce sujet aujourd'hui, il ne faut y voir que tout l'effet pernicieux de la propagande ambiante. Si la société a particulièrement bien fonctionné durant les trois décennies qui ont fait suite à la seconde guerre mondiale cela tient au seul fait que la répartition des richesses se faisait, non au profit d'une petite oligarchie, mais du plus grand nombre. Il n'y a assurément aucun mystère, aucune raison subtile, aucun précepte économique encore mal maîtrisé, il n'y a que le résultat d'un rapport de forces et la simple statistique se montre, en elle-même suffisamment éloquente. Si l'on prend en considération le salaire ouvrier français, on s'aperçoit qu'entre 1820 et 1994, celui-ci a été multiplié par 7,5, ce qui ne représente qu'une augmentation moyenne de 1,1% par an mais une analyse plus fine des chiffres permet de cerner une toute autre réalité qui correspond d'ailleurs curieusement avec l'évolution de la société telle que cherche à la décrire le père DUCHESNE. Les études statistiques qui ont été conduites comme celle de Olivier MARCHAND et Claude THELOT⁶⁶⁸ du CNRS permettent de mettre en évidence plusieurs phases bien distinctes. Ainsi, alors que de 1820 à 1855, les salaires, dont l'essentiel du montant est consacré à l'alimentation, sont stables voire même régressent, la période de 1856 à 1906, certes plus bénéfique dès lors qu'elle correspond à une hausse constante des rémunérations, celle-ci reste cependant bien

⁶⁶⁷ T. PIKETTY « *Faut-il sauver les banquiers ?* », article du quotidien *Libération* du 30 septembre 2008.

⁶⁶⁸ O. MARCHAND et C. THELOT « *Deux siècles de travail en France. Population active et structure sociale, durée et productivité du travail.* », Etudes INSEE, Paris, 1991 ; des mêmes auteurs « *Le travail en France : 1800-2000* », éditions Nathan, collection « *Essais et Recherche* », 1998.

modeste avec une progression annuelle de l'ordre de 1,4%⁶⁶⁹. La période de 1907 à 1946, si elle est plus favorable en raison notamment de la baisse du temps de travail ne donne lieu cependant qu'à une augmentation quasi-insignifiante de l'ordre de 0,3% par an. Il en est tout autrement de la période des « *Trente Glorieuses* » (1946-1976) durant laquelle la progression totale est de 230% soit une hausse moyenne de 4% l'an, ce qui correspond à plus qu'un triplement du pouvoir d'achat. La période qui suit, quant à elle marque un retour à une progression annuelle inexistante car elle n'est en moyenne, de 1976 à 1994, que de 0,4% par an. C'est donc bien une nouvelle ère qui vit le jour pendant trente années pour le mieux être du plus grand nombre.

Tout sépare cette période de l'après-guerre de la notre, comme d'ailleurs de celle qui l'a précédée. Tout, à commencer par la pensée économique, qui tend alors à se concentrer sur une référence unique, un nom aux sonorités de vieillesse Angletterre mais porteur de changements incommensurables : John Maynard KEYNES (1883-1946). La période de croissance ininterrompue de l'après-guerre est intrinsèquement liée au keynésianisme qui, plus qu'une explication théorique de la sphère économique, est avant tout une théorie de sortie de crise reposant sur l'idée simple que cette dernière ne peut reposer que sur une intervention de l'Etat dans l'activité économique. KEYNES remet en cause le modèle libéral dominant. Celui-ci liait la demande à l'offre autour du postulat suivant : une augmentation de l'offre finit toujours par créer une augmentation de la demande. Principe, ô combien mis à mal par la crise de 1929, qui voit cohabiter surproduction sans augmentation de la demande. KEYNES suggère alors que l'offre des entreprises est conditionnée par les profits que celles-ci attendent dans le futur : leur investissement est ainsi déterminé par la conviction que l'offre future qu'ils vont créer pourra être écoulee en couvrant le coût investi, déterminé par le taux d'intérêt. Les ménages, quant à eux, arbitrent entre consommation et épargne en fonction, non du taux d'intérêt, mais de leurs seuls revenus. Ainsi l'offre et la demande ne reposent pas sur les mêmes données et, c'est bien ce décalage qui, selon KEYNES, explique la crise de 1929. La théorie classique, quant à elle, voyait dans le taux d'intérêt un prix de marché déterminé par l'offre et la demande. L'économiste britannique soutient que c'est la « *préférence pour la liquidité* »⁶⁷⁰ qui traduit l'optimisme ou le pessimisme des ménages et influe donc sur l'offre de capitaux. Si cette préférence est élevée, il faudra faire monter les taux d'intérêts pour les rendre plus attractifs afin que les ménages consentent à prêter leur argent aux entreprises. A l'inverse, il suggère alors de baisser les taux d'intérêts pour relancer la demande et permettre aux Etats de mener des politiques de grands travaux afin de résorber le chômage. C'est la persistance, après la crise de 1929, du chômage de longue durée en Grande Bretagne qui a inspiré à l'auteur sa théorie⁶⁷¹ et la « *révolution keynésienne* » tient en cette idée, jugée alors hétérodoxe, que les seules forces du marché et notamment la flexibilité des salaires et la baisse des taux d'intérêt, sont incapables de réaliser le plein emploi qui ne peut être atteint que si la demande globale est suffisamment élevée pour que l'embauche des salariés disponibles et l'investissement des sommes épargnées soient rentables,

⁶⁶⁹ Voir Robert BOYER « *Les salaires en longue période* », in *Economie et Statistiques*, 103, 1978, pages 27-57 et R. BOYER « *Wage Formation in Historical Perspective: The French Experience.* », in *Cambridge Journal of Economics*, 3, 1979, pp. 99-118.

⁶⁷⁰ Concept clé dans la théorie keynésienne selon lequel les acteurs économiques préfèrent la *liquidité* (c'est-à-dire l'épargne la plus aisément disponible) aux autres formes de richesse.

⁶⁷¹ Voir son oeuvre maîtresse : J. M. KEYNES « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* » (1936), éditions PAYOT, collection « *Bibliothèque scientifique PAYOT* », 1988, 388 pages.

ce qui suppose que l'Etat intervienne, notamment sous forme de travaux publics, pour rétablir le plein emploi. L'Etat doit ainsi redistribuer les revenus, que le marché tend à répartir inéquitablement, au profit des classes sociales les plus défavorisées. Ce n'est pas seulement par souci d'équité que cette priorité doit être consacrée, mais aussi parce que ces catégories ont la *propension à consommer* la plus élevée⁶⁷². L'Etat a également pour mission, selon KEYNES, de conduire la politique monétaire, les faibles taux d'intérêt favorisant l'investissement. La distribution du pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires ou des prestations sociales, mais aussi les dépenses publiques, ont pour effet d'augmenter la demande effective qui elle détermine le niveau de la production et, par conséquent, de l'emploi. Toute médaille à son revers et la fin du mythe du marché omniscient qu'impose KEYNES met aussi désormais les pouvoirs publics interventionnistes en face de deux maux : l'inflation et le chômage, le choléra et la peste. Le second apparaît toutefois comme le mal absolu, le cancer du tiers exclus, car il prive le Peuple jusqu'à son droit premier de vivre en société. Il est à lui seul la preuve par l'absurde que le marché où sévissent les accapareurs ne saurait, contrairement à une propagande intéressée, apporter la prospérité à tous. Comment croire qu'un processus reposant sur l'inégalité puisse aboutir à l'égalité dans l'opulence ? Un monde dans lequel règnent en maîtres les accapareurs ne peut que conduire, par une logique arithmétique élémentaire, à l'appauvrissement du plus grand nombre et ne tendre, chaque jour davantage, qu'à écarter de plus en plus de citoyens du circuit de distribution des richesses. La crise de 1929 n'aura été, à cet égard, qu'un accélérateur d'une tendance profonde. Que penser du deuxième mal identifié, l'inflation ? La réponse paraît assurément plus nuancée. S'il ne peut être nié que l'inflation exerce un effet perturbateur en rendant difficile, voire aléatoire, toute anticipation, il reste que, s'il ne peut être accordé le moindre crédit au chômage, l'inflation quant à elle présente des aspects bénéfiques. Ainsi, après la distribution primaire et aveugle du marché, dont on sait l'injustice, corrigée désormais par le rôle joué par l'Etat interventionniste, n'apparaît-elle pas un peu comme une distribution tertiaire qui profite encore aux plus modestes ? Ceux-ci en effet, dès lors qu'ils se sont endettés, vont voir, grâce à l'inflation qui rogne la valeur de la monnaie, leurs remboursements réduits d'autant et, mécaniquement dans le même temps, le rentier, qui thésaurise de manière stérile, constate que sa fortune perd un peu plus chaque jour de son insolence. La génération des baby-boomers le sait bien, elle qui a pu se constituer un patrimoine immobilier, dans les années soixante et soixante dix, tandis que cette perspective devient pour leurs enfants et petits enfants de plus en plus illusoire !

KEYNES n'a pas fait le New Deal, il l'a seulement accompagné et rétroactivement justifié. Il a, mieux que quiconque, théorisé le passage d'un Etat gendarme à un Etat interventionniste et donné aux nouveaux dirigeants des pays du bloc occidental, les outils qui leur manquaient pour relever les nouveaux défis qui se présentaient à eux, c'est-à-dire pour corriger le caractère inéquitable du marché. Ce faisant il a aussi largement contribué à faire de l'économie une science presque exacte. Le souvenir des interventions étatiques d'inspiration keynésienne reste présent dans les mémoires. Il a imposé cette vision d'une machine économique assimilable à une automobile, dont le moteur porterait le nom de demande, et qui invite, quand elle se trouve arrêtée sur le bord de la route ou roulant à un désespérant ralenti, à une accélération salutaire, à introduire à nouveau du mélange dans les cylindres, à faire parvenir de l'argent aux agents

⁶⁷² La *propension à consommer* dans la théorie de KEYNES est la part moyenne du revenu qu'un ménage consacre à la consommation. Elle s'oppose à la *propension à épargner* qui, comme son nom l'indique, et la part consacrée à l'épargne.

économiques pour faire repartir la production et réduire le chômage. On se souvient également du cercle vertueux de l'*effet multiplicateur* : la baisse du chômage entraînant l'augmentation des revenus et, avec elle, les moyens d'acquérir encore plus, multipliant ainsi les possibilités premières. Cette pensée nouvelle, pragmatique s'il en est, est aussi aux antipodes de la vision monétariste sclérosante reposant exclusivement sur la sacralisation de l'outil monétaire et, la perception strictement comptable des finances publiques, prônée quelques décennies auparavant n'a plus lieu d'être. L'obsession qui prévalait à l'ère libérale d'imposer, coûte que coûte, à l'Etat et aux personnes publiques un budget en strict équilibre, cette conception comptable si réductrice cède le pas à la notion d'équilibre général de l'économie. L'existence du chômage n'est-il pas précisément le signe que celui-ci est en péril et exclut, de ce fait, tout fétichisme comptable. Qu'importe, pour la bonne cause, de dépenser provisoirement plus que l'on engrange dans un déficit budgétaire bien compris dès lors que cet excédent appelle lui-même son propre remède : le chômage vaincu, il sera alors temps de réduire la surchauffe et l'inflation qu'elle entraîne en optant pour l'excédent et en engrangeant plus de prélèvements obligatoires qu'on ne consent de dépenses, en juste compensation des choses ce qui ne manquera pas de réduire la frénésie des échanges et contribuera largement à dégonfler la masse monétaire pour la mettre en meilleure adéquation avec la masse des biens. Le déficit pratiqué précédemment s'en trouve, du même coup réduit, grâce à cette politique, qualifiée fort justement de « *stop and go* ».

Cet Etat providence qui apparaît n'est pas que le fruit de la grande crise de 1929, ses racines sont plus profondes. Le professeur de droit Alain SUPLOT a montré en particulier combien il a été inspiré par la doctrine sociale de l'Eglise, formalisée par le pape Léon XIII dans l'encyclique « *Rerum Novarum* », laquelle légitime déjà la tutelle de l'Etat sur l'économie⁶⁷³. Le poids de la première guerre mondiale est aussi important dans l'édification d'une nouvelle conception de l'Etat, non seulement en imposant l'idée de direction de l'ensemble de l'économie qui fut la règle pendant le conflit, mais aussi comme moteur et garant de l'instauration d'une protection sociale, comme l'a montré Pierre ROSANVALLON : « *L'histoire moderne de la Sécurité sociale est inséparable du renforcement du lien civique provoqué par les deux grandes guerres du siècle* »⁶⁷⁴ qui cite notamment les propos du député Laurent BONNEVAY, le 17 avril 1930, lors de l'adoption de la première loi sur les assurances sociales : « *(la loi) est née, au lendemain de la guerre, de la solidarité qui s'était affirmée entre les différentes classes sociales, de la volonté d'accorder à ceux qui avaient défendu la patrie dans les tranchées l'aide nécessaire dans les mauvais jours ; du souvenir des efforts qu'ils avaient accomplis ; d'une grande idée de solidarité nationale.* ». Le pas décisif sera franchi durant le second conflit mondial, notamment sous l'impulsion des travaux du parlementaire britannique William BEVERIDGE (1879-1963) qui, dans son célèbre rapport rendu public en 1942⁶⁷⁵, préconise de redéfinir le rôle de l'Etat pour l'après-guerre en lui confiant la mission de « *libérer l'homme du besoin* » par l'instauration d'un système généralisé, centralisé et universel visant à protéger le citoyen de ce qu'il nomme les « *cinq grands maux* » : la pauvreté, l'insalubrité, la maladie, l'ignorance et le chômage. Deux ans

⁶⁷³ Voir A. SUPLOT « *A propos d'un centenaire : la dimension juridique de la doctrine sociale de l'Eglise* » in la revue « *Droit Social* » du 12 décembre 1991 page 916.

⁶⁷⁴ P. ROSANVALLON « *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence.* », éditions du SEUIL, 1995, 223 pages, page 50.

⁶⁷⁵ W. BEVERIDGE « *Report to the Parliament on Social Insurance and Allied Services* » (« *Rapport au Parlement sur la sécurité sociale et les prestations connexes.* »).

plus tard, il consacrera un autre rapport⁶⁷⁶ à ce dernier fléau qu'il considère comme le risque majeur, aussi assimile-t-il le devoir de l'Etat d'établir le plein emploi à une de ces missions réaliennes : « *Ce doit être une fonction de l'Etat que de protéger ses citoyens contre le chômage de masse, aussi définitivement que c'est maintenant la fonction de l'Etat que de protéger les citoyens contre les attaques du dehors et contre les vols et les violences du dedans.* »⁶⁷⁷.

C'est, du fond de la tourmente, le *Conseil National de la Résistance* qui, dans la *France Libre*, reprend les idées de BEVERIDGE ce qui aboutira, en 1945, à la création de la *Sécurité Sociale* dont le projet doit beaucoup aux travaux de Pierre LAROQUE (1907-1997). Un an plus tard la nouvelle constitution de la quatrième République consacre une obligation constitutionnelle d'assistance financière de la collectivité envers les personnes exposées aux risques sociaux les plus graves⁶⁷⁸. Ce nouveau modèle social s'inscrit, en tous points, comme le négatif du précédent. Face un Etat squelettique, volontairement affaibli afin de préserver le vrai pouvoir là où celui-ci veut se maintenir, c'est à dire dans la frénésie de l'accaparement, l'Etat nouveau garantit à tous le bien-être. C'est une mutation profonde de celui-ci qui s'opère. En effet, dès lors que KEYNES a mis en évidence la nécessité de corriger le jeu du marché par des interventions de la puissance publique, la gestion des affaires publiques prend un tout autre sens et s'impose avec une plus grande clarté. Il n'y a plus de place pour la croyance irraisonnée, que voulaient imposer les accapareurs pour mieux duper les Peuples, que la vérité se nicherait dans la « *main invisible* » qui toujours conduit au mieux le marché. Au mysticisme succède le pragmatisme et seules comptent désormais les techniques que l'Etat régulateur utilise pour corriger celui-ci et, si les résultats ne sont pas parfaitement conformes aux espérances, cela tient uniquement à ce tel ou tel élément n'a pas été parfaitement pris en compte avec, en filigrane, l'idée que les lois de l'économie, comme celles de la nature, sont immuables. Le modèle, dès lors qu'il est perfectible, deviendra forcément un jour parfait. Cette nouvelle conception du rôle de l'Etat correspond à la naissance de la mystique technocratique dans les pays occidentaux et l'idée que, finalement, il n'est pas d'alternative à la science, sauf à sombrer dans l'obscurantisme, et ainsi, de la libérale Amérique à l'Italie néo-communiste, en passant par la partie sociale démocrate du nord de l'Europe, tout le monde, dans le bloc occidental, met, avec bonheur, les théories de KEYNES en application.

En apparence deux blocs s'opposent et, s'il est vrai que comme le constatait CHURCHILL : « *De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent* »⁶⁷⁹, il n'en demeure pas moins que, jamais peut-être l'harmonie du monde n'aura été si proche, que durant ces trois décennies qui vont succéder à la seconde guerre mondiale, en dépit des avatars de la guerre froide. Tout se passe en effet comme si, à l'échelle du

⁶⁷⁶ W. BEVERIDGE « *Full Employment in a Free Society.* » (« Du travail pour tous dans une société libre. », 1944.

⁶⁷⁷ Cité dans l'ouvrage de Pierre ROSANVALLON « *La crise de l'Etat-providence.* », éditions du SEUIL, 1981, page 148.

⁶⁷⁸ Préambule de la constitution de 1946, alinéa 10 et 11 : « *La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.* ».

⁶⁷⁹ Phrase extraite du fameux discours de Fulton prononcé par Winston CHURCHILL, le 5 mars 1946, souvent cité comme le premier acte de la guerre froide du côté occidental.

monde, le collectif prenait soudain le pas sur l'individuel et cette vision n'est pas, et de loin, propre au bloc de l'Est au point que l'on puisse croire à une théorie de la convergence. Dans le bloc soviétique, un régime qui se réclame du marxisme a permis de mettre en place une société totalement administrée qui ignore le chômage et où chacun, loin de trouver satisfaction de tous ses besoins, se voit néanmoins garantir une sécurité minimale. Cependant la théorie marxiste peine désormais à décrire une société occidentale de l'exploitation, quand la détention des moyens de production tend à se collectiviser, soit de manière directe par le biais des nationalisations, soit de manière indirecte par la détention éclatée du capital des entreprises. L'affrontement des deux blocs n'est pas une lutte à mort et, finalement, la guerre froide porte mal son nom ! Il n'est pas question, comme dans toute relation réellement belliqueuse, de vouloir détruire l'autre et les conflits armés restent très localisés et se greffent toujours sur d'autres rivalités. En réalité le monde occidental et le monde communiste, constatant qu'ils oeuvrent de conserve vers le même objectif qui est le mieux être de leurs masses, jouent à se concurrencer et non à se détruire. Cependant, ignorant l'un comme l'autre, la démocratie vraie, aucun ne pourra obtenir simultanément l'égalité et la liberté : les avancées de la première à l'Est seront largement compensées par le triomphe de la seconde à l'Ouest. L'un opte pour une voie, le bloc de l'est privilégie l'égalité et la culture des masses. Le métro de Moscou et les œuvres d'Alexandre POUCHKINE dans la bibliothèque de l'ouvrier sidérurgiste feront pourtant pâle figure à côté du culte de la « bagnole », du rock-and-roll ou de « *Salut les copains* »... Et le plus planificateur n'est d'ailleurs pas toujours celui à qui l'on pense, comme le montre l'ultime exutoire de la mal nommée guerre froide qui va voir s'affronter, pendant douze ans, les deux grands dans la course à la lune. Après l'affront du *spoutnik* en 1957 et l'envol de Youri Alekseïevitch GAGARINE (1934-1968) quatre ans plus tard, la *mer de la tranquillité* ne sera livrée aux américains qu'au prix d'une centralisation des moyens toute soviétique, sous la houlette de la NASA, tandis que de l'autre côté on multiplie les organismes qui jouent à se concurrencer !

Ainsi, par la puissance d'une théorie économique qui tend à s'imposer comme une évidence, l'Etat, devenu providence, gagne en lisibilité. Certes la réalité du tiers exclus demeure et celui-ci n'a pas davantage que par le passé la possibilité d'une réelle expression démocratique, mais au moins les choses deviennent claires : les accapareurs, même s'ils demeurent présents, semblent désormais placés sur la salutaire voie de l'extinction, ne serait-ce que par le biais d'un système fiscal qui tend progressivement à niveler les fortunes, notamment par l'intermédiaire de l'impôt progressif sur le revenu. Le modèle de la société de l'accaparement est en crise et, fort logiquement alors, le niveau de vie des masses augmente. C'est à Jean FOURASTIE (1907-1990) qu'on doit d'avoir dressé le portrait de cette France de la prospérité qui, de 1946 à 1975, va connaître un processus jusqu'alors inconnu de modernisation de son économie mais aussi de transformations sociales. Cet économiste, témoin privilégié dans la mesure où il a été conseiller au *Commissariat au Plan* a montré, dans un ouvrage publié en 1979⁶⁸⁰, que c'est bien une véritable révolution qu'a connu le pays durant ce laps de temps. Deux villages que tout oppose, celui de Madère, agricole et traditionnel dont « *Tous ses habitants sont chrétiens (...). La plupart des autres éléments du niveau de vie et du genre de vie (...) sont restés très proches de ce qu'ils étaient aux XIX^e siècle* » et celui de Cessac dont « *Les habitants (...) ont tous les caractères sociologiques des citoyens d'un pays très développé (...) Le groupe dominant est tertiaire* » sont

⁶⁸⁰ J. FOURASTIE « *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975* », éditions FAYARD, PARIS, 1979, 299 pages.

en réalité un « *seul et même village de DOUELLE EN QUERCY saisi à deux dates différant de trente années et décrit à l'aide des recensements de ces deux dates : 1946 et 1975.* ».

Le nouveau modèle économique qui se met en place dans le pays à la Libération, associe à la fois impulsions publiques et initiatives privées. Il connaîtra son apogée durant les années 1960, « *point d'orgue des Trente Glorieuses* » pour reprendre l'expression de l'historien Jean François SIRINELLI⁶⁸¹. La volonté de puiser dans toutes les ressources du pays amène une politique volontariste afin de mobiliser tous les acteurs. La mise en place de structures spécialisées, comme Le *Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET)* en 1944, le *Commissariat à l'Energie Atomique (CEA)* en 1945 ou encore le *Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)* en 1961, offriront à la nation des outils pour lui permettre de développer des technologies nationales, comme la *filière graphite-gaz* dans le domaine du nucléaire civil ou le *SECAM* pour la télévision, sans que pour autant la coopération avec les autres grandes nations soit négligée, comme le montre la création de L'*Association Française pour l'Accroissement de la Productivité* qui organise, à partir de 1948, plus de 250 missions aux Etats Unis. L'ouverture des frontières est par ailleurs poursuivie par les discussions sur les accords douaniers dans le cadre du *GATT*⁶⁸², à partir de 1947, ou encore les accords de stabilité monétaire dans le cadre du système de *Bretton Woods*. Ainsi, contrairement à une idée volontiers véhiculée par la propagande des accapareurs toujours soucieuse de diaboliser la période de l'Etat-providence, la coopération internationale était une réalité dans la période de l'après-guerre ce qui n'était d'ailleurs pas sans générer quelques problèmes. La France a en effet connu pendant toute cette période un climat d'inflation quasi-permanent qui, par conséquent, gênait ses importations et pesait sur sa balance commerciale mais, là encore, la politique volontariste des pouvoirs publics est parvenue, notamment par des dévaluations compétitives⁶⁸³, à enrayer les inconvénients.

Ce volontarisme qu'évoque le père DUCHESNE trouve sa parfaite illustration dans le modèle original de planification qui est mis en place, à compter de 1946, avec la création du *Commissariat Général au Plan* confié à Jean MONNET (1888-1979), qui repose sur une concertation permanente entre l'ensemble des acteurs économiques et sociaux avec pour seul objectif, la croissance. Les résultats sont à la hauteur des espérances : le niveau de production de 1929, le plus élevé de l'entre-deux-guerres, est atteint dès 1948 et dépassé du quart deux ans plus tard. Le volontarisme s'exprime aussi par les nationalisations visant au contrôle par l'Etat d'un certain nombre de secteurs clés comme l'énergie, avec la création des *Charbonnages de France (CDF)*, d'*EDF* et de *GDF*, l'assurance et les quatre grandes banques de crédit⁶⁸⁴. La notion d'intérêt national amène l'Etat à renforcer des secteurs stratégiques de l'économie comme la sidérurgie, alors en pleine croissance, mais confrontée à des coûts élevés et surendettée. C'est l'objet de la *convention Etat-sidérurgie*, signée en 1966, qui aboutira à la création d'un pôle lorrain (*De Wendel-Sidelor*), d'un pôle nordiste (*Usinor*) et d'un pôle aciers spéciaux (*Creusot-Loire*). De semblables politiques audacieuses sont mises en place au profit de la construction navale ou de la technologie de pointe comme l'industrie française des calculateurs scientifiques et des ordinateurs avec l'adoption du *plan calcul* et le soutien à la *Compagnie internationale*

⁶⁸¹ Voir J.F. SIRINELLI « *Comprendre le XX^e siècle français* », éditions FAYARD, PARIS, 2005, 527 pages.

⁶⁸² *General Agreement on Tariffs and Trade*, ancêtre de l'*Organisation Mondiale du Commerce*.

⁶⁸³ On dénombre huit dévaluations du franc de 1948 à 1969.

⁶⁸⁴ *Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir National d'Escompte de Paris* et *Banque Nationale de commerce et d'industrie (BNCI)*

d'informatique (CII), constituée en 1967. Les résultats sont particulièrement spectaculaires dans le domaine aéronautique où, sous l'impulsion de l'Etat, les constructeurs sont regroupés en une grande entreprise nationale, la *Société Nationale Industrielle Aéronautique (SNIAS)* qui voit le jour en 1970. C'est aussi, dans ce même domaine, le succès de l'aventure de la *Caravelle* et du *Concorde*. Au plan du nucléaire civil, la décision de 1969 d'adopter la technologie américaine à uranium enrichi permettra la mise en place d'un vaste programme associant les entreprises d'outre-Atlantique, plusieurs pays européens, des organismes de recherche, des entreprises publiques comme EDF et des industriels du secteur privé ce qui permettra le lancement d'un programme électronucléaire de large envergure, à partir de 1974.

Cette société, hautement technicienne, qui se met alors en place est très exactement à l'opposé de celle qui sévit aujourd'hui et ceci est aisé à comprendre. Une économie prospère, fondée sur le plein emploi, ne peut pas exister sans un financement des entreprises. C'est d'ailleurs un des principaux maux de la société de l'injustice contemporaine : la difficulté de prévoir les rentabilités des investissements, amènent les industriels à imiter les accapareurs, c'est-à-dire à accumuler leurs actifs sous forme monétaire, ce qui limite la demande globale et, par suite, pénalise lourdement l'emploi. La politique de financement de l'économie, mise en place après la guerre, prenait exactement le contrepied de la vaste entreprise de prédation du bien commun qui sévit de nos jours. Au lendemain de la guerre, en 1947, l'autofinancement des entreprises françaises ne représentait que 12% de leurs investissements et 22% en 1949. Les ressources publiques durent alors intervenir pour financer la reconstruction et la croissance. Celles-ci transitèrent pour l'essentiel par le *Fonds de Modernisation et d'Equipement*⁶⁸⁵ qui changera de nom pour devenir le *Fonds de développement économique et social (FDES)*. Là encore la propagande contemporaine apparaît dans toute sa chimérique dimension. Ainsi la *bourse*, déifiée aujourd'hui, n'a jamais, durant cette période pourtant faste, contribué significativement à apporter aux entreprises les ressources nécessaires à leur essor : si les cours se sont un peu redressés durant la décennie 1950, ils stagnèrent durant la période des années soixante, entravant ainsi l'émission d'actions. Ce fut donc par l'intermédiaire du système bancaire, dirigé et repensé par l'Etat, que l'essentiel de l'investissement fut assuré. Ce système bancaire est spécialisé, contrairement à ce joyeux meli-mélo qui sévit aujourd'hui et dont on voit bien toutes les conséquences dramatiques. Le meilleur exemple à citer est, sans doute, celui du *Crédit Agricole* qui contribua largement à la modernisation de notre agriculture, au moyen notamment de crédits à taux réduits. Aux antipodes de cette détestable pratique spéculative du « *p'tit sou pour chacun* » qui est en train de mettre l'économie mondiale à genoux, le développement considérable du crédit à moyen terme (cinq ans), consacré comme l'instrument privilégié de l'équipement industriel du pays, s'avéra être le cheval de bataille des banques qui transformèrent ainsi les dépôts à vue de leurs clients en crédits à terme aux entreprises, ce qui représentait une nouveauté par rapport à une sécurité de placement bancaire établie depuis un siècle. Il est vrai cependant que le revers de la médaille sera un fort endettement des entreprises.

Mais le plus spectaculaire, dans cette véritable révolution économique, c'est l'apparition d'une société nouvelle qui va reléguer la société sclérosée des accapareurs du passé aux oubliettes. Une concentration toute rationnelle est encouragée par l'Etat qui montre l'exemple à travers le secteur public. Ainsi, à l'image de ce qui se passe dans le domaine de l'énergie, le secteur pétrolier voit, lui aussi, le regroupement d'une série d'acteurs publics qui fondent le

⁶⁸⁵ Alimenté d'ailleurs, pour une part, par les Etats-Unis, via le *plan Marshall*.

groupe *Elf-Erap*⁶⁸⁶, qui juste derrière la *CFP-TOTAL*⁶⁸⁷, devient le second grand acteur français du secteur. Ce même mouvement de concentration apparaît dans le secteur privé avec, dans le domaine de la chimie et des non ferreux, l'apparition durant les années 1970, de *Péchiney-Ugine-Kuhlman* (PUK) et, dans le secteur automobile, le rachat de *Citroën* par *Peugeot* à la même époque. Mais il n'y a pas que les structures qui changent, les hommes également. Les dynasties financières qui, depuis le début du XIX^e siècle, possédaient toute la richesse du pays et par conséquent toutes les grandes entreprises, vont petit à petit céder la place, même si certaines réussiront à se maintenir encore jusqu'aux années soixante comme les DE WENDEL dans la sidérurgie, les MICHELIN ou les PEUGEOT. Apparaissent alors à la tête des entreprises, des états-majors de salariés et, dans les postes dirigeants, en lieu et place de l'accapareur d'hier, des ingénieurs⁶⁸⁸, d'anciens élèves de l'ENA ayant quitté le service public, ou des diplômés d'école de management, réorganisés sur le modèle américain, à l'image de *H.E.C.* Les conditions du succès étant ainsi réunies, comment s'étonner que celui-ci ait été au rendez-vous ? Et comment ne pas rire encore aux échos de cette insidieuse propagande qui voudrait quotidiennement nous servir la fable que cette période faste ne serait due qu'à une facétie du destin ! Il n'y a là rien qui ne relève d'autre chose que de la simple logique : une société au service de tous profite à tous et un monde entièrement tourné au seul profit de quelques uns ne peut que sourire à ces derniers. Tant que cette logique de l'intérêt général sera préservée, la croissance sera au rendez-vous. En France elle est en moyenne de 5% par an et dépasse ainsi celle de la Grande Bretagne et des Etats-Unis. Equivalente à celle de l'Italie (5-6%), il n'y a guère que le Japon, avec son taux à 10%, à faire mieux que les deux pays latins qui offrent tous deux la caractéristique d'avoir, au sein de leurs forces politiques, un parti communiste puissant. Cette croissance, forte et régulière, ne faiblit, en parfaite adéquation avec la théorie keynésienne, que lors des politiques menées pour lutter contre l'inflation et stabiliser le franc, ainsi en 1952-1953 ou en 1965-1966. La consommation des ménages augmente en moyenne dans le même rythme que la croissance de 5% en raison de la progression constante du pouvoir d'achat, soutenue par une offre de crédit qui se généralise. Le secteur industriel, stimulé par les pouvoirs publics, voit sa part dans le PIB passer de 20% au début des années 1950 à 30% en 1973 et, la population active qui y est employée, passe de 30% en 1945 à 40% en 1970. Le secteur tertiaire, quant à lui, devient prépondérant en employant plus de 50% de la population active en 1973 et en fournissant plus de 50% du PIB avec, comme emblème, le secteur de la grande distribution et l'apparition des grandes surfaces⁶⁸⁹.

La mutation économique s'accompagne d'une mutation sociale avec l'apparition de cet Etat providence qui devient synonyme d'amélioration constante du niveau de vie, à commencer par la prise en charge d'une série de risques que permet désormais la Sécurité Sociale : l'assurance maladie, initialement destinée aux seuls salariés, est bientôt généralisée au monde agricole dès 1961, puis au non salariés en 1966 et, à la fin de la décennie, 95% de la population française est couverte ; le régime des retraites est généralisé et rendu obligatoire en 1975. De 1953 à 1967, la progression du revenu par tête est de 217% et la promotion sociale, à l'inverse de

⁶⁸⁶ *ERAP : Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières.*

⁶⁸⁷ *C.F.P. : Compagnie Française des Pétroles.*

⁶⁸⁸ Les anciens élèves de l'Ecole Polytechnique représentent 20% des dirigeants des entreprises entre 1929 et 1973.

⁶⁸⁹ En 1957 s'ouvrent les deux premiers supermarchés et le premier hypermarché voit le jour, dans la région parisienne, en 1963. En 1970 la France compte 70 hypermarchés et 1200 supermarchés.

ce qui se passe aujourd'hui, est une réalité : entre 1954 et 1975 le nombre d'employés et de cadres passe de 3,6 millions à près de 7,9 millions tandis que, pendant la même période, le taux de promotion, qui recense l'accès à des professions non manuelles d'enfants de travailleurs manuels, s'élève à 28%. Toutes ces mutations conduisent à une plus grande égalité et à une meilleure répartition des revenus : le revenu annuel moyen d'un ouvrier, qui était de trois fois inférieur à celui d'un cadre supérieur après la guerre, n'est plus que de moitié dix ans plus tard. Le niveau de formation des français augmente également de manière considérable : le taux de scolarisation à 18 ans n'était encore que de 17% en 1957, il atteint 54% dans le milieu de la décennie 1970. Le tournant des années 1950-1960 verra ainsi un véritable bouleversement dans le sens du mieux-être pour la grande majorité du Peuple. Le modèle de la grande et inconfortable maison familiale, où trois générations s'entassaient autour de la grande table en bois massif au bout de laquelle trône le vieux patriarche, près du poste à galène, tend à disparaître, tandis que « *la ville et ses secrets, le formica et le ciné* » sont désormais à la portée de tous.

L'émergence d'une conscience collective : de l'Annapurna à « Jacquou le croquant »...

Cette période de l'après guerre apparaît porteuse de toutes les promesses. Un réel élan la traverse au point que l'on puisse évoquer la naissance d'une véritable conscience collective. Tout se passe comme si chacun avait soudain la certitude que l'avenir serait de plus en plus radieux. Un bouillonnement d'innovation, d'audace, de générosité et d'enthousiasme anime alors la France dès les années 1950, alors qu'elle est encore en pleine reconstruction. Un jeune ingénieur diplômé de l'*Ecole Centrale* quitte le confort qui l'attendait pour aller, avec quelques rudes montagnards, conquérir le premier sommet de plus de 8000 mètres en y laissant tous ses doigts⁶⁹⁰. Un jeune médecin, promu comme tous les praticiens de l'époque à un bel et paisible avenir, choisit de se laisser dériver sur l'océan, accroché à un frêle esquif de caoutchouc, en « *naufragé volontaire* »⁶⁹¹. On ne peut aujourd'hui comprendre cette époque et pour cause : elle s'oppose en tous points à la notre. Deux sociétés s'affrontent ! Celle de l'après guerre s'éloigne du modèle de la société des accapareurs et, dès lors, elle revient naturellement à la société harmonieuse des premiers âges en s'inscrivant en négatif par rapport au modèle précédent qui est redevenu la norme contemporaine. Le pessimisme ambiant, ce sentiment d'accablement qu'on ressent si fortement aujourd'hui, cette baisse constante de moral que les sondages ne cessent de traduire, n'ont pas lieu d'être dans une société qui œuvre pour le nombre et non pour l'oligarchie. Cette abnégation, cet enthousiasme qui triomphaient alors, nous ne pouvons les comprendre engoncés dans cet univers factice guidé seulement par des pulsions égocentriques, orienté vers cette seule finalité mesquine qu'impulse le « *dieu pognon* » ! L'après-guerre était tout autre, il sous-tendait un idéal qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

⁶⁹⁰ L'expédition conduite par Maurice HERZOG à laquelle prenait part Louis LACHENAL, Lionel TERRAY, Gaston REBUFFAT, Marcel ICHAC, Jean COUZY, Marcel SCHATZ, Jacques OUDOT, Francis DE NOYELLE, atteint le premier sommet de plus de huit mille mètres, l'*Annapurna I*, le 3 juin 1950. Voir à cet égard l'ouvrage poignant de Maurice HERZOG « *Annapurna. Premier 8000.* », éditions ARTHAUD, collection « *La traversée des mondes* », 2005, 464 pages et le documentaire réalisé par Marcel ICHAC « *Victoire sur l'Annapurna.* ».

⁶⁹¹ Le docteur Alain BOMBARD atteint la Barbade, le 23 décembre 1952 après 113 jours de mer. Voir le livre d'Alain BOMBARD « *Naufragé volontaire* », éditions Phébus, collection « *D'ailleurs* », 1996, 252 pages.

Cet idéal passait par le groupe, la valorisation du nombre, la véritable culture populaire, là encore en parfait contre-modèle de cette volonté délibérée de crétiniser le Peuple qui constitue l'un des objectifs premiers de la société de l'accaparement. En pleine lutte contre l'occupant, au cœur même de la Résistance qui forgera la société des « *Trentes Glorieuses* », cet idéal du partage généralisé de la culture se forge. Ce sont les « *équipes volantes* » qui, en pleine occupation nazie, vont de maquis en maquis dans le massif du Vercors pour former les jeunes résistants pour la plupart ouvriers et paysans. Ces *missi dominici* de la culture croient fermement que c'est aussi par la philosophie, l'histoire, la poésie, le théâtre, les arts que se forment les armes de la victoire et s'esquissent les cadres de la société de justice future qu'ils veulent édifier. Ils ne cherchent qu'à rendre « *la culture au peuple et le peuple à la culture* ». Ce sont ces initiatives qui déboucheront à la Libération sur la création de mouvements comme l'association « *Peuple et culture* » créée au printemps 1951. Voici alors qu'il est permis à « *ceux que l'école à quittés trop tôt* » de délaisser, quelques jours ou quelques heures, qui sa banlieue ouvrière ou son village rural retiré, pour aller s'initier à l'économie, découvrir une œuvre d'art dans un musée, séjourner au festival d'Avignon ou tout bonnement se rendre au *ciné-club* de la commune, découvrir le court métrage « *La jetée* » du « *plus célèbre des cinéastes inconnus* » Chris MARKER⁶⁹², « *Hiroshima, mon amour* » d'Alain RESNAIS, « *L'Italie n'est pas un pays pauvre* » de Joris IVENS⁶⁹³, « *Allemagne année zéro* » de Roberto ROSSELINI, « *Les vacances de Monsieur HULOT* » ou « *Cléo de 5 à 7* » d'Agnès VARDA...

D'aucuns n'hésiteront à faire le reproche au père DUCHESNE d'idéaliser un passé afin de mieux stigmatiser le présent, voire tout simplement de réagir en « *vieux con* » ! Pourtant les faits sont là ! Dans son numéro de mars 2008, les « *Cahiers du cinéma* » rééditait un texte d'André BAZIN (1918-1958), écrit en 1953, intitulé « *Comment présenter et discuter un film* »⁶⁹⁴ qui illustre parfaitement cet état d'esprit qui régnait à l'époque et cette volonté de parvenir à une émancipation du Peuple par la culture. C'est bien ce même esprit qui animait le grand Jean VILAR (1912-1971) qui, en 1947, organisait dans la cour d'honneur du palais des Papes, à Avignon, la *Semaine d'art dramatique* qui allait devenir le *Festival d'Avignon*. Ce même Jean VILAR qui, à la tête du *Théâtre National Populaire* en 1951, imposa à la France entière l'immense talent de ce merveilleux « *Prince de Hombourg* », du *Cid* inoubliable, aux traits de Gérard PHILIPPE avec ce constant souci de rendre le théâtre accessible au plus grand nombre et d'en faire un service public « *au même titre que l'eau ou l'électricité* ». Quels sont alors les points communs entre cette « *culture pour tous* » et le modèle contemporain avec ces sous-produits culturels à vocation commerciale et médiatique, étroitement soumis à des considérations économiques ? Car il ne faut point se leurrer, cette prétendue définition de la culture populaire aujourd'hui entendue comme « *ce qui plaît au plus grand nombre* » doit être lue comme « *ce qui favorise au mieux les intérêts économiques* » et la démagogie ambiante ne saurait faire illusion : la célébration à tout crin du « *parler jeune* », à entendre comme le vocabulaire limité à une trentaine de mots, n'est pas émancipation, elle n'est qu'esclavage ! Les chantres de la gauche caviar peuvent feindre publiquement de s'extasier devant quelque « *graffiti obscène - œuvre*

⁶⁹² Voir Philippe DUBOIS, ouvrage collectif « *Théorème n°6 : Recherches sur Chris Marker* », éditions Presses Sorbonne Nouvelle, 2002, 193 pages.

⁶⁹³ « *L'Italia non è un paese povero.* » de Joris IVENS sur un scénario de Valentino ORSINI, Alberto MORAVIA et des frères Paolo et Vittorio TAVIANI, 1960.

⁶⁹⁴ Extrait de l'ouvrage « *Regards neufs sur le cinéma* », éditions Le Seuil, collection « *Peuple et Culture* », 1953.

d'art » avant de regagner leurs quartiers de luxe aux murs immaculés, ils ne font qu'illustrer, une fois de plus, cette juste parole que l'on doit au grand Charles PEGUY (1873-1914) : « *Le triomphe des démagogies est passager mais les ruines sont éternelles !* »⁶⁹⁵.

Cette période de l'après-guerre ne lasse de fasciner celui qui cherche à s'y intéresser en dépit des insidieuses menées de la propagande contemporaine destinées à la diaboliser. On mesure mal en effet l'importance des changements qui sont intervenus durant ces trois décennies. En réalité, l'essentiel de ce qui fait notre quotidien en bien, remonte à ce temps et pratiquement rien de même nature, ou si peu, n'a été conçu depuis qu'il a cessé d'être. Comme le soulignait si justement Jean FOURASTIE dans son livre sur les « *Trente Glorieuses* », ce temps béni de l'Etat providence a, non seulement apporté un immense mieux être aux masses, mais a également métamorphosé le pays. Un exemple permettra de mieux comprendre la mesure et la profondeur de ces changements. Avec la Libération, comme l'a rappelé le père DUCHESNE, naît l'idée de planification qui implique la recherche d'une meilleure harmonie dans l'accompagnement de la croissance ce qui passe notamment par un meilleur aménagement du territoire. Dès 1947, le géographe Jean-François GRAVIER (1915-2005), publie son retentissant ouvrage « *Paris et le désert français* »⁶⁹⁶ et, à peine trois ans plus tard, la *direction à l'aménagement du territoire* est créée au ministère de la reconstruction. Le premier système d'aide au développement régional est mis en place en 1955 et c'est en 1963 que naît la *Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale* (la DATAR) à qui est assignée la mission de rééquilibrer l'espace géographique. On appréhende difficilement aujourd'hui, tant la désinformation est grande, les profonds bouleversements que ces politiques ont apportés au paysage de la France. Pour n'en citer qu'une : l'aménagement du littoral du Languedoc Roussillon. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans cette région française il n'y a rien, sinon un spectacle de désolation ! Il s'agit sans nul doute de la région la plus inhospitalière du pays, marquée par une côte sans relief et sans attrait où une imprécise végétation, vaguement herbeuse, déchire le sable gris. Le long de ce glacis côtier indéfinissable, qui s'étend à perte de vue, et où l'on serait bien en peine de dénicher la moindre essence et de humer la moindre senteur agréable, pas une crique, pas un petit môle, pas même un ruisseau, rien ! Rien, sinon par endroits, quelques zones marécageuses où l'eau putride attire des nuées de moustiques sur lesquels on se plait à répandre, aussi régulièrement qu'inefficacement, des tonnes de DDT. Ce sinistre bord-de-mer est bien à l'image de cette médiocre « *piquette* » que produit l'arrière-pays, ce vin de table, plus qu'ordinaire qui, si on n'en prenait garde, vous percerait allègrement un estomac. En moins de vingt ans pourtant, pensé, conçu, rêvé aussi et dirigé depuis PARIS, un pari insensé est gagné ! Il apparaissait pourtant comme un rêve prométhéen qui devient réalité en faisant de l'endroit le plus repoussant du pays, une des destinations les plus fréquentées : 200 kilomètres de côtes aménagées, 12 ports de plaisance créés de toutes pièces, 120.000 à 130.000 logements, 600 000 à 700 000 lits, sept stations touristiques nouvelles. Des noms sortis du néant qui s'imposent aujourd'hui comme des destinations de toujours : La Grande Motte, Le Cap d'Agde, Le Grau du Roi, Palavas-les-flots...

Et le père DUCHESNE pourrait multiplier ces exemples, décrire encore et encore ces multiples opérations ambitieuses qui ont transformé la vie du plus grand nombre : dire comment le « *Plan neige* », lancé en 1963, tout en valorisant la montagne, permit aux plus humbles de découvrir les joies du sport d'hiver ; évoquer le « *plan breton* » de développement économique

⁶⁹⁵ C. PEGUY « *Pensées.* », éditions GALLIMARD, collection « *Blanche* », 1998, Paris, 96 pages, page 80.

⁶⁹⁶ J. F. GRAVIER « *Paris et le désert français* », éditions Le Portulan, 1947, 421 pages.

qui fit de la terre de naissance de l'auteur de ces lignes la première région agricole du pays ; parler de la conception qui prévalait lorsque furent définies les « huit métropoles d'équilibre » ; gloser sur les « villes nouvelles » : Melun-Sénart, Saint Quentin-en-Yvelines, Marne-la-Vallée... Curieusement le site internet de la DATAR, ou plus exactement de la DIACT qui est son nouveau nom⁶⁹⁷, loin de légitimement s'enorgueillir de réalisations passées aussi remarquables est étonnamment taisant sur elles. Il est vrai que si l'on se rend aujourd'hui sur celui du barrage HOOVER aux Etats-Unis⁶⁹⁸, c'est tout juste si on ne nous enseigne pas que cette merveille du génie humain n'a jamais produit d'électricité. La propagande des accapareurs a pour mission prioritaire de diaboliser la période de l'Etat providence... En découvrant l'ampleur des réalisations passées on comprend beaucoup mieux pourquoi tout va à vau-l'eau aujourd'hui. Une société exclusivement tournée vers la sacralisation de la sphère financière afin de permettre une accaparement maximum ne saurait, bien entendu, œuvrer pour le bien commun. On comprend mieux alors cet état d'esprit ambiant, foncièrement pessimiste. Ce sentiment ne repose pas, contrairement à ce que certains fins analystes voudraient nous le faire croire, sur des états d'âme passagers et il ne s'agit nullement d'un caprice éphémère de l'opinion mais bien d'un constat froid et lucide car, dans une société où seuls règnent et régissent les accapareurs et leurs valets serviles, le tiers exclus, qui subit alors en permanence les conséquences de cette oppression, ne peut qu'exprimer un sentiment de profonde lassitude et même de désespoir en constatant, impuissant, que son avenir s'obscurcit chaque jour davantage. Il n'y a en réalité rien de nouveau et l'on pourrait se référer à l'histoire pour s'en convaincre. Si l'on prend, par exemple, cette autre période de la société de l'accaparement que fut la troisième république, que constate-t-on sinon aussi que celle-ci est en permanence en proie à de graves crises de confiance, à chaque grand scandale, comme celui de Panama, lors de grandes « affaires », comme l'épisode boulangiste ou l'affaire DREYFUS, qui traduisent bien le même sentiment que celui qui prévaut de nos jours.

Inversement, comme le soutient le père DUCHESNE, la période de l'Etat providence est celle des exploits de toutes sortes, de la foi en l'avenir et des réalisations grandioses. Que l'on songe seulement à ce pari fou du président KENNEDY au tout début des années soixante, d'envoyer un homme sur la lune avant la fin de la décennie. Quant on revoit aujourd'hui ce « *petit pas pour l'homme et ce bond de géant pour l'humanité* »⁶⁹⁹ accompli par Neil ARMSTRONG, en ce 21 juillet 1969, on a presque l'impression d'être devant un film de science fiction et pourtant cet exploit a bien eu lieu il y a quarante ans ! En accaparant les richesses de tous pour leur seul profit, la minorité de nantis n'ampute pas seulement les légitimes revenus auxquels les membres du corps social aspirent, mais interrompt le mouvement vers le progrès qui

⁶⁹⁷ Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires (DIACT) à l'adresse : diact.gouv.fr

⁶⁹⁸ Le HOOVER DAM est un barrage gigantesque d'une hauteur de 221 mètres sur le fleuve Colorado, près de *Boulder City*, à la frontière entre l'Arizona et le Nevada qui fut construit de 1931 à 1935 dans le cadre des grands travaux du *New Deal*. Il procura du travail, pendant plusieurs années à des milliers de travailleurs américains et permit d'initier le développement économique de toute une région grâce à sa production d'électricité (puissance électrique du barrage : 2080 mégawatts).

⁶⁹⁹ « *That's one small step for [a] man, one giant leap for mankind.* » (« *C'est un petit pas pour l'homme, un bond de géant pour l'humanité.* »). C'est la phrase que prononça Neil ARMSTRONG, le 21 juillet 1969, le premier homme (sans doute) à avoir posé le pied sur notre satellite.

perd tout son sens puisque, à l'intérêt de tous, au bien commun, est substitué l'intérêt d'une petite oligarchie ! Les illustrations sont nombreuses de ce manque à gagner pour chacun en raison de l'avidité de quelques-uns. L'image la plus marquante est peut être celle de cet avion supersonique, capable de traverser l'océan Atlantique en moins de trois heures, que l'on met au rebut, créant ainsi une situation sans doute sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité où, pour la première fois, l'homme renonce soudain à un progrès ! Il est permis alors d'imaginer un instant une politique ambitieuse du vol supersonique, analogue à celles conduites pendant les « *Trente Glorieuses* » qui a abouti à la réalisation de cette merveille aéronautique. Une maîtrise plus grande des coûts de fonctionnement et notamment de la consommation de l'aéronef, comme cela s'est d'ailleurs produit dans le domaine de l'automobile, des économies d'échelle rendues possibles par une production en série tournée vers une consommation de masse et c'est alors l'image du transport aérien qui en aurait été totalement bouleversée. On pourrait presque égrener à l'envi le nombre de réalisations totalement maîtrisées au plan technique qui, si elles avaient été orientées immédiatement vers le grand public par une politique industrielle volontariste, non seulement auraient apporté un mieux être considérable à tous, mais se seraient en outre révélées extrêmement rentables à bref délai. Au plan des infrastructures par exemple, le TGV Est aurait pu être mis en service, dès le début des années 1990. Il a fallu attendre 2007 pour qu'une version au rabais soit mise en service qui accomplit l'exploit de mettre Mulhouse à 3 heures 10 de PARIS (au lieu de 4 heures 20 précédemment !). La télévision haute définition caractérisée notamment par le doublement de la qualité de l'image, qui est aujourd'hui une réalité aux Etats-Unis et au Japon où des millions de foyers reçoivent déjà des émissions en TVHD tandis que les principaux diffuseurs proposent une gamme complète de services en HD, aurait pu faire l'objet d'une généralisation en France, dès le début de cette même décennie 1990...Seul en réalité l'Etat, gardien selon la tradition qui nous vient des anciens romains de l'intérêt général, a la capacité de faire évoluer la société dans le sens du commun profit. Les intérêts particuliers, égoïstes, ne voyant pas plus loin que la rentabilité immédiate, ne peuvent, à terme, que conduire le corps social à sa ruine.

Quand on redécouvre cette période faste des « *Trente Glorieuses* » se pose alors fatalement la question du pourquoi. Comment cette société au service du bonheur de tous a pu se mettre en place ? On est conduit alors à reconnaître une évidence : il n'y a, bien entendu, aucun altruisme de la part de quiconque à mettre en lumière et dès lors, force est de constater que cette « nouvelle donne » dans la conduite des affaires de tous résulte bien d'un rapport de forces favorable au nombre et défavorable à l'oligarchie. Il n'y a décidément rien d'inéluctable et les travaux remarquables de l'historienne Annie LACROIX-RIZ, déjà mentionnés par le père DUCHESNE⁷⁰⁰, ont révélé, durant les années qui précédaient la seconde guerre mondiale, combien l'oligarchie possédante, organisée en « *synarchie* », dictait ses volontés aux dirigeants en place, fussent-ils prétendument socialistes comme Léon BLUM. Il apparaît bien que la caste des accapareurs n'a pas disparu et leur présence, comme le poids de leurs anciens réflexes reste une réalité de l'après guerre. Le jeune chercheur Olivier FEIERTAG a montré comment, même nationalisée, la *banque de France* continuait à exercer des pressions sur le gouvernement en place. Ainsi en 1952, quand pour résoudre « *le drame de la trésorerie* », l'Etat est conduit à solliciter quelques avances de l'institut d'émission, le gouverneur BAUMGARTNER, n'aura aucun scrupule, le 29 février, à adresser des remontrances au gouvernement Edgar FAURE et à

⁷⁰⁰ Voir note 632.

préconiser une autre politique⁷⁰¹. Cependant si la France et l'Italie, sont les deux pays du bloc occidental⁷⁰² à avoir les économies les plus florissantes et les plus forts taux de croissance, cela tient assurément à la présence de deux partis communistes forts.

Durant les années, sans doute parmi les plus noires de toute notre histoire, celles qui virent sévir les autorités de fait de Vichy et, peut-être faut-il remonter à la guerre de cent ans pour en trouver d'approchantes, a surgi du cœur du néant, comme l'a montré le père DUCHESNE, ce prodigieux dessein collectif qui cimentera tout notre corps social jusqu'à ce qu'il soit remis en cause par le retour en puissance des accapareurs, au tournant des années 1980. Ce grand projet, on le sait issu du *Conseil National de la Résistance* cimenté patiemment par le grand Jean MOULIN depuis la nuit la plus profonde, vise à instaurer ce « *welfare state* » à la française qui sera méthodiquement mis en place à partir de la Libération. Au plan politique, une troïka aura cette charge, composée du parti communiste, qui apparaît bien comme la grande force dominante de l'époque, la vieille SFIO et ces chrétiens démocrates issus de la Résistance, le MRP que les mauvaises langues de l'époque qualifient de *Mouvement à Recycler les Pétainistes*. Il est indubitable, aux yeux du père DUCHESNE, comme il a tenté de le démontrer dans la première partie de sa réflexion, qu'en l'absence de démocratie vraie, la volonté du Peuple ne s'exprime pas davantage que par le passé durant cette période de l'après-guerre, la manifestation de la volonté du tiers exclus se heurtant toujours au filtre du pouvoir personnel des élus. Mais lorsque ceux-ci cessent d'être des notables, attachés à leurs privilèges ou à leur seule gloriole personnelle, pour devenir des gens du Peuple, animés en outre d'une foi collective, les choses peuvent évoluer. C'est bien le cas du parti communiste, la première puissance politique du pays et on comprend mieux dès lors l'alliance, en mai 1947, entre le socialiste Paul RAMADIER (1888-1961) et le MRP pour briser le tripartisme et renvoyer les ministres communistes du gouvernement. On voit ainsi se dessiner clairement une fraction au sein de la représentation politique entre la tendance traditionnelle, force supplétive des accapareurs, et un courant nouveau, défenseur des intérêts du Peuple. On ne saurait dès lors être surpris que, aussitôt libéré de cette présence gênante à ses côtés, l'ancien ministre du ravitaillement de la Libération, que les français surnommaient alors « *Ramadan* » ou « *Ramadiète* », participe, en mai 1948, au *Congrès de La Haye*, créateur du mouvement européen et ébauche du *Conseil de l'Europe* qui prône notamment au plan économique l'élimination des restrictions à l'échange des marchandises, la convertibilité des monnaies, la programmation des ressources, la mobilité de la main-d'œuvre et la coordination des politiques économiques. L'ouverture des archives nous a appris depuis, que ce mouvement européen et ses leaders comme le français Robert SCHUMAN (1886-1963) ou encore le belge Paul-Henri SPAAK (1899-1972), étaient directement financés par les milieux d'affaires américains et notamment la *fondation Rockefeller* ou la *fondation Ford*⁷⁰³.

Mais, même écarté de toute responsabilité, le parti communiste va toutefois jouer un rôle important durant cette période de l'après guerre et contribuer, plus qu'aucune autre force politique, à faire progresser la société vers plus de justice. Comment comprendre cet engouement

⁷⁰¹ Olivier FEIERTAG « Wilfrid BAUMGARTNER, les finances de l'Etat et l'économie de la Nation (1902-1978). Un grand commis à la croisée des pouvoirs », thèse de doctorat d'histoire de l'Université de Paris X-Nanterre, 1994, 636 pages.

⁷⁰² Si l'on excepte le cas particulier du Japon.

⁷⁰³ Voir en particulier l'article du journaliste Ambrose EVANS-PRITCHARD « *Euro-federalists financed by US spy chiefs* » dans le grand quotidien britannique *The Daily Telegraph* du 19 juin 2001 (disponible sur le site telegraph.co.uk).

du Peuple pour cette formation qui, après la Libération, frôle les 30% de l'électorat ? C'est dans la décennie des années trente que le parti communiste commence cette conquête de l'opinion. Les chiffres sont à cet égard révélateurs : en 1932 il ne recueille que 8,3% des voix et compte 32000 adhérents et 11 parlementaires ; quatre ans plus tard, en 1936, l'influence du parti communiste a pratiquement doublée avec 15,2% des suffrages aux élections du front populaire et 72 élus et dans le même temps le nombre d'adhésions a bondi à 235 000⁷⁰⁴. Ce succès s'explique sans doute pour beaucoup par la volonté de ne pas cantonner le combat politique à la seule classe ouvrière pour l'étendre au Peuple entier. C'est tout le sens de la fameuse politique dite « *de la main tendue* » initiée par son dirigeant Maurice THOREZ (1900-1964), le 17 avril 1936, dans une allocution radiodiffusée : « *Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix-de-feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe.* ».

Alors que, comme l'a montré Annie LACROIX-RIZ, les principaux dirigeants du pays, aux ordres de l'oligarchie financière, avaient fait le « *choix de la défaite* », le parti communiste reste la seule formation politique à défendre le patriotisme et à proner la fermeté vis-à-vis de l'Allemagne : on ne compte que trois députés à l'assemblée nationale à s'associer avec les 72 députés communistes pour rejeter les accords de Munich, signés par DALADIER et CHAMBERLAIN, le 30 septembre 1938, qui aboutissent au démantèlement de la Tchécoslovaquie. On imagine alors aisément l'immense désarroi de nombre de communistes lorsqu'ils apprirent à la radio, le 23 août 1939, l'annonce du pacte germano-soviétique mais contrairement à ce qui est volontiers aujourd'hui asséné par la propagande ambiante toujours prompte à vouloir imposer des contre-vérités historiques, le patriotisme des communistes est demeuré indéfectible. Les députés communistes voteront sans aucune défection les crédits de guerre, le 2 septembre suivant et Maurice THOREZ, comme les autres communistes mobilisables, rejoindront tous leurs unités d'affectation. Là encore la légende, savamment entretenue, qui veut que, dès le pacte germano-soviétique, les communistes français se seraient livrés à des actes de sabotage, relève de la plus parfaite élucubration ainsi que le montrent les travaux historiques. L'historien Jean Pierre AZEMA, spécialiste de la seconde guerre mondiale et plus particulièrement de l'histoire de Vichy et de la Résistance, relève que les actes de sabotage « *furent très peu nombreux* »⁷⁰⁵. Quand au directeur de recherches au CNRS Stéphane COURTOIS, auteur d'un « *livre noir du communisme* » à qui on pourrait donc difficilement attribuer des sympathies pro-communistes, il est encore plus précis : « *En l'état actuel des sources, un seul cas est connu avec certitude, celui du sabotage des moteurs d'avion aux usines Farman à Paris (...)* » pour parvenir à la conclusion que : « *(...) le dossier sabotage est dans l'ensemble assez peu fourni, pour ne pas dire inexistant.* »⁷⁰⁶. Quant à Philippe BUTON de

⁷⁰⁴ Sources : l'ouvrage de Jean-Paul BRUNET « *Histoire du PCF* », Presses Universitaires de France, collection « *Que sais-je ?* », 1982, 128 pages.

⁷⁰⁵ J. P. AZEMA « *De Munich à la Libération 1938-1944* », éditions du Seuil, collection « *Points* », 1979, page 46.

⁷⁰⁶ S. Courtois « *Le PCF dans la guerre.* », éditions Ramsay, 1980, 572 pages, page 102 et 121.

l'Université de Reims il estime également que l'acte isolé des usines Farman est un « cas unique »⁷⁰⁷.

Ce qui est établi en revanche, c'est la volonté des dirigeants politiques de l'époque de se saisir du prétexte du pacte germano-soviétique pour éliminer des adversaires qui les dérangent et, là par contre, les faits sont sans appel. Dès le mois d'août, le gouvernement DALADIER fait interdire la presse communiste. Un mois plus tard le parti communiste est dissous tandis que 317 municipalités, contrôlées par des équipes communistes, sont dissoutes elles aussi et 2 800 élus déchus de leurs mandats⁷⁰⁸. La répression ira en s'intensifiant tout au long de la « drôle de guerre », ainsi le socialiste Albert SEROL (1877-1961) fait signer au président de la République le décret-loi du 9 avril 1940⁷⁰⁹ qui ne prévoit pas moins que la peine de mort à tout auteur de « propagande communiste » tandis qu'un tableau synthétique des mesures de répression contre les communistes, établi au 1er mars 1940, fait état de 10 550 perquisitions, 3 400 arrestations, 489 internés administratifs et 100 condamnations par les tribunaux militaires dont 14 à mort⁷¹⁰. Malgré cet acharnement à détruire l'organisation, les communistes seront les premiers à s'engager dans la Résistance, dès l'année 1940 et, là encore, les faits sont établis. L'« appel du 18 juillet 1940 », rédigé par Jacques DUCLOS (1896-1975) marque véritablement le début de la lutte pour la liberté et sa teneur est édifiante : « Notre pays connaît maintenant les terribles conséquences de la politique criminelle suivie par des gouvernements indignes, responsables de la GUERRE, de la DEFAITE, de L'OCCUPATION... La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants subit la rançon de la défaite. Voilà où nous ont conduits les politiciens à la DALADIER, à la REYNAUD, à la MANDEL qui, soutenus par un Parlement de VALETS et de corrompus, ont poussé la France à la guerre pour servir les intérêts des ploutocrates, pour supprimer les libertés publiques, pour faire régner la terreur, écraser le peuple... Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves ... il saura signifier aussi à la bande actuellement au pouvoir, SA VOLONTÉ D'ÊTRE LIBRE. ». Tiré à 600 000 exemplaires le tract sera diffusé largement⁷¹¹. En Bretagne, le représentant du parti communiste Auguste HAVEZ (1897-1959) avait donné le ton, un mois auparavant, le 22 juin 1940 : « Il n'y aura pas de répit avant d'avoir bouté les bottes hitlériennes hors de notre pays... ». La répression conduite par les autorités de fait de Vichy n'a bien entendu rien à envier à la précédente : dès le mois de septembre 1940, une première série d'arrestations touche trois cents militants parmi lesquels de nombreux responsables politiques ou syndicaux mais bien d'autres rafles suivront et ce seront ainsi, en incluant les internés de 1939, entre dix et vingt mille élus et militants communistes qui seront entassés dans différents camps dont le plus connu est celui de Châteaubriant⁷¹².

⁷⁰⁷ P. Buton, « Les communistes dans les entreprises travaillant pour la défense nationale », in « Les communistes français de Munich à Châteaubriant », Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1987.

⁷⁰⁸ S. Courtois « Le PCF dans la guerre. » page 58.

⁷⁰⁹ J.O. du 10 avril 1940.

⁷¹⁰ Jean-Pierre BESSE et Claude PENNETIER « Juin 1940, la négociation secrète. », éditions de l'Atelier, collection « Histoire HC », 2006, page 79.

⁷¹¹ S. Courtois « Le PCF dans la guerre. » page 139-140.

⁷¹² Dans son ouvrage « Histoire intérieure du parti communiste français » (éditions FAYARD, tome 1 (1920-1945), 1980, page 523) Philippe ROBRIEUX évalue à 18 000 le nombre de militants internés ou en prison à la fin de l'année 1940, Denis PESCHANSKI dans « Les avatars du communisme français de 1939 à 1941 » in « La France des années noires », éditions du Seuil,

La véritable lutte armée contre l'occupant débutera symboliquement, le 23 août 1941, sur le quai du métro Barbès, lorsque Pierre Georges, le futur légendaire colonel Fabien, décharge son 6.35 sur un officier de la *Kriegsmarine*, l'aspirant MOSER. Mais dès le début l'engagement est d'importance : ainsi par exemple, de juin à décembre 1941, ce ne sont pas moins de 107 sabotages qui sont menés, 41 attaques à l'explosif, 8 déraillements. Mais la lutte prendra véritablement de l'ampleur à partir de novembre 1942 avec la réactivation par les communistes du *Front National*, créé au printemps 1941, dont le principal dirigeant sera l'architecte alsacien Pierre VILLON (1901-1980) de son vrai nom Roger GINSBURGE. Avec la lutte armée, le parti communiste dépasse sa traditionnelle assise ouvrière pour accueillir bien d'autres catégories professionnelles dont certaines apparaissent assez peu familières à ses rangs : médecins, musiciens et même des ecclésiastiques... Le mouvement *Franc Tireur et Partisan* en sera l'émanation. Le *Front National*, le parti communiste mais aussi la CGT participeront à la fondation du *Conseil National de la Résistance*, le 27 mai 1943. Ainsi à la Libération en se référant au nombre de fusillés, – le parti communiste sera d'ailleurs appelé « *le parti des fusillés* » – de déportés, de titulaires de cartes de combattant, chacun est en mesure de constater que la part prise par les communistes pour la libération du pays et la victoire sur le nazisme est énorme. On comprend aisément alors la grande popularité dont jouit le mouvement à cette époque. Les adhésions s'envolent : de 370 000 en 1944, elles atteignent 800 000 à la fin de l'année 1946 et les résultats électoraux sont à la hauteur : le parti communiste devient le premier parti de France avec 28,6% des voix en juin 1946. La crédibilité se renforce avec la participation aux gouvernements successifs jusqu'à l'éviction de 1947. Dans le gouvernement DE GAULLE en particulier, THOREZ, qui conduit une remarquable réforme de la fonction publique, est salué par tous du président du conseil à Jules MOCH (1893-1985) comme un ministre efficace.

Même relégué dans l'opposition, le parti communiste demeure une composante incontournable de la société française et pèse de tout son poids pour maintenir l'Etat-providence. Celui-ci une fois mis en place, en France comme ailleurs, tend à se pérenniser et pour cause, la conduite des affaires publiques désormais ne résulte plus d'une minorité d'élus, dont on a vu comment il étaient directement sous l'influence de l'oligarchie possédante, mais devient davantage l'affaire de techniciens ou technocrates qui conduisent l'économie, non selon le bon vouloir de quelques uns mais en se référant à des règles, à des principes, à des lois qui s'imposent de plus en plus avec la force des préceptes de la science. Demeure ainsi au sein de la société française un profond rejet de ce système politique représentatif dont chacun perçoit, peut-être intuitivement, qu'il renferme toutes les menaces pour l'intérêt de tous tant ses élus, livrés à eux-mêmes et sans contrôle du Peuple, paraissent tout disposés à céder à leurs anciennes habitudes pour servir docilement la cause des accapareurs. C'est sans doute ce qui explique cet engouement pour le parti communiste comme le souligne Frédéric TURPIN, maître de conférence à l'Université d'Artois : « *Pendant des années, la droite porte ainsi sur elle, dans son ensemble, le discrédit de Vichy tandis que la principale force du pays, le parti communiste, glisse bientôt de la confortable position de l'unanimité nationale lié à son rôle dans la Résistance au ghetto réservé aux alliés du totalitarisme soviétique* »⁷¹³. Quand au rejet profond par le Peuple de France de la prétendue démocratie représentative, les résultats électoraux l'expriment parfaitement : la

collection « *Points* », tome 1, 2000 (1^{ère} édition : 1993) mentionne 5553 arrestations jusqu'au 31 mai 1940 (page 444) et de 4000 à 5000 arrestations de juillet 1940 à juin 1941 (page 451).

⁷¹³ F. TURPIN « *La politique à l'épreuve de la modernité* » in « *Les Trente Glorieuses* », revue TDC n°913 (disponible en ligne : [cndp.fr/revue TDC/](http://cndp.fr/revue/TDC/)).

troisième république est plus que massivement mais unanimement rejetée au référendum du 21 octobre 1945 avec 96%⁷¹⁴ et le même sentiment de défiance à l'encontre cette fois de la quatrième république s'exprime dans l'approbation massive de la constitution de la cinquième république avec 79,26 % des suffrages exprimés. On voit d'ailleurs, comme le fait remarquer Frédéric TURPIN, que ces institutions de la quatrième république n'ont été approuvées par les français que « *de guerre lasse lors du référendum du 13 octobre 1946 (53% des suffrages exprimés mais pour seulement 36% des inscrits), après avoir repoussé – fait unique dans l'histoire constitutionnelle française – un premier projet proposé par l'Assemblée nationale constituante.* ».

La question que l'on peut alors se poser, si du moins on accorde quelque crédit à la thèse que défend le père DUCHESNE, est : pourquoi, après la rupture du tripartisme, les politiciens professionnels de la quatrième république n'ont pas renoué avec ce rôle historique consistant à servir de caution à la pratique de l'accaparement et ont laissé, au contraire, se mettre en place une politique keynésienne au service de tous qui ne pouvait à terme, compte tenu de son caractère distributif, que porter atteinte aux fortunes ancestrales ? L'explication tenant à l'instabilité de ce régime qui voit défiler 24 gouvernements entre 1947 et 1958, soit une durée moyenne de six mois n'est pas pertinente car la troisième république, avec huit mois de durée en moyenne, ne différait guère profondément. En revanche la présence dans le pays de deux forces, à elles deux largement majoritaires, opposées farouchement aux pratiques anciennes a été bien plus déterminante. La situation aux élections de 1951 est à cet égard éloquente : le parti communiste recueille 26% de l'électorat et le Rassemblement du Peuple Français, la formation créée par DE GAULLE, quant à elle rassemble 21,7% des suffrages. Or toutes deux, malgré leurs différences indéniables, sont farouchement hostiles à une politique centrée uniquement sur le service des grandes fortunes. Si cela paraît évident pour le parti communiste dans la mesure où, comme l'a montré le père DUCHESNE, il incarne les aspirations populaires, cela ne l'est pas moins pour l'autre formation très attachée à la pensée gaullienne dans laquelle, comme le souligne encore Frédéric TURPIN, « *l'Etat – gaullisme oblige – demeure une notion quasi sacrée, l'institution qui garantit les Français contre eux-mêmes, contre les dangers de l'individualisme triomphant ainsi que contre leurs traditionnelles divisions, et ce, autour de l'intérêt général de la nation.* ». Le retour à la société des accapareurs ne pourra donc passer que par la destruction successive de ces forces qui oeuvrent pour le bien du plus grand nombre.

Bien entendu tout ne va pas sans peine et si la génération du « *baby boom* », qui arrive à l'âge adulte dans les années soixante, va pleinement profiter de cette période faste, ses parents comme elle-même d'ailleurs, dans ses jeunes années, ont toutes deux connu des difficultés comme en témoigne, durant le rude hiver 1954, l'appel de l'abbé Pierre pour les « *sans logis* » ou encore le désormais célèbre « *verre de lait* » servi par Pierre Mendès-France⁷¹⁵ dans les écoles ou les casernes, pour lutter contre les carences alimentaires. Mais le constat qui peut indubitablement être fait durant cette période de trois décennies est bien que les choses sont en marche alors vers le progrès dans l'égalité et la France, à la fin de la décennie soixante, s'émeut et se passionne, en regardant sur ses écrans de télévision, l'histoire du jeune révolté Jacquou le Croquant qui défie un

⁷¹⁴ A la première question « *Voulez-vous que l'assemblée élue ce jour soit constituante ? (Rétablissement éventuel de la troisième république)* », la réponse a été : oui à 96,37%, non à 3,63% (taux d'abstention : 20,94%).

⁷¹⁵ Voir l'article de Laurent GREILSAMER « *Le régime lacté de Pierre Mendès-France.* » dans *Le Monde* du 17 juillet 2004.

ordre suranné des choses. Un succès populaire considérable et mérité pour une talentueuse réalisation qui témoigne bien de cette télévision de qualité où d'ailleurs les formations gaullistes et communistes étaient bien représentées et qui réalisait alors le rêve de Jean VILAR de concilier culture et succès d'audience. Le bonheur pour tous apparaît possible dans ces années soixante et chaque observateur lucide perçoit ce grand changement qui s'opère dans l'histoire de l'humanité, ce retour vers cette société primordiale de l'harmonie. C'est le grand sociologue Edgar MORIN qui le constate : « *Car si nous ne vivons pas la révolution annoncée par les révolutionnaires, nous vivons la plus fantastique révolution de l'histoire de l'homme* »⁷¹⁶. C'est ce qu'exprime également parfaitement celui qui reste l'un des maîtres du père DUCHESNE, Louis PAUWELS en ces termes : « *Comme mes semblables, je constate que le monde est emporté par une révolution, la plus grande de tous les temps... Tout change autour de moi. Cela se révolutionne... La plongée dans les deux infinis est commencée ; l'intelligence établit entre elle et l'univers des rapports inouïs ; les grands rêves hugoliens de la Légende des siècles se réalisent... Je dis : mieux ouvert aux bonheurs. C'est vrai et je ne suis pas du tout contre les facilités de l'existence. Il me paraît bon que l'homme les obtienne, et si largement que la justice en est elle-même facilitée. Il me paraît excellent que chacun puisse jouir des énormes ressources acquises par le monde moderne. Toujours plus de santé, plus de confort, plus de loisirs pour tout le monde, je suis d'accord. Une civilisation qui augmente le goût de la vie est, à tout prendre, une réussite. A tout prendre, j'aime mieux voir les enfants se payer des guitares et des scooters que s'étioler pour deux sous par jour dans les filatures de grand-père. Tout est plus gai, plus détendu, plus facile : l'amour et les voyages, les vêtements et la maison. Tout nous invite à ne plus considérer ce monde comme une vallée de larmes... Une certaine opulence pour tous, le maximum de détente et un esprit libre pour en user : je trouve même que cela ne va pas assez vite. Le succès de l'Occident, là-dessus est éclatant. Il faut être un passéiste fanatique ou un hyper-intellectuel de la fausse gauche française pour mépriser un si gros et bon gâteau.* »⁷¹⁷. C'était malheureusement compter sans le retour en force des comploteurs...

La contre réforme libérale : « Nous sommes tous des crapules staliniennes... ».

Le père DUCHESNE, dans cette traque des conspirateurs à laquelle il se livre, reste, comme il l'a dit à maintes reprises, attaché aux seuls faits. Il demeure persuadé que c'est seulement, un défaut d'analyse de ceux-ci, qui fait qu'aujourd'hui, par exemple, si peu de personnes ne prennent en compte la vraie réalité des choses. Ainsi la dernière intervention du général DE GAULLE à la télévision, le 25 avril 1969, deux jours avant le référendum qui verra son départ, n'a peut-être pas fait l'objet de toute l'attention qu'il convient de lui donner. Pourtant, comme à son habitude, le général a pesé ses mots : « *Françaises, Français, vous, à qui si vouvent j'ai parlé pour la France, sachez que votre réponse dimanche va engager son destin. (...) votre réponse va engager le destin de la France (...) Alors, comment sera maîtrisée la situation résultant de la victoire négative de toutes ces diverses, disparates et discordantes oppositions avec l'inévitable retour au jeu des ambitions, illusions, combinaisons et trahisons dans l'ébranlement national que provoquera une pareille rupture (...) Françaises, Français, dans ce*

⁷¹⁶ E. MORIN « *Introduction à une politique de l'homme.* », éditions du SEUIL, 1965, nouvelle édition augmentée, collection « *Points Essais* », 1999, 175 pages.

⁷¹⁷ L. PAUWELS « *La philosophie de Planète* », revue *Planète* n°26, novembre-décembre 1965, page 8 et suivantes.

*qui va advenir de la France, jamais la décision de chacune et chacun de vous n'aura pesé aussi lourd. Vive la République, vive la France ! »*⁷¹⁸. C'est ainsi l'homme du 18 juin, de la Libération, de mai 1958, des soubresauts de la fin de l'Algérie française, de tant d'évènements dont les conséquences incalculables sur l'avenir du pays n'échappent à personne, qui vient cependant relativiser chacun de ceux-ci au regard du choix électoral qui va suivre. Les quelques rares explications qui ont été données sur ces propos étranges reposent toutes sur la même explication : une dramatisation voulue et excessive pour provoquer une réaction de sursaut dans l'électorat qu'un sondage donnait plutôt favorable au « non ». C'est faire injure au grand homme d'Etat qu'il a été que de le penser capable d'une si sordide manœuvre alors que, précisément, son départ annoncé en cas de succès du « non » et l'idée même de ce référendum que rien n'imposait, indiquent, tout au contraire, qu'il entendait réellement solliciter l'avis du Peuple et non biaiser ou le manipuler.

Si maintenant on admet la thèse que défend le père DUCHESNE, alors ce discours prend un autre sens. L'homme du 18 juin et de la Libération, l'appui indéfectible de la prospérité et de la grandeur de la France, ne voulait-il pas, à défaut de clairement prévenir ses concitoyens, au moins laisser un message pour la postérité ? Le procédé n'aurait pas été nouveau pour lui qui, lors de la conférence de presse au Palais d'Orsay, le 19 mai 1958, avait innocemment glissé les mots « *Ce qu'il se passe en ce moment en Algérie par rapport à la métropole et dans la métropole par rapport à l'Algérie peut conduire à une crise extrêmement grave. Mais aussi ce peut être le début d'une espèce de résurrection. Voilà pourquoi le moment m'a semblé venu où il pourrait m'être possible d'être utile, encore une fois, directement à la France.* » ; des propos qui cachent un message dissimulé à l'attention des militaires d'Alger dont on sait aujourd'hui qu'ils préparaient alors une opération militaire intitulée précisément « *Résurrection* »⁷¹⁹. Par cette intervention, avant le référendum, le chef de l'Etat a peut-être voulu attirer l'attention des Français sur ce qui se tramait, les mettre en garde du danger qui les menaçait, « *...jamais la décision de chacune et chacun d'entre vous n'aura pesé si lourd...* ». Et, le moins que l'on puisse dire, est que l'homme qui sut incarner la grandeur de la France n'a nullement forcé le trait car le bouleversement qui se prépare est de taille et ne vise autre chose que de faire régresser le pays et son Peuple, près d'un siècle en arrière.

La conspiration de la contre réforme libérale.

L'arrivée au pouvoir outre atlantique du président ROOSEVELT et l'avènement de l'Etat providence, après le second conflit mondial, n'avaient pas, loin s'en faut, supprimé la caste des accapareurs car les indécentes fortunes que celle-ci avait constituées au détriment du bon Peuple, avaient atteint des niveaux tels, qu'il fallait autre chose que le début d'une politique fiscale plus redistributive pour en venir à bout. Tout au plus avait-elle perdu de sa superbe. Dans notre pays, la nationalisation de la *banque de France* lui avait ôté le contrôle de cet outil privilégié de l'accaparement. On devait aux accords de *Bretton Woods*⁷²⁰ un système monétaire stable, apte à

⁷¹⁸ Charles DE GAULLE, intervention télévisée du 25 avril 1969, disponible sur le site de l'*Institut National de l'Audiovisuel* (degaulle.ina.fr).

⁷¹⁹ Voir l'interview de Pierre LEFRANC « *De Gaulle a manœuvré de façon magistrale.* » dans *Le Nouvel Observateur* n°2085, semaine du 21 octobre 2004.

⁷²⁰ Accords économiques fondant le système financier international de l'après-guerre, signés le 22 juillet 1944 à Bretton Woods aux Etats Unis. Les deux grands promoteurs du système qui se

permettre la reconstruction d'un monde ravagé par la guerre, et l'essor économique. On se souvient que, jusqu'à la première guerre mondiale, prévalait l'étalon or qui permit aux monnaies les plus puissantes, qui demeuraient convertibles en métal jaune, de couvrir des zones d'influence. C'était alors le cas du franc en Europe mais aussi de la livre sterling. Après la *Grande Guerre*, la montée de l'endettement des pays touchés par le conflit ayant entraîné la raréfaction de l'or, de plus en plus de monnaies devinrent, par la force des choses, inconvertibles ce qui devait entraîner la généralisation du système de flottement des monnaies⁷²¹ qui aura parfois des conséquences fâcheuses⁷²². Le système de l'étalon de change-or (*Gold Exchange Standard*), mis en place par les accords de Gênes de 1922, permit alors aux Etats d'émettre de la monnaie, non plus en contrepartie d'or, mais de devises, elles-mêmes convertibles en or. Ce système s'avéra très instable en raison de la concurrence entre plusieurs monnaies convertibles, ce qui fragilisa l'économie mondiale, contribuant encore à l'aggravation de la crise de 1929. C'est d'ailleurs la crise et ses conséquences qui eurent raison du *Gold Exchange Standard*, chaque pays préférant se retourner vers des solutions de protection strictement nationales⁷²³. Parmi celles-ci la dévaluation tient une bonne place. Le but étant alors d'augmenter les exportations afin de réduire le déficit des *balances commerciales*⁷²⁴. Ce « *saute qui peut* » généralisé se traduira par une accélération de la *spirale déflationniste*⁷²⁵ avec pour conséquences immédiates un déclin du commerce international et un chômage de masse. Pour éviter de revenir à ces travers, le système issu des *accords de Bretton Woods* revient au *Gold Exchange Standard* mais fondé cette fois sur une seule monnaie. L'idée d'une devise internationale, le *bancor*, proposée par KEYNES ayant été rejetée, c'est le dollar américain qui fait office de monnaie de référence. La raison de ce choix tient, bien entendu, à la situation florissante du pays qui

met en place sont John Maynard KEYNES, à la tête de la délégation britannique et le secrétaire au Trésor des Etats Unis, Harry Dexter WHITE.

⁷²¹ Le système des *changes flottants* (on dit aussi *changes flexibles*) est celui dans lequel la valeur d'une monnaie nationale ne dépend pas directement de la valeur des autres devises (il n'y a pas de parité officielle entre les monnaies). La principale conséquence est que le taux de change d'une monnaie varie librement sur le marché des changes, en fonction de l'offre ou de la demande, la monnaie s'appréciant si elle est beaucoup demandée ou se dépréciant dans le cas contraire. La banque centrale n'a plus alors l'obligation d'intervenir : elle n'est plus tenue de veiller au maintien de la valeur de la monnaie dont elle est la gérante par rapport aux autres.

⁷²² Parmi les plus spectaculaire l'épisode de l'hyperinflation allemande de janvier 1923 : la flambée des prix atteint alors l'augmentation record de $3,25 \times 10^6$ % par mois, c'est à dire que les prix doubleraient toutes les quarante neuf heures.

⁷²³ En 1931 l'Allemagne adopte ainsi un contrôle total des changes. La Grande Bretagne suspend la convertibilité de la livre et crée une « zone sterling ». Le Japon et les Etats Unis suspendent la convertibilité de leurs monnaies et instaurent un contrôle des changes pour le premier et une « zone dollar » pour le second. La France abandonne la convertibilité en 1936.

⁷²⁴ La *balance commerciale* recense les importations et les exportations de biens et de services marchands d'un pays. Son *solde* est la différence entre les exportations et les importations. S'il est positif on parle d'*excédent commercial*, s'il est négatif de *déficit commercial*.

⁷²⁵ On nomme *spirale déflationniste* le phénomène dans lequel une situation de *déflation* (baisse des prix) est à l'origine d'un cercle vicieux allant dans le sens du maintien voire de l'aggravation de celle-ci : la baisse des prix entraîne une baisse de la production qui elle même est à l'origine d'une baisse des salaires et par conséquent de la demande ce qui entraîne la poursuite du mouvement de baisse des prix.

apparaitrait comme le principal vainqueur de la guerre : sa production industrielle a doublé par rapport à celle qui prévalait avant le conflit, la moitié du charbon ou de l'électricité mondiales, les deux tiers du pétrole, en sont issus tandis que 80% de l'or mondial y est concentré. Le système est alors ainsi conçu : toutes les monnaies sont définies en dollars qui devient l'unique devise convertible en or⁷²⁶. Le taux fixe entre les monnaies du monde est ajustable en cas de besoin. Il fait l'objet d'une surveillance particulière par le *Fonds Monétaire International*, nouvellement créé, qui peut intervenir, en cas de crise, pour fournir en liquidités un pays à charge pour lui de mettre en place une politique de redressement. L'idée qui prévaut est alors d'éviter les errements d'avant-guerre. C'est ce système monétaire international qui servira de socle aux « *Trente Glorieuses* ».

La constante dans le comportement des accapareurs, depuis que ceux-ci ont fait leur apparition sur terre, est de rompre l'harmonie égalitaire qui régne naturellement dans la société primordiale, soudée autour de la pratique du don. Cet objectif est atteint lorsque la minorité prédatrice parvient à contraindre la majorité des membres du groupe social à travailler à son profit. Dans la société moderne de l'accaparement, cette domination passe par l'intermédiaire de la monnaie ou plutôt de l'endettement, comme le père DUCHESNE l'a longuement exposé, en décrivant notamment la société française entre la révolution française et la première guerre mondiale. On conçoit alors sans peine combien la caste des accapareurs, cette prétendue élite mélange bigarré de caciques d'ancien régime et de ploutocrates napoléoniens, voient d'un très mauvais œil cette société de l'opulence pour tous qui se met en place durant les « *Trente Glorieuses* ». Les représentants de cette engeance perçoivent nettement la menace qui pèse sur leurs indécentes magots. Cette société du dynamisme économique, qui veut aussi réduire les inégalités et dans laquelle KEYNES se félicite de la future « *euthanasie des rentiers* », leur fait peur et à juste raison : alors qu'en 1929, 45% de la fortune était détenue par 1% de la population française, voici qu'en 1950, cette même minorité ne détient plus que 31% des richesses⁷²⁷. Comment imaginer alors, comme on cherche à nous l'inculquer aujourd'hui, que cette minorité, encore immensément riche, présente dans tous les pays du bloc occidental, ait pu rester sans rien faire, tandis que les technocrates de la société de l'abondance, avec patience et méthode, étaient en train de ponctionner leur insolente opulence, si stérilement thésaurisée, afin d'en faire un meilleur usage au profit du bien commun ? Il faut bien raison garder et convenir que le passage de l'Etat providence au retour en force de la société de l'accaparement, dans les années 1970-1980, ne résulte pas d'un choc pétrolier comme on voudrait nous le faire accroire, en nous prenant du même coup pour de parfaits imbéciles, mais bien d'une stratégie concertée !

Car c'est bien une véritable révolution, tant sociale qu'économique, qui s'impose dans ce dernier quart du vingtième siècle. Le père DUCHESNE vient de décrire le modèle de régulation qui prévalait durant les « *Trente Glorieuses* ». Celui qui se met alors en place est très exactement le négatif du précédent. Le but de l'accapareur, comme l'a répété maintes fois le père DUCHESNE, est d'amener la plus grande part possible de la société à travailler à seul profit et, en ce sens, l'accaparement est foncièrement un système esclavagiste. Si l'immense majorité de nos concitoyens ne prend pas véritablement conscience de cet état d'esclave qui tend à devenir le sien, cela tient vraisemblablement à ce paradoxe mis en avant GOETHE : « *Nul n'est plus esclave*

⁷²⁶ Sur la base de 35 dollars l'once d'or.

⁷²⁷ Sources : article de Laure Lugon ZUGRAVU « *La crise de 1929 lamine les superriches mais réduit les inégalités* » à la revue *Bilan* n°262 du 5 décembre 2008.

que celui qui se croit libre sans l'être. »⁷²⁸. La société contemporaine de l'accaparement, à la différence de sa devancière qui reposait sur un asservissement direct, ne parvient qu'indirectement à imposer la soumission de la multitude. Celle-ci passe par le biais de la monnaie, ce que faisait justement remarquer Léon TOLSTOI (1828-1910) : « *L'argent est une forme nouvelle d'esclavage, il se distingue de l'ancienne simplement par le fait qu'il est impersonnel, il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave.* ». Fort logiquement donc, la caste prédatrice n'a eu de cesse, depuis la consécration de l'Etat interventionniste, que de tout mettre en œuvre pour revenir à la situation qui prévalait avant le premier conflit mondial. Elle n'y est parvenue qu'à partir des années 1970 et l'on peut constater que la société de l'injustice qui sévit depuis lors, prend, en tous points, exactement le contre-pied de l'Etat providence. Dès lors, pour reprendre l'expression keynésienne, que ce dernier voulait « *l'euthanasie des rentiers* », le but à atteindre était donc de revenir à la glorification des rentiers, ainsi qu'elle prévalait au XIX^e siècle. On comprend alors aisément que parmi les premiers objectifs figurait le démantèlement du système monétaire issu des *accords de Bretton Woods*. Il convenait de parvenir vite à la sacralisation de l'instrument monétaire par d'incessantes politiques de lutte contre l'inflation afin de faire émerger cette monnaie forte et stable qui permet aux détenteurs des fortunes d'engranger toujours davantage. L'argent cesse alors d'être un instrument au service de l'économie, il devient une fin en soi. La *préférence pour la liquidité* conduit inmanquablement à délaisser l'investissement. La finance prend le dessus, elle écrase la réalité économique : la croissance devient médiocre, le chômage de masse s'installe, l'endettement généralisé étend son emprise. La financierisation de l'épargne va aussi accroître de manière spectaculaire le pouvoir des détenteurs de capitaux qui, par la globalisation des échanges au niveau mondial n'éprouvent aucune difficulté à s'affranchir du pouvoir des banques centrales qu'ils ne contrôlent plus ainsi qu'ils le faisaient un siècle auparavant, et leurs exigences de rentiers omnipotents s'imposent d'autant à la caste politique à son service que les Etats que celle-ci est sensée diriger seront endettés à leur profit.

Il convient, là encore, de peser le poids de la propagande contemporaine articulée notamment sur des préceptes aussi stupides que : « *la théorie keynésienne a vécu, elle n'est plus pertinente* » ou encore « *l'Etat n'est pas performant en économie* », « *il faut vaincre l'inflation pour résorber le chômage* » et tant d'autres sornettes... Pour s'en tenir au trois idioties qui viennent d'être proférées, le père DUCHESNE fera seulement les remarques suivantes : « *La théorie keynésienne est si peu pertinente, qu'aujourd'hui, alors que les accapareurs ont conduit l'économie mondiale au désastre, voici que tous les Etats, sans exception, ne jurent que par elle pour conduire des prétendues relances !* », « *C'est bien l'incompétence de l'Etat à gérer l'économie, dénoncée de longue date – on se souvient des paroles de TAINÉ⁷²⁹ au dix-neuvième – qui a fait que le monde a, pendant trois décennies, connu une période de prospérité inégalée !* », « *Bien sûr la courbe de PHILIPPS⁷³⁰ n'est qu'une vaste plaisanterie mais alors pourquoi ne pas d'abord vaincre le chômage pour finir par l'inflation ?* ». Il n'y a bien évidemment aucune justification théorique à la mainmise des accapareurs sur le corps social, seulement le résultat d'un rapport de force ce qui rend ces justifications théoriciennes pour le moins risibles. Le thème

⁷²⁸ Johann Wolfgang VON GOETHE « *Sentences en prose* », éditions R. Steiner.

⁷²⁹ Voir page 335.

⁷³⁰ L'économiste néo-zélandais William PHILLIPS (1914-1975) a mis en évidence en 1958 une relation inverse (relation empirique négative en langage d'économiste) entre le taux de chômage et l'inflation.

de l'Etat incapable ou encore incorrigible dépensier par exemple est un leitmotiv, une constante dans le langage des défenseurs de la cause des accapareurs. Ainsi aux Etats-Unis, en 1936, bien avant les « *Trente Glorieuses* », alors que l'interventionnisme n'est encore qu'à ses balbutiements, la plate-forme du parti républicain dénonçait déjà : « *L'Amérique est en péril. Notre bien être et l'avenir de notre jeunesse sont en jeu. Pour la première fois, la préservation de nos libertés et de nos personnalités de citoyens libres est menacée par l'Etat.* »⁷³¹.

De la même manière voici que les défenseurs de la société des accapareurs appellent à la rescousse la théorie économique pour justifier ce choix de société qui veut qu'aujourd'hui la petite minorité empoche tandis l'écrasante majorité se serre la ceinture, chaque jour davantage. Mais qui trop embrasse mal étreint ! Quelle est donc parmi toutes ces théories invoquées, de-ci de-là, celle qui se révèle pertinente pour justifier le « *choix néo-libéral* » ? La diversité voire la contradiction dans les modèles explicatifs ne gêne visiblement personne, l'essentiel étant sans doute que toutes, peu ou prou, s'entendent sur la nécessité de déréglementer. Comme dans toute bonne confrérie, il y a la querelle entre les anciens et les modernes et comme dans toute bonne religion, l'affrontement des orthodoxes et des modérés. Qui faut-il donc croire ? Les tenants de l'« *ultralibéralisme* », nouveaux adorateurs du marché, qu'on dirait tout droit jaillis du XIX^e siècle, Milton FRIEDMAN (1912-2006) et Friedrich HAYEK (1899-1992) en dignes successeurs^o de Frédéric BASTIAT (1801-1850) et l'école autrichienne ou le courant néoclassique « utilitariste » : les néo-walrasiens comme Kenneth ARROW ou Gérard DEBREU (1921-2004), l'école des choix publics avec James M BUCHANAN ou Gordon TULLOCK, les nouveaux classiques comme Robert LUKAS Jr, Finn E KYDLAND et Edward C PRESCOTT ou l'Ecole de CHICAGO avec George STIGLER (1911-1991) ou Gary BECKER, qui se borneraient plutôt à affirmer que le marché est encore le moins mauvais des systèmes à condition toutefois de le réguler en remettant en place le bon vieux Etat gendarme du passé pour refaire la police par quelques lois anti-trusts et un petit peu de consumérisme.

Il ne s'agit pas seulement d'un foisonnement de matière grise car, derrière, se profile une divergence fondamentale. Pour l'école anglo-saxonne, tout repose sur l'équilibre au sein du marché entre offre et demande dans un contexte d'information parfaite, ce qui entraîne alors, de la part d'agents qui anticipent rationnellement, les meilleurs choix possibles ! Voilà qui s'oppose singulièrement à l'école autrichienne, pour qui cet équilibre purement statique est secondaire car ce qui importe c'est l'efficacité du système des prix qui dispense ainsi d'informer, voire même d'organiser, les prix suffisant à conditionner les comportements individuels vers les activités économiquement les plus utiles ce qui fait du marché un simple « *processus cognitif* ». L'ennui est que deux visions, diamétralement opposées, d'une réalité pourtant élémentaire, se double d'une divergence quant aux actions à entreprendre. Est-ce qu'il convient de se focaliser sur la monnaie, comme le suggère Milton FRIEDMAN, qui recommande par-dessus tout d'empêcher la manipulation maladroite par l'Etat de la masse monétaire ce qui occasionne l'inflation qui est le mal absolu à la source de tous les maux de l'univers car les prix cessent alors d'être des vrais indicateurs ? Le but à atteindre de serait-il pas plutôt fiscal comme le pensent les théoriciens de l'offre avec Arthur LAFFER pour qui seule la baisse de l'impôt serait susceptible de relancer l'initiative privée ? Mais pourquoi après tout ne pas privilégier une optique commerciale en libéralisant tous les échanges, thèse largement partagée par le *GATT*, devenu, depuis 1995, l'*Organisation Mondiale du Commerce* ?

⁷³¹ Cité in John GERRING « *Party Ideologies in America 1828-1996.* » Cambridge University Press, Cambridge, 2001, 352 pages, page 141.

La réalité est qu'il n'y pas, en économie comme ailleurs, de sauveur suprême, mais une confrontation permanente de thèses concurrentes ! Ainsi, et contrairement sans doute aux idées reçues, les controverses doctrinales ont toujours été fréquentes, même pendant la période des « Trente Glorieuses », qui ne donnait pas lieu au bel unanimité que l'on imagine volontiers, la plus célèbre étant, dans les années 1960, le débat entre les économistes du MIT⁷³² et l'université anglaise de CAMBRIDGE, connue sous le nom de « la guerre des deux Cambridge ». Contrairement encore à une idée reçue, KEYNES ne réfute pas la théorie classique mais considère qu'elle « n'est applicable qu'au cas du plein emploi ». En dépit d'une croyance fortement ancrée, les « Trente Glorieuses » ne sont pas, à proprement parler, keynésiennes, la conception dominante, de 1945 à 1970, est la *synthèse néo-classique*, dominée notamment par le *modèle IS-LM*⁷³³ que l'on doit à John HICKS (1904-1989) qui s'est attaché, à partir de 1937, dans un article resté célèbre⁷³⁴ à transcrire la « *Théorie générale* » de KEYNES, publiée un an plus tôt, en termes néoclassiques. Ainsi, dans la troisième édition de son ouvrage « *Economics* », une des références de l'après guerre en matière de sciences économiques, l'économiste américain, prix Nobel en 1970, Paul SAMUELSON écrivait en 1955 : « *Ces dernières années, 90% des économistes américains ont cessé d'être des "économistes keynésiens" ou "antikeynésiens". Ils ont plutôt travaillé à une synthèse de ce qui était valable aussi bien dans l'ancienne économie que dans les théories modernes de détermination du revenu. Le résultat peut être appelé l'économie néo-classique et est accepté dans ses grandes lignes par tous, excepté par 5% d'auteurs à l'extrême gauche et à l'extrême droite* »⁷³⁵. En 1962, le schéma imaginé par HICKS se complexifie en intégrant la dimension internationale, c'est le *modèle de MUNDELL-FLEMING*⁷³⁶. A partir des années 1959 se met en place la *courbe de PHILLIPS*, introduite par Paul SAMUELSON, Robert SOLOW et Robert LIPSEY qui permet d'arbitrer entre chômage et inflation. Avec ces outils économétriques d'aide à la décision c'est une véritable révolution qui s'opère, l'économiste n'est plus seulement un théoricien scientifique, il devient un ingénieur. Ainsi et sans rentrer dans les querelles théoriques entre partisans d'un marché s'autorégulant ou ayant besoin d'un « coup de main » pour ce faire, le père DUCHESNE fait simplement remarquer que, pendant trente ans, un apport théorique diversifié a abouti à la mise en place d'une « *ingénierie économique* » qui a parfaitement fonctionné ce qui implique qu'elle reposait sur des réalités. Alors comment croire que, du jour au lendemain, l'économie se soit mise à fonctionner d'une manière totalement imprévisible, multipliant soudain les incohérences en violation des règles que la science était pourtant persuadée avoir identifiées.

⁷³² Le *Massachusetts Institute of Technology (MIT)* est un complexe universitaire et de recherche spécialisé dans les domaines de la science et de la technologie, situé à CAMBRIDGE dans l'Etat du MASSACHUSETTS, aux Etats-Unis.

⁷³³ Modèle macroéconomique qui décrit l'équilibre d'une économie composée de trois marchés : les biens, la monnaie et les titres.

⁷³⁴ J. Hicks « *Mr. Keynes and the 'Classics': A Suggested Interpretation* », dans *Econometrica*, volume 5, 1937, pages 147-159.

⁷³⁵ P. SAMUELSON « *Economics. An Introductory Analysis.* », éditions McGraw-Hill, New York, 1955, page 212.

⁷³⁶ Inventé par Robert MUNDELL et Marcus FLEMING (1911-1976), ce modèle permet d'appréhender l'impact des politiques économiques (monétaires, fiscales...) dans une économie ouverte aux échanges commerciaux et financiers avec l'étranger, ce qui n'était pas possible par le *modèle IS-LM*.

C'est bien pourtant ce que l'on voudrait nous faire admettre concernant ces années 1970. Depuis la seconde guerre mondiale, l'économétrie n'a cessé de se développer en acquérant, avec ses lettres de noblesse, une grande renommée, collectionnant les prix Nobel d'économie. Elle prend ainsi une place de plus en plus importante dans le champ des sciences économiques et, s'appuyant de plus en plus sur les mathématiques, devient de moins en moins « discutable » ce qui lui permet d'acquérir un « statut » institutionnel comme outil incontournable d'aide à la décision. Elle est alors orientée vers la *macroéconomie*⁷³⁷. Il est acquis, par ailleurs, que les objectifs de la politique économique sont quadruples. Ils visent à rechercher simultanément ce que l'économiste Nicholas KALDOR (1908-1988) nommait le « *carré magique* » : la croissance, le plein-emploi, la stabilité des prix et l'équilibre de la balance des paiements. On comprend mieux ainsi l'impossibilité structurelle d'améliorer la situation économique aujourd'hui en Europe quand la *banque centrale européenne* (BCE) exerce une politique monétaire prioritaire qui s'impose à tous les Etats de la zone, rendant ainsi pour chacun d'eux la recherche de cet équilibre, ce que l'on appelait auparavant la « *policy mix* », totalement illusoire. La question est donc bien de savoir les raisons de ce changement de cap spectaculaire qui intervient au tournant des années 1970-1980. Car c'est bien une rupture brutale avec le passé que l'on constate alors ! Deux éléments suffisent à reléguer aux orties presque un demi-siècle d'une construction économique qui avait apporté la prospérité au monde : un phénomène inédit, nous dit-on, inconnu jusqu'alors, la *stagflation* et une pensée nouvelle, qui n'a d'ailleurs rien de nouveau, celle portée par l'école de Chicago⁷³⁸ et notamment la fameuse « *critique de LUCAS* ». Cette dernière du nom d'un des théoriciens de cette école Robert LUCAS Junior, formulée en 1976⁷³⁹ a littéralement remis en cause les modèles économétriques qui prévalaient jusqu'alors. Voici que cet éminent auteur découvre que les agents économiques sont rationnels et aboutit alors à la conclusion que les modèles économétriques préexistants sont invalides : ces agents, prétend-il, n'ont aucune difficulté à contrer les politiques économiques du gouvernement en les anticipant, aussi il convient bien d'abandonner toute politique budgétaire ou monétaire. Et voilà aisément et opportunément jetés aux orties les outils qui avaient fait les politiques de prospérité des décennies précédentes. Désormais l'économétrie sera essentiellement centrée sur la *microéconomie*⁷⁴⁰. Dans un quelconque laboratoire de physique un professeur a présenté à ses élèves, pendant trente années, l'expérience de TORRICELLI. Un beau matin pourtant il constate une anomalie dans la

⁷³⁷ La *macroéconomie*, qui doit son nom, en 1933, à l'économiste norvégien Ragnar FRISCH (1895-1973), consiste à appréhender l'économie à travers les relations qui existent entre les grands agrégats économiques comme le revenu, l'investissement, la consommation, l'inflation, le taux de chômage, etc...

⁷³⁸ L'école de Chicago est un groupe informel d'économistes libéraux caractérisé par son opposition farouche au keynésianisme. Elle doit son nom au département d'économie de l'Université de Chicago, encore que l'ensemble de ses membres était loin de partager la même conception. Elle a formé de nombreux technocrates latino-américains parmi lesquels les « *Chicago Boys* », promoteurs des politiques économiques chiliennes mises en place durant la dictature de Pinochet.

⁷³⁹ Voir en particulier R. LUCAS « *Econometric Policy Evaluation: A Critique.* », in « *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy* » 1: page 19 à 46.

⁷⁴⁰ La *microéconomie* est la branche de l'économie qui cherche à cerner le comportement économique au niveau de l'individualité qu'il s'agisse du consommateur ou d'une entreprise, le premier sera considéré comme offreur de travail et demandeur de produits finis, la seconde comme demanderesse de travail et offreuse de produits.

colonne d'air de mercure qui ne permet plus la classique démonstration. Que va faire ce professeur ? Va-t-il s'inquiéter de l'élément perturbateur ou casser le baromètre ? C'est pourtant bien cette seconde solution qui est toujours défendue depuis la fin des années 1970 !

Comment croire alors que ce changement radical qui s'opère alors serait le fruit d'une réflexion, d'une balance entre des avantages et des inconvénients longuement mesurés ? La thèse du complot résultant d'un rapport de forces désormais favorable aux accapareurs, que défend le père DUCHESNE, apparaît bien plus pertinente. Dans les années 1970, les 1% les plus riches n'accaparent plus que 20% des richesses et l'intérêt réel devient négatif⁷⁴¹. Pour parler différemment la promesse de « *l'euthanasie des rentiers* » de KEYNES est en train de s'accomplir⁷⁴². On comprend alors que les grandes fortunes, sentant la menace sur elles, ne pouvaient rester inactives et les accapareurs d'hier décidaient alors que le moment était venu de prendre leur revanche.

La préparation de la révolution conservatrice.

Pour Antonio GRAMSCI (1891-1937), dont le père DUCHESNE a déjà évoqué la pensée : « *...chaque révolution est précédée d'un intense travail de critique, de pénétration culturelle, d'infiltration à travers les groupes humains d'abord réfractaires et seulement préoccupés de résoudre, jour après jour, leur problème économique propre sans lien de solidarité avec les autres qui se trouvent dans la même condition* »⁷⁴³. Le retour en force des accapareurs dans les dernières décennies du vingtième siècle, cette révolution conservatrice, ce « *grand bond en arrière* » ne s'est pas fait sans une méticuleuse préparation. La stratégie déployée s'est articulée autour de quatre axes principaux. Le premier vient d'être déjà évoqué par le père DUCHESNE : c'est celui de la justification théorique. Excellent alibi que celui de la science que l'on invoque ! C'est le fameux « TINA »⁷⁴⁴ de THATCHER qui permet ainsi à son auteur, après avoir recueilli 10 à 15 % dans les régions travaillistes⁷⁴⁵, notamment en ayant recours, pour la première fois dans le pays, aux services d'une agence de publicité⁷⁴⁶ qui, pour mener sa campagne, se placera allègrement sur le terrain social, contestant ainsi le gouvernement en place⁷⁴⁷ pour ensuite, sans le moindre scrupule, et à vaste échelle mettre à mal toute l'œuvre

⁷⁴¹ Dans cette situation le taux d'inflation est supérieur au taux d'intérêt ce qui, en d'autres termes, signifie que ceux qui se sont appauvris en s'endettant voient la charge du remboursement de leur dette s'alléger tandis que les rentiers eux s'appauvrissent.

⁷⁴² KEYNES s'en félicitait car pour lui spéculation financière et grandes fortunes étaient intrinsèquement liées occasionnant ainsi un facteur majeur d'incertitude à l'économie avec en outre un effet d'éviction : la recherche frénétique de rendements élevés orientaient davantage les placements vers la sphère financière plutôt que l'investissement industriel. On voit aujourd'hui toute la dimension prophétique de la pensée de ce grand économiste !

⁷⁴³ Cité in Yves GUCHET et Jean Marie DEMALDENT « *Histoire des idées politiques. Tome 2 : de la Révolution française à nos jours* », éditions Armand Colin, collection U, 1996, Paris, 523 pages, pages 323.

⁷⁴⁴ Acronyme de « *There is no alternative* » (« *Il n'y a pas d'alternative* »).

⁷⁴⁵ Les conservateurs ont remporté la victoire en Grande Bretagne, le 3 mai 1979, en recueillant le modeste score de 44% (soit 339 élus) face à 37 % (269 élus) pour les travaillistes.

⁷⁴⁶ L'agence *Saatchi and Saatchi* fondée en 1976.

⁷⁴⁷ Avec notamment la diffusion massive d'affiches représentants des files d'attente avec le

de l'Etat providence et paupériser à l'extrême les masses populaires britanniques au seul profit des riches. Il ne faut cependant se leurrer : il n'y a pas de justification théorique mais pure œuvre de propagande. Le père DUCHESNE vient de montrer ainsi combien il est réducteur et en définitive inexact de résumer la pensée économique des « *Trente Glorieuses* » à KEYNES, qui est pourtant la seule cible désignée par les prétendus « *nouveaux penseurs* » en matière économique.

De nouveaux théoriciens, il n'y en a guère en réalité, seulement des militants de la cause des accapareurs ! La contre-réforme libérale, qui est le nom que le père DUCHESNE donne à la *révolution conservatrice*, n'est pas issue du travail de théoriciens, comme l'Etat interventionniste est né de la pensée de KEYNES, mais de *think tank*, de prétendus « *laboratoires d'idées* » qui sont en réalité des *lobbies* à finalité intéressée. Il existait, depuis fort longtemps, certaines réflexions, tendant à contester l'interventionnisme de l'Etat, qui sont apparues consécutivement à la *Grande Dépression*. Ainsi par exemple, dès 1944, dans son ouvrage « *La route de la servitude* »⁷⁴⁸ Friedrich HAYEK (1899-1992) défendait la thèse qui veut que l'intervention massive de l'Etat et la socialisation de l'économie débouchent obligatoirement sur le totalitarisme et la suppression des libertés individuelles. Proférée à l'orée des « *Trente Glorieuses* », on mesure, avec émotion, le caractère hautement prophétique de cette prédiction ! En réalité, comme l'a montré le journaliste Serge HALIMI dans son ouvrage « *Le grand bond en arrière* »⁷⁴⁹, on cherche alors à écarter chacun de la voie médiane ou raisonnable : « *Bon libéral, KEYNES entendait sauver le capitalisme de ses pulsions autodestructrices, naviguer entre le Charybde de l'individualisme forcené et le Scylla de la planification centralisée. Au milieu des années 70, les écoles économiques et sociales qui s'affrontent sont, à droite, le monétarisme et la politique de l'offre, et, à gauche, les nationalisations et le contrôle des importations. Au centre il n'y a plus rien.* »⁷⁵⁰. Il n'est alors de nouvelles théories et qui mieux que Milton FRIEDMAN (1912-2006) pour le reconnaître dans l'intervention qu'il prononça en 1976, lors de la remise du prix Nobel : « *Le changement brutal intervenu dans le domaine de la théorie économique n'a pas été l'aboutissement d'une guerre idéologique. Il découle presque entièrement de la force des événements. L'expérience brute a prouvé qu'elle était beaucoup plus puissante que la plus puissante des préférences politiques ou idéologiques.* »⁷⁵¹.

Pas de théoricien donc, mais le résultat d'un simple rapport de forces désormais favorable à la caste des accapareurs. Pour parvenir à ses fins et assujettir en esclavage l'immense majorité de la population, il lui fallait encore au-delà d'une idéologie alibi, rallier à sa cause l'ensemble de la classe politique. Ce fut sans nul doute, parmi les tâches à accomplir, la plus aisée. Le père DUCHESNE a montré comment la forme moderne de la société des accapareurs repose sur la domination du plus grand nombre par deux ordres minoritaires : à côté celui des accapareurs, celui des politiciens professionnels lui sert d'appui et de caution. Cette collusion n'a, à proprement parler, pas cessé depuis la révolution française mais cependant, comme on l'a vu, un

slogan « *Labour is not working.* » (« *Le Labour ça ne marche pas !* »).

⁷⁴⁸ F. HAYEK « *La route de la servitude* », Presses Universitaires de France, collection « *Quadrige Grands Textes* », 2005, 176 pages.

⁷⁴⁹ S. HALIMI « *Le grand bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde.* », éditions FAYARD, 2004, 620 pages.

⁷⁵⁰ S. HALIMI, *op. cit.* page 183.

⁷⁵¹ Richard COCKETT « *Thinking the Unthinkable : Think Tanks and the Economic Counter-Revolution (1931-1983)* », HarperCollins Publishers, Londres, 1995, 389 pages, page 198.

courant politique nouveau avait vu le jour. Il avait accompagné les « *Trente Glorieuses* » et refusait de se mettre au service des rentiers. Il fallait donc convertir ce courant à la bonne cause ou, à défaut, l'éliminer. Sur ce point, le résultat dépassera toutes les espérances puisque, aujourd'hui, l'ensemble des formations politiques, qui se partagent à échéances régulières le pouvoir, oeuvrent unanimement dans le même sens qui est celui de l'intérêt des accapareurs. Invoquant, comme un prétexte, les sempiternelles « *contraintes de la mondialisation* », la politique mise en œuvre sera toujours la même servie, comme le soulignaient les sociologues Pierre BOURDIEU et Loïc WACQUANT, par la même « ...*"rétorique" qu'invoquent les gouvernements pour justifier leur soumission volontaire aux marchés financiers. Loin d'être, comme on ne cesse de le répéter, la conséquence fatale de la croissance des échanges extérieurs, la désindustrialisation, la croissance des inégalités et la contraction des politiques sociales résultent de décisions de politique intérieure qui reflètent le basculement des rapports de classe en faveur des propriétaires du capital.* »⁷⁵².

Plus délicat peut-être que de se faire des complices dans la caste politique, tant la fonction de cette dernière semble désormais bien assignée depuis deux siècles, il restait encore à convertir, l'élite, la technocratie en particulier à qui la période de l'après-guerre avait donné un rôle sans cesse croissant. C'était là le troisième objectif à atteindre par les comploteurs. Celui-ci était d'autant plus primordial que la technocratie triomphante tendait à suppléer le choix politique, voire à se substituer carrément à lui. Les technocrates étant partout, leurs réflexions présidant à tous les choix, il était aisé de mesurer le caractère purement formel que prenait alors la décision du politique. La conversion de ces élites passera par la création de la « *pensée unique* » et, accessoirement, quelques émoluments dorés attribués au passage. Rien n'est plus puissant en effet que le paradigme unique dans la mesure où il interdit par avance toute solution alternative et, ce qui est particulièrement frappant concernant celui de la « *pensée unique* », c'est son caractère outrancier. Il ne s'agit, ni plus ni moins, que de proposer un retour en arrière d'un siècle, de revenir à une société entièrement articulée au profit d'une poignée de prédateurs et de l'affirmer bien haut ! N'est-il pas révélateur en effet, après trente ans ininterrompus de prospérité, après trois décennies d'absence de crise que de crier partout que tout ce que fait l'Etat va à vau-l'eau ? C'est pourtant là le postulat fondamental sur lequel s'appuie la nouvelle vulgate comme le montre Serge HALIMI : « *Or pour les fondamentalistes du marché, la question du résultat ne se pose pas dans le cas des politiques interventionnistes. Elles sont condamnées à échouer, en dépit de leurs intentions, en raison de la conviction qui les fonde. Cette thèse de l' "effet pervers" , qui voudrait que des législateurs mal informés n'aient cessé d'aggraver les souffrances humaines en s'efforçant de les soulager...L'action de l'Etat détruit la société : l'aide publique accroît la dépense des indigents, les lois anti-trusts gênent la concurrence, les réglementations sanitaires libèrent les individus du souci de se montrer prudents, la taxation du tabac favorise la contrebande, l'accroissement de la censure rend la pornographie plus violente, etc ...* »⁷⁵³. Et si la moindre illusion demeurerait encore sur l'aspect pesé et réfléchi des politiques publiques mises en œuvre à compter de la fin des années 70, et si le moindre doute devait subsister sur le caractère conspirationniste de celles-ci, il convient de se référer au propos du nouveau maître à penser HAYEK qui, dès l'année 1960, en plein cœur des « *Trente Glorieuses* », avait défini le programme à suivre : « *déréglementer, privatiser, réduire et simplifier les programmes de*

⁷⁵² P. BOURDIEU et L. WACQUANT « *La nouvelle vulgate planétaire.* » in *Le Monde Diplomatique* de mai 2000.

⁷⁵³ S. HALIMI, *op. cit.* page 201.

*sécurité sociale, diminuer la protection contre le chômage, supprimer les programmes de subvention au logement et les contrôles de loyer, abolir les programmes de contrôle des prix et de la production dans l'agriculture, réduire le pouvoir syndical. »*⁷⁵⁴. Ce retour au dix-neuvième siècle, que dénonce le père DUCHESNE, c'est l'objectif affiché et nul ne s'en cache. Ainsi, par exemple, Grover NORQUIST, soutient ardent de George W BUSH et animateur du puissant *think tank* « *Americans for Tax Reform* » détermine l'âge d'or à atteindre : « *...les cent vingt premières années de l'histoire de ce pays. Jusqu'à Teddy ROOSEVELT et ce moment où les socialistes ont pris le pouvoir. Car après, il y a eu l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les successions, les réglementations...* »⁷⁵⁵, ce que confirme le journaliste américain William GREIDER : « *La grande ambition de leur mouvement est de refouler au sens propre le vingtième siècle. C'est-à-dire de défenestrer l'Etat fédéral et de ramener sa taille et ses ambitions à ce qu'elles étaient bien avant la centralisation du New Deal. Une fois cela accompli les conservateurs les plus militants entrevoient une société restaurée dans laquelle les valeurs et les relations de pouvoir vous ressembler à ce qui existait aux alentours de 1900...* »⁷⁵⁶.

Il ne faut cependant pas se méprendre sur cette contre réforme libérale qui se prépare : elle vise bien le retour au dix-neuvième siècle, à cette époque où, comme l'a montré le père DUCHESNE, une petite poignée de grands fortunés, par le biais notamment des banques centrales qu'ils contrôlaient étroitement, mettait la société entière à travailler à leur profit. C'est bien cette petite caste de richissimes rentiers qui triomphe et qui met à nouveau le monde entier à son seul service, cette oligarchie qu'avait parfaitement identifiée KEYNES lorsqu'il évoquait sa disparition, « *l'euthanasie du pouvoir oppressif et cumulatif que le capitaliste retire de l'exploitation de la rareté du capital* »⁷⁵⁷. Contrairement à une fausse idée, couramment répandue, cette société de l'accaparement, qui se met en place dans ce dernier quart du vingtième siècle, n'est pas plus qu'elle ne l'était au dix-neuvième siècle, la société des « *patrons* », de ceux qui osent, de ceux qui investissent et prennent des risques, elle n'est que la société de la rente opulente. Là encore pour s'en convaincre il suffit d'aller aux sources mêmes de la contre-réforme libérale, aux écrits de William E. SIMON qui fut secrétaire du Trésor américain durant la période clé de 1974 à 1977 et qui déclarait dans son livre, préfacé rien que par Friedrich HAYEK et Milton FRIEDMAN en personnes : « *Durant mon passage au Trésor, je m'étonnais de voir les hommes d'affaires se précipiter à chaque crise pour solliciter l'aide de l'Etat, gémissant pour obtenir une aumône ou une protection contre cette concurrence qui est la source même de la productivité de notre système... Ces messieurs ne manquent jamais de clamer leur dévouement à la libre entreprise et leur opposition à toute ingérence arbitraire de l'Etat dans l'économie, à l'exception, bien entendu, de leur propre cas, qui a toujours un caractère bien particulier et se trouve justifié par leur souci primordial de l'intérêt public.* »⁷⁵⁸. On voit bien avec quelle estime les tenants de l'ordre financier nouveau voient les entrepreneurs !

⁷⁵⁴ Voir Gilles DOSTALER « *Le libéralisme de HAYEK* », éditions de La Découverte, collection « *Repères* », 2001, 121 pages, page 71.

⁷⁵⁵ La présidence de Teddy ROOSEVELT se situe entre 1901 et 1909.

⁷⁵⁶ William GREIDER « *The right's grand ambition : rolling back the 20th century* », article de l'hebdomadaire américain « *The Nation* » du 12 mai 2003.

⁷⁵⁷ Cité dans l'ouvrage de Bernard MARIS « *KEYNES, ou l'économiste citoyen.* », Les Presses de Science Po, collection « *La bibliothèque du citoyen* », 1999, 99 pages, page 78.

⁷⁵⁸ Cité in John GALBRAITH « *Chroniques d'un libéral impénitent* », éditions GALLIMARD, Paris, 1982, page 111.

Une prétendue théorie brandie comme un justificatif, la caste politique rangée à nouveau, comme un seul homme, sous la bannière de l'accaparement, les élites endoctrinés par une « *pensée unique* » qui, où qu'ils tournent la tête, leur assène une seule vérité, celle de l'injustice, il ne reste alors aux comploteurs qu'un obstacle de taille à franchir, celui du Peuple. Ce fut là tout le travail de la propagande. La contre réforme libérale n'a pu voir le jour, conformément d'ailleurs à ce que théorisait GRAMSCI, que vient de citer le père DUCHESNE, que par une totale mainmise culturelle sur les masses. Pour parler différemment le complot ne pouvait réussir qu'à la condition d'empêcher la population de se rendre compte de la mise en place de l'oppression ploutocratique. Pour ce faire il convenait de répandre une sous-culture propice à susciter, non des réactions raisonnées, mais des comportements impulsifs. La réflexion ne peut conduire à l'esclavage, seule la crétinisation à vaste échelle est de nature à parvenir à un tel résultat. Les choix politiques qui vont, à la fin du vingtième siècle, comme d'ailleurs au début du vingt-et-unième siècle, permettre à des candidats zélés au service des seuls fortunés d'accéder au pouvoir, reposent tous sur des réflexes, des réactions irraisonnées, des automatismes fondés le plus souvent sur une pulsion agressive de rejet. Le père DUCHESNE a montré, dans la première partie de sa réflexion, combien ce schéma correspond en France, à l'accession au pouvoir, en 2007, du candidat des rentiers fortunés, mais c'est là une constante qui se vérifie dans les autres pays : la *révolution conservatrice* va de pair avec la pulsion conservatrice qui n'est que réactive. L'arrivée au pouvoir de Ronald REAGAN aux Etats Unis et de Margaret THATCHER au Royaume Uni en sont les parfaites illustrations. Le chantre du libéralisme, l'écrivain Guy SORMAN, dans un ouvrage publié en 1983, bâti sur le témoignage de soixante dix américains, a montré en particulier le bouleversement des mentalités qui préside au changement politique dans ce pays : « *La jeunesse repousse la contestation, les femmes luttent contre le féminisme, les contribuables contre l'impôt, les Eglises les plus conservatrices rallient en masse des nouveaux fidèles, les intellectuels défendent le capitalisme, les syndicats ouvriers s'effondrent, les Noirs dénoncent la politique des droits civils.* »⁷⁵⁹.

Dans la première partie de ce livre, le père DUCHESNE a analysé les grands traits de ce qu'il nomme le subterfuge dont les ressorts sont notamment l'égoïsme forcené, destiné à mettre par terre cette conscience collective qui émergeait durant les « *Trente Glorieuses* », mais aussi la fausse simplicité qui permet de faire admettre des solutions simplistes, fondées exclusivement sur le rejet et la recherche du « bouc émissaire », dans la droite ligne de l'impératif premier visé par les accapareurs : diviser pour régner. La stratégie d'aliénation au moyen de la diffusion à vaste échelle d'une sous-culture, repose aussi, bien évidemment, sur la montée en puissance de l'idolatrie sur laquelle le père DUCHESNE reviendra plus longuement dans le second grand volet de sa réflexion. Après avoir analysé les préparatifs de la contre réforme libérale, voyons avec lui à présent comment celle-ci remet sur son piédestal, la société des accapareurs qui avait été contrainte à l'abandonner à partir de la Grande Guerre.

Le retour en force de la société de l'accaparement.

La thèse soutenue par le père DUCHESNE repose, on le sait, sur un changement capital intervenu dans l'histoire de l'humanité au tournant de l'époque néolithique, caractérisé par l'asservissement de tout le corps social par une minorité de prédateurs, aidée par une partie de la

⁷⁵⁹ G. SORMAN « *La révolution conservatrice américaine.* », éditions FAYARD, 1983, 250 pages.

classe sacerdotale. Il a cherché à montrer comment, depuis lors, la société des hommes était déchirée entre deux tendances contradictoires : celle impulsée par les accapareurs, qui vise à atteindre un détournement à leur profit toujours plus grand du travail de tous conformément à la loi du « toujours plus » et, face à elle, cet élan collectif qui incline à vouloir revenir à la société de l'harmonie primitive, l'histoire résultant de l'incessant balancement entre ces deux forces antagonistes. Le père DUCHESNE a également analysé comment, dans sa forme contemporaine, l'accaparement passe, non plus comme aux origines par l'emprise territoriale et l'oppression directe, mais par l'accumulation des moyens financiers. De même le deuxième ordre dominant n'est plus, comme jadis, issu de la classe sacerdotale mais s'est constitué autour de la caste des politiciens professionnels. Au vingtième siècle, avec la période des « *Trente Glorieuses* », la montée en puissance du rôle de l'Etat, garant de l'intérêt général, a conduit à l'instauration d'une société qui tendait à se rapprocher du modèle de l'harmonie primitive, menaçant ainsi jusqu'à l'existence des accapareurs, ce que met bien en avant la prophétie de KEYNES relative à « *l'euthanasie des rentiers* ». Pour revenir à leur situation hégémonique, les prédateurs du corps social devaient donc détruire totalement le modèle de l'Etat providence. Un point essentiel leur importait en particulier : arracher à l'Etat le contrôle de la monnaie pour permettre à nouveau son accaparement par la minorité prédatrice.

On se souvient en effet que la société des accapareurs, du XVIII^e siècle jusqu'à la guerre de 1914-1918, reposait sur le contrôle, par ces derniers, de la banque centrale. Cette mainmise, comme l'a montré le père DUCHESNE, était particulièrement marquée en France mais prévalait également dans les autres pays avancés. Aux Etats Unis en particulier, le président James Abram GARFIELD (1831-1881), qui devait mourir assassiné, déclarait en 1881 : « *Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et de tout le commerce...et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'avez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent.* »⁷⁶⁰, mais c'est sans doute l'aveu d'un autre président, Woodrow WILSON (1856-1924), qui devait demeurer célèbre : « *Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé, un des plus contrôlés et dominés non par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants.* »⁷⁶¹. Or au tournant des

⁷⁶⁰ « *Whoever controls the volume of money in our country is absolute master of all industry and commerce...and when you realize that the entire system is very easily controlled, one way or another, by a few powerful men at the top, you will not have to be told how periods of inflation and depression originate.* ».

⁷⁶¹ « *I am a most unhappy man. I have unwittingly ruined my country. A great industrial nation is controlled by its system of credit. Our system of credit is concentrated. The growth of the nation, therefore, and all our activities are in the hands of a few men. We have come to be one of the worst ruled, one of the most completely controlled and dominated Governments in the civilized world no longer a Government by free opinion, no longer a Government by conviction and the vote of the majority, but a Government by the opinion and duress of a small group of dominant men.* ». Cité in Wickliffe B. VENNARD « *The Federal Reserve Hoax (formerly the Federal*

années 1970, il paraît exclu de revenir au système qui prévalait au dix-neuvième siècle : d'une part, comme c'est le cas en France, les banques centrales ont volontiers été nationalisées, d'autre part et surtout, c'est l'Etat qui désormais possède la maîtrise monétaire. Par ailleurs le système du *Gold Exchange Standard* mis en place depuis les *accords de Bretton Woods* assure une stabilité à l'ensemble monétaire au plan international. C'est tout cet édifice que le complot de la contre réforme libérale se propose de mettre par terre. Le but à atteindre étant de faire en sorte que les détenteurs de fortune, deviennent les créanciers du monde entier, obligeant ainsi la population de la terre et les Etats à s'endetter à leur profit.

Cette stratégie passe par plusieurs étapes. La plus urgente est de détruire le système de *Bretton Woods*. On se souvient que celui-ci, délaissant la solution du *bancor* (unité de réserve non nationale) proposée par KEYNES, avait fait du dollar la monnaie internationale, toutes les monnaies du monde étant définies par rapport à cette devise, la seule à être convertible sur la base de 35 dollars l'once d'or. Une règle implicite était alors posée : ne pas demander la conversion des dollars américains en or. C'est la République Fédérale d'Allemagne qui, techniquement, inaugure le grand chambardement en préparation, en violant cette règle. Les demandes de remboursement massives alertent les Etats-Unis, qui ne veulent pas voir leur encaisse-or partir pour l'étranger. Conseillé par son directeur du budget et bientôt Secrétaire au Trésor, George SHULTZ⁷⁶², le président NIXON suspend, le 15 août 1971, la libre convertibilité du dollar en or aboutissant ainsi, de facto, à la dématérialisation de la monnaie. Cette étape capitale accomplie, le reste coule de source. Moins de deux ans plus tard, en mars 1973, le système des taux de change fixes s'effondre au profit de l'adoption du système des changes flottants⁷⁶³. En janvier 1976, les accords de KINGSTON (Jamaïque) entérineront officiellement l'abandon du rôle légal international de l'or. En d'autres termes, il n'existe plus de système monétaire organisé. Ceci est essentiel pour les accapareurs dans la mesure où, détenteurs de sommes colossales, ils vont désormais pouvoir faire grandir celles-ci à vitesse accélérée, comme l'avait d'ailleurs pressenti KEYNES, par le biais de la spéculation. Encore fallait-il parachever la réforme financière.

Pour ce faire une seconde grande étape est nécessaire et consistera à tuer l'Etat providence. Une théorie, parmi les multiples qui serviront d'alibis à la société de l'injustice, est mise en avant, ainsi que son promoteur qui, depuis des décennies, joue les Cassandre de la société de la prospérité qui préfère en rire. C'est Milton FRIEDMAN (1912-2006) et son école monétariste de Chicago qui, depuis l'après guerre, ne cessent de prêcher dans le désert. Après avoir servi la dictature de PINOCHET au Chili, voici que ces vieilles idées deviennent soudain, paroles d'Evangile ! Quelle est donc cette pensée qui prend alors l'allure d'une révélation biblique ? Elle tient avant tout à un principe : l'action de l'Etat en matière monétaire et néfaste. Pour étayer sa thèse, le nouveau maître à penser de l'économie fait du moderne avec de l'ancien. Et quel ancien ! Pas moins que la remise au goût du jour de la vieillotte *théorie quantitative de la monnaie*⁷⁶⁴. Le nouveau credo économique est entièrement centré sur une critique de la pensée

Reserve Corporation): The Age of Deception. », Edition: 7, publié par Meador Publ. Co., 1959, 284 pages.

⁷⁶² Qui sera plus tard Secrétaire d'Etat durant les deux mandats de REAGAN (le *Secrétaire d'Etat* aux Etats Unis (« *United States Secretary of State* ») est à la tête du *Département d'Etat*, c'est à dire l'équivalent de notre ministère des affaires étrangères) et l'un des principaux recruteurs et conseillers de George W BUSH.

⁷⁶³ Sur le système des *changes flottants* voir note 721.

⁷⁶⁴ Les origines de cette théorie remontent à la fin du Moyen Age avec Martin d'AZPILCUETA

keynésienne. On se souvient que l'auteur de la « *Théorie générale* » soutenait que la monnaie était active et qu'elle pouvait dès lors être utilisée pour améliorer les performances de l'économie. En réaction, les monétaristes rangés sous la bannière de Chicago, affirment que la demande de monnaie est stable et que l'inflation est « *partout et toujours un phénomène monétaire* », provoquée uniquement par l'augmentation trop rapide de la masse monétaire. Par ailleurs, les agents économiques sont réputés extrêmement rationnels au point même d'anticiper, sur le long terme, les effets de toute politique conjoncturelle et d'adapter leur comportement en conséquence, ce qui signifie donc qu'il faut abandonner toute politique publique en la matière. Il suffit alors, selon ces théoriciens, de fixer un taux de croissance fixe pour la masse monétaire, correspondant, peu ou prou, au taux de croissance et le tour est joué ! Ils prétendent alors que si la croissance vient à faiblir, l'offre de monnaie devenant en conséquence excédentaire, les taux d'intérêts diminueront ce qui ne pourra que relancer la croissance. Inversement, si la croissance explose et que l'économie se trouve en surchauffe, l'offre de monnaie devenant insuffisante, les taux d'intérêt augmenteront ce qui constituera le salutaire frein à la croissance endiablée. Il reste encore à régler l'épineuse question du chômage mais, là aussi, nos nouveaux génies ont leur idée qui règle d'ailleurs définitivement le problème : il existe un taux de chômage « naturel » en dessous duquel on ne saurait descendre ce qui ne peut qu'inciter l'Etat à ne pas agir.

On mesure bien tout le caractère « opportun » de cette théorie destinée avant tout à servir de prétexte à l'action de prédation qui se prépare et, là encore, que l'on ne vienne reprocher au père DUCHESNE une prise de position gratuite, fondée sur des convictions personnelles, car ce sont bien les faits, une fois de plus, qui viennent confirmer les propos tenus comme il va en être apporté la preuve. Ainsi, et sans trop rentrer dans les détails techniques, pour les tenants de la nouvelle orthodoxie, la vitesse de circulation de la monnaie est constante⁷⁶⁵. Or, que constate-t-on sinon que la valeur de la vitesse de circulation est en augmentation constante depuis 1980⁷⁶⁶. Mieux encore, le dogme qui voudrait que l'augmentation de la masse monétaire entraîne inéluctablement de l'inflation, ce phénomène étant, selon les monétaristes purement monétaire, est sérieusement écorné au regard des constatations statistiques qui sont faites et, qui mieux que la *banque de France* pour le confirmer : « *De nombreux observateurs soulignent aujourd'hui*

(1492-1586), surnommé « *doctor Navarrus* », moine dominicain de l'école de Salamanque. Par la suite elle sera reprise par Jean BODIN (1529-1596). Elle se fonde sur une relation de causalité entre la quantité de monnaie en circulation dans une économie et le niveau général des prix qui y est constaté. C'est la vision toute simple qu'il existe deux sphères distinctes : celle des biens et celle de la monnaie. Si l'une connaît une croissance plus rapide que l'autre, elle « valorise » celle qui reste immobile. Si la sphère monétaire croît, il faudra plus de monnaie pour acquérir le même bien et, par conséquent, les prix montent.

⁷⁶⁵ La *vitesse de circulation de la monnaie* est le nombre de fois qu'une même unité de monnaie permet de régler des transactions pendant une période considérée. La théorie de base des classiques reposait sur l'équation $MV = PQ$ avec Q , la production, P le niveau des prix (PQ représentant la quantité d'argent échangé), M la quantité de monnaie et V la vitesse de circulation. Pour les monétaristes V est constante ainsi que Q (du fait de la situation de plein emploi des facteurs de production de l'économie), aussi l'inflation n'est qu'un phénomène monétaire, lié à une création monétaire excessive par rapport à la production.

⁷⁶⁶ Voir particulièrement l'article « *Estimation d'une fonction de demande de monnaie pour la zone euro : une synthèse des résultats.* » in *Bulletin de la Banque de France* n° 111 de mars 2003 et plus particulièrement le graphique de la page 64 (disponible en ligne : banque-france.fr).

*l'abondance de la "liquidité" dans le système financier international (...) Malgré tout, la hausse des prix à la consommation est demeurée globalement maîtrisée et les anticipations d'inflation ancrées à un faible niveau. Seuls les prix des actifs immobiliers et financiers ont augmenté rapidement. Y a-t-il un lien de cause à effet avec l'expansion de la liquidité ? On ne dispose pas à ce stade d'un cadre complet d'analyse théorique. Néanmoins, de nombreux indicateurs permettent de le penser. »*⁷⁶⁷. Ce sont pourtant là deux points essentiels de la théorie et il est aisé d'imaginer combien ces préceptes, qui s'avèrent aujourd'hui erronés, ont pesé pour mettre par terre l'Etat providence. Et le père DUCHESNE pourrait multiplier les exemples qui tous tendraient à mettre à mal le caractère prétendument pertinent de la pensée monétariste.

Demeure le choc pétrolier ! Quand on interroge autour de soi l'homme de la rue ou tout néophyte dans le domaine des sciences économiques, sur les origines de cette crise qui dure depuis bientôt quarante ans, que l'on demande quelque explication sur la raison de ce chômage de masse qui perdure depuis la décennie 1970, on s'entend toujours adresser la même explication : « *C'est la faute au pétrole !* ». Comme il a le dos large ce choc pétrolier qui, près de quarante ans, plus tard continue encore de produire ces effets néfastes ! C'est là n'en doutons plus le fruit de cette propagande médiatique qui, nullement frileuse devant l'ineptie, ne cesse de distiller ce qu'on ne peut même plus nommer des « *fausses évidences* » tant ces préceptes assénés défient jusqu'à l'entendement et les règles les plus basiques de la cohérence. Si l'on s'accroche en revanche à l'hypothèse que suggère le père DUCHESNE, qui est celle du complot, d'une vaste conspiration à l'échelle mondiale dont le plan est exécuté à partir des années 1970, tout alors semble devenir intelligible. Revenons ainsi à nos conspirateurs présumés. Ces indécentes fortunes, qui se sont constituées et transmises au moins à partir du dix-huitième siècle, constatent amères, que la société nouvelle qui s'est mise en place à partir de la deuxième guerre mondiale s'est donnée pour mission, outre la prospérité pour le plus grand nombre, de porter atteinte à leur situation de rentiers. On sait déjà, et on le verra encore, que cette caste vit en milieu fermé et exerce, par la puissance financière qui est la sienne, une influence considérable sur les dirigeants du monde. On sait aussi et le père DUCHESNE reviendra sur ce point dans la troisième partie de sa réflexion, qu'elle fréquente les mêmes cercles dont l'influence n'est plus à démontrer. Alors est-il impensable, saugrenu, inconcevable, d'imaginer que, pour préserver ses intérêts particuliers et imposer, à nouveau, sa volonté à tous, la caste des prédateurs ait tout mis en œuvre pour parvenir à ce dessein ? Invertissons donc la proposition pour se convaincre de la réponse : est-il possible que les rentiers, immensément riches, soient demeurés sans rien faire alors qu'il était expressément annoncé leur « *euthanasie* » ? Si l'on admet cette intervention possible, alors la prétendue « *crise du pétrole* » peut revêtir un nouvel habit.

On conçoit parfaitement qu'une simple théorie, fut-elle monétariste, n'est pas de nature à elle seule, à remettre en cause toutes les politiques publiques conduites partout dans le monde occidental depuis près de quarante ans. « *On ne change pas une équipe qui gagne !* » comme il sera répété à l'envi quelques années plus tard pour justifier des résultats économiques désastreux au plan social. Il fallait donc autre chose que des idées. Il était impératif de faire sortir du néant un phénomène nouveau, inconnu jusqu'alors, qui, à lui seul, mettrait à mal toute la pensée keynésienne et la synthèse néo-classique qui faisaient l'unanimité des technocrates depuis les années cinquante. Ce sera le rôle dévolu à la « *stagflation* »⁷⁶⁸. En réalité rien de nouveau et

⁷⁶⁷ *Bulletin de la Banque de France* de février 2007.

⁷⁶⁸ En économie on parle de *stagflation* lorsque, dans une société donnée, on se trouve simultanément en présence d'une croissance faible (voire nulle) et d'une forte inflation (une

KEYNES lui-même, s'il avait été encore de ce monde, n'aurait pas manqué d'analyser une manifestation somme toute en parfaite conformité avec ces schémas explicatifs. Comme toujours, lorsque l'on est en présence d'un évènement prétendument déterminant dans l'histoire de nos sociétés, le père DUCHESNE recommande de se référer aux faits et à eux seuls pour appréhender la réalité des choses. Or que se passe-t-il durant cet automne 1973, au moment où éclate cette prétendue crise qui dure toujours avec son cortège d'injustices, son chômage massif et cette paupérisation générale sur fond de détérioration systématique des conditions de vie du plus grand nombre ? On le sait, on nous l'a répété suffisamment : les 16 et 17 octobre 1973, pendant la guerre du Kippour, les pays arabes de l'OPEP, réunis au Koweït, annoncent un embargo sur les livraisons de pétrole aux Etats qui soutiennent Israël. Qu'est-il réellement décidé alors ? Une hausse de 70% du prix du baril de brut tandis que l'ensemble des nations arabes, à l'exception toutefois de l'IRAN, décide d'une réduction mensuelle de 5% de la production pétrolière jusqu'à l'évacuation des territoires occupés et la reconnaissance des droits des Palestiniens. On sait que, sur ce dernier point, l'embargo sera un échec et il sera d'ailleurs levé quelques mois plus tard, à l'initiative du président SADATE, très précisément le 18 mars 1974. Qui peut raisonnablement croire que cette seule hausse de 70% du prix du brut fut de nature à mettre par terre les économies occidentales ? Deux exemples pour nous forger une conviction. En pleine première guerre mondiale, le prix de la tonne de charbon, qui était, on le sait, l'énergie de base de l'époque, en France est passé de 35 F en janvier 1915 à 117 F en mars 1916, soit une augmentation de 334% en à peine un peu plus d'un an sans que pour autant l'économie de guerre ne s'effondre. Bien plus près de nous, en août 1990, consécutivement à la guerre du Golfe, l'augmentation du prix du baril a été autrement plus conséquente, comme le fait remarquer Jean Paul DELÉAGE, de l'Université de Paris VII, président de la WISE (*World Information Service on Energy*) : « ... a succédé depuis août 1990 un troisième choc à la hausse: à 44,35 dollars (de 1988) en septembre 1990, le baril a dépassé de beaucoup le cours moyen annuel de 1973 (10,41 dollars) et rattrapé celui de 1980 (38,83). En deux mois, les prix du brut ont été multipliés par 2,7. »⁷⁶⁹. Alors la crise « de la faute aux arabes » ? Comme le fait justement remarquer l'écologiste Jean Marc JANCOVICI : « ... Le baril valait 20 \$ de 2004 en 1880 et il valait moins de 20\$ de 2004 en 1970. Il valait toujours moins de 20\$ de 2004 en 1990 (...). Les carburants routiers valent 1,5 à 2 fois moins cher aujourd'hui qu'en 1970 (...) »⁷⁷⁰. En revanche que constate-t-on au temps de la guerre du Kippour ? Un prétendu mouvement de panique sur le marché libre où le prix du baril passe de 3 \$ à 18 \$ en quelques semaines, soit une augmentation de 600 % ! Ce sont bien les pays de l'OPEP qui feront œuvre de modération, fin décembre 1973 en réunifiant le prix du baril à 11,65 \$. Par la suite la baisse s'accroîtra encore pour se stabiliser. Au résultat, entre octobre 1973 et janvier 1974, le prix du baril de brut de référence qu'est l'Arabe léger, quadruple passant de 2,32 \$ à 9 \$.

On retrouve un scénario identique lors du second choc pétrolier prétendument provoqué par la double circonstance de la révolution iranienne et de la guerre Iran-Irak. Voyons objectivement le déroulement des faits : la sanglante répression menée par le sinistre Shah d'Iran, connue sous le nom de « vendredi noir », a eu lieu le 8 septembre 1978. Ce despote est contraint

croissance rapide des prix).

⁷⁶⁹ Voir J. P. DELEAGE « *Maîtriser l'énergie pour un monde équitable* » sur le site du SEBES (*Stratégies énergétiques, biosphère et société*) – Gazette de l'APAG n°3, 1992.

⁷⁷⁰ Voir J.M. JANCOVICI « *L'essence n'a jamais été aussi bon marché.* », forum de la revue *Europolitique* du 24 juillet 2008.

de quitter le pays le 16 janvier 1979, date à laquelle on situe le début du second choc pétrolier, mais ce n'est que le 22 septembre 1980 que commence la guerre Iran-Irak. C'est alors que l'on évoque une hausse des prix consécutive à l'arrêt des exportations iraniennes mais celle-ci reste très modérée, notamment en raison de l'augmentation corrélative de la production saoudienne, pays qui dans les années 1970 réalise, à lui seul, 21% des exportations mondiales de brut. En outre la reprise des exportations iraniennes ne tardera guère. On serait donc bien en peine, là encore, de mettre en évidence « *la faute aux arabes* ». En revanche, si l'on s'intéresse à la spéculation à outrance sur les *marchés spot* ⁷⁷¹ on est conduit à constater, là encore, une spectaculaire flambée des prix : ainsi à Rotterdam, entre fin octobre 1978 et fin juin 1979, les produits finis doublent, passant de 200 à 400 \$/tm pour le supercarburant et 70 à 140 \$/tm pour le fuel ordinaire (pour le gazole c'est presque un triplement : de 130 à 380 \$/tm). La situation est encore plus caricaturale concernant les prix *spot* du brut : l'Arabe léger passe de 13 \$/baril en septembre 1978 à 35\$/baril en mai 1979 soit une augmentation de 269% et la hausse atteindra 40 \$/baril soit 307% d'augmentation en un peu plus d'un an. Là encore, comme durant le premier choc pétrolier, les prix officiels ne font que suivre. Ainsi le prix officiel de l'Arabe léger passe de 26 \$ le baril au début de l'année 1980 à 32 \$ le baril, le 1^{er} novembre 1980, après le déclenchement de la guerre Iran-Irak.

Voilà des faits incontestables ! Qui pourtant se souvient avoir reçu l'information que la crise du pétrole résulte, non de la coutumière agitation moyenorientale, mais d'une spéculation massive sur les marchés ? Pas grand monde en vérité tant la propagande a été prompte à désigner quelques boucs émissaires. Il était aisé en revanche aux détenteurs des fortunes, aux accapareurs, d'entraîner ces mouvements massifs à la hausse, qui devaient leur rendre tant de services. Et en premier lieu, ils servirent de prétexte pour enterrer KEYNES. Pour ceci on procède en deux temps, cumulant successivement deux mensonges. Le premier est archi-connu tant il a été répété, ressassé, resservi à chaque occasion qui se présente : le chômage ne recule pas alors que l'inflation reste bien présente, donc KEYNES avait tort et la courbe de PHILLIPS n'est qu'un leurre. Peut-on imaginer mensonge plus grossier et plus éhonté ? Réfléchissons un peu ! Quelles sont les conséquences de la flambée des prix du pétrole provoquée par les accapareurs, maîtres de la spéculation sur les marchés ? D'abord le choc économique est inéluctable car s'agissant de l'énergie à l'origine de tous les processus économiques, la demande est inélastique ou, en d'autres termes, on ne peut se passer de pétrole sauf à paralyser toute l'économie. Dans les pays importateurs, la forte hausse du prix du pétrole entraîne alors l'augmentation du coût de production des entreprises, auxquelles elles ne peuvent faire face que de deux manières : soit en baissant leur consommation et donc leur production avec toutes ses conséquences quant à la réduction de l'activité et donc de l'emploi, soit en augmentant leurs tarifs avec les mêmes conséquences néfastes en termes de hausse des prix et raréfaction de la demande et donc de l'activité. Il était donc parfaitement logique et nullement inexplicable, compte tenu du fait que ces comportements se répercutent en s'amplifiant dans toute l'économie, de se trouver en

⁷⁷¹ En économie on parle de *marché spot* pour désigner le prix du jour (de l'anglais *point précis*). Sur le marché du pétrole on parle de *valorisation spot* pour évaluer le prix du brut car on prend en compte le rendement des produits finis ce qui amène à analyser les frais restant à courir (transport, raffinage, etc...) pour parvenir à ces produits finis. Ainsi, pour schématiser à l'extrême, on évaluera la cargaison d'un tanker alors qu'il est encore dans le rail d'Ouessant, en estimant sa cargaison sous forme d'essence servie à la pompe.

présence d'une forte inflation et d'une aggravation du chômage. Rien de mystérieux donc et certainement pas un phénomène nouveau, inconnu jusqu'alors !

Le second mensonge, qui accompagnera avantageusement le premier, est le fait de la classe politique. Celle-ci, comme l'a montré le père DUCHESNE, avait, pour une partie d'entre elle pour le moins, abandonné le rôle, qui est le sien dans la société contemporaine de l'accaparement, consistant à servir de tuteur à la caste des prédateurs. La situation est singulièrement en train de changer dans la décennie 1970 et le cas de la France, qu'évoquera plus avant le père DUCHESNE, est révélateur. De nouveau c'est dans sa grande majorité que la classe des politiques se range docilement sous la bannière des accapareurs et, comment s'étonner alors que de prétendues politiques keynésiennes de relance échouent étrangement ? Le père DUCHESNE, dans la première partie de son analyse, a déjà mis en avant ce qu'il nomme le principe de duplicité qui consiste à prétendre une chose et à faire son contraire. Cette règle, dès lors que le schéma classique de la société de l'accaparement se met à nouveau en place, retrouve ainsi toute sa pertinence. Tout va ainsi contribuer à mettre en place la « *pensée unique* » qui se manifeste d'abord par l'hégémonie que tend à prendre la théorie monétariste. Le symbole de cette victoire est sans nul doute représenté par la nomination par le démocrate Jimmy CARTER, en 1979, du très monétariste Paul VOLCKER à la tête de la *Réserve Fédérale*⁷⁷². Sa monomanie est bien entendu la lutte contre l'inflation qu'il parvient à maîtriser mais au prix de plusieurs années de récession et d'une augmentation du chômage.

Dès lors que le mouvement est enclenché comment être surpris de constater que la société de la fin du vingtième siècle retrouve, les uns après les autres, les caractères de celle qui prévalait un siècle plus tôt. Chacun de ses traits est remis au goût du jour. A commencer par l'Etat providence que l'on renvoie à son rôle de simple gendarme. Quelle meilleure illustration à cet égard que le discours d'investiture de Ronald REAGAN en 1981 : « *Dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes; le gouvernement est le problème.* »⁷⁷³. Autre exigence, dans la droite ligne du XIX^e siècle, la nécessaire désinflation. C'est sans nul doute l'impératif absolu dans la mesure où il contribue à rendre à la monnaie sa fonction de réserve ce qui représente l'atout majeur de l'accapareur dans sa volonté constante de cumuler les richesses. Bien entendu une monnaie plus solide que l'économie en élevant la *préférence pour la liquidité* va entraîner la financierisation de l'épargne c'est-à-dire le fait que celle-ci s'oriente vers les placements courts plutôt que ceux à long terme ce qui va nuire à l'investissement. Les statistiques à cet égard sont sans appel : dans les pays de l'OCDE⁷⁷⁴, la formation nette de capital en pourcentage du PIB était, au début de la décennie 1990, inférieure de 40% au niveau atteint pendant la période 1964-1970. Dans leur frénésie d'engranger sans cesse plus d'argent, conformément à la loi du « toujours plus » déjà évoquée par le père DUCHESNE, les accapareurs

⁷⁷² La *Réserve fédérale* (*Federal Reserve System*), en abrégé la *Fed*, est la banque centrale des Etats-Unis.

⁷⁷³ « *In this present crisis, government is not the solution to our problem; government is the problem.* », discours inaugural de Ronald REAGAN, le 20 janvier 1981.

⁷⁷⁴ L'*Organisation de coopération et de développement économique* (en anglais *Organisation for Economic Coopération and Development*) est une organisation internationale d'études économiques qui regroupe une trentaine de pays d'Europe et d'Amérique du Nord avec le Japon et l'Australie. En 2007, l'ensemble représentait 76% du PNB mondial.

ne peuvent se contenter de l'espace exigu d'un Etat et, tout comme ce qui prévalut avant la Grande Guerre, ils vont rechercher un espace mondialisé à leurs forfaits.

Ce dernier point est capital. Pour parvenir à faire de l'immense partie de l'humanité ses débiteurs à vie (ou ses esclaves, c'est au choix !), les accapareurs ont besoin d'un marché financier mondial au sein duquel ils pourront ainsi, par le jeu du crédit, accroître à vitesse exponentielle leurs fortunes. Cette mondialisation se fait par le biais de la règle des trois d : *désintermédiation* c'est-à-dire la possibilité de passer directement des opérations sur le marché mondial sans passer par des intermédiaires ; *dérèglementation* qui consiste à réduire toujours plus les règles imposées par les gouvernements ; *décloisonnement* des marchés qui apparaît à partir des années 1980 en visant à non seulement supprimer les frontières entre les marchés financiers mais en outre à fusionner tous les marchés qu'ils soient purement financiers, monétaires ou de changes. Ce retour en force des accapareurs va reconduire l'humanité un siècle en arrière. Un cercle vicieux keynésien se met en place consacrant une paupérisation croissante du plus grand nombre au seul profit de l'oligarchie prédatrice. Bien entendu et fort logiquement, les crises, totalement inconnues durant les « Trente Glorieuses », réapparaissent. Comment alors croire le refrain favori de la désinformation secrétée par la propagande contemporaine qui voudrait nous faire admettre que, face au cataclysme sans précédent qui s'annonce, rien n'était prévisible !

La contre réforme libérale en France : des dames patronesses au « salopard en salopette »...

Le père DUCHESNE a laissé la France, face au petit écran, écoutant le chef de l'Etat dans sa mise en garde : « *Françaises, Français dans ce qui va advenir de la France, jamais la décision de chacune et chacun de vous n'aura pesé aussi lourd.* ». Il va maintenant chercher à montrer comment le schéma de la contre réforme libérale s'applique particulièrement à notre pays. L'évolution qui voit le jour à la fin du XX^e siècle n'est pas, comme on voudrait nous le faire admettre, le fruit d'une analyse économique froide et lucide face à une prétendue crise sans précédent, elle n'est en réalité que le résultat d'un rapport de forces. Le tiers exclus, constamment tenu à l'écart dans la prétendue démocratie représentative, n'est donc tributaire, pour son mieux être, que des seules forces qui oeuvrent pour lui et qui peuvent peser sur la décision politique soit directement, soit indirectement par l'influence qu'elles exercent sur l'ensemble du corps social. Le mouvement gaulliste, qui accède au pouvoir en 1958, doit être rangé dans la première catégorie. A l'instigation de son chef, il donne en effet à l'Etat, en tant que garant de l'intérêt général, une place prépondérante ; le plan devient alors une « *ardente obligation* » et l'on rêve ouvertement de nouveaux rapports au sein de l'entreprise avec l'idée de participation. Le parti communiste, écarté du pouvoir en 1947, répond indubitablement à la seconde hypothèse. Tant que ces deux forces politiques demeureront intactes au sein du pays, la société de la prospérité pour tous sera garantie mais, qu'ils viennent à perdre de leur influence, alors la caste traditionnelle des politiques professionnels, dont le père DUCHESNE a montré combien les réflexes de servilité à l'égard des accapareurs étaient demeurés intacts même après le deuxième conflit mondial, se montrera volontiers disposée à remettre la société de l'accaparement sur son piédestal. C'est là précisément l'enjeu de la contre réforme libérale qui, à l'instar de la révocation de l'Edit de Nantes clôturant brutalement une ère de tolérance, va mettre à terre le modèle de l'Etat providence et faire disparaître la dynamique vertueuse qui tendait, progressivement, à un partage plus équitable des richesses.

Cette contre réforme, comme l'a dit le père DUCHESNE, suppose un travail de préparation car on ne parvient pas facilement à détruire une société dans laquelle l'écrasante majorité vit bien. Il faudrait bien des études et beaucoup d'analyses pluridisciplinaires pour rendre parfaitement compte de tous les aspects de la contre réforme libérale mais il apparaît certain que celle-ci n'a été rendue possible que par une aliénation sans cesse croissante des esprits. Il est certain en effet qu'une réelle « *conscience de classe* », au sens marxiste du terme, fortement imprégnée au sein du tiers exclus, aurait rendu toute remise en cause de l'Etat providence impossible. Un tel résultat n'a pu donc se produire que par une parcellisation à outrance des foules, c'est à dire l'application, une fois encore, de l'éternel slogan des accapareurs : « *diviser pour régner* ». Pourtant, comme l'a montré le père DUCHESNE, l'état d'esprit du Peuple est un peu aux antipodes durant les années 1950 et 1960 car un véritable élan le parcourt marqué notamment par une foi indéfectible dans le lendemain. Cet optimisme, Louis PAUWELS l'exprime avec ces mots, écrits en 1966 : « *J'imagine donc un proche avenir où chacun sera matériellement heureux, avec une abondante nourriture intellectuelle à sa disposition, un grand choix dans l'emploi de son temps libre. Dans ces limites, et considérant ainsi des élargissements de l'action d'ensemble, comme la conquête du cosmos et des océans, la transformation des climats, le remodelage des continents, je parlerais volontiers de possibilités d'un âge d'or.* »⁷⁷⁵

Les accapareurs ne peuvent se satisfaire de cet Etat providence, guidé par les principes quasi mathématiques du « *keynésianisme hydraulique* », qui ne peut que conduire à imposer une vision pour eux cauchemardesque : le nivellement des fortunes. L'inflation les insupporte particulièrement. Voici même qu'elle aboutit, dans les années 1970 à des taux d'intérêts réels négatifs⁷⁷⁶, réduisant leur magot de jour en jour, tandis que le modeste salarié, qui a acquis sa maison à crédit, se constitue, à bon compte, un patrimoine en remboursant en monnaie de singe... Cela ne peut plus durer ! Il faut agir ! Plusieurs axes sont tracés à cet effet. D'abord et avant tout l'aliénation des esprits ! Les techniques ne manquent guère et leur mise en œuvre ne pose le moindre problème car la puissance financière permet toujours le contrôle des médias, à l'exception toutefois de la télévision, qui s'obstine à rester dans le giron étatique. On a bien sûr encore à sa disposition ces petits états d'âmes, si prompts à isoler les gens dans une petite rêverie égocentrique, que l'on distille par l'intermédiaires de romanciers aux yeux rivés sur leur nombril ou encore ces stars sur papier glacé tant prisées par la rombière dans quelque chaumière ou escalier d'immeuble. Il est vrai que cette période de l'après guerre donne le spleen aux accapareurs qui se mettent soudain à craindre pour leur avenir et ce mal être s'exprime volontiers chez leurs parangons ou leurs rejetons, cette jeunesse du passé, oisive et dorée, qui conte toujours ces mêmes histoires de cornecul sur fond de voitures de sport et d'hôtels huppés. « *Bonjour tristesse.* » est la parfaite illustration de cet exhibitionnisme indécent. C'est sans doute PAUWELS, le maître du père DUCHESNE, lui encore qui a su le mieux exprimer ce néant qu'on ressent face à cette littérature d'étalage si peu préoccupée de la destinée humaine : « *Il me semble qu'il serait grand temps de passer du "Grand Dieu, pourquoi suis-je moi ?" de Stendhal à un "Grand Dieu, pourquoi sommes-nous ? (...)* La plupart des productions littéraires, en France aujourd'hui, font songer à ces dessins sans signification qu'exécutent avec un soin têtue et absurde

⁷⁷⁵ L. PAUWELS « *La philosophie de Planète* », revue *Planète* n°26, janvier-février 1966, page 9.

⁷⁷⁶ Le taux d'intérêt réel désigne le taux d'intérêt nominal (celui qui est affiché) corrigé du taux d'inflation.

les membres d'un conseil sommolent pendant la discussion (...) Balzac peignait Paris, ou la Province : on en est aux amours par arrondissement, le XVI^e en tête. Une odeur de décomposition s'élève de cette littérature des solitudes, tandis qu'un vent chargé de semences passe sur la planète, tandis que la véritable Histoire, celle que nous vivons, dans les idées, les techniques, les problèmes sociaux, est faite d'effet de masses, d'inter-connections accélérées, de poussées vers l'unanimité, de gonflements et de douleurs de la conscience individuelle lourde d'une autre conscience à naître : planétaire, cosmique. (...) A lire nos romans, on éprouvera à peu près le sentiment d'un Chinois moderne tombant sur le poème de la fleur de thé d'un lettré des années 30 : dernières jouissances maniaques d'un monde englouti (...) »⁷⁷⁷. Dans le même esprit nombriliste quelques aristocrates de l'image commencent à faire la une des magazines, version moderne et intéressée des vieilles recettes pour « faire pleurer Margot ». Pour l'heure encore la connerie humaine se borne à vouloir « pleurer comme Soraya... ».

Pour mettre par terre le modèle de l'Etat providence, il ne suffit pas d'imposer une culture dominante factice avec pour mission d'inoculer au Peuple le venin de l'égoïsme et de la division, il faut encore aux accapareurs s'assurer la maîtrise des rouages essentiels de la décision politique. Celle-ci passait obligatoirement par la mainmise sur les technostructures qui avaient pris une place prépondérante dans l'Etat providence. C'est à la *Mission provisoire de réforme de l'administration*, placée auprès du chef du gouvernement provisoire de la République française, le général de GAULLE et présidée par le vice-président du conseil Maurice THOREZ que revient l'idée de la création d'une *Ecole Nationale d'Administration*⁷⁷⁸. Celle-ci est destinée à former, au service de l'Etat, l'élite intellectuelle du pays sans distinction de caste ou d'origine, comme le rappelait son premier directeur Michel DEBRE (1912-1996), qui écrivait en 1945 que l'ENA « devra chercher à maintenir dans l'esprit des promotions successives (...) l'enthousiasme que la jeunesse met au service de la chose publique » mais, au moment où se dessine le complot de la contre réforme libérale, cela faisait déjà plusieurs années que les fils des grandes familles fortunées prenaient d'assaut les rangs de l'école. L'*Institut d'Etudes Politiques* de Paris, « Sciences-po », qui phagocyte la plupart des places au concours leur fut d'une aide précieuse. Il y règne un grand copinage entre gens du même monde tandis que gravitent autour quelques « prépas » privées ou « écuries » friquées. Dans ce berceau de la technocratie qu'est la grande école de l'administration, les premières places, celles qui permettent d'accéder aux grands corps que sont le *conseil d'Etat*, la *cour des comptes* ou l'*inspection des finances*, leur seront réservées et ils accéderont ainsi aisément, par cette voie royale, à la sphère restreinte de la décision politique. Voilà bien la position rêvée pour imposer à toute l'administration la « pensée unique », sous-bassement de la contre réforme libérale. Les propos du père DUCHESNE ne sont points ceux d'un énarque aigri et il ne saurait lui être fait reproche de « cracher dans la soupe », car c'est bien là le constat que chaque observateur lucide est amené à faire, dès les années 1960. Ainsi Pierre Mendès-France (1907-1982), dans une lettre ouverte au président des anciens élèves de l'ENA⁷⁷⁹ dénonce la « féodalisation » de l'institution. Cette même année un ouvrage fait grand bruit⁷⁸⁰, trois anciens élèves, dont Jean Pierre CHEVENEMENT, publiant sous un pseudonyme,

⁷⁷⁷ L. PAUWELS « Pour saluer la planète. », revue *Planète*, n°1, octobre-novembre 1961.

⁷⁷⁸ L'ENA fut créée par l'ordonnance n°45-2283 du 9 octobre 1945

⁷⁷⁹ Publiée dans le journal *Le Monde* du 24 novembre 1967.

⁷⁸⁰ Jacques MANDRIN (alias Jean Pierre CHEVENEMENT, Didier MOTCHANE et Alain GOMEZ) « *L'énarchie ou les mandarins de la société bourgeoise* », éditions La Table Ronde, 1967.

font un portrait sans concession de l'énarchie dont ils présentent les membres comme « mandarins de la société bourgeoise ».

Comment imaginer en effet être mieux servi que par des décideurs issus de son propre milieu ? Cette prise de contrôle de l'ENA et notamment des grands corps aboutit à la consécration d'une aristocratie intéressée ce que ne manque pas de souligner le chercheur au CNRS Luc ROUBAN dans son livre « *Les fonctionnaires.* »⁷⁸¹ : « Dire que la haute fonction publique constitue une nouvelle noblesse revient cependant à soutenir qu'elle forme un milieu réservé, fortement héréditaire, ouvert aux seules classes supérieures et pouvant s'autoreproduire dans le temps avec tous les risques de sclérose que cela comporte (...) Les élèves de la promotion 1997-1999 de l'ENA proviennent à concurrence de 69% des catégories supérieures (cadres supérieurs, professions libérales) et moins de 10% d'entre eux sont d'origine sociale modeste (père ouvrier ou employé). ». On comprend beaucoup mieux dès lors la célérité et le caractère quasi définitif de la réponse apportée, sans la moindre justification théorique crédible, à la prétendue crise des années 1970 qui n'avait, comme l'a démontré le père DUCHESNE, de pétrole que le nom alors qu'on serait historiquement plus fondé à évoquer une crise engendrée par la spéculation. C'est là un point capital qui, à lui seul, suffit à démontrer le caractère peu pertinent des choix économiques unanimistes contemporains. La contre réforme libérale, ce « grand bond en arrière », n'a en effet que deux explications plausibles : ou elle est raisonnée, pesée et résulte alors d'un choix opéré à l'issue d'un bilan entre coûts et avantages, ou elle n'est que l'aboutissement de la volonté d'un petit nombre imposée à tous, relevant donc, par sa nature même, d'un complot. Laissons-en effet de côté l'hypothèse absurde de l'erreur d'appréciation qui ne peut résister, en tout état de cause, à l'argument de la durée. Pour nous convaincre de la première hypothèse on nous ressasse sans cesse que la théorie keynésienne a vécu mais le père DUCHESNE a montré combien cet argument était fallacieux. Mais à supposer même, comme on nous l'assène sans répit, que le constat simultané d'un chômage durable et d'un taux d'inflation élevé vienne aussi définitivement que tardivement, contredire KEYNES, pourquoi donc, alors que l'on se retrouve en présence de deux maux indépendants l'un de l'autre, inflation et chômage, toujours choisir de soigner le premier au détriment du second ? Pourquoi en permanence privilégier la lutte contre l'inflation et son cortège d'injustices plutôt que la lutte contre le chômage ? L'essence même d'un Etat qui se voulait providence eut voulu que l'on assurât d'abord un emploi à tous, quitte à user des vraies recettes et non des faux semblants, comme l'évoquera le père DUCHESNE dans un instant, et seulement ensuite que l'on s'inquiète des autres équilibres, qui d'ailleurs n'auraient pas manqué de bénéficier d'une situation nouvellement créée de plein emploi. Si l'on rajoute à cela l'absence totale de sous bassement théorique, eu égard aux multiples et contradictoires écoles qui se partagent la science économique contemporaine, on est bien conduit à constater que le choix opéré dans la contre réforme libérale résulte d'un seul rapport de forces désormais favorable aux accapareurs.

Objectivement donc la thèse du complot prévaut encore que, comme l'a montré le père DUCHESNE dans la première partie de cet ouvrage, comme toujours en matière de choix fondamentaux, la responsabilité individuelle est difficile à mettre en évidence. Tout repose en effet, en permanence, sur le non dit : les nantis qui contrôlent politiques et postes clés n'ont même pas à donner de consignes précises car les choses se font d'elles mêmes ! En toute matière il n'existe qu'une proposition, celle qui sera retenue, celle qui, par avance, recueille l'assentiment

⁷⁸¹ L. ROUBAN « *Les fonctionnaires.* », éditions Le Cavalier Bleu, collection « *Idées reçues* », 2001, 124 pages, page 102-103.

des accapareurs ! L'ordre les politiques dans son ensemble, les technostructures et, bien entendu, la propagande médiatique qui leur sert de relais, oeuvreront unanimement dans le même sens. Nul besoin de cérémonie secrète, de conspirateurs cagoulés au clair de lune, tout se fait dans un bel et apparent consensus, celui dicté par la « *pensée unique* » qui sert toujours le même dieu : l'opulence ! Prenons un exemple qui remonte à ce gouvernement JOSPIN de la honte : qui aurait pu croire qu'un ministre des finances hésitât longtemps, pris dans la frénésie ambiante du moins d'impôt, sur la question de savoir s'il convenait de supprimer la redevance de télévision ou la vignette automobile ? La première exaspère chacun tant cette ponction aveugle, d'un montant pourtant non négligeable, apparaît profondément injuste eu égard à l'indigence culturelle des programmes des chaînes publiques qui n'ont pas grand chose à envier aux émissions de télé-réalité ou encore en raison de ces traitements pharaoniques accordés à ces présentateurs producteurs, abonnés aux scandales, avec l'argent de tous et qui sont la négation même de la notion de service public. A l'inverse la disparition du paysage fiscal d'une vignette automobile, deux fois moins élevée que la redevance audiovisuelle lorsque l'on possède un véhicule de petite cylindrée, mais largement plus pénalisante pour les détenteurs de grosses voitures, n'apparaissait certainement pas aux yeux du plus grand nombre comme la première des urgences. Le choix était pourtant déjà fait avant même qu'il ne fut formulé : la grogne des propriétaires de grosses limousines était certainement bien plus à redouter, quant on les fréquente quotidiennement, que les rancoeurs du café du commerce où l'on ne va jamais, sinon solidement escorté, les jours de campagnes électorales.

Les accapareurs, mis à mal par l'Etat providence, mais dont la puissance financière est encore considérable, comprennent donc vite le parti qu'ils pourraient tirer de cette nouvelle aristocratie du savoir. La création de la technocratie va devenir son cheval de Troie. On accède à l'ENA par concours et bien il suffit de prendre sous contrôle celui-ci. Oh certainement pas à la manière d'une république bananière, en achetant ou soudoyant les examinateurs, mais tout simplement en donnant aux candidats de son crû, l'information qui est attendue par ceux-ci. Parmi tous les centres de préparation répartis à travers le pays, à Rennes, Bordeaux ou encore Grenoble, la seule école des sciences politiques de Paris va imposer rapidement son hégémonie en raflant chaque années plus de 95% des places offertes au concours. Au sein de cette institution, on note alors la mise en place d'« *écuries privées* » qui, étant elles-mêmes animées par les propres enseignants de l'école, vont constituer, pour les fils de bonne famille, une assurance tous risques pour la réussite aux épreuves. Le résultat ne se fait pas attendre : les postes de la haute administration sont bientôt pourvus par les ressortissants de la classe privilégiée. C'est devenu un lieu commun de le dire, les diverses études de BOURDIEU à LEGENDRE mettent en évidence cette réalité et même dans les publications émanant de l'*Ecole Nationale d'Administration*, on admet que, plus de 80 % des élèves sont issus, doux euphémisme, des catégories socioprofessionnelles favorisées. D'aucuns prétendront toutefois, sans nul doute à juste titre, que l'institution a beaucoup perdu aujourd'hui de son éclat et de son attrait et son déménagement à Strasbourg y est certainement pour quelque chose ce qui a notamment pour conséquence que les fils et les filles des milieux privilégiés ne s'y ruent plus avec la même frénésie que durant les décennies passées. Mais loin de contredire le propos du père DUCHESNE ce constat est, tout au contraire, une parfaite confirmation de ce qu'il avance : dès lors que la contre réforme libérale est désormais parachevée, le cheval de Troie peut bien être abandonné sur la plage alors que les navires grecs sont en train d'appareiller !

Le contrôle de la haute fonction publique est une étape essentielle dans la stratégie des accapareurs pour abattre l'Etat providence qui tant les ignore. Cette mainmise passe aussi par

l'existence de ces prétendus « *grands corps* » déjà évoqués qui constituent, au sein de la fonction publique, une sorte de mandarinat infailible car toute idée qui en émane semble être considérée par tous comme parole d'Évangile. Ces institutions, pour la plupart napoléoniennes, parties intégrantes de ces « *blocs de granit* » sous lesquels le scélérat BONAPARTE entendait étouffer la France, sont les héritières directes d'organes archaïques remontant à l'ancien régime, comme le conseil du roi ou la chambre des comptes du parlement de Paris, instituée sous Philippe le Bel ! Ces vieilleseries prêteraient sûrement à sourire si leur influence considérable n'appelait plutôt la grimace du démocrate, car ces grands corps dominent tout ! Ils sont partout : à la tête des cabinets ministériels, des grandes entreprises ou des corps de contrôle et d'impulsion de la fonction publique. On comprend aussitôt l'intérêt de prendre sous son contrôle ces institutions surannées dans la perspective d'étendre sa mainmise sur tous les rouages décisionnels du pays. L'ouvrage de CHEVENEMENT et consorts montre que cet objectif est en voie d'être atteint, dès la fin des années 1960, mais il reste toutefois deux obstacles de taille : les gaullistes et les communistes. Le gouvernement du général DE GAULLE est fermement interventionniste et guère disposé à entendre les sirènes du « *laissez-faire* » au profit des seuls riches comme le souligne Serge HALIMI dans son excellent ouvrage, déjà mentionné par le père DUCHESNE : « *A Paris, en revanche, la pratique économique était carrément colbertiste. En 1958, l'arrivée de DE GAULLE au pouvoir n'entraîne aucune remise en cause du vaste secteur nationalisé, industriel et financier. Et les équipes gouvernementales qui se succèdent ne cessent de proclamer que le Plan représente pour elles une "ardente obligation". La contre-révolution n'est pas à l'horizon.* »⁷⁸². Le plan, garant du développement harmonieux du pays et donc du bien être de tous, constitue pour le pouvoir en place une priorité que ne manque jamais de souligner le chef de l'Etat : « *Rien ne compte plus que le Plan (...), rien ne vaut le Plan. Il nous permet de nous tirer toujours d'affaire (...)* Il faut créer une mystique du Plan (...) Vous m'entendez, Peyrefitte, le Plan c'est le salut »⁷⁸³. Mais la place qu'occupe le parti communiste sur l'échiquier politique est aussi une garantie pour le bon Peuple. Celui-ci, véritable parti de masse, compact et solidaire, repose en effet sur une réelle assise populaire et dispose ainsi des anticorps aptes à prévenir et prémunir le corps social contre toute infection par un virus extérieur.

Il faut donc aux accapareurs trouver quelque chose pour abattre ces deux obstacles de taille, quelque chose de bien plus percutant et plus efficace que les entreprises déjà menées. Quoi de mieux alors qu'une « révolutionnette » ! En termes de marketing c'est romantique, très dix-neuvième... On remplacera juste Gavroche par des nouveaux hérauts de la contestation dont l'objectif sera, à la fois de stigmatiser le caractère ringard des « *crapules stalinienne*s » et de mettre « *DE GAULLE au musée !* » ou encore de véhiculer à tout-va la révélation nouvelle : « *On ne veut plus de la société de consommation !* » que, leur discours fini, les nouveaux chantres vont vite s'empresse de rejoindre mais à titre strictement individuel... « *Il est interdit d'interdire !* », slogan d'ailleurs du au génie créateur de l'humoriste Jean YANNE mais repris au premier degré, « *Sous les pavés la plage !* » et bien d'autres idioties auront tôt fait de pourrir l'esprit de toute une génération qui ira jusqu'à remettre en cause et finira par détruire toute l'oeuvre de ses parents. Et quand ils ne brillent pas par leur stupidité, les slogans nouveaux, trahissant les véritables enjeux des parangons des tigres de papier, deviennent odieux, comme le scandaleux « *Béjart, Vilar, Salazar* ». On raconte que le grand Jean VILAR serait mort des suites

⁷⁸² S. HALIMI, *op. cit.* page 60.

⁷⁸³ Cité par André FONTAINE « *L'oubli du gaullisme* », *Le Monde* du 10 août 2002.

de ces ignominieuses attaques. Toujours, il est vrai, le pou a cherché à se faire valoir en se hissant sur la crinière du lion...

Ceux qui, comme le père DUCHESNE, ont vécu leurs vingt ans dans la décennie 1970 se souviennent, avec dégoût, de cette jeunesse dupée, délaissant jusqu'à sa culture pour n'écouter que des niaiseries anglo-saxonnes, fumant le « pétard » et nourrissant comme seuls rêves que de partir s'extasier devant les bonzes de Katmandou ou s'en aller élever des chèvres sur les flancs arides du coteau du Larzac pour s'en prendre, au passage, à des jeunes appelés, qualifiés de « fascistes » ! La génération de leurs pères n'avait pas lésiné sur son travail et s'était battue et même sacrifiée pour ses enfants prodiges qui n'ont fait que céder aux sirènes perfides de la propagande des accapareurs pour devenir des doux rêveurs égoïstes, effrayés par l'effort et le travail. Qui mieux qu'un autre maître du père DUCHESNE, Jacques BERGIER, pour exprimer le sentiment d'un honnête homme face à cette grotesque pantomime qui, à l'image de la grenouille de la fable, se voulait révolution : « *Il me semble que la soi-disant révolte de mai était quelque chose de très peu sérieux (...) elle a été annoncée par l'anglais H. G. Wells dès 1934 : "La prochaine grande révolte des classes ne se dirigera pas contre les riches, mais contre les intelligents." C'est ce qui est arrivé, nous avons assisté à une révolte contre l'intelligence, contre les intelligents.(...) Je ne pense pas qu'on puisse appeler "de gauche" la révolte de mai. Je pense que c'est un néo-nazisme, car en fait, lorsqu'on traite le parti des fusillés, j'ai nommé le parti communiste français, de crapule stalinienne, c'est Hitler qui parle, c'est pas une gauche quelconque. Quand on traite le parti de Gabriel Péri de crapule stalinienne, c'est quand même la voix de Goebbels, la voix d'Hitler et la voix de Doriot qui parle, c'est pas une gauche quelconque.(...). Je dois dire qu'un certain nombre d'exhibitions des étudiants, comme par exemple le 11 novembre dernier à la Sorbonne, de se mettre à quinze pour assommer une fleuriste qui déposait une gerbe sur la plaque portant le nom des étudiants fusillés par les nazis, ça ne m'a pas tellement plu... Se mettre à quinze pour matraquer une vieille femme, je trouve ça déplaisant, en plus empêcher qu'on rende hommage aux étudiants fusillés par les nazis, par les vrais S.S., c'est déplaisant aussi... »⁷⁸⁴.*

Il n'est guère besoin de se livrer à de longues réflexions et à de fines analyses politiques pour conclure que cette vaste mascarade aux apparences de contestation que fut ce mai 68 étudiantin (pas celui des travailleurs !) a largement contribué, quelques mois plus tard, notamment par le biais de cette pseudo idéologie libertaire qu'elle a suscitée, à provoquer le départ du général DE GAULLE. Le nouveau pouvoir qui va alors se mettre en place, prend une forme duale. A la tête de l'Etat, Georges POMPIDOU (1911-1974), qui exerça des fonctions de direction à la banque ROTHCHILD de 1954 à 1962, malgré la fidélité clamée aux idées gaullienne et après avoir habilement induit l'idée d'un « *changement dans la continuité* » toujours racoleuse va, de manière singulière, amorcer une politique diamétralement opposée à celle conduite jusqu'alors. Ainsi, en matière de politique extérieure, rompant soudain avec la politique de la « *chaise vide* » amorcée par son prédécesseur, sa première initiative sera de convoquer un sommet des chefs d'Etat des six membres qui composaient alors la *Communauté économique européenne*, avec la volonté affichée de rompre avec le passé pour stimuler le projet de construction européenne, c'est la fameuse « *relance de La Haye* »⁷⁸⁵. Singulière également

⁷⁸⁴ Entretien avec Jacques CHANCEL dans l'émission « *Radioscopie* » sur France Inter, 1968.

⁷⁸⁵ Voir l'article de Marie Thérèse BITSCH « *Le sommet de La Haye. L'initiative française, ses finalités et ses limites.* » dans la « *Revue d'histoire de l'intégration européenne* » (« *Journal of European Integration History* »), volume 9, number 2, page 83.

que la surprenante déclaration à la télévision suisse romande, quelques semaines à peine avant le référendum, le 13 février 1969 : « *Je ne pense pas avoir d'avenir politique. J'ai un passé politique, j'aurai peut-être un jour, si Dieu le veut, un destin national* » qui pour beaucoup d'observateurs a provoqué l'échec du référendum et contribué largement à son éléction par la suite. Autre changement radical au plan extérieur, qui rompt encore avec la politique gaullienne d'indépendance, fut le rapprochement avec la Grande Bretagne, qui ne tarde guère à entrer dans le marché commun, et, bien entendu, avec les Etats Unis.

Face au président nouveau : un gêneur, son premier ministre ! Le 16 septembre 1969, Jacques CHABAN-DELMAS (1915-2000), un fidèle parmi les fidèles du général DE GAULLE, prend tout le monde de court, y compris le nouveau chef de l'Etat qui est furieux, par son discours de politique générale devant l'Assemblée. Les rôles sont inversés. Est-ce DE GAULLE qui parle par sa voix, on peut légitimement se le demander ? Voici que le premier ministre annonce l'avènement d'une « *nouvelle société* » et, effectivement le projet social qui va être mis en œuvre est ambitieux, très gaullien et s'oppose, en tout, au complot qui se prépare : formation professionnelle pour tous afin que chacun puisse s'adapter au marché du travail, une vaste politique contractuelle est enclenchée avec des négociations dans chaque entreprise, un effort particulier est fait sur la redistribution des richesses avec une revalorisation des bas salaires et notamment du salaire minimal qui n'est plus calculé en fonction de l'inflation (SMIG) mais de la croissance (SMIC). L'audace et l'ambition transparaissent dans le propos : « *...nous sommes encore dans un pays de castes. Des écarts excessifs de revenus, une mobilité sociale insuffisante, maintiennent des cloisons anachroniques entre les groupes sociaux* ». La conduite des affaires économiques, dans la droite ligne d'ailleurs des politiques menées durant les années précédentes, révèle également le savoir faire indéniable du nouveau chef du gouvernement. Pour ne citer qu'un exemple, mais de taille : la gestion des suites du mouvement social de mai 1968. La grève générale qui, du 20 mai au 4 juin 1968, mobilisa près de dix millions de salariés aboutit, chacun s'en souvient, aux fameux « *accords de Grenelle* ». En un week-end de négociation à peine, il est décidé une hausse de 8% des salaires en six mois avec une progression spectaculaire de 35% du SMIG. Alors que les thuriféraires des accapareurs d'aujourd'hui, s'ils avaient alors eu voix au chapitre, n'auraient pas manqué de pronostiquer, pour les mois et années à venir, un cataclysme économique interplanétaire, c'est au contraire une dynamique vertueuse que la nouvelle équipe gouvernementale sait enclencher : la dévaluation de 11,1% du 9 août 1969 est un succès spectaculaire qui aboutit, à brefs délais, à résorber le déficit commercial de 1968-1969. Dans le même temps les exportations, avec un taux de croissance record de 13,3% par an en volume, de 1969 à 1973, jouent un rôle moteur dans la croissance qui atteint ses maxima historiques avec un produit intérieur brut progressant en moyenne de 5,4% sur la période.

Cet empêcheur de comploter en rond devient l'homme à abattre. Dans les rues, les suppôts de la ploutocratie, les pseudo-révolutionnaires de 68 et leurs succédanés gauchistes, se déchainent ce qui aboutira au vote, en juin 1970 de la loi « *anti-casseurs* » dont le côté répressif ne manquera pas de ternir l'image du nouveau chef du gouvernement, qui continue pourtant de caracoler dans les sondages d'opinion. Mais, en haut lieu, on prépare sa chute et il est contraint à la démission par le président le 5 juillet 1972. Quelques mois auparavant, en janvier 1972, une virulente campagne de presse est déclenchée à son encontre après la publication par le *Canard enchaîné* de sa feuille d'impôts qui révèle l'absence de taxation, ce qui s'explique parfaitement par le fait que l'indemnité parlementaire était alors nette d'impôts tandis que les autres revenus

bénéficiaient de l'avoir fiscal⁷⁸⁶, récemment créé par GISCARD. Certains observateurs ont alors identifié l'origine de cette campagne, au plus haut lieu de l'Etat, très précisément auprès des conseillers du président Marie France GARAUD et Pierre JUILLET. Par la suite, après son échec retentissant⁷⁸⁷ à l'élection présidentielle due en particulier au ralliement de Jacques CHIRAC et de 43 parlementaires de l'UDR à Valéry GISCARD d'ESTAING, son exemple sera à l'origine d'une nouvelle expression : « *se faire chabaniser* ».

CHABAN éliminé, c'est le dernier bastion du gaullisme qui disparaît et rien ne s'oppose désormais, au niveau gouvernemental pour le moins, à la montée en puissance des accapareurs et à la mise en œuvre de leur projet scélérat d'asservissement de la société entière. Tous les traits caractéristiques de la société des accapareurs que le père DUCHESNE a dénoncés dans la première partie de ce livre, se mettent progressivement en place depuis lors et les réformes les moins visibles ne sont pas, loin s'en faut, les plus anodines. Ainsi nul ne prête attention et surtout pas les journalistes, au vote de la loi loi du 3 janvier 1973⁷⁸⁸, dont l'article 25 dispose : « *Le Trésor Public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France.* ». Pour le lecteur non initié aux termes juridiques, un pareil texte peut apparaître bien abscons⁷⁸⁹ aussi pour parler différemment on pourrait dire que « *les institutions de l'Etat ne sont plus autorisées à échanger auprès de la Banque de France (contre de la monnaie fiduciaire) des titres émis et garantis par elles* ». En clair cela veut dire que l'Etat est désormais contraint de se financer auprès des banques privées, moyennant bien entendu intérêt. Pour être encore plus précis, le droit ancestral de battre monnaie, celui qui, depuis les temps immémoriaux, faisait partie des attributs régaliens est désormais conféré à des organismes privés, les banques. D'ailleurs fort logiquement l'article 29 de la loi précise encore : « *Les opérations de la Banque sont régies par la législation commerciale* ». Sous le fallacieux prétexte de lutte contre l'inflation, c'est un pas capital vers le retour à la société des accapareurs dans sa forme moderne.

On se souvient en effet que, précédemment à la période interventionniste qui voit l'Etat réguler l'économie, l'asservissement du corps social tout entier passait par le biais de la finance : c'est le crédit, consenti par les seuls détenteurs de la fortune qui, en endettant individus comme entrepreneurs, en faisait leurs esclaves. Le père DUCHESNE a également montré que, du dix-huitième siècle jusqu'à la Grande Guerre, l'outil privilégié de l'accapareur était la banque centrale. La nationalisation de celle-ci interdit de revenir à la situation qui prévalait avant les

⁷⁸⁶ L'avoir fiscal, aujourd'hui disparu, était une ristourne de l'impôt sur les sociétés accordée aux titulaires d'actions sous forme de crédits d'impôts (qui s'imputaient donc sur l'impôt effectivement à payer et pouvaient ainsi aboutir sinon à supprimer toute taxation du moins à la réduire significativement). Il était égal à 50% du montant du dividende versé. Ainsi pour 100 francs de dividendes perçus, le bénéficiaire déclarait 150 francs au fisc, mais bénéficiait de 50 francs de réduction sur son impôt effectif.

⁷⁸⁷ Aux élections présidentielles de 1974, Jacques CHABAN-DELMAS arrive troisième au premier tour avec seulement 15,1% des suffrages, bien loin derrière Valéry GISCARD d'ESTAING qui obtient 32,6%.

⁷⁸⁸ Loi n°73-7 du 3 janvier 1973 « *Direction et administration de la Banque de France* » au JORF du 4 janvier 1973 page 165.

⁷⁸⁹ Les « *effets du Trésor* » désignent les bons du trésor, les rentes ou les obligations qui sont émis par le Trésor et donc garantis par lui. On se rappelle par ailleurs que l'« *escompte* » de la banque centrale est le rachat par cette dernière de titres de créances au moyen de monnaie fiduciaire (billets de banque ou monnaie métallique).

années 1930. Il était donc nécessaire de cantonner celle-ci au rôle de seul stabilisateur de la monnaie, d'en faire un perpétuel bouledogue dressé pour uniquement mordre l'inflation. Le crédit ne pouvant plus être accordé par la banque centrale à l'Etat, celui-ci devra alors se fournir auprès des détenteurs de la fortune et leur verser un intérêt. La différence est capitale : bien entendu on imagine bien que la banque centrale, si lui avait été maintenu son droit ancestral de battre monnaie, n'aurait pas manqué, elle aussi, d'exiger un intérêt en rétribution de toute avance consentie à l'Etat, mais celui-ci serait alors revenu aux finances publiques et donc à tout le monde et non aux seuls richissimes. C'est en réalité un système de spoliation du bien public au profit des accapareurs qui est mis en place à l'image d'ailleurs de cet emprunt GISCARD de 6 milliards de francs, empruntés en 1973, et pour lequel, en 1988, l'Etat avait remboursé 80 milliards de francs (montant initial plus intérêts)⁷⁹⁰. C'est ni plus ni moins le retour à la privatisation de la Banque de France qui est alors entériné.

Le principe de duplicité qui est une constante, comme l'a dit le père DUCHESNE, de la société des accapareurs, ne pourra, là encore, être pris en défaut. La situation qui préside à l'adoption de cette loi, si lourde de conséquences, amène elle même à s'interroger, tant son caractère ubuesque est évident : en effet il ne s'agit, ni plus ni moins que d'un projet de loi, proposé par un gouvernement et voté par sa majorité, destiné, prétend-on, à protéger le gouvernement de sa propre turpitude ! C'est ce qui ressort d'ailleurs clairement de l'explication donnée par le principal intéressé sur son blog⁷⁹¹ : « *La réforme des statuts de la Banque de France, adoptée sous le mandat de Georges POMPIDOU et lorsque j'étais ministre des finances, est une réforme moderne (...) il s'agissait à l'époque de constituer un véritable marché des titres à court, moyen et long terme, qu'il soit émis par une entité privée ou publique. La possibilité du prêt direct de la Banque de France au Trésor Public a généré partout où il fut appliqué une situation d'inflation monétaire permanente* ». Il suffit de se rendre sur le site de l'INSEE pour constater qu'entre 1962 et 1972, l'inflation, avec un taux oscillant dans une fourchette comprise entre 2,5 (1965) et 6,5 (1969) atteignait vraiment des niveaux préoccupants tandis que, de 1973 à 1985, après la bénéfique réforme, avec une fourchette située entre 9,1 (1978) et 13,7 (1974) la vertu était indubitablement de mise grace, sans nul doute, à la grande entreprise de spoliation publique !

A partir du milieu de la décennie se met en place la société des accapareurs qu'a cherché à décrire le père DUCHESNE dans la première partie de cet ouvrage. Toutes ses constantes sont déjà présentes dans le septennat de GISCARD d'ESTAING. La paupérisation progressive du Peuple se met en place avec l'apparition du chômage de masse⁷⁹² tandis que la vaste entreprise de crétinisation du Peuple suit inexorablement son cours : le bleu du drapeau devient moins agressif, le rythme de la Marseillaise s'alanguit et la mère-président s'en va dîner d'œufs brouillés chez le quidam du coin de la rue... Il va sans dire également que ce grand projet d'un espace marchand transfrontalier, aux prétendues couleurs européennes, ne cesse de hanter les pouvoirs publics ainsi d'ailleurs que l'impératif de la stabilité monétaire⁷⁹³. Si l'élimination de la pensée gaulliste permet ainsi aux accapareurs de faire main basse sur le pouvoir, il reste encore un autre obstacle,

⁷⁹⁰ Voir *Le Monde Diplomatique* n°652 de juillet 2008, page 7.

⁷⁹¹ Voir le blog de Valéry GISCARD d'ESTAING, pour la démocratie en Europe (vge-europe.eu). Quelques réponses de VGE. Chronique de la pensée multiple, le vendredi 25 juillet 2008.

⁷⁹² Le cap du million de chômeurs est franchi dès la fin de l'année 1975.

⁷⁹³ Le 13 mars 1979 est créé l'*ECU*, l'unité de compte européenne.

dans l'opposition celui-là : un parti communiste fort qui recueille aux environs du quart de l'électorat. « *Cette plèbe stalinienne aura tôt fait de nous gâcher notre affaire !* », doivent penser les nouveaux conspirateurs. Alors ils vont s'ingénier à développer, pour l'abattre, une autre stratégie. Quant on ne peut vaincre un rival puissant en l'affrontant de face, il vaut mieux alors pactiser avec lui pour l'attaquer de côté ! C'est très exactement ce qui se passe. L'antique SFIO est relookée, après le congrès d'Epinay, pour devenir un parti moderne dans lequel les rudes vieux militants de « *la sociale* » ou les mineurs combatifs de la fédération du nord ont cédé la place aux ambitieux des beaux quartiers qui, pour faire « *peuple* », arborent la veste en jean sur la photo de promo de l'ENA. C'est cette nouvelle structure qui va se charger d'étouffer l'adversaire dans un grand baiser de Judas qui aura pour nom *programme commun de gouvernement*⁷⁹⁴. La stratégie déployée est fondée sur l'éternel mythe du moderne et du ringard, qu'a déjà évoqué le père DUCHESNE et qui n'est qu'un avatar de la théorie du passé imbécile, pilier sur lequel se fonde la propagande de la société de l'injustice. Associée à cet esprit individualiste « *petit bourgeois* », entretenue par tout un large courant médiatique aux ordres des forces de l'argent qui s'harmonise d'ailleurs parfaitement avec cette mentalité puérile et libertaro-contestataire véhiculée par les « *soixante-huitards* », « *gauchisants* » ou autres « *babas cools* », cette idéologie de bas-étage aura raison du parti de la classe ouvrière qui verra alors ses effectifs, et par-là même son audience auprès du Peuple, se réduire comme une peau de chagrin et son influence fondre comme neige au soleil. Aux élections présidentielles de 1969, Jacques DUCLOS recueille encore 21,5 % des voix au premier tour tandis qu'un résultat analogue de 21,45%, est constaté aux législatives de 1973, mais à ces mêmes élections en 1978, pour la première fois, le PS devance à gauche le PCF avec 24,95% contre 20,61%. En 1981 le mouvement s'amplifie : le parti socialiste totalise 37,43% des suffrages exprimés alors que le parti communiste ne recueille plus que 16,13% des voix. La défaite de 1986 marquera la réelle perte de confiance des électeurs du PCF qui ne sont plus que 9,68% de l'électorat. Le mouvement vers le déclin est alors amorcé et ne faiblira plus par la suite.

L'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, présente des points communs indéniables avec la situation qui prévalut après la révolution de 1830. A l'issue de belles pages de gloire écrites par le Peuple, les perspectives offertes par la monarchie louis-philipparde semblaient mieux correspondre aux appétits exacerbés des accapareurs de l'époque que la politique menée par le vieillissant Charles X, engoncé dans ses pulsions passéistes. De la même manière, il apparut sans nul doute aux prédateurs du bien public qu'un gouvernement « *de gauche* » parachèverait mieux la contre réforme libérale que ne l'eut fait GISCARD d'ESTAING et sa « *société libérale avancée* ». Poudre aux yeux, miroir aux alouettes, rideau de fumée, voilà bien comment il convient de qualifier cette période que, seuls quelques naïfs encore, continuent de vénérer et de saluer par un grotesque « *victoire de la gauche* ». En vérité et le père DUCHESNE le clame avec toute la solennité qu'inspire la certitude : il y eut cent fois mieux valu pour le Peuple de France, une victoire de Giscard en 1981 ! La combativité du Peuple, encore grande alors, aurait rendu plus difficile les étapes essentielles qui restaient à franchir aux accapareurs

⁷⁹⁴ Le « *programme commun de gouvernement* », fut signé le 26 juin 1972 entre le parti socialiste, le parti communiste et le mouvement des radicaux de gauche. Il marque un changement profond dans la conduite des socialistes traditionnellement tournés vers le centre pour gouverner. Les réformes préconisées dans ce document seront définitivement abandonnées après le « *tournant de la rigueur* » en 1983.

pour parvenir à leurs fins. Sans doute en effet que le « *tournant de la rigueur* » n'eut pu se faire sous la présidence de GISCARD d'ESTAING sans que la France entière fut mise à feu et à sang ! Lorsque l'on analyse avec un regard neutre et objectif, près de trente ans plus tard, cette période du tournant des années quatre-vingts, on finit par être atterré par le côté outrancier, déraisonnable, grossièrement partisan et injuste des choix fondamentaux pour l'avenir du pays opérés alors, au point qu'il n'apparaît d'autre explication à fournir que celle que propose le père DUCHESNE, c'est à dire l'hypothèse d'un vaste complot. L'énoncé des faits dans toute sa froideur permet certainement le mieux de mettre en avant et d'illustrer ce vertige kafkaïen. Une doctrine interventionniste, s'appuyant sur une théorie structurée, vérifiée, quasi mathématique, née de la faillite et de la ruine d'un système injuste, à laquelle tout le monde croyait jusqu'alors, s'impose pendant près de cinquante ans, permet un essor économique inconnu sans doute dans toute l'histoire, parvient en quelques années seulement à améliorer le sort du plus grand nombre plus que plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires, n'étaient parvenus à le faire auparavant et voici, qu'en quelques mois à peine, sans aucune alternative crédible, sans le moindre débat ni la moindre consultation des masses, sans même la démonstration de sa non pertinence, elle est jetée aux oubliettes tandis qu'il n'est préconisé, comme seule issue, qu'un retour au temps d'avant le chaos. Si on admet, comme le suggère le père DUCHESNE, l'idée du complot ourdi par ceux qu'il nomme les accapareurs, tout au contraire devient lisible et compréhensible. Tout s'explique alors de manière limpide : passées sous le contrôle des comploteurs, les technostructures, qui sont au cœur même du dispositif de la décision, pourront ainsi être utilisées, à bon escient, ne serait-ce que pour générer, à contre-courant, des flux économiques perturbateurs ou encore pour ne restituer qu'une information erronée, veillant ainsi à ne laisser transparaître qu'une thèse unique dans tout l'appareil médiatique, les forces politiques supplétives assurant alors la traduction juridique du changement de société qui s'opère et, si ces dernières peuvent en outre, comme en France, amuser la galerie, ce ne sera que pain béni !

Cette accession au pouvoir de la gauche n'est pas une aubaine pour les accapareurs, seulement l'accomplissement d'un dessein longuement mûri. Elle a été sciemment voulue car elle ne présente que des avantages et notamment un immense soutien populaire qui sera d'autant mieux venu qu'il s'agit maintenant de porter l'estocade, le coup mortel au modèle de l'Etat providence et l'implication des communistes et du mouvement syndical devient un élément fondamental pour se prémunir contre une éventuelle réaction des travailleurs aux vilenies qu'on leur prépare. Tout est en place pour la plus vaste opération de manipulation d'opinion que le pays n'ait jamais connu quand mai 1981 débouche sur la législature des dupes ! L'opération tient en trois temps : la préparation sur deux phases suivies par le moment crucial attendu impatiemment par les prédateurs du corps social. La première étape du processus contre-révolutionnaire, car c'est ainsi qu'il convient de le nommer dès lors que la finalité dernière est bien de revenir un siècle en arrière, consiste à vaporiser sur le Peuple un opium d'illusions et pour ce faire la ressource ne manque pas. Les nouveaux maîtres du jeu politique, dont beaucoup firent la « révolutionnette de 1968 », sont présents partout dans les médias, tout droit échappés un court instant de leurs appartements cossus et huppés du centre de Paris, flanqués de leurs stars poudrées coutumières pour venir bêler « *Changeons la vie !* », « *Les Français ont franchi la frontière qui sépare la nuit de la lumière !* » et tant d'autres fadaïses... La seconde étape se veut elle démonstrative. Après avoir berné Margot il convient désormais de s'attaquer à l'homme sensé à qui il est impératif de faire admettre que la théorie keynésienne est une absurdité scientifique dont on va s'atteler à lui en faire la démonstration. Ainsi on espère bannir à tout jamais toute idée de retour à la période faste des « *Trente Glorieuses* ».

C'est la prétendue « relance MAUROY-DELORS » de 1981, caractérisée par l'augmentation du SMIC de 10%, du minimum vieillesse de 20%, des allocations familiales de 25% et quelque temps plus tard le constat, à grands cris d'orfraie, que la mayonnaise ne prend pas ! Les explications données se veulent rationnelles et, si on n'y prête pas suffisamment d'attention, on peut bien être tenté de l'admettre. Le refrain, entendu tant de fois, est devenu une rengaine que chacun connaît par cœur : l'augmentation de la consommation se heurte à l'insuffisance de l'offre interne, liée à l'inadaptation de l'outil productif ; profitant ainsi à l'étranger la relance entraîne une aggravation considérable des déficits extérieurs, qui atteignent le chiffre record de 93 milliards, ce qui rend la situation économique d'autant plus préoccupante que l'inflation rend nos produits plus chers et que la spéculation affaiblit le franc, le tout conduisant à des dévaluations en chaîne. En réalité tout est joué d'avance. L'appareil économique et décisionnel, passé sous le seul contrôle des accapareurs, ceux-ci n'éprouvent aucune difficulté à le faire fonctionner dans la seule direction de leurs intérêts et si l'on prend la peine d'analyser d'un peu plus près la prétendue relance que constate-t-on ? A peine amorcée, celle-ci est promptement interrompue avant, bien entendu, que la moindre retombée positive ne soit enregistrée car il s'agit bien de discréditer à jamais cette pratique. D'ailleurs ne suffit-il pas, pour s'en convaincre, de se reporter aux déclarations du ministre de l'économie de l'époque, Jacques DELORS, dont la propension à commettre des gaffes, on se souvient de son plan B de la campagne sur le référendum sur la constitution européenne, est précieuse à l'analyste. Or celui-ci, dès novembre 2001, c'est-à-dire au lancement même de la politique de relance, réclame « *la pause sociale* » ! Le père DUCHESNE entend maintenant, là encore, apporter la preuve que cette prétendue politique sociale de gauche n'était qu'un leurre.

Il est d'abord curieux de constater que les raisons invoquées pour expliquer l'échec avaient été clairement identifiées, bien avant mai 1981 ! Ainsi la gauche n'avait cessé alors, à juste titre selon le père DUCHESNE, de dénoncer le *Système Monétaire Européen*⁷⁹⁵ or c'est précisément la volonté farouche de se maintenir dans ce système qui va aboutir au changement brutal de politique amorcée dès 1982, ce que dénonçait d'ailleurs Jean Pierre CHEVENEMENT devant la convention nationale du PS, le 29 mai 1983 : « *Rester dans le système de parités fixes, dans l'état actuel de l'économie française et de l'environnement international, c'est poser sa tête sur le billot de la spéculation, s'offrir au couteau de tous ceux qui aspirent à mettre à mort notre entreprise (...) Bref, pour sauvegarder nos réserves, il faut flotter...* »⁷⁹⁶. Mieux encore, si l'on se réfère au « *Projet socialiste pour les années 80* », on constate que les risques du déficit du commerce extérieur étaient clairement identifiés comme d'ailleurs les moyens tant conjoncturels que structurels de limiter le déficit commercial qui étaient méticuleusement décrits⁷⁹⁷. Qui pourrait encore croire à la malencontreuse imprévision ? Et si l'on entre un peu plus dans les détails l'impression qui domine est bien que l'on a cherché à creuser les déficits tout en veillant à ne pas recueillir le moindre retour positif. Ainsi la relance, dont le père DUCHESNE a rappelé la teneur, qui ne portait que sur un coup de pouce au SMIC et aux prestations sociales, ne pouvait

⁷⁹⁵ Après l'échec du « *Serpent monétaire européen* », fut mis en place, le 5 décembre 1978, le *Système Monétaire Européen (SME)*, lequel établissait un système de taux de change stable et ajustable entre les pays membres de la *communauté économique européenne*.

⁷⁹⁶ J.P. CHEVENEMENT, intervention à la convention nationale du PS, le 29 mai 1983, disponible sur le site de « *République et socialisme – CERISE* » (rs-cerise.fr).

⁷⁹⁷ Voir « *Projet socialiste pour la France des années 1980* », éditions Club Socialiste du Livre, 1980, 380 pages, pages 222 à 225.

qu'avoir des effets limités surtout quand ceux-ci seront encore allègrement rognés dans les semaines qui vont suivre, avec l'augmentation d'un point de cotisations sociales dès l'automne 1981 et sans même évoquer la hausse des tarifs publics... Quant à la politique monétaire, là encore on ne peut qu'être surpris par son incohérence. Pourquoi ce refus de dévaluer le franc dès l'été 1981 ? Cette décision, prise alors en plein « *état de grâce* », n'aurait pourtant pas manqué d'être imputée à la gestion précédente. Cependant, en raison de la surévaluation de la devise nationale due à une inflation forte, elle aurait procuré alors un ballon d'oxygène à l'industrie, du moins à terme⁷⁹⁸. Cette carence coupable entraînera, par la suite, la nécessité de dévaluer par trois fois, en dix-huit mois, autant d'occasions supplémentaires pour prétendre à un échec. Pourquoi encore une politique d'importations n'a pas été mise en œuvre, c'est à dire un recours à un certain protectionnisme pour éviter un afflux de produits étrangers, alors que le « *projet socialiste* » prévoyait expressément celle-ci et en avait même défini les grandes lignes ? Le ridicule épisode des magnétoscopes « arrêtés » à Poitiers ne devait abuser personne !

En réalité toutes les options prises montrent une volonté délibérée de parvenir à un échec. Dans son intervention, en 1983, devant la convention nationale du PS, Jean Pierre CHEVENEMENT fustigeant la politique de rigueur adoptée prédisait ses dramatiques conséquences en termes de chômage tout en soulignant la carence de la politique industrielle si urgente à mettre en œuvre : « *Les conséquences à attendre de cette politique ne sont malheureusement, dès aujourd'hui, que trop claires : la courbe du chômage remontera dès juillet (...) le plus grave risque c'est la réduction des investissements. Les entreprises n'investissent pas sans carnets de commandes. Les responsabilités que j'ai exercées m'ont très vite convaincu qu'on ne peut pas déconnecter la politique industrielle de la politique économique générale. Or, si l'investissement, déjà très bas depuis plus de dix ans, continue à chuter, je me demande où va passer notre grand dessein de réindustrialisation* »⁷⁹⁹. On ne fera croire à personne, qu'alors qu'existait un chômage de masse avec un retard industriel évident, il ne soit venu à l'idée d'aucun dirigeant que de reconduire une politique de grands travaux, à l'instar de ce qu'avait fait en son temps ROOSEVELT, était non seulement du domaine du possible mais encore du souhaitable ! La vérité est qu'il n'y a jamais eu de réelle volonté de relancer l'activité économique et ce n'est pas faute de gisements possibles dans ce domaine. Des politiques d'envergure visant à mieux aménager le territoire du type de celle conduite par la DATAR quelques années plus tôt, comme celle de l'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon étaient bien sûr envisageables, mais le pays disposait surtout d'atouts considérables qui auraient pu être exploités au service d'une vraie politique industrielle et le père DUCHESNE, loin d'être exhaustif, se bornera à citer quelques exemples : la France, qui a été un pionnier en matière de traitement électronique de l'image, avait les moyens de se positionner sur le marché alors en plein essor des magnétoscopes ; dans le domaine de l'informatique, alors balbutiante, le pays avait inauguré en 1978 le premier réseau de transmission de données par paquets au monde (*Transpac*) et l'annuaire électronique Minitel faisait figure de précurseur de la micro informatique familiale en 1983...

⁷⁹⁸ Sans entrer dans les détails, les économistes soutiennent en effet que les effets d'une dévaluation répondent à une « *courbe en j* » c'est à dire qu'avant que les effets bénéfiques en terme de commerce extérieur (augmentation des exportations et diminution des importations) ne soient constatés, on déplore quelque temps une aggravation de la situation de déficit.

⁷⁹⁹ Voir note 796.

Tout sonne faux dans cette prétendue politique de gauche conduite en réalité pour le seul bénéfice des nantis. Concernant les nationalisations en particulier, qui furent définies par le programme du *Conseil National de la Résistance* comme étant le « *retour à la nation de tous les grands moyens de productions monopolisées, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques* », quelle a été la réalité de l'action du gouvernement de l'esbroufe ? D'abord une indemnisation colossale de 30 milliards de francs, ensuite des sinécures pour les « *copains et les coquins* » qui passeront après allègrement, au gré de leurs humeurs ou de l'épaisseur du fromage, des entreprises du secteur public à celles du secteur privé avec transit éventuel dans les grands corps de la haute administration, avec au passage à l'actif, quelque turpitude ou délit d'initié. Quant à la démocratie interne, la participation et le contrôle des travailleurs ou encore, pour reprendre la terminologie des bateleurs de l'époque, la transformation de ces entreprises publiques en des « *socles impulsants* » pour l'ensemble du tissu économique du pays, il n'en sera jamais question ! D'ailleurs, dès 1982, est posé le principe les concernant de l'« *autonomie de gestion* » ce qui signifie que le profit immédiat devenait le critère unique pour la gestion de ces ensembles économiques. En réalité tout se passe comme si se mettaient en place les conditions idéales d'une privatisation que la droite n'aura aucune peine à réaliser, quatre ans plus tard ! Tous les vrais outils de la modernisation qui avaient fait leurs preuves durant les « *Trente Glorieuses* » sont systématiquement écartés ! Comment expliquer par exemple le refus obstiné de mettre en place une *Banque nationale d'investissement* ou tout autre dispositif de même nature qui aurait ainsi permis d'associer le système bancaire, en voie de nationalisation, à la planification. Cette planification précisément, réduite à un vague « *plan intérimaire* » 1982-1983, avant que l'idée ne soit carrément abandonnée, sous prétexte de fuir l'anti-modèle soviétique !

Si les choix pour le mieux être des masses sont systématiquement écartés, en revanche la commande passée par l'oligarchie financière qui régent tout, sera scrupuleusement honorée et sans attendre : le « *tournant de la rigueur* » ne tarde guère, il est même effectif dès 1982 ! Les deux premières phases de l'opération visant à duper étant parachevées, plus aucun obstacle ne subsiste à la réalisation de la mission confiée par les accapareurs à leurs supplétifs. Il ne s'est même pas passé un an depuis l'élection quand on annonce « la rigueur ». Partant d'un postulat nouveau, créé pour la circonstance, selon lequel la lutte contre le chômage s'avère impossible c'est alors naturellement que l'on va s'attaquer au deuxième mal, l'inflation. Très curieusement d'ailleurs, pour porter l'estocade à la hausse des prix on ne se plaindra pas de la non pertinence de la théorie keynésienne. Cette politique de lutte contre l'inflation, à la différence de la précédente, sera conduite avec un zèle particulier ce qui aura, bien entendu, pour premier effet d'aggraver la situation de l'emploi dans les proportions spectaculaires, en parfaite conformité d'ailleurs avec la courbe de PHILLIPS que l'on ne manque pas de dénoncer par ailleurs. Le ralentissement du rythme de l'activité économique va même occasionner une flambée du chômage : partant d'un taux moyen de 2,7 % dans la période de 1971 à 1973, celui-ci était monté à 7,4% en 1981 au moment de l'accès au pouvoir du gouvernement des dupes et, tandis que les prétendues forces de progrès n'ont accédé aux affaires que sur la promesse de régler ce douloureux problème du sous-emploi, voici qu'elles vont accomplir l'exploit de faire bondir ce taux à 10,2% en 1985, soit moins de trois ans plus tard ! Mais les résultats attendus par les ploutocrates en revanche sont à la hauteur des espérances : l'inflation réduite va désormais consacrer l'existence de taux d'intérêts réels positifs. Il est bien loin le temps où l'inflation contribuait à réduire les injustices sociales, désormais elle va les accentuer, les « booster » même car ceux qui ont emprunté s'appauvrissent de jour en jour, tandis que les fortunés voient, « *en*

dormant » pour reprendre une expression célèbre, leurs immenses fortunes croître encore par d'habiles placements. Bien entendu le gouvernement de gauche ne sera nullement troublé par les nombreux travailleurs qui, ayant précédemment acquis leur habitation au moyen d'un crédit à taux élevé, vont voir poindre le spectre du surendettement.

Mais la mesure la plus importante, celle qui a elle seule justifie la « *victoire de la gauche* », va, comme toujours, se réaliser incognito lorsque les français seront sur les plages ainsi, l'espère-t-on en tout cas, elle passera inaperçue. C'est la désindexation des salaires sur les prix, c'est à dire, très clairement l'acte de décès de l'Etat providence et le basculement de l'ensemble du tiers exclus dans une logique d'appauvrissement croissant et inéluctable. C'est là le but principal fixé par les accapareurs au gouvernement de l'opprobre car, tant que les salariés disposaient de la garantie de voir leur pouvoir d'achat maintenu quel que soit le niveau des prix, ils pouvaient encore espérer tenir écartée la spirale de la dégradation de leur niveau de vie mais, si ce verrou saute, la logique s'inverse et l'appauvrissement général devient la règle. C'est d'ailleurs ce qui ressort clairement de l'étude conduite par deux économistes de l'INSEE, Pierre RALLE et Joël TOUJAS-BERNATE en 1990⁸⁰⁰ qui montrent que la désindexation, initiée en 1983 et poursuivie par les gouvernement FABIUS, CHIRAC et ROCARD « *représente un transfert annuel d'environ 20 milliards des ménages vers les entreprises* », ce qui représente 120 milliards en six ans, c'est à dire 6 à 7% des salaires versés. La part des salaires dans la valeur ajoutée⁸⁰¹ passe de plus de 61 % en 1983 à moins de 56% en 1989. Cette dynamique d'appauvrissement des salariés en faveur des profits, en réalité la seule réalisation concrète du gouvernement de la tromperie est reconnu par tous les experts ainsi par exemple François MELEWSKI : « *De 1973 à 1982, la part des salaires dans la valeur ajoutée s'est accrue. Les salaires étaient à l'époque protégés de la hausse des prix et la puissance revendicative des syndicats était suffisante pour assurer une progression des revenus malgré le ralentissement de la croissance économique à partir du milieu des années 1970 (...) A partir de 1983, le partage de la valeur ajoutée s'est infléchi en faveur des profits et au détriment des salaires (...) Les salaires ont été désindexés des prix, de manière à en ralentir la progression (...)* »⁸⁰².

Il n'est donc pas besoin de se livrer à de longues analyses pour comprendre que cette politique, prétendument de gauche, est en réalité articulée autour d'un seul objectif : parvenir promptement à la contre réforme libérale, c'est à dire au retour de l'accaparement à outrance avec comme corollaire l'appauvrissement du plus grand nombre. Mais il faut encore rendre tout retour en arrière vers l'Etat providence impossible et, pour ce faire, la voie est toute tracée et passe par un élan sans précédent en faveur de l'Europe des marchands qui deviendra ainsi le vecteur idéal pour asseoir définitivement la suprématie des accapareurs. Il s'agira alors de faire avancer la construction européenne à pas de géant, non pas au plan du rapprochement des Peuples dont on se fout éperdument, mais en instituant une monnaie unique. Celle-ci représente un peu la panacée à tous les problèmes rencontrés par les accapareurs dans leur boulimie de richesses. D'une part, la

⁸⁰⁰ P. RALLE et J. TOUJAS-BERNATE « *Les salaires désindexés : une réalité depuis 1983* », revue *Insee Première* n° 59, 1990.

⁸⁰¹ La *valeur ajoutée* mesure la contribution d'un agent économique à la richesse nationale. Ses deux grandes composantes sont : la rémunération des salariés (salaires bruts et charges sociales patronales) et l'*excédent brut d'exploitation (EBE)* que l'on peut assimiler au profit des entreprises (profit primaire).

⁸⁰² F.MILEWSKI « *La répartition du revenu national : une histoire conflictuelle.* » in « *L'état de la France 2003* », éditions La Découverte, Paris, 2003, page 178.

sacralisation ainsi opérée de l'instrument monétaire va consacrer l'unicité de la politique économique vers la seule maîtrise de l'inflation, rendant ainsi impossible toute politique contracyclique de type keynésienne et donc, toute lutte efficace en faveur de l'emploi ce qui aboutira, de facto, au maintien volontaire du volant de chômage sur lequel dissertait, en son temps, si justement, le président de la République de l'époque. A la question suivante posée par le journaliste Guy CLAISSE : « *On entend couramment l'expression "volant de chômage" pour caractériser la politique gouvernementale et celle du patronat. Croyez-vous qu'il y ait une volonté consciente de multiplier le nombre des chômeurs pour peser sur le marché du travail ?* », François MITTERRAND répondait : « *Je le crois tout à fait. (...) Gouvernement et patronat considèrent le chômage comme le médecin la fièvre : une saine réaction de l'organisme. Mais, à la différence du médecin qui sait qu'il faut aider le corps dans sa résistance au mal et faire tomber la fièvre, gouvernement et patronat entretiennent le chômage. Pour eux c'est un régulateur économique (...). Le grand capital, pour reprendre nos comparaisons médicales, se sert du chômage comme d'une purge. L'important pour lui est de préserver, et si possible accroître, ses marges de profit. Il va là où le nombre des travailleurs potentiels, leur disponibilité, la carence des protections sociales, l'absence d'organisations syndicales les livrent sans résistance aux bas salaires, aux cadences élevées et à des conditions de travail écrasantes. À ce prix-là on devient vite compétitif ! La vérité est que le grand capital n'entend ni ralentir le cours de la révolution industrielle de l'informatique et de l'automatisation, ni en payer les frais. Comme il s'oppose à toute planification, considérée comme une entrave, dans les régions politiques qu'il contrôle, notre société se débat, cahotante, incertaine (...)* »⁸⁰³. Des propos qui, avec le recul, apparaissent même prémonitoire, comme ceux tenus à quelques jours de la victoire de 1981 : « *Le chômage résulte, dans son ampleur actuelle, de la politique voulue par Monsieur Giscard d'Estaing et que Monsieur Barre applique avec la détermination qu'on lui connaît. Ce faisant cette politique s'inscrit dans la politique du grand capital, c'est-à-dire de la division internationale du travail et de la production qui conduit la France à voir disparaître son industrie par pans entiers : déjà le textile, la tannerie, la sidérurgie, et j'en passe.* »⁸⁰⁴. On ne saurait être plus clair !

Mais ce n'est pas tout ! L'institution d'une banque centrale indépendante garantira à jamais la lutte obsessionnelle contre l'inflation dans le but de préserver, coûte que coûte, la stabilité monétaire qui, comme on le sait, conditionne l'efficacité de l'accaparement. Cette frénésie européiste, aussi surprenante que tardive, devient manifeste dès 1984, au *sommet de Fontainebleau*. Elle débouchera, deux ans plus tard, sur l'acte unique européen, porte ouverte au *traité de Maastricht*. Une des pierres angulaires de ce traité, signé en 1992, est alors de maintenir, pour tous les Etats membres, l'interdiction faite aux banques centrales d'apporter des moyens financiers aux pouvoirs publics, c'est à dire, en d'autres termes, de consacrer l'abandon de la création monétaire au privé. C'est l'article 104 alinéa 1, dont bien entendu personne ne dira mot : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales" d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités*

⁸⁰³ François MITTERRAND interrogé par Guy CLAISSE « *Ici et maintenant.* », éditions FAYARD, PARIS, 1980, 309 pages, pages 195-197.

⁸⁰⁴ François MITTERRAND interviewé dans Paris-Match, le 3 avril 1981, cité dans Anne ROLLY « *Ainsi parlait la Rose : petit guide du discours socialiste.* », éditions La Table Ronde, collection « *Place Publique* », Paris, 1986, page 52.

régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des États membres; l'acquisition directe des instruments de leur dette, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, est également interdite. » . Le gouvernement de progrès, toute honte bue, n'a plus alors, comme au XIX^e siècle lorsque l'accaparement battait déjà son plein, que le vieil argument du temps à servir à ses électeurs, ce sempiternel « ça ira mieux demain » que le premier ministre Pierre MAUROY décline en ces termes : « L'impatience des français est réelle et légitime. Ils souhaitent voir leur vie quotidienne changer. Mon impatience, celle du gouvernement, celle des socialistes, celle de toute la gauche est équivalente. Mais il faut aussi tenir compte du temps, des rythmes. Il n'y a pas, par exemple, de concertation sérieuse possible avec les partenaires sociaux sans délai. Il n'y a pas de travail parlementaire authentique sans délai, (...). Et puis il y a des rythmes administratifs qu'il convient également de prendre (...) ». Avec en prime un petit « C'est encore de la faute aux fonctionnaires ! » du meilleur effet !

Comment pourrait-on être surpris par si vaste duplicité à si grande échelle ? Le prétendu gouvernement des « forces de progrès » apporte en réalité une cinglante illustration de cette « rhétorique réactionnaire » qu'a mise en évidence Albert HIRSCHMAN, professeur de sciences sociales à l'Université de Princeton, centrée sur le retour en arrière et la stigmatisation par avance de toute mesure réellement progressiste en mettant toujours en avant ses « effets pervers ». Il y a bien là une illustration de cette victoire de la « pensée unique », déjà acquise alors même que le Peuple de France confiant, croit avoir voté pour une équipe qui prendra en compte son sort. Qui de mieux d'ailleurs qu'un des plus proches collaborateurs du chef de l'Etat, au moment du « tournant de la rigueur » pour mettre en lumière cet unanimité au service des seules puissances financières : « Je n'ai donc rien à ajouter sur le rôle déterminant du premier ministre, Pierre MAUROY, qui, au moment du choix crucial, a dit au président que , si l' " autre politique " (sic) était mise en œuvre ce serait sans lui (...) Il faut citer aussi, bien sûr, le combat opiniâtre du ministre de l'économie et des finances, Jacques DELORS (...) Ces deux hauts responsables politiques se sont appuyés sur le travail de plusieurs conseillers de grande qualité, qu'il est impossible de citer tous ici. Je soulignerai seulement, auprès du premier ministre, l'influence de Jean PEYRELEVADE, Henri GUILLAUME, Daniel LEBEGUE et Henri HANNOUN, ainsi que celle, auprès du ministre de l'économie et des finances, de Philippe LAGAYETTE, Pascal LAMY, Isabelle BOUILLOT et Jérôme VIGNON. Il faudrait aussi citer le rôle de Laurent FABIUS, jeune ministre du budget, qui avait, on le sait, l'oreille du président, ainsi que celui de ses conseillers Louis SCHWEITZER et Patrick PONSOLLE. Le travail de toutes ces équipes a pesé dans la balance, notamment parce qu'ils étaient tous du même côté de la frontière qui séparait l' " autre politique " de celle qui a été choisie (...) c'était aussi également le cas des conseillers économiques du président qui, à l'exception d'Alain BOUBLIL, conseiller pour les questions industrielles, étaient tous partisans de ce que l'on a appelé la « politique de rigueur ». Il s'agissait de Christian SAUTTER (...), Elisabeth GUIGOU (...) et de moi-même. Notre point de vue était partagé par les deux plus proches collaborateurs du président, Jean Louis BIANCO, secrétaire général et Jacques ATTALI, conseiller spécial. »⁸⁰⁵. Pour changer la vie, comme elle prétendait le faire, il eût fallu que la gauche au pouvoir applique simplement le programme qui avait d'ailleurs été bien analysé avant 1981, notamment dans le

⁸⁰⁵ Interview de François STASSE, le 21 mars 2005, « 1983 : affronter la crise », in *La lettre n°11*, Institut François MITTERRAND, disponible en ligne (mitterrand.org).

« *projet socialiste* », mais elle n'en avait ni le dessein, ni d'ailleurs l'envie, et elle s'est donc cantonnée dans une politique d'essence réactionnaire de réhabilitation d'un ordre social dépassé.

Il va sans dire que cette politique « *progressiste* », non contente d'influencer négativement le niveau de vie général du tiers exclus, va largement contribuer à faire monter en flèche le nombre des « laissés-pour-compte » et, en ces temps de « *passage de la nuit à la lumière* », va apparaître la cohorte des « *nouveaux pauvres* », que l'on s'ingéniera à maintenir dans cette situation en préférant financer, à prix d'or, quelque marchand de soupe ou brasseur d'air au détriment de politiques d'insertion réellement efficaces, comme l'a déjà dénoncé le père DUCHESNE. Pour tous ces nouveaux misérables, les dames patronnesses du XIX^e siècle ont cédé la place à celui que Louis PAUWELS désignait comme le « *salopard en salopette* » qui, délaissant un temps ses cinq villas sous le soleil des tropiques, dans lesquelles des tapis de velours rouge sont déroulés pour ses chiens, vient gratifier les miséreux de « *restos du cœur* » sur fond de paillettes et de show business ! Mais l'apparition de ces nouvelles classes miséreuses n'est sans doute pas le plus grave, peut-être même n'est-ce finalement que la partie émergée de l'iceberg, presque un épiphénomène, car c'est bien l'immense majorité du Peuple de France qui subit désormais de plein fouet les conséquences néfastes du retour en force de l'accaparement. Pourtant, terrorisé par la menace de tomber de Charybde en Sylla qu'on laisse volontiers planer sur sa tête, l'esprit de révolte annihilé par cet égocentrisme qui a fait sa perte et que la désinformation ambiante lui distille comme un poison à effet progressif, chaque citoyen de France semble avoir sombré dans la résignation.

Cette deuxième démarche entreprise par le père DUCHESNE parvient à son terme. Il a cherché ainsi à étayer la thèse, qu'il a exposée dans la première partie de ce livre, en cherchant à extraire de ce vaste réservoir qu'est l'histoire des hommes, les preuves de ce qu'il avance. Il est parvenu à la conclusion que les maux dont souffre le monde en crise d'aujourd'hui ne sont pas nouveaux. Ils ne résultent pas d'un quelconque dysfonctionnement d'un rouage sociétal obscur, mais sont le résultat d'une mainmise inique dont une petite minorité se rend coupable. Il s'agit d'une oppression récente au regard de l'histoire déjà longue de l'humanité, qui aboutit à ce qu'une petite poignée de nantis réduit, sans vergogne, l'immense majorité de l'humanité à un statut d'esclave en l'obligeant à travailler à son seul profit. Mais le père DUCHESNE a aussi acquis une conviction. Il n'est pas possible qu'une société puisse durablement se fonder sur une distribution des richesses foncièrement inégalitaire sans qu'un jour une prise de conscience générale ne vienne mettre à mal l'oppression injuste. La situation actuelle de la société semble bien augurer pareil changement. Le père DUCHESNE a achevé ce vaste survol des siècles en montrant comment, après plus d'un siècle de règne sans partage, la société des accapareurs dans sa forme moderne a cédé la place à un autre modèle, celui d'une société prospère et plus juste. Il a montré surtout que le retour en puissance de l'accaparement, dans les dernières décennies du siècle passé, ne repose que sur un complot ourdi par le petit nombre contre la multitude. Ce nouveau rapport de forces, qui s'est mis en place au tournant des années 1970-1980, est illégitime dès lors qu'il s'est fait sans l'aval du plus grand nombre et, comme tel, il ne peut que conduire, à terme, à une vaste remise en cause.

Ce début de millénaire dans lequel nous vivons annoncerait-il de profonds changements, l'avènement de ce vingt-et-unième siècle spirituel qu'évoquait André MALRAUX (1901-1976) ou cette ère du Verseau dessinée par les astres ? Il semble bien pourtant que se lève un grondement de colère face au cataclysme économique qui s'annonce. Celui-ci n'est, aux yeux du

père DUCHESNE, que l'inéluctable et implacable conséquence d'une société injuste fondée toute entière sur la malversation. Est-ce là le signe annonciateur de profonds changements dans l'attitude du tiers exclus ? Peut-être que cette passivité qui fut la sienne depuis le début des années 1980, cette résignation à subir de plein fouet la dégradation incessante de sa situation avec, pour seule expression, le renvoi systématique des équipes gouvernementales en place à chaque échéance, vont-elles enfin disparaître et donner à augurer des perspectives nouvelles ? Peut-être qu'une prise de conscience de l'impasse dans laquelle le mouvement de concentration des richesses dans les mains de quelques-uns conduit le monde, va-t-elle enfin voir le jour ? L'avenir qui se profile permet d'entrevoir dans l'évolution de notre corps social deux options. L'une, voulue et pensée par les accapareurs, repose sur un modèle de société de plus en plus éclatée entre corporatismes, particularismes régionaux et communautarismes rivaux, conformément à la loi « diviser pour régner », dans laquelle l'appareil politico médiatique poursuivra sa vaste opération tendant à la « crétinisation » des masses, à grand renfort de match de football, de stars en paillettes et d'émissions de télé-réalité pendant, qu'en toute quiétude, la poursuite de l'accaparement contribuera, chaque jour davantage, à l'appauvrissement corrélatif du tiers exclus. L'autre, téméraire et généreuse, porte le nom de démocratie vraie et ouvrira la voie vers le développement de grands espaces de solidarité qui parviendront seuls à contrecarrer le projet perfide de l'asservissement généralisé en brisant de toutes pièces le « *grand bond en arrière* ». Quelques oiseaux de mauvaise augure ne manqueront pas de faire remarquer que pareil dessein est plus qu'hypothétique et c'est peut-être pour cela qu'il a toutes les chances d'exister un jour prochain, car c'est bien le caractère improbable des choses qui semble aujourd'hui porteur d'espoir : c'est le premier ministre JOSPIN, donné à moins de deux mois du scrutin présidentiel « *légèrement en avance au second tour* » et qui, dans les faits, n'y accède même pas ; c'est encore le référendum sur le traité constitutionnel présenté comme une formalité pour le « *oui* ». Ce serait alors justice car, tous les échos d'où qu'ils proviennent, traduisent aujourd'hui la même aspiration : trompé, dupé, spolié, le tiers exclus demande enfin à devenir quelque chose...

TROISIEME PARTIE :

« QUE DEMANDE LE TIERS EXCLUS ? A ETRE QUELQUE CHOSE ! »

« Qui peut dire ce qui se passe sous nos yeux et ce qui s'annonce, pour ce peuple révolutionnaire et conservateur, si longtemps offensif et redouté en Europe comme un flambeur, jouant son va-tout, la Grande Nation égalitaire ? »

Pierre LEGENDRE

Il est des questions essentielles, fondamentales, existentielles qui paraissent, au premier abord insolubles, presque métaphysiques, alors qu'en réalité l'improbabilité de la réponse ne tient qu'à un défaut d'analyse. Que n'a-t-on entendu par exemple gloser sur le thème de l'homme, seule créature intelligente de l'univers ? Que n'a-t-on prophétisé sur ce thème, soutenu que si trace d'une civilisation autre qu'humaine était un jour mise en évidence, ce serait alors tous nos rapports avec l'existence et le monde qui s'en trouveraient bouleversés tandis que notre façon de penser deviendrait différente à commencer par notre conception même de la vie. Inutile pourtant de scruter indéfiniment l'espace interstellaire en quête d'une quelconque soucoupe volante car, comme l'a montré le père DUCHESNE, la science nous révèle aujourd'hui l'existence de cet autre différent et, pour le trouver, il ne faut pas regarder vers le ciel ou se tourner vers l'avenir mais simplement se pencher sur le passé qui nous révèle que cet être pensant dissemblable existe réellement. Il git là dans ces restes fossiles que les paléontologues ont mis à jour. Il a, par exemple, pour nom *homo sapiens néanderthalensis*, l'homme de Néanderthal. Il est différent de nous à tous points de vue, plus grand, plus robuste, portant un important bourrelet occipital et une structure générique incompatible avec la nôtre – une transfusion sanguine en provenance d'un tel individu tuerait à coup sûr le transfusé – et pourtant cet être n'avait rien de l'image de la brute épaisse véhiculée par quelques mauvais vulgarisateurs. Il enterrait ses morts avec un rituel aussi particulier qu'étrange, enduisant le corps des défunts d'ocre rouge, ce qui pour le moins dénote la présence chez lui, comme chez nous, d'une angoisse métaphysique.

La question de la démocratie relève aussi de ces fausses évidences. Nul aujourd'hui ne serait assez fou pour prétendre qu'elle n'existe pas dans notre pays tant il encourrait le lynchage

de l'intelligentsia omnipusissante. Mais le père DUCHESNE, qui se fout d'être exécuté par les beaux penseurs comme d'avaler un verre d'eau et se ris des foudres des garants de la « *pensée unique* », l'affirme bien haut : la prétendue démocratie représentative n'est qu'un leurre, un despotisme destiné à permettre l'oppression par le petit nombre ! Là encore la réflexion et l'analyse, déjouant l'incantation et l'argument d'autorité ressassés par la propagande, permettent de mettre en avant une vérité incontournable dont chacun en réalité mesure la pertinence en constatant, chaque jour davantage, le peu de cas qui est fait de son sort et combien ses aspirations sont étrangères de toutes ces mesures, décidées au quotidien, qui pourtant engagent l'avenir de tous. Comme le père DUCHESNE a cherché à le démontrer dans la première partie de son propos, l'idée de démocratie moderne, issue du siècle des Lumières, s'est cristallisée autour de deux conceptions antinomiques. Celle issue de MONTESQUIEU, le baron de La Brède, est toute entière fondée sur la fiction juridique de la nation, cette entité subtile, poreuse et indéfinissable qui prétend monopoliser toute souveraineté. Elle est la prétendue démocratie représentative. Celle jaillie de ROUSSEAU, tout au contraire, n'a nul besoin de relais conceptuel. Elle émane du Peuple et retourne vers lui. Elle est justice et liberté, elle est généreuse et tolérante, lucide et bienveillante, consensuelle et éternelle. Que demande le tiers exclus dans ces jours sombres où l'oppression ploutocratique et la dictature du petit nombre menacent la planète toute entière de la ruine ? Que l'on accorde un peu d'attention à l'analyse du second philosophe ! Que l'on permette enfin au Peuple de décider, un peu, de son sort. Que le tiers exclus devienne enfin quelque chose !

La machine infernale.

Le père DUCHESNE consacre tous ses loisirs et l'essentiel de son temps disponible, en dehors de ses activités professionnelles, au travail d'analyse de cette société injuste qui l'entoure. Comme il l'a dit déjà dit, le principal guide qui l'éclaire dans cette recherche est le ressenti du Peuple dont il tente, en permanence, d'en recueillir la substance. Il ne recherche pas cette petite gloriole dont il n'en a que faire, il ne s'investit davantage pour l'argent, dont il est modestement mais bien suffisamment pourvu, mais uniquement pour contribuer, par la réflexion, à aider l'immensité de ses semblables à vaincre cette société oppressive et suicidaire qui a vu le jour depuis environ trois décennies et qui est aujourd'hui en train de conduire la planète au chaos. Si le père DUCHESNE ne réfute pas l'étiquette de révolutionnaire qu'on pourrait lui décerner, il n'entend pas cependant se ranger sous une hypothétique bannière doctrinale, ni davantage participer à la diffusion d'une quelconque vérité révélée et encore moins promouvoir, sans faillir, la pensée d'un nouvel homme providentiel. Son dessein est à la fois plus modeste et plus grandiose : agir pour instaurer la démocratie, rien de plus. C'est peu de chose et un immense chantier à la fois. La démocratie voilà la seule réponse à tous nos maux ! La société dans laquelle nous vivons ignore la démocratie comme a cherché à le montrer le père DUCHESNE dans la première partie de sa réflexion. Il va tenter, dans cette dernière étape, de montrer que ce généreux projet est possible et à brefs délais et que, s'il ne trouve aujourd'hui le torrent d'enthousiasme que, par nature, une telle perspective devrait susciter, cela tient seulement au poids de la propagande, de la désinformation secrétée mécaniquement par la société de l'injustice comme le foie secrète la bile. Ce n'est, ni vers le rêve ni vers l'utopie, que vogue le navire du père DUCHESNE mais bien vers le concret et le palpable et d'abord, et en premier lieu, vers un retour au modèle de cette société, qui a accompagné en la berçant toute son enfance, cette société prospère, enthousiasmante et juste, qu'on a appelé les « *Trente Glorieuses* ».

Ce n'est pas la nostalgie qui motive l'auteur de ces lignes mais uniquement la conviction, la certitude même, que la société de l'accaparement constitue un danger pour l'humanité tout entière. L'égoïsme forcené et l'iniquité sur lesquels celle-ci se fonde, conduisent irrémédiablement à un cercle vicieux keynésien dont on devine à peine, en ces temps de début de crise mondiale, les conséquences funestes pour le plus grand nombre. C'est bien une machine infernale que cette société de l'injustice et du néant qui n'a apporté, depuis qu'elle a corrompu l'humanité, que guerres, ruines et désolation. Avant d'analyser de quelle manière elle est aujourd'hui en train de mettre l'économie mondiale toute entière par terre, revoyons en partant des précédentes analyses pour les approfondir, les rouages internes de cette mécanique de l'enfer. Comme le soutient le père DUCHESNE, les richesses de la société de l'injustice font l'objet d'un pillage au profit d'une petite caste de prédateurs. En réalité, ce monde d'aujourd'hui ne diffère guère de celui qui prévalait à l'époque féodale, ce temps sombre qui consacrait une aristocratie et mettait l'immense majorité de la société au seul service de celle-ci. Cette minorité dominante est toujours là, à la seule différence que le poids de la propagande tend à la rendre invisible au commun des mortels.

L'aristocratie invisible.

On se souvient que le père DUCHESNE a défini, dans la première partie de sa réflexion, la caste des accapareurs comme étant celle qui détient aujourd'hui tous les pouvoirs en concentrant dans ses mains la puissance financière. Ils s'affranchissent alors de cette relation donnant-donnant qui doit exister dans tout groupe humain, ce « deal » qui se concrétise dans les sociétés modernes marchandes, par le concept de rémunération, de revenu perçu en échange d'un investissement au profit de la collectivité, quelle que soit d'ailleurs sa nature, travail ou capital. L'accapareur moderne, à la différence par exemple du *big man* des sociétés premières⁸⁰⁶, accumule les richesses à son profit sans aucune contrepartie. Cette caste prédatrice est clairement identifiable mais pourtant personne ne l'évoque. Il y a là un singulier mystère ! En ces temps où la crise qui s'annonce dépassera vraisemblablement en intensité celle de 1929 et aura, de toute évidence, des conséquences encore plus dramatiques que la terrible *Grande Dépression* qui avait ravagé le monde dans les années 1930, il n'est pas un individu à oser aller à l'encontre de cet interdit qui veut que nul n'ait le droit d'adresser la moindre critique envers l'oligarchie ploutocrate. Ce sont là vaches sacrées devant lesquelles l'idolâtrie seule paraît être de mise ! Mais le père DUCHESNE, dans sa grande colère, se rit des interdits et ne craint nullement la foudre des suppôts de la société de l'injustice et, tant qu'il lui restera un souffle de vie, il crierà à tous l'exacte vérité : les accapareurs, ces voleurs, ces prédateurs du corps social sont la seule cause de tous les malheurs du temps ! Quoi de plus désolant en vérité, quoi de plus désespérant que de voir, sur internet par exemple, la juste rancœur des citoyens suscitée par le caractère à la fois scandaleux et tellement injuste de la crise naissante, détournée, une fois de plus, conformément à l'éternelle règle « diviser pour régner ». Voici mis en accusation les « *banksters* » et l'opprobre jetée sur le monde de la banque, c'est-à-dire sur des centaines de milliers de personnes dont l'immense majorité est constituée de travailleurs modestes et honnêtes qui se voient soudain « *bougnoulisés* » : « *C'est ton putain de boulot qui nous a foutu dans la merde !* ». Ce peut être encore le monde de l'assurance ou plus sinistrement celui des pauvres (Ces « *salauds de pauvres* » américains qui ont osé se faire arnaquer dans l'achat d'une maisonnette !). L'idée que

⁸⁰⁶ Voir infra : « *Une nouvelle grille de lecture pour toute société des hommes.* », page 238.

cette ploutocratie qui, tel un cancer rongant la société contemporaine, soit la seule à l'origine de ces nouvelles plaies d'Égypte qui frappent l'humanité depuis trois décennies, n'effleure visiblement personne ! C'est pourtant là un concept à la portée de l'intelligence la plus moyenne, une de ces déductions qui ne nécessite beaucoup d'ardeur ou de connaissances mais qui visiblement s'obstine à demeurer dans le domaine du non-dit !

Bien entendu le père DUCHESNE devine la réponse de quelques maîtres à penser à son propos : accusation gratuite, recherche facile de boucs émissaires, jalousie malade à l'encontre de ceux qui réussissent, théorie du complot puérile et totalement infondée... La chanson et ses couplets lui sont devenus familiers mais, pour le malheur de ses détracteurs, le père DUCHESNE s'est engagé à ne rien soutenir sans immédiatement en administrer la preuve. Cette aristocratie qu'il dénonce et qui se cache n'est pas un fantasme issu de son imagination fertile mais la réalité que la science a aujourd'hui mise en évidence. Il est vrai que les études sociologiques sont extrêmement rares sur ce domaine ce qui est d'ailleurs singulier : n'est-il pas étonnant en effet que l'on délaisse ainsi l'étude des « *catégories supérieures* » alors que, de toute évidence, leur influence sur l'ensemble de la société est considérable ? Cependant s'il n'est visiblement pas facile d'obtenir des crédits de recherche sur un domaine par trop « sensible », il reste que des travaux existent et il convient de mentionner en premier lieu, ceux, déjà cités par le père DUCHESNE, que l'on doit aux deux sociologues, directeurs de recherche au CNRS, Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT. Ces deux chercheurs ont entrepris, depuis déjà une vingtaine d'années⁸⁰⁷, une enquête approfondie sur les grandes fortunes françaises et, au terme de ce vaste travail d'investigation, les conclusions auxquelles ils parviennent confortent parfaitement ce qu'avance le père DUCHESNE.

Celui-ci soutient que l'ordre des accapareurs est centré autour d'un groupe stable, parfaitement identifiable, issu à la fois de la bourgeoisie d'ancien régime et d'une partie de la noblesse. Tous les observateurs, à toutes les époques, ont noté la permanence au sein des fortunés d'un « *noyau dur* » stable. Daladier dénonçait les « *deux cent familles* » en 1934. Voici ce qu'écrivait dans la revue *Planète*, le journaliste Alain VERNAY, en 1965 : « *La lutte des castes, à ne pas confondre avec la lutte des classes, fait ressortir une leçon qui est presque une loi : la solidité des grandes fortunes est proportionnelle à leur durée. Dès qu'elles cessent de s'accroître, les fortunes s'usent ; mais alors que les très anciennes se dégradent lentement, les très récentes ont tendance à s'effondrer avec brutalité. Il y a une maladie infantile des milliardaires, comme des chiens. Les N-MM (néo-multimilliardaires) sont le groupe à mortalité financière la plus forte.* »⁸⁰⁸. Le même constat était fait par un autre journaliste Gérard MOATTI, trente ans plus tard dans *L'Expansion* : « *Le monde de la fortune, en France du moins, est étonnamment stable. C'est un paysage géologique de type sédimentaire : des couches successives qui apparaissent au fil des générations, une certaine érosion, mais peu d'effondrements.* »⁸⁰⁹. C'est également le constat que font les deux sociologues Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT dans leur dernier ouvrage⁸¹⁰. Leur livre, sorti en 2007, montre parfaitement combien

⁸⁰⁷ Leur premier ouvrage sur ce thème, publié après deux ans d'enquête, s'intitule « *Dans les beaux quartiers.* », éditions du SEUIL, collection « *L'épreuve des faits* », 1989, 254 pages.

⁸⁰⁸ A. VERNAY « *Comment les milliardaires deviennent pauvres.* », revue *Planète* n°25, novembre-décembre 1965, page 85.

⁸⁰⁹ G. MOATTI « *Les grandes fortunes ne meurent jamais vraiment.* », revue *L'Expansion* du 24 juillet 1997.

⁸¹⁰ Voir Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT « *Les ghettos du gotha. Comment la*

le qualificatif de caste convient pour désigner le groupe des immensément fortunés. Il s'agit même, selon les deux scientifiques, d'une classe, au sens marxiste du terme, donnant lieu chez ses membres à la manifestation d'un fort sentiment d'appartenance, d'une « conscience de classe » (« on en est ou on en est pas ») avec des intérêts communs à défendre : « ... le sens du collectif (est) spontanément attribué aux classes populaires ou moyennes, de nos jours, s'il y a une classe consciente d'elle-même et attentive à défendre solidairement ses conditions de vie, c'est bien la grande bourgeoisie. »⁸¹¹, ce qui fait dire aux auteurs que ce clan des nantis représente « la réalisation la plus achevée de la notion de classe sociale »⁸¹².

La propagande médiatique nous assène l'idée de riches isolés, chacun sans doute sur son île privée, coupé du reste monde et de ses semblables, jouissant égoïstement de sa fortune. La réalité est très exactement aux antipodes de cette vision. L'ordre des accapareurs, comme le monarque et sa cour, occupe un espace géographique bien déterminé : dans les quartiers de l'ouest parisien, dans un quadrilatère délimité par le Trocadéro et Monceau, Neuilly et Passy et ainsi l'aristocratie nouvelle n'a « pas besoin de statisticiens ou de sociologues pour définir les frontières de leur groupe » dans la mesure où « elles font elle-même le travail »⁸¹³. Dans cet espace ultra-protégé vit la nouvelle engeance qui régenté tout depuis la révolution française : « Il s'agit bien d'une caste solidaire qui vit en vase clos ». Dans ce « ghetto pour riches » on ne vit qu'entre gens d'appartenance : « plaisir sans cesse renouvelé, celui d'être avec ses semblables et de ne pas craindre leur regard »⁸¹⁴ et on se moque bien des malheurs du monde quand tout n'est que calme et volupté : « on est plus riche parmi les riches : le cumul des richesses, à travers la mise en commun des valeurs d'usage dont chacun dispose, est favorisé par la proximité dans l'espace » et c'est bien pour cette raison que « Le militantisme mondain s'ancre dans les milieux fermés. Il relève de la gestion des relations sociales. »⁸¹⁵ Tout exactement comme la noblesse d'ancien régime, on ne saurait consentir à une mésalliance et les mariages se font exclusivement entre gens du même monde. Des « institutions » sont prévues à cet effet, comme les « rallyes » : « technique collective de représentation...le rallye supplée parfaitement à la technique surannée de la présentation. Il en préserve les avantages, ceux d'unions socialement assorties, il en supprime les inconvénients de mariages préfabriqués dans lesquels les coups de cœur n'ont pas leur place »⁸¹⁶.

Les auteurs soulignent également la culture du secret qui, sans cesse, prévaut et qui contribue largement à l'idée faussée que le Peuple a des riches. Cette obsession de la discrétion, le journaliste Gérard MOATTI le soulignait également dans son article précédemment évoqué : « Bref, être riche est un métier. Un métier qu'on apprend par imprégnation familiale, mais qui ne s'enseignera jamais dans les écoles, car son premier principe est le secret. Jacques CŒUR, self-made-man du XV^e siècle, lui a fourni son immortelle devise : "En bouche close n'entre mouche". ». La société première des accapareurs, qui prévalait jusqu'à la révolution française, était ostentatoire et les prédateurs s'affichaient partout. La société moderne des accapareurs repose toute entière sur le non-dit : la caste qui régenté a compris que sa principale

bourgeoisie défend ses espaces », éditions du SEUIL, collection « H.C.Essais », 2007, 294 pages.

⁸¹¹ Ibid page 11.

⁸¹² Ibid page 61.

⁸¹³ Ibid page 45.

⁸¹⁴ Ibid page 45.

⁸¹⁵ Ibid page 12.

⁸¹⁶ Ibid page 42.

force, comme celle du diable du reste, est de faire croire qu'elle n'existe pas ! Cette hantise du secret est particulièrement marquée en France comme le souligne le professeur d'histoire économique à l'Université de Genève, auteur du livre « *Les capitales du capital* », Youssef CASSIS⁸¹⁷ : « *Nous nous heurtons toujours au problème des sources pour évaluer les fortunes. Selon les pays, elles sont plus ou moins accessibles. En France par exemple, la fortune est un élément ultraconfidentiel, et l'on ne peut accéder aux déclarations de succession que plus de cent ans après la mort du détenteur. En Angleterre c'est plus facile. Il existe un registre des successions faisant état de la fortune brute des défunts, que l'on ajuste à l'inflation.* ». Le même auteur soulignant, par la même occasion le caractère forcément parcellaire des « palmarès » régulièrement publiés dans les revues : « *Nous tenons compte aussi des classements réalisés par les magazines spécialisés comme le vôtre, ou encore Fortune, L'Expansion ou le Sunday Times, qui ont commencé dans les années 1950, même si leurs résultats peuvent être faussés par la diversification des portefeuilles et la reconversion d'une partie des fortunes dans des œuvres d'art ou l'immobilier.* »⁸¹⁸.

Or, et c'est un point capital sur lequel le père DUCHESNE entend attirer l'attention, s'il existe ainsi, tout exactement comme sous l'ancien régime, une aristocratie clairement identifiable, une caste fermée et inaccessible, il faut bien convenir que, contrairement à une des idées les plus couramment ressassées par la propagande contemporaine, il n'est alors de réelle possibilité de devenir riche, de faire fortune au sens où tout un chacun l'entend ! Dans cette société de l'injustice, on ne réussit pas, on se fait éventuellement acheter, c'est tout ! Et encore faut-il compter sur la possibilité offerte à tout moment à « l'acquéreur » de revenir sur son choix ! Il est donc vrai qu'on ne saurait envisager ce groupe sociologique, que le père DUCHESNE désigne comme celui des accapareurs, comme une parfaite unité, ce que font d'ailleurs remarquer les deux sociologues du CNRS en recommandant de « *rompre avec une représentation monolithique des hautes classes* ». De la même manière qu'il était possible de s'ennoblir sous l'ancien régime, la caste privilégiée recrute des nouveaux membres, même si la proportion de ceux-ci, par rapport à l'effectif total, demeure infime comme le souligne Gérard MOATTI : « *chaque quart de siècle, chaque génération, n'a fourni, en somme, au cercle actuel des très riches, que 12 à 15% de sang neuf, d'individus partis de presque rien.* ». En réalité la horde prédatrice recrute essentiellement les personnes qui lui sont utiles. Ainsi le monde du savoir ne l'intéresse pas et on ne rencontre guère de chefs de clinique ou de professeurs d'université milliardaires, en revanche les postes clés de l'entreprise ou de la banque, mais aussi les représentants de cette sous-culture qui les sert si bien, figurent en bonne place sur leurs listes de recrutement. Il est rarissime, là encore, de voir des comédiens du français, des premiers violons ou des danseurs étoiles empocher les millions des footballeurs ou des pousseurs de ritournelle ! « *La grande bourgeoisie maîtrise la culture dominante* » comme le font remarquer les deux sociologues du CNRS. Elle fait rentrer dans ses rangs qui la sert et s'en sépare si tel est son bon plaisir !

⁸¹⁷ Voir Y. CASSIS « *Les capitales du capital. Histoire des places financières internationales. 1780-2005* », éditions CHAMPION SEUIL, collection « *Champion Classiques Essais* », 2008, 453 pages.

⁸¹⁸ Voir l'article du magazine économique de Suisse romande BILAN de Laure Lugon ZUGRAVU « *La crise de 1929 lamine les superriches mais réduit les inégalités* », n°262 du 5 décembre 2008.

Elle pourra ainsi accepter en son sein quelques nouveaux membres et les en chasser pour donner l'illusion que la roue de la fortune tourne alors qu'il n'en est rien ! Celle-ci tend vers l'inertie et demeure figée depuis des siècles ! Celui ou celle qui demeure assez naïf pour croire encore qu'il soit possible de réussir par son travail, sa créativité ou son génie, devrait méditer sur le cas de John BLOOM⁸¹⁹. En 1957, celui-ci n'a que vingt six ans, il est le fils d'un pauvre tailleur polonais qui vit chichement dans l'*East End* de Londres lorsqu'il a l'idée d'investir toutes ses modestes économies, quatre cent livres sterling, pour financer la parution d'une annonce dans le *Daily Mirror*⁸²⁰ proposant la démonstration à domicile d'une machine à laver semi-automatique à bas prix. Il totalisa sept mille réponses et ce fut le début du succès. Il fit construire sa propre machine et, après avoir acquis, en 1960, une société en déconfiture, la *Rolls Razor*, il fut à même de diffuser son produit dans toute l'Angleterre. L'année suivante, il célébrait son mariage au *Savoy*⁸²¹ avec cinq cents invités réunis autour d'un gâteau qui avait la forme d'une machine à laver et pesait une tonne. En 1962, il proclamait disposer de six millions de livres par sa seule participation dans *Rolls Razor*, dont les actions introduites en bourse à 47 shillings atteignaient une capitalisation de plus de 13 millions de livres en 1963. Six mois plus tard, elles ne cotaient plus que 7 shillings. A la liquidation de la société, en juillet 1964, sa capitalisation n'était plus que de 375 000 livres soit moins que le prix de l'*Arian III*, le yacht de John BLOOM. Que s'est-il passé, alors qu'une machine à laver sur cinq dans les foyers britanniques provenait de chez BLOOM ? Sir Isaac WOLFSON (1897-1991), ennobli par la reine, qui se trouvait à la tête d'un vaste empire, comprenant en Angleterre comme dans tout le Commonwealth et en Europe, 2750 grands magasins et entreprises de vente par correspondance, ainsi que vingt sociétés industrielles les approvisionnant en marchandises et qui assurait le financement des ventes à tempérament, avait tout simplement décidé de couper le crédit à BLOOM, menant sa société à l'asphyxie. Peut-être que les extravagances du jeune entrepreneur et son non conformisme avaient déplu à la caste dominante ?

Cette aristocratie onnipuissante, qui se terre, n'est pas l'apanage de notre pays et la longévité des fortunes n'est pas une spécialité française, loin s'en faut ! Les WENDEL, WEILL, banquiers d'affaires depuis 1834, ROTHSCHILD ou TAITTINGER, ont leur pendant en Angleterre avec par exemple les SAINSBURY, créateurs au XIX^e siècle d'une chaîne de distribution et que le dernier classement du magazine *Forbes* crédite d'une fortune de 1,5 milliard de dollars ; en Allemagne avec, par exemple, les THURN UND TAXIS qui remontent au moyen âge ou encore les FIUCK, banquiers depuis le début du XIX^e siècle ; en Suisse où les SCHMIDEINY ont constitué, depuis bientôt deux siècles, un vaste empire dans le ciment ou l'immobilier ; aux Etats Unis bien sûr : David ROCKEFELLER, l'ancien patron de la *Chase Manhattan Bank* n'est que l'arrière petit fils de John DAVISON (1839-1937), fondateur de la *Standard Oil* juste avant la guerre de cession... Qui pourrait croire alors qu'une aristocratie, consciente de sa puissance, jalouse de ses intérêts, ne serait là que pour faire figuration ?

⁸¹⁹ Voir J. BLOOM « *It's no sin to make a profit.* », éditions W H ALLEN, London, 1971, 251 pages.

⁸²⁰ Quotidien britannique fondé en 1903.

⁸²¹ Le *Savoy Hotel*, grand hôtel londonien.

La contre réforme libérale est l'œuvre de l'aristocratie occulte.

Lorsque l'on prend conscience de cette réalité sociale mise en évidence par les auteurs précédemment cités par le père DUCHESNE, l'existence de ce clan de la privilégiature, de cette conscience collective qui est la sienne, de ce voile protecteur qu'il n'a de cesse de dresser afin que chacun l'ignore, de cette solidarité des fortunés jamais prise en défaut, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre la paupérisation croissante des masses et cette insolente opulence qu'affiche aujourd'hui, avec impudence, cette minorité dorée. De là à imaginer une relation de cause à effet il n'y a qu'un pas, que franchit allègrement le père DUCHESNE, en soutenant que l'ordre dominant des accapareurs tient, sous son contrôle, la classe politique professionnelle. C'est d'ailleurs ce qui ressort clairement, à ses yeux, des vingt ans de recherche de Michel PINCON et Monique PINCON-CHARLOT, lesquels soulignent que les cercles fréquentés par la minorité fortunée sont le lieu idéal, la meilleure opportunité de se rendre des services mutuels. Ces deux sociologues montrent aussi que les relais dans l'appareil d'Etat, comme parmi les effectifs des grandes écoles, sont nombreux, le tout traduisant une collusion qui leur permet une « *préservation systématique des conditions de vie de ses semblables de la part des décideurs proches ou appartenant à cette société* »⁸²². C'est bien par le rayonnement qu'elle impose et son omniprésence que cette caste des accapareurs régent tout par « *la multiplicité des pouvoirs partiels qui, assemblés, font le pouvoir* »⁸²³ et l'on est bien amené à constater que ce prétendu mérite « *perversi par le poids des origines, se trouve compagnon de route de l'hérédité* »⁸²⁴.

La grande colère du père DUCHESNE n'est pas suscitée par une rancœur mal placée ou une quelconque jalousie à l'encontre du « *mérite et de la réussite* » pour reprendre un terminologie dans l'air du temps et, encore une fois, s'il était établi que, pour le bonheur du plus grand nombre, il soit nécessaire de consacrer une oligarchie s'enrichissant sans cesse, celle-ci trouverait dans le père DUCHESNE son plus farouche défenseur et son plus ardent propagandiste, mais il en est tout autrement. C'est bien cette caste qui a conduit et imposé la *révolution conservatrice* de la fin du XX^e siècle et ce n'est pas par oisiveté qu'elle a agi ou pour seulement accroître encore ses revenus mais aussi par nécessité : comme le soulignait KEYNES, la société, qui a prévalu pendant la période de l'après-guerre conduisait, notamment par la politique de redistribution et la fiscalité que celle-ci mettait en place, à une « *euthanasie des rentiers* ». Le père DUCHESNE a montré à cet égard, comment la crise de 1929 et la dramatique *Grande Dépression* qui s'en est suivie ont amené certains politiques à rompre avec une tradition de servilité à l'égard des riches ce que souligne encore Thomas PIKETTY, professeur à l'*Ecole d'économie de Paris*, dans l'article du magazine économique BILAN, déjà mentionné⁸²⁵ : « *A la suite de 1929, tous les gouvernements ont mis en place une fiscalité lourdement progressive sur les gros patrimoines. Cet effet structurel a transformé le choc de 1929 en choc permanent. Car lorsque les grosses fortunes ont voulu relever la tête, elles ont pris un coup de bâton fiscal. (...) La réaction politique a été de faire payer les capitalistes, d'abord pour s'être enrichis énormément au XIX^e siècle, ensuite pour avoir amené le monde au bord du gouffre. Il fallait les empêcher de recommencer* ».

⁸²² *Ibid* page 40.

⁸²³ *Ibid* page 60.

⁸²⁴ *Ibid* page 270.

⁸²⁵ Voir note n°814.

Il convient toujours de se méfier des idées reçues, surtout quand celles-ci sont imposées en permanence par la désinformation qui résulte de la propagande des accapareurs. Ainsi, par exemple, le père DUCHESNE préconise, pour vaincre définitivement la caste malfaisante des prédateurs, une loi du maximum dont il a exposé le principe dans la première partie de cet ouvrage mais, sait-on que la très libérale Amérique avait pratiquement mis en place un tel dispositif ? Le président ROOSEVELT avait imposé à 91% les revenus de plus de un million de dollars et frappé à 80% les successions et pourtant les soviets ne se sont point rués sur les usines, les queues ne sont point apparues aux portes des boucheries et la misère n'a pas ravagé le pays ! Bien au contraire, l'Amérique est restée la superpuissance que l'on sait en offrant à son Peuple une prospérité sans pareille et, en prime, elle s'est même offerte la lune ! Thomas PIKETTY, dans le même article, insiste au contraire, sur le caractère bénéfique pour l'ensemble de l'économie de cette juste taxation : « *Ce taux de 91% a eu un effet radical car il a réduit l'incitation à se servir largement dans les caisses, sous forme de bonus ou de stock-option. On pourrait d'ailleurs s'en inspirer aujourd'hui pour éviter les rémunérations délirantes de ces dernières années* ». Ce taux d'imposition a été réduit à 70% en 1980, puis REAGAN s'est empressé de le faire chuter à 30% ! Mais l'Amérique est loin d'être un cas unique. En France, il y a moins d'un quart de siècle, lorsque l'impôt sur le revenu comportait encore quatorze tranches, la dernière était imposée à 75%. En Allemagne, à peine un peu moins, mais le libéral Royaume Uni en revanche, avait adopté un taux marginal jusqu'à 98% pour les revenus les plus élevés. On comprend dès lors pourquoi la période de prospérité sans précédent que l'on a appelé « *Trente Glorieuses* » s'est brusquement arrêtée au prétexte d'une prétendue crise, qui n'avait de pétrole que le nom, et pourquoi lui a succédé une période de trente ans de précarité, de chômage de masse, d'appauvrissement des multitudes et d'enrichissement inégalé du petit nombre !

D'aucuns ne manqueront certainement pas de faire remarquer que la thèse développée ici serait purement gratuite dans la mesure où l'existence d'un complot, à l'échelle mondiale, ne pourrait se concevoir sans une vaste organisation structurée, qui serait ainsi de nature à influencer réellement l'action des dirigeants de la planète, mais sur ce point, là aussi, le père DUCHESNE entend rapporter les preuves de ce qu'il avance. Oui, il existe des organisations, totalement inféodées à la caste des accapareurs, dont l'activité est indéniable et pour lesquelles il faudrait faire preuve de mauvaise foi ou, ce qui serait plus préoccupant encore, d'un certain angélisme pour croire qu'elles n'exerceraient aucune influence sur la conduite des affaires publiques. Ces organisations procèdent toujours de la même manière. Au plan stratégique, un sous-bassement foncièrement antidémocratique fait qu'elles reposent toutes sur l'idée d'une minorité agissante imposant ses vues aux gouvernants dans la conduite des affaires de tous. Pour ce faire, la minorité possédante, qui est toujours à l'origine de l'institution en cause, recrute dans une sorte de confrérie occulte des personnages politiques en vue, des représentants des élites, occupant de préférence des postes stratégiques et des leaders d'opinion, parmi lesquels les journalistes d'influence semblent aujourd'hui très prisés. Il s'agit donc, ni plus ni moins, que la configuration classique de la conspiration aux fins de s'assurer le contrôle du pouvoir. Dans son ouvrage, déjà mentionné par le père DUCHESNE, « *Le choix de la défaite* », l'historienne Annie LACROIX-RIZ⁸²⁶ a révélé, à partir notamment de l'étude des archives en provenance du service de police des *Renseignements Généraux*⁸²⁷ ou d'autres témoignages encore, comme celui de l'ambassadeur

⁸²⁶ A. LACROIX-RIZ « *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930.* », éditions Armand Colin, PARIS, 2006, 671 pages.

⁸²⁷ Notamment le rapport CHAVIN établi en 1941 par l'ancien inspecteur général de la *Sûreté*

américain BILDE établi en 1943, l'existence en France, dans l'entre-deux-guerres, d'un pareil mouvement occulte, la *Synarchie* ou *Mouvement Synarchique d'Empire*, qui recrutait principalement à l'*inspection des finances, polytechnique, centrale, sciences-po*, au *conseil d'Etat* comme dans le haut patronat, au *comité des houillères* notamment. Cette organisation secrète était financée principalement par la *banque WORMS*, la *banque d'Indochine* ou celle de *Paris et des Pays-Bas*.

Aujourd'hui, au plan international, deux organisations en particulier paraissent jouer un rôle déterminant. Celles-ci ont vraisemblablement contribué largement au triomphe de la contre réforme libérale. L'influence qu'elles ont acquise aujourd'hui est telle qu'elles semblent même, à certains observateurs du moins, tenir lieu de véritable gouvernement mondial au service des seuls possédants de fortune. La première, dont est d'ailleurs issu la seconde, est le *groupe Bilderberg*. Il s'agit d'un rassemblement annuel, non officiel, d'environ 130 membres qui sont tous des personnes d'influence dans le domaine des affaires, de la politique ou des médias. Les origines de cette organisation remontent à 1952 et les premières conférences se sont tenues à partir de 1954. Elle aurait prétendument été créée par le banquier américain d'origine australienne James WOLFENSOHN, qui exerça la présidence de la *banque mondiale* à partir de 1995, ce qui est hautement improbable dans la mesure où l'intéressé n'avait que 21 ans cette année-là ! Ce qui est établi en revanche, c'est que le groupe est financé par les ROTHSCILD et les ROCKEFELLER⁸²⁸. La première réunion se serait tenue, en mai 1954, à OOSTERBEEK au Pays-Bas, à l'*hôtel Bilderberg*, d'où le nom pris par la suite par l'organisation. Le moins que l'on puisse dire est que ces réunions regroupent aujourd'hui, dans des endroits extrêmement bien protégés par la police, tout le gotha mondial. Ainsi et sans vouloir être exhaustif, la réunion de Sintra au Portugal, du 3 au 6 juin 1999 accueillait, entre autres personnalités, Jean Claude TRICHET, actuel président de la *banque centrale européenne* ou encore Henry KISSINGER qui joue d'ailleurs un rôle important dans l'organisation depuis ses origines ; la réunion de Genval en Belgique, en 2001, comptait parmi ses participants : Dominique STRAUSS-KAHN, actuel président du *fonds monétaire international*, James WOLFENSOHN alors président de la *banque mondiale*, Javier SOLANA, secrétaire général du conseil de l'*union européenne* ; la réunion de 2003, quant à elle, s'est tenue en France, du 15 au 18 mai, et a donné lieu à la fermeture au public, pendant une semaine, du château de Versailles, elle aurait été inaugurée par le président de la République en personne⁸²⁹ ; en 2005 la réunion en Bavière comptait notamment Bernard KOUCHNER⁸³⁰ ; en 2007, à Istanbul, du 31 mai au 3 juin, était présent José Manuel BARROSO, président de la *commission européenne* ; en 2008, à Chantilly, dans l'Etat de Virginie aux Etats Unis : Christine OKRENT, Hubert VEDRINE et Manuel VALLS...

Chacun de ces participants s'engage à ne rien révéler des discussions et, il est vrai que lorsque l'on s'intéresse aux faits, tels qu'ils ont pu être rapportés par les rares articles de presse sur le sujet et non les délires de quelques conspirationnistes du dimanche sur internet, on ne peut que s'interroger sur la finalité de ce qui n'est officiellement qu'un cercle de réflexion (Ben

Nationale du régime de Vichy.

⁸²⁸ Voir à cet égard l'ouvrage de Geoffrey GEUENS, assistant à la *section Information et Communication* de l'*Université de Liège* : « *Tous pouvoirs confondus. Etat, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation* », éditions EPO, Anvers, 2003, 471 pages.

⁸²⁹ Selon Pepe ESCOBAR de la revue d'information et d'actualités en ligne *Asia Times Online* (*Atol*).

⁸³⁰ D'après le *Financial Times* du 1^{er} mai 2005.

voyons !). La députée irlandaise Patricia MAC KENNA a été la seule à interpeler la commission européenne sur la participation systématique des édiles bruxelloises aux réunions *Bilderberg* en ces termes : « *Pourquoi une corrélation tend-elle à exister entre les membres de la commission participant aux réunions et les points inscrits à l'ordre du jour – M. VAN DEN BROEK et l'élargissement, l'ancienne Yougoslavie et la Turquie ; Mme BJERREGAARD et la "gouvernance planétaire" (en liaison avec le climat) ; M. MONTI et l'économie européenne (marché intérieur) ; Lord BRITTAN et le marché UE/USA ? Qui plus est, il n'y a pas si longtemps, à Turnberry, M. George ROBERTSON, ministre britannique, a été transporté par hélicoptère militaire, étant clairement entendu qu'il participait à la réunion à titre officiel, ainsi que ce fut déjà le cas dans le passé pour le Premier ministre Tony BLAIR, puis le ministre Kenneth CLARKE (...)* En outre, pourquoi la police exclurait-elle de ces réunions, allant même jusqu'à les interpellier et les inculper, des journalistes professionnels s'il s'agissait de rencontres véritablement privées, car, en effet, si tel était réellement le cas, il incomberait aux organisateurs de contrôler l'accès des journalistes (...) ? ». La réponse de la commission est édifiante : « *...si ces membres ont été invités à participer à ces réunions, cela est dû largement à la fonction qu'ils exercent. La commission estime qu'il est important que ses membres puissent s'exprimer sur les sujets pertinents à l'action de la Communauté, notamment par des échanges de vues à des forums internationaux, sans pour autant que leur participation à ce type de réunions puisse engager la commission.* »⁸³¹. Plus inquiétant encore, lors de la réunion de Versailles en 2003, selon le journaliste Pepe ESCOBAR, il aurait filtré que « *...l'Occident est au bord d'une déconfiture financière totale ; et donc que le seul moyen de sauver leurs précieux investissements est de parier sur une nouvelle crise globale, centrée autour du Moyen-Orient, et qui a remplacé la crise évoluant autour de la guerre froide* »⁸³². Sans vouloir extrapoler sur ce qui se dit dans ce cénacle de privilégiés, il reste que, comme le mentionnait le journal *Libération*, en première page, sous le titre « *Huis clos entre maîtres du monde.* » : « *Le Bilderberg est un club ultrafermé réunissant tous les ans, dans le plus grand secret, décideurs politiques et économique de la planète* »⁸³³ ce qui, aux yeux du père DUCHESNE, est en soi suffisamment éloquent...

Du même acabit est la « *commission Trilatérale* », née curieusement durant l'année 1973 au mois de juillet⁸³⁴, à l'initiative notamment de David ROCKEFELLER qui se présente aujourd'hui comme le cercle de réflexion de l'élite politique et économique internationale. La charte fondatrice précise simplement : « *Centrée sur l'analyse des enjeux majeurs auxquels font face l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et le Japon, la commission s'attache à développer des propositions pratiques pour une action conjointe. Les membres de la commission regroupent plus de 200 distingués citoyens provenant des trois régions et engagés dans différents domaines* ». Devant, sans nul doute, le succès de l'institution, le nombre de membres a été aujourd'hui porté à 300 et il est vrai que, tout autant sinon plus que le *Bilderberg*, l'influence qu'exerce cette officine occulte est considérable, comme le souligne le professeur Olivier

⁸³¹ Voir questions parlementaires du 11 décembre 1998, question écrite posée par Patricia MAC KENNA (Verts) à la commission n° P-3880/98 au JO C 182 du 28 juin 1999 (page 131) et sur le site du parlement européen (europa.eu).

⁸³² Voir P. ESCOBAR « *Les maîtres de l'univers.* », *Asia Time Online* le 22 mai 2003.

⁸³³ *Libération*, édition du mardi 5 août 2003.

⁸³⁴ Voir l'article de Olivier BOIRAL, professeur à l'Université de Laval au Québec « *Trente ans d'une institution secrète. Pouvoirs opaques de la Trilatérale.* » in *Le monde Diplomatique* de novembre 2003, page 14.

BOIRAL : « *La Trilatérale va rapidement s'imposer comme un des principaux instruments de cette concertation, soucieuse à la fois de protéger les intérêts des multinationales et d' "éclairer" par ses analyses les décisions des dirigeants politiques* » car le dénominateur commun de toutes ces démarches est bien l'aversion profonde de la démocratie et la volonté dictatoriale d'imposer les vues d'une oligarchie prétendument éclairée ce que faisait fort justement remarquer le professeur québécois Gilbert LAROCHELLE : « *Un lieu protégé, la Cité trilatérale, où la technè est loi. Et, postées en surplomb, les sentinelles veillent, surveillent. Le recours à l'expertise ne relève point d'un luxe, il offre la possibilité de mettre la société face à elle-même. Le mieux-être ne vient que par les meilleurs qui, en leur hauteur inspirée, produisent des critères pour les relayer vers le bas* »⁸³⁵.

L'action de ces groupes explique pourquoi, comme le montrait le père DUCHESNE dans la première partie de son propos, il n'est nullement nécessaire aux accapareurs de recourir aux méthodes traditionnelles de la corruption pour obtenir toujours des décisions uniquement prises en leur faveur. Tout se passe dans un apparent consensus, a dit le père DUCHESNE, il n'y a qu'une proposition de faite et dès lors, nul responsable n'a de mal, ni ne scrupule d'ailleurs, à suivre la voie tracée. Et d'où provient ce beau consensus sinon de ces officines à bien penser ? Parmi les préceptes fondamentaux qui y sont consacrés, figure en premier lieu la nécessité d'un « *nouvel ordre international* ». L'idée de base, comme le souligne Olivier BOIRAL, est que « *La mondialisation financière et le développement des échanges internationaux seraient au service du progrès et de l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre. Or elles supposent la remise en cause des souverainetés nationales et la suppression des mesures protectionnistes. Ce credo libéral est souvent au centre des débats* ». Ainsi, lors de la réunion de 2001, M. Mike MOORE, alors directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce déclarait qu'il devenait « *impératif de rappeler encore et toujours les preuves accablantes qui démontrent que le commerce international renforce la croissance économique* »⁸³⁶. La deuxième grande constante de cette camarilla de l'opulence est l'aversion manifeste à l'encontre du Peuple qui est une constante qui s'est manifestée dès le départ du mouvement et qui s'exprimait, sans nuance, dans le rapport établi par la Commission sur la gouvernance des démocraties, rédigé par Michel CROZIER, Samuel HUNTINGTON et Joji WATANUKI⁸³⁷ intitulé tout bonnement « *La crise de la démocratie* ».

Le 4 avril 2003, la députée au parlement européen Patricia MAC KENNA interrogeait, à nouveau, la commission en ces termes : « *La commission pourrait-elle indiquer le nom de ses membres qui participeront aux prochaines réunions du groupe Bilderberg et de la Trilatérale, préciser si ces personnes assisteront à ces réunions au nom de la commission ou vraisemblablement à titre personnel, si elles bénéficieront d'indemnités journalières ou d'autres remboursements liés à leur participation à ces réunions ?* ». Après avoir confirmé la participation de plusieurs membres, en précisant toutefois que ceci « *n'implique pas nécessairement la qualité de membre ou l'appartenance à un groupe* », il est aussitôt ajouté que « *Il s'agit de MM. MONTI,*

⁸³⁵ Voir G. LAROCHELLE « *L'imaginaire technocratique.* », éditions Boréal, collection « *Essais Docs* », Montréal, 1990, 443 pages, page 279.

⁸³⁶ Voir M. MOORE « *The Multilateral Trading Regime Is a Force for Good : Defend It, Improve It.* », réunion de la Commission Trilatérale du 11 mars 2001.

⁸³⁷ M. CROZIER, S. HUNTINGTON et J. WATANUKI « *The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission.* », New York University Press, 1975, 220 pages.

BOLKENSTEIN et LAMY. Leur déplacement sera régi par les règles généralement applicables en la matière »⁸³⁸. En clair, le contribuable européen financera le déplacement des intéressés ! Le député italien Mario BORGHEZIO, interrogeait à nouveau la commission, quelques semaines plus tard, en ces termes : « L'une des organisations les plus mystérieuses à évoluer dans les cercles du pouvoir occulte mondialiste, à savoir le Bilderberg Club, compte parmi ses membres ou participants assidus à ses réunions à huis clos le président de la commission européenne M. Romano PRODI et plusieurs commissaires européens : Mario MONTI, Erkki LIIKANEN, Frederik BOLKESTEIN, Pedro SOLBES MIRA, Günther VERHEUGEN, Chris PATTEN et Antonio VITORINO sans oublier M. Tommaso PADOA SCHIOPPA de la banque centrale européenne. Parmi les personnes susnommées, certaines appartiennent également à la commission Trilatérale, autre centre occulte du pouvoir mondialiste (...) La commission ne pense-t-elle pas que cette situation risque de créer de graves conflits d'intérêt entre ses propres décisions et les objectifs et décisions secrètes – ou, à tout le moins, discrétissimes – du Bilderberg Club et de la commission Trilatérale, organisations non démocratiques et dotées de mécanismes d'affiliation par cooptation qui échappent à la surveillance des électeurs et des médias ? ». Renvoyant à la question précédente la commission n'a le moindre scrupule à affirmer sans, semble-t-il, se rendre compte du caractère pour le moins incongru de son propos : « Concernant le dernier paragraphe de la question relatif à un éventuel risque de conflit d'intérêt, il faut préciser que celui-ci n'existe pas, étant donné que la participation occasionnelle à des réunions n'implique pas l'adhésion à des objectifs, ni à ses décisions. »⁸³⁹.

Commentant le livre d'un ancien sous-secrétaire adjoint au commerce américain David ROTHKOPF : « *Superclass : The Global Power Elite and the World They Are Making* »⁸⁴⁰ (« *Super-classe : L'élite du pouvoir mondial et le monde qu'ils fabriquent* »), l'hebdomadaire britannique *The Economist*⁸⁴¹ résumait parfaitement la situation mondiale telle qu'elle prévaut aujourd'hui : « Il serait étrange que l'intégration actuelle de l'économie mondiale ne produisît pas de nouvelles élites mondiales – des entrepreneurs et des financiers qui dirigent des entreprises mondiales et des politiciens mondiaux qui dirigent des organisations supranationales, telles que l'Union Européenne (UE) et le Fonds Monétaire International (FMI). David ROTHKOPF (...) soutient que ces élites ne constituent rien de moins qu'une nouvelle "super-classe" mondiale. Ils partagent avec leurs aînés la caractéristique de fonctionner en clubs, mais avec la différence essentielle qu'ils opèrent sur la scène mondiale, loin de leurs électeurs nationaux. Ils fréquentent les mêmes universités (...) Ils sont formés dans une poignée d'institutions qui s'étendent sur toute la planète, telles que Goldman Sachs. Ils font partie des mêmes clubs – le Council on Foreign Relations (CFR) à New York est leur préféré – et ils siègent au conseils d'administration des uns et des autres. Un grand nombre d'entre eux font la navette entre le secteur public et le secteur privé. Ils se rencontrent lors d'événements internationaux tels

⁸³⁸ Voir questions parlementaires du 4 avril 2003, question écrite posée par Patricia MAC KENNA (Verts) à la commission n° P-1370/03 au JO C 268 du 7 novembre 2003 (page 192) et sur le site du *parlement européen* (europarl.europa.eu)

⁸³⁹ Voir questions parlementaires du 3 juin 2003, question écrite posée par Mario BORGHEZIO (NI) à la commission n° E-1846/03 au JO C 70 E du 20 mars 2004 (page 64) et sur le site du *parlement européen* (europarl.europa.eu)

⁸⁴⁰ D. ROTHKOPF « *Superclass : The Global Power Elite and the World They Are Making* », éditions Farrar Straus Giroux, 2008, 400 pages.

⁸⁴¹ Voir l'article « *Billion-dollar babies* », *The Economist*, le 24 avril 2008.

que le Forum Economique Mondial de DAVOS et la Commission Trilatérale ou, pour la crème de la crème, les rencontres du Bilderberg et les séminaires du Bohemian Grove qui se déroulent tous les ans en Californie au mois de juillet. (...) Il s'inquiète de l'inégalité qui monte brusquement – 1% des humains les plus riches possèdent 40% de la richesse de la planète – et de la réaction violente qui gronde contre tant de pouvoir qui ne rend pas de compte (...) ».

On ne saurait être plus clair et il convient bien de constater que la vitrine démocratique, ce que le père DUCHESNE, nomme la prétendue démocratie représentative, plus que jamais représente le leurre destiné à détourner l'attention du tabernacle inaccessible au commun des mortels où se prennent les vraies décisions qui, depuis trois décennies déjà, servent exclusivement l'intérêt de l'oligarchie des ploutocrates et par conséquent n'ont pour seul effet d'opprimer le Peuple chaque jour davantage. Le rapport de forces est devenu tellement écrasant au détriment de la multitude que les tenants de l'oligarchie n'hésitent même plus à proclamer ouvertement leur volonté lucrative de domination du monde, ainsi David ROCKEFELLER qui déclarait en 1999 : « *Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire.* »⁸⁴². La situation paraît même tellement caricaturale que l'on est amené à s'interroger sur, non seulement l'absence de réaction face à ce pouvoir chaque jour de plus en plus oppresseur et antidémocratique, mais plus encore sur le fait que personne n'en parle. Ainsi, le 4 mars 2008, lors de l'émission « *C dans l'air* » sur France 5 dont le thème était : « *Qui gouverne le monde ?* », à la question de l'animateur Yves CALVI « *Connaissez-vous les Bilderberg ?* », à l'exception notable de Jean François KAHN, les trois autres prétendus experts répondirent pas la négative. Il est vrai que la désinformation, savamment mis en œuvre par les tenants du pouvoir de la minorité, selon le procédé, déjà détaillé par le père DUCHESNE, du « *debunking* », bat son plein sur internet. La technique est toujours la même : masquer une réalité gênante en la travestissant de manière à discréditer, par avance, celui qui viendrait à soulever quelques questions gênantes. Le critère infaillible, comme l'a avancé le père DUCHESNE, est de toujours rechercher le milliardaire.

Ainsi, après les *Annunakis* ou autres *reptiliens* du désopilant David ICKE ou de l'inénarrable Zecharia SITCHIN, voici les *Illuminati* de Dan BROWN. Dès lors que quelqu'un entreprendrait des recherches sur internet consacrées aux groupes occultes dont vient de parler le père DUCHESNE, il sera très vite confronté avec l'un ou l'autre de ses sites, agréablement et richement présentés, qui évoquent tous le complot pour le « *nouvel ordre mondial* » dont le fer de lance serait constitué par la secte des *Illuminati* qui infiltrerait tout, du Vatican à l'amicale du quartier en passant par le lobby militaro-industriel ou les tenants du complotisme néo-communiste anti-chrétien. Un ramassis de sornettes qui, et c'est là la seule concession qu'on peut lui faire, ne date pas d'hier. A l'origine de ce délire, il y a un fait historique : une société secrète allemande de la fin du XVIII^e siècle. Inspirée plus ou moins des loges maçonniques elle fut fondée le 1^{er} mai 1776 par le philosophe et théologien Adam WEISHAUP (1748-1830). Elle porta d'abord le nom de *Perfectibilistes*, avant de devenir *Illuminés de Bavière* (En allemand : *Der Illuminatenorden*). Rongée par les dissensions internes, la société fut finalement dissoute en 1785, moins de dix ans après sa création, par le gouvernement barvarois, l'Electeur de Bavière ayant banni toutes les sociétés secrètes un an plus tôt. Désormais pourchassés, et même assimilés à des criminels, les membres de l'obédience disparaissent totalement du sud de l'Allemagne. On note quelques foyers qui perdurent dans la région de Saxe jusqu'en 1789⁸⁴³. L'histoire des

⁸⁴² Déclaration à l'hebdomadaire *Newsweek International* du 1er février 1999.

⁸⁴³ Voir à cet égard l'article de Michel-Andé IAFELICE « *Illuminaten* » dans « *L'encyclopédie*

« *Illuminés de Bavière* » s'arrête là, l'affabulation viendra plus tard en trois étapes successives. La première très tôt, un an à peine après sa disparition de la société, un dénommé Ernst Von GOCHHAUSEN (1740-1824), petit fonctionnaire de la ville de Weima, publia un opuscule « *Révélations sur le système politique cosmopolite* »⁸⁴⁴ dans lequel il dénonçait un complot maçonnique, infiltré par les *Illuminati* mais sous influence jésuite qui allait aboutir à d'« *inévitables révolutions mondiales* ». La révolution mondiale annoncée s'étant limitée à la France, c'est en 1797, que le trop célèbre abbé Augustin BARRUEL (1741-1820) commença la publication de ses inénarrables « *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* » dans lesquels il dénonçait la grande conspiration unissant tout à la fois jacobins, templiers, rosicruciens et *Illuminati*. La même année un écossais du nom de John ROBISON (1739-1805) écrivait « *Proofs of a Conspiracy against all the Religions and Governments of Europe, carried on in the Secret Meetings of Free-Masons, Illuminati and Reading Societies, etc., collected from good authorities.* »⁸⁴⁵ (le père DUCHESNE aime beaucoup le "etc...") dans lequel il était question d'une conspiration des *Illuminati* destinée à remplacer toutes les religions par une sorte d'humanisme et toutes les nations par un gouvernement mondial. Très curieusement cet « ouvrage » sera constamment réédité⁸⁴⁶.

Il est tout de même étrange que le livre d'un modeste instituteur écossais, dont les qualités littéraires n'ont, pour l'heure, suscité un enthousiasme délirant, fasse l'objet d'une sollicitude aussi constante de la part d'éditeurs reconnus. Le père DUCHESNE rappellera seulement que la thèse qu'il défend s'appuie sur l'apparition de la société moderne des accapareurs, à compter de la révolution française ! Par ailleurs une des recettes les plus efficaces du *debunking*, cette stratégie qui consiste à discréditer par le ridicule, consiste dans un premier temps à « amalgamer ». Partant du principe qu'il est plus efficace de dissimuler une aiguille parmi d'autres, dans une boîte d'aiguilles, plutôt que dans une meule de foin, il s'agit alors d'englober l'information que l'on cherche à dissimuler dans une autre, peut-être plus spectaculaire ou plus alléchante, qu'il suffira alors de discréditer ou, plus probablement, qui se discréditera elle-même.

de la franc-maçonnerie », éditeur LGF-Livre de poche, collection « *Encyclopédies d'aujourd'hui - La pochothèque* », 2002, 982 pages.

⁸⁴⁴ E.A. VON GOCHHAUSEN « *Enthüllungen des Systems der Weltbürger-Politik* », ROM, 1786.

⁸⁴⁵ « *Les preuves d'une conspiration contre l'ensemble des religions et des gouvernements d'Europe.* ».

⁸⁴⁶ Première édition à Edimbourg en 1797, seconde édition à Londres la même année chez les éditeurs T. CADELL et W. DAVIES, avec un post-script de l'auteur, troisième édition à Philadelphie en 1798 chez les éditeurs T. DOBSON et W. COBBET avec un nouveau postscript, quatrième édition à New York, la même année, cinquième édition la même année encore à DUBLIN, la sixième édition apparaît avec un titre raccourci « *Proofs of a Conspiracy* » (« *Preuve d'un complot* ») à Boston aux éditions Western Islands en 1900 sous le titre « *Proofs of a Conspiracy* », une nouvelle édition « *Proofs of a world conspiracy* » (« *Preuves d'une conspiration mondiale* ») date de 1930, une autre édition avec un aménagement du titre « *Proof's (sic !) of a conspiracy* » est recensée en 1964 aux éditions Ram Reprints, en 1967 retour au titre « *Proofs of a conspiracy* », Boston, éditions Western Islands, dans la collection « *The americanist classics* » en 1967, en 1978 ce sont encore les éditions Islands Press qui publient à nouveau « *Proofs of a conspiracy* », en 2002 ce sont les éditions C P a Book Pub, l'année suivant en 2003 les éditions Kessinger Publishing prennent le relais...en attendant la suite.

Il est vrai que concernant cette seconde étape la réussite est plus qu'exemplaire et le père DUCHESNE ne résiste pas à l'envie de faire partager à son lecteur un petit florilège, tant les occasions de rire, en ses temps de crise, se font rares. Il commencera bien entendu par l'excellent David ICKE, expert s'il en est en matière d' *Illuminati*, dès lors qu'il reçoit personnellement des messages d' « *Illuminati-reptiles* », extraterrestres de surcroît, qui lui expliquent notamment les secrets du calendrier grégorien : « *Tout le scénario (sic) a été planifié il y a des siècles, parce que les reptiles et, sans doute, les forces inconnues qui les mènent, opèrent à partir de la quatrième dimension inférieure, et qu'ils possèdent une version du " temps " très différente de la notre. Ils peuvent ainsi observer et prévoir le déroulement du " temps " tridimensionnel d'une façon qui demeure inaccessible aux habitants de ce monde...* ». Comment ne pas citer non plus le regretté Jim KEITH, cet ancien haut dignitaire de la *scientologie* auteur du terrible « *Saucers of the Illuminati* » (« *Les soucoupes des Illuminati* ») qui, de son vivant, avait le pouvoir de voir ce qui demeurait invisible au commun des mortels. Ainsi, dans une simple publicité de la marque Coca Cola, il discerna une fellation doublée d'une pénétration anale...alors imaginons les révélations quand il portait son regard éclairé sur l'histoire de l'univers ! Mais parmi d'autres sites internet, à voir d'urgence pour enfin comprendre le monde, on ne saurait laisser de côté celui, luxueux, de Ken ADACHI qui a parfaitement mis à nu, le complot apocalyptique du *Nouvel Ordre Mondial* : « *Une organisation secrète ultra-puissante, dominée par des civils, le Nouvel Ordre mondial, regroupe Majesty Twelve (MJ-12), les Illuminati, l'ordre de la Quête, le Groupe Bilderberg (Tiens donc !), la commission Trilatérale (Cela va sans dire !), le Comité directeur du Conseil des relations extérieures, le Comité PI-40, le groupe Jason (créé sans doute par référence au film d'horreur « Vendredi 13 » !), le Club de Rome, le Groupe (Tout simplement !), l'Institut royal des affaires internationales, la Société secrète amicale ouverte (Il s'agit du Vatican !), les Rosicruciens, la Fraternité du Dragon (ou du Serpent c'est selon !), la Fondation Russel, les Familles Noires (...qui viennent d'Europe), Skull and Bones, le Parchemin et la clé, les chevaliers de Malte, la branche Illuminati des francs-maçons et bien d'autres organisations secrètes.* ».

Il va sans dire que les preuves ne manquent pas, surtout lorsqu'on les fabrique, comme la vidéo, qui circule sur internet, relatant le prétendu discours du président KENNEDY destiné soi-disant à dénoncer l'organisation secrète d'un *Nouvel Ordre mondial*, qui n'est qu'un grossier montage, à partir d'extraits du discours prononcé à l'hôtel Waldorf-Astoria de New York City, le 27 avril 1961, dans lequel le président évoquait la guerre froide et l'Union Soviétique⁸⁴⁷. Mais, en tout état de cause, si les preuves venaient à manquer c'est immanquablement parce que les *Illuminati* sont si puissants et si infiltrés partout, qu'ils peuvent éliminer, tout à leur guise, toute trace gênante de leur action malfaisante ! Il est intéressant de remarquer que, contrairement sans doute à une idée reçue, la dénonciation de ce complot n'a pas débuté grâce à internet. En réalité la caste des accapareurs a besoin d'un paravent. Pour poursuivre son œuvre de prédation; sans que le nombre ne vienne à prendre conscience de sa réalité et des dangers que celle-ci fait peser sur le corps social tout entier, elle cherche à attirer l'attention sur une hypothétique conspiration qui servira à focaliser l'attention. Comme l'a répété à maintes reprises le père DUCHESNE, la force de la caste des accapareurs, comme celle du démon, est de faire croire qu'elle n'existe pas. Ainsi s'il est aujourd'hui allégué d'un complot des *Illuminati* pour instaurer on ne sait trop quel

⁸⁴⁷ Voir « *The President and the Press: Address before the American Newspaper Publishers Association* », disponible sur le site « *John F KENNEDY Presidential Library and Museum* » (jfklibrary.org)

nouvel ordre mondial communisto-universaliste sous les auspices de l'antéchrist, au début du vingtième siècle, alors que sévissait déjà la société de l'accaparement dans sa forme moderne, le ministre français des Affaires étrangères en personne, Emile FLOURENS (1841-1920), un éminent conseiller d'Etat, parfaite girouette politique passant allègrement de l' « *Union des gauches* » aux nationalistes, dans un livre au nom racoleur et évocateur : « *Un fiasco maçonnique à l'aurore du vingtième siècle de l'ère chrétienne* »⁸⁴⁸, dénonçait alors le complot maçonnique pour instaurer un gouvernement mondial, une justice mondiale et une religion globale dans un *Nouvel ordre mondial* d'où le papisme serait exclu !

Ce déploiement d'énergie émanant parfois, comme on vient de le voir, de hauts personnages ne saurait surprendre. Il est impératif de faire peur aux masses avec des « *idées-croquemitaine* » : un complot mondial, un nivellement généralisé voire une entité maléfique reptilienne, afin de polluer la vision qu'elles pourraient avoir de la réalité des choses qui, finalement, si l'on y prête vraiment attention, laisse apparaître le vrai complot de la minorité de manière limpide. C'est cette quasi-évidence que le père DUCHESNE va tenter de mettre en lumière à présent.

La spoliation généralisée contemporaine.

On se souvient⁸⁴⁹ qu'il est, depuis les temps immémoriaux, deux conceptions de l'argent. La première, humaniste et harmonieuse, n'en fait qu'un facilitateur, un outil. Il s'agit alors de préserver les vraies valeurs humaines et en premier lieu le travail, source première de toute richesse. Elle aboutit, fait remarquer le père DUCHESNE, à consacrer la liberté économique. En d'autres termes, elle ne craint ni le marché, ni le libre jeu de la concurrence, dès lors que l'Etat, garant de l'intérêt général et par conséquent maître de la monnaie, pouvoir régalien par excellence, peut, par son action, contraindre celle-ci si elle se révèle perturbatrice d'échanges harmonieux. Au même titre d'ailleurs, que les législations contemporaines, même les plus libérales, sont censées traquer les monopoles et les abus de position dominante qui ont pour effet de fausser la loi de l'offre et de la demande. En dernier recours, l'intervention des pouvoirs publics doit ainsi, soit contenir le prix d'un bien afin d'éviter que son montant affiché n'ait plus aucun rapport avec sa valeur intrinsèque et, ce faisant, il apprécie la monnaie, soit inversement prévenir et, le cas échéant, enrayer la chute des prix afin d'éviter que ceux-ci n'excèdent le coût de revient des choses, ce qui revient à déprécier la monnaie. Cette dernière reste ainsi, en toutes hypothèses, une simple variable d'ajustement afin de préserver l'économie réelle et, par la même occasion, le travail qui est la valeur suprême et le fondement de toutes les autres. C'est ainsi que peut être instaurée une société économiquement équitable qui tend alors à se rapprocher de l'harmonie primordiale. C'est là l'idéal prôné par les philosophes grecs, repris par la pensée chrétienne comme par toutes les religions.

Il est, on le sait également, une seconde conception qui caractérise la société contemporaine des accapareurs. C'est celle de la déification de l'argent, c'est à dire le règne de Mammon ! C'est la société de la magouille et de l'injustice qui en sacrifiant la monnaie, en préservant coûte que coûte sa sacro-sainte stabilité, aboutit inexorablement à sacrifier la valeur

⁸⁴⁸ E.FLOURENS « *Un fiasco maçonnique à l'aurore du vingtième siècle de l'ère chrétienne* », éditions L.CLOIX, 1912, 61 pages, page 33 (disponible en ligne sur gallica.bnf.fr).

⁸⁴⁹ Voir supra « *L'outil de la domination nouvelle : l'argent roi !* », page 295.

sacrée du travail. C'est le monde à l'envers, le temple de l'absurde et le royaume du père Ubu ! La sphère de la réalité, celle des biens tangibles, qui cède devant le monde virtuel des moyens de paiement ! Plus rien n'a alors de sens : l'acquisition du plus modeste logement suppose des décennies d'endettement tandis que de plus en plus de biens sont cédés bien en deçà de leur prix de revient. C'est bien cette société qui prévaut aujourd'hui et qui est sans doute, de toutes celles qui ont souillé l'histoire des hommes depuis le complot des origines, la plus injuste et la plus totalitaire. Ce sont les rouages fondamentaux de cette tyrannie que va maintenant mettre en lumière le père DUCHESNE ce qui le conduira naturellement à proposer sa démarche explicative de la grande crise économique qui s'apprête à ravager le monde et dont l'issue ne peut que donner lieu aux pires conjectures tant sa gravité paraît extrême.

Pour comprendre cet univers kafkaïen qui laisse aujourd'hui de plus en plus de nos compatriotes perplexes, il convient, en premier lieu, de bien prendre conscience du pouvoir exorbitant de l'oligarchie de l'argent, cette aristocratie nouvelle et occulte qui s'est mise en place depuis plus de deux siècles pour, depuis lors, ne cesser impunément d'asservir l'ensemble de l'humanité. Son moyen de domination c'est l'argent sacralisé et pour s'en convaincre il faut revenir à cette constante, que n'a cessé de mettre en avant le père DUCHESNE, cette volonté perpétuelle du « toujours plus » qu'elle manifeste qui conduit à un effet « *boule de neige* » de la fortune, rendant d'ailleurs totalement illusoire le mythe de la réussite fondé sur l'égalité des chances. Cette frénésie d'accumulation conduit, on le sait, à des effets perturbateurs considérables pour l'économie toute entière. Elle explique, à elle seule, la paupérisation croissante de l'immense majorité que l'on déplore depuis trois décennies, mais elle permet aussi de comprendre pourquoi tous les gouvernements occidentaux, depuis le *New Deal* et pendant toute la période des « *Trente Glorieuses* », ont adopté les taux d'imposition élevés que l'on sait concernant les revenus les plus importants. La théorie du passé imbécile, imposée par les accapareurs d'aujourd'hui, aboutit à faire perdre de vue ce qui était, non une spoliation, une surtaxation ou une injustice flagrante comme la propagande quotidienne le répète inlassablement, mais une nécessité vitale pour toute société. Pour bien s'en convaincre, il convient maintenant de faire appel aux mathématiques et en particulier à l'un de ses plus importants concepts : la *fonction exponentielle* au sujet de laquelle Albert Allen BARTLETT, professeur émérite de physique à l'Université du Colorado⁸⁵⁰ écrivait : « *La plus grande déficience de la race humaine réside dans son incapacité à comprendre la fonction exponentielle* »⁸⁵¹. On a tous en effet tendance à raisonner en termes de progression arithmétique, c'est à dire, pour parler en mathématicien, en terme de fonctions linéaires : « *Si je gagne vingt mille euros par ans, en dix ans j'aurais accumulé deux cents mille euros... à moins bien sûr que le chômage ne vienne contrecarrer mes plans !* ». Ce raisonnement n'est pas transposable au rentier accapareur pour qui le revenu croît, non de manière linéaire mais exponentielle, en raison de l'argent qu'il place à *intérêts composés*⁸⁵². L'application de la loi exponentielle aboutit à des résultats surprenants : ainsi, il faut seulement sept ans pour doubler un capital placé à dix pour cent et à peine plus de vingt cinq ans pour le multiplier par dix ! Le caractère dangereux de cette croissance

⁸⁵⁰ Voir en particulier « *The Essential Exponential For the Future of Our Planet a collection of essays by Professor Bartlett* » (2004), édité par Center for Science, Mathematics and Computer Education, University of Nebraska-Lincoln.

⁸⁵¹ « *The greatest shortcoming of the human race is our inability to understand the exponential function.* ».

⁸⁵² Les intérêts s'ajoutent au capital pour produire à leur tour intérêts.

exponentielle réside bien dans le fait qu'elle va constamment en s'accroissant ! L'exemple du nénuphar sur l'étang permet de le comprendre. Supposons un nénuphar qui double sa surface tous les jours, étouffant par la même occasion toute trace de vie sur un étang. Partant du principe que sa croissance, non freinée, couvrirait la surface totale du plan d'eau en trente jours. A la question « *Combien de temps faudra-t-il à la fleur pour recouvrir la moitié de l'étang ?* », on est tous tenté spontanément, habitués que nous sommes à la fonction linéaire, de diviser par deux la durée proposée et de répondre quinze jours, mais la bonne solution est vingt neuf jours. En d'autres termes, une fois recouvert la moitié de l'étendue d'eau, il ne restera plus qu'un jour pour tenter, in extremis, de sauver la vie de l'autre moitié⁸⁵³.

On comprend mieux ainsi, grâce aux mathématiques, pourquoi l'enrichissement indécent de la minorité, parce qu'il obéit à une croissance exponentielle, a pour première conséquence d'entraîner un appauvrissement corrélatif de l'immense majorité des salariés dont les revenus, quant à eux, ne progressent que de manière linéaire. Cette fulgurante progression, compte tenu du niveau démentiel atteint par les fortunes des accapareurs, aboutit alors inexorablement à des déséquilibres considérables au plan économique. Ainsi, et pour ne citer qu'un exemple, selon le magazine FORBES en 2007, le monde comptait alors 946 milliardaires en dollars, alors que ceux-ci n'étaient que 793 une année plus tôt, ce qui met bien en évidence cette vitesse de progression de la fortune du petit nombre, caractéristique de la fonction exponentielle, qui atteint, pour ces 946 milliardaires, un montant qui défie littéralement l'entendement dès lors qu'il avoisine les 3500 milliards de dollars. Si l'on met en parallèle ce chiffre ahurissant avec la dette extérieure publique de tous les pays en développement, celle-ci apparaîtrait même, avec ses 1500 milliards de dollars, presque modeste⁸⁵⁴ ! On comprend mieux pourquoi tout se passe comme si la science économique devenait inopérante pour analyser les situations concrètes des économies contemporaines comme l'a montré le journaliste et chroniqueur Philippe SIMONNOT dans son livre « *L'erreur économique* »⁸⁵⁵. Paradoxalement pourtant nombre d'auteurs, et non des moindres, soulignent qu'il n'y a pas d'oppositions irréductibles entre les différentes théories économiques ce qui demeure d'ailleurs parfaitement compréhensible, si l'on admet que celles-ci sont élaborées selon une méthode et des principes scientifiques. Ainsi James TOBIN (1918-2002) ou Franco MODIGLIANI (1918-2003) déclaraient qu'« *il n'y a pas en réalité de divergences analytiques sérieuses entre les principaux monétaristes et les principaux non monétaristes.* » et Don PATINKIN (1922-1995) considérait que FRIEDMAN ne faisait que reformuler, avec plus de sophistication, la théorie monétaire de KEYNES. Il va sans dire que cela ne vaut que lorsque l'on se trouve effectivement en présence d'une véritable théorie économique. Ainsi en est-il, par exemple, des monétaristes, en dépit de l'aide considérable que ceux-ci ont apporté à la cause des accapareurs, lorsqu'ils se concentrent sur la *théorie quantitative de la monnaie* pour soutenir qu'il y a dichotomie entre la sphère réelle et la sphère monétaire⁸⁵⁶ mais nullement quand ceux-ci deviennent de simples militants et prennent des positions purement politiques en se bornant à affirmer leur croyance indéfectible dans le marché est ses vertus ou encore leur conviction profonde que, l'économie s'avérant stable, toute intervention étatique ne peut qu'être discréditée.

⁸⁵³ C'est ce que les mathématiciens nomment la croissance exponentielle dans un domaine fini.

⁸⁵⁴ Une dette qui engendre cependant des versements annuels, au titre de son seul service, de plus de 200 milliards de dollars !

⁸⁵⁵ P. SIMONNOT « *L'erreur économique. Comment économistes et politiques se trompent et nous trompent* », éditions DENOEL, collection « *Médiations GF* », 2004, 412 pages.

⁸⁵⁶ Voir supra page 408.

Une explication peut être avancée pour décrypter ce paradoxe mis en avant par Philippe SIMONNOT : la théorie économique ne peut pertinemment cerner les rouages d'une société fondée sur un déséquilibre substantiel permanent, comme l'est celle des accapareurs, qui ne fait, en réalité, qu'officialiser la situation du « *renard libre dans le poulailler libre* ». Dans pareil contexte, on ne saurait raisonner en termes de rationalité des acteurs car il n'y a plus alors d'agents économiques rationnels mais seulement un petit nombre de prédateurs qui monopolisent toute décision au détriment de la multitude, celle-ci n'ayant plus d'autre opportunité que de subir cette situation. C'est ainsi, selon le père DUCHESNE, le manque d'analyse qui aboutit au constat d'une apparente contradiction. C'est d'ailleurs ainsi que KEYNES critiquait les « *classiques* » et leur vision, selon lui, trop simpliste de la loi de WALRAS⁸⁵⁷ : « *on a commis des erreurs graves en étendant au système pris dans son ensemble des conclusions qui avaient été correctement établies en considération d'une seule partie du système prise isolément* ». Il existe ainsi dans la société où sévissent les accapareurs un *pouvoir de marché*⁸⁵⁸ qui corrompt tout. Un exemple permet de s'en convaincre. Il est chez KEYNES précisément, une « *loi psychologique fondamentale* » qui peut s'énoncer ainsi : « *la consommation dépend du revenu courant (de la période courante) uniquement* ». Pour parler plus simplement : d'une manière générale les ménages tendent à accroître leur consommation au fur et à mesure que leurs revenus augmentent mais pas d'une proportion aussi grande que l'augmentation dudit revenu. Cette loi psychologique de base induit donc ce que KEYNES appelle la *propension marginale à consommer le revenu*⁸⁵⁹ qui est la part du revenu national supplémentaire qui est consommé lorsque celui-ci augmente, celle-ci étant comprise entre 0 et 1⁸⁶⁰. KEYNES met cette donnée en équation ce qui donne la *fonction de consommation*⁸⁶¹. Cette *propension marginale à consommer* joue un rôle fondamental, notamment dans un des mécanismes essentiels mis en lumière par le grand

⁸⁵⁷ La loi de Walras est dite aussi *loi de l'équilibre général* parce qu'elle établit une relation étroite entre tous les marchés d'une économie (biens et services, changes, titres...). Elle se formule ainsi : « *dans une économie à n marchés, si $n-1$ marchés sont en équilibre, alors le n -ième l'est aussi* ». On en déduit a contrario que si un marché n'est pas équilibré, alors il y a au moins un autre marché qui ne l'est pas également. Cette loi a révolutionné la vision « classique » qui prédominait avant qui reposait sur le postulat que, n'étant qu'un intermédiaire des échanges, la monnaie est neutre dans l'économie (c'est-à-dire qu'elle n'y exerce aucune influence) ce qui revenait à assimiler économie monétaire et économie de troc. En effet, selon la *loi de l'équilibre général*, si le marché de la monnaie est en déséquilibre cela implique qu'il y a, au moins un autre marché qui est aussi en déséquilibre ce qui amène à la conclusion que la monnaie exerce une influence directe sur l'économie et qu'elle n'est donc pas neutre.

⁸⁵⁸ On appelle en économie « *pouvoir de marché* », la capacité d'un petit groupe à manipuler indûment les prix du marché.

⁸⁵⁹ En économie on dit que les gens rationnels pensent en termes marginaux. Le changement marginal est le petit ajustement apporté à la conduite de l'agent observée auparavant. Pour évoquer les conséquences d'un choix en termes d'avantage économique obtenu, on parlera ainsi de *bénéfice marginal*. Inversement pour définir la charge que fait peser ce choix, on parlera de *coût marginal*.

⁸⁶⁰ Ou, si l'on préfère entre 0% et 100% (On ne saurait en effet dépenser plus d'argent qu'on a reçu).

⁸⁶¹ La *fonction de consommation* chez KEYNES est $C = cY + d$, avec C la consommation, Y le revenu courant et d une consommation dite incompressible qui ne dépend pas du revenu, c étant la *propension marginale à consommer*.

économiste de Cambridge, celui du *multiplicateur*. Mais le père DUCHESNE n'entend pas entraîner son lecteur dans des considérations trop techniques de sciences économiques, il veut seulement lui faire prendre conscience de notions simples, à la portée de chacun, mais que la propagande médiatique s'efforce de présenter comme une affaire relevant des seuls spécialistes. On comprend aisément que, dans la société de l'injustice qui est celle des accapareurs, où les revenus du travail, dans le meilleur des cas stagnent, et le plus souvent régressent, où le plus grand nombre est de plus en plus endetté – que l'on songe par exemple que l'endettement total des ménages américains est estimé, en 2008, à 110% du PIB – la *fonction de consommation* ne donne plus que des incohérences. Pour parler autrement KEYNES a bati toute sa théorie pour une société tournée vers l'« *euthanasie des rentiers* » et non pour la société de « *l'hégémonie des rentiers* ». La preuve en est que, fait jusqu'alors inconnu dans toute l'histoire économique, on constate aujourd'hui, aux Etats-Unis un *taux d'épargne*⁸⁶², selon les sources, voisin de zéro, voire même négatif ! En d'autres termes, l'américain moyen n'a plus un sou vaillant en poche, il n'a plus que des dettes ! Les études statistiques démontrent par ailleurs, de manière irréfutable, ce qu'avance le père DUCHESNE. Ainsi la fonction keynésienne de consommation est bien vérifiée en France durant les « *Trente Glorieuses* », de 1965 à 1974⁸⁶³. En revanche, si l'on se réfère à la situation des Etats Unis à partir de 1886, avant le *New Deal*, alors que sévissait la société des accapareurs, la représentation keynésienne est infirmée⁸⁶⁴.

Pour bien appréhender ce modus operandi des accapareurs destiné à instaurer leur mainmise sur l'ensemble de l'humanité, il faut maintenant au père DUCHESNE, rappeler ce qu'est ce qu'il nomme la pratique de l'accaparement, selon lui la seule cause des maux de l'humanité. Celle-ci, soutient-t-il, a vu le jour au tournant du néolithique lorsqu'une poignée de prédateurs a détourné de sa finalité première la puissance du magique afin d'amener tous les autres membres de la société à travailler à son seul profit, rompant ainsi l'équilibre primordial, mis en lumière notamment par les ethnologues⁸⁶⁵. Le père DUCHESNE a montré également que, dans la forme première de la société de l'accaparement, l'usage de la force, qui ne permet qu'une soumission contrainte et donc éphémère, s'allie très vite avec le magique pour consacrer la fausse idole. La société contemporaine des accapareurs présente des différences par rapport à ce premier modèle d'usurpation. Le deuxième ordre minoritaire, le liant comme le nomme le père DUCHESNE, n'est plus celui des servants du magique, mais celui des politiques professionnels dont la mission est d'organiser la société pour permettre un accaparement sans entrave. Cependant l'ordre dominant n'est plus paré de cette puissance magique de jadis, qui lui permettait de s'imposer sans peine, aussi cherche-t-il à faire croire à son inexistence. Il lui faut cependant un moyen pour asservir son semblable et cet outil c'est l'argent qui, accumulé indûment entre ses mains, lui permet d'aliéner le plus grand nombre au moyen du prêt à intérêt qui oblige ainsi l'ensemble de l'humanité, comme naguère, à travailler pour lui. Le nouvel esclavage particulièrement insidieux, car il apparaît volontaire, passe donc par le crédit.

D'aucuns pourraient objecter au père DUCHESNE que celui-ci développe une vision partisane et manichéenne, sans réel fondement, dans la mesure où l'opération de crédit, en elle-

⁸⁶² Le *taux d'épargne* est le rapport entre le montant de l'épargne et le revenu disponible brut.

⁸⁶³ La propension marginale à consommer est alors estimée à 0,82.

⁸⁶⁴ Au lieu d'une fonction de type $C=cY+d$, c'est plutôt une relation de forme $C=cY$ (avec $c=0,86$) ce qui est évidemment contradictoire avec l'hypothèse keynésienne selon laquelle la propension moyenne à consommer aurait tendance à décroître avec la hausse du revenu.

⁸⁶⁵ Voir supra « *Une nouvelle grille de lecture pour toute société des hommes.* » page 238.

même, reste une relation équilibrée dans laquelle une personne renonce provisoirement à l'usage de son argent pour le mettre au service de quelqu'un d'autre et qu'il est donc juste et équitable qu'elle soit rémunérée en conséquence par l'intérêt qui lui est versé. On pourrait encore faire remarquer au père DUCHESNE que la période des « *Trente Glorieuses* », qu'il vante tant, n'aurait certainement pas connu le même essor, si n'avait existé alors cette pratique du crédit. Celui-ci en convient et reconnaît parfaitement le caractère pertinent de ces remarques. En effet l'opération de crédit, en elle-même, n'a rien de diabolique ! Bien au contraire, le crédit est un des moteurs du dynamisme économique. Ce n'est guère le crédit qui est critiquable, c'est l'usage que les accapareurs en font. Ceux-ci se servent de cette opération pour asseoir toujours davantage leur mainmise sur le Peuple. Deux voies royales existent pour ce faire : la sacralisation de la monnaie et la totale liberté dans la création de celle-ci. Tentons maintenant de cerner ces techniques, qui n'ont pas la complexité que l'on prête volontiers aux questions monétaires, pour chercher à éloigner le plus grand nombre de problèmes, sans nul doute, trop embarrassants.

La sacralisation de la monnaie consiste, on le sait, à maintenir coûte que coûte la valeur de celle-ci à l'image de l'obsédante lutte contre l'inflation, monomanie de la *banque centrale européenne*. En figeant ainsi artificiellement ce qui doit être seulement un instrument pour faciliter les échanges, on permet alors des hausses, voire des baisses inconsidérées des prix qui perdent alors leurs fonctions d'indicateurs⁸⁶⁶. C'est là l'origine des « *bulles économiques* »⁸⁶⁷. Là encore le père DUCHESNE ne peut que s'inscrire en faux contre ce thème qu'on ne cesse de ressasser qui évoque le « *capitalisme et ses crises* ». Cette vision mécaniste est erronée : le capitalisme existait toujours durant les « *Trente Glorieuses* » et pourtant les prétendues crises inéluctables avaient disparu ! Pendant cette période, les accapareurs, tenus en respect par une fiscalité juste, ne sévissaient plus, voilà la seule raison pertinente de cette disparition. Le père DUCHESNE a déjà montré comment, dans la France du XIX^e siècle, l'oligarchie financière se servait des bulles spéculatives pour s'enrichir toujours plus⁸⁶⁸, il convient maintenant d'en disséquer le mécanisme. L'idée de base est toujours la même et elle a été mise en évidence par KEYNES : la *préférence pour la liquidité*. Celui qui prête son argent gagne certes un intérêt mais il perd la disponibilité de son épargne. L'accapareur, par la constitution d'une bulle économique, cherche à obtenir le beurre, le versement d'intérêts et l'argent du beurre, récupérer au plus tôt sa mise bien avant l'échéance du prêt. Ce mécanisme se rapproche de cette forme d'escroquerie que l'on nomme « *chaîne de PONZI* », du nom d'un escroc célèbre Charles PONZI qui l'utilisa, en 1921, à BOSTON ce qui fit de lui un millionnaire en six mois à peine. Celui-ci faisait miroiter des profits faramineux, censés provenir d'une spéculation sur des « *International postal reply coupons* » (« *Coupons réponse internationaux* »), avec un rendement de 40% en 90 jours. Ils

⁸⁶⁶ Pour parler différemment le prix ne correspond plus, au delà d'une certaine limite (positive ou négative d'ailleurs), à la valeur intrinsèque du bien auquel il se rapporte.

⁸⁶⁷ On parle indifféremment de « *bulle économique* », « *bulle de prix* », « *bulle spéculative* » ou encore de « *bulle financière* » pour désigner cette même situation dans laquelle un niveau de prix d'échange sur un marché (quel qu'il soit : financier, immobilier, monétaire...) devient sans rapport avec la valeur intrinsèque des actifs ou biens échangés. On évoque aussi la notion d'« *exubérance* » pour bien mettre en avant le caractère irrationnel des croyances dont font alors preuves certains acheteurs encore que le phénomène soit aussi souvent lié à un excès de monnaie.

⁸⁶⁸ Voir supra « *Les mécanismes de la spoliation généralisée.* » page 347.

furent 40 000 à investir un total de 15 millions de dollars dont seulement 5 millions furent redistribués⁸⁶⁹.

Ces comportements, qui étaient monnaie courante au XIX^e siècle, comme l'a montré le père DUCHESNE, grâce en particulier à l'aide apportée aux détenteurs de fortune par « *l'abominable vénalité de la presse française* », se retrouvent aujourd'hui. La meilleure illustration étant sans doute l'affaire récente Bernard MADOFF, du nom du président fondateur d'une société d'investissement, très actif dans le NASD et NASDAQ⁸⁷⁰, qui installa une escroquerie digne de PONZI, qui a tout de même duré quarante huit ans, de 1960 jusqu'au déclenchement de la crise de 2008⁸⁷¹. Ce triste sire, gérant d'un *hedge fund*, ne promettait pas moins d'un retour sur investissement de 8 à 12 % l'an. A la clôture de chaque exercice, MADOFF faisait l'admiration de tout ce que le pays comptait comme personnes influentes en déclarant être liquide⁸⁷². Seule la crise financière, en amenant de plus en plus de clients à retirer leurs avoirs, permit de découvrir que, en réalité, les caisses étaient vides. Que l'on ne se méprenne cependant, le cas MADOFF n'est que la partie émergée de l'iceberg. Cette pratique est, non seulement une constante de la société des accapareurs, mais une donnée intrinsèque à sa nature. La preuve en est que les fonds de MADOFF faisaient régulièrement l'objet d'enquêtes qui concluaient toutes à la parfaite régularité des choses et qui, de toute évidence, n'étaient diligentées que pour donner le change⁸⁷³. Il est ainsi certain, qu'au fur et à mesure que la grande crise contemporaine se développera, on verra surgir de partout de nouveaux « PONZI-MADOFF ». Ainsi, en novembre 2008, le journal *Le Monde* annonçait une nouvelle escroquerie de ce genre qui a fait 500 000 victimes colombiennes lesquelles avaient investi dans la société « *Proyecciones DRFE* » (*Dinero rapido, facil y en efectivo*)⁸⁷⁴. Le journal *Libération*, quant à lui, annonçait, en février 2009, l'arrestation de l'homme d'affaires japonais Kazutsugi NAMI, en compagnie de vingt autres personnes, tous soupçonnés d'avoir détourné 126 milliards de yens, le retour sur investissement de l'opération crapuleuse était annoncé à 36% par an⁸⁷⁵. Le 27 février 2009, le journal *Le Monde* dévoilait encore une autre escroquerie, montée par le milliardaire américain Allen STANDFORD, qui a fait cinquante mille victimes et porté sur une somme totale de 9 milliards de dollars⁸⁷⁶ et, n'en doutons pas, nous ne sommes là qu'au début de la mise à nu de cette vaste entreprise d'appauvrissement, mise en place par les accapareurs...

⁸⁶⁹ La *Securities and Exchange Commission*, organisme dépendant du gouvernement des Etats-Unis, a expliqué sur son site le mécanisme détaillé de l'escroquerie (sec.gov/answers/ponzi.htm).

⁸⁷⁰ Le *National Association of Securities Dealers* (NASD) est l'« *Association nationale américaine des agents de change* ». C'est elle qui créa, en 1971, le « *National Association of Securities Dealers Automated Quotations* » (NASDAQ) c'est à dire les « *cotations automatisées de la NASD* » qui fut le premier marché électronique d'instruments financiers au monde.

⁸⁷¹ Voir à cet égard l'article « *Ponzi squared* » dans l'hebdomadaire « *The Economist* » du 15 décembre 2008.

⁸⁷² C'est à dire de détenir tous ces avoirs en liquidités.

⁸⁷³ Voir l'article « *Le fonds de MADOFF a fait l'objet de huit enquêtes en seize ans, en vain.* » in *Le Monde* du 5 janvier 2009.

⁸⁷⁴ Voir l'article de Marie DELCAS « *Des milliers de petits épargnants colombiens ont été escroqués.* » in *Le Monde* du 15 novembre 2008.

⁸⁷⁵ Voir l'article de Michel TEMMAN « *Kazutsugi Nami, un Madoff au pays des futons.* » in *Libération* du 7 février 2009.

⁸⁷⁶ Voir l'article de Yves MAMOU « *L'escroquerie montée par Allen STANDFORD a fait*

Plaidoyer pour les banquiers et tous les hommes de bonne volonté !

Si la constitution de bulles économiques est l'un des moyens utilisés par les accapareurs pour amasser toujours plus de richesses au détriment du plus grand nombre, il n'est pas le seul car, comme l'a souligné le père DUCHESNE, l'argent étant le moyen qui permet à la société de l'accaparement, dans sa forme moderne, d'exister, c'est donc tout le mécanisme de la monnaie qui est sous le contrôle de la poignée de prédateurs. On se souvient que, durant le dix-neuvième siècle, cette domination reposait sur le pouvoir des banques centrales alors aux mains des détenteurs de la fortune. La nationalisation de celle-ci, après la grande dépression des années 1930, imposait la mise en place d'une nouvelle stratégie. Le père DUCHESNE, en évoquant la contre réforme libérale des années 1970-1980, a déjà commencé à décrire le nouveau mécanisme de spoliation généralisée qui se met alors en place. Celui-ci repose sur une « *nouvelle donne* » à rebours : tout doit parvenir à ce que le plus grand nombre s'endette au profit de la minorité de ploutocrates. Cela commence par l'endettement public qui résulte de l'interdiction faite au Trésor Public de présenter ses propres effets à l'escompte. Cet endettement atteint aujourd'hui des records : avec une charge de la dette annuelle de plus de quarante milliards (39,2 milliards en 2007), c'est ainsi une conséquente rente qui, chaque année, est honorée par l'ensemble des citoyens et notamment les plus modestes quand on sait que plus, de la moitié du budget de l'Etat provient de la TVA, qui frappe indistinctement pauvres et riches.

Le père DUCHESNE l'a dit, pour pouvoir multiplier les débiteurs à son profit, l'oligarchie financière use et abuse du crédit, un fort endettement des particuliers aboutissant ainsi à en faire ses esclaves. Pour parvenir à ce résultat, les accapareurs devaient détruire totalement le système monétaire qui prévalait depuis 1945. L'abandon de la convertibilité en or du dollar en 1971 et le flottement des devises, officialisé par *les accords de la Jamaïque* de 1976, ouvrent ainsi de larges possibilités de spéculer sur les monnaies. Il restait encore, pour parachever le retour un siècle en arrière, à revenir à une situation où la maîtrise de la création de la monnaie serait totale – elle se faisait alors, on s'en souvient par l'intermédiaire des banques centrales – c'est à dire à ce que soit définitivement mis un terme au droit régalien de battre monnaie au profit d'une privatisation de celui-ci. C'est le système bancaire dans son entier qui va désormais rendre possible le résultat attendu. Pour bien comprendre cette mainmise il faut maintenant au père DUCHESNE expliciter les mécanisme de la création monétaire.

L'argent, au fil du temps, s'est dématérialisé. La monnaie marchandise des premières économies a cédé la place à la *monnaie fiduciaire*, ce nouveau moyen d'échange basé sur la confiance parce que, dans un premier temps, il restait convertible en or. Par la suite, on le sait, les pouvoirs publics pouvaient imposer le cours légal rendant son acceptation comme moyen de paiement obligatoire. On se souvient également que la création de cette monnaie était limitée par le stock d'or détenu et comment, par la suite, à compter de la Grande Guerre en particulier, la conversion ne fut plus possible. Il en résulte qu'aujourd'hui nos pièces de monnaie, ce que l'on nomme aussi la *monnaie divisionnaire*, qui, depuis longtemps, ne sont plus faites en métal précieux, n'ont plus de valeur intrinsèque, de même tous les billets de banque ne sont plus convertibles en or. Ce sont ces deux formes de monnaie que l'on nomme la *monnaie légale* parce qu'elle a « *un pouvoir libérateur illimité* », ou si l'on préfère sa validité, en tant que moyen de paiement, est garantie par les autorités publiques. C'est en ce sens seulement que l'on peut parler d'une survivance du droit régalien dans la mesure où cette prérogative traditionnelle de battre

disparaître 9 milliards de dollars » in Le Monde du 27 février 2009.

cette monnaie appartient toujours à la banque centrale, qui prend le nom d'*institut d'émission*. C'est certainement de là que vient l'idée, largement répandue mais erronée, que la monnaie est créée par l'Etat, voire par la *banque centrale européenne*. Dans la réalité des choses la monnaie qui en émane ne représente rien, ou si peu ! C'est un peu l'argent de poche de chacun et en ce sens elle est insignifiante car elle ne représente qu'une part infime de la *masse monétaire* en circulation, moins de quinze pour cent pour être précis. L'essentiel de cette *masse monétaire* est ailleurs : c'est la *monnaie scripturale* ou la *quasi-monnaie*⁸⁷⁷ et celle-ci est créée par les banques ou plus exactement, pour reprendre la terminologie nouvelle, par les *Institutions financières et monétaires* (IFM). La *monnaie scripturale* est quelque chose d'immatériel ; elle n'est pas palpable c'est une simple inscription dans le bilan de la banque sous forme de dépôt à vue au passif et ainsi, le chéquier ou la carte bancaire, sont des moyens de la faire circuler.

L'économiste John Kenneth GALBRAITH (1908-2006) faisait remarquer que « *le processus par lequel les banques créent de l'argent est si simple que l'esprit en demeure confondu* »⁸⁷⁸. Sans trop rentrer dans les détails, il est vrai que la manière la plus courante de créer de la monnaie consiste simplement à accorder un crédit à quelqu'un. Dans ce cas la banque crédite, par un simple jeu d'écriture, le compte de la personne bénéficiaire de la somme empruntée, ce qui fait dire à certains que la monnaie est créée ex-nihilo, à partir de rien ! En échange l'emprunteur établit une reconnaissance de dette. Cette monnaie est par nature provisoire puisqu'elle disparaîtra une fois l'opération parvenue à son terme, c'est-à-dire lorsque la somme empruntée sera remboursée par le client. Il n'est alors besoin d'être grand analyste financier pour entrevoir le risque que fait courir cette monnaie qui tient au mode de création lui-même : du seul fait qu'il soit possible d'inscrire n'importe quelle somme sur un compte, il n'existe aucune limite matérielle à cette création à partir de rien. Ainsi donc l'établissement prête une somme d'argent qu'il ne possédait pas auparavant mais il y a encore mieux : cette somme prêtée qui vient juste de naître pourra être prêtée à nouveau ! C'est ce que l'on appelle joliment « *l'effet multiplicateur du crédit* ». Un exemple permettra d'expliquer ce mécanisme. Imaginons un modeste retraité, ayant sous son oreiller 1000 euros en billets de banque (les économistes parlent de « *monnaie centrale* » ou « *de premier niveau* »). Celui-ci décide de les porter à sa banque. Non seulement le banquier pourra utiliser à sa guise cette somme, qui n'est pourtant pas sa propriété, mais en outre, en raison de ce dépôt, il est autorisé à accorder à un autre client, un crédit d'un montant légèrement inférieur. En effet il existe une obligation de « *réserve obligatoire* ». Si cette réserve est fixée à 10% par exemple on dira que le « *ratio de réserve* » ou le « *taux de couverture* » est de 0,1 et permettra donc d'accorder 900 € de crédit (appelé « *crédit de second niveau* »). Bien entendu le bénéficiaire de cette somme sera amené, à son tour, à la déposer sur un autre compte ce qui permettra, dans les mêmes conditions de ratio, un nouveau crédit et ainsi de suite⁸⁷⁹.

⁸⁷⁷ La *quasi-monnaie* n'est pas en soi un moyen de paiement, mais on l'appelle ainsi car elle est facilement transformable en moyen de paiement sans risque de perte en capital.

⁸⁷⁸ J. K. GALBRAITH « *Money, whence it came, where it went* », 1975, traduit en français « *L'argent* », éditions GALLIMARD, collection « *Folio histoire* », 1994, 480 pages.

⁸⁷⁹ Au troisième niveau on aura un crédit de 810 €, au quatrième niveau 729 €, au cinquième 656 €, etc... Il s'agit d'une série mathématique au terme de laquelle la somme de tous les crédits accordés est de $1/c$, c étant le ratio de couverture. Dans l'exemple, les 100 € initiaux du retraité, auront permis de générer $1/0,1$ soit 10 fois la somme de départ. Les banques peuvent donc multiplier les crédits qu'elles créent par le facteur multiplicateur $N = 1/c$.

Jusque dans les années 1970 et la contre réforme libérale, chaque pays pouvait fixer comme il l'entendait son « *taux de couverture* ». Cependant, la mondialisation imposée par les accapareurs, a entraîné une « harmonisation » des taux : après un premier accord à Bâle en 1974, en 1988 le *ratio COOKE* a été adopté par plus de cent pays. Celui-ci étant de 8%, il permet donc une multiplication par 12,5 de la monnaie scripturale en circulation. On comprend alors aisément le péril qui menace incessamment ce système car, dans cet ensemble, monnaie privée (créée par les banques) et monnaie légale (billets et pièces) se confondent en pratique. En réalité tout se passe bien tant que les clients gardent leur confiance au système bancaire, mais que ceux-ci viennent à douter et cherchent à récupérer, en liquide, leur prétendu avoir, le système s'effondre entraînant alors la ruine des clients comme cela s'est vu à la fin de l'année 2001 en Argentine, en 1998 en Russie, quelque temps auparavant en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie... Bien entendu, dans la droite ligne de la pensée libérale, ce qui est autorisé à des personnes privées est refusé à l'Etat, c'est à dire à tout le monde, afin d'obliger celui-ci à se financer auprès d'intérêts privés. Jusqu'en 1993 encore la *banque de France* pouvait accorder, dans certains cas, une avance à l'Etat sur le compte du Trésor public, la loi du 4 août 1993 a mis fin à cette possibilité⁸⁸⁰. On voit donc que ce qui importait avant tout aux accapareurs, était de permettre aux banques les plus larges possibilités de crédits possibles, selon le vieil adage « *les crédits font les dépôts* » (« *Loans make deposits* »). C'est ce qui permet de comprendre comment un système aussi déraisonnable, que celui que vient de décrire sommairement le père DUCHESNE, a pu ainsi se généraliser ce qui apporte une preuve supplémentaire de ce complot dénoncé tout au long de cet ouvrage. Cette absurdité du système n'a d'ailleurs pas échappé à nombre d'observateurs. Ainsi le fondateur de la *Ford Motor Company*, Henry FORD (1863-1947) qui déclarait : « *Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin* ». Plus près de nous, le prix Nobel Maurice ALLAIS n'est pas en reste lorsqu'il fait remarquer : « *Dans son essence, la création de monnaie ex-nihilo actuelle par le système bancaire est identique (...) à la création de monnaie par les faux-monnayeurs (...) Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents.* »⁸⁸¹

Cette facilité à faire du crédit va servir grandement les accapareurs qui, en tant que rentiers en quête incessante de toute opportunité de nature à faire croître encore et toujours leurs magots, conformément à la loi du « toujours plus », recherchent le meilleur intérêt en diversifiant les placements, afin d'obtenir un rendement optimum avec le minimum de risques. A partir de ce constat se met alors en place une logique infernale qui ne peut qu'entraîner l'ensemble de l'économie vers le chaos. Comme le père DUCHESNE l'a démontré, dans la première partie de cette réflexion, la fortune des accapareurs ne subit plus la pression fiscale ou, si peu, que celle-ci devient négligeable. A ce titre il sera simplement rappelé que, en France par exemple, le scandaleux système du *bouclier fiscal*, mis en place par le candidat de la seule fortune, aboutit, dans l'hypothèse la plus « spoliatrice », à réduire l'ensemble des contributions des immensément riches à 38,9 % au maximum de leurs revenus annuels⁸⁸², tandis que, dans le même temps, le taux

⁸⁸⁰ L'article 3 de la loi n 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit interdit à la banque de France d' « autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics. », *Journal Officiel* du 6 août 1993 page 11047.

⁸⁸¹ M. ALLAIS « *La crise mondiale aujourd'hui*. », éditions Clément Juglar, 1999.

⁸⁸² Voir supra « *L'accélération spectaculaire du déséquilibre* » page 70.

de pression fiscale calculé pour l'ensemble de la population ne cesse bien entendu d'augmenter, celui-ci étant passé de 35,4 % en 1975 à 44,1 % en 2005⁸⁸³. Dès lors qu'il a été démontré que, par le simple mécanisme des intérêts composés, les lois mathématiques conduisent ces indécentes fortunes à croître de manière exponentielle, il n'est nullement besoin d'être devin pour comprendre le vaste système de spoliation du Peuple qui est mis en place qui va alors agir comme un cancer rongeur l'organisme tout entier. A terme, celui-ci ne peut que conduire à l'effondrement généralisé, constat que l'on s'apprête d'ailleurs à dresser aujourd'hui. Comment croire en effet que l'économie puisse prospérer quand tout ce qui se vent, est grevé du poids des intérêts versés aux accapareurs, depuis le budget de l'Etat jusqu'au simple ticket de bus, dont une partie du prix est destiné à rembourser la dette de la compagnie d'autobus avec intérêts ? Dans une étude extrêmement fouillée, l'économiste allemande, qui est aussi architecte, Magrit KENNEDY⁸⁸⁴ arrive à l'estimation que le pourcentage d'intérêt sur ce que nous payons équivaut approximativement au quart du prix des choses. On voit ainsi, sans peine, combien l'économie réelle est saignée à blanc au profit de la seule sphère financière, c'est à dire du pré-carré des prédateurs.

La propagande des accapareurs a fourbi ses arguments pour aller à l'encontre de ce qu'avance le père DUCHESNE et, il sera ainsi répété inlassablement dans les médias, que les intérêts sont versés aux modestes salariés qui ont épargné, et voici alors que le modèle-cible du message médiatique, le crétin fini, se mettant à trembler pour les cinq cents euros qui sont sur son livret A, sera près alors à pourfendre quiconque oserait remettre en cause la légitimité de la dette. Malheureusement pour lui on ne sanctifie pas impunément l'opulence déraisonnable comme on ne s'extasie pas gratuitement devant la fausse idole ! On ne se laisse pas davantage, sans conséquence, bernier par le mensonge des politiques et il est vain de croire que l'on puisse avaler, sans indigestion, les couleuvres médiatiques. Il lui faudra peut-être attendre d'ouvrir sa lettre de licenciement pour en faire l'amère expérience mais il sera alors trop tard ! En attendant, des études précises et fouillées s'appuyant, non sur l'incantation, mais sur les faits, viennent établir la réalité de la spoliation que dénonce le père DUCHESNE depuis le début de son propos. Ainsi Magrit KENNEDY, dans son ouvrage précédemment mentionné, a mis en lumière, statistiques à l'appui, le transfert de la richesse des plus démunis vers les nantis. Son étude, qui porte sur la société allemande, est parfaitement transposable à la France : en répartissant la population d'outre-Rhin en dix tranches croissantes de revenus, elle constate en faisant la balance entre les intérêts créditeurs versés à l'épargne et les intérêts débiteurs prélevés au crédit, que le solde n'est positif que pour la dixième tranche, celle des plus riches, équilibré pour la neuvième et négatif pour les huit autres et, bien entendu, le résultat est d'autant plus négatif que l'on est pauvre. C'est donc bien, comme l'affirme le père DUCHESNE, un racket du corps social tout entier qui est organisé par la petite minorité des prédateurs⁸⁸⁵. L'OCDE a publié en 2008, un rapport très éloquent à cet égard intitulé « *Croissance et inégalités* » dans lequel il est clairement mis en lumière que les

⁸⁸³ Source OCDE « *La pression fiscale dans les pays de l'OCDE retrouve les niveaux record de 2000* », tableau A - octobre 2007, disponible en ligne : oecd.org/dataoecd/44/22/3949104.pdf

⁸⁸⁴ M. KENNEDY « *Libérer l'argent des taux d'inflation et de l'intérêt.* », éditions Vivez Soleil, 1996, disponible en ligne.

⁸⁸⁵ Encore convient-il de rappeler que cette présentation en décile déforme la réalité car dans les dix pour cent les plus riches, il n'est qu'une toute petite minorité de prédateurs (voir *supra* page 142)

inégalités ont augmenté dans les trois quarts des pays de l'*OCDE* depuis vingt ans et cet accroissement est « *en grande partie lié au marché du travail* »⁸⁸⁶.

Le père DUCHESNE, on le sait, ne se lasse de dénoncer cette vaste conspiration dont la terrible issue pourrait bien être de mettre en péril l'humanité toute entière. Ce complot, qui vise à l'asservissement de l'immense majorité de la population, suppose de vastes ramifications, qu'il a cherché à mettre en lumière en parcourant tous les domaines du savoir et de l'activité humaine afin d'y traquer toute preuve de nature à démontrer la manoeuvre scélérate. Le père DUCHESNE est en effet convaincu que les comploteurs, dans leur volonté de tromper le plus grand nombre, ne peuvent rien laisser au hasard. Il ne faudrait pas pour autant conclure que les coupables se trouvent partout. Bien au contraire ! Là est le but poursuivi, en sous-main, par la minorité prédatrice : laisser entendre à ceux qui finissent par se rendre à l'évidence du complot que leurs complices fourmillent. C'est le thème récurrent qu'ils véhiculent depuis deux siècles et qui se perpétue aujourd'hui dans la prétendue présence, au sein de tous les rouages décisionnels de la société, de représentants d'une mytérieuse confrérie occulte. On sait bien, depuis Edgar POE au moins, que la meilleure façon de cacher une aiguille n'est pas de la dissimuler dans une meule de foin mais bien parmi d'autres aiguilles. Le complot des *Illuminati* et autres « *reptiliens annunakiens* » permet de tenir occulté l'autre conspiration, la vraie, celle des accapareurs et de leurs complices de la classe politique professionnelle. Cette désinformation est répandue à bon escient et si, malheureusement, elle trouve beaucoup d'échos chez des personnes sincères, outrées à juste titre de l'inéquité et de l'injustice de la société qui les entoure, cela tient uniquement à un défaut d'analyse de leur part. Il est facile de colporter les racontars d'un site tape-à-l'œil sur internet, dépourvu de la moindre référence ; il est tentant de se laisser convaincre par de délirantes et rocambolesques péripéties complotistes de quelques écrivains milliardaires ; il est aisé d'accepter comme vérité révélée toute assertion télévisuelle ou médiatique. C'est facile mais périlleux pour son avenir ou celui de ses enfants. « *Ignorance est mère de tous les maux* », écrivait RABELAIS, le père DUCHESNE, dans sa grande colère, ne crie pas à ses frères du Peuple : « *Croyez moi et pas les autres !* », il ne prétend pas leur imposer, à son tour, sa « vérité », il leur dit simplement « *Réfléchissez ! Pesez le pour et le contre ! Mesurez toute chose !* ». Il n'est plus temps, alors que le monde court à sa ruine, de s'exasier devant de prétendues « *vaches sacrées* ». Il est vain d'espérer quelque autre chose que le maheur de cette culture de pacotille que diffusent les médias au quotidien. Il est temps au contraire de demander des comptes, le stylo à la main et la calculatrice en sautoir. Il est l'heure d'engager la responsabilité de ceux qui ont conduit le monde au saccage et l'humanité à la rue. Le moment est venu d'entrevoir la puissance de la démocratie vraie.

Ainsi donc, avant que de céder, une fois encore, à l'hystérie ambiante, avant que de faire éclater sa haine à l'encontre des banquiers⁸⁸⁷, désignés aujourd'hui comme de parfaits boucs émissaires, il serait enfin judicieux de constater que ce n'est pas l'instrument la cause du mal mais bien celui qui le manipule. Si les innovations financières ont précipité le monde vers le chaos, ce n'est pas la faute de ceux qui les ont conçu mais bien de ceux qui les ont voulu ! Le père DUCHESNE s'entretenait dernièrement avec l'un de ses anciens étudiants, aujourd'hui cadre dans une grande banque, qui lui confiait qu'un prêt accordé à un particulier, à un taux de

⁸⁸⁶ Voir l'article « *L'OCDE fait son autocritique* », revue *Alternatives Economiques* n°275, décembre 2008.

⁸⁸⁷ Voir l'article de Magali GRUET « *On se fait régulièrement insulter, agresser.* » in le quotidien « *Vingt minutes* » du 22 janvier 2009 (disponible en ligne sur 20minutes.fr).

4,5%, même pour un investissement immobilier, ne faisait pas gagner de l'argent à son employeur ! Ce n'est pas « *monsieur tout-le-monde* » qui a mis l'économie par terre, sa contribution au grand casino de l'esbroufe financière est infinitésimale, c'est le prédateur et son indécente fortune qui a imposé au banquier, confronté à une concurrence effrénée, de toujours faire preuve de plus d'inventivité dans la recherche de la quadrature du cercle : des taux toujours plus élevés, une liquidité et une sécurité sans cesse croissantes. Aux yeux du père DUCHESNE, ce qui est important, essentiel même, de comprendre est cette réalité que le complot qu'il dénonce est l'œuvre des deux ordres minoritaires des accapareurs et des politiques professionnels et d'eux seuls, sans que ceux-ci n'aient eu besoin de « soudoyer » quelques complices ou de corrompre quelques réticents. Comme il l'a eu l'occasion de le dire en évoquant, dans la première partie de sa réflexion, le monde des médias, tout s'est fait, dans un apparent et beau consensus. Le complot des accapareurs est avant tout celui de la « *pensée unique* ». Cette doxa, d'autant plus pernicieuse qu'elle donne à chaque spécialiste, l'alibi d'avoir agi rationnellement.

Pour s'en convaincre prenons l'exemple de l'économiste. Lorsque l'on s'adresse à lui, en tant que détenteur d'un savoir, on peut espérer de sa part deux types d'avis : le premier, relevant d'une analyse positive, cherche à décrire le monde tel qu'il est, à recenser les faits de manière descriptive ; le second repose sur une démarche normative et ainsi il tend à une définition de la société telle qu'elle devrait être, à la lumière du savoir et des convictions que celui-ci amène. Cette deuxième démarche est toujours refusée au spécialiste car elle est, dit-on, de la seule responsabilité du politique. Aussi l'économiste sera toujours réduit à comparer inlassablement le coût d'opportunité propre à chaque agent, à raisonner en termes d' « *avantages comparatifs* »⁸⁸⁸ pour proposer des solutions prétendument profitables à tout le monde. Cette apparente rationalité n'aboutit qu'à figer les situations inévitables et contribue donc largement à accroître les injustices. Un exemple permet d'illustrer cette mécanique, d'autant plus perverse que la classe politique s'appuiera, à bon escient, sur l' « *avis de l'expert* » pour entériner ses turpitudes. Voici qu'une notabilité donne une fête pour des amis milliardaires. Au cours de la soirée on boit beaucoup : on ne cesse de déboucher de prestigieuses bouteilles en clamant à tue-tête dans l'euphorie bachique naissante : « *Encore un SMIC !* ». Le spectacle qu'offre le salon, le lendemain matin, prête à la compassion : tout dans la pièce semble recouvert de vomi ou d'autres déjections. Le maître des lieux, s'il a un avantage absolu à nettoyer ces immondices n'a nullement intérêt à le faire. Il lui suffit d'héler le sans domicile fixe qui passe en ce moment dans la rue, quitte à le rétribuer pour ce répugnant travail de seulement quelques pièces. L'économiste, engoncé dans la vision positiviste et mécaniste dans laquelle on le confine, validera pourtant l'échange scandaleux en le présentant comme avantageux pour chacune des deux parties : au lieu d'une heure de travail dégoûtante, la richissime célébrité peut s'en aller prêter son image à un publicitaire qui le rémunérera alors 500 000 € pour ce court moment tandis que, dans l'absolu, la moindre pièce est salutaire pour celui qui se trouve privé de toute ressource. L'avis du spécialiste n'est nullement erroné scientifiquement et la caste politique sera bien prompte à en faire état...il est seulement inéquitable !

⁸⁸⁸ En sciences économiques, l'*avantage comparatif*, exposé par David RICARDO dans ses « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* » en 1817, est un des concepts clés sur lequel reposait la théorie traditionnelle du commerce international, l'idée étant que, dans un contexte de libre échange, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose de la productivité la plus forte (ou la moins faible) afin d'accroître sa richesse nationale.

On voit ainsi toute la perversité de cette « *pensée unique* », imposée depuis bientôt trois décennies. Elle avait pour but de porter un coup fatal à la doxa économique qui prévalait alors, largement imprégnée de la pensée de KEYNES, afin de permettre le retour, sans entrave, de la société de l'accaparement. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, comment s'étonner alors du déclenchement de la crise actuelle, sans nul doute la plus grave dans ses conséquences de toutes celles qui l'ont précédées. Cette déflagration économique nouvelle s'apprête à ravager le monde à un niveau vraisemblablement proche de ceux entraînés par les pires cataclysmes du passé. La très grande dépression que l'on voit poindre, dont tous les indicateurs amènent à penser qu'elle excédera en intensité celle de l'entre-deux guerres, amènera dans les mois et les années qui viennent des conséquences dont il est malaisé, tant ses bouleversements seront considérables, d'en mesurer l'ampleur et même la nature. Tout paraît soudain plausible : troubles sociaux à un niveau encore insoupçonné, conflits armés ou guerres civiles, famines... La compréhension de cette logique infernale nécessite de prendre la mesure du déséquilibre qui l'a générée qui provient de ce racket organisé par la caste des accapareurs au détriment de l'humanité toute entière.

Le racket généralisé de l'humanité.

Pour bien comprendre la stupidité des assertions que nous ressasse la classe politique actuelle au seul service des accapareurs, qui affirme à tout crin, et en dépit de l'évidence, que la crise était imprévisible, il convient d'analyser le « fonctionnement » de la société contemporaine. De plus en plus de citoyens, chaque jour plus nombreux, consentent enfin à ne plus se laisser anesthésier par les médias et se rendent compte que c'est l'humanité entière qui se trouve aujourd'hui rackettée par une poignée d'individus. La thèse que défend le père DUCHESNE permet une grille de lecture nouvelle de la crise qui sévit aujourd'hui qui est, selon lui, inhérente à la société des accapareurs dans sa forme moderne. Celle-ci est toute entière fondée sur le déséquilibre entre une minorité de rentiers qui se sert de sa puissance financière pour asservir l'immensité de la population mondiale par le biais de la monnaie et du crédit. Cette caste de ploutocrates n'est que la survivance contemporaine des aristocraties qui existaient dans les premières formes de sociétés de l'accaparement. Le père DUCHESNE a également mis en avant l'effet de balancier qui existe dans chaque société humaine depuis ce qu'il nomme le complot des origines et qui repose sur deux tendances contradictoires, le corps social se trouvant ainsi écartelé en permanence entre une montée en puissance des accapareurs ou un retour en force vers la société primitive de l'harmonie. Il prétend que la période qui a succédé au deuxième conflit mondial et qui a duré une trentaine d'années, correspond à cette seconde tendance tandis que depuis lors s'est mise en place un mouvement inverse de retour vers la société de l'accaparement caractérisée par la domination de l'ensemble des individus par deux ordres extrêmement minoritaires. Le père DUCHESNE va maintenant s'attacher à décrire la situation de l'humanité au terme de trente années de contre réforme libérale, c'est-à-dire d'un retour programmé vers la société du dix-neuvième siècle ce que d'aucuns ont nommé le « *grand bond en arrière* », afin de mettre en évidence le caractère inéluctable de la crise actuelle qui sera abordée plus avant.

L'alibi monétaire.

Lorsqu'il s'est attelé à décrire la société de l'accaparement à travers les âges, le père DUCHESNE n'a cessé de montrer l'importance du leurre, du mensonge, de la désinformation dans la stratégie du groupe dominant pour imposer à tous sa mainmise. Ainsi, la société de

l'injustice des premiers âges reposait, selon toute vraisemblance, sur l'usurpation de la puissance du magique par le biais de la complicité d'une partie au moins de la caste sacerdotale. A cet égard le lecteur attentif n'aura pas manqué de remarquer que le père DUCHESNE a été étrangement taisant sur l'utilisation ou la non utilisation du magique par le groupe dominant dans la société de l'accaparement contemporaine. Que celui-ci se rassure, ce point sera abordé dans le deuxième opus de sa réflexion et ne manquera pas, sans doute, de susciter quelques surprises. Pour l'heure retenons que la société de l'accaparement, dans sa forme moderne, à la différence de celle qui la précédait qui se clamait volontiers mystique, cherche, au contraire, à asseoir une pensée positiviste et matérialiste, à l'image de ce dogme darwinien qu'elle veut, contre vents et marées et coûte que coûte, faire entrer dans les esprits. Ainsi l'utilisation du magique n'est plus, pour la minorité des accapareurs, une nécessité vitale pour étendre son emprise dès lors que celle-ci passe uniquement par la complicité de la caste politique professionnelle et un recours quasi-généralisé de celle-ci, au modèle de la prétendue démocratie représentative. Le père DUCHESNE aura aussi plus avant, dans cette deuxième grande partie de sa réflexion, qui sera pour lui l'occasion de contribuer modestement à la recherche des solutions pour sortir l'humanité toute entière du chaos contemporain, l'occasion de redire sa conviction de l'inutilité de ce systématique retour aux vieilles lunes du passé comme la théorie marxiste qui, si elle était mise en application, ne ferait que substituer à l'oligarchie régnante une nouvelle caste de prétendus planificateurs. L'idéologie d'un seul, comme ne cesse de le répéter le père DUCHESNE, n'est qu'un leurre tandis que seule la voix du nombre compte. Parmi ces faux-semblants et ces erreurs qu'entretient la société nouvelle des accapareurs depuis son nouvel avènement, il y a plus de trois décennies, il y a l'alibi monétaire qui est la principale et même la seule justification apportée à la destruction de cette société de l'abondance des « *Trente Glorieuses* ». Le père DUCHESNE va maintenant s'attacher à montrer combien, sur ce point aussi, la duplicité des oligarques rentiers et de leurs valets serviles de la politique professionnelle, ne peut guère être prise en défaut.

Dans la partie précédente, il a été donné à voir comment la création monétaire est aujourd'hui abandonnée aux banques privées, comme le rappelle d'ailleurs le professeur d'économie et de gestion Denis CLERC, fondateur de la revue « *Alternatives économiques* » : « *Le principal émetteur de monnaie, ce sont les banques. Pas la Banque centrale européenne (BCE), via la Banque de France qui, dans ce domaine, n'est en quelque sorte qu'un de ses établissements nationaux, comme les autres banques centrales des pays qui constituent la zone euro. La BCE émet des billets, pour lesquels elle a d'ailleurs un monopole légal et sévèrement respecté. Mais les moyens de paiement dont nous nous servons ne se réduisent pas aux billets. Nous utilisons quotidiennement (...) surtout des chèques ou des cartes de paiement par lesquels nous transmettons au bénéficiaire une somme d'argent prélevée sur un compte bancaire que nous possédons* »⁸⁸⁹. Il est vrai qu'il existe ce que l'on nomme les « *règles prudentielles* » parmi lesquelles celle du « *coefficient de fonds propres et de ressources permanentes* » qui prévoit simplement que les fonds propres d'une banque, la richesse qu'elle détient, doivent représenter au moins 60% de ses participations et de ses investissements, mais cela n'empêche pas, qu'à la différence de toute entreprise, ces établissements peuvent financer leurs pertes et dépenses, pratiquement sans *trésorerie*⁸⁹⁰ ce qui d'ailleurs permet de masquer les situations catastrophiques

⁸⁸⁹ D. CLERC « *Déchiffrer l'économie*. », éditions La Découverte, collection « *Alternatives économiques* », 2004 (15^e édition), 448 pages.

⁸⁹⁰ En comptabilité on appelle *trésorerie* la somme de tous les avoirs et dettes à court terme, c'est à dire essentiellement les comptes de banque et des comptes de caisse d'épargne de l'entreprise.

quand, par exemple, l'actif des banques repose sur un trop grand nombre de créances irrécouvrables ce qui fut à l'origine du crack japonais comme d'ailleurs de celui du *Crédit Lyonnais*. C'est ce que souligne l'économiste André CHAINEAU : « *Les banques jouissent de l'exorbitant privilège de créer à partir de rien un titre de créance pour régler leurs obligations (aux fuites près)* »⁸⁹¹. Apparaît alors déjà une première incohérence de cette philosophie économique contemporaine qui répète inlassablement vouloir maîtriser l'inflation et en conséquence contrôler la masse monétaire. Ainsi, alors qu'en 1960 la masse monétaire circulant en France, convertie en euros d'aujourd'hui était de 14 milliards, elle est passée, en 2000, à 378 milliards c'est-à-dire que ce sont 364 milliards qui ont été créés, essentiellement par les banques comme on vient de le voir, soit une multiplication par 27 en quarante ans ! Il est en effet une donnée incontournable : depuis que la monnaie n'est plus gagée sur l'or, elle n'existe que sous forme de crédit et ainsi l'argent qui circule n'est que la différence entre les montants des prêts consentis et ceux des prêts remboursés. Ceci aboutit à une autre contradiction, pour le moins théorique, sinon arithmétique : d'où provient l'intérêt ? En effet le montant de celui-ci n'a pas été créé au préalable et son versement devrait donc, à terme, assécher toute la masse monétaire sauf à reconduire celle-ci indéfiniment par l'octroi de nouveaux crédits.

La vérité est que les accapareurs doivent impérativement s'assurer, directement ou indirectement, de la maîtrise de la création monétaire, celle-ci étant l'outil de leur domination. Le père DUCHESNE a montré comment, au dix-neuvième siècle, la *banque de France*, banque privée sous la domination des « *deux cents familles* », les MALLET, VERNES, ROTHSCHILD, HOTTINGER, WENDEL et autres, contrôlait la monnaie en France ce qui lui permettait d'ériger ce « *mur de l'argent* » contre lequel sont venus parfois s'écraser quelques politiques à velléité progressiste. Les obsessions des accapareurs étaient les mêmes qu'aujourd'hui concernant le crédit. La banque pratiquait alors la règle du tiers, c'est-à-dire que les sommes consenties à l'économie ne devaient pas dépasser le triple du montant des réserves d'or et d'argent. Cette politique du « *franc fort* » a permis de maintenir pendant longtemps la convertibilité de la devise nationale avec tous les effets déflationnistes que cela comporte qui amenèrent d'ailleurs KEYNES à brocarder cette conduite en ces termes : « *les français étaient des paysans assis sur leur tas d'or* ». Toujours aussi la même obsession vis-à-vis de l'Etat. Ainsi lorsque le « *Cartel des Gauches* », venu au pouvoir en 1924, sollicita une avance de la *banque de France*, il se vit opposer refus par le régent Emile MOREAU ce qui conduisit le président du conseil, le radical HERRIOT, à la démission. Cette puissance de l'oligarchie financière ne marquera un recul qu'à partir du front populaire et l'on se souvient du mot du ministre des finances Vincent AURIOL (1884-1966) : « *Les banques je les ferme, les banquiers je les enferme !* » mais c'est surtout la nationalisation de la *banque de France* en 1945, comme d'ailleurs des trois grandes banques de dépôt⁸⁹², par le chef du gouvernement provisoire, le général DE GAULLE, qui mettra fin à l'hégémonie des accapareurs et rendra à l'Etat son autorité sur la monnaie, le crédit étant ainsi placé sous tutelle publique. Il faudra attendre l'avènement du gouvernement de la duplicité de la gauche caviar pour que cesse cinquante ans de contrôle du crédit. La décision est alors prise d'arrimer le franc sur la monnaie forte qu'est le *mark* et de rendre le contrôle du crédit et de la création monétaire à la *banque de France*, situation de fait que ne fera qu'entériner le nouveau

⁸⁹¹ A. CHENEAU « *Mécanismes et politiques monétaires* », éditions Presses Universitaires de France, collection « *Quadrige* », 2000 (12^e édition), 280 pages.

⁸⁹² Le *Crédit Lyonnais*, le *Comptoir National d'Escompte de PARIS* (CNEP) et la *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie* (BNCI).

statut de 1993 qui dispose dans son article 1^{er} qu'il est interdit aux membres de son conseil de « solliciter ou d'accepter d'instruction du gouvernement ». Comme le résume parfaitement le journaliste économique, qui est aussi professeur à l'Université Paris VIII et aux Etats-Unis, Bernard MARIS : « Voilà une question essentielle d'économiste : qui fabrique l'argent qui nous fait vivre ? Au profit de qui ? Pour quelles activités ? De 1945 à 1976, l'Etat fabrique l'argent au profit de la reconstruction, puis de la croissance. Et puis, après cette très brève parenthèse du capitalisme, le privé reprend ses droits. »⁸⁹³.

Cet éminent auteur, qui fut consacré « meilleurs économiste de l'année » par le magazine *Le Nouvel Economiste* en 1995, a aussi montré combien la justification théorique de ce que le père DUCHESNE nomme la contre réforme libérale est nullement fondée scientifiquement. On se souvient de la croyance des économistes libéraux de l'ère classique, reprise fort opportunément par les FRIEDMAN, PATINKIN et LUCAS d'aujourd'hui, que la monnaie est neutre. En d'autres termes elle ne saurait influencer l'économie réelle. On se rappelle également comment ces « nouveaux penseurs » ont remis au goût du jour la vieille théorie quantitative de la monnaie et combien leur re-découverte a du mal à cadrer avec les faits⁸⁹⁴ comme le souligne Bernard MARIS « D'une équation comptable, on a fait une théorie niant l'impact de la monnaie sur l'économie ». Or tout le système actuel est fondé sur cette croyance erronée, à commencer par la banque centrale européenne, indépendante du pouvoir politique et, comme la banque de France depuis 1993, interdite de recevoir des directives des gouvernements, afin, prétend-on, d'assurer « la neutralité de la monnaie » et d'éviter qu'il y ait trop d'inflation. Comme au dix-neuvième siècle, cette politique au seul profit des rentiers aboutit à entraver le dynamisme de l'économie ce que ne manque pas encore de faire remarquer Bernard MARIS : « Lorsqu'une activité est endettée et ne peut plus rembourser ses dettes par son activité, soit on la maintient sous perfusion en lui donnant d'autres crédits sans contrepartie puisqu'il n'y aura pas de sa part création de richesses matérielles, soit on lui dit : "Fini ! Vous remboursez !" Si elle ne rembourse pas elle est mise en faillite, et avec la mise en faillite s'opère un redéploiement de la propriété industrielle (ce que SCHUMPETER appelait la destruction créatrice) : l'ordre des créanciers décide de ce redéploiement. Plus de textile en France. Plus d'acier de basse qualité. En échange, se développent des services, des logiciels... L'antagonisme débiteur-créancier est total : ce qui profite à l'un nuit à l'autre. La lutte des débiteurs et des créanciers, terrible, occulte, est une lutte pour la définition de la propriété industrielle : dans quels secteurs les entrepreneurs sont-ils autorisés à travailler par l'ordre des créanciers ? Ils peuvent se retourner vers Internet par exemple, ce qui a créé une bulle énorme et un endettement terrible des entreprises comme Vivendi ou France Telecom. »⁸⁹⁵. Ce système qui s'est mis en place depuis trente ans est le même que celui qui sévissait avant la Grande Dépression des années trente dont KEYNES soulignait l'effet autodestructeur : « Le capitalisme décadent, international mais individualiste dans lequel nous nous sommes retrouvés après la guerre n'est pas un succès. Il n'est pas intelligent, il n'est pas beau, il n'est pas juste, il n'est pas vertueux – et il ne livre pas la marchandise ! En bref, nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser »⁸⁹⁶. On ne

⁸⁹³ B. MARIS « *Anti-manuel d'économie. Tome I : Les fourmis* », éditions BREAL, collection « *Antimanuels* », 2003, 359 pages, page 221.

⁸⁹⁴ Voir supra « *Le retour en force de la société de l'accaparement*. » page 408.

⁸⁹⁵ B. MARIS *ibid* page 206 et s.

⁸⁹⁶ John Maynard Keynes « *L'autosuffisance nationale* », traduction de « *National Self-Sufficiency* », article dans *The Yale Review*, 22-4 (June 1933), pp. 755-69.

saurait si bien dire car, quel que soit l'endroit vers lequel on porte le regard, on ne voit que spoliation et injustice. A commencer par les Etats...

Le racket des Etats.

L'Etat est, on le sait, le garant de l'intérêt général et donc naturellement un obstacle potentiel à la volonté de spoliation générale que manifestent sans cesse les accapareurs. On comprend dès lors aisément ce rôle minimal qui lui fut assigné tout au long du dix-neuvième siècle, cet Etat brocardé, cet « *Etat gendarme* » déjà décrit précédemment. La priorité absolue des comploteurs de la contre réforme libérale dans les années 1970 était donc bien de revenir à ce temps béni d'un Etat godillot, d'un Etat affaibli qui ne représenterait plus ainsi un obstacle potentiel à l'accaparement des richesses de tous par le petit nombre. Le père DUCHESNE a déjà analysé comment cette conspiration s'est déclinée en France mais le mouvement fut général. En 1979, Margaret THATCHER accède au pouvoir et s'attache aussitôt à ouvrir les frontières, à tailler dans la dépense publique, à baisser les impôts et accessoirement détruire le mouvement syndical le mieux organisé en Europe. Quinze mois plus tard, ce sont les Etats-Unis qui connaîtront le même sort sous la coupe d'un vieil acteur recyclé dans la politique avec toujours le même leitmotiv : moins d'impôts, moins de règles, moins d'Etat... L'Europe n'est pas en reste qui, loin de se construire comme un rassemblement de Peuples, ne vise qu'un objectif, un projet tout droit issu de la contre réforme libérale, le marché unique avec toujours le même refrain : ouverture des frontières, démantèlement des politiques nationales et notamment industrielles au profit de la concurrence, réduction drastique de la sphère publique...

On ne dira jamais assez combien ce mouvement est inique, totalement infondé et destructeur pour le plus grand nombre et s'il parvient à s'imposer c'est uniquement par le poids de la propagande médiatique, totalement inféodée aux prédateurs du corps social. Ainsi la principale justification, claironnée notamment par ces outils de la spoliation généralisée que sont devenus le *Fonds monétaire international*⁸⁹⁷ et la *Banque mondiale*⁸⁹⁸, serait le « *ruissellement* », théorie, saugrenue s'il en est, qui postule que la concentration de richesses dans une mince couche de la population, est amenée par, on ne sait trop quelle mécanique subtile, à ruisseler jusqu'à la base de la population afin que nul ne soit lésé. C'est aux centaines de milliers, voire les millions, de ménages américains menacés de se retrouver à la rue aujourd'hui ou encore au 925 millions de personnes souffrant de la faim⁸⁹⁹ qu'il faudrait demander leur avis sur l'efficacité de

⁸⁹⁷ Le *Fonds monétaire international (FMI)* est une organisation internationale qui regroupe 185 pays et dont la mission est, selon ses propres publications, de « *promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté* » (brochure « *Qu'est-ce le Fonds monétaire international ?* » page 6 disponible sur le site officiel). Le *FMI* se veut le garant de la stabilité du système monétaire international et doit donc jouer un rôle dans la gestion des crises monétaires ou financières.

⁸⁹⁸ La *Banque mondiale* est une institution spécialisée de l'*Organisation des Nations Unies (ONU)*, qui fut créée le 27 décembre 1945 sous le nom de *Banque internationale pour la reconstruction et le développement* après la signature des *accords de Bretton Woods*. Aujourd'hui elle regroupe aussi l'*Association internationale de développement (IDA)*, toutes deux créées pour lutter contre la pauvreté en apportant des aides et des financements aux Etats en difficulté.

⁸⁹⁹ Le communiqué publié par la *FAO (Food and agriculture organization ou Organisation des*

ce mystérieux processus ! Et s'il est, à grand renforts de tambours et de trompettes, mis en avant quelques résultats en termes de croissance de ces politiques économiques libérales qui se généralisent, il convient de voir la réalité des choses : toujours le plus grand nombre est sacrifié, les travailleurs voient chaque jour leurs conditions de travail se durcir et leurs revenus stagner et avant tout, il est facile en privatisant à outrance, c'est-à-dire en dilapidant le bien public, de crier à la performance...

Mais le plus scandaleux est encore cet endettement public organisé depuis lors, c'est à dire cette rente perpétuelle au seul profit des accapareurs. Le père DUCHESNE a montré comment celui-ci avait été mis en place en France à partir des années 1970. Il a évoqué précédemment la loi du 3 janvier 1973, portant réforme des statuts de la *banque de France*⁹⁰⁰, qui est à l'origine de la dette publique, en ravalant l'Etat au rang du simple citoyen, contraint à s'adresser à son banquier pour financer ses projets. Il ne s'est même pas passé trois ans avant que, sans bien entendu le moindre débat public ni aucune justification de nature économique, il soit promptement décidé que l'Etat s'acquittera des intérêts de la dette nouvelle au-delà même du taux d'inflation, ce que pointe d'ailleurs Bernard MARIS dans son ouvrage précédemment mentionné : « *En 1976 en France, le ministre Raymond BARRE prend une décision historique : il décide que l'Etat paiera les intérêts de sa dette au-delà du taux d'inflation. Il dit " Je place l'Etat au service des créanciers, des épargnants. Finie l'inflation qui érode le capital. Vive les rentiers !" Fini l'ordre des salariés et des entrepreneurs, finies les Trente Glorieuses, la monnaie se renforce, le chômage augmente, les salaires stagnent, la rente réapparaît. En 2003, le partage du produit national s'est fait au profit des créanciers : 10% du PIB a basculé du côté du profit et de la rente (...) La mondialisation, d'une certaine manière, est un basculement de l'économie au profit des créanciers, des boursiers, des rentiers, des financiers.* »⁹⁰¹.

On sait, par ailleurs, toute la reconnaissance que la société de l'injustice et de l'accaparement d'aujourd'hui doit à la gauche caviar qui, au pouvoir le 20 septembre 1992, va s'acharner, coûte que coûte, à faire voter « *oui* » au référendum sur le traité de MAASTRICHT. On y frise même le délire ! A entendre les hérauts de la « *pensée unique* », dont les paroles passent en boucle durant la dernière semaine de campagne sur tout ce que le pays compte de médias, au cas où le « *non* » l'emporterait le ciel devait s'abattre sur la tête des citoyens français, le premier ministre BEREGOVY parle même d'une « *crise monétaire et financière* » ce qui, à la lumière des événements d'aujourd'hui, apparaît singulièrement cocasse, quand on sait que c'est bien cette pensée libérale, sous-bassement de l'Europe de MAASTRICHT, qui a conduit le monde au chaos ! Tout ce que la France compte de notabilités, de « *personnes sérieuses, responsables et qui comptent* », se sont rangées, comme un seul homme, derrière le chef de l'Etat et son premier ministre : la grande majorité des dirigeants du PS, cela va sans dire, et l'appareil tout entier du parti mais aussi les dirigeants au plus haut niveau de « l'opposition », le prédécesseur à la présidence de la République de MITTERRAND, GISCARD D'ESTAING, l'ancien premier ministre Raymond BARRE, l'ancien futur candidat à la présidence de la République également ancien premier ministre Jacques CHIRAC, le futur candidat premier ministre dans l'éventualité du retour d'une majorité de députés du RPR et de l'UDF à l'assemblée

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), en septembre 2008, fait état d'une malnutrition permanente qui a bondi de 850 millions en début de 2007 à 925 millions à la fin de cette même année.

⁹⁰⁰ Voir supra page 424.

⁹⁰¹ B.MARIS *ibid* page 211.

nationale, Edouard BALLADUR. Les dirigeants de certaines centrales syndicales ne sont pas en reste, la CFTC, la CFDT, la CGC, la FEN et même le leader historique de FO, André BERGERON, qui appelle à voter « oui ». Tant d'efforts pour que le « oui » ne finisse par l'emporter sur le « non » que de 539 410 voix, soit 1,41 % des inscrits et 2,09 % des suffrages exprimés. Bien entendu personne n'aura dit mot de la teneur de l'article 104 qui grave dans le marbre le principe de la spoliation des Etats : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommés "banques centrales nationales" d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités politiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres ; l'acquisition directe auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.* ».

Ainsi, alors que depuis la décision d'inconvertibilité du dollar d'août 1971 et la fin du système mis en place à Bretton Woods, l'argent, qui n'est plus limité par une contrepartie métallique, est désormais totalement dématérialisé ce qui aboutit, comme l'a montré le père DUCHESNE, à ce que sa création ne dépende plus que d'une inscription sur un compte bancaire, la plupart du temps en contrepartie d'une reconnaissance de dette, comment comprendre que seul les établissements privés se voient reconnaître cette prérogative régaliennne, alors qu'elle est refusée, sans le moindre débat public, à la banque étatique ? On sait aussi combien la justification de la lutte contre l'inflation, rabâchée sans cesse, est peu pertinente, surtout avec une augmentation de *MI* sur une pente annuelle de 10 !⁹⁰² Quant à l'autre argument, qui se veut vertueux, consistant à répéter que l'Etat emprunte ainsi l'épargne des gens modestes, il frise carrément au ridicule. Ne suffit-il pas de constater, comme l'a rappelé le père DUCHESNE, que cette possibilité, à la supposer envisageable dans l'absolu, devient rigoureusement impossible avec un taux d'épargne qui s'effondre jusqu'à devenir même négatif, comme c'est le cas aujourd'hui aux Etats-Unis. Mais le plus simple est encore, pour mettre une fois de plus en évidence le poids du message propagandiste, de se référer aux études officielles. Ainsi l'*Observatoire de l'Epargne Européenne*, qui est une association regroupant d'importantes institutions financières, a publié une étude conduite par l'*Université de Paris X Nanterre*, laquelle fait clairement apparaître que : « *le financement de la dette publique représente moins de 5% des placements financiers des ménages français, néerlandais et britanniques...* »⁹⁰³.

Que l'on prête seulement attention à ce qui suit ! Le père DUCHESNE a montré comment l'argent, aujourd'hui totalement dématérialisé, résulte d'une création de monnaie par les banques qui répondent ainsi aux demandes de crédit qui leur sont faites. En quoi y aurait-il obstacle à ce que la première de toutes les banques, la banque centrale, procédât de la même manière pour satisfaire le prêt du Trésor ? Il aurait été parfaitement loisible d'ailleurs de rendre celui-ci totalement transparent, voire même d'imposer des limites aux règles d'émission. La question qui convient de se poser en effet est bien celle de savoir qui, du privé ou du public, est le plus légitime pour créer la monnaie : le premier avec ses critères de rentabilité et de sélectivité au

⁹⁰² L'agrégat monétaire *MI* regroupe la monnaie divisionnaire, fiduciaire et scripturale, c'est-à-dire, en clair, les billets de banque, les pièces de monnaie (qui eux deux ne connaissent pas de progression) et les dépôts à vue.

⁹⁰³ Voir le rapport « *Où va finalement l'épargne des ménages européens ?* » de l'*Observatoire de l'Epargne Européenne*, octobre 2000 (disponible sur le site internet de l'association : www.oee.fr).

profit des plus riches ou le second avec sa tradition millénaire de l'intérêt général ? Poser la question c'est y répondre et pourtant jamais le moindre débat public n'a été esquissé sur ce choix fondamental, dont on ne voit que trop bien aujourd'hui les conséquences dramatiques. Dans leur remarquable ouvrage « *La dette publique une affaire rentable.* », André-Jacques HOLBECQ et Philippe DERUDDER⁹⁰⁴, ont calculé, qu'entre 1980 et 2006, c'est plus de 1100 milliards d'euros (en valeur 2006) qui ont été dépensés par l'Etat pour payer les intérêts de la dette publique. Cest intérêts colossaux ont été versés aux plus riches, aux accapareurs et non pas, contrairement aux allégations mensongères de la propagande, aux modestes épargnants, dont le père DUCHESNE vient de souligner la part insignifiante qu'ils représentent dans le financement de l'endettement public. Ainsi l'oligarchie financière draine à son profit une grande part des recettes publiques provenant des impôts car c'est annuellement, comme il a été dit, environ quarante milliards d'euros du budget de l'Etat qui servent au paiement des seuls intérêts de la dette, ce qui correspond, par exemple, au coût d'achat de 240 Airbus A 350, ou encore à trois porte-avions « Charles De Gaulle », ou encore à une dépense quotidienne de 100 millions d'euros ! Le prix Nobel d'économie 1988, Maurice ALLAIS note, quant à lui, que : « *En abandonnant au secteur bancaire le droit de créer de la monnaie, l'Etat s'est privé en moyenne d'un pouvoir d'achat annuel représentant environ 5,2% du revenu national.* »⁹⁰⁵.

Là encore le principe de duplicité ne peut être pris en défaut. Alors que l'on ne cesse de culpabiliser les français, accusés d'être dépensiers, à l'image du rapport PEBEREAU intitulé « *Rompre avec la facilité de la dette publique.* » qui reprend allègrement la logorrhée habituelle « *Chaque enfant qui naît en France est endetté de 17 000 € à sa naissance.* », une étude plus approfondie permet de monter que c'est bien en présence d'un système de spoliation au profit de l'oligarchie ploutocratique que l'on se trouve, car de prétendue gabegie des citoyens du pays, il n'y en a guère ! Bien au contraire. Un calcul élémentaire montre que, sans le poids des intérêts sur la dette publique, les soldes des budgets seraient restés positifs (oui le budget de la nation aurait été excédentaire !) sur toute la période 1980-2005, seules les années 1992 à 1996 et 2002 à 2005 auraient présenté un déficit. Comme le souligne justement Vincent DREZET, secrétaire national du *Syndicat National Unifié des Impôt* dans l'hedomadaire *Marianne* : « *Une telle dramatisation était en réalité essentiellement destinée à diffuser une peur sur laquelle le pouvoir comptait surfer pour imposer des choix économiques et sociaux basés sur le "moins d'action publique"* »⁹⁰⁶. Dans la préface de l'ouvrage « *La dette publique, une affaire rentable.* », Etienne CHOUARD résume parfaitement la situation : « *...une dette publique extravagante, annuellement renouvelée, complètement asphyxiante pour les services publics et pour le bien-être général est née de cette invraisemblable ponction. Cette dette est très injustement imputée à la prétendue incurie de l'État : il n'en est rien, puisque les dépenses publiques restent assez stables en France depuis des décennies. Non, c'est bien d'un racket privé de la richesse publique qu'il est question à la source de la dette publique, depuis 1973 en France, et partout dans le monde.* ». Il n'y a en effet pas qu'en France où sévit le petit clan des accapareurs car c'est à l'échelle du monde tout entier que leur complot se décline en une vaste opération de spoliation des pays les

⁹⁰⁴ A-J. HOLBECQ et P. DERUDDER « *La dette publique une affaire rentable. A qui profite le système ?* », préface d'Etienne CHOUARD, éditions Yves MICHEL, 2008, 160 pages.

⁹⁰⁵ M. ALLAIS « *L'impôt sur le capital et la réforme monétaire.* », préface de Raymond ARON, éditions Hermann, 1977, 367 pages.

⁹⁰⁶ Voir l'article de Vincent DREZET « *Qui paiera la dette de la crise ?* » in *Marianne* du jeudi 22 janvier 2009.

plus pauvres, avec son cortège de misère et de malnutrition, pour toujours et toujours grossir la fortune des nababs...

Le racket des pays du Sud.

Le père DUCHESNE ne cesse de répéter qu'il n'y a qu'une société des accapareurs qui, dans sa forme moderne, permet au petit nombre d'imposer son hégémonie par le biais de la finance. En ce sens la société du dix-neuvième siècle présentait les mêmes traits que la société contemporaine. On se souvient qu'à l'ère de la révolution industrielle, cette mainmise sur l'ensemble du corps social, passait par la croyance irrationnelle à la vertu du marché, réputé alors « *don du ciel* » avec sa fameuse « *main invisible* » censée apporter, à terme, la prospérité à tous. C'est bien ce modèle qui sévit encore aujourd'hui où, tous les observateurs sans exception, reconnaissent que le marché mondial donne l'impression d'être devenu l'unique régulateur économique. Il n'est guère besoin d'être grand analyste pour constater que les acteurs de ce vaste marché échappent de plus en plus au contrôle des Etats, qui voient sans cesse leurs marges de manœuvre se réduire. C'est bien l'image d'une sphère des échanges tentaculaire qui s'impose de nos jours. C'est bien une pieuvre qui semble étendre ses tentacules sur le globe en se complexifiant sans cesse, en imbriquant chaque jour davantage les économies nationales entre elles avec cette conséquence que l'influence extérieure opprime de plus en plus les économies nationales, tant au plan de la production des biens et des services que de la finance et de la monnaie, tant au niveau de l'emploi que de la culture contraignant toutes les nations à s'adapter aux exigences nouvelles qu'imposent les puissances financières privées. Devant cette gigantesque foire d'empoigne où seuls les puissants économiquement triomphent, en vrais prédateurs, en authentiques « *renards libres dans le poulailler libre* », chaque jour des voix s'élèvent pour la condamner. Depuis l'économiste grec Arghiri EMMANUEL (1911-2001) qui fut le premier à dénoncer un « *échange inégal* » au détriment des pays du sud, beaucoup ont pris le relais de la critique, parmi lesquels l'économiste franco-égyptien Samir AMIN, le sociologue allemand André Gunder FRANCK (1929 - 2005), créateur de la théorie de la dépendance ou encore le philosophe américain Immanuel WALLERSTEIN. Tous défendent l'idée que le marché mondial donnerait lieu à un échange inégal entre le nord, constituant le centre, et le sud, représentatif de la périphérie dont les ressources naturelles sont pillées et la main d'œuvre surexploitée. Ce qui est particulièrement intéressant dans cette critique, qui repose sur une analyse faite par des scientifiques, c'est qu'elle vient confirmer ce que ne cesse de dénoncer le père DUCHESNE. Ainsi, et contrairement aux idées ressassées par quelque altermondialiste à la vue courte, ce ne sont pas les entreprises, fussent-elles multinationales, qui sont les responsables de ce pillage et le mot de Arrighi EMMANUEL est, à cet égard, révélateur : « *Ce n'est pas parce que les firmes multinationales investissent en Afrique que cette dernière est sous développée, c'est, au contraire, parce qu'elles n'y sont pas assez présentes.* ». C'est la pernicieuse puissance financière qui est la cause de ces déséquilibres et les critiques se font nombreuses, en particulier, à l'encontre du *Fonds Monétaire International*, qui impose sa domination, en obligeant les Etats qui empruntent des capitaux, à mettre en place des politiques d'ajustement structurel d'inspiration ultra libérale, désastreuses pour leur Peuples.

Là encore il est facile de constater que cette exploitation éhontée de la misère est entièrement liée à la contre réforme libérale de la fin du vingtième siècle. Elle n'est qu'une conséquence, sans nul doute la plus odieuse de ce complot, fomenté alors par les accapareurs et leurs valets politiques serviles. Ce n'est pas là, une fois encore, la seule expression de la grande

colère du père DUCHESNE, mais une réalité établie par des faits et il convient maintenant de mettre à nu les mécanismes pervers de cette organisation de la misère du monde pour toujours servir la soif inextinguible d'argent du prédateur. Le mécanisme est toujours le même : l'endettement. Ainsi il n'y a guère de différence entre l'honnête travailleur du pays du nord, qui a acheté sa maison trois fois son prix et qu'il va désormais, docilement, rembourser pendant des dizaines d'années en avalant toujours plus de couleuvres et acceptant toujours plus de contraintes et de précarité et l'affamé du tiers monde, confronté à une impitoyable concurrence, surexploité, démuné de tout sauf, peut-être, de solidarités traditionnelles qui se maintiennent encore, bon gré mal gré. Tous deux sont les victimes du même prédateur, tous deux sont broyés par le même système, la dette perpétuelle destinée à grossir toujours plus, et à vitesse exponentielle, la fortune du petit nombre.

Le père DUCHESNE a déjà montré comment la contre réforme libérale trouve son point de départ dans la décision de non convertibilité du dollar et par là même l'abandon des règles de *Bretton Woods*. La dévaluation du dollar et le flottement des monnaies, porte ouverte à toutes les spéculations, vont alors avoir pour conséquence, avec l'abandon de la création monétaire au privé, d'entraîner un excédent de liquidités internationales qui grossira encore avec l'arrivée massive des *pétrodollars*⁹⁰⁷ et en raison du tarissement de l'investissement dans les pays riches, prétendument frappés par une crise du pétrole dont le père DUCHESNE a surtout montré qu'elle était en réalité générée par la spéculation. Le stratagème se met alors en place. En effet l'affaiblissement de la devise américaine dévaluée et la baisse des taux d'intérêts qu'entraîne pléthore d'argent disponible, vont inciter, non seulement les Etats occidentaux à s'endetter mais aussi les *nouveaux pays industrialisés (NPI)*, le tiers monde et même les pays de l'Est, chacun voyant dans l'excédent mondial de liquidités une solution conjoncturelle à des difficultés passagères. Les pays occidentaux et les institutions financières internationales encourageant le mouvement, le leitmotiv était alors « *trade, not aid* » (« *du commerce, pas d'aide* »). Les poissons pris dans la nasse, le piège peut alors se refermer. Dès 1979, la *FED*⁹⁰⁸ commence, on le sait, à mettre en application les prétendus « nouveaux » principes d'un monétarisme de bon aloi. La volonté affirmée de réduire la masse monétaire justifie l'augmentation des taux d'intérêts ce qui entraîne alors des explosions financières en série, à commencer par les pays les plus pauvres du tiers monde et notamment les NPI comme le Brésil ou le Mexique, puis les pays de l'Est, eux aussi lourdement endettés. C'est sans doute cette évolution des choses qui apporte une des preuves les plus convaincantes de ce terrible complot que ne cesse de dénoncer le père DUCHESNE. Ainsi tous ces pays avaient été encouragés, notamment par le biais des institutions financières internationales, *FMI* et *banque mondiale*, à s'endetter jusqu'au début des années 1980 afin, leur disait-on, de s'équiper en vue de produire pour l'exportation et d'assurer ainsi un harmonieux développement interne. Une fois cet endettement acquis et ces pays équipés, il fallait alors leur interdire ce marché mondialisé que l'on prétendait vouloir instaurer, ainsi, en les étouffant sous le poids de leurs dettes, on faisait d'eux des débiteurs perpétuels et de l'immense majorité de la population du globe, des esclaves travaillant sans relâche au seul profit d'une poignée de richissimes.

C'est l'apparition de ce que l'on a nommé le *néoprotectionnisme* dans le tournant des années 1980, qui prend divers aspects mais vise toujours le même but, interdire un commerce

⁹⁰⁷ On nomme ainsi les excédents de dollars placés le plus souvent à court terme par les pays exportateurs de pétrole.

⁹⁰⁸ Diminutif pour désigner la *Fédéral Réserve*, la banque centrale des Etats-Unis.

équitable avec les pays du sud. L'hypocrisie n'est pas en reste. Ainsi après une volonté affirmée de libérer les échanges, par le biais notamment les négociations internationales du GATT⁹⁰⁹ qui parviennent effectivement à un abaissement des droits de douanes, on multiplie les formes *néoprotectionnistes* non tarifaires⁹¹⁰. Et les chiffres parlent par eux-mêmes : au cours des années 1980 et 1990, en dépit des accords du GATT, le taux des importations soumises aux mesures tarifaires s'est accru de 20% aux Etats-Unis, de 40% au Japon et de 60% dans la CEE⁹¹¹ alors que, dans le même temps, dans les pays de l'OCDE, 21 % des importations venant des pays du tiers-monde étaient soumises à des protections non tarifaires, 27% dans la CEE. Mais le *néoprotectionnisme* passe aussi par des procédés plus pernicieux encore comme le *bilatéralisme*, illustré notamment par le *Trade Bill* américain de 1988. C'est sans doute le nec plus ultra dans la duplicité : d'un coté on crie à tout va que le marché est la seule voie possible vers le bonheur et qu'il est urgent de laisser faire et de croire en la « *main invisible* » et de l'autre on multiplie les accords entre deux Etats pour réduire ou aménager ses propres importations-exportations. Le développement d'accords régionaux entre plusieurs pays avec des systèmes de préférence⁹¹² est également un autre moyen de contrecarrer le libre jeu du marché, ce qui faisait dire à Milton FRIEDMAN que le commerce mondial devenait un commerce dirigé.

Le résultat c'est un pillage des pays les plus pauvres qui est ainsi organisé par la minorité ploutocrate et la situation est tellement caricaturale qu'elle en devient même indécente. Ainsi dans les pays en voie de développement, les apports nets de ressources extérieures sont négatifs depuis 1985 ce qui, en d'autres termes, signifie que le tiers monde procure aux pays occidentaux, aux mains des accapareurs, un financement net de 30 à 40 milliards de dollars par an ce qui veut dire que les vastes étendues de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique latine voient, depuis le début des années 1980, fuir leurs capitaux et diminuer, à due concurrence, leurs investissements productifs. C'est bien une récession permanente qui est sciemment entretenue dans les pays les plus pauvres par l'intermédiaire du remboursement de la dette, une situation qui est vouée à terme à exploser compte tenu du dynamisme démographique du tiers monde⁹¹³. A cet égard on ne dira jamais assez le rôle pernicieux joué par les institutions financière internationales et

⁹⁰⁹ Le *Dillon Round* (1961-1962), le *Kennedy Round* (1962-1968) et le *Tokyo Round* (1973-1980) ont abouti à un désarmement tarifaire important.

⁹¹⁰ Les procédés utilisés aboutissent alors à un effet voisin des droits de douanes. Ce sont par exemple des restrictions quantitatives unilatérales quand un pays décide de contingenter ses importations (c'est-à-dire de fixer d'entrée de jeu un volume. Ex : accord multifibres) ou, ce qui revient au même d'établir des quotas (les importations sont alors limitées à un pourcentage du marché intérieur) mais ce peut-être également des mesures administratives (ex : exiger une notice explicative dans la langue du pays...)

⁹¹¹ Selon les estimations de la *banque mondiale*.

⁹¹² L'*union européenne* est le plus ancien mais il en existe bien d'autres (80 accords ont été recensés à l'OMC) : l'*accord de libre échange nord américain (ALENA)* regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, l'*accord de rapprochement économique* entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'*Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)*, etc...

⁹¹³ Le « poids » démographiques des pays occidentaux est en constant déclin tandis que celui des pays en voie de développement croît de manière irrésistible : 0,4% d'accroissement démographique annuel en Europe, 3,2% en Afrique qui verra sa population doubler de 1990 à 2015 tandis que, dans le même temps, l'ensemble des pays occidentaux passeront de 17% de la population mondiale à 13%.

notamment le *Fonds monétaire international*, la *banque mondiale* et leurs succédanés que sont les *banques régionales de développement* et les *agences de crédit à l'exportation* qui se présentent volontiers comme les championnes de la « *réduction de la pauvreté* » et de la « *bonne gouvernance* » mais qui, loin de financer le développement comme elles le prétendent, ne font qu'attiser et soutenir l'endettement avec les conséquences inhumaines et destructrices que celui-ci entraîne. Le chantage est permanent. Les prétendues initiatives d'annulation de la dette ne concernent qu'une minuscule partie de celle-ci et encore sont-elles conditionnées de telle manière que c'est jusqu'à la souveraineté de ces Peuples qui est remise en cause. Il est inconvenant, aux yeux du père DUCHESNE, d'entendre sans arrêt ces donneurs de leçons au seul service des riches, parler de « *soutenabilité de la dette* », alors que si on prend la peine de regarder de plus près c'est tout le caractère illégitime de cette dette qui s'impose. Ce sale argent n'a jamais profité au Sud, il n'a servi qu'à financer des projets scélérats qui ont fait déplacer des communautés entières et causés des dommages irrémediables à l'environnement, quand il ne servait pas à la corruption ou à la militarisation de dictatures. Un argent sale, remboursé maintes fois, et que l'on réclame toujours ! Les dettes financières, exigées indument des pays du sud, représentent le montant ahurissant de 2600 milliards de dollars et l'on voit bien ainsi que le véritable objectif n'était pas d'aider au développement mais bien d'asservir. Par les conditions drastiques attachées à ces prêts et leurs prétendus programmes, le *FMI* et la *banque mondiale* avaient pour objectif de façonner l'économie locale sur le modèle voulu par les accapareurs. Les « *programmes d'ajustement structurel* », dès le début des années 1980, ont obligé les pays endettés du Sud à mettre en place des politiques économiques libérales avec des conséquences dramatiques pour leurs Peuples. Ainsi les économies ont privilégié les exportations alors qu'il eut été plus efficient de satisfaire le marché intérieur. Les industries de transformation ont été abandonnées, tandis qu'un pourcentage élevé d'entreprises nationales étaient rachetées par des capitaux étrangers. Les entreprises publiques étaient privatisées à outrance alors que, pour la santé publique, pour les secteurs sociaux, l'absence du moindre financement a été la règle pendant trois décennies ce qui a notamment eu pour effet d'aggraver la pandémie du SIDA. La petite entreprise locale a été bien souvent acculée à la faillite faute de financement et le chômage a explosé. Des services aussi fondamentaux que l'approvisionnement en eau ou la fourniture d'aliments ont été confiés à des entreprises privées.

Bien sûr on ne manquera pas encore d'objecter que le père DUCHESNE se complait dans une vision grossièrement partisane des choses. On dira que les institutions internationales qu'il vilipende, l'*Organisation mondiale du commerce*⁹¹⁴ par exemple, qui a fait suite au GATT, sont des organisations démocratiques, chaque pays adhérent ayant une voix. Mais que vaut la voix d'un nain à coté de celle d'un géant ? La réalité, tout le monde la connaît : les pays les plus puissants y font la loi. Tout s'y joue en termes de rapport de forces. Comment croire par exemple qu'un pays du sud puisse recourir au « chantage » d'élever ses barrières douanières ? Ce serait, à coup sûr, condamner à mort son industrie balbutiante. Et cette fiction du commerce mondial qui devrait être utile à tous, que vaut-elle quand les plus forts ne jouent plus le jeu et élèvent des barrières non douanières pour entraver les importations des pays pauvres, quand ils subventionnent leurs productions agricoles, leurs céréales, leurs viandes ? Quand ce sont leurs bourses, Londres, Chicago, New-York, qui fixent le prix mondial ? Quand ils imposent que la matière première soit transformée chez eux se réservant ainsi toute la valeur ajoutée ? Quand ils

⁹¹⁴ Voir note n°144.

invoquent, à tort et à travers, leur sécurité pour imposer des soit-disant règles de non-conformité sanitaire ?

Là encore le schéma est toujours le même. Il n'a pas changé depuis qu'est apparue la société moderne de l'accaparement dont les prémisses remontent à la fin de l'ancien régime. Le père DUCHESNE a montré comment déjà les fortunes de la haute aristocratie et des grands bourgeois servaient à rançonner un monde rural agonisant⁹¹⁵. C'est bien ce même processus que l'on retrouve aujourd'hui à l'échelle de la planète entière. C'est bien la même volonté maligne qui, dans les années 70, a incité les pays pauvres à s'endetter pour prétendument accélérer leur développement. Cette asphyxie, cet étranglement financier, cette dette désormais perpétuelle qui pourrait croire qu'elle soit le seul fruit du hasard ? Il ferait trop bien les choses ! Tout est si parfaitement agencé. Ce mécanisme d'allègement et d'étalement dans le temps, ce « *consensus de Washington* », consistant en un « *programme d'ajustement structurel* » destiné à uniquement faire des coupes dans les dépenses publiques, dans l'éducation, dans la santé, dans le logement, dans l'aide sociale, à éliminer les subventions aux produits de première nécessité, à abolir le contrôle des prix, à geler les salaires et à privatiser à outrance les services publics, tombe vraiment trop à pic pour que l'homme censé puisse y voir une cogitation de circonstance. Mais le plus scandaleux encore est bien cette « *conviction* » du *FMI*, relayée à l'envi dans les médias, qui veut que ces pays sont endettés parce qu'ils vivaient au dessus de leurs moyens. Ce n'est même plus odieux, cela devient carrément infâme : une nation mènerait bombance quand l'immense majorité de son Peuple vit avec moins de deux dollars par jour !

Mais d'une manière plus générale les pays du sud sont les victimes toutes désignées de cette exécrable spéculation qui sévit sur ces marchés financiers de la planète et qui n'est l'œuvre que des accapareurs qui la génèrent à leur plus grand profit. Ce cancer de la finance conduit inexorablement à la constitution de ces bulles qui ne manquent jamais d'éclater provoquant des crises qui affectent tout particulièrement les pays les plus démunis dont les habitants, les éternelles victimes de la cupidité des ploutocrates, n'y sont pour rien. Le gigantisme des sommes placées par les accapareurs dans cette vaste loterie sordide donne le tournis : les sommes échangées d'une bourse de valeurs à une autre avoisinent les 1500 milliards de dollars par jour ! C'est là le résultat de cette vaste dérèglementation mis en place par les comploteurs des années 1970-1980. Elle est en train de conduire le monde à sa ruine...

L'hydre de la finance.

Le père DUCHESNE en vient maintenant à aborder la crise qui sévit aujourd'hui. A deux reprises, alors qu'il conduisant son travail de réflexion, il a souhaité s'être trompé et avoir manqué de pertinence. La première fois ce fut précisément après avoir tenté de cerner la nature de la crise qui a éclaté au grand jour durant l'année 2008. Dans son for intérieur, il a alors sincèrement souhaité s'être fourvoyé, avoir présenté de telles lacunes, au plan de ses connaissances, que tout son raisonnement s'en fût trouvé compromis, dut-il pour cela devoir endurer sarcasmes et moqueries car qu'est-ce qu'une humiliation au regard du bien public ? Pour l'heure cependant, il ne peut malheureusement se défaire de cette certitude qu'il a acquise : il continue de penser que cette crise n'a pas encore révélé, en ce mois de mai 2009, toute son ampleur ; il craint même que les événements à venir risquent d'apparaître comme des multiples

⁹¹⁵ Voir supra : « *La révolution comme fin de l'oppression du Peuple.* » page 300.

des désastres déjà appréhendés. Il en est sûr, la dépression qui s'apprête à ravager le monde sera bien plus forte que celle qui a sévi durant les années 1930 et ses conséquences, selon toute vraisemblance, seront plus dramatiques encore ! Sur quoi ce fonde le père DUCHESNE, s'interrogera son lecteur ? Sur l'histoire tout simplement ! On ne cesse aujourd'hui de répéter que la crise était imprévisible, qu'elle est unique et ne présente aucun trait commun avec celles qui l'ont précédées. Il y a là comme une manœuvre incantatoire ! Pour le comprendre il est nécessaire de revenir sur le financement de l'économie.

Le père DUCHESNE a précédemment montré que la création monétaire était essentiellement l'affaire des banques. Celles-ci disposent de ce privilège exorbitant qui fait leur différence avec toute autre institution financière pour qui, comme pour le sens commun d'ailleurs, ce sont les dépôts qui font les crédits : en ce qui les concerne, ce sont les crédits qui font les dépôts. Cette monnaie, créée par les banques à partir de rien, leur est propre et on sait aussi qu'elle est provisoire n'étant en réalité qu'une dette compensée, dans les comptes de l'établissement, par une créance qui est la reconnaissance de dettes de celui qui emprunte. En effet cet argent n'aura plus d'existence au remboursement de l'intéressé. Ainsi chaque banque crée et possède sa propre monnaie ce qui ne poserait pas de problèmes si tous ses clients n'échangeaient qu'entre eux. Il n'y aurait alors pas de fuite de monnaie, mais que l'un des emprunteurs vienne à contracter avec le client d'une autre banque et c'est une déperdition de monnaie qui s'opère ou, plus exactement, une dette de la première banque envers la seconde. Pour bien le comprendre imaginons le client Robert de la banque A, réglant la marchandise fournie par le client Marcel de la banque B, avec de la monnaie banque A que ne peut accepter la banque B, dès lors que celle-ci est propre à sa concurrente. Dans cette hypothèse la banque A devra donc le montant de la marchandise, mettons 3000 €, à la banque B. On voit donc que pour permettre les échanges entre banques, il faut une monnaie commune que chacune de celles-ci pourrait accepter. Une monnaie qui permettrait aussi, à chaque établissement bancaire, de s'adresser à la banque centrale pour se procurer les billets de banque que ne manqueront pas de solliciter leurs clients pour les besoins de leur vie quotidienne⁹¹⁶. Cette monnaie commune existe, c'est la *base monétaire* constituée précisément par ces billets émis par la banque centrale, mais aussi par la *monnaie scripturale* que celle-ci crée à son tour lorsqu'une banque s'adresse à elle pour lui demander des billets⁹¹⁷. La *base monétaire* ou *monnaie banque centrale* est donc, en quelque sorte, la monnaie acceptée par toutes les banques. Celle-ci leur est indispensable, d'abord pour régler leurs dettes mutuelles, ce que l'on nomme la *compensation*, ensuite pour se procurer des billets. Il n'est, dans l'absolu, que deux manières de se fournir en *base monétaire*. Le premier consiste à se refinancer auprès de la banque centrale qui créditera alors le compte courant dont dispose chaque banque auprès d'elle et détiendra ainsi, à son tour, une créance sur l'établissement demandeur. C'est l'opération de *réescompte* qui fut, pendant longtemps, le seul moyen de régulation monétaire. La banque centrale agissait sur le taux pour réduire ou au contraire laisser croître la masse monétaire : un taux élevé, répercuté aussitôt par la banque, amenant ainsi une entreprise, par exemple, à réfléchir avant d'escompter un effet de commerce, un taux faible facilitant à l'inverse cette opération. De plus la banque centrale pouvait se montrer encore plus draconienne, et donc plus efficace, dans le contrôle de la création monétaire, par l'adoption d'un *plafond de réescompte*, c'est-à-dire en fixant un montant maximal pour lequel elle était prête à

⁹¹⁶ Ce que l'on nomme, on s'en souvient, la *monnaie fiduciaire*.

⁹¹⁷ Et seulement dans ce cas, la création de *monnaie scripturale*, selon les mêmes modalités que les banques, lui étant désormais refusée.

réescompter. Aujourd'hui la banque centrale continue encore à faire varier son taux tous les jours ou plutôt ses taux car en fait il en existe trois que l'on nomme *taux directeurs*⁹¹⁸ dont le principal et le *taux de refinancement* car il sert à réguler l'économie en fixant le « *coût de la monnaie* » sur le marché du même nom : plus l'argent est cher moins on investit et vice versa. Ce taux pour la *banque centrale européenne* est passé de 4,75% le 2 octobre 2000 à 1,50% le 2 mars 2009.

Mais à coté de ces mécanismes monétaires traditionnels, il est une évolution capitale intrinsèquement liée à la contre réforme libérale. Celle-ci repose sur une autre manière de se refinancer pour les banques en se fournissant directement auprès du marché monétaire qui est le marché informel des capitaux à court terme où les institutions financières, les banques, les assureurs et les grandes entreprises placent leurs avoirs à court terme afin de se procurer des financements courts⁹¹⁹ ou, pour parler plus simplement, échangent des titres divers contre de la monnaie banque centrale. Ce marché fourmille de produits, tant au comptant que dérivés. Ainsi et sans être exhaustif, loin s'en faut, parmi les premiers on compte les prêts interbancaires « *en blanc* »⁹²⁰, ou gagés (on dit aussi « *pensions* ») sur des actifs (identifiés mais non livrés), la *pension livrée* appelée « *repo* »⁹²¹ mais aussi les titres de créances négociables à court terme, principalement les bons du Trésor émis par les Trésors nationaux⁹²², les *certificats de dépôt* émis par les banques, les *billets de trésorerie* émis par les entreprises ou encore des *valeurs mobilières*⁹²³ avec en premier lieu les emprunts d'Etat courts ou les obligations courtes émises par les collectivités locales ou les entreprises. Les *produits dérivés* sont tout aussi nombreux et variés⁹²⁴. Au moyen de ceux-ci on cherche à se prémunir contre la variation des taux. Ce sont par

⁹¹⁸ Ces taux au jour le jour sont, par ordre croissant : le *taux de rémunération des dépôts* qu'on appelle aussi *taux de la facilité de dépôt* qui, comme son nom l'indique, rémunère les dépôts que placent les banques ou autres établissements financiers auprès de la banque centrale ; le *taux de refinancement*, « *taux refi* » ou « *taux repo* » (de l'anglais *repossession*) qui est le principal taux directeur, celui qui sert à la régulation de l'économie dès lors qu'il s'agit de celui auquel les banques peuvent emprunter auprès de la banque centrale ; le *taux d'escompte* ou *taux du prêt marginal*, taux du marché monétaire pour les prêts à très court terme qui n'est plus utilisé sur le marché français depuis 1977.

⁹¹⁹ Par financement court on parle en général d'une période inférieure à l'année.

⁹²⁰ Appelés ainsi parce qu'ils sont non gagés comme l'*Euribor*, le *Libor*. Ce sont les opérations les plus riquées mais aussi les plus fréquentes.

⁹²¹ Pour « *repurchase agreement* », c'est à dire un emprunt de numéraire gagé par la vente au comptant simultanée et avec livraison d'actifs financiers négociables (bons du trésor, obligations, etc ...). L'opération se dénouant à l'échéance par le rachat des actifs.

⁹²² En France ce sont les *BTF* et les *BTAN* courts.

⁹²³ Les *valeurs mobilières* sont traditionnellement les *actions* (qui sont des titres de propriétés) et les *obligations* (des prêts d'argent).

⁹²⁴ Un *produit dérivé* est un contrat qui a ceci de particulier que sa valeur (son prix) est « *dérivée* » du prix d'autre chose, le plus souvent des « *investissements au comptant* » comme des *actions*, des *obligations*, des instruments monétaires, des matières premières. Un produit dérivé d'une *action* par exemple pourra donner le droit d'acheter cette *action*, à un prix fixé, jusqu'à une date donnée et on comprend ainsi aisément que la valeur de ce droit dépendra étroitement du prix de l'« *actif sous-jacent* » c'est à dire l'*action* dans cet exemple : si le prix de l'*action* monte le droit de l'acheter à un prix fixe montera aussi car cette opération future devient de plus en plus intéressante et réciproquement.

exemple le *change à terme* qui correspond à un prêt virtuel dans une devise et un emprunt virtuel dans une autre devise ou encore les *Forward Rate Agreement (FRA)*⁹²⁵. On y trouve encore les *swaps de taux d'intérêt* qui, comme leur nom le laisse supposer, consistent à échanger des taux d'intérêts⁹²⁶. Il y a encore les *contrats à terme* et *options sur contrats à terme* sur des marchés organisés⁹²⁷.

Dans cet imbroglio de possibilités ce qu'il est essentiel de comprendre c'est le pourquoi de l'adoption de ce système. Jusque dans les années 1980, la politique monétaire⁹²⁸ était fondée totalement sur ce que l'on nommait alors le contrôle du crédit qui consistait concrètement pour l'Etat à limiter la création monétaire en déterminant la croissance du crédit que chaque banque pouvait accorder. Celle-ci a été abandonnée définitivement en 1986, sans bien entendu le moindre débat public, au motif que cette pratique nuisait à la concurrence ! Par ailleurs, si le refinancement auprès de la banque centrale, selon le schéma traditionnel, demeure un ultime recours théorique pour les banques en manque de liquidités, on parle alors la concernant de « *prêteur en dernier ressort* », la politique de l'*escompte* a, en France, progressivement été abandonnée depuis 1971 et il en résulte qu'aujourd'hui le refinancement se fait essentiellement par l'intermédiaire du marché monétaire. C'est ce que l'on nomme la politique de marché ouvert ou d'« *open market* » qui réduit le rôle de la banque centrale, afin d'agir sur le taux d'intérêt, à celui d'acheteur ou de vendeur de titres contre des liquidités sur le marché monétaire. Désormais les banques ne se refinançant plus directement auprès de la banque centrale mais sur le marché monétaire, c'est sur celui-ci que cette dernière va offrir ou au contraire demander des liquidités. Une demande aboutissant à raréfier celles-ci ce qui fait monter le taux d'intérêt qu'on appelle aussi le *taux au jour le jour*, inversement une offre fera baisser ce taux⁹²⁹.

On voit donc que l'évolution des dernières décennies a consisté à un abandon progressif du rôle de régulateur joué par l'Etat au plan monétaire, au profit d'un marché omniprésent. En d'autres termes la seule régulation possible demeure la loi de l'offre et de la demande. On comprend mieux pourquoi on puisse aujourd'hui douter largement de la capacité des banques centrales à réguler la crise dès lors que c'est le marché tout entier qui va à vau-l'eau. Celui-ci, avec la chute de la valeur des actifs provoquée par l'explosion de bulles spéculatives, prend l'aspect d'un gigantesque tonneau des Danaïdes et, dans pareil contexte, l'intervention des banques centrales, fut-ce à coups de centaines de milliards, s'apparente à l'effet d'un verre d'eau versé dans l'océan. On voit bien, en revanche, tout l'intérêt que représentait pour la caste prédatrice cette nouvelle sacralisation du marché. La formidable puissance financière des accapareurs, placée par eux dans les mains de spécialistes disposant d'outils aussi bien

⁹²⁵ Il s'agit d'un contrat de gré à gré qui permet de fixer un taux interbancaire dans le futur.

⁹²⁶ Généralement il s'agit d'échanger un taux fixe contre un taux variable. Il peut s'agir, concernant ce dernier, soit du *taux au jour-le jour*, ce sont les *Overnight Indexed Swaps (OIS)*, pour la zone euro l'*Eonia*, soit du taux des prêts interbancaires *en blanc*, les *IBOR (Interbank Offered Rates)*.

⁹²⁷ Comme le *LIFFE* ou l'*Eurex*.

⁹²⁸ On désigne par *politique monétaire* l'action de la puissance publique sur l'économie au moyen de la quantité de monnaie en circulation et du taux d'intérêt.

⁹²⁹ Dans la réalité la banque centrale achète ou vend rarement des titres contre de la liquidité, elle se contente de « *prendre en pension* » ces titres c'est à dire que, même si la propriété du titre est transférée, elle ne l'est que provisoirement jusqu'au dénouement de l'opération qui verra le retour du titre à son propriétaire moyennant un intérêt.

informatiques que financiers de plus en plus sophistiqués, ceux-ci n'ont eu aucun mal à spéculer à outrance afin d'accroître toujours davantage ces magots indécents, protégés désormais de toute atteinte fiscale. Que cette situation aboutisse à mettre toute l'économie mondiale par terre, provoquant misère et pauvreté dans une proportion encore jamais égalée, importe peu bien entendu ! En réalité, et conformément d'ailleurs au modèle de la société contemporaine de l'accaparement, qui est apparue avec la révolution française, et dont le père DUCHESNE a déjà largement brossé les contours, c'est tout le financement de l'économie qui est concerné par ce schéma inique. On est ainsi passé d'un système qui fonctionnait parfaitement durant les « *Trente Glorieuses* » à un processus d'appauvrissement généralisé qui sévit à outrance depuis la contre réforme libérale comme va maintenant le démontrer le père DUCHESNE.

La France, avec le Japon, représentaient tous deux sans nul doute, les meilleurs exemples de ce que l'économiste John HICKS (1904-1989) nommait l'*économie d'endettement* (« *overdraft economy* »)⁹³⁰, modèle qui reposait sur plusieurs idées forces avec en premier lieu un système, contrôlé par l'Etat, reposant sur une spécialisation bancaire. La loi du 2 décembre 1945 organisait le système bancaire national autour d'un cloisonnement : les banques de dépôt collectaient l'argent à court terme et celui-ci était utilisé pour des financements, également à court terme, tandis que les banques d'affaires ou les banques de crédit à long et moyen terme assuraient les financements sur la durée. Ainsi le secteur bancaire nationalisé participait étroitement à la politique industrielle en finançant des activités prioritaires (énergie, sidérurgie, agriculture, exportation...). L'argent nécessaire aux entreprises pour se développer passait majoritairement par cette voie, la part du financement bancaire dans l'investissement atteignant 60% en 1974. Dans ce contexte la banque centrale joue un rôle prépondérant, celui d'un chef d'orchestre, notamment en assurant le refinancement des banques commerciales par le biais du réescompte. Le système japonais, qui fit le miracle du même nom, repose sur ce même schéma avec un rôle également moteur joué par les banques et la *banque du Japon*. Cette économie d'endettement a constitué un puissant levier à la croissance. Le recours systématique au crédit permettait de financer des investissements importants mais aussi, par le développement du crédit à la consommation, de stimuler la consommation de masse.

Le bouleversement des années 1980 visait à une globalisation financière avec, dans l'idéal, un vaste « marché - foire d'empoigne », vers lequel il sera nécessaire de se tourner pour se procurer tout financement. La marche vers cet objectif emprunte une voie unique, dite « *des trois d* » : *déréglementation* au plan mondial, c'est à dire abolition progressive de toute règle régissant le marché et la circulation des capitaux, le *décloisonnement* qui correspond à la suppression des frontières traditionnelles entre les marchés à court, moyen ou long terme et la *désintermédiation* qui veut que l'on se passe désormais d'intermédiaires, chacun se rendant directement sur le marché, ce qui reste, sans nul doute, le moyen le plus sûr pour permettre au « *renard libre* » de dévorer la « *poule libre* ». Cette dernière étape consacre le passage à un financement direct sur le marché au détriment du financement indirect, qui prévalait dans l'économie d'endettement, caractérisé par un recours à un intermédiaire, en l'occurrence le système bancaire. En France, à partir du milieu des années 1980, la première étape de ce processus a consisté par unifier le marché des capitaux, qui jusqu'alors se répartissait logiquement entre le marché monétaire (court et moyen terme) et le marché financier (à plus long terme), en ouvrant dans un premier temps, en 1985, le premier aux entreprises et, trois ans plus tard, en 1988, en

⁹³⁰ Voir en particulier J. HICKS « *A Market Theory of Money* » (« *Monnaie et marché* » traduit par H.P.BERNARD), éditions Economica, Paris, 1991.

permettant l'accès au marché financier à l'ensemble des agents économiques alors qu'auparavant celui-ci était réservé au monde de l'entreprise, dont les acteurs sont, par excellence, les agents économiques qui recherchent les financements à plus long terme. Le résultat ne s'est pas fait attendre et, très vite, dès la décennie 1990, le financement direct par le seul marché a pris une place prépondérante dans le financement de l'économie en passant de 53% en 1991 à 80% en 1997⁹³¹.

Aujourd'hui voit donc le triomphe des *marchés de capitaux*⁹³² dont les principaux, par ordre de volume négociés, sont les *marchés de taux d'intérêt* (ou pour parler différemment les marchés de la dette) qui se répartissent entre le *marché monétaire*, dont le père DUCHESNE a déjà parlé qui est censé concerner les dettes à court terme (mais qui peut aller jusqu'à des dettes de trois ans à leur émission) et le *marché obligataire* pour les dettes originellement à moyen ou long terme. Le *marché des changes* (FOREX), sur lequel on échange les devises, est traditionnellement à part de même que le *marché d'actions* qui, comme on le sait, concerne des titres de propriété des entreprises. Sur l'ensemble de ces marchés, les échanges peuvent être organisés ou, au contraire, donner lieu librement à des transactions entre deux personnes qu'on appelle *transaction de gré à gré*. Le phénomène contemporain le plus marquant est que, sur ces marchés désormais, l'essentiel des échanges a lieu à travers les *produits dérivés*⁹³³ ce qui rend ce système particulièrement fragile et dangereux comme va le montrer le père DUCHESNE qui entend faire remarquer, une fois encore, que le principe même de la société des accapareurs repose sur la collectivisation des risques et l'appropriation des profits par le petit nombre, surtout quand ceux-ci atteignent des montants considérables !

A l'origine de ces contrats particuliers, il y a la volonté légitime de se prémunir contre un risque. Prenons, pour le comprendre, l'exemple d'une industrie alimentaire spécialisée dans la production de confiseries. On comprend que la variation des cours du sucre soit l'une des grandes préoccupations de son dirigeant dans la mesure où, le plus souvent, il devra, vis-à-vis de ses clients, s'engager sur un prix ferme pour l'avenir. Si celui de la matière première, dans notre cas le sucre, vient à baisser par rapport à ses prévisions, il réalisera une rentrée d'argent mais si, en revanche, survient une hausse il peut être amené à produire à perte ce qui, à terme, menace jusqu'à son existence. Le *produit dérivé* est né de la volonté de se couvrir contre pareil risque de hausse ; dans notre exemple, l'industriel négociera une *option d'achat*, c'est à dire le droit futur d'acheter du sucre à un prix déterminé à l'avance. Au fil du temps, cette pratique a été détournée par les accapareurs et est devenue un moyen formidable de faire croître toujours et encore leur butin en faisant passer le risque sur la collectivité toute entière. Ainsi l'actif sous-jacent ne concerne plus seulement une matière première comme dans notre exemple mais n'importe quoi : une *action*, un *indice boursier* comme le CAC 40, un *taux de change*, le défaut de paiement d'un débiteur, un cyclone, un tremblement de terre... On distingue d'abord les *dérivés fermes*, qui historiquement ont été les premiers et dont l'exemple type est la *transaction à terme de gré à gré*

⁹³¹ Source : revue *Alternatives Economiques* 4/99.

⁹³² On utilise de plus en plus l'expression *marchés de capitaux* (en anglais *capital markets*) à la place de celle de *marchés financiers* (*financial markets*).

⁹³³ Voir note 924. C'est depuis les années 1980 que les produits dérivés sont en forte croissance et ils représentent aujourd'hui l'essentiel de l'activité des marchés financiers. L'*ISDA* (*International Swaps and Derivatives Association - Association Internationale des Swaps et Dérivés*) a relevé, en 2004, une croissance annuelle de 29% pour les dérivés sur produits de taux d'intérêt et 21% sur les dérivés sur *actions* et indices d'*actions*.

(*forwards*) qui correspond au cas de notre industriel confiseur, c'est à dire l'engagement ferme de réaliser dans l'avenir une transaction, un achat comme une vente pour lesquels il est alors fixé une date, un prix et bien sûr une quantité concernant l'actif sous-jacent. Si les producteurs sont, au premier chef, intéressés par ce contrat, les spéculateurs le sont encore plus en raison de l'*effet de levier*⁹³⁴. Ces transactions sont essentiellement bilatérales, c'est-à-dire qu'elles n'impliquent que deux personnes et l'on voit tout de suite se profiler un autre risque : dans une opération un peu complexe, ou bien sur un marché très actif, il pourra y avoir nombre d'intervenants liés entre eux par ce type de contrat, le défaut d'un seul peut alors paralyser l'opération toute entière !

C'est la raison pour laquelle il existe des *marchés à terme organisés* (« *futures* » en anglais) dans lesquels une *chambre de compensation* du marché se substitue à tous les intervenants, chacun ne traitant plus qu'avec celle-ci qui devient, en quelque sorte, l'acheteur de tous les vendeurs et le vendeur de tous les acheteurs. Parmi les transactions fermes figurent également les *swaps* qui sont des contrats d'échange de flux financiers entre deux intervenants. Le plus fréquent est le *swap de taux d'intérêt*, déjà mentionné par le père DUCHESNE, qui permet d'échanger les intérêts d'un prêt ou dépôt à taux variable contre des intérêts à taux fixe mais aussi le *swap de change* qui échange les intérêts d'un prêt dans une devise contre ceux d'une autre devise⁹³⁵. Le succès considérable de cette formule tient essentiellement à la circonstance que dans ce contrat, il n'y a pas d'échange de capital seulement échange de flux d'intérêt. Un *swap* de taux d'intérêts permet ainsi de consentir un prêt totalement dépourvu du risque lié au crédit ou, en d'autres termes, d'avoir le beurre et l'argent du beurre ! On comprend alors pourquoi, dans le sillage des *swaps*, sont apparus massivement dans les années 1990, les *dérivés de crédit*⁹³⁶, dont l'instrument principal est le *credit default swap* (CDS) qui met en présence un acheteur de protection contre un risque donné affectant le crédit (essentiellement le défaut de paiement) et un vendeur de protection. Ces CDS ont permis un transfert massif des risques de crédit détenus par des banques d'investissement vers d'autres institutions financières, essentiellement des assurances.

Enfin pour clore ce panorama des *produits dérivés* qui, rappelons-le, sont devenus la règle, il faut mentionner les *options*. On nomme ainsi des *produits dérivés* asymétriques qui donnent le droit mais non l'obligation soit d'acheter (c'est l'*option d'achat*, « *call* » en anglais), soit de vendre (c'est l'*option de vente*, « *put* » en anglais), une quantité d'un actif sous-jacent, à un prix précisé (prix d'exercice) et à une échéance convenue⁹³⁷. Ce droit s'achète ou se vend moyennant un prix, appelé *prime* (« *premium* » en anglais), soit sur un marché d'*options* soit au gré à gré. Les *warrants* sont des options particulières qui portent sur plusieurs années. Elles sont émises souvent par des banques et on les considère comme des valeurs mobilières dès lors que, le plus souvent, elles sont cotées. On voit comment ces *options*, en permettant de parier sur la

⁹³⁴ En effet, alors que pour une opération au comptant il faudrait avancer le prix du sous-jacent, dans le cas du *produit dérivé* la mise de fond est bien moindre, dès lors qu'il suffit de financer qu'une partie du prix, appelé *dépôt de garantie*.

⁹³⁵ Le premier *swap* était un échange de taux d'intérêt. Il fut imaginé, en 1981, par la défunte banque d'investissement de Wall Street *Salomon BROTHERS* entre la *banque mondiale* et la firme *IBM*.

⁹³⁶ L'*ISDA* (voir note 933) a mis en exergue la très forte croissance de ce marché dont l'encours a progressé de 55% pour la seule année 2004 !

⁹³⁷ Qui peut être une date fixe (option européenne), avant une date déterminée (option américaine) ou à des dates successives précisées (« *mid-Atlantic* » ou « *Bermuda* »).

situation future, favorisent considérablement la spéculation. La combinaison de toutes ces possibilités aboutissant toujours à évacuer le moindre risque. Ainsi par exemple il existe ce que l'on nomme des *options sur spread* qui donnent le droit (mais pas l'obligation) de vendre ou d'acheter la protection qu'est le *CDS* qui, elle-même, pourra être découpée en tranches : ainsi il existera une protection sur les 0 à 3 % premières de perte, puis une autre protection pour les pertes allant de 3 à 6 % etc...

Ce marché globalisé, censé apporter une réponse à tous les maux de l'univers, est tellement bien organisé qu'il est difficile de savoir ce qui s'y passe et de connaître les volumes qui y sont négociés. On en est donc réduit à faire des estimations ! Ainsi, à partir notamment de l'étude sur trois ans réalisée par la *banque des règlements internationaux* qui, pour l'année 2004, révélait que le volume quotidien de *produits dérivés de taux d'intérêts* avoisinait les 5500 milliards de dollars, on peut raisonnablement estimer que ces échanges portent désormais sur 8000 milliards de dollars par jour. Sur le *FOREX*, les échanges quotidiens de changes étaient, la même année, de 1900 milliards de dollars dont 600 au comptant et 1300 constitués de *produits dérivés*. En 2007, selon une autre étude de la *BRI*, le montant atteignait 3210 milliards soit une augmentation de près de 65% en trois ans. Si l'on compare ces chiffres démentiels avec les modestes 500 milliards de dollars quotidiens maximum des marchés d'*actions*, on mesure, une fois encore, tout le poids de la propagande médiatique de la société de l'injustice en constatant la place accordée, dans l'information quotidienne, aux « *cours de la bourse* » alors que leur poids est insignifiant si on le compare du moins aux autres marchés financiers !

Lors de la grande dépression des années trente, l'ensemble des pays de la terre s'est interrogé sur les causes et surtout les conséquences qu'il convenait de tirer de pareil désastre. Partout, la même nécessité se fit jour : l'Etat devait réguler l'économie car il était illusoire de croire qu'une « *main invisible* » puisse, par magie, équilibrer le marché. Un grand dirigeant d'entreprise de l'époque Auguste DETOEUF (1883-1947), intervenant devant le groupe de réflexion « *X-Crise* » fondé par d'anciens polytechniciens, dans un discours dont le titre est passé à la postérité « *La fin du libéralisme* », résumait parfaitement la situation qui prévalait alors : « *Le libéralisme est mort ; il a été tué, non pas par la volonté des hommes ou à cause d'une libre action des gouvernements, mais par une inéluctable évolution interne (...) Je crois que la fausse mystique libérale, les déclarations libérales sans sincérité, toute cette démagogie à l'intention des classes dirigeantes et d'un peuple qui confond la liberté économique avec la liberté tout court, sont des dangers publics.* ». Si le père DUCHESNE a cherché à décrire, de la manière la plus complète possible, l'état dans lequel, trente ans de contre réforme libérale ont laissé la planète entière, c'est pour montrer que, comme le soulignait déjà l'industriel DETOEUF dans l'entre-deux-guerres, la crise qui sévit aujourd'hui présentait un caractère inéluctable. Elle devait arriver car elle est générée par le système inique qui l'a porté. On mesure ainsi, une fois encore, combien les bouleversements intervenus dans les années 1970-1980 ne peuvent résulter du hasard ou de l'évolution des choses mais sont bien l'aboutissement d'un complot longuement mûri.

Le temps des crises.

Quand on s'interroge sur les raisons objectives qui ont amené l'abandon d'un système qui fonctionna parfaitement pendant trois décennies, on se voit généralement asséner quatre types de justifications qui, le moins que l'on puisse dire, est qu'elles laissent grandement songeur. D'abord il est avancé que rien ne justifie plus l'existence de barrières entre le marché monétaire

et le marché financier, dès lors que le même agent économique est susceptible de solliciter aussi bien un financement sur le court terme que sur le moyen voire le long terme, sans bien entendu que le laudateur de la réforme n'apporte la moindre explication à la quadrature du cercle : comment financer avec un prêt à court terme un investissement à long terme ? Comment un industriel pourrait-il acquérir, au moyen d'un prêt consenti sur trois mois, une machine amortissable sur dix ans ? Il sera encore allégué que les entreprises manifestent, de plus en plus, l'envie de s'émanciper de l'intermédiation bancaire sans que nul ne vienne à s'interroger sur l'existence de deux métiers différents et la difficulté qui en résulte de cumuler les deux fonctions en une seule. On aura aussi tôt fait de mettre en avant la nécessité pour les administrations publiques de trouver des financements quand on les a obligé à cette ruineuse sollicitation. On ne manquera certainement pas non plus de souligner l'apparition de nouveaux produits financiers, sans se soucier de savoir si c'est là une cause où une conséquence de la réforme des marchés financiers. La propagande qui sévit en permanence dans la société de l'accaparement cherchera donc à justifier, contre vents et marées, contre même l'évidence, l'injustifiable. Pourtant si l'on analyse la situation lucidement, en cherchant à n'isoler que les faits et eux seuls, on est bien conduit à constater que, contrairement à ce qui est ressassé quotidiennement dans les journaux et à la télévision, la crise actuelle était inéluctable et totalement prévisible. Cette vision objective des choses permet alors d'appréhender l'avenir sous un prisme différent que celui au travers duquel nous invite à regarder l'information qui circule quotidiennement dans les médias. Sans toutefois céder à un catastrophisme facile, il convient cependant de nous délester des lunettes roses que l'on cherche à nous faire chausser en permanence car, hélas, l'optimisme n'est plus de mise...

L'inévitable cataclysm.

La thèse que défend le père DUCHESNE, on le sait, repose sur l'idée qu'au sein de l'humanité, une minorité agissante est parvenue, depuis quelques millénaires, à détourner à son profit, une partie toujours plus grande du fruit du travail de tous. Cet accaparement perturbateur crée une rupture avec le principe qui prévaut dans toute société humaine qui est celui de l'harmonie. L'auteur de ces lignes soutient que, depuis ce complot des origines, toute société est constamment tiraillée entre deux modèles, sans parvenir toutefois à les atteindre : celui de l'harmonie primitive trouve sa dernière illustration dans la société de l'après guerre, celle des « Trente Glorieuses » et celui de l'accaparement à outrance a fait un retour en force depuis le dernier quart du siècle passé. Cette société de l'injustice, qui sévit depuis trois décennies, ne peut cependant perdurer dès lors que, fondée sur le déséquilibre, elle est vouée à évoluer vers une situation de rupture. Dans sa forme moderne, ce modèle social voit en effet se mettre en place un enrichissement rapide, exponentiel même, de la petite caste des prédateurs et, corrélativement, un appauvrissement, tout aussi accéléré, du plus grand nombre. Elle s'oriente alors, de manière irréversible, vers un point de rupture. On ne peut imaginer à terme, sauf à avaler quelques « prévisions » néo-darwinistes⁹³⁸, une petite minorité vivant dans la plus indécente opulence tandis que l'essentiel de l'humanité végéterait, réduit à l'état d'esclaves ! Le recul aidant, au même titre qu'il paraissait totalement illusoire, au dix-neuvième siècle, de croire que le marché et sa « *main invisible* » aient pu apporter bonheur et prospérité à tout le monde, il était tout aussi

⁹³⁸ Voir l' « étude » du « Darwin LSE's Centre for Philosophy of Natural and Social Science » de l'Ecole d'Economie de LONDRES, *supra* page 177.

stupide d'affirmer, dans les années 1970-1980, qu'un plongeon dans le passé, soixante quinze ans en arrière, était la seule voie à suivre pour régler tous les problèmes de la terre. L'absence totale de justification réellement argumentée et l'obstination présente des dirigeants politiques à vouloir, coûte que coûte, maintenir une société qui a volé en éclats, montrent bien que la théorie du complot, qui est celle qu'avance le père DUCHESNE, preuves à l'appui, est la seule à apporter une explication cohérente à l'histoire des trente dernières années.

Il faut décidément être aveugle, ou d'une mauvaise foi patente, pour ne pas se rendre compte que le récent passage d'une économie d'endettement vers une économie où sévissent, sans entraves les marchés financiers, ne répond qu'à une logique spoliatrice, au détriment des équilibres économiques. La globalisation financière n'est destinée qu'à permettre une meilleure circulation des capitaux à des fins exclusivement spéculatives. La preuve en est que cette spéculation n'a cessé de croître depuis le triomphe de la contre réforme libérale alors que toute initiative pour enrayer celle-ci a été systématiquement écartée par les dirigeants en place⁹³⁹. Dès le début de la dernière décennie du vingtième siècle, et notamment de 1992 à 1995, les attaques contre les monnaies européennes n'ont cessé. Il apparaissait bien, aux yeux de tout le monde, que l'économie mondiale devenait le terrain de chasse des milliardaires comme en témoignent encore ces raids réguliers menés contre des sociétés saines économiquement, dans le seul but de les démanteler afin de réaliser de substantielles plus-values lors de leur liquidation. Le but poursuivi par la minorité de fortunés, le père DUCHESNE l'a affirmé maintes fois, est, dans la droite ligne de la stratégie de cet accaparement des richesses qui sévit depuis le début des temps historiques, d'amener progressivement l'ensemble de l'humanité à travailler pour la petite élite ploutocratique. Le moyen d'asservissement, dans la forme moderne de la société des accapareurs est, on le sait, le crédit. En endettant le reste de l'humanité, les prédateurs s'installent ainsi dans une position de rentiers perpétuels. Mais ce mouvement d'appauvrissement général répond à des lois mathématiques. Ainsi cet « *effet boule de neige* » provoqué par l'accroissement exponentiel des fortunes du petit nombre conduit la situation de déséquilibre vers un point de rupture, provoquant ainsi l'écroulement du système entier. C'est très exactement ce qui se produit dans la crise qui sévit aujourd'hui, ce que va maintenant s'attacher à démontrer le père DUCHESNE.

En premier lieu, le principe de duplicité ne saurait, une fois encore, être pris en défaut. Ainsi, après avoir organisé comme on l'a vu un endettement généralisé au seul profit de fortunes privées, les gouvernements au seul service des accapareurs, n'ont cessé de stigmatiser l'endettement atteint, en faisant volontiers le reproche aux citoyens que l'on menaçait alors de tous les maux de l'univers. Le meilleur exemple est sans nul doute, en France, le trop célèbre rapport PEBEREAU, à qui les médias ont réservé les plus larges échos⁹⁴⁰ et dont la présentation est plus qu'évocatrice : « *La dette publique, c'est : 41 000 euros par ménage, soit 1 138 milliards d'euros en 2005 ; 45 milliards d'euros d'intérêts à rembourser chaque année, soit l'intégralité des recettes de l'impôt sur le revenu ; + 235 % en quinze ans, entre 1990 et 2005. 2015, c'est l'année de la banqueroute de la France, si la tendance se prolonge. La dette publique s'impose comme*

⁹³⁹ A l'image de cette taxe sur les transactions monétaires internationales, que préconisait, depuis 1972, le lauréat du *prix Nobel d'économie*, James TOBIN afin de dissuader la spéculation, qui ne sera jamais appliquée, en dépit du faible taux proposé de l'ordre de 0,05% à 1%. A l'image encore de cette autre taxe sur les importations, proposée par Maurice LAURE (le créateur de la TVA), afin de dissuader les pratiques de « *dumping social* » dans les pays du sud...

⁹⁴⁰ Voir Michel PEBEREAU « *Le rapport de la commission PEBEREAU. La France face à sa dette* », postface de Thierry BRETON, éditions Robert LAFFONT, 2006, 280 pages.

LE sujet de la campagne présidentielle. ». On l'aura vite compris, ce battage médiatique était destiné, dans le cadre de l'accession au pouvoir du candidat de la seule fortune, à permettre à celui-ci de démanteler à vitesse accélérée les services publics et de précariser encore plus le plus grand nombre. De préserver les deniers publics, en réalité, on en a cure ! La preuve en est que, dès octobre 2008, ce ne sont pas moins que 360 milliards de dépenses publiques qui ont été allègrement engagés, dans le seul but d'alimenter le « tonneau des Danaïdes » de la finance des milliardaires. Ainsi, le site du premier ministre annonçait, dès le 15 octobre 2008 : « ... *l'Etat donnera sa garantie à une société de financement qui prêtera de l'argent aux banques, jusqu'à 5 ans. En contrepartie, les banques apporteront à cette société de financement des actifs qui sont à leur bilan. Ce dispositif sera mis en oeuvre jusqu'au 31 décembre 2009 et la garantie sera plafonnée à 320 milliard d'euros. ... pour renforcer le capital des banques qui en exprimeraient le souhait, une autre société, 100 % publique, est créée. Elle se financera en empruntant sur le marché avec la garantie de l'Etat. Avec cet argent, elle pourra renforcer les fonds propres des banques, en souscrivant des titres subordonnés. La garantie sera plafonnée à 40 milliards d'euros et ce dispositif sera également ouvert aux compagnies d'assurance.* »⁹⁴¹. Bien entendu aucune allusion n'est faite à la tonitruante déclaration du candidat des richissimes, quelques semaines auparavant qui, objectant à la légitime réclamation des français sur leur pouvoir d'achat et, non content d'avoir consenti le cadeau royal fiscal du bouclier du même nom, déclarait tout de go : « *Les caisses sont vides !* ».

On voit ainsi clairement toute la perversité de la société des accapareurs : d'une part un racket généralisé est organisé au profit du petit nombre de prédateurs, ce qui représente déjà un incommensurable scandale, mais en outre cette situation inique est utilisée, par le biais de la propagande, pour renforcer encore l'appauvrissement généralisé dès lors que c'est la dilapidation de tous les biens publics qui est visée. Cette contradiction flagrante, sur laquelle met le doigt le père DUCHESNE, montre aussi la réelle portée des critères de Maastricht qui, rappelons-le, affirment qu'une économie moderne ne devrait, en aucun cas, dépasser un niveau d'endettement de 60% du PIB et un niveau de déficit budgétaire de -3% de ce même PIB. Ceux-ci apparaissent bien ainsi comme la consécration du retour à la société de l'accaparement du XIX^e siècle, celle de l'Etat minimum, de l'*Etat gendarme*, celle qui prévalait avant la grande crise de 1929. Ils traduisent tout autant cette volonté affichée de mépriser tous les acquis de la théorie keynésienne. La formule à l'emporte-pièces : « *L'endettement public insupportable que nous allons transmettre à nos enfants.* », répété en boucle sur les médias, avant que, soudain, on ne se mette étrangement à dépenser sans compter pour les seuls possesseurs de fortune, révèle aussi, une fois encore s'il en était besoin, toute sa dimension mensongère des propos de la caste politique au seul service des possédants ! L'endettement en lui-même, à condition qu'il provienne d'avances consenties par la banque centrale et non d'un racket perpétré par un petit nombre de patrimoines privés, comme c'est le cas depuis 1973, n'est pas la calamité que, hier encore, les médias, relayant la parole des politiques, nous décrivaient. En effet la dette publique, parce que précisément l'Etat ne meurt jamais, présente cette particularité d'être indéfiniment reportable dans le temps. A cet égard, la France est endettée, au moins depuis Philippe Le Bel, c'est-à-dire depuis sept siècles ! Les générations qui nous précédaient nous ont transmis cet endettement que nous transmettrons, de la même manière, à nos successeurs cependant nos aïeux nous ont légué aussi, avec cette charge, un outil industriel qui procurait du travail à tous, un réseau

⁹⁴¹ Voir le « *portail du gouvernement. Premier Ministre.* » à l'adresse internet : *premier-ministre.gouv.fr*.

d'infrastructures qui nous facilitait la vie, un système sanitaire hospitalier qui nous permettait de nous soigner, une couverture sociale pour nous protéger des aléas de la vie, un enseignement performant pour former nos enfants, des services publics en zone rurale pour y maintenir la vie, tous ces bien que l'on démantèle aujourd'hui sans vergogne pour toujours enrichir la caste des prédateurs ! Un endettement, à condition qu'il profite à tous, c'est-à-dire dont les intérêts ne vont pas aux fortunes privées mais à la collectivité, est bénéfique ! C'est KEYNES qui nous l'a appris et sur le fondement, entre autres, de sa pensée, le monde à vécu en harmonie avant que le complot de la contre réforme libérale ne voit le jour.

Ainsi et en dépit du message propagandiste véhiculé en permanence afin de culpabiliser les français, du moins jusqu'à ce que, inexplicablement, on fasse allègrement le contraire de ce que l'on affirmait à tout va, l'endettement public n'est pas la menace grave que l'on proclamait hier. L'endettement d'un pays est un tout et autrement plus préoccupante est la situation des ménages et des entreprises. Si la dette publique peut être indéfiniment reportée, parce que l'Etat est immortel, il n'en est pas de même du particulier dont la vie est malheureusement limitée et ainsi « *pour nos enfants* », pour reprendre l'expression apparemment altruiste du rapport PEBEREAU et de la manipulation médiatique, le vrai drame se situe dans la situation personnelle du couple ruiné par un endettement excessif qui voit ainsi s'envoler en fumée toute une vie de dur labeur sans pouvoir rien laisser à ses enfants ! La dette des entreprises n'est pas davantage reportable. Dans la situation déjà difficile dans laquelle les plonge la société des accapareurs, face à ce racket permanent qui fait que la création de biens et de services est toujours sacrifiée au profit de la rente oisive en quête incessante de toujours plus d'argent, fut-ce en détruisant tout ce qui existe, il plane en permanence sur elles comme une épée de Damoclès, un risque omniprésent de dépôt de bilan⁹⁴² avec, en filigrane, la mise à la rue des salariés. Combien désolant est-il alors aujourd'hui de constater tant de révoltés, dont la colère est certes légitime, mais qui n'ont comme seule inspiration que de s'en prendre « *aux patrons* » ou au « *capitalisme* ». Le père DUCHESNE l'a dit et répété : « *Ce n'est pas l'employeur l'ennemi, il est une victime lui aussi, l'ennemi c'est l'accapareur !* ». Or si l'accaparement, livré à lui-même dans une société qui lui est totalement consacrée, croît à vitesse exponentielle selon l'effet « *boule de neige* », il en est tout autant de l'endettement qui le nourrit et l'on comprend alors aisément que ce type de société est vouée rapidement à une crise économique généralisée. A cet égard, l'exemple des Etats-Unis est aujourd'hui évocateur.

L'agence de notation FICH⁹⁴³ annonçait, le 4 octobre 2008⁹⁴⁴, un déficit considérable de la dette américaine. Ainsi la dette publique, qui était évaluée à 9646 milliards de dollars au 31

⁹⁴² En France, toute entreprise est tenue, par l'article L 621-1 du code de commerce, de demander l'ouverture de la procédure de redressement dans les quinze jours qui suivent l'état de cessation de paiements qui se définit comme « *l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible* » ce qui signifie qu'une simple facture non payée peut suffire à entraîner le dépôt de bilan !

⁹⁴³ FITCH RATINGS LTD est l'une des plus importantes agences de notation financière internationale avec STANDARD ET POOR'S (S&P) et MOODY'S. La notation financière (on dit aussi notation de la dette ou « *rating* » en anglais) consiste à apprécier le risque de solvabilité financière d'une entreprise, d'une opération quelconque (emprunt, montage financier, etc...) voire d'un Etat (on parle alors de notation souveraine) ou d'une autre collectivité publique.

⁹⁴⁴ C'est-à-dire le lendemain de la promulgation du « *Plan PAULSON* », par le président BUSH, destiné à un sauvetage massif du secteur bancaire américain.

août 2008, c'est-à-dire 67,4% du PIB américain⁹⁴⁵, dépasserait très largement la barre de 10 000 milliards en 2009, soit plus de 70% du PIB. L'agence concurrente DAILY FX⁹⁴⁶, quant à elle, estimait que la dette publique américaine atteindrait 11 315 milliards de dollars c'est-à-dire 80% du PIB. Dans le même temps, le déficit budgétaire de plus de 500 milliards de dollars, soit 4% du PIB en 2008, allait plonger à 10% l'année suivante. Mais ce n'est pas cette dette qui chasse des millions de citoyens américains de leurs habitations, créant ainsi des villes fantômes désertes de tout habitant, mais bien le gigantesque endettement privé ! Les chiffres, à cet égard, défient presque l'entendement ! Les faillites personnelles explosent littéralement puisque, pour la seule année 2006, c'est-à-dire avant même la crise financière, il en a été recensé plus de 2 100 000 soit deux fois plus que de divorces et on imagine alors aisément les niveaux qui vont être atteints dans les mois qui vont suivre. Le *taux d'épargne* des ménages américains présente une caractéristique, jusqu'alors inconnue dans toute l'histoire économique universelle, il est nul voire même négatif⁹⁴⁷. L'endettement total net des ménages américains est estimé actuellement à plus de 110% du PIB du pays. Mais cet endettement n'est encore rien à côté de celui des entreprises qui atteint allègrement 210% du PIB. Il n'est nul besoin de beaucoup d'imagination pour entrevoir alors l'« *effet domino* » des faillites que la crise économique ne manquera pas d'entraîner, notamment auprès des petites et moyennes entreprises. La vérité est que l'endettement total de la société américaine, tous agents économiques confondus, qui dépasse aujourd'hui les 53 000 milliards de dollars (53 billions de dollars), atteindra très rapidement les 55 000 milliards de dollars, c'est-à-dire le chiffre délirant de 410% du PIB. Pour parler différemment il faudrait que le pays tout entier consacre toutes les richesses qui y ont été produites pendant plus des quatre dernières années pour seulement rembourser ses dettes. Quelle meilleure illustration pourrait-on trouver pour démontrer le racket généralisé et la réduction en esclavage que le petit nombre d'immensément fortunés impose à l'humanité entière ? On voit aussi combien le pays est en situation de faillite virtuelle. C'est là encore une preuve de la thèse que défend le père DUCHESNE. Ainsi, après avoir stigmatisé, vilipendé, brocardé l'Etat, accusé de tous les maux de l'univers et il suffit de se rappeler des termes mêmes du discours d'investiture de REAGAN, voici qu'en quelques jours à peine l'Amérique est devenue, l'une des plus importantes économies dirigées du monde avec la nationalisation de fait des quatre plus grandes institutions financières du pays que sont *Fannie Mae*, *Freddy Mac*, *A.I.G.* et *Washington Mutual*.

Certes, comme jadis le pécheur repent, on voit désormais la caste politique au service des seuls accapareurs faire précipitemment machine arrière, tenter désespérément de rattrapper, sans doute par quelque coup de baguette magique, trente ans de racket, trente ans de dérégulation, trente ans d'appauvrissement généralisé, trente ans de répartition inégale de la richesse. Mais tous ces efforts conjugués s'apparentent au dessein de ce petit enfant sur la plage qui s'attelle et s'obstine à vouloir vider l'océan de toute son eau, au moyen de son seau en plastique. La crise qui débute est bien, pour reprendre l'expression de l'économiste, spécialiste de la finance, Michel SANTI « *la mère de toutes les crises* ». Elle était inéluctable conformément à ce vieux dicton qu'aiment utiliser les économistes : « *Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel* » et la courbe de l'opulence pour quelques uns, au détriment de tous, devait fatalement trouver son

⁹⁴⁵ Le PIB américain est d'environ 13 000 milliards de dollars.

⁹⁴⁶ Source *Agence France Presse*.

⁹⁴⁷ Ce qui en clair signifie que le ménage moyen américain n'a plus un sou vaillant, il n'a plus que des dettes !

infléchissement, la baudruche de la bulle spéculative ne peut gonfler éternellement et fini toujours par exploser. L'ennui dans le cas présent est que le souffle de l'explosion a mis le monde entier par terre !

Si l'on admet la thèse proposée par le père DUCHESNE, alors l'explication de la crise d'aujourd'hui relève de la pure évidence. Celui-ci soutient que la société des accapareurs, dans sa forme moderne, sévit à nouveau depuis trois décennies. Celle-ci est totalement articulée sur l'existence au sein du corps social de trois groupes d'inégale importance : un tiers exclus constitué par l'immense majorité des citoyens voit sans cesse sa situation matérielle se détériorer au profit d'une toute petite minorité d'accapareurs qui jouit alors d'une fortune considérable, en perpétuelle croissance et à vitesse exponentielle. Ce système de racket généralisé repose sur le principe de la rente triomphante : les moyens financiers, concentrés dans quelques mains seulement, jouent ainsi le rôle tenu par la terre dans le précédent modèle de la société des accapareurs. Etant vitaux pour l'ensemble des individus, ceux-ci ne peuvent y avoir accès qu'en aliénant leur liberté à la minorité de ploutocrates qui, grâce au contrôle qu'ils exercent sur la caste des politiques professionnels, dirigent la société à leur convenance. Pour parvenir à cerner la vraie réalité des choses, il convient seulement d'admettre l'existence de ce que le père DUCHESNE nomme le principe de duplicité. Celui-ci, tout comme jadis une partie de la classe sacerdotale détournait le magique pour servir le despotisme, amène la classe dirigeante d'aujourd'hui à tenir en permanence un double langage, invoquant sans cesse l'intérêt général, pour en réalité ne servir que ses vrais maîtres et suzerains, les accapareurs.

Dans pareil contexte les données acquises de la science deviennent inopérantes ou, plus exactement, sont encore à découvrir. La fonction de consommation de KEYNES n'est plus réellement pertinente dans une économie où le taux d'épargne devient négatif. De la même manière il devient vain de parler d'allocation optimale de ladite épargne, sur un marché où, seuls en réalité les tenants de la fortune, font la pluie et le beau temps ! Qui peut sérieusement croire, comme tentent en permanence de l'accréditer les médias d'aujourd'hui, que c'est l'emploi qui est fait des modestes économies des français, majoritairement placées sur des *livrets A*, qui font et défont les bulles spéculatives ? Comment ne pas comprendre alors la grande colère du père DUCHESNE devant une nouvelle turpitude du candidat de l'opulence qui fait soudain, au mépris de toutes les règles, main basse sur l'épargne des petites gens ! C'est bien de l'argent solide et sain que celui de l'épargne populaire, celui du *livret A*, celui de tout le monde, celui que gère la *Caisse des Dépôts et Consignations*. Cet organisme public, doublement centenaire, animé par le seul intérêt général, fructifiait en bon père de famille cette masse financière dans des placements sûrs et de longue durée, l'argent gagné servant alors à équiper le pays et à financer le logement social. Or voici que cet argent des français est aujourd'hui détourné, subtilisé, pour prétendument constituer des fonds pour lutter contre la crise⁹⁴⁸. Une goutte d'eau qui risque pourtant d'être engloutie dans le tonneau des Danaïdes de la finance des accapareurs en pleine déconfiture, emportant du même coup en fumée les économies des humbles et, accessoirement, la retraite des fonctionnaires !

Que l'on regarde seulement le mécanisme de cette crise pour constater que celle-ci ne pouvait pas faire autrement que d'éclater. Qu'il est vain de gloser à perte de vue sur l'« *allocation optimum de l'investissement* » ! C'est bien l'existence de ces immenses fortunes

⁹⁴⁸ Voir l'article de Chloé HECKETSWEILER et Marc MICHAUX « *Sarkozy fait de la Caisse des Dépôts, la caisse des débits.* » in *L'Expansion* du 29 janvier 2009.

constituées par quelques individualités, l'accroissement démentiel de l'asservissement du plus grand nombre par le biais de l'endettement généralisé et la sacralisation de la monnaie avec l'interdiction faite de dévaluer celle-ci, qui a constitué le cocktail explosif ! C'est bien cette conjonction qui a fait l'inflation des actifs, c'est-à-dire la montée vertigineuse des prix des biens ou des valeurs vers lesquels se portaient la finance en quête constante de rentabilité et du même coup fait chuter le coût du crédit par une stricte application de la loi de l'offre et de la demande. C'est bien l'augmentation de l'offre d'argent disponible qui a entraîné la chute de son prix, c'est-à-dire la baisse des taux d'intérêts. Les accapareurs, ne pouvant bien entendu se contenter de taux ridicules, ont alors sommé les banquiers de trouver une solution et l'intelligence s'est mise au service de la veulerie. L'ingénierie financière est née et a prospéré. Les techniciens de la finance ont inventé la quadrature du cercle : dans un contexte de profusion de liquidités, des placements liquides⁹⁴⁹, aux taux élevés et d'une sécurité absolue. C'est ce qui a donné les *produits dérivés* dont le père DUCHESNE a fait état précédemment. L'équation apparaissait parfaite et le montage infaillible. L'immensité du tiers exclus, cette majorité de salariés dont leurs revenus n'ont cessé de décroître depuis la réussite du complot de la contre réforme libérale s'endetteront à loisir et feront ainsi de leurs vies un continuel esclavage au service des rentiers. La minorité ploutocratique, qui achète les stars pour endoctriner les masses, peut tout autant recruter parmi les chefs d'entreprises, les banquiers et surtout beaucoup de petits génies de la finance que l'on saura récompenser grassement. C'est ainsi que sont nés les produits dérivés qui font l'essentiel des marchés financiers d'aujourd'hui. A voir de l'extérieur tout était parfait : le risque n'existait plus, il était divisé ! Le banquier consent un crédit immobilier et voici qu'il n'a même plus à craindre le non remboursement, c'est quelqu'un d'autre qui le prend à sa charge. Celui-ci serait-il le dindon d'une quelconque farce financière ? Que nenni ! D'abord le risque est « *saucissonné* », réparti partout, mélangé à d'autres, ciblé, compensé par d'autres placements. On vend, on achète du risque, on joue à fond sur *l'effet de levier du crédit*⁹⁵⁰. Des fonds spécialisés, les *hedge funds* se chargent de rentabiliser les produits les plus risqués. « *Hardi petit, les riches y gagnent et toi avec !* ». On joue ainsi à la hausse, à la baisse sur tout et n'importe quoi, car on s'en souvient le propre des *produits dérivés* c'est précisément d'avoir un actif sous-jacent. Pour apaiser quelques signes d'inquiétude qui pourraient, ici ou là, voir le jour, on met au point des modèles mathématiques fondés sur la *loi normale*⁹⁵¹ qui se montreront d'autant plus rassurant qu'ils ne prennent en compte que des situations de non crise. Tout est parfait est-il répété à l'envie dans les médias : il y a de la croissance, de la consommation et des riches dont la richesse littéralement explose ! C'est le monde parfait. C'est bien la société des accapareurs dans sa forme moderne qui triomphe à nouveau.

⁹⁴⁹ On appelle *liquidité* la facilité avec laquelle on peut vendre ou acheter un instrument financier en échange d'espèces sans que l'opération ne coûte et donc n'entraîne un changement sur le prix affiché. Ainsi un marché est qualifié de liquide quand il est facile d'y échanger ses avoirs sans faire de concessions excessives sur le prix. Dans le cas inverse il s'agit d'un marché non liquide.

⁹⁵⁰ L'« *effet de levier financier* » implique pour une entreprise par exemple d'utiliser le moins de fonds propres possible (d'argent investi) et de recourir au crédit ainsi, en ayant une plus large assise financière de départ, on peut maximiser l'investissement mais on augmente aussi le risque. Il peut ainsi se définir par la proportion *dette / fonds propres*.

⁹⁵¹ La *loi normale* (ou *loi normale gaussienne*, on dit aussi *loi de Laplace-Gauss*) est un des principaux outils mathématiques utilisés dans le calcul des probabilités. Elle dessine une courbe de répartition de forme de cloche dite aussi *courbe de Gauss*.

Le lecteur ne manquera pas de faire le parallèle avec la situation du XIX^e siècle car tout est redevenu comme avant : la contre réforme libérale a totalement triomphé et avec elle l'appauvrissement exponentiel du plus grand nombre tandis que les fortunes atteignent des niveaux littéralement inimaginables. Si l'on parle beaucoup de *l'effet de levier*, on entend guère la propagande des accapareurs évoquer *l'effet de massue*⁹⁵² pourtant celui-ci aboutit au constat tout simple que la majorité des personnes qui empruntent s'appauvrissent considérablement. Situation d'autant plus préoccupante que cet appauvrissement par le crédit s'ajoute à l'appauvrissement inhérent à la société des accapareurs. Là encore il convient de tordre le cou aux idées pernicieuses relayées par la désinformation qui court dans la société de l'injustice. Le candidat des milliardaires ne manquait pas une occasion pour vanter les Etats-Unis comme étant le pays du « *plein emploi* ». Si l'on se réfère toutefois aux données concrètes on découvre une toute autre réalité. Avant même que le chômage n'occasionne les dégâts d'aujourd'hui, il était évident que le pays était bien loin du « *plein emploi à temps plein* ». Avec une durée moyenne du travail de 33,7 heures⁹⁵³, il s'agissait même du champion toutes catégories des « *petits boulots* ». En mars 2007, une étude de la banque BNP-PARIBAS⁹⁵⁴ révélait bien cet appauvrissement généralisé que le père DUCHESNE soutient être une caractéristique intrinsèque de la société des accapareurs : « *Pour la majorité des citoyens, la hausse des revenus réels (autrefois observée pour l'ensemble des catégories de revenus) est quasi interrompue. Il faut aller vers le milieu du décile supérieur pour trouver une hausse du revenu réel dans les cinq dernières années* ». En d'autres termes 95% au moins de la population américaine a vu son revenu décliner ou pour le moins stagner entre 2002 et 2007. Mais si on affine la recherche les enseignements sont plus criants encore mettant bien en lumière le mécanisme de l'accaparement. Ainsi en 1980, aux Etats Unis, les 1% les plus riches accumulaient 8,2% du revenu national et les 0,1% les plus riches 2,2%, ces chiffres étant demeurés stables depuis l'après-guerre. En 2005, les 1% les plus fortunés avaient plus que doublé leur revenu avec 17,4% du revenu national et les 0,1% avaient presque quadruplé leur revenu qui s'élevait à 7,5% du revenu total⁹⁵⁵. On comprend alors la nécessité d'endetter à outrance. En effet un tel niveau d'inégalité ne peut entraîner qu'un effondrement de la croissance : la minorité des riches ne peut pas consommer tous les biens qui deviennent de plus en plus inaccessible aux citoyens. Le seul moyen d'entretenir artificiellement la croissance est alors d'endetter et donc d'aliéner toujours davantage. Dans pareil contexte, la crise devient inéluctable, comme l'annonçait d'ailleurs, non sans un certain cynisme si l'on mesure le rôle qui fut le sien, Alan GREENSPAN, l'ancien président de la banque centrale américaine dès le mois de mai 2008⁹⁵⁶. Et la situation n'est évidemment pas propre aux Etats Unis. Mais bien entendu si les Etats Unis représentent un archétype de cette crise de l'appauvrissement généralisé, le modèle européen n'est pas en reste comme le souligne l'économiste, directeur d'études à l'EHESS Jacques SAPIR : « *La cause la plus immédiate, et la plus visible, de la crise, tant dans*

⁹⁵² L'*effet de massue* que l'on appelle également l'*effet boule de neige* survient dans tous les cas où le taux d'intérêt est supérieur au taux d'inflation. Dans cette hypothèse l'emprunt devient une lourde charge engendrant souvent des difficultés financières.

⁹⁵³ Source : *Rapport du économiste du Président* de février 2007.

⁹⁵⁴ Source : revue *Conjoncture* de mars 2007 (disponible en ligne : *economic-research.bnpparibas.com*).

⁹⁵⁵ T.PIKKETY and E. SAEZ « *How progressive is the US Federal tax System ? An historical and International Perspective.* » in *CEPR Discussion Paper* n°5778, CEPR, London, 2006.

⁹⁵⁶ Voir l'article « *Pour Alan GREENSPAN : "La probabilité d'une récession est supérieure à 50% aux Etats Unis"* », in *Le Monde* du 27 mai 2008.

l'économie des Etats Unis qu'au sein de l'Union Européenne s'avère avoir été la dégradation régulière de la solvabilité des ménages et la hausse de leur endettement. Les revenus des consommateurs ont accumulé un retard grandissant par rapport aux progrès de la production dans les années 1980 et 1990. La consommation n'a pu suivre que du fait de l'endettement des ménages, mais ce dernier ne pouvait s'accroître indéfiniment. La dégradation de la qualité des dettes des ménages, leur incapacité croissante à porter le fardeau tant du principal que des intérêts, est la base de la crise bancaire. »⁹⁵⁷.

« Pourquoi encore la crise était inéluctable ? – demande le père DUCHESNE – Pour la bonne et simple raison qu'elle est voulue ! ». Peut-être pas dans toutes ces conséquences mais en tout cas dans son mécanisme. On se souvient comment au XIX^e siècle, en France, la haute finance, manipulant l'opinion au travers d'une presse vénale, provoquait, dans un contexte de stabilité monétaire, la constitution de bulles spéculatives qui, après leur fatale explosion de manquaient pas d'être attribuée à un syndicat juif allemand. C'est le même processus qui voit le jour aujourd'hui pour la bonne et simple raison que c'est la même société de l'injustice qui sévit. Des preuves ? Bien sûr qu'elles existent. D'abord l'observation objective : cette cécité à reconnaître l'expérience, cette théorie du passé imbécile qui a permis la dérégulation, la titrisation, une politique monétaire au laxisme inégalé jusqu'alors avec pour conséquences ces risques inconsidérés, qui sautaient aux yeux, mais qui devaient toujours être assumés par quelqu'un d'autre. Comment ne pas voir, dans un contexte d'appauvrissement général inégalé, cette obstination à vouloir coûte que coûte, par la propagande médiatique notamment, maintenir une demande intérieure à des niveaux élevés afin d'absorber le trop plein de liquidités par le boom du crédit et, lorsque l'on voyait poindre à l'horizon les signes annonciateurs du désastre, comme la délirante « euphorie boursière » ou la vertigineuse montée des prix de l'immobilier, cette constante à toujours les considérer comme de simples épiphénomènes. Il est évident que le déficit de la balance des paiements américaine n'est pas imputable à un dollar surévalué mais bien à ces bulles qui ont vu le jour dans leur économie alors que dans les cinq années qui précédèrent l'éclatement de la crise, l'épargne des américains s'élève à peine à 1,5% du revenu national. Durant l'année 2007, juste avant l'explosion de la dernière bulle, fatale celle-là, l'endettement des ménages américains atteignait le chiffre record de 130% de leurs revenus alors que la consommation privée représentait presque les trois quarts du PIB⁹⁵⁸. Mais rien n'y faisait et pas un économiste ou un responsable pour s'en alarmer : les Etats-Unis devaient encore et encore importer toujours plus de capitaux et aggraver encore plus leur endettement même si, le lycéen qui en seconde s'initie aux sciences économiques le sait, ce comportement conduit tout droit à la déflation par la dette.

Aujourd'hui encore ce bel unanimité continue. La crise est passée nous dit-on. Voilà même que l'on annonce le retour de la croissance... à date précise ! N'est-ce pas là une preuve supplémentaire du complot. Comment ne pas voir que le pire est à venir ! Comment ne pas se rendre compte que c'est bien la bulle du crédit facile qui se dégonfle et que les « subprimes » ne sont rien à côté du marché de l'« assurance crédit » qui a littéralement explosé entre 2002 et 2006 pour atteindre alors 20 000 milliards de dollars⁹⁵⁹. Ces Credit Default Swaps (CDS)⁹⁶⁰, qui

⁹⁵⁷ J.SAPIR « Les racines sociales de la crise financière. Implications pour l'Europe » in « Bilan social de l'Union européenne. » publié par l'Observatoire social européen, janvier 2009.

⁹⁵⁸ 73% exactement.

⁹⁵⁹ 20 billions de dollars (trillions en anglais).

⁹⁶⁰ Les Credit Default Swap sont conclus entre un vendeur de protection et un acheteur qui verse

sont des contrats de protection contre les faillites et qui reflètent donc l'estimation par les investisseurs du risque de défaut d'une société, ont cette particularité d'être des polices d'assurances dont les titres, bien que cotés sur le marché, sont classés dans les engagements hors bilan par les normes comptables en vigueur⁹⁶¹. On estimait que leur montant serait de 32 000 milliards en 2008 mais, par un étrange hasard, c'est le double de ce chiffre qu'il convient de retenir⁹⁶². Comment s'en étonner quand on connaît la perversité du système de l'accaparement dans sa forme moderne ? Ce sont exactement les mêmes mécanismes de spoliation du fruit du travail du corps social qui sont en place aujourd'hui, tout comme au XIX^e siècle⁹⁶³. Ainsi dans le cadre normal d'une opération d'assurance, il appartient à l'assuré de démontrer la survenance du risque (incendie, vol, maladie, etc...) pour obtenir le remboursement prévu au contrat. Mais ces dérivés de crédit procèdent d'une toute autre logique dans la mesure où les pertes peuvent être seulement virtuelles ou spéculatives et l'on comprend alors pourquoi le montant total des dérivés de crédit est de sept à huit fois supérieur au total des prêts initialement assurés. Ces « assurances » sont matérialisées par un titre que chacun peut acquérir et qui, sur le marché, voient leur prix varier selon l'offre et la demande. On aboutit ainsi à une situation que n'aurait certainement pas reniée le père UBU, dans laquelle on peut prendre une assurance sur la maison du voisin ou la faillite de l'entreprise du quartier parce que l'on spéculé que la première va prendre feu et la seconde se retrouver en déconfiture. La maison à 200 000 € pourrait ainsi entraîner 1 600 000 € d'assurances dont 1 400 000 € aux mains de la spéculation. On peut alors légitimement s'inquiéter sur l'avenir incertain de cette habitation ! Voilà la réalité des CDS dont bien entendu il ne sera jamais fait état dans les médias. Par leur intermédiation il devient possible de miser contre le crédit d'une société pour des montants largement supérieurs à l'endettement de celle-ci et réaliser des gains considérables si la situation économique de cette entreprise se détériore et qu'elle licencie. De là à imaginer que, comme au siècle d'Emile ZOLA, il soit possible, pour des médias vénaux, de contribuer à détériorer l'image de l'affaire en cause, il n'y a qu'un pas que le père DUCHESNE accomplit sans la moindre hésitation. A côté de ces CDS gravitent encore d'autres instruments financiers aux logiques similaires comme les *Collateralized Debt Obligation* ou CDO et les *Collateralized Loan Obligation* ou CLO.

Or qui détient ces CDS ? Les banques pour 40%⁹⁶⁴, mais 30% ont été vendus par des « *hedge funds* »⁹⁶⁵. Concernant ces derniers, sur les milliers existants, ils n'avaient été que 24 à adhérer à un code de conduite ce qui est un signe de l'opacité dans lesquels ces fonds spéculatifs ont oeuvré au profit des immensément riches en leur procurant les rendements élevés que ceux-ci exigeaient tout en reportant le risque sur la collectivité. Pendant des années que se constituait

alors une prime pour s'assurer de la baisse de valeur d'un actif. La durée des contrats est de 3, 5, 7 ou 10 ans. Si ne survient aucun incident, le vendeur de la protection aura empoché les primes, au cas contraire il indemnise l'acheteur des pertes subies selon les modalités du contrat.

⁹⁶¹ Les normes internationales imposées depuis l'affaire ENRON, les *International Financial Reporting Standards (IFRS)* permettent en effet de ne pas faire apparaître les CDS dans les bilans des entreprises.

⁹⁶² L'association internationale des émetteurs de *swaps* et *produits dérivés (ISDA)* estime le montant à 47 000 milliards mais BLOOMBERG l'évalue, quant à lui à 62 000 milliards en mai 2008.

⁹⁶³ Voir *supra* « Les mécanismes de la spoliation généralisée » page 347.

⁹⁶⁴ Source « *BBA (British Banker's Association) Credit Derivatives Report* », octobre 2006.

⁹⁶⁵ « *Fonds de couverture* » qui sont des fonds spéculateurs à haut risque... et haut rendement !

cette impressionnante bulle financière, les accapareurs ont empoché par l'intermédiaire de ces fonds spéculatifs des sommes gigantesques. Lorsque, très vite, les vents tourneront avec la dégradation de la situation économique, les appels de marge provoqués par les pertes prétendument couvertes par ces assurances d'un genre nouveau, ne pourront bien entendu être honorées. La bulle éclatera entraînant des désastres considérables compte tenu de l'importance des montants atteints. Alors quelques opérateurs mettront la clé sous la porte, déposeront le bilan mais les gains faramineux des prédateurs du corps social leur resteront acquis ! Qui peut sérieusement croire qu'il n'y a derrière toute cette dérèglementation que conviction que c'était là, en apparence, le choix optimal ? Quand on se penche sur options qui ont été prises on constate toujours que rien n'est le fait du hasard, ni de l'évolution naturelle des choses. Le père DUCHESNE se bornera à citer quelques exemples parmi des centaines d'autres. Ainsi aux Etats-Unis, toujours durant la décennie 1990, les grands banquiers, avec à leur tête Robert Edward RUBIN, Secrétaire au Trésor de 1995 à 1999⁹⁶⁶, menèrent une croisade pour abolir la compartimentation du système financier entre banques commerciales, sociétés d'assurance, courtiers en valeurs mobilières. Le but étant de mettre par terre une des grandes innovations du *New Deal*, la loi *Glass-Steagall* de 1933⁹⁶⁷. Ils obtinrent gain de cause⁹⁶⁸. Cette salutaire réforme déclencha une tempête de fusions-acquisitions entre banques qu'elles fussent commerciales ou d'affaires et autres institutions financières, assurances ou maisons de courtage qui ne fut pas étrangère aux scandales et autres fiascos que furent *ENRON*, *Worldcom*, *Global Crossing* et autres...

Mieux encore, sous CLINTON toujours, la présidente de la *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC)⁹⁶⁹, Brooksley E. BORN proposa une réglementation des produits dérivés de *gré à gré*⁹⁷⁰ qui représentent une part considérable de produits dérivés alors qu'il ne sont soumis à aucune règle ! Une puissante troïka s'opposa fermement à ce projet. Constituée par Robert RUBIN (encore lui), Alan GREENSPAN, alors président de la *Réserve fédérale* auxquels s'associa la *Securities and Exchange Commission* (SEC)⁹⁷¹, elle réussit à maintenir l'absence de réglementation. On comprend un peu mieux la constitution des bulles financières ! Car il n'y a pas que les CDS qui représentent aujourd'hui une menace⁹⁷², c'est en réalité tout le marché des

⁹⁶⁶ RUBIN devait, par la suite devenir président du conseil d'administration de *CITIGROUP* !

⁹⁶⁷ Le *Glass-Steagall Act* (on parle indifféremment du *Banking Act*) a notamment instauré une incompatibilité entre les métiers de la banque de dépôt et de la banque d'investissement, créé un système fédéral d'assurance des dépôts bancaires et introduit le plafonnement des taux d'intérêts sur les dépôts bancaires que l'on appelle parfois la *Regulation Q*.

⁹⁶⁸ Le *Banking Act* a été abrogé le 12 novembre 1999, sous CLINTON, par le *Financial Services Modernization Act* dit aussi *Gramm-Leach-Bliley Act*, juste à temps pour permettre la fusion constitutive de... *CITIGROUP* !

⁹⁶⁹ La *Commodity Futures Trading Commission* (CFTC) est une agence fédérale indépendante fondée en 1975. Elle a particulièrement en charge la régulation des bourses de commerce où se traitent les matières premières. Elle a son siège à Washington D.C. et son directeur actuel est Walter LUKKEN.

⁹⁷⁰ « *Over the Counter* » ou *OTC markets*.

⁹⁷¹ La *Securities and Exchange Commission* (SEC) est l'organisme indépendant chargé aux Etats-Unis de réglementer et de contrôler les marchés financiers. C'est le « *gendarme de la bourse* » américain, l'équivalent de l'*AMF* (*Autorité des Marchés Financiers*) français.

⁹⁷² Et quelle menace ! Si on les compare aux *subprimes*, qui ont, comme on le sait, provoqué le

dérivés qui repose, peu ou prou, sur le même mécanisme. Le milliardaire américain Warren BUFFET, qui n'a jamais voulu investir dans les produits dérivés au motif qu'il n'investissait que dans ce qu'il comprenait, avait les concernant une formule éloquente : « *armes financières à destruction massive* ». Il est vrai que le chiffrage de cette bulle, qui n'est encore qu'une estimation, compte tenu de la difficulté à appréhender notamment les produits *gré à gré*, a de quoi donner des sueurs froides car il s'élève au montant astronomique de 516 000 milliards de dollars (516 trillions en anglais) ce qui représente dix fois la valeur de la production de la terre entière ! Qui sait seulement où conduira l'éclatement de cette « méga bulle » ?

La prévisible catastrophe.

On reste confondu, et pour tout dire scandalisé compte tenu de l'évolution des choses, d'entendre encore aujourd'hui, le candidat de la seule opulence en tête, parler d'imprévisibilité de la crise ! Il est vrai que ce dernier, en tant que président de l'UMP, déjà en campagne électorale, s'était fait alors le champion des hypothèques rechargeables⁹⁷³. On tremble rétrospectivement en songeant que le Badinguet nouveau aurait pu accéder au pouvoir avant 2007 ! C'est encore Jean Marie COLOMBANI, ancien directeur du *Monde* qui vient répéter inlassablement que la crise était imprévisible⁹⁷⁴ avec le ton courroucé de la maîtresse de l'école primaire qui rappelle aux élèves des évidences. Cette obstination ressassée par les médias, assénée à longueur de journée, n'est-elle pas, en elle-même, une preuve de plus du vaste complot de la « *pensée unique* ». Que les défenseurs de la société de l'injustice viennent aujourd'hui, en plein désastre mondial, soutenir que la crise ne devait pas éclater, que des précautions avaient été prises, que l'on a joué de malchance, le père DUCHESNE, dans une ultime et coupable concession, serait près à l'admettre mais affirmer péremptoirement que personne ne l'avait prévu relève bien de la pure mauvaise foi !

Examinons les faits. Lors de l'élection présidentielle de 1995, la France découvre un nouveau visage, celui de Jacques CHEMINADE. Un dangereux révolutionnaire nihiliste ? Il n'en a pas tellement le profil : diplômé de HEC, puis de l'ENA, ancien haut fonctionnaire au ministère de l'économie et des finances. Pourtant si on se réfère à ce qui est répandu aujourd'hui sur sa personne dans les médias, on a du mal à se convaincre de ne pas être en présence du diable en personne ! Ainsi l'*Union Nationale de Défense des familles et de l'Individu (UNADFI)*, présidée par la députée socialiste Catherine PICARD, membre du conseil national du parti, en fait le gourou d'une secte qui véhiculerait « *derrière un vernis de préoccupations sociales, des idées d'extrême droite* ». Dans cette secte, on pratiquerait le culte de la personnalité, l'élitisme et la diabolisation de l'extérieur, l'utilisation de la musique pour le recrutement, le rejet des artistes juifs et le regroupement des adeptes dans des appartements « *d'où un contrôle plus facile* »⁹⁷⁵. Que le mouvement de Jacques CHEMINADE ne figure guère dans la liste des sectes établie en 1995, par le parlement tout de même, ou que le spécialiste en la matière, le médecin criminologue Jean Marie ABGRALL, ne le mentionne guère dans son ouvrage régulièrement réédité et

déclenchement de la crise, c'est plus de soixante fois leur montant !

⁹⁷³ Déclaration du 17 mars 2005, lors d'une réunion de l'UMP.

⁹⁷⁴ Dans le cadre de l'émission « *Ripostes* » sur la chaîne de télévision *France 5*, le 15 février 2009.

⁹⁷⁵ Le père DUCHESNE n'invente rien, il ne fait que reprendre le site de l'*UNADFI* (www.unadfi.org).

devenu une référence en matière de sectes⁹⁷⁶, ne tient bien évidemment qu'à la circonstance que « *la France n'est pas très familière avec cette catégorie de déviances* ». Pour Clara GAYMARD, l'épouse de l'ex-ministre, dont les français ont pu apprécier la modération en toutes choses, le mouvement n'agirait qu'au profit des « *marxistes de Moscou* »⁹⁷⁷. Enfin l'association PROCHOIX, quittant un instant son obsession islamophobe, y voit une organisation antisémite. Quelles sont donc ces idées diaboliques véhiculées par CHEMINADE qui amènent ainsi une si salutaire levée de boucliers ? Relayant les thèses d'un vraisemblable autre gourou d'outre Atlantique, Lyndon LAROCHE, *Solidarité et Progrès*, le mouvement de Jacques CHEMINADE, prone un « *nouveau Bretton Woods* » qui serait le vecteur d'une politique de « *crédit productif public* » remettant l'argent au service des infrastructures, du travail humain et des productions agricoles et industrielles. Partisan d'un dialogue des cultures, il dénonce avec fermeté, depuis la décennie 1990, la dérégulation grandissante du système monétaire international qui met en place une « *dictature prédatrice de spéculateurs* ». Amoureux d'histoire, de philosophie mais aussi de poésie, il a rendu hommage, dans ses écrits, à des personnages comme l'abbé Grégoire, Jean JAURES, PASTEUR et DE GAULLE et défendu, au plan politique, l'idée que « *trois courants doivent converger en France pour former une majorité d'idées : le socialisme jaurésien, le christianisme social du créateur des "auberges de jeunesse" Marc SANGNIER (1873-1950) ou de l'abbé BRIDELET et le gaullisme de sursaut et de rupture* ». Il s'est également proclamé partisan d'une politique interventionniste à l'image du *New Deal* de ROOSEVELT ou de la planification à la française. Comme on le voit bien : rien que des idées sataniques !

Mais Jacques CHEMINADE n'a pas été le seul prophète de malheur, loin s'en faut ! En réalité on est conduit à constater que, depuis le complot de la contre réforme libérale, les plus grands spécialistes n'ont cessé de jouer les Cassandre mais, bien entendu, non seulement ils n'ont rencontré aucune oreille pour les entendre mais leurs propos et leurs analyses ont été méticuleusement tenus éloignés de tout ce que le pays compte de médias. Les exemples ne manquent guère, ils sont même légion, aussi le père DUCHESNE, loin d'être exhaustif, s'en tiendra à quelques noms. Ainsi l'économiste Jacques SAPIR, directeur d'études à l'*Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)*, spécialiste de la Russie où son influence est très grande, n'a cessé de dénoncer les effets désastreux des politiques néolibérales imposées à ce pays dans la droite ligne du « *consensus de Washington* »⁹⁷⁸. Il prédit à cet égard, dès 1993, la grande dépression⁹⁷⁹ et fut un des rares économistes à anticiper la crise financière d'août 1998⁹⁸⁰. Avec

⁹⁷⁶ Voir J.M. ABGRALL « *La mécanique des sectes.* », éditions PAYOT, collection « *documents* », 1996, 2002, 2004, 395 pages.

⁹⁷⁷ C. GAYMARD « *La vie est un bonheur – Jérôme LEJEUNE, mon père.* », éditions Critérion, 1997, page 73.

⁹⁷⁸ Le « *consensus de Washington* », déjà évoqué par le père DUCHESNE (voir *supra* pages 478) est une expression que l'on doit à l'économiste John WILLIAMSON, qu'il a créée en 1989, pour désigner les mesures types imposées aux Etats endettés, notamment d'Amérique du sud, par les institutions financières internationales comme le FMI ou la *banque mondiale* inspirées en droite ligne par l'*école de Chicago*.

⁹⁷⁹ En sciences économiques on appelle *dépression* une forme grave de crise économique caractérisée à la fois par une chute durable de la consommation et de la production. Elle diffère de la *récession* qui n'est qu'une phase d'un cycle économique et donc, par nature, passagère. L'exemple type est la Grande Dépression des années trente qui ravagea le monde et en particulier

d'autres économistes russes comme Alexandre NEKIPELOV ou Victor IVANTER, il fut le défenseur d'une politique économique et industrielle interventionniste, rompant nettement avec l'idéologie néo-libérale qui déferla sur la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique. Leur influence est notable sur la conduite de la Russie, en particulier depuis 2004. On comprend mieux sans doute pourquoi ce pays est systématiquement diabolisé dans les journaux télévisés !

Parmi les annonceurs du désastre en cours, il est encore René PASSET, ancien directeur scientifique d'ATTAC, professeur émérite d'économie à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, qui, après avoir mis exergue toute la perversité du mode de fonctionnement de la société contemporaine de l'injustice : *« alors qu'aujourd'hui l'économie est la fin et la personne humaine le moyen de la servir, je pense qu'il faut retrouver le sens de l'humain -non pas en bonnes intentions- mais en tant que finalité. »*, a notamment mis en évidence que, sans la misère et l'humiliation engendrées par la mondialisation libérale, le terrorisme n'aurait sans doute pas trouvé le terreau favorable pour se développer : *« quand 54% des habitants du monde doivent vivre avec moins de 2 dollars par jour, le terrorisme devient moins un dysfonctionnement qu'une "dégénérescence" d'un système producteur d'inégalité insupportables. L'argent sale, que le même système, dans sa recherche incessante du profit maximal, ne cesse d'engendrer, lui a donné sa force. »*⁹⁸¹. Cet éminent économiste, lui aussi, a clairement mis en évidence le caractère inéluctable et hautement prévisible de la catastrophe engendrée par la contre réforme libérale : *« (les) "responsables politiques" continuent de penser et de diriger selon des concepts périmés. Ils persistent à croire à l'irréversibilité et à l'universalité d'un système qui se prétend libéral. Chacun, qu'il soit de droite ou de gauche, applique les mêmes recettes : déréglementation, soumission aux lois du marché, productivisme effréné. Oui, la bourse flambe, la croissance repart, le chômage semble régresser ! Un tableau idyllique ? Non, l'arbre qui cache la forêt. Car le système produit des effets terribles qui risquent de devenir irréparables : rapprochés dans le temps et dans l'espace, les hommes sont de plus en plus éloignés par des inégalités croissantes ; la relève du travail par la machine engendre précarité, paupérisation et exclusion sociale ; la nature se dégrade, les catastrophes naturelles se multiplient ; tout - même la vie - entre dans le champ de la marchandisation. »*⁹⁸².

Les cris d'alarme n'ont cessé de se multiplier. Ils émanaient de personnalités aussi différentes que le philosophe théoricien de l'écologie politique André GORZ (1923-2007) ou du financier et milliardaire américain George SOROS dont le discours du 13 avril 1994, devant la commission des affaires bancaires et financières de la Chambre des représentants des Etats-Unis, apparaît aujourd'hui dans toute sa dimension prophétique : *« La croissance explosive du marché des dérivés porte en elle-même d'autres dangers. Il y en a tant, et certains d'entre eux sont tellement ésotériques, que les risques peuvent ne pas être bien évalués, y compris par les investisseurs les plus sophistiqués. Certains de ces instruments semblent spécialement conçus pour permettre aux investisseurs institutionnels de prendre des positions spéculatives qui leur seraient autrement interdites (...) Les investisseurs de bon nombre de ces produits dérivés sont*

les Etats-Unis.

⁹⁸⁰ Voir Philippe BOURGEOIS « La crise russe : origine, déroulement, impact. » in *Problèmes économiques* n°2593 du 2 décembre 1998.

⁹⁸¹ René PASSET et Jean LIBERMAN « Mondialisation financière et terrorisme », éditions de l'Atelier, collection « Enjeux-Planète », 202,174 pages.

⁹⁸² Voir René PASSET « L'illusion néo-libérale », éditions FLAMMARION, collection « Champs », 2000, 303 pages.

des banques d'affaires et commerciales. En cas de faillite en chaîne, les autorités réglementaires peuvent se trouver dans l'obligation d'intervenir pour protéger l'intégrité du système. Dans ce contexte, les autorités ont le droit et l'obligation de surveiller et de réglementer le marché des produits dérivés. »⁹⁸³. C'est encore le financier allemand Roland LEUSCHEL, ancien stratège et directeur de la Banque Bruxelles Lambert⁹⁸⁴, qui écrivait dans le journal *Le Soir* dès le 10 décembre 2005 : « La lâcheté des banques centrales a permis une explosion de la masse monétaire sans commune mesure avec la croissance économique. Entre 1995 et 2004, la masse monétaire a augmenté de 130%, alors que la croissance du PIB sur cette période n'a été que de 67%. Aujourd'hui, la dette totale des ménages, des entreprises et de l'Etat américain représente presque 350 % du PIB... L'abandon de l'or par les banques centrales a permis aux Etats providence d'utiliser le système bancaire comme un moyen d'étendre le crédit de manière illimitée. Le système actuel touche à sa fin. (...) Le krach n'est sans doute pas pour demain. Mais sans doute pour après-demain. Aux environs de 2008, quand les enfants du baby-boom partiront à la retraite et devront vendre leurs actions pour maintenir leur niveau de vie... Ce krach sera plus dur que les deux précédents (1929 et 2001). »⁹⁸⁵

Cette rupture annoncée de la société de l'injustice a fait l'objet d'analyses extrêmement minutieuses dans des ouvrages qui, la plupart du temps, ont eu une très large diffusion. C'est le cas en particulier de Lester THUROW, docteur en économie de l'Université Harvard, chroniqueur économique de grands journaux ou magazines américains comme le *New York Times*, *Newsweek* ou *USA Today*. Depuis déjà plus d'une dizaine d'années, dans son livre « *Les fractures du capitalisme* »⁹⁸⁶, il annonçait la crise d'un système caractérisé par la disparition de l'Etat et l'aggravation considérable des inégalités : « Chasser les autres du marché, s'emparer de leurs occasions de gagner, tout le jeu de la concurrence est là. Une fois une certaine richesse acquise, les occasions de gagner de l'argent se multiplient: la richesse accumulée ouvre des possibilités fermées aux non-possédants. ». Plus explicite encore est l'ouvrage du prix Nobel d'économie Joseph E. STIGLITZ, dont le titre original était « *The Roaring Nineties* » (*Les Rugissantes Années 1990*)⁹⁸⁷ dans lequel, après avoir relativisé le prétendu « triomphe » du capitalisme et dénoncé la fausseté des mythes ressassés comme celui de la « main invisible » ou l'obsession de la réduction des déficits, l'ancien président du Conseil économique du président CLINTON décrivit, avec une grande précision, le rôle joué par les décisions d'Alan GREENSPAN, alors dirigeant de la Réserve Fédérale dans la récession économique de 2000 aux Etats-Unis et mis en garde sur les risques considérables entraînés par la déréglementation du secteur financier, dont il analysait les premières conséquences et notamment l'affaire ENRON⁹⁸⁸.

⁹⁸³ Voir George SOROS « *Le défi de l'argent.* », traduction d'Hélène PROUTEAU, éditions PLON, 1996, page 195. Voir aussi l'article de Saul HANSELL dans le *New York Times* du mercredi 13 avril 1994 « *A Primer on Hedge Funds. Hush-Hush and for the Rich* ».

⁹⁸⁴ Devenue depuis ING Belgique (*Internationale Nederlanden Groep*).

⁹⁸⁵ Voir aussi l'article de Pierre Henri THOMAS « Roland Leuschel : "La crise va durer dix ans" » in *Le Soir* du mardi 14 octobre 2008.

⁹⁸⁶ Voir L. THUROW « *Les fractures du capitalisme* », éditions Village Mondial, 2000, 384 pages.

⁹⁸⁷ Voir J. STIGLITZ « *Quand le capitalisme perd la tête.* », traduction de Paul CHEMLA, éditions LGF, collection « *Le livre de poche* », 2005, 571 pages.

⁹⁸⁸ Née dans l'Etat du Texas, ENRON fut l'une des plus grandes entreprises américaines. A coté de son activité principale dans le domaine du gaz naturel, elle avait mis en place un système de

Mais celui qui a le plus constamment mais aussi le plus précisément décrit le mécanisme de la crise à venir est bien, cet autre prix Nobel d'économie, le français Maurice ALLAIS. Dans un de ses plus retentissants ouvrages, le professeur et journaliste Bernard MARIS, a parfaitement décrit sa constance et sa rigueur démonstrative : « *On va chercher ALLAIS en 1987, après le krach, on le coiffe d'un chapeau pointu de devin, et on le ressort en 1998. Il dit la même chose, de bon sens "que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel". Il ne prévoit rien : il fait de remarquables comparaisons historiques, point. Il donne la même analyse limpide de la crise de 1929, mais peu importe ; ce n'est pas sa capacité d'analyse historique que l'on met en scène, mais son côté vieux sage, vaguement sorcier et un peu loufoque : museler le système bancaire, interdire aux banques de créer de la monnaie, dire que la monnaie bancaire est de la "fausse monnaie", empêcher les banques de prêter à plus long terme que leurs fonds...si les gens lisaient vraiment ce qu'a écrit ALLAIS, ils seraient stupéfaits ! ALLAIS n'est pas un expert, mais un grand économiste...* »⁹⁸⁹. On reste effectivement confondu lorsque l'on découvre, plus de dix ans plus tard, à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis l'année 2008, la teneur des propos de Maurice ALLAIS dans ce qui fut initialement une série d'articles dans le quotidien *Le Figaro*⁹⁹⁰ qu'il a repris par la suite dans un ouvrage éclairant « *La crise mondiale aujourd'hui* » publié en 1999⁹⁹¹, dédié par son auteur : « *...aux innombrables victimes dans le monde entier de l'idéologie libre-échangiste mondialiste, idéologie aussi funeste qu'erronée et à tous ceux que n'aveugle pas la passion partisane.* ». Lorsque l'on prend connaissance de ces écrits on reste atterré par leur actualité. Jugeons-en : « *De profondes similitudes apparaissent entre la crise mondiale d'aujourd'hui*⁹⁹² *et la Grande Dépression de 1929-1934 : la création et la destruction de moyens de paiement par le système du crédit, le financement d'investissements à long terme avec des fonds empruntés à court terme, le développement d'un endettement gigantesque, une spéculation massive sur les actions et les monnaies, un système financier et monétaire fondamentalement instable (...) Ce qui est éminemment dangereux, c'est l'amplification des déséquilibres par le mécanisme du crédit et l'instabilité du système financier et monétaire tout entier, sur le double plan national et international, qu'il suscite. Cette instabilité a été considérablement aggravée par la totale libération des mouvements de capitaux dans la plus grande partie du monde (...) Depuis 1974, une spéculation massive s'est développée à l'échelle mondiale. A New York, et depuis 1983, se sont développés à un rythme exponentiel de gigantesques marchés sur les "stock-index-futures", les "stock-index-options", les "option on stock-index futures", puis les "hedge funds" et tous "les produits dérivés" présentés comme des panacées (...) Qu'il s'agisse de la spéculation sur les monnaies ou de la spéculation sur les*

courtage pour acheter et revendre de l'électricité. Sa faillite de décembre 2001, occasionnée par des opérations spéculatives sur le marché de l'électricité, provoqua un énorme scandale dû notamment au fait que les pertes avaient été tenues occultées par le biais de manipulations comptables qui provoquèrent aussi la faillite de l'auditeur externe, le cabinet d'Arthur ANDERSEN.

⁹⁸⁹ Voir B. MARIS « *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles* », éditions du SEUIL, collection « *Points Economie* », 2003 (édition augmentée d'une préface), 144 pages.

⁹⁹⁰ Voir *Le Figaro* des 12, 19 et 26 octobre 1998 dans la rubrique « *Opinions* ».

⁹⁹¹ M. ALLAIS « *La crise mondiale aujourd'hui, pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires.* », éditions Clément JUGLAR, 1999, 240 pages.

⁹⁹² ALLAIS évoquait alors la crise qui a d'abord frappé le continent asiatique, dès juin 1997, et qui s'est étendue, par la suite, à la Russie et à l'Amérique latine en 1998.

actions ou de la spéculation sur les produits dérivés, le monde est devenu un vaste casino où les tables de jeu sont réparties sur toutes les longitudes et toutes les latitudes (...) L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile. Jamais dans le passé une pareille accumulation de promesses de payer ne s'était constatée. Jamais sans doute il n'est devenu plus difficile d'y faire face. Jamais sans doute une telle instabilité potentielle n'était apparue avec une telle menace d'un effondrement général. ».

Face à ce qu'il convient bien de nommer un bel unanimisme car on sera bien en peine de découvrir, dans les deux dernières décennies, des productions autres que de simples incantations, s'appuyant sur des analyses ou travaux scientifiques, qui auraient pris l'exact contrepied des thèses précédemment exposées qui, comme l'a prévenu le père DUCHESNE, ne sont qu'un échantillon de toutes les réflexions qui ont été conduites. N'est-ce pas la preuve irréfutable de la duplicité de la caste politique et un élément de plus qui vient étayer la thèse que soutient l'auteur de ses lignes. En effet, de deux choses l'une, ou les politiques professionnels au pouvoir ignoraient tout de ces mises en garde répétées, qui se sont pourtant traduites par des ouvrages dont certains ont eu un retentissement planétaire, ce qui, à la lumière de l'adage « *gouverner c'est prévoir* » ne peut que laisser pantois devant l'incurie atteinte alors par les équipes gouvernementales en place, ou, au contraire, ces risques annoncés étaient parfaitement connus ce qui constitue la preuve de ce qu'avance le père DUCHESNE depuis le début de son propos : la connivence entre les accapareurs, les prédateurs du corps social et l'ordre des politiques professionnels...

Le principe de duplicité au grand jour !

Cette crise actuelle, le père DUCHESNE va maintenant s'attacher à décrire sa genèse et son déroulement en montrant par là, du même coup, que celle-ci constitue, sans nul doute, l'ultime preuve de ce qu'il avance. Quand on se penche sur le déclenchement de cette crise on ne peut que laisser éclater révolte mais aussi colère, et celle du père DUCHESNE est grande, devant ce caractère si profondément injuste de cette société des accapareurs qui sévit aujourd'hui. Comme toujours, pas de vaines paroles, qui sont le lot de la propagande des accapareurs, seuls les faits et des réalités tangibles permettent le mieux de mettre en évidence cette iniquité profonde. Aux Etats-Unis, d'où a surgi le mal, en 2008, on s'en souvient, l'endettement public atteignait des montants considérables avec 32 000 dollars par habitant⁹⁹³ mais, dans le même temps, avec 14 billions de dollars, c'est-à-dire 47 000 dollars par habitant, l'endettement des ménages était autrement plus préoccupant⁹⁹⁴. Mais derrière ces chiffres délirants, ce sont des millions de drames humains qu'il faut prendre en compte, suscités par des pratiques scandaleuses. Pendant toutes ces dernières années, les accapareurs et leurs suppôts n'ont cessé d'encourager systématiquement les américains à s'endetter et, pas seulement dans le domaine de l'immobilier, mais aussi dans celui de la consommation, pour ensuite les saigner à blanc après les avoir acculés au surendettement au moyen de procédés qui reposent tous sur la tromperie ! Ainsi les taux du crédit sont alléchants lors des premières mensualités, pour ensuite rapidement progresser⁹⁹⁵, ce que ne manquent pas de

⁹⁹³ La dette publique française dépasse ce montant toutefois car elle s'élevait, en 2008, à 35 000 dollars par habitant !

⁹⁹⁴ Celui-ci était trois fois moindre en France.

⁹⁹⁵ A l'image de ces multiples offres de crédits que l'on voit fleurir dans tous les magazines

s'ingénier à dissimuler des démarcheurs commerciaux, sous-payés, qui n'ont d'autres alternatives pour augmenter leurs modestes revenus, que de multiplier les contrats en servant à leurs clients, avant de les précipiter dans la misère, l'argument standard du bonimenteur, la prétendue accession à la propriété. C'est une véritable razzia sur la population américaine qui a été organisée par les prédateurs du corps social. Celle-ci aura été conduite comme une véritable opération militaire avec segmentation des cibles : ainsi le mot « *subprime* »⁹⁹⁶, qui apparaît d'ailleurs comme un doux euphémisme, désigne, comme du bétail, les débiteurs dont la solvabilité n'est pas de premier ordre (« *prime debtors* ») mais moindre (« *sub* »). Tout est mis en place pour tondre le cuir, chaque jour davantage, à cette population opprimée par les ploutocrates. Ainsi en matière de crédit à la consommation, le mode d'endettement le plus courant est le découvert lié à la carte de crédit, parce qu'il est aussi le plus cher⁹⁹⁷. Toutes les couches de la population sont touchées par ce véritable cancer du crédit. Les jeunes, en particulier, financent volontiers leurs études par un crédit étudiant et on comprend mieux pourquoi on rencontre, si facilement, des personnes sur-diplômées prêtes à accepter n'importe quel emploi et on ne saurait être surpris par cette pression accrue à la performance qui existe partout, quand on sait que le montant moyen de ce crédit est de 40 000 dollars par emprunteur. Comment encore ne pas évoquer cette détestable pratique de l'hypothèque recharcheable que le candidat des multi-millionnaires voulait, fort logiquement, imposer en France durant sa campagne électorale⁹⁹⁸. C'est le *Home Equity Extraction* qui consiste à considérer que la hausse du prix du bien sur le marché offre ainsi à son propriétaire une nouvelle ligne de crédit (*HELOC* pour *Home Equity Line Of Credit*). Toutes ces pratiques sont à l'origine du doublement de l'endettement des ménages américains depuis 2002, de son triplement depuis 1995 et de son quadruplement depuis seulement 1991. Les contrats *subprime*, dont la valeur totale en mars 2007 était estimée à plus de 1300 milliards de dollars⁹⁹⁹, qui représentaient environ 4% de l'émission annuelle de prêts hypothécaires en 1994, avaient atteint les 20% en 2006 et la majorité de ces contrats incluait une clause d'ajustement des taux d'intérêts (*ARM*). Au mois d'octobre 2007, le constat était que plus de 16% de ces contrats, incluant la clause *ARM*, qualifiés fort justement de « *prêts*

populaires français : le procédé est bien toujours le même !

⁹⁹⁶ Le nom complet est « *subprime mortgage* ». Ce crédit dont les premières mensualités sont peu élevées voit, au bout de deux ans, bondir les remboursements. Il est en outre accordé sur une très longue durée, de l'ordre de 40 à 50 ans. D'ailleurs le mot « *mortgage* » est français : le « *mortgage* » était une servitude féodale qui contraignait le paysan à un endettement à vie. Finalement rien n'a changé !

⁹⁹⁷ On compte 50 millions de détenteurs de cartes de crédit aux Etats Unis qui devaient en juillet 2008 un total de 600 milliards de dollars, c'est-à-dire une moyenne de 12 000 dollars par carte. Selon certaines sources ce chiffre aurait depuis bondi à un billion de dollars (1000 milliards) !

⁹⁹⁸ Le mécanisme de ce qui apparaît être comme la plus formidable machine à appauvrir qui soit est le suivant. Prenons l'exemple d'un ménage qui s'endette à hauteur de 400 000 dollars pour acheter une maison qui a atteint le prix exorbitant de 500 000 dollars. La bulle immobilière continuant à gonfler, la maison affiche quelques mois plus tard le prix de 750 000 dollars, un margoulin de passage viendra alors inciter les intéressés à contracter une hypothèque supplémentaire de 200 000 dollars dont il s'ingéniera à proposer un emploi : « *C'est le moment de faire le tour du monde* », « *Il faut penser aux études des enfants !* », « *Le dernier 4X4 de chez Mitsubishi est fantastique !* », etc...

⁹⁹⁹ Source : *Associated Press* du 13 mars 2007.

prédateurs »¹⁰⁰⁰ connaissaient des retards de paiement de plus de 90 jours ou étaient carrément en liquidation, soit trois fois plus qu'en 2005¹⁰⁰¹.

Jamais la propagande des accapareurs n'invoque le drame vécu par ces millions de familles surendettées qui, avec l'éclatement de la bulle immobilière, se trouvent confrontés soudain à des organismes de crédit qui exigent d'eux de rembourser au plus vite ou alors de fournir toujours plus de sûretés. La montée en flèche de leur insolvabilité amène alors, mécaniquement, l'augmentation des taux du crédit et la spirale infernale qui conduit à la misère et à la rue commence. On n'ose imaginer ce qu'il advient lorsque, comme aujourd'hui, on voit poindre à l'horizon le spectre du chômage ! Ce sont des nuées de démunis qui apparaissent partout en Amérique pendant que les accapareurs, qui ont fait des affaires en or en provoquant cette grande détresse, attendent patiemment la prochaine bulle ! Bien sûr tous les hommes de la planète sont, pour le père DUCHESNE, comme des frères, quelles que soient leurs coutumes, leurs pensées ou la couleur de leur peau et surtout les plus humbles et les plus miséreux, ceux-là même, comme le disait SAINT-JUST, qui sont les « *puissances de la terre* » mais il ne peut s'empêcher de manifester une tendresse particulière pour ce Peuple américain, qui tant est issu de nous, en dépit de ses excès ou, peut-être... à cause de ces excès ! Il se souvient, comme tous les catholiques du monde, avoir pleuré son président assassiné mais, avec eux aussi et tous les hommes justes, avoir laissé éclater sa colère contre l'odieuse ségrégation des Etats du sud et chanté, avec les noirs opprimés, le gospel de l'espoir : « *Oh, deep in my heart, I do believe that we shall overcome some day* ». Il se remémore aussi son admiration pour ce grand Peuple lorsque, dans cette belle nuit d'été, il vibra avec l'humanité toute entière devant le « *bond de géant* » que celle-ci accomplissait alors. Il aime ce Peuple entier, franc et généreux, fantasque et moralisateur. Il le revoit encore grave, massé sur le bord des routes pour saluer une dernière fois son plus grand président, peut-être l'homme politique qui aura marqué le plus toute l'histoire des hommes et, lorsque la caméra furtive balayait la foule immense, on distinguait parfois, sur de rudes visages de travailleurs, des larmes qui coulaient comme un ultime hommage à celui qui leur avait rendu l'espoir. Mais reviendra-t-il seulement ce nouveau ROOSEVELT, aujourd'hui tant attendu ?

Il vient de le dire, la crise actuelle constitue pour le père DUCHESNE la preuve ultime de la véracité de sa thèse. Elle est tellement caricaturale ! Jamais sans doute, dans toute l'histoire des hommes, la solution à un problème ne s'est imposée avec une telle évidence mais, jamais non plus, une telle obstination à maintenir coûte que coûte le mal n'a révélé autant la duplicité des dirigeants ! Une expérience serait aisée à conduire pour étayer encore les dires du père DUCHESNE. Elle pourrait être conduite auprès de n'importe qui pour peu qu'il ait reçu une simple initiation aux sciences économiques : aux étudiants de la matière, dès le premier semestre, aux juristes, dès que leur aura été dispensé le cours d'économie politique, aux lycéens de première ou de terminale. Qu'on leur soumette seulement un cas pratique renfermant toutes les données de la situation économique actuelle. Le père DUCHESNE, et avec lui tous les enseignants le savent, lorsque l'on corrige un devoir se dégage toujours, à côté des très brillantes

¹⁰⁰⁰ « *Predatory lending practice* ». Lire à cet égard R. Rostic et al « *State and Local Anti-Predatory Lending Laws : The Effect of Legal Enforcement Mechanisms* », Center for Responsible Lending Working Paper, 7 août 2007 (*ssrn.com*).

¹⁰⁰¹ Source : conférence de B. BERNANKE « *The Recent Financial Turmoil and Its Economic and Policy Consequences* », le 15 octobre 2007 à l'« *Economic Club* » de New York (disponible en ligne).

copies ou des très mauvaises, ce grand consensus d'ensemble qui tourne toujours autour des points clés de la problématique et les solutions du cas pratique du père DUCHESNE sont connues, elles occuperaient l'essentiel des devoirs remis. Tout le monde convient de ce qu'il faut faire mais personne ne le fait ! N'est-ce pas là la preuve irréfutable de cette mainmise par les accapareurs sur la société actuelle que dénonce le père DUCHESNE depuis le début de son propos. Passons en revue les solutions qui ne manqueraient pas d'être proposées par nos jeunes lycéens ou étudiants. Corrigons leurs copies virtuelles.

Le premier constat paraît évident. Qui oserait prétendre qu'il existe aujourd'hui un quelconque sous-basement théorique à ce modèle économique, entièrement fondé sur la spéculation, qui est en train de conduire le monde au chaos ? Avec la montée en flèche du chômage et le marasme généralisé chacun entrevoit désormais toute la dimension chimérique de cette société de l'injustice qui s'est imposée depuis les années 1980. Comment pouvait-il d'ailleurs en être autrement ? Les causes du dysfonctionnement sont connues. Le père DUCHESNE a montré qu'il n'y avait rien de nouveau sous le soleil et la crise qui sévit aujourd'hui ne diffère en rien de celle qui ravageait le Mexique en 1995, l'Asie toute entière en 1997, la Russie en 1998, l'Argentine en 2001 ! Elle ressemble comme deux gouttes d'eau à la crise de 1929, elle répond à la même logique que ces autres dérèglements qui ont jalonné tout le XIX^e siècle. L'opulence pour le petit nombre, le « toujours plus » à vitesse exponentielle, la quadrature du cercle de la finance efficiente et sans risques, ça ne marche pas, nous diraient nos étudiants et il faut donc revenir à ce que l'on connaît, à ce dont on est sûr ! Et de quoi est-on sûr sinon qu'il est un modèle vertueux qui, en trente ans, a donné plus à l'humanité que ne l'ont fait plusieurs siècles précédents. On connaît les règles de fonctionnement de cette société de l'abondance pour tous. Que Diable ! C'est si simple, nous diraient les jeunes, revenons-y ! Le père DUCHESNE va plus loin. Il constate aussi bien sûr qu'il n'est de justification théorique au modèle contemporain, que la « *main invisible* » du marché n'a d'existence que dans les paroles des ploutocrates, que la prétendue vertu de la concurrence pure et parfaite relève plus que du phantasme, de l'obcénité et que le mythe de la neutralité de la monnaie est vraisemblablement l'assertion la plus saugrenue qui n'ait été formulée par un économiste, mais il affirme aussi que cette dramatique situation que nous vivons aujourd'hui n'est pas venue par hasard et n'est davantage le résultat de la science ou de l'innovation. Elle est l'aboutissement d'un vaste complot ourdi par la caste des accapareurs et rendu possible par la complicité des politiques. Cette capture des gains de productivité par les seuls profits au détriment des salaires et du travail, cette dérèglementation des opérations bancaires et financières et ce développement sans précédent des rendements des placements financiers des accapareurs, ces « leviers » de financement caractérisés par un rapport délirant entre le capital initial et les fonds empruntés de 1 à 25 voire de 1 à 30, cette titrisation des dettes à la seule fin, non de disséminer le risque, mais de le faire peser sur la collectivité toute entière, ne sont guère les avatars d'un modèle optimal mais le résultat d'un racket, celui de l'humanité toute entière par une petite poignée de prédateurs. Mais voilà, comme toujours les ogres, non disciplinés par un système fiscal régulateur qu'ils avaient réussi à mettre par terre, avaient trop fort appétit. L'avidité des richissimes, désormais sans limites, a pu se déchaîner sans la moindre entrave et les niveaux délirants atteints par leurs magots qui revenaient toujours et encore sur les marchés pour sans cesse grossir ont fait chuter les taux d'intérêts rendant le crédit encore plus facile et alimentant de ce fait la machine infernale. Comme le dit si justement Jacques SAPIR, la finance est devenue une trappe à valeur ajoutée. Pendant ce temps, les petites gens s'endettaient toujours davantage...

La cause de la crise la plus visible, nous diraient nos économistes en herbe, est la dégradation régulière de la solvabilité des ménages, aux Etats Unis bien sûr mais aussi en Europe. Là encore il n'est aucun mystère ! Alors que la production a fait d'énormes progrès durant les trois dernières décennies, que l'on songe seulement à la révolution entraînée par l'informatique, l'injuste répartition que mentionnait à l'instant le père DUCHESNE n'a laissé d'autre alternative aux consommateurs, devant la baisse programmée de leur niveau de vie, que l'endettement toujours plus grand ! C'est bien cette dégradation de la situation financière du plus grand nombre et l'impossibilité de supporter la charge de dettes devenues trop lourdes qui a fait la crise. Les chiffres à cet égard sont plus qu'éloquents, pour démontrer cette déflation salariale : ainsi aux Etats Unis entre, 2000 et 2007, si le revenu moyen a progressé de 2,5% par an environ, le revenu du salarié médian n'a progressé que de 0,1%¹⁰⁰² mais le revenu réel du ménage médian a diminué dans le même temps, en raison de la pression à la baisse des rémunérations provoquée par le libre échange¹⁰⁰³. Durant ce laps de temps, le coût des assurances de santé a très fortement augmenté¹⁰⁰⁴ de même que les frais d'éducation¹⁰⁰⁵ et comment s'étonner alors que la proportion de la population, sans la moindre couverture médicale, ait progressé de 13,9% à 15,6% durant ces années¹⁰⁰⁶. Devant ce fiasco, cet énorme gâchis il devient évident que ce régime inique d'accumulation et de suraccumulation de la richesse au profit du petit nombre est définitivement brisé. La crise qui sévit aujourd'hui c'est aussi et avant tout la crise de la globalisation c'est-à-dire de la mondialisation. Il aura fallu la catastrophe que nous vivons pour comprendre que cette généralisation du libre échange, impulsée et stimulée sans relâche par l'OMC, comme cette financiarisation de l'économie vers laquelle a mené la déréglementation conduite sans faillir depuis plus de deux décennies, ont conduit au plus extraordinaire bilan négatif qui n'ait jamais été dressé de toute l'histoire connue des hommes. Jamais encore sans doute, en si peu d'années, la dégradation des conditions d'existence du plus grand nombre n'aura connu une telle ampleur ! Il faut décidément être d'une particulière mauvaise foi pour nier l'évidence et parler de vertu devant le chômage de masse, les délocalisations des activités économiques toujours en quête du moins disant, le dumping social généralisé, la précarisation à outrance et le chantage permanent sur les travailleurs qui sont l'écrasante majorité. Mais au-delà de cette paupérisation croissante de ces nuées de salariés c'est toute l'économie réelle qui a été asservie à la rente oisive à l'image de ces pratiques de *leveraged buy-out* ou *LBO*¹⁰⁰⁷ qui mettent les entreprises du secteur réel sous

¹⁰⁰² Source : Congrès américain, rapport du *Joint Economic Committee* de juin 2008 « *Median Wages and Unemployment rates* ».

¹⁰⁰³ Voir en particulier J. BIVENS « *Globalization, American Wages, and Inequality*. » in *Economic Policy Institute Working Paper* du 6 septembre 2007, Washington DC.

¹⁰⁰⁴ La hausse s'élève à +68% entre 2000 et 2007.

¹⁰⁰⁵ La hausse est de +46% dans la période. Source : Congrès des Etats Unis, Memo du *Joint Economic Committee* de juin 2008.

¹⁰⁰⁶ Source : Congrès des Etats Unis, *Joint Economic Committee* : « *Number of Uninsured Americans is 7,2 million higher than when President Bush took office* », le 26 août 2008. Ces études sont consultables en ligne (jec.senate.gov).

¹⁰⁰⁷ Le *leveraged buy-out* (*LBO*) est tout simplement le financement de l'achat d'une société en ayant recours à l'endettement bancaire, que l'on appelle aussi, on le sait, « *effet de levier* ». L'entreprise « rachetée » est tenue de rembourser la dette occasionnée par son rachat ce qui permet à l'acheteur initial, un fonds d'investissement, de ne payer qu'une partie de la valeur totale de la société (en général seulement le tiers voire même le quart du prix). La conséquence de ce remboursement de la dette par l'entreprise est, bien évidemment, la nécessité absolue

l'entière domination de la logique financière, astreintes à des exigences de rendement très fortes, atteignant voir dépassant le taux de 10% ce qui relève de l'impossible dans le domaine de l'industrie sauf à exercer des pressions considérables sur les travailleurs tant au niveau des rémunérations que des conditions de travail et ce ne sont pas là des propos gratuits de la part du père DUCHESNE destinés à noircir le tableau mais bien le résultat des études conduites par les organismes officiels et non des officines partisans¹⁰⁰⁸.

Aujourd'hui la caste politique, au service des seuls accapareurs comme le soutient le père DUCHESNE, le candidat des Crésus en tête, voudrait nous faire croire que la crise se réduirait à quelques mauvais comportements imputables à quelques individualités et qu'il suffirait d'un brin de réglementation pour tout arranger ! On voudrait éclater de rire tant pareille obstination à vouloir nier la réalité d'une crise systémique devient, dans son outrance, irrésistiblement comique. On se retient toutefois car les conséquences dramatiques, que cette dérèglementation généralisée pourrait entraîner, appellent à plus de décence devant le tragique de la situation. Ne suffit-il pas, pour attirer l'attention, de rappeler par exemple que les contrats CDS, déjà évoqués par le père DUCHESNE, sont évalués à plus de 60 000 milliards de dollars et, qu'à imaginer une dévalorisation de ceux-ci de seulement un dixième de leur valeur, ce qui serait déjà déraisonnablement optimiste, on atteint un montant six fois supérieur à celui des « *subprimes* » ? Ne suffit-il pas de faire constater que le volume de tous les produits dérivés représente plus de dix fois de PIB mondial ? Comment ne pas voir alors que l'économie toute entière n'est plus aujourd'hui qu'un immense château de cartes que le moindre souffle financier pourrait allègrement mettre par terre, entraînant par *effet domino* des défauts de paiement en chaîne de tous ses acteurs ! Il n'est plus aujourd'hui d'alternative, nous diraient nos apprentis économistes dans leurs copies, et il faut, face à l'échec patent du modèle économique en place, revenir à ce dont chacun est sûr à commencer par le rétablissement des protections douanières qui s'avèrent indispensables pour empêcher que la dérèglementation et le libre échangeisme en continuant à exercer leurs effets dévastateurs, à vitesse accélérée, compte tenu du contexte récessif actuel ne précipitent le pays dans la *dépression*¹⁰⁰⁹. Chacun le sait bien, il n'y a plus aujourd'hui que KEYNES pour sauver l'économie mondiale. Le monde entier prend aujourd'hui la mesure de l'ineptie totale des préceptes qui ont été, par la force de la propagande des accapareurs, assénés à tout va depuis près de trente ans à commencer par la diabolisation de l'inflation. Dans le contexte d'une véritable relance conduite dans un cadre national à nouveau maîtrisé, celle-ci ne manquera de montrer le bout de son nez. Faut-il s'en plaindre ? Loin s'en faut ! Elle contribuera à éviter la dépression en mettant à mal les avantages iniques accordés à la rente, elle permettra de se dégager de la « *main morte* » du passé et ouvrira la voie salutaire de la croissance tout en poursuivant l'« *euthanasie douce du rentier* »¹⁰¹⁰ car aujourd'hui et les nombreux travaux

d'améliorer sa rentabilité avec les mesures que l'on imagine quant à la réduction du personnel et l'augmentation de la productivité, sans compter que cette charge financière liée à l'endettement augmente considérablement les risques de faillite.

¹⁰⁰⁸ Voir en particulier le rapport de la DARES « *Efforts, risques et charge mentale au travail. Résultats des enquêtes Conditions de travail 1984, 1991 et 1998* » in « *Les dossiers de la DARES* », hors-série / 99, La documentation française 2000 ; voir aussi l'ouvrage de P. LEGERON « *Le stress au travail* », éditions Odile JACOB, Paris, 2001.

¹⁰⁰⁹ Voir à cet égard l'ouvrage de Jacques SAPIR « *La fin de l'Eurolibéralisme* », éditions LE SEUIL, 2006.

¹⁰¹⁰ Voir J.M. KEYNES « *A tract on Monetary reform* » in « *Essays in Persuasion* », éditions

récents des économistes l'attestent, nous avons acquis la certitude qu'une inflation trop faible, le seul objectif affiché par la *banque centrale européenne* rappelons-le, nuit à la croissance¹⁰¹¹. On sait même qu'il existe un « *taux d'inflation structurel* » pour chaque économie¹⁰¹².

Le retour à une protection douanière n'est, bien entendu, pas dicté par on ne sait trop quel sentiment égoïste ou isolationniste, que les tenants de la mauvaise foi, au service de l'accaparement à outrance, ne manqueraient pas de brocarder, mais une nécessité vitale ! L'heure n'est malheureusement plus à faire prévaloir de prétendus bons sentiments car c'est la logique du « *sauve qui peut* » généralisé qui aujourd'hui se déchaîne et le repli protectionniste ne s'impose que pour permettre le retour de l'Etat comme agent économique majeur. Ce n'est pas là une vision passéiste, c'est bien le consensus qui se dégage partout et le pragmatisme anglo-saxon nous en apporte la plus parfaite démonstration. Qui d'autre que l'Etat est en mesure aujourd'hui de se porter garant des banques ou des assurances ? La Grande Bretagne, pionnière de la contre réforme libérale, vient de nationaliser près de 50% de son système bancaire et que dire des Etats Unis et de la nationalisation de fait des deux géants du prêt hypothécaire *FANNIE MAE* et *FREDDIE MAC* tandis que le trésor américain décide d'acquérir 80% d'*AIG* avec un prêt relais de la *FED* de 80 milliards de dollars ou, en d'autres termes, nationalise au moyen d'un financement par la création monétaire ! L'antithèse absolue du libéralisme financier, le diable au pays du bon Dieu ! Cette même réserve fédérale qui décide désormais d'accorder des crédits aux entreprises américaines¹⁰¹³ et qui, le 18 mars 2009, annonce son intention de racheter les *Bons du Trésor* (dette à long terme) c'est-à-dire, en d'autres termes de « *faire fonctionner la planche à billets* ». Faut-il seulement rappeler que c'était là le sacrilège absolu dans l'idéologie que l'on nous imposait il y a encore quelques semaines, l'interdit indéfectible qui justifie à lui seul l'endettement considérable des Etats que l'on déplore aujourd'hui ? N'est-ce pas là l'illustration la plus parfaite du caractère viscéralement erroné du paradigme économique qui régnait sans partage sur la planète entière depuis trente ans !

On perçoit aujourd'hui avec une parfaite acuité tout le leurre de ce prétendu réglage de l'économie par les taux d'intérêts ! Cette politique prétendument miraculeuse qui veut qu'en cas de ralentissement de l'activité, il suffise de baisser les taux d'intérêt. Les tenants de la contre réforme libérale n'avaient de cesse, en leur temps, que de dénoncer le caractère erroné de la *courbe de PHILLIPS* et donc de l'arbitrage entre inflation et chômage alors que dire aujourd'hui de leur « *règle de TAYLOR* » qu'étaient invités à porter, comme un saint sacrement, tous les banquiers centraux de la terre et qui était sensée leur révéler le nombre de points que devait avoir

Rupert Hart-Davis, LONDON, 1931.

¹⁰¹¹ Parmi ces études voir en particulier G. A. AKERLOF, W.T.KICKENS et G.L. PERRY « *The Macroeconomics of Low Inflation.* » in « *Brookings Papers on Economic Activity* » n°1, 1996, pages 1 à 59 et T. M 00091 à 602.

¹⁰¹² C'est l'enseignement qui ressort des modèles dits à « *sticky information* » : G.N. MANKYW « *The Inexorable and Mysterious Tradeoff Between Inflation and Unemployment* » in « *Economic Journal* », volume 111, n°1, 2001, page 45 à 61, G. N. MANKYW et R. REIS « *Sticky Information versus Sticky Prices : A Proposal to Replace the New Keynesian Phillips* » in « *Quarterly Journal of Economics* », volume 117, n°4, 2002, page 1295-1328 et O. COIBIOD « *Inflation Inertia in Sticky Information Models* » in « *Contribution to Macroeconomics* », volume 6, n°1, 2006.

¹⁰¹³ Voir Craig TORRES et Bryan KEOGH « *Fed Offers GE, Citigroup Commercial Paper Subsidies* », *Bloomberg* le 15 octobre 2008 (*bloomberg.com*).

la baisse, véritable révélation de l'esprit saint « *output gap* »¹⁰¹⁴. Cette précieuse relique annonce aujourd'hui, aux Etats, Unis la nécessité urgente de faire baisser les taux d'intérêts de 5%. Le problème est tout simplement que ceux-ci sont déjà nuls ou très voisin de zéro et, sauf à exiger le paiement d'un intérêt de ceux-là même qui prêtent leur argent, on ne voit pas comment faire ! Pas de relance par les taux que faire donc sinon revenir au bon temps de KEYNES et à la planche à billets avec l'horreur absolue, la dévaluation de fait à la clé ! Où sont donc passés les beaux discours sur la crédibilité des devises, la neutralité de la monnaie, l'argent qui ne représente que la richesse... Les politiques conduites aujourd'hui par les gouvernants mettent en lumière de manière irréfutable le principe de duplicité et le complot que dénonce le père DUCHESNE. La force des choses est en train, méticuleusement, de mettre par terre tous les préceptes de la société de l'injustice qui sévit depuis plus d'un quart de siècle et ce mouvement ne pourra qu'aller en s'accéléralant. La dévalorisation brutale du capital des fonds de pension fait peser une menace directe sur la retraite d'une foule innombrable de travailleurs ce qui rend, à brefs délais, indispensable la garantie par l'Etat de ces systèmes. Comment croire à la survie du dogme de l'indépendance de la banque centrale quand celles-ci devront impérativement être nationalisées ne serait-ce que pour les prémunir des dangers dans lesquels les ont mises les achats massifs d'« *actifs toxiques* » ? Comment ne pas voir non plus la fin programmée du Léviathan européen et les jours sombres qui s'annoncent pour l'euro, tant il apparaît évident que les Etats doivent retrouver, de toute urgence, la gestion du taux de change, l'arme de la dévaluation comme le contrôle des flux de capitaux et, compte tenu de la formidable hétérogénéité des économies au sein de cette zone, tiraillée entre les pays totalement prisonniers de leurs choix libéraux du passé, comme la Grande Bretagne, l'Irlande ou l'Espagne et les pays qui sont parvenus, contre vents et marées, à conserver quelques vestiges de la période bénie de l'Etat-providence ainsi que l'est le notre comme d'ailleurs notre voisin italien. Parler de politique commune dans pareil capharnaüm apparaît bien comme une gageure¹⁰¹⁵ sans compter que cette monnaie unique pèse comme une chape de plomb, étouffant toute énergie et rendant illusoire toute idée de reprise et ce n'est pas là l'expression de quelque penchant anti-européiste qui pourraient être prêtés au père DUCHESNE mais bien l'avis des experts en économie¹⁰¹⁶ car chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître que cette monnaie, au seul service de la fortune des accapareurs, constitue un frein permanent pour notre croissance au détriment de l'immense majorité des travailleurs¹⁰¹⁷. C'est devenu même une

¹⁰¹⁴ L'« *output gap* » mesure alors la différence entre la capacité de production de l'économie et son activité réelle.

¹⁰¹⁵ Voir en particulier l'article de J. SAPIR « *la crise de l'euro : erreurs et impasses de l'europhisme* » à la revue *Perspectives Républicaines* n°2, juin 2006, page 69 à 84.

¹⁰¹⁶ Voir à cet égard une étude de Patrick ARTUS, directeur de la recherche de *Ixis-CIB*, professeur à l'*École polytechnique* et professeur associé à l'*Université Paris-I-Panthéon-Sorbonne*, de juillet 2005 citée par le journaliste Pierre Antoine DELHOMMAIS, dans un article intitulé « *Une étude se demande si la France et l'Italie vont être contraintes d'abandonner l'euro.* » in *Le Monde* du 9 juillet 2005.

¹⁰¹⁷ Voir Marc TOUATI, directeur général délégué et directeur de la recherche économique et financière de la société d'investissement *Global Equities* dans la *Lettre des Etudes Economiques* du 9 mars 2006 et Serge FEDERBUSCH « *La surévaluation de la monnaie unique coûte cher à la croissance* » in *Libération*, rubrique « *Rebonds* » du 26 avril 2006.

telle évidence que l'INSEE le reconnaît dès lors qu'elle a chiffré à un montant de 0,6%-1% de croissance de PIB, le coût de la surévaluation de l'euro¹⁰¹⁸

C'est bien la seule issue possible que le retour aux réalités nationales car maintenir la mondialisation en la renforçant encore, ce qui apparaît être la seule résolution utile du G20 d'avril 2009, équivaut à arroser d'essence la grange qui brûle. Comment croire en effet que c'est en aggravant encore l'endettement par le crédit, en faisant exploser la masse monétaire, en sacralisant toujours plus la rente et en stimulant, comme jamais encore, la spéculation derrière des rodomontades de façade concernant les paradis fiscaux, que l'on va régler la crise qui est précisément née de la conjonction de tous ces travers. Il ne faut pour autant conclure que le retour vers le protectionnisme est aussi la négation de l'activité diplomatique internationale. Bien au contraire ! Jamais sans doute depuis la seconde guerre mondiale, il n'a été aussi urgent de bâtir un nouveau *Bretton Woods*. Chacun aujourd'hui, à l'image de Georges SOROS qui déclarait, dès le printemps 2008, que « *le monde fonce vers la fin de l'ère du dollar* », convient que la confiance dans la monnaie américaine est ébranlée, or 70 % des réserves étrangères dans le monde sont encore libellées en dollars, alors que celui-ci n'a plus le moindre rapport avec l'état de l'économie américaine. On se souvient que durant le sommet de *Bretton Woods*, le plan de Harry Dexter WHITE¹⁰¹⁹ rétablissant le « *Gold Exchange Standard* » devait primer en raison de la suprématie américaine d'après guerre. Peut-être serait-on avisé aujourd'hui de prêter attention au plan que lui opposait John Maynard KEYNES, reposant sur la création d'une monnaie supranationale, le *bancor*, à laquelle toutes les monnaies seraient rattachées.

« *There is no alternative* », c'est bien cette formule thatchérienne, remise au goût du jour, qui s'impose à la lecture des propositions virtuelles de nos jeunes économistes car il est une vérité incontournable : la société des « *Trente Glorieuses* » a été mise à terre parce que prétendument il était une autre théorie économique à celle qui sous-tendait celle-ci. Aujourd'hui force est de constater qu'il n'en est rien, alors la logique, le bon sens, la raison ne conduisent-ils pas à revenir en territoire connu ? Et il y a péril en la demeure car l'appauvrissement du plus grand nombre, que l'on ne se trompe sur ce point, a atteint aussi en France une situation plus qu'alarmante : l'endettement des ménages, qui était jusqu'en 1998 de l'ordre de 33% du PIB a bondi de 12 points en 7 ans pour atteindre 45% du PIB en 2006 et ce n'est pas là que froide statistique mais c'est l'ensemble du Peuple qui ressent le malaise avec une particulière acuité : ainsi les classes moyennes estiment désormais leur situation de plus en plus comparable à celle des classes défavorisées¹⁰²⁰.

Vaincre la crise c'est d'abord une question de culture...

La stratégie que va suivre la classe politique actuelle, au seul service des accapareurs, reste malheureusement que trop prévisible. Elle consistera dans un premier temps, duplicité

¹⁰¹⁸ Voir F. CACHIA « *Les effets de l'appréciation de l'euro sur l'économie française* » in « *Note de synthèse de l'INSEE* », INSEE, Paris, 20 juin 2008.

¹⁰¹⁹ Voir supra « *La conspiration de la contre réforme libérale.* » page 397.

¹⁰²⁰ Voir l'étude de Régis BIGOT « *Hauts revenus, bas revenus et "classes moyennes" - Une approche de l'évolution des conditions de vie en France depuis 25 ans* », CREDOC, intervention au colloque « *Classes moyennes et politiques publiques* », Centre d'Analyse Stratégique, 10 décembre 2007.

oblige, à faire croire à une nécessaire « *régulation* » ou « *moralisation* » afin de se prémunir, nous dit-on, contre le « *dévolement de la finance* » et l'« *irresponsabilité des banquiers* », le tout ne nécessitant finalement que des politiques plus « transparentes ». Il s'agit ensuite de faire repartir la formidable machine à appauvrir tout le monde au détriment du petit nombre et pour ce faire, on notera avec intérêt qu'il n'y a aucune hésitation à se référer aux préceptes keynésiens, aveu suprême, hommage contre nature à la prétendue idéologie dépassée. On attend la « *reprise* » qui, bien évidemment, dans le contexte d'appauvrissement actuel et dans la situation de grave déséquilibre atteinte par toute l'économie mondiale, ne saurait venir mais qu'on feindra de voir apparaître derrière des signes qui, en raison de l'endettement magistral consenti, au mépris soit dit en passant de tous les préceptes énoncés comme révélations bibliques depuis trois décennies, ne manqueront pas « *mécaniquement* » par se produire, ceux-ci, mis alors en avant de manière tapageuse, servant à retrospectivement valider le modèle de la société de l'accaparement qui tentera de reprendre son office. Il faut être aveugle pour ne pas voir cette évidence : la politique mondiale est conduite aujourd'hui au profit de la seule minorité des ploutocrates et au détriment de tous les Peuples de la terre. Comment ne pas se souvenir, il y a, à peine quelques mois, de ce bel unanimisme, relayé à l'envi par les médias, qui émanait de tout ce que le monde comptait d'analystes économiques, d'investisseurs et autres traders évoquant sans relâche les « *diminutions des risques de l'économie mondiale* » tandis que les vrais spécialistes, lucides et honnêtes, ne cessaient, comme Cassandre, de crier gare contre la fallacieuse et périlleuse euphorie financière. Il ne se trouvait alors que bien peu de place dans les médias pour relayer ces appels au secours !

« *Que va-t-il se passer maintenant ?* » demandent angoissés au père DUCHESNE ses proches, amis et voisins comme si le fait d'enseigner, son statut d'ancien énarque ou sa passion pour la science en général et l'économie en particulier, pouvaient lui conférer les dons que l'on prêtait naguère à madame SOLEIL. « *Le pire est sans aucun doute à venir !* » se borne-t-il alors à répondre tant les analyses et prévisions des spécialistes, que l'on muselait ces dernières années, résonnent aujourd'hui comme des prophéties funestes. Depuis sa retraite paisible, les paroles du discret Maurice ALLAIS rejoignent l'énigmatique puissance des « *Centuries* » de Michel de NOSTREDAME et il est jusqu'aux pontifes du monétarisme pour venir faire figure de devin. En pleine déflation de l'économie globale, avec des taux d'intérêts proches du zéro absolu, que restait-il en effet aux banquiers centraux, à court de ressources, d'outils et d'imagination, sinon de larguer « *les ballots de liquidités* » de Milton FRIEDMAN « *depuis des hélicoptères* » à l'image de cette politique du « *quantitative easing* », qui consiste à enfreindre allègrement l'interdit absolu du dogme monétariste en faisant tourner la « *planche à billets* » jusqu'à faire exploser la masse monétaire dans le seul espoir d'échapper à la spirale déflationniste sans, semble-t-il, se rendre compte qu'en agissant ainsi, pour un résultat somme toute illusoire, si l'on en juge par l'exemple japonais, c'est le spectre de l'hyperinflation qu'ils risquent de ressusciter, comme le souligne l'analyste économique suisse Pierre LECONTE : « *En choisissant de faire exploser les déficits publics et de détruire la crédibilité des bilans des banques centrales, par la fourniture illimitée de liquidités aux banques et entreprises et la reprise inconditionnelle de leurs produits toxiques, les mêmes pouvoirs publics ont accéléré le processus de destruction des monnaies de papier fiduciaires les unes après les autres. Ce qui nourrit déjà la prochaine crise, laquelle se traduira par l'effondrement des obligations d'Etat dans le contexte de l'hyperinflation qui ne manquera pas de se développer prochainement lorsque les centaines de milliards de dollars distribués par les pouvoirs publics à des taux d'intérêt voisins de zéro cesseront d'être*

*thésaurisés et se mettront à circuler dans le système économique. »*¹⁰²¹. Une chose paraît acquise en tout état de cause : la situation, contrairement à des déclarations plus qu'outrageusement optimistes, va de mal en pis ! Ainsi le produit intérieur brut américain a chuté de 6,2% en rythme annuel au cours des trois derniers mois de 2008 et devrait, selon de nombreux experts, poursuivre sa dégringolade au premier trimestre de 2009, au moins de 5% et les déclarations les plus démesurément optimistes n'annoncent même plus la reprise, au plus tôt avant le début de 2010. ! Que dire encore de l'aveu du président de la banque fédérale Ben BERNANKE qui n'a le moindre scrupule à préconiser un retour à la pensée de celui qui représentait encore le diable il y a quelques mois, John Maynard KEYNES, et ceci « *aussi longtemps que nécessaire* » ?

Ce premier scénario catastrophe de l'hyperinflation paraît d'autant plus probable qu'un raisonnement micro-économique le conforte. Comment croire en effet qu'un taux d'intérêt inexistant n'amène, à terme, les détenteurs de liquidités à renoncer à prêter avec à court terme un afflux considérable d'argent sur le marché sans création de contrepartie en richesses ? La masse monétaire en circulation explosant par rapport à la masse des biens qui elle, en raison de la récession économique, aura une tendance contraire à se réduire, c'est bien une situation inflationniste classique qui se met en place. Pour l'heure il semble bien que c'est l'attentisme qui domine, mais il va sans dire que ces torrents de liquidités sans contrepartie finiront pas déferler dans le circuit économique. Mais ce scénario de l'hyperinflation reste encore le plus optimiste, presque une chance, tant de bien plus sombres perspectives sont d'ores et déjà envisageables. Ainsi aujourd'hui les Etats souverains sont les seuls emprunteurs à trouver grace aux yeux des marchés et les taux des emprunts publics sont très en dessous des taux interbancaires et, c'est un doux euphémisme que de le dire, car les taux auxquels les Etats-Unis ou les pays européens empruntent sur les marchés atteignent des planchers historiques. Ainsi en février 2009 l'emprunt à dix ans américain avoisinait les 2% !¹⁰²² Le résultat, comme le souligne Marc TOUATI, directeur des études de la société de *Bourse Global Equities*, c'est l'ouverture d'une « *autoroute à deux fois quatre voies* » vers les emprunts d'Etat, qui apparaissent comme la garantie absolue face aux risques de dépression mondiale avec pour conséquence, la constitution d'une nouvelle bulle spéculative et ce n'est pas le père DUCHESNE qui le dit mais encore les spécialistes, ainsi l'économiste Michel SANTI qui soutient que le marché obligataire américain s'est « *clairement transformé en bulle spéculative ces derniers mois* », sentiment partagé par James MONTIER, stratège de la *Société Générale* pour qui, avec un rendement de 2%, les obligations d'Etat américaines sont « *de la spéculation, et non pas un investissement* ». La moindre esquisse de reprise, tant stimulée, amènera alors la remontée mécanique des taux et le risque d'un khrach obligataire mais, bien au-delà, la monétisation à outrance de la dette pratiquée aujourd'hui par les Etats-Unis risque fort d'entraîner, avec sa dévalorisation, la perte de confiance généralisée dans le dollar et, si l'on ne perd pas de vue que le montant de l'endettement se chiffre en années de revenu national, comment croire que les marchés resteront aveugle devant le risque d'insolvabilité ? L'exemple islandais est là pour montrer que l'implosion de la dette américaine est un scénario plus que probable avec alors une cessation de paiement du pays ou, au bas mot une très forte dévaluation du dollar.

¹⁰²¹ Voir l'article de P. LECONTE « *Comprendre la crise et ses prochaines étapes* » dans le quotidien genevois « *Le Temps* » du 12 novembre 2008.

¹⁰²² La situation européenne n'est pas sensiblement différente : l'emprunt équivalent allemand était sous la barre des 3% fin 2008.

Tout ceci conduit davantage à penser que l'hypothèse bien plus catastrophique de la déflation est encore plus probable que celle de l'inflation tout simplement parce que les Etats surendettés et dépossédés de leurs moyens d'action, depuis l'avènement de la contre réforme libérale, n'ont plus les moyens de mener une politique efficace pour stimuler l'économie, sans compter que, si l'inflation peut être combattue en faisant monter les taux d'intérêt, il n'est pas possible d'agir de même pour contrecarrer la déflation car, comme vient de le dire le père DUCHESNE, les taux d'intérêts, seul outil pour ce faire, ne peuvent descendre en dessous de zéro. L'exemple du Japon qui, après l'implosion de sa bulle boursière à la fin des années 1980, a été incapable de relancer son économie est, à cet égard, significatif. La vérité est donc que la planète entière se dirige à vitesse accélérée vers une instabilité économique et sociale sans précédent parce que les dirigeants du monde s'obstinent, comme en témoigne le sommet du G 20 d'avril 2009, à considérer que la crise n'est que conjoncturelle et qu'il suffit de s'attaquer à ses symptômes. Faute de vouloir reconnaître ce que vient d'être exposé, c'est-à-dire que nous sommes en présence d'une crise systémique, la suite n'est que trop prévisible : les économies anglo-saxonnes, américaine et britannique, qui furent celles qui donnèrent le « la » à la révolution conservatrice s'affaibliront très rapidement, tous les dérèglements constatés ces dernières années iront en s'accroissant tandis que les chocs en retour de l'économie deviendront de plus en plus violents avec une aggravation considérable du chômage. Il serait illusoire cependant de croire que l'Europe se trouverait protégée derrière sa prétendue monnaie forte. La désinformation ambiante se garde bien de laisser transparaître la réalité des choses qui est que tous les éléments d'une crise majeure y sont désormais en place. Tous les pays de l'Europe centrale et de l'Est croûlent aujourd'hui sous les dettes, c'est l'agence *Standard and Poor's* qui le dit¹⁰²³ et, dans le contexte actuel, la menace est palpable sur le système bancaire allemand très engagé à l'Est. L'effondrement des *Landesbank* entraînerait l'écroulement de tout le système bancaire européen...

La crise actuelle illustre parfaitement cette théorie que défend le père DUCHESNE depuis le début de son propos. La société des accapareurs est désormais par terre ce que ne peut, bien évidemment, admettre la classe politique à son entier et seul service. Les solutions sont connues de tous : un retour à la société vertueuse des « *Trente Glorieuses* », celle qui favorisait l'économie réelle et non la seule fortune des riches, celle qui générait le plein emploi et des salaires en constante progression, celle qui apportait toujours plus de biens et de services pour la satisfaction des besoins de tous, celle qui ne spoliait pas le plus grand nombre mais prônait le juste partage, celle qui retrouvait l'harmonie de la société primordiale des hommes, celle que le complot d'une poignée de scélérats a mis par terre, il y a trois décennies ! Elle implique un retour au cadre national, non par repli égoïste, mais par absolue nécessité ; l'Etat au service, non du petit nombre mais de tous, étant le seul acteur économique apte à amorcer le changement salutaire. Cette seule voie du succès, que nous confirme l'histoire, il est illusoire de croire que la caste des dirigeants actuels, totalement inféodée aux accapareurs, ne l'emprunte un jour. Il n'est donc que le changement imposé par les Peuples qui soit porteur d'espoir. Celui-ci est-il envisageable ? Peut-être !

Si la thèse du père DUCHESNE est juste, la seule ressource réelle qui demeure aux mains des suppôts de la société de l'injustice est celle de la propagande. Les économies sont exsangues, les masses et les Etats endettés et, dans pareil contexte, les relances annoncées ne peuvent que

¹⁰²³ Selon cette agence la dette extérieure de l'Estonie serait de 115% de son PIB, celle de la Bulgarie de 103%, celle de la Hongrie de 93%...

conduire à l'échec et le monde va donc s'enfoncer dans la très grande dépression. Conformément à l'adage antique « *panem et circenses* », moins il y aura de pain plus il sera nécessaire de recourir au jeu, à la propagande et à la désinformation, mais le père DUCHESNE a la faiblesse de penser que la bêtise a aussi ses limites ! Peut-être que l'outrance à laquelle les dirigeants vont être acculés, en révélant à tous, la réalité des choses, pourrait conduire à une prise de conscience générale de l'absurdité d'un système. Et cette démesure dans le propos est déjà largement perceptible à qui prend la peine de prêter quelque attention au message médiatique. Un récent exemple permet d'illustrer les dires du père DUCHESNE. Celui-ci se souvient de cette remarquable dramatique, diffusée par la télévision des années soixante dans le cadre de la célèbre émission « *La caméra explore le temps* », qui s'intitulait : « *La nuit de Varennes* ». Les deux célèbres historiens et le talentueux réalisateur Stellio LORENZI, avaient alors proposé aux téléspectateurs une méticuleuse reconstitution de l'arrestation du roi à Varennes, remarquablement documentée, et servie par des comédiens hors pair. Que dire alors du documentaire « *L'évasion de Louis XVI* », diffusé le mercredi 24 février 2009 sur France 2. Le propos est tellement outrancier, les contre-vérités historiques si systématiques, la désinformation si grande que le téléspectateur, doté seulement de la culture historique la plus ordinaire, ne pouvait que rester sans voix, tant la manipulation des faits du passé confinait au grotesque ! Il est rigoureusement impossible de trouver, jusque dans les archives cinématographiques des plus grandes dictatures, une œuvre qui travestirait à ce point l'histoire. Même les pires productions propagandistes, à l'instar du film « *Le juif Süß* »¹⁰²⁴ par exemple, gardaient au moins intacte la trame historique, en l'espèce l'histoire de Süß OPPENHEIMER, devenu ministre des finances du duc de Wurtemberg au XVIII^e siècle. Il n'est même pas ce respect élémentaire du spectateur dans ce procès en sorcellerie fait à notre révolution française : Louis XVI, transformé pour la circonstance en jeune et fringant héros séducteur, doté d'un caractère trempé, « s'évade » pour rejoindre un recoin du pays afin d'y négocier et de proposer une nouvelle constitution tandis que, réunis dans une même pièce à Paris, des grands de la cour, alliés pour la circonstance à La Fayette et à tout ce que le pays a compté de révolutionnaires, de Marat à Robespierre en passant par Danton et Madame Rolland, complotent contre notre héros ! Bien entendu le roi, et son entourage immédiat, apparaissent tous beaux et bien vêtus, alors que les ressortissants du Peuple sont présentés sous l'apparence la plus hideuse ! En visionnant ce téléfilm, le père DUCHESNE a cru sincèrement qu'il s'agissait d'un pastiche ou d'une parodie d'un film historique, avant de constater, dépité, que cette production était bien à prendre au premier degré !

Cette diabolisation outrancière de notre grande révolution, ponctuée d'erreurs si énormes et il suffit pour s'en convaincre de se référer aux quelques lignes de présentation de « l'œuvre » et, là encore, le père DUCHESNE n'invente rien : « *Pour sauver ses enfants de la terreur et sa femme Marie Antoinette de la vindicte populaire, le roi Louis XVI, déguisé en bon bourgeois, s'enfuit, incognito du palais des Tuileries où il est prisonnier. Mais rien ne va se passer comme prévu. L'échec de la fuite se soldera un an plus tard (sic) par la décapitation du roi et de la reine de France.* ». On pourrait alors, dans une ultime concession, imaginer que ce chef d'œuvre de désinformation ne soit du, après tout, qu'à la piètre culture historique du réalisateur ou du scénariste, mais cette hypothèse est formellement à exclure, dès lors qu'apparaît au générique... un « *conseiller historique* » ! Force est donc de constater que la volonté de tromper le Peuple de

¹⁰²⁴ « *Le Juif Süß* » (Titre original : « *Jud Süß* ») est considéré comme le film de propagande par excellence. Il fut réalisé en 1940, par Veit HARLAN, dans les *Studios de Babelsberg*, à l'initiative du régime nazi et plus particulièrement de Joseph GOEBBELS.

France est manifeste et d'ailleurs, lorsque l'on pousse un peu plus loin les investigations, on découvre que le « conseiller » en question n'en était pas à son coup d'essai, puisqu'il n'est autre qu'un des auteurs de ce pilier de mauvaise foi, de cet odieux pamphlet mensonger, publié en 2008, qui n'est destiné qu'à salir les plus belles pages de notre histoire, dont le père DUCHESNE a déjà parlé¹⁰²⁵. Mais le plus scandaleux n'est peut-être pas encore que l'on ait ainsi, à si vaste échelle, par le biais d'une chaîne de télévision publique, sciemment cherché à manipuler la population française, mais bien que les services de l'administration de l'*Education Nationale* se soient associés à cette œuvre de propagande et de quelle manière ! En effet, l'*Inspection pédagogique régionale d'histoire et de géographie* du ministère de l'*Education Nationale* « invitait », pas une « lettre académique » en date du 12 décembre 2008, des professeurs et leurs classes à se rendre le 11 février 2009 à *France 2* pour assister à une projection privée de l'inénarrable « docu-fiction » ! Que quelques professeurs, à qui il faut rendre hommage pour leur courage et leur sens du devoir, se soient, à juste titre, émus de ces pratiques inqualifiables et le manifestent dans une lettre¹⁰²⁶, voici qu'une réponse comminatoire leur est aussitôt adressée exprimant la « consternation » des responsables académiques à cette initiative, lesquels ont le front de s'estimer « choqués, et pour tout dire affligés, par le ton de (la) lettre et son parti pris " donneur de leçon " insupportable, qui énonce sur trois pages un cours biaisé d'historiographie de la Révolution ». Il est vrai que les protestataires avaient mentionné dans leur missive Edgar QUINET (1803-1875), Alphonse AULARD (1849-1828), titulaire de la première chaire d'histoire de la révolution française à la *Sorbonne*, Frédéric BLUCHE, historien et biographe de Danton, Mona OZOUF, membre du *Centre de recherches politiques Raymond Aron* à l'*Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)* et directrice de recherche au *CNRS*, tous des falsificateurs notoires, cela va sans dire ! La conclusion des autorités académiques allant ainsi de soi : « Seul l'intérêt pour la falsification, la manipulation et l'intimidation¹⁰²⁷ semble constituer le moteur pathétique de votre lettre, diffusée à l'envi afin que son funeste objectif soit davantage assuré ».

Si le père DUCHESNE s'est apesanti sur cet exemple, très récent, de désinformation télévisuelle c'est qu'il est, à ses yeux, révélateur du climat d'oppression médiatique vers lequel la société des accapareurs se dirige inexorablement. Si la thèse qu'il soutient est juste, il est évident que le système de spoliation généralisé, mis en place par les accapareurs, ne pourra que s'effondrer durant les mois à venir avec son cortège de chômage, de précarité toujours plus grande, et d'injustices. C'est bien pour contrecarrer une juste colère du Peuple de France que la propagande, la désinformation, l'occultation, le mensonge et la diversion seront toujours plus présents, allant même en s'intensifiant et il n'est nul besoin d'être grand devin pour augurer, dans les prochaines semaines et les prochains mois, une sollicitation croissante des stars-baudruches et une intensification du même genre des dérivatifs en forme de matches de foot-ball ou autres, quand ce ne seront pas quelques « faits divers » savamment orchestrés. Tout l'enjeu, tout l'espoir, tout l'avenir se résume alors à cette seule question : le Peuple millénaire de France saura-t-il déjouer les sirènes du perfide ? L'issue de la crise actuelle n'est pas économique, elle est culturelle...

¹⁰²⁵ Voir supra page 291.

¹⁰²⁶ Voir la lettre ouverte sur le *Blog d'histoire-géographie pour les élèves du lycée Jean Renoir de Bondy (93)* disponible en ligne : renoirclioblog.over-blog.com/article-26653600.html

¹⁰²⁷ Là encore le père DUCHESNE n'invente rien, c'est bien le monde à l'envers !

Le père DUCHESNE est parvenu à un tournant de sa réflexion. Il a tenté, dans une première approche, d'administrer la preuve de ce qu'il persiste à considérer comme un complot, celui de la « *pensée unique* », qu'il a cherché à dénoncer, de toutes ses forces. Il ne souhaite cependant pas se limiter à un désespérant diagnostic, exacerbé encore par la crise naissante, car il veut continuer à croire en l'espérance. Il entend aussi étayer et enrichir cette troisième question, à peine esquissée dans les pages qui précèdent et montrer qu'il est possible au tiers exclus de devenir quelque chose. C'est un autre volet qu'il entreprend maintenant, moins analytique et plus dynamique, qui laissera moins de place à l'amertume et davantage à l'espoir. Il faut une deuxième démarche pour qu'il soit totalement répondu à la question « *Que demande le tiers exclus ?* ». Elle dénoncera moins le complot de la « *pensée unique* », préférant poser les jalons de ce que pourrait être « *La cité fraternelle* », celle qui ne se réclamera, ni ne mettra en avant, quelque nouvelle théorie politique, quelque utopie prête-à-rêver, dont le Peuple n'en a que faire, car il en est déjà abondamment pourvu. Les citoyens de cette nouvelle Jérusalem de fraternité veulent simplement croire et proclamer bien haut, qu'il n'est d'autre issue et d'autre alternative crédible, d'autre espoir pour demain, que dans la vraie démocratie. Non celle qui prétend en être pour mieux fonder l'injustice, non cette chasse gardée de la prédation, non cette étroite congrégation cupide qui véhicule sans cesse le galimatias du vent et de l'esbroufe. Les citoyens de la société nouvelle ne voteront plus pour Frédéric de Prusse, fut-il même l'ami de Voltaire ! Ils ne porteront plus leurs yeux vers les nuages pour guetter quelque hypothétique lendemain qui chante car leur utopie est celle du concret. Ils ne tripatouilleront plus incessamment les constitutions, car ils connaissent le formidable legs de leurs glorieux aïeux et ils savent ainsi, qu'en ce domaine, il n'y en a qu'une c'est la une, qui ne demande qu'à être extraite de son arche de cèdre où les hommes de la liberté, de l'égalité et de la vérité l'ont déposée. Ces citoyens du futur ne se prosterneront plus devant l'idole factice, ils ne cèderont plus au culte de l'idolâtrie, ils chasseront les marchands du Temple ! Ils ne se laisseront plus manipuler et leur discours sera celui de la méthode et toujours ils préféreront la raison à la pulsion. Pour autant leur champ d'investigation n'aura pas de limite et ils défieront tous les interdits, reculeront les limites du savoir jusqu'aux frontières du fantastique et rétabliront le sens du magique. La société de demain sera humaine ou ne sera pas ! L'économie à venir retrouvera la voie du partage et de l'équité fiscale ou bien mènera le monde à sa perte. Elle ne se niche pas dans les recoins lointains d'un futur incertain car elle est là, à portée. Demain, aujourd'hui même, ce soir la France peut garder la libre entreprise et cependant connaître le plein emploi, construire, bâtir toujours, répondre mieux aux immenses besoins de chacun et pour autant renouer avec la croissance équilibrée et l'opulence pour tous, privilégier l'économie réelle à condition toutefois de mettre définitivement à terre le rentier prédateur. Un tel programme est possible même et surtout dans un monde de concurrence et le père DUCHESNE dira comment un « différentiel républicain » peut tenir grandes ouvertes nos frontières sans pour autant faire de l'immensité des travailleurs de ce pays les esclaves des ploutocrates. La fin de la mère de toutes les crises n'est pas dans dix ans, elle est imminente à condition de le vouloir ! L'alternative de la « *pensée unique* » n'est pas dans le doux rêve ni dans la fallacieuse théorie, mais dans la mémoire de chacun. Il faut briser le mythe du passé imbécile pour connaître la vérité...

Et maintenant, vils conspirateurs, répondez au père DUCHESNE, répondez-lui si vous l'osez !

TABLE DES MATIERES.

PREMIERE PARTIE :

« QU'EST CE QUE LE TIERS EXCLUS ? TOUT ! »	11
<i>Une réalité qui ira s'imposant, de plus en plus, avec la puissance d'une évidence : le divorce entre les dirigeants de la France et son Peuple</i>	12
<i>La cinglante réponse du Peuple à la « gestion exemplaire » du gouvernement JOSPIN.</i>	14
<i>Un exemple parmi tant d'autres : la loi organique sur les lois de finances du 1er août 2001 ou la fin annoncée des « services publics à la française ».</i>	15
<i>La mauvaise foi du cocontractant : « Ces scélérats qui nous gouvernent... ».</i>	19
<i>Les théories du complot.</i>	20
 Quelle démocratie ?	22
<i>L'occultation permanente de l'évidence.</i>	22
<i>La prétendue démocratie représentative</i>	24
<i>La crise du « consensus »</i>	26
<i>L'illustration du malaise : l'universalité du « tous pourris ! »</i>	32
 Pour qu'il y ait crise de la démocratie il faut qu'il y ait, au préalable, une démocratie.	34
<i>« Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », c'est si simple !</i>	35
<i>Mais où sont les projets ? Quels sont les programmes ?</i>	37
<i>Représentativité et légitimité.</i>	38
<i>Le quotidien des gens.</i>	42
 La non expression de la volonté générale ne peut être que l'expression de la volonté de particuliers.	44
<i>Le despotisme éclairé.</i>	44
<i>La réalité des classes sociales.</i>	46
<i>Une constante dans le comportement des accapareurs : la haine du Peuple.</i>	52
<i>L'aliénation culturelle est une réalité</i>	53

<i>Le leurre des mots ou la fausse information.</i>	56
« Vive monsieur le comte ! ».	57
Gouvernement de progrès ou gauche caviar ?	58
Défendre la démocratie?	61
La stratégie de la désinformation.	62
 <i>Oligarchie et tiers exclus.</i>	 64
Toujours les mêmes et toujours le même néant !	65
Un jour viendra...	68
L'accélération spectaculaire du déséquilibre	70
La stratégie de la non réinsertion.	72
 <i>Le pourquoi du possible : le subterfuge.</i>	 76
La culture de l'égoïsme.	76
« Si Dieu n'existe pas, tout est permis ! ».	79
Un monde sans règles.	81
« Le but de la société est le bonheur commun ».	83
 <i>La faillite des systèmes.</i>	 86
Pour en finir avec le marxisme...à la lumière de la pensée libérale.	86
« La démocratie, c'est le gouvernement du peuple exerçant la souveraineté sans entrave ».	
Charles DE GAULLE	91
Vanitas vanitatis : comment croire détenir seul la Vérité ?	94
Vox populi, vox dei.	97
 <i>La seule vérité : le Peuple, la volonté du plus grand nombre.</i>	 99
Un bien mauvais système sans doute, mais il n'y en a pas d'autre.	99
La psychiatrisation de la société	101
La roche Tarpéienne est près du Capitole...	104
L'esprit de VALMY.	107
 <i>Il était deux philosophes : un baron et un promeneur solitaire.</i>	 112
Le baron raciste de la théorie des climats.	112

<i>Le détenteur de la vérité absolue.</i>	113
<i>Le promeneur solitaire, admirateur du vicaire savoyard.</i>	116
<i>« L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est Liberté. ».</i>	118
 <i>L'inévitable révolution ?</i>	 120
<i>La vraie propagande médiatique.</i>	120
<i>La théorie du passé imbécile.</i>	123
<i>Une prise de conscience de l'intérêt commun est-elle possible ?</i>	125
<i>La révolution du Peuple serait la révolution dernière !</i>	127
 <i>La révolution serait-elle en marche ?</i>	 130
<i>Un scrutin de sagesse sera toujours balayé d'un revers de manche !</i>	130
<i>Préserver à tout prix le Léviathan européen !</i>	133
<i>Tomber le masque du prédateur !</i>	138
<i>Le poids du mensonge.</i>	144
 <i>La parcelle de solidarité, la parcelle de vérité, la parcelle de liberté.</i>	 147
<i>La caste des usurpateurs</i>	147
<i>La fusion de l'intérêt particulier dans l'intérêt collectif</i>	152
<i>La parabole du cube.</i>	155
<i>La réhabilitation de la vertu</i>	159

DEUXIEME PARTIE :

<i>« QU'A REPRESENTÉ, JUSQU'A PRESENT, LE TIERS EXCLUS DANS LA VIE POLITIQUE INTERNE DU PAYS ? RIEN ! »</i>	171
 <i>Avant ADAM : du « bon sauvage » à « l'homme éternel ».</i>	 172
<i>Pour en finir avec la religion unique.</i>	173
<i>« L'homme descend du singe ! ». Circulez, il n'y a plus rien à voir !</i>	179
<i>Le roman (feuilleton) des origines.</i>	183
<i>D'où venons-nous ?</i>	185

<i>Voici revenu le temps des grandes hérésies !</i>	187
<i>Main basse sur la science !</i>	187
<i>Au bûcher les hérétiques !</i>	189
<i>Pour en finir avec l'objection : Dieu !</i>	193
<i>Dieu existe, je l'ai constaté !</i>	198
 <i>« Dieu est mort ! », signé Nietzsche... « Nietzsche est mort ! », signé Dieu.</i>	 203
<i>Les fondements scientifiques du magique.</i>	203
<i>Les chercheurs maudits.</i>	206
<i>Vers une nouvelle science : la spirituologie.</i>	211
<i>La religion c'est le magique.</i>	214
 <i>Le complot des origines.</i>	 219
<i>La religion c'est le tragique.</i>	220
<i>Le mythe du « bon sauvage » au risque de la science.</i>	224
<i>L'« usurpation de toute la terre ».</i>	228
<i>La religion c'est le didactique.</i>	233
 <i>La terra incognita.</i>	 237
<i>Une nouvelle grille de lecture pour toute société des hommes.</i>	238
<i>Les preuves archéologiques du complot des origines.</i>	243
<i>Les leçons du réalisme fantastique.</i>	249
<i>Le passé interdit !</i>	254
 <i>Pour en redire avec le Moyen Age.</i>	 258
<i>La déraison ambiante.</i>	259
<i>L'âge des ténèbres.</i>	261
<i>L'âge de l'espérance.</i>	264
<i>Un terrain de prédilection pour une approche réaliste fantastique</i>	267
 <i>Un régime tout à la fois peu et fort ancien.</i>	 270
<i>Les falsificateurs de l'histoire.</i>	271
<i>« Qui contrôle le passé contrôle le futur. Qui contrôle le présent contrôle le passé. Qui contrôle le présent maintenant ? » Georges ORWELL (« 1984 »)</i>	276

<i>La permanence du magique.</i>	279
<i>L'ancien régime vers la révolution.</i>	287
 <i>La marche vers la révolution.</i>	290
<i>La mutation inéluctable.</i>	291
<i>La révolution : une nécessité pour les accapareurs.</i>	293
<i>L'outil de la domination nouvelle : l'argent roi !</i>	296
<i>La révolution comme fin de l'oppression du Peuple.</i>	300
 <i>La révolution et ses mensonges.</i>	302
<i>« Tout commence par des idées... ».</i>	303
<i>Le sens de 1789.</i>	306
<i>Le Peuple et son apothéose.</i>	309
<i>L'action occulte des puissances de l'argent.</i>	314
 <i>« ROBESPIERRE au Panthéon, BONAPARTE à la fosse commune ! »</i>	320
<i>L'odieuse injustice : la flétrissure de l'innocence !</i>	320
<i>La société moderne des accapareurs est née en thermidor !</i>	324
<i>Rien n'a changé...</i>	327
<i>La déraison ambiante continue de plus belle !</i>	330
 <i>L'Etat : le gendarme que va rosser GUIGNOL !</i>	334
<i>L'avènement du dieu marché.</i>	334
<i>L'installation de la société contemporaine des accapareurs.</i>	339
<i>Les mécanismes de la spoliation généralisée.</i>	347
<i>Le temps de l'illusion.</i>	354
 <i>Le gendarme rossé devient radieuse providence !</i>	362
<i>De la Grande Guerre à la grande crise.</i>	363
<i>De l'antichambre de l'enfer à l'Etat providence.</i>	369
<i>Les « Trente Glorieuses » : la « révolution silencieuse » en marche.</i>	377
<i>L'émergence d'une conscience collective : de l'Annapurna à « Jacquou le croquant »...</i>	386

<i>La contre réforme libérale : « Nous sommes tous des crapules staliniennes... ».</i>	396
<i>La conspiration de la contre réforme libérale.</i>	397
<i>La préparation de la révolution conservatrice.</i>	404
<i>Le retour en force de la société de l'accaparement.</i>	408
<i>La contre réforme libérale en France : des dames patronesses au « salopard en salopette ».</i>	416

TROISIEME PARTIE :

« QUE DEMANDE LE TIERS EXCLUS? A ETRE QUELQUE CHOSE ! »	437
<i>La machine infernale.</i>	438
<i>L'aristocratie invisible.</i>	439
<i>La contre réforme libérale est l'œuvre de l'aristocratie occulte.</i>	444
<i>La spoliation généralisée contemporaine.</i>	453
<i>Plaidoyer pour les banquiers et tous les hommes de bonne volonté !</i>	460
<i>Le racket généralisé de l'humanité.</i>	466
<i>L'alibi monétaire.</i>	466
<i>Le racket des Etats.</i>	470
<i>Le racket des pays du Sud.</i>	474
<i>L'hydre de la finance.</i>	478
<i>Le temps des crises.</i>	485
<i>L'inévitable cataclysm.</i>	486
<i>La prévisible catastrophe.</i>	497
<i>Le principe de duplicité au grand jour !</i>	502
<i>Vaincre la crise c'est d'abord une question de culture...</i>	510

C'est bien pour échapper à cette oppressante propagande qui nous étouffe sous son torrent d'idioties, que le père DUCHESNE a pris son bâton de pèlerin. Sur son chemin de Compostelle, qui fut aussi celui de Damas, il a emprunté les voies tortueuses de la réalité, séjourné dans les auberges de la science, évité les pierres acérées du mensonge, écouté la voix de la sagesse antique qui s'exprimait par la multitude. C'est ainsi qu'il a pu approcher le sanctuaire de la vérité.

Alors la lumière a jailli et la prophétie va étonner plus d'un :

- Elle nous dit que la crise actuelle n'est pas le fruit du hasard, elle n'est que la conséquence d'un vaste complot qui a vu le jour il y a trois décennies.
- Les sermonneurs et les maîtres penseurs pourront s'égosiller, les preuves de cette conspiration existent. Elles ne demandent qu'à apparaître à celui qui prendra la peine de soulever l'épais rideau noir de l'occultation.
- La prise de conscience générale se dessine déjà et la révolution est sans doute proche.
- La dernière en date, prétend-on, eu lieu en 1968. Ce fut celle de la bêtise ! Celle qui s'annonce sera celle de l'intelligence !
- Ce bouleversement à venir sera moins l'affaire des exclus et des laissés-pour-compte d'une économie à la dérive, la démarche trop entravée par des chaussures à crampons, l'esprit trop anesthésié par des odeurs de « *Closer* », la volonté trop anihilée par le pouvoir de l'idole. Cette révolution sera davantage conduite par de prétendus privilégiés : cadres et professions libérales, intellectuels jeunes et vieux, entrepreneurs ou retraités...
- N'en déplaise aux utopistes, elle fuira les idéologies et, plutôt que marxiste, elle sera authentiquement capitaliste.
- Loin de naviguer vers un hypothétique avenir idéalisé, elle voguera vers le passé pour le remettre au goût du jour.
- En rétablissant l'harmonie des « *Trente Glorieuses* », elle conduira l'humanité vers un nouvel « âge d'or ».

C'est là le message du père DUCHESNE, qui n'a pourtant point revêtu le lin blanc du mystique, mais simplement considéré les faits avec toutes leurs implications. Dans ce livre, beaucoup de révélations qui ne manqueront pas de surprendre sans doute, mais surtout des pensées nouveaux. Enfin ! Des idées nouvelles qui dérangent car elles convergent vers cette certitude qu'il n'est, pour éviter le chaos généralisé qui se profile aujourd'hui, d'autre alternative que dans l'instauration d'une vraie démocratie...